

BIBLIOTHÈQUE CANTONALE
DU VALAIS

SION

*

Bibliothèque

de la

Section Monte-Rosa



40588

C. A. S.

Bibl. cent. VS Kantonsbibl.



1010021960

CB 18

Armoiries du Valais et des VII communes (dizains)
du Haut-Valais
d'après Jean Stumpfen, 1548.

Vallais



Adrien I de Riedmatten

Vallais



Sion capitale
du Valais



HISTOIRE MODERNE
DU VALAIS

DE 1536 à 1815

par le Chanoine

Pierre-Antoine Grenat

ancien grand doyen du Chapitre
de Sion

publiée par les soins de
Joseph de Lavallaz avocat

Victor Pasche Editeur
successeur de Ch. Eggimann et Cie

Genève

1904

Conches



Brigue



Viège



Rarogne



Loèche



Sierre





HISTOIRE MODERNE DU VALAIS



*Cet ouvrage contient 25 planches hors texte imprimées
par la « Société Générale d'Imprimerie », à Genève, d'après des gravures ou
tableaux authentiques, dont 18 reproductions photographiques
de P. Favrat, photographe à Sion.*



Le Rév. Chanoine GRENAT

Ancien grand-doyen du V. Chapitre de Sion, à l'âge de 51 ans.
(Né le 29 Juillet 1824)

HISTOIRE MODERNE DU VALAIS

DE 1536 A 1815

PAR LE

Chanoine GRENAT



PUBLIÉE PAR LES SOINS DE
Joseph de LAVALLAZ
AVOCAT, A SION

GENÈVE

Victor PASCHE, Editeur

SUCCES. DE CH. EGGIMANN & C^{ie}

CB 18





PRÉFACE

EN 1873, le Vénérable Chapitre de Sion, dans lequel nous venions d'entrer, nous chargea de la révision et de la réorganisation de ses archives de Valère que le malheur des temps avaient bouleversées, et dont un assez grand nombre de documents, mentionnés dans de vieux manuscrits, avaient disparu par des causes analogues à celles qui ont causé la perte de nombreuses et importantes pièces, qui sont sorties des archives des diverses communes du pays et de celles des corporations et des principales familles du canton. Après avoir travaillé quelques mois à la tâche qui nous était imposée, il nous vint la pensée d'utiliser pour nos concitoyens les découvertes historiques que nous faisons chaque jour, au lieu de nous borner à une simple organisation et à un inventaire de ces vieilles archives. Nous recueillîmes d'abord des notes sur les points qui nous paraissaient plus intéressants et bientôt, notre sphère de connaissances s'élargissant, nous

commençâmes à donner un corps au présent ouvrage. Ce n'est pas sans appréhension que nous nous décidons à le présenter au public. Peut-être aurions-nous mieux fait de ne pas nous rendre aux pressantes exhortations de personnages haut placés et trop bienveillants pour nous.

Les faits si peu connus, il faut même le dire, si mal connus de la période Valaisanne que nous décrivons, ont un très grand intérêt historique; mais leur nature même exposera le narrateur à être accusé d'exagération, de parti-pris ou d'entraînement de préjugés. Nous déclarons cependant consciencieusement que nous ne relatons que ce que nous avons vu et lu dans des documents dignes de foi, dans les chroniqueurs graves, dans les écrits de personnages que leur position et leurs fonctions mettaient en état de connaître la vérité, d'apprécier les choses et d'en porter un jugement sain. Mais surtout, nous avons eu à notre disposition entière les protocoles officiels originaux des diètes — vulgairement appelés *Abscheids* — qui nous ont servi de fil conducteur et dont nous ne nous sommes jamais écarté, sauf en certains points concernant la question religieuse sous l'épiscopat du clairvoyant et ferme Hildebrand Jost, pour lesquels nous avons la preuve authentique de l'altération de divers passages, opérée perfidement par des secrétaires de diète intéressés à mentir et protégés par la connivence de hauts magistrats accusés eux-mêmes par la conscience publique et par les protestations et les manifestes de l'Evêque.

Il ne suffit pas de l'allégation d'un fait, quoique certain, pour l'apprécier; il faut encore l'étudier dans ses phases diverses de temps, de mœurs, de qualité des personnes qui en changent souvent l'aspect et en font porter un jugement tout différent.

La crainte de déplaire expose parfois l'historien à atténuer, sinon à taire, certains faits, ou l'empêche de prononcer un verdict sévère sur des opinions ou des assertions contraires à la vérité, transmises par l'orgueil national et qui semblent d'autant plus indubitables qu'elles sont plus répandues et enracinées. Tout n'est pas vertu et digne d'admiration dans la vie d'un peuple, quelques louanges qu'il mérite ou quelles que soient ses qualités. L'humanité ne fut jamais la perfection. C'est se moquer d'une nation que de ne rien trouver en elle de condamnable. Agir ainsi ne serait plus écrire de l'histoire, mais rédiger un roman. Quel crédit mériterait un historien auquel on pourrait reprocher, documents en main, de cacher la

vérité quand elle peut blesser, et de la publier hardiment quand elle peut flatter ?

Pourrait-on en ceci suivre une meilleure direction et adopter des règles plus sûres que celles tracées par l'illustre Léon XIII dans son bref du 18 août 1883 sur les études historiques. « Il faut, dit le savant Pontife, énergiquement s'efforcer de réfuter les mensonges et les faussetés en recourant aux sources, ayant surtout présent à l'esprit que la première loi de l'histoire est de ne pas oser mentir ; la seconde, de ne pas craindre de dire la vérité, afin que l'historien ne prête à aucun soupçon de flatterie, ni d'animosité. ¹ »

D'avance nous nous attendons à des critiques, violentes peut-être, provoquées chez quelques-uns par l'ignorance de causes qui parfois ont produit des effets regrettables et funestes ; chez d'autres, par un sentiment d'amour-propre blessé de voir s'effeuiller les lauriers de leurs héros plus légendaires que réels.

Quelques timides pourront même crier au scandale, en nous voyant pénétrer dans le sanctuaire par l'exposition bien mesurée, cependant, et rapide d'agissements répréhensibles de quelques-uns de ceux, que leurs fonctions ou leur haute position sociale mettaient d'autant plus en évidence et obligeaient à des exemples tout opposés ; prévarications que la religion a toujours condamnées et que la vérité, qui ne perd jamais ses droits, oblige à signaler pour servir de leçon salutaire et de préservatif à l'avenir.

Quoi qu'il en soit, marchant dans la voie indiquée par l'immortel Pontife, docteur de la vérité, nous nous préoccupons peu d'avoir des choses désagréables à entendre, car ce que nous disons nous le croyons conforme à la vérité et aux règles prescrites par notre Chef suprême le Vicaire de J.-C.

Pour plus amples détails sur les sources historiques dont il n'a été dit qu'un mot ci-dessus, voici les *principales* auxquelles nous avons puisé et que nous mentionnons ici pour éviter de trop nombreuses citations au bas des pages.

¹ Enitendum levitati magnopere, ut omnia ementita et falsa, adeundis rerum fontibus, refutetur ; et imprimis scribentium observetur animo : primam esse historiæ legem ne quid falsi dicere audeat ; deinde, ne quid veri non audeat, ne qua suspicio gratiæ sit in scribendo, neque simultatis. — Bref : *Sepe numero considerantes etc.*

Les Abscheids ou protocoles officiels des diètes du Valais.

Les archives de l'Etat du Valais.

Les archives de l'Evêché de Sion.

Les archives du Vénérable Chapitre de Sion.

Les archives du Grand St-Bernard.

Les archives de la ville de Sion.

Les archives si riches de la famille du comte et grand-bailli de Rivaz, contenant les nombreux volumes manuscrits de l'érudit Chanoine de Rivaz, les écrits historiques du grand-bailli son oncle, de ses frères Pierre, Isaac et autres membres de la parenté. C'est avec la plus vive reconnaissance que nous remercions cette famille de l'empressement gracieux avec lequel elle a daigné mettre toutes ses richesses littéraires à notre disposition.

Les archives des deux familles de Riedmatten.

Les archives des familles de Lavallaz, de Sion.

La chronique Bérodi.

Le volumineux manuscrit du docteur Carrupt, curé d'Ardon, qui fut témoin oculaire, on peut le dire, de la plus grande partie des événements de l'invasion française à la fin du XVIII^e siècle.

Boccard : *Histoire du Valais*.

Amtliche Sammlung der Acten aus der Zeit der helvetischen Republik.

Documents tirés de diverses archives communales du canton.

Chanoine GRENAT.



AVANT-PROPOS

Sion, 1^{er} novembre 1904.

Il y a bien une dizaine d'années que le présent ouvrage de M. le chanoine Grenat, *L'Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, était terminé dans son ordonnance et sa forme actuelles¹, et qu'il aurait donc pu et dû voir le jour. Son impression et sa publication se heurtaient à certains obstacles qu'il est préférable de passer sous silence, puisqu'ils ne se sont pas manifestés publiquement, que je sache; puisqu'ils ont pu être suggérés par des sentiments sincères et partant respectables, encore que fourvoyés et malencontreux à mon humble avis; puisqu'enfin ces obstacles, l'arche construite par M. Grenat les a esquivés ou franchis sans encombre ni avaries, et qu'oublieuse maintenant des vents contraires, de la houle et des récifs, elle vogue crânement dès aujourd'hui dans les eaux de la publicité, battant pavillon : *Fais ce que dois, advienne que pourra*.

Dans sa succincte Préface, M. le chanoine Grenat semble avoir fait, à l'une ou l'autre de ces entraves, l'honneur d'une salve de franchise et de probité historiques, tempérée par une réserve aussi digne que charitable. Je serais mal venu à y ajouter quoi que ce fût.

Ayant appris fortuitement, un jour de juin 1903, les causes de la non-apparition de cette œuvre (dont je n'avais aucune idée) et les éventualités auxquelles elle était exposée, je me présentai le lendemain chez M. le chanoine Grenat pour lui offrir d'en assurer la publication à brève échéance et dans son intégralité. Ce vénérable vieillard de 80 ans, avec la confiance la plus spon-

¹ L'auteur l'ayant commencé après la cinquantaine et terminé sur le tard de la vie, l'ouvrage est resté tel quel, sauf mes légères retouches de forme en quelques passages.

tanée et la plus absolue, m'en délivra sur l'heure tous les manuscrits et m'en transféra la propriété avec charges et honneurs, — charges et honneurs auxquels je m'empressai de faire droit en mettant cette histoire moderne de ce cher « canton de Vallays en Suysse » à la disposition de tous ses enfants, qui s'intéressent à ses destinées. A eux de prononcer si M. le chanoine Grenat a bien mérité de la patrie valaisanne.

Aussi bien, est-ce essentiellement un *sentiment patriotique* qui a présidé à l'élaboration de cette revue triséculaire des faits et gestes de nos aïeux. Témoin l'article ci-après reproduit, signé G., que la *Gazette du Valais* publiait dans ses colonnes le 1^{er} novembre 1884, par lequel M. le chanoine Grenat — apparemment — appelait à lui de divers côtés tous les documents et écrits pouvant lui servir à édifier son monument historique :

Archives Nationales (*Corresp.*) — Vous avez eu une heureuse pensée en invitant vos lecteurs et tout citoyen valaisan à envoyer à l'inspecteur des archives communales¹, à Sion, les divers documents ou les pièces historiques qui peuvent être en leurs mains. Il est bien reconnu que dans notre pays les écrits concernant notre histoire ne sont pas tous dans les archives des communes; un très grand nombre se trouvent dans les familles où on les conserve sans profit, si les propriétaires en connaissent l'importance; mais, le plus souvent, on laisse aux enfants le soin de disperser ces parchemins ou de défaire feuille après feuille de précieux volumes du XIII^{me}, XIV^{me} ou XV^{me} siècle. Les rats sont ensuite chargés de mettre en lambeaux ce qui a échappé aux enfants, des originaux ou des sources de notre histoire nationale. Il arrive encore que si un chef de famille est soigneux de ses archives grandes ou petites, ses premiers descendants les négligent complètement.

Eh bien, pourquoi ne prendrait-on pas le parti de se défaire avantagusement de ces manuscrits, inutiles aux intérêts de la famille, en les expédiant à la personne qui se charge de les recueillir au nom de l'Etat? Pour s'éviter même la peine de les expédier, on n'aurait qu'à prévenir le collecteur du don qu'on laisse à sa disposition. Si l'on ne peut se décider à faire cession de ces documents, on peut au moins en faire le dépôt contre récépissé en forme aux archives historiques, qui les conserveront soigneusement et les utiliseront.

Il faudrait enfin se persuader que beaucoup de ces parchemins et manuscrits sont historiquement précieux, et que d'autres, dont on croit communément le contenu inutile et que l'on traite et étiquette comme tels, même dans plus d'une archive communale, servent souvent à vérifier des faits ou à fixer des points historiques sur lesquels les auteurs ne sont pas d'accord. L'expérience en est faite. On ne doit rien négliger, rien mépriser. Un bout de parchemin chiffonné, un morceau de papier froissé et souillé ont parfois une importance qu'on ne soupçonne pas.

Combien de fois n'ai-je pas entendu dire que le Valais n'avait pas encore une histoire convenablement développée? Je l'ai entendu de la bouche de plusieurs de ceux qui possèdent des archives privées. Je dirai en particulier à ceux-ci: prêchez d'exemple en commençant à fournir vos documents qui dorment chez vous et dont vous ignorez peut-être toute la valeur. En agissant de la sorte, d'autres vous suivront. Vous serez ainsi les vrais fondateurs d'une *œuvre toute patriotique* et vous mériterez la reconnaissance du pays à la gloire duquel vous contribuerez puissamment.

Il n'est pas rare d'entendre louer le patient labeur de ceux qui s'occupent de recherches historiques. Eh bien, pourquoi ne pas les seconder d'une manière vraiment efficace et qui ne coûte presque rien, en leur livrant, non pour eux, mais pour l'avantage de cette patrie que vous aimez vivement, tout ce que vous tenez dans l'obscurité et la poussière séculaire de vos archives?

¹ Lettre de Henri III, p. 88.

² M. le chanoine Grenat.

Etes-vous plus avancé ou plus riche pour avoir gardé des documents dont vous ne pouvez tirer aucun parti pour vous? Préférez-vous vendre à l'étranger les documents et les sources de votre histoire nationale? Ou bien votre civisme va-t-il jusqu'à préférer la pourriture de vos parchemins ou la dent incisive des rats? Je pourrais citer telles archives particulières fermées depuis soixante-dix ans qui n'ont plus présenté que pourriture et travail des souris quand on les a ouvertes. Chez nous, je le reconnais volontiers, ce n'est généralement pas l'indifférence, encore moins l'égoïsme, qui arrête : c'est la négligence à mettre aussitôt à exécution une bonne pensée qu'on a eue, et qui par là même est vite oubliée. L'apathie est une triste maladie morale trop répandue dans la vallée du Rhône.

Nous sommes riches encore en documents éparpillés qui tendent chaque jour à se perdre. Il est temps qu'on se réveille, qu'on se secoue et qu'enfin on se mette à l'œuvre, au moins en favorisant de la manière que j'ai dit *une œuvre toute patriotique*, mais qui ne peut aboutir qu'avec le concours de tous.

Toutes les communes rendent grâce au gouvernement qui les oblige à mettre en ordre leurs archives et à en dresser l'inventaire à bref délai. Elles reconnaissent le service inappréciable qu'il leur rend en les astreignant à un travail momentané. Mais quelle inconséquence n'y aurait-il pas d'admirer cette sage mesure de l'Etat, si chacun n'est décidé à contribuer autant qu'il est en lui à *l'un des buts que se propose le Pouvoir exécutif*. » G.

Les lecteurs auront sans doute souligné avec moi certains passages de cet appel plus patriotique que bien d'autres, en faveur d'une histoire nationale valaisanne. L'œuvre en main, ils décideront si M. le chanoine Grenat a accompli dignement sa noble tâche et s'il a droit à *la reconnaissance du pays*.

Dans l'élaboration de son œuvre, l'auteur n'est pas resté narrateur froid, stoïque, indifférent envers les hommes, les choses et les événements qui passaient sous sa plume. Il les a souvent jugés dans leur portée et dans leur valeur morale, religieuse, sociale et politique, en ayant égard aux circonstances de temps, de lieux, de personnes et de toutes influences qui ont constitué leur ambiance originelle. On doit lui en savoir gré. Ayant sous les yeux tous les matériaux historiques assemblés par ses fouilles et ses perquisitions aussi sagaces qu'infatigables, étant à même de les compiler, scruter, comparer, M. le chanoine Grenat, mieux que personne, était habilité et avait qualification pour émettre sur les personnages et les faits passés des appréciations justes et adéquates. Dès lors, ses impressions et ses jugements quels qu'ils soient, qu'on y adhère ou non, ne sont-ils pas précieux? N'aurait-ce pas été regrettable si l'historien les eût gardés dans son for intérieur et se fût abstenu d'en faire part à ses lecteurs? N'aurait-ce pas été d'autant plus fâcheux qu'il a mis à les porter, comme on l'éprouve chaque fois, toute sa conscience, toute son âme, en un mot, autant qu'il était en lui, toute l'objectivité et l'impartialité possibles?

Il va de soi que, s'agissant spécialement des questions religieuses, les appréciations de M. le chanoine Grenat sur les phénomènes du passé valaisan ont été conçues et exprimées sous l'influence d'une foi catholique profonde, qui se manifeste et s'épanouit à chaque occasion. Ses coreligionnaires s'en féliciteront sans doute, et cela à bon droit. Quant à ceux qui ne professent pas les mêmes croyances religieuses, ils ne s'en formaliseront point. Tout le monde

sait, en effet, que les jugements émanant d'une conviction réelle, positive ou négative, sont généralement préférables aux ànonnements, aux hésitations de l'indifférence et du scepticisme. Puis, à notre époque de liberté de cultes et de publicité intense, les esprits ont accoutumé de percevoir les idées, les opinions, les théories et systèmes, les prosélytismes et fanatismes même, les plus infiniment variés, dissemblables, contradictoires, dont il se dégage au moins une résultante inéluctable : la tolérance pratique. Elle consiste, entre autres, à respecter toutes les convictions *subjectives*, vraies et sincères, et par conséquent à pouvoir donner audience, sans imprécations ni mépris, à leurs appréciations et assertions, sauf pour chacun à modifier ou à conserver au contraire son sentiment propre et à pouvoir, en toute honnêteté et liberté, l'exprimer aussi à sa manière et à son tour. A ce point de vue, il suffit de lire la Préface de l'œuvre historique de M. le chanoine Grenat, ce ministre de paix si unanimement estimé de tous ceux qui l'ont connu, pour se convaincre à l'avance que, pour tous, cette œuvre s'impose au respect, parce qu'elle est sincérité.

Au surplus, en toute chose l'intention décide de l'estime ou de la mésestime. Elle confère à toute entreprise noblesse ou bassesse. Or, l'intention principale qui anime *L'Histoire Moderne du Valais*, est de faire remonter à la foi patriotique et religieuse du peuple valaisan une partie de son cours historique, et de lui en raviver les souvenirs mémorables, sympathiques ou peu louables, les péripéties d'heur et malheur, les phases instructives et éducatives des générations futures, cela, dans le ferme espoir que ce *Connais-toi toi-même* » rétrospectif ne peut être pour ce petit peuple, fidèle à ses croyances comme à ses franchises et libertés, qu'un gage d'heureux avenir et de prospérité. *Fiat.*

Joseph DE LAVALLAZ.



LE VALAIS SELON LES ABSCHIEDS

L'histoire est comme le jugement de Dieu en première instance; il faut y produire la vérité envers et contre tous.

ROHRBACHER : *Hist. eccl.*

CHAPITRE PREMIER

DE 1536 A 1542



POUR initier le lecteur au récit des événements qui eurent lieu en Valais dès l'année 1536, vrai point de départ de cet ouvrage, il n'est pas inutile de remonter quelque peu vers le passé; certaines notions historiques préliminaires faciliteront l'entrée en matière et l'intelligence des faits qui se dérouleront devant ses yeux.

Jusqu'en 1475, le Bas-Valais, qui comprend cette partie du canton située entre le torrent de la Morge de Conthey, à 50 minutes de Sion, et le torrent du même nom à Saint-Gingolph, appartenait depuis plusieurs siècles aux princes de Savoie et faisait partie intégrante de leur province du Chablais; mais, comme diocèse, il relevait de la juridiction incontestée de l'évêque de Sion.

L'Etat ou république du Valais commençait à la Morge de Conthey et s'étendait, par la vallée de Conches, jusqu'à la source du Rhône. Il était composé de sept dizains : Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches. C'est ce que l'on désigna plus tard par le nom de Haut-Valais. L'évêque de Sion, élu par le Vénérable Chapitre de la cathédrale, portait le titre de comte et préfet du pays; il jouissait de tous les droits régaliens, c'est-

à-dire de prince souverain. Vrai chef du gouvernement, il présidait les diètes ou assemblées générales auxquelles il convoquait lui-même les représentants des communes des sept dizains.

Ces communes, dont il était le suzerain, avaient leurs franchises qu'il jurait, à son avènement au trône épiscopal, de respecter. Son lieutenant au temporel s'appelait « le bailli ».

Peu à peu, les citoyens des sept dizains qui s'intitulaient « les Patriotes », secrètement animés et dirigés par des familles influentes, jalouses et avides de domination, cherchèrent à empiéter sur les prérogatives de l'évêque et, pour la première fois en 1446, lui arrachèrent violemment certains droits. Dès lors, pendant deux siècles surtout, ils profitèrent de toutes les occasions pour diminuer son autorité en la réduisant insensiblement à celle d'un souverain constitutionnel, qui règne sans gouverner.

Le pouvoir temporel du prélat, quoique grand encore, avait cependant déjà subi quelques atteintes quand l'armée du duc de Savoie, forte de dix mille hommes, franchit la Morge et se présenta sous les murs de Sion qu'elle assiégea et qu'elle était au moment de prendre, lorsque l'arrivée d'un corps auxiliaire de trois mille Bernois et Soleurois vint rendre les Valaisans victorieux sur le champ de bataille de la Planta : c'était le 13 novembre 1475.

Profitant de leur victoire, les troupes des sept dizains franchirent la Morge à leur tour et s'emparèrent du Bas-Valais actuel jusqu'à Saint-Maurice. Ils n'occupèrent cependant cette petite ville que le 16 mars de l'année suivante, où Nicolas de Scharnachtal la leur remit au nom des Bernois et des Fribourgeois, qui la tenaient en hypothèque de la maison de Savoie. Cette partie du pays conquis reçut le nom de gouvernement de Saint-Maurice et fut administrée par un gouverneur, que ses nouveaux maîtres y envoyaient chaque deux ans.

Bientôt, de pénibles démêlés surgirent entre les patriotes et l'évêque Jodoc de Sillinen qui, exilé du pays, alla mourir à Rome.

Puis, après quelques courtes années d'un paisible épiscopat, on eut à gémir sur les interminables luttes entre le cardinal Schiner et son puissant rival Georges Supersaxo. D'un côté les amendes, les procès, les confiscations, les condamnations à mort, les excommunications; de l'autre les conspirations, les émeutes, les homicides, les proscriptions et les trahisons. On vit s'élever dizain contre dizain, frères contre frères. Un moment, Georges, traître à sa patrie et ne songeant qu'à augmenter sa grande fortune par la faveur surtout des princes étrangers, proposa au prince de Savoie de s'emparer du château de Martigny, appartenant à l'évêque, dont un parent commandait la petite garnison. Mais sur le refus du prince, les partisans du traître prennent le château après un siège de plusieurs mois et le livrent enfin aux flammes. Le cardinal, presque toujours absent de son diocèse, se trouvant en effet soit dans les cours des rois et empereurs pour s'occuper de leurs intérêts, soit à la tête des bataillons suisses sur les champs de bataille en Italie, répondait à ses adversaires par des excom-

munications, des interdits généraux et des citations devant Rome¹. Cet état de choses dura jusqu'à la mort de Schiner (1522) auquel les patriotes donnèrent pour successeur le seigneur Philippe de Platéa, l'un des cent cinquante personnages que le pape avait excommuniés et qu'il ne voulut pas confirmer, parce que la nomination lui appartenait, le prédécesseur étant mort en cour de Rome. Enfin Supersaxo, le cupide traître, étant devenu odieux à ses concitoyens, condamné par eux à une amende de 12,000 écus hypothéqués sur ses biens en Valais, prévoyant l'ostracisme qui l'attendait, s'enfuit de nuit avec sa famille (1529) et va se réfugier à Vevey où il meurt bientôt.

Durant cette lamentable et funeste période, combien la situation religieuse du pays ne dut-elle pas devenir triste. L'instruction et l'éducation du clergé avaient été nécessairement négligées et la discipline relâchée d'une manière déplorable; dans beaucoup de paroisses, on avait confié le saint ministère à des ecclésiastiques étrangers n'offrant pas toujours les garanties nécessaires, et plus soucieux de lucre que du salut de leurs ouailles. Les fidèles, pactisant pour l'un ou l'autre des deux antagonistes politiques, ne recevaient ni l'enseignement ni les exemples religieux convenables; ils étaient par là même fort relâchés et encore plus ignorants de la doctrine catholique. Ajoutons à cela que les prédications de l'hérésiarque Luther avaient commencé en Allemagne dès 1517; elles avaient été promptement suivies en Suisse de celles de Zwingli et autres réformateurs, qui pullulaient; Zurich avait renié l'ancienne foi en 1523, Berne en 1528, Bâle en 1529, Genève et d'autres cantons allaient les suivre. La Suisse était diversement travaillée par les idées religieuses; elle sentait ses enfants s'agiter dans son sein; sous peu ils se déchireront.

Le Valais n'était point exempt des erreurs nouvelles. En 1526, le pape Clément VII ordonnait au Vénérable Chapitre de Sion « de procéder sommairement contre les gens adonnés aux pratiques superstitieuses, les luthériens, les hérétiques, les fauteurs et les sectateurs de l'hérésie et de les punir. » Il l'investit, à cet effet, de tous les pouvoirs dont les inquisiteurs de la foi étaient revêtus, sans avoir à observer d'autre forme juridique que celle de s'assurer de la culpabilité de l'accusé pour prononcer contre lui².

Malgré ces symptômes alarmants et quelques défections, le pays était encore sincèrement catholique, et c'est pour conserver leur foi que, le 25 novembre 1528, les dizains de Sion, Sierre, Viège, Brigue et Conches avaient renouvelé le pacte de combourgeoisie du 15 août 1417 avec les cantons de Lucerne, Uri et Unterwald, pacte auquel les dizains de Loèche et Rarogne, ainsi que Fribourg, Zoug et Schwytz accédèrent le 12 mai 1529. Ce fut le premier traité que les six cantons catholiques firent avec le Valais pour sauvegarder leurs croyances religieuses; il se renouvela déjà en 1533 à l'occasion de l'admission

¹ Archives de la ville de Sion.

² Archives de l'Etat du Valais.

de Soleure, puis plusieurs fois dans la suite. « Des dissensions, y est-il dit, s'étant élevées sur notre foi chrétienne par l'effet d'une nouvelle secte propagée par certains prédicants, sous couleur de parole de Dieu, et quelques villes et seigneuries ayant défailli de l'ancienne croyance chrétienne et embrassé la prétendue doctrine nouvelle, qui est cependant contraire à la loi chrétienne, nous, parties contractantes, s'il arrivait que quelqu'un veuille détacher nos villes, pays, domaines et ressortissants de la vraie loi de Dieu et de notre antique religion, nous avons juré de nous soutenir et protéger mutuellement, en y consacrant nos corps et nos biens. Et à l'ancien traité il a été fait cette modification spéciale en faveur du Valais, que toutes les fois et pour quoi que ce soit que l'une des parties devra se porter au secours de l'autre, elle devra le faire sans délai, loyalement et à ses frais. » On y réserve soigneusement de part et d'autre les anciennes libertés, coutumes, usages et traditions spirituelles et temporelles sur ses propres terres, de même que tous les traités plus anciens « par lesquels nous sommes liés avant la date actuelle, sauf l'article concernant la protection à la foi chrétienne, pour laquelle aucun traité antérieur ne doit nous lier. »

Ce traité devait se renouveler tous les dix ans, sous la foi du serment, sans que, cependant, il put être annulé par défaut de cette formalité¹.

Les troubles confessionnels qui s'étaient élevés entre cinq cantons alliés du Valais et les deux villes de Berne et Zurich et leurs adhérents, faisaient craindre une effusion de sang et une nouvelle prise d'armes entre Soleure et Bâle. Soleure avait déjà déployé sa bannière et s'était mis en campagne. Afin de prévenir des attaques dont il pouvait être menacé, le Valais décida (4 juillet 1531) d'envoyer à la diète qui devait se réunir à Bremgarten ou à Herzogen-Baden, deux députés qui le tiendraient soigneusement au courant de tout ce qui se passerait et qui travailleraient en faveur des cantons catholiques, conformément à leurs instructions. Déjà précédemment, la mise de piquet des troupes avait été ordonnée; mais, en ce jour, il fut enjoint à ceux qui n'avaient pas encore exécuté cet ordre d'y satisfaire aussitôt. Si l'entrée en campagne ne pouvait être évitée, les dizains orientaux devaient partir ensemble; les autres, avec chacun cent hommes commandés par le capitaine Imahorn, les suivraient. En outre, une levée de quatre cents hommes par dizain devait être prête à partir au premier signal.

Les choses restèrent en cet état jusqu'au mois d'octobre. Alors les cinq cantons catholiques, voyant qu'ils ne pouvaient obtenir justice de Berne et Zurich qui, pour les forcer à apostasier, leur coupaient les vivres, réclamèrent de nouveau l'assistance du Valais. Avant de se mettre en marche, celui-ci crut prudent d'envoyer à ses confédérés l'ancien bailli Metzelten, afin d'amener un accommodement s'il en était encore temps. Arrivé sur les lieux, celui-ci écrivit

¹ Archives de l'Etat du Valais.

que la guerre était allumée. Aussitôt la troupe reçut deux drapeaux et partit sous le commandement d'Imahorn. Le gouvernement de Saint-Maurice eut aussi à fournir quelques compagnies pour cette expédition. 1500 Valaisans volèrent au secours de leurs alliés, mais à cause de la difficulté de la traversée des montagnes, ils ne purent arriver sur le champ de bataille, à Cappel, que le lendemain de la victoire de leurs alliés, qui avait eu lieu le 12 octobre. Pour reconnaître leur loyauté à remplir leurs engagements et les dédommager de leurs frais, les vainqueurs leur firent don de quelques-uns des canons pris à l'ennemi. Ces pièces, déposées à Lucerne, furent amenées au pays le printemps suivant, par la voie d'Uri et de Réalp. Déjà en 1529, 1400 Valaisans avaient pris part à la première guerre de Cappel pour y défendre la cause religieuse.

Outre son alliance avec les cantons catholiques, le Valais en avait contracté une (1^{er} mai 1528) avec Charles III, duc de Savoie, toujours en difficultés avec les Genevois. Pour parer à des éventualités fâcheuses qu'il prévoyait avec ceux-ci surtout, ce bon prince avait voulu s'assurer l'amitié des Valaisans avec lesquels il avait été stipulé, entre autres articles, de ne point secourir les adversaires de l'une des deux parties; de n'accorder la bourgeoisie ou la naturalisation à aucun des sujets respectifs; de ne point se mêler des querelles de l'autre avec des étrangers et de ne pas favoriser les rebelles à l'autorité spirituelle ou civile. Ce dernier article visait déjà en partie les mouvements de la réforme protestante. D'autres événements vinrent encore confirmer les appréhensions du duc.

François I^{er}, roi de France, en guerre depuis dix mois avec l'empereur Charles-Quint, cherchait à susciter des embarras au duc de Savoie, qu'il soupçonnait de vouloir prendre parti pour l'empereur. A cette fin, il favorisait les Genevois dans leurs démêlés avec Charles III. Effectivement, dès que celui-ci se fut déclaré pour l'empereur, il envahit la Bresse, le Bugey, une partie de la Savoie et du Piémont¹.

D'un autre côté, les Bernois, qui avaient embrassé la réforme et cherchaient à l'implanter autour d'eux, alléguèrent faussement que le duc avait violé le traité de Saint-Julien, du 19 octobre 1529, et la sentence de Payerne. C'était un prétexte pour prendre la défense de Genève contre les prétentions du duc. En réalité, ils ne voulaient qu'y soutenir la religion nouvelle dont les syndics de Genève avaient décrété l'introduction le 27 août 1535. En conséquence, ils déclarèrent la guerre à Charles III, le 13 janvier 1536. Leur armée, forte de 6000 hommes, se met en marche le 22. Aucun obstacle ne se présente sur leur route. Ils sont bientôt les maîtres du pays de Vaud qui jusqu'alors appartenait au prince de Savoie. Cependant, ils y possédaient déjà le gouvernement d'Aigle acheté en 1470; plus les seigneuries de Morat, Grandson et Echallens, que les Suisses avaient conquises en 1476 sur le duc de Bourgogne par la victoire de

¹ De Haller. Histoire de la Réforme en Suisse.

Morat et qu'ils avaient cédées à Berne et à Fribourg, moyennant une indemnité pécuniaire¹. Ils entrent à Genève le 2 février; la veille Thonon leur avait ouvert ses portes. Partout ils imposent la réforme. Ils se disposent à passer la Drance à Thonon pour envahir et soumettre à leur domination le mandement d'Evian et ensuite celui de Monthey, qui faisait aussi partie du Chablais.

Or, les sept dizains, soit les Valaisans, qui avaient conquis en 1475 le Bas-Valais jusqu'à Saint-Maurice, se trouvaient déjà voisins des Bernois par le mandement d'Aigle, et ils étaient menacés de le devenir sur la gauche du Rhône par celui de Monthey qui, au spirituel, avait toujours relevé de la juridiction de l'évêque de Sion, lequel, du reste, y possédait des fiefs jusqu'à Saint-Gingolph. Ils s'émurent à bon droit des envahissements de Leurs Excellences de Berne. Les motifs d'appréhension ne leur manquaient pas. Déjà le vendredi avant le dimanche des Rameaux de l'année précédente, les députés de Fribourg s'étaient présentés devant la diète réunie au château de la Majorie, à Sion, pour lui exposer que les sectateurs de l'hérésie nouvelle s'étaient violemment emparés de l'église paroissiale à Payerne, et y avaient installé un de leurs ministres. Comme cette ville était sous la haute seigneurie des Fribourgeois, ceux-ci, en vertu de l'alliance de 1529, invoquaient l'appui du Valais, pour le cas où ils ne pourraient pas s'arranger à l'amiable et seraient attaqués à main armée. La diète leur accorda aussitôt ce qu'ils demandaient, en les exhortant néanmoins à faire le possible pour éviter une effusion de sang. Elle ordonna aux sept dizains de tenir prêts chacun 200 hommes. Le gouvernement de Saint-Maurice devait en fournir 300. On fit provision de poudre et de tout le matériel nécessaire. Comme pour la guerre de Cappel, chaque dizain devait aussi choisir « un homme d'intelligence et d'expérience » pour former le conseil du chef de la troupe. Mais le départ n'eut pas lieu, parce que les affaires s'arrangèrent.

* Plus récemment, c'est-à-dire en octobre 1535, le sérénissime duc de Savoie avait entretenu les Valaisans des hostilités auxquelles il était en butte de la part des gens de guerre de Neuchâtel, Morat et Payerne qui, pour aller prêter main-forte à ses adversaires, à Genève, avaient fait un détour par la Bourgogne, mais que de fidèles sujets avaient battus. Néanmoins, au mépris de la convention faite avec eux, et abusant par ce moyen même de leur bonne foi, au lieu de se retirer, « ces soldats étrangers, soudoyés par les mécréants, avaient marché sur Genève, incendié des églises et causé des dommages à ses sujets ». En conséquence, il demande conseil pour pouvoir mettre un terme à ces hostilités; il sollicite l'assistance du Valais pour le cas de mouvements ultérieurs et l'autorisation, en vertu des traités, de faire passer de la troupe par le pays pour se porter sur les points menacés de ses états. On lui répondit qu'on devait en référer aux communes; mais, en attendant, on avisa le châtelain de

¹ De Haller. Histoire de la Réforme en Suisse.

Sembrancer que si le passage avait lieu, il veillât à ce qu'aucun Valaisan ne se joignît aux soldats ducaux.

Tel était l'état des choses quand les troupes de Berne partirent pour leur conquête sur le duc de Savoie. Il paraît que les préparatifs de Berne avaient été assez mystérieux pour que Fribourg n'en connût pas bien le vrai but, au commencement, puisque, vers la mi-janvier, il avait écrit à l'évêque de Sion, comme chef de l'Etat, et à son bailli, pour les informer que les Bernois avaient fait une levée de troupes dont on ne pouvait pas bien connaître le but, mais qu'une guerre était à craindre. Il invitait instamment à une fidèle surveillance. Sa demande fut bien accueillie, on le pria seulement de donner exactement avis de tout ce qui pourrait arriver.

Les Bernois eux-mêmes avaient demandé au Valais de ne pas autoriser un passage par ses terres aux troupes du duc et de rappeler les hommes de guerre du pays qui seraient au service de ce prince. On leur répondit qu'en vertu des traités avec Charles III, on ne pouvait refuser le passage à celles de ses troupes qui se rendaient d'un point de ses domaines à un autre, qu'on observerait loyalement cet article, et que, du reste, ne connaissant aucun Valaisan au service du duc, on n'avait à rappeler personne. Digne réponse dans sa fierté!

En présence de ces événements, l'évêque de Sion avait convoqué la diète de Sion, où elle se réunit le 26 janvier 1536, sous sa présidence. Le lendemain, il écrivait officiellement à Gilles Imahorn, gouverneur à Saint-Maurice :

« Adrien, évêque de Sion.

« Mon respectable et honoré ami, la diète tenue hier par nous, le bailli et les députés des dizains, a décidé que dans les dangers actuels on ne devait épargner aucune dépense, mais tenir des commissaires et des espions à l'extrémité du Bas-Valais, pour suivre les progrès des événements, et cela aux frais des patriotes.

« En confirmation des décisions précédentes, il a été ordonné que tous les hommes fussent prêts. La première mobilisation se composera de deux cents hommes de chaque dizain et de 600 hommes des diverses bannières de la Morge de Conthey à Saint-Maurice.

« Tout soldat reconnu apte au service par son capitaine recevra mensuellement, outre la solde ordinaire, un demi-florin du Rhin ($\frac{1}{2}$ gulden) pour frais de poudre et plomb.

« Il est encore défendu à tout patriote de prendre du service à l'étranger, sous les peines statutaires.

« Veuillez donc pourvoir à la prompte exécution de ces ordres et nous tenir au courant des événements. Portez-vous bien. »

Le dernier janvier, il écrivait encore au même :

« ...Des correspondances nous apprennent que les Bernois avancent toujours sans éprouver aucune résistance de la part des ducaux. Il est ainsi à présumer qu'ils iront plus loin. Faites donc bonne garde. Tout en vous servant d'explorateurs, il serait bon, si les Bernois remontaient la côte méridionale du lac, de vous entendre avec ceux de Monthey, si ceux-ci voulaient vous donner la main. Vous pourriez, par des personnes dignes de toute confiance, établir à cet effet de secrètes intelligences; vous en entretenir avec le frère de l'abbé ou avec l'abbé lui-même. Mais soyez discret et ne communiquez rien que sous la foi du serment. »

La milice ne tarda pas à se mettre en route. Le mardi 1^{er} février la troupe du dizain de Loèche vint coucher à Sion et arriva le lendemain à Saint-Maurice. Celle de Sierre partit le lendemain. Les autres les suivirent. Georges Sumermatter et Jean Zentriegen avaient déjà été envoyés à Berne pour s'y entretenir avec les autres cantons suisses des moyens de rétablir la paix, car l'intention des Valaisans n'était point de prendre part à une guerre contre Berne, mais seulement de se tenir en garde et de protéger les populations des mandements de Monthey et Evian qui les en avaient priés¹. C'est ce que l'évêque de Sion affirme dans une lettre du premier samedi de février et ce que nous voyons confirmé par l'acte solennel de dédition au Valais des communes des deux mandements, rédigé à Saint-Maurice le 25 du même mois. Si donc les Valaisans écrivirent aux Bernois « qu'ils avaient aussi envie de prendre ce qui était à leur convenance », ce n'était qu'un prétexte pour ne pas blesser ceux-ci, et préserver ainsi de l'hérésie deux mandements catholiques qui, pour conserver leur ancienne foi, les priaient d'occuper leur territoire. Les Fribourgeois avaient peut-être le même motif en occupant quelques seigneuries possédées par le duc de Savoie sur le pays de Vaud.

Comme il est facile d'en juger, cette expédition, qui avait coûté bien des préparatifs et des dépenses à un pays petit et pauvre, se fit sans résistance : ce fut l'occupation la plus pacifique possible. Toute cette partie du Chablais qui s'étendait de Monthey à la Drance de Thonon et remontait le long de cette rivière jusqu'à Saint-Jean d'Aulps, en y comprenant la vallée d'Abondance, devint sujette du Valais. La troupe d'occupation était déjà rentrée dans ses foyers avant le 25 février, jour auquel l'évêque avait fixé la réunion de la diète pour s'occuper de régler l'administration des nouveaux sujets, après avoir reçu leur serment de fidélité et rédigé l'acte de dédition conditionnelle² aux sept dizains. Cette séance solennelle de la diète, devant laquelle comparurent les représentants des communes de la Savoie, eut lieu le dit jour sur le pré de l'abbaye de Saint-Maurice, au couchant de cet antique monastère. Toutes prêtèrent le serment de fidélité. Cependant, celles de Troistorrents et de Val d'Illiez avaient montré moins d'empressement que les autres à reconnaître leurs nouveaux seigneurs, et même « différé avec obstination » de prêter ce serment; elles furent punies, dans la diète du 26 avril suivant, d'une amende de cent écus chacune³.

¹ Arch. de Riedmatten.

² De Haller. Hist. de la Réf. protest. en Suisse.

³ Plus d'un lecteur désirera avoir sous les yeux cet important quoique long document, auquel il faudra se rapporter plus d'une fois, surtout quand il s'agira de la restitution de ces terres au duc de Savoie, du régime des gouverneurs et des événements de la fin du dix-huitième siècle. Nous traduisons fidèlement en français l'acte original rédigé en latin, en prévenant que nous avons redressé l'orthographe de l'un ou l'autre nom français que l'oreille et la prononciation allemandes du secrétaire de la diète avait quelque peu défigurés. La nomenclature des représentants des quarante-sept communes peut paraître fastidieuse à quelques-uns, mais elle sert d'un autre côté à faire connaître les familles qui représentaient les communes et en étaient les principaux personnages :

« Nous, Adrien, par la grâce de Dieu évêque de Sion, préfet et comte du Valais, ainsi que le bailli,

Après avoir entendu le rapport de tout ce qui s'était passé dans cette expédition, l'assemblée décida qu'un conseil composé de dix représentants par dizain et présidé par le bailli siégerait à Saint-Maurice pour fixer le mode

« les consuls et les communes du dit Valais, faisons savoir à tous les intéressés actuels ou futurs que depuis quelque temps la guerre ayant fortuitement éclaté entre le très illustre prince de Savoie et les magnifiques seigneurs de Berne, guerre dans laquelle ceux-ci ont occupé et soumis à leur pouvoir les domaines, terres, villes, châteaux et les diverses juridictions situés en deçà et en delà du Lac Léman et appartenant précédemment au susdit illustrissime duc de Savoie; pour cette raison, les gens des communes de Monthey, Saint-Gingolph, Evian et de certaines autres communes en deçà du dit lac, situées de Saint-Maurice d'Agaune en bas, effrayés de ces hostilités, craignant pour leur propre sûreté, abandonnés de leur prince et ne sachant plus quel autre parti prendre au milieu de cette perturbation générale, ont, spontanément et sans sollicitation de notre part, demandé par plusieurs lettres et les délégués qu'ils nous ont envoyés, d'être admis sous notre domination, aux conditions et restrictions ci-après indiquées, savoir: que la conformité de notre croyance religieuse soit observée de part et d'autre et qu'elle soit maintenue. Item, qu'ils soient reçus en notre soumission et obéissance, sans lésion et offense de leurs personnes et de leurs biens. Item, que les franchises, immunités, usages et coutumes dont ils ont louablement joui jusqu'à ce jour du temps du susdit illustrissime duc, leur prince, soient conservés et qu'ils puissent en jouir dès qu'ils seront prouvés. Item, si, par la volonté de Dieu, il arrivait que le susdit illustrissime duc de Savoie récupérât les Etats dont les susdits magnifiques seigneurs bernois et autres se sont emparés, dans ce cas, nous aurions aussi à rendre et restituer au susdit seigneur duc le pays qui s'est soumis à nous, moyennant le remboursement des travaux et dépenses que nous aurions faits pour le pays soumis. C'est sous ces conditions qu'ils ont très humblement imploré d'être reçus sous notre protection tant pour leur foi que pour leurs immunités, franchises, choses et assurance de leurs personnes.

« Ayant mûrement réfléchi à toutes ces choses, nous n'avons pu abandonner des gens dans la désolation et qui, mus de bons sentiments, nous en requéraient en vertu du bon voisinage et de notre mutuelle ancienne alliance. Puisqu'il ne faut point rebuter ceux qui demandent des choses justes et permises, nous les avons reçus pour nos subordonnés et en cette sorte de sujétion et avec cette protestation énoncées ci-dessus par les réserves, accords et conditions solennellement jurées entre nous; sans déroger, toutefois, à l'alliance réciproque signée et corroborée précédemment entre leur susdit illustrissime prince et nous, alliance à laquelle nous entendons garder fidèlement notre parole donnée, tout en acquiesçant à leurs demandes, sous la réserve que nous ne soyons point tenus à restituer le pays, qui volontairement s'offre à nous, avant que le susdit illustrissime duc de Savoie ait reconquis et possède en paix sous son obéissance et sa domination les pays, terres, domaines, cités et juridictions dont il a été dépouillé dans cette guerre par les susdits magnifiques seigneurs bernois et autres. Nous y consentons ainsi cependant, sous la condition expressément énoncée que satisfaction entière nous soit donnée pour tous les travaux et dépenses que nous avons supportés à l'occasion du pays qui se donne aujourd'hui à nous. Sous ces conditions et réserves mentionnées par et entre chacune de nous deux parties, entre autres les communes depuis Saint-Maurice d'Agaune en deçà du lac Léman jusqu'à l'eau de la Drance, tant en plaine qu'en montagne, ont donné leur consentement, savoir:

« Le 6 du présent mois de février, les probes et honnêtes Antoine Votaz, comme syndic et représentant tant de la communauté des hommes de Monthey et Collombey; et Mermet Clerc, syndic et représentant des hommes de la paroisse de Muran, accompagné et du consentement des nobles, prudents et distingués Louis de Montheolo, Jean-Didier Paërnat, Guillaume Fay, Pierre Neveux et plusieurs autres des dites paroisses réunis à Saint-Maurice et spécialement délégués pour cette affaire.

« Item, le 7 du présent mois ont acquiescé semblablement honnêtes Jacques Pignat et Humbert Borjand, syndics et représentants des hommes de toute la communauté de Vouvy, du consentement d'Amédée Moris, Pierre Noyer, Jacques Genevey, François Genevey et Hyppolite fils d'Hippolyte Melley et de plusieurs autres conseillers et hommes probes du dit lieu de Vouvy; ainsi que Michel Cornu et Jean Berru, syndics et agissant au nom des hommes de la communauté de Vionnaz, du consentement de Jean Garyn, André Sachet, Pierre Vouterii soit Artemant.

« Item, le 8 du même mois de février, ont acquiescé Jean, fils de Jaquemet Fornéry, syndic, au nom des hommes de la communauté de Saint-Gingolph; du consentement de Guychard Ros, François Albi et Pierre Mermodi et de plusieurs autres conseillers du dit lieu; puis, Jean Pousini et Jean Curdi, au

d'administration du nouveau pays. Une commission composée d'un homme par dizain et dont Jodoc Kalbermatter, assisté de deux autres adjoints, fut élu chef, dut se rendre dans le nouveau pays pour visiter chaque commune, tout

« nom et comme syndics de la paroisse de Novel; et Bernard Jaquaz, alias Juliard, et Claude fils de feu
« Henri Vutez, syndics et au nom des hommes de Tollon et Meillerie, du consentement de Michel Vitez,
« André Donnet et Berthod Duvoisin, conseillers.

« Item, le 9 du dit mois de février, ont pareillement consenti noble André de Varax et honnête
« Jacques Pupon, syndics et au nom des hommes de la ville et communauté d'Évian, munis de leurs lettres
« de créance instrumentées par prudent Guillaume Davidis, notaire, en présente année et le jour susdit
« neuf février courant, rédigées du consentement des nobles et honnêtes hommes en majeure partie de
« ladite ville et y résidant.

« Item, le 12 du même mois de février, ont de même acquiescé honnête Claude Massot et Bernard
« Rebeti, syndics, au nom des hommes de l'universalité de la paroisse de Saint-Paul, de l'avis et du con-
« sentement de Jean-François de Torculari, André Bochet et Blaise Bandat, présents au dit lieu et consen-
« tant; puis Antoine Rosseri et André Curdi, syndics, au nom de la communauté et paroisse de Bernex, de
« l'avis et consentement de Bernard Chivalleri, François Langini, Pierre du Carre et Paul Pinget, leurs
« conseillers ici présents. Les dits syndics des paroisses de Saint-Paul et de Bernex étant munis de leur
« lettre de procuration pour traiter expressément de cette affaire; l'une écrite par discret Claude de Torcu-
« lari, l'autre de la main de discret Michel Arandella, notaires, du douze de ce mois. Item, le même jour
« ont adhéré honnête Pierre Baly et Jacques Porterii, syndics, au nom des hommes de Féterne, délégués
« ad hoc, comme il conste par leur lettre de procuration reçue et signée de la main de discret Maurice
« Magnyn, de Larringe, notaire, datée du onze de ce mois, du consentement d'Aymon Grunelli et Mermet
« Costantini leurs conseillers présents.

« Item, ont pareillement adhéré, le 14 de ce mois, François Floret et Jean Floret, syndics, au nom
« de la communauté de Marin, et Humbert Chivallarii au nom des hommes de la chapelle de Unex-Yon,
« du consentement et de la volonté des honnêtes Antoine Floret, Etienne Girard, François Morat, Collet
« Maschère, Jean Michaux, Antoine de Lanyat et Jean de Labez, présents.

« Item, ont semblablement acquiescé, le 20 de ce dit mois, honnêtes Claude des Portes, Pierre
« Trot, Nicod Tochet, Pierre Garini, Jean Vanissod, Guillaume Crespi, Jordan Grilliet, Mermet Massoz,
« Rolet Crespi, Guillaume Brélaz, Pierre Brocard, Pierre Joron, Pierre Comand, Maurice fils d'Antoine
« Touliz, André Touliz, Collet Curtaz et Maurice fils de Jean Tochet, alias Brélaz, agissant en cette part au
« nom des hommes de Lachapelle, des frères de la communauté d'Abondance, faisant foi de leur plein
« pouvoir de traiter, par acte de procuration écrit de la main d'Egrège Michel de Prato, notaire, du dix-huit
« février de cette année. Item, Jean Charuavelli, Mermet Molaz, Nicolas Perrodi, Pierre Albi, Pierre
« Burdet, Pierre Fabri, alias Martini, Aymon Curdi, André Plat, Claude Regisdei, fils de Bertrand, Jean
« Grenat, Mermet Regis, Michel Grilliet, François Grenat au nom des hommes de la paroisse inférieure de
« l'Abbaye d'Abondance, spécialement et expressément délégués à ce sujet, à teneur de l'acte qui leur a été
« remis et rédigé de la main du notaire Hudrici, le seize de ce mois. Item, Guillaume L'houille, François
« Vulliez, Pierre Andurex, Pierre Bovéri, Jacques Morat, Claude fils de Jacques du Nant, Collet Brun,
« Pierre L'houille, François Tagant, Rolin Vulliez, Pierre Faulcoz, Pierre Grenat, Hugonin du Nant,
« Pierre Junon, Maurice Perrechiz, Louis Citurm et Etienne Perrechiz en leur nom et celui des autres
« hommes de la paroisse de Vacheresse et Bonnevaux, spécialement pour ce délégués, comme il appert
« de l'acte rédigé par le susdit Hudrici, le seize du présent mois.

« Item, le 20 février encore, ont pareillement acquiescé les vénérables seigneurs Claude de Blonay
« et Jacques Perrodetti, chanoines de l'insigne monastère de la bienheureuse Vierge Marie, à Abondance,
« agissant pour eux et les autres chanoines et au nom de tout le Chapitre du dit monastère, à ce spécia-
« lement et expressément délégués, selon acte du dix-huit février de la présente année, reçu par discret
« Pierre des Portes, notaire.

« Item, le 22 de ce mois de février, ont acquiescé honnêtes Maurice Tolliard, Maurice Baud, Humbert
« Millet, Maurice Tissot, Claude Tissot, Guillaume Baly, Etienne Baly, Rodolphe Douard, Pierre du Four,
« Jacques du Four, André Olygnier, Jean Grandis, Maurice Bosson, Huldric Magnin, Jean Cholex, André
« Colliard, Louis Brésoz, François Navion, Claude Navion et Maurice Navion en leur nom et celui de tous
« ceux de la paroisse de Laringe, hommes du seigneur de Coudrée. Item, Pierre de la Grange, Jacques de
« la Grange, André de la Grange, Humbert de Mayo, Aymard Chivallerii, Humbert Beney, en leur nom
« et celui des hommes de la paroisse de Publi, hommes du seigneur de Coudrée. Item, François Charlex,

examiner avec soin, pourvoir aux emplois et établir des juges assermentés. L'occupation définitive de ce territoire ne devait avoir lieu qu'après informations complètes. L'un des adjoints était de Sion, l'autre fut Pierre Quartéry, de Saint-Maurice.

« Pierre Mercier, fils d'Ollion Mercier dit Buffet, Guillaume du Mont, pour eux et tous les autres hommes de la paroisse de Chevénaz, hommes du dit seigneur de Coudrée. Item, le même jour ont adhéré Pierre Jaquier et Pierre Bérodi, au nom des hommes de Lugrin, à ce spécialement délégués, du consentement cependant et de l'avis d'Anserme Lavron, de Jean fils d'André Pertuiset, de François Chatellion, Claude fils d'Aymon Pertuiset, Aymon Pelloz, Claude Pelloz, Claude Pactoc, Claude Lugrin et François Jaquex leurs conseillers ici présents. Item, le même jour ont adhéré honnêtes Pierre Brun, Rolet Dabère, Pierre Dabère, Pierre Escrui le jeune, Jean Gindre, Jean Brun, Pierre Quicto, Humbert Dugnier, Antoine Plantan, Jean Gindre de la paroisse de Saint-Jean d'Aulps, agissant en leur nom et en celui de tous les hommes de la dite paroisse de Saint-Jean. Puis François Luet, alias Daberet, Jean Comte, Louis Gret, Claude Ninfaz, Humbert de la Grange, Mermet Amoudri, alias Dentaux, Antoine de Juny, Rodolphe Dentaux, Jean Revenéri, Jacques Gret, Mermet Leseray, Humbert de Hauteville, Amédée Revenéri, Thomas Vallitaz, Jacques Savaroz, alias Mestrallet, Jacques Girodi, Nicod Polliant, Antoine Pagoz, Pierre Guédon du Moulin, Pierre Guédon de Rochizbert et égrège Jean Vernier, tant syndics que procureurs, en leur nom et celui des hommes de la paroisse du Biot, vallée d'Aulps.

« Item, ont adhéré le 24 du dit mois, honnête Collet Carraud, Henri Berrut, Michel Falcoz, Termodus Jacquier, Henri Jacquier, Antoine Dubosson, Claude Falcoz, Jean de Vantéri, alias Fontannaz, Michel Nicollerat, Collet Laufaz, Antoine Raboud, Jean Rolier, Termodus Berthollet le vieux, Maurice Fay, Claude de Vantéri, alias Michaux, Aymon Morisod, Jordan Fornajoz, Jean Fornajoz, François Fornajoz, Jean Oudram, Jean du Bulluyt, Antoine Berrut, Guillaume Fabri et Pierre Fabri, agissant en leur nom et en celui des autres hommes de la paroisse de Troistorrents. Item, le même jour ont adhéré honnêtes Louis du Roschey, Claude Mariétan le jeune, Jean Borrat, Pierre Exhenry, Pierre Mariétan, Amédée Escuyer, André Gillabert, Aymon Avantier, Claude Bovard, Nicod Jordan, Pierre Nicod, Jean du Roschey, Claude Rey, Hugonet du Bulluyt, Jean Bérodi, Nicod Geneyvroz, Claude Magnin, Simon Ryon, Jaquemmet Ryon, Nicod Rey, Louis Silvestri, Jean Rey, Jean Rey de Pley, Pierre Exhenry, Jean Jordan, Pierre Carraud, Claude Luyosod, Pierre Avantier, Pierre des Crételles, Hugonet Marclat, Pierre fils de Jacquier du Bulluyt, en leur nom et en celui de la généralité des hommes de la paroisse et communauté d'Illiez.

« Item, le 14 de ce dit mois de février, a acquiescé noble François de Blonay, près la rive du lac, pour lui et ses hommes. Item, le même jour, noble Hugues de Neuvécelle, pour lui, les siens et ses vassaux.

« Item, semblablement, le 16 du même mois, noble Michel de Blonay, de Saint-Paul sur Evian, pour lui, les siens et ses vassaux.

« Item, le 17 de février, a acquiescé noble Louis d'Arsyno, seigneur d'Allamant et de Hons, pour lui, les siens et ses vassaux.

« Item, le 24 de ce mois, a adhéré noble Maurice d'Arbignon, de Collombey, pour lui, les siens et ses vassaux.

« Item, le 17 du mois, noble André de Neuvécelle, seigneur de Valrégis, et François de Châtillon, pour lui, les siens et ses vassaux. Item, noble et puissant Amblard, Vidame, agissant en son nom et par procuration de noble Gasparde, fille de sa femme et héritière universelle de noble Louis Ravassy, seigneur de Charmisiaci, pour lui et ses vassaux.

« Les prénommés, hommes et nobles, sous les susdites conventions, pactes, réserves et articles, se sont donnés à nous en leur propre nom et en ceux des dites susnommées communautés, pour être nos perpétuels et fidèles subordonnés, et ils ont prêté serment de fidélité et d'obéissance entre les mains de magnifique Jodoc Kalbermatter, notre capitaine général, désigné par nous à cet effet et en présence de nos notaires soussignés.

« Nous promettons, en outre, nous Adrien évêque, pour nous et nos successeurs, par le serment que nous prêtons en mettant la main sur notre poitrine, selon l'usage pour nous; et nous le bailli, les consuls, les députés et les communautés du Valais notre patrie; puis, nous les susdits nobles, hommes et procureurs susdits des communautés pour nous et nos mandants, par le serment que nous faisons en posant la main sur le saint Evangile, d'observer cette solennelle convention, en y engageant expressément tous nos biens quelconques, d'avoir pour ratifiées et agréables toutes et chacune des choses sus exprimées, de

Si les motifs qui avaient engagé les Valaisans à faire cette expédition étaient honorables, ceux qui avaient poussé les Bernois à s'emparer du pays de Vaud et d'une partie de la Savoie ne l'étaient guère. Afin de s'assurer la paisible possession de leur conquête et d'y implanter plus librement la réforme, ceux-ci proposèrent verbalement aux Valaisans, sous offre de réciprocité, de les appuyer pour la conservation de ce qu'ils avaient acquis. Mais on éluda leur offre en répondant qu'on ne pouvait rien décider sans avoir l'assentiment des communes. Tout en conservant avec eux les rapports de bon voisinage, on ne voulut s'obliger au delà.

Vers le commencement de mars, les cantons de Zurich, Glaris, Bâle, Schaffhouse et Appenzel écrivirent qu'ils avaient l'intention de tenir une conférence à Lausanne pour s'occuper des moyens d'arrangement entre le duc et les Bernois. Ils invitaient le Valais à y prendre part; mais il refusa parce que les sept cantons catholiques paraissaient ne pas vouloir y envoyer des représentants.

Enfin, les commissaires nommés le 25 février pour visiter la Savoie étant de retour, ils se présentèrent devant la diète, réunie à Sion du 10 au 12 mars, et lui rendirent compte de leur mission. Leur rapport fait connaître, entre autres, l'état général des redevances et jouissances que les patriotes acquerraient sur ces terres. Pour Evian, après déduction des charges du château, l'entrée annuelle était d'environ 355 gulden de Savoie, 14 livres en argent, 10 muids de froment, 20 d'avoine, 2 fichelins de haricots, 2 d'orge et 10 chapons. Tholon devait 3 muids de froment ou seigle, 20 fichelins de haricots, orge et avoine, et 14 gulden en argent. Pour le quart de sa seigneurie, le seigneur de Saint-Paul, vassal du duc, devait 100 gulden de Savoie. Vouvry payait 12 gulden et le péage. Vionnaz 2 gulden, 12 poules, un fromage et un séret. Port-Valais 10 poules.

« Les tenir, accomplir et observer inviolablement comme elles ont été écrites, et de ne jamais rien faire
« qui y soit contraire, ni même d'y consentir. Bien plus, les susdits hommes et nobles qui viennent d'être
« reçus seront bons, fidèles et loyaux envers nous l'évêque et les communautés des VII dizains du pays du
« Valais; ils nous procureront honneur, avantage et utilité, et ils éviteront de tout leur pouvoir ce qui
« pourrait causer perte et désavantage à nous et aux dites communes du pays valaisan; ils feront toutes
« et chaque chose que de bons, fidèles et loyaux hommes doivent à leur maître; avec toute renonciation de
« fait et de droit nécessaire à ce qui s'y opposerait dans l'ancienne et la récente alliances. De tout ce qu'on
« vient de traiter, on a demandé et ordonné de dresser des actes publics en nombre nécessaire pour les
« parties intéressées, selon la teneur et substance, sans y rien changer d'essentiel, avec l'apposition de
« notre sceau d'usage, en foi, force et témoignage de la vérité de toutes et chacune des choses énoncées.

« Fait à Saint-Maurice d'Agaune en notre conseil général tenu sur le pré de l'abbaye de Saint-Maurice, derrière la dite abbaye, le vingt-cinq du mois de février, indiction neuvième, l'année courante de la
« Nativité du Seigneur mil cinq cent trente-six, en présence d'honnêtes Hans Zentrieguen, Antoine de
« Bertherinis et Antoine Majoris, familiers du susdit seigneur bailli, témoins à ce requis.

« Moi Pierre Quartéry, de Saint-Maurice d'Agaune, notaire public, ai reçu les susdites avec égrèges
« de Ponte. (Signé) P. QUARTÉRY.

« Et moi Antoine Kalbermatter, notaire, citoyen et secrétaire des commissaires de Sion, délégué en
« remplacement de feu égrège Antoine de Ponte, à l'effet des précédentes j'ai signé en vertu de mon dit
« mandat. A. KALBERMATTER, notaire¹. »

¹ Archives du Gouvernement du Valais.

Ce fut dans cette courte session que l'on nomma deux gouverneurs, l'un résidant au château de Monthey, avec juridiction jusqu'à Port-Valais, l'autre à Evian, ayant sous son autorité le reste du territoire. Les appels des sentences des châtelains ou juges pouvaient se faire en première instance devant le gouverneur du ressort et de celui-ci devant la diète. Ensuite on prétendit confirmer l'élection du nouveau supérieur du couvent d'Abondance et on lui promit aide et protection moyennant la finance de 300 écus.

Le duc de Savoie témoigna son étonnement de l'envahissement d'une partie de ses états, du serment de fidélité imposé à ses sujets et du refus conditionnel du passage de ses troupes. Il se plaignit qu'on eût retenu les munitions de guerre qu'il avait envoyées à ses sujets, pour leur propre défense et dont il réclamait la restitution ainsi que de son territoire, attendu qu'il ne croyait avoir violé en rien les traités avec le Valais. Il s'offrait aussi à payer les frais d'occupation. L'évêque et la diète lui déclarèrent qu'en agissant de la sorte, ils avaient plutôt servi ses intérêts, puisque Berne ayant déjà occupé une partie de ses états et se disposant encore à envahir celle qui confinait le Valais et faisait partie de ce diocèse, il leur avait paru sage d'aviser à leur propre conservation et d'accueillir favorablement la demande de ses sujets de les recevoir sous leur protection pour éviter le pillage, l'incendie et la perte de leur foi. Quant à l'occupation des cols, elle avait été spécialement réservée avec ses délégués lors de la conclusion du traité. On ne s'était opposé au passage de ses troupes qu'après avoir vu son territoire occupé par l'ennemi. Les 500 ou 600 hommes qu'il voulait envoyer n'auraient fait que se jeter à la gueule du loup. Du reste, le séquestre des munitions n'avait eu lieu que pour les soustraire au partage qu'en voulaient faire les soldats, qui étaient certains de leur saisie par les Bernois maîtres de toutes les issues. Au reproche d'inobservation du traité, il fut répondu que l'Etat aurait eu de graves réserves à opposer, puisque en vertu de ses clauses le prince devait maintenir le Rhône navigable et faire une route de Saint-Maurice au Bouveret, ce qu'il n'avait jamais exécuté, non plus que livré, selon les promesses, les livres des reconnaissances féodales dues depuis la conquête de 1475. On ajouta que, malgré toutes les démarches, les négociants du canton n'avaient jamais pu récupérer les articles de commerce que ses gens leur avaient ravis; qu'ils en avaient été spoliés au mépris même des sauf-conduits livrés par le prince. Toutes représentations qu'on lui faisait non point pour récriminer, mais uniquement pour l'éclairer.

On ne voulut néanmoins point conclure pour le moment, parce que les lettres du délégué ducal n'étaient pas signées et ne mentionnaient pas même le nom du mandataire. On déclara seulement qu'on s'en tenait aux conditions de l'acte du 25 février écoulé et que les frais d'occupation s'élevaient à 10,000 écus bons¹. Dans le cours de la même année cependant, sur la demande du prince,

¹ En monnaie actuelle : 37,500 francs.

on consentit à effacer du nombre des clauses de cet acte celle qui concernait l'occupation des Bernois, mais on tint à celle des frais et à ne s'engager à rendre les deux mandements que lorsque le prince serait assuré de pouvoir les conserver. Toujours le consentement des communes était réservé¹.

Les évènements dont nous venons de parler et les menées secrètes de quelques cantons réformés obligeaient le Valais à tenir de fréquentes diètes. Durant celle du 30 mars au 6 avril se présentèrent trois délégués des sept cantons catholiques pour s'informer s'il était vrai que des dissensions régnassent dans le pays. Leurs instructions portaient qu'ils devaient vivement travailler à l'œuvre de la pacification, exhorter à ne point contracter d'engagement avec les Bernois pour la conservation de leur conquête et exercer une sérieuse vigilance contre l'hérésie. Ils recommandaient qu'on rendit au duc ses terres aux conditions stipulées et ils désiraient savoir s'ils pouvaient compter sur une assistance dans le cas où l'un ou plusieurs d'entre eux seraient menacés d'une guerre de religion par les cantons protestants. Puis, la France les ayant sollicités de lui permettre de faire chez eux des enrôlements, ils priaient les Valaisans de s'y refuser comme eux. Ils furent satisfaits sur tous les points, avec l'observation néanmoins qu'il n'y avait pas lieu d'interdire le service militaire, puisque aucun cas ne s'était présenté, et on leur certifia que la rumeur de dissensions intestines était fausse².

Cependant cette dernière affirmation était plus que hasardée, puisque dans les comices du 26 avril suivant on lisait cet arrêté :

« La diète, considérant que divers propos circulent dans le pays au sujet du grand nombre de luthériens qui s'y trouvent, et autres bruits de ce genre dont il pourrait résulter de graves inconvénients pour la nation,

Arrête :

« Que le fiscal de Sa Grandeur fera une enquête générale au nom de l'évêque et de la nation.

Sont nommés commissaires à cette fin Jean Kleymann, ancien châtelain à Brigue, et Nicolas In der Gassen. Ces deux, avec le fiscal, feront cette enquête dans tous les dizains. Dans chaque lieu où ils se rendront, ils s'adjoindront le juge du lieu avec un ou plusieurs prud'hommes. »

Cela prouve combien l'œil des confédérés catholiques était vigilant et quelle inertie religieuse s'était déjà emparée des magistrats valaisans. D'ailleurs, les évènements subséquents démontrèrent qu'un trop grand nombre de familles influentes avaient bu secrètement et à longs traits le philtre du prétendu *pur Evangile*.

Après leur conquête, les Bernois avaient cédé aux Valaisans les paroisses de Boège et Habère. D'un commun accord on procéda aux délimitations des frontières. On s'entendit aussi au sujet des terres que le château de Chillon

¹ Abscheids de mars.

² Item, du 30 mars au 6 avril.

possédait sur la partie de la Savoie occupée par le Valais, des pièces d'artillerie qu'ils avaient enlevées sur le territoire et du couvent de Meilleraie qu'ils avaient pillé.

Les Valdotains envoyèrent à Sion une députation pour aviser que Berne avait le dessein d'occuper leur pays. Sujets de Charles III, ils se recommandaient à l'observation des traités avec leur prince et aux rapports de bon voisinage. Leur crainte fut vite dissipée.

Comme il arrive en pays nouvellement soumis, de nombreuses difficultés s'élevèrent sur le gouvernement d'Evian. En avril, des vassaux du seigneur de Saint-Paul se plaignirent que celui-ci avait voulu les forcer à violer le serment de fidélité fait aux VII dizains, à enlever les armoiries de l'Etat; qu'il était ouvertement hostile à ceux qui ne lui obéissaient pas en cela; que plusieurs avaient été traîtreusement attirés dans son château, faits prisonniers et forcés de lui promettre des sommes d'argent. Ces opprimés réclamaient protection.

Mais ce seigneur soutint que lui et ses vassaux ne devaient aucune obéissance aux VII dizains et qu'ils ne relevaient que de la puissance impériale. Il avait cependant, comme les autres seigneurs, prêté le serment de fidélité le 16 février, comme on le voit dans l'acte de dédition des communes. Il fut donc résolu qu'on protégerait les vassaux contre toute violence. Gaspard Metzelten et les gouverneurs de Saint-Maurice et de Monthey se rendirent au manoir de ce seigneur, en firent l'inventaire. Cinq à six soldats qu'on y laissa devaient empêcher toute soustraction. La femme du seigneur garda la libre administration du château; mais son mari fut arrêté, mis en accusation devant un tribunal réuni à Sion, composé d'un juge par dizain. Ce tribunal ayant entendu la défense du prisonnier, le rendit à la liberté, après que, le 18 mai, il eut juré, au château de la Majorie, les articles suivants :

1° Il promet fidélité et obéissance perpétuelles à l'évêque et à l'Etat qu'il reconnaît pour ses supérieurs et seigneurs.

2° Il ne vendra, ne remettra, ni échangera son château, ses domaines et ses juridictions sans leur consentement.

3° Il remettra à Gaspard Metzelten, gouverneur d'Evian, toute l'artillerie, grosse et petite, les fusils, armes, balistes et toutes les munitions renfermées dans son château de Saint-Paul.

4° Dorénavant, il traitera ses vassaux en bon maître et s'abstiendra de fréquenter les luthériens; il les fuira même.

5° Il paiera annuellement à l'Etat cent florins petits, monnaie de Savoie, comme lui et ses ancêtres l'avaient fait au prince de Savoie en vertu d'anciennes transactions.

6° S'il violait l'un ou l'autre de ces articles, le seigneur Michel de Blonay verrait sa personne saisie et ses biens, domaines et juridictions confisqués seraient dévolus à l'évêque et aux patriotes. S'il avait à se plaindre de ses vassaux, il pouvait porter sa cause devant l'Etat.

Les VII dizains ayant occupé la Savoie pour la préserver de l'hérésie, crurent avoir reçu du Saint-Esprit quelque part du pouvoir et de la juridiction de saint Pierre. Du consentement libre ou non des conventuels et des communes de la vallée, ils avaient institué un abbé au couvent de Saint-Jean d'Aulps, en lui imposant une redevance annuelle de cinq cents écus pour droit de protection¹. En été se présenta un fondé de pouvoir de l'abbé destitué pour demander que le supérieur légitime fut remis en possession et l'intrus dépossédé. Ce délégué était en outre muni d'un bref du pape. Voici comment le fait était arrivé. L'ancien abbé étant mort en cour de Rome, le pape avait usé de son droit et nommé le cardinal de Belley à la commende de cette abbaye. Ceci ne convint point aux Valaisans qui répondirent au fondé de pouvoir, qu'ayant occupé le pays pour le préserver de l'erreur et le protéger, ils avaient eu beaucoup de dépenses et de peines à ce sujet; que, malgré toute la soumission qu'ils professaient envers le Saint-Père, ils ne pouvaient tolérer qu'un prélat romain jouît des revenus de cette abbaye, ni qu'il en prît possession. Ils priaient, en conséquence, le titulaire de se désister². Réponse et conduite un peu singulières et peu en harmonie avec les pensées et les règles d'un catholique vraiment soumis à l'Eglise. On se vantait d'être fils de l'Eglise, mais on sentait déjà la délétère influence religieuse des *bons alliés* de Berne et plusieurs baissaient la visière pour n'être pas reconnus. Alors, comme aujourd'hui, la redevance imposée aux couvents était surtout de bonne prise.

On alla plus loin. Il fut décidé (mai 1538):

« Que pour empêcher toute correspondance de Rome on publierait dans tous nos domaines, que chacun, sous peine de corps et biens, eût à se saisir de porteurs de semblables lettres de Rome ou autres personnages qui coopéreraient de conseil ou de fait à l'affichage de telles lettres et que ces personnes fussent amenées devant le gouverneur d'Evian qui procéderait envers elles selon le droit. Il sera particulièrement recommandé à l'abbé et au châtelain du Haut-Val, d'être jour et nuit attentifs pour arrêter les porteurs de ces lettres, leurs adhérents ou mandataires. » (Abscheids).

Le roi de France s'était interposé pour aplanir cette affaire. Il écrivit à l'évêque de Sion et aux magistrats, les priant de remettre l'abbaye au cardinal qui résidait à Rome³. A la première lettre de François I^{er} il fut répondu « que la nation avait conquis ce couvent par le droit de la guerre (!), à ses propres frais, en vue de son ancienne vraie croyance chrétienne, afin que le dit et les saintes fonctions soient conservés en leur ancien état; qu'ainsi l'intention de l'Etat est d'avoir en ce monastère un abbé qui y réside en personne, et non d'en laisser distraire ailleurs les revenus; que si le cardinal voulait y fixer

¹ Bérés du 10 au 12 mars 1536.

² Boccard unit en les confondant deux élections faites en des années différentes.

³ Le roi écrivit deux lettres: l'une en 1538 et résumée dans les Abscheids; l'autre en décembre 1554. C'est cette dernière qui est citée par Boccard.



Traduction de l'inscription :

MATHIEU SCHINER, Cardinal et Evêque de Sion, Côme et Novare. Légat apostolique. Conseiller de l'empereur Maximilien et de l'empereur Charles-Quint. Grand chef général des Suisses dans la guerre d'Italie. Créé évêque de Sion, et confirmé à Rome en 1500 (1499). Fait cardinal en 1511. Mourut à Rome au Conclave l'an 1522.

sa demeure, on était disposé à lui remettre l'abbaye moyennant compensation des frais de guerre. » Comment parler de guerre quand il n'y avait eu qu'occupation sollicitée par les populations de ces contrées!

Afin de prévenir les conflits de juridiction et de droits seigneuriaux sur les terres qu'on venait d'acquérir, Berne désirait s'entendre avec le Valais et lui proposa, selon les pourparlers qui avaient eu lieu à Thonon entre les commissaires des deux pays, de lui céder le péage de Vouvry et autres rentes et redevances sur Port-Valais et Vionnaz qui, sous la domination des ducs, dépendaient du château de Chillon dont Berne s'était emparé. Mais le Valais répondit que s'étant mis lui-même en possession de sa part de la Savoie avant que les Bernois eussent pris Chillon, il devait équitablement avoir la suprématie sur les hautes seigneuries, péages, rentes, etc. ayant appartenu non au château mais au duc; que le commandant de Chillon retirait ces droits, non comme châtelain, mais comme percepteur du prince. Berne admit ces raisons, en insistant cependant sur la perception du péage de Vouvry, au sujet duquel la diète déclara qu'elle consulterait les communes. Ce qui prouve l'esprit d'impartialité des Valaisans dans ces tractations, c'est que les mêmes délégués bernois ayant demandé que le prieur de Lutry, qui se trouvait sur leur conquête, pût librement jouir des redevances qu'il possédait sur la Savoie unie au Valais, celui-ci ne s'y opposa nullement pour tout ce qui concernait les rentes de cette église; il y mit toutefois la réserve de haute et basse seigneurie temporelle de l'Etat et de suprématie spirituelle de l'évêque de Sion qui l'avait toujours exercée.

Ces arrangements n'avaient pas été définitifs cependant, et le litige durait encore entre les deux voisins. Aux articles qu'on vient de voir, les Bernois ajoutèrent le droit de débarquement possédé par Villeneuve, en sorte qu'on ne devait pas aborder ailleurs; la haute et basse juridiction sur Vouvry, Vionnaz et Port-Valais avec droit de chasse sur ces terres; la pêche dans le Rhône, sur Vouvry; enfin, le bois d'affouage pour le château de Chillon. Les deux parties élurent à l'amiable un tribunal arbitral qui siégea à Bex et, le 28 octobre 1537, porta une sentence dont voici la substance :

« Les Seigneurs de Berne laissent à l'Etat du Valais le fief lige de Vouvry avec haute et basse seigneurie; mais le péage, pratiqué d'ancienne date, revient à Berne à raison du château de Chillon, sans préjudice de la juridiction et seigneurie du Valais qui pourra racheter les cens sur Vouvry, d'après l'estimation de deux prud'hommes dont l'un, requis par Berne, sera de Fribourg, et l'autre choisi à Sanen, par le Valais. Nous réservons au château de Chillon, selon l'ancien usage, ainsi qu'à ceux de Villeneuve et de la Tour, comme aux particuliers, leurs droits, coupes de bois, parcours et autres choses d'usage. Le Valais garde le château de Boège et ses dépendances, à raison du couvent d'Aulps; en outre, tout ce que les demandeurs réclamaient en vertu de leurs titres sur Vionnaz et Port-Valais, en raison de Chillon. Toutefois, que le milieu du Rhône serve de limite entre les deux Etats, comme d'ancien usage. Quand au droit de vanel de la part de Berne, ce sera comme il a été précédemment décidé par voie juridique. Concernant le lac, les parties restent dans leur ancien droit et le lieu de débarquement sera selon l'ancien traité du Valais avec la Savoie. »

C'est-à-dire que les Valaisans pouvaient débarquer où ils voulaient. Quelques semaines après, cette sentence fut ratifiée par les deux cantons intéressés qui en reçurent chacun une copie authentique.

Les délégués bernois, dont il a été ci-devant question, avaient encore profité de leur présence à Sion pour sonder les dispositions du Valais au sujet d'une autre affaire. Berne et Fribourg avaient un traité d'alliance avec Payerne qui n'appartenait pas au duc de Savoie. Or, ils avaient entre eux un différent au sujet du couvent de Payerne, petite ville où les Bernois s'efforçaient secrètement d'introduire la Réforme en favorisant de tout leur pouvoir les quelques perturbateurs hérétiques de cette localité. Fribourg, qui protégeait les catholiques, était en pourparlers et en correspondance avec le Valais. Ceci inquiétait Berne ; en conséquence, ses représentants désiraient savoir ce qui se passait, déclarant que l'affaire du couvent était soumise à un tribunal arbitral et qu'on espérait un prochain arrangement. On leur avoua sans détour que les Fribourgeois avaient exposé leur litige et s'étaient recommandés aux bons offices des Valaisans qui, à leur tour, les avaient exhortés à une entente avec leurs adversaires, vu la bonne harmonie qui avait précédemment régné entre eux ; que, s'ils en étaient requis, ils s'y emploieraient de leur mieux.

La réponse était polie et vraie ; mais, sans vouloir tromper, on taisait prudemment l'engagement essentiel. Voici ce qui s'était passé à Sion. Ensuite de très sérieuses correspondances, une députation de Fribourg était venue se présenter devant la diète, elle était munie de toutes les instructions nécessaires. Elle avait exposé que, récemment, leurs alliés de Berne avaient violemment attaqué, malgré les réclamations légales, le couvent de Payerne et d'autres églises sur leurs domaines, et en avaient pillé le mobilier, les ornements et vases sacrés et abattu ou brûlé autels, tableaux, croix, etc., lors même qu'ils n'avaient aucune suprématie sur ces lieux. Fribourg demandait donc instamment qu'on lui prêtât main-forte pour protéger l'ancienne croyance religieuse. Dans ce but, il avait aussi envoyé une députation aux cantons catholiques ses confédérés craignant une rupture avec Berne. La diète l'avait engagé à porter sa cause devant l'assemblée des confédérés. Si, après cela, on continuait à violer ses droits, le Valais consulterait les six cantons catholiques et maintiendrait loyalement les traités dès qu'il en serait requis. Cette session avait eu lieu le mardi ou vendredi après la Toussaint¹.

La Réforme, qui avait déjà envahi de trop vastes régions en Suisse et suscité la discorde et la guerre entre Confédérés, répandait aussi ses ferments en Valais, s'insinuant dans le sein des familles et cherchant surtout à gagner la jeune génération. Dans la classe influente du pays, il se trouvait des pères peu intelligents ou trop oublieux de leurs plus graves obligations. Amorcés par de séduisants avantages pécuniaires qu'on leur offrait, ils faisaient bon marché de

¹ Abscheids.

leur foi. Ils envoyaient leurs fils aux écoles luthériennes de Bâle, Zurich et autres villes réformées. Ces jeunes gens en revenaient avec la perte de la foi, l'esprit d'indépendance religieuse et les principes subversifs qui en sont la conséquence. Ce mal était déjà arrivé à tel point en 1536 que la diète, en session de novembre, ordonna que tous ceux qui avaient des enfants dans ces écoles les rappelaient aussitôt sous peine de châtiments et d'amendes à infliger par l'évêque et le bailli. Bien qu'on cherchât à le cacher ou à le dissimuler, le progrès de l'hérésie était si réel, que cinq cantons catholiques en écrivirent derechef en 1539; et les gens du peuple ne se gênaient pas d'accuser le bailli même, Pierre Owlig, de Brigue, d'avoir été élu par la faveur des familles protestantes, dans le but d'avoir en lui un puissant protecteur. Il dut s'en disculper en citant devant la diète de décembre de la même année, présidée par l'évêque, un de ses principaux accusateurs. Celui-ci pour échapper à des peines plus graves, préféra se dédire. Quoi qu'il en fut, cela indiquait la disposition des esprits et vérifiait peut-être le proverbe: « Il n'y a pas de fumée sans feu ».

En changeant de domination, les communes obéissant aux Valaisans eurent besoin de quelques changements administratifs et judiciaires. D'ailleurs le laps de temps et le développement des intérêts particuliers le réclamaient vivement. Les gens de Val d'Illiez adressèrent une supplique à la diète pour qu'il leur fût accordé d'avoir leur châtelain (juge) avec substitut et greffier, afin que les causes en première instance de leur vallée fussent portées devant lui et que les incarcérés ne fussent pas conduits ailleurs. Ils désiraient aussi tenir entre eux les fêtes depuis la Saint-Jean jusqu'à la Saint-Michel et conserver leur statut local au sujet des biens communaux, coupes de bois, routes et aqueducs. Leur demande fut accordée, avec les modifications suivantes. Val d'Illiez pourvoirait aux emplois et présenterait quatre hommes honorables parmi lesquels le gouverneur de Monthey choisira le châtelain. Le substitut pourra être élu par la commune, du consentement du gouverneur qui aura la faculté de désigner le greffier. Ceux qui seraient en arrêt resteront dans la vallée, pourvu qu'ils y subissent l'emprisonnement et les interrogatoires suffisants; mais s'il n'est fidèlement prêté main-forte au gouverneur dans l'exercice de la justice, celui-ci pourra faire conduire les prisonniers à Monthey. Les autres articles proposés furent accordés, sauf les amendes à payer au juge par ceux qui contreviendraient à l'ordonnance ou convention locale sur les communaux, routes, coupes de bois, etc.

Depuis la guerre de 1475, dans laquelle les VII dizains avaient conquis toute la partie du pays compris entre la Morge de Conthey et la ville de Saint-Maurice, il y avait, comme on l'a dit, un gouverneur pour administrer ce territoire au nom des conquérants. Dès 1536, il y eut aussi un gouverneur à Monthey et un autre pour Evian. Ces trois lieutenants de l'Etat étaient nommés pour deux ans et pris à tour de rôle dans chacun des VII dizains, qui

seuls composaient la diète, devant laquelle ils rendaient leurs comptes avant de sortir de charge. Les recettes provenant des droits seigneuriaux de l'Etat dans ces gouvernements étaient, déduction faite des dépenses, réparties entre les dizains. On apprend par le protocole de la diète du lundi avant la St-Thomas de décembre 1537, que le gouverneur de Saint-Maurice payait à chaque dizain la somme de 282 florins de Savoie. A la même date, celui de Monthey percevait pour l'Etat 350 florins de Savoie et 300 florins pour le péage de Vouvry; celui d'Evian, dont le territoire était très étendu, rendait beaucoup plus à cause de l'impôt total de 800 écus sur les deux couvents de Saint-Jean d'Aulps et d'Abondance¹. L'émolument du gouverneur de Monthey et de celui de Saint-Maurice est le même; c'est-à-dire qu'ils recevaient chacun 120 florins de Savoie, 5 muids d'avoine et 2 de haricots; mais, outre cela ils avaient un casuel très élevé qu'ils surent vite rendre prospère par les confiscations, les amendes, les autorisations, etc. En 1547, après dédoublement du gouvernement d'Evian, le gouvernement d'Aulps payait à chaque dizain la somme de 91 écus, déduction faite des dépenses.

Ce fut aussi en décembre 1537, que la juridiction du gouverneur de Monthey, jugée trop restreinte en territoire et par là même d'un trop faible revenu pour son titulaire, fut portée jusqu'au torrent de la Morge de Saint-Gingolph, c'est-à-dire qu'elle comprit tout le reste du territoire sur lequel s'exerçait la juridiction spirituelle de l'Evêque de Sion.

Un besoin se faisait généralement sentir dans le pays. Bien que depuis longtemps l'on eût des statuts civils et judiciaires, ils étaient encore bien informes et disparates. C'était une entrave pour l'administration générale et une grande difficulté pour les tribunaux. Chaque dizain avait ses anciens usages, ses droits, ses franchises particulières qu'il fallait connaître et respecter; beaucoup de communes du même dizain avaient aussi les leurs. Tous y tenaient soigneusement et les faisaient reconnaître en temps opportun par l'évêque. En 1446, une assemblée d'environ 3000 hommes des dizains s'était réunie à Naters devant le château épiscopal et, par menaces, avait forcé l'évêque de Sion, Guillaume VI de Rarogne, de céder aux patriotes quelques-unes de ses prérogatives de souverain temporel. Elle avait rédigé des statuts par lesquels elle donnait existence légale à ses anciennes coutumes, rectifiait certaines choses, pourvoyait à de nouveaux besoins selon la nécessité du temps et les changements opérés par les événements; elle y avait ajouté ce qu'elle avait déjà usurpé sur son souverain spirituel et temporel par le laps des années. Depuis, on sentit souvent en diète la nécessité de procéder à un perfectionnement de ce travail en le développant. En 1539, les députés de Brigue demandèrent au nom de leurs communes qu'il plût à la diète de réviser les statuts dressés sous le cardinal Schiner, vu qu'ils étaient obscurs

¹ La redevance de celui d'Abondance avait été fixée à 350 écus en mars 1536, mais, en 1540, elle n'était que de 300 écus, probablement parce que les religieux ne purent payer davantage.

en plusieurs points; « de les modifier et améliorer afin d'éviter maints longs procès. » Cette proposition fut accueillie à l'unanimité et on choisit dans chaque dizain deux ou trois hommes des plus instruits en droit pour s'occuper de ce travail. Dès qu'il fut terminé on le soumit aux observations des communes. Ces observations furent assez nombreuses; des modifications et adjonctions furent faites. Enfin, il en résulta un corps de législation qui fut sanctionné, en 1540, par l'évêque, le chapitre et les dizains.

Monthey sollicita à son tour l'approbation des anciennes franchises et coutumes dont il avait constamment joui sous la domination des princes de Savoie en vertu des statuts seigneuriaux octroyés par ceux-ci. Il avait entre autres privilèges, le droit de ne payer que les cinq dernières années des intérêts arriérés, tandis que sous le régime nouveau, des créanciers les exigeaient même pour trente ans écoulés. Il demandait que le gouverneur fût tenu de continuer à leur payer un florin d'or pour chaque loup, ours ou sanglier tué sur son gouvernement, lorsqu'on lui présentait le morceau d'honneur de la bête¹; que vu l'exiguité du gouvernement on comprît dans sa juridiction Saint-Gingolph, Meilleraie et Abondance, afin qu'il fût moins oppressé par les charges qu'imposaient les gouverneurs. Il demanda encore que, en vertu des statuts seigneuriaux, nulle personne ayant droit de fiefs ou de cens ne pût les faire reconnaître ou en établir sur des fiefs de l'Etat ou grever ceux-ci de charges, sinon en conformité de ces statuts. Leur réclamation fut exaucée (24 décembre 1537), avec la réserve cependant, des droits de l'Etat et du haut domaine du gouverneur.

Les populations des communes qui s'étaient placées volontairement sous le protectorat et l'autorité des VII dizains s'aperçurent bien vite que, si elles avaient eu l'insigne avantage de rester catholiques, leurs nouveaux maîtres étaient durs et des sacristains très exigeants. D'après les protocoles des diètes et les plaintes des gouverneurs contre leurs subordonnés, le mandement d'Evian eut plus particulièrement à souffrir. Le mécontentement se manifesta d'abord par des chansons satiriques. Le gouverneur Metzelten avait emprisonné un jeune garçon pour avoir chanté une chanson dans laquelle étaient ces paroles : « Valaisans traitres », et l'avait dénoncé à l'Etat qui ordonna de le relâcher, pourvu que ses parents donnassent caution qu'il se serait présenté à la première session de la diète de 1538. En décembre 1543, l'évêque, qui présidait toujours la diète, annonce à celle-ci que de nombreuses plaintes lui arrivent des sujets des pays anciens et nouveaux sur la dureté avec laquelle les gouverneurs les traitaient et sur la rapacité de ces nouveaux Verrès qui, pour de petites amendes, exigeaient quelquefois plus de dix florins. Qu'on juge de la taxe des grosses amendes ! Pour tout remède, la diète décida que

¹ C'était la tête, l'épave et les pattes. Les autres communes du ressort recevaient 30 gros de l'Etat pour toute bête féroce. (Abscheids de décembre 1541.)

les petites amendes ne dépasseraient pas les dix florins¹. Mais on ne fit pas exécuter cette décision et les plaintes continuèrent. Les recès de 1549 disent encore « que les pauvres sujets étaient grandement onérés d'amendes par les gouverneurs. » C'étaient là des larmes de crocodile, puisque les honorables députés et hauts seigneurs des dizains déclarèrent que jusqu'à ce jour on n'avait pas porté remède au mal, parce que le tour des dizains pour fournir les gouverneurs n'était pas achevé². On voulait donc que chacun eût le temps d'exercer à son tour ces révoltantes extorsions³.

La perception des droits de protectorat sur les couvents, des tailles et diverses redevances s'opérait avec de grandes difficultés et les arrérages s'accumulaient d'années en années parce que les débiteurs et censitaires étaient trop grevés. Les seigneurs qui avaient des domaines sur ces territoires, mais qui résidaient sur la partie bernoise, refusaient de payer les tailles. Il en était de même des curés et autres ecclésiastiques pauvres, qui déclaraient, en vertu des lois canoniques, n'avoir pas la faculté de se soumettre à ces charges, et, pour ce motif, s'étaient enfuis dans le Faucigny.

L'abbé intrus que les VII dizains avaient installé au monastère de Saint-Jean et duquel dépendaient plusieurs paroisses, subit promptement la peine de sa faute. Il se plaignit de ne pouvoir rien retirer de ses curés et des paroisses dont l'Etat avait promis de le mettre en possession. La cour de Rome avait, avec raison, défendu à ces bénéficiers de solder leurs redevances à d'autre abbé que celui qu'elle avait nommé et que les magistrats valaisans ne voulaient pas reconnaître. Plusieurs refusaient d'obéir à ce prétendu supérieur qui ne tenait son pouvoir que de l'autorité civile. Cet infortuné couvent voyait ses ressources diminuer, mais il eut à subir une nouvelle charge. Sur la demande de l'intrus, l'Etat donna un patron à cette maison dans la personne d'Antoine Megetschen, chancelier de la ville de Sion, qui fut chargé « de réduire les récalcitrants à l'obéissance, de faire soigneusement observer la règle religieuse et si, *depuis la conquête du couvent*, quelqu'un y avait été admis indûment, de l'en faire sortir⁴ ». Cet administrateur, espèce de bailli, qui bientôt porta le nom de gouverneur du Haut-Val d'Aulps, arriva accompagné de deux hommes par dizain et de l'abbé intrus. Les frais de son installation furent à la charge du

¹ Abscheids.

² Absch. de décembre.

³ Les recès de décembre 1535, soit ceux de 1544 à 1555 disent encore: « Etant opinion que le gouverneur de Saint-Jean d'Aulps a plus d'avantages que les autres, à savoir: que lui, sa femme, ses domestiques et servantes, avec deux chevaux, peuvent se promener et entretenir aux frais de l'Etat (lisez: de l'Abbaye) et que ce gouvernement n'est pas, sans cela, le moindre; vu que précédemment il a été décidé que, lorsque le tour des dizains serait révolu, on établirait une nouvelle ordonnance, pour l'émolument du gouverneur, la diète arrête: dorénavant le gouverneur recevra 200 florins petits pour honoraire et 4 pour consommation; item, un pré et 4 muids d'avoine pour les chevaux; item, 12 écus bons pour frais d'entrée. Concernant les amendes, le gouverneur aura les petites comme précédemment; quant aux grandes (celles dépassant 10 florins), il en aura le tiers, outre la compensation des frais. »

⁴ Absch. du 9-14 mai 1538.

monastère. Il devait être entretenu aux dépens de l'intrus qui l'avait demandé; il régissait le temporel, retirait les revenus, distribuait à chaque prêtre sa part congrue et remettait le surplus à l'Etat, qui le partageait entre les dizains. Le gouvernement de Saint-Maurice recevait la huitième part du profit.

Le supérieur de l'abbaye d'Abondance, ayant juridiction temporelle avec haute et basse justice, vit aussi ses droits contestés par l'Etat qui, au lieu de s'entendre avec l'évêque de ce diocèse¹, se chargea lui-même de porter la mitre et la crosse. Il ordonna au gouverneur d'Evian de prescrire à tous les curés « de se rendre, dans les six semaines, dans leurs bénéfices; d'annoncer la « parole de Dieu et l'Evangile² tous les dimanches et d'enseigner à prier dans « la langue usuelle; qu'à défaut de se rendre à leur poste ou d'y mettre un « vicaire, le gouverneur pourvoirait l'Eglise d'un prêtre apte³. » Le couvent fut obligé de demander le placet pour tout religieux qu'il nommait à une cure⁴, bien qu'en vertu de ses anciennes franchises, il eut droit de les nommer et placer sans l'immixtion de l'autorité civile.

Tout cela sentait le voisinage de Berne et indiquait que les gouvernants, tout en se croyant et se disant très catholiques, étaient fort ignorants ou peu soucieux des lois de l'Eglise⁵. Il n'est donc pas étonnant que les ecclésiastiques et les populations fussent mécontents de voir qu'au lieu de protecteurs auxquels ils avaient cru recourir, ils n'avaient obtenu que des despotes qui employaient tous les moyens pour s'enrichir à leurs dépens et les considéraient non comme des clients, mais comme de simples sujets.

Les nobles ne pouvant s'habituer à leur condition de vassaux de républicains cherchaient aussi à lever la tête. Le seigneur de Bonnevaux et un autre gentilhomme voulurent, au mépris du gouvernement, tenir une cour de justice dans le val d'Aulps⁶. Aussitôt, le Valais envoya deux délégués à Chambéry pour se plaindre d'un pareil attentat à son droit de souveraineté et réclamer justice, puisque ces deux seigneurs lui avaient prêté le serment de fidélité. Si, en vertu des traités existants, il n'obtenait satisfaction, il menaçait d'invoquer l'appui des confédérés. Après des débats qui durèrent plusieurs années, cette affaire fut arrangée par une convention conclue avec ces deux seigneurs qui, pour le fond de la cause, avaient réellement quelques droits.

¹ C'était alors l'évêque de Genève.

² Comme si la parole de Dieu était autre que l'Evangile!

³ Absch. de mai 1538.

⁴ Absch. de 1540.

⁵ C'étaient nos modernes catholiques libéraux dénommés *vieux catholiques*. Comme cette partie de la Savoie était sous la juridiction spirituelle des évêques de Genève, on a prétendu que l'évêque de Sion y avait exercé la sienne depuis l'occupation valaisanne. Il n'en est rien cependant. Des difficultés juridictionnelles de ce genre avaient bien surgi entre l'Etat du Valais et le prélat de Genève; mais, elles cessèrent en 1547. L'official de Genève s'étant présenté devant la diète, à Sion, pour réclamer les droits de son supérieur, ceux-ci furent reconnus à la condition que l'ordinaire de Genève établirait un commissaire épiscopal en Savoie, afin que les nouveaux sujets ne fussent pas distraits de la seigneurie temporelle de l'Etat du Valais.

⁶ Abscheids.

Les communes de la Savoie annexées avaient dès le commencement demandé la reconnaissance de leurs franchises telles qu'elles en avaient joui sous leurs anciens princes. On ne fit pas difficulté de les reconnaître, dès qu'elles eurent prouvé leurs prérogatives; mais ce ne fut que pour autant qu'elles n'étaient point contraires aux idées administratives des nouveaux souverains. C'est à quoi se réduisaient ordinairement ces confirmations.

Les délégués à la chambre de Chambéry, dont nous venons de parler, avaient réussi à obtenir, en 1544, un certain nombre de livres de reconnaissances féodales et quelques carnets ou rentiers des nobles. Ils les présentèrent à la diète du mois d'avril et celle-ci les fit soigneusement enfermer dans des coffres. Ces livres étaient de la plus grande utilité pour l'Etat qui, depuis la guerre de 1475, était à la recherche des redevances seigneuriales des communes, des nobles et de tous les vassaux du gouvernement de Saint-Maurice. Des commissions composées d'hommes des VII dizains avaient été instituées à diverses reprises pour s'occuper de ce travail; mais les anciens intéressés ou débiteurs cachaient ces titres autant qu'ils pouvaient et mettaient à leur découverte tous les obstacles possibles. Il y avait, en outre, bien des conventions nouvelles à faire et de nombreuses modifications à introduire, à cause du nouvel état des choses. Ces commissions n'aboutissaient chaque fois qu'à un partiel accomplissement de leur besogne. Les perquisitions furent encore plus difficiles sur les nouvelles terres de Monthey et Evian. Ces populations fraîchement passées sous le régime qu'elles n'avaient prétendu adopter que provisoirement, se montraient beaucoup plus défiantes de ces inquisitions fiscales, vu les procédés durs et quelquefois impitoyables dont quelques fonctionnaires et employés usaient envers elles dans la perception des droits. En outre, la peste qui régnait si fréquemment et depuis longtemps avait causé une grande perturbation dans les affaires, en même temps que dans la reconnaissance de droits et redevances entre les héritiers. C'est pourquoi plusieurs communes des gouvernements de Monthey et Evian refusaient de payer à l'Etat les droits et redevances avant d'être édifiées à fond pour quels titres et fiefs elles étaient débitrices¹. Puis enfin, il y avait la rareté du numéraire et la grande difficulté de s'en procurer à cause du défaut de commerce et d'industrie. D'ailleurs, si les sommes exigées étaient un peu considérables, il fallait recourir à l'étranger pour les emprunts: ce qui rendait les conditions très onéreuses, exigeait de fortes hypothèques et ruinait peu à peu les débiteurs, qui voyaient l'argent sortir du pays par les gros intérêts qu'ils payaient et qui restaient grevés de tailles et redevances. Ensuite les hypothèques passaient fréquemment entre les mains des créanciers étrangers. Ce fut, probablement pour obvier à ces désagréments que, en décembre 1541, l'Etat décréta qu'à l'avenir, nul ne devait servir de caution ou fournir de

¹ En avril 1539.

garanties, pour des emprunts à intérêt hors du pays « sous peine que aucun juge du canton ne lui fasse droit envers le principal. » Cette défense était loin de procurer de l'argent aux contribuables; elle était, en outre, une grave atteinte à la liberté des particuliers et à leur droit de propriétaires; mais le législateur prétendit considérer avant tout le bien du pays qui, par suite de l'occupation du Chablais, était devenu lui-même débiteur d'un intérêt annuel de 100 florins envers un banquier de Lucerne¹.

Pour faciliter les opérations de ses commissaires et empêcher la soustraction des lods et des diverses redevances féodales, le gouvernement ordonna à tous les notaires de ne stipuler que sur le territoire du gouvernement où ils résidaient et de déclarer au gouverneur, dans le courant de l'année, tous les actes qu'ils avaient reçus. Il ajouta que tout débiteur de redevance seigneuriale qui, dans le même terme, ne ferait pas devant un notaire ou commissaire la reconnaissance de sa dette foncière, verrait son bien ou fief tomber en échute, c'est-à-dire confisqué au profit de l'Etat.

Le Valais et Berne avaient leur convention respective pour la paisible possession du Chablais; ils se donnaient officiellement le titre de *chers alliés*: ce qui ne les empêchait pas d'avoir fréquemment des démêlés. Les griefs furent nombreux, surtout dans les premières années. Le capitaine commandant de Chillon avait arrêté des Valaisans sur Villeneuve, Vevey et autres lieux, et séquestré leurs biens, au mépris des traités. Les gens de Vouvry et Vionnaz se plaignaient que le même capitaine ou ses employés sur Vouvry leur faisaient payer de nouveaux péages très onéreux, tandis qu'ils n'étaient tenus, en vertu de la récente convention, de se soumettre qu'aux anciens tarifs. Le gouverneur de Saint-Maurice avisa plusieurs fois en vain le bailli du mandement d'Aigle, que ses ressortissants multipliaient leurs nasses dans le Rhône à tel point que le poisson ne pouvait remonter le cours du fleuve, au grand détriment du Valais, bien qu'il eût été convenu qu le *milieu de l'eau* servait de limite entre les deux Etats. Celui de Monthey l'avait aussi fréquemment averti, se rendant même en personne près de lui, que ses pêcheurs, par leurs nasses et barrages, faisaient déverser le fleuve qui emportait les terres riveraines de son gouvernement. Le même bailli citait devant lui les hommes de Saint-Maurice qui possédaient quelques biens sur son territoire. Celui de Thonon agissait de même envers les résidents sur le gouvernement d'Evian. En mai 1538, l'Evêque de Sion exposa en diète que malgré ses réclamations et ses démarches, il ne pouvait obtenir du bailli d'Aigle de pouvoir jouir sur

¹ Le duc Charles III avait autrefois hypothéqué les mandements de Monthey et Evian pour une somme de 12,000 florins du Rhin due à Pétermand Schaleren comme tuteur de la femme et des enfants mineurs du seigneur In de Füren (Absch. de 1540). Les VII dizains voulurent, en 1548, se libérer de cette dette et à cette fin imposèrent le Bas-Valais et les gouvernements de Monthey et Evian, y compris Saint-Jean d'Aulps, d'une somme de 400 écus bons; le surplus était à la charge de l'Etat. La libération complète eut lieu dans le courant de janvier 1552.

son mandement des cens et redevances appartenant à son Eglise, bien que ses droits eussent été reconnus par la sentence arbitrale portée à Bex, le 28 octobre de l'année précédente.

Toute ces plaintes ouïes, on décida de représenter vivement aux seigneurs de Berne l'injustice des procédés de leurs fonctionnaires, de réclamer les droits méconnus et l'exécution des conventions foulées aux pieds. En cas de refus on userait des mêmes procédés. Mais, pour ce qui concernait les droits de l'église et de la mense épiscopale on crut devoir se montrer plus coulant; Berne fut seulement *invité le plus amicalement possible* à s'interposer près de son bailli et à ne pas mettre le gouvernement du Valais dans la nécessité d'aider Sa Grandeur dans l'obtention de ses droits; l'évêque fut prié à son tour d'attendre des temps moins difficiles et plus opportuns. En un mot, on demandait au prélat de se taire et de faire la révérence à l'ours. Il ne récupéra plus ses droits.

Rien n'arrêtait Berne : traités, conventions, sentences arbitrales, tout était déchiré quand il s'agissait de satisfaire les caprices ou les désirs de Leurs Excellences, dès qu'elles n'avaient pas affaire à un adversaire plus puissant ou qu'elles n'étaient pas intéressées à ménager. Fribourg était de nouveau venu réclamer l'appui du Valais contre les Bernois qui avaient envahi une petite paroisse lui appartenant : c'était Zendnig, dont ils avaient pillé l'église et brûlé les images. En cette circonstance, le gouvernement des VII dizains se montra derechef assez faible et peu empressé à soutenir son allié catholique, qu'il engagea à s'arranger *par un accord* avec son adversaire; promettant du reste son secours si la guerre devait éclater. Cette réponse ne faisait pas honneur à ces magistrats et ne laissait que trop deviner le mal intérieur dont plusieurs d'entre eux étaient atteints. Les VII cantons, au nombre desquels était Fribourg, s'étaient liés par la foi du serment; ils avaient solennellement juré de se soutenir mutuellement dans les luttes religieuses auxquelles ils étaient si souvent exposés par les empiètements audacieux et manifestement injustes des cantons réformés. Il fallait donc tendre loyalement et hardiment la main à son confédéré, car les ménagements envers un ennemi déloyal ont toujours fait sa force et n'ont jamais servi qu'au détriment de celui qui les emploie.

Les pères de la patrie agirent plus noblement dans une autre circonstance. C'était en novembre 1539. Ils avaient été convoqués au château épiscopal de Loèche. Le motif principal de cette réunion était les mouvements de guerre survenus entre Rothweil et le baron de Breitenlandenbergh. « Une querelle de « chasse, dit Jean de Muller, entre cette ville et le baron avait dégénéré en « une guerre cruelle. Elle avait réveillé toutes les inimitiés des seigneurs et des « bourgeoisies allemandes. Déjà la noblesse du Hégou courait aux armes. Le « duc de Wurtemberg avait pris parti. Rothweil recourut aux Confédérés. Ils « se levèrent comme un seul homme; quinze mille combattants reçurent « l'ordre de se réunir à Schaffouse. Les Souabes avaient cru les Suisses perdus

« dans leurs querelles intérieures ; l'approche de l'armée suisse suffit pour « répandre l'épouvante au delà du Rhin et pour qu'un prompt arrangement « mit un terme aux hostilités. » C'est à cette occasion que les cinq cantons, les plus anciens alliés du Valais, lui avaient adressé une missive, l'avertissant qu'ils se disposaient à secourir Rothweil et réclamant appui en leur faveur en cas de besoin. L'assemblée résolut aussitôt que si les Confédérés se mettaient en campagne, comme ils le firent réellement en 1540, on leur enverrait du renfort quoiqu'on n'eût aucune alliance avec la ville menacée ; on espérait néanmoins que « si c'était le baron seul qui faisait la guerre, les Confédérés « seraient assez forts contre lui. S'il arrivait cependant que ses alliés des cinq « cantons fussent attaqués chez eux, on sacrifierait tout pour les défendre. » Dans cette prévision les VII dizains durent immédiatement équiper 350 hommes et le Bas-Valais 100 autres prêts à marcher au premier signal. Les affaires ayant assez vite changé de face, comme on l'a dit, le départ n'eut point lieu.

Depuis quelques années une grave question occupait fréquemment le gouvernement, qui cherchait un moyen de la trancher. Le trop fameux Georges Supersaxo, après avoir si longtemps troublé le pays par son ambition et son avidité de l'or étranger, était tombé sous le poids des plus graves accusations et avait été condamné par ses concitoyens à une amende de 12,000 écus. Peu après, dit Boccard¹, ces accusations prirent un nouveau caractère de gravité ; ses correspondances étrangères, ses trames ourdies, de grandes sommes de la France qu'il avait retenues achevèrent de le compromettre. Prévoyant que la *matze* lui serait portée à son tour, il partit de nuit sur un traîneau et alla se réfugier à Vevey où il mourut bientôt. Comme il avait de grandes possessions en Valais, l'Etat voulant, paraît-il, s'assurer du paiement de l'amende, confisqua ses biens et ceux de sa femme. Après sa mort, son fils Georges s'adressa à la diète pour réclamer la succession de son père, s'offrant à indemniser le pays suivant la sentence que prononcerait un tribunal arbitral, « afin que lui « et les siens envers l'Etat et chacun l'un envers l'autre puisse être mis en repos « au sujet des affaires qui ont eu lieu avec son père. » Il fallut d'abord prendre l'avis des communes, selon l'usage et leur antique droit. La chose traîna en longueur parce que quelques dizains étaient contraires à cet arrangement et que d'autres n'étaient pas d'accord sur certains articles proposés. Enfin, les communes acceptèrent en 1540, la convention suivante proposée définitivement en diète du 15 décembre précédent :

« La maison de feu Georges Supersaxo, à Sion, et ses dépendances demeureront à son fils, avec les charges qui pèsent sur elle. Item, la maison sise à Martigny avec ses dépendances ; sous la clause que le fils prenne à sa charge les frais du procès ; et si quelqu'un avait acheté une part de cette maison, il pourra la dégager au prix d'achat. Item, lui est dévolue la pro-

¹ Hist. du Valais.

chaîne pension de Sa Majesté le roi de France. Item, il aura le retrait de tous les biens au levant de la Morge, durant douze ans, au prix de l'aliénation. Par contre, il devra, pour lui et ses héritiers, donner quittance à l'Etat pour tous les biens paternels, maternels et autres qu'il pourrait prétendre de celui-ci, et prendre à lui toutes les charges, avec la clause, toutefois, de pouvoir se défendre en justice en produisant tous les titres, afin que l'Etat puisse aussi le faire envers les réclamants, selon les statuts. Item, le dit Georges doit à l'Etat 400 florins du Rhin avec intérêts envers les répondants (c'étaient ses quatre cautions) : 200 florins rhénois à Jean de Platéa ; 1600 livres environ aux hôteliers ; 200 livres à la bourgeoisie de Sion ; 600 florins rhénois aux enfants de Pétermand de Platéa par leur mère ; 25 livres à la paroisse supérieure de Conches ; tout ce qui a été spécifié ci-devant et autres charges qui surviendraient et dont l'Etat ne pourrait pas se garantir en droit. Et par ce moyen le dit Georges Supersaxo, pour lui et ses successeurs à perpétuité, doit libérer l'Etat de toute réclamation qu'il pourrait élever au sujet de son père, de sa mère et de leurs biens quelconques. A l'avenir et à jamais tout litige et toute récrimination seront abolis et nul ne devra susciter, ni accueillir de reproches envers l'autre. ¹ »

On le voit, les conditions étaient dures, mais le lion tenait sa proie, il fallut lui faire part large pour obtenir le reste.

Une autre question, qui ne se termina pas sans effusion de sang, s'agitait depuis fort longtemps entre Bagnards et Valdotains « au sujet de la possession d'un pâturage alpestre situé entre les deux Etats. Cette montagne « appelée (aujourd'hui) Chermontanaz ² était limitrophe de la vallée de Bagnes « d'un côté et de la Valpelline de l'autre ; elle avait été albergée à perpétuité « par les comtes de Savoie (1398) à des propriétaires valdotains et bagnards « maintenus exclusivement dans leur possession par sentence de l'Etat du « Valais du 31 juillet 1518. La commune de Bagnes, qui prétendait que les « consorts de l'alpe en outrepassaient les limites, mettait opposition à l'arrêté ; « plusieurs visites locales eurent lieu ; les évêques de Sion et d'Aoste durent « même s'y transporter en personne. L'animosité allait croissant ; les Bagnards « armés de lances, d'épées et de frondes avaient attaqué les propriétaires « (24 juin 1539), enlevé chaudières, fromages et conduit le bétail au-delà de « la Drance. ³ »

En session de juin 1540, la diète entendit lecture d'une missive du capitaine et du Conseil d'Ivrée au sujet de l'Alpe de Durant (Chermontanaz) et des démêlés qui s'étaient élevés avec Bagnes pour sa possession. Des conférences s'en étaient déjà suivies pour rétablir la paix, mais la diète décida qu'un nouveau colloque aurait lieu à Sembrancher le mardi après la St-Jean ; en attendant ceux d'Aoste occuperaient l'alpe au-delà du torrent, et la partie en deçà resterait inoccupée jusqu'au résultat de la nouvelle conférence à laquelle furent délégués l'ancien bailli Pierre Owlig et Jean de Platéa. Mais, à la demande du marquis de Guast, gouverneur impérial à Milan, la réunion fut ajournée à la St-André suivante, puis elle n'eut lieu que le 1^{er} juin 1541.

Pendant cet intervalle les Valdotains n'étaient point restés inactifs, ils

¹ Abscheids.

² Elle était alors appelée Durant dans les actes du procès.

³ Boccard, Hist. du Valais, p. 182.

avaient sollicité et trouvé de puissants protecteurs. L'empereur Charles-Quint avait écrit de Spire, le 5 février, en faveur des droits des sujets de son beau-frère le duc de Savoie, et les Bagnards avisèrent en même temps l'Etat que Rome avait fait afficher au mont Saint-Bernard une lettre, par laquelle ils étaient cités à comparaître à Evian au sujet de l'alpe de Durant. L'autorité cantonale écrivit immédiatement aux magistrats d'Aoste pour leur représenter que cette citation était contraire à l'article de l'alliance du 1^{er} mai 1528¹, qui dit clairement que, dans les actions judiciaires concernant les ressortissants, le poursuivant ne pourra citer son adversaire que devant le for de celui-ci. Elle demandait, en conséquence, s'ils voulaient se conformer à cet article et révoquer la lettre de citation; dans le cas contraire, elle offrait de porter la cause devant le marquis de Guast, à Milan, en considération duquel la solution de ce procès avait été si longtemps ajournée. En cas de refus, le gouvernement sauvegarderait son honneur et pourvoirait selon sa convenance. En attendant, ceux de Bagnes devaient s'abstenir de tout acte. Le porteur de cette lettre fut chargé d'attendre la réponse des Valdôtains. Enfin le mardi après la Pentecôte, le Valais put ratifier la convention conclue à Sembrancher le 1^{er} juin, c'est-à-dire quelques jours auparavant. Ce ne fut donc pas la démarche de Charles-Quint, comme l'affirme Boccard, qui décida les Valaisans à se réunir à Sembrancher, puisque cette conférence avait été décidée un an avant cette date et n'avait même été retardée que sur les multiples sollicitations du gouverneur de Milan. Voici la substance de cette importante convention :

Les gens d'Aoste posséderont la partie de l'alpe de Durant au delà de la Drance, du côté d'Aoste, et n'auront rien à voir en deçà, sauf l'usage de la forêt de Bussinaz. Le reste de la montagne demeurera entre les mains des patriotes valaisans comme si c'était entre les mains de la justice, jusqu'à l'arrivée au pays de son Excellence de Savoie. Après cette arrivée que la diète arrange tout à l'amiable; et si son Excellence n'arrive pas dans le courant d'une année, la partie plaignante devra dans le cours d'une année poursuivre son droit par voie judiciaire, si elle veut procéder. Jusqu'à sentence judiciaire, le possesseur, tel qu'il vient d'être convenu, restera entre les mains des Valaisans, avec réserve cependant des droits de possesseur et de propriété des Valdôtains et des Bagnards. Est réservé le consentement de l'évêque d'Aoste, du suprême conseil ducal et des consorts de l'Alpe. Ce consentement devra être notifié à l'évêque de Sion pour le 21 de ce mois. Réservé de même, le consentement des patriotes et des Bagnards; il devra être déclaré à celui que les Valdôtains délègueront pour porter le leur. Autrement, toutes choses resteront dans l'état où elles sont. Une copie de la présente convention sera remise à chacune des deux parties qui la souscrira et y apposera son sceau.

Ces clauses finales furent remplies, le 6 juin, par les propriétaires Valdôtains, le 13 par leur évêque, et le 10 du même mois le duc avait donné sa signature, à Ivry. Le Valais signa à son tour.

Les Valdôtains ne furent pas longtemps possesseurs de leur alpage. « Sur leur refus de se reconnaître feudataires du Valais, dit Boccard, le bailli requiert l'abbé de Saint-Maurice, seigneur temporel de la vallée de Bagnes,

¹ Archives de l'Etat : Traité entre Valais, Savoie et Berne de 1565 à 1528.

« d'ordonner à ses officiers de mettre en possession de ce pâturage les commissaires de l'Etat : ce qui fut effectué le 25 août 1550. » A leur retour ces commissaires ayant fait leur rapport, il fut décidé de garder la montagne au nom de l'Etat et de l'alberger à ceux de Bagnes, s'ils le demandaient, pourvu qu'ils en payassent le cens et la reconnussent fief de l'Etat. C'est ce qui se fit le 23 avril 1551. Quelques personnes de Bagnes s'étant présentées pour en demander l'albergeage, vu qu'elle était juridiquement dévolue à l'Etat, suivant le droit seigneurial en vigueur dans les deux pays, elle leur fut louée selon la forme suivie sous les ducs. Les conditions furent que les locataires devraient, en cas de guerre, garder et défendre ce passage, payer un droit d'*introge* (mise en possession du fief) de 60 écus bons et une redevance annuelle de 5 florins.

Quelques consorts Valdotains s'étant présentés pour se plaindre du tort qu'on leur faisait en n'observant pas la convention du 1^{er} juin 1541, il leur fut déclaré qu'ayant refusé de faire la reconnaissance féodale de la montagne, celle-ci était tombée en échute. Ce qui était vrai. L'Etat avait satisfait à la convention et obtenu une sentence de mise en possession.

Le duc envoya encore (18 mai 1551) le seigneur Anisy pour demander une entente. L'envoyé devait faire tous ses efforts pour obtenir une solution plus satisfaisante ; mais on lui dit que c'était une affaire terminée et qu'on maintenait la décision¹.

Durant ces conflits et diverses autres préoccupations, le pays eut occasion de faire, sans frais ni difficultés, un gracieux mais tardif acte de reconnaissance. La commune de Savièse avait un major établi autrefois par la maison de Savoie. Quoique les ducs n'exerçassent plus aucune juridiction sur cette commune, cette charge subsistait toujours au nom des VII dizains. Fatigués de cet état, les Saviésans demandèrent qu'on voulût bien abolir cette charge qui, paraît-il, était considérée comme un signe de servitude. Comme dans la guerre de 1475 cette commune avait eu à souffrir plus que toute autre de la part de l'armée ennemie, « ayant eu toutes ses maisons brûlées et ses biens pillés², » leur prière fut volontiers exaucée. La concession de cette faveur était d'autant plus facile que la charge de major ne rapportait rien à l'Etat.

Le premier traité d'alliance avec les cantons catholiques avait eu lieu en 1529, comme on l'a dit. Quoique antérieurement d'autres traités existassent déjà de la part de quelques dizains, ils étaient purement politiques et civils. A celui de 1529, renouvelé en 1533, à l'occasion de l'admission de Soleure, on avait ajouté un article par lequel on s'engageait à se prêter un mutuel appui pour la défense et la conservation de la foi catholique et à renouveler ce traité tous les dix ans.

Les dix ans étaient révolus. Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zoug, Fribourg et Soleure tenaient diète à Lucerne. Par lettre du 8 septembre 1540, ils invitèrent le Valais à renouveler le pacte, et quelques jours après en fixèrent

¹ Arch. de l'Etat : Traités et correspondances avec les ducs de Savoie, et Abscheids.

² Abscheids de 1540.

la date au dimanche avant la Saint-Gall (octobre). L'évêque et les députés des dizains réunis à Brigbad dans la maison du bailli Pierre Owlig, considérant combien cette alliance avait été avantageuse au pays, mais considérant aussi les grands frais qu'occasionnerait la présence en Valais des délégués des alliés, s'ils se présentaient de commune en commune pour recevoir leur serment, simplifièrent la chose en ordonnant que les représentants de toutes les communes se réuniraient et jureraient en leur nom.

Au lieu du dimanche avant la Saint-Gall, la réunion ne se tint que le mardi suivant. L'assemblée était composée de l'évêque, de son chapitre, des sept délégués des cantons catholiques, de cinq représentants pour les dizains de Sion et Brigue, et de quatre pour chacun des cinq autres. Après lecture du traité à renouveler, l'évêque, le premier, en jura la fidèle observation en posant la main droite sur sa poitrine, à la manière des prélats; les chanoines et les représentants valaisans, en levant la main vers le ciel; en dernier lieu, les délégués des cantons prêtèrent aussi le serment. On profita de la présence de ceux-ci pour réclamer contre deux choses dans lesquelles le Valais se voyait lésé. L'Etat d'Unterwald avait statué: 1° que si une femme de ce canton épousait un étranger, elle perdait ses droits de combourgeoisie et de nationalité; 2° qu'un étranger ne pouvait acquérir chez eux au delà d'une maison et d'un jardin potager: ce qui était appliqué aussi aux Valaisans. Ces deux prohibitions étaient contraires aux anciennes coutumes et aux traités. L'autre réclamation concernait les sept cantons qui possédaient les bailliages libres de Mellingen et Bremgarten, sur lesquels on exigeait le péage des valaisans qui les traversaient pour se rendre avec leurs marchandises à la foire de Sursach. Les délégués cantonaux déclarèrent que n'ayant pas de mandat à ce sujet, ils présenteraient fidèlement à leurs gouvernements ces réclamations.

Dans leur missive pour le renouvellement d'alliance, les cantons catholiques avaient invité les Valaisans à exercer la surveillance et l'assistance fédérale envers eux d'abord, puis envers ceux de Rothweil qui guerroyaient toujours contre « les mécréants » et s'étaient bien maintenus. Cette guerre, disaient-ils, regardait aussi Sa Grandeur et le pays autant qu'eux; il ne fallait pas que ceux de Rothweil pussent se plaindre de n'avoir pas été soutenus dans cette guerre religieuse. Mais les Valaisans n'ayant pas d'engagements avec cette ville s'en tinrent uniquement à leurs devoirs envers leurs confédérés, qu'ils étaient prêts à soutenir en toute occasion.

Lors de l'assemblée préparatoire de septembre que les VII dizains avaient tenue pour prendre les dispositions nécessaires au sujet du renouvellement d'alliance, les dizains de Rarogne, Viège, Brigue et Conches convinrent d'une ordonnance qui fixât le prix des denrées, ordonnance qui peint le caractère de ces populations, nous révèle quelques-uns de leurs usages et certaines franchises.

Vu, y est-il dit, que, grâce à Dieu, toutes les récoltes diverses ont été abondantes cette année, il est équitable que chacun laisse jouir le prochain de son produit, moyennant un juste

prix. En conséquence, en vue du bien général, les quatre dizains ont établi, sous le bon plaisir des communes, l'ordonnance et les prix suivants :

Les aubergistes et pintiers feront serment devant Dieu et les saints de ne mélanger ni changer le vin, mais de livrer le vieux et le nouveau comme tels. Lors même qu'ils n'auraient pas encore prêté ce serment, ils ne devront pas, en attendant, hausser le prix.

Tous ceux qui exercent un commerce ou négoce doivent prendre leur repas dans les auberges et ne pas se mettre à la charge des communes.

Les Lombards¹ ne pourront plus séjourner, mais retourner chez eux; nul ne doit leur louer de maison, ni à d'autres étrangers, sans permission des bourgeois du lieu.

Selon l'ancienne coutume, tout boulanger devra faire des pains de la valeur d'un quart (monnaie du temps); lorsque le froment va 12 gros (90 centimes), le dit pain doit peser 8 onces. Le pain bis aura le même poids que le blanc; on peut y mettre du safran (à cette époque le safran existait en grande culture sur le territoire de Sion).

Nul ne peut acheter ou vendre du vin ou du seigle à plus haut prix que le suivant : seigle, en fichelins de Sion, 12 gros; fichelin de Sierre, Loèche, 8 gros... Pour le vin, le setier de Sion se payera 18 gros; celui de Sierre, 16 gros.

Si les communes acceptent les articles de cette ordonnance, les amendes pour leur violation seront de 3 livres, dont un tiers reviendra aux juges du lieu, un tiers à l'église ou chapelle, et l'autre aux procureurs de la localité.

Pour comprendre comment quatre dizains seulement pouvaient convenir entre eux de cette ordonnance, quoique réunis en diète avec les trois autres, il faut savoir qu'autrefois les dizains, bien que ne faisant qu'un corps politique avec les autres, étaient néanmoins si indépendants qu'un ou plusieurs d'entre eux faisaient des alliances séparées, portaient la guerre à leurs voisins, avaient leurs statuts, libertés et franchises à part. Ils étaient alors ce que furent plus tard les vingt-deux cantons.

Depuis plus d'un siècle, à l'instigation de familles ambitieuses, les communes démolissaient par pièce le pouvoir temporel de l'évêque suzerain de tout le pays. Le bailli qui, au commencement, n'était qu'un lieutenant choisi par l'évêque pour l'exercice de la juridiction temporelle, vit insensiblement son autorité augmenter et prit enfin, au commencement du XIX^{me} siècle, le nom de grand bailli. Mais, à mesure que le bailli grandit et que le pouvoir tendit à devenir purement civil, les communes virent aussi, par un juste retour, leurs chartes dont elles étaient si jalouses, s'en aller par morceaux et disparaître à jamais. Les statuts cantonaux d'abord, puis les ordonnances générales qu'elles acceptèrent, restreignirent leurs franchises sans qu'elles s'avisassent à quoi cela aboutirait.

A l'époque que nous décrivons, nulle décision de quelque importance ne pouvait être prise en diète avant d'avoir été présentée au placet des communes : c'était le *référéndum*; et celles qui ne voulaient l'accepter n'étaient point tenues à l'observation des articles adoptés par les autres. Voilà pourquoi on entend à chaque instant, dans les diètes, les députés déclarer qu'ils s'en réfèrent au bon plaisir des communes. Ce fut pour la même raison que lorsqu'il s'agit de renou-

¹ Marchands, usuriers et fraudeurs qui s'établissaient dans le canton où étaient marchands forains.

veler l'alliance avec les pays catholiques, on parla du serment que ceux-ci auraient dû recevoir en se rendant successivement dans chaque commune.

L'Etat avait demandé aux Bernois de ne plus séquestrer les biens de leurs ressortissants qui venaient se fixer en Valais ; leur promettant réciprocité s'ils accédaient à sa proposition. Ils y consentirent la même année. Mais, Berne n'était pas toujours si accommodant. Quand il s'agissait de culte catholique ou d'institutions religieuses, il agissait d'abord, c'est-à-dire, renversait, supprimait ou détruisait ; puis, il ne se décidait à la réparation que lorsqu'il ne pouvait faire autrement. Les manifestations et signes catholiques irritaient ses nerfs délicats. Une paroisse du gouvernement d'Evian devait passer sur les terres du mandement de Thonon pour se rendre processionnellement, suivant son ancien usage, à l'église d'une autre localité : Berne lui barra définitivement le passage. En 1541, le capitaine ou bailli de Thonon fait abattre une croix sur Lugrin qui était de la juridiction du Valais ; le seigneur de Masilly amenda les résidents sur le ressort d'Evian, pour cause de fréquentation d'église. En deça de la Drance, existait une léproserie qui servait pour les deux juridictions, soit pour Thonon, Féterne et Larringes ; elle venait d'être incendiée : quand il s'agit de la reconstruire, les Bernois n'y voulaient pas consentir parce que cet hospice était régi par les catholiques ; ils demandaient que le partage des droits, biens et revenus s'en fit « vu, disaient-ils, qu'ils n'étaient pas de la même religion ». Le Valais ne voulut cependant pas se soumettre à leur exigence. Il résista avec la même énergie au sujet du prédicant que le bailli de Thonon et le châtelain de Lullin avaient cherché à installer à Habère qui, d'après les conventions notoires et authentiques, appartenait à l'Etat du Valais.

Berne avait envahi les terres du duc sans rencontrer de résistance. Le roi de France profita à son tour de la faiblesse de Charles III à défendre ses Etats ; il s'empara du reste de la Savoie. Le 25 février 1536, il entra à Chambéry et il fit en sept jours la conquête du Piémont¹. Il profita de sa domination pour envoyer à Sion une députation qui se présenta devant l'évêque (décembre 1541), pour demander qu'on rendît au vicomte de Martigues certaines bourgades des gouvernements d'Evian et Monthey sur lesquels ce seigneur prétendait avoir des droits, tout en reconnaissant la haute seigneurie de l'Etat qu'il considérait comme succédant au duc. N'ayant pas eu de succès dans cette première démarche, François I^{er} revint deux fois à la charge en 1547 ; mais après un attentif examen de ces prétendus droits, il fut reconnu que le vicomte n'avait jamais rien eu à prétendre sur ces terres qui avaient toujours exclusivement appartenu au duc de Savoie. Il ne fut plus question de cette affaire qui, d'ailleurs, pendant qu'elle se traitait, n'avait point troublé les bons rapports entre les deux Etats.

¹ Victor de Saint-Genis : Histoire de la Savoie.



CHAPITRE II

DE 1542 A 1552

DEPUIS la question de propriété de la montagne de Durant, une cordiale harmonie n'avait plus régné entre Valaisans et Valdôtains; les correspondances officielles, qui eurent lieu entre eux pour diverses autres affaires, se ressentirent de la méfiance et de la facile irritation auxquelles on se laissait aller. Quoique les Français se fussent emparés des Etats de l'irrésolu Charles III, il était cependant resté quelques contrées à ce prince. Le 4 avril 1537, les trois Etats¹ de la vallée d'Aoste assemblés donnèrent mandat à des députés pour signer avec les représentants du roi de France un traité de neutralité. « Les Français, dit ce traité, n'entreront pas dans la vallée. En « retour, les Valdôtains prennent l'engagement d'empêcher le passage des « Suisses, des Allemands, des Espagnols et des Piémontais. »

S'il est parlé des Espagnols et des Allemands, c'est que Charles-Quint était suzerain des Etats du duc dont le fils Emmanuel-Philibert servait dans les armées impériales, qu'il commanda plus tard. En évitant la domination française, les Valdôtains voulaient aussi se soustraire au danger de voir des troupes de l'empereur venir occuper leur pays. En s'engageant à empêcher le passage des Suisses, ils acquéraient par là même la protection de la France si le Valais, comme ils avaient des motifs de le soupçonner, était tenté de paraître en armes

¹ Victor de Saint-Genis ; Histoire de la Savoie. Les trois Etats d'Aoste étaient composés du clergé, de la noblesse et des représentants des communes. Ces derniers, cependant, n'avaient que voix consultative. De Tillier, J.-B. ; Dissertation historique et géographique sur la vallée et duché d'Aoste.



GEORGES SUPERSAXO, BAILLI DE LA PATRIE

Homme puissant par ses richesses et son autorité. Mort en 1530.



sur leur terre. Cette prévision fut sur le point de se réaliser quelques années plus tard ; et si le projet d'occupation de la part des Valaisans échoua, ce fut par la ferme attitude du maréchal français de Brissac, qui leur écrivit en ces termes :

Messieurs les capitaine et conseil du pays de Valloys.

Il m'a été remontré par Messieurs de la Val d'Aouste que dès le commencement qu'ils sceurent la prinse de la ville d'Ivrée, ils envoyèrent par devers vous pour savoir quel secours vous leur pourriez donner, advenant le cas que je leur voulusse faire la guerre et entrer en leur pays, et que depuis ils ont été advertis que vous commencez à vous armer pour y venir, me priant vous déclarer sur ce mon intention ; ce que je ne leur ait pu refuser honnestement ; ains en le leur accordant vous ay bien voulu escrire la présente pour vous dire que je n'ai point délibéré de les assaillir ne faire la guerre en aucune manière, mais au contraire leur garder et inviolablement observer la neutralité qui leur a esté accordée par le Roy, et que pour ceste cause il me semble n'estre point de besoing que vous en entriez en aucun travail ne despence, attendu qu'ils sont assurés de mon costé De Savoye ce III jour de janvier 1554.

Vostre entièrement et bien bon amy prest à vous faire plaisir.

(Signé) BRISSAC¹.

Pour mieux comprendre cet état de choses, il faut revenir de quelques années en arrière. A cette époque le Milanais était sous la domination des Espagnols dont des détachements de troupes arrivaient quelquefois aux frontières valaisannes, soit pour des reconnaissances militaires, soit pour d'autres motifs. Ces mouvements et le secret projet des Valaisans de s'emparer de la vallée d'Aoste donnèrent occasion à ceux-ci de faire des préparatifs militaires. Les bruits continuels de guerres entre les puissances, les marches fréquentes de leurs armées et les combats entre les princes européens favorisaient encore le secret du vrai motif de l'organisation militaire des habitants de la vallée du Rhône. La France demanda au canton (1544) d'autoriser le passage de 6,000 arquebusiers italiens qui étaient à sa solde ; on le lui refusa. Le comte de Challant, gouverneur d'Aoste, sollicite la même permission pour un détachement de 200 hommes destinés à protéger son territoire : on la lui refuse. François I^{er} demande, en vertu des traités, de pouvoir lever trois compagnies dans le pays : nouveau refus motivé sur les circonstances du moment. D'un autre côté, la diète ordonne de se pourvoir d'artillerie, de réparer les vieux canons ; elle fait plusieurs fois des achats de mousquets qui sont distribués à toutes les bannières. L'arsenal est inspecté ; on se procure du plomb, de la poudre et tout ce qui manquait à un armement complet. Tout ceci se passait de 1542 à 1550. Non seulement la nation s'armait, mais il existait même une ordonnance obligeant chaque chanoine de la cathédrale d'être armé d'un mousquet.

En avril 1542 étaient arrivés à Sion des délégués des trois Etats d'Aoste, ayant pour instruction de s'enquérir officiellement de la véracité des bruits très répandus de projets hostiles envers leur pays, et si le Valais était résolu à observer les traités avec le duc, afin que leurs mandants sussent à quoi s'en tenir. Le gouvernement protesta (13 avril) de ses intentions pacifiques envers

¹ Arch. de l'Etat ; Litteræ Sabaudie.

eux ; que si d'autres avaient des projets hostiles, il n'avait pas à s'en occuper ; puis, haussant le ton, il leur déclara que, quant aux traités d'alliance, il n'avait pas à s'en expliquer, n'en ayant point conclu avec eux mais seulement avec leur seigneur le duc de Savoie, avec lequel il était prêt à le faire quand il le demanderait. La réponse était fort spartiate et les choses restèrent en cet état. Mais en 1548, les Valaisans apprenant que de grandes revues avaient lieu dans la vallée d'Aoste sans qu'ils pussent en connaître le but, en écrivirent, en août, à leurs voisins d'outre monts, voulant en être instruits par une dépêche. En attendant, dans la crainte que le couvent du Grand-Saint-Bernard ne fut envahi et occupé par un adversaire quelconque, ils y placèrent quatorze soldats munis de bons mousquets et d'armures. Cette petite troupe haut-valaisanne que le gouverneur de Saint-Maurice fut chargé de conduire sur le Mont Joux, après qu'il aurait avisé par écrit le révérendissime prévôt, reçut dans le monastère le logement et la ration militaire.

Cette occupation inquiéta les gens d'Aoste. Leurs autorités en écrivirent à l'évêque de Sion, au bailli et au gouverneur de Saint-Maurice, protestant de leur bonne amitié et affirmant que leurs préparatifs militaires ne se faisaient qu'en prévision d'hostilités auxquelles d'autres pourraient les exposer. C'était probablement la crainte des troupes espagnoles qui, de temps à autre, se montraient aux frontières¹. Malgré ces assurances, le Valais ne retira point la petite garnison et il en donna la raison dans ses réponses aux missives qu'il avait reçues. Que ce fut vérité ou feinte, il protesta à son tour, de ses bons sentiments et dit que le détachement établi sur la montagne ne l'avait été que pour garder le passage à cause du bruit répandu, que des troupes espagnoles devaient arriver à Aoste et que même un de leurs chefs, accompagné de 1,000 cavaliers, avait visité les cols et passages. Le chef du poste de Mont Joux reçut l'ordre de ne rien innover et de ne point laisser ses hommes dépasser la frontière. Si l'envoyé qui devait rapporter la réponse d'Aoste revenait avec des nouvelles satisfaisantes, les soldats devaient être rappelés ainsi que les hommes postés sur les cols de Bagnes et de la vallée d'Hérens communiquant avec l'Italie. On ignore combien de temps encore ces miliciens occupèrent les hauteurs ; on sait seulement que pendant l'automne, les nouvelles étant devenues mauvaises, quarante-deux hommes des dizains occupèrent le Grand-Saint-Bernard durant plus de quinze jours². Quoique le calme fut un peu revenu, en mars de 1549 les appréhensions n'étaient pas entièrement dissipées, puisqu'à cette époque les Valdôtains ayant prié qu'on autorisât le passage sur le sol valaisan du grain qui leur était destiné, l'Etat crut à propos de le refuser momentanément pour eux et tous autres³.

¹ La correspondance qui eut lieu entre les deux pays, à cette occasion, est intéressante à examiner, mais elle ne permet pas, par elle-même, de se prononcer sur la sincérité des réfutations des Valdôtains et des allégations des Valaisans. (Arch. de l'Etat : Litterae Sabaudiae).

² Absch. du 12 octobre 1548.

³ Item., 1549.

En janvier 1552, les trois Etats d'Aoste sollicitèrent une alliance avec le Valais, mais celui-ci n'y consentit pas, il déclara s'en tenir à celle qu'il avait faite avec leur prince et les invita à ne pas admettre dans leur vallée ni souffrir à leurs frontières des troupes espagnoles, italiennes ou d'autres nations. Il ajouta que si cela arrivait, il aurait à se demander quel pouvait être le motif et le but de l'arrivée de ces troupes, dont la présence était contraire aux traités avec leur sérénissime prince et qu'ils pouvaient facilement prévoir les conséquences d'une telle violation d'engagements.

Sans se décourager de ce premier refus, les Valdotains renouvelèrent leur demande au mois de mai suivant. Ce fut en vain.

Ce qui nous donne une idée de la méfiance et de l'animosité qui existait entre ces deux Etats voisins, ce sont les fréquentes plaintes des Valdotains auxquelles les Valaisans opposaient leurs griefs. Ainsi, au mois d'août de la même année, une réclamation d'Aoste arriva à Sion : le sujet en était le passage de volontaires valaisans qui, pour se rendre à l'armée française en Piémont, traversaient le territoire de cette vallée en prenant la voie du col Ferrex. La diète réunie en septembre décida de répondre qu'elle ignorait absolument et ne pouvait croire, que ses ressortissants prissent ce chemin pour rejoindre l'armée française ; que ces volontaires n'étaient probablement pas du pays mais d'autres cantons ; qu'elle était convaincue qu'ils ne causaient ni dégâts, ni désagréments sur leur passage ; qu'au reste, il n'était pas rare de voir les « Valdotains aller et « venir sur le sol valaisan, en nombre, avec leurs chevaux harnachés et bardés, « mousquets chargés, sans que nul, de quelle condition qu'il fût, eut été lésé en « son corps, son bien et sa liberté¹ ». Mais cette décision déplut à l'assemblée des bourgeois de Sion et à quelques autres communes qui trouvèrent indigne de mentir à un adversaire au nom de tout le pays. Les réclamations et modifications présentées par Sion sont ainsi résumées dans les recès :

Relativement à la missive d'Aoste au sujet du passage de nos volontaires, la ville ne juge pas convenable de répondre que notre Etat ignore et ne peut croire que des soldats de notre pays prennent leur route par leur duché, mais que peut-être ce sont ceux d'autres cantons, puisqu'il est notoire que des nôtres partent journellement de ces côtés. Il nous semble une dérision que notre Gouvernement renie ainsi ses soldats. Il ne convient pas non plus d'y impliquer nos confédérés qui pourront bien s'en défendre, de leur part. Après cette dénégation, si quelques injures étaient faites aux nôtres par leurs sujets, notre Etat ne pourrait dûment s'en enquérir. C'est pourquoi le sentiment de la ville est d'écrire sérieusement à ceux d'Aoste, que nous ne pensons pas qu'en passant par leur pays nos soldats y fissent rien de répréhensible et n'y paient pas les hôteliers ; qu'il ne serait pas de bonne amitié que nos volontaires ne passassent pas librement par chez eux quand leur propres partisans le font fréquemment chez nous.

La réponse du Valais rédigée dans ce sens n'était au moins plus un insigne mensonge et elle convenait à la loyauté et à la franchise républicaine.

Les gens de la vallée de Viège, avaient, à cette époque, de fréquents rapports

¹ Absch. de septembre.

avec ceux de la vallée d'Aoste où ils se rendaient en traversant les glaciers. Leurs députés en diète se plaignaient que leurs voisins innovassent en matière judiciaire. A teneur des traités, l'acteur devait rechercher le défendeur devant le juge ordinaire de ce dernier; néanmoins les juges d'Aoste séquestraient chevaux et avoirs des habitants de la vallée de Viège, pour les moindres motifs. L'Etat dut s'occuper de cette affaire, il représenta les griefs de ses concitoyens en demandant une prompte satisfaction, à défaut de laquelle il prendrait des mesures. Il faut supposer que sa réclamation fut écoutée, puisque les magistrats valdotains, malgré les refus itératifs qu'ils avaient subis en diverses fois, revinrent à la charge pour conclure un traité d'alliance. On peut rationnellement supposer que cette persistance n'avait pas d'autre motif que de lier par un traité ceux de la part desquels on prévoyait un envahissement du duché. Ainsi, en 1554, ils réitérèrent leurs démarches dans ce sens. Ils avaient plus d'un motif de croire que les Valaisans n'attendaient qu'une occasion favorable pour satisfaire leur désir de faire de leur pays un nouveau bailliage, à l'instar des deux qu'ils avaient acquis dans le Chablais. Déjà, des intelligences étaient établies avec un certain nombre de ressortissants, qui préféraient se donner aux Valaisans que de passer sous la domination française. L'évêque d'Aoste envoya à l'évêque de Sion un projet d'alliance pour être présenté aux députés des dizains; mais ceux-ci, sous divers prétextes, traînèrent l'affaire en longueur, alléguèrent le consentement des communes qu'il fallait obtenir, puis y mirent tant de mauvaise volonté que le projet avorta enfin.

Cependant, vers la fin de l'année, les Valdotains eurent des craintes sérieuses, et dans le commencement de janvier, l'Etat du Valais dut s'occuper de la réponse à donner au porteur de la lettre qu'il venait de recevoir de leur part.

Ils ont appris, disaient-ils dans cette lettre, que le Valais a levé des troupes et fait des préparatifs guerriers. Quoiqu'ils aient toujours été et désirent rester ses amis, ils soupçonnent néanmoins que ces mouvements sont dirigés contre eux. S'il en est ainsi, ils veulent se préparer à la défensive et combattre pour leur prince.

Ils demandaient une réponse écrite que l'Etat refusa et remplaça par une réponse de vive voix dont leur messenger fut chargé.

Que ceux du val d'Aoste, lui dirent-ils, s'arment et se tiennent sur la défensive ou non, nous ne nous en occupons point, n'étant pas leur suzerain ni eux le nôtre; ainsi notre levée ne les regarde nullement et ils n'ont pas à s'en enquérir. Toutefois, en vertu de notre alliance avec les confédérés¹, si nous sommes requis par eux, nous devons marcher à leur aide. Vu les circonstances critiques actuelles, nous avons été avisés par eux de nous tenir prêts: ce que nous étions déjà disposés à faire².

¹ Les Bernois avaient l'œil sur Aoste où Calvin avait secrètement séjourné et avait entraîné dans ses erreurs un certain nombre d'habitants et même quelques notables de la cité, dans laquelle il répandit des billets par lesquels il proposait de s'allier aux protestants de la Suisse, dont ils formeraient un canton. (Du Tillier).

² Absch. de janvier 1555.

Cette dernière allégation fût-elle vraie, tout porte à croire qu'on ne demandait pas une meilleure occasion pour être prêts dans le cas de possibilité de l'invasion de la vallée d'Aoste dans le courant de l'année. Pendant l'été, le bailli d'Aoste renouvela sa protestation au sujet du passage des enrôlés pour le service des Français et signifia que désormais il s'y opposait absolument. La diète réunie à Naters, le 15 août, lui fit savoir que l'Etat n'était pour rien dans le choix de cet itinéraire; mais, puisque cela incommodait si fort ces voisins, elle donnait ordre aux volontaires de choisir dorénavant une autre route, quoique plus longue. Si l'autorité valdotaine prenait tant ombrage du passage d'un si petit nombre de soldats, les Valaisans avaient aussi à se plaindre gravement des colporteurs du duché, qui inondaient le pays en trompant les gens avec leurs mauvaises marchandises et au mépris des règlements de police. Puisque les Valaisans étaient si lestement repoussés, il y avait encore plus de motifs de repousser les Valdotains. En conséquence, ordre fut donné que tout originaire du duché, qui n'aurait pas acquis la nationalité valaisanne, évacuât le canton dans les quinze jours qui suivraient la promulgation de cet édit et qu'il emportât tout ses avoirs, avec défense à tout ressortissant de cette contrée de ne jamais plus venir exercer de négoce, sous peine de confiscation de tous ses avoirs. C'était indirectement une déclaration de guerre; mais la guerre n'eut pas lieu, parce que, n'ayant pu gagner le général français dont il avait sondé les dispositions, le Valais craignit de se brouiller avec la France.

Quoique les pères de la patrie eussent été très occupés pendant quelques années, pour l'organisation des mandements de Monthey et Evian qu'ils venaient de recevoir, par la préoccupation et la recherche des reconnaissances féodales et le projet de faire d'Aoste un nouveau bailliage, ils mirent la main à plusieurs travaux d'utilité publique. Ils ouvrirent et corrigèrent des routes; ils songèrent à l'entretien des hospices du Simplon et du Grimsel et ils eurent plusieurs fois à remédier aux dégâts causés sur divers points par les débordements du Rhône. Jusqu'alors, paraît-il, l'entretien des routes incombait aux dizains respectifs et même, pour certains trajets, à des particuliers. L'Etat n'intervenait que pour l'inspection et n'y contribuait que dans les cas de dépenses extraordinaires. Par exemple, en 1536, le Rhône ayant été presque barré par un énorme éboulement de rochers descendus de la montagne sur le village maintenant détruit d'Arbignon, en face d'Evionnaz, les eaux du fleuve submergèrent la plaine qui ne fut plus qu'un lac s'étendant de la Pissevache à Evionnaz. L'Etat dut s'occuper de désobstruer le Rhône et de faire un nouveau tracé de route sur plusieurs points, avec trois ponts en maçonnerie entre Evionnaz et la Balmaz. Les bannières de Martigny, Entremont, Saillon, Saxon, Ardon, Chamoson et Conthey durent y contribuer pour une somme désignée pour chacune d'elles et ascendant au total de 200 guldens de Savoie¹. La bannière de Saint-Maurice,

¹ Le Gulden valait le quart de l'écu bon, l'écu bon était de fr. 3.75.

comme plus intéressée, dut faire 150 manœuvres et autant, tous ceux qui avaient droit de pâturage sur les terrains inondés¹. Dans le Bas-Valais, les gouverneurs signalaient chaque année à la diète les réparations à faire et recevaient l'ordre de les exécuter en couvrant les dépenses par les recettes sur leurs administrés. Ainsi, en 1543, il fut enjoint aux gouverneurs de Saint-Maurice et Monthey, d'exiger de leurs contribuables la réparation de la grand'route, le long du mont entre ces deux localités, parce que, en été, elle était impraticable à cause de l'eau sur les trajets un peu avancés dans la plaine. Celui de Saint-Maurice ordonna aux Contheysans de faire celle de Praz-pourri.

Les grand'routes devaient être larges de 13 pieds de roi et n'étaient pas meilleures dans le Haut-Valais, où la même règle était suivie pour les frais. En 1542, Lens reçut ordre de faire celle qui devait passer par les prairies de Granges. Loèche eut à reconstruire la sienne qui passait par le Tœnfurren et en haut du Todtfeld; elle était si mauvaise sur ce trajet que voituriers et voitures de roulage y étaient en grand danger. Mœrell dut tailler dans le roc une nouvelle voie en amont du pont de la Massa. La route de la Furka existait déjà; mais quoique ce passage fut très fréquenté, elle était en si pitoyable état sur plusieurs points que les Conchards demandèrent un subside à l'Etat pour la refaire entièrement. La somme qu'on leur alloua fut minime, bien que l'argent eut alors une grande valeur: elle s'élevait à 40 écus; ceux de Mœrell en reçurent dix pour le trajet à tailler dans le roc. On voit que nos aïeux se contentaient de peu de chose, voyageaient moins en voiture que leurs arrière-neveux, avaient la jambe plus ferme et la chaussure plus solide. Aujourd'hui on possède la belle route de la Furka qui donne passage à l'artillerie, et la superbe mais dispendieuse chaussée du Simplon, pour laquelle le Valais paya la plus grande part des huit millions de francs de dépenses.

Si le Simplon ne fut pas une voie militaire sous les Romains, il paraît au moins, qu'il fut voie commerciale. Quoique au moyen âge sa route ne consistât qu'en ponts jetés sur d'effroyables précipices avec plus de hardiesse que d'art, elle a servi de communication très active avec le Levant, entre les villes de Lyon, Milan et Venise. Il existait, au XIII^e et XIV^e siècle, un hôpital sur le Simplon². « Il avait été fondé au moyen d'aumônes pour héberger riches et pauvres³. » Mais, comme on ne s'y conformait plus et que l'édifice tombait en ruine, le bénéfice en avait été retiré par le curé de Sarquen et remis à un étranger. L'Etat, voulant faire cesser cet abus et rendre l'hospice à sa destination primitive, ordonna au principal qui en avait perçu le revenu de venir résider personnellement dans cette maison, à teneur de la fondation, sinon la

¹ Les mêmes devaient fournir à l'entrepreneur le logement, la literie et le bois à brûler durant l'exécution des travaux. Les conditions imposées à l'entrepreneur nous apprennent qu'à la Balmar, il existait une maladrerie que celui-ci devait démolir.

² Boccard. Histoire du Valais.

³ Absch. de décembre 1542.

commune de Brigue prendrait l'hospice et son revenu et l'entreprendrait comme il devait l'être.

Au pied de la montagne du Grimsel, sur territoire bernois, et à la frontière de Conches, existait aussi un hospice desservi par les habitants de l'Oberhasli : il venait d'être détruit par un incendie. Une quête annuelle se faisait dans toute la Suisse pour subvenir aux frais de cet établissement où tous les voyageurs indistinctement étaient reçus. Le Grimsel était un passage très fréquenté par les commerçants et servait de grande voie de communication aux Conchards. C'est pour cela qu'ils sollicitèrent et obtinrent (1548) de l'Etat du Valais un subside en faveur de la reconstruction de l'hospice, pour lequel ils fournirent eux-mêmes une partie du bois. Sept ans plus tard, les autorités du Hasli obtinrent aussi de la diète l'autorisation de faire une quête en Valais pour les aider dans cette réédification qui eut lieu en 1557.

En votant des secours pécuniaires et en autorisant des quêtes en faveur de ses voisins, la patrie dut aussi songer à ses propres enfants. Le Rhône, cet éternel ravageur de la plaine, avait couvert le territoire compris entre Fully, Saxon et Martigny jusqu'à la pointe des Follataires. En 1556, les mandataires des VII dizains se rendirent à Leytron et à Saillon pour examiner les dégâts et les moyens de prévenir de nouveaux désastres ; Les décisions qu'ils prirent prouvent combien ils étaient étrangers à l'art des endiguements. Ils ordonnèrent à la commune de Martigny de rompre la moitié de leur grande digue en amont de Fully, afin que le Rhône entrât dans les canaux latéraux et qu'ainsi l'on pût voir quelle direction il prendrait. Après cette expérience on redresserait le lit du fleuve sur deux points principaux indiqués. L'affluent de la Drance devait être porté vers le roc des Follataires où les habitants du hameau d'Ottan devaient détruire leur digue de préservation, qui faisait refluer le fleuve contre Martigny. Martigny devait payer à Fully la valeur des terrains qui seraient pris à celui-ci pour le redressement, et le nouveau lit servirait de limite entre eux. Fully protesta, fit de nombreuses observations, mais dut enfin se soumettre, parce qu'on le rendit responsable de tous les dégâts qui pourraient résulter de son refus obstiné.

L'inondation qui avait donné lieu à cette mesure avait été si désastreuse que Saxon avait eu une partie de ses terres emportées par les eaux ; il demanda que l'Etat lui fit remise des redevances dont ses terrains étaient grevés.

Aux sollicitudes administratives dans l'intérieur du canton, venaient s'ajouter les relations politiques avec l'étranger et surtout avec la France. Les envoyés des princes électeurs d'Allemagne avaient fait (5 juillet 1546) au nom de leurs maîtres des propositions aux neuf cantons de Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zoug, Glaris, Fribourg, Soleure et Appenzell réunis en conférence à Baden. En lutte avec l'empereur, ces princes recherchaient l'appui des Suisses. Des délégués de cette conférence arrivent donc à Sion pour communiquer la demande que les princes allemands avaient faite. Ils engagent le Valais à refuser

toute proposition et à rester neutre. « Nous avons unanimement résolu, disent-ils, « de ne pas nous mêler de cette affaire, de ne permettre aucun passage de « troupes, d'empêcher autant que possible nos hommes de s'engager au service « des électeurs et nous avons même prié ceux-ci de renvoyer ceux qui y seraient « déjà. » On se rangea volontiers à leur avis.

La France venait de perdre son roi, le chevaleresque François I^{er}, décédé en 1547. Henri II, son fils et successeur, était monté sur le trône. Le Valais et ses confédérés avaient renouvelé avec François I^{er} un traité d'alliance (7 mai 1521) qui devait durer encore trois ans après la mort du guerrier couronné. Son successeur ne voulut point attendre l'échéance du terme pour renouveler cette alliance. Dès son avènement, il chargea son ambassadeur, résidant à Soleure selon l'usage, d'entreprendre les négociations nécessaires auprès des cantons pour obtenir la signature d'un nouveau traité. Les cantons s'entendirent et consentirent assez promptement, mais le Valais, avec son referendum aux dizains, puis à chaque commune, ne parvenait pas à obtenir une décision du peuple. Quelques dizains acceptaient le nouveau traité, d'autres s'y opposaient ou faisaient des restrictions. La diète s'assembla plusieurs fois en 1549 sans aboutir à un résultat. Le 22 août, les délégués des VII cantons catholiques se présentèrent et engagèrent le Valais à ne pas se séparer de ses alliés pour la signature du traité avec la France, dont le roi avait fixé le jour au 1^{er} septembre. Les représentants des dizains prièrent qu'on prolongeât de huit jours la date fixée, afin d'avoir plus de temps pour délibérer et amener une décision. Enfin le 28, ils déclarèrent que le pays signerait à l'exemple de ses amis. Cette détermination causa une grande joie aux cantons catholiques qui, à cause des dissensions religieuses qui existaient en Suisse, des progrès latents de l'hérésie en Valais et des démêlés entre les puissances circonvoisines du territoire helvétique, désiraient ardemment que le canton ne se séparât pas d'eux.

Des mécontents et des brouillons qui depuis quelques années songeaient à une révolution politique et religieuse profitèrent de la signature du traité pour soulever le peuple. Un article de ce traité disait que chacune des parties contractantes ne devait accorder ni séjour ni passage sur les juridictions et seigneuries à des ennemis et adversaires de l'autre, mais avait à les expulser ; et stipulait, autant que le requerrait le bien des communes confédérées, de tenir les routes libres et de prêter assistance à ses amis, etc. Les agitateurs profitèrent de cet article, dont ils dénaturèrent le vrai sens, pour faire accroire aux populations que par cette convention les magistrats accordaient au roi de France la liberté du passage de ses troupes, qui s'empareraient ainsi du pays. Cependant, la réalité était, d'après les explications bien données et rédigées par écrit lors de la signature, que la liberté de passage n'était accordée qu'aux confédérés suisses et aux Valaisans, sur le territoire des premiers. Quant au passage des étrangers, ce n'était que celui des députations, des voyageurs ordinaires et des commerçants.

Les agitateurs connaissaient le peuple et la facilité de le tromper et de

l'ameuter dès qu'on lui parlait de droits lésés et surtout de trahison dans ses chefs. Ils ajoutaient que le roi de France avait fait don au Valais d'une somme de dix mille écus bons, que quelques personnages du canton s'étaient secrètement partagés en ne versant à la bourse de l'Etat que mille écus¹. Déjà dans une diète tenue à Brigue en 1521, le mercredi avant la mi-carême, le bailli Zentriegen s'était plaint de rumeurs populaires, de symptômes graves de sédition et même d'apparition de la *matze*. Il dut demander aux députés si leurs dizains étaient résolus à le seconder si les séditeux en venaient à la violence. Les députés l'assurèrent de tout leur appui et affirmèrent que leurs mandants étaient très décidés à la fidèle observation de la convention faite, du temps du cardinal Schiner, entre tous les dizains sur la place de Planta, à Sion. Déjà alors, on disait que le roi de France avait donné au pays pour le couvrir de ses frais, la somme de 15,000 ducats, que quelques messieurs avaient empochés.

Ce fut en 1549 que se manifestèrent les symptômes les plus graves de sédition, dans les premiers mois qui suivirent l'adhésion à l'alliance française. Les principaux, quoique aveugles instruments de cette révolte, furent les habitants de la vallée de Lietsch² et ceux de Châtillon et Eyscholl, auxquels s'unirent de nombreux partisans des dizains de Loèche et Sierre, en particulier, et de diverses communes de celui de Sion et de la vallée d'Hérens. On croit assez généralement que la vraie et seule cause de ce soulèvement et de l'équipée qui s'en suivit, fut la domination réellement dure que les cinq dizains de Loèche, Viège, Rarogne, Brigue et Conches faisaient peser sur les habitants de la vallée de Lietsch, qu'ils considéraient et traitaient en sujets ne jouissant point des mêmes droits que les autres citoyens de ces dizains. C'est cependant une erreur qui, toute accréditée qu'elle soit, n'en est pas moins une erreur, comme l'examen des recès de 1550 le prouve. La vraie cause de cette levée est multiple. Depuis longtemps on voyait de mauvais œil certaines familles, dont les membres occupaient ordinairement les plus hauts emplois dans la magistrature judiciaire et civile, où plusieurs s'étaient enrichis, ou bien s'étaient acquis une influence considérable par les charges dont elles avaient été revêtues ou qu'elles exerçaient encore. De là les soupçons et les jalousies auxquels succédèrent les murmures sourds. Le peuple savait que Georges Supersaxo, le grand adversaire politique du cardinal Schiner et l'agitateur du pays, avait reçu des rois de France non seulement de nombreuses faveurs, mais encore des sommes considérables pour s'attacher toujours plus à leurs intérêts : il en inférait que ses magistrats actuels étaient dans le même cas. On venait de signer le nouveau traité et le jeune monarque avait promis de payer mille écus d'or le jour que le Valais donnerait sa signature. En outre, la France, en vertu des anciennes alliances, payait

¹ Absch. du 27 février 1550.

² Aujourd'hui Lötschen.

³ Absch. du 28 août 1549.

annuellement trois mille francs au Valais pour les capitulations et l'Etat envoyait chaque année un de ses membres toucher cet argent à Lyon. Tout autant de motifs pour le peuple de croire que ces messieurs retenaient une partie de cette somme et trahissaient les intérêts du pays en soignant les leurs. L'autre motif que l'on ne soupçonne point à trois siècles de distance et qui était cependant le plus réel et le plus grave, quoique le plus secret, était le travail persistant de l'hérésie que les prédicants cherchaient à propager. Deux fois les recès des diètes tenues en 1550 à l'occasion du soulèvement dont nous allons parler, nous disent que les députés se plaignirent en pleine assemblée législative des désordres et de l'esprit d'insubordination que les prédicants et fauteurs de la nouvelle croyance suscitaient parmi les masses. Les menaces et les cris de quelques révoltés influents, qui eurent à subir des procès particuliers, n'exprimaient que la haine de la religion catholique et de ses ministres. On demandait la destruction des couvents, la tête de l'évêque, la mort des chanoines, etc. Si la vallée de Lietsch sortit en armes et parut à la tête de l'équipée sur la vallée de Viège, elle ne fut ni le mobile, ni la tête dirigeante de cette folle entreprise; elle n'en fut que la comparse aveugle. Les secrets émeutiers avaient profité du grave mécontentement de cette population pour la faire participer à cette entreprise, dont on la fit passer pour l'auteur.

Pour mieux comprendre cette participation générale des gens de Lietsch, il faut savoir, dit Boccard¹, que « outre la nouvelle conquête, commune à tout le « Haut-Valais, les cinq dizains supérieurs avaient encore leurs sujets parti-
« culiers de la vallée de Lötsch. Là, à une seigneurie héréditaire² avait succédé
« une seigneurie élective; tous les deux ans, c'était un nouveau maître qui venait
« imposer sa volonté à ces populations et ne cherchait que trop souvent à satis-
« faire sa cupidité. Plusieurs fois celles-ci avaient élevé la voix contre la dure
« servitude que faisait peser sur eux la main de leurs frères émancipés; souvent
« elles avaient réclamé l'égalité des droits; des contestations violentes avaient
« suivi ces démarches sans amener aucun résultat et les parties durent paraître
« en présence de l'évêque et des députés de Sion et Sierre (19 novembre 1531).
« Les habitants de Lötsch et de Châtillon y furent encore proclamés sujets tels
« qu'ils l'avaient été de leurs anciens seigneurs; il fut déclaré que les cinq
« dizains y avaient l'omnimode juridiction et qu'ils étaient maîtres de l'exercer
« comme ils l'entendraient. Les plaignants, condamnés aux frais, furent de plus
« en plus convaincus qu'en aidant leurs voisins à conquérir et à consolider leur
« indépendance, ils n'avaient fait que river de plus en plus leurs propres fers. Au
« lieu d'un seigneur riche et puissant³, ils en voyaient arriver tous les deux ans
« un nouveau qui avait besoin de le devenir. » On comprend facilement que dès
lors, ces populations eurent le cœur encore plus ulcéré et saisirent avec

¹ Histoire du Vallais.

² Le seigneur de la Tour Châtillon à qui succédèrent les cinq dizains supérieurs, qui conquérèrent la vallée en 1376 et en assujettirent les habitants.

empressement, en 1549, l'occasion qui semblait s'offrir de secouer un joug devenu intolérable.

Le mécontentement général et les cris séditieux entendus dans tous les dizains, et spécialement à Sion, faisaient donc pressentir une insurrection, mais on ignorait sur quel point elle éclaterait. La vallée de Viège paraissait avoir des appréhensions particulières : des menaces avaient été proférées contre elle. C'est pour cela que le 8 juillet 1549 eut lieu à Stalden une assemblée convoquée par le châtelain de Viège et présidée par l'évêque de Sion, Jean Jordan. Elle était composée des représentants des quatre quartiers du dizain de Viège, savoir : Viège, Stalden, Saas et la partie au delà de la Ravine. On y lut un avis de Berne au sujet de l'agitation populaire et l'on délibéra sur les mesures à prendre. La décision fut de prier l'évêque de convoquer immédiatement la diète, d'exercer une rigoureuse surveillance et d'obtenir du bailli l'envoi d'émissaires secrets qui s'informeront adroitement sur les lieux où l'on pouvait soupçonner quelque danger. En attendant, cent hommes de ce dizain furent mis de piquet et tout le monde devait être pourvu des armes nécessaires. Les gens de la Matt et de Saas devaient placer des gardes sur tous leurs passages pour donner des renseignements, et toutes les communes étaient chargées d'avoir continuellement l'œil sur les signaux que l'on allumerait sur le Grœffinbiell, le Biell, la Siwinen et Jungen. Aussitôt ces feux allumés, tous devaient se présenter en armes. Ces mesures faisaient voir la crainte où l'on était que les agitateurs du pays n'eussent des intelligences avec l'étranger ; car la diète ordonna à chaque dizain de fournir vingt hommes pour un rassemblement, et à Bagnes et l'Entremont, d'en fournir vingt autres pour la garde de leurs passages.

Les cantons confédérés ayant appris ce qui se passait avaient envoyé plusieurs fois des commissaires pour s'enquérir des causes de ces troubles et chercher à ramener la paix. Comme la mensongère interprétation du traité était toujours le prétexte principal qu'alléguaient les perturbateurs, les délégués des cantons et les députés des dizains se rendirent un jour au château de la Majorie sur la place du cimetière pour instruire le peuple du vrai sens du traité. Les confédérés y déclarèrent à haute voix que l'article concernant le passage des troupes ne s'appliquait qu'aux cantons confédérés et non point au roi de France ou à un autre prince ou potentat. Les membres de la diète firent la même déclaration, et protestèrent que toute autre interprétation était mensongère et perfide, et que jamais on n'avait eu l'intention, comme jamais on ne l'aurait, d'accorder à une puissance étrangère un passage de troupes sur le territoire de la patrie ni sur celui de la Confédération¹.

Le bailli s'employa très activement à calmer les esprits en cherchant à les éclairer. Plusieurs fois, accompagnés des députés, il se transporta sur les divers points où la sédition lui paraissait plus menaçante. Un jour qu'il tenait conseil à

¹ Absch. du 21 janvier 1550.

Loèche, des émeutiers se présentèrent en proférant des menaces et agitant des sonnailles pour empêcher toute délibération. Les magistrats durent en effet quitter le lieu de la séance et s'enfuir. L'intimidation était telle que, pour lors, les coupables ne furent ni arrêtés ni même recherchés.

Enfin, les révoltés jetèrent ouvertement le masque et se réunirent en nombre considérable. La troupe composée des hommes de la vallée de Lietsch, de ceux d'Eyscholl et Bas-Châtillon et des nombreux séditeux et mécontents de Loèche, Sierre et de la plupart des communes de Sion, se dirigea à l'improviste sur la vallée de Viège dans la nuit du 12 janvier 1550. Favorisés par un épais brouillard et comptant sur le mécontentement et les partisans qu'ils avaient dans la vallée, ces énergumènes s'avancèrent en répandant dans tous les lieux qu'ils traversaient un effroi d'autant plus grand que, aux cris qu'ils poussaient, se joignait le vacarme des grosses sonnailles que plusieurs d'entre eux agitaient et qu'on avait aussi attachées au cou de bœufs mugissants qu'ils poussaient devant eux. Au milieu du brouillard, de la nuit et du vacarme général, l'effroi était encore augmenté par l'annonce sans cesse retentissante que le pays était trahi et vendu à la France; que déjà quatre des leurs venaient d'être tués et gisaient sur le pont de Viège. « Mort aux traîtres, criait-on; levez-vous en masse pour la défense du pays et de la liberté acquise au prix du sang de nos aïeux! » « Laissez-vous égorger vos femmes et vos enfants par les soldats de l'étranger? » « Mort aux tyrans! Souvenez-vous du Totdfeld¹ où nos valeureux pères ont anéanti leurs oppresseurs! »

Cette irruption subite, ces cris de vengeance, cet appel aux armes, ces prétendus tués et la présence de ces troupes que l'on conduisait semblaient confirmer l'annonce que les Français avaient envahi le pays et y mettaient tout à feu et à sang. Rien de plus propre à répandre l'alarme et à faire courir aux armes les populations de cette vallée. L'épouvante fut telle que des naissances prématurées eurent lieu. Les révoltés s'avancèrent ainsi jusqu'à Saint-Nicolas et Matt, forçant les hommes des villages à se joindre à eux. A Rarogne, ils avaient forcé le porte-bannière et un tambour à entrer dans leur troupe.

Mais, cette entreprise, aussi mal combinée qu'insensée, avorta devant l'inertie des masses que l'on cherchait à entraîner. Ce torrent qui rompaît ses digues s'arrêta sans causer autre chose que des frais et une panique momentanée. Se voyant livrés à eux-mêmes et sans direction d'aucun chef avoué, les rebelles s'effrayèrent à leur tour, se débandèrent et rentrèrent honteusement dans leurs foyers. D'ailleurs, ils ne pouvaient ignorer les mesures que depuis quelques mois, l'autorité avait prises contre une révolte. En effet, aussitôt que le bailli eut appris cette levée de boucliers, il avait rassemblé les troupes de sept bannières qui arrivèrent à Sion pour marcher immédiatement contre les rebelles. Promptement on apprit le fiasco de l'équipée sur Viège: les soldats

¹ Pré des soupirs près de Loèche, où la vengeance populaire anéantit les seigneurs de l'Oberland et leur armée en 1318.

furent licenciés peu de jours après. La présence de ces miliciens dans la capitale fit voir que le mécontentement était partout répandu : des miliciens ne craignirent pas de s'écrier, lorsqu'on leur signifia de rentrer dans leurs foyers, qu'ils ne se sépareraient pas avant d'avoir vu les têtes de quelques messieurs rouler à terre. On n'osa pas les punir immédiatement; mais, plus tard, ils furent amendés.

Les enquêtes judiciaires sur la révolte commencèrent bientôt. La diète réunie le 21 janvier nomma des *procureurs d'enquête* dans tous les dizains. Ils devaient rendre compte devant elle de leurs opérations dès qu'elles seraient achevées. Ces rapports et les dénonciations mutuelles des coupables révélèrent que tous les dizains étaient impliqués dans la rébellion, qui n'avait échoué dans ses projets que faute d'une intelligente organisation. Ses meneurs protestants n'avaient osé s'afficher dans la crainte de se compromettre en ne réussissant pas. Comme dans toutes les révoltes prématurées, le monstre avait caché sa tête pour ne laisser apparaître que sa queue. Le peuple est toujours la victime des intrigants et des ambitieux qui lui font tirer les marrons du feu; ce n'est pas lui cependant qui les mange, mais il s'y brûle.

Quand les débats commencèrent en diète sur cette affaire, chaque dizain chercha à se disculper. Les députés de Brigue accompagnés de leurs procureurs particuliers exposèrent qu'ils n'avaient eu nulle connivence avec les rebelles. Si les leurs, dirent-ils, s'étaient mis en marche, ce fut par les excitations de leurs compatriotes de Loèche et de leurs complices, dont quelques-uns de Sierre, qui avaient été les premiers à se lever. La violence à leur égard avait été poussée à ce point que, si ceux de Brigue n'avaient pas refusé de marcher avec leur bannière c'est parce que ceux de Loèche les avaient menacés d'envahir leurs habitations et de piller leurs vivres. Afin de prévenir tout malheur, ils avaient marché jusqu'à Sion, mais uniquement dans le but de procurer force au droit. Ils interpellèrent ensuite ceux de Loèche et les sommèrent de rendre raison de leurs actes envers eux. Ceux de Conches, Viège et Rarogne accusèrent pareillement ceux de Loèche et leurs complices de Sierre et autres lieux, ajoutant que la foule, qui avait tumultueusement envahi la vallée jusqu'à Saint-Nicolas, menaçait de s'avancer jusqu'au glacier si les populations ne se soulevaient pour se porter sur Viège. Ceux de Sierre prétendirent qu'on ne devait point leur imputer ces faits provenant d'individus isolés qui, de leur propre chef, s'étaient portés sur Viège; que leur dizain n'entendait pas les protéger juridiquement.

Aux accusations accumulées contre eux, ceux de Loèche répliquèrent qu'il leur paraissait injuste de les considérer maintenant comme seuls coupables, puisque d'autres dizains leur avaient envoyé des messagers, comme ils le prouveraient. Mais on leur répondit qu'ils avaient été les premiers à marcher sur Viège, qu'ainsi ils n'avaient pas droit d'inculper les autres. Les députés d'Hérens se turent parce qu'ils n'avaient pas été accusés, quoique plusieurs de leurs communes furent, plus tard, trouvées coupables.

Ces accusations et répliques n'avaient eu lieu que d'une manière préliminaire dans l'assemblée législative du 21 janvier. La conclusion de cette séance fut, comme il a été dit, la nomination de juges d'instruction qu'on appela *procureurs*. Aux instructions générales qu'on leur donna, on ajouta que le fiscal de l'évêque devait diligemment s'enquérir des quatre points suivants :

1° Qui a dit qu'il fallait trancher la tête à l'évêque, et que, si on en arrivait là, il désirait le faire lui-même ?

2° Quel individu, lors de la réunion des sept bannières à Sion, s'est tant agité en criant qu'il fallait s'assembler sur la Planta ?

3° Qui a vociféré à plusieurs reprises à Viège et ailleurs, ces seditieuses paroles : « Les grands personnages sont tous des traîtres, des scélérats et des vendeurs de chair humaine. »

4° Quels individus ont conspiré pour l'expulsion de l'évêque hors de son château ?

Outre cela, les dizains voulurent qu'on fit des recherches sur la destination des sommes reçues du roi de France ; sur l'emploi de la poudre et du plomb qui, déposés au château de Saint-Maurice, avaient disparu ; puis, qu'on s'informât si quelques-uns n'avaient point reçu des pensions ou des sommes secrètes de l'étranger, selon le bruit public.

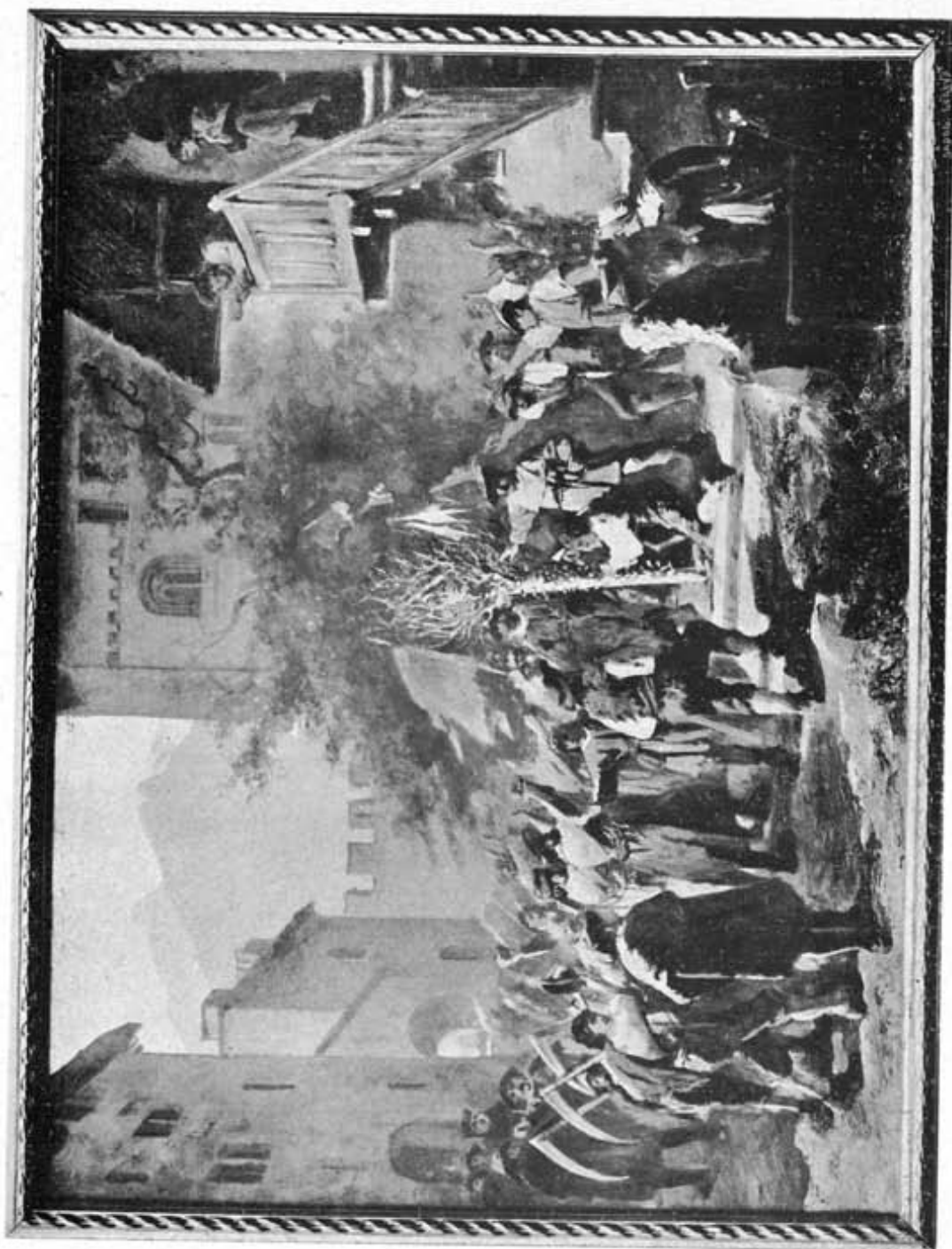
De tels faits, on le voit, révélaient une situation politique et religieuse bien tendue, bien compromise. C'était l'irritation et la méfiance générales. Malheureusement, la manière dont procéda la diète, dans ses réunions ultérieures, ne put servir qu'à aigrir davantage les esprits : elle procéda par intimidation et grosses amendes envers les révoltés dont quelques-uns étaient gravement coupables sans doute, mais la plupart n'étaient que des égarés, des gens trompés. Après avoir pris connaissance des rapports d'enquêtes, voici quelques-unes des amendes qu'elle infligea ; nous ne les citons que pour montrer la sévérité du juge qui, au fond, paraît n'avoir cherché qu'à battre monnaie sur le dos du petit peuple. A cause de la grande valeur qu'avait alors l'argent, ces amendes équivalaient à peu près à la ruine des individus ou de leurs familles.

1° Follonier Chrétien, du val d'Hérens, pour paroles injurieuses envers les délégués des confédérés eut tous ses biens et avoirs saisis.

2° Ceux d'Hérémenche pour s'être mis en mouvement malgré la défense, payèrent 70 écus bons pour frais communs, outre les droits et amendes revenant au bailli et au gouverneur.

3° Perrig Hildebrand, à Gampel, pour avoir dit à Mund, que les hauts magistrats n'avaient rendu compte que du tiers de la pension provenant de la France : 70 écus bons.

4° Brægi Pierre, à Rarogne, pour avoir dit en entendant la lecture du recès de la diète : « Que voulez-vous écouter ? cela ne sert de rien, car ces messieurs n'en font pas moins leur volonté » : 45 écus bons.



LA MATZE

Esquisse (ébauche) de Raphaël Ritz.

(Voir pages 27, 31.)

5^o Oggier Hans, d'Albinen, pour avoir dit que par le nouveau traité le passage était accordé à la France et qu'ainsi le pays lui était livré: 53 écus bons.

6^o Brägi Gaspard, de Sierre, pour avoir dit dans sa maison que le sentiment de ceux de Sierre serait de détruire le couvent de Géronde, puis d'aller à Sion boire le vin des Chanoines, de jeter ceux-ci par la fenêtre et de tancer les pensionnés de France: 23 écus bons.

7^o Oggier Pierre, de Loèche, pour quelques propos tenus dans une pinte à Viège: 12 écus.

8^o Amende de 14 écus à chacun de ceux qui avaient porté des sonnaillles dans l'invasion de la vallée de Viège.

Ainsi d'une foule d'autres.

Des particuliers, revenons aux communes et aux dizains. Les sept bannières ayant été convoquées à Sion pour marcher contre l'émeute, on décida en principe que chaque dizain garderait ses frais sur son territoire, mais avec la faculté de les répartir sur ceux de son ressort qui auraient participé à cette levée. La petite commune de Salquen, entre autres, où la troupe de Conches avait stationné en descendant, dut supporter tous les frais qu'y avaient occasionné les Conchards. Murachen et Eggen, de la bannière de Brigue, s'étant joints, à Viège, à la Colonne de Loèche, payèrent 100 écus. La vallée d'Anniviers dut verser 200 écus à répartir sur les rebelles. Ce que les troupes des six bannières ou des dizains supérieurs avaient consommé à Sion lors de leur convocation, avec les frais de diète, fut payé les deux tiers par le val d'Hérens¹ dont 300 hommes s'étaient portés sur Bramois et s'étaient joints aux émeutiers en montant vers Viège; l'autre tiers fut payé une moitié par Hérémenche et Grimi-suat, et l'autre par Savièse et Ayent. Loèche, particulièrement coupable, dut payer les frais de ses soldats à Sion, puis ceux des siens et des quatre autres dizains supérieurs sur son territoire; cependant on lui accorda la faculté de tirer 100 écus sur ses coupables. Sierre paya les frais faits par les sept dizains à leur passage; mais ceux que sa troupe avait occasionnés à Sion et à Valère furent mis à la charge des chanoines, tout comme le couvent de Géronde dut accepter les dommages que les cinq dizains lui avaient causés. Terminen, pour avoir mené les bœufs à sonnaillles, déboursa 50 écus, et Eggen qui s'était montré remuant fut amendé de 100 écus bons.

Une commune fut cependant exceptée. Sion, foyer principal du protestantisme en Valais, n'eut aucuns frais à payer. Il reçut, au contraire un subside de 50 écus provenant de l'amende imposée au pauvre village de Bûrchen!

Condamnations ironiques qui ne prouvèrent que trop la vérité des accusations populaires; le peuple seul fut trouvé coupable et ses chefs innocents. La vipère avait su cacher sa tête.

Mais qu'advint-il des gens de Lietsch, Châtillon et Eyscholl, sujets

¹ Le val d'Hérens comprenait Saint-Martin et Evolène.

particuliers des cinq dizains supérieurs? Le 13 février, ces dizains, auxquels s'adjoignit la députation de la bourgeoisie de Sion, se réunirent à Brigerbad; puis à Sion, le troisième dimanche de carême, pour s'occuper des mesures à prendre afin de prévenir le retour d'une semblable révolte. Le 28, les mêmes députés, auxquels se réunirent cette fois ceux de Loèche, tinrent une dernière séance à Viège où, après mûre délibération, on convint des articles suivants sous forme d'alliance spéciale :

Si l'un des cinq dizains ou la ville de Sion ou des particuliers de ces lieux se trouvaient attaqués en leur corps ou dans leurs biens, les quatre autres dizains et la ville de Sion devront les secourir aussitôt qu'ils en seront requis. Si l'un d'eux, ainsi invité, ne portait prompt secours ou ne voulait se conformer à une clause quelconque de cette convention les autres contractants n'y seront pas moins tenus.

Vu que ceux de Châtillon, Eyscholl et Lietsch, serfs des cinq dizains, ont participé en grand nombre et contre tout devoir au soulèvement contre nous, leurs seigneurs et supérieurs, nous avons arrêté en conseil qu'ils resteront en perpétuelle sujétion comme ils l'ont été jusqu'à ce jour, sans pouvoir jamais en être libérés. »

C'est le vautour qui s'acharne à sa proie. Ces pauvres montagnards avaient déjà été frappés d'amendes particulières et privés de participation à la pension des 3,000 francs payés annuellement aux VII dizains par la France; il fallait encore les priver de toute ressource et les assimiler aux parias de l'Inde. Comme les cinq dizains venaient de fouler aux pieds le précepte évangélique de la charité, ils voulurent hypocritement avoir l'apparence de défendre l'Evangile en se transformant en concile et se revêtant du pouvoir et de la juridiction ecclésiastiques. Ils continuent leur convention en ces termes :

Il est aussi arrêté que Sa Grandeur de Sion, aussi loin que s'étend sa juridiction, et les gouverneurs dans la leur, partout où il y a des églises paroissiales, veillent à ce que, chaque dimanche, il soit lu, récité et prêché à nos sujets en leur langue usuelle le saint Evangile, le pater, l'ave, le credo, les commandements de Dieu, la doctrine chrétienne sans aucune immixtion contraire à la vraie ancienne croyance.

Il ne faut pas oublier que beaucoup de ces apôtres d'un nouveau genre étaient déjà protestants de cœur et envoyaient leurs fils aux universités protestantes. Hypocrites défenseurs de la foi qu'ils ont secrètement abjurée, ils masquent leurs convictions religieuses et leurs actes en ajoutant :

Bien que notre Seigneur à sa dernière cène et après sa résurrection donnât sa sainte paix à ses apôtres, quelques prédicants dans le pays ne s'y conforment pas, mais s'efforcent de semer le trouble et la révolte contrairement à la loi divine. En conséquence, s'il se trouve désormais des perturbateurs qui, à l'instar de l'ennemi du genre humain, excitent des troubles, qu'ils soient punis.

Après avoir ruiné ces malheureux rebelles, voici comment leurs maîtres leur prêchent le pardon des offenses :

Il est enfin décidé pour le bien de la paix publique que si quelqu'un, cette année à l'occasion de la révolte, a irrité son semblable ou lui a adressé des paroles blessantes, tout soit oublié; nul ne devant garder rancune à ce sujet, ni traduire quelqu'un en justice, sauf offense grave à l'honneur.

Ce n'était donc pas assez d'avoir rigoureusement traité ces malheureux, la plupart moins coupables que leurs juges, il fallait encore, au nom de l'Evangile, les obliger à baiser la main qui avait rivé leur chaîne et qui était la cause de ces excès.

Sierre, Savièse et les autres communes de Sion adhèrent promptement à cette convention dans l'espoir d'obvier à tout trouble ultérieur et de voir définitivement tomber la *matze*¹.

Les cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zoug, Glaris, Bâle, Fribourg, Soleure et Schaffouse ayant eu connaissance de la prise d'armes et de la perturbation qui régnait en Valais, se réunirent à Baden et envoyèrent des commissaires avec instructions orales et écrites. Le seigneur d'Aubonne et un frère du comte de Gruyères faisaient partie de la délégation. Dès leur arrivée, ils se présentèrent à la diète, à laquelle ils déclarèrent que leur mandat était de prendre connaissance des faits et de s'efforcer de ramener la concorde. Ils examinèrent aussi la convention du 28 mars. Ensuite, ils devaient parcourir les diverses communes du Haut-Valais pour plus amples informations: ce qu'ils n'exécutèrent pas, afin d'éviter de nouveaux frais au pays.

La terrible *matze* était depuis des siècles l'arme que tout démagogue hardi employait contre le seigneur, la famille ou l'autorité dont il voulait détruire la puissance. Dans la dernière révolte, elle avait changé de forme, mais elle voulait aboutir au même résultat. Les commissaires demandèrent que la *matze* fut abolie à jamais; ils avertirent que les confédérés ne voulaient plus tolérer de révoltes semblables à celles qui avaient eu lieu jusqu'alors, et que si quelqu'un avait à se plaindre, il devait recourir à ses juges naturels et non point se servir de la violence. Ils voulurent que la justice fût rendue sans distinction de riche et de pauvre, et qu'on n'eût égard qu'au droit, après audition des deux parties. Pendant leur séjour prolongé en Valais, ils n'épargnèrent rien de ce qui pouvait y ramener la paix. On les remercia avec effusion de leur empressement et de leurs bonnes intentions et on les chargea pour les XII cantons d'une lettre conçue dans les mêmes sentiments de reconnaissance. Cette lettre était accompagnée d'une copie de la convention du 28 mars que chaque commissaire devait remettre à son gouvernement. Une fois les commissaires partis, il ne fut plus question des rebelles avec les confédérés; mais les procureurs d'enquête et la diète procédèrent librement et sans façons à coups d'amendes et de confiscations, comme on l'a vu.

¹ Archives bourgeoises de Sion.

Le clergé avait reçu de l'autorité civile l'ordre de prêcher la soumission aux révoltés et de ne point s'apitoyer sur la perpétuelle servitude des opprimés, et cela sous peine d'amende et même d'expulsion de ses bénéfices. Quelques curés se sentant des entrailles de père pour leurs ouailles, firent librement mais inutilement des représentations aux magistrats.

Il était facile, dans cette triste période, de baillonner un clergé qui en majeure partie était indigne du caractère sacré dont il était revêtu. Quelques-uns de ses membres cependant étaient restés édifiants et étaient d'autant plus admirables par la pureté de leurs mœurs, leur désintéressement et leur zèle. Mais c'étaient de rares exceptions.

La réformation protestante avait fait des progrès notables en Valais depuis quelques années et menaçait de l'étreindre tout entier, si de puissantes digues ne s'y étaient opposées. Le peuple ne fut pas le premier coupable ; il ignorait jusqu'aux prières élémentaires du chrétien. Comment aurait-il connu les vérités de la foi catholique et la fausseté de l'hérésie ? Pendant des siècles, le Valais avait été fractionné en seigneuries dont les maîtres ne s'occupaient que d'augmenter leurs terres et rentes, et de se faire une guerre de procès pour succession de droits enchevêtrés ou pour jouissance de privilèges douteux et contestés ; les attaques des châteaux étaient fréquentes et se ressentaient de la barbarie et de la cruauté de l'époque. La noblesse avait recherché les dignités ecclésiastiques et s'en était emparée comme d'un moyen de s'enrichir et de rendre sa domination plus puissante, plus assurée. Les fils des comtes de Savoie ou des grands seigneurs du pays et des contrées voisines étaient créés évêques, chanoines, ou bien obtenaient les charges les plus lucratives. Les évêques de Sion étaient non seulement les chefs spirituels, mais les préfets du pays au nom de l'empereur d'Allemagne, aux diètes desquels ils se rendaient ; ils faisaient gouverner le pays par des lieutenants ou baillis. Le chapitre du diocèse, recruté dans le sein de la noblesse des Etats circonvoisins, possédait des seigneuries, des juridictions et des fiefs très étendus qu'il faisait administrer par des vidames qui recouvraient les dîmes, les tailles et cens, et exerçaient en son nom la justice. On conçoit sans peine ce que devait être ce haut clergé élevé dans les cours et les châteaux, habitué aux délicatesses de la vie, à la mollesse de leur condition native ou au bruit des armes. Il n'apportait, dans l'Eglise ni l'instruction, ni l'éducation ecclésiastiques, et il ne pouvait guère être l'exemple des fidèles. Les cures les plus importantes lui appartenaient ; mais au lieu de résider dans leurs paroisses pour y remplir les saintes fonctions du ministère, les titulaires les cédaient à des *vicaires amodiateurs* qui leur payaient annuellement une grosse redevance, en tâchant à leur tour de se compenser en tondant fortement leurs brebis. Ces *amodiateurs*, souvent étrangers, s'inquiétaient peu de la résidence et de l'instruction de leurs ouailles ; heureux encore s'ils n'étaient pas ignorants ou incapables ! N'ayant ni l'esprit ecclésiastique, ni l'intelligence de leur sublime vocation, ils n'avaient nul scrupule

d'enfreindre la loi du célibat, tant l'apostolique discipline était méconnue; loi cependant si nécessaire au prêtre pour qu'il ait la pureté que requiert son divin ministère, le zèle du salut des âmes, l'abnégation dans le danger, la liberté de l'esprit, du cœur et de son temps pour sa propre instruction, pour l'accomplissement de ses divers devoirs et l'enseignement du troupeau confié à ses soins. Sans le célibat, le prêtre n'a plus ni l'énergie, ni le dévouement, ni l'indépendance nécessaires; son influence morale et spirituelle sur la société, qu'il a mission de former et de diriger vers le ciel, est nulle. Depuis des siècles, l'opiniâtre église grecque en est un exemple frappant et fort attristant; elle n'a pas voulu du célibat, elle a trouvé l'atonie et l'asservissement; elle n'a presque plus fourni à l'Eglise ni savants, ni saints.

Le mal dont nous parlons n'était donc point récent dans le diocèse. L'inertie des évêques, trop préoccupés de leurs droits temporels, n'avait opposé à cette plaie aucun remède efficace. Ils rappelaient bien de temps à autre les lois de l'Eglise, mais ils auraient dû donner plus soigneusement l'exemple d'une vie moins séculière et ne pas employer les curés aux fonctions que remplissent aujourd'hui les avocats, procureurs et huissiers; puis, respecter la chaire de vérité et la maison de Dieu en n'y faisant pas publier ce qui regardait les affaires civiles et judiciaires. Vers l'an 1300, l'évêque Boniface de Challant, dans les statuts synodaux qu'il publia, avait porté quelques lois qui nous font connaître la grandeur du mal et l'incurie des pasteurs déjà à cette époque reculée¹. D'autres ordonnances furent publiées, mais elles n'étaient point observées.

Puisqu'on était arrivé à un tel relâchement, il n'y a pas lieu de s'étonner de la motion que les députés de Sion, Rarogne et Viège avaient faite en présence de l'évêque en pleine diète de Janvier :

« Que tous les chanoines, disait la motion, qui ont cure et tous les autres curés lisent les dimanches et fêtes la Parole de Dieu et récitent le Pater, l'Ave, le Credo et le Décalogue en langue vulgaire : celui qui ne le ferait pas ou n'y serait pas apte serait renvoyé

¹ En 1302, Bertrand, archevêque de Tarentaise et métropolitain de Sion, fit pour le chapitre de ce lieu certaines ordonnances dans le même but, ordonnances renouvelées en 1320. Il recommande spécialement la résidence, l'assiduité aux divins offices, l'accomplissement de leurs devoirs, la fidélité à la célébration des messes fondées et la régularité de la vie.

Huit ans après, l'évêque Aymon de la Tour donne un règlement pour le clergé de la ville de Sion (Archives de Valère).

Mais à quoi servent ces lois et ordonnances sous peine d'amende, et tous ces avertissements, puisque le clergé n'avait pas été formé à sa vocation ? Il ne pouvait comprendre ce qu'il ignorait. Il n'est pas étonnant si, un siècle plus tard, on lit ces paroles dans une constitution religieuse : « On établira des examinateurs et des directeurs pour réformer, corriger, punir et instruire les religieux qui ne sauraient ni chanter, ni lire, ni administrer les sacrements ! » Que devait être cet évêque auquel un curé du diocèse osait léguer, en 1569, la somme de douze écus d'or en signe de reconnaissance et de sa vive affection, en déclarant que ce legs lui serait payé argent comptant par ses quatre enfants qui vivaient dans sa cure avec leur mère, espérant que l'évêque les prendra sous sa protection après la mort de leur père naturel (Archives épiscopales). Vers cette époque encore, le curé de Viège recevant l'évêque en tournée pastorale, lui présente ses quatre ou cinq enfants avec leur mère en le priant de les bénir.

Sans doute, il n'y eut jamais manque absolu de bons pasteurs; mais ils étaient rares : *Sunt rari nantes in gurgite vasto* (Virg.).

de sa cure et remplacé par un autre. Que tout curé réside personnellement dans sa paroisse et s'y comporte honorablement. Que nuls curés et vicaires chargés de l'administration des sacrements et de la prédication ne tiennent de concubines et ne fassent ménage avec elles... sinon qu'ils soient privés de leurs bénéfices et expulsés. Que les cures soient, autant que possible, pourvues de prêtres indigènes et capables et non confiées à des étrangers. »

Ces étrangers n'étaient souvent que des mercenaires et quelquefois des vagabonds.

« Que nuls prêtres ne se chargent de procurations de laïques en affaires temporelles, ni de leurs procès ou de tutelles sans nécessité ; mais, qu'ils s'en tiennent aux choses saintes et que l'évêque les oblige à enseigner au peuple la Parole de Dieu. »

Sans doute, des laïques n'avaient ni mission ni pouvoir divins pour porter de telles ordonnances, quoiqu'ils eussent le droit de faire de respectueuses et fermes représentations à l'autorité ecclésiastique. L'excès du mal avait porté à un empiètement. L'évêque protesta contre cette immixtion dans les choses ecclésiastiques et religieuses ; mais ce qui surprend et donne nécessairement une idée fort désavantageuse de la manière dont le chef spirituel du diocèse comprenait ou remplissait les devoirs si graves, si redoutables de sa charge, c'est qu'il parut étonné des accusations contre son clergé. Il protesta que nulle plainte ne lui était parvenue jusqu'à ce jour et que s'il en arrivait, il y remédierait par le synode diocésain qui devait se tenir prochainement pour s'occuper des réformes désirées. C'était prétexter l'ignorance et se contredire en même temps. Ce qu'il promettait de faire, les cinq dizains réunis à Viège, pour la convention du 28 mars suivant, voulurent aussi l'exécuter. Mais, des deux côtés, tout resta sans résultat¹. Des amendes, l'emprisonnement et l'exil n'ont jamais guéri un mal invétéré : il fallait former un clergé pour former un peuple. L'Eglise assemblée à Trente de 1545 à 1563, l'entreprit résolument en obligeant les évêques à établir des séminaires. L'exécution arriva bien tardivement en Valais ; mais, enfin, mieux vaut tard que jamais.

A cette époque, les jeunes gens du pays qui se destinaient à l'état ecclésiastique étaient envoyés dans les facultés étrangères pour y suivre les cours théologiques. Si les universités possèdent l'avantage d'une science plus développée et d'être dotées de professeurs plus renommés, les séminaires diocésains,

¹ Puisque le clergé n'instruisait pas les fidèles, rien d'étonnant que les représentants du peuple portassent assez souvent dans leurs comices des ordonnances contraires aux lois de l'Eglise. Sans doute quelques-uns le faisaient par une sourde opposition, étant des hérétiques déguisés, mais le plus grand nombre le faisaient sans malice. N'étant ni dirigés, ni instruits suffisamment des choses religieuses, ils ne savaient guérir autrement les plaies sur lesquelles ils gémissaient. Dans plusieurs diètes, ils avaient établi des inquisiteurs laïques pour rechercher et punir ceux qui tenaient des propos irréligieux, se livraient au blasphème devenu fort commun, et châtier les violateurs de la sanctification des jours du Seigneur, qui tendait à se généraliser depuis l'invasion en Valais de l'hérésie que les Bernois soutenaient secrètement. En 1543, la diète avait décrété une amende de deux livres maurisaises contre les profanateurs du dimanche et des fêtes.

bien dirigés et disciplinés, ont celui bien autrement précieux de mieux former les cœurs en moulant les jeunes lévites à la vie sacerdotale, dont ils leur inspirent et font plus solidement connaître l'esprit. Puis, en leur donnant la science nécessaire, au séminaire, on leur démontre mieux l'obligation qu'ils contractent de développer leurs connaissances par l'étude qu'ils continueront chez eux jusqu'à leur dernier jour. L'université fournit plus de moyens de développement aux bonnes intelligences ; mais ces capacités supérieures sont rares et fort sujettes à l'orgueil ; le séminaire, au contraire, donne une instruction solide quoique sans éclat, mais à la portée de toutes les intelligences et initiant mieux le jeune aspirant à la vie et à la connaissance du peuple. Ayant moins d'éclat, le séminaire n'expose pas à l'éblouissement et aux prétentions incompatibles avec l'humilité chrétienne, que le prêtre doit savoir pratiquer s'il la veut bien enseigner.

Dans les traités d'alliance que les rois de France avaient conclu avec le Valais, et comme témoignage de reconnaissance des capitulations par lesquelles il s'était engagé à laisser faire chez lui une levée de 6,000 hommes chaque fois qu'ils en auraient besoin, ces monarques avaient fait au pays une faveur spéciale. Celui-ci avait reçu le privilège d'envoyer chaque deux ans, à Paris, deux jeunes gens que chacun des VII dizains choisissait à son tour. Ces étudiants toujours choisis dans les meilleures familles étaient entretenus aux frais du roi. Plusieurs d'entre eux embrassèrent l'état ecclésiastique. L'évêque Hildebrand de Riedmatten avait été de ce nombre.

Le concile de Trente qui, à cause de diverses interruptions occasionnées par les circonstances politiques et la peste, dura dix-huit-ans, ce concile, disons-nous, s'occupa de deux choses. La première fut de combattre l'hérésie luthérienne qui venait de naître, avait fait de rapides progrès dans l'Allemagne et y avait excité de funestes discordes accompagnées ou suivies de sanglants combats. Luther avait levé l'étendard de la révolte contre la chaire de Pierre et sa primauté divine ; il niait l'institution divine de la confession, semait ses doctrines erronées sur le saint sacrifice de la messe et sur l'Eucharistie. A mesure qu'il avançait, soutenu par des princes ambitieux, avides d'étendre leur domination et impatients de lâcher ouvertement la bride à certaines passions gênées par le dogme catholique, Luther battait chaque jour en brèche quelque point de la foi ; il niait et renversait le lendemain ce qu'il avait conservé ou admis la veille. Il importait donc de préciser et exposer clairement la vérité catholique en la démontrant et la prouvant par les plus solides arguments tirés de l'Ecriture, de la Tradition constante, des Pères, de l'enseignement et de la pratique de l'Eglise dès son berceau, et confirmés par l'histoire et la raison. C'est ce que firent les Pères du concile qui avaient pour consultants les plus savants et célèbres théologiens du temps.

La seconde chose principale qui les occupa fut de fixer la discipline et de poser les bases solides de la réformation du clergé et ensuite des mœurs

des enfants de l'Eglise. Le mal était immense et l'hérésie, favorisée par la dépravation des hautes classes surtout, menaçait de tout engloutir. Depuis longtemps, Rome avait donné ordre à tous les princes de l'Eglise de lui signaler les maux qui affligeaient leurs diocèses et demandé quels remèdes ils jugeaient les plus opportuns pour les guérir. Enfin, tous les évêques furent convoqués pour délibérer en commun sous l'œil de Pierre et mettre ensuite en pratique chez eux les moyens que l'assistance du Saint-Esprit aurait suggérés aux Pères de la foi.

Jean Jordan, élu évêque de Sion en 1548, avait été nommément appelé au concile. Une première lettre de Charles-Quint, à laquelle il n'avait pas obtempéré, fut suivie d'une seconde (1552) par laquelle l'empereur le pressait de se rendre immédiatement à l'appel du pape, sous peine de privation des régales, c'est-à-dire des droits de haute seigneurie sur le Valais. Sur l'avis de la diète réunie au château de la Majorie, le jeudi après la Chandeleur, l'évêque choisit un ecclésiastique docte et habile pour le remplacer au concile. Ce fut Jean Milès (Ritter), abbé du monastère de Saint-Maurice qui deux fois avait été délégué aux diètes impériales à Ratisbonne et à Spire par les prédécesseurs de Jordan. « Milès se rendit à Trente, dit Boccard, mais il n'y eut « point voix délibérative, parce que ses concitoyens, fidèles aux formes démo- « cratiques, l'avaient obligé d'en *référer* avant de se prononcer sur aucune « question, et il est facile de croire que les pères du concile ne jugèrent pas à « propos de suspendre leurs décisions jusqu'à l'arrivée du *conclusum* de nos « républicains. Milès prit donc place parmi les ambassadeurs : ses lumières et « son ardeur pour la défense de la foi le firent nommer promoteur de la foi « catholique en Suisse. »

En même temps qu'il enjoignait à l'évêque de se rendre à l'assemblée de Trente, Charles-Quint avait adressé au prélat une autre missive, *inaccoutumée* en ce pays, disent les Abschieds, à laquelle il devait être répondu promptement. Comme il n'avait pas été possible, vu l'urgence, de convoquer les députés par lettre, selon l'usage, Jordan le fit par messagers. L'empereur ordonnait à l'évêque de Sion, en vertu de l'obéissance qu'il lui devait comme prince du Saint-Empire, et sous peine de quinze marcs d'or en cas de retard, de payer 1400 florins du Rhin en subside pour la reconstruction des remparts de la vieille ville de Magdebourg. Si Sa Grandeur refusait d'obtempérer à cet ordre, elle était citée personnellement par le fiscal impérial à comparaître devant la chambre de justice pour y produire les motifs de son opposition. Afin de recueillir la somme réclamée, le prince autorisait l'évêque, son vassal, à imposer de nouvelles tailles. Mais celui-ci manda à l'empereur qu'il ne lui était pas possible de le satisfaire, et il lui en exposa les raisons. En premier lieu, il avait perdu une partie considérable des droits et revenus de sa mense par l'établissement du protestantisme dans le pays de Vaud, dont le mandement d'Aigle faisait partie de sa juridiction. Secondement, il avait été imposé ces

dernières années d'une aggravation d'annales qu'il n'avait pas encore pu acquitter entièrement, vu la modicité des revenus de son évêché et du chapitre. Enfin, il représenta, sur l'avis de la diète, qu'il n'était *pas d'usage, mais inouï* de frapper de telles contributions les habitants de ce pays allié des Suisses, et que d'ailleurs ses sujets ne lui paieraient nullement cette taxe insolite. Il finit sa lettre en priant Sa Majesté de daigner agréer ses raisons. On en resta là des deux côtés.

Il était plus facile de s'entendre et de s'accommoder avec l'empereur que de vivre en bons voisins avec les Bernois. Dès le jour de l'occupation du Chablais, des difficultés surgirent sans cesse avec eux : c'était litige pour limites territoriales en plaine et en montagne; litige pour limites du Rhône et pour l'exercice du droit de pêche dans le fleuve; litige pour juridiction sur diverses localités et communes de la Haute-Savoie; litige au sujet de nouveaux péages que Berne cherchait à établir sur le pont de la Dranse à Thonon contre les commerçants du Valais. Ce pays voulait toujours s'en tenir aux conventions ou aux anciens usages légitimement établis et bien prouvés. Souvent, il avait gain de cause; mais, quand il s'agissait des droits et des biens de l'évêché de Sion, du chapitre ou de quelque maison religieuse, l'ours faisait mine de se fâcher, pesait plus fortement de sa patte et le Valais cédait. C'est ainsi que la mense épiscopale et le chapitre de Sion perdirent à peu près tout ce qu'ils possédaient dans le pays de Vaud. C'est à quoi fait allusion l'évêque Jordan dans ses réponses à Charles-Quint.

Les troubles politiques et religieux étaient à l'ordre du jour. Après avoir été appelé en Savoie pour la conservation de la foi de cette contrée, le Valais fut sur le point d'être appelé à porter ses armes pour le même motif sur le territoire de Cressier et du Landeron. Le seigneur de Prangins, seigneur du comté de Neuchâtel, avait voulu, en 1546, imposer à ces deux communes des prédicants de la nouvelle doctrine. Elles résolurent d'y résister par les armes si l'on employait la force contre elles. En conséquence, elles s'adressèrent à leurs combourgeois de Soleure, qui eux-mêmes prièrent leurs alliés de Fribourg de surveiller cette affaire et de leur prêter assistance en cas de besoin. Comme il s'agissait de la conservation du catholicisme, les Fribourgeois s'intéressèrent vivement à la cause et n'hésitèrent point à aviser les Valaisans pour leur demander appui. Ils en reçurent l'assurance qu'ils se montreraient bons confédérés si les circonstances devenaient fâcheuses, mais en même temps les Fribourgeois furent exhortés à agir activement près de Soleure pour empêcher une prise d'armes. Heureusement, les événements n'obligèrent point le Valais à se mettre en campagne et lui permirent de prendre à loisir les mesures nécessaires pour compléter l'armement auquel il travaillait depuis quelques années.

La France, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne avaient leurs armées toujours en mouvement et leurs princes étaient dans de continuelles querelles. Le pays pouvait donc à chaque instant s'attendre à une violation de territoire

ou à voir surgir des événements imprévus, des difficultés graves; ses traités avec la France, le Milanais et le duc de Savoie ne le rassuraient guère. En diète de décembre 1546, il fut ordonné à chaque citoyen d'avoir son équipement militaire complet et d'être prêt à partir; que si, dans les revues à faire dans chaque dizain, quelqu'un était trouvé en défaut, il paierait au juge du lieu une amende de trois livres maurisaises. En outre, vu les circonstances critiques du moment, les membres de la diète décrétèrent à l'unanimité que, désormais, lors de la tenue des assemblées communales, les juges enjoindraient à tous les étrangers de se retirer, afin que la matière et le résultat de la délibération restassent secrets.

Les Valaisans avaient peut-être un autre motif secret de se tenir prêts en cas d'une prise d'armes; mais quel que fût leur but, les préparatifs qu'ils avaient faits leur facilitèrent la réponse que, en 1548, ils eurent à faire aux treize cantons. Ceux-ci les prévinrent que les troupes de Charles-Quint venaient d'attaquer la ville de Constance et, comme il y avait de grands rassemblements militaires sur le Rhin, ils craignaient que le territoire fédéral ne fût envahi et que le Valais lui-même le fût aussi au midi par les troupes impériales échelonnées dans le Milanais et le Piémont.

Sur cet avis, le Valais résolut aussitôt de former un bataillon de 420 hommes d'élite dont Pierre Magschen, de Rarogne, fut nommé chef. L'organisation de ce corps fait voir comment les compagnies étaient alors formées et quelle était la solde militaire.

Il est ordonné que parmi les soixante hommes à fournir par chaque dizain, six auront des armures, six de bons fusils, les autres des hallebardes afin que ce puisse être une troupe solide. On devra fournir en chaque dizain un cheval pour les bagages, avec son conducteur. L'Etat payera d'avance pour les emplois communs; chaque dizain payera ses soldats et gradés. Et afin que, à l'avenir, ne naissent pas des difficultés au sujet de la solde, celle-ci est fixée comme suit : par mois, au capitaine, 16 écus bons; au lieutenant, 10; au porte-drapeau, 10; aux sous-officiers et sergents, 7; aux autres gradés, 6; à chaque soldat, 4; au soldat avec armure, 6; à chaque fusilier, 5. Ce bataillon devra se tenir prêt à marcher aussitôt que l'Etat l'ordonnera. En outre, vu les grands mouvements militaires chez nos voisins du duché de Milan et de la vallée d'Aoste, chaque citoyen se tiendra prêt à voler à la défense de la patrie. Chaque dizain munira ses mousquets de support et se pourvoira des munitions nécessaires¹.

On renouvela aussi une mesure qu'on avait prise chaque fois que des bruits de guerre s'étaient répandus dans le pays : ce fut d'interdire l'exportation du seigle et des denrées pour le Milanais et la vallée d'Aoste. Cette précaution était d'autant plus importante et nécessaire que le Milanais, à cause des disettes si fréquentes dans le XVI^{me} siècle, aimait à s'approvisionner en Valais. Quelques années plus tard, nous voyons, en effet, saint Charles Borromée, archevêque de Milan, demander deux fois à l'évêque de Sion l'autorisation

¹ Absch.

d'acheter en Valais chaque fois 1500 charges de blé pour soulager ses pauvres ouailles souffrant de la disette.

Après avoir donné connaissance à ses confédérés des mesures qu'il avait prises, l'Etat se recommanda à leur bienveillante protection et se déclara prêt à les secourir s'ils étaient attaqués, tout comme il comptait sur leur appui si Sa Majesté impériale les menaçait.

Cette fraternelle surveillance que le Valais et les treize cantons exerçaient réciproquement, cette active attention à se prévenir aussitôt qu'un danger ou des troubles apparaissaient et menaçaient de nuire à la paix ou d'affaiblir la bonne harmonie dans la famille suisse, ce même bon esprit porta le Valais, vers le milieu de décembre 1548, à écrire aux treize cantons pour les exhorter à s'entendre entre eux. Des dissensions avaient eu lieu et des conséquences fâcheuses pour la Confédération étaient à craindre. Il les pressa donc de ne pas se laisser aller à la division par de perfides insinuations, de ne se livrer à aucun acte hostile et de mûrement réfléchir aux tristes conséquences qui résulteraient de leur désaccord. Il les pria ensuite de le tenir au courant de tout; il s'offrit à tous les sacrifices possibles et à faire tous ses efforts pour aplanir leurs différends.

On vient de voir que chaque dizain devait fournir soixante hommes pour la formation d'un bataillon et que six de ces hommes devaient être munis de bons fusils. L'invention de l'arme à feu avait promptement suivi celle de la poudre. La première arme à feu fut le canon qui, par des réductions successives, arriva à l'état d'arquebuse : ce fut le fusil primitif. En 1524, on ne se servait encore que d'arquebuses dans les armées; le fusil ne fut introduit que vers le commencement du dix-septième siècle. C'est donc de l'arquebuse et non du fusil que la diète valaisanne parle lorsqu'elle ordonne, en 1548, à chaque dizain, de fournir six hommes armés de bons fusils. Ceci nous amène à parler d'un usage en vigueur dans la plupart des communes du canton et très connu en Suisse : nous voulons parler des sociétés de cible qui ont donné lieu, de nos jours, aux tirs cantonaux d'abord, puis aux tirs fédéraux. Comme le Valais avait dû plusieurs fois marcher au secours de ses confédérés, occuper le Chablais en 1536, souvent veiller à la garde de ses frontières, et qu'il rêvait à l'occupation de la vallée d'Aoste pour arrondir son territoire, l'Etat recourut à des moyens propres à exercer les citoyens au maniement des armes à feu. C'est pour atteindre ce but que, en 1547, la diète ordonna un tir annuel de trois jours qui aurait lieu dans chaque dizain. A cet effet, l'Etat allouait à chaque dizain la somme de six écus bons qu'il prélevait chaque année sur la pension de 3000 francs qu'il recevait de France. Le capitaine de chaque dizain était chargé de l'emploi de ce subside. L'année suivante, le jeudi après la Saint-Jacques, la diète décida que si un dizain n'organisait pas ce tir, appelé alors *national*, cet argent serait réparti sur les autres dizains en augmentation de leur part et pour y être employé aux mêmes exercices dans les lieux principaux ou bien où il leur

conviendrait de les fixer. Il y eut des dizains négligents dans les commencements, car alors comme aujourd'hui, le Valais était lent à admettre des innovations, même utiles. Ainsi, en diète d'avril 1550, les députés de Sion, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches portèrent plainte contre Sierre qui avait négligé d'obéir et auquel on retrancha, pour les deux années écoulées, les six écus sur sa part annuelle à la pension de France. L'année suivante, pour obvier à la négligence et aux retards, l'autorité supérieure fixa les jours où ces tirs devaient commencer à Ernen et à Viège, « en sorte que, pour cette année, chacun put se régler là-dessus ». Telle fut l'origine des sociétés de cible en Valais.

On eut à régler deux choses d'un autre genre. Depuis quelques années, les habitants de Saint-Maurice, dont la majeure partie des propriétés était située au delà du Rhône, sur le territoire de la commune de Bex, se plaignaient à l'Etat. Ils trouvaient fort incommode un décret porté par Berne. C'était l'obligation imposée à quiconque passait un acte de vente ou d'achat de biens situés sur le gouvernement d'Aigle de n'employer que des notaires bernois. Lors même que le vendeur et l'acheteur habitaient Saint-Maurice, ils étaient astreints à cette disposition qui, de prime abord, paraît arbitraire. Mais elle était basée sur une bonne raison. Comme des délégués du Valais et de Berne se trouvaient en conférence à Saint-Maurice, le 25 juin 1550, au sujet d'un litige entre les villages de Morcles, sur Vaud, et Arbignon, sur Outre-Rhône, puis de griefs de la ville de Saint-Maurice contre Lavey, qui mettaient le ban sur les îles¹ et coupes de bois que les premiers possédaient sur la rive droite du Rhône, les délégués valaisans profitèrent de l'occasion pour réclamer contre l'ordonnance au sujet de l'emploi des notaires. Les représentants de Berne répliquèrent qu'ils n'avaient aucun mandat de leurs seigneurs pour traiter de cette affaire, mais ils firent observer que leur Etat n'avait pris cette mesure que pour imiter le Valais qui, depuis la conquête de 1475, avait porté un décret semblable contre les étrangers vendeurs ou acheteurs de terres sises sur son territoire, lors de la reconnaissance des fiefs sur le Bas-Valais. Cette mesure avait été prise afin que l'Etat ne fut point frustré des cens, lods, échutes et autres droits seigneuriaux, et aussi pour que personne ne fût trompé par les artifices des notaires étrangers. Cette grave accusation contre les notaires pourrait paraître injuste ou au moins hasardée si nous n'en lisions la confirmation authentique dans les plaintes que, en diète du 16 avril de la même année, les procureurs des sept dizains portèrent contre les gens de cette profession en ces termes :

On entend dire fréquemment dans le pays que quelques notaires, vaquant en justice, usent de grandes et diverses fraudes, de faussetés par témoins, subornés et sans enquête; par là un honnête homme se voit frustré de ses prétentions, droits et titres. On charge le fiscal de Sa Grandeur de faire une enquête sur ces accusations et entraves à la justice et de la soumettre à la prochaine diète qui châtiara selon le cas.

¹ Terrains formés par les alluvions du Rhône et couverts de bois.

L'explication donnée par les Bernois fut trouvée pertinente et la raison juste. C'est pourquoi les deux parties convinrent d'en rester à l'avenir à ce qu'elles avaient établi et pratiqué jusqu'à ce jour.

Le second motif de la conférence concernait la délimitation entre les deux Etats pour la juridiction de la montagne d'Azenda. La difficulté provenait moins de la délimitation proprement dite que de l'usage du droit de pâturage entre les deux parties, Bex et Conthey, sur le territoire desquels était située la montagne. Les délégués ayant mutuellement convenu de la marche à suivre pour arriver à un arrangement final, se rendirent sur la montagne qu'ils visitèrent et où ils plantèrent les limites territoriales. Puis, après avoir attribué à ceux de Conthey une partie distinctement limitée de l'Alpe d'Azenda, ils passèrent la convention qui fut stipulée à Sion, le 27 juin, par le curial de Bex et le secrétaire de la ville de Sion.

Le monastère de l'Abbaye d'Abondance avait perdu son abbé, Jérôme Ciclat, récemment décédé, et le chapitre de cette maison lui avait donné un successeur dans la personne de Claude de Blonay, l'un de ses deux membres qui avaient adhéré, en son nom, le 20 février 1536, à l'acte de dédition au Valais. En juillet 1550, une députation de ces religieux arriva à Sion accompagnée du nouvel abbé qu'elle venait présenter à la diète, afin d'obtenir son consentement à cette élection. Ces religieux exhibèrent les franchises et privilèges que le Saint-Siège leur avait jadis octroyés et que les ducs de Savoie avaient toujours respectés. Ils demandaient que l'Etat en fit autant. Leur supplique était appuyée du suffrage des procureurs du Val d'Abondance. La diète ne fit aucune difficulté de reconnaître ces droits qu'elle avait déjà admis, il y avait quelques années, par concession de lettres authentiques munies du sceau de l'évêque comme chef de l'Etat. Elle confirma aussi l'élection, avec ces réserves cependant :

A l'avenir et à perpétuité, lorsque l'abbaye tombera en échute, par décès du nouvel abbé et de ses successeurs, le chapitre devra sans délai en donner connaissance au gouverneur d'Evian. Celui-ci en informera Sa Grandeur, le bailli et les patriotes. Il ne sera procédé à une nouvelle élection qu'avec l'agrément de ceux-ci, soit des délégués qu'ils désigneront pour cela; et si les religieux contrevenaient à cette disposition, l'Etat aviserait autrement et ne leur accorderait plus l'élection. L'abbé élu ne devra résigner ni remettre à personne ladite abbaye sans le consentement de l'Etat, et, cas échéant, l'acte en serait nul et les patriotes pourront s'emparer de la maison. En outre, le seigneur abbé payera à notre Etat, en sus des 300 écus bons que payait l'abbé défunt, une augmentation de 50 écus bons. Toutes ces conditions ont été acceptées et leur observance promise par le dit abbé élu, les procureurs et fondés de pouvoirs du couvent, au nom du chapitre d'Abondance, pour eux et leurs successeurs. »

Deux actes de cette décision furent dressés et remis l'un à la caisse des patriotes, l'autre au couvent d'Abondance.

Il n'est peut-être pas inutile de faire une remarque au sujet du droit que l'Etat se réservait sur l'élection de l'abbé qui ne pouvait avoir lieu qu'avec le consentement du Gouvernement. Il ne faut pas oublier que le droit seigneurial

était alors en pleine vigueur et le Valais prétendait succéder en Savoie à tous les droits dont les ducs avaient joui. Les Valaisans ne distinguèrent pas entre le temporel, le spirituel et les privilèges. Ils ne voyaient qu'une question de seigneurie ou de souveraineté temporelle. Succédant aux princes de Savoie, ils n'examinèrent point si dans la juridiction exercée par ceux-ci sur les maisons religieuses de Saint-Jean d'Aulps et d'Abondance se trouvaient des droits purement spirituels et appartenant essentiellement et uniquement à l'Eglise. Tels étaient, par exemple, la libre élection de l'abbé, la résignation de celui-ci et l'exemption des charges en vertu des immunités ecclésiastiques en vigueur. Il y avait encore certaines prérogatives que les papes avaient accordées à ces moines et que les ducs de Savoie avaient soigneusement respectées. Les nouveaux maîtres ne virent et n'entendirent qu'une chose : le droit de domination sur des gens qui n'étaient pas des vaincus et ne s'étaient point absolument donnés, mais qui, du consentement de leur prince dans le malheur, s'étaient librement mis sous leur protection momentanée. Pour agir même selon le droit naturel, il fallait ne pas empiéter sur les droits de l'Eglise, et ne point s'arroger des privilèges appartenant à d'autres et qu'on avait précédemment promis de respecter. En un mot, il fallait rester dans sa sphère : c'est ce que l'on ne fit pas. Les exemples de Berne n'étaient guère propres à porter l'autorité cantonale à respecter les droits ecclésiastiques et les franchises des maisons religieuses.

On conçoit, au reste, que des laïques se soient montrés peu scrupuleux observateurs des droits d'un monastère, quand on voit les religieux de celui-ci accepter si facilement des conditions anticanoniques et sapant par la base la liberté et la constitution de leur ordre.

Après avoir imposé ces conditions au couvent d'Abondance, on entendit les griefs que les représentants des communes du gouvernement de Saint-Maurice exposèrent au nom de leurs commettants. Ces communes *se plaignaient grandement des greffiers des tribunaux* qui, par l'appât au gain, faisaient traîner en longueur les causes des ressortissants, de manière, disait-on, *que l'honnête homme ne pouvait guère compter sur son droit*. Elles suppliaient de remédier à ce mal et d'abréger les formes de procédure dont la multiplicité et la complication étaient ruineuses. Il fut décidé qu'on s'en occuperait activement et qu'après avoir dressé un nouveau formulaire, on le soumettrait à l'approbation des sept dizains pour être ensuite mis en vigueur.

On corrigea encore un autre défaut. Au lieu d'avoir un haut tribunal pour les causes majeures, l'usage était de porter celles-ci en appel devant la diète qui les examinait et portait la sentence définitive. Mais il arrivait très souvent que ces causes n'étaient ni présentées ni discutées par des hommes de droit, ce qui engendrait bien des difficultés, surtout prolongeait la durée des sessions législatives et entraînait beaucoup de frais au pays. Pour obvier à tout cela, on nomma d'office deux avocats dont l'un représenterait la partie demanderesse et l'autre la défenderesse. C'était eux que la diète appelait, lorsqu'elle

le jugeait opportun, et c'était aussi à eux que les plaignants devaient exposer leur cause, sous peine de 10 livres maurisoises d'amende, pour frais de diète. Et afin que ces appels ne prolongeassent pas trop la session diétale, on en déterminait l'époque pour les quatre gouvernements. Ceux d'Evian et de Saint-Jean d'Aulps devaient être présentés à la session tenue après Pâques; ceux de Saint-Maurice et de Monthey étaient admis à la diète de Noël¹. L'évêque fit aussi observer que souvent les gouverneurs, après avoir jugé une cause, recevaient de la partie condamnée un avis les informant que l'évêque les autorisait à en appeler devant lui comme haut seigneur du pays; mais les gouverneurs se permettaient de porter ces appels devant la diète, au lieu de les porter devant le prélat, comme cela s'était toujours pratiqué, en réservant toutefois la sentence à la diète, à moins que les parties ne convinssent de s'en tenir à celle de l'évêque. Cette réclamation fut reconnue fondée et on l'admit².

Un autre mal, bien autrement grave, auquel on ne put jamais remédier, quoiqu'il existât depuis fort longtemps, c'était la peste, devenue endémique en Valais. En 1550, elle régnait dans les dizains de Loèche, Rarogne et Viège. Pour cette raison, le cours des tribunaux y fut suspendu par ordre de l'Etat : ce qui était déjà arrivé plusieurs fois.

Le mal physique fit aussi penser à un mal moral très funeste à la société : c'était la calomnie. Il n'était pas rare de voir blesser très gravement l'honneur d'un concitoyen, et de le faire avec d'autant moins de gêne qu'il était généralement admis, parmi le vulgaire, qu'il suffisait de se rétracter après une deuxième ou troisième diffamation. On prétendait même s'étayer des statuts en soutenant, bien à tort sans doute, qu'ils permettaient cette rétractation sans que l'honneur du calomniateur eût à en souffrir. Le législateur n'en jugea pas ainsi néanmoins : il décréta que tout calomniateur récidiviste « serait déchu d'honneur, incapable d'ester en justice et de servir de témoin et que, à la troisième calomnie, on devait sans rémission lui percer la langue avec un clou. »

Comme il arrivait souvent qu'on se parjurait en justice, il fut aussi statué que tout parjure, « outre l'amende déjà fixée, aurait la langue percée et payerait au juge 3 livres maurisoises et les frais³. »

Ce fut ainsi que l'on parvint à cicatriser deux plaies dont les effets étaient des plus funestes et des plus répandus dans le pays.

¹ Absch. de 1550-1551.

² Absch. de 1552.

³ Item, de décembre 1550.



CHAPITRE III

DE 1552 A 1584

LE Valais avait des traités d'alliance avec la France et la Savoie, outre ceux qu'il avait avec les cantons catholiques et Berne; il n'en avait jamais conclu avec le Milanais, bien qu'il eût avec lui des conventions commerciales ou des traités sur d'autres objets. Les treize cantons confédérés réunis à Baden (8 avril 1552) s'étaient occupés avec don Fernand Gonzague, gouverneur du Milanais, de la rédaction d'un nouveau traité. Il contenait dix articles que l'on communiqua au Valais pour lui demander son adhésion. Celui-ci la refusa, parce que les articles nouvellement introduits n'étaient d'aucune utilité pour lui, et il déclara qu'il s'en tenait aux anciens traités et aux conventions passées autrefois avec les ducs de Milan. La plus ancienne convention connue datait de 1422 et la plus récente de 1516. Ces traités n'étaient ni des ligues, ni des alliances semblables à celles qu'on avait avec les cantons de la Suisse, mais des conventions qui avaient surtout pour objet les relations commerciales, l'établissement et la garantie des rapports de bon voisinage. Si l'on y trouvait parfois des clauses de subsides pécuniaires et d'envois de troupes pour la garde des passages limitrophes, c'était plutôt pour la garantie de l'inviolabilité territoriale, de la neutralité de l'Etat ou quelquefois, comme service, à un peuple ami et dans le besoin.

Ces traités avec les Etats voisins, quelles que fussent leurs dénominations, étaient une chose bien belle et fort utile; mais ils n'étaient pas toujours fidèlement observés et ils donnaient lieu parfois à des tergiversations et à des



ADRIEN I^{er} DE RIEDMATTEN, Evêque

Elu évêque le 8 septembre 1529, confirmé par le pape en 1532, mort le 17 mars 1548.

(Voir pages 7 et suivantes.)

manques de loyauté. Il n'était pas si rare de voir l'intérêt privé primer le droit. Au milieu des difficultés résultant de l'occupation de la Savoie dès 1536, de l'invasion des Bernois dans le Chablais et des Français dans le reste, à peu près, des Etats de Charles III, il y eut violation de plus d'un article d'alliance. Ce prince versatile était dans l'infortune, il vit souvent ses réclamations négligées ou peu loyalement satisfaites.

En stipulant des capitulations militaires avec la France ou en adhérant à celles que les cantons confédérés signaient avec ses rois, le Valais s'était réservé des places de capitaines dans les troupes auxiliaires qu'il fournissait, et les compagnies formées de ses hommes occupaient un rang convenu sinon fixé par le temps et la coutume. En 1555, Henri II, successeur de François I^{er}, avait obtenu des Suisses une levée de 4000 hommes. A cette nouvelle, beaucoup de Valaisans voulurent s'enrôler, mais l'ambassadeur de France refusa tous les jeunes gens qui se présentèrent devant lui; il refusa en même temps la place de capitaine, qui était sollicitée. Aux observations qui lui furent officiellement adressées, il répondit que le Valais n'ayant pas envoyé ses représentants à la diète tenue pour cet objet à Soleure, bien qu'il l'eût prévenu comme les autres cantons, il arrivait bien tard pour sa réclamation; que du reste, le roi son maître ne voulait pas accepter une levée plus forte que celle qu'il avait demandée. Le Valais répondit qu'il n'avait reçu ni lettre, ni communication à ce sujet. Il menaça de rompre les capitulations avec la France, puisqu'elle était la première à les laisser violer par son représentant en Suisse. Plainte amicale fut portée aux Confédérés de ce qu'ils avaient traité de cette levée dans leur conférence à Soleure sans en faire part au Valais, ni l'y inviter. Sa Majesté le roi, dit-il, a excité un grand mécontentement en notre nation par le refus de la place de capitaine. Il n'aurait pas cru que les sept cantons ses confédérés leur laissassent faire cet injurieux mépris; affront d'autant plus sensible, que précédemment l'Etat avait déjà dû réclamer près de la même puissance, pour qu'elle rendit aux compagnies valaisannes le rang qu'elles occupaient dans les milices suisses engagées à sa solde.

Une solution pacifique et satisfaisante eut sans doute lieu, puisqu'il ne fut plus question de cette affaire. Il n'est pas étonnant qu'on mît tant d'insistance à conserver les places de capitaines. C'était pour l'Etat un excellent moyen d'obtenir, sans frais, des officiers instruits; car il ne faut pas perdre de vue que, en cas de guerre, un article des capitulations autorisait à rappeler dans le canton tous les hommes engagés à l'étranger.

Les confédérés prirent en bonne part la plainte amicale qui leur avait été adressée; la bonne harmonie n'en fut nullement altérée, puisque, le 7 février de la même année, les représentants des cantons catholiques étaient à Sion pour y renouveler l'ancienne alliance. Cette rénovation décennale avait été retardée de quatre ans pour cause de contretemps fâcheux. Les deux parties déclarèrent s'être très bien trouvées de leur union à laquelle chacune avait

contribué par son entier dévouement et ses bons sentiments. Elles protestèrent vouloir continuer ainsi, résolues qu'elles étaient au sacrifice de leurs personnes et de leurs biens. Ce fut dans ces sentiments que l'on se jura derechef une réciprocité et perpétuelle fidélité.

L'abbé du monastère de Saint-Maurice, Jean Ritter, s'était présenté dès le premier jour devant l'évêque, la diète et les représentants des cantons catholiques pour demander au nom de sa maison d'être admis à cette alliance, « protestant que lui et ses confrères s'en montreraient à jamais reconnaissants, « autant qu'il dépendrait d'eux, et que, si cela avait lieu, dorénavant et à perpétuité, l'évêque, le bailli et tout l'Etat auraient l'élection de l'abbé du dit « monastère, qui serait un patriote d'en haut de la Morge, droit d'élection qui, « d'après leurs franchises, avait toujours appartenu uniquement aux conventuels. »

L'abbé Ritter, promoteur de la foi, allait trop loin dans ses propositions ; il offrait des choses que l'Eglise ne lui permettait pas et que le pape seul pouvait accorder. Il paraît que, avant la réunion tenue à Sion, il avait déjà communiqué aux cantons catholiques le désir de ses religieux, puisque les représentants de ces confédérés se montrèrent disposés à accéder à cette demande et déclarèrent même qu'ils avaient mandat exprès de leurs supérieurs, à condition cependant que cette admission fût agréable à Sa Grandeur et aux dizains.

La diète fut unanime à déclarer que, pour le moment, il n'était pas nécessaire de mentionner le couvent de Saint-Maurice dans cette alliance, parce qu'il était sous la protection de l'Etat. A la vérité, l'abbaye n'était pas encore sous le patronage du gouvernement des sept dizains, mais elle ne tarda pas à le demander et à s'y mettre, à l'occasion que voici.

Vers le commencement de l'automne 1555, les confédérés d'Unterwald avisèrent les magistrats du Valais qu'à la demande de quelques patriotes, on avait expédié de Zurich des bibles et autres livres protestants, sous le couvert de marchandises précieuses. La diète se réunit le 23 octobre pour prendre avec le clergé les moyens de mettre un terme à cette propagande religieuse. Les curés des principales paroisses du Haut-Valais avaient été chargés d'examiner ces imprimés que l'on rechercha soigneusement, et de faire ensuite rapport devant une commission composée de l'évêque, de quelques membres de son chapitre et du promoteur de la foi. Dès que celle-ci eut rempli sa mission, elle en fit connaître le résultat à la diète, en lui laissant le soin de juger et punir les coupables. Les députés de Conches furent les premiers à parler et manifestèrent énergiquement leur foi.

« Nous sommes liés, dirent-ils, avec les cantons catholiques par un pacte et par la même croyance. Si nous laissons colporter et subsister ces livres, ce sera au détriment de notre honneur et de notre réputation : nos confédérés pourraient croire que nous avons manqué à notre serment et violé l'alliance. Afin de prévenir ce soupçon, nous demandons qu'on ne

permette plus l'entrée de ces livres pernicioeux, et que dans le dizain de Conches ils soient brûlés sans retard, en vue de l'union et de la paix du pays. Dans ces dernières années, il y a eu un maître d'école du nom de Jean Brünlen, de Brigue, qui enseignait à la jeunesse des principes diamétralement opposés à notre sainte religion; il recevait son traitement de l'Etat, mais il s'esquiva dès qu'on s'aperçut de son enseignement impie. Nous demandons qu'on l'oblige à restituer les honoraires qu'il a reçus. Tels sont les ordres que nous avons de nos mandants avec défense d'en rien retrancher et autorisation d'y ajouter ce que nous jugerions à propos. »

Les députés des six autres dizains ne montrèrent ni le même empressement, ni la même foi, ni la même énergie. C'est que les principes inculqués par Jean Brünlen à la jeunesse de Sion, où il avait enseigné durant plusieurs années, s'étaient fort répandus chez eux. Ils déclarèrent n'avoir reçu aucune instruction sur cette matière, pour laquelle cependant ils avaient été convoqués, et qu'ils devaient en référer à leurs communes. Ils protestèrent néanmoins qu'ils voulaient prêter appui à l'évêque.

Thomas de Schalen, domicilié à Brigue, fut accusé d'avoir commandé à Zurich une douzaine de livres hérétiques qui étaient tombés aux mains du bailli. Il avoua le fait, mais protesta qu'il ignorait que ces ouvrages fussent mauvais. Sentant que sa cause était véreuse, il s'était fait recommander par sa parenté, qui était en considération dans le pays, près des messieurs de Sion, Viège et Brigue et autres patriotes de distinction. On fit semblant d'admettre sa bonne foi, mais on y crut si peu qu'on le condamna à payer un écu à chaque dizain pour frais de diète, se contentant, lui dit-on, de cette amende, en considération de ses intercesseurs. Sion, Viège et Brigue, très contaminés de protestantisme déclarèrent aussitôt renoncer à leur part de l'amende. Le coupable dut encore payer quatre écus bons au dizain de Conches pour frais divers, et deux écus à chacun des membres de la commission des examinateurs.

Plein de zèle pour la défense de la doctrine catholique et en qualité de promoteur de la foi, l'abbé Ritter fit brûler de la main du bourreau toutes les bibles et autres livres hérétiques qu'il put réunir. Cette mesure, dit Boccard, lui attira la disgrâce de Leurs Excellences de Berne qui séquestrèrent toutes les possessions que l'abbaye possédait sur leur territoire. Cette maison ne put les récupérer qu'en se mettant sous le patronage du Valais. Celui-ci interpréta toujours ce traité à son avantage et en prit occasion de casser et d'entraver pendant des siècles l'élection de l'abbé.

L'étude religieuse du Valais à cette période offre des contrastes singuliers. Les hautes autorités protestent souvent de leur attachement à la foi de leurs ancêtres; elles font des règlements ou portent des arrêtés très utiles à cette cause; mais, généralement, elles n'en surveillent pas l'exécution et ne tiennent nullement à leur réalisation. Elles se montrent religieuses en paroles à la face du peuple, mais en famille elles sont tout autres que dans leurs actes publics. Elles défendaient, comme elles le firent en octobre 1555, à tous les parents d'envoyer leurs enfants aux écoles protestantes, et un certain nombre de ces

magistrats envoyaient les leurs aux universités de Berne, Bâle et ailleurs. Ils ordonnaient à ceux qui avaient placé des jeunes gens dans ces établissements de les retirer dans les deux mois; mais ensuite les évêques se plaignirent de ces injonctions dont on se moquait de fait et qui ne servaient qu'à faire parade, aux yeux du peuple, de sentiments catholiques qu'on n'avait pas. Pour mieux en imposer, on alla même jusqu'à défendre de faire gras les vendredis, samedis et vigiles et durant le carême. Ces ordonnances eussent été très louables si, comme le firent autrefois des princes religieux, elles n'avaient eu d'autre but que d'appuyer la discipline de l'Eglise; mais les faits démentaient les paroles. Il est à croire que parmi les mandataires du peuple tous n'agissaient pas par hypocrisie, mais ils étaient les jouets de meneurs adroits et hypocrites dont ils servaient inconsciemment les desseins et les vues. Puis, par suite de l'ignorance religieuse dans laquelle on avait été élevé, et au sein de laquelle on avait grandi, on s'était tellement habitué à confondre le temporel et le spirituel, que l'Etat s'attribuait volontiers, et sans croire parfois sortir de ses attributions, le pouvoir de régler les matières purement ecclésiastiques. Quand l'évêque Jordan se fit représenter au concile de Trente par l'abbé Ritter, les sept dizains lui avaient bien donné pour instruction de ne rien accepter de tout ce qui se déciderait en cette sainte assemblée sans avoir préalablement reçu leur consentement. Après cela, comment s'étonner que dans la séparation des paroisses de Bûrchen et Unterbâch d'avec l'église mère de Rarogne, le bailli et les députés des dizains aient tranché la difficulté, réglé les droits spirituels respectifs, fixé les jours où l'on pouvait offrir le saint sacrifice dans la nouvelle église et y distribuer la sainte communion aux fidèles, autorisé d'y avoir un tabernacle, mais défendu de faire la dédicace de cet édifice, s'ils le faisaient consacrer comme on les y autorisait? On ne peut alléguer que tout cela se passait du consentement de l'évêque légitime président de l'assemblée. Non, les Recès disent expressément que le bailli et les députés réglèrent le tout. Que cette décision ait eu ensuite l'approbation du faible Jordan, nous l'admettons; mais comment cet évêque a-t-il pu approuver celle qui suivit aussitôt et qui concernait les bulles pontificales et autres documents émanant de Rome?

Il y avait des siècles que les papes avaient l'usage d'accorder aux ecclésiastiques, qu'ils voulaient récompenser ou honorer, des lettres authentiques dites de *provision*, par lesquelles ils enjoignaient aux évêques, aux chapitres et collégiales d'investir ces ecclésiastiques du premier bénéfice qui viendrait à vaquer dans le diocèse ou le corps capitulaire. Cela se pratiquait en Valais comme dans tous les pays. En outre, depuis l'épiscopat de Jodoc de Silinon¹ (1482 à 1496) les procès et appels à Rome avaient été fréquents entre patriotes et évêques. Par suite de ces luttes, il y eut plus d'un interdit jeté sur des

¹ Absch. du 12 décembre 1554.

² Nous orthographions ce nom comme il se trouve gravé sur un sceau de cet évêque conservé aux archives de Valère et une empreinte au médaillon cantonal.

paroisses ou sur le diocèse, plus d'une excommunication fulminée contre des particuliers ou des partisans. Dans l'animation d'une lutte quelquefois très acharnée, comme celle entre Schiner et Supersaxo, chaque parti faisait ses efforts pour obtenir des censures contre son adversaire. De là des troubles, des haines, des vengeance, des bouleversements et trop fréquemment du sang répandu. Dans la cause en séparation des divers quartiers de Rarogne, il y avait des appels et des citations à Rome; ce ne fut pas sans de grands frais et encore plus d'animosités. Croyant mettre un terme à ces maux, les législateurs usèrent d'un moyen qui les plaçait eux-mêmes sous le poids de l'excommunication, sans qu'ils s'en doutassent, ni que personne le leur fit observer. Ils portèrent le décret suivant :

« A l'avenir, nul, de quelque état, dignité ou rang qu'il soit, ecclésiastique ou laïc, ne doit se permettre de solliciter des lettres de provision papales, bulles ou pièces quelconques, en appel ou autrement, sans le consentement de l'évêque, du bailli et de la nation; mais on veut qu'en affaires ecclésiastiques ou civiles, toute poursuite, appel et sentence définitive émane du pays. Que si quelque ecclésiastique ou laïc y contrevient, l'Etat le poursuivra dans sa personne et ses biens, selon la gravité du cas. Sont exceptés : les dispenses de mariage ou d'âge pour la prêtrise et les droits de Sa grandeur et de la mense épiscopale. »

Ce décret de décembre 1554 était un commencement de schisme.

Triste était la situation religieuse. Les relations avec Aoste étaient fâcheuses, elles ne l'étaient pas moins avec une autre vallée voisine par le Simplon. D'anciennes haines que des faits graves vinrent réveiller, faillirent de nouveau mettre en armes Valaisans et habitants de la vallée d'Ossola. Pour l'éclaircissement de cette question il faut remonter à la fin du siècle précédent en exposant quelques faits principaux. En 1487, vers la fin de février, les Suisses entrèrent dans la Valteline et y firent du dégât; mais les troupes du duc de Milan arrivèrent et les obligèrent à conclure la paix et à repasser la frontière ou les Alpes. Or il paraît que quelque troupe valaisanne avait fait partie de cette expédition, puisque le gouvernement fut offensé de n'avoir pas été compris dans cette paix et de ce que l'évêque de Sion, comme chef de l'Etat, n'y fût point intervenu. Pour s'en venger, les Valaisans fondirent sur l'Ossola où ils firent des dégâts, ce que les confédérés suisses considérèrent comme une violation de la paix. Ils envoyèrent des commissaires au camp de l'évêque pour l'engager à se désister de cette entreprise et ils le condamnèrent à un dédommagement envers les habitants de la vallée envahie. L'évêque, qui était Jodoc de Silinon, caractère fier et violent, ne se rendit pas à ces instances, alléguant que les Ossolains l'avaient diffamé en répandant le bruit qu'il avait enlevé des églises les vases sacrés, sans épargner les ciboires et les ostensoirs. Immédiatement, il ordonna le siège de Matarella, au-dessus de Domodossola, place assez forte pour l'époque. Les Valaisans ayant pris les armes le 17 avril, étaient descendus par Crévola et avaient commencé à ravager la campagne autour de la place assiégée. Louis Sforce, au nom du jeune duc de Milan, avait envoyé au

secours de cette place deux capitaines expérimentés qui, dans une attaque, tuèrent Antoine Lehner, un des chefs valaisans et beau-père du fameux Georges Supersaxo. Ils firent quelques prisonniers et, à coups de canons, délogèrent les Valaisans de quelques édifices dont ils s'étaient emparés. Un détachement de ceux-ci se porta sur la vallée de Vighezzo où il se livra au pillage. Survinrent 1000 Suisses qui revenaient de la guerre de Saluces et que l'évêque retint à son service par l'appât d'une bonne paie. Mais un nouveau renfort étant arrivé au duc, les pillards reçurent ordre de rejoindre le quartier général pour presser le siège de Matarella. Dans l'intervalle, il y eut un combat dans lequel plusieurs Valaisans furent tués et un plus grand nombre blessés. Enfin, voyant que Renauld Trivulce, capitaine plein d'expérience, était parvenu à se glisser dans la place avec la troupe auxiliaire qu'il avait amenée, les Valaisans levèrent le siège le lendemain et se retirèrent lentement vers Crévola, en se faisant précéder du butin qu'ils avaient fait. Ils attendirent les pillards de Vighezzo qui, s'étant retardés pour les rejoindre, avaient été attaqués par l'ennemi posté sur les hauteurs de l'étroite vallée où ils s'étaient engagés et qui en tua environ deux cents.

Les Ossolains, ranimés par l'arrivée du secours qu'ils avaient reçu et commandés par Trivulce, poursuivirent l'ennemi et l'attaquèrent avec impétuosité. Les Valaisans les reçurent avec un courage et une immobilité telles, dit l'auteur italien de ce récit¹, « qu'on ne put rompre leur bataillon qu'en les tuant l'un après l'autre ». L'assaillant perdait ses forces en perdant aussi ses hommes; la victoire devenait incertaine et les Italiens allaient lâcher pied, quand les auxiliaires suisses battirent en retraite. Ce fut alors une véritable boucherie; une partie des Valaisans moururent les armes à la main au pont de Crévola; d'autres, ayant voulu gagner les hauteurs, y furent tués à coups de flèches; le reste fut pris entre deux feux et mourut sans vouloir se rendre. L'exaspération de la vengeance poussa aux dernières cruautés. Quelques trainards qui avaient échappé au fer des Italiens ne purent échapper aux horreurs de la faim dans le val de Vighezzo. On raconte que des femmes de cette contrée, voulant se venger des outrages qu'elles avaient subis, firent cuire et manger à ces malheureux les entrailles de leurs camarades tués. On compta que 800 Valaisans avaient péri dans cette expédition. Albin Silinon, frère de l'évêque et commandant de cette petite armée, fut du nombre des blessés. Trois mois après l'ouverture des hostilités, les deux peuples firent un traité de paix (23 juillet) qui fut signé à Domodossola.

Si la paix avait été signée, elle n'avait appliqué aucun baume sur des cœurs ulcérés et avides de vengeance. Souvent les habitants des deux pays en venaient aux mains dans des rencontres particulières, surtout s'il s'en trouvait, aux jours consacrés à Dieu, dans les églises du val de Védro, sur le Milanais, ou dans celle de Gondo, sur Valais. En 1495 un nouveau traité fut signé à

¹ Jean Capri.

Milan, le 3 janvier. Les Valaisans y renoncèrent à leurs prétentions sur la seigneurie d'Ornavasso et Mazendone, et il fut défendu aux ressortissants des deux Etats de fréquenter les uns l'église de Saint-Marc de Védro, les autres celle de Saint-Marc de Gondo, sous peine d'être pendus. Le septième article de ce traité autorisait les sujets respectifs à porter un glaive ou un poignard lorsqu'ils se rendaient sur quelque point que ce fut du territoire de leurs voisins. Cependant, le port d'arme était interdit, aux jours de foires ou de marchés, à cause du danger de rixes dans ces circonstances.

Nonobstant ces deux traités, jamais la réconciliation n'avait été sincère. Un nouvel acte de sauvage barbarie vint rallumer plus fort que jamais chez les Valaisans la soif de la vengeance. Ce fut vers le commencement du seizième siècle. Voici comment une chronique raconte le fait. Deux fils d'Antoine Gærner, capitaine du dizain de Brigue, étant à la chasse sur les montagnes du Gantherthal, poussèrent leur excursion sur celles de Liffinen. Les habitants de ces dernières montagnes, irrités de voir deux Valaisans sur leurs terres, se saisirent d'eux, les dépouillèrent de leurs vêtements et *les tuèrent*, dit le chroniqueur, *comme on tue les cochons*. Le capitaine apprenant l'atroce assassinat de ses deux fils n'eut plus d'autre pensée que celle de la vengeance. Il réunit une troupe de robustes et vaillants gaillards qui, bien armés et conduits par le père exaspéré, tombent pendant la nuit sur le Védro, y massacrent un certain nombre d'hommes, pendent à la corde du clocher le sonneur qui accourt pour sonner le tocsin, pillent plusieurs hameaux et rentrent dans leurs foyers en emmenant une quantité de bestiaux. Dans le butin, se trouvait une marmite d'airain de grande dimension qu'on appela, depuis, la marmite de la Saint-Barthélémi, à cause des fils Gærner qui avaient été dépecés la veille de cette fête¹.

Avec de tels antécédents, était-il possible que ces populations limitrophes ne vécussent pas dans un état de continuelles hostilités? Aussi, voit-on la diète réunie à Brigue, sous le bailli Pierre Stockalper (10 août 1552), s'occuper de nouvelles plaintes portées devant elle. Quelques jours seulement avant cette date avait eu lieu au village du Simplon une altercation entre un citoyen de ce lieu et un homme du val de Védro. A la suite de cette dispute, ce dernier avait poursuivi son adversaire jusque dans sa maison, en le menaçant de sa dague. Quelques jours après, un certain nombre de ceux de Védro revinrent au Simplon apportant leurs marchandises, mais armés de fusils, pistolets, glaives et poignards, portant des cordes en sautoir, se comportant hostilement et avisant quelques hommes du Simplon de ne pas se présenter dans le val de Védro s'ils voulaient conserver la vie.

Sur l'exposé de ces faits, le bailli écrivit d'un ton ferme aux autorités de

¹ Archives de l'Etat. Cette marmite existait encore dans la maison communale de Briger-Therminen, au commencement du XIX^e siècle.

Védro; il adressa pareillement une lettre aux magistrats de Domodossola qui représentaient le duc de Milan. Ceux-ci répondirent qu'ils apprenaient avec un vif regret la conduite de leurs subordonnés, attendu surtout que l'on tenait à la fidèle observation des traités existants et que l'on mettait un haut prix aux relations amicales entre les deux Etats; que, du reste, on donnait des ordres nécessaires et prenait les plus opportunes précautions pour empêcher le renouvellement de pareilles choses. Le bailli écrivit une seconde fois à ceux de Védro pour leur reprocher l'infraction des traités, l'assassinat de deux ou trois hommes par quelques-uns des leurs qui « volent tantôt clandestinement, tantôt publiquement à ceux du Simplon leurs ballots de marchandises en transit sur leur commune, pillent les avoirs et excitent les Vallaisans par des paroles insolentes, des actes audacieux et outrageants. » Il leur notifia que si cet état de choses ne cessait, l'Etat userait de la force pour faire respecter les droits de ses ressortissants et les conventions écrites.

Malgré les protestations et les assurances données par les autorités militaires, les meurtres sur des Valaisans se répétèrent de la part des habitants de Védro, Antigoria et autres juridictionnaires de la ville de Domodossola. Dans le courant de décembre 1556, l'évêque de Sion se plaignit de nouveau au duc de Milan qui, le 25 janvier suivant, lui répondit en ces termes:

Révérénd Père en Christ, seigneur et notre très cher ami,

Nous avons reçu la lettre que vous nous avez écrite avant Noël, et ce n'est pas sans une grande peine que nous avons appris les homicides qui se commettent par ceux de Védro, Antigoria et autres juridictionnaires de Domodossola. Pleins d'horreur pour ces crimes, nous donnerons tous nos soins à faire punir les coupables, afin de conserver votre amitié et les alliances conclues entre les deux pays. Nous envoyons au préteur de Domodossola une copie de votre plainte et nous lui enjoignons expressément d'employer toute énergie et diligence pour faire saisir les coupables, les emprisonner et leur infliger le supplice qu'ils ont mérité. Nous lui ordonnons aussi de faire en sorte que dans Domodossola et sur toute l'étendue de sa juridiction vos gens puissent en toute sécurité vaquer à leurs affaires, y négocier, passer la nuit, aller et venir comme le font nos propres sujets dans toute l'étendue de notre domination.

Selon votre demande, nous avons aussi commandé à ceux que cela concerne de réparer le pont de Crévola, qui n'est pas solide pour le roulage. Nous avons de même averti nos employés du fisc et des péages de s'en tenir envers vos commerçants aux anciens droits, et d'avoir soin d'abolir ce qui n'y serait pas conforme et de n'en exiger aucune taxe nouvelle, etc¹.

Enfin, des deux côtés l'autorité agit si efficacement et avec tant de bon vouloir que ces désordres cessèrent et les inimitiés diminuèrent graduellement.

Comme les représentants du duc, à Domodossola, l'avaient dit au bailli, le Milanais tenait à être en paix avec le Valais qu'il sollicitait vivement de se joindre aux Suisses pour la signature du traité qu'il venait de conclure avec eux. L'Etat ayant examiné les articles nouveaux qu'on avait ajoutés aux anciens, jugea oiseux d'y adhérer parce qu'ils n'étaient d'aucun intérêt pour le pays, et déclara s'en tenir aux anciens engagements, comme on l'a déjà dit.

¹ Archives de l'Etat du Valais. Correspondances milanaïses.

Les motifs pour lesquels le duc tenait si fortement aux bons rapports avec le canton, étaient que celui-ci offrait plusieurs passages importants aux armées qui voulaient pénétrer en Lombardie. Le Milanais avait été fréquemment envahi par les Français qui s'y promenèrent militairement plusieurs fois encore et y livrèrent maintes batailles. Le canton était allié de la France et aussi de la Savoie dont les princes franchirent à leur tour, à diverses reprises, les frontières du Milanais. Il pouvait, en outre, mettre sur pied dix mille hommes. Puis, l'Italie avait besoin du Simplon pour le transit de son commerce avec la France, et comme elle souffrait souvent de la disette, elle tirait de la vallée du Rhône une grande quantité de blé. Saint Charles Borromée, dont la charité apostolique s'étendait au soulagement du corps comme aux besoins spirituels de ses ouailles, n'écrivit-il pas deux lettres à l'évêque de Sion, pour le prier de lui permettre d'acheter 1,500 charges de blé chaque fois pour subvenir aux nécessités de ses pauvres de Milan?

L'infortuné Charles III, de Savoie, dont les Valaisans détenaient les deux mandements qui s'étaient mis conditionnellement sous leur domination, avait profité de toutes les occasions pour réclamer cette portion de ses Etats. En donnant autrefois son consentement indirect à cette occupation, il avait cependant, dès le 21 juillet de la même année, manifesté son étonnement de la manière dont les VII dizains interprétaient les anciens traités et de la somme exorbitante qu'ils exigeaient pour lui rendre ses terres. C'est ce que nous apprennent ses instructions à son envoyé.

Quand à ce que nos alliés allèguent, dit-il, que ce qu'ils ont fait a été pour notre bien pour éviter plusieurs inconvénients, nous en merçons d'en avoir usé comme bons amis et cellon la forme de l'alliance, laquelle toutefois ne contient point qu'il nous doivent prendre et destenir nos pays, ny tirer de nous une somme si excessive. Ce néanmoins en considération de la peyne qu'ils ont heue et pour entretenir leur amitié serons contens condescendre à quelque gracieuse somme que leur sera déboursée nous rendant nos dits pais toutes et quantes fois que nous les requérons¹. »

Charles mourut sans rien obtenir. Il n'en fut pas ainsi de son fils et successeur, Emmanuel-Philibert, au caractère chevaleresque, dont les jeunes années avaient été quelque peu orageuses. Voyant son père dépouillé de ses Etats, il était entré au service de l'empereur où il eut occasion de faire briller ses capacités militaires et obtint rapidement un commandement. Le 1^{er} décembre 1555 il écrivait de Bruxelles, où il se trouvait alors, à l'évêque de Sion pour protester contre les enquêtes au sujet de certaines reconnaissances féodales dans le pays de Vaud, à la possession desquelles le Valais prétendait en vertu de sa domination en Savoie. Sa lettre fait pressentir une prochaine réclamation des mandements que son père n'avait pu obtenir.

Par une seconde lettre, le duc demandait aux patriotes qu'on lui rendit

¹ Archives de l'Etat. Litterze Sabaudie.

ses terres. Le seigneur de Challant, gouverneur d'Aoste, écrivit aussi à l'évêque, le 24 mars 1556, pour le prier de répondre à la lettre que le prince son maître avait envoyée. Exhortations vaines! L'illustre capitaine ne perdit cependant de vue ni les Valaisans ni ses droits. Il lui fallait une victoire décisive sur les Français pour que ces fiers républicains prêtassent l'oreille à ses réclamations amicales. La victoire de Saint-Quentin (1557) qu'Emmanuel-Philibert, commandant de l'armée de l'empereur Philippe II, remporta sur le comte de Montmorency, lui valut de dicter la loi à la France au traité conclu à Cateau-Cambrésis en 1559, de rentrer dans ses Etats et d'obtenir la main de Marguerite, fille de François I^{er}. Il put alors parler plus efficacement quoi qu'il usât toujours de beaucoup de longanimité et d'une grande modération, comme le prouve la lettre suivante adressée le 8 juillet (1559) aux magistrats du Valais :

Magnifiques seigneurs,

Ayant pleu à Dieu, après tant de travaux communément soufferts par toute la chrétienté, envoyer à son peuple sa sainte paix, par le moyen de laquelle sommes, comme pouvez avoir entendu, remis et restitués en nos états deçà et delà les monts. Nous avons bien voulu nous en resjouir avec les anciens bons amys alliés et voysins de la maison de Savoye. Et comme vous soyez des principaulx, nous envoyons le seigneur baron de Chevron notre chambellan présent porteur avec ceste (lettre) que sera pour vous congratuler avec vous de nostre dite restitution et de la nouvelle alliance qu'avons prinse en ceste maison de France, par le mariage d'entre nous et Madame Marguerite seur du roy très-chrétien. Et parceque nous avons tousjours desir de rentrer avec vous en bonne amytié et continuer les alliances et confédérations que de tout temps ont esté entre messeigneurs mes prédécesseurs vous et les vostres ensemble d'appointer amyablement les différends survenus depuis l'altération des susdites alliances, nous avons donné charge au dit baron de Chevron vous en faire, par mesme moyen, ouverture et instance, comme plus amplement il vous dira. Nous vous prions doncques de croire, et sur ce nous faire entendre vos bonnes volontés pour, suyvnt icelles, disposer nos ambassadeurs ainsi qu'il sera requis...¹ »

(Signé) E. PHILIBERT.

Deux mois après (10 septembre), le gouverneur d'Aoste qui avait souvent fait des représentations aux Valaisans pour diverses affaires, leur envoya encore une nouvelle missive dont le contenu révèle les nouvelles prétentions de ses voisins.

A Monsieur le révérendissime évêque de Syon et Messieurs les baillis et orateurs des sept dizains du pays de Valley.

J'ay entendu que ces jours passés certain personnage se disant envoyé de vostre part serait venu en la maison de Saint-Bernard de Mont-Jou, disant que veuillez et entendiez que certaines armes² de Monseigneur le duc de Savoye, que y sont apposées en quelque part fussent levées et ostées, et les vostres mises sur la dicte maison et là à l'entour en signe de souveraineté. Aussi qu'il voulait faire inventorier les reliquaires appelés jocats (joyaux) de la dicte maison; avec plusieurs aultres raisons que n'est besoing vous répéter. Et parceque cela n'a jamais esté fait ny du temps de feu Monseigneur le duc Charles ny de ses ancestres vous ay bien voulu faire ceste (lettre), pour vous prier ne vouloir rien innover en ce lieu là, et

¹ Archives de l'Etat : Litterae Sabaudiae.

² Ecussons.

susperséder (surseoir) à telle procédure, sans préjudice de droict des parties, au moins jusques à la venue de mon dit seigneur que, Dieu aydant, sera bientost. Et lors, il advisera sur le tout pour en estre de bon accord, et bien voysiner avec vous, suivant le désir que je sçay, que il en a, ainsi que déjà pouvez bien avoir entendu par ses ambassadeurs. Et au cas que voudriez passer oultre à l'exécution de ce que dict est; pour estre icy lieutenant du prince, ne pourray que d'y résister par la voye que besoiing sera; car pour le debvoir qu'avons à notre dict seigneur et prince, ne pourrions souffrir de luy veoir faire innovation; dont pourrait advenir quelque désordre, que je suis asseuré ne voudriez pas ny mon dict seigneur aussi. Sur ce espérant que ne me refuserez pas telle demande que n'est que juste et raisonnable, feray fin de ceste.....

(Signé) CHALLANT ¹.

La fermeté du ton de cette missive et la nouvelle fortune d'Emmanuel-Philibert, qui venait de se couvrir de gloire, firent surseoir à toute innovation des Valaisans.

Le duc de Savoie envoya (2 septembre 1567) le comte de Montmajeur pour s'aboucher définitivement avec les VII dizains au sujet des mandements, et le 10 décembre suivant, il leur fit savoir que le baron de Chevron se trouverait à la conférence fixée aux Quatre-Temps après la fête prochaine de Sainte-Lucie. A cause de la peste qui sévissait en Valais, cette réunion ne put avoir lieu, parce que, on le sait, la diète ne pouvait prendre aucune décision, quelle qu'elle fût, et surtout conclure une affaire de cette importance sans avoir pris l'avis des dizains: l'usage et le droit y étaient contraires.

Les 8 et 9 juin 1568, la conférence se tint à Nyon, mais sans résultat. Le seigneur de Beaufort fut chargé de présenter d'autres propositions. On se réunit à Rolle le 23 août pour les discuter. On se sépara encore sans avoir rien conclu, parce que les VII dizains ne voulurent absolument pas restituer le mandement de Monthey jusqu'au torrent de la Morge de Saint-Gingolph. Ils réclamaient en outre 10,000 écus pour frais d'occupation des mandements et ceux occasionnés par le renouvellement des reconnaissances; plus les 200 florins de pension annuelle stipulée dans le traité de 1528 et qui, sauf pour trois ans, n'avaient pas été soldés depuis qu'ils détenaient cette partie du Chablais et que Charles III avait été dépouillé de ses Etats. Toutes ces réclamations s'élevaient à une somme énorme pour l'époque et qu'on avait d'autant moins le droit d'exiger, que la spoliation dont le duc avait été victime de la part des trois Etats faisait, par le fait même, cesser le contrat et ses obligations. Ce qu'il y eut de plus surprenant dans les réclamations des VII dizains, c'est que pour garder le mandement de Monthey, ils prétendirent se prévaloir de la *Caroline* ou donation du comté de Valais à l'église de Sion par Charlemagne. Et cependant c'est cette même *caroline* que, dans le siècle précédent, ils avaient contestée et rejetée comme apocryphe; c'est cette même *caroline* qu'ils attaqueront de nouveau plus tard, à plusieurs reprises, avec une persistance et un acharnement tels, qu'ils seront les fanatiques persécuteurs d'Hildebrand

¹ Archives de l'Etat. Litterae Sabaudiae.

Jost durant presque tout son épiscopat d'un quart de siècle; cette *caroline*, ils finiront par l'arracher et la détruire, en forçant l'église de Sion à y renoncer à jamais.

Les représentants du duc n'eurent pas de peine à démontrer l'injustice de ces prétentions et à prouver ensuite, que de la *caroline* on ne pouvait tirer aucune indication en faveur de la possession du mandement de Monthey. Ils prouvèrent même que, en vertu des diverses confirmations des empereurs et surtout de celle de 1521, par Charles-Quint, ce territoire n'appartenait pas au Valais¹. Enfin, ne pouvant s'entendre, les conférenciers se séparèrent encore une fois. Néanmoins, rien n'était rompu et le protocole resta ouvert. Les correspondances et les propositions continuèrent jusqu'au 4 mars 1569, date à laquelle, furent signés à Thonon, l'acte de renouvellement d'alliance et de restitution partielle à la Savoie et les articles additionnels de la convention militaire entre les deux Etats. Il paraît que cette fois on s'entendit assez facilement, puisque la conférence n'avait commencé que le 27 février. Comme ces deux actes sont d'un grand intérêt, mais trop longs pour être mis intégralement sous les yeux du lecteur, quoiqu'il soit difficile de se les procurer, nous en donnerons un résumé un peu étendu afin qu'on ait une idée exacte de son contenu.

1^o Toutes les anciennes alliances, et notamment celle de 1528, sont confirmées à perpétuité avec les déclarations et additions contenues dans le traité de ce jour et celui de 1528.

2^o Liberté de commerce et d'échange, avec réserve que les ressortissants des deux Etats ne frustreront point de leurs droits les seigneurs légitimes des lieux de transit. On n'établira aucun nouvel impôt ou péage sur le roulage des marchandises. Les Valaisans ne seront point soumis sur le territoire du duc au paiement du demi pour cent pour les sommes destinées à leurs achats de sel², comme cela se pratique sur toutes les valeurs métalliques que les sujets du prince transportent sur ses terres. Ils seront cependant obligés de déclarer ces valeurs, comme le sont les vassaux du prince qui jouissent de la même immunité. Cependant, par spéciale bienveillance, si les Valaisans porteurs des dites valeurs présentent au Conseil d'Etat de Chambéry une déclaration des hautes autorités de leur pays indiquant le nom du porteur et la destination de la somme, il sera accordé un passavant, sans autre consignation à faire. Même spécial privilège pour leurs négociants se rendant à Genève ou à Lyon pour leurs achats, pourvu qu'ils soient porteurs de lettres semblables accordées par leur gouverneur, châtelain ou officier de justice de leur lieu d'origine.

Comme ceux de Saint-Gingolph prétendaient avoir droit de faire décharger le sel sur leur commune pour le mesurer et ensuite le recharger, les délégués valaisans se plaignirent des frais et des retards que cela causait aux leurs et refusèrent même l'offre qu'on leur fit de n'opérer ce mesurage qu'à Chessel sur le Rhône, au nord de Vouvry, alléguant que cette prétention de Saint-Gingolph était insolite et nouvelle pour eux. On convint donc de régler ce point plus tard.

¹ Archives de l'Etat du Valais.

² Le Valais achetait le sel en France et le transitait par la Savoie.

3° On fixe le sens de l'art. 2 du traité de 1528, et l'on déclare comment on doit entendre l'engagement respectif de ne donner ni conseil ni secours quelconque à l'ennemi.

4° Si l'une des parties contractantes est attaquée dans ses terres ou ses droits, l'autre lui fournira le nombre et la qualité de soldats désignés plus bas, et chacune sur son territoire donnera à l'autre la libre entrée et le passage des troupes, vivres, munitions, provisions et autres choses nécessaires, et fournira les vivres qu'elle pourra et tout ce qui lui sera demandé, moyennant un juste prix. Il est entendu cependant que les Valaisans ne seront tenus de livrer passage aux troupes duciales, aux vivres et autres provisions militaires, qu'autant que ces troupes se rendront d'une province de Son Altesse dans une autre et non point à l'étranger ou au delà des monts. Les troupes duciales ne passeront que par détachements qui ne dépasseront pas mille hommes chacun; de telle manière cependant qu'une cohorte de trois cents hommes soit distante de l'autre d'une journée de marche de trois à quatre heures. La cohorte suivante occupera le lieu que la précédente aura quitté le matin. Chaque troupe ne pourra séjourner plus de cinq jours sur le canton, sans égard à la longueur du chemin ou à la fatigue du soldat. En outre, avant qu'un passage ait lieu, le duc, pour garantie de ces engagements, enverra à Sion, comme otage, un de ses vassaux nobles qui sera marquis, comte ou baron, et y restera tant que durera le passage. A chacun de ces passages, le duc et ses successeurs payeront à l'Etat 60 pièces d'or de la valeur de 48 cols de France chacune. Cette somme sera pour les frais de la garnison que, durant cette marche, les Valaisans entretiendront au château et fortin de Saint-Maurice pour la sécurité des deux parties et éviter toute altercation entre les habitants du lieu et les soldats du prince et pour étouffer tout esprit de parti.

Quant au secours à fournir mutuellement dans le cas où il sera exigé selon les stipulations, il est convenu que les Valaisans doivent maintenant et à l'avenir le prêter au duc suivant l'occurrence du cas, les conventions réciproques et les payes promises. Chacun des VII dizains fournira 300 fantassins avec sa propre bannière, sous laquelle ils serviront. Les dizains ne seront pas tenus à fournir un plus grand nombre de soldats et ils ne pourront, non plus, en mettre moins sur pied.

De son côté, le prince doit, dans les mêmes circonstances, fournir un égal nombre de soldats ou de drapeaux, ou bien quatre cohortes de fantassins et six escadrons de cavalerie dont chacun sera de cinquante hommes: ce qui sera au choix des Vallaisans.

Ces troupes auront les chefs que la partie demanderessse voudra leur donner. On conviendra du temps et du mode de leur solde. Ces secours ne seront fournis que pour la défense et la protection de ses propres terres et Etats et de ceux qu'on acquerrait légitimement.

5° En cas de guerre, aucune des parties ne pourra traiter avec l'ennemi sans que la partie auxiliaire ne soit comprise dans le traité, ou que le consentement ne soit réservé, si elle n'était pas présente.

6° Si l'ennemi battait en retraite, la partie auxiliaire sera aussi tenue de le poursuivre même en dehors du territoire, et cela jusqu'à la conclusion de la paix ou le consentement de l'allié. Réciproquement, si l'ennemi de l'allié attaquait son auxiliaire, l'allié devra prendre sa défense comme de sa propre cause et de sa patrie.

7° Celui des contractants qui est appelé au secours de l'autre, n'y est pas tenu si son pays est menacé. Si l'un n'a envoyé que la moitié de la troupe à fournir, l'autre n'est pas tenu à plus. Si une guerre éclate contre lui, l'auxiliaire peut rappeler aussitôt les soldats qu'il a fournis à son confédéré.

Les troupes auxiliaires ne seront jamais employées sur mer, ni à l'assaut des villes, à moins que leurs chefs y consentent librement. Elles pourront cependant être occupées au siège, afin de les opposer aux sorties des assiégés; elles seront même rangées en bataille avec les autres, si c'est nécessaire.

8° La demande de secours se fera ainsi. Le lendemain de l'arrivée du délégué du demandeur ou de celle de sa lettre, la partie requise s'occupera de l'objet de la demande; elle répondra dans les dix jours et dans le mois fera arriver sa troupe à la frontière. Cependant, si au lieu d'infanterie, le Vallais demandait de la cavalerie, le terme d'envoi sera prorogé de

quinze jours. Les chefs de cette troupe seront de son pays, mais choisis et nommés par le requérant. Il est cependant réservé que les colonels et capitaines vallaisans seront des VII dizains et non du Bas-Vallais.

9° Pour écarter toute difficulté dans l'interprétation de ce traité, on en prendra les termes dans le sens courant. Si cette difficulté s'élevait au moment de la réquisition de secours, le requérant nommerait un surarbitre qui devra décider dans les quinze jours, et sa décision sera acceptée par les deux parties. Ce surarbitre sera choisi dans l'un des cantons de Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zoug, Soleure et Fribourg; mais pour le choisir dans ce dernier canton, il faudra que les difficultés existant actuellement entre lui et le duc soient aplanies.

10° En cas de litige entre les ressortissants des contractants, l'acteur devra citer l'accusé devant le juge d'origine de celui-ci. Ce juge rendra bonne justice et à bref délai, en accordant néanmoins des termes dilatoires de huit jours, ou moins longs si le cas le requiert. Ces citations s'entendent tant pour le criminel que pour le civil.

Si une contestation entre ressortissants provenait de limitation de territoire intéressant les deux Etats, ces particuliers en donneront aussitôt connaissance à leurs seigneurs respectifs. Ceux-ci, pour trancher les difficultés, obligeront à choisir deux arbitres du pays de l'accusé, et celui-ci deux de celui du plaignant. Ces juges se rendront sur le lieu contesté, et s'ils ne peuvent accorder les deux intéressés, ils prononceront d'office. S'il arrivait que les voix de ces arbitres fussent partagées en nombre égal, ils nommeront un surarbitre dont la décision fera règle. Les frais seront à la charge du condamné. Même règle pour apaisement de tout litige entre les contractants.

11° Les présentes ampliations et extensions d'alliance ne préjudicient en rien au traité, de 1528; elles le confirment plutôt. Les Etats contre lesquels les contractants se réservent de ne fournir aucune milice sont: Le Saint-Siège, le Saint-Empire romain, la France, l'Espagne, les treize cantons avec leurs alliés et confédérés, savoir: l'abbé et la ville de Saint-Gall, les ligues grisonnes, la ville de Mulhausen, Rothwyll et Biell.

12° En vue de la présente convention et alliance et de la capitulation conclue en même temps, le duc de Savoie s'engage à payer annuellement aux VII dizains 700 florins d'or du Rhin, y compris les 200 stipulés dans le traité de 1528: chaque florin valant cinq pièces d'or et chaque pièce d'or estimée à 48 sous de France. Ces 700 florins seront payés chaque 1^{er} mai sur la place de Thonon par le duc et ses successeurs. Le premier solde commencera en 1570, et les Vallaisans donneront chaque fois quittance.

Suivent maintenant huit articles concernant la remise au prince Emmanuel-Philibert de la partie actuelle de la Haute-Savoie qui s'étend de Saint-Gingolph à Thonon et en remontant la vallée de Saint-Jean d'Aulps. Le mandement de Monthey reste au Valais.

1° Les VII dizains remettent au duc le gouvernement d'Evian depuis le pont de la Drance à Thonon, jusqu'à l'extrémité du pont de Saint-Gingolph inclusivement avec le torrent de la Morge sur lequel il est construit; en sorte que le pont et le torrent appartiendront intégralement au duc et à ses successeurs avec tous droits quelconques et dépendances du dit territoire à restituer, sans exception ni réserve, et comme ils l'ont tenu eux-mêmes. Ils délieront leurs précédents sujets du serment de fidélité et de tout hommage, en réservant néanmoins les droits que des particuliers auraient au-delà du pont de Saint-Gingolph sur des immeubles ou des bâtiments et usines sur le torrent de la Morge. Ils remettront aussi le gouvernement de Saint-Jean d'Aulps avec l'abbaye de ce nom et celle d'Abondance, avec leurs dépendances. Restera pacifique possesseur de cette dernière abbaye le seigneur Claude de Blonay, abbé actuel qui, outre la confirmation qu'il a reçue du Souverain-Pontife, a été élu canoniquement par tous les religieux du monastère, avec le consentement et l'approbation des VII dizains comme hauts seigneurs de cette vallée. Cette confirmation sera donc considérée par le duc comme si elle était émanée de lui.

2° Ils remettront à son Altesse ou à ses délégués toutes les anciennes reconnaissances, les contrats modernes et autres documents qu'ils possèdent ou pourraient posséder concernant les terres à restituer : cela aux frais des intéressés. Le prince rendra de même les actes qui peuvent concerner les gouvernements de Monthey et Saint-Maurice, à teneur du traité de 1528. Il s'emploiera aussi à obtenir que les héritiers du feu bailli Rosey remettent aux Vallaisans les titres et reconnaissances qu'ils possèdent concernant en général et en particulier le gouvernement de Monthey.

3° Les Vallaisans passeront quittance au sérénissime duc, pour lui et ses successeurs, de toutes les sommes qu'ils réclamaient pour frais d'occupation et les 2,000 florins rhénois qu'ils ont payés à Lucerne, pour la dette du précédent duc. Tous les intérêts et autres dépenses sont biffés, y compris les frais de reconnaissances, de réparations d'édifices, pension promise en 1528, arrérages et universellement toute prétention quelle qu'en soit la nature.

4° En considération de la nouvelle alliance, le duc ni ses employés ne molesteront personne à cause du serment de fidélité prêté aux Vallaisans. Les sujets de Son Altesse pourront librement s'établir où il leur plaira, se faire suivre de leurs avoirs, en jouir en paix, pourvu qu'ils soient soumis aux charges du pays où ils se seront fixés. Par réciprocité, les Vallaisans jouiront des mêmes faveurs sur les domaines ducaux.

5° Par cet acte de restitution et remise, il ne sera fait aucun tort, causé aucun préjudice aux limites des villes, villages, châteaux, communes, alpages, forêts, terres, pâturages et autres biens, aux usages et coutumes des juridictionnaires de l'un ou l'autre des deux États : chacun restera en possession de ses droits.

6° Toutes les sommes payées et tous les jugements portés par les Vallaisans durant leur domination sont considérés comme s'ils étaient émanés du sénat de Savoie, et partant, irrévocables et les sommes légalement acquittées. Sauf pourtant que, si les parties exhibaient de nouveaux droits acquis depuis le prononcé du jugement, la cause pourrait être reprise devant les juges et officiers du prince. Sauf encore que, pour les jugements, sommes et prononcés faits à l'amiable par les gouverneurs et juges des gouvernements restitués, on pourra par voie d'appel, recourir aux justiciers du duc, à moins que cela n'ait passé en force de chose jugée ; dans ce dernier cas on ne pourra en rappeler. Il en sera de même pour tout traité et convention amiable faits et jurés par des particuliers.

7° Les albergeages, ventes, échanges et autres contracts faits par le Vallais, les conventions pour biens confisqués ou exempts autrement, de quelque nature, qualité ou genre que ce soit, tels que pour meubles, immeubles, dîmes, fiefs et toutes choses semblables, au sujet desquelles il y aurait des lettres scellées des messieurs du Vallais, seront valides à jamais. Il en sera de même pour les actes d'affranchissement concédés par Messieurs du Vallais qui ont déclaré n'en avoir accordé que quatre ou cinq. Valides seront aussi les amodiations faites pour la reconstruction à Mégevète et Poche des bâtiments dépendant de l'abbaye de St-Jean d'Aulps, mais aux conditions indiquées.

8° Comme les Vallaisans remettent au duc le territoire et le tiennent quitte des sommes sus-indiquées, le prince, en retour, renonce en leur faveur à tous droits, toutes réclamations sur le gouvernement de Monthey et son ressort jusqu'à la Morge, soit en plaine, soit en montagne. Les droits spirituels ou temporels des particuliers sont réservés à la condition de satisfaire aux charges du pays. Le sérénissime prince cède aussi tous ses droits de souveraineté sur les communes et collèges (ou corporations) ; laissant à ces communes et collèges le soin de produire leurs franchises.

Les seigneurs d'Arbignon¹ qui sont actuellement au service de Son Altesse et leurs descendants qui y seraient de même, sont et seront exempts de prêter serment de fidélité et l'hommage personnel à l'État du Vallais pour leurs possessions sur le gouvernement de

¹ Ces seigneurs avaient alors leur manoir féodal à Collombey : C'est aujourd'hui le couvent des religieuses Bernardines. Ils possédaient de nombreux fiefs sur le gouvernement de Monthey et surtout dans la vallée d'Illicz.

Monthey; ils jouiront en paix de tous leurs biens présents et à venir. Néanmoins, ils devront faire la reconnaissance au Vallais pour ceux de leurs biens qui seraient grevés de quelque prestation ou charge.

Ainsi fait et approuvé à Thonon, le 4 mars 1569¹. »

Ces deux actes faits à Thonon le même jour furent ratifiés à Sion le 23 mars, à Chambéry le 4 avril par Emmanuel-Philibert, et enregistrés au même lieu le 29 pour la chambre des comptes.

Le jour de la signature à Thonon, on ajouta au traité quatre articles explicatifs de la capitulation militaire². Ils concernent la composition des corps de troupes auxiliaires, règlent la paye et son temps, la durée du service et le mode de rentrée dans les foyers après la guerre.

La bonne harmonie est enfin rétablie entre les deux Etats après trente-quatre années écoulées en vaines réclamations et en négociations multipliées. Vingt ans plus tard les Valaisans occuperont de nouveau, mais pour peu de temps, le territoire qu'ils restituent aujourd'hui.

Lors du renouvellement de l'alliance du Valais avec les cantons catholiques, l'abbaye de Saint-Maurice avait sollicité son admission à l'alliance. Spoiliée par les Bernois des domaines qu'elle possédait sur leur territoire et sujette à de graves vexations, elle se vit enfin obligée de se mettre définitivement sous

¹ Archives de l'Etat.

² Voici ces articles :

« 1^o Celui des contractants qui requiert le secours militaire payera chaque mois par cohorte soit bannière 1550 écus d'or, appelés vulgairement écus d'Italie, ou leur valeur, comptant l'écu d'or à 48 sous de France. Chaque bataillon ou bannière sera de 300 hommes dont, pour les Vallaisans, 35 seront cuirassés, munis de framées, soit longues piques de fantassins, avec un pareil nombre d'arquebusiers, dont 5 portant morion (espèce de casque léger). Vingt guerriers auront des lances courtes appelées hallebardes; les autres n'auront que des framées. Mais, pour les savoisiens, il y aura 35 cuirassés, 20 hallebardiers, les autres seront des arquebusiers à casque. Chaque escadron de cavalerie sera de 50 cavaliers et recevra mensuellement une somme de 450 écus d'or. Dans cette somme sont compris les décurions, capitaines et portedrapeaux, sauf les colonels et le général de cavalerie et autres officiers du régiment, comme il sera dit plus loin. S'il y a victoire, tous les soldats auxiliaires recevront la même gratification que ceux du pays.

« 2^o Pour faciliter cette levée de troupes auxiliaires, la partie qui les demande versera aussitôt 300 écus d'or qui entreront en compte sur le solde à faire le jour même de l'inspection de ces troupes. Cette inspection se fera aussitôt que les soldats seront entrés sur le territoire de l'Etat requérant, et ceux-ci recevront alors la solde pour un mois. La revue et la solde auront lieu chaque mois.

« 3^o Pour opérer l'inspection de reconnaissance des hommes fournis, l'Etat qui les a demandés enverra des commissaires. S'ils trouvent le nombre de bataillons et d'escadrons requis, ils soustrairont 3 écus par fantassin et 5 écus par cavalier de la somme des 300 écus fournis pour la levée, et ensuite ils feront la paye pour un mois. Si après la jonction de ces troupes la paix se fait avec l'ennemi, de manière que l'auxiliaire devienne inutile, on donnera néanmoins la solde d'un mois, en la déduisant des 300 écus de premiers frais de levée. Mais, si les hostilités se prolongent, les auxiliaires seront tenus de servir leur allié jusqu'à la fin de la guerre, sauf dans les cas spécifiés dans le traité d'alliance de ce jour. La guerre finie, ces troupes pourront rentrer dans leur patrie après avoir reçu, en plus de leur solde, la paie des frais et journées de route pour rentrer chez eux. La route à faire sera comptée jusqu'à Chambéry pour les Savoisiens, et jusqu'à Sion pour les Vallaisans; la marche par journée sera de 3 à 4 lieues. Pour leur viatique, ils seront payés comme sous les drapeaux, de sorte que s'il leur faut quinze jours pour leur rentrée, ils reçoivent la paye d'un demi-mois.

« 4^o La paye des colonels, du général de cavalerie et autres officiers supérieurs est de 450 écus par mois. »



LE CAPITAINE ANTOINE DE QUARTÉRY

Mort le 31 août 1641.

(Voir pages 136, 155, 172, 265, 286.)

le patronage et le protectorat de l'Etat. Ce projet formé depuis seize ans, fut réalisé en 1571. Elle eut à en subir des conséquences très fâcheuses ; mais, si elle n'avait pas pris ce parti qui lui enlevait la liberté de se gouverner, n'aurait-elle point eu à en supporter de plus funestes encore ? Abandonnée à elle-même son existence n'aurait-elle point été compromise sous peu ? Cette question renferme des probabilités et des secrets qu'il vaut mieux ne pas discuter, afin de ne pas s'exposer à des appréciations fausses ou peu sûres. Quoi qu'il en soit, le 22 mai, l'évêque et le bailli, au nom des VII dizains, et Jean Ritter, au nom de l'abbaye, signaient cet acte important et y apposaient le sceau de l'évêque de Sion et celui du monastère d'Agaune.

Considérant, dit l'abbé, la triste expérience que nous avons faite et les grandes tempêtes qui de toute part assaillent et mettent en péril notre monastère et nous sont suscitées tant par d'envieux adversaires que d'autres manières, épreuves que nous ne pouvons conjurer et contre lesquelles nous ne pouvons nous précautionner qu'en nous mettant sous la protection de l'évêque et des patriotes : Nous, abbé de Saint-Maurice, de notre science certaine, de notre volonté libre et spontanée, pour nous, nos religieux et nos successeurs dans la dite abbaye, mettons la dite maison sous les ailes, la défense et la protection de l'évêque et des VII dizains. Nous l'y mettons, donnons et cédon avec toutes ses dépendances, ses droits et émoluments ; reconnaissant les dits seigneurs d'en haut de la Morge, pour vrais protecteurs du couvent et ses hauts seigneurs. Nous promettons que nos religieux ne procéderont jamais, à l'avenir et à perpétuité, à l'élection de leur abbé, et qu'il ne leur sera jamais permis d'y procéder, sans avoir obtenu l'avis et le consentement des dits seigneurs. Nous promettons de faire ratifier, confirmer et approuver par nos religieux les engagements susdits¹.

De son côté, la diète accepte ces promesses, prend l'abbaye sous sa sauvegarde et protection dans le sens et de la manière sus énoncée. Le 4 juin, le chapitre d'Agaune donne sa pleine adhésion à cet acte, en faisant un éloge outré et servile des sentiments religieux de ses hauts nouveaux seigneurs protecteurs ; il eut cependant soin de réserver le consentement du Saint-Siège, ce que n'avait pas fait le promoteur de la foi. Sans doute, cette tardive réserve empêchait l'application des censures de l'Eglise et la violation ouverte des canons ; mais dans des circonstances politico-religieuses moins critiques, l'illustre et antique monastère aurait reçu de Rome une verte remontrance. Il n'est pas improbable que le zélé Ritter ne soit mort autant du chagrin que lui causa son imprudente démarche, que de la prévision des fâcheuses conséquences qu'elle aurait pour son monastère.

L'abbé se plaint des épreuves diverses que sa maison a eu à supporter : c'est que, outre la spoliation de ses domaines par Berne, elle avait, entre autres calamités, été éprouvée par l'incendie qui avait réduit en cendres tous les bâtiments et détruit toutes les provisions. Ce désastre arrivé en 1560 avait obligé l'abbé à aliéner plusieurs domaines et revenus, afin de relever les édifices. Les religieux qui jouissaient de prébendes s'étaient cotisés, mais n'avaient pu réunir que la somme fort minime de 800 florins. Ce fut alors qu'on vendit

¹ Archives de Valère.

St-Aubin pour la somme de 300 écus ; Lussiez et Lulliez, sur le bailliage de Morges, produisirent 200 écus d'or au soleil. On aliéna une rente annuelle de 45 sacs de froment et la maison de Vétroz fut engagée pour 400 écus d'or. Quelques années plus tard, il se détacha du rocher qui domine l'église d'énormes blocs qui en brisèrent la toiture et effondrèrent la maison de Dieu. Ritter avait réparé une partie seulement de ces désastres ; son successeur, Martin de Plastro, acheva le reste. Celui-ci voyant le triste état auquel étaient réduites les finances de sa maison, voulut, pour acquitter les dettes contractées, s'adresser (1584) aux religieux prébendaires qui ne vivaient pas en communauté avec lui pour la table, vu que les provisions leur étaient fournies par la maison. Il leur proposa d'y revenir pour diminuer les frais de nourriture, ou bien de s'imposer sur leurs prébendes ; mais ils refusèrent sous prétexte que son prédécesseur n'avait pas eu recours à ce moyen. A cette époque, l'abbé avait la procure de la maison, comme on le voit par la lettre qu'il écrivit à ses religieux en cette circonstance. Ce qui prouve la détresse dans laquelle il se trouvait alors c'est qu'il dit : « Je n'ai pas un louis d'or actuellement pour acheter environ deux cents moutons qu'il faut annuellement pour le service de la maison. » La même lettre donne des détails qui démontrent la valeur de l'argent et nous apprennent la cherté des denrées après plusieurs années de mauvaises récoltes. « Il faut que j'achète les bovines, moutons et fromages ; ce « que je payais auparavant 5 florins, je le paye 6 maintenant ; le fromage qui « me coûtait autrefois 1 gros (7 centimes) la livre, m'en coûte 2 aujourd'hui. » Lors de la restauration de l'abbaye après l'incendie, la journée des ouvriers était d'un creutz (2 1/2 centimes), et celle des maîtres, du double. L'argent était rare, le commerce à peu près nul, les transports très coûteux et les voies de communications fort primitives.





CHAPITRE IV

DE 1543 A 1597

Si le monastère d'Agaune était entré dans une phase de longues et pénibles épreuves, le pays, on le sait, avait depuis bien des années déjà commencé une période des plus néfastes sous le rapport des principes religieux et moraux. Les grands cantons protestants, mais Berne spécialement, qui se trouvait frontière du Valais sur toute la longueur septentrionale de celui-ci, c'est-à-dire du lac Léman jusqu'au sommet de Conches, agissaient secrètement, quoique très activement, pour y ruiner le catholicisme et y implanter la réforme. Les luttes politiques si ardentes et si funestes qui éclatèrent sous Jodoc de Silinon, forcé par l'exil d'abandonner son troupeau, les sanglantes animosités entre Schiner et Supersaxo, et d'autres causes encore avaient jeté dans le peuple, depuis le siècle précédent, un ferment de discorde et semé des préjugés et des haines que le moindre incident ranimait. Le clergé, divisé lui-même sous l'influence des partis et des causes déjà signalées, n'était point propre à inspirer aux fidèles l'amour des préceptes évangéliques et la pratique des enseignements divins. La noblesse, qui était nombreuse, et tous ceux qui par leur fortune ou leur position sociale s'élevaient au-dessus de la classe populaire, donnaient largement l'exemple de la démoralisation et du dévergondage; les actes publics de ces temps nous en fournissent de fréquentes preuves. Les plus ardents adversaires politiques se reprochaient ouvertement leurs méfaits : jamais ils ne songèrent à se jeter à la face les preuves et témoignages publics de leur inconduite, tant celle-ci semblait chose admise et

incapable de ternir la réputation. Il s'élevait bien de temps à autre comme un cri d'indignation de la conscience publique ; mais c'était une voix criant dans le désert, une protestation sans effet. Schiner, dont le plus grand nombre des années de son épiscopat fut passé hors de son diocèse, tout occupé de la politique européenne et des intérêts des monarques, était mort en exil. Philippe de Platéa, élu par les sept dizains pour lui succéder sur le siège de Sion, ne put jamais administrer le diocèse, parce que le pape ne le reconnut pas. On comprend que, durant les longues années d'absence de son prédécesseur et celles qui s'écoulèrent sous lui, le mal dut faire de grands progrès.

Le Valais avait besoin d'un évêque qui s'occupât du salut des âmes. Adrien de Riedmatten avait été élu le 8 septembre 1529, mais il ne reçut sa confirmation de Rome que le 10 mai 1532. A peine le chef de l'Eglise universelle l'eut-il reconnu, qu'il essaya de mettre courageusement la main à l'œuvre. Le 9 novembre de la même année, il intima à ses prêtres d'expulser de leurs presbytères toutes les personnes suspectes ou dont la présence était un objet de scandale. L'ordre était donné en vertu de la sainte obéissance, et le terme accordé était de trois jours : le tout sous peine d'excommunication pour les réfractaires et d'une amende de 25 livres maurisaises à payer au fisc¹. Outre le caractère et l'autorité dont il était revêtu, personne n'était mieux doué pour faire revivre et respecter les lois disciplinaires de l'Eglise. Il était recommandable par sa piété, sa science, sa probité et sa justice, sa douce affabilité avec tous, sa prudence et son habileté dans l'administration spirituelle et temporelle, la noblesse de son origine et son extérieur vénérable. Mais les meilleurs règlements ne peuvent être efficaces si ceux qui les établissent ne trouvent aucun appui, ou si ces appuis sont eux-mêmes défectueux et gangrenés. Dans l'autorité civile, dont l'évêque était le chef, il n'y avait qu'une apparente bonne volonté, la réalité n'existait point. La diète édictait des lois qu'elle avait soin, généralement, de ne pas faire exécuter. Plusieurs de ses membres, s'ils n'avaient ouvertement renié la foi, étaient du moins fascinés par l'hérésie qui gênait moins leurs passions, et ils étaient alléchés par l'instruction gratuite, mais captieuse, que les universités et académies protestantes offraient à leurs fils. Déjà deux enfants du peuple, Simon Lithonius, dont le vrai nom était Steiner, professeur de belles-lettres latines et grecques à Strasbourg, mort en 1543, et Thomas Platter², cousin du précédent, devenu professeur de grec à Bâle, tous deux de Grächen (vallée de Viège), avaient apostasié et s'étaient acquis à l'étranger une certaine réputation par leur science. Ils étaient pour leurs compatriotes un sujet de séduction. Le serment de fidélité prêté au prélat après son élection nous montre la grandeur du mal et les progrès que la réforme avait faits. Il y est dit que Philippe de Platéa s'était décidé à résigner l'épiscopat à cause de ses infirmités, et « principalement à cause des effrayants

¹ Arch. de Saint-Maurice.

² Mort en 1582.

progrès que le luthéranisme¹ a déjà faits non seulement dans le voisinage, mais même dans quelques parties du diocèse, estimant que sa santé ne lui laisse pas l'activité nécessaire pour combattre efficacement pour la foi orthodoxe et la liberté de l'Eglise, si violemment attaquées par les menteurs² ».

L'évêque de Riedmatten, Adrien, fut énergique; il ne put néanmoins extirper le mal. Il eut malheureusement deux successeurs immédiats incapables ou trop faibles. Le premier, Jean Jordan, n'avait pas été assez édifiant avant son épiscopat. Ce fut sous lui que les universités protestantes de Bâle, Berne et Zurich, et l'Académie de Lausanne offrirent l'instruction et l'entretien gratuits à tous les jeunes gens catholiques de la Suisse qui viendraient étudier chez elles. Le second, Hildebrand de Riedmatten, était irréprochable dans ses mœurs, mais il acceptait l'amitié de prêtres qui méritaient d'être interdits et déposés. Ayant fait ses études à Paris, il s'occupa plus du droit civil qu'il y avait étudié, que d'instruire son peuple de la parole de Dieu. Le 8 octobre 1592, le pape Clément VIII, avisé par le cardinal Octave Paravicino, crut devoir stimuler son zèle. Il lui dit :

« La première et la plus grande préoccupation d'un évêque doit être de conserver et défendre la religion catholique sans laquelle c'en est fait du salut des âmes; et pour cela, il ne doit pas craindre de répandre son sang, s'il le faut; le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis; non pour des biens périssables, mais pour ses propres brebis, s'il les voit exposées à se perdre. »

Enfin, pour mieux faire accepter son exhortation, le pape dit à l'évêque qu'il le croit doué des qualités nécessaires. Puis il le presse encore davantage par ces paroles :

« Cependant, l'accomplissement de notre devoir nous oblige de vous exhorter, à cause des hérétiques qui sont à votre porte, à veiller au danger, à écarter du troupeau du Christ les loups envoyés par le diable, afin que l'hérésie soit extirpée dans ces parages. Prenez aussi vos précautions pour que les germes de l'erreur ne repoussent pas, mais que vous en étouffiez toute racine et en arrachiez la moindre fibre. Nous vous exhortons de nouveau et nous vous pressons de mettre la main à cette œuvre avec la plus grande diligence possible³. »

Il était d'autant plus pressant d'employer toute l'énergie possible à la guérison du mal que deux officiers valaisans, Pierre Ambüel, de Sion, et Henri Inalbon, du dizain de Loèche, n'avaient pas craint de se mettre à la tête des soldats que le parti protestant de France avait levés dans le canton pour marcher contre le roi Charles IX. Le premier resta même au service des rebelles jusqu'à ce que la paix fut conclue.

Hildebrand renouvela, il est vrai, la défense portée par ses prédécesseurs et confirmée par la diète, d'envoyer les jeunes gens étudier dans les villes

¹ A cette époque, les actes publics appellent généralement *luthéranisme* la religion réformée, dont nous comprenons aujourd'hui les diverses sectes ou branches sous le nom de *protestantisme*.

² De Rivaz : *Opera historica*.

³ Arch. de l'abbaye de Saint-Maurice.

protestantes, mais il ne savait se faire obéir. Avant tout, il aurait dû user activement des moyens prescrits par le concile de Trente, pour le rétablissement de la discipline, l'instruction du clergé et la correction des mœurs du peuple chrétien. Le saint cardinal archevêque de Milan, Charles Borromée, dont le zèle apostolique étendait sa flamme à toutes les contrées voisines de son diocèse, avait fondé dans sa ville épiscopale un séminaire-collège pour l'instruction et l'éducation des jeunes gens de la Suisse qui se destinaient à la carrière ecclésiastique. Cette fondation était d'autant plus opportune que sous le bailli Mathieu Schiner qui, en 1590, exerça cette fonction pour la troisième fois, l'hérésie allait faire dans le pays les plus grands ravages.

On suggéra à l'évêque de Sion l'idée d'entrer en relation avec le saint archevêque. Hildebrand en écrivit au seigneur de Milan, Benoit Allamanus, alors fournisseur ou administrateur de la régie des sels. Il demanda son avis et il en reçut cette réponse datée du 17 juillet 1584 :

« Illustrissime et Révérendissime,

Je ne puis que louer votre dessein d'écrire au cardinal Borromée dont l'active bienfaisance non seulement admettra dans son séminaire helvétique quelques-uns de vos jeunes gens, mais en outre, vous fournira très libéralement et autant qu'il dépendra de lui tout ce qui peut contribuer à la gloire de Dieu. Si vous jugiez opportun de vous rendre vous-même à Milan pour lui présenter vos hommages et lui parler dans l'intimité du cœur, je ne doute point qu'il ne vous reçoive avec grand honneur et avec une incroyable satisfaction. Que si vous ne pouvez vous y rendre, il vous sera du moins très bon d'écrire à ce très saint homme, vous en retirerez le plus grand avantage pour votre église¹.

L'événement prouva promptement que ces éloges et ces espérances étaient fondés. Le 24 novembre suivant, Allamanus écrivait à Hildebrand :

« Ces derniers jours, l'âme du très saint cardinal s'est envolée à Dieu après qui il soupirait ardemment. Après six à huit jours de fièvre, la divine volonté l'a appelé à l'éternelle récompense. N'est-ce point en punition de nos péchés qu'il nous est enlevé? Avant sa mort, il a réglé l'admission au collège helvétique de deux de vos jeunes gens qui, avec l'autorisation du Souverain Pontife, y seront entretenus gratis tout le temps de leurs études philosophiques et théologiques, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le doctorat². »

Quatre compagnies de volontaires valaisans étaient parties au secours des huguenots français. Il est à présumer que le plus grand nombre de ces enrôlés furent trompés par leurs embaucheurs et crurent d'abord se rendre sous les drapeaux du roi, au lieu d'aller renforcer les rangs de ses ennemis. Quoi qu'il en soit, l'honneur valaisan fut noblement relevé par une autre compagnie qui faisait partie du régiment des 6000 Suisses qui, le 29 septembre 1567, sauvèrent le roi et la France des mains du rebelle Condé, devenu le chef et l'âme du parti calviniste de ce royaume. Cette compagnie, dont le capitaine était Jacques de Riedmatten, venait d'arriver en France et d'être incorporée au régiment

¹ Arch. de l'Etat : Litteræ Sabaudie, t. I.

² Item : Litteræ mediolanenses, n. 14.

suisse commandé par Louis Pfiffer, de Lucerne. Elle et les Suisses ses compatriotes eurent aussitôt l'occasion de montrer leur héroïsme et de se couvrir des plus glorieux lauriers. Le jeune roi était à Meaux avec sa cour, exposé à être enlevé d'un instant à l'autre par l'armée de Condé. Tout à coup, par une conception hardie, le brave Pfiffer prend le roi avec sa cour, le place au milieu de ses braves et fidèles compagnons d'armes et le conduit ainsi jusqu'à Paris. La fière contenance de cette petite armée en avait imposé à ses ennemis, qui la harcelèrent sans cesse durant sa marche, lui tuèrent trente hommes, mais ne parvinrent pas à l'entamer. Ce beau fait militaire fut appelé la *Retraite de Meaux*. Brantôme, écrivain français du seizième siècle, parlant de cette héroïque journée, ne peut s'empêcher de s'écrier dans son admiration pour les Suisses : « C'est une retraite, celle-là ! et des plus belles ! en plein jour et les ennemis en vue ! Et quels ennemis ? les plus déterminés qui fussent en France ». Charles IX, en sortant des bataillons suisses qui l'avaient reçu à Meaux et conduit, comme dans une citadelle ambulante jusqu'à Paris, dit ouvertement aux gens de sa cour : « Sans mes bons compères, ma vie était fort en bransle ». Le régiment Pfiffer ne comptait que des soldats fournis par les cantons catholiques.

Parvenu à l'âge de majorité, Charles IX s'empressa de renouveler les alliances contractées avec les Suisses par ses prédécesseurs et en particulier par son père Henri II. A cette intention, il envoya une ambassade de trois hauts personnages qui parcoururent les cantons et préparèrent la conclusion de cette affaire si importante pour la sécurité de son trône et de sa propre personne. En conséquence, le 7 décembre 1564, on signa à Fribourg le traité entre la France et la plupart des républiques suisses et de leurs alliés, qui avaient déjà signé celui de 1549, pris pour modèle du nouveau qui devait durer sept ans encore après la mort du roi. Le monarque le ratifia le 21 juillet suivant, à Mont-de-Marsan, en Gascogne. Afin que cette alliance fût plus authentique et eût un cachet plus solennel, elle fut jurée en grande pompe sur l'autel de Notre-Dame, à Paris, par le roi et les députés des cantons de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zoug, Glaris, Fribourg, Soleure, Appenzell, de l'abbé de Saint-Gall, des Liges grises et du Valais.

Si la France retirait de grands avantages de ces capitulations militaires avec les Suisses, ceux-ci, à leur tour, recevaient des faveurs particulières. Le Valais en avait obtenu une importante, surtout pour les habitants de ses montagnes, dont les ressources consistent principalement dans l'élevage du bétail. Cette faveur était l'approvisionnement d'une partie du sel nécessaire aux besoins du canton. Le Milanais en fournissait déjà la part la plus grande, mais non suffisamment. Il y avait d'ailleurs avantage, pour une vallée de quarante-trois lieues de longueur, de pouvoir s'approvisionner par les deux extrémités de son territoire. Le gouvernement français, avec qui le Valais traitait, chargeait ses fermiers généraux du soin de fournir annuellement la quantité de sel convenue avec cet Etat et lui accordait, en outre, le privilège de n'avoir à payer

pour le transport de cette matière aucun droit nouveau de gabelle et de péage, comme aussi de n'être soumis à aucune imposition à laquelle ses propres sujets ne seraient point astreints. Souvent il surgissait des difficultés entre ses employés et ceux que le Valais chargeait du soin du transport ou voiturage. Une difficulté de ce genre nous fait connaître la convention qui existait à cette date entre les deux pays. Ce fut de Saint-Germain-en-Laye que, le 17 octobre 1583, le roi Henri III donna à ses employés l'ordre suivant :

Henry par la grâce de Dieu, roy de France, etc.

Sur ce qui nous a esté resmonstré de la part de nos chers et bons amys alliés et confédérés les seigneurs du canton de Vallais en Suyse que contre et au préjudice de leurs privilèges et traictés d'alliance mesmes celluy qu'ils ont faict avec nous en l'année dernière les fermiers du tirage à sel de Daulphiné sont reffusans de leur bailler la quantité de sel à eulx accordée sy ce n'est en payant toutes les impositions et incorporances mises sur le dict sel combien que les dicts seigneurs du canton de Vallays par le moyen des dicts traictés ne soient tenus payer aulcune chose des nouvelles impositions, ains (mais) seulement le prix du sel avec la voiture et les anciens droicts de gabelle, savoir faisons qu'après avoyr veu les lettres cy devant expédiées à mesme effect les neufvième jour d'octobre 1574 et neufvième décembre 1582, et l'acte de sommation faicte à syeurs Henry et Alexandre Poullation fermiers du dict tirage pour avoir délivrance du dict sel et voulant maintenir et conserver les dicts seigneurs du canton de Vallays en leur dicts traictés d'alliance, avons... déclaré et ordonné, déclarons et ordonnons par ces présentes que les fermiers du dict tirage a sel à la part du Daulphiné seront tenus à la première sommation qui leur sera faicte par les dicts seigneurs du canton de Vallays et leurs facteurs suffisamment fondés de procuration leur fournir par chacun an au grenier de Vallence la quantité de deux cens gros muids de sel, en payant le prix du dict sel, la voiture, et les anciens droicts de gabelle anciens seulement et sans qu'ils soyent tenus de payer aulcune chose de nouvelle charge et incorporances mises sur le dict sel, suivant les dictes lettres. Et où les dicts fermiers seront de ce faire délayants ou reffusans, sera permys et loysible aux dicts seigneurs du canton de Vallays leurs dicts facteurs et entremetteurs d'aller prendre à Mornas, Chasteauneuf, Avignon, Beaucaire, Tarascon, ou Peccais selon qu'il leur sera plus commode. Laquelle quantité de deux cens gros muids de sel quicte et franche de toutes nouvelles impositions, iceulx faire changer conduire et mener en leur pays, au cas qu'ils ne peussent convenir et accorder amyablement avec les dicts fermiers du prix du dict sel, de la voiture d'icelluy; auquel cas pourront iceulx fermiers pour obvier aux abus qui se pourraient commettre au chargement et conduite, et pourvoir à la conservation des droicts de la dicte ferme nommer et deputer telle personne qu'ils adviseront pour aux despens des seigneurs du dict canton assister au dict chargement conduite et vente jusques hors notre royaume; faisant desfences aux dicts fermiers du tirage à sel de Daulphiné et à tous aultres de contrevenir directement ou indirectement au contenu en nostre dict arrest et ces presentes, sur peine de mil escus d'amende, dommages et intérêt des parties... Sy donnons en mandement à tous, gouverneurs et nos lieutenants généraulx, trésoriers généraulx de France, baillifs, sénéchaux, cappitaines des villes et à tous aultres nos justiciers, officiers et à chacun d'eulx... que du contenu en nostre présente ordonnance et declaration, ils facent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement les dicts seigneurs du canton de Vallays, leurs dicts facteurs et entremecteurs, et leur donnent passage pour la voiture et conduite du dict sel; contraignant ou faisant contraindre à ce faire, souffrir et obéir les dicts fermiers du tirage à sel de Daulphiné et tous aultres que besoing sera par toutes voyes et manières deues et raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques pour lesquelles et sans préjudice d'icelles ne voulons estre différé pour la décision desquelles oppositions ou appellations si aulcunes intervienne ¹.

¹ Archives de l'Etat : Lettres des rois de France.

Finalement, pour la prompt solution des difficultés futures, le roi institue un tribunal composé des hommes les plus respectables de son royaume.

Cette convention avec la France fut un grand avantage pour le Valais qui n'a jamais cessé d'en profiter et aujourd'hui encore tire de cet état presque toute sa provision de sel, quoique ce ne soit plus en vertu d'un traité.

En signant à Thonon le traité du 4 mars 1569, le duc de Savoie avait concédé aux Valaisans, par l'article 2, l'exemption de la traite foraine et en particulier du demi pour cent d'usage pour droit de péage du sel venant de France ou du Milanais. Plus d'une fois, il survint aussi des démêlés entre les agents du duc et les voituriers et commerçants valaisans; mais aux premières réclamations de ceux-ci, le duc et ses successeurs s'empressèrent toujours de donner l'ordre de respecter les droits de leurs alliés.

Quant aux relations avec le Milanais pour l'achat du sel, elles furent aussi sujettes à des inconvénients divers. Pendant les guerres des Français en Italie, soit avec l'empereur Charles-Quint, soit avec ses successeurs ou autres, l'approvisionnement des sels pour le Valais était souvent entravé. Le transport s'en faisait par le lac Majeur pour une partie du trajet. Or, il arrivait que les commandants de corps d'armées français ou espagnols, et les pourvoyeurs des troupes s'emparaient de vive force des barques pour le transport des militaires ou celui des vivres. En Valais on accusait les fermiers généraux de Milan, on adressait de vifs reproches aux entrepreneurs du roulage des sels; mais les uns et les autres répondaient qu'ils subissaient malgré eux l'empire de la force. D'autres fois, quelques dizains portèrent plainte contre ceux qui tenaient les bureaux de sel dans le pays, les accusant de le vendre à un prix plus élevé qu'il ne leur était permis et d'être concussionnaires. La remise même de ces bureaux excitait souvent des réclamations, des mécontentements, des rivalités jalouses. A une époque où l'on manquait de numéraire par défaut de commerce et de communications multipliées et faciles, posséder un dépôt de sel était une petite fortune enviée même des neveux de l'évêque de Sion¹.

Une partie des sels arrivait aussi par la vallée d'Aoste et le Grand-Saint-Bernard. Comme les ducs de Savoie avaient exempté le commerce valaisan de la traite foraine, c'est-à-dire des droits de transit pour ses marchandises, leurs sujets valdotains en profitèrent pour faire passer les leurs sous le nom des Valaisans. Ces abus arrivèrent à un tel point que la duchesse Marguerite de France, lieutenant général des Etats de Savoie, donna, le 22 avril 1573, des ordres très sévères pour faire cesser cette fraude. Pour le même motif, le 2 juillet suivant, le duc dut refuser à l'Etat du Valais la demande qu'il en recevait d'exempter les marchands du canton de consigner les sommes d'argent destinées aux achats de sel à l'étranger.

¹ Archives de l'Etat : Litteræ Sabaudie, tome I.

La première de vos demandes, écrit-il, est d'exempter vos marchands de la consignation des deniers qu'ils portent pour l'achept du sel; laquelle chose nous ne pouvons accorder pour estre de trop grande conséquence et dangereuse veu les abbys qui souls tel prétexte se pourraient commettre, attendu aussi que tous les seigneurs des ligues qui sont exempts comme vous du paiement du demy pour cens (cent) sont semblablement tenus à faire la consignation des deniers qu'ils font transmarcher sur nos dosmeynes... Quant à la dernière nous escrivons aussy aux gens de nostre chambre des comptes qu'ils ayent à ordonner à ceux qui délivrent le sel à vos marchands de ne les retarder aulcunement ny leur imposer aulcune charge nouvelle¹. »

Pour la sécurité du commerce, dans un temps où les routes n'étaient point aussi sûres que de nos jours, soit par défaut d'organisation de la police, soit principalement à cause des soldats mercenaires dont un grand nombre n'avaient choisi le métier des armes que pour se livrer plus facilement au pillage et qui, licenciés, menaient volontiers la vie de bandits; pour ces motifs et autres les princes de Savoie avaient accordé aux commercants valaisans le port d'armes sur leurs provinces, comme l'avaient fait depuis longtemps les ducs de Milan. C'est de ce privilège que fait mention le duc Philibert dans une partie non citée de la lettre précédente :

La seconde demande que vous nous avez faite est la permission du port des armes, laquelle nous sommes contens d'accorder à la forme que l'ont nos principaux vassaulx, assavoir : de toutes armes, exceptés les pistolets moindres de deux espans de canne et les balestrines.

Tout en s'occupant d'alliances et de traités avec ses voisins et de soigner ses intérêts en dehors des limites de son territoire, le gouvernement cherchait à éliminer les juridictions possédées en Valais par des étrangers; il profitait des occasions qui se présentaient pour racheter les fiefs seigneuriaux et les réunir aux siens. C'est ainsi qu'en 1570, il racheta le prieuré de Port-Valais, appartenant à l'abbaye de Saint-Michel de Cluse en Piémont², pour le prix de quatre cents écus d'or. Il paraît que ce prieuré n'était alors qu'une simple propriété ecclésiastique du monastère, puisque l'évêque de Sion ayant fait observer que ce bénéfice, étant dans son diocèse, devait dépendre de sa juridiction spirituelle, il lui fut répondu que de ce prieuré ne dépendaient « ni « paroisse, ni église, ni autel, ni cloches, ni autre attribut quelconque d'église, « que l'usufruitier n'y était tenu ni aux matines, ni à messes et vêpres ou à « un autre office divin. » L'Etat acheta ce prétendu bénéfice « parce que ce « dernier étant dans un lieu de débarquement et à l'entrée du pays, il ne « serait peut-être pas bon de voir un propriétaire étranger installé à ce poste « frontière³. » La mesure était sage pour cette époque.

Par la mort du dernier seigneur de Vionnaz, cette seigneurie échut aussi à l'Etat (1552). Elle produisait cent florins. Les archives de cette commune

¹ Archives de l'Etat. Litteræ Sabaudie, tome I.

² Abscheids de l'année.

³ Ibid., 14 décembre.

nous apprennent que déjà en 1546 le droit de présentation à la cure de cette paroisse appartenait à la diète¹. Précédemment, cette prérogative était exercée par le prieur du couvent de Lutry qui dépendait lui-même du monastère de Saint-Jean d'Ainay, à Lyon, de l'ordre des Bénédictins.

La diète cherchait depuis longtemps à faire disparaître tout ce qui pouvait entraver la liberté de son administration ou de ses mouvements; elle travaillait aussi très activement chaque année, à élaborer un corps de législation plus en harmonie avec les besoins du temps. On a vu que, depuis plus d'un siècle, le Valais possédait une espèce de code civil et judiciaire connu sous le nom de *Statuts*. Avant 1446, les bases générales d'un code n'existaient pas, ou n'étaient tout au plus qu'à l'état d'embryon. Il y avait bien eu les statuts synodaux de quelques évêques, et certaines ordonnances générales émanées d'eux comme suzerains; mais tout cela avait plus de rapport avec l'ordre ecclésiastique qu'avec le civil proprement dit. A leur origine, les diètes ne furent que le conseil de l'évêque de Sion. Celui-ci invitait les communes à lui envoyer quelques-uns de leurs hommes les plus intelligents, pour les consulter sur les besoins généraux du pays. Ces délégués avaient seulement voix consultative; cependant, ils veillaient à la conservation des diverses franchises de leurs concitoyens, et ils opposaient leur veto aux ordonnances ou décisions qui pouvaient les violer. Comme les coutumes et libertés d'une commune, d'une section, ou même d'un quartier étaient parfois opposées à celles d'une autre, il en résultait des difficultés, des chocs et des oppositions qui rendaient les discussions interminables et entravaient à chaque pas, soit les délibérations du conseil épiscopal, soit la marche de l'administration. Il y avait encore l'enchevêtrement des droits de nombreux seigneurs du pays et de l'étranger. Les droits de l'évêque de Sion surtout, étant ceux du haut seigneur et du souverain du pays, avaient été l'occasion de guerres civiles, de grands démêlés avec les comtes et ducs de Savoie et avec la haute noblesse du diocèse. Ce fut contre ces prérogatives épiscopales que s'insurgèrent les VII dizains, dont les citoyens sont connus dans l'histoire du pays sous le nom de *patriotes*, qu'ils se donnaient depuis longtemps. Réunis en 1446 sous les murs du château épiscopal, à Naters, les patriotes forcent leur prélat, Guillaume de Rarogne, d'augmenter leurs prérogatives de toutes celles dont ils le dépouillent. Ils rédigent ce jour-là ces fameux Statuts de Naters. Plus tard, sous l'épiscopat de Schiner, on s'en occupe derechef, parce qu'on en sent toujours plus le besoin. En 1540, après l'occupation des mandements de Monthey et Evian, on les retouche encore; et, depuis lors, il ne se passe guère d'années qu'il ne soit question dans les assemblées diétales de modifications et d'additions. Voilà pour la législation qui régissait les VII dizains.

Il en avait été autrement du mandement de Saint-Maurice, conquis en

¹ Titre: Présentation.

1475. N'envisageant point ses habitants comme des citoyens ou des égaux, on leur avait toujours donné le nom de sujets, et on les traitait en conséquence. Le code seigneurial de Savoie avait continué de leur être appliqué, sauf quelques modifications. L'évêque et la diète l'avaient ainsi décidé après la conquête. Survint, en 1536, l'annexion des deux mandements qui se mirent sous la protection et domination temporaire de l'Etat, domination qui devint définitive dès 1569 pour le mandement de Monthey. On sentit plus vivement dès lors la nécessité d'une législation en rapport avec les exigences de la nouvelle situation et du changement social qui s'était opéré. La réforme protestante avait rudement heurté le moyen-âge qui finissait; elle avait disloqué la vieille Europe, brisé un grand nombre de ses institutions et détruit l'unité de croyance. Le concile de Trente s'était occupé pendant dix-huit ans à prouver et à venger le dogme catholique et divin, attaqué et nié par les hérésiarques; il l'avait lumineusement et victorieusement affirmé, en consolidant les bases de la morale évangélique; il avait enseigné les moyens les plus pratiques et les plus efficaces pour le rétablissement de la discipline et des mœurs; il avait tracé la voie à suivre pour que le clergé, en se réhabilitant, relevât la société et la sauvât du naufrage. Les guerres politico-religieuses s'étaient fatalement promenées en Suisse, en France, en Allemagne et ailleurs; les hommes, les Etats, les institutions, tout était changé et présageait encore d'autres évolutions. N'était-il pas naturel que les peuples réclamassent d'autres lois, d'autres institutions? C'est ainsi que l'agriculteur varie ses travaux, ses occupations suivant les saisons, et qu'il adapte ses cultures aux différentes qualités de ses terres.

Ce fut en 1571 que parurent les nouveaux Statuts valaisans, munis des grands sceaux de l'évêque, de son chapitre et des dizains. Un exemplaire authentique en fut remis à chacun de ceux qui les avaient scellés. Ce nouveau travail était sans doute encore imparfait; mais il serait inexact d'avancer qu'il ne fut qu'un pêle-mêle d'anciennes lois, d'arrêtés, de décisions diétales et de coutumes observées de temps immémorial. Pour être convaincu qu'il n'en fut pas ainsi, mais que ce code fut le fruit d'un travail long et patient, d'observations présentées et discutées en diète, de l'étude des besoins du peuple qui exprimait à ses représentants ce que son bon sens lui suggérerait et ce que ses besoins réclamaient, il suffit de parcourir les protocoles des diètes. Il n'y eut guère d'assemblées dans lesquelles les mandataires des communes ne représentassent les désirs et les demandes de leurs commettants. Chaque fois qu'une observation était faite, elle était prise en considération, examinée soigneusement, puis le résultat était soumis au référendum populaire. Mais avant de l'y soumettre, les législateurs choisissaient encore les juristes les plus compétents pour mettre la dernière main à leur œuvre. Il ne serait pas plus exact de croire que, dès cette date seulement, le peuple haut-valaisan eût à se prononcer sur l'acceptation ou le rejet des lois. Les Abscheids sont, en effet, les témoins authentiques de la constante pratique des diètes de ne jamais rien statuer d'obligatoire pour le

pays, sans avoir soumis leur décision à celle des communes. Il n'était même pas rare de voir un seul dizain empêcher par son opposition ou seulement par son retard la mise en vigueur d'un décret, d'une loi, que les six autres réclamaient vivement.

A l'encontre des hardies dénégations de certains écrivains ou politiciens, les Abscheids nous montrent le référendum populaire pleinement en vigueur dans le Haut-Valais déjà dans le quinzième siècle. Mais la preuve la plus directe et la plus convaincante que ce droit du peuple était loin d'être nouveau ou concédé par les Statuts de 1571, se trouve dans le fait suivant.

Hildebrand de Riedmatten, alors évêque et, en cette qualité, préfet du Valais, avait été prié par la diète d'approuver les nouveaux Statuts et d'y apposer son sceau. Il accéda gracieusement à cette demande, après avoir exigé la déclaration formelle que, par ces Statuts, on entendait ne déroger en aucune manière, ni préjudicier à ses droits, ni à ceux de ses successeurs et encore moins à ceux de la mense épiscopale. Et c'est ce que la diète, réunie au château de la Majorie, lieu ordinaire de ses séances, s'empresse de lui accorder par acte authentique du 23 mai 1571, signé Martin Guntren, secrétaire des comices générales. Or, cette déclaration solennelle commence en ces termes :

Comme les Statuts qu'on vient de rédiger ont été publiés dans toutes et chacune des communes de ce pays (des sept dizains seulement), qu'ils ont été *acceptés et approuvés* par elles, les dites communes nous ont *expressément ordonné*, à nous leurs mandataires, de signer les dits Statuts en leur nom, dès que nous serions réunis en diète et de les corroborer encore en y apposant les sceaux pour les dites communes ¹.

La preuve que nous tirons de la déclaration, insérée à la suite des Statuts, pour affirmer que le référendum n'était pas nouveau, paraîtra péremptoire à tout lecteur. Ajoutons que non seulement les Abscheids du seizième siècle, mais le peu que l'on en possède de 1400 à 1500, se servent de cette expression consacrée par l'usage des diètes, dès qu'il s'agissait de choses importantes : « comme chaque député saura le redire à son dizain » ; ou bien : « comme chaque député en a reçu l'ordre de son dizain ou des communes. »

De certaines expressions dont se servent les Abscheids on devrait conclure que le référendum s'exerçait ainsi : A leur retour dans leurs dizains respectifs, les députés donnaient connaissance aux chefs des communes des délibérations de la diète ; c'est ensuite devant l'assemblée communale que ces chefs ou conseillers exposaient les matières diétales. Le sentiment ou l'avis de chaque commune était communiqué aux députés du dizain qui, à la diète suivante, faisaient leur rapport.

De temps immémorial, et en vertu du droit régalien, les évêques de Sion étaient héritiers du mobilier délaissé par leurs prêtres jouissant d'un bénéfice

¹ Plusieurs originaux de ces Statuts existent dans diverses archives du canton, entre autres un aux archives du Vén. chapitre à Valère et plusieurs autres à celles de la ville de Sion.

ecclésiastique. Ils avaient, en outre, la succession à tous les autres biens que ces bénéficiers avaient acquis, pourvu que ces biens ne provinssent pas d'héritage. En 1564, l'évêque Jordan et en 1570, l'évêque Hildebrand relâchèrent de ces droits, en accordant l'un et l'autre au rectorat de l'hôpital de l'ordre de Saint-Jean de Malte, à Sarquen, la remise du spoliū¹. Leurs successeurs usèrent de la même indulgence dans d'autres cas, et insensiblement, par suite de ces concessions, leur droit se réduisit à peu de chose et tomba enfin tout à fait.

Depuis la promulgation des récents Statuts, l'Etat, dont l'évêque était toujours le chef, se décida à son exemple, à accorder de temps à autre aux communes du Bas-Valais des lettres d'affranchissement. Ainsi, en 1576, sous le baillivat de Jean Inalbon, les villages d'Arbignon et Alesse, qui dépendaient de la paroisse de Saint-Maurice, invoquèrent un acte du 31 décembre 1477 par lequel l'évêque Supersaxo et les magnifiques seigneurs du canton accordaient l'exemption de la taille à tous les serfs des vassaux nobles, en considération de la nouvelle patrie à laquelle ils venaient d'être incorporés par la conquête. L'Etat examina leurs réclamations, écouta leurs raisons et, quoique leurs preuves ne fussent pas tout à fait évidentes, il leur accorda l'exemption de la mainmorte et de la taillabilité. La lettre est du 19 mai².

Une semblable faveur fut accordée, quatre ans plus tard, aux gens du Bouveret et à tous ceux de la juridiction de Port-Valais. Ici, la demande ne concernait pas seulement la mainmorte, elle touchait aux dispositions concernant les successions. Ces communiens représentèrent au gouvernement la stérilité de leur sol, et combien rares étaient les propriétés un peu productives. Ils devaient, en général, tirer leur subsistance de la vente des bois de basse futaie. La mainmorte qui pesait sur eux les réduisait à la pauvreté, parce que ceux qui en étaient affranchis refusaient de s'allier à eux par mariage, vu que les mainmortables ne pouvaient ni jouir d'usufruits, ni accepter certaines successions. Touché de leur triste condition et de leurs plaintes, l'Etat adoucit le droit de mainmorte en le relâchant; il accorda au père, à la mère, au grand-père et à la grand'mère, aux frères et sœurs, petits-fils, petites-filles, beaux-fils et belles-filles et aux cousins germains, le droit de succession pour les meubles et immeubles, si les prénommés vivaient dans l'indivision des biens et ne tenaient point ménage séparé, ni ne vivaient sous leur propre autorité, à l'ouverture de la succession. Cette décision était éminemment propre à développer l'esprit et l'amour de famille en rendant celle-ci plus forte par l'harmonie des cœurs et l'union des bras et des volontés. Mais, s'il y avait déjà séparation de famille à l'ouverture de l'héritage, les immeubles du décédé sans enfant légitime revenaient aux sept dizains, c'est-à-dire que la mainmorte reprenait ses droits

¹ De Rivaz : opera historica.

² Ibidem.

pourvu, cependant, que les biens délaissés fussent sur le territoire de la commune. Quant aux meubles, dans le même cas, ils étaient dévolus aux plus proches parents du défunt, jusqu'au quatrième degré inclusivement, à la condition que les dettes du décédé fussent acquittées sur la valeur de ces meubles, et que le conjoint survivant reçut la moitié des meubles avec la charge de la moitié des dettes, les charges et honneurs, sauf les droits de tierce partie. S'il n'y avait pas de conjoint, les héritiers succédaient à ces droits et charges¹.

Quelques années plus tôt (1567), la commune de Riddes avait reçu de l'évêque de Riedmatten la confirmation d'un privilège qu'elle tenait des ducs de Savoie, au sujet du mode de succession². Dans le Haut-Valais, les communes cherchaient aussi à racheter les droits que des seigneurs possédaient encore sur leur territoire. Ainsi, en 1568, 12 janvier, Mœrell et Grengiols acquirent de Nicolas Walker le majorat qu'il possédait par droit héréditaire. L'évêque avait consenti à cette remise qui l'intéressait³.

A ce travail intérieur et pacifique de l'Etat et des communes vont succéder des préoccupations plus graves. Le bruit des armes retentit de nouveau ; le Valais s'apprête à rentrer dans le Chablais où il est appelé encore une fois. Charles-Emmanuel de Savoie avait succédé (1580) à son père Emmanuel-Philibert, dit Tête de fer, le grand capitaine qui, par le traité de Lausanne (30 oct. 1564) conclu avec Berne, avait cédé définitivement le pays de Vaud. Le nouveau duc, sollicité par la vieille noblesse de cette contrée, songeait à reprendre possession du territoire cédé. Une conspiration, dont le baron d'Hermance était l'âme, s'était formée pour introduire furtivement à Lausanne la troupe savoisiennne, s'emparer du château de Chillon par un hardi coup de main, et réoccuper le pays de Vaud. La trame, découverte à temps, fut pour les Bernois un motif de prendre les armes pour se prémunir et se venger. Ils y furent encore poussés par Nicolas de Harley, seigneur de Sancy, que le roi de France, Henri II, avait envoyé en ambassade extraordinaire aux Suisses pour obtenir une levée militaire, afin de pouvoir triompher des Guise, ces chefs de la Ligue, qui agissaient insolemment à son égard après l'avoir presque dépouillé de ses Etats. Sancy s'adressa à Berne pour agir plus efficacement près des Suisses confédérés de cette ville. Celle-ci hésita d'abord ; elle alléguait qu'étant menacée de voir son pays de Vaud envahi par l'armée ducale, elle s'exposerait en éparpillant ses forces quand, au contraire, il lui était nécessaire de les réunir et, en cas de besoin pressant, de pouvoir compter sur l'appui de ses confédérés. Mais l'habile diplomate français sut si bien prouver à Leurs Excellences de Berne, que le meilleur moyen de triompher du duc de Savoie était de fournir au roi son maître la levée demandée, qu'il obtint 12,000 hommes.

En accordant cette levée dans ses bailliages allemands et ceux du pays de

¹ Arch. Odet, citées par de Rivaz dans ses : *Opera historica*.

² Arch. de l'Etat.

³ Arch. de la famille Roten, à Rarogne, citées par de Rivaz.

Vaud, Berne avait posé la condition que ces troupes seraient employées d'abord contre les Etats de Son Altesse de Savoie limitrophes de Genève et Vaud, et seraient commandées par le seigneur de Sancy. Les mêmes troupes serviraient à reconquérir les balliages de Gex, Ternier et du Chablais, et ne pourraient être occupées à aucun autre service, avant que les troupes ducales n'en fussent expulsées. Sa Majesté s'engageait à remettre en toute souveraineté à la ville de Berne les trois susdits bailliages. Les cantons protestants de Glaris, Bâle, Schaffouse et Grisons, même le catholique Soleure suivirent l'exemple des Bernois. Deux cent dix-sept cavaliers de Vaud et deux mille du roi de France s'unirent à cette armée dès son arrivée à Coppet, où était parquée l'artillerie de Berne. Arrivé à Genève, Harlay fit la revue de ses troupes divisées en quatre régiments; puis il entra en Savoie¹. L'habile général diplomate avait eu l'adresse d'enrôler un corps de Valaisans; ce qui le prouve, c'est sa lettre du 27 avril 1589, adressée de Genève à l'évêque de Sion, qui avait manifesté ses doutes sur l'emploi de cet enrôlement:

Monsieur le Révérendissime, j'ai entendu par Messieurs vos ambassadeurs ce qui vous a plu me faire proposer. A quoy je vous prie croire que j'auray tel esgard qu'aucun de vos voisins n'aura occasion de se plaindre que vos gens ayent esté employés pour luy mal-faire, si ce n'est que pour passer vers le roy nous soyons contraincts nous faire le chemin par force. M'assurant que vous ne nous avez pas octroyé vos hommes pour demeurer dans le pays, ains (mais) pour aller servir Sa Majesté et nous opposer tous ensemble à ceulx qui nous en voudroient empescher. En quoy certes vous avez faict si bon office au Roy qu'il a toute occasion de le recognoistre à tout jamais en ce que vous aurez besoing de luy².

Sancy assure que les Valaisans ne seront pas employés contre le duc Charles-Emmanuel; mais il est fort douteux qu'il les ait gardés oisifs à Genève ou sur une place quelconque pendant qu'il emportait les unes après les autres les positions du Chablais. Le 25 avril, il s'était déjà emparé de Thonon, et le 5 mai il écrivait à Polier, secrétaire de l'ambassadeur de France, à Soleure:

Il ne nous reste plus rien en tout ce pays à prendre que Ripaille, duquel encore, avec l'ayde de Dieu, j'espère rendre bon conte deux jours après l'arrivée de l'artillerie que j'attends de Berne et de Genève. Les chasteaux de Thonon, de Balaison, d'Yvoire, d'Alinges, Bazilly et la tour de Concise se sont rendus, dont je vous ay bien voulu advertir afinque les Valaisiens regardent à leur faict, suyvant ce que cy devant je vous ay escript³.

Sancy promettait ou affirmait selon sa convenance et sans trop s'inquiéter de sa parole donnée, comme il lui arriva plus d'une fois dans cette première expédition et celle de 1591.

Dès que les Valaisans eurent appris l'entrée du général français sur les terres du prince, ils jugèrent à propos de garantir leur pays en s'avancant eux-mêmes en armes jusqu'à la rive droite de la Drance près de Thonon. Ils

¹ Verdeil, tome II.

² Archives du Valais: Litteræ Sabaudiae.

³ Ibidem.



HILDEBRAND JOST, Evêque

Elu le 15 octobre 1613, décédé en mai 1638.

(Voir pages 182 et suivantes.)

voulurent même occuper la seigneurie de Massilly ; mais de Bons, juge mage à Thonon, écrivit (26 mai) à Jean In Albon, gouverneur valaisan à Evian, que Sancy et Guittry ne l'entendaient nullement ainsi, et que la lettre aussi bien que l'esprit des traités s'y opposaient, puisque cette seigneurie n'avait jamais été du ressort d'Evian, mais de Thonon. En outre, depuis l'occupation bernoise, en 1536, Massilly ayant constamment suivi la religion réformée, le seigneur de ce lieu ne voulait nullement appartenir au mandement d'Evian.

Les événements subséquents prouvent que les Valaisans en reprenant possession de ce mandement et des vallées d'Aulps et d'Abondance, s'étaient contentés de n'occuper militairement que la plaine où ils ne laissèrent même que peu de troupes. Ils ne crurent pas nécessaire de laisser longtemps un gouverneur à Evian, puisque le 22 juillet suivant, apprenant que les populations de ces contrées avaient à souffrir, et qu'il s'y commettait des désordres qui n'étaient point réprimés, l'évêque et la diète nommèrent derechef Jean In Albon gouverneur et lui enjoignirent de partir aussitôt pour Evian. Ils le chargent d'administrer et d'exercer la justice en leur nom et lui donnent plein pouvoir jusqu'à nouvel ordre, obligeant tous les employés et sujets de lui obéir comme à eux-mêmes¹. Les communes de ce mandement avaient supplié les Valaisans de venir à leur secours afin d'être préservées des horreurs de l'incendie et du pillage.

Le commandant des troupes duciales, que Sancy avait refoulées, ne connaissant pas le motif qui avait fait agir les nouveaux libérateurs, inquiétait les populations qui s'étaient réfugiées sous leur protectorat. Les Valaisans ne purent tolérer ces vexations et s'empressèrent de lui apprendre qu'ils n'avaient occupé cette contrée que pour les conserver à leur maître.

Sachez, lui écrivirent-ils le 23 juin, que touchés de compassion à la vue des larmes des populations d'Evian, de la vallée d'Abondance et des localités circonvoisines qui allaient être envahies par l'armée royale, nous avons accepté d'en prendre la défense. Nous l'avons fait d'autant plus volontiers que le baron d'Hermance nous avait assuré qu'en le faisant, nous serions très agréables au Sérénissime duc qui se trouve accablé en ce moment de toute manière. Maintenant, par amitié et à cause de l'alliance qui nous unit, nous vous prévenons que vos soldats qui sont en garnison dans la vallée d'Aulps font, sans motifs, de continuelles excursions sur les terres de nos clients de la vallée d'Abondance, qu'ils les molestent, dévastent leurs terres, pillent leurs troupeaux sur les montagnes et qu'ils ne leur laissent aucune sécurité si nous ne leur envoyons de la troupe : ce que nous n'avons point voulu mettre à exécution jusqu'à ce jour, ni ne le ferons que pressés par la nécessité de protéger ceux qui se sont confiés à nous avec l'agrément de leur souverain. Nous vous prions donc d'empêcher vos soldats de traiter ainsi des gens inoffensifs ; si vous ne le faites, nous nous plaindrons près de votre maître et nous porterons nous-mêmes un remède à ces excès. De notre part, nous serons attentifs à ce que personne ne moleste les vôtres².

La preuve que par cette occupation les Valaisans n'avaient réellement d'autre but que de se garantir et conserver au prince son héritage, c'est que, aussitôt après, ils députèrent vers lui pour le rassurer et lui certifier qu'ils

¹ Arch. de la ville de Sion, tir. 88.

² Archives de l'Etat : Traités et correspondance avec la Savoie.

étaient prêts à lui remettre ce mandement dès qu'il le voudrait. Ils affirmèrent qu'ils avaient voulu seulement empêcher les Bernois et les Français de pousser leur conquête trop près d'eux. En conséquence les meilleurs rapports continuèrent.

Après sa rapide expédition, Sancy partit avec sa petite armée pour voler au secours de son roi, qui le pressait de le rejoindre. Il n'avait laissé dans le Chablais que peu de troupes, trop faibles pour conserver cette conquête. Berne craignit le retour de celles de Charles-Emmanuel et s'empressa d'envoyer un renfort; ses compagnies furent placées sous le commandement du colonel d'Erlach.

De son côté, le Valais, fidèle ami du prince, lui offrit pendant l'été d'occuper encore la vallée d'Aulps, s'il le désirait. Le duc remercia ses alliés *du zèle et de l'affection* qu'ils avaient pour lui.

Quant à l'offre, continua-t-il, que vous nous faites pour l'assurance de la vallée d'Aulps, en cas de besoin, nous vous disons que nous espérons ou soit par la voye douce ou par celle des armes et moyens que Dieu nous a donnés avoyr raison des attentats qui ont esté faicts contre nous et notre autorité; et, selon que les affaires seront acheminant, nous vous en advertirons ¹.

Dans le creuset de l'épreuve, le duc sentit le prix de l'amitié véritable et du dévouement des Valaisans. Aussi, l'année suivante, envoya-t-il les seigneurs Jérôme de Lambert, baron de Ternier, et Charles de la Rochette, président du sénat de Chambéry, renouveler l'alliance avec eux. La solennité en eut lieu le 16 décembre 1590² au château de la Majorie. Après un exorde où l'on se félicite mutuellement des heureux effets des traités de 1528 et 1569, on déclare que ces deux traités sont conservés dans leur intégrité et qu'ils serviront de base pour l'explication et la solution des difficultés qui pourraient naître. Pour cimenter les bons rapports existants entre les deux Etats, l'évêque de Sion, le bailli et les députés des dizains cèdent, donnent et remettent aux ambassadeurs de Son Altesse la moitié du corps de saint Maurice, chef de la légion thébéenne et son épée, reliques qui étaient conservées dans l'église du monastère de Saint-Maurice d'Agaune. « Et afin que cette tradition se fasse d'une manière « convenable et sûre, dit l'acte, l'évêque et la diète y enverront un ou plusieurs « des magnifiques seigneurs, baillis ou députés qu'ils auront désignés. »

A son tour pour prouver sa bienveillante affection, le Sérénissime prince cède à l'Etat du Valais, à perpétuité, tous les fruits, rentes et provenances du val d'Illiez, quels qu'ils soient, dépendant du prieuré de Ripaille près Thonon, avec promesse d'envoyer dans les six mois, les titres, documents, reconnaissances et droits quelconques. Il s'engage à obtenir de Rome la ratification de cette donation, et de plus, de payer la somme de deux mille écus d'or dont la

¹ Arch. de l'Etat.

² Selon l'ancien style du calendrier.

moitié au 15 août 1590, et le reste à la même date de l'année suivante, avec adjonction de trois livres ducaux pour chaque jour de retard. Cette somme était livrable sur la place d'Evian et tous les frais à la charge du prince¹. Les ravages que l'hérésie faisait en Valais, dit Boccard, avaient fait craindre au pieux chef de la maison de Savoie que les reliques de saint Maurice, patron de ses Etats, ne fussent un jour profanées ou brûlées par les prétendus réformés. C'est ce qui l'avait décidé à en faire l'acquisition. Il aurait voulu posséder le corps entier du héros martyr, mais les Valaisans ne consentirent qu'à la cession de la moitié. Les sacrées dépouilles extraites de la chässe et remises à l'évêque d'Aoste furent reçues à Turin avec la plus grande solennité le 13 janvier 1591, jour auquel on célèbre encore aujourd'hui la fête de ce saint dans les anciens Etats.

Il existe une autre preuve authentique de la dévotion des ducs envers saint Maurice : c'est le précieux reliquaire d'argent ou la statue équestre de cet illustre martyr qu'Emmanuel-Philibert avait envoyée à l'abbaye d'Agaune, en l'accompagnant de la lettre suivante adressée aux religieux de ce monastère :

Révérands, Vénérables, très chers, bien aymés et dévots hommes de prière.

Pour la singulière dévotion que nous avons toujours eue pour Monsieur saint Maurice, protecteur de notre maison, nous avons entre autres choses fait faire une sienne image en argent, laquelle vous sera présentée de notre part par le chevalier Don Humbert Lostan... pour estre mise en votre église, à laquelle nous l'avons dédié; vous priant d'avoir souvenance de nous en vos prières et oraisons... De Turin, le 21 décembre 1577.

Votre bon amy: EMMAN.-PHILIBERT.

Berne et les protestants de la Suisse, voyant que la politique et les événements en France ne marchaient pas au gré de leurs désirs, eurent un moment de crainte. Ils auraient voulu aplanir les difficultés existant entre la Savoie et Genève. Berne surtout craignait toujours de voir le duc ramené dans le pays de Vaud par des événements fortuits et favorables. Les cantons réformés préparèrent une conférence à Saint-Maurice le 28 juin 1590. Charles-Emmanuel y envoya deux représentants; Genève, Berne, Bâle, Zurich et Schaffouse y étaient. Quelques députés proposèrent la renonciation de la maison de Savoie à toute prétention sur Genève et à tout ce qui pouvait inquiéter cette ville. Cette conférence n'eut aucun résultat. De là les représentants du duc se rendirent à Sion pour obtenir la levée de quelques compagnies et un passage de troupes de leur prince; mais l'ambassadeur français les avait prévenus et fait avorter leur projet². Ce ne fut pas sans motif; car l'année suivante le seigneur de Sancy allait reparaitre en Savoie et y tout bouleverser.

Les Bernois avaient soutenu Genève révoltée contre le duc; mais dès qu'ils virent les affaires de celui-ci prendre une meilleure tournure et le roi de

¹ Archives de Valère. Traités divers.

² Zur Lauben et Boccard.

France peu en état de soutenir les intérêts de cette ville et surtout de favoriser leurs vues ambitieuses, ils changèrent de politique. Craignant, cette fois, de perdre même le pays de Vaud, ils sacrifièrent Genève par le traité qu'il firent à Nyon avec Charles-Emmanuel. Voyant l'indignation qu'ils avaient soulevée parmi leurs coreligionnaires et même leurs populations, qui de toute part réclamaient contre l'abandon de Genève, Leurs Excellences furent contraintes, bien à contre cœur, de déclarer non avenue la convention de Nyon. Elles envoyèrent quelques troupes au secours des Genevois; mais les chefs de cette expédition, connaissant les dispositions réelles du Conseil de Berne, ne poussèrent que fort mollement leurs opérations militaires contre le duc en Savoie.

Henri IV venait enfin de monter sur le trône de France, après l'assassinat de son prédécesseur. Il envoya le général Lurbigny à la tête de quelques milices pour secourir Genève. Harlay de Sancy, dont le généreux dévouement avait rendu le trône à son roi, arriva lui-même peu après à la tête des compagnies suisses, qu'il avait conduites en France et renouvelées encore dans le courant de novembre. Autant Berne avait tergiversé jusqu'à ce jour, autant l'arrivée de Sancy lui imprima-t-elle de vigueur pour pousser maintenant énergiquement les opérations en Savoie. Deux mille hommes furent recrutés et joints aux corps français. Sancy et son collègue Guitry envahirent bientôt le Chablais et le Faucigny à la tête de ces bataillons, « semblables, dit Vuillemin, à ces nuées de sauterelles qui ne laissent derrière elles qu'un sol sans verdure. Tout fut enlevé. » Ces bandes de pillards ne respectèrent pas même la frontière valaisanne. A leur approche, le gouverneur de Monthey, Martin Jost, écrivit à leur chef pour se plaindre des déprédations auxquelles ils se livraient. Il en reçut cette réponse datée d'Evian le 17 février 1591 :

« Monsieur, j'ay reçu votre lettre, par laquelle vous m'exhortez à l'entretènement de l'alliance que Messieurs de Valaix ont avec le roy de la couronne de France, et priez d'empescher que nos soldats ne courent jusques au dict païx de Valaix. C'est chose qui n'a esté du tout faicte, comme le chastelain de Saint-Gingoux qui est icy tesmoignera toujours; car nosdicts soldats n'ont passé et couru si avant que le dict Saint-Gingoux qui est le vesin du païx de Valaix, et n'ayant esté jusques là, ils ne peuvent, ce me semble, avoir faict aulcune chose au préjudice de la dite alliance. Aussi ne le voudrions nous permettre et ne l'endurerons nullement, pour le desir que nous avons de la conserver et entretenir en son entier et tant qu'il nous sera (possible). Mais comme cela est nostre intention, je vous prie aussi que de vostre part, telle soit la vostre, selon que j'espère qu'aussi sera telle.

Vostre bien affectionné à vous faire plaisir et service,

SANCY¹. »

Ce qui prouve combien Sancy était peu véridique, tout au moins combien il s'inquiétait peu de réprimer la rapacité de ses mercenaires, c'est que, dès le lendemain, lui et son collègue Guitry écrivirent du même lieu à l'évêque de Sion, pour lui annoncer tout le contraire. Citons encore cette lettre, dérisoire dans le fond, comme on le verra, et plus digne d'un chef de bandits que d'un général ex-ambassadeur.

¹ Arch. de l'Etat : Litteræ Sabaudie, n° 121.

« Il ne nous pouvait rien arriver à plus grand desplaisir que d'entendre que nos gens de guerre alassent fourrager vostre paix. A quoy nous pensions avoir preveu par les deffenses expresses que nous en avions faict. Mais le malheur a voulu que quelques Savoyards, lesquels cy devant avaient servi l'ennemy, s'estant mis dedans noz troupes, ont convié quelques ungs de nos soldats des moins advisés, d'aller à Saint-Gingoux, auquel lieu ils leur persuadèrent que tout le bien de ceulx d'Evian estoit retiré. Ils ont esté, et ont pillé le village dont nous avons eu, comme dict est, un extrême regret. Mais ne pouvant empescher que le mal n'aye esté faict, au moins ferons-nous tout ce qui sera possible pour le réparer, dont nous n'avons voulu faillir de vous advertir incontinent. Nous faisons mettre tout le butin à part, et avons mandé quérir le chastelain du dict Saint-Gingoux, pour regarder s'il reste quelque chose afin de les faire restituer; et quant aux malfacteurs nous faisons estat de les vous envoyer pour en faire faire vous-mêmes la justice, afin de ne rien obmettre de ce qui vous peulx asseurer que ce qui a esté faict, a esté contre nostre volonté... Mais afin que tel désordre n'arrive cy après par les garnisons que nous sommes résolu de laisser dans les places, et mesmes en ceste ville, pour la conservation d'icelle, nous sommes résolu de vous remettre la dicte ville entre vos mains, s'il vous plaist d'envoyer par deça homme exprès qui aye charge d'en traicter. ¹ »

Le même jour, Guitry et Sancy écrivaient dans le même sens *aux baillis et paysans du païs de Valaix*².

Le 24 février, le bailli envoya aux deux commandants français une lettre dont la teneur est inconnue, mais sur laquelle nous avons certains détails par une troisième missive du 28 du même mois, que ces chefs firent parvenir au bailli. L'Etat ne s'était point prononcé sur l'offre qui lui avait été faite d'occuper Saint-Gingolph. On le presse de se décider, afin que les Français sachent ce qu'ils ont à faire, et on annonce qu'on a fait arrêter les capitaines des compagnies qui s'étaient livrées au pillage et avaient violé le territoire valaisan. Mais, comme on devait s'y attendre, il ne fut plus question de les livrer à la justice valaisanne. Pour mieux éluder les promesses précédentes, on allègue cette fois que les quelques Savoyards qui avaient servi de guides à la troupe, s'étaient évadés dès qu'ils eurent aperçu l'ennemi. On sollicite les Valaisans d'occuper non seulement Saint-Gingolph, mais tout le territoire qu'ils avaient eu précédemment. Il est facile de croire que les deux commandants aient eu réellement l'intention de cette cession, car ils n'auraient remis qu'un pays en partie dévasté et qu'on devait dépouiller et ruiner complètement avant de l'abandonner³.

L'autorité supérieure du Valais avait apprécié à leur juste valeur les propositions et les assurances prodiguées : elle n'accepta point les offres.

Le gouverneur de Monthey n'était pas resté inactif durant ces événements; il avait soigneusement surveillé les mouvements de ces bandits. Le 28 février, il avait informé l'évêque de la protestation expédiée à Sancy contre toute violation de territoire et les dommages qui pourraient être causés aux populations de sa juridiction; que Sancy avait répondu *par de belles paroles et avait été riche en promesses sonores*; et que; ce nonobstant, ses soldats avaient

¹ Arch. de l'Etat : Litteræ Sabaudie, n° 121.

² Ibidem, n° 110.

³ Ibidem, n° 117.

envahi et pillé toutes les maisons de Saint-Gingolph, quoiqu'une partie de ce village fût sur le territoire du canton. Martin Jost avait sollicité les instructions et directions dont il avait besoin dans ces conjonctures. Il avait ordonné à ses subordonnés de surveiller attentivement les belligérants et de l'informer exactement de tout événement¹.

L'empereur Philippe II, roi d'Espagne, avait envoyé quelques troupes en Savoie, au secours de son gendre, le duc Charles-Emmanuel. C'est pourquoi don Fernando, chef d'un de ces corps, écrivit le 1^{er} mars, de l'abbaye de Saint-Jean d'Aulps, où il se trouvait, à *Messieurs les Seigneurs du Valais*. Il dit avoir appris que Sancy et son collègue sont allés vers eux pour en obtenir l'autorisation de faire passer par leur territoire des troupes, qu'ils voulaient faire pénétrer en Savoie en les éparpillant dans les vallées voisines du canton. A cause de l'amitié qui existe entre les Valaisans et Sa Majesté catholique d'Espagne, puis de l'Alliance qu'ils ont avec le duc, il espère qu'ils n'accéderont point à une telle demande, puisque d'ailleurs, en l'accordant, ils ouvriraient leur pays à des bandits qui les pilleraient et causeraient les plus grands dommages, *comme ils ont fait par là où ils ont passé*. Il ajoute qu'il est là avec 1500 arquebusiers et 400 cavaliers « pour vous aller favoriser et leur empêcher tous les desseins qu'ils pourroient fère contre Son Altesse. » Il finit en annonçant qu'il fera avancer sa troupe au premier avis que les dits seigneurs lui feront parvenir².

Il est triste de voir que Sancy, l'habile diplomate si dévoué à son roi, joue maintenant le rôle de chef de bandits. Quelles que fussent les lois de la guerre, au seizième siècle, et bien que les soldats ne vécussent assez fréquemment que de rapine, faute de solde, il était déshonorant pour un ex-ambassadeur du roi de France de remplir le rôle de condottière. En effet, après avoir lâché ses bandes, Sancy simule l'innocent et proteste contre des malheurs qu'il n'a pas voulu épargner. Le 13 mars, le gouverneur de Monthey donnait connaissance à l'évêque et au bailli d'une lettre qu'il venait de recevoir du fameux général et du syndic d'Evian. Cette infortunée petite ville, selon le rapport de Jost, venait d'être pillée et ruinée; ses habitants et ceux de son arrondissement s'étaient enfuis sur le territoire valaisan, emportant ce qu'ils avaient réussi à soustraire aux pillards de Sancy. C'était par la vallée d'Abondance surtout qu'ils avaient cherché à sauver leurs vies et leurs biens. Les communes de Trois-Torrents, Val d'Illiez et d'autres lieux regorgeaient de fuyards qui, pleins d'effroi, venaient solliciter un abri. Les gens de cette vallée hospitalière, se souvenant que ces malheureux étaient encore leurs compatriotes vingt-deux ans auparavant, les reçurent avec compassion et empressement. Il n'était pas rare, écrivait le gouverneur Jost, de voir quatre ménages entassés dans des maisons qui n'en pouvaient contenir qu'un ou deux. Il propose au gouvernement

¹ Arch. de l'Etat : Litteræ Sabaudie, n° 116.

² Ibidem, n° 117.

la création d'une police secrète à cause *du grand nombre de garnements* répandus sur les terres occupées par les commandants français; puis il demande l'érection de colonnes en pierre destinées à faire facilement reconnaître la frontière des deux pays. La lettre qu'il avait reçue d'Evian était une supplique de ceux qui avaient abrité leurs avoirs sur son gouvernement et qui demandaient à pouvoir les rapporter chez eux¹. On comprend que ceux qui avaient si généreusement exercé les devoirs de l'hospitalité étaient loin de vouloir retenir les débris des avoirs de pauvres malheureux, qui allaient rentrer dans leurs foyers et leur pays ravagés.

Sancy, ayant gorgé ses bandits de butin, reprit bientôt le chemin de la France. Il avait causé tant de maux que les Genevois eux-mêmes, qu'il était venu délivrer, le virent s'éloigner sans regret, dit Vuillemin. A la vérité, il avait mis fin à la guerre, mais en ruinant les provinces d'où ses troupes tiraient leurs aliments. Durant plusieurs années, ce pays n'offrit plus que l'image d'un désert.

Au milieu de ces vives inquiétudes, de ces appréhensions continuelles depuis deux ans pour les populations frontières, des troubles politiques et des mouvements belliqueux chez leurs voisins de la Savoie, il était une chose dont les populations de la Suisse occidentale sentaient vivement le besoin depuis longtemps. C'était une convention entre les cantons intéressés pour fixer le taux auquel devaient être reçues chez eux les monnaies étrangères d'or et d'argent, et surtout remédier aux inconvénients des monnaies de billon de bas aloi. La première réclamation officielle fut présentée par les Vaudois, sujets de Berne. Sur l'invitation que Payerne adressa aux intéressés, il fut décidé que la conférence se tiendrait dans cette ville; elle y fut ouverte effectivement le 20 décembre 1592. Il s'y trouva les délégués de Berne, Fribourg, Valais, Genève et Neuchâtel. Ces cinq états fixèrent la valeur à laquelle chacune des pièces étrangères en circulation chez eux devait être reçue. Cette estimation fut exprimée en florins, gros et deniers, puis en batz. On établit aussi une règle uniforme pour la frappe des monnaies des cinq Etats à laquelle tous seraient tenus de se conformer rigoureusement. On convint que toutes les pièces étrangères, énumérées dans la liste qui en fut dressée, seraient irrévocablement mises hors de cours, si elles n'étaient selon la frappe convenue et admise. Pour sanctionner ces décisions, on statua que celui qui recevrait les monnaies à un plus haut prix que l'évaluation légale serait puni par la confiscation de la somme reçue, et celui qui les aurait livrées subirait le même châtiment. De cette confiscation, le tiers reviendrait à l'Etat, le tiers à l'hospice du lieu ou, à son défaut, aux pauvres de la commune, le reste appartiendrait au dénonciateur. Toutes les monnaies exclues ou non désignées dans la liste devaient être portées aux changeurs établis pour les recevoir².

¹ Arch. de l'Etat : Litteræ Sabaudise, n°s 113 et 114.

² Archives de Valère, liv. 63.

Toujours les meilleures relations avaient existé entre le canton et les ducs de Savoie, depuis le traité de Thonon. Les ducs retirèrent un grand profit de la capitulation militaire, signée le même jour. Les compagnies qu'ils levaient dans le pays leur rendirent de grands services dans les diverses guerres où elles furent employées et où elles se distinguèrent par la bravoure des soldats et l'habileté des chefs. Entre autres preuves de la bonne harmonie des deux nations et de la satisfaction que les princes de Savoie ressentaient du dévouement des Valaisans, citons un passage de la lettre que Charles-Emmanuel adressa à l'évêque et aux premiers magistrats du canton, le 2 décembre 1597 :

« Nous avons votre satisfaction d'autant plus à cœur que vous nous y obligez davantage par la démonstration de votre affection en notre endroit et par le mérite du service que nous font avec beaucoup de contentement les capitaines et soldats de votre nation qui sont à notre solde. » La satisfaction que le duc dit avoir à cœur de témoigner concerne la solde de 700 florins que, en vertu du traité de Thonon, les princes s'étaient engagés à payer annuellement, solde qui n'avait pu être effectuée depuis deux ans pour cause de dépenses extraordinaires. Son Altesse saisit cette circonstance pour recommander la maison hospitalière du Saint-Bernard, « à la conservation de laquelle, dit-il, nous nous affectionnons toujours, à l'imitation de nos prédécesseurs, et encore plus maintenant que le passage du Mont-Joux est très fréquenté. Votre protection est plus que jamais nécessaire à ce monastère. C'est aussi en votre considération que nous avons soutenu le prévôt dans les difficultés qu'on lui avait suscitées, aussi vous prions-nous de lui accorder ce qu'il vous demandera pour le bien de sa maison, puisque, outre le mérite qu'il y aura pour vous de favoriser l'hospitalité, vous nous serez en cela singulièrement agréables, et nous nous en souviendrons pour accorder à votre intercession ce que vous voudrez bien aujourd'hui accorder à la nôtre¹. »

Cette harmonie faillit être troublée en 1600 et 1603, à cause des difficultés que le Valais crut devoir opposer à la levée de quelques compagnies dont le prince avait besoin pour se prémunir contre la France. Cependant, ce désaccord momentané ne fut pas de durée, par suite d'heureuses et amicales explications, comme on le verra en son lieu.

¹ Arch. de l'Etat : Litteræ Sabaudie, t. I.





CHAPITRE V

DE 1599 A 1602

UNE traditionnelle amitié liait les Valaisans avec les peuples des Ligues grises, connues depuis sous le nom de Grisons. S'il faut en croire les Abscheids de la diète tenue à Loèche, en janvier 1600, le premier traité d'alliance entre les deux peuples daterait de l'épiscopat de Pierre d'Orons, qui occupa le siège de Sion de 1273 à 1287¹. Bien que l'on ne sache autrement que par des probabilités si cette alliance avait été renouvelée de temps à autre, il est certain néanmoins, et les Recès en font foi, que les articles qu'elle renfermait avaient toujours été religieusement observés. Quoi qu'il en soit, en 1599, les trois Ligues grises ayant exprimé leur désir de renouveler les engagements mutuels, des délégués du Valais se rendirent à Coire afin de s'entendre sur les modifications jugées opportunes. Le travail de cette conférence fut soumis aux conseils et aux communes des Ligues qui l'approuvèrent unanimement. Dans le courant de janvier 1600, celles-ci pressèrent les Valaisans de désigner le jour où l'on se réunirait pour signer le nouveau pacte, témoignant en même temps leur étonnement qu'on ne l'eût pas fait à la Saint-Martin passée, comme les commissaires des deux pays en avaient convenu. Ils auraient dû se rappeler cependant, comme on le leur fit observer, que l'époque précitée avait été fixée, non pour la signature, mais pour indiquer le temps où les Grisons devaient envoyer en Valais un messenger spécial pour faire connaître le résultat de la décision de leurs communes. Maintenant que ce résultat était connu, la diète allait

¹ Les Recès du 20 juin 1618 fixent à l'année 1282 la date de la première alliance.

aussi, de son côté, soumettre au peuple les articles du pacte, en réservant tout ce qu'il pouvait y avoir de contraire aux alliances avec les seigneurs de Berne et les sept cantons catholiques, ajoutant que ce serait aussi sans préjudice aux intérêts de la religion catholique, que le Valais voulait toujours se faire gloire de professer et de soutenir. Les trois Liges furent avisées d'envoyer un courrier aussitôt que le passage des montagnes serait libre, afin d'annoncer la date de l'arrivée de leurs représentants dont on désirait être avisé un mois d'avance.

Ces négociations entre cantons, ces précautions méditées que l'on prend, nous montrent combien nos pères étaient attentifs à sauvegarder tout ce qui pouvait porter atteinte à leur liberté, à leurs droits acquis. Nous parlons volontiers des conquêtes de la liberté, nous vantons notre liberté; cependant, comme républicains, nous ne possédons pas aujourd'hui la liberté comme le Valais, les Grisons et les cantons fondateurs de la liberté suisse la possédaient alors. Sans doute tout n'était pas parfait, ni à imiter chez nos aïeux, ils eurent des torts, tel, entre autres, celui de se créer des bailliages sujets, aux populations desquels ils auraient dû octroyer la liberté qu'ils avaient eux-mêmes conquise au prix de leur sang. Plusieurs cantons eurent ainsi leurs sujets, comme les sept dizains eurent les leurs de la vallée de Lietsch et du Bas-Valais; mais cette anomalie pour des républicains ne détruisit point le fait de l'existence de l'ancienne liberté plus réelle et plus parfaite que la moderne. En Valais, les députés réunis en diète n'étaient que des mandataires des communes, chargés de préparer et d'élaborer les matières ou les questions; ils ne pouvaient rien terminer d'eux-mêmes : les communes seules étaient souveraines, le peuple seul prononçait en dernier ressort et autorisait ses représentants à exécuter ce qu'il avait approuvé. La diète, à vrai dire, n'était qu'un corps exécutif ou ce que nous appelons aujourd'hui un conseil d'Etat; c'est ce qui nous explique pourquoi elle était alors convoquée beaucoup plus fréquemment que de nos jours. Ce système politique occasionnait bien des retards par sa lenteur, mais sa marche n'en était que plus sûre. Le peuple, et surtout un peuple campagnard et alpestre, connaît généralement mieux ses intérêts que des gens qui ne sont pas de sa condition et n'éprouvent pas ses besoins. Il est des questions où le peuple peut facilement se tromper faute de connaissances techniques; mais cette république populaire n'exclut ni les talents, ni les études, ni le choix d'hommes éclairés. Le bon sens populaire peut être surpris ou faussé, mais cet état n'étant pas normal ne durera pas. La multiplicité des lois indique avant tout l'imperfection du législateur obligé de retoucher et souvent de changer son œuvre, tandis que la durée d'une constitution est la preuve de la satisfaction des besoins et des intérêts publics. Un peuple gouverné par des avocats compte ses lois par milliers; celui qui se régit par lui-même en a peu et de fort bonnes.

Le projet de rénovation d'alliance avec les Grisons avait éveillé l'attention

des cantons catholiques de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Fribourg et Soleure. Unis eux-mêmes au Valais par des serments solennels qui devaient se renouveler tous les dix ans, ils lui députèrent Henri Lamberger, ancien avoyer de Fribourg. Il était chargé de demander le renouvellement du serment décennal, qui aurait dû avoir lieu à Fribourg l'année précédente, et en même temps un sursis à la conclusion du pacte avec les Liges grisonnes. Les cantons désiraient que leur délégué visitât toutes les communes du Haut-Valais pour les informer de leur manière de voir. La diète ne voulut pas accéder à ce désir, parce que, dit-elle, ce procédé était contraire aux institutions du pays et insolite. Lamberger avait pour dernière instruction d'obtenir une copie de l'alliance à renouveler avec les Liges. Les deux dernières demandes des cantons catholiques cachaient un motif religieux. Ceux-ci n'ignoraient point les menées secrètes de Berne, Zurich et autres cantons réformés pour implanter la nouvelle doctrine en Valais. Ils insistaient spécialement auprès des hauts magistrats pour la rénovation de l'alliance, afin de fortifier en eux le sentiment de la conservation de la foi antique. La visite que leur délégué devait faire dans les communes avait pour but d'examiner les dispositions religieuses de ces populations. Puis, les Grisons ayant en partie embrassé le protestantisme, les cantons voulaient s'assurer, en demandant copie de l'alliance, si celle-ci ne contenait rien de dangereux sous le rapport religieux. Les observations qu'ils présentèrent au Valais dans le courant de juin confirment pleinement ce sentiment. D'ailleurs, une alliance avec un Etat réformé pouvait, dans certains cas, occasionner de graves inconvénients confessionnels pour le Valais et devenir préjudiciable aux cantons catholiques confédérés.

Il était encore arrivé d'autres commissaires des cantons pour travailler au même but.

Voyant toutes ces difficultés, les Valaisans envoyèrent Pétermann de Platéa, châtelain de Sion, auprès des Grisons, pour les instruire des obstacles survenus et renvoyer à plus tard le jour de la signature de l'alliance, qui avait été fixé au 9 ou 10 juin. On décida de soumettre la question à l'assemblée, ou diète fédérale, et de s'en tenir à sa décision. Les cantons catholiques prétendaient qu'un article de la première alliance conclue en 1417 entre Lucerne, Uri et Unterwald, avec les dizains de Brigue et Viège, s'opposait à ce que le Valais contractât avec d'autres villes, seigneurs ou Etats sans le consentement préalable des alliés; que ces engagements réciproques avaient été ratifiés le 12 mars 1529 par l'évêque, son chapitre, la diète cantonale et les cantons de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zoug et Fribourg, et en 1593 encore par les mêmes, auxquels cette fois s'ajouta la sanction de Soleure.

A ces raisons, le Valais opposa les siennes, qui ne paraissaient pas moins évidentes; il allégua les alliances conclues entre les divers cantons, les traités avec la France, la Savoie et les ducs de Milan, sans que jamais un canton eût songé à opposer aux contractants le défaut de consentement des alliés. Le nœud

gordien de toute cette discussion était le mot que les cantons catholiques n'osaient prononcer, de crainte d'aigrir les magistrats valaisans les plus influents, ce mot était : la *Réforme*, dont l'hydre levait hardiment la tête sur les bords du Rhône.

Ces débats eurent lieu vers la fin d'avril de l'an 1600.

Enfin, la diète fédérale réunie à Baden, le dimanche après la Saint-Jean-Baptiste, aplanit toute difficulté en recourant à la douceur et à la persuasion. Les alliés catholiques cessèrent leur opposition et les Valaisans avisèrent les Grisons que le pacte serait renouvelé et juré à Sion, au commencement d'août. Au mois de juillet, en diète tenue à Loèche, on convint du mode de réception de la députation des Grisons et des honneurs qui lui seraient rendus sur le territoire de la république. Tout arriérés que nous aimions à croire nos pères, les détails de cette réception nous prouvent qu'ils s'y entendaient aussi bien que leurs descendants du XIX^m siècle, et même qu'ils les surpassaient en courtoisie et en généreuse hospitalité. Laissons parler les Abscheids :

« Comme il est à présumer que les délégués des trois Liges passeront la nuit à Urseren (Uri), il est décidé que le banneret de Conches enverra à la frontière une estafette qui l'avisera promptement de leur approche. Le même banneret choisira six hommes des plus notables de la vallée pour se porter, en compagnie de plusieurs autres notabilités, à la rencontre de la députation jusqu'à la frontière du pays et l'y recevoir au nom de la république en lui offrant le vin d'honneur. Ces six notables accompagneront la députation jusqu'à Sion, afin d'y assister au renouvellement d'alliance; les autres ne viendront que jusques à la limite de leur dizain. A cette limite se trouveront les représentants de Brigue qui procéderont de la même manière, et ainsi fera-t-on de dizain en dizain jusqu'à Sion. »

La munificence des réceptions n'empêchait pas nos aïeux d'établir l'ordre dans les dépenses et de prévenir les prodigalités inutiles et les abus :

« L'expérience ayant prouvé, continuent les Abscheids, que en pareilles circonstances, des frais exorbitants ont été faits, par défaut de prévoyance et d'entente — ce qui a provoqué de graves mécontentements — afin d'obvier à de semblables dilapidations, on désigne le châtelain Georges Lergien et Sébastien Zuber qui feront en tous lieux un convenu équitable avec les hôteliers chez lesquels descendront, soit la députation des trois Liges, soit nos propres députés composant sa suite d'honneur. Quant aux autres faux frais, provenant d'honnêtetés ordinaires à rendre, chaque dizain les remboursera à ses maîtres d'hôtel. »

A ces mesures d'honorable économie des deniers du peuple succèdent les attentions particulières envers la députation grisonne :

« Il est recommandé aux juges de dizain de choisir, chacun dans le sien, des hôtels où ladite députation soit en repos, et de pourvoir à ce qu'elle soit reçue convenablement, avec décharges, vin d'honneur et autres honnêtetés et délassements; car mieux on la recevra, plus il en rejaillira de considération sur notre patrie. La solennité du serment d'alliance terminée, trois députés par dizain accompagneront la députation jusqu'à Saint-Maurice, parce qu'il est à croire qu'elle s'en retournera par cette voie. Les hôteliers dans le pays sujet (Bas-Valais) seront aussi prévenus par les commissaires de se pourvoir convenablement pour la bonne réception de la députation. »

Arrivée à Sion, la députation se présenta le 4 août devant la diète au château de la Majorie. Ce jour se passa à modifier quelques articles et à rédiger l'acte d'alliance dont un exemplaire fut remis à chacun des deux Etats, et ensuite à chaque dizain. Le lendemain eût lieu la prestation solennelle du serment.

L'évêque et le vénérable chapitre ne prirent aucune part à ce renouvellement d'alliance; dès l'ouverture des négociations, ils avaient publiquement déclaré qu'ils s'abstiendraient. Le motif de leur refus est facile à comprendre.

Les frais occasionnés au pays en cette circonstance s'élevèrent à 582 écus bons, soit 2000 fr. 70 cent. en monnaie moderne. De cette somme, 200 écus furent mis à la charge des gouvernements de Saint-Maurice et Monthey, le surplus fut à la charge de l'Etat; c'est-à-dire que le Bas-Valais dut payer un peu plus du tiers de la somme totale et contribuer encore au paiement du reste.

En mars de la même année, pendant que les Grisons étaient en pourparlers d'alliance avec la république valaisanne, celle-ci reçut de la diète fédérale, à Baden, communication d'une dépêche de l'ambassadeur de France à Soleure, demandant au nom de son roi de renouveler aussi avec les Suisses et leurs alliés la capitulation de 1582. Le message des treize cantons faisait connaître leur décision à ce sujet. Ils avaient informé Sa Majesté qu'ils étaient disposés à accéder à son désir aussitôt qu'elle aurait soldé aux cantons les arrérages des pensions dues en vertu des traités, et à leurs capitaines les sommes qui leur revenaient pour les troupes qu'ils avaient fournies. Comme la communication était un peu tardive pour convoquer une diète extraordinaire qui occasionnerait des frais onéreux, on jugea plus opportun de nommer deux délégués munis des instructions de l'Etat, qui se rendraient près des confédérés pour s'entendre avec eux.

Les événements ne permirent point de donner immédiatement suite à cette affaire. Une nouvelle invasion de l'armée française en Savoie avait refoulé celle du duc dans la vallée d'Aoste et le Piémont. Henri IV, qui depuis longtemps convoitait le pays de Bresse, mit en avant ses prétentions sur le marquisat de Saluces, dont François I^{er} s'était emparé en 1529, mais que Charles-Emmanuel avait repris en 1588. La Bresse, le Bugey et le pays de Gex appartenaient alors à la maison de Savoie. En 1595, Henri IV, voulant terminer les démêlés qu'il avait avec le duc, lui avait offert la cession du marquisat de Saluces pour son fils aîné, mais à la condition qu'il s'en reconnaîtrait vassal de la couronne de France : ce que Son Altesse refusa absolument¹. Plus tard, le duc avait offert au roi « l'entière rémission du marquisat, telle qu'il avait voulu ». Il se plaignit aux Suisses des artifices dont ses ennemis usaient à son égard en ne craignant point de défigurer toutes ses intentions, et de l'accuser sans cesse de pêcher en eau trouble². Charles-Emmanuel n'était pas exempt de

¹ Alt : tome X.

² Archives de l'Etat du Valais : Lettre du duc en réponse à celle des treize cantons réunis à Baden.

défaut, sans doute, mais comme il était haï des protestants à cause de son zèle à soutenir la foi catholique, les hérétiques et leurs écrivains ont eu soin de nous présenter ses défauts à travers leurs plus fortes loupes. Le baron d'Alt, malgré ses sentiments catholiques, se montre lui-même un peu crédule à cet égard et laisse trop facilement surprendre sa bonne foi. L'étude consciencieuse de la correspondance du prince et des documents authentiques, plutôt que les affirmations légères d'historiens souvent intéressés, nous présentent la cause de Charles-Emmanuel sous un jour plus favorable. Elle nous fait aussi voir chez le légendaire, *spirituel* et *bon* Henri IV des défauts et des torts que l'on a eu soin de dissimuler ou de couvrir sous le voile du silence. Le duc cherchait à extirper l'hérésie de ses états, tandis qu'en voulant satisfaire ses vues politiques, le roi de France servait assez bien les intérêts du protestantisme.

A la nouvelle de l'ouverture des hostilités entre les deux princes, le Valais craignait une violation de son territoire; il prit aussitôt les précautions que lui suggérerait la prudence. « Il ignorait les intentions et les projets d'Henri IV et ceux que pouvaient avoir d'autres potentats ses voisins. ¹ »

La diète se trouvait réunie en août pour jurer l'alliance avec les Grisons; elle s'empressa d'ordonner la mise sur pied de 3100 hommes et de pourvoir à tout ce qu'il fallait pour l'entrée en campagne s'il était nécessaire. Les bannières d'Entremont, Saint-Maurice et Monthey eurent à fournir 900 hommes. Un commissaire fut chargé de l'établissement et de la surveillance des signaux de jour et de nuit. Dix quintaux de plomb furent commandés à la fonderie de Mœrell, outre celui qu'il y avait dans les dépôts des dizains et des bannières du Bas-Valais. Bientôt les compagnies furent organisées, mais elles ne furent mobilisées que dans le courant de l'automne. Des postes de surveillance furent placés au col du Grand Saint-Bernard, à la Forclaz de Martigny, à Saint-Gingolph et aux divers passages-frontières. Des hommes spéciaux, comme par exemple celui qui fut envoyé à Saint-Maurice, devaient observer les passagers et se tenir le plus possible au courant des événements, afin de renseigner le gouvernement.

Pressé par son adversaire, le duc demanda au Valais la levée de deux compagnies et d'user de la faculté de faire passer par le territoire de la république les troupes concentrées dans la vallée d'Aoste pour les diriger sur la Savoie, afin de la délivrer de l'occupation française. Cette demande était fort embarrassante. Il existait des traités avec les deux belligérants; secourir l'un, c'était mécontenter l'autre. Puis, la diète fédérale avait décidé à Baden que, vu les mouvements militaires aux frontières de la Confédération et le danger de guerre, les cantons n'accorderaient de secours à aucun prince allié et se tiendraient en garde chez eux pour être prêts à voler à la défense de la patrie. Après

¹ Absch. de 1600 à 1605; Arch. de Sion.

mûre réflexion, l'Etat résolut d'envoyer le bourgmestre de Sion, Jean Supersaxo, vers le roi de France, qui alors devait être en Savoie, pour l'engager à faire la paix avec le duc. L'envoyé avait à lui représenter que si cette guerre continuait, ses concitoyens auraient grandement à en souffrir, et que si la médiation du Valais pouvait lui être agréable, celui-ci s'y emploierait avec zèle et empressement. En cas de refus de cette intervention, la France ne devait au moins pas s'offenser de la concession de passage aux troupes de Charles-Emmanuel. Cette décision, prise au commencement de septembre, fut aussitôt mise à exécution. Un délégué fut ensuite envoyé aux Confédérés pour les instruire de ce qu'on avait fait et se recommander à leurs conseils pour l'avenir.

Au 1^{er} octobre, Jean Supersaxo, revenu de sa mission, annonçait au gouvernement qu'Henri IV ne consentait nullement à la concession du passage, qu'il avait protesté avec vivacité que le duc était la cause de cette guerre, et qu'il réclamait lui-même des Valaisans l'exécution des traités qui les unissaient avec la couronne.

La position du gouvernement devenait toujours plus épineuse et délicate. Il envoya une légation au duc pour l'assurer qu'il était animé des meilleurs sentiments à son égard et disposé à observer l'alliance, mais que sa bonne volonté était paralysée par les circonstances difficiles où il se trouvait; que, en outre, la Confédération avait pris des dispositions qu'il était tenu de respecter. Ce fut probablement à cette date que les dix compagnies furent mobilisées et se rendirent aux divers postes assignés à leurs chefs, dans le courant d'août. Pour éviter tout sujet de mécontentement aux deux princes et se conformer aux Recès de Baden, il fut interdit à tout citoyen, sous peines diverses, de s'enrôler sous les bannières des contendants.

Après le départ de Jean Supersaxo, la France craignit que l'Etat n'agît en faveur du duc; elle jugea donc à propos d'envoyer à Sion un représentant en la personne du sieur Vigier, secrétaire et interprète de Sa Majesté. Il était porteur de lettres du roi et de son ambassadeur près les cantons suisses. Ces missives indiquaient le motif de cette légation et déclaraient que les ennemis du monarque répandant des bruits faux, il était de son intérêt d'employer le moyen le plus propre à faire reconnaître la justice de sa cause et les torts de son rival. Cependant, le vrai motif du séjour de Vigier à Sion était uniquement la surveillance à exercer pour qu'on ne fit rien en faveur du duc. Les hautes autorités ne prirent point le change sur toutes ces roueries de la diplomatie. Elles exprimèrent les sentiments de satisfaction qu'elles feignirent d'éprouver à la vue des démarches du roi et des explications de son représentant, assurant Vigier qu'ils étaient très honorés du séjour qu'il daignait faire dans le pays. Par une fine ironie, ils ajoutèrent qu'ils espéraient que son maître solderait bientôt l'arrérage de sa dette envers ses alliés de la Suisse, et ne manquerait pas d'aider au Valais à supporter les frais occasionnés par l'entretien des compagnies disséminées sur les frontières pour la protection de la neutralité et par là

même des intérêts de la France¹. On n'ignorait pas que le *bon* Henri IV était habituellement à court d'argent.

De son côté, le duc ne s'endormit point sur ses intérêts. Comptant sur la loyauté des Valaisans, sans ignorer que la vigilance n'est jamais superflue, il leur députa son secrétaire Roncas qui, le 9 novembre, présenta à la diète une lettre dans laquelle, après avoir fait ressortir l'amitié et la confiance réciproques des deux pays, il parle des menées sourdes des adversaires de son souverain pour exciter la division entre les deux Etats. Puis, rappelant sommairement ce qui s'était passé, la défiance dont les magistrats du canton avaient fait preuve envers son Altesse et la protection qu'ils avaient accordée aux Français, en faisant garder les frontières contre les armes du Piémont, il finit ouvertement par demander s'ils ont l'intention bien arrêtée de garder fidèlement les articles de l'alliance de 1569².

Deux jours après, Roncas reçut la pièce suivante :

« Nous, Hildebrand de Riedmatten, par la grâce de Dieu évesque de Syon... et nous Viceballif, orateurs des VII dizains de ce pays de Valley, assemblés en la présente cité de Syon, savoir faisons... comme sur la proposition et remontrance à nous faicte en nostre Conseil par noble et magnifique seigneur Pierre-Léonard Roncas... ambassadeur de l'Altesse de Monseigneur le duc Charles-Emmanuel... nostre gracieux seigneur, bon et proche voisin et ancien alliez et confédéré. Contenant sa dicte proposition comme au temps qui court fort jaloux et ombrageux à cause de la guerre suscitée par le roy très chrestien de France contre sa dicte Altesse; Il est fort nécessaire et convenable que chacun sache l'intention et la volonté de ses amis et de ses voisins et alliez affin de s'en pouvoir prévalloir ainsy que les occasions le pourroient requérir, Et par ce nous ayant faict entendre que la délibération de Son Altesse est de continuer en la mesme amitié, voisinance et bonne intelligence qu'a esté usitée jusques à présent, et observer fidellement tout ce qu'est porté par le traité d'alliance que nous avons par ensemble. Désirant là-dessus que semblable déclaration soit faicte de nostre costé, affin que saditte Altesse puisse être certaine que aux occasions qui se pourroyent présenter par cy après, il n'y ait aulcun manquement à l'entière observation et exécution des articles et conditions portées par le susdict traité d'alliance, pour s'en pouvoir servir selon leur besoing; et que en oultre elle puisse être assurée que par nous ne sera accordée aulcune levée de gents de guerré ny permission de passage à qui que ce soit pour endommager saditte Altesse, ses Estats et subjects ores et pour l'advenir; Nous à ceste cause treuvants la ditte demande fondée en toutes raisons, après avoir affectueusement remercié sa ditte Altesse de telle visite et continuation d'amitié et bonne volonté en nostre endroit. Désirant entièrement correspondre à icelle et faire ce à quoy bons amys et voisins et fidelles alliés sont obligés; Ayant derechef faict voir à lire le susdict traité d'alliance en nostre Conseil, et estant bien mémoratifs des justes et considérables raisons et occasions sur lesquelles il fust fondé, juré et estably pour le bien commun des Estats de son Altesse et du nostre, Et pour la conservation réciproque de l'un et de l'autre. Avons par ces présentes en confirmation et approbation du susdict traité d'alliance vieil et nouveau, promis et promettons au nom de nous et des communautés de ce pays de Valley sur nostre foy et par elle confirmé par le sceau cy-bas attachez de vouloir entièrement et fidellement observer par cy après tout le contenu au dit traité de point en point selon sa forme et teneur sans aulcune difficulté, réserve ny exception soub quelle cause et prétexte elle puisse estre fondée. Promettants en oultre pour plus grande démonstration de nostre amitié et loyalle observation d'alliance et voisinance à l'endroit de sa dicte Altesse de

¹ Absch. d'oct. 1600.

² Arch. de l'Etat; traités, etc., t. III.



NICOLAS KALBERMATTER, COLONEL

Grand-châtelain de Sion, 1595. — Gouverneur de St-Maurice, 1605-1607.
Bourgmestre de Sion, 1619. — Grand-Bailli, 1617-1620. — Décédé en 1671.

Fut nommé par la République du Valais, en 1616, colonel d'un régiment de 2000 hommes (porté plus tard à 3000), accordé au duc de Savoie.

« Il a mérité l'estime et l'approbation de tous les princes catholiques, par les soins qu'il a pris de conserver et de soutenir dans sa patrie le culte de la véritable religion. » (Extrait des lettres de noblesse conférées à son petit-fils Jean-Arnauld, chevalier de Kalbermatter, par Louis XIV). Sur sa tombe était gravée la devise : *Plus fidei quam vitæ.*

ne faire ny permettre estre faicte en ce pays aulcune sorte de levée de gens de guerre ny semblablement donner ny consentir à aulcune sorte de passaige par dessus nos terres et pays que puisse entreprendre le roy de France ny ses officiers ou aultres quels qu'ils soyent, pour endhommager sa dite Altesse, ses pays et subjects, ains nous y opposer de tout nostre pouvoir et avec toutes nos forces. En foy et tesmoignage de quoy avons à ces dites présentes faict mettre et accordé nostre seau du dit Evesque avec la subsignature de spectable Egide Jossen Bantmatter nostre conseiller et secrétaire d'Etat ayant faict des choses suscriptes le présent acte pour Nous dictz Evesques et seigneurs de Valley, signé et scellé par le susdit noble et magnifique seigneur Pierre-Léonard Roncas, secrétaire d'Estats et ambassadeur de sa dite Altesse. Faict à Lyon le onziesme jour du mois de novembre l'an de grace courant mil six cens. »

A cette déclaration fut jointe l'acceptation de l'ambassadeur qui souscrivit en ces termes :

« Je Pierre-Léonard Roncas conseiller et secrétaire d'Etat de Son Altesse ay promis et accepté au nom d'ycelle ce que dessus est contenuz. RONCAS. »

Ainsi fut renouvelé ou plutôt confirmé le traité de Thonon. Les hostilités entre la France et la Savoie touchaient à leur fin. Le 17 janvier 1601, la paix se signait à Lyon. Charles-Emmanuel cédait le pays convoité par Henri IV, c'est-à-dire la Bresse, le Valromey, le Bugey et le Pays de Gex; il recevait en échange la tranquille paroisse du marquisat de Saluces.

Les temps agités dans lesquels on vivait ne permirent pas longtemps au Valais de jouir pacifiquement des fruits de cette confirmation des anciens traités. Le duc et Genève ne pouvaient parvenir à s'entendre. Depuis que la réforme leur avait enlevé cette ville, les princes de Savoie avaient toujours travaillé à la reconquérir. Ils réunirent en Savoie des troupes destinées à cette fin. Le 21 novembre 1602, c'est-à-dire un mois avant le coup de main sur Genève, Jossen, bailli du Valais, recevait de cette ville l'avis suivant que son compatriote Supersaxo lui faisait parvenir :

« J'ai eu avis de Monsieur le baron d'Aubonne, qui le tient de bon lieu, que les troupes espagnoles et savoyardes qui font séjour en Chablais, en partie doivent avancer du côté d'Evian et Thonon, et de là l'on doute, comme un singulier de vos amis savoisien en a tenu le propos en quelques endroits, qu'ils pourront avancer jusque à la vallée d'Abondance et Samoëns pour être proche de vos frontières, afin que s'il leur prenait envie de se saisir du défilé et passage de Saint-Maurice, comme il y a apparence, ils n'en soient éloignés pour promptement s'y rendre et exécuter leur dessein. C'est le sujet qui me fait vous envoyer le présent porteur, pour le désir, la bonne volonté et l'affection que j'ai à la conservation de ma patrie. Je sais bien que l'un des premiers jours de cette semaine on les attend à Thonon et à Evian, comme on m'en a donné avis à mon passage par là. »

La prévision d'occupation du gouvernement de Monthey et du défilé de Saint-Maurice était fausse; le duc ne voulait qu'assurer ses frontières contre une diversion des Bernois auxquels il craignait que les Valaisans ne s'opposassent pas.

¹ Arch. d'Etat : Traités et corresp., tom. III.

Charles-Emmanuel tenta enfin l'escalade de Genève dans la nuit du 21 décembre 1602, et il était au moment de s'en rendre maître, quand le coup de feu d'une sentinelle donna l'éveil à la ville, qui repoussa les assaillants en leur faisant éprouver des pertes sensibles. A la suite de cette héroïque défense, les Genevois augmentèrent leurs troupes; ils dégagèrent complètement la ville et son territoire, s'avancèrent en Savoie et surprirent quelques petites places.

Ce fut alors que le duc envoya vers les Valaisans le seigneur André Girard. Cet agent exposa les griefs de son prince contre Genève et les nombreux actes d'hostilité auxquels, en pleine paix, il avait été en butte.

« Lors même, dit-il, que Son Altesse aurait eu le droit de recourir aux armes, il ne le voulut pas par amour de la paix. Dans l'espoir de conclure amiablement un traité avec cette ville, il avait entendu ses députés et les avait fait conférer avec son conseil afin d'arriver à un *modus vivendi* et de la faire comprendre dans le traité de Vervins conclu en 1598 entre les rois de France et d'Espagne. Mais les députés de Genève usèrent de détours dans le dessein de retarder tout arrangement, jusqu'à ce que les leurs eussent achevé les préparatifs de la guerre qu'ils méditaient, ainsi que l'ont prouvé les récents événements. Ensuite, ils voulurent consentir à la paix, mais à la condition que le duc se chargeât des frais, abandonnât toutes ses prétentions sur leur ville, abolit la messe dans tout le Chablais et autres choses inacceptables. Son Altesse voyant qu'on voulait la guerre s'y résolut enfin, malgré sa répugnance à troubler la paix. Les Vallaisans ont une preuve de cette dernière assertion dans la conduite du marquis de Lullin qui, envoyé en Suisse pour obtenir de quelques cantons une levée de 4.000 hommes, a offert aux seigneurs de Berne, au nom de son prince, de faire la paix si l'on voulait présenter des conditions convenables. La preuve la plus évidente que le duc n'est pas la cause d'une guerre imminente avec Genève, c'est qu'il s'est offert à un accord semblable à celui qui fut conclu entre les deux Etats, sous feu son père, et à faire soumettre tous leurs démêlés au jugement de la Confédération ou à d'autres arbitres désintéressés. Maintenant que toutes ses propositions ont été rejetées, il ne lui reste plus d'autre parti à prendre que celui des armes, et à solliciter de ses voisins et alliés du Valais le renfort de deux compagnies qu'il lui demande. »

L'agent ducal se servit d'un dernier et pressant argument pour obtenir l'assentiment du gouvernement.

« Son Altesse, dit-il, a prouvé naguères tout l'intérêt qu'elle porte à votre liberté et à votre bien-être lorsque, sans y être obligée par un article de vos alliances, elle a préféré votre avantage au sien et a témoigné toute l'estime qu'elle vous porte en refusant les 3.000 écus d'argent que lui offraient annuellement les fermiers du sel de Milan si elle voulait interdire sur ses Etats le transit du sel de Gênes qui vous est destiné¹. »

Si la prudence des chefs de la République ne fut pas mise en défaut dans cette circonstance, elle fut du moins rudement éprouvée. Refuser au duc, c'était agir contre l'alliance; accorder sa demande, c'était blesser des cantons alliés. Berne et d'autres villes protestantes de la Suisse étaient favorables aux Genevois: ceux-ci pouvaient croire qu'on voulait leur nuire. En plusieurs cas déjà on n'avait pas accédé aux demandes duciales. Le prince pouvait lever sept compagnies, et on lui en refuserait même deux? Cette modique demande

¹ Absch. du 12 avril 1603.

paraissait indiquer de sa part une épreuve de la bonne volonté des Valaisans à remplir leurs engagements plutôt qu'un service réclamé; les magistrats se le disaient entre eux. Refuser, c'était, outre l'ingratitude, exposer le pays à de dures représailles, puisque le souverain de la Savoie pouvait empêcher de tirer de cette province et de ses autres Etats tant de choses que le Valais en recevait. On crut se tirer de ce mauvais pas en négociant et en temporisant. On alléguait les circonstances qui obligeaient à mettre des conditions à cette levée. Les deux compagnies furent accordées à condition que les conseils et communes auxquels on voulait en référer, y consentissent généralement; puis cette troupe ne serait employée qu'à la défense des pays héréditaires du prince et non à guerroyer contre des alliés, tels que le roi de France ou les seigneurs de Berne, ou à faire de nouvelles conquêtes. Enfin, le duc aurait à gratifier aussitôt l'Etat d'une pension et donnerait des assurances pour la paye des militaires¹. L'ancien bailli Mathieu Schiner et le secrétaire de la diète, Jacques Guntren, partirent pour Berne et Genève afin d'y expliquer les raisons pour lesquelles on avait dû se rendre aux instances du duc et les conditions qu'on y avait apposées. Ils devaient ensuite représenter à ces deux villes les fâcheuses conséquences qui résulteraient pour le Valais si la guerre était déclarée, et donner l'assurance que leur gouvernement s'efforcerait d'amener un arrangement favorable par arbitrage.

Le bourgmestre de Sion, Jean Supersaxo, eut pour mission de se rendre à Turin, près du duc, dans le même but.

Les conseils et communes que l'on avait consultés donnèrent des réponses divergentes. Puis, avant que Schiner et Guntren fussent arrivés vers ceux auxquels ils devaient parler, on reçut deux lettres particulières de Berne, une missive collective des quatre villes évangéliques Zurich, Berne, Bâle et Schaffouse, une dépêche de Vigier, remplaçant de l'ambassadeur français, et enfin une autre des Grisons. Toutes tendaient à dissuader d'envoyer des milices au duc et dépeignaient les malheurs que le Valais pourrait s'attirer. On lui rappelait que Berne était un ancien allié, que cette ville et trois des susdites appuyaient Genève et la protégeraient de leurs armes. On le priaient de considérer que Fribourg et cinq autres cantons catholiques, auxquels le prince s'était adressé et qui lui étaient également unis par des traités, lui avaient refusé de la troupe.

Que faire? On prit le parti de députer vers le duc le capitaine Nicolas Kalbermatten, châtelain de Sion. Il devait lui déclarer que les circonstances empêchaient de réaliser les promesses que Jean Supersaxo lui avait transmises. La mission de Kalbermatten était des plus délicates et des moins agréables: il fallait retirer les promesses que son prédécesseur venait de faire et qui lui avaient valu des honneurs et des dons magnifiques. Habitué aux usages de la

¹ Absch. du 12 avril 1603.

cour, le capitaine s'acquitta de sa mission avec toute l'habileté et les formes possibles. Mais à peine le prince eut-il compris de quoi il s'agissait, qu'il manifesta une grande indignation. Se voyant joué par ses chers voisins et alliés, il répondit sèchement que, en demandant deux compagnies, il avait moins eu l'intention d'obtenir un renfort, qui en lui-même était insignifiant, que de témoigner aux Valaisans son estime et de les honorer par cette invitation; que s'il s'agissait seulement d'obtenir des soldats, il lui était facile d'en avoir plus qu'il n'en avait besoin, en admettant à son service les étrangers qui l'en sollicitaient. « Puisque votre gouvernement agit ainsi, ajouta-t-il, je fermerai mes frontières à toute communication avec ce pays. Au reste, qu'on me rende l'argent des engagements que j'ai envoyé pour l'enrôlement des compagnies. »

A leur retour les commissaires rendirent compte de leur mission, dirent dans quelles dispositions ils avaient laissé le duc, et les menaces qu'il avait proférées. C'était le 18 mai; la diète siégeait à la Majorie. Supersaxo et Kalbermatten déclarèrent que « si on ne s'excusait pas près de Son Altesse de cette infraction de l'alliance et de toutes celles qui avaient déjà eu lieu en maintes circonstances, et si on ne cherchait pas un accommodement, le pays devait certainement s'attendre au refus de transit du sel de Savoie et de France, à l'interdiction d'entrée des denrées et à la rupture de tout commerce, aussi bien pour le Haut-Valais dans ses communications avec la Lombardie, dont le souverain était parent du duc, que pour tout le Bas-Valais. »

De leur côté, Schiner et Guntren, envoyés le 12 mai vers les Confédérés, firent connaître le résultat de leurs négociations qui avaient réussi en partie. Les Genevois avaient admis leurs raisons et témoigné de leur bon vouloir pour les Valaisans qu'ils priaient, s'ils ne pouvaient se dispenser d'accorder les deux compagnies au prince, d'enjoindre au moins à leurs capitaines de ne pas marcher contre eux; ensuite, que si Genève voulait obliger le Chablais à la continuation de la contribution précédente, ils ne s'y opposassent point, mais les aidassent plutôt en cela.

Berne consentait à la paix si Genève et Zurich ses alliés en étaient contents. Or, non seulement Genève y consentit, mais il pria même le Valais de s'y employer activement. Ce qui avait fait calmer les dispositions belliqueuses de cette ville, ce fut surtout les remontrances énergiques et les pressantes exhortations de l'ambassadeur que le roi de France leur envoya.

Pour amener cette pacification désirée, les deux commissaires valaisans proposaient à l'Etat de réunir en conférence à Saint-Maurice, le 12 juin, — nouveau style — les intéressés, c'est-à-dire le duc, Genève et Berne. Mais les nouvelles que l'on venait de recevoir du mécontentement et des menaces du duc firent renoncer à ce projet. Une rupture avec lui aurait eu pour le pays des conséquences trop graves et les intérêts de la nation en auraient souffert considérablement. Il fut décidé d'envoyer au sérénissime prince une autre

députation pour lui faire des excuses, l'assurer que le dernier délégué s'était mal exprimé, que l'on était disposé à laisser partir les compagnies sans les pressantes sollicitations de Berne et des autres Confédérés et la perspective de maux dont on les menaçait; c'était ce qui avait mis les Valaisans dans un cruel embarras et avait retardé l'envoi de la troupe, dont le départ devait s'effectuer le lendemain de la réception de la lettre menaçante du duc, qui déclarait renoncer à ces miliciens. Enfin on s'excusa comme l'on put. Ce qui contribua le plus à calmer Son Altesse fut d'apprendre, que les deux commissaires valaisans envoyés précédemment à Genève en avaient obtenu la promesse de faire la paix, si le Chablais voulait continuer le paiement de la contribution usitée. On fit aussi adroitement observer que le retard de l'envoi des compagnies n'avait que mieux servi à disposer les Genevois à accepter les propositions qu'on leur avait faites, et qu'ainsi le Valais avait épargné au prince une dépense d'au moins 6.000 écus, outre les dommages encore plus considérables qu'aurait causés une guerre.

Ces explications parurent plaire au souverain; il traita amicalement l'envoyé valaisan, lui fit des dons princiers et l'assura qu'il serait désormais le bon voisin et le dévoué allié de son gouvernement¹. Nous disons que ces explications *parurent plaire* à Charles-Emmanuel. En effet, celui-ci avait un tout autre motif de se montrer gracieux envers ses *bons voisins*, motif des plus honorables pour un prince de cette race. Comme on le verra bientôt, les pères capucins qui évangélisaient le Valais avaient prié le duc, zélé catholique, de seconder leurs travaux apostoliques en abandonnant à ce pays les sommes considérables qu'il avait envoyées pour la levée des compagnies. A leur sollicitation, Son Altesse en avait généreusement fait don. Le 21 juillet, la paix se signait à St-Julien entre le duc et Genève.

Un historien a dit que l'arrivée du XVII^e siècle fut signalée par le renouvellement des traités pour les Suisses et leurs alliés. Cela s'est vérifié en particulier pour le Valais. Nous avons vu que, en 1600, les trois Liges grises avaient renouvelé leur alliance avec lui; la Savoie l'avait fait au mois de novembre de la même année; Berne en fait autant en 1602, et le 20 octobre le roi de France, comme nous le verrons, eut le même avantage. Nous dirons comment les sept cantons catholiques jurèrent aussi, dans la cathédrale de Sion, de demeurer éternellement unis avec le Valais.

L'Espagne, qui possédait alors le Milanais et l'administrait par des gouverneurs, désirait pareillement contracter avec le Valais un traité d'alliance, que le comte de Fuentes était chargé de négocier. Les rois d'Espagne avaient besoin d'un passage plus court et plus à leur portée pour le transport des troupes, que, depuis Milan, ils devaient envoyer en Bourgogne et en leurs possessions des Pays-Bas.

¹ Absch. de l'an 1603.

En 1516, le roi de France, possédant le Milanais, avait conclu une alliance avec les Valaisans; mais dès que la couronne de France eut perdu cet Etat, elle eut soin de maintenir cette alliance qui lui importait trop, à cause des passages dont la petite république possédait les clefs. En 1587, le roi d'Espagne Philippe II avait fait un traité avec les cantons catholiques; et en 1639, Philippe IV en conclut aussi un avec les Grisons, pour s'assurer des passages des montagnes, et tenir ouverte la voie de communication entre le Milanais et l'Allemagne. Il ne fut jamais possible à cette puissance de traiter avec le Valais, gardien du Simplon, voie la plus directe et la plus fréquentée pour se rendre de la haute Italie à Lyon et en Bourgogne.

De 1604 à 1605, le comte de Fuentes travaille activement à s'attacher le canton par un traité dont il envoya le projet et qu'il fit soumettre aux délibérations de la diète. Mais celle-ci, en acceptant les autres articles, ne crut pas prudent d'admettre celui qui autorisait le passage des armées espagnoles, lors même qu'elles ne devaient l'opérer que par détachement de neuf compagnies. Elle alléguait qu'un pays pauvre, et dont les produits étaient très restreints, serait trop exposé à la disette et à la cherté des denrées par le passage de troupes nombreuses. La vraie raison du refus était l'opposition que la France y apportait par les démarches de son ambassadeur près la Confédération. D'ailleurs, ce projet avait été, constitutionnellement, soumis aux conseils et communes du pays, qui l'avaient unanimement rejeté dans son entier. L'Espagne ne se tint pas encore pour battue; elle revint à la charge en 1615. Le marquis della Inoiosa, gouverneur de Milan, s'étayant d'une capitulation du 22 juillet 1487, passée entre les Valaisans et Galéas Sforce, duc de Milan, traita avec les dizains de Conches, Brigue et le tiers de Mœrel. Dès que l'ambassadeur français en eut connaissance, il adressa ses réclamations au gouvernement, prétendant que ce traité était contraire à celui que l'Etat avait conclu avec Sa Majesté très chrétienne; en conséquence, ces dizains qui avaient accordé une année aux autres pour apposer leur signature au traité avec Milan, furent sévèrement admonestés et durent renoncer à leur alliance particulière¹.

La France ayant tout intérêt à fermer les passages des Alpes à ses voisins et surtout aux puissances adversaires, avait, dans ce but, dépensé des millions d'écus. Dès le printemps de l'année 1600, la diète fédérale avait fait connaître sa décision au Valais, qui l'avait consultée sur le renouvellement d'alliance qu'Henri IV demandait aux Suisses et à leurs alliés. Elle faisait savoir qu'elle était disposée à reprendre ses anciens engagements si le roi soldait enfin les fortes sommes qu'il leur devait pour pensions arriérées. Les démêlés entre la France et la Savoie ajournèrent ces négociations ou les firent traîner en longueur. Sur une nouvelle démarche de l'ambassadeur français, qui désirait la convocation d'une diète fédérale pour le 8 ou 9 septembre 1601,

¹ Arch. du Valais. Traités avec Milan : *Informazione delle notizie della Repubblica dei Vallesani*, etc.

celle-ci se rassembla en effet, et le Valais y députa son ancien bailli Jean Inalbon. De retour à Sion, Inalbon rendit compte de sa mission à la fin d'octobre. Rien n'avait été conclu à Baden, parce que le roi de France n'avait pu offrir que le paiement d'un million d'écus, somme trop minime pour ce qui était dû. Il avait ensuite voulu ajouter 500.000 écus bons, s'offrant en outre à en payer 300.000 annuellement jusqu'à extinction de sa dette, si l'on voulait renouveler le traité. Les Confédérés avaient fixé une nouvelle conférence qui se tiendrait à Soleure, le 15 novembre. Ce ne fut pas la seule séance à ce sujet. Vigier, secrétaire des ambassadeurs français Sillery et de Vic, se rendit à Sion en décembre, apportant des promesses dont son gouvernement était toujours prodigue, mais point d'argent pour les pensions arriérées; il remettait seulement 500 écus pour indemnité des frais de la levée des dix compagnies, qui avaient été employées à la garde des frontières, lors de l'occupation de la Savoie. Vigier fut accueilli avec honneur et ne reçut cependant que de l'eau bénite de cour : les représentants des sept dizains étaient trop positifs pour se nourrir de belles paroles; ils connaissaient le vieux proverbe : « Mieux vaut un tiens que deux tu l'auras. » Le 13 avril 1602, nouvelle députation et nouvelle sollicitation de l'ambassade française. Cette fois, on apportait aux Valaisans la copie authentique de l'acte d'alliance que les Suisses avaient signé à Soleure le 29 janvier, avec la clause que cet acte ne serait pas envoyé en France, mais gardé aux archives de la Chancellerie de la ville de Soleure, jusqu'à ce que le roi eût satisfait aux conditions exigées. Voici ces conditions: 1° le roi payerait annuellement 400.000 écus bons et en laisserait un titre avant que les Suisses se rendissent en France pour la signature du traité; si le roi laissait arriérer deux ans de pension, les Confédérés seraient libres d'accorder ou refuser ce qui leur serait demandé; 2° les royaumes unis de France et Navarre, dont sa Majesté était en possession, et les pays que le duc de Savoie avait cédés au roi, par le traité de 1601, seraient compris dans la nouvelle union; 3° le traité serait en vigueur durant la vie de Henri IV, celle de son fils et successeur, et cinq ans encore après la mort de l'un et de l'autre; 4° les articles du traité d'union de 1582 seraient maintenus dans le nouveau; 5° les colonels et capitaines des régiments enrôlés seraient soldés, afin qu'ils pussent se libérer envers leurs soldats et créanciers; 6° une pension serait remise le 2 février prochain à chaque canton; 7° le versement d'un million devait être effectué au plus tôt; 8° les négociants suisses ne seraient soumis à aucune taxe nouvelle sur les terres de Sa Majesté; il y aurait liberté de transit.

Malgré leurs efforts, les délégués ne purent encore obtenir la signature de la diète valaisanne qui, ayant été convoquée très à la hâte, n'avait eu le temps ni de consulter les communes, ni d'en recevoir les instructions nécessaires. Dès que le peuple eut exprimé sa volonté, il fut répondu à la France qu'avant tout, elle devait s'engager par écrit à lever toutes les entraves apportées depuis quelques années à l'approvisionnement du sel qu'on lui devait par convention :

cette condition primait celle du solde des pensions, puisque c'était principalement pour cela qu'on avait fait jusqu'à ce jour des alliances avec la France.

Pendant ces négociations, les alliés des trois Ligues-Grises avisèrent le gouvernement que leurs communes, consultées au sujet du renouvellement de l'alliance avec le roi, avaient déclaré y adhérer, à la condition expresse que Sa Majesté s'engagerait à maintenir au Valais et aux Grisons le privilège de former, à eux seuls, un régiment chaque fois qu'il y aurait une levée.

« Le roi, disaient-ils, demande actuellement 6.000 hommes; mais comme il n'est nullement question de notre régiment, nous avons adressé notre réclamation à l'ambassade et déclaré que, si l'on ne nous satisfaisait pas, nous défendrions, sous peines graves, à tous nos nationaux de s'enrôler. Cette violation du traité dès le commencement, nous donne à réfléchir. Si le roi ne promet pas la fidèle exécution de son engagement, nous ne signerons pas l'alliance. Tout en espérant que vous serez d'accord avec nous, nous vous prions néanmoins de nous mander votre sentiment. »

Le gouvernement répondit à cette communication, que l'on était du même avis, et que les députés du Valais à la diète de Baden ou à la réunion, à Soleure, s'entendraient avec eux et les Confédérés, afin d'obtenir que leur droit ne fût point préterité.

L'ancien bailli, Georges-Michel Supersaxo, et Barthélemi Allet, banneret de Loèche, délégués à Soleure, revinrent en juin annoncer le résultat de leur mission. Le grand sceau de l'Etat avait été apposé sur l'acte d'alliance, sous les réserves déjà énoncées. Deux mois plus tard, les cantons furent avisés par l'ambassadeur français d'envoyer à Soleure, pour le 5 septembre, leurs représentants qui, de cette ville, se rendraient en corps à Paris pour y jurer l'alliance avec le roi. Le Valais en manifesta son étonnement, car cette invitation au départ pour Paris se faisait avant qu'on eût acquitté les pensions militaires; puis, l'acte signé et déposé aux archives de Soleure, avait été envoyé en France sans l'accomplissement de la condition exigée. Néanmoins, ne voulant pas agir différemment des autres cantons, il choisit et envoya, pour cette députation, Gilles Jossen, bailli en fonctions, Mathieu Schiner et Georges-Michel Supersaxo. Il leur fut enjoint d'insister près du roi pour obtenir pleine satisfaction aux justes réclamations du pays et à celles des Grisons.

La satisfaction qu'eut Henri IV, dit le baron d'Alt¹, de voir renouveler une alliance qui, en s'étendant au règne à venir, dépassait toutes celles contractées jusqu'alors avec la couronne, lui fit concevoir le dessein d'y ajouter une solennité extraordinaire. Il souhaita qu'elle fût confirmée par un serment public que les deux parties feraient à la face de sa capitale; ce qui ne s'était jamais fait. Les cantons reçurent avec empressement la proposition et nommèrent aussitôt ceux qui devaient faire partie de cette ambassade. Les alliés du corps helvétique, compris dans le traité, savoir : les Grisons, St-Gall, le Valais, les villes de Mulhausen, Rothweil et Bienne, s'étaient joints aux Confédérés.

¹ Histoire des Helvétiques.

Les députés, au nombre de quarante, partirent ensemble. La cour de France avait envoyé des ordres sur la route pour qu'il ne manquât rien à leur digne réception. Les villes de Dijon et de Troyes furent celles qui se distinguèrent le plus. A mesure que les Suisses approchèrent de Paris, ils virent redoubler les honneurs que le roi leur faisait rendre. Le duc de Montbazou alla au devant d'eux jusqu'à mi-chemin de Charenton, accompagné de cent-vingt gentilshommes choisis : chaque député en ayant deux à ses côtés. On marche ainsi jusqu'à la porte St-Antoine, où le prévôt des marchands, à la tête des échevins, les harangua et entra ensuite avec eux dans Paris. Dès le lendemain, 15 octobre, le duc d'Aiguillon, accompagné de cinquante personnes de la première qualité, les conduisit au Louvre où ils dînèrent. La réception chez le roi ne fut pas moins distinguée. Le duc de Montpensier et de nombreux chevaliers les attendaient à l'entrée de la cour d'honneur ; puis le comte de Soissons, accompagné des principaux officiers de la couronne, les reçut au bas de l'escalier, et les conduisit devant le roi qui était entouré des princes du sang. Après que Henri IV leur eut touché la main en signe d'amitié et d'alliance, il répondit, dans les termes les plus gracieux, au discours que lui adressèrent les Suisses ; de là, ils furent introduits chez la reine. Le lendemain, on leur présenta le Dauphin, âgé d'environ un an, et sur la tête duquel reposait déjà leur alliance. Puis, après avoir consacré quelques jours à mettre la dernière main au traité, et à s'entendre sur les réclamations particulières, on se rendit à Notre-Dame, église cathédrale de Paris — 20 octobre — pour procéder à la solennité du serment, en présence des grands et d'une foule immense. Le Valais avait obtenu tout ce qu'il demandait ; le roi avait même augmenté de deux cents francs la pension de chacun des deux étudiants qu'il entretenait aux frais du royaume¹.

La veille du jour où se jurait à Paris l'alliance solennelle entre la France, les Suisses et leurs alliés, une même cérémonie, bien autrement importante pour le Valais, se célébrait dans l'église cathédrale de Notre-Dame, à Sion. C'étaient les sept cantons catholiques et le Valais qui juraient devant les saints autels de demeurer à jamais unis *dans la même foi chrétienne*, de la défendre au prix de leur sang, et de s'appuyer perpétuellement pour la conservation de leurs droits et libertés politiques. Cet acte est intimement lié à la crise religieuse qui arrivait à son plus haut période dans ce pays, dont le sol avait été arrosé du sang des martyrs Thébéens et qui conservait encore leurs sacrées dépouilles. On se rappelle qu'à l'époque des négociations entre les Grisons et le Valais, pour le renouvellement de leur pacte, les sept cantons avaient envoyé Henri Lamberger pour demander que ce renouvellement n'eût pas lieu avant le leur, mais que cette demande avait été écartée. Ils proposèrent alors une conférence à Urseren pour le 1^{er} juillet 1600. On y devait fixer le jour de la réunion à Sion, pour la rénovation décennale du serment et s'entendre sur certaines difficultés. Le Valais avait chargé ses délégués de déclarer aux sept

¹ Voir notice à la fin du chapitre, page 124.

cantons, que l'un des articles avec les Grisons réserverait spécialement les intérêts de la religion catholique et ceux des alliances plus anciennes.

Avant qu'on se réunît à Sion, en octobre 1602, il y eut à Sarnen (Unterwalden) une conférence des six cantons, à laquelle assistèrent les représentants du Valais. Fribourg, l'un des sept alliés, avait été empêché de s'y rendre. Dans cette assemblée, les six cantons s'étaient plaints de ce que l'on avait communiqué aux Grisons les instructions que, l'année précédente, leurs députés avaient apportées à Sion : ce qui leur avait causé des désagréments. Ils s'étaient aussi plaints qu'on se permit, en Valais, d'appeler des prédicants étrangers. Ils souhaitaient savoir si le Valais projetait une nouvelle alliance avec Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse, et ils désiraient que l'Eglise de Notre-Dame, à Gliss, fût choisie pour le serment de leur propre alliance. On apprit aussi que l'évêque et son neveu Adrien de Riedmatten, doyen du chapitre, avaient été avisés par le secrétaire du nonce du pape que Son Eminence avait l'intention de faire une visite dans le diocèse et de s'occuper d'une réforme ecclésiastique et civile, malgré les observations qu'on lui avait présentées sur ce dernier point.

La haute assemblée valaisanne réunie enfin à Sion en octobre 1601 ne s'opposa pas formellement aux projets du nonce ; elle se contenta de répondre qu'elle n'avait pas le pouvoir d'accorder une pareille visite ; qu'elle devait nécessairement en référer aux communes, qui, probablement, n'y consentiraient point : premièrement, parce que c'était une chose insolite ; secondement, parce que l'évêque, se disposant à faire la visite ordinaire du diocèse, pouvait facilement remédier à toutes les défectuosités. Il est bon de noter que dans cette session (août 1601), fut nommé bailli le fameux Gilles Jossen, bourgmestre et banneret de Sion. Il était d'usage qu'aussitôt après sa nomination, le bailli se rendit de dizain en dizain, pour recevoir des communes le serment de fidélité. Comme la peste continuait à sévir fortement, et que les eaux du Rhône débordaient en plusieurs lieux, le bailli reçut le serment des députés, qui déclarèrent le prêter au nom de leurs dizains.

Les cantons catholiques reviennent à la charge, en juin 1602 ; ils demandent que l'on fixe définitivement le lieu et l'époque de la réunion. Cette fois, ils sont officiellement avisés que le dimanche après la St-Gall, au mois d'octobre, tous doivent se trouver à Sion. Ils furent fidèles au rendez-vous. Le 19 octobre, l'évêque, le vice-bailli, Jean Inalbon, les députés du Vénérable Chapitre, ceux des sept cantons et des dizains se rendirent en corps à la cathédrale, qu'on avait magnifiquement ornée pour la circonstance.

Au sommet de la grande nef, en face du maître-autel, on avait dressé le trône de l'évêque. De chaque côté du trône étaient disposés des gradins en demi-cercle : c'était la place des députés des sept cantons et de ceux du pays. L'évêque, assis sur son trône, avait à sa droite un ecclésiastique tenant levée une large épée à deux tranchants : *c'était le glaive de la régale*, ou l'insigne de la puissance temporelle de l'évêque de Sion sur tout le pays. Venaient ensuite,

à droite, les ambassadeurs ou députés des cantons; ceux des sept dizains étaient à gauche. Lorsque tous furent placés, l'orateur des sept cantons se leva et fit, en langue allemande, un long discours sur le but que leurs aïeux s'étaient proposé par cette alliance: ce but était *le maintien de la religion catholique*. L'orateur qui lui répondit protesta que le Valais n'avait pas moins à cœur la conservation de la vraie foi¹. On fit ensuite la lecture des originaux du traité d'alliance; quelques explications réciproques eurent lieu sur des questions de droit intercantonal; puis, selon l'usage de l'époque, les députés valaisans jurèrent les premiers d'observer fidèlement et à perpétuité tous les articles du pacte. Dès que ceux des cantons eurent juré, ils demandèrent que le Valais acceptât la réforme du calendrier adoptée déjà partout ailleurs, acceptation si vivement désirée et recommandée par le Saint-Père. Mais nulle décision ne fut prise; la diète recourait à son échappatoire ordinaire: il fallait soumettre la question au suffrage populaire. Il fallait consulter le peuple pour décider de la vérité d'une loi astronomique! — Le *referendum* est une chose excellente, mais seulement quand il s'agit de questions administratives ou politiques, du domaine et de la capacité populaires, et non de questions scientifiques. Le suffrage du peuple devient alors une absurdité.

Il fut convenu que le texte du traité que l'on venait de renouveler serait lu dans tous les dizains et dans toutes les communes des cantons signataires, afin que chacun pût en avoir connaissance.

Les sept cantons eurent l'œil constamment ouvert sur le Valais. Au retour de leurs députés, ils prirent occasion de la gracieuse et fraternelle réception qui leur avait été faite pour exprimer aux hautes autorités leur gratitude, et leur recommander spécialement les points suivants.:

1° Que Sa Grandeur l'Evêque fit au plus tôt la visite de son diocèse, mit la main à la réforme si désirable de son clergé, et que l'autorité civile l'appuyât fermement.

2° Etablissement au plus tôt possible d'un couvent de capucins à Sion, comme on en était convenu en octobre. Les sept cantons, avec l'aide du nonce, ne manqueront point de fournir pour cela le subside que leurs députés ont promis, lors du renouvellement d'alliance, aussitôt qu'ils seront assurés de l'exécution de cette œuvre si nécessaire.

3° Adoption du calendrier grégorien.

4° La religion catholique sera la seule permise en Valais. Tous devront la professer; ceux qui ne la voudront point pratiquer seront expulsés du pays.

5° Dorénavant, le canton n'enverra plus d'étudiants dans les facultés protestantes, mais seulement dans les catholiques, surtout dans les collèges de Lucerne et Fribourg, où les études sont excellentes. Que les places accordées

¹ Père Augustin. Relation sincère, etc.

aux Valaisans au collège helvétique fondé à Milan, par Saint Charles Borromée, soient toujours remplies.

Ces recommandations pressantes que faisaient les confédérés catholiques, indiquent les principales questions dont on s'était entretenu à Sion, à la réunion du mois d'octobre. Elles nous font voir la sollicitude de ces chers alliés du Valais pour lui conserver l'unité de la foi; elles nous laissent apercevoir, en même temps, toutes leurs appréhensions. Que se passait-il dans ce canton? Quel était son état religieux? Nous allons le voir.

Notice relative à l'alliance franco-helvétique. Dans la maison de Lavallaz, ancienne maison Georges Supersaxo, à Sion, rue de Conthez n° 5, se conservent encore deux panneaux, soit grands tableaux en bois sculpté, rappelant le souvenir de l'alliance de 1602 contractée entre les cantons helvétiques et leurs alliés, dont le Valais, et la France de Henri IV. Au deuxième étage de cette maison, dans la grande salle (Supersaxo), un panneau représente, sur un fonds fleur de lis, les armes couronnées de France et de Navarre avec cette inscription à l'entour : *Henrico quarto Francorum et Navarrae Regi Christianissimo — 1602*. Le panneau placé au vestibule du premier étage, dans les mêmes dimensions que le précédent, porte au centre deux écussons accostés se détachant sur la double aigle impériale; l'un qui est l'écusson du Valais de l'époque, avec les 7 étoiles symbolisant les sept dizains; et l'autre portant les armes de la Ville de Sion. Au sommet se lit l'inscription suivante : *D. O. M. (Deo Optimo Maximo) et Principi patriae Adriano II de Riedmatten*.





CHAPITRE VI

DE 1597 A 1611

POUR mieux se représenter l'état religieux du pays au commencement du dix-septième siècle, il faut remonter de quelques années en arrière. Nous avons vu qu'en 1592, le pape Clément VIII écrivait à l'évêque de Sion, Hildebrand de Riedmatten, alors octogénaire, une pressante exhortation pour réveiller son zèle endormi; il lui montrait les loups rôdant autour de la bergerie, où ils avaient même pénétré et fait des ravages. Il lui rappelait que le devoir du pasteur était de donner sa vie pour sauver celle de ses brebis. L'évêque, irréprochable dans ses mœurs, avait été trop faible pour corriger celles de son clergé; il semblait n'avoir eu d'énergie que pour défendre ses droits temporels.

En général ses prêtres étaient ignorants; ils ne donnaient à leurs ouailles ni le bon exemple, ni l'enseignement religieux nécessaire. Sur les plaintes du Saint-Père, la diète tenue à Viège en 1592 avait décrété le bannissement de tout apostat, mais ces sortes de défenses n'étaient ordinairement que des lettres mortes¹.

Il fallait que l'évêque fût bien coupable, ou bien négligent dans ses devoirs les plus graves, pour qu'à l'âge où il se trouvait, Rome l'obligeât à se présenter devant le vicaire de Jésus-Christ, afin de lui rendre compte de son administration. Le cardinal Matthieu lui écrivit, le 8 février 1597, qu'on lui accordait *un nouveau délai* de dix mois pour sa visite aux tombeaux des Apôtres, mais que, passé ce terme, il encourrait derechef les peines prononcées par Sixte V. Par sa désobéissance passée, l'évêque avait déjà encouru ces peines dont il

¹ Abscheid de 1603, 20 juillet.

s'était fait absoudre. Chaque fois que Rome parlait, le vieillard engourdi faisait un effort pour se réveiller. La nouvelle menace le décida à publier une circulaire par laquelle, sous peine d'une amende de 60 livres maurisaises, il défendait à ses diocésains de se rendre à la Cène des protestants. Plusieurs n'osant le faire dans le pays, se rendaient, à cette fin, dans les cantons voisins, et ce n'était pas seulement des gens du peuple, mais, ordinairement, des personnes de condition plus élevée. Cette circulaire nous révèle la grandeur du mal, puisque l'évêque ajoute :

« Nous défendons, sous les mêmes peines, de porter baptiser les enfants et de solenniser les mariages hors du pays (c'est-à-dire chez les protestants) et de négliger le rite catholique de la sépulture. Nous voulons aussi que, sous les peines synodales, tous les prêtres qui ont charge d'âmes, prêchent, les dimanches et fêtes, la parole du Seigneur, et expliquent au peuple le Pater, l'Ave, le Symbole et la manière de recevoir le sacrement de pénitence... Qu'on observe et sanctifie mieux que par le passé les saints jours du Seigneur¹. »

Ce n'est certes point par des amendes qu'on défend la religion et qu'on empêche un peuple d'embrasser l'erreur, surtout quand le mauvais exemple vient d'en haut. La chose la plus urgente était de réformer le clergé, en n'admettant dans ses rangs que des sujets suffisamment instruits de leurs devoirs et dont la conduite morale serait pour les fidèles une garantie. L'évêque avait obtenu de saint Charles Borromée des places gratuites pour l'instruction des étudiants qui désiraient embrasser la carrière ecclésiastique, mais il négligeait d'y envoyer des sujets.

Dans les tristes conditions où se trouvait le diocèse, il n'est pas étonnant de voir l'autorité laïque empiéter sur les droits de l'Eglise, dont elle prétendait défendre les intérêts. Il y avait, dans la haute magistrature du pays, un bailli, un chancelier ou secrétaire de diète et quelques membres influents, dont l'esprit et le cœur appartenaient au protestantisme, et qui lui étaient secrètement dévoués, s'ils n'avaient déjà clandestinement apostasié; mais la généralité des députés étaient fidèles. Puis, si les représentants de quelques dizains étaient mauvais et soutenaient le parti hérétique, le peuple de ces mêmes dizains était sincèrement catholique, mais trop souvent trompé par ses chefs. Il en fut du protestantisme en Valais, à cette époque, comme il en est aujourd'hui de la Révolution; le parti protestant fut peu nombreux, comparativement à la masse de la population, mais il comptait dans ses rangs les intrigants, les ambitieux, les non satisfaits, et tous ceux qui estimaient plus les dépouilles de l'Eglise qu'ils ne s'inquiétaient de sa morale et de sa discipline. C'étaient les avides qui faisaient manœuvrer les tapageurs. Le développement des faits nous instruira mieux que toutes ces réflexions².

¹ Archives de Valère, 3-35.

² Afin de ne point nous exposer à des erreurs historiques, nous étudierons le travail de la réforme protestante en Valais et la crise religieuse qui s'y opéra, en continuant à ne nous appuyer que sur des pièces officielles et authentiques.

C'était le 8 mai 1603. La diète était réunie dans la grande salle du château de la Majorie, résidence de l'évêque. Comme il a été dit à la fin du chapitre précédent, les sept cantons catholiques, en remerciant le gouvernement valaisan de l'honorable réception faite à leurs délégués, lui avaient recommandé instamment l'observation de certains points dont on avait convenu. Il fallait leur répondre; mais comment le ferait-on et que leur dirait-on? Cette vigilance des cantons et l'intérêt fraternel qu'ils prenaient à la conservation du catholicisme dans le pays, contrariaient singulièrement les fauteurs du protestantisme. Le bailli Jossen Gilles avait fait clandestinement afficher sur le mur de la cathédrale l'écriteau suivant : *Hildebrand de Riedmatten, dernier évêque de Sion*. Guntren, secrétaire et âme damnée du bailli, travaillait sourdement, quoique très activement, au triomphe de l'erreur et à la chute du catholicisme. Ces deux hommes et les affidés qu'ils avaient dans plusieurs principales familles du pays, agirent auprès des députés pour qu'on secouât la prétendue tutelle des cantons catholiques. Ils leur firent entendre que le Valais, étant un pays libre, n'avait pas à recevoir de directions; qu'étant catholique, la vigilance de l'évêque était suffisante en matière religieuse. Il était facile de chauffer l'imagination haut-valaisanne et de la porter même aux excès, en lui représentant sa liberté menacée. Que fit la diète? Elle répondit aux cantons qu'elle était très reconnaissante de leur dévouement, mais que, en les remerciant de leurs avis, elle les priait en même temps de s'épargner une autre fois la peine de lui en donner, puisque le diocèse avait un prélat pieux et vigilant, et le pays des magistrats des plus capables et des plus dévoués.

L'évêque, il est vrai, était pieux, mais il avait toujours été faible et pusillanime; maintenant son grand âge le rendait incapable. Le bailli Jossen et son secrétaire étaient des hommes très intelligents, mais devenus traîtres à leur foi. Les cantons catholiques ne se laissèrent nullement décourager par l'insulte que Jossen leur avait fait adresser : leur conduite n'avait d'autre mobile que le sentiment religieux.

Voyant le mal grandir, et effrayés du naufrage prochain de la foi, des hommes de cœur et d'intelligence poussèrent l'évêque à exposer devant la diète la situation religieuse du pays, afin de réagir efficacement sur les députés. En conséquence, une convocation extraordinaire fut fixée au 20 juillet. La séance eut lieu dans la cathédrale et se composait, disent les Recès, d'un nombre inaccoutumé de représentants des sept dizains. L'évêque y fit lire une pièce qu'il avait préparée à loisir et dans laquelle était exposé tout ce qu'il avait fait pour s'opposer au progrès de l'hérésie. Il se plaint d'abord avec douleur de s'être vu obligé de convoquer cette assemblée pour des motifs aussi fâcheux et si pénibles à l'âge avancé qu'il avait atteint¹. « Mais, dit-il, il a malheureusement appris qu'un grand nombre de bourgeois de Sion et d'autres dizains se sont

¹ Hildebrand était alors âgé de 90 ans.

audacieusement unis par un serment coupable et tiennent secrètement des assemblées religieuses contraires à la religion du pays. Ils ont derechef appelé de Genève un ministre protestant qui réside à Sion depuis la Pentecôte. Environ cent personnes des deux sexes n'ont pas craint de célébrer publiquement la Cène dans une maison de la ville. Ce ministre n'a discontinué de prêcher ses erreurs, malgré qu'il l'ait fait menacer de peines temporelles et même de mort, s'il continuait contre sa défense. Mais ses adhérents n'ont cessé de le couvrir de leur haute protection et d'empêcher qu'on le punît. Qu'on se représente ce qu'il en arriverait, continue l'évêque, si un prêtre catholique, sans y avoir été autorisé, disait la messe ou prêchait à Berne ou sur les terres de Leurs Excellences. Il y a longtemps que les apostats de notre ville ont fait venir un maître d'école protestant, et celui qui y est actuellement est le troisième qu'ils entretiennent. Depuis quelques années déjà, il se tient, trois fois par semaine, des réunions hérétiques; des prêches clandestins ont lieu dans certaines maisons; et tout cela, malgré la teneur du Recès de Viège de 1592, par lequel le culte protestant est interdit et tout prosélyte doit être expulsé du canton. Un certain nombre se permettent des mariages défendus, vont faire la Cène, ou baptiser leurs enfants en pays protestant, et on se livre à de scandaleuses innovations, comme si la véritable Eglise de Jésus-Christ avait cessé d'être visible sur cette terre, et qu'elle eût disparu jusqu'à ces derniers temps. » L'évêque déclare qu'il a tenu jusqu'à cinq conférences avec les messieurs et les bourgeois principaux dans l'espoir de parvenir à les désabuser de leur erreur et de les ramener à l'ancienne croyance.

Dans ces conférences, auxquelles des chanoines étaient présents, les bourgeois de Sion portèrent la hardiesse et l'impudence jusqu'à faire un crime au chapitre de la cathédrale d'avoir permis aux capucins de prêcher dans les deux églises de la capitale, prétendant que la disposition de ces édifices sacrés appartenait à la ville. Sa grandeur déclara aux réclamants que le droit d'autoriser la prédication était inhérent à sa charge épiscopale; que les révérends pères n'avaient été appelés ni par lui, ni par les chanoines, mais avaient été envoyés par le nonce apostolique. Sur de nouvelles objections de la bourgeoisie de Sion, l'évêque fit encore observer que les franchises dont celle-ci se prévalait, ne lui avaient été accordées que par Philippe de Gastons, un de ses prédécesseurs, et par le vénérable chapitre en 1338. Or, très certainement, ni cet évêque, ni le chapitre n'avaient pu, ni voulu accorder à la ville la juridiction spirituelle, ni la prééminence et le gouvernement ecclésiastiques.

Dans de nouveaux colloques avec des délégués du corps bourgeoisial, Sa Grandeur insista pour l'exécution du Recès de Viège. Ce fut en vain; l'autorité de la ville déclara qu'elle ne voulait plus s'occuper de cette affaire, ni de l'expulsion du prédicant et du maître d'école calviniste.

Enfin, sur l'avis qu'une diète allait être convoquée à l'occasion des dissidents, le conseil bourgeoisial envoya ses deux huissiers déclarer à l'évêque que



LE GRAND-BAILLI JEAN ROTEN

Selon Furrer, il a été élu 15 fois Grand-Bailli de 1623 à 1630 et de 1638 à 1659.

(Voir pages 242 et suivantes, 255, 282.)

les protestants étant sourds à toute exhortation, il se déchargeait de toute responsabilité à leur égard et s'était entièrement séparé d'eux.

La liste des dissidents ayant été dressée, ils furent cités à comparaître devant le chef du diocèse; mais ni les principaux d'entre eux, ni le ministre ne se présentèrent. Ceux qui parurent n'avaient nulle importance par eux-mêmes, et ils débitèrent devant le conseil *leur kyrielle accoutumée*, disent les Recès. Ils alléguèrent des histoires apocryphes, parlèrent de liberté de conscience accordée autrefois par l'empereur Charles V, de tolérance, de douceur, de charité en notre Seigneur et de toutes les vertus évangéliques que les protestants savent si bien prêcher lorsqu'ils sont menacés et les moins forts, mais qu'ils oublient si vite dès que les catholiques opprimés sont les plus faibles.

Après cette narration sommaire de tout ce qui s'était passé jusqu'à ce jour, l'évêque rappelle à l'assemblée des députés de mettre un frein à l'audace des sectaires qui troublaient la paix publique par leurs enseignements subversifs et leur prétendue liberté de conscience, dont la conséquence n'était autre que la révolte légalement établie.

Le chef vénéré du diocèse ne parlait que de ce qui se passait dans le centre du pays; il aurait pu entretenir l'assemblée de ce qui se passait dans le Bas-Valais. Il ne le fit point, probablement parce que cette partie du pays n'avait d'autres représentants en diète que les gouverneurs envoyés tous les deux ans par les sept dizains.

— Si la situation religieuse du Bas-Valais n'est pas présentée ici, c'est parce que seront relatés en leur temps, avec plus de suite et de détails, les travaux évangéliques des pères capucins qui furent les vrais sauveurs de la foi dans le pays.

Dès qu'elle eut entendu le message ou l'exposé de l'évêque, la haute assemblée, voulant procéder avec maturité et justice, interpella les députés de la ville et du dizain de Sion, qui déclarèrent unanimement que la présence du ministre à Sion était ignorée du plus grand nombre de leurs communes jusqu'à la réception de la lettre de convocation indiquant le motif de la diète. Ce qui prouve qu'ils mentaient effrontément, c'est qu'ils avouèrent en même temps que ces communes avaient fait leur possible pour ramener leurs frères égarés. Ils savaient donc parfaitement ce qui s'était passé. Mais Jossen, le bailli démissionnaire, était le chef de cette députation et la faisait parler et manœuvrer selon qu'il était de l'intérêt de la secte. Après qu'on eut entendu les explications des députés, on fit paraître les protestants qui tous avaient été invités à se présenter. Mais il en fut de cette comparution comme de celle devant l'évêque : quelques-uns seulement, et des moins influents, se présentèrent. Ils recoururent aux arguments accoutumés, protestèrent de leurs sentiments religieux, en interprétant l'Evangile à leur façon. Il était cependant un argument auquel cette fois, et dans toutes les occasions, ils s'attachaient de préférence pour n'être pas forcés de renvoyer le ministre et le maître d'école qui inculquait aux jeunes

âmes le goût de l'erreur. Cet argument était la présence des capucins dans le Valais. « Puisque d'autres, dirent-ils, ont pu appeler à Saint-Maurice et « dans différentes localités du pays, des capucins étrangers, pourquoi n'aurions-nous pas aussi le droit d'appeler des ministres de Genève ou d'ailleurs. » Ce raisonnement ne laissait pas que d'être spécieux pour le grossier vulgaire. Aussi bien Jossen et son secrétaire Guntren ne cherchaient qu'une chose : l'expulsion des capucins qui, par leur prédication savante et la sainteté de leurs exemples, dessillaient les yeux de ceux qui s'étaient laissé aveugler. Agissant par voie d'intimidation, Jossen allait bientôt forcer le pusillanime évêque à signer le décret d'expulsion de ces zélés religieux. Tous les ressorts furent mis en jeu pour empêcher les députés réunis à la cathédrale de rien statuer contre les néo-croyants, que le peuple avait baptisés du nom de libre-penseurs. Dès que ceux-ci eurent présenté leur défense, on introduisit la députation que les quatre villes évangéliques de Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse et les alliés des Grisons avaient chargée de venir soutenir la cause de leurs coreligionnaires. Invités à s'expliquer, ils parlèrent nécessairement des capucins, dont l'inutilité, dirent-ils, était constatée par le fait même de l'instruction religieuse suffisante que le clergé du pays donnait au peuple. Ils citèrent les divers cantons mixtes où la paix, le calme et la tolérance régnaient entre les populations de croyances différentes; ils parlèrent de la liberté de conscience que le prince-abbé de Saint-Gall avait accordée à ses sujets du Toggenbourg, et des concessions semblables faites par les empereurs d'Allemagne et le roi de France. Ils se gardèrent, cependant, de dire que toutes ces concessions n'avaient été octroyées que dans l'impossibilité de les refuser. Ils ajoutèrent que si l'on voulait laisser le protestantisme libre dans le pays, le canton non-seulement recevrait de leurs Etats tous les services possibles, mais encore serait admis à l'honneur d'être agrégé à la Confédération dont il n'était que l'allié : ils offrirent enfin leur médiation pour aplanir toute difficulté.

La réponse que ces villes reçurent fut claire et décisive, mais polie. On leur dit qu'elles avaient été mal informées; que la paix n'avait point été troublée pour qu'elles eussent à s'occuper de la rendre au canton; que leurs députés avaient pu se convaincre, de leurs propres yeux, de la bonne entente qui régnait partout. Quant à l'exercice du culte réformé, la diète ne pouvait nullement en traiter, n'étant pas nantie des instructions des communes. On les assura qu'il n'y avait pas trace d'inquisition dans le pays, et que si les protestants qui s'y trouvaient avaient dû consentir, pour motif grave, au renvoi de leur ministre, on leur laissait la liberté de conscience, mais sans préjudice de l'ordre public, ni scandale des citoyens.

Il était à propos d'avertir les cantons catholiques et de les rassurer au sujet de ce qui venait de se passer. Une missive explicative leur apprit que les efforts des Bernois et de leurs adhérents avaient échoué.

Comme l'évêque avait demandé l'application du Recès de Viège, les débats

entre les membres de l'assemblée reprirent une certaine vivacité, que les fauteurs du protestantisme cherchèrent même à rendre irritante. Quelques députés firent observer que ce décret, n'ayant pas été admis par tous les dizains, ne pouvait avoir force de loi qu'après avoir été soumis une seconde fois au peuple et avoir obtenu son suffrage. D'autres accusèrent le clergé d'être l'auteur de tous ces troubles et de ces divisions religieuses. Si l'on ne réforme les ecclésiastiques, dont le plus grand nombre ont une conduite scandaleuse, disaient-ils, et n'instruisent nullement les populations qui leur sont confiées, il est à craindre, non seulement que le peuple n'abandonne le catholicisme, mais même le christianisme, et ne devienne tout à fait incrédule. Que l'autorité ecclésiastique travaille donc sérieusement à cette réforme et qu'elle extirpe la racine du mal; elle est assurée de l'appui de l'autorité civile. Si Sa Grandeur, vu sa vieillesse, ne peut plus mettre la main à cette importante réforme, qu'elle se nomme un vicaire général auquel elle délègue toute son autorité, et nous nous empresserons de le reconnaître et de lui obéir.

Cette motion eut l'assentiment général. Il eût été étonnant qu'on ne parlât point des capucins. Les cantons catholiques avaient demandé qu'on leur construisît un couvent, s'offrant à concourir aux frais de cet établissement. Mais les ennemis du catholicisme avaient manœuvré auprès du peuple, afin qu'il n'admit ni couvent, ni capucin. Les populations, trompées par les calomnies répandues sur ces dévoués missionnaires, auxquels on prêtait des intentions toutes politiques, ne voulurent point autoriser la construction d'un couvent. Berne et les autres villes de la Suisse, qui cherchaient tous les moyens de ravir la vraie foi aux peuplades valaisannes, avaient eu la haute main dans ce refus. Ce n'était pas assez : on se préparait encore à pousser la diète à obtenir de l'évêque l'interdiction à tout religieux de se livrer à la prédication dans le pays, sans l'autorisation des communes, et de n'y exercer aucune fonction du saint ministère. La motion en fut réellement faite¹.

L'évêque et le chapitre, indignés de tant d'audace, résistèrent énergiquement à cette proposition, en firent ressortir l'inconvenance et la sotte impiété... Les capucins, dirent-ils, ont reçu de Rome le privilège de prêcher dans toute la catholicité; or, qu'est-ce que le Saint-Père penserait des Valaisans, qui ont reçu de lui le titre glorieux de *Défenseurs de la foi*, s'il apprenait qu'ils agissent de la sorte envers ceux qui leur prêchent cette même foi?

Les sept cantons craignaient vivement pour la religion en Valais. Peu rassurés par la lettre qu'ils avaient reçue, et se tenant soigneusement au courant des machinations secrètes des grands cantons protestants, ils envoyèrent une nouvelle députation qui se présenta au commencement du mois d'août. En se rendant à Sion, leurs députés, au nombre de sept, avaient visité les divers dizains pour se rendre mieux compte de la situation et des dispositions des

¹ Diète du 20 au 22 juillet 1603.

communes. Dès qu'ils furent admis devant la diète et qu'ils eurent présenté leurs lettres de créance, ils rappelèrent les engagements solennels que leurs cantons respectifs et le Valais avaient contractés pour la conservation de la foi, ainsi que le serment fait devant les saints autels de se soutenir jusqu'à effusion du sang, s'il le fallait, contre tous ceux qui chercheraient à leur ravir ce précieux dépôt. Leurs exhortations furent si fraternellement persuasives, qu'ils emportèrent la déclaration écrite que le Valais ne violerait jamais ses serments et qu'il se ferait un honneur de rester éternellement unis à des frères, qui lui témoignaient un si vif intérêt. Cette déclaration est datée du 10 août 1603. Elle renfermait aussi la promesse que la réforme du clergé commencerait aussitôt et que les pères capucins seraient libres de se présenter et de prêcher partout où l'on voudrait les recevoir ou recourir à leur saint ministère. Puis, pour témoigner de la sincérité de ces sentiments, la haute assemblée porta le décret suivant :

« Il est ordonné aux bourgeois de la ville de Sion et aux autorités de tous les dizains qui ont chez eux des étrangers protestants, de les renvoyer dans l'espace de deux mois, s'ils ne veulent pas professer la religion du pays qui est la catholique. Quant aux bourgeois et autres citoyens valaisans qui ont embrassé le parti de l'erreur, ils sont sérieusement avertis de ne plus s'occuper à dogmatiser ou à se livrer à des disputes religieuses, qui ne produisent que trouble et scandale; mais qu'ils aient à abjurer leurs funestes opinions et à se soumettre sans réserves, à l'avenir, aux mandements de l'évêque. »

Ce décret fut unanimement approuvé par les communes de cinq dizains; mais Sion et Loèche protestèrent par la bouche de leurs députés. Ces deux dizains étaient plus spécialement atteints par le décret; le protestantisme s'était appliqué à y gagner les premières familles. Au dire de l'ambassadeur de France, le Haut-Valais comptait plus de cent-vingt adhérents à l'hérésie parmi les personnes nobles. Pour masquer leur tendance, les députés de ces deux dizains prétextèrent que le décret portait atteinte à leurs franchises et libertés particulières, et ils réclamèrent contre l'exécution de l'arrêté qui condamnait les dissidents à la perte de leurs biens et à l'abjuration de leurs opinions religieuses. Berne et les autres villes protestantes recommencèrent leurs plaintes et leurs supplications. De leur côté, les cantons catholiques engagèrent les Valaisans à demeurer fermes contre l'orage et à ne point se laisser ébranler par de perfides sollicitations.

Le gouvernement demeura inflexible. Ne pouvant fermer l'oreille aux protestations de Sion et Loèche, il invita ces deux dizains à produire par écrit, pour la diète de Noël, les titres de leurs libertés et franchises, afin d'y faire droit, s'il y avait lieu. En attendant, le décret de la diète conserva toute sa force et devait être mis à exécution si quelqu'un osait y contrevenir.

Berne fut prié de ne point s'inquiéter du Valais, qui savait parfaitement régler ses affaires, et de ne plus prêter l'oreille aux rapports d'hommes remuants et brouillons¹.

¹ Diétine de Brigue, du 30 août 1603.

Ces malheureuses affaires religieuses avaient causé de grands maux dans le pays, qui souffrait en outre de la disette produite par le manque de récoltes de l'année précédente. Le peuple sentait le besoin d'apaiser la colère de Dieu qu'on avait irrité par la violation et l'oubli de sa loi; il reconnaissait avoir mérité le châtement qui s'appesantissait sur lui. La crainte dont il fut saisi lui fit envisager comme des avertissements et des menaces célestes, certains phénomènes naturels qui eurent lieu, tels que le ciel couleur de sang, l'apparition de comètes et plusieurs autres phénomènes rares. Au mois de septembre 1603, la diète en prit occasion pour engager les citoyens à la paix et au retour à Dieu.

« Considérant, dit-elle, les signes extraordinaires et les événements fâcheux survenus dans notre patrie durant l'année, et voyant qu'après avoir déjà plusieurs fois mis fin à nos dissensions, nous avons été cependant poussés à la discorde et à notre ruine par d'autres Etats, et notamment par ceux qui auraient dû nous en détourner¹, et cela presque ouvertement, nous pouvons reconnaître facilement que Dieu nous menace de punitions à cause de nombreux péchés, et que la cognée est déjà à la racine de l'arbre pour l'abattre. Pour fléchir sa juste colère et pour attirer sa miséricorde, la haute autorité recommande à tous les serviteurs de l'Eglise et prédicateurs de la parole divine, ainsi qu'à l'autorité de chaque lieu, d'exhorter tout le monde à faire pénitence et à s'amender, et de prescrire à leur volonté des pratiques de piété, telles que prières, jeûnes et aumônes. »²

La recommandation de la diète ne produisit pas grand fruit. Au mois de janvier 1604, la même autorité s'arrogeant les fonctions de chef spirituel du diocèse, fit une nouvelle ordonnance pour le même motif.

« Il est ordonné que, dorénavant, quand la cloche appellera le peuple à la prière du matin, selon la coutume, dans toutes les paroisses, on sonnera plus longuement, et, alors, tout le monde s'agenouillera avec dévotion et priera Dieu d'apaiser son courroux et de nous pardonner nos péchés. »

Jusqu'à un certain point, on s'explique cette ingérence de l'autorité civile dans les choses spirituelles : elle voyait un évêque sans énergie, un clergé dévoyé; l'immoralité était répandue dans toutes les classes de la société, l'indifférence devenait générale et l'impiété levait la tête. L'ignorance qui avait atteint le peuple et lui avait fait perdre le sentiment juste et raisonné de la religion, n'avait cependant pas pu lui enlever son attachement inné à la vieille foi, ni l'instinct profond et sûr qui l'avertissait des dangers et des maux inhérents à la nouvelle doctrine. Dans cette situation, est-il étonnant que les magistrats sentissent la nécessité de recourir à Dieu, d'y exciter le peuple, et qu'ils franchissent les limites de leurs attributions? L'ignorance fait commettre des fautes que souvent la bonne intention excuse!

Au mois de juillet 1603, la diète, en considération du grand âge de l'évêque, de sa faiblesse physique et de ses infirmités, avait déclaré qu'elle

¹ On entend par là les menées et les excitations de Berne surtout, qui remuait ciel et terre pour conquérir le Valais à la Réforme.

² Absch. du 20 septembre 1603.

apprendrait avec bonheur la nomination d'un vicaire général sur lequel le prélat se déchargerait des soins de l'administration ecclésiastique et temporelle.

Le 30 novembre, le vieil Hildebrand satisfit à ce désir et à ce besoin. Il annonçait qu'en restant évêque du diocèse, il se reposait sur son neveu Adrien de Riedmatten, doyen du Chapitre de Sion et en même temps abbé de Saint-Maurice, du soin de le remplacer, et que, dorénavant, celui-ci convoquerait et présiderait les diètes en son nom. Ce choix fut agréé de tous. La lettre de nomination portait la date du 1^{er} novembre. Le Vénérable Chapitre avait déjà, le 4 novembre, accepté le choix fait par l'évêque. Le 1^{er} décembre, la diète déclara que, vu la certitude du consentement des communes à cette nomination, le vicaire général entrerait immédiatement en fonctions, afin que rien ne souffrît dans l'administration. Cette adhésion que le Chapitre et les communes devaient donner concernait la reconnaissance de l'autorité temporelle de l'administrateur. Par son élection, l'évêque devenait, légalement, le chef temporel du pays; mais son remplaçant n'étant qu'un assistant, ne pouvait recevoir cette qualité que du suffrage du Chapitre et des dizains.

Sion et Loèche qui, déjà au mois d'août, n'avaient pas voulu accepter les décisions diétales concernant les affaires religieuses, firent des réserves au sujet des pouvoirs du coadjuteur temporel épiscopal, dont le caractère faisait craindre de ne pas trouver en lui un instrument aussi souple que l'était l'évêque. Ils voulaient qu'il ne pût imposer ni peines, ni amendes nouvelles, ni nommer des curés ou approuver des prédicateurs dans leurs dizains sans l'approbation d'une commission composée d'ecclésiastiques et de laïques. Ces menottes avaient été forgées, sans doute, par le fameux Jossen, afin de neutraliser ainsi l'énergie du coadjuteur, qui ne pourrait sévir contre les hérétiques¹.

Pour avoir une idée plus nette des événements qui se succédèrent en Valais, et dont la réforme protestante est le principal objet dans l'espace des dix à douze premières années du dix-septième siècle, il est nécessaire d'entrer maintenant dans le détail des travaux apostoliques auxquels les pères capucins se livrèrent dans le canton.²

Le Chablais, protestantisé par l'occupation militaire des Bernois, était enfin rentré dans le giron de l'Eglise, grâce aux travaux de saint François de Sales et des Pères Capucins. Entre ceux-ci, se distingua spécialement le père Chérubin qui fut le supérieur de la mission de Thonon. La dernière fois qu'il s'était rendu à Rome pour exposer au Pape le projet qu'il avait conçu, de fonder à Thonon une maison destinée à la conservation de la foi en Savoie, le saint Père lui avait dit à son audience de congé :

¹ Diète de janvier 1604.

² Dans ce récit, nous nous attachons surtout au témoignage du Père Augustin d'Asti, supérieur de la Mission du Valais, et qui fut tantôt l'acteur, tantôt le témoin des choses qu'il décrit. (P. Augustin. *Récit sincère des travaux spirituels au pays de Valais, etc.*)

Mon fils, lorsque vous aurez terminé votre sainte œuvre à Thonon, en rendant au culte catholique l'église de ce lieu, je désire que vous vous occupiez du Vallais qui est au moment d'apostasier, si on ne se hâte d'y arrêter les rapides progrès de l'hérésie. J'estime très important pour la religion en général et pour le Saint-Siège en particulier, d'y conserver le catholicisme.

Le pape Clément VIII savait, en effet, tous les efforts que Berne et les autres grandes villes protestantes de la Suisse faisaient pour conduire le Valais à l'apostasie. On promettait à celui-ci, s'il voulait renoncer à sa foi, de l'incorporer à la Confédération comme canton, car il était seulement allié des Suisses. Le résultat de cette admission eût été de donner aux protestants la prépondérance dans les diètes fédérales. Le père Augustin qui écrivait sa relation vers 1615, affirme que l'évêque de Riedmatten Adrien, décédé en 1613, lui avait souvent parlé de cette intention des cantons protestants et qu'un autre personnage l'en avait aussi assuré. Le même religieux fait une lamentable peinture de l'état du catholicisme en Valais quand, en 1601, il y entra pour la première fois.

Ce pays, dit-il, se trouvait alors, sous le rapport de la foi, dans un état semblable à celui d'un malade à l'agonie, dont le pouls ne bat presque plus et qui n'a plus la connaissance. On ne pouvait plus entendre parler ni du Pape, ni de l'Eglise romaine, ni de fréquentation des sacrements. Les prêtres eux-mêmes, pour la plupart mariés, disaient la messe sans consacrer, ne portaient jamais le saint viatique aux moribonds, ni ne leur donnaient l'Extrême-onction. Ils donnaient aux laïques, après leur avoir fait réciter tout haut le *Confiteor*, une espèce d'absolution générale, et ils les communiaient avec des hosties non consacrées. Les mariages ne se faisaient plus selon le rite catholique, c'est-à-dire qu'on négligeait de les faire bénir par les propres pasteurs; il suffisait, pour légitimer un mariage, que les époux eussent fait stipuler leur contrat par un notaire en présence de leurs parents. Un ministre protestant des plus habiles résidait à Sion avec sa femme et ses enfants, et parcourait le pays en déclamant contre l'Eglise romaine, le pape, les évêques et le clergé catholique.

De temps à autre des ministres vaudois se rendaient à Monthey, Saint-Maurice, Martigny et autres localités de la partie française du canton pour y semer leurs erreurs, y implanter les préjugés les plus absurdes et y répandre les calomnies les plus effrontées contre le catholicisme. Le Haut-Valais, ou plutôt la partie allemande du canton, était travaillée par des ministres venant de l'Oberland bernois: Viège et Loèche les recevaient plus spécialement. Ces esprits fanatisés ne rougissaient nullement d'affirmer à ces populations, si crédules parce qu'elles n'avaient à peu près aucune instruction religieuse, que le Pape faisait passer ses lois et celles de l'empereur d'Allemagne avant les préceptes de l'Evangile et toutes les lois divines, et qu'en défendant la lecture de la Bible en langue vulgaire, il travaillait sourdement à faire oublier l'Evangile. Les progrès de l'hérésie furent tels que la plus grande partie des familles les plus notables avaient embrassé la nouvelle doctrine. Sion était particulièrement entaché de calvinisme. Dans son discours à la diète (20 juillet 1603), l'évêque Hildebrand disait avoir appris que la plus grande partie des bourgeois de la ville s'étaient liés par des serments funestes. Le bailli Jossen avait fait afficher sur le mur de la cathédrale de Sion ces mots trop significatifs: *Hildebrand de*

Riedmatten, dernier évêque de Sion. Le même écriteau avait été appliqué contre le château épiscopal, et les protestants annonçaient que bientôt aurait lieu une assemblée générale de tous les hommes au-dessus de dix-huit ans, dans laquelle le bailli ferait décider à la majorité des voix à quelle religion le pays appartiendrait désormais. On ne parlait, à Sion, que de chasser le clergé et d'abolir le culte catholique. Les rares fidèles étaient honnis et hués dans les rues.

Tandis qu'en Valais le naufrage de la foi catholique était imminent, celle-ci se relevait triomphante dans un pays voisin. En 1601, les Capucins donnèrent à Thonon les exercices du grand Jubilé auxquels les populations converties du Chablais se rendirent en foule. Plusieurs personnes du Bas-Valais s'y étant rendues, afin de profiter des faveurs spirituelles que le Pape avait accordées, exposèrent aux Pères les périls graves qu'encourait la religion dans leur chère patrie. Le Père Chérubin, supérieur de la Mission, se rappela alors les ordres qu'il avait reçus de Clément VIII ; il avisa aussitôt aux moyens de les exécuter. Il envoya à Saint-Maurice le Père Augustin pour convenir, avec le capitaine Antoine de Quartéry, des moyens d'introduire ses religieux en Valais. Ce capitaine, très zélé catholique, conseilla aux Capucins d'arriver sans bruit et d'user de grandes précautions, parce que les gens du pays regardaient la religion comme une affaire d'état. Il les prévint que les Bernois avaient décrié les Pères, et que le peuple, prévenu contre eux, menaçait de les tuer s'ils entreprenaient d'y venir prêcher.

Le Père Chérubin avait fait part de son dessein à l'abbé d'Abondance, qui jouissait de quelques droits seigneuriaux sur Saint-Gingolph et y avait une maison. Il lui communiqua les lettres qu'il avait reçues du nonce apostolique et le supplia de faire recevoir à Saint-Gingolph les religieux qu'il y enverrait. Par suite de ces arrangements, le Père Sébastien de Maurienne et le Père Augustin d'Asti arrivèrent à Saint-Gingolph, et séjournèrent dans la maison que l'abbé d'Abondance leur avait fait préparer. De là, ils se rendaient tous les matins dans quelques paroisses du Valais, où ils lisaient la sainte messe pour avoir l'occasion d'adresser au peuple quelques discours religieux ; puis, le soir ils rentraient à leur logis. Voyant leur douceur, leur abnégation, les rudes mortifications qu'ils pratiquaient et la sainteté de leur vie, les esprits prévenus contre eux se radoucirent, et le peuple, reconnaissant qu'on avait calomnié ces hommes d'un dévouement si apostolique, leur accorda bientôt toute sa confiance et s'attacha à la religion qu'ils lui enseignaient, encore plus par leurs exemples que par leurs discours. Ils se dirigèrent ensuite sur Monthey où ils furent accueillis par quelques-uns des principaux habitants. Ils n'y vécurent que d'aumônes et ils passaient leur temps à l'instruction du peuple et de ses chefs. Les gens de ce bourg ne tardèrent pas à s'affectionner vivement à eux. Ce bon accueil n'empêcha pas quelques habitants de faire des insultes à ces pacifiques missionnaires, de sorte

¹ Fidèle de Thalissieu et Augustin d'Asti.

que le gouverneur Antoine de Lengmatter fut obligé de leur donner des gardes, pour les garantir des dangers auxquels ils étaient exposés en prêchant au public¹.

De Monthey, ils se rendirent à Saint-Maurice, sous prétexte d'aller prier au tombeau des Martyrs. En même temps entraient en Valais (octobre 1602) la députation que les sept cantons catholiques envoyaient à Sion pour y renouveler l'alliance dont il a été parlé. Ces députés s'arrêtèrent à Saint-Maurice et furent logés chez le capitaine Antoine de Quartéry, qui leur parla de la présence des Capucins en ce lieu et les leur présenta. Le lendemain de leur arrivée, le Père Sébastien prêcha devant eux pendant la messe, à laquelle ils voulurent assister. Le sermon roula sur la primauté du Pape et l'indéfectibilité de l'Eglise fondée sur la pierre inébranlable du siège de Rome. Le prédicateur avait choisi ce sujet à cause de la foule qui voulut assister à la messe pour voir les députés catholiques. Ceux-ci furent si satisfaits des deux missionnaires, qu'ils les prirent sous leur protection et les recommandèrent spécialement à l'abbé de Saint-Maurice qui, dès ce jour, leur fournit un logement et les entretint aux frais de sa maison. En outre, les députés catholiques les firent monter avec eux à Sion pour y être témoins de la cérémonie du renouvellement de l'alliance. Le lendemain de cette cérémonie, le Père Sébastien prêcha dans l'église collégiale de Valère, où l'on célébra une messe d'actions de grâces. La députation des cantons assista à cette messe et à cette prédication, et elle dit, en présence de l'évêque, des chanoines et d'autres seigneurs, que le Père avait prêché en véritable apôtre, mais que la veille, le chanoine qui avait fait le sermon à la cathédrale, avait plutôt parlé en ministre de Calvin; la manière dont il avait traité son sujet leur avait prouvé qu'il n'avait guère foi aux mystères de la religion, dont il paraissait chercher à affaiblir les preuves. L'évêque accueillit fort bien les deux religieux; mais les seigneurs du Valais qui se trouvèrent à Sion en cette circonstance, en témoignèrent tant de dépit, qu'ils parlèrent de les faire mettre à mort s'ils ne sortaient promptement du pays. Les ambassadeurs des sept cantons voyant qu'ils ne pouvaient calmer cette fureur et craignant qu'on ne se portât à des excès envers les Pères, les ramenèrent à Saint-Maurice, après les avoir recommandés à l'évêque².

L'abbé de Saint-Maurice était Adrien de Riedmatten, neveu de l'évêque de Sion et son coadjuteur. Il avait reçu volontiers les deux missionnaires lorsqu'ils étaient arrivés de Monthey pour la première fois, mais il n'osait s'en montrer publiquement le protecteur. Ce furent les députés des cantons qui l'y déterminèrent. Voici comment le Père Augustin raconte la chose :

Le seigneur abbé craignait qu'en nous protégeant ouvertement, il ne se compromît avec les seigneurs d'Etat du parti calviniste et qu'il ne perdît leur suffrage à la prochaine élection de l'évêque, son oncle étant infirme et très âgé. C'est ce qu'il ne dissimula point aux ambassadeurs des cantons. Ceux-ci, pour le guérir de cette honteuse crainte, lui dirent que s'il refusait de soutenir énergiquement la cause catholique, en nous protégeant ouvertement, ils feraient

¹ De Thalissieu.

² De Thalissieu.

tous leurs efforts à Rome, pour qu'il ne pût obtenir ses bulles de confirmation au cas qu'il fût élu; qu'ils y dénonceraient sa lâcheté et la juste suspicion de sa doctrine, puisqu'il leur avait refusé d'opposer, dans la personne de ces zélés missionnaires, une digue aux flots envahissants de l'hérésie.

En parlant du renouvellement d'alliance dont il fut témoin à Sion, le même Père dit hardiment:

...Que cette cérémonie ne fut, de la part des chefs laïques de l'Etat, qu'une pure comédie; et ce serment solennel, qu'un beau semblant qu'ils ne tardèrent pas à démentir, dès que les députés des cantons eurent tourné les talons pour s'en retourner chez eux. Car, en même temps, ces Messieurs de l'Etat traitaient secrètement avec les cantons hérétiques, ne pouvant point encore le faire ouvertement, parce que le menu peuple, surtout dans les dizains du sommet du pays, n'était pas encore disposé à embrasser la Réforme. On vivait dans ces dizains un peu plus catholiquement que dans le reste du pays, et on y fréquentait un peu plus souvent les sacrements; mais le clergé n'y était guère plus édifiant qu'ailleurs, et les messieurs, magistrats et notaires y étaient plus ou moins entachés et entichés du protestantisme; ils ne s'en cachaient que parce que, en ces dizains, les paysans tiennent les messieurs dans leur entière dépendance et se portent promptement à des voies de fait à leur égard, quand ils entreprennent d'introduire dans le pays quelque nouveauté qui leur déplaît.

Revenus à Saint-Maurice, les deux religieux s'occupèrent très activement de la conversion de cette population, qui avait tellement abandonné les sacrements, que la première personne qui se présenta¹, les pria d'entendre sa confession en cachette, dans la crainte d'être l'objet de la dérision publique, si on la voyait agenouillée à un confessionnal. On n'y connaissait plus d'autre pratique de religion que la célébration de la messe; l'ignorance et la vie licencieuse des ecclésiastiques avaient fait cesser toute prédication et toute pratique de dévotion. Les relations quotidiennes de ce peuple avec ses voisins hérétiques avaient introduit tant de préjugés et de fausses maximes, qu'il était devenu fort difficile de les déraciner et de dissuader les esprits en les éclairant. Plus de trente familles, des plus considérées, proposaient ouvertement le calvinisme. Les ministres de Bex et d'Aigle, ainsi que d'autres principaux hérétiques, étaient journellement admis dans les familles, les festins et divertissements divers; ils prenaient part aux assemblées et autres réunions. Il n'était pas possible, dit l'auteur déjà cité, qu'une ville qui conservait encore quelque vestige de religion pût être dans un état plus déplorable que celui où était alors Saint-Maurice. Néanmoins l'ardeur et le dévouement vraiment apostolique des deux humbles enfants de Saint-François pour la conversion de cette cité produisaient les fruits les plus abondants de salut. Ce peuple, évangélisé depuis trois mois seulement, disait déjà, généralement, que Dieu leur avait envoyé des anges pour leur apprendre le chemin du ciel. Dès lors, on ne voulut plus que les Pères eussent la peine de quêter pour leur subsistance; on désigna un homme pour s'occuper de cela. « Ils avaient bien tant de vénération et un si grand respect pour eux, qu'ils se jetaient à genoux quand ils passaient par les rues. » L'empressement à

¹ C'était une sœur du capitaine de Quartéry, dont le frère Jacques, qui avait apostasié publiquement, se convertit plus tard, et répara dignement le scandale qu'il avait donné.

entendre la parole de Dieu était si grand, que l'église paroissiale quoique très spacieuse, se remplissait chaque jour à l'heure de la prédication. Aux fêtes de Noël, il n'y avait plus que trois familles protestantes, et presque toute la paroisse s'approcha des sacrements. Dieu soutenait visiblement les forces de ses deux ouvriers. Le Père Sébastien prêchait et faisait tous les jours le catéchisme à l'église. Il y avait les conférences publiques avec les réformés, les entretiens spirituels pour alimenter les exercices de dévotion et l'assiduité au confessionnal. Les jours de foire ils prêchaient sur la place publique à cause du grand nombre d'hérétiques qui y arrivaient du pays de Vaud. Les dimanches et fêtes, le Père Sébastien faisait quatre sermons par jour, trois à Saint-Maurice et un à Monthey, pour satisfaire la dévotion de *ce peuple qui les avait si favorablement reçus dans leur bourg*.

Après avoir ramené et confirmé dans la foi les populations des dizains de Monthey et St-Maurice, les missionnaires étaient indécis sur l'endroit du pays où ils se rendraient. Un jour, se trouvant à l'Abbaye de Saint-Maurice, en société des chanoines et de quelques prêtres séculiers, la conversation tomba sur le calendrier grégorien qui était adopté dans le Bas-Valais, mais non encore dans le Haut. Les Pères qui venaient de célébrer les fêtes de Noël, exprimèrent le désir pieux de pouvoir les célébrer encore une fois, puisqu'elles n'avaient lieu que dix jours plus tard dans le Haut-Valais. Le curé de Saint-Maurice de Laques¹ se trouvant présent, dit aussitôt aux missionnaires qu'il serait très heureux de les recevoir chez lui. Ils y allèrent aussitôt et y remplirent leur saint ministère avec un grand succès; mais les émissaires que Berne avait soin d'entretenir en Valais, eurent recours à leurs calomnies habituelles et ameutèrent la population. Ce que voyant, le banneret du dizain de Sierre pria les Pères de céder à l'orage, en se retirant momentanément. Ils retournèrent donc à Saint-Maurice qui était devenu le point central de leurs travaux². Ils n'y reparurent que pour se porter de suite à Martigny, où leur zèle n'était pas moins nécessaire que dans les localités qu'ils venaient d'évangéliser. Le bourg de Martigny était entièrement gagné à l'hérésie; le nom du pape et de l'Eglise romaine y était en horreur; on y haïssait tout ce qui rappelait la religion catholique. Les Pères eurent beaucoup à y souffrir dans les commencements, mais la pensée du ciel et le désir de sauver ces âmes, leur firent patiemment supporter l'amertume de leur position³. Comme ailleurs, leurs sueurs y produisirent des fruits abondants. Bientôt, ils recueillirent les bénédictions générales. Ils se rendaient alternativement de la ville au bourg.

Tout le long du chemin, dit le Père Augustin, nous rencontrions des groupes de gens qui se mettaient à genoux devant nous et nous demandaient notre bénédiction, bénissant eux-mêmes, disaient-ils, *les vertus qui nous avaient amenés et les pieds qui nous avaient portés chez eux*

¹ Village situé dans la montagne au nord de Sierre.

² De Thalissieu.

³ De Thalissieu.

pour faire luire à leurs yeux les lumières de la vraie foi. Et comme nous retournions à Saint-Maurice, ces braves gens ne pouvaient nous quitter, et nous eûmes assez de peine à nous en séparer.

A leur retour de Saint-Maurice de Laques, nos missionnaires apprirent qu'en leur absence le ministre de Bex avait reparu à Saint-Maurice, où il avait fait tous ses efforts pour détruire leur œuvre en annonçant qu'il les convaincrerait facilement d'ignorance et d'imposture, s'ils osaient accepter une conférence publique avec lui sur la religion. Mais à peine eurent-ils reparu que le ministre disparut de Saint-Maurice, sans plus y revenir, malgré les invitations réitérées qu'ils lui adressèrent. Ne voulant pas perdre leur temps, et voyant l'obstination du ministre à se taire, les Capucins se décidèrent à aller à Martigny et dans les lieux circonvoisins. Pendant ce temps, le ministre, avec une ridicule audace, recommença à provoquer une conférence. Dès qu'ils furent revenus, les chanoines de l'Abbaye engagèrent le fanfaron ministre à se rendre à la conférence à laquelle il avait défié les Pères. Ceux-ci ne désiraient pas mieux que de lui répondre en face. En cas de refus de se rendre en Valais, il fut prié d'obtenir de leurs Excellences de Berne un sauf-conduit pour que les Pères pussent, en toute sûreté, se rendre à Bex ou en quelque lieu que ce fût des terres de Berne, pour y discuter avec lui et les ministres ses amis sur les articles religieux controversés entre les deux partis. Le Père Maurice de la Morre, habile controversiste, avait été envoyé en Valais, à la sollicitation de ses deux confrères, pour y travailler avec eux. Il était à l'Abbaye quand un homme vint, de la part du ministre de Bex, inviter les Pères à se rendre dans cette localité pour une discussion publique. L'invitation fut acceptée avec empressement; mais pour ne pas blesser l'autorité bernoise, le Père Augustin et deux chanoines de l'Abbaye se rendirent chez le juge de Bex pour l'informer qu'on était prêt à discuter, pourvu que les seigneurs de Berne n'en fussent pas offensés. Le juge lui serra cordialement la main et l'assura que les Capucins seraient les bienvenus¹.

L'après-midi du lendemain, les Pères Augustin et Maurice se rendirent à Bex, selon le convenu de la veille. Ils firent avertir le ministre et le juge et attendirent deux ou trois heures sans que personne ne se montrât. Ils jugèrent que le ministre craignait d'affronter la lutte. Ils ne se trompaient point puisqu'il n'osa paraître qu'après l'arrivée du ministre de Lausanne, qu'il attendait sans que les Pères le sussent. Comme il se faisait déjà tard, les deux religieux crurent devoir reprendre le chemin de Saint-Maurice, mais ils furent fort surpris, en route, de se voir assaillis à coups d'épée par un soldat huguenot qui, sachant que le ministre de Lausanne était enfin arrivé, crut ne devoir pas laisser passer une si belle occasion de faire triompher son parti. Interrogé sur son intention, le soldat répondit qu'en se retirant ainsi, ils faisaient affront aux ministres qui se préparaient à entrer en discussion avec eux.

¹ Thalissieu : manuscrit.

En effet, leurs deux adversaires arrivèrent un instant après sur la place publique, accompagnés des principaux du lieu et suivis de tout le peuple. Les ministres saluèrent les Pères et le juge condamna la brutalité du soldat. Le Père Augustin rappela au juge les règles de la discussion dont ils étaient convenus la veille, et lui dit qu'il était prêt à commencer s'il pouvait l'assurer de l'agrément des Messieurs de Berne. Le magistrat le lui ayant certifié, ajouta que les Pères pouvaient proposer aux ministres tout ce qu'ils avaient à leur dire. Alors le Père Maurice jugeant avec raison qu'il n'était pas possible, à l'entrée de la nuit, d'ouvrir une discussion en règle, demanda à son antagoniste s'il croyait que *la pratique des vertus théologiques fût nécessaire au salut*. Blessé d'une question si simple, le ministre répondit qu'une pareille demande rendait manifeste l'ignorance des papistes; que jamais aucun ministre n'avait douté d'une vérité si incontestable; qu'il l'enseignait lui-même ainsi que tous les docteurs de sa communion.

Le Père Maurice. — Calvin est-il un de vos docteurs?

Le Ministre. — Non seulement il l'est; nous le considérons de plus comme l'arbitre des docteurs de notre religion.

Le Père Maurice. — La doctrine contenue en votre *confession de foi* et en votre catéchisme est-elle suivie par tous vos pasteurs?

Le Ministre regardant le Père avec mépris, dit à l'auditoire: Voyez l'impertinence de ce papiste. Il me demande si les ministres ne tiennent pas la doctrine de la profession de foi et du catéchisme qu'ils enseignent aux fidèles. Je réponds qu'on ne peut en douter sans être animal comme lui.

Le juge le reprit de l'inconvenance de son langage, et l'engagea à ne se servir que de termes polis et dignes de la gravité du sujet que l'on traitait. Le Père Maurice demanda avec douceur au ministre la Bible qu'il portait sur lui; mais celui-ci la refusa. Prenant alors celle du Père Augustin, le Père dit à l'Assemblée: Il s'agit de savoir si votre ministre a eu raison ou tort de répondre à mes questions comme il l'a fait; je veux que vous en soyez les juges après que vous aurez vu dans la Bible ce que je vous ferai lire.

Les hérétiques, là présents, croyant que la bible de leur ministre lui serait plus favorable, voulurent qu'on s'en servit. Le Père l'ayant reçue de ses mains, chercha, à l'article 20 de leur *confession de foi*, ces paroles tirées des *Institutions de Calvin*: « Nous croyons que nous sommes rendus participants de la justice par la *foi seule*. » Puis, ouvrant leur catéchisme, au dimanche XVIII, il y lut ces paroles que la *seule foi* sauve l'âme. Ensuite, remettant ce livre au juge, il le pria de lire à haute voix les mêmes passages, et s'adressant au peuple:

Votre confession de foi et votre catéchisme disent, suivant Calvin, que la seule foi justifie et sauve; cependant, votre ministre dit le contraire, comme vous venez de l'entendre; il dit que les ministres s'attachent à la doctrine du catéchisme et de la confession de foi et vous voyez comme il s'en éloigne; il dit que Calvin est l'arbitre des docteurs de votre religion; et cependant vous voyez que votre ministre et Calvin sont opposés dans une chose très pratique et très commune, et néanmoins si importante pour notre salut.

Le ministre de Bex, accablé par les réflexions du Père, dévora sa confusion sans trouver un mot de réponse, et son collègue de Lausanne, qui voulut le tirer d'affaire, resta lui-même embarrassé. Les assistants, surpris et étonnés d'une pareille déconfiture, *haussaient les épaules comme des gens qui se reconnaissent dans l'erreur*. Voyant la confusion des ministres, le Père ne les pressa pas davantage par une nouvelle humiliation désormais inutile. Dès ce jour, il arrivait

quotidiennement à Saint-Maurice des gens du mandement de Bex pour se faire instruire par les missionnaires. Les ministres, outrés de dépit, se plaignirent à Berne de la prétendue violation du territoire de l'Etat, de la part des Capucins. Les Hautes Excellences écrivirent à l'évêque de Sion et au bailli Jossen pour qu'on expulsât les Pères¹.

L'évêque nonagénaire qu'on avait effrayé par la perspective des maux prétendus, que la présence de pauvres religieux allait attirer sur la patrie, donna ordre au gouverneur de St-Maurice, Sébastien Zuber, de faire partir les trois missionnaires. Mais le gouverneur, bon catholique autant qu'homme d'intelligence et de cœur, ne craignit pas de représenter vivement à son évêque que les malheurs dont on l'avait effrayé, n'existaient que dans l'imagination de son bailli et des adversaires du catholicisme; que si un malheur pouvait arriver au pays, c'était celui qui résulterait de l'expulsion de ceux qui régénéraient les populations en les ramenant au bercail de Jésus-Christ. Il lui mit devant les yeux la terrible responsabilité qu'il assumait devant le tribunal de la justice divine, en ordonnant d'éloigner ceux qui seuls savaient conduire au divin pâturage les brebis confiées à sa houlette. Cette ferme et héroïque résistance de Zuber sauva le catholicisme dans le pays: le débile et pusillanime Hildebrand, redressé par son subalterne laïque, révoqua promptement son ordre. Dès que les Pères virent que Monthey, St-Maurice et Martigny étaient affermis dans la foi, ils décidèrent que le Père Sébastien se rendrait dans l'Entremont qu'ils n'avaient pas encore évangélisé, tandis que les Pères Maurice et Augustin se rendraient à Sion. Pendant qu'ils s'acheminaient vers la capitale, une ambassade de Berne et d'autres cantons protestants s'y rendait aussi pour aviser secrètement et de concert avec Jossen aux moyens d'assurer la chute du catholicisme. Aucune députation étrangère ne pouvait être reçue à Sion sans le consentement de l'évêque, chef et seigneur du pays. Le bailli ne fit point cas de cette prérogative de son prince, et il reçut les députés chez lui. Là, se débattit, à huis clos, la question des capucins. Les députés demandaient qu'ils fussent livrés à Berne ou, au moins, qu'ils eussent à se rétracter de ce qu'ils avaient dit à la conférence de Bex. S'ils refusaient de se rétracter, on réclamerait contre eux la peine capitale.

Tandis que, chez le bailli, la vie des missionnaires était menacée, Jossen ne se doutait guère qu'à vingt pas de là, sa tête était aussi en jeu. Non seulement celui-ci admit les députés chez lui au su de toute la ville et méprisa ainsi l'autorité de son prince, mais il tint encore conseil avec eux. C'était à cette époque un principe incontesté en Valais que, sans l'autorisation de l'Evêque, plus de six membres de l'Etat ne pouvaient s'assembler pour délibérer sur les affaires publiques. Sans cette autorisation, aucune diète même ne devait se tenir ailleurs qu'au Château de la Majorie, dans la salle destinée à ces assemblées, présidées d'office par l'évêque et auxquelles quatre membres du Chapitre

¹ Père Fidèle de Thalissieu : manuscrit.

avaient droit d'assister. Nul décret n'était valable s'il n'était signé de la main du prince-évêque et muni de son grand sceau : quiconque aurait contrefait cette signature ou ce sceau, était puni de mort. Or, le bailli avait violé tout cela. Ce qui le rendait si téméraire, c'est qu'il ignorait que l'autorisation de prêcher accordée aux capucins par le vicaire général, l'avait été aussi du consentement du Chapitre. Les principaux personnages de la ville triomphaient de cette audace du bailli.

A la vue de ce qui se passait, le vicaire général et les chanoines se rendirent chez l'évêque, pour délibérer avec lui, car ils n'avaient pas de peine à comprendre que cette démarche hardie de Jossen était le résultat d'un complot ourdi entre les protestants du pays et ceux de la Suisse, pour en venir aux dernières extrémités contre la religion et ses hauts représentants. D'ailleurs, les protestants de Sion disaient ouvertement entre eux que le caduc Hildebrand était le dernier évêque du pays, et qu'on allait abolir la messe. Les capucins qui s'étaient rendus à Savièse, pour y prêcher, reçurent ordre d'arriver immédiatement chez l'évêque, de se tenir en garde et d'entrer au Château par la porte de derrière pour n'être pas aperçus, parce que leur vie était exposée. Ils furent aussitôt introduits dans la salle des diètes, où ils trouvèrent l'évêque, son vicaire général et les chanoines. Le chanoine qui, en qualité de maître des cérémonies, les présenta à l'assemblée, était publiquement réputé ennemi des capucins. Ceux-ci ne furent donc pas peu étonnés de le voir venir à eux les bras ouverts, les embrasser affectueusement, et leur serrer fortement la main en leur disant : « *Mes Pères, ces méchants bourgeois de Sion, ce n'est pas vous qu'ils veulent chasser du pays ; c'est nous, et avec nous, l'évêque et tout le clergé diocésain.* » Et leur serrant de nouveau affectueusement la main, il ajouta : « *Mais soyons unis, soyons unis.* » L'évêque et tous les membres du clergé embrassèrent les Pères ébahis d'un tel changement à leur égard de la part des chanoines, qui jusqu'alors les avaient toujours regardés avec froideur, et si peu secondés dans leurs travaux. On leur apprit alors ce qui se tramait. Ils supposaient bien que les protestants ourdissaient quelque chose contre la religion ; mais ils ignoraient ce qui les concernait personnellement.

C'était un dimanche. Le bailli qui, malgré son audace, se sentait coupable et redoutait que ses projets et sa conduite ne fussent découverts, fit partir les députés protestants le samedi. Ce ne fut que le lendemain que son complot fut dévoilé à l'autorité ecclésiastique. Le lundi matin, le vicaire général fit préparer la salle où l'évêque tenait son tribunal, et il convoqua tous les chanoines. Le bailli fut ensuite appelé et vint seul et sans armes, selon l'usage, ne soupçonnant point ce qui allait arriver, car c'était l'heure à laquelle il avait coutume de se présenter, pour traiter avec l'évêque des affaires de l'Etat. A peine fut-il arrivé au pied du grand escalier qu'il vit la porte d'entrée se refermer brusquement sur lui. Il feignit cependant de ne pas s'en apercevoir. Quelle ne fut pas son appréhension, lorsqu'ayant franchi la porte des gardes, il la vit pareillement se refermer. Il

alla néanmoins directement vers l'appartement de l'évêque; mais l'effroi le saisit lorsqu'il vit le prélat, son prince, assis sur son tribunal, sous un baldaquin, environné des chanoines, ayant à sa gauche son official tenant le glaive de la régle. Personne ne se leva pour le recevoir. L'official seul, se levant, lui dit : « Arrêtez-vous, Monsieur; » puis, se tournant vers l'évêque, il continua :

Tous tant que nous sommes ici, Monseigneur, nous vous demandons justice de cet homme, que nous vous dénonçons comme un rebelle, comme un usurpateur de votre autorité princière, un destructeur des prérogatives attachées à votre siège par sa Majesté l'Empereur, et nous vous prions d'en faire sommairement justice, comme coupable de lèse-majesté et de plusieurs autres actes de félonie qui lui ont juridiquement mérité la mort.

Ayant obtenu la permission de se justifier, le bailli le fit avec la plus hypocrite apparence d'humilité :

Si le bannissement des capucins a été décrété, dit-il, ce n'est point dans l'intention d'en venir à l'exécution, mais uniquement pour avoir un prétexte de les soustraire aux mains des députés suisses qui demandaient qu'on les leur livrât, sinon ils menaçaient le Valais d'une guerre. S'il avait empiété sur les prérogatives épiscopales, c'était afin d'empêcher les protestants d'en venir à des actes de violence, parce qu'ils ne voulaient pas que l'évêque, ni le clergé, ni la diète fussent juges des capucins, prétendant qu'ils ne seraient pas impartiaux dans leur sentence.

Comme Jossen avait accusé les missionnaires d'être la cause de tous les troubles par leurs prédications, les Pères n'eurent pas de peine à détruire une accusation aussi absurde qu'impie de la part d'un prétendu catholique. Le vicaire général, au nom de l'évêque, adressa de sévères paroles au bailli qui, craignant une sentence capitale, se jeta aux pieds du prélat et lui demanda humblement pardon. Cette séance n'avait cependant nullement pour but de condamner à mort le coupable, écrit l'un des Pères qui y assistait, mais seulement de le corriger, en lui inspirant un effroi salutaire. Mais ce fut en vain, le fourbe ne continua que mieux son rôle. Pour persuader l'assemblée de son repentir et de son dévouement à la cause catholique, il fit la proposition suivante :

Illustrissime Prince, et vous, Messieurs les chanoines, puisque ces bons religieux sont venus en ce pays pour y prêcher la vraie doctrine à notre peuple, j'estime qu'il serait convenable de leur donner des lettres patentes en vertu desquelles ils soient autorisés de votre part à prêcher dans toutes les paroisses afin que personne ne puisse les en empêcher. Votre Grandeur recommanderait spécialement à tous les curés de les loger et nourrir lorsqu'ils se présenteront chez eux pour y exercer leur ministère. De mon côté, je ferai ce qui dépendra de moi pour qu'ils soient aussi admis à prêcher de temps en temps dans cette ville.

L'avis du bailli fut suivi, quoique celui-ci comptât bien arrêter l'œuvre des missionnaires par les obstacles qu'il leur susciterait.

Munis de lettres patentes, datées du 22 avril 1602, les Pères se rendirent dans les paroisses; mais il y avait pour eux un grand inconvénient à se présenter dans les cures, où la discipline de l'Eglise n'était guère observée : ils étaient

TROIS ÉVÊQUES DE RIEDMATTEN

selon des gravures sur cuivre du XVII^{me} siècle.



HILDEBRAND DE RIEDMATTEN, Evêque

Elu le 22 juin 1565, décédé le 4 décembre 1604.

ADRIEN II DE RIEDMATTEN, Evêque

Elu le 17 décembre 1604, décédé en septembre 1613.



ADRIEN III DE RIEDMATTEN, Evêque

Elu le 30 août 1640, décédé le 19 septembre 1646.

ordinairement obligés de se trouver à table avec les concubines de la maison, car presque tous ces malheureux bénéficiers en avaient et ne s'en cachaient nullement. Au contraire, beaucoup de familles distinguées du pays unissaient volontiers leurs fils aux jeunes personnes qui étaient le fruit de ces unions sacrilèges. On comprend la répugnance et l'inquiétude que de saints missionnaires devaient éprouver en pareille compagnie. Ils consultèrent le nonce apostolique, à Lucerne : c'était alors Jean Tussianus, évêque de Veglia, qui leur répondit :

Mes Pères, ne vous refusez pas de vous mettre à table chez ces curés, lorsque vous êtes en course, et que vous ne prêchez qu'en passant, et n'entreprenez point de réformer brusquement les mœurs, car vous n'y gagneriez que d'émouvoir la haine des coupables, dont plusieurs (ce qui serait encore pire) auraient peut-être encore le crédit de vous rendre odieux au peuple. En vous montrant affables avec eux, ils vous prendront en affection, parleront avantageusement de vous à leurs paroissiens; et ceux-ci, prenant plaisir à vos conversations familières, écouteront plus volontiers vos prédications, et profiteront de vos instructions. Les paroissiens ne tarderont pas de comparer la conduite de leurs prêtres avec la vôtre; avec le temps, ce sera le peuple qui voudra avoir pour pasteurs des prêtres qui vous ressemblent.

Les Pères se trouvèrent bien d'avoir suivi ce conseil du sage prélat; en effet, dès qu'ils purent prêcher en toute liberté la morale évangélique, ils affirmèrent que le peuple, en plusieurs endroits, chassa ces prêtres scandaleux pour les remplacer par des ecclésiastiques zélés et vertueux que le nonce prit soin de lui procurer. Afin d'en obtenir, le P. Augustin était parti pour Lucerne. Arrivé dans cette ville (avril 1603), il apprit du nonce que le conseil souverain y délibérait sur la manière dont les cantons catholiques devaient agir envers les Valaisans qui, contre la foi donnée, venaient d'admettre chez eux une députation protestante. Ils ne parlaient de rien moins que de marcher en armes contre des alliés inconstants et déloyaux, parce qu'on leur avait dit que les hauts magistrats s'étaient ligués avec les cantons protestants, avaient décidé l'expulsion de l'évêque et du clergé et qu'on avait chassé les capucins. Comme on l'avu, Jossen et son parti avaient réellement décidé avec les délégués des cantons protestants d'en venir à cette extrémité; mais la scène de la Majorie leur avait fait ajourner l'exécution de leur complot.

Dès qu'ils eurent appris de la bouche même du nonce et du P. Augustin, la vérité sur ce qui s'était passé en Valais et que la liberté de prêcher avait été accordée aux missionnaires, les magistrats lucernois furent comblés de joie et agirent de concert avec le représentant du St-Siège, pour procurer de bons prêtres aux paroisses du Valais qui en manquaient. Deux nouveaux capucins envoyés par le Provincial suisse se rendirent, l'un en Conches, l'autre à Brigue. Ils prêchaient plusieurs fois par jour non seulement les dimanches et les fêtes, mais chaque jour de la semaine. Ils s'acquittaient de cette fonction avec une clarté et une éloquence populaire telles, que les paroisses se disputaient l'honneur de les posséder.

De toutes les localités du canton, la capitale était la plus infiltrée par les

nouvelles doctrines. C'était là surtout qu'il fallait combattre le protestantisme qui y faisait des efforts désespérés et y avait ses coryphées, ses plus hauts et ses plus dangereux protecteurs. Jossen était bailli; Guntren était chancelier, c'est-à-dire secrétaire d'Etat. Ces deux hommes étaient des plus acharnés, des plus habiles et des plus perfides adversaires du catholicisme qu'ils voulaient arracher de l'esprit et du cœur de leurs concitoyens, pour y substituer le culte de la libre pensée. Les grandes familles de Sion avaient une grande part à l'administration des diverses branches de la chose publique, et, en général, elles adhéraient aux doctrines de Calvin. En 1591, un ancien bourgmestre de la ville, noble Jean de Platéa, devenu apostat, légua par testament sa bibliothèque à la congrégation calviniste du lieu¹. L'évêque Hildebrand avait fait lui-même un lamentable tableau de la situation religieuse du chef-lieu quand il exposa en diète ses griefs contre les sectaires. Il était donc important que les capucins agissent sur Sion pour pouvoir obtenir des résultats avantageux. Écoutons de nouveau le P. Augustin, chef de la sainte entreprise, et voyons comment il l'exécuta :

Je persuadai au P. Maurice, dit-il, de fixer sa résidence à Sierre, où presque tous les habitants parlent français. Le P. Sébastien demeurait à St-Maurice, et moi j'allai en Chablais chercher le P. Chérubin pour l'engager à venir en Valais. Tout en nous acheminant vers Sion, le Père prêchait de paroisse en paroisse. A Sion, avec la protection du vicaire général, nous parvînmes à nous loger chez un chanoine qui nous donnait la table. Le P. Chérubin resta plusieurs jours à Sion sans y prêcher; toutefois, il n'y perdit pas son temps; il y produisait beaucoup plus de fruits par les entretiens religieux qu'il avait avec les notables de la ville qu'il n'en aurait obtenu par ses sermons. Il possédait, à un haut degré, le don de s'insinuer dans les esprits et de gagner les cœurs. Son extérieur vénérable et une douce conversation lui attiraient les cœurs et le respect général. Pendant que nous attendions avec anxiété l'arrivée de ce jour, où l'assemblée des dizains devait décider de la religion qu'adopterait la patrie, et que nous travaillions avec ardeur dans le champ du Seigneur, arrivèrent les Rogations. Durant ces trois jours, les paroisses des environs de Sion se rendent alternativement à la cathédrale où il y avait chaque jour un sermon français. Nous cherchâmes à faire tomber les sermons solennels sur le P. Chérubin; ce qui fut peu difficile à cause de la bonne intelligence qui régnait entre les chanoines et nous depuis la séance de la Majorie. Les chanoines y consentirent volontiers, bien qu'ils craignissent des rumeurs dans la ville et des voies de fait contre les capucins. Le prédicateur ordinaire chargé de ces sermons avait sa chaire à St-Théodule; mais, pendant les Rogations, il prêchait à la cathédrale; il se déchargea volontiers de ces sermons sur le P. Chérubin. La grande difficulté était de faire arriver celui-ci à la chaire allemande. Voici ce que l'on imagina. Le prédicateur ordinaire marchait en avant, revêtu du surplis, de l'étole, et s'avancant vers la chaire, comme s'il eût voulu y monter; le P. Chérubin venait ensuite, accompagné de deux chanoines, et je les suivais moi-même. On prit toutes ces précautions parce qu'il était bruit que les bourgeois, presque tous hérétiques, ayant eu vent qu'un de nos Pères devait prêcher, menaçaient de nous tuer, si nous montions en chaire. Le prédicateur ordinaire y monta le premier, mais il s'effaça et en redescendit aussitôt que le P. Chérubin, qui l'avait suivi, y fut arrivé. A la vue de celui-ci, il y eut dans la nef un murmure de mécontentement: c'était un bruit semblable à celui d'un essaim d'abeilles qui sort de la ruche. Mais comme la cathédrale était pleine de catholiques avides d'entendre ce célèbre prédicateur leur annoncer la parole de Dieu, les bourgeois hérétiques n'osèrent donner un plus libre cours à leur colère. L'orateur parla des traditions et des cérémonies de l'Eglise, et

¹ Arch. Valère, tir 18, n. 17.

démontra l'autorité suprême du Pape. L'effet de son discours fut de rendre le courage aux chanoines timides, et de les décider à se dévouer, s'il était nécessaire, pour le triomphe du parti catholique. Dès ce jour, les prédications du Père continuèrent et le peuple, attiré par la grâce, accourait en foule, même des localités voisines, pour entendre le docte et saint religieux, déclarant hautement qu'on l'avait trompé et que, grâce à Dieu, les capucins lui avaient fait entendre la vérité et connaître la vraie foi qu'eux seuls avaient le courage de prêcher.

Croyant cette occasion favorable pour se fixer en ville, les missionnaires obtinrent d'être logés dans une maison appartenant aux religieux du St-Bernard, située à côté de l'église de St-Théodule où nous prêchions. Les bourgeois déclarèrent qu'ils auraient incendié toute autre maison qu'ils auraient habitée. Comme nous nous croyions arrivés au port, ayant obtenu un logement à Sion et la liberté d'y prêcher, je m'en allai à Thonon, demander au recteur des Jésuites de nous accorder des sujets pour venir nous aider à tirer le filet. Je lui proposai que quelques-uns de ses religieux vinssent se charger de l'éducation de la jeunesse, ce qui serait la plus solide des conversions. Le P. Chérubin estimait qu'il leur serait facile de s'introduire en Valais à cause de leur vêtement qui ne les distingue pas des prêtres séculiers. Il nous accorda donc un religieux auquel nous procurâmes un logement différent du nôtre et où il se mit à faire le maître d'école. Ce furent les Jésuites qui, dans le commencement, envoyaient de Thonon à leur confrère ce qui était nécessaire à son entretien.

Nos affaires semblaient prendre la meilleure tournure, lorsque tout à coup s'éleva contre nous une furieuse tempête qui nous fit perdre d'un seul coup et la chaire de St-Théodule et notre logement. La cause principale en fut une *diablesse* de femme vivant dans notre voisinage, acharnée calviniste, d'un babil inépuisable, lisant la Bible, la portant toujours sur elle, allant de maison en maison pour la commenter à ses commères et voisines, déclamant à tort et à travers contre le culte catholique, le Pape, le clergé; ennemie implacable des religieux et surtout des capucins, qu'elle avait le malin talent de rendre ridicules. Elle ne cessait de représenter aux principaux de la ville qu'ils ne permissent pas à ces faux prophètes, à ces hypocrites, à ces ambassadeurs de l'antechrist de séjourner plus longtemps à Sion. Cette femme était un démon incarné; elle n'était occupée, du matin au soir, qu'à nous susciter des ennemis. Elle fit tant par ses menées qu'elle vint à bout de nous faire sortir de la maison du St-Bernard; et, dans la crainte qu'on attentât à notre vie, nous crûmes devoir nous mettre en sûreté en reprenant logis chez le bon chanoine qui nous avait d'abord donné l'hospitalité.

Afin de donner au ministre calviniste tout le temps nécessaire pour pervertir la ville, les messieurs retardaient autant qu'ils pouvaient la tenue de l'assemblée générale tant annoncée, qui devait se tenir au mois de mai, et fut ajournée au mois de juillet 1603¹.

Sur ces entrefaites arriva la Fête-Dieu. Le ministre genevois se démena comme un énergumène pour empêcher que le P. Chérubin ne prêchât ce jour-là, parce que son sermon, qui serait probablement sur la présence réelle de Jésus-Christ dans l'Eucharistie ou sur la Messe, ramènerait à la croyance catholique un grand nombre de protestants. Excités par ce fougueux prédicant, qui était l'un des quatre ministres que le P. Chérubin avait fait fuir de nuit de Thonon, les messieurs de Sion firent entendre au vicaire général et aux chanoines de se bien garder de laisser prêcher le Père, en ce jour de fête, ni à la cathédrale, ni à St-Théodule, les prévenant que, dans le cas contraire, ils ne répondraient pas de leur vie. Très inquiets, les chanoines nous avertirent. Pour leur donner courage, nous leur dîmes que ce n'était là que des hurlements du dragon que le Christ a vaincu; que, du reste, nous serions heureux de répandre notre sang pour témoigner des vérités que nous annoncions.

Le matin de la fête, après que le diacre eut chanté l'Evangile, comme le P. Chérubin voulait sortir de la sacristie pour monter en chaire, quelques chanoines l'en empêchèrent, en l'enfermant même dans la sacristie, lui disant que huit jeunes gens armés de poignards l'attendaient pour l'assassiner, s'il montait en chaire. Les chanoines ne mentaient pas: on eut des preuves que ce criminel attentat devait se réaliser. Le peuple, que les capucins avaient ramené à la foi, voyant que le Père ne prêchait pas, fut mécontent, et ne connaissant pas encore la cause de ce

¹ Le mémoire dit qu'elle fut tenue le 20 septembre. C'est, sans doute, une erreur du copiste, sinon de l'auteur du manuscrit.

silence, en fit un reproche au Chapitre. Quoique la ville fût pervertie, tous n'étaient pas hérétiques formels; mais la plupart étaient chancelants, avaient de l'attrait pour les nouvelles opinions, assistaient aux prédications du ministre qui, depuis plusieurs années, donnait la cène à qui la voulait recevoir de sa main, et prêchait, non dans l'une des deux églises, mais dans une maison particulière, sans que personne s'y opposât. Au contraire, très peu venaient à la messe et fréquentaient les sacrements, ne recevant de la main de leur curé que le baptême. Ce furent donc les sermons du P. Chérubin qui ouvrirent les yeux à ce peuple et lui rendirent la foi.

Tous cependant n'étaient pas convertis : les grands meneurs ne s'agitèrent que davantage, et on sait comment, sur les instances et les menaces de Berne, et sous le prétexte des discordes civiles résultant des dissidences religieuses, on parvint à effrayer le vieil évêque et à lui faire signer le décret d'expulsion des capucins, ainsi qu'il a été dit, décret que Zuber avait fait révoquer.

Une heureuse faute vint sauver les capucins et le catholicisme. Le duc de Savoie, comme on l'a dit précédemment, avait, en cette même année 1603, demandé au Valais de lui fournir, en vertu des alliances, quelques compagnies de soldats afin de se délivrer des incursions que les Genevois faisaient sur ses terres. Non seulement le Valais n'avait pas accordé le secours, mais les quatre capitaines qui avaient reçu du prince chacun 800 écus d'or pour opérer cette levée, les avaient dépensés à faire le recrutement. Leurs hommes étaient prêts, mais l'Etat ne les laissant pas partir, les capitaines se trouvèrent pris, et le gouvernement, seul coupable et, de plus, responsable de cette somme, était incapable de rendre les 3.200 écus d'or. Le duc, irrité des tergiversations des Valaisans, réclamait fièrement son argent, et le Valais sentait parfaitement qu'il était de son honneur de le satisfaire au plus tôt. Que faire ?

Les capitaines avaient non seulement dépensé les sommes qu'ils avaient reçues, mais ils avaient encore hypothéqué leurs biens, dans la persuasion que le duc les rembourserait dès que les compagnies seraient arrivées sous les drapeaux. Ils s'adressèrent aux capucins qui étaient à Sion et leur représentèrent qu'ils étaient ruinés si Son Altesse poursuivait ses justes réclamations. Ces capitaines appartenaient aux grandes familles et avaient une nombreuse parenté. Les Pères, priés par ces officiers et leurs amis de s'interposer auprès du duc, le firent d'autant plus volontiers, qu'ils y voyaient une circonstance très propice et très favorable aux intérêts de la religion. Ils répondirent qu'ils se chargeaient de cette négociation, si les capitaines voulaient de leur côté employer leurs bons offices auprès de leurs parents et amis pour seconder les missionnaires dans leurs travaux apostoliques, en travaillant avec eux pour que le parti catholique obtint un plein triomphe dans l'assemblée générale qui devait bientôt avoir lieu. La condition fut acceptée avec reconnaissance. Les capitaines, transformés en missionnaires, se mirent immédiatement à parcourir les dizains, employant parents et amis à obtenir le résultat désiré. Ils requirèrent du Conseil d'Etat le renvoi du ministre genevois; ils agirent énergiquement en faveur de la cause religieuse, et parvinrent à gagner entièrement les dizains. De leur côté, les Pères, payant leur dévouement d'un juste retour,

représentèrent au duc la cruelle position des capitaines, leur louable fidélité à tenir la parole donnée aux Pères; mais ils insistèrent spécialement sur l'heureux et presque infaillible effet que produirait le gracieux abandon des sommes qui lui étaient dûes. C'était toucher la fibre la plus sensible du prince. Effectivement, le duc fit aussitôt remise de la dette; et, pour témoigner aux quatre officiers sa profonde satisfaction de leur conduite, il leur offrit encore de doubler cette somme s'il était nécessaire. Touchés de tant de générosité, les capitaines obtinrent des magistrats de Sion que le P. Chérubin, écarté momentanément, fût rappelé et reprit la chaire de St-Théodule.

Les cantons catholiques, en fidèles alliés, ne s'étaient nullement endormis sur les intérêts religieux du Valais. D'un commun accord, ils avaient envoyé des délégués aux capucins de Thonon pour s'entendre sur les moyens les plus propres et les plus efficaces à réveiller le peuple des sept dizains, que des agents durent visiter pour seconder secrètement le travail des capitaines. Le gouverneur de Milan, comte de Fuentès, et le duc de Savoie, représentèrent au Valais les malheurs qui ne manqueraient pas de fondre sur le pays si ses puissants voisins catholiques en voyaient proscrire la foi. Tant d'efforts devaient être couronnés d'un plein succès. Les Pères, voyant que le peuple était ouvertement prononcé pour le catholicisme, prièrent les capitaines et les hommes influents sur lesquels ils pouvaient compter, de presser enfin et de faire fixer, sans plus d'ajournement, la tenue de l'assemblée générale. Elle eut lieu les 20, 21 et 22 juillet 1603.

Malgré les efforts désespérés des protestants, le puissant appui de Jossen et les roueries du secrétaire Guntren, le parti hérétique fut vaincu. « Les catholiques entonnant l'hymne du triomphe, dit Boccard, firent retentir tous les échos de leurs vallées des transports de la plus vive allégresse, et annoncèrent à leurs fils qu'ils pourraient, en toute liberté, léguer à leurs descendants le plus noble et le plus précieux des héritages. »

L'assemblée ne se contenta pas de voter la conservation de l'ancienne foi, elle crut devoir prendre d'énergiques mesures pour prévenir le retour de semblables dangers. En conséquence, elle approuva douze articles qu'on avait préparés pour les soumettre à son vote¹.

¹ Quelques écrivains font tenir cette assemblée sur le pré de la Planta, à Sion. Nous ne savons sur quel document ils s'appuient. Il est au moins très étonnant que les Abscheids postérieurs à cette assemblée n'en fassent jamais mention, quoiqu'ils soient toujours si exacts à rappeler la volonté et les décisions du peuple des sept dizains. Ces Abscheids, en parlant des décisions concernant ce fait, renvoient toujours, ou à la diète que l'évêque réunit à la cathédrale les 20, 21 et 22 juillet 1603, parce que les représentants des dizains y étaient si nombreux ensuite de la lettre de convocation d'Hildebrand, que la salle de la Majorie ne pouvait contenir cette foule; ou bien, encore, ils renvoient aux deux diètes tenues au mois d'août suivant. Guntren, alors secrétaire, aurait-il altéré les actes des diètes suivantes? C'est ce que nous ne pouvons prouver par aucun document. Mais ce qui fait douter que cet homme, déjà si coupable autrement, ait falsifié les actes des diètes qui eurent lieu jusqu'à l'époque de son remplacement, c'est que le fidèle et catholique Zuber qui lui succéda, n'en parle pas davantage, mais renvoie aux mêmes diètes. Boccard suit la narration de Fidèle de Thalissieu, en parlant de l'assemblée de la Planta, mais le P. Augustin, qui se trouvait sur les lieux, ne parle dans le récit qu'il nous a laissé que d'un conseil généralissime. Thalissieu fixe la date du 20 septembre, mais, ce jour-là, il y eut précisément une diète.

Une diète se tint à Viège le 17 mars 1604, et précisa, en le régularisant, le décret de 1592 reproduit ici en entier à cause de son importance. Après d'assez longues réflexions préliminaires sur la nécessité d'en venir à des moyens coercitifs, et considérant le nombre, quoique restreint, de protestants qui restaient encore, la haute assemblée s'exprima ainsi :

« 1^o Les protestants reprendront, dès ce jour, la même religion et la même croyance que les autres honnêtes patriotes et que nos ancêtres. Ils recevront les sacrements, les lois, la discipline et la liturgie de l'Eglise catholique, sans y rien changer et sans disputer. Ils professeront en tous points l'ancienne croyance catholique, seule sanctifiante, comme depuis des siècles elle est observée par l'Eglise, sans adjonction, ni commentaire. Ceux qui y contreviendront seront punis, selon le cas, en leur personne et en leur bien, par l'autorité ecclésiastique et civile. Ils n'agiront point contrairement au recès de Viège de 1532, et à celui de l'année dernière lors du renouvellement d'alliance avec les cantons catholiques. Ils recevront les ordonnances et mandements de l'évêque. Tous les recès et arrêtés précédents qui, en matière religieuse, seraient contraires à ce présent article, sont révoqués.

2^o A l'avenir, aucun protestant ne pourra siéger en diète, ou autre assemblée générale délibérante, ni être député, ni occuper une charge publique confiée par l'Etat. Sont exceptés ceux qui se réconcilieront avec l'Eglise catholique.

3^o A tous ceux du pays, en haut et en bas de la Morge, qui persisteraient dans l'erreur, est fixé le terme de deux mois, à compter de la publication du présent décret, pour quitter le canton. A teneur du décret de Viège, un terme de dix jours est accordé aux protestants étrangers.

Il est défendu à tout protestant, sous peine de mort, d'infamie ou de confiscation des biens, de rien innover, ni en paroles, ni en actes, d'injurier quelqu'un dans le pays, de chercher à se venger par lui-même ou par d'autres. A cette fin, avant de quitter le canton, tout protestant devra prêter serment entre les mains du bailli ou du vice-bailli.

4^o Sont confirmés les recès antérieurs, du temps de l'évêque Jean Jordan, par lesquels il est défendu aux pères et mères, tuteurs, parents et toutes personnes du pays, d'envoyer leurs enfants ou jeunes gens aux écoles protestantes. Tout délinquant payera une amende de 60 livres maurisaises pour chaque contravention. Cette peine, néanmoins, n'atteindra pas les parents ou préposés des jeunes gens qui leur désobéiraient.

5^o Tous les jeunes gens qui sont actuellement à l'étranger, en des écoles hérétiques, doivent être rappelés pour être placés en des institutions catholiques.

6^o L'évêque et son assistant n'admettent aucun notaire qui aurait fait ses études dans les dites écoles défendues.

7^o L'exercice de leurs fonctions est prohibé dans tout le pays aux notaires qui ne rentreront pas dans le sein de l'Eglise; la plume leur sera retirée.

8^o Il est défendu à tous marchands et colporteurs d'introduire dans le pays des livres hérétiques, sous peine de confiscation pour la première fois. En cas de récidive, après avertissement, lesdits vendeurs seront exposés au carcan durant trois heures.

9^o Le curé et le juge de chaque lieu sont chargés de vérifier les livres. Après cette visite, ceux qui se montreraient récalcitrants seront punis selon le bon plaisir de l'autorité ecclésiastique et civile.

10^o Les ecclésiastiques du canton sont avertis d'avoir à s'amender, à changer de conduite, afin de donner le bon exemple au peuple, au lieu de le scandaliser par leurs vices (exception faite des pieux et bons prêtres). En conformité du présent avertissement, et surtout de la circulaire par laquelle l'évêque annonce la visite du diocèse devenue si urgente, que les ministres du sanctuaire travaillent à devenir la lumière des fidèles et à donner l'exemple des vertus chrétiennes.

11° Les députés et mandataires de quelques dizains font observer que des murmures et des mécontentements ont éclaté dans certaines communes du canton contre le bailli Jossen et le chancelier d'Etat, suspects sous le rapport religieux et décriés, le premier à la suite de sa députation à la dernière diète fédérale, à Baden (Argovie); le second au sujet des lettres adressées en Italie et dont il aurait tenté de se disculper par un mémoire¹. Il est donc arrêté que ces deux hommes ont à se démettre, jusqu'à nouvel ordre, de toutes charges et fonctions publiques; ils ne siégeront et ne seront employés dans aucune diète, ni assemblée délibérante, ni ne pourront être délégués de l'Etat; ils auront à s'abstenir de toute relation secrète dans le pays et à l'étranger, sous peine d'amendes et de châtimens corporels. Sur les frais encourus l'année précédente et en celle-ci, Jossen payera 200 ducats et Guntren 100.

12° Vu que les protestants ont occasionné de nombreuses réunions diétales et d'autres frais en ces deux années; que les ordonnances épiscopales et autres admonitions amicales n'ont produit sur eux aucun effet, on leur impose en commun, pour le moment, qu'ils aient abjuré ou non, la somme de 1500 ducats, non compris les deux coupables sus-nommés, non plus que Jean Communis, bourgeois et marchand à Sion, auquel on impose en particulier 200 ducats. Ces sommes seront payées la moitié dans le terme de 14 jours à partir de cette notification; l'autre moitié à la prochaine diète de mai. Les dits protestants du Valais pourront répartir eux-mêmes entre eux cette amende, parce qu'ils connaissent mieux leurs noms et leur nombre. De ces 2000 ducats, 100 seront donnés à l'évêque, 50 au vénérable Chapitre et 258 à chaque dizain; celui de Conches en recevra 10 de plus.

13° L'adoption du calendrier grégorien sera vivement recommandée à tous les dizains, afin qu'on soit d'accord avec les autres états catholiques.

14° Dans les temps prohibés par l'église, il est défendu de faire gras, à moins de permission légitime, sous peine de 60 livres d'amende. A défaut de l'amende, le délinquant subira un châtimement corporel tel que le carcan ou la perte d'une oreille, selon la gravité du cas.

15° Lorsqu'un religieux sera cité juridiquement, le dizain entier le sera et devra comparaître.

16° Les révérends pères Capucins pourront librement prêcher dans tout le pays; et les députés en étant très satisfaits, les recommanderont dans leurs communes respectives. Il faut espérer que nul n'y mettra obstacle.

17° Quelques dizains demandent la répartition des pièces d'artillerie qui sont déposées à l'arsenal à Sion. Les députés de cette localité déclarent n'y mettre aucune opposition. »

Ce dernier article visait le soulèvement dont nous allons parler et dans lequel les dizains supérieurs se trouvèrent privés de canon.

Dans cette même séance, il y eut une recommandation de la diète qui sert à confirmer ce que l'on dit du mépris que, pour motif religieux, les dizains supérieurs avaient pour Sion, devenu un nid de protestants. Les députés de la ville demandent qu'on insère au protocole leur plainte *contre tous les conducteurs des dizains supérieurs, afin que, à l'avenir, ils usent de paroles plus honnêtes en répondant aux citoyens, dès qu'ils ont bu le coup de l'étrier et chargé leurs bêtes de somme; d'où s'en suivraient des altercations et des rixes.*

A la diète ordinaire de mai 1604, qui ne s'ouvrit qu'en juin, on annonça que toutes les communes avaient accepté le décret du 17 mars. Les députés de Sion prièrent cependant les six autres dizains de daigner user de modération

¹ Nous verrons plus loin que Guntren, plus coupable qu'on ne le croyait en ce moment, fut ensuite condamné juridiquement et banni du pays d'où il avait déjà cru prudent de s'enfuir.

en mitigeant la rigueur de ce décret contre les réformés de leur dizain. Ils désiraient surtout soustraire Jossen et Guntren au juste châtement qui les frappait. Les réformés présentèrent aussi une supplique dans le sens des députés de Sion, et, en outre, demandèrent que le terme fixé pour leur expulsion fût prolongé. Comme leurs deux coryphées venaient de tomber sous la vindicte populaire, on n'accorda que ce qu'exigeait la stricte justice, c'est-à-dire un prolongement de quatorze jours dès la clôture de la diète pour le départ des étrangers, et le terme du 22 juillet pour ceux du pays.

Quant aux biens qu'ils n'auraient pas encore pu vendre, ils devaient constituer des procureurs pour en effectuer la liquidation; et cela parce qu'on ne voulait plus tolérer leurs allées et venues dans le canton. Quelques réformés étant partis sans s'inquiéter de payer leur quote-part, ni de constituer des représentants, l'Etat fit opérer la saisie de leurs biens pour payer les frais mis à leur charge. Jossen, ennemi juré du catholicisme, avait soin toujours de se ménager des échappatoires et des issues secrètes : les promesses et les soumissions faites ne lui avaient jamais coûté beaucoup d'efforts. Il en appela au conseil de la nation, alléguant qu'on l'avait condamné sans l'entendre. Il déclara qu'il se soumettait au décret de Viège, et il réclamait ses droits politiques. Les députés promirent de le recommander à leurs dizains, mais l'on ignore la dernière décision du peuple à son égard. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il n'occupa plus les hautes charges de l'Etat, ni ne fut désormais envoyé aux diètes fédérales, dans lesquelles il avait souvent représenté son pays. Cependant il fit partie de la délégation que le Valais envoya, en 1614, à Berne et près du duc de Savoie, pour négocier la paix entre ces deux adversaires. Il n'en fut pas ainsi de Guntren, dont la conduite criminelle exposa ses concitoyens aux fureurs de la guerre civile. Ce mauvais génie ne cessa de remuer; il engagea les trois dizains inférieurs à ne pas se soumettre au décret du 17 mars, que les dizains supérieurs acceptaient unanimement. Il ne lui suffisait pas de semer la discorde parmi ses concitoyens, il entretenait encore des correspondances et intriguait à l'étranger contre son pays.

Les dizains supérieurs, outrés de voir que ceux de Sion, Sierre et Loèche opposaient des exceptions de toute sorte au décret de Viège, et ne voyant de leur part, dans cette obstination, qu'un effet des menées hérétiques qui tendaient à raviver les dissensions confessionnelles, se levèrent en armes. Déjà ceux de Conches, Mörell et Grengiols étaient descendus jusqu'à Brigue et se disposaient à marcher sur Sion, qu'ils accusaient plus particulièrement, en déclarant qu'il fallait détruire ce foyer d'hérétiques. C'était en mars, aussitôt après la diète de Viège. La troupe se composait déjà de quatre compagnies, dont le nombre serait allé croissant à mesure qu'elles auraient avancé. Les trois dizains inférieurs, apprenant ce mouvement, se portèrent aussi en armes à leur rencontre. Heureusement que la prudente fermeté et l'énergie du baron In Albon, qui agissait de concert avec les cantons catholiques, parvinrent à

éteindre cet incendie naissant qui menaçait de devenir terrible. Les dizains qui devaient être envahis, c'est-à-dire Sion, Sierre et Loèche, réclamèrent une indemnité de 9000 écus pour les frais qu'on leur avait occasionnés et les pertes qu'ils avaient dû subir, « vu qu'ils avaient dû abandonner leurs travaux des vignes, dirent-ils, pour prendre les armes et veiller à leur défense ». Il eût été impossible à Conches de payer une telle somme, et ses représentants firent observer que cette levée avait eu lieu contre la volonté des autorités des communes, qui n'avaient osé s'y opposer, parce qu'elles s'exposaient au péril évident d'être massacrées ; et que d'ailleurs c'était le plus petit nombre des habitants de cette vallée qui avaient pris les armes, et qu'il ne serait pas juste de punir des innocents pour les coupables. Après des débats orageux et longs, les esprits se calmèrent peu à peu, et la diète put porter une décision finale au mois d'août 1605.

A l'unanimité, elle décida d'inviter tous les dizains à se pardonner chrétiennement, à oublier tous les torts réciproques et à vivre dorénavant entre eux « comme frères, amis et compatriotes d'une même descendance, sans se molester par paroles, écrits, peintures ou autrement. » Quant aux sommes réclamées aux dizains supérieurs et celles non acquittées provenant des impositions sur les protestants, elles seraient, pour le bien de la paix générale, considérées comme abolies. L'ambassadeur de France, dont les protestants avaient réclamé les bons offices, n'avait pas peu contribué à obtenir ce résultat en leur faveur. Les treize cantons s'étaient aussi mêlés de cette affaire¹.

Cependant la diète ne pardonna pas à celui qui avait allumé le brandon de la discorde. Songeant à Guntren, elle ajouta cet article :

Sont réservés néanmoins ceux qui auraient conspiré contre la patrie et travaillé en quelle manière que ce soit, pour y introduire la peste étrangère ou pour la faire envahir. Ceux-là seront punis en leurs corps et biens, s'ils sont juridiquement convaincus. Il est itérativement défendu à quiconque de se mêler, sans autorisation légale, des affaires de l'Etat, d'en écrire au dehors et de les communiquer à un Etat étranger sous les peines statuées précédemment².

Tous les points de cet article s'appliquaient à Guntren.

Cet esprit brouillon réclama contre la sentence qui le condamnait à être privé de tout emploi. Il voulut se mêler du renouvellement avec la France de la convention pour l'approvisionnement du sel nécessaire au canton ; mais les conseils de la nation rejetèrent toutes ses demandes et ses offres insidieuses. L'ambassadeur de France déclara que si Guntren s'occupait de ces négociations, son gouvernement retirerait au Valais le subsidie ordinaire des 2000 écus bons. En décembre 1608, il se présente en diète, comme bourgmestre et député de Sion, mais l'évêque et la haute assemblée refusèrent de le laisser siéger, parce qu'on ne pouvait admettre un homme suspect au canton et rebelle à son prince et à

¹ Archives de Valère ; tir. 81-23.

² Abscheids des 27 et 28 août 1605. Archives de Sion.

l'autorité. Il se mit à expédier des circulaires qui n'étaient que des pamphlets contre ses supérieurs et des excitations indirectes à la révolte. Cinq étudiants de Sion se trouvaient à la faculté de Berne, malgré la défense si souvent réitérée de fréquenter les institutions protestantes. Sommés de rentrer immédiatement en Valais, ils refusèrent d'obéir et Guntren les soutint ouvertement dans leur révolte, leur déclarant qu'il se chargeait de leur défense. En cherchant, par ses écrits publics, à se disculper des crimes dont il était accusé et dont il fut juridiquement convaincu plus tard, il poussa l'audace et l'impudence jusqu'à déclarer que s'il les avait commis, il mériterait non seulement la perte de ses biens et l'infamie, *mais une mort misérable pour servir d'exemple à d'autres méchants*. Enfin, malgré les démarches de ses parents et la puissante protection de ses amis, ce fourbe obtint la justice qu'il feignait de demander. Dès qu'il vit que ses impostures et ses fraudes allaient être découvertes, il s'enfuit du pays. Il échappa ainsi à la sentence d'arrestation qui avait été portée contre lui, le 21 décembre 1611. La cause fut instruite; des témoins nombreux et de grand poids furent entendus; la culpabilité étant plus que suffisamment prouvée, la condamnation fut prononcée. La voici telle que la donnent les actes de la diète :

Nous, le bailli et les députés, les parties entendues :

Considérant les nombreux délits commis par Jacques Guntren contre sa patrie et les outrages dans lesquels il persévère; que, malgré les pièces de conviction, les témoignages et admonestations, il ne veut point reconnaître ses fautes;

Considérant que par les lois chrétiennes, civiles et criminelles du pays et en général des villes des deux religions, le droit impérial et les ordonnances d'un grand nombre de pays, il est établi que celui qui répand clandestinement des écrits diffamatoires anonymes et porte ainsi de déloyales accusations contre un tiers, doit être châtié de la peine qu'il aurait provoquée contre l'accusé par sa calomnie;

Considérant que Guntren s'est rendu triplement et quadruplement coupable du crime de lèse-majesté, avec redoublement de violence chaque fois : crime dont le principal est d'avoir insulté et calomnié son évêque et conspiré contre son prince, ainsi que contre la haute autorité du canton;

Considérant aussi que nul droit divin, ni humain, n'accorde d'autre remise de peine que celle de la contrainte par corps, moyennant cautionnement; que, d'après notre droit national, différant en ceci de celui des autres peuples, pour les crimes de lèse-majesté, l'application de la peine ne tombe que sur le coupable et non sur sa femme et ses enfants;

Toutes ces choses et autres encore considérées, et adoucissant la rigueur de la sentence;

Assemblés pour prononcer en droit, après avoir, à l'exemple de nos aïeux, invoqué le saint nom de Dieu;

Prononçons que la sentence de l'année dernière, par laquelle le coupable était condamné à payer 500 écus bons, doit être exécutée. Vu que ledit Guntren s'est enfui et ne peut, par conséquent, être appréhendé au corps en ce pays, il en est banni à perpétuité, c'est-à-dire pour 101 ans. S'il y revenait, ou s'y établissait de nouveau, clandestinement ou publiquement, il est ordonné à tous juges en haut et en bas de la Morge d'exécuter la présente sentence et les antérieures; que son avoir, ses meubles et immeubles soient juridiquement confisqués; avec cette clause miséricordieuse que si Guntren et les siens ne s'agitent plus, l'évêque, à qui la confiscation reviendrait, serait prié, en considération de la femme, des enfants et des honorables parents du condamné, de leur en laisser la moitié.

Fait et prononcé (au château de la Majorie, à Sion), le mercredi 17 décembre 1611.

(Signé) Sébastien ZUBER, chancelier d'Etat.

Le paiement des 500 écus fut fixé au 2 février suivant.

A défaut de paiement à cette date, un ou deux hommes par dizain devaient résider à Sion, aux frais du coupable, jusqu'à extinction de la dette.

Loin de s'amender, le malheureux Guntren recommença ses attaques et ses honteuses calomnies. Ne pouvant humainement plus rien espérer de cet homme dévoyé, la diète décida de nouveau (5 septembre 1612) qu'afin de délivrer une fois le pays des molestations, frais et dommages occasionnés par ce rebelle, « un silence éternel était imposé à celui-ci et à ses parents, sous peine de 60 livres d'argent et d'une certaine somme d'or ». On promit 200 écus à celui qui saisirait ce misérable et 100 à quiconque signalerait sa présence dans un lieu où il pût être pris. La saisie pour les 500 écus fut opérée sur une vigne à Conthey, avec tous autres frais en sus. Comme on apprit ensuite, d'une manière authentique, qu'il avait rédigé un acte faux au sujet de la délimitation du Rhône, et qu'il avait usé à sa guise pour divers actes, du sceau du bailli, sans que celui-ci l'y eût autorisé, on ajouta 200 écus à la première amende. La malédiction générale et le mépris populaire envers ce misérable et sa parenté mirent fin à toute cette triste histoire d'un rebelle et renégat.

Les pères capucins, qui venaient de rétablir le catholicisme en Valais, s'employèrent encore avec un plein succès à calmer l'agitation produite par les menées de Guntren. Ils avaient reçu, depuis quelques années déjà, de l'autorité ecclésiastique, des louanges bien méritées : c'était une lettre datée du 4 avril 1604, par laquelle le vicaire général, Adrien de Riedmatten, rendait compte de leurs travaux, et décernait le plus flatteur témoignage à leur dévouement. Quelques personnages du pays, encore plus ou moins entachés de protestantisme, ne purent pardonner au Père Augustin, chef de la mission du Valais, d'avoir préservé leurs concitoyens de l'apostasie, ou de les en avoir ramenés. Ils l'accusèrent auprès de l'ambassadeur de France, seigneur de Vic, d'être un ancien colonel, très habile politique, que le duc de Savoie et les Espagnols entretenaient dans le pays, pour le travailler en leur faveur contre les intérêts du roi de France. Leurs calomnies le firent rappeler par ses supérieurs. Mais, si ce zélé religieux dut s'éloigner, ses confrères étaient devenus trop chers au pays pour être aussi écartés¹. Deux couvents de capucins furent successivement fondés, le premier à Saint-Maurice, en 1611, par les soins du capitaine de Quartéry, qui céda le terrain nécessaire; le second à Sion, en 1631². « Monuments de la patrie reconnaissante, dit Boccard, ils furent aussi destinés à être l'asile des sentinelles vigilantes sur les remparts d'Israël, pour emboucher la trompette lorsque l'homme ennemi tenterait de venir encore semer l'ivraie dans le champ du Seigneur. » Le peuple reconnaissant envers les bons Pères, leur voua une légitime et constante affection. Le capucin est encore aujourd'hui, comme il y a près de trois siècles, l'ami et le confident du catholique valaisan, qui lui doit la conservation de sa foi et le reçoit à son foyer comme un membre chéri de sa famille.

¹ Fidèle de Thalissieu.

² Bérodi.



CHAPITRE VII

DE 1604 A 1613

DEPUIS l'époque de l'acquisition du mandement d'Aigle par les Bernois (1470), des difficultés n'avaient cessé d'exister entre ceux-ci et les Valaisans au sujet des droits de guerre que les premiers réclamaient des habitants de Saint-Maurice propriétaires sur le territoire de Bex. En vertu d'une sentence émanée, en 1488, du gouvernement d'Aigle et surtout de la prise de possession, Berne paraissait fondé en droit. Une conférence eut lieu dans cette ville, le 24 janvier 1604, entre les deux Etats. Le Valais opposait aux prétentions de Berne les droits qu'il possédait sur des hameaux de Morcles avant l'occupation bernoise, et un recès de l'année 1504, par lequel ceux de Saint-Maurice avaient été déclarés affranchis de toutes taxes de guerre. Les événements politiques et religieux qui s'étaient déroulés dans l'espace d'un siècle rendaient nécessaire la solution définitive de cette question. Pour témoigner de ses sentiments de bon voisinage, Berne déclara :

...Vouloir bien céder et abandonner les taxes et contributions de guerre en litige, dans ce sens que la châtellenie de Saint-Maurice, soit les personnes ecclésiastiques et laïques qui la composent ne payeront point de taxes de guerre, à raison des biens qu'elles ont possédés et dont elles ont joui jusqu'à ce jour rièr le mandement de Bex; elles en seront libérées à perpétuité, avec déclaration expresse que si elles acquièrent, à l'avenir, de nouveaux biens sur le dit territoire, en quelle manière que ce soit, elles seront tenues d'en acquitter les taxes selon les rôles établis par la commune de Bex. Cependant, ceux qui, jusqu'à ce jour ont payé les dites taxes continueront à le faire sans s'y refuser. Et vu que par cet abandon de ses droits, le mandement de Bex est très affaibli, vu surtout les dépenses considérables qu'il a dû supporter dans les dernières années, la châtellenie de Saint-Maurice lui payera, une fois pour toutes, la somme de

800 florins, argent comptant, dont une moitié à Pâque prochaine, et l'autre à la Saint-Jean-Baptiste de la même année. Ceux de Bex et autres sujets de Berne qui possèdent des terres sur Saint-Maurice seront régis par leurs anciens droits, immunités et exemptions.

L'année 1604 qui avait commencé par un acte de bonne harmonie avec Berne, dut finir par un deuil. Le 4 décembre, s'éteignait paisiblement l'évêque Hildebrand de Riedmatten qui durant quarante ans avait occupé le siège de Sion. Prélat vertueux et irréprochable dans ses mœurs, mais d'une désolante faiblesse, il était profondément attaché à la doctrine catholique qu'il ne sut pas défendre ; sa pusillanimité aurait laissé renverser et détruire, dans son diocèse, cette Eglise dont il était le gardien, s'il n'avait rencontré dans ses subalternes quelques hommes d'intelligence et de foi, dont l'énergique dévouement le soutint dans les moments les plus critiques. Nous avons nommé surtout Antoine de Quartéry, de Saint-Maurice, les Pères Capucins Augustin et Chérubin, et ensuite le grand vicaire Adrien de Riedmatten, qui succéda à son oncle.

Elu le 17 décembre de la même année, il résigna aussitôt les fonctions d'abbé de Saint-Maurice qu'il remplissait depuis quinze ans. En vertu de la renonciation que les religieux de ce monastère avaient faite en faveur de l'Etat du droit d'élection de leur abbé, l'Etat, en 1590, avait choisi Adrien pour succéder au révérendissime Martin de Plastro. Mais cette nomination ne fut jamais confirmée par Rome. Usant actuellement du même privilège, le gouvernement avait invité les religieux du monastère de Saint-Maurice à lui présenter, selon le droit qu'ils en avaient, les trois candidats entre lesquels il devait choisir. Ces candidats furent :

Pierre de Grily, chanoine et minstral à Sion et prieur de Martigny, Maurice Castellami, aumônier du couvent, et Henri de Macognin, chantre du dit monastère. La haute assemblée considérant la noblesse et l'ancienneté de la maison de Grily, qui, du temps que l'Etat possédait le gouvernement d'Evian, en avait toujours honoré les fonctionnaires ; considérant encore la vie édifiante du révérend Pierre de Grily, son habileté, sa connaissance de plusieurs langues, sa libéralité (ce qui convient au dit lieu, à cause des deux frontières de Berne et Savoie), l'élut à l'unanimité, abbé de Saint-Maurice. Le bailli dut le mettre en possession selon la forme d'usage. Des délégués du monastère se présentèrent ensuite pour protester au nom de celui-ci, en faveur de tous les anciens usages, libertés et privilèges. Ce qui fut admis ¹.

Le premier acte d'Adrien II de Riedmatten fut d'annoncer à l'assemblée que le nonce avait envoyé dans le Haut-Valais cinq prêtres étrangers allemands pour exercer les fonctions du saint ministère dans les paroisses qui manquaient de desservants. A cette occasion les dizains de Sion, Sierre et Loèche laissèrent de nouveau paraître leurs dispositions secrètement hostiles à l'Eglise. Ils demandèrent, entre autres choses, qu'il ne fût permis à aucun ecclésiastique de monter en chaire sans l'autorisation du conseil de la commune où il devait prêcher. Durant plusieurs années encore, ces dizains saisirent toutes les occasions qui se présentèrent, de défaire insensiblement l'œuvre que les Capucins avaient

¹ Archives bourgeoises de Sion.

inaugurée et consolidée au prix de tant de sueurs et au péril même de leur vie. Ce fut avec une vigilance et une fermeté persévérantes que le nouvel évêque luttait contre les efforts des ennemis du catholicisme. Il devait se tenir en garde contre certaines familles influentes et mal disposées, et tenir l'œil constamment ouvert sur son clergé qu'il fallait réformer, et le chapitre de la cathédrale dont la plupart des membres, catholiques de cœur, étaient cependant loin de donner l'exemple d'une vie sacerdotale. Il fallait remédier à tant de maux et le chef du diocèse avait à sa disposition si peu d'ouvriers capables ! Il pensa aux Jésuites.

Le père Augustin avait obtenu des Jésuites de Thonon un de leurs religieux pour l'enseignement de la jeunesse sédunoise. C'était bien effectivement par ce moyen que la foi pouvait jeter de profondes racines. Il ne suffisait pas d'avoir ramené le peuple à la pratique de ses devoirs religieux, il fallait, surtout, s'emparer de la jeunesse, la rendre solidement chrétienne pour préparer une nouvelle génération ; il fallait que les fils de famille qui un jour devaient être les chefs de ces populations, comprissent leurs obligations et accomplissent dignement leurs devoirs envers elles. Pendant que le nouvel évêque n'était encore que coadjuteur de son oncle, il avait fait renouveler la défense à tous Valaisans d'envoyer leurs enfants dans des académies ou universités protestantes ; mais cette même défense n'avait pas été fidèlement observée, et il se trouvait encore un certain nombre de parents qui, hérétiques de cœur, ne craignaient point d'arracher la foi à leurs fils en les envoyant aux facultés anti-catholiques. Devenu évêque, Adrien songea à couper la racine du mal en enlevant aux parents le prétexte qu'ils ne pouvaient trouver dans le pays des instituteurs et des maîtres capables de donner à leurs enfants une éducation et une instruction supérieures. Le pape Paul V avait fait de vives instances pour que les Jésuites fussent appelés et chargés de la direction de la jeunesse. Ces religieux s'étaient acquis, dans les collèges qu'ils tenaient ailleurs, la réputation d'être les instituteurs les plus habiles et les humanistes les plus capables de l'époque. La première demande faite aux Jésuites d'entrer en Valais fut de 1606¹. Le nonce Fabricius Verullus songeait aux moyens de sauver la foi dans ce pays. Les cantons catholiques s'en occupaient aussi activement, comme on l'a vu. Sur les exhortations des Lucernois qui s'offraient à subvenir aux frais d'introduction des Pères, le nonce écrivit à l'évêque de Sion pour lui en faire la proposition et en même temps au provincial des Jésuites. Quatre Pères furent aussitôt envoyés à Fribourg, avec ordre d'entrer en Valais, dès qu'ils en seraient avisés. Comme la correspondance causait des lenteurs, un des Pères prit le parti de se rendre sur les lieux pour examiner l'état des choses. Il vit l'évêque, le trouva bien disposé, mais celui-ci lui représenta que, dans les circonstances actuelles, il était surtout nécessaire d'obtenir l'assentiment des dizains. La diète ne pouvant être si promptement convoquée, le Jésuite repartit pour Fribourg.

¹ Liber historiae Collegii brigensis societatis Jesu.

En attendant, l'évêque et le nonce se remuèrent, et l'an 1607, l'évêque fut autorisé à employer les Jésuites pour le saint-ministère. Le chanoine Quintin, originaire de Troistorrents, curé à Saint-Maurice de Lacques, désirant un prédicateur pour le Carême, écrivit au nonce de profiter de l'occasion pour lui envoyer un Père, ajoutant que les braves gens ne manqueraient point de réclamer bientôt ces religieux dès qu'ils les auraient vus à l'œuvre. L'avis que le nonce en donna aux Pères de Fribourg arriva trop tard : tous étaient occupés à des fonctions qu'ils ne pouvaient quitter sans détriment de la chose. Comme le temps ne permettait pas de s'adresser au provincial qui était trop éloigné, on pria les Augustins d'envoyer momentanément un sujet jusqu'à l'arrivée des Pères. Mais, en 1608, le Père Théodore Busée, visiteur de la Province des Jésuites, étant venu à Fribourg, apprit le vœu du curé et du peuple de Saint-Maurice-de-Lacques et les pressants périls que la foi courait en Valais. Il envoya sans retard les Pères Chavassius et Fontane avec un coadjuteur, tous attachés au Collège de Porrentruy. Quintin n'avait demandé qu'un Père ; quand il en vit arriver trois, il fut embarrassé pour leur entretien, mais, comme il était tenu à fournir le nécessaire à un prêtre enseignant le latin, son embarras cessa dès que les religieux lui dirent qu'ils se chargeaient de l'enseignement classique. En 1609, les Pères avaient déjà quitté ce séjour pour Venthône, à cause de l'incommodité et de l'insalubrité du lieu. C'est à cette occasion que le 9 septembre 1610, l'évêque de Sion adressa une lettre aux autorités de Sierre et aux paroissiens de St-Maurice-de-Lacques, afin que ceux-ci transportassent au domicile des Pères, à Venthône, les provisions annuelles provenant du généreux Quintin. Les Jésuites travaillaient au bien spirituel des populations de cette contrée ; mais ils n'en recevaient ni subsides, ni aliments quelconques ; cependant, ils devaient, comme tout le monde, subvenir aux nécessités de la vie. Le vénérable curé, Guillaume Quintin, se distinguait par une âme vraiment sacerdotale ; il savait que, selon l'Evangile, l'ouvrier est digne de sa récompense. En conséquence, riche de son propre patrimoine et avec l'approbation de l'évêque, il avait établi, en faveur des Jésuites, une rente de quarante fichelins de froment, dix de seigle, quarante setiers de vin et quatre fichelins de légumes. Il fournit encore leur logement et tout le mobilier nécessaire, et ajouta cent et vingt livres de beurre qui seraient livrées chaque année, quand le bétail redescendrait des montagnes. Cette donation, dit la lettre épiscopale, avait été faite le 14 septembre 1609¹.

Dès que les Pères se furent fixés à Venthône, il fallut en placer à Ernen, où l'on en demandait instamment.

Aux fonctions du saint-ministère, ils unirent l'enseignement, de sorte qu'après quelques semaines, ils avaient déjà cinquante élèves. Quand le Père Busée, accompagné d'un autre confrère, vint visiter les deux établissements, il

¹ Archives de Valère, 44-2.

eut une singulière preuve de l'affection que le peuple avait déjà vouée à ses confrères. Dès que ces braves gens eurent appris l'arrivée de ces nouveaux hôtes, et surent que c'étaient les supérieurs, ils s'imaginèrent que ceux-ci venaient rappeler leurs sujets, et ils menacèrent de chasser à coups de pierres les deux audacieux qui venaient enlever leurs amis. On se figure aisément la joie que de telles menaces causèrent aux visiteurs; elles étaient la preuve la plus évidente de l'attachement des populations aux Pères Jésuites.

Le protestantisme avait si bien travesti le catholicisme et modifié les idées religieuses de ces populations, que l'annonce du Jubilé, en 1609, les remplit d'horreur et d'épouvante. C'était là, au dire des ministres protestants, une manœuvre de l'Inquisition romaine et une ruse du pape pour soutirer l'argent des peuples et asservir les consciences. Les pères s'étant attiré la confiance générale, réussirent cependant à amener le monde aux exercices où ils expliquèrent le grand bienfait du jubilé. Les préventions cessèrent alors; ce fut un mouvement général, et ces pauvres aveugles témoignèrent de toute façon leur reconnaissance. Jusqu'alors, personne ne se rappelait avoir vu, hors le temps pascal, quelqu'un s'approcher des Sacrements, même aux grandes solennités de l'année.

En 1610, les Jésuites comptaient déjà cent trente élèves, dont vingt-quatre appartenant à des familles protestantes. Un collège devenait nécessaire pour soustraire les jeunes gens aux influences de l'erreur, car il y avait pénurie de bons prêtres et de bons instituteurs, et l'ignorance et la dépravation des mœurs marchaient de pair. L'évêque et quelques bons catholiques désiraient établir un collège à Sion; mais certains magistrats et personnages notables s'y opposaient, faisant envisager les Jésuites comme un danger pour le repos public et les calomniant. Un libelle parut contre eux. Il fut solidement réfuté par le Père Chavassius qui démontra, que l'accusateur (le fameux Guntren) n'avait parlé que par haine protestante. Ce Père se présenta le 27 mars 1612 devant la diète et y plaida la cause du collège. Après en avoir fait ressortir les avantages et avoir réfuté les calomnies à la charge de sa compagnie, il prouva facilement que les Pères n'étaient point des agents secrets de l'Espagne et des ennemis de la France, accusation dont on s'était déjà servi contre le Père capucin Augustin pour le faire expulser. Chavassius, caractère ardent, se laissa emporter par son zèle excessif: il trouva que l'évêque agissait trop timidement, et laissa même entrevoir à quelques magistrats qu'il n'avait pas une entière confiance en lui. Le collège fut cependant refusé et le Père dut se convaincre qu'il s'était trop confié en ses propres lumières et que le prélat, meilleur connaisseur de ses hommes, avait eu pleinement raison. Il fut rappelé par ses supérieurs pour avoir, par son imprudente précipitation, fait tout avorter.

Comme la station d'Ernen ne convenait guère moins au but des Jésuites, ils la quittèrent le 28 avril 1615, pour fortifier l'établissement de Venthône. Dans ce lieu, ils relevèrent, en particulier la dévotion à la sainte Vierge qui était tombée

à tel point, que les femmes mêmes se moquaient de la récitation du chapelet. On y revint si bien que, à la fin, les magistrats le récitaient à la tête du peuple dans les prières publiques. Les Pères s'attachaient surtout à la réfutation des erreurs, des objections contre l'Eglise et le dogme catholique, et à détourner de la lecture des livres hérétiques et impies. La peste vint aussi mettre en évidence leur charitable dévouement. Elle fit tout à coup de si grands ravages, qu'en peu de temps elle enleva plusieurs centaines de personnes à Sion et 90 à Sierre. A Venthône, où les Pères avaient leur pensionnat, elle n'enleva personne : ce qui engagea la plupart des meilleures familles de Sion à leur confier leurs fils pour les instruire, quoique cela leur eût été expressément défendu par les autorités de la ville.

En 1619, en butte aux continuelles persécutions des sectaires, ils songeaient à quitter le Valais, quand les ordres du supérieur général et du nonce les obligèrent d'y rester.

En 1620, la ville de Brigue les demanda, mais ils n'y arrivèrent qu'en 1625, en y transférant leur pensionnat de Venthône.

Des négociations sérieuses ont de nouveau lieu en 1622 pour leur établissement à Sion. L'évêque Hildebrand Jost, voulant favoriser cette œuvre si importante, déclare, le 28 février, qu'aussitôt que les Pères seront établis dans le chef-lieu de son diocèse, il leur fait don d'une maison, d'un pré de douze secteurs, d'un champ de cinq journaux situé à St-Pierre de Clages, et de toutes les vignes qu'il possède sur le territoire de Vétroz¹.

L'année suivante (20 juin), le nonce félicitait les chanoines de ce que les Pères allaient enfin être admis et les leur recommandait. Le chapitre s'empessa d'obtempérer à cette demande et donna à cette corporation, *aussitôt qu'elle serait reçue à Sion*, toutes ses vignes sur Saint-Séverin, quarante fichelins de seigle en rente annuelle et l'église de Saint-Théodule avec l'obligation d'y prêcher *selon qu'il était d'usage*². Ces diverses donations font voir qu'on se croyait au moment d'aboutir à l'établissement d'un collège, mais elles ne prouvent nullement qu'on eût conclu une convention définitive. A Sion, les familles influentes flottaient encore indécises entre le catholicisme et la réforme, tant celle-ci avait jeté de profondes racines. L'amorce attrayante de la spoliation des biens de l'Evêché et du Chapitre qu'on se partagerait, avait plus d'attrait pour ces esprits cupides que la possession de la vérité religieuse. La capitale demeurait donc en suspens. Les actes de l'évêque Jost Hildebrand nous révèlent qu'avant 1627, il y avait des Jésuites à Loèche³. Malheureusement, la question du pouvoir temporel ayant surgi entre l'évêque et les patriotes des sept dizains, les têtes s'échauffèrent ; il suffisait que l'évêque proposât une chose pour qu'elle fût refusée. Une diète tenue à Loèche, en 1627, traita la question des Jésuites ; la faction protestante qui travaillait toujours

¹ Archives de Valère.

² Archives de Valère.

³ De Rivaz. Opera hist., tome V.

sourdement et sans relâche, voyant le moment opportun, fit décréter l'expulsion définitive des Jésuites. Ils partirent. Mais en 1653, ils reparurent dans le pays où ils furent enfin légalement admis en 1666.

Adrien de Riedmatten était monté sur le siège de Saint-Théodore à une époque déjà bien orageuse, mais qui allait le devenir encore plus pour son successeur immédiat. Les écrits du temps nous dépeignent Adrien comme un habile diplomate. Son oncle, Hildebrand, l'avait envoyé plusieurs fois pour le représenter aux diètes de l'Empire, où les évêques de Sion étaient encore régulièrement appelés. Il y avait montré des capacités politiques qui lui attirèrent des éloges de l'empereur. Quoiqu'il ait eu à souffrir et à lutter grandement avec son clergé pour le réformer, avec la faction protestante pour la maîtriser et avec les prétentions séculaires des patriotes, sa finesse d'esprit et son habileté dans les affaires lui donnèrent un ascendant suffisant pour empêcher tout éclat, et il put du moins retarder, pour un temps, la crise politique qui se préparait.

La visite du diocèse n'avait pas eu lieu depuis plus de trente ans; elle était devenue si urgente que la diète même avait dû demander, sous Hildebrand, qu'elle se fit enfin. Adrien l'entreprit aussitôt qu'il fut sacré. Il serait superflu de donner des détails sur les difficultés qu'il rencontra, les désordres qu'il dut combattre et les nombreuses et fermes ordonnances qu'il publia et fit exécuter. Autant il avait craint, étant abbé de Saint-Maurice, de manquer l'honneur de la mitre s'il se montrait énergique envers les hauts magistrats du pays, autant il prouva qu'il savait tenir la crosse, dès qu'il fut évêque. Il ne put cependant exécuter tout le bien qu'il voulut et qui était nécessaire; il dut en cela subir le sort commun des hommes qui gouvernent des hommes. Quoi qu'il en soit des résultats obtenus, il remplit dignement son devoir et mérita les éloges de saint François de Sales qui, en 1614, écrivait à Hildebrand Jost ces paroles remarquables:

J'ai éprouvé une intime et spéciale tristesse de la mort de votre prédécesseur, non point tant à cause de l'estime que j'avais pour lui, que pour la perte prématurée que votre Eglise vient de faire d'un pasteur si insigne, dans des temps si difficiles, où les besoins de la religion requièrent chez vous la présence d'un évêque zélé et habile tel que l'était le défunt auquel je ne pouvais comparer aucun autre de vos côtés¹.

A l'occasion de ces visites pastorales dans le Bas-Valais, l'évêque se présenta à Saint-Gingolph, non point pour y procéder à la visite, car il n'avait plus aucune juridiction spirituelle sur cette paroisse, mais pour recevoir un hommage destiné à rappeler l'ancienne juridiction des évêques ses prédécesseurs. Un titre de cette époque², nous apprend que le 9 octobre 1606, l'évêque accompagné de Pierre de Grilly, abbé de Saint-Maurice, du chanoine de Sion,

¹ Manuscrits du chanoine de Rivaz, tome V.

² Epist. S. Francisi.

Jacques de Schmideiden son chancelier, de Jean Inalbon bailli du Valais, et de plusieurs autres personnages de distinction, s'avança jusqu'au milieu du pont en pierre construit par le duc de Savoie. Ce pont était établi sur le torrent de la Morge qui, depuis le traité de 1569, servait de limite entre les deux Etats et paraît avoir été plus anciennement déjà celle qui séparait le diocèse de Sion de celui de Genève, comme le dit un acte notarié. Quand l'évêque fut arrivé là avec toute sa suite :

...L'honorable et pieux Bernard Comba, plébain et curé de l'église paroissiale de Saint-Gingolph dont la juridiction s'étend sur les deux rives du torrent, mais qui est elle-même bâtie sur le diocèse de Genève, arriva en soutane, et revêtu du surplis, pour rendre hommage à l'évêque de Sion. Cet usage, observé par ses prédécesseurs, existait depuis environ trois cents ans, comme l'attestent des actes authentiques. Arrivé devant l'évêque, qui s'était arrêté au milieu du pont, il lui offrit un calice en argent, plein de vin selon la coutume ancienne, protestant pour la juridiction et tous les autres droits que pouvait avoir son propre évêque. Le prélat but une gorgée en acceptant l'hommage du calice, dont il fit ensuite gracieusement don au curé et à ses successeurs dans la dite paroisse ; puis, il l'assura de sa haute protection. Il protesta à son tour que, par l'acte qu'il venait d'accomplir, il n'entendait préjudicier en rien aux droits et prérogatives de l'évêque de Genève, son voisin, ni à ceux du duc de Savoie, ni déroger aux droits de qui que ce fût ; mais uniquement d'avoir voulu sauvegarder les privilèges et coutumes de ses prédécesseurs et les droits de l'évêché qu'il avait fait serment de maintenir quand il fut sacré.

Il serait difficile de dire quand cet hommage du calice fut établi en faveur des évêques de Sion ; on sait seulement qu'en 1380, une contestation s'étant élevée entre l'évêque Edouard de Savoie et le curé de Saint-Gingolph, au sujet du calice d'argent plein de vin que l'évêque prétendait déjà lui être dû, le droit de l'évêque fut reconnu. On dit même que la cérémonie de l'hommage du calice avait eu lieu dans le siècle passé, sous l'évêque Hildebrand Roten¹. Cet hommage aux évêques de Sion n'avait point lieu en leur qualité de comtes et préfets du Valais, mais à titre commémoratif de leur ancienne juridiction spirituelle, car l'église de Saint-Gingolph paraît avoir été plus anciennement sur la rive droite du torrent de la Morge².

Aussitôt que l'évêque était nommé, on s'occupait de fixer l'époque à laquelle les communes du pays lui prêteraient le serment d'obéissance et de fidélité comme à leur prince temporel.

La peste qui, depuis plus d'un siècle, régnait presque annuellement sur quelques points du Valais avec plus ou moins d'intensité, avait quelquefois empêché les évêques de parcourir les dizains et le Bas-Valais pour recevoir ce serment ; on s'était contenté du serment que les députés prêtaient au nom de leurs communes. Cette fois, la prestation n'eut lieu que onze mois plus tard, c'est à dire le 26 octobre 1605, à raison de diverses difficultés. Mais pour que l'administration de la justice qui, de tout temps, avait appartenu à l'évêque, ne souffrit aucun retard, la diète décida que le prélat l'exercerait avec

¹ Archives de Sion, tiroir 92, N° 93

² Manuscrits du chanoine de Rivaz, tome V.

la même autorité que s'il avait déjà reçu le serment d'obéissance, et que, en attendant, il aurait tout l'appui civil nécessaire. Au jour fixé pour cette cérémonie, à Sion, les représentants des communes des sept dizains se réunirent sur le cimetière devant la cathédrale. Le bailli s'adressa aux représentants, leur demanda s'ils voulaient faire le serment qu'on leur proposait et que leurs ancêtres avaient aussi fait. Tous le prêtèrent¹. Après cela, l'évêque se mit en route pour se rendre dans les dizains et y faire renouveler par les dizains les mêmes promesses. Ce dut être du 27 octobre au 6 novembre. La joie et l'empressement furent grands partout. En session de décembre, l'évêque, à l'occasion de l'annonce qu'il fait à l'assemblée qu'un jubilé extraordinaire a été accordé par le pape, adresse à toute la nation ses vifs remerciements :

...De ce qu'il a plu à tous en commun et à chacun en particulier le reconnaître et le recevoir avec un appareil extraordinaire : cavalcades, feux de joie, réceptions solennelles avec bannières, détonations et honneurs sans fin².

Le gouverneur de Milan, comte de Fuentès, au nom de la couronne d'Espagne, sous la domination de laquelle était alors ce duché, sollicitait depuis quelque temps le Valais de contracter alliance, ou au moins d'établir un *modus vivendi* entre la république valaisanne et le Milanais. Les négociations à cet effet avaient été longues et suivies ; mais, enfin, le Valais ne trouvant aucun avantage particulier à un nouveau traité, et craignant aussi de déplaire à la France qui, par son ambassadeur en Suisse, faisait tous ses efforts pour l'empêcher, et démontrait que plusieurs de ces articles étaient contraires aux traités existant avec elle, le Valais, disons-nous, s'y refusa (1605). Quelques années plus tard, les dizains de Brigue et de Conches, et ce qu'on appelait alors le tiers de Mörell, croyant trouver un avantage particulier à s'unir avec Milan, abandonnèrent le sentiment des autres dizains et entrèrent en pourparlers avec son Excellence le comte de Fuentès. Leurs émissaires vinrent même jusqu'à Sierre pour persuader au peuple que, s'il voulait entrer avec eux dans cette alliance, il recevrait le sel d'Italie à beaucoup meilleur marché qu'il ne payait celui de France. C'était un pur mensonge pour s'attirer des adhérents et exciter les communes contre le gouvernement. Il n'était pas question de sel, en réalité, dans ce traité particulier. Ils envoyèrent des délégués à Milan, malgré les exhortations et les pressantes supplications des autres dizains, qui leur représentaient vivement les funestes effets d'une pareille scission, dont la première conséquence serait la destruction de la bonne harmonie, qu'il était si important de conserver en présence des circonstances fâcheuses et des dangers divers dans lesquels le canton se trouvait depuis plusieurs années. Pour mieux les persuader, on compara leur traité avec les anciens conclus avec la France et avec la Savoie et on leur fit remarquer que les articles nouveaux étaient en

¹ Abscheids de 1605.

² Archives de Valère.

opposition avec les anciens, qu'ils avaient eux-mêmes solennellement jurés avec les cinq autres dizains. On leur déclara que, pour le bien de la paix, on consentait à leur laisser observer tout ce qui, dans leur traité, n'était pas contraire aux anciens. Brigue céda aux représentations, mais Conches s'entêta et maintint le traité. Martin Jost, son ancien banneret, s'était chargé de cette mission antipatriotique, et il était revenu avec l'acte authentique. L'Etat le fit mettre aux arrêts et l'y retint durant quelques mois. Remis en liberté, il mourut quelque temps après. Les Conchards réclamèrent une indemnité pour sa famille, alléguant que le chagrin de l'emprisonnement avait causé cette mort. Mais il leur fut prouvé que Jost n'était mort que de la peste. Le gouvernement avait aussi réclamé des Conchards et de ceux du tiers de Mörell 2000 écus pour frais des diètes qui, depuis plusieurs années, avaient dû se réunir à cause d'eux. Les séparatistes prétendirent que Jost les avait pressés de traiter avec Milan : ce que Jost, qui vivait encore, avait nié en affirmant que le peuple de sa vallée l'avait forcé lui-même de se rendre auprès du duc. Craignant les suites de ces dissensions entre concitoyens, les cantons de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zug et Soleure s'offrirent, en août 1616, d'envoyer des représentants pour réconcilier les esprits et terminer ce désaccord. La diète refusa cette intervention fraternelle. Elle répondit qu'on espérait arriver seul à un bon résultat et que les dispositions constitutionnelles du pays étaient suffisantes. En d'autres termes, on les éconduisit le plus poliment possible, parce qu'on voulait écarter toute action des cantons catholiques et toute occasion d'immixtion de leur part dans la crise religieuse que le canton subissait alors. Quoi qu'il en fût, à la fin de l'année 1616, les députés de Conches déclarèrent, au nom de leurs populations, qu'ils renonçaient au traité¹, et la diète décida que les 2000 écus seraient payés sur la propriété de Mattacheron, saisie, à cet effet, aux héritiers de Jost. Pour amener à composition les gens de cette vallée, la diète avait précédemment décidé que, s'ils ne voulaient pas se soumettre et renoncer à leur alliance séparée, leurs députés et ceux de Mörell ne seraient plus admis à siéger et qu'on aviserait aux moyens nécessaires pour ramener la tranquillité. En défendant opiniâtrement sa cause, Conches, parmi les six raisons qu'il produit, en allègue une qui marque toute sa fierté républicaine et son obstination. Au n° 3, il dit : « Les autres six dizains ayant décidé qu'à l'avenir nul dizain ne traite en particulier avec un prince étranger ou seigneur quelconque, sans le consentement des autres dizains, eux s'y croient autorisés, » parce que les monts et les passages de leurs montagnes leur appartiennent. On leur répliqua que la haute autorité ecclésiastique et civile avait bien le droit de porter de tels décrets, vu qu'on était un corps, une république régie par le prince évêque, le bailli et la diète ;

¹ Ce traité fut appelé par dérision *Traité des escargots*, parce qu'on y avait stipulé, entre autres articles, la libre exportation des escargots dans le Milanais. Le Valais en faisait alors un grand commerce, et l'Etat affermais parfois ce droit.

et que les monts et leurs passages n'appartenaient pas aux dizains en particulier, mais à l'Etat.

Les alliances eurent sans doute de grands avantages pour le Valais, mais il faut reconnaître aussi qu'elles lui attirèrent bien des maux et eurent parfois pour conséquence la guerre civile. On sait quels malheurs attirèrent à la patrie les rivalités entre Schiner et Supersaxo : l'un était tout dévoué à l'empire, l'autre à la France qui le liait avec des chaînes d'or. Des événements semblables se passaient dans les Grisons; ils étaient produits par les mêmes causes. Déjà profondément divisés par les haines religieuses, dit Daguet, les Grisons virent s'élever encore dans leur sein des partis politiques acharnés. On y distinguait trois factions principales : celle des Salis qui tenait pour la France; celle des Planta, adhérents de l'Autriche et de l'Espagne, alors maîtresse de Milan, et la faction des Travers, qui travaillait pour Venise. Un quatrième parti, neutre ou national, repoussait toute alliance étrangère comme un danger pour la patrie. Dès 1565, les partis se proscrivirent mutuellement et le sang coula. Des tribunaux criminels formés par les communes des deux partis prononçaient à chaque instant l'exil, la mort ou la confiscation des biens. Apaisée en 1574 par la médiation des cantons suisses, la guerre civile recommença en 1602. La lutte fut entre le parti français et le parti espagnol; les communes ardentes de l'Engadine occupèrent Coire et livrèrent au supplice deux officiers dont l'un, Béli, appartenant à l'archiduc Maximilien¹, s'était réfugié chez l'évêque. Les treize cantons et leurs alliés donnèrent aux Grisons des conseils d'amis, mais leurs voix furent méprisées. Ceux de la faction vaincue qui avaient jugé prudent de se retirer devant la fureur de leurs adversaires, virent leurs maisons envahies, leurs biens confisqués.

Nicolas Kalbermatten, que le Valais avait envoyé à la diète fédérale de Baden, où l'on traita l'affaire du soulèvement des Grisons, fit connaître à son retour les mesures que les Suisses et leurs alliés avaient adoptées pour ramener à l'ordre les insurgés. L'évêque convoqua les députés des dizains et la session s'ouvrit le 17 juin 1607, sous la présidence ordinaire du prélat. On lut à l'assemblée la lettre dans laquelle l'archiduc Maximilien se plaignait de l'injure que les Grisons lui avaient faite et qu'il ne pouvait laisser impunie. Il déclarait que si la Confédération ne lui procurait satisfaction, il était prêt à se venger par les armes. C'était à la suite de cette lettre que les Suisses avaient résolu de réduire les révoltés par la force s'ils ne se soumettaient avant le 3 juillet. Chaque canton allié devait fournir un contingent de 500 hommes. En conséquence la haute assemblée ordonna que chaque dizain lèverait 150 hommes, et le Bas-Valais les 150 autres, dont 125 dans le gouvernement de Saint-Maurice et 25 dans celui de Monthey. Cette exception en faveur de Monthey avait pour cause le terrible incendie qui venait de ravager la plus grande partie de

¹ Abscheids, 1607.

cet ancien bourg et de détruire son château qu'il fallait reconstruire de fond en comble¹.

Un moment, on avait espéré l'apaisement de la crise violente qui avait lieu chez les trois Liges, et les cantons avaient cessé leurs préparatifs, quand le Valais reçut de nouveau l'ordre de se tenir prêt. Mais, comme dans ces dissensions la cause confessionnelle pouvait être en jeu, afin de ne pas s'exposer imprudemment envers des alliés, les Valaisans, avant de procéder à l'exécution de l'invitation fédérale, voulurent s'assurer si cette question n'avait rien de religieux. En outre, voyant qu'on ne recevait aucune lettre du bourgmestre de Zurich qui devait donner l'ordre de mobilisation de l'armée fédérale, afin d'agir de concert, on résolut d'envoyer deux hommes pour s'informer si tous les cantons et leurs alliés étaient décidés à marcher. Comme on désirait vivement éviter l'effusion du sang, les deux délégués reçurent aussi pour instruction d'exhorter les confédérés à exiger des Grisons quatre choses, dont la première était l'abolition du tribunal irrégulier et tout ce qui en dépendait, tels que sentences, procès, plaintes et autres actes. Au mois d'août, on n'avait pas encore reçu l'ordre de marcher, et il n'arriva point. L'incendie s'assoupit pour se rallumer quelques années après.

On se rappelle l'ancienne animosité qui régnait, et les voies de fait répétées qui eurent lieu entre les populations de Conches et de Brigue surtout, et celles du val de Védro et de l'Ossola. Les traités de paix que les deux Etats respectifs faisaient à ce sujet ramenaient la tranquillité pour quelque temps; puis, les rancunes mal éteintes se réveillaient peu à peu et les vexations réciproques recommençaient. L'harmonie ne se rétablissait point, parce qu'un pardon généreux des torts mutuels n'avait jamais existé. De nouveaux nuages s'étaient amoncelés. Les dizains de Conches et de Brigue se plaignirent devant la diète (août 1608) de ce que les leurs et les autres patriotes, se rendant de l'autre côté du Simplon pour leur commerce ou pour y acheter des vins, étaient maltraités et rançonnés par les gens de la vallée de Domo. Lors même qu'ils voyageaient par commission d'autorité cantonale, ils étaient attaqués, retenus en prison, et leurs chevaux confisqués et vendus. « C'est agir, non en voisins, mais inhumainement, disaient-ils; tandis qu'on permet aux Lombards d'exercer librement leur négoce en Valais. »

L'Etat tint compte de ces plaintes, et, pour ne pas paraître préteriter l'ambassadeur d'Espagne près la Confédération, on lui envoya une délégation afin de le prévenir que, pour abréger le temps et les difficultés, des envoyés valaisans se rendraient sans délai près du gouverneur de Milan, comte de

¹ Les archives de la petite commune de Vionnaz conservent l'acte de répartition entre les communes de ce dizain des frais de la reconstruction du château. Un autre acte des mêmes archives fait connaître que le 15 septembre 1520, les communes de Vionnaz, Vouvry, Port-Valais et Saint-Gingolph et de toute la vallée d'Illiez avaient dû payer chacune 100 florins petits pour la reconstruction d'un pont sur la Vièze, à Monthey.

Fuentès, pour traiter avec lui. Les délégués partirent effectivement. Le gouverneur, prévenu défavorablement, leur témoigna son mécontentement; mais, après que les envoyés valaisans l'eurent instruit des faits et lui eurent prouvé que cette fois au moins les torts n'étaient pas de leur côté, il se radoucit et consentit à un accord partiel. Il paraît que le gouverneur avait été surtout blessé de n'avoir pu, en 1605, conclure le traité qu'il désirait. Il avait été persuadé d'abord des raisons que le Valais avait alléguées, mais on l'avait ensuite circonvenu. C'est parce que Conches et Brigue n'avaient pas obtenu, dans ce traité manqué, tout ce qu'ils désiraient pour leur commerce, qu'ils conclurent avec Milan, en 1615, le traité qui fut réprouvé par l'Etat et qui exposa Conches à voir fermées à ses députés les portes de la diète.

Il est difficile de s'imaginer combien nos pères étaient soupçonneux et sur leur garde. Peu de chose suffisait pour éveiller leur défiance; l'offre d'un bienfait même n'était parfois acceptée qu'après les preuves les plus évidentes que tout soupçon devait cesser. Il faut entrer dans le détail de leurs actes et de leurs délibérations; il faut les avoir étudiés dans l'intimité de leur vie nationale pour le comprendre et s'en convaincre. En voici un exemple. Plusieurs causes avaient contribué à la pénurie de prêtres dans laquelle se trouvait le Valais à cette époque. Il n'existait pas de séminaire dans le diocèse, et il fallait aller chercher ailleurs l'instruction ecclésiastique convenable; les principes de la prétendue réforme avaient détourné les vocations religieuses, et le droit de *spolium*, en vertu duquel l'évêque s'emparait de tous les biens non patrimoniaux de ses prêtres décédés, empêchait un grand nombre de parents de vouer et disposer leurs fils à la carrière ecclésiastique. Les prêtres indigènes étaient rares précisément à cause de ce motif, et la plupart des postes étaient occupés par des étrangers qui, le plus souvent, étaient une peste pour le pays et des sujets scandaleux. Rome réclamait depuis longtemps, mais en vain, l'exécution des décrets du saint concile de Trente. Durant quarante ans, Hildebrand de Riedmatten n'avait su montrer un peu d'énergie que pour sauvegarder ses droits temporels. Il venait de mourir. Alors le Saint Père, voyant l'énergique bonne volonté de son successeur et le besoin qu'il avait de bons sujets, offrit aux sept dizains d'entretenir toujours à ses frais, au séminaire de Milan, cinq jeunes gens qui se destineraient au service des autels. Saint Charles Borromée avait déjà accordé la même faveur pour deux sujets. La proposition du pape était bien honorable et avantageuse. Cependant, quand l'évêque, chargé de la présenter en diète, en parla aux députés du canton, ceux-ci examinèrent si la main de l'Espagne n'était pour rien dans cette offre, et si ce n'était point un piège de sa part pour attirer à elle le Valais et le détourner de la France. Puis, quand on fut assuré qu'il n'y avait à craindre ni les Grecs, ni leurs présents, les pères de la patrie décrétèrent ce qui suit (août 1609) : « Vu que ce n'est pas contraire aux engagements pris, ni une donation, pratique ou agissement secret de l'Espagne, mais un don gratuit tout à l'avantage du pays, la

diète accepte avec gratitude, *sans cependant préjudicier* aux engagements antérieurement contractés avec le roi de France. » Pour comble de précaution, on ajouta ces mots : « Néanmoins, personne ne sera obligé de recevoir ce don, ni d'envoyer des jeunes gens dans ce séminaire. » Après s'être bien rassuré soi-même, on voulut encore rassurer l'ambassadeur de France, et l'on finit en disant : « On rappellera à l'ambassadeur, quand il arrivera, qu'on n'a eu, en cela, aucune arrière-pensée en faveur de l'Espagne. » Tant de soins et de précautions nous paraissent puérils à près de trois siècles de distance ; mais alors comme aujourd'hui, la diplomatie avait ses retors. Un peuple de montagnards pouvait craindre d'être pris en quelque filet politique. Sur ses rochers et ses glaciers, au moindre bruit insolite, le libre chamois lève la tête, frappe du pied et disparaît avec ses compagnons.

Le mouvement religieux continuait heureusement ; l'Etat sentit, pour un moment, le besoin de favoriser le zèle que montrait son évêque et d'appuyer les mesures qu'il proposait pour l'instruction et la moralisation du peuple. Outre les dimanches, il y avait alors quarante fêtes dans l'année ; jours de bénédictions même terrestres, selon la promesse de Dieu, s'ils sont bien observés ; mais, par contre, de malédictions, s'ils sont profanés. Sur le Sinaï, Jéhovah avait donné trois mois de fêtes à son peuple, qui vécut dans l'abondance tant qu'il fut fidèle. Aujourd'hui, cela n'est plus admis ; Dieu n'est plus pour rien, ni dans les saisons, ni dans les productions de la terre : la science s'est chargée de remplacer la trop vieille Providence. Vient elle à bout de nos misères ? Considérant combien la profanation des jours que Dieu s'est réservés nuit au bonheur, même terrestre, de l'homme, le législateur valaisan sanctionna la défense du travail en ces saints jours par une amende de six livres.

Cette sage défense fut accompagnée d'un décret d'un autre genre. Des années s'écoulaient parfois sans que, dans les diètes, les dizains parvinssent à être d'accord sur certaines questions très importantes. Ceux d'entre eux qui n'acceptaient point une loi, une ordonnance, ou un décret, ne s'y croyaient pas soumis, et ils alléguaient leurs libertés et franchises locales. Il était même arrivé que le député d'une seule commune s'était opposé à l'exécution d'une décision diétale : c'était un levain de discorde. On venait d'en faire une longue et coûteuse expérience dans l'entêtement de Conches à maintenir son traité séparé avec Milan. Pour le bien général, il fallait trancher cette difficulté : ce fut par l'admission du principe de la *majorité légale*, comme on l'appelle au XIX^{me} siècle. Voici comment la diète le proclama :

La haute assemblée statue unanimement que, à l'avenir, en toute délibération, la majorité fera loi. Toutefois, que ce soit pour la gloire de Dieu, l'avantage de notre sainte religion catholique, la paix et l'union dans la patrie, la conservation de ses libertés, de la justice et

pour l'intérêt général avant le particulier, sans atteinte, cependant, aux libertés, louables coutumes et statuts légitimes des états ecclésiastique et civil, accordés précédemment par les princes et autorités¹.

Il ne se passait guère d'année que les hauts magistrats n'eussent à s'occuper de mesures à prendre contre un fléau devenu endémique. C'était la peste. Dans le courant de l'année 1611, elle montra un tel degré d'intensité et fit de si grands ravages qu'on lui donna généralement, en Suisse et ailleurs, le nom de *peste noire*. En Valais, le peuple l'appelait assez communément la peste *maculée*, à cause des taches livides qui annonçaient aux malheureux la présence du mal terrible dont ils étaient atteints. Les lazarets et les maladreries, que les actes du moyen-âge nous montrent si nombreux en Valais, et auxquels la piété et la compassion publique firent de fréquentes et riches donations, ne servaient plus aux lépreux, mais à la foule des malheureux pestiférés. Cette fois, il ne fut pas rare de voir dans certaines localités, le quart et même le tiers de la population emporté; parfois tous les membres d'une famille ou tous les habitants de la même maison disparaissaient en quelques jours. La panique était extrême. Ce n'est pas que le fléau fut général, quant à son intensité, mais la mort moissonnait si abondamment là où le mal s'était déclaré, que l'on était dans l'effroi de le voir arriver subitement chez soi. Au milieu de cette consternation générale, l'évêque représenta à la diète, réunie en décembre, que le fléau de la peste avait été considéré de tout temps et par tous les peuples comme un châtiment de la divinité à cause de la transgression de ses lois; que les païens eux-mêmes recouraient à leurs idoles dans ce cas; à plus forte raison des chrétiens devaient-ils chercher à apaiser le ciel dans de semblables calamités. Empressés de seconder leur pasteur, les magistrats sanctionnèrent les ordonnances du chef du diocèse. Il fut enjoint que dans toutes le paroisses du pays, les curés feraient une procession générale en chantant les litanies des saints, et qu'il y aurait une grand-messe à laquelle ils feraient un sermon pour engager à la pénitence. Tous ceux de l'un et de l'autre sexe qui auraient quatorze ou au moins seize ans révolus seraient tenus d'assister à ces exercices. Durant une année, à partir du premier janvier suivant, chaque vendredi serait un jour de jeûne de précepte pour tous ceux qui n'avaient pas de raisons graves de s'en dispenser; ceux qui ne le pourraient observer y devaient suppléer par des prières, « afin que Dieu regarde son peuple d'un œil miséricordieux. » Il y avait effectivement à demander pardon à Dieu. Les missionnaires capucins avaient ramené les populations à la foi catholique et fait renaître la piété dans beaucoup d'âmes; mais de là au retour complet et à la pratique générale des préceptes évangéliques, il y avait encore bien de la distance. Les fêtes, malgré leur réduction, étaient mal observées, les mariages sans dispense des degrés défendus par l'Eglise, étaient assez fréquents, et les prescriptions du Concile de Trente

¹ Abscheid, août 1609.

fort négligées; la voix du Souverain Pontife trouvait si peu d'écho que, malgré les instances répétées des nonces, le Haut-Valais n'avait pas encore voulu adopter le calendrier grégorien, déjà en vigueur dans le Bas-Valais. Bien plus, en diète de décembre 1608, l'évêque ayant annoncé que le pape avait ordonné un jubilé dans toute la chrétienté, et déclaré qu'il n'avait pas voulu le publier sans en informer la haute assemblée, les députés de quelques dizains protestèrent et voulurent s'y opposer, « vu que c'était une chose nouvelle, inouïe dans le pays. »

La divine Providence ne cessait cependant de frapper pour avertir les coupables, mais au lieu de se convertir sincèrement, ceux-ci préféraient compter sur les moyens humains. Comme la peste régnait sur toute la frontière bernoise et dans tout le nord de la Confédération, on fit garder tous les lieux de passage depuis Conches jusqu'au pont de Saint-Maurice. Une amende de 25 livres maurisoises fut imposée (5 mai 1612) à quiconque se rendait dans les lieux infectés ou suspects du mal contagieux. Il fut défendu, sous la même peine, en y ajoutant celle du carcan, d'héberger ceux qui viendraient de ces lieux, à moins qu'ils n'eussent subi leur quarantaine.

Comme cette épidémie causait un juste effroi, l'autorité crut devoir prévenir les Etats limitrophes que sa responsabilité ne serait point engagée s'il arrivait, comme il était à craindre, que des particuliers reçussent à coups de fusil les imprudents qui pénétreraient sur le territoire du canton. La fréquentation des bains de Loèche fut interdite pour cette année à tout étranger. Les gens du pays se rendant beaucoup aux foires de Sursée (Lucerne) et d'autres lieux de la Suisse, il leur fut défendu d'y aller et ceux qui s'y étaient rendus avant cette prohibition ne purent rentrer dans leurs foyers (septembre). A Gondo, frontière vers l'Italie, on ne laissait entrer que ceux qui étaient munis d'une attestation qu'ils venaient de lieux non contaminés.

La Savoie voyant la contagion s'approcher de ses frontières, prit aussi ses précautions. Le duc demanda l'autorisation d'établir à Saint-Maurice ou à Martigny un commissaire qui, conjointement avec les fonctionnaires du Valais, surveillerait l'exécution des mesures de sûreté et délivrerait des bulletins de santé. On fit d'abord des difficultés; mais, son Altesse ayant menacé d'interrompre toute communication si on ne l'autorisait, sa demande fut admise, sous la réserve que son employé n'exercerait son office qu'à l'égard des étrangers, et non des nationaux. Comme le fléau sévit tout à coup à Saint-Maurice (mai 1613) l'employé ducal se porta à Martigny. Les lieux fixés pour faire la quarantaine furent : le Grimsel, le mont de Lietschen, la Gemmi, le Rawyl sur Ayent, le Sanetsch sur Savièse, la Crottaz à Outre-Rhône, le pont de Saint-Maurice et tous les endroits d'abordage et de passage en aval du Rhône jusqu'au lac de Genève. Les ravages effrayants que la peste exerça à Saint-Maurice nous donnent une idée de son intensité.

Dans la première maison où elle se déclara, une mère et ses cinq enfants furent aussitôt moissonnés. Bientôt les bras manquèrent pour ensevelir les victimes, et une sonnette suspendue à l'insatiable corbillard avertissait, par son lugubre tintement, les habitants consternés, qu'il attendait les nouvelles victimes qui chaque jour se multiplièrent jusqu'au premier janvier suivant. Le fléau y cessa tout à coup, à la suite de l'invocation du saint nom de Jésus qui fut affiché sur toutes les portes des maisons de la ville¹.

La mort noire promena encore quelque temps sa hideuse face dans diverses localités du pays.

Depuis le renouvellement de l'alliance avec Charles-Emmanuel, et surtout depuis que les quatre capitaines missionnaires eurent gagné chacun ses 800 écus en portant le peuple à voter pour le maintien du catholicisme, il se présenta fréquemment des occasions de cimenter la bonne amitié entre les deux Etats de Savoie et du Valais. Les lettres qu'ils s'écrivirent mutuellement pour diverses affaires témoignent constamment de leurs bons rapports. Le 2 mai 1610 (21 avril, selon le vieux style), le duc, qui s'était brouillé avec l'Espagne, mandait à l'évêque de Sion et aux magistrats qu'il avait reçu du capitaine de Quartéry, la réponse (qu'il attendait de leur probité) concernant la mission qu'il lui avait confiée auprès d'eux. Il l'avait retenu quelques jours à Turin pour le charger de demander une levée destinée à la sauvegarde de ses Etats². C'était 1200 hommes que de Quartéry obtint. Ce régiment devait être employé en Piémont à la garde du prince et de ses enfants pendant que deux corps de troupes de Savoie occupaient les vallées d'Abondance et de Saint-Jean d'Aulps. Le duc songeait toujours à Genève et se préparait à un nouveau coup de main. Les Suisses réclamèrent contre ses préparatifs plus que suspects et représentèrent au Valais, que son honneur exigeait qu'il agit efficacement auprès du duc, afin de lui faire retirer ses troupes d'occupation. Pressés par Berne particulièrement qui les menaçait d'hostilité en cas d'inaction, les Valaisans exposèrent au prince leur délicate position. Celui-ci se comporta en ami dévoué et fit reculer ses propres gens à trois lieues de la frontière. Il le leur annonça par la lettre suivante :

Très Révérend Père en Dieu, magnifiques Seigneurs Ballif et Orateurs, nos chers bien aimés alliés. Par l'arrivée du capitaine Quartéry, nous avons entendu l'ombrage qu'ont nos voisins contre nous, pour avoir logé deux régiments dans les vallées d'Aulx et d'Abondance. Aussi, quelques menaces qu'ils font à cette occasion, nous en sommes marris pour l'amour de vous ; car il n'est pas raisonnable qu'en receviez mal pour l'affection et bonne intelligence qu'est entre nous. Je m'assure bien que tout le mal qui vous en arrivera pour ce regard, se résultera en paroles ; car si l'on vient aux effets, vous devez être assurés que nous vous ayderons à tirer vostre raison, ainsi que le devoir nous y oblige. Cependant, pour vostre respect, duquel je fais estat, et pour l'amour de nostre alliance, je fairay lever les dits régiments et les enverrai trois lieues loing de votre finage ; vous assurant qu'à notre insceu, ils ont été logés là, pensant par ce moyen solager les aultres nos subjects déjà fort chargés. Et par ce ne manquerons de satisfaire à

¹ Boccard, Hist. du Valais.

² Archives du Valais : Correspondances avec la Savoie, t. II.

ce que désirez et à la requeste que, de vostre part, nous en a faict le dict Quartéry. Sur quoi prions Dieu, etc.

De Turin, ce 25 mars 1611.

Votre bien bon amy, allié et confédéré

Le Duc de Savoye

EMMANUEL.

Les troupes auxiliaires valaisannes qu'avait obtenues le duc se comportèrent de manière à obtenir les éloges du prince, qui écrivait, le 18 juin 1612 :

L'honorable déportement de tous les chefs, officiers et soldats de votre régiment nous oblige d'avoir tout bon soin de leur satisfaction et protection, à cette fin de les convier à la persévérance; et vous, nos bons amis et alliés et voysins à nous continuer vostre amitié¹.

Le régiment valaisan avait pour colonel Nicolas Kalbermatten, de Sion, l'un des quatre capitaines qui avaient activement travaillé pour amener le triomphe de la religion catholique, lors de l'assemblée générale de juillet 1603. Ce digne chef et sa troupe eurent bientôt occasion de montrer leur valeur. François, duc de Mantoue et de Montferrat, beau-fils de Charles-Emmanuel, mourait en 1612. Il ne laissait qu'une fille âgée de trois ans. Trois prétendants se disputaient cette succession : l'Espagne, la France et la maison de Savoie. Le batailleur prince de Savoie envahit le Montferrat le 22 avril 1613². Il vola de victoire en victoire; sept villes furent prises d'assaut; l'armée espagnole était stupéfiée par la rapidité de ces marches et de ces triomphes. Cependant les Espagnols menacèrent Asti. Le régiment valaisan, qui avait été très employé durant cette guerre, fut envoyé au secours de cette ville, qu'il contribua à dégager en forçant l'ennemi à se retirer. En vertu des capitulations militaires, les compagnies valaisannes ne devaient être employées à l'assaut qu'autant qu'elles y consentaient, et elles ne pouvaient être envoyées sur le territoire ennemi que dans le cas où il fallût poursuivre l'ennemi, mais jamais pour l'y attaquer. Dans les péripéties de cette guerre, à laquelle prirent part non seulement le régiment valaisan, mais des compagnies levées dans d'autres cantons, entre autres celui de Lucerne, il arriva plusieurs fois que cet article des conventions fut violé, soit que les chefs suisses fussent trompés à dessein, soit que les péripéties de la guerre ne leur permissent pas toujours de s'en tenir à la stricte exécution des traités. L'amour des aventures, l'appât du pillage ou du gain pour des soldats qui passaient parfois des mois sans solde, l'excitation de la guerre contribuaient aussi à rendre peu scrupuleux des cœurs nés guerriers.

La France avait son prétendant au Montferrat; c'était Charles de Nevers, chef d'une branche collatérale des Gonzague. Elle réclama près du Valais (mai 1613), prétextant que l'emploi de ses troupes, dans cette affaire, était contraire aux alliances que l'on avait avec elle. Par contre, le duc demandait

¹ Archives du Valais : Correspondance avec la Savoie, t. II, p. 3.

² Idem, p. 6.

³ Victor de Saint-Genis : Histoire de la Savoie.

de nouveaux secours; et comme l'on s'était plaint que les compagnies valaisannes avaient été conduites sur les terres ennemies, il chargea M. Kalbermatten, qui se rendait momentanément au pays pour affaires particulières, d'expliquer à son gouvernement ce qui s'était passé « au vray en cette entreprise du Montferrat, notamment ès-lieu où il a été employé avec ses soldats, si quelqu'un en avait parlé différemment ». Puis, venant à la conduite du régiment, le duc dans sa lettre aux chefs de la république ajoute :

Le dit colonel et les capitaines et soldats se sont si honorablement et vertueusement porté en toutes occasions, que nous craindrions de faire tort à l'honneur et réputation qui leur est deu si nous manquions de vous en faire foy ¹.

Mais si les éloges flattaient l'amour-propre des Valaisans, il y avait aussi des précautions à prendre à l'égard de la couronne de France qui réclamait contre le secours fournis à son Altesse, et demandait pour elle-même à la Suisse un secours de six mille hommes pour la protection de ses amis², les partisans de Charles de Nevers. Le Valais était lié avec le roi par de mêmes engagements qu'avec le duc. « Mais considérant qu'il ne leur devait assistance « que pour la protection de leurs personnes et de leurs pays; que cette levée « était demandée dans un autre but et notamment contre le duc son allié « auprès duquel il avait déjà un régiment et qu'il ne conviendrait pas d'en- « voyer d'autres troupes contre lui; il ne consentit pas à la demande du roi. »³ Il déclara cependant y être très disposé si Sa Majesté ne voulait employer cette troupe que dans son royaume, selon les traités. Telle fut la réponse que, par une députation spéciale, le gouvernement fit parvenir à l'ambassade française, à Soleure. Afin de prévenir le mécontentement du roi et de lui donner une certaine satisfaction, en même temps qu'on voulait prévenir les suites d'une invasion française en Savoie ou en Piémont, on donna des ordres très explicites au colonel Kalbermatten. On lui traça rigoureusement la marche qu'il devait suivre avec menace de graves châtimens ou de rappel s'il s'en écartait. On lui enjoignit en outre, ainsi que Lucerne l'avait déjà fait pour son régiment, de ne plus faire passer la frontière aux siens.

Comme il l'avait fait pressentir par de précédentes lettres, le prince Charles-Emmanuel sollicita de nouvelles troupes peu après que Kalbermatten se fut rendu à Sion. En 1614, 13 juillet, une nouvelle levée lui fut concédée; elle portait à 2200 hommes le nombre total des soldats du canton qui servaient sous la croix de Savoie. A cette occasion, on renouvela la défense expresse faite aux enrôlés d'emporter avec eux les armes qui n'appartiendraient pas aux capitaines recruteurs. Cette prohibition était fort sage et faisait rester dans le pays des armes qu'on ne se procurait qu'à grands frais, et dont il aurait fallu

¹ Correspondance avec la Savoie, tome 2, p. 13.

² Abscheids du Valais.

³ Abscheids.

s'approvisionner souvent, vu la fréquence des enrôlements pour les services étrangers.

Malgré ses rapides succès, Charles-Emmanuel avait dû composer avec l'Espagne. Celle-ci lui avait fait savoir que, s'il ne voulait s'arranger à l'amiable, elle porterait elle-même la guerre dans ses Etats. Son Altesse le duc lui avait donc remis en dépôt les villes conquises et l'avait choisie pour arbitre et juge. Mais le roi d'Espagne, sans attendre qu'un jugement fût prononcé, livra immédiatement le dépôt à la contre-partie et entra sur les terres du prince de Savoie, pillant, rasant, incendiant tout sur son passage, dépouillant les églises et se livrant à tous les excès. Le duc avait repris les armes pour repousser la force par la force et résister à une agression faite contre toute loyauté et toute justice. Le pape et le roi de France s'étaient interposés afin d'arrêter les maux de la guerre ; ils avaient proposé un traité de paix que le duc aurait signé, si l'Espagnol, premier agresseur, n'avait refusé de signer la première. Ces explications données au gouverneur du Valais par le seigneur Valdengo, envoyé de Son Altesse (janvier 1615), furent accompagnées de la demande d'un nouveau secours qui aurait fait monter à 4000 hommes la valeureuse troupe valaisanne en Piémont. C'était beaucoup plus que n'en comportaient les capitulations, qui ne parlaient que de sept compagnies de chacune 300 hommes. Mais les sept dizains considérant « Que Son Altesse est leur bon ami, voisin et allié ; qu'elle fait « beaucoup de bien à la patrie et à ceux du pays qu'elle entretient et paye à « souhaite ; qu'elle témoigne en cela plus de considération et de confiance « envers notre Etat que envers d'autres, d'autant que le Valais n'est pas « allié à sa contre-partie¹, comme le sont les Confédérés ; ne voulant pas « perdre son amitié, mais lui donner témoignage de bon vouloir, suivant la « maxime toujours observée de secourir le plus faible contre le plus fort, ici « surtout où une injustice est commise envers le prince ; en outre, les offres « favorables au pays et surtout aux dizains frontières, relativement au libre « commerce pour lequel on a longtemps négocié et à grands frais », les dizains, disons-nous, accordèrent une partie de la demande. On aurait désiré accorder le tout ; mais à cause des mouvements militaires qui avaient lieu aux frontières fédérales, on n'autorisa qu'une levée de mille deux cents hommes : ce qui portait à trois mille l'effectif du régiment valaisan². Comme cette demande n'avait pas été soumise aux communes avant la tenue de la diète, il fallut le faire après, afin que la décision fut valide. Les réponses arrivèrent vers la fin de janvier. Quelques communes firent des observations et désiraient un délai ; mais, comme l'ambassadeur du prince insistait sur le besoin d'une prompte décision, elles ratifièrent tout ce que leurs mandataires avaient fait, et le duc put derechef exprimer à ses chers voisins et bons alliés

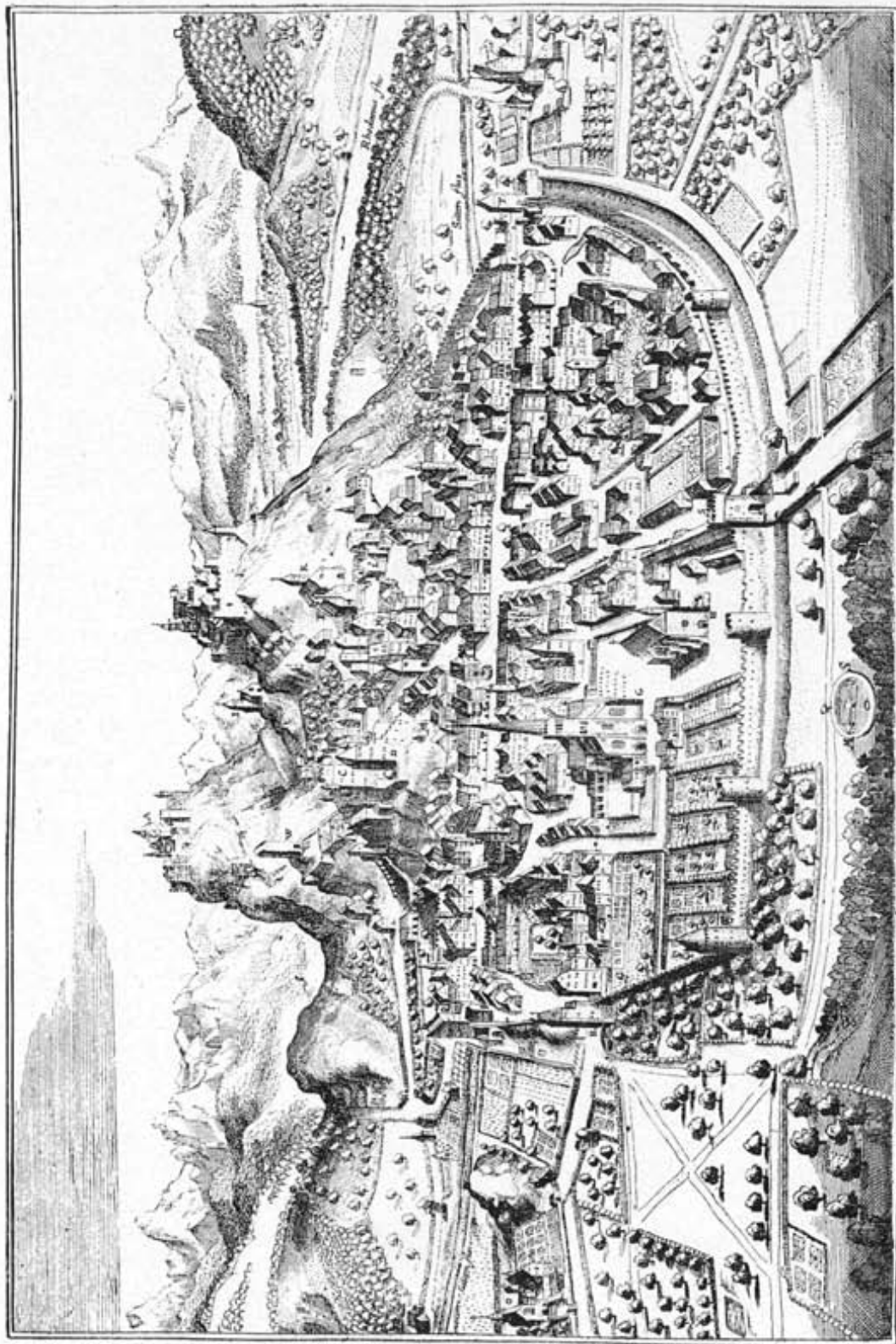
¹ Les Espagnols.

² Abscheids de janvier 1615.

toute sa reconnaissance. Le régiment qu'il venait d'obtenir se distingua, en 1617, par le courage dont il fit preuve lors du siège de Vercell par les Espagnols.

L'Etat crut utile, à l'occasion de la dernière levée qu'il venait d'accorder, de rappeler la défense qu'il avait faite l'année précédente, contre l'exportation des armes. Chaque enrôlé qui y aurait contrevenu était passible de douze livres d'amende. La même peine frappait tout citoyen qui aurait vendu des armes à ces militaires. Le produit des amendes était appliqué à l'achat de poudre et autres munitions à déposer à l'arsenal cantonal. Les dizains étaient astreints à faire annuellement la revue de leurs hommes appartenant à la première levée, soit de ceux qui composaient le contingent régulier et dont le nombre était fixe. Le but de ces revues était, comme il est facile de le comprendre, de connaître l'état des miliciens et de leurs armes. L'Etat s'aperçut qu'il n'y avait pas d'uniformité dans cette opération; qu'il s'y commettait des négligences et des fraudes. Au lieu de réunir le ban de trois cents hommes pour les visiter ensemble, dans quelques dizains on faisait cette inspection de maison en maison; dans d'autres, par tiers ou par quarts. De cette manière, les mêmes armes servaient à plusieurs parce qu'on se les prêtait. Il pouvait ainsi arriver que les armes manquassent à un grand nombre, en cas de levée générale; puis aussi, que les armes, n'étant pas soignées convenablement, fussent hors de service au moment du besoin. Pour obvier à tout défaut, le gouvernement recourut à une mesure radicale. Il ordonna au colonel d'en haut et à celui d'en bas de la Morge (Haut et Bas-Valais) de passer dans tous les dizains et bannières une revue générale de tous les hommes âgés de plus de quatorze ans. Cette ordonnance, publiée à la fin de janvier 1615, devait être exécutée après Pâques. Comme il était d'usage de prescrire à chaque individu l'arme dont il devait être muni, il fut déclaré que celui qui serait pris en défaut, serait passible de l'amende de douze livres, que les dits colonels exigeraient et dont le produit serait appliqué comme celui provenant de l'exportation des armes.

L'historique des relations entre le Valais et le prince de Savoie nous a détourné forcément d'une question qui, pour être moins importante, n'est cependant pas à omettre. On se rappelle les fréquents démêlés que le canton eut avec Berne dès que les deux pays furent devenus voisins à Saint-Maurice, en 1476, et jusqu'au lac de Genève, en 1536, par l'expédition pacifique du Haut-Valais dans le Chablais jusqu'à la Drance de Thonon. On était fréquemment en lutte pour les droits seigneuriaux et les juridictions. L'ours avait la patte lourde toujours, et pour le calmer il fallait parfois lui jeter quelques lambeaux de chair. On l'avait fait maintes fois sans parvenir à le satisfaire entièrement. En 1612, à la suite de plaintes répétées auxquelles Leurs Excellences de Berne n'avait pas même daigné prêter l'oreille, la diète valaisanne dut enfin prendre des mesures plus efficaces. Il s'agissait de la commune de Bex qui dirigeait ses travaux d'endiguement du Rhône de manière à



La Ville de
SITTEN ou SION
dans le País de Valais,

- A. Chateau Tourbillon.
B. Chateau Valeria, avec l'Eglise St-Catherine.
C. Chateau de la Majorie et Résidence de l'Eveque.
D. Vogtey, Vidomnat.
E. Maison de Ville.
F. Vieille Residence de l'Eveque.
G. Eglise Cathedrale de N. Dame.
H. St-Theodore.
I. Eglise de tous les Saints.
K. St-Pierre.

- L. St-Trinite ruiné.
M. l'Ecole.
N. Lieu où l'on tire à l'Arbalette.
O. Les Capucins.
P. Hospital.
Q. Porte de Leuckor.

- R. Porte de Saviesy.
S. Porte de Gundis.
T. Porte de Rhone.
U. Porte petite.
W. Tour du Chien.

rejeter le fleuve sur le Valais et à inonder et ruiner les territoires de Massongex et Monthey. Le gouverneur de Saint-Maurice avait plusieurs fois réclamé près du bailli d'Aigle et lui avait proposé la voie judiciaire. Ce nonobstant, et en vertu des ordres reçus de Leurs Excellences de Berne, les gens de Bex continuèrent leur entreprise, y travaillèrent très activement et sans relâche, avec l'aide des quatre mandements d'Aigle dont les hommes mis à réquisition, et en partie armés, arrivaient par troupes. Leur audace alla si loin que dans le courant d'avril 1612, ils commencèrent à détruire la digue que l'Etat du Valais avait fait construire l'année précédente. Afin d'empêcher tout recours à lui et pour que l'œuvre de démolition pût continuer, le bailli d'Aigle s'était absenté. Il existait une convention réglant le cours du fleuve entre les deux Etats, convention à laquelle Berne avait ajouté des articles nuisibles à son voisin. Le Valais, après avoir suivi la filière administrative, voulait enfin s'adresser à Zurich comme Vorort fédéral¹. Cette fois, Berne consentit à entrer en pourparlers, mais refusa la voie judiciaire et la cessation des travaux entrepris. Le 11 mars de l'année suivante, la question n'était pas encore tranchée, et une conférence devait avoir lieu le même jour sur les lieux en conteste. En attendant, et vu les dommages que tout retard produisait, on envoya Péterman de Platéa, bourgmestre de Sion, et le capitaine Antoine Valdin, pour exiger du bailli d'Aigle la suspension des travaux, informer les autorités de Bex et de Monthey de la décision prise pour une vision locale et demeurer sur place jusqu'à ce qu'eût lieu la suspension réclamée. S'ils n'obtenaient pas celle-ci, les commissaires avaient ordre de faire construire des contre-digues par les populations des gouvernements de Monthey et Saint-Maurice. Comme il y avait apparence qu'on leur résisterait, ils devaient opposer la violence à la violence². De nouveaux accords eurent lieu, on s'arrangea tant bien que mal, quitte à recommencer à une nouvelle occasion. Il ne faisait pas bon traiter avec Berne, dont les Excellences n'étaient jamais bien disposées pour le Valais que lorsqu'elles trouvaient leur profit à ne pas lui nuire.

Les Patriotes imitaient depuis fort longtemps les procédés dont Berne usait envers ses voisins: ils empiétaient insensiblement sur les droits et prérogatives de leurs évêques, les leur arrachant par lambeaux à mesure que l'occasion s'en présentait. Vers les dernières années du court pontificat d'Adrien II, les protestants, qui ne pouvaient lui pardonner la vigueur qu'il avait déployée contre eux, rallumèrent le feu de la discorde en agitant habilement devant les Patriotes le drapeau de la souveraineté temporelle des évêques. Le prétexte en fut le fastueux étalage qu'Adrien II faisait de ses titres. Renchérissant sur ses prédécesseurs, il commençait ses actes officiels par ces mots: « Nous, Adrien, par la grâce divine, évêque de Sion, *préfet et comte de tout le pays du Vallais.* »

¹ Archives de Sion, vol. de 1606 à 1614.

² Ibid.

Parfois il s'intitulait *prince du diocèse*. C'était rappeler qu'il tenait de Dieu d'abord, comme évêque, et ensuite des empereurs seulement les droits temporels que son siège possédait en vertu de la *Caroline*, que l'on attaquait depuis près de deux siècles.

Les protestants chatouillèrent l'amour-propre si irritable des patriotes en leur rappelant que si leurs évêques étaient princes et préfets du pays, ils l'étaient par la volonté du peuple qui leur confiait librement les fonctions de chefs temporels en les choisissant pour évêques. Le serment, ajoutaient-ils, que les évêques font, au jour de leur élection, de conserver les libertés et franchises des communes en était une preuve patente. Il n'en fallait pas tant à ces fiers républicains pour les exciter en les trompant. L'occasion se présenta bientôt de faire payer à Adrien sa petite vanité. La mense épiscopale exerçait le droit de *spolium* sur le clergé. L'application s'en présenta pour un bénéficiaire de Monthey où l'évêque de Sion prétendait succéder aux droits des anciens maîtres et seigneurs les ducs de Savoie. Les hauts magistrats de la république se chargèrent de rappeler au prélat qu'un peu d'humilité convenait mieux à la mitre, et que la qualité de prince qu'il faisait sonner si haut, ne pouvait avoir en Valais la même signification qu'ailleurs. Le 19 février 1613, c'est à dire quelques mois avant sa mort, ils lui adressèrent un mémoire peu respectueux, dont voici les principaux passages :

Illustrissime et Révérendissime Prince,

On connaît assez par l'Abscheid de la dernière diète de Noël, la difficulté qui s'élève entre Votre Grandeur et le Souverain Etat ; puisque les membres de cette diète demandèrent que cette difficulté fût insérée au protocole, afin que le pays pût répondre en diète de mai. Cette difficulté, la voici. Un prêtre étant mort sur le gouvernement de Monthey, le gouverneur du lieu, au nom du pays, a voulu retirer le *spolium* et le procureur de Sa Grandeur s'y est opposé. La chose fut portée devant la diète de mai 1612. Sa Grandeur demanda que l'on jugeât sur cette affaire ; et, pour prouver son droit, Elle produisit deux Abscheids, dont l'un fait du temps d'Adrien I, l'autre de son successeur Jean Jordan, par lesquels le *spolium* des prêtres du gouvernement de Monthey est adjugé à la mense épiscopale. Nous n'avons rien répondu à cela ; mais, après en avoir fait rapport aux dixains et avoir compulsé les dits Abscheids, on a trouvé que ceux-ci n'ont pas été observés. C'est ce que nous prouvons par la conduite de Pierre Ambuel, gouverneur de Monthey, qui tira le *spolium* du prieur de Port-Vallais, et par la cession que le duc de Savoie fit de ce territoire au pays du Vallais. Ainsi, pour ne pas nier ces Abscheids, voici notre réplique pour les invalider, si jamais ils ont été en vigueur.

L'an 1536, le pays du Vallais, sans secours de l'évêque, s'est emparé de ce gouvernement qu'il posséda d'abord, non comme propriétaire, mais comme usufruitier et protecteur du peuple ; et pendant ce temps, on a permis aux évêques Adrien et Jordan de tirer le *spolium*, le seigneur légitime ne pouvant le retirer lui-même¹. Mais depuis que le duc qui est *vicaire perpétuel du Saint-Empire romain*, a cédé librement ce gouvernement au Vallais, il a cédé aux sept dizains (1569) tous les droits qu'il y avait sans faire mention de l'évêque de Sion, ni de la mense, comme les actes le dénoncent.

Nous prétendons que le *spolium* appartient à l'Etat, et pour cela, nous appelons Votre Grandeur à un tribunal impartial, si Elle ne peut prouver qu'en Savoie le *spolium* soit adjugé aux

¹ Singulière raison ! Elle fait ressouvenir de la fable du *Renard et des raisins*.

évêques. Et là-dessus, nous produirons des lois contraires faites par les ducs de Savoie pour le gouvernement de Monthey. L'abbé d'Abondance, collateur du prieuré de Valdillier, a tranquillement retiré jusqu'à présent le *spolium* de ce bénéfice quoique situé sur le diocèse de Sion. Maintenant, ce bénéfice étant vendu ¹ à Sa Grandeur de Sion, nous n'en disputons pas le *spolium*. Le châtelain du Fay étant collateur du bénéfice de l'hôpital de Monthey, en tire tranquillement le *spolium*; comme les de la Tour le tirent sur celui de Muraz et les seigneurs du Vallais sur celui de Vionnaz, en qualité d'ayants cause de noble de Montfaucon, seigneur temporel du dit lieu. L'Etat le retire à un titre semblable de celui de Port-Valais.

Par conséquent, de la part de nos dixains, chacun de nous vous prie de considérer et de réfléchir que vous êtes un franc-patriote; que c'est les sept dixains qui vous ont nommé évêque, vous ont donné la préfecture et fait comte du Valais. Que Votre Grandeur sache qu'Elle a promis à chaque dixain lors de son élection, de conserver ses droits, privilèges et libertés, et que c'est ensuite de ce serment que le pays lui a promis obéissance et soumission dans les choses légitimes. Son serment, Elle l'a confirmé par un écrit muni de son sceau.

Nous savons qu'ensuite, Elle a prêté serment à la cour romaine; mais ce dernier ne doit et ne peut détruire le premier, et nous restons toujours en droit de tirer les conséquences nécessaires d'un serment fait au pays ².

Le mémoire ou factum parle ensuite d'exemptions obtenues de Rome sous les deux évêques Schiner; mais ces exemptions ne pouvaient ni ne devaient s'interpréter dans le sens que les magistrats leur donnaient actuellement. Ils allèguent des décisions diétales prises du consentement des représentants du Vénérable Chapitre; mais les errements d'un Chapitre ne font pas lois dans l'Eglise catholique, surtout quand ils sont directement contraires à la discipline et aux prescriptions de cette même Eglise.

Nous savons, continuent les magistrats, que l'évêque de Sion a toujours été et qu'il est encore prince du Saint-Empire; mais, pour cela, il n'est ni préfet, ni comte du Vallais. La préfecture et le comté dépendaient autrefois des empereurs, et maintenant de l'Etat ³; car les empereurs nous ont abandonnés pendant les longues guerres que le pays a soutenues pour conserver sa liberté.

Vient ensuite l'énumération de divers faits qui prouvent que les Valaisans se sont vaillamment défendus pour l'indépendance de leur patrie, mais ne prouvent nullement que les évêques ne fussent pas leurs chefs au temporel.

On alléguera, poursuit-on, la confirmation de la *Caroline* par Charles IV (1365). Mais comment une confirmation peut-elle être valable lorsqu'elle est accordée pour une chose sur laquelle on n'a aucun droit? Car il est certain que depuis Charlemagne jusqu'à l'empereur Charles IV, les évêques du Valais furent presque tous des étrangers auxquels le Valais ne voulait obéir ⁴.

¹ Il le fut en 1608, en même temps que celui de Lietsch.

² A quoi bon opposer ces deux serments qui n'ont rien d'inconciliable puisqu'ils se rapportent à des choses d'un ordre différent? L'un regarde le spirituel, l'autre le temporel. Les évêques de Sion ont toujours fidèlement concilié leurs deux serments; les démagogues seuls, poussés par leur haine contre l'Eglise, ont violé les leurs envers l'évêque à cette époque.

³ C'était précisément, quoique indirectement, ce qui était en cause. Il ne fallait donc pas apporter en preuve un fait sur lequel on discutait de part et d'autre au moment même. On demandait des juges désintéressés et l'on se portait juges de ses propres prétentions.

⁴ Cette allégation est généralement fausse dans le sens que lui attribue le manifeste.

Le pays refusa d'obéir à la Caroline, peut-être apocryphe; car après l'échange que le duc de Zähringen fit avec l'empereur, les Vallaisans contestèrent ces droits prétendus et cette difficulté amena la bataille d'Ulrichen (Conches)¹.

Quant à la confirmation accordée par Charles-Quint, en 1521, on répète que ce monarque ne pouvait confirmer une chose sur laquelle il n'avait aucun droit. Puis on promet de prouver, par des documents assez forts pour l'anéantir, que la *Caroline* est fausse. Cependant, aujourd'hui, c'est à dire à trois siècles d'intervalle, la *preuve* n'a pas encore été donnée. On rappelle et on répète que le gouvernement de Monthey, en vertu de la cession 1569, ayant passé au Valais, l'Etat y succéda aux droits de Son Altesse de Savoie. Après cet exposé, les magistrats valaisans haussent insolemment le ton et tranchent fièrement la question en leur faveur.

Nous sommes donc les maîtres absolus, disent-ils, et nous ne voulons pas que Sa Grandeur s'arroge le titre de maître absolu dans le gouvernement de Monthey, ni dans le Haut-Valais; car le pays, comme il a été dit, ayant acheté sa liberté par l'effusion de son sang, en soutenant des guerres meurtrières, prétend avoir acquis le droit de la préfecture et du comté. Plus que l'empereur, il a le droit de donner ou de refuser la préfecture à l'évêque de Sion qui, à l'instar de ses prédécesseurs, a juré, lors de son élection, de conserver au pays, à chaque dixain en particulier leurs privilèges, libertés et droits municipaux. D'ailleurs l'évêque de Sion ne peut être le *seigneur absolu*, ni regarder la préfecture comme un droit de succession: l'Evêché n'étant pas héréditaire. C'est le Chapitre avec le pays qui choisit et élit l'évêque². C'est donc au pays avec le Chapitre à conférer la préfecture.

...Pour ce qui regarde la *Caroline* à laquelle on voudrait nous soumettre, nous la déclarons de nulle valeur, car nous prouverons que saint Théodule n'a pas existé du temps de Charlemagne... Nous ferons voir, par des écrits et des copies authentiques, que, à la venue de Charlemagne à Saint-Maurice, Altée alors abbé du monastère du dit lieu et évêque de Sion, montra à ce monarque les reliques des saints martyrs; et, par conséquent, nous avons droit de rejeter la *Caroline* comme apocryphe³.

Si sa Grandeur persistait à nous inquiéter par la *Caroline*, nous déclarons que nous ne lui rendrons plus l'obéissance; nous défendrons qu'elle retire aucun cens de la préfecture, et nous l'excluons dès ce moment de toute diète ou assemblée du pays, la rendant responsable de tous les maux qui pourraient en résulter. Qu'Elle y réfléchisse⁴.

Votre prédécesseur a approuvé nos Constitutions et les a jugées nécessaires pour nous délivrer des difficultés que nous avions éprouvées jusqu'alors. Aussi, pour vous prouver que nous ne dépendons pas de Rome⁵ souvenez-vous que, il y a quarante ans, le nonce de Lucerne demanda de pouvoir entrer dans le pays. On tint à cet effet une diète; mais celle-ci

¹ Les Valaisans rejetèrent quelquefois et seulement pour un temps la *Caroline* qu'ils reconnaissaient bientôt après.

² Le Vénérable Chapitre de Sion exerça d'abord seul le droit canonique de nommer l'évêque, et ce ne fut que des siècles plus tard que les dizains usurpèrent violemment ce droit qu'ils voulurent exercer conjointement avec le Chapitre. Celui-ci ne cessa, dès lors, de protester contre cette usurpation, à chaque nouvelle élection, comme il le fait encore aujourd'hui.

³ On pouvait prouver que saint Théodule était antérieur à Charlemagne, mais on ne pouvait prouver, et on n'a pas prouvé depuis, que la *Caroline* n'eût été accordée, sinon par Charlemagne, au moins par Rodolphe III, en 999.

⁴ C'est le langage de tous les révoltés; ce sont les mêmes procédés. On en appelle à un tribunal impartial qu'on ne choisit point, parce que d'avance, on est décidé à en rejeter la décision. L'accusateur s'érige lui-même en tribunal. Rien de surprenant, dit le chanoine de Rivaz, si les historiens suisses ont reproché aux Valaisans d'avoir toujours décliné et méconnu les arbitrages, si sacrés pour les autres Suisses, qu'ils les ont appelés le *Droit helvétique*.

⁵ Ici perçut le sentiment protestant des magistrats.

le lui refusa. L'Abscheid de cette défense existe encore. Les chanoines présents à cette diète, prièrent eux-mêmes l'assemblée de faire cette défense, disant qu'ils se soumettaient en tout à leur évêque, pourvu que l'on n'attaquât pas les droits du Vénérable Chapitre¹. Aussi, les magistrats de Sion, apprenant que le nonce arrivait quand même, allèrent à sa rencontre jusqu'à la Liserne (Ardon) et le firent rétrograder.

Or, le pays veut savoir si Sa Grandeur veut absolument se servir de la *Caroline*. Charlemagne avait donné autrefois la seigneurie et tous les droits réguliers sur Utrecht, en Hollande, à l'évêque de cette ville. Eh! quelle effusion de sang n'arriva-t-il pas à cause de cette donation? Dieu nous préserve d'un tel malheur! Charlemagne se rendit maître de la France, de l'Allemagne et de l'Italie; mais ces peuples ne sont plus sous la domination des empereurs.

Nous prions donc Sa Grandeur de ne point se séparer de nous et de ne point prendre en mauvaise part la réponse que nous avons l'honneur de lui faire dans une très bonne intention. Nous vous recommandons à la protection du Tout-Puissant.

Donné le 19 février 1613².

Ce mémoire ne donne pas une haute idée de la loyauté et de la sincérité de ceux qui l'adressèrent à l'évêque. Les faits y sont exposés perfidement, parfois faussement. La haine du sectaire s'y déploie à son aise avec l'effronterie du révolté, qui a pour lui les canons et pour adversaire un évêque désarmé. Prétendre que la préfecture et le comté du Valais n'étaient pas essentiellement attachés à la dignité épiscopale, c'était dire que le Valais n'avait eu jusqu'à ce moment ni code ni constitution et que les Haut-Valaisans étaient les maîtres de changer tous les ans la forme de leur gouvernement. Les grands réformateurs politiques, depuis 1789 jusqu'à nos jours, ont suivi les mêmes principes, proclamé la même théorie. Nous savons quelles guerres sanglantes et quels bouleversements sociaux en furent et en sont encore la conséquence. Quoi qu'il en soit de l'origine du pouvoir temporel des évêques de Sion, nous savons que ceux-ci le possédaient depuis des siècles. Or la prescription des siècles doit servir de titre légitime, tant qu'on n'en prouve pas la fausseté ou le défaut dans sa source.

Les pronostics de l'orage terrible qui éclata bientôt, mais ne frappa que son successeur, abrégèrent, selon toute probabilité les jours d'Adrien II. Ce prélat pieux et ferme mourut le 7 octobre de la même année. Il mérita les éloges du pape Paul V et ceux de saint François de Sales, comme nous l'avons vu. Cela vaut mieux que le plus beau panégyrique.

¹ A cette époque bien triste, ces *vénérables* ne s'occupaient que de défendre leurs droits temporels, sans s'inquiéter de défendre ceux de la religion et encore moins de réformer leur vie peu édifiante. Ils n'avaient pas de peine à se soumettre à un évêque, irréprochable dans ses mœurs, il est vrai, mais qui laissait ses prêtres vivre à leur guise. Les nonces voulant voir les choses de leurs propres yeux, pour mieux convaincre les coupables et apporter un remède plus efficace à la corruption générale, il était naturel que les coupables s'opposassent à leur arrivée. Les archives de Valère sont riches en preuves de la sollicitude des nonces pour le Valais.

² Cette finale rappelle les paroles que les soldats païens adressaient à Notre Seigneur la veille de sa passion quand, l'ayant couronné d'épines après lui avoir mis un roseau à la main droite, ils fléchissaient le genou devant lui et se moquaient de lui, en disant : « Salut, roi des Juifs ! » Et lui crachant au visage, ils prenaient le roseau et lui en frappaient la tête. On pourrait soupçonner l'ex-grand bailli Jossen d'être l'auteur de ce factum; ou mieux encore, le banneret de Loèche, Barthélemi Allet, protestant déguisé, qui donna plusieurs pièces signées de sa main, dans la même cause. Archives de Valère.



CHAPITRE VIII

DE 1613 A 1618

Sous l'épiscopat de Guillaume VI de Rarogne (1437-1451) les patriotes avaient déjà nié l'authenticité de la *Caroline*¹. En cela leur but direct et réel était uniquement politique : ils se disaient un peuple libre et d'autant plus libre qu'il avait conquis sa liberté au prix de son sang. Les évêques de Sion n'ayant pu les défendre contre les oppresseurs étrangers qui voulaient les asservir à leur domination, les Valaisans en triomphant de ces ennemis prétendaient avoir écrit sur les champs de bataille la glorieuse charte de leur indépendance. Mais le but ne fut plus le même depuis que le protestantisme se sentit quelque force en Valais ; il résolut d'attaquer le pouvoir temporel

¹ Dans le manuscrit original, ce chapitre VIII débutait par la phrase que voici : « Le chanoine « Boccard intitule le chapitre XVI de son Histoire du Vallais *Hildebrand Jost et la Caroline* (et le pouvoir « temporel) ; mais ce serait plus exact et cela rendrait mieux le sens des faits de la période de 1613 à 1638, « si l'on disait *Hildebrand Jost et la lutte acharnée du protestantisme en Valais* ». Cette phrase, M. le chanoine Grenat l'a barrée et il a fait de ces derniers mots le titre principal de toute la phase historique, dont le lecteur va prendre connaissance.

Tant M. le chanoine Boccard, dans son ouvrage bien documenté, que M. le chanoine Grenat signalent des tendances religieuses, soit les derniers et opiniâtres efforts du protestantisme pour l'emporter dans le pays, comme cause déterminante des démêlés et conflits qui ont divisé Hildebrand Jost et ses administrés spirituels et temporels, et qui ont abouti à dévestir l'évêque et ses successeurs de la souveraineté politique sur le Valais.

L'opinion de ces deux écrivains, qui ne se sont prononcés qu'après avoir scruté eux-mêmes tous les parchemins de l'époque, devrait faire autorité, semble-t-il. Cependant, d'une part, la culture essentiellement théologique de leur esprit, qui devait les rendre sympathiques au maintien de la petite théocratie valaisanne, et d'autre part, la nature des moyens, *quels qu'ils fussent*, employés quand même par les patriotes

des évêques avec vigueur, afin d'abattre plus facilement le pouvoir spirituel¹. Sous le faible Hildebrand de Riedmatten, les adeptes des nouvelles opinions religieuses avaient profité de la somnolence de l'évêque pour travailler dans l'ombre jusqu'à la fin de ses jours. Ils savaient combien on l'intimidait facilement, et comment on paralysait ses ordonnances. Pas n'était besoin de parler de *Caroline*. Son successeur Adrien II était doué de l'énergie nécessaire ; sa fermeté était tempérée par la prudence. Bon appréciateur des hommes et de son temps, actif sans précipitation, il aurait pu faire beaucoup de bien si son épiscopat avait été plus long et si la vaine ostentation de ses titres n'avait fourni à ses adversaires un prétexte, qu'ils surent habilement exploiter. Mais il meurt au moment où les nuages apparaissent à l'horizon.

Arrive Hildebrand Jost. Agé de vingt-sept ans seulement, il est choisi pour occuper le siège de Saint-Théodore. Les actes de son épiscopat révèlent en lui une grande fermeté qui semble parfois dégénérer en entêtement. Fidèle observateur de la discipline ecclésiastique et modèle de son clergé par sa piété et sa conduite, certains faits dénoteraient en lui une conscience trop timorée et nous expliquent peut-être cette apparente obstination. Trop jeune au moment de son élévation pour avoir l'expérience nécessaire dans un poste et un temps si difficiles, son premier pas fut une faute qu'il s'empressa de réparer, mais dont il porta la peine durant vingt-cinq ans. Esprit intelligent et prêtre zélé, il se forma rapidement et il fournit courageusement sa carrière. Fils d'un maître d'école à Sion, il s'était élevé par son propre mérite. Il n'est pas improbable que son humble origine et sa jeunesse n'eussent déterminé les hauts meneurs du parti protestant qui dominaient en Diète, à le faire choisir pour évêque. Par sa naissance, il n'appartenait à aucune famille influente qui eût pu lui donner quelque appui ; par sa jeunesse, il ne pouvait posséder la connaissance pratique du cœur de l'homme et de ses mystères, ni être formé encore à la prudence du serpent. A en juger humainement, c'était bien là le sujet qui devait le moins savoir s'opposer aux ruses des méchants et éventer les mines disposées sous

contre leur prince-évêque pour arriver à leur but — la séparation des deux pouvoirs spirituels et temporels — n'ont-ils pas peut-être illusionné les chanoines Boccard et Grenat, en leur faisant attribuer une importance exagérée aux mobiles religieux et par trop secondaire aux mobiles politiques ? N'est-il pas permis d'opiner que le Haut-Valais (les sept dizains) aspirait depuis longtemps, dans sa grande majorité, à cette émancipation politique, dont jouissaient nombre de cantons ou états suisses, et que ce fut là la cause principale, galvanisée par des tendances religieuses novatrices, qui mit aux prises l'évêque Jost, comte et préfet du pays, avec les patriotes avides du *self government* ? Les documents eux-mêmes publiés par le chanoine Grenat ne comportent-ils pas — on le verra — une telle conclusion ? Enfin, le résultat de la lutte ne parle-t-il pas dans le même sens, puisque, si l'évêque y a perdu le glaive de la régale, insigne de sa puissance séculière, il a conservé sa houlette épiscopale, symbole de sa juridiction ecclésiastique sur l'ensemble du pays ; puisque, tout en se constituant définitivement alors en république démocratique, les sept dizains n'en sont pas moins, avec leurs baillages bas-valaisans, demeurés catholiques de la Furka au Léman ?

Le titre choisi par le chanoine Boccard paraît ainsi plus adéquat. Nous devons néanmoins maintenir dans cet ouvrage le titre auquel son auteur, M. le chanoine Grenat, donne délibérément la préférence.

Joseph de LAVALLAZ.

¹ Archives de l'Etat : bulle de Paul V, du 7 juin 1614.

ses pieds. Quoique tout parût bien préparé pour ruiner le catholicisme en Valais, il n'en fut pas ainsi.

Les Capucins missionnaires introduits en Valais vers les dernières années du vieil Hildebrand, avaient ramené les populations à la pratique du catholicisme; et par leur zèle et leurs efforts persévérants, ils avaient été les principaux promoteurs de cette assemblée générale dans laquelle la grande majorité s'était prononcée pour le maintien de la religion catholique. Ils avaient aussi raffermi dans la foi un certain nombre de personnes appartenant aux classes élevées, mais dans ces classes dirigeantes beaucoup, surtout à Sion et à Loèche, étaient restés secrètement protestants et travaillaient à l'abolition du décret de Viège. Le pouvoir temporel de l'évêque était le grand obstacle à écarter : une fois l'évêque réduit au pur domaine spirituel, on comptait avoir promptement raison de l'Eglise. En conséquence, aussitôt après la mort d'Adrien II et avant de procéder à la nomination de son successeur, les habiles s'empressèrent de dresser leur machine de guerre à l'aide de laquelle ils comptaient pouvoir facilement battre en brèche le pouvoir épiscopal et réduire le chef du diocèse à l'impuissance. C'était une pièce en quinze articles, à laquelle on donna le nom de *Conclusum*. Quand tout fut prêt, on convoqua la Diète qui se réunit au château de la Majorie le 7 octobre 1613. Le bailli en charge venait de mourir. L'assemblée, composée des quatre dignitaires du Chapitre, selon l'usage, et des députés des sept dizains, commença par l'élection du bailli. L'élu fut Mathieu Schiner qui, ayant déjà rempli plusieurs fois cette charge, s'en excusa sur son âge; mais on l'obligea à accepter cette honorable et importante fonction. Il prêta le serment accoutumé et annonça qu'après l'élection du nouvel évêque, il le prêterait entre les mains de celui-ci, comme prince temporel, selon qu'on l'avait constamment pratiqué depuis la création des baillis par les évêques. Il déclara qu'en attendant cette élection, il établirait sa résidence au château de la Majorie, comme la coutume s'en était introduite depuis quelque temps, en pareille circonstance.

Arriva enfin le moment de l'ouverture de la lutte contre les droits de l'Eglise de Sion et les prérogatives dont elle jouissait depuis des siècles; lutte dont le prétexte était l'abolition de la Caroline ou de la souveraineté temporelle, mais dont le but réel était, comme on l'a dit, l'abolition de la foi catholique en Valais. Dans cette lutte qui dura presque autant que la vie de l'illustre et vaillant évêque persécuté, l'Eglise se vit arracher ses droits temporels et les perdit sans retour, mais, par contre, le catholicisme sortit triomphant; et, pour la seconde fois, mais d'une manière définitive enfin, le père de famille put s'assurer qu'il laisserait désormais en héritage à ses fils le précieux dépôt de la vraie religion du Christ.

Dès que le bailli eut été nommé, les députés des dizains, après s'être entendus sur les instructions qu'ils s'étaient fait donner par le peuple généralement mystifié dans toute cette affaire, commencèrent l'attaque en présentant

leur *conclusum*. Après l'avoir lu, ils le remirent aux quatre dignitaires et demandèrent que le Chapitre y consentit, le signât et s'engageât en même temps à le faire ratifier par celui d'entre eux qui serait nommé évêque. Il faut nécessairement lire cet important document, pour juger de la malice de la rédaction de quelques-uns de ses articles, de l'effronterie impudente de certaines allégations et de la perfidie de ceux qui fabriquèrent ce cheval de Troie d'un nouveau genre. Le voici tel qu'il se trouve dans les Abscheids de de cette session¹.

Le vénérable Chapitre de Sion, au nom de la généralité de ses membres, et au nom du prince-évêque à élire et qui, dès le moment de son élection, devra donner une approbation solennelle et authentique à ce qui suit, promet :

1° De maintenir à chaque dizain, lieu et commune leurs anciennes libertés, coutumes, ordonnances, écrites ou non, pour autant que le code national et les anciens usages le concèdent.

Il était déjà arrivé plusieurs fois que tels dizains, où les nouveaux religionnaires étaient puissants, avaient élevé des prétentions et prétexté des privilèges qu'ils n'avaient pu prouver; mais quoiqu'ils fussent puissants, ils n'empêchaient pas moins qu'on les condamnât. C'était donc un premier piège tendu.

2° Nuls religieux étrangers ne pourront s'établir dans le pays sans le consentement de l'autorité du Conseil du lieu ou de la commune, selon décision diétale de 1577.

Cet article était insidieusement dirigé contre les Capucins et les Jésuites, que le clergé désirait voir s'établir dans le pays pour les opposer aux efforts du protestantisme, qui voulait s'en défaire à tout prix.

3° Le vénérable Chapitre et les évêques futurs, à perpétuité, ne se serviront plus de la Caroline qu'on dit avoir été octroyée par l'empereur Charlemagne, qui fut confirmée à Hugues, évêque de Sion, par le roi Rodolphe, selon la copie qui en existe; puis, plus tard, sur la demande du cardinal Schiner, fut ratifiée à Worms par l'empereur Charles-Quint, le dernier jour de février 1521. La dite Caroline ne pourra préjudicier aux libertés, coutumes, statuts, code national, juridictions et haute seigneurie exercés jusqu'à ce jour. En signe d'abolition et de cancellation de la Caroline déjà sans valeur jusqu'à présent, le bailli, représentant la haute seigneurie et l'autorité suprême pendant la vacance du siège, remettra à l'évêque élu le glaive de la régale et les clefs de la Majorie. Cependant, les baillis, à leur élection, seront assermentés par le prince-évêque, et celui-ci les confirmera dans leur charge par l'imposition du glaive, selon l'ancien usage.

On pouvait légitimement douter de l'authenticité de la Caroline comme octroyée par Charlemagne, mais on ne pouvait nier celle de Rodolphe III de Bourgogne, concédée en 999, ni celle de l'empereur Charles IV donnée à Lausanne le onze des calendes de juillet 1365, alors que ces princes étaient, sans contestation, suzerains du pays. C'était, en outre, se donner un solennel

¹ Archives bourg. de Sion.

brevet d'ignorance, ou vouloir bien grossièrement se moquer du Chapitre que d'avancer, que la Caroline n'avait été tenue en nul compte jusqu'à ce jour : *quæ hactenus in nullo pretio habita fuit*. La souveraineté temporelle des évêques n'était point fondée sur la confirmation accordée par Charles-Quint, ni sur celle des princes antérieurs et même sur celle de 999 ; mais le fait incontestable est que les évêques de Sion l'avaient exercée sans contradiction dans les XII^e, XIII^e, et XIV^e siècles, et que les communes n'avaient jamais concouru par leur consentement au plein exercice de tous les droits régaliens. Une pareille allégation était donc un effronté mensonge.

4° L'évêque fera prêter aux fonctionnaires et notaires le serment d'usage, sans glose ni adjonction, en se conformant aux recès admis par le pays.

5° Aucun député présenté ne sera, contrairement à l'ancien usage, écarté des diètes ; sauf qu'il ne soit pas agréable au prince, au bailli et à toute l'assemblée.

Il était arrivé que l'évêque, usant de son droit de souveraineté, avait, pour raison grave, refusé l'admission de certains députés, et la diète de Viège, en 1592, avait déclaré tout protestant incapable de fonctions civiles. On voulait donc, par ce cinquième article, lier les mains à l'évêque qui ne pourrait plus rien sans le consentement de la diète *unanime*. C'était la réintroduction légale des protestants.

6° Le clergé approuve toutes les acquisitions faites par nos ancêtres de biens et droits de l'Eglise, et les juridictions obtenues ensuite ; réservant avant tout les droits et juridictions du Chapitre. Une indemnité aura lieu.

Cet article sanctionnait toutes les diverses et nombreuses spoliations et usurpations qui avaient eu lieu jusqu'à ce jour, au détriment de l'évêque surtout. On fait une réserve en faveur du Chapitre pour le mieux allécher et obtenir qu'il ne s'oppose pas à l'exécution des projets contre les droits de l'Eglise. Le doyen Pierre Furrer écrira plus tard au Chapitre pour lui reprocher d'avoir été cause, par sa connivence indirecte, de tout ce que les prétendus patriotes firent contre l'Eglise et l'évêque. Les lettres du nonce à cette époque si triste, conduisent à la même conclusion. L'indemnité mentionnée était de la poussière jetée aux yeux du vulgaire.

7° Les fiefs mâles ecclésiastiques seront rachetés d'après l'estimation des commissaires généraux ; ils ne seront cependant pas évalués comme les biens libres. Quand le fief doit la prestation d'un homme de guerre, de 100 livres, 2 reviendront à l'évêque et 8 à la mense épiscopale. Si le fief n'a point à fournir d'homme, on paiera la moitié qui sera partagée comme ci-dessus ; et de ces sommes provenant de lods, l'évêque doit faire un honoraire sous forme de gratification au Vén. Chapitre, d'après le prononcé du bailli et de ses assesseurs. La mainmorte et la taillabilité seront abolies dans les communes où la majorité des habitants le demandera ; on ne réservera alors que le cens ou l'intérêt.

Cette disposition, bonne en soi si on y avait mis les conditions et observé les règles que dicte la justice, supprimait d'un trait de grands revenus ecclésiastiques ; c'était, malgré l'évêque, le Chapitre et l'Abbaye de Saint-Maurice,

affranchir leurs vassaux à tel prix qu'il conviendrait à des experts faciles à corrompre, dès qu'ils avaient pour eux l'Etat et le pot-de-vin des nombreux intéressés.

8° Le *spolium* des prêtres, soit bénéficiers valaisans, doit être aboli.

Plût à Dieu que les évêques eussent renoncé depuis longtemps à cette prérogative, dont l'un des plus funestes effets avait été un grand obstacle à la formation d'un clergé indigène, et avait rempli le diocèse de sujets étrangers corrompus et corrupteurs.

9° Tous les articles dont on avait convenu lors de l'élection d'Hildebrand de Riedmatten, en 1565, seront corroborés¹.

10° Des confiscations opérées par la diète, les deux-tiers sont dévolus aux sept dizains, et le tiers au prince-évêque après prélèvement des frais.

C'était une nouvelle concession arrachée à l'évêque.

11° Les sentences portées et les actes faits par le prince (évêque), le bailli et la diète, après avoir été présentés aux dizains et communes, auront force de loi et l'évêque devra s'y soumettre.

Il y avait une sorte de justice en cela. Les prédécesseurs immédiats de l'évêque Jost n'en avaient pas usé autrement. Sans cet article l'évêque, par sa sanction ou son veto, eût été seul législateur. Or, il n'est pas probable que telle ait jamais été la forme du gouvernement valaisan. Du temps de Henri de Rarogne (mort en 1457), les nobles avaient déjà quelque part au gouvernement, et il est incontestable que depuis la guerre contre Guichard de Rarogne (1402-1407), les communes se mêlèrent beaucoup de l'administration de la chose publique.

12° Le bailli, après avoir pris l'avis de son conseil, doit être autorisé à convoquer la diète pour affaires de guerre ou autres choses temporelles concernant des princes, seigneurs ou Etats avec lesquels Sa Grandeur n'est pas alliée, si les missives concernant ces affaires ne lui sont pas adressées.

Nouvel empiètement sur les prérogatives épiscopales.

L'histoire politique du pays fait foi que les évêques seuls avaient convoqué les diètes jusque vers les dernières années d'Hildebrand de Riedmatten, sous qui le bailli Jossen se permit cette innovation furtive. Celui-ci se l'était permis précisément dans un but hostile au catholicisme dans le canton.

13° Les sujets du gouvernement de Saint-Maurice feront désormais leurs citations en première instance devant leurs juges ordinaires. Sont exceptés ceux qui se servent de la monnaie allemande, c'est-à-dire les sujets depuis le pont de Riddes jusqu'à la Morge (de Conthey) lesquels pourront entre eux se citer au for épiscopal.

¹ Articles inconnus pour le moment.

C'était déroger à l'accord fait, en 1483, entre les patriotes et l'évêque Silinon.

14° Le bailli, à son élection, recevra le serment du gouvernement de Monthey, parce que le bailli et les VII dizains sont seuls hauts seigneurs du dit gouvernement et qu'ils y ont haute et basse justice. L'évêque n'y interviendra que comme diocésain en ce qui regarde le spirituel et les ecclésiastiques; pour ce qui concerne les notaires, leurs attributions et autres usages, on s'en réfère au traité stipulé avec le duc de Savoie lors de la cession de ce bailliage en 1569.

En bonne règle et pour être conséquent, remarque judicieusement le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, dès que l'on reconnaissait l'évêque pour prince, c'était à lui à recevoir le serment du gouverneur de Monthey, tout comme de celui de Saint-Maurice; et il est absurde et contradictoire d'avoir réclamé des ducs de Savoie le mandement de Monthey comme ancienne propriété de l'église de Sion, en vertu de la donation du comté de Valais faite par Charlemagne à saint Théodore, comme on le fit aux conférences préliminaires de Rolle et de Nyon. Il ne l'est pas moins de supposer que le duc Philibert-Emmanuel n'en fit la remise qu'aux sept dizains à l'exclusion de l'évêque; car, en finale, on ne niait pas que l'évêque ne fût et n'eût le droit de s'intituler comte et préfet du Haut et Bas-Valais. En outre il n'est nullement probable qu'en cédant cette contrée aux sept dizains, le duc ait pensé évincer l'évêque du droit que l'on reconnaissait lui avoir appartenu anciennement.

15° Les cinq dizains supérieurs s'opposent formellement et sous menace de confiscation, à ce que le prince-évêque ou son fiscal ait à retirer aucune amende dans la châtellenie de Châtillon et de Lietsch dont ils sont les seuls seigneurs. Si quelque ressortissant de la dite châtellenie était supplicié hors de ce territoire, on devra au juge du supplicé les frais et l'amende, si celui-ci a de quoi les payer. Ceci est entendu sous condition de réciprocité.

Les protocoles de cette diète disent que le Vén. Chapitre se réunit pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de ce *conclusum*; que cinq jours s'écoulèrent soit en demandes d'explications de la part des chanoines, soit en réponses de la part de l'assemblée législative: qu'enfin le chapitre accepta le *conclusum*. Mais on verra bientôt que les choses sont faussement exposées dans le protocole de la diète qui, le 15 octobre, reçut réellement l'acte de renonciation à la Caroline. Les quatre dignitaires représentants du Chapitre dans l'assemblée législative, expliquèrent fallacieusement, paraît-il, et interprétèrent dans un bon sens le *conclusum* devant les chanoines réunis pour en prendre connaissance.

Certains membres de ce corps s'inquiétaient peu des droits acquis de l'église de Sion et en faisaient bon marché pour plaire à quelques hauts personnages laïques¹. Les quatre dignitaires mentaient encore sans pudeur

¹ Archives de Valère. Diverses lettres du Nonce apostolique.

et avec une basse complaisance quand, le dit jour et immédiatement avant l'élection de l'évêque, ils signèrent, au nom du Chapitre, l'acte de renonciation à la Caroline, ainsi conçu :

Au nom de la Sainte-Trinité, comme rien n'est immuable sous le ciel, Dieu a voulu permettre l'invention de l'écriture pour conserver dans la société humaine le souvenir des choses. En conséquence, nous les quatre dignitaires de l'antique Chapitre de la cathédrale de Sion, Pierre Brantschen, doyen allemand et procureur général du dit, Barthélemy Venetz, doyen de Valère, Jacques Schmidteidens, sacristain, et Pierre Bonivini, chantre, pour nous et nos confrères, tous ici présents, assemblés, suivant l'antique usage pour l'élection de l'évêque, et pour nos successeurs à perpétuité, nous notifions et déclarons que, de plein gré, connaissant nos droits, sans contrainte, par le présent acte, nous renonçons, révoquons et nous opposons en plein à la prétendue *Caroline* que Charlemagne, son premier auteur, est dit avoir octroyée à l'évêque et à l'église de Sion, à saint Théodore (Jodren) alors évêque, puis confirmée à Hugues, évêque, par le roi Rodolphe, en 999, et à Mathieu Schiner, cardinal et évêque, par l'empereur Charles-Quint, le dernier de février 1521 ; à tous titres, écrits, etc., s'y rapportant qui pourraient être par devers nous, notre Chapitre, dans et hors le pays, sans réserve ; de ne jamais nous en prévaloir désormais envers le pays et la postérité ; reconnaissant expressément que les patriotes du Valais, savoir les sept dizains, sont un peuple libre, un gouvernement démocratique, lesquels ont acquis leur liberté par leurs propres armes, le secours de Dieu et la valeur de leurs ancêtres ; liberté dans laquelle Dieu veuille les maintenir perpétuellement. Nous voulons de tout notre pouvoir, par prières, invocation des saints, etc., aider à les y conserver comme étant nos patrons, pères, préposés civils, compatriotes et parents. Nous voulons que la dite *Caroline* ne préjudicie nullement aux droits régaliens temporels, aux coutumes, statuts, droit national, juridiction et suzeraineté usités jusqu'à présent. En signe de cancellation et abolition des dits, *qui du reste ont été sans valeur jusqu'à ce jour*, le bailli en exercice de ses fonctions, comme juge civil et représentant la haute suzeraineté et le suprême pouvoir, remettra à l'évêque élu le glaive et les clés du château de la Majorie, comme étant *celui qui jusqu'à ce jour a présidé à l'élection*. Cependant, conformément à l'ancien usage, les baillis devront être assermentés par le prince et confirmés par l'imposition du glaive.

En conséquence, nous nous sommes dépossédés des titres carolins et les avons remis ci-joints aux sept dizains, promettant sur notre dignité de prêtres, si d'autres titres semblables se découvraient encore, de les livrer aussitôt à la nation.

En foi de cet acte, dont huit expéditions sont faites, une pour chaque dizain et la huitième pour la chancellerie d'Etat, nous l'avons scellé du sceau secret de notre Chapitre ; et pour en corroborer encore le contenu, nous nous obligeons de faire sceller ces huit présents exemplaires par l'évêque qu'on va élire. Donné à Sion, en l'église principale de Notre Dame, le jour de la dite élection à faire, 15 octobre 1613. Présents le bailli Mathieu Schiner (suivent les signatures des députés¹).

L'acte de violence et d'imposture était enfin consommé. Nous en avons souligné deux passages pour rendre le lecteur attentif à deux mensonges historiques officiellement affirmés. Le premier mensonge a été mentionné en observation à l'art. 3 du *conclusum*. Le second est de dire que le bailli avait *toujours* présidé à l'élection de l'évêque ; voulant faire entendre qu'il exerçait sa fonction au nom du pays, tandis qu'il ne l'avait exercée jusqu'à cette date qu'au nom de l'évêque. Ce fut par l'acte violent de ce jour que la diète le proclama chef du pays, conjointement avec l'évêque, et le déclara indépendant de l'autorité de ce dernier. Puis, auparavant, c'était le doyen du Chapitre qui, régulièrement,

¹ Archives de l'Etat. Pièce originale.

faisait à l'évêque la tradition du glaive de la régale et des clés de la Majorie. Les baillis furent créés par l'évêque Boniface de Challant (1290 à 1308), pour être les lieutenants de l'évêque au temporel.

Afin d'assurer mieux l'abolition des droits carolins, les meneurs avaient commis une autre iniquité. A la mort d'Adrien II, les chanoines de Sion, par une coupable insouciance et une très grave imprudence, avaient laissé entre les mains des héritiers tous les titres et documents concernant les prérogatives et droits de l'évêché. Ils n'avaient pas voulu se donner la peine de faire un triage, qu'ils laissèrent au soin du futur évêque¹.

Pendant la vacance du siège, le doyen seul occupait d'office la Majorie ; mais cette fois le bailli, au nom de la nation, s'installa aussi au château. Ce ne fut pas en vain, ni sans dessein. Aussitôt qu'ils eurent appris la négligente omission du Chapitre, omission dont ils étaient probablement les instigateurs secrets, les hauts magistrats se chargèrent de réparer cette faute et emportèrent tous les documents qui leur tombèrent sous la main. Avisé de cette audace le pape réclamera² et, par la voie du nonce, somméra le Chapitre à prendre la défense de la mense épiscopale. Mais l'iniquité une fois consommée se répare difficilement, et le ravisseur garde toujours une partie des dépouilles enlevées.

Dès que toutes les précautions eurent été prises, on procéda à l'élection. Le vice bailli, prenant la parole, fit, selon l'usage, le panégyrique du défunt, « qui fut, dit-il, non seulement un prince, mais un père³ pour notre patrie, ami de la paix. Que Dieu veuille le récompenser ! » Le Chapitre à son tour exprima publiquement aux parents et amis du défunt ses condoléances, et finit par présenter quatre candidats choisis parmi ses membres, selon son droit ; ce furent Pierre Brantschen, doyen de la cathédrale, Barthélemi Venetz, doyen de Valère qui portait aussi le titre de doyen des français (c'est à dire du Bas-Valais), Jacques Schmidteidens, sacristain, et Hildebrand Jost, chanoine capitulaire, curé de Leytron et prédicateur français à Sion.

La haute assemblée, dit le protocole, considérant que les trois dignitaires, bien que aptes, sont d'un âge avancé et infirmes, qu'ils ne possèdent pas bien la langue française, ce qui est cependant bien nécessaire pour les fonctions épiscopales ; considérant d'autre part, la vie édifiante et studieuse du jeune Jost, sa connaissance du latin, du français et de l'italien, outre sa langue maternelle ; la douceur et le bon enseignement de feu son père dans les fonctions de maître d'école qu'il a exercées durant vingt-cinq ans à Sion ; espérant que le fils, bien que jeune⁴, imitera les vertus de son père et suivra aussi les traces des princes ses prédécesseurs... a élu, par la grâce de Dieu, à l'unanimité, sous la protestation ci-après⁵, pour évêque, etc., etc., le sudit Hildebrand Jost.

Après les excuses ordinaires en pareil cas, et sur les sollicitations de tous les assistants, le jeune élu accepta la haute charge qu'on lui conférait, ne se

¹ Archives de Valère.

² Archives bourg. de Sion ; tir. III-1.

³ Un père que l'on fit mourir de chagrin.

⁴ Il n'avait que 27 ans.

⁵ Voir page 191 al. 2.

doutant guère qu'il allait commencer un martyre de vingt-cinq ans. Il consentit aux articles d'abrogation des droits carolins, probablement dans la crainte de voir le sang de ses prêtres répandu, comme on menaçait publiquement de le faire, dans le cas d'un refus. Il était trop jeune pour avoir appris que bien souvent, dans les luttes de parti, les agitateurs, les intrigants et les brouillons font grand tapage et n'épargnent pas les menaces, même de mort, à ceux qui leur sont opposés; car ils connaissent et pratiquent l'adage: *La fortune sourit aux audacieux*¹. Hildebrand apposa son sceau à l'acte de renonciation à la *Caroline*, tel qu'on le possède encore aujourd'hui. C'est l'original même destiné et déposé à la Chancellerie de l'Etat. Tout porte à croire que cette pièce avait été rédigée par une commission des habiles et des roués de la diète, et qu'elle ne fut présentée à la signature des quatre dignitaires qu'au moment de procéder à l'élection. Quoi qu'il en soit des excuses qu'aient pu alléguer les signataires, il n'est jamais licite d'approuver une fausseté.

Voici comment se pratiquait jusque-là l'installation de l'évêque comme préfet et comte du pays. Aussitôt que l'élu avait exprimé son acceptation, le doyen du chapitre et celui de Valère le conduisaient au maître-autel, où ils lui faisaient prêter serment de défendre les droits et prérogatives de l'Eglise, dont il allait être chargé, de conserver les libertés des dizains et des communes et de ne jamais rien faire ou permettre qui leur fût contraire. Alors le chef du Chapitre lui mettait en main le glaive de la régale. Le nouveau prince était ensuite conduit processionnellement au château de la Majorie, lieu de sa résidence. Arrivé à la porte, le doyen lui en remettait les clés pour signifier qu'il l'investissait du dit château, de l'évêché et de sa mense avec tous ses droits et dépendances. Mais en ce jour, le bailli remplaça le doyen pour la tradition du glaive et des clés.

La protestation que les députés firent au moment de la proclamation de Jost² concernait Jacques Guntren, le fameux intrigant, traître à son pays comme à sa foi. Cet esprit remuant et toujours inquiet ne cessait, soit par lui-même, soit par ses parents et ses amis, de troubler les dizains. Frappé de confiscations, banni du canton, il ne cessait, par ses menées secrètes et ses écrits diffamatoires et séditieux, de mettre en danger la paix entre les citoyens. On se rappelle la culpabilité de ses actes et comment la justice avait dû le punir. Il y avait tout motif de croire que le coupable profiterait de l'avènement du nouveau prince pour chercher à faire éteindre les charbons ardents qu'il avait accumulés sur sa tête. C'est dans cette prévision que les députés demandèrent que le prélat promit de ne rien faire de contraire aux sentences prononcées contre Guntren, de les sanctionner de nouveau, de faire en sorte qu'on n'en parlât plus en diète et ailleurs, afin qu'on fût en repos sur ce sujet. Ils déclarèrent nettement que si ces conditions de leur protestation n'étaient pas

¹ *Audaces fortuna juvat.*

² Voir note 5 de la page précédente.

observées, ils seraient déliés par là même du serment de fidélité qu'ils venaient de lui prêter.¹

Bien que le jeune Hildebrand eût demandé à l'assemblée d'informer au plus tôt le Souverain Pontife de sa nomination, afin d'obtenir les bulles nécessaires pour prendre en main l'administration du diocèse, le Chapitre qui était chargé de ce soin ne se pressa point. Le 2 novembre suivant, Rome exhortait les chanoines de choisir un digne évêque², et le 26 novembre, le nonce arrivant à Lucerne apprit d'une autre source l'élection qui avait été faite le 15 octobre précédent. Il exhorta les chanoines à faire annuler les articles attentatoires aux droits de l'Eglise qu'ils avaient souscrits :

Nous avons appris, dit-il, que dans l'élection, ou aussitôt après, vous aviez admis et concédé certains chapitres, articles, pactes, ou conventions fort opposés et nuisibles aux immunités de la foi et de la religion catholique romaine, à la liberté de l'Eglise, aux règles d'une vie chrétienne et à la réformation des mœurs. C'est ce que nous ne pouvons croire. Si cette œuvre satanique était avérée, c'est à vous de la rendre sans effet, à faire annuler et abroger tout ce qui a été fait, afin de ne pas mériter vous et votre diocèse une note d'infamie. Nous n'ajouterons autre chose à cette lettre que de vous demander de promptes explications³.

Disons vite que les renseignements parvenus au nonce apostolique, étaient en partie faux; il n'y avait, dans le *conclusum*, rien contre la foi et les mœurs, mais bien contre les droits et prérogatives ecclésiastiques.

Mais comme le chapitre se sentait coupable, il faisait la sourde oreille et il observait un mutisme complet à l'égard du nonce. Le 22 janvier 1614, c'est à dire plus de trois mois après l'élection, le nonce écrivait derechef, de Lucerne, aux chanoines :

Nous aurions vivement désiré, sinon après l'élection de votre évêque, au moins après les deux lettres que nous vous avons écrites, de recevoir les renseignements que nous vous demandions au sujet des articles dont vous et les députés avez convenu, et que vous nous eussiez expédié l'acte authentique de cette élection, afin d'obtenir la confirmation de Sa Sainteté. Nous aurions pu, de la sorte, faire le procès canonique nécessaire à l'obtention de cette confirmation. Nous avons longtemps attendu, mais en vain, que votre lettre nous fût apportée soit par messieurs les magistrats de Lucerne, soit par un exprès. Nous nous en étonnons; à moins que votre dépêche ne se soit égarée; ce qui est peu croyable. Le ministère que le Saint-Père nous a confié, notre affection sincèrement paternelle envers vous et votre diocèse, ne nous permettent pas de plus longs délais pour pourvoir au bien de votre église. C'est pourquoi nous vous interpellons, vous avertissons et prions d'exécuter ce que nous ne sachions pas que vous ayez fait jusqu'à présent, en nous signifiant au plus vite ce que vous avez fait jusqu'à cette heure dans la question de l'élection. Quelles sont les conditions faites? Quelle est la nature des conventions que vous avez signées? Vous m'indiquerez quelles mesures peuvent vous paraître propres pour venir en aide à votre église dans cette affaire et autres qu'il pourrait y avoir.

¹ Il n'est pas probable que Sion et Lœche, versant dans l'hérésie, se fussent unis aux autres dizains pour faire cette déclaration; mais, ce n'était ni le moment, ni le lieu de parler, et ils durent subir en cette circonstance la loi de la majorité.

² Archives de Valère; tir. 71-4.

³ Archives de Valère; 47-39.

Avant tout, si vous ne l'avez pas encore fait, répondez au sujet du bref de Sa Sainteté, et envoyez votre réponse soit à Rome directement, soit par notre intermédiaire. Le Saint-Père qui porte une affection spéciale à votre église, nous l'a particulièrement recommandée¹.

Malgré de si pressantes invitations, le nonce ne reçut qu'une réponse incomplète; le Chapitre ne lui avait rien dit au sujet des moyens les plus efficaces à employer pour subvenir aux besoins du diocèse. Il dut faire une nouvelle demande le 17 février. Dans cette dépêche, il déclare qu'il ne s'adresse plus au Chapitre, mais à chaque chanoine en particulier en vertu de l'axiome: *quod commune est negligitur*: « on ne fait guère attention à ce qui s'adresse à tous². » Ce sommeil de mort qui s'était emparé de ce corps, n'étonne guère à cette époque, puisque déjà en 1608³, le nonce lui reprochait le peu de sympathie qu'il manifestait pour l'évêque précédent, qui, en face des ravages du protestantisme parmi ses diocésains, voulait surtout réformer le clergé, le rendre exemplaire et l'instruire. Depuis longtemps, le représentant du Saint-Père ne cessait de l'exhorter; mais il obtenait peu de fruits et paraissait plutôt importun à ces pauvres égarés. L'égarement alla bientôt si loin, que les admonitions sévères devinrent enfin nécessaires. La lettre suivante prouve combien Hildebrand Jost était abandonné de ceux qui, étant ses conseillers-nés, devaient être son appui et sa consolation pendant les luttes déplorables qu'il eut à subir. C'est de nouveau le nonce qui s'adresse aux chanoines⁴.

Illustres et révérends Messieurs,

Par ce que la renommée nous a appris et par d'autres indices clairs, nous devons juger, avec une profonde tristesse et nous voyons que, oublieux de votre salut, vous continuez à croupir dans la voie de l'iniquité, et avec des mœurs et des actes pervers, vous menez une vie effrénée et scandaleuse. Vous ne vous soumettez à aucune loi, aucune correction, aucune réforme, pas même à votre évêque. C'est à tel point que vous êtes pour les laïques un très grand scandale et que vous marchez vers le gouffre de la damnation éternelle. Voilà ce que nous ont dit tous ceux qui viennent ici. Nous devons conjecturer que ces rapports sont véridiques, parce que, malgré les avertissements, les exhortations et les supplications contenues dans les brefs apostoliques du Saint-Père et dans plusieurs lettres que nous vous avons adressées, surtout par celle du 10 octobre de l'année passée, — lettres auxquelles nous vous renvoyons — malgré cela, nous n'avons appris, ni par vous, ni par d'autres, ni pu soupçonner que vous vous soyez amendés, ni réformés. Ce qui sert à confirmer davantage nos conjectures, c'est que vous n'avez pas même daigné adresser un mot de réponse au bref apostolique et à nos lettres.

Ne voyez-vous donc pas que votre patrie, votre diocèse et votre église vont au plus mal, et que, chaque jour, en approche la ruine manifeste! Dieu le permet uniquement à cause de vos péchés et de vos scandales. Rentrez enfin en vous-mêmes; redevenez sages, réformez vos mœurs et changez vos actes; remplissez vos devoirs ecclésiastiques, menez une vie convenable et louable; quittez vos coupables habitudes, et qu'elles vous soient en horreur; écarter les scandales, craignez Dieu, servez l'Eglise, et soutenez ses droits et ses juridictions, montrez-vous

¹ Archives de Valère; 47-40.

² Ibid. 3-53.

³ Ibid. 3-53.

⁴ Ibid. 3-59.

⁵ Archives de l'Etat du Valais.

respectueux envers votre pasteur et votre prélat et lui soyez obéissants; recevez et observez ses directions et ses ordres; appliquez-vous à vous livrer avec intelligence à tout ce qui convient à des ecclésiastiques pieux et édifiants. Soyez les premiers par votre instruction, par l'honnêteté de vos mœurs et par vos bons exemples, afin que vous soyez vraiment une lumière brillante placée sur le candélabre et non cachée sous le boisseau. Si vous ne voulez point recevoir de nous la réformation, la correction que nous vous proposons, recevez-la au moins de votre pasteur et évêque. S'il en est autrement, attendez-vous à encourir les censures et peines canoniques et la vengeance divine. Nous espérons qu'il n'en sera pas ainsi, et nous finissons notre exhortation en priant Dieu de tout notre cœur qu'il vous éclaire par la grâce du Saint-Esprit et qu'il vous assiste, vous, votre église et votre province.

Altorf, 7 novembre 1615.

LOUIS, évêque d'Adria, nonce apostolique.

Après une pareille lettre, il serait superflu de revenir sur l'esprit qui animait ceux qui devaient conduire les fidèles dans la voie du salut, et l'on comprend désormais, sans autre commentaire, pourquoi le doyen Pierre Furrer accusa plus tard ses propres confrères d'être les auteurs des maux qu'enduraient alors l'église de Sion et son vertueux et intrépide chef.

En présence des actes d'arbitraire et de violence que le pouvoir civil venait de commettre lors de l'élection de l'évêque, et vu la condescendance coupable du Chapitre, Rome dut prendre le temps nécessaire pour les informations et pour écarter, autant que possible, les obstacles, avant d'envoyer les bulles confirmatoires. Mais le pape, sur les représentations du nonce probablement, envoya à l'élu un bref, daté du Tusculum le 7 juin 1614, par lequel il le chargeait provisoirement de l'administration du diocèse en souffrance, et lui accordait toutes les facultés nécessaires au temporel et au spirituel¹. Enfin, le 6 septembre suivant, les bulles définitives furent expédiées².

Dès le mois de novembre précédent le représentant du Saint-Siège n'avait cessé d'exhorter le Chapitre à faire annuler les articles souscrits par leurs dignitaires. Le retard dans l'envoi des bulles avait pour principale cause cette annulation à opérer. Dans sa session de mai 1614, la diète reçut la réclamation du Chapitre³. Cette pièce historique est intéressante sous plusieurs points de vue. Elle rectifie en outre l'exposé que les Abscheids ont fait de la manière dont les droits carolins furent extorqués à l'autorité ecclésiastique. La voici :

Révérendissime Seigneur⁴, Magnifique bailli et Messieurs les Députés,

La généralité du Chapitre de Sion se présente devant vous pour se plaindre de ce que, lors de l'élection de l'évêque actuel, divers articles insolites ont été fabriqués précipitamment et inconsiderément par quelques-uns de ses membres qui, trompés et intimidés par la violence, ont été forcés de les signer, les ont scellés imprudemment, illicitement et invalidement du sceau du vénérable Chapitre. Nous avons nous-même consenti à ces articles contraires à nos droits et à la liberté de l'église; nous l'avons fait alors par force et pour ne pas encourir de plus grands maux. Mais, comme selon la loi divine et humaine, les députés se sont rendus

¹ Ibid.

² Abscheids des archiv. bourg. de Sion.

³ Ibidem.

⁴ L'évêque élu était présent.

coupables d'usurpation, l'évêque et nous y avons connivé, nous venons, par l'exposé des raisons suivantes, demander la révocation et l'annulation de ces articles.

1° Les statuts du pays déclarent rescindere tout contrat où l'une des parties peut alléguer une erreur de plus du tiers du juste prix. Qu'il l'est aussi lorsqu'il contient une condition contraire à la religion. Or, dans l'acte en question, non seulement le Chapitre et l'Eglise sont lésés dans plus du tiers de leurs droits, mais ils ont été trompés. Bien plus, l'acte est nuisible à nos graves intérêts éternels et contraire à nos serments précédents, il doit donc être rescindé et annulé.

2° Les actes où les promesses sont mêmes jurées ne lient point les contractants si l'une des parties peut alléguer la crainte grave, c'est-à-dire telle, qu'elle puisse ébranler un homme ferme. Or, il est certain que c'est par d'horribles menaces que messieurs du Chapitre ont été amenés à donner leur signature; puisqu'on multiplia les déclarations que, s'ils s'y refusaient, eux en particulier et le Chapitre comme corporation seraient spoliés de leurs biens et devraient en outre payer cinq cents écus pour les frais faits par les patriotes, et pour tous ceux qui se feraient à l'avenir. Quant au danger pour notre vie, on criait: *O che questo passera, o che si spargera sangue*; c'est à dire *la renonciation ou la mort*¹.

En présence de ces menaces, nous craignions que les ennemis de la religion catholique ne nous accusassent et ne parvinssent à faire accroire aux patriotes que nous voulions attenter à leurs droits et leur arracher leurs libertés — ce qui n'a cependant jamais été dans notre pensée. — Une fois le peuple soulevé, le Chapitre était en danger de perdre et ses libertés et la vie; c'est ce qui résultait clairement des paroles de quelques députés conseillers qui déclaraient publiquement que, lorsque les hommes des communes soulevées marcheraient sur Sion, on ne leur fermerait point les portes de la ville, qu'elles resteraient même ouvertes; mais qu'ils ne répondaient point de ce qui pouvait arriver au Chapitre et au château de Valère.

Enfin leurs menaces nous faisaient redouter qu'ils ne bouleversassent l'Eglise et tout le pays, car ils ne se cachaient pas de déclarer que, possédant un bailli résidant au château de la Majorie comme juge et autorité suprême, armé du glaive temporel, il n'était point nécessaire de se presser d'élire un évêque avant la Toussaint. Cela nous faisait craindre que ce retard affecté ne fût une ruse pour avoir plus de temps de cabaler afin de n'avoir plus d'évêque catholique; vu, en outre, que nos montagnes étant couvertes de neige, les cantons protecteurs de la religion n'auraient pu accourir à notre secours. Toutes ces choses prouvent que nous n'avons agi que sous le poids de la crainte grave.

3° Notre code civil au titre: *De spoliatione donationis*, dit que nul ne peut être dépouillé de sa possession sans procès juridique. Or, si cette loi a sa force pour les choses moindres, combien, à plus forte raison, doit-elle être observée quand il s'agit des intérêts les plus graves? Le septième jour du décès du précédent évêque Adrien, le chapitre enjoignit aux héritiers de conserver soigneusement tout le mobilier et les titres existant au château de la Majorie jusqu'à ce qu'il en fit l'inspection, afin de réserver ce qui appartenait à l'évêché. C'est ce que, contre notre attente, les héritiers n'ont point exécuté, poussés nous ne savons par quelle méchanceté ou cupidité; mais, sans notre avis, ils ont, de jour et de nuit, emporté titres, droits, livres et documents quelconques. Puis les patriotes, de leur propre autorité, s'étant bientôt saisis de toutes les clefs de la Majorie, se sont aussi emparés de tous les documents concernant la mense de l'évêché et du chapitre, malgré la constante opposition de trois ou quatre chanoines, en l'absence de tous les autres². Les patriotes ont encore, par la rigueur du serment, obligé les héritiers à leur remettre tous les titres que le défunt pouvait avoir laissés. Voilà comment, selon leur bon plaisir, ils ont dépouillé le château et le siège de l'évêque, contre

¹ Durant plusieurs jours, on mit en pratique ce que les émeutiers populaires ont si bien connu dans tous les siècles. Des hommes payés et avinés avaient pour mot d'ordre de vociférer contre les cléricaux et de demander leurs têtes. On savait chanter la *Marseillaise* avant qu'elle fût mise en vers.

² Complices secrets des patriotes, les prudents chanoines s'étaient absentes pour témoigner, par un alibi, de leur coupable innocence. Ils ne réclament aujourd'hui que par crainte du Pape, qui les menace de la perte de leurs prébendes s'ils n'obéissent.

tout droit canonique et cantonal. Nous demandons en conséquence que l'on rende à l'évêché les documents anciens et authentiques qui toujours, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, sont restés entre les mains de l'évêque.

4° Nous invoquons la prescription résultant de l'antique possession, et cela, en vertu des statuts du pays. D'ailleurs jamais les dizains, les communes ou leurs députés, n'ont pu produire un seul titre contraire en leur faveur. »

Dans le cinquième et dernier article, le Chapitre résume, en les énumérant, les divers titres authentiques qui prouvent les droits de l'Eglise de Sion. C'est d'abord la tradition rapportant la donation de Charlemagne; viennent ensuite la confirmation équivalant à une donation de la part de Rodolphe, en 999; celles de 1189, par l'empereur Henri VI, roi des Romains, et de 1365, par Charles IV empereur; la reconnaissance de ces mêmes droits régaliens que les députés des dizains firent à Naters sous l'évêque Guillaume de Rarogne, en 1437; l'acte de 1446, par lequel les patriotes de l'époque reconnaissent que les droits extorqués à l'évêque n'auront d'effet que pour la durée de son épiscopat; le refus du successeur de ce dernier d'accepter la mitre, avant que la nation eût rendu en entier ces mêmes droits par la déclaration solennelle que les dizains firent le 7 février 1451. Vient en finale la confirmation renouvelée par Charles-Quint en 1521.¹ Ajoutons encore à la décharge des chanoines que, dans un exposé dressé par eux et que l'évêque dut envoyer à la nonciature quelques temps après, ils citent deux faits qu'ils ne voulurent pas reprocher publiquement à leurs auteurs. Le premier est que, pour les déterminer à accepter les articles, le bailli avait déclaré aux chanoines que cet orage n'était que passager et qu'on ferait en sorte qu'il n'en résultât aucun dommage pour eux et pour l'évêque. Le second est que le chancelier rédacteur de la renonciation l'avait fait souscrire aux quatre dignitaires sans la leur lire préalablement. Puis, les témoins de cet acte étaient tous intéressés à cette supercherie, à commencer par le secret apostat Gilles Jossen, l'ancien bailli destitué, qui fut le premier signataire.²

En usant du rossignol, les spoliateurs n'avaient pas obtenu grand'chose. Le clergé réclamait à juste titre les documents et les originaux qui lui appartenaient, mais il pouvait se passer de ceux qui concernaient les droits de régale, car des copies authentiques en existaient déjà et subsistent encore aux archives de Valère.³

¹ Archives de Valère.

² Archives de Valère. — Le père et le fils Jossen se distinguèrent tristement dans leurs fonctions publiques. Le fils, qui portait le même prénom que son père, devint gouverneur de Monthey, et, en cette qualité, fut condamné en juin 1618, par la diète, comme concussionnaire. Il dut demander pardon à genoux à la haute assemblée, rendre le produit de ses extorsions et payer une amende au fisc. Puis, il fut rétabli dans sa charge. Cette justice à la mandarine était une grande garantie pour les administrés et devait leur inspirer un profond respect pour l'autorité supérieure.

³ Ces copies, antérieures au conflit actuel, seraient une nouvelle preuve du peu de sincérité de la bonne foi des quatre dignitaires qui, en signant la renonciation à la Caroline, promettaient que si d'autres titres sont découverts, ils les livreront aussitôt à la nation. Mais on sait maintenant qu'ils signèrent à l'aveugle.

Quant aux droits ecclésiastiques sur certains fiefs et sur des particuliers, il est certain que la mense épiscopale avait à souffrir de la privation des titres respectifs.

La réclamation qui venait d'être adressée à la diète mérite d'autant plus de foi et prouve d'autant plus évidemment la fausseté de la narration, que les Abscheids nous ont donnée de cette spoliation des droits de l'Eglise, qu'elle était directement adressée aux coupables qui ne purent la démentir. La protestation du Chapitre fut de nul effet, quoique renouvelée plus d'une fois : tout fut inutile. On ne revit plus ces pièces dont on avait fait tant de bruit et que l'on traitait d'apocryphes ; cependant, si elles l'eussent été, c'était le moment de le démontrer. On crut plus prudent de les détruire.

Hildebrand Jost avait commis une grande faute en apposant le sceau épiscopal à la renonciation : il le comprit aussitôt. Loin de s'endormir, comme l'espéraient les agitateurs, il montra une vigueur et une énergie qui étonna ses adversaires. Livré à son inexpérience des affaires et à sa propre jeunesse, sans conseil autour de lui, comme il le déclare dans sa correspondance avec les chefs des cantons catholiques, son esprit sacerdotal lui suggéra aussitôt de s'adresser au représentant du Saint-Siège et de s'appuyer fermement sur lui. Il ne cessa désormais de correspondre avec lui et s'empressa de mettre ses conseils en pratique. Le nonce essaya de tous les moyens pour rappeler à leur devoir ces enfants révoltés ; le Pape lui-même, c'était Paul V, fit entendre sa voix. Le 17 octobre 1616, il envoie un bref au Chapitre pour lui représenter l'obéissance et le dévouement qu'il doit au chef du diocèse. Il lui annonce qu'il a aussi pressé l'évêque de faire tous ses efforts pour défendre son église, blessée dans ses droits et sérieusement menacée dans sa foi. Mais tous dormaient dans le camp valaisan, et la voix des sentinelles n'était plus entendue que par l'évêque. A toutes les raisons qu'on alléguait, les patriotes, ou plutôt leurs chefs, répondaient invariablement en agitant le drapeau des libertés menacées ; on faisait retentir aux oreilles de la multitude, les mots de *servitude cléricale* et de *tyrannie papale*, qui furent toujours d'un grand effet sur la classe populaire.

Pour donner plus de relief au bailli que l'on avait proclamé indépendant de l'évêque et premier chef du peuple, on voulut aussi que, dans les diètes, il eût la première place après l'évêque. Jusqu'en 1614, il n'avait eu que le troisième siège, sauf dans des circonstances exceptionnelles ; les représentants du Chapitre avaient de droit et d'usage le second rang. Dès ce jour cependant, les patriotes, se prévalant de ces exceptions, prétendaient en faire un droit que les chanoines avaient usurpé. Après des débats assez vifs, les chanoines déclarèrent céder momentanément pour motif de paix, et le bailli occupa la seconde place dès cette date. L'année suivante (1615) à l'ouverture de la diète de juillet, l'évêque, qui la présidait, réclama en faveur du Chapitre. Mais les députés furent unanimes à protester, déclarant que l'année précédente ils avaient obtenu

définitivement cet honneur pour le bailli et que le Chapitre y avait consenti. Ce qui était absolument faux. On en appela au protocole de la session dans laquelle cette difficulté avait été traitée. Mais le protocole, altéré à dessein¹, faisait mention du consentement des chanoines, en ajoutant qu'ils l'avaient donné pour cette fois et pour l'avenir. Le chancelier interpellé prit à témoin l'assemblée qu'on avait convenu ainsi, et il affirma qu'après la clôture de la diète, il avait lu le protocole devant Sa Grandeur et les quatre dignitaires qui, alors, n'y avaient point contredit. Ce que ceux-ci et l'évêque nièrent formellement, protestant que ce passage avait été interpolé à plaisir et à leur insu. Ils demandèrent que la question fût juridiquement décidée par les tribunaux. Comme le bailli était à élire, l'évêque ajouta qu'il ne consentirait pas à cette nomination avant que le droit du chapitre ne fût reconnu et que, en attendant, il prorogeait les pouvoirs du bailli actuel. Alors les députés déclarèrent qu'étant convoqués pour cette élection, dans laquelle ils avaient voix délibérative, si le Révérendissime prélat ne se désistait, ils prenaient congé de lui pour aller soumettre la chose aux communes et aux conseils de dizains. Puis, séance tenante, ils décidèrent que le mardi soir, 1^{er} août, une diète extraordinaire, composée de six hommes par dizain, s'ouvrirait à Sierre pour procéder à l'élection du bailli comme chef de la patrie, et délibérer ensuite sur tout ce qu'ils croiraient opportun dans les circonstances actuelles pour sauvegarder les libertés du pays.

Ne pas céder devant ces exigences et ces projets menaçants, c'eût été commencer aussitôt le second acte d'une révolution bien autrement grave et dangereuse, dont quelques têtes souhaitaient ardemment l'occasion ou le prétexte. Le clergé le comprit facilement et céda, en protestant pour tous ses droits. Antoine Valdin, ancien officier au service du duc de Savoie et actuellement gouverneur de Monthey, fut élu. Le secrétaire de la diète, Sébastien Zuber, fut jugé digne, par sa conduite, d'être élevé aux fonctions de vice-bailli. En cette qualité, il prêta serment entre les mains d'Antoine Valdin.

En cette circonstance, l'évêque rappela la promesse qu'on lui avait faite l'année 1614, en présence des députés catholiques venus à Sion pour renouveler l'alliance. Il avait demandé de revenir et de s'entendre avec les patriotes sur les articles qu'on lui avait fait signer à son élection. Les cantons catholiques avaient fait de leur mieux pour que les Valaisans écoutassent les réclamations de leur évêque et se rendissent aux pressantes exhortations du nonce. Si ces cantons étaient si empressés de renouveler ces alliances chaque dix ans et de

¹ Le chancelier d'Etat, secrétaire de la diète, était ce même Sébastien Zuber, ancien gouverneur à St-Maurice, qui s'était montré si zélé alors pour la conservation et le triomphe de la foi en Valais. On ne sait pourquoi il avait changé de sentiments et de conduite depuis quelques années déjà, et dès lors aussi les protocoles des diètes qu'il rédigeait n'offrent plus de sûreté pour leur fidélité dans tout ce qui concerne Hildebrand Jost et la question religieuse. Nous verrons son évêque, dont il devint l'ennemi, se plaindre amèrement de sa fourberie et des larmes de crocodile qu'il venait verser devant lui et le bailli Nicolas Kalbermatten.

se rendre en Valais pour cela, c'est qu'ayant l'œil attentif à ce qui se passait dans le pays, ils veillaient surtout à ce qui pouvait mettre en péril la foi de ses habitants. Pour ce motif, ils profitaient de toutes les occasions de voir les choses sur les lieux mêmes et d'y étudier les différents personnages politiques. Le prélat profita de cette promesse pour rappeler en juillet 1615 ce qu'il désirait si ardemment. On lui fit quelques concessions sans importance; mais rien ne fut changé pour le fond. Son cœur d'évêque saignait spécialement, et il ne put s'empêcher de se plaindre alors de ce que, malgré les travaux apostoliques très fructueux des missionnaires capucins et les efforts des jésuites, beaucoup de ses diocésains se rendaient derechef secrètement à l'étranger pour participer à la cène des protestants et faire baptiser leurs enfants par les ministres de la secte. Depuis qu'il avait en mains la direction du diocèse, six à huit jeunes gens du pays avaient été étudier à Zurich et autres villes réformées. Il invoqua, en conséquence, l'appui des dizains pour que de telles transgressions n'eussent plus lieu et fussent punies conformément aux décrets de Viège. Sion et Loèche, que les plaintes du prélat visaient spécialement, quoiqu'ils ne fussent pas nommés, répondirent qu'ils n'avaient jamais voulu admettre ces décrets et qu'ils les considéraient toujours comme nuls. Sierre, Rarogne, Viège, Brigue et Conches les engagèrent fraternellement à s'y soumettre comme eux dans l'intérêt du bien public, et afin qu'un accord parfait régnât entre concitoyens. Ces cinq dizains paraissaient fatigués de lutter avec leur évêque et après avoir obtenu la renonciation à la Caroline, ils auraient probablement mitigé les articles de 1613. Ce n'était point là la disposition des deux autres dizains qui, dans l'abrogation de la Caroline, ne cherchaient pas la liberté politique, mais la chute du catholicisme et le partage des biens du clergé. A l'inculpation d'envoyer leur jeunesse aux universités protestantes, les Sédunois répondirent que cela n'avait pas lieu de leur aveu, mais à leur insu. Cette affirmation était une fourberie, comme le prouve la missive suivante que l'avoyer et le conseil de la ville de Berne avaient adressée au bourgmestre et au conseil de la ville de Sion :

A nos chers confédérés, salut.

Nous avons reçu votre lettre du 3 avril proche écoulé, dans laquelle vous nous développez au long les conséquences des décrets de Viège, portés il y a cinq ans, ordonnant l'envoi des jeunes gens dans les écoles et institutions romaines et ce qui se pratique encore aujourd'hui par ceux qui verraient volontiers l'anéantissement de la religion [réformée] en Vallais. Mais, nonobstant ces édits, vous et d'autres gens généreux et zélés, vous continuez d'envoyer votre jeunesse à des écoles réformées, afin que, par ce moyen, il soit érigé des séminaires du vrai culte de Dieu. Vous nous faites encore connaître quel zèle chrétien et pieux vous inspire, tout en nous priant de venir à votre secours par les moyens que nous pourrons. Autant ces décrets et édits nous ont paru étranges, autant nous réjouissons-nous et bénissons-nous Dieu qui, par sa grâce, vous a maintenus dans le zèle de son service que vous avez eu de tout temps, et que vous cherchez à augmenter encore. Ce projet pieux et chrétien est louable, et nous prions Dieu qu'il se réalise par sa grâce, pour la gloire de son saint nom et le salut de votre âme.

Reconnaissant l'obligation que nous avons de contribuer à votre salut et à votre

bonheur, nous ne voulons pas manquer de vous aider, par les moyens à notre disposition, à réaliser votre projet. Au contraire, ensuite de votre demande et de votre amicale sollicitation, nous vous déclarons que, de concert avec nos coreligionnaires, nous concourrons à votre projet si agréable à Dieu et si éminemment chrétien.

C'est pourquoi nous avons décidé en votre faveur, de recevoir à nos écoles d'ici et de Lausanne, et d'entretenir quatre jeunes étudiants que vous nous enverrez après les avoir jugés aptes à être placés ici. Nous recommanderons aux directeurs de ces instituts d'instruire et de former de telle sorte ces jeunes gens, que, avec le temps, ils servent à la gloire de Dieu et de son Eglise, au salut, à l'édification et à la prospérité de la chère patrie...

Donné le dimanche 7 mai 1609.

L'avoyer et le Conseil de la ville de Berne¹.

Si cette lettre, si confraternellement protestante, avait pu être relue à la députation sédunoise dans la séance de juillet, où elle protestait de l'innocence et de l'ignorance des magistrats au sujet des étudiants, cette députation aurait reçu un honteux démenti, bien mérité.

On devait, d'erechef, à la fin de l'année, s'occuper d'un accord avec l'Eglise, mais tout avorta par suite des efforts de ceux qui ne voulaient point de paix.

Il fallut néanmoins, en finissant l'année 1615, enlever encore une prérogative à l'évêque. Il fut statué que, dorénavant, l'évêque n'ouvrirait de sa propre autorité aucune lettre adressée au bailli ou à la nation; mais qu'il appellerait le bailli ou son substitut, ou à leur défaut le châtelain de la ville, et lui donnerait connaissance du contenu des dépêches².

Cependant, il était un fléau qu'on ne pouvait supprimer aussi facilement que les anciens droits épiscopaux. La peste, toujours endémique, avait reparu à Sion avec plus d'intensité; elle recommençait aussi à faire des victimes à Saint-Maurice. Comme on devait s'occuper d'affaires avec la France et du traité que Conches et Mcerell avaient inconstitutionnellement conclu avec le Milanais, l'évêque convoqua la diète à Granges, où elle se tint sur la grande route, devant la maison d'un meunier, le 6 février 1616. L'épidémie s'aggravant, le 20 mars, une seconde diète tint ses assises à Sierre. Les magistrats, toujours occupés de l'affaire de Conches, jugèrent aussi nécessaire de prendre des mesures générales pour empêcher la contagion. La ville de Sion était très fréquentée, soit à cause des tribunaux, soit pour les échanges, ventes et achats des objets nécessaires à la vie et surtout parce qu'elle était le chef-lieu ecclésiastique et civil. Ceux qui s'y rendaient usaient généralement de peu de précautions, par la raison qu'on se familiarise et s'habitue jusqu'à l'oubli avec les choses

¹ Archives de la bourgeoisie; lettre originale: *Instruction publique*.

² C'est dans cette dernière session que fut renouvelé, à tout valaisan, l'ordre suivant:

« Bien qu'il ait été plusieurs fois ordonné que tout citoyen âgé de plus de 14 ans, doive se rendre à l'église et paraître en justice avec le sabre au côté, on y obtempère peu. La même chose est d'erechef ordonnée, mais seulement pour les hommes de vingt à soixante ans, sous peine d'une amende de trois livres (environ six francs modernes) à payer au juge du lieu. On se rendra ainsi à l'église tous les dimanches et aux fêtes de Notre Dame et des saints apôtres.

ordinaires. Pour obvier à de funestes imprudences, la haute assemblée ordonna que tous observeraient le décret suivant, dont la violation serait passible de peines à fixer par elle, suivant la gravité des circonstances.

1° Les tribunaux cantonaux, siégeant à Sion, sont suspendus pour les six autres dizains qui pourront, à leur arbitre, choisir un tribunal. Mais les juges de ces dizains offrent à ceux de leurs concitoyens qui ont des procès pour dettes et qui désireront agir par procureurs, de leur rendre justice, plus prompte même que ne le prescrivent les statuts.

2° La fréquentation des marchés de Sion est interdite aux dizains supérieurs. Quant aux populations du dizain de Sion qui voudront se rendre à ces marchés, on leur déterminera sur le pré de la foire à la Planta, un emplacement qui sera entouré de barrières, afin d'éviter tout mélange.

3° Il est défendu de vendre du vin sur ces marchés, car c'est après avoir bu que les hommes sont le plus imprudents.

4° Ceux qui, pour affaires, veulent communiquer avec les six dizains supérieurs, doivent également s'abstenir du marché. Le trafic du vin, du pain et autres y est pareillement défendu aux autres dizains, comme aussi de faire transporter du vin hors de la ville, vu que cela est très dangereux.

5° Le sel, dont on ne peut se passer, sera dorénavant déposé par les voituriers de Sion en un local spécial à Saint-Léonard.

6° Nul ne devra entrer, ni ne sera admis dans un autre dizain que le sien, s'il ne peut exhiber une attestation authentique d'avoir fait sa quarantaine de six semaines dans un lieu non infecté.

7° Dorénavant, il ne sera accordé à qui que ce soit, pour affaires peu importantes, l'autorisation de se rendre en bas des gardes (établis à la limite orientale du dizain de Sion); mais ceux d'en bas avec lesquels on veut s'entendre seront mandés vers les gardes, et l'on parlementera à distance, en présence des gardes assermentés. Toute violation sera punie à l'arbitre de la haute autorité. Nul n'évitera les gardes. Si quelqu'un y contrevient et en éprouve du mal, il sera sans recours.

Comme le terrible fléau sévissait avec toujours plus de fureur, en mai, on établit des gardes à tous les passages limitrophes du Haut-Valais pour empêcher la rentrée de tous ceux qui avaient fui devant la contagion. Les commerçants qui s'étaient rendus à la foire de Sursach, alors très fréquentée par les Valaisans, ne purent rentrer qu'après une quarantaine d'un mois au-delà des frontières et en produisant ensuite un certificat de santé. Quant aux Sédunois sortis de la ville, mais non du dizain, pour éviter la maladie, ils devaient faire la quarantaine en bas des gardes; après quoi ils pouvaient se rendre dans un autre dizain. On déclara néanmoins que cette permission pouvait présenter du danger, vu que ces personnes s'approchaient parfois de la ville où elles avaient quelques demandes à faire. Après les six semaines de séjour en bas des gardes, il fallait encore en passer quatre en haut des postes avant d'être admis dans un autre dizain.

Toutes ces précautions et ces mesures étaient excellentes, mais il aurait fallu, avant tout, une police sanitaire rigoureuse, et introduire dans les habitations et les différents quartiers de la cité une propreté qui était ignorée. Des règlements de police postérieurs prouvent cette assertion.

Après avoir interdit au prince-évêque d'ouvrir les dépêches qui ne lui étaient pas personnellement adressées pour affaires publiques, on avait déclaré nul le serment de fidélité que les hommes du gouvernement de Monthey avaient prêté entre les mains du prélat, comme cela s'était pratiqué régulièrement dès l'annexion de ce territoire. Les réclamations et les raisons que l'évêque appuyait de titres authentiques, ne furent point admises. Il fallait battre en brèche ce pouvoir odieux aux novateurs parce qu'il était un grand obstacle à leurs projets. Une fois la lutte engagée, on ne voulait s'arrêter qu'après une victoire complète.

Aux protestations du haut clergé s'unirent les représentations des cantons catholiques, qui suivaient avec un grand chagrin et les plus vives appréhensions les attaques dont l'Eglise avait à souffrir en Valais. Comme leurs commissaires se trouvaient à Brigue (octobre 1616) au sujet de l'obstination de Conches à maintenir son traité avec le Milanais, ils exposèrent fraternellement aux seigneurs de l'Etat le deuxième but de leur mission, qui était de s'occuper avec eux des moyens de mettre fin au litige que les quinze articles de 1613 avaient soulevé, et qui menaçait de prendre de vastes proportions. Ils démontrèrent que ces articles étaient funestes à l'Eglise et au bien du pays. Ce fut peine perdue. Ne voulant pas leur répondre en face par un refus, on se retrancha derrière le mandat populaire qui n'avait pas été accordé aux députés pour traiter actuellement cette affaire. On alléqua ensuite que, pour s'entendre sur cette question, il fallait avoir des pièces déposées à la chancellerie, à Sion, où l'on ne pouvait se rendre pour le moment à cause de la peste¹.

Dès que les difficultés furent terminées avec les Conchards et que, réconciliés avec eux, ils n'eurent plus à craindre les fières et les vigoureuses populations de cette vallée, les démagogues qui dominaient dans les diètes, s'empressèrent de faire retentir le cri de liberté et égalité. Au mois de janvier 1617, on déclara que l'évêque n'était pas le haut seigneur du pays et que son vote serait assimilé à celui des autres représentants du peuple, qui était le seul vrai souverain. Un empiètement d'une tout autre gravité eut lieu à la fin de la même année. Sous prétexte de réforme judiciaire, nécessaire sur quelques points, on porta une main sacrilège sur le pouvoir purement spirituel: les nouveaux Coré, Dathan et Abiron, ou plutôt les prôneurs du nouvel Evangile firent proclamer par la diète réunie à Loèche, que, dorénavant, Sa Grandeur ne devait pas connaître, de sa seule autorité, des séparations et autres affaires matrimoniales, et que tout appel au nonce ou au Saint-Siège était interdit pour ces matières, ainsi que la publication de citation et d'excommunication venant de ces derniers. C'était proclamer le schisme et faire l'Etat évêque et pape. On voulait aussi que l'évêque reconnût enfin par un acte authentique les libertés et franchises des dizains, bien qu'il l'eût déjà fait plusieurs fois de vive voix et en

¹ Archives bourgeoises de Sion.

pleine diète. Le chef du diocèse retardait toujours cet acte dans l'espérance d'amener ses adversaires à révoquer les fatals articles dont Rome ne cessait de demander l'abrogation.

Loèche n'était pas moins travaillée que la capitale par les idées démagogiques; les nouveaux religionnaires y étaient nombreux et puissants. Le banneret de ce dizain, Barthélemi Allet, homme intelligent, mais ardent adversaire du pouvoir temporel, et dévoué aux doctrines nouvelles, soufflait le feu de la discorde par des mémoires contre l'évêque et ses droits. En 1615 déjà, il faisait part à son gendre, Antoine de Platéa à Sion, de l'indignation qui s'était emparée du peuple, réuni à l'église le dimanche des Rameaux, à l'occasion d'une circulaire de l'évêque, publiée, dit-il, à *l'insu du Conseil*. Cette indignation du peuple, c'était lui qui l'avait préparée par ses intrigues et ses discours. Il menace d'envoyer cette publication à Berne¹, et il assure qu'elle aura des suites fâcheuses. Dans cette même lettre, il parle de la dépravation du curé de Loèche afin de chercher à détruire l'influence de ce prêtre, qui défendait ouvertement les droits de son évêque; il engage à faire en sorte que l'évêque n'envoie pas de lui-même des députés à la diète fédérale, ne renouvelle pas la prestation du serment aux notaires, puis, qu'il ne se fasse pas accompagner des Pères Jésuites en se rendant aux bains de Loèche². Ces menées du banneret produisirent leur fruit. En 1617, Sa Grandeur se trouvant en visite pastorale à Loèche, le jour de la fête de Saint-Jean, et voulant y administrer le sacrement de confirmation, fut contrainte par la populace ameutée, de s'enfuir ignominieusement.

En danger de notre vie, dit-Elle, sans avoir pu exécuter chose quelconque; parce que nous leur avons refusé de signer une attestation, et qu'ils voulaient, sous prétexte de la liberté, que nous cassions les arrêtés donnés à cause de la religion, comme aussi d'autres articles des Abscheids, afin de pouvoir librement et sans empêchement exercer la nouvelle religion et pour nous faire tomber d'un piège dans l'autre, ne se contentant pas de la confirmation de leurs privilèges ainsi que nos ancêtres ont fait; mais voulant nous contraindre, par leurs mauvais procédés, de leur permettre des choses que nous ne pouvons accorder sans grand scandale de tout le monde et la damnation de notre âme³.

Non contents de l'ignominieux outrage fait à l'évêque et des calomnies répandues sur leur curé légitime, les magistrats de Loèche admirent et soutinrent un curé intrus, comme nous l'apprend un passage du discours du nonce apostolique devant l'assemblée des représentants des cantons catholiques et du Valais réunis à Fribourg, le 23 octobre 1623, pour le renouvellement d'alliance. Venant à la question de l'intrus, le représentant du Saint-Siège s'écrie :

¹ Les ennemis de l'Eglise usent aujourd'hui des mêmes procédés et font les mêmes menaces à leurs adversaires, similitude de but, similitude de moyens ! *Tradent vos in synagogis*, a dit le Sauveur.

² Archives de Sion.

³ Lettre de l'évêque de Sion aux cantons catholiques, citée par le Gallia Christiana : *Instrumenta* p. 467.

C'est à vous, maintenant, Messieurs les députés de Loèche, que je m'adresse. A cause du péril auquel beaucoup d'âmes sont exposées, il faut recourir à un remède prompt et efficace. Je n'examine pas ici qui de votre évêque ou de vous a raison; mais je dis que l'évêque, pour des motifs qui lui ont paru suffisants, ayant averti votre prétendu curé de s'abstenir de toutes fonctions, d'autant plus qu'il était déjà sous le poids de l'excommunication pour avoir violemment battu en public un prêtre et ensuite professé, dit-on, des opinions erronées et fausses sur le ministère des sacrements et surtout le sacrement de pénitence, vos magistrats ont excédé en soutenant ce curé et en lui ordonnant de continuer à célébrer la messe et à administrer les sacrements malgré la défense de l'évêque et au mépris de celui-ci. Après avoir mûrement réfléchi sur cela, je ne trouve pas d'autre remède efficace pour retenir vos magistrats dans la soumission, qu'en vrais catholiques ils doivent à l'Eglise et à ses commandements par l'obéissance à ses prélats, que de leur enjoindre de retirer le dit prêtre de cette cure pour le remettre entre mes mains, afin que par un procès canonique je puisse statuer selon le droit¹.

Ce que les novateurs et religieux avaient exécuté à Loèche contre le prélat, eut bientôt son contre-coup à Sion. Un dimanche du carême de 1618, le peuple, assemblé à la cathédrale pour entendre la parole de Dieu, fut outrageusement chassé de la maison de Dieu, sous les yeux de l'évêque qui était présent et qui raconta lui-même le fait, en ajoutant qu'on avait fait aux fidèles les plus graves menaces s'ils résistaient.

Dans cet état de choses, il n'est pas étonnant de voir les hauts magistrats peu disposés à se rendre aux avertissements charitables que leur donnaient les cantons catholiques, et l'on comprend leurs lenteurs chaque fois qu'il s'agissait de renouveler l'alliance avec eux. Il en était tout autrement dès qu'il s'agissait de resserrer les liens fraternels avec Berne et les Grisons. Le premier de ces cantons demanda à renouveler son ancienne alliance avec le Valais pendant l'été de 1617; mais, comme à cette époque la peste sévissait sur plusieurs points du pays, la réunion fut ajournée à l'année suivante. Elle eut lieu à Sion, le dimanche après la Pentecôte, 31 mai 1618.

Les Grisons réformés renouvelèrent aussi leur pacte avec le Valais. Cette solennité eut lieu à Coire, le 26 juillet de la même année 1618². Cette rénovation n'eut pas lieu sans de vives oppositions de la part des cantons catholiques et de pressantes recommandations de Miron, ambassadeur français résidant à Soleure. Le roi Louis XIII écrivit même au bailli, pour l'engager à ne rien faire qui pût blesser l'alliance avec lui. Il voyait de mauvais œil cette confirmation d'union entre les Grisons *et ses plus chers et grands amis et alliés du Valais*. L'évêque Hildebrand avait expliqué aux cantons les motifs qui lui faisaient vivement désirer l'inexécution de ce dessein, qu'il n'avait osé attaquer de front dans la crainte de plus grands maux.

Nous eussions volontiers vu que le traité apporté et envoyé des Grisons en Vallais fût demeuré dehors, ne servant de rien qu'à irriter beaucoup contre notre religion et à en détourner le peuple. Que si nous essayons d'empêcher cela par notre autorité, il n'arrive autre chose que sédition et désordres parmi le commun du peuple, sous prétexte de liberté³.

¹ Archives Ambuel, à Sion.

² Les originaux de cette rénovation et de celle du 5 août 1600, existent aux archives de l'Etat, à Sion.

³ Gallia Christ., : *Instrumenta pro diocesi sedun.* tom. XII.

Bien au courant de ce qui se passait, les cantons catholiques députèrent aux Valaisans quatre commissaires dont les instructions se trouvent résumées, quant à l'esprit, dans ce premier alinéa :

Ayant été avertis que dans la première assemblée qui aura lieu, on proposera peut-être le principe de la liberté de conscience et l'admission de ministres en Vallais, et par conséquent l'introduction de la religion réformée, vous vous en informerez secrètement par des personnes dignes de foi. Si vous apprenez sûrement qu'il en doive être ainsi, avec le conseil et par l'organe de l'évêque, vous vous y opposerez et résisterez fortement et fermement, comme étant chose contraire et répugnant à notre combourgeoisie. A cette fin, l'ancienne instruction donnée l'an 1578 sera très utile, et principalement l'article touchant la matze¹. Vous leur rappellerez que l'an 1556 ils se sont obligés par serment de défendre avec nous notre vraie religion catholique, et qu'en 1560 ils ont juré d'observer bien d'autres articles additionnels.

Ces commissaires devaient ensuite représenter en secret au clergé le besoin pressant d'une réforme de vie, et rendre l'évêque encore plus attentif aux moyens d'empêcher l'introduction et la circulation de libelles diffamatoires et de livres impies et hostiles à la religion, qui circulaient à profusion dans le pays. Ils avaient encore à faire ressortir que, en vertu des alliances si souvent renouvelées et jurées, les Valaisans n'avaient pas le droit d'en conclure avec d'autres sans le consentement et la participation des sept cantons leurs confédérés.

Ces délégués arrivèrent à Sion le 26 juin, et allèrent aussitôt présenter leurs hommages à Sa Grandeur, à laquelle ils développèrent leurs instructions. Fidèles à leur mandat, ils demandèrent et obtinrent plusieurs fois de parler devant la diète qui s'ouvrit le 30 juin². Ils mirent en œuvre toute leur habileté et firent jouer tous les ressorts politiques. Ils représentèrent ce que le Valais avait à craindre en mécontentant la France, qui se croyait lésée par ce traité, et retirerait au pays les diverses pensions qu'elle payait et ne le favoriserait plus dans les capitulations militaires, dont les grandes familles tiraient un grand profit et beaucoup d'honneur. Mais les dispositions des hauts seigneurs de l'Etat étaient si mauvaises et leur dessein si bien arrêté, qu'ils n'eurent plus qu'à se retirer. Ceux de Fribourg et de Soleure rentrèrent dans leurs foyers par la voie de Saint-Maurice, les autres par celle de la Furka. Partout où ils s'arrêtèrent, ils s'abouchèrent avec les personnes les plus sûres qu'ils purent connaître, leur manifestant tout ce qui s'était passé, et ne cachant point que l'un ou l'autre d'entre eux avaient même eu à subir de graves affronts. Partout, on trouva étranges les procédés dont on avait usé envers eux, et on les assura que le peuple des cinq dizains était tenu dans l'ignorance de toutes les manœuvres des premiers magistrats.

Le zélé Hildebrand, qui s'était donné tant de peines pour sauver son église, avait aussi recouru aux bons offices du roi de France, qui lui avait envoyé

¹ On avait juré de ne jamais plus la déterrer ; et cependant on en menaçait de nouveau Hildebrand.

² On suivait encore à Sion le vieux style, et les dates des diètes sont toujours de dix jours en arrière de l'ère grégorienne : chose qu'il faut soigneusement noter pour les dates dans l'histoire du Valais.

une déclaration par laquelle il le prenait sous sa protection avec les droits de son église, et le comprenait avec son Chapitre dans l'alliance qu'il avait avec le Valais. Aussitôt que les magnifiques seigneurs de l'Etat, comme ils s'intitulaient, eurent appris ce qui s'était passé, ils signifèrent à l'évêque qu'eux seuls étaient les vrais protecteurs de l'église et du clergé, et qu'ils ne reconnaissaient plus sa juridiction spirituelle, avant qu'il eût renoncé à la déclaration royale. L'évêque protesta n'avoir point recherché cette déclaration qui n'était nullement son œuvre, mais celle des cantons catholiques. Ceux-ci l'avaient fait pour des motifs religieux, et lui-même n'y était intervenu autrement que par son acceptation. On ne voulut point le croire sans plus amples informations, et on convint de se revoir le jeudi suivant. Dans l'intervalle, le bailli et le vice-bailli se rendirent près de Sa Grandeur, feignant de gémir sur sa position et de lui être tout dévoué; mais c'était dans l'intention de mieux réussir à l'effrayer en lui représentant les maux qu'il allait attirer sur le clergé et le pays, s'il s'obstinait à admettre la protection du roi de France. Enfin, abandonné de tous, ne sachant à qui demander un prompt conseil, craignant d'agir par entêtement s'il résistait, le prélat signa l'acte de renonciation le 4 juillet 1618. Comme couronnement de ce qu'ils venaient d'obtenir, les magnifiques seigneurs de l'Etat décrétèrent que nul étranger ne pourrait désormais remplir de fonctions ecclésiastiques dans le pays sans leur consentement¹, et ils annoncèrent que les patriotes, c'est à dire eux-mêmes « étaient les protecteurs du Chapitre, de l'abbaye de Saint-Maurice, du monastère de Saint-Bernard et du couvent de Gêronde². » Quant à l'abbaye de Saint-Maurice, en mars précédent, ils avaient déjà, comme suprêmes pontifes de la religion en Valais, enjoint aux religieux de cette illustre maison de reprendre la vie de communauté, et ordonné que l'un des trois candidats à présenter à l'Etat, pour l'élection de l'abbé, fût du Haut-Valais et y eût son domicile effectif.

¹ La même règle est appliquée aujourd'hui par les adversaires de l'Eglise en plusieurs états.

² Absch. du 4 juillet.





CHAPITRE IX

DE 1618 A 1619



U milieu de ces tristes conjonctures, en face de cette situation plus qu'alarmante, qu'avait à faire le pauvre évêque? Son cœur saignait, mais son esprit, loin de se laisser abattre, n'en prit qu'une nouvelle vigueur. Dans une lettre qu'il écrivit aux cantons catholiques, le 1^{er} août (nouveau style) c'est à dire peu de jours après le retour chez eux des commissaires des cantons, il révèle tous les maux dont il était accablé, expose fort bien la situation dans laquelle lui et le pays se trouvent, et il les prie de l'aider de leurs lumières et de tout leur dévouement à la cause catholique. Ce long exposé venant de cette source est ce qu'il y a de plus propre à bien faire connaître certains événements et les personnages qui y jouèrent un rôle. Quelques passages non essentiels seront seuls omis par motif de brièveté.

Magnifiques Seigneurs, très chers alliés et Confédérés.

Nous ne doutons point que vous n'ayez déjà été bien instruits par vos députés de ce qui nous est arrivé par nos subordonnés et de ce qui s'est passé touchant l'alliance et la protection de Sa Majesté de France, auxquelles nous avons été contraint de renoncer. Nous avons été forcé de faire cette renonciation non seulement par lettre à l'ambassadeur Miron, mais aussi de promettre oralement de ne plus faire de tels actes à l'insu des patriotes et sans leur consentement comme souverains du pays. Nous voulons vous informer du motif qui nous a engagé à cette renonciation, savoir, que de deux maux il faut choisir le moindre. Premièrement ils nous ont refusé toute l'obéissance qui, déjà auparavant, avait été bien peu observée tant au spirituel qu'au temporel. Secondement, ils ne voulaient plus traiter aucune affaire avec nous, ni par conseil ni autrement, ni comparaître aux assemblées par nous convoquées. Troisièmement, ils voulaient nous ravir le pouvoir judiciaire sur le Haut et Bas-Vallais et le confier au bailli du

pays. Ils voulaient en outre amener un grand nombre de paysans pour nous chasser du pays ; et, bien que nous considérions que toutes ces choses ne s'effectueraient pas selon leur désir et leurs manœuvres, nous avons craint cependant que le hasard des événements ne nous ôtât la judicature, uniquement au préjudice de l'Eglise. Nous avons aussi mûrement réfléchi que par cette émeute des paysans, auxquels on avait fait accroire qu'on voulait les asservir à des princes étrangers, on pourrait nous surprendre, violer notre domicile et s'emparer de tout ce qu'il nous reste. C'est d'ailleurs ce que Messieurs le bailli de Kalbermatten et le chancelier Zuber nous ont fait entendre, ces jours passés, qu'on avait dessein de faire, venant vers nous les larmes aux yeux, mais larmes de crocodiles plutôt que d'hommes. Ils disaient qu'il se pratiquait d'étranges intrigues vraiment à redouter. Tous deux nous conseillaient de consentir, dans la prévision de plus grands maux, nous affirmant par de grands serments que si nous ne voulions pas renoncer, ils protesteraient publiquement être innocents des malheurs à venir. Est-ce là un avis de bons conseillers ? En somme, nous voilà contraint, comme Simon par les Juifs, de porter la croix. Si grande étaient la hardiesse, l'insolence et l'opiniâtreté des membres de la diète qu'ils ne nous laissèrent pas même une heure de réflexion en affaire si grave. On peut voir au protocole quelle opposition nous avons faite. Quelques chanoines firent bien leur devoir, mais les autres nous souhaitaient je ne sais quoi d'avoir commencé un tel jeu. En un mot, il nous faut encore boire le calice amer. Tout cela ne se fait à d'autre fin que de nous opprimer et ensuite de mettre tout en combustion pour arriver à la ruine de la religion. C'est là le vrai but auquel ils tendent ; ils ne pensent qu'à cela, bien que quelques-uns, par tromperie, se proclament fort bons catholiques et prêts à mourir pour la foi. Mais comment peuvent-ils être catholiques, puisque les principaux meneurs sont calvinistes et zwingliens, et la plupart des charlatans qui s'inquiètent peu qu'il en arrive bien ou mal, et comptent toutes ces choses pour rien pourvu qu'ils règnent et que, après l'asservissement du catholicisme, ils puissent remplir leurs bourses des biens de l'Eglise. C'est de quoi le gouverneur de Saint-Maurice, nommé Stokalper, a donné une remarquable preuve ces jours-ci, en disant qu'ayant la *Caroline* et étant maintenant souverains, on n'attendait plus que la mort de l'évêque après laquelle on ferait de belles affaires. Et cependant ce magistrat passe pour fort bon catholique et homme de belle espérance¹. Que ferons-nous donc dans cette situation et à qui nous fier ? Si nous disons quelque chose qui leur déplaît et que cela arrive à vos oreilles ou à celles de l'ambassadeur, on nous en fait un crime. Mais, cet hiver, on verra d'autres choses ; nous prévoyons qu'ils nous mettront entre les mains du peuple, et qu'ils entreprendront beaucoup de choses à notre préjudice... Le plus déplorable est que nous ne sommes assisté de personne ; nous avons à combattre seul et tout le monde est contre nous..., nous sommes tout seul parmi eux comme l'agneau au milieu des loups. Tout ce qu'ils veulent doit être exécuté ; il faut en passer par là, témoin non seulement la *Caroline* extorquée, mais cinquante à soixante articles très nécessaires. Nous sommes tout fin seul parmi eux. Tout le monde en est étonné et chacun se tait ; personne ne veut ou n'ose dire le moindre mot. Puis on informe très mal les communes et les paysans qui, du reste, lorsqu'on veut les instruire de la vérité, feignent ne pas entendre et être peinés de ces procédés, sans considérer que cela tournera un jour à leur entière ruine et perte. Quant aux chanoines, ils ne prennent aucunement à cœur cette affaire ; chacun veut être évêque et pense que tout irait mieux s'il l'était. Nous n'oserions nous servir du conseil des R.R. P.P. capucins, et encore moins des Jésuites, car on les menace aussitôt de les tuer et on cherche à leur interdire la ville et à les chasser du pays, en faisant accroire au peuple qu'ils sont les auteurs de tout le mal. A cet effet on devait soulever la multitude, mais monsieur le bailli de Kalbermatten aurait empêché ce mouvement parce que ce n'était pas le moment opportun... Le leurre pour exciter la populace à chasser les religieux, était qu'on donnerait à des Sédunois toutes les fonctions que les Pères remplissaient ; c'était donc l'amorce du gain qui aurait fait expulser ceux-ci.

Que ferons-nous ? Il n'y a ici que rébellion, désobéissance, tromperie, méchanceté, malice, insolence, hérésie, flatterie, vol et oppression de l'Eglise et du service de Dieu. Il n'y a

¹ L'infortuné Antoine Stockalper ouvrit les yeux et changea d'avis quelques années après, et il fut lui-même victime des ennemis de l'évêque, comme on le verra.



ADRIEN IV DE RIEDMATTEN, Evêque

Elu le 1^{er} octobre 1646, mort le 13 août 1672.

à prévoir que quelque grand malheur. Eh ! quelles dépenses n'avez-vous pas faites déjà, très chers alliés ? Combien de fois ne vous êtes-vous pas rassemblés à ce sujet, et que de députations vous avez envoyées pour ramener la paix ?

Que n'a pas fait le nonce apostolique pour introduire définitivement les jésuites et les capucins, pour instruire le peuple par la prédication et enseigner les enfants par l'établissement d'écoles ? Néanmoins tous ces efforts ont abouti à bien peu de chose. Qui dénouera donc ce nœud gordien ? Nous ne savons quelle est la cause de tout ce mal. Est-ce le Chapitre qui nous donne fort peu d'assistance en cette affaire ? Est-ce le pays, qui ne peut et ne veut reconnaître les bienfaits de la miséricorde de Dieu ? Est-ce l'énormité de nos péchés ?

Nous ne pouvons savoir quand nos adversaires voudront enfin user de la procédure juridique pour en finir... Nous leur avons, avec le Chapitre, représenté en pleine assemblée notre désir de terminer cette question de nos droits par la voie judiciaire et demandé qu'ils donnent copie de ces abscheids inconnus qu'ils nous objectent sans cesse. Vous ne sauriez croire de quelle façon ils nous répondent : savoir que lors même qu'ils accepteraient la voie juridique que nous leur offrons, la question devrait toutefois se juger dans le pays, et le bailli ou quelque autre fonctionnaire en être le juge arbitre ; que lors même qu'on porterait quelque sentence, il n'en résulterait néanmoins rien de bon, mais des inimitiés et des désordres.

L'évêque mentionne ensuite la conduite que les chefs patriotes ont tenue à son égard pour le renouvellement d'alliance avec les Grisons, et il se plaint dans un autre écrit de l'injustice de ses adversaires, qui lui reprochaient précisément alors l'alliance prétendue avec le roi de France, quand eux-mêmes, en 1600 et en cette année 1618, ils venaient de renouveler solennellement avec les Grisons une alliance qui, selon les lois en vigueur, ne pouvait avoir lieu sans la participation et le consentement de l'évêque et du chapitre.

Cette question ne peut être traitée de cette manière, continue le prélat, car il faudrait que nous fussions traités sur le même pied qu'eux.

De tout cela, on peut facilement juger de l'état actuel des affaires, il ne nous reste qu'à les recommander à Dieu, vous priant, très chers alliés et confédérés, de recevoir favorablement cette lettre écrite avec un cœur bien affligé, de considérer mûrement nos plaintes et nos griefs, n'ayant, après Dieu, autre secours à espérer que de vous. Nous vous prions de nous mander vos bons et sages conseils et de ne point ébruiter ceci jusqu'à ce qu'une résolution bien mûrie ait été prise ; autrement il serait à craindre qu'il n'arrivât encore pis. Nous sommes, du reste, tout prêt à nous soumettre à votre sage et prudent avis. A la première occasion, nous voulons écrire à toutes les communes et aux dizains pour réfuter les calomnies dont on nous charge, les persuader de nos bonnes intentions à leur égard, leur montrer ce que nous faisons pour le bien et l'utilité du pays, et ce que les meneurs trament de contraire. Nous sommes, en outre, décidé de convoquer, à la première opportunité, une assemblée générale, pour y exposer les faussetés, impostures et calomnies dont nous avons été l'objet et mettre devant les yeux de tous le grand danger qu'encourt maintenant la religion catholique. Nous demanderons que les édits publiés sur cette matière soient mis en vigueur, afin de remplir notre devoir et de voir si les cinq dizains supérieurs tiendront la promesse qu'ils ont faite de défendre la religion catholique chaque fois qu'il en seront requis, et qu'ils nous assisteraient de toutes leurs forces ; sans vouloir cependant s'engager à rien contre les calvinistes, nous engageant à patienter. Notre intention est de réclamer de nouveau, au printemps prochain, ne voulant pas le faire cet hiver, afin que nous puissions préparer toutes les pièces nécessaires... Nous trouverions fort bon que vous, chers alliés, et aussi M. l'ambassadeur Miron, écriviez à nos paysans pour leur dire que vous vous étiez aperçus que cette alliance avec le roi causait beaucoup de troubles dans le pays ; ce que vous ne pouviez croire puisque les Vallaisans avaient promis à vos députés, qu'ils se contenteraient d'un mot d'explication de Sa Majesté pour ne parler plus de cela. Vous les prierez de vous mander la raison de ce bruit et de ce mécontentement,

comme si vous vouliez vous en éclairer entièrement. Quant aux pensions, nous jugerions fort à propos de ne pas les solder pour le moment, mais que le roi feigne n'avoir point d'argent; sans s'inquiéter si l'on dit que l'on trouvera facilement une autre pension et l'approvisionnement de sel, puisque la convention pour celui-ci avec le Milanais a cessé. Monsieur l'ambassadeur a aussi été prié de nous aider, ainsi qu'il a dû le faire naguère en écrivant, dit-on, à l'ambassadeur d'Espagne. Il n'y a aucun danger à laisser un peu allonger les dents à ces gens-ci, puisqu'ils croient qu'après avoir abandonné leur commerce avec la France, le roi d'Espagne et les Milanais s'empresseront de courir après eux pour l'obtenir. Vous pouvez ainsi juger des bons conseillers que ces gens écoutent. N'ont-ils pas méprisé l'honorable légation que vous leur aviez envoyée l'année passée pour leur faciliter les négociations, leur disant qu'ils étaient assez habiles et expérimentés pour s'entendre avec les Milanais? Considérez aussi l'indigne traitement qu'ils ont fait dernièrement aux députés d'Unterwald: il sera bon d'en parler à l'ambassadeur d'Espagne.

Quant à l'établissement des pères capucins dans le pays, on fera l'impossible pour y aboutir. On pense déjà à quelques moyens d'y parvenir et dont le principal serait d'y employer M. le bailli Kalbermatten qui peut fort avancer cette affaire s'il veut. Vous pourriez rechercher son amitié; Son Altesse de Savoie pourrait aussi lui écrire un petit mot et lui recommander ces religieux. Nous croyons que les bienfaits qu'il a reçus de ce prince l'obligeront à le satisfaire. Il n'est pas à propos, pour le moment, d'en parler à Monsieur Miron¹. Voilà, chers alliés, notre opinion, etc...².

En automne de la même année, Sa Grandeur et son chapitre adressèrent encore aux mêmes une lettre collective, en réponse à celle que ceux-ci leur avaient adressée le 24 septembre. Ils y entrent dans un grand détail des violations que les magnifiques seigneurs se permettaient, des outrages auxquels on poussait les populations envers l'évêque et de ce que les fidèles avaient à souffrir³.

La France ne manqua pas de témoigner son mécontentement de la conduite plus que blessante qu'avaient eue les magistrats à son égard, en forçant l'évêque à renoncer à la faveur que le roi lui avait faite. L'important pour elle était de protéger le clergé et la religion. Les coupables s'excusèrent comme ils purent et ils parvinrent à la calmer; cependant, Miron profita de l'occasion pour donner de salutaires avis. Le 7 décembre, après avoir représenté combien les divisions étaient funestes et rappelé l'exemple des Grisons, avec lesquels ils venaient de resserrer les liens d'amitié et qui étaient *misérablement déchirés* par les factions, il entra adroitement en matière.

Il est venu à ma connaissance, dit-il, qu'il a été proposé de tenir une assemblée générale⁴ en la fête de Noël, pour y aviser à plusieurs choses qui regardent votre pays, où l'on aurait, par inadvertance peut-être, glissé une résolution de traiter de chose qui regarde la religion, au moins l'ordre et la discipline ecclésiastique, comme de la forme de procéder en la justice épiscopale, soit pour le fait du mariage ou des sacrements dont la juridiction ne peut être enlevée au clergé, non plus que la direction et l'usage des censures ecclésiastiques dont nul chrétien ne peut se dire exempt, s'il ne veut renoncer ouvertement à la houlette de

¹ Archives de Lucerne.

² L'ambassadeur Miron était en ce moment en délicatesse avec le bailli.

³ Gallia Christ. tom. XII : *Instrumenta*.

⁴ Une diète fédérale des XIII cantons que le Vorort de Zurich convoquait.

saint Pierre. Ce qui ne sera jamais présumé de vous, magnifiques seigneurs, ni par un de votre Etat qui professe publiquement la religion catholique, apostolique et romaine que vous avez promis au roi par vos lettres, pour votre plus grand bien, comme étant le vrai ciment de votre république, de maintenir et conserver sans y souffrir aucune innovation qui serait toute apparente [manifeste] si vous entriez en discours en plein conseil de telle matière, ou que, par voie de délibération comme en chose temporelle, vous en voulussiez résoudre et décider. Ce qui vous porterait sans doute à un schisme que les ennemis de votre Etat aussi bien que de votre religion vous insinueraient volontiers pour vous faire trébucher dans le désordre des Grisons, afin de vous entamer et, sous prétexte de se rendre nécessaires à votre secours, vous dissiper et asservir à leur seule commodité. Cette juste appréhension qu'a eue le roi mon maître, m'a porté, par son commandement, à vous faire cette prière et semonce de sa part, pour le repos de votre pays, de ne point entrer en discours de ce qui touche la religion et la discipline de l'Eglise et en laisser l'exercice, à notre exemple, à ceux que Dieu a appelés à cette haute mission, avec lesquels, comme avec Monsieur votre évêque, il vous sera toujours bien séant de vivre en respect et en amitié¹.

Les avis de l'ambassadeur étaient fort justes et partaient d'un cœur sincèrement dévoué aux intérêts du Valais. Miron ayant vu la tournure que prenaient les affaires, avait jugé plus à propos de ne plus retarder le solde des diverses pensions, de faire écarter les obstacles à l'approvisionnement du sel, et il écrivit même au gouverneur de Milan pour procurer aux Valaisans certaines facilités de commerce et de transit avec cet Etat, ainsi qu'ils le désiraient².

Comme le représentant français l'insinuait, Zurich, canton directeur, avait réuni en diète les treize cantons confédérés et leurs alliés au sujet de différentes questions qui les regardaient et pour s'occuper du Valais, dont le ciel devenait très orageux. D'après la circulaire de Zurich, il courait un bruit public que les cantons réformés, d'accord avec les princes et seigneurs étrangers, songeaient à opprimer les catholiques et que ceux du Valais étaient particulièrement en vue, comme si l'on y voulait supprimer l'évêché et abolir le catholicisme. Les événements qui se passaient depuis plusieurs années dans ce pays avaient effectivement fait craindre à beaucoup de personnes que telle ne fût l'intention des cantons protestants; on ne pouvait expliquer autrement l'acharnement des ennemis de l'évêque et les efforts des protestants. Ces rumeurs et ces soupçons, ajoutaient la circulaire zurichoise, « pouvant exciter des défiances d'où naîtraient des troubles funestes à la commune patrie, il a été jugé opportun de tenir au plus tôt une diète fédérale pour s'entendre en cette occurrence ». Par une autre missive, Zurich proposait encore au bailli et aux dizains d'envoyer des députés pour assister à une conférence préliminaire, afin de s'entendre plus facilement après s'être entre parlé.

Ensuite de cette double invitation, Mathieu Schiner, ancien bailli, et le capitaine de Preux, de Sierre, furent choisis pour assister seulement à la diète. Les instructions écrites qui leur furent données sont loin de respirer la franchise; elles portaient en substance que les magistrats ne pouvaient se

¹ Archives bourg. de Sion : lettre originale, tir. 32-106.

² Archives de Sion : tir. 92-107.

persuader que, dans le canton, quelqu'un pût soupçonner de leur part des intensions hostiles à la religion de leurs aïeux ; que si les confédérés voulaient bien leur faire connaître ceux qui le pensaient, ils emploieraient les moyens les plus opportuns pour les dissuader de ce soupçon. Jamais, disaient-ils, ils n'avaient songé à rien de semblable ; au contraire, leur résolution était de rester catholiques, de protéger Sa grandeur et le clergé contre tous ceux qui oseraient leur faire violence ou songeraient à les expulser¹. Cependant, comme correctif, les instructions avaient soin de dire que les patriotes voulaient protéger l'évêque et le clergé, mais seulement pour autant que ceux-ci resteraient dans les limites de leurs attributions. Quant à la conférence préliminaire, le Valais la refusait, prétextant qu'il ne voulait pas s'occuper de choses qui ne le regardaient pas, ni avoir l'air d'être d'un parti plutôt que de l'autre.

C'est ainsi que pour se disculper et empêcher les alliés de connaître de leurs affaires intérieures, afin d'y ramener le calme et rétablir la justice, les magnifiques seigneurs du gouvernement savaient user de *fins de non recevoir*. Ce fut de la même manière qu'ils procédèrent à l'égard des Jésuites qui se livraient à l'enseignement et aux fonctions du saint ministère dans le Haut-Valais. Les révérends pères s'étaient plaints, par un mémoire adressé à la diète en septembre 1618, de ce qu'on les rendait suspects et nuisait ainsi à leur réputation en les accusant d'avoir réveillé la *Caroline* et empêché les libéralités du roi de France. D'après ces bruits, ils étaient la cause que l'évêque se fût mis sous la protection du roi et eût recherché son alliance. Le laboureur à sa charrue, le faucheur à la campagne, le bûcheron à la forêt ne parlaient que de ces accusations. Ces religieux, cependant, soutenaient leur innocence et s'offraient à la prouver par le serment et les témoignages de Sa Grandeur et de l'ambassadeur français. L'évêque présidait la séance dans laquelle ce mémoire fut présenté, et il attesta sur sa dignité d'évêque et sa qualité de prêtre que les Jésuites étaient irréprochables sur tous les points d'accusation. Une telle affirmation était péremptoire. Que firent ces magistrats qui avaient eux-mêmes fait répandre adroitement ces calomnies ? Ils répondirent que, ne connaissant pas les auteurs de ces accusations, ils ne pouvaient conclure à autre chose sinon que les plaignants recherchassent eux-mêmes ces auteurs et les poursuivissent juridiquement ; que l'autorité s'emploierait à leur faire obtenir prompte satisfaction, et si les pères ne se contentaient pas de cette décision, ils pouvaient de nouveau se présenter à une future diète où l'on verrait ce qu'il y aurait à faire selon l'opportunité du temps et des circonstances². Les pères ne commirent pas l'imprudence de rechercher et de produire les preuves de la culpabilité de ceux qui auraient été leurs juges en

¹ Que l'on se rappelle ce qu'Hildebrand écrivait aux cantons catholiques, et l'on comprendra mieux la fourberie des magistrats.

² Archives bourg. de Sion ; abscheid. du 7 octobre 1618.

dernier ressort. Ils répondirent publiquement aux libelles qu'on avait répandus, mais se gardèrent d'en nommer les auteurs.

Loèche, qui, dans la personne de Barthélemi Allet, possédait un influent et habile adversaire de la cause catholique, personnifiée par le chef du diocèse, ne put se faire à l'idée que la médiation des Confédérés, du représentant de la France et surtout des cantons catholiques ramenât la concorde. Il lui fallait de l'agitation à tout prix. De là, les griefs produits en décembre (1618) par ses députés. Ils se plaignent : 1^o De ce que les lettres de convocation à la diète ne sont pas toujours bien conformes pour les *tractanda*, les unes contenant plus de matières que d'autres; 2^o d'être accusés de désobéissance et de ce que dans une citation on a violé une ancienne convention faite dans une réunion des sept bannières et un autre décret récent; 3^o de ce qu'on veut porter une main sacrilège sur les libertés. Ils veulent donc que Sa Grandeur leur en donne un acte authentique; sinon, ils se déclarent déliés de leur serment de fidélité.

De son côté, l'évêque s'était plaint plusieurs fois, dans ses lettres de convocation, des innovations de quelques individus du dizain de Loèche qui se rendaient hors du canton pour y exercer des pratiques religieuses opposées à la foi, ne communiquant plus chez eux avec l'Eglise. Il avait averti plusieurs fois des parents de retirer leurs enfants qu'ils avaient placés dans les instituts protestants. Il renouvelle ses protestations et dit qu'à Sion on se livre aux mêmes désordres, en y ajoutant la transgression publique de l'abstinence aux jours prescrits, la violation scandaleuse des fêtes : ce qui indiquait évidemment une prochaine apostasie. Ces deux dizains trouvèrent ces accusations fort blessantes et voulurent se consulter avant d'y répondre. Les cinq autres, qui n'avaient fait opposition à l'évêque que dans la persuasion qu'il menaçait leurs libertés politiques, manifestèrent hautement alors leur attachement sincère à la foi. Après s'être consultés, ils déclarèrent :

«...être unanimement résolus à garder la foi catholique romaine, la seule vraie; de ne vouloir y faire aucun changement, de n'y tenter aucune innovation, d'être déterminés à la protéger par tous les moyens et au prix de tous les sacrifices; de vouloir s'opposer à l'introduction ou l'adoption de nouvelles pratiques religieuses; invitant fraternellement ceux de leurs concitoyens qui pourraient avoir d'autres desseins à en désister et à rester attachés avec eux à l'ancienne foi; que lors même qu'on le voudrait, on ne pourrait ni permettre ni soutenir une nouvelle croyance, car ce serait une cause de division entre citoyens et de complications extrêmement dangereuses, parce qu'il était notoire que les autres communes des dizains de Sion et de Loèche, ces deux-ci exceptées, n'avaient pas d'autre intention que celle des cinq dizains¹.

¹ A cette époque, les magistrats réformateurs ne s'entendaient pas mieux en astronomie qu'en religion. Il est vrai qu'ils ne faisaient de la religion que pour mieux tromper le peuple. Dans la session où Loèche énonce ses griefs contre l'évêque, on s'effraye d'une comète qui a paru pendant l'automne et que l'on croit être un présage des châtements que va envoyer un Dieu irrité. En conséquence, la haute assemblée décrète « que, après le nouvel an, pendant trois vendredis consécutifs, tous jeûneront et s'approcheront des « Sacrements; qu'on fera trois processions autour de l'église paroissiale, en récitant les sept psaumes « pénitentiels et les litanies des saints; qu'à cela, chacun ajoutera l'aumône selon ses facultés. » Abscheids. Plus on sapait le catholicisme, plus on faisait ostentation de sentiments religieux.

Mais Sion et Loèche donnèrent habilement le change à la question en la leur faisant envisager comme celle de la liberté menacée. C'était les prendre par leur faible et ramener le bandeau fascinateur sur leurs yeux. Sans répondre aux accusations du prélat, Sion et Loèche lui demandèrent seulement s'il reconnaissait les Haut-Valaisans comme libres et francs patriotes, ou s'il les considérait comme sujets. S'adressant ensuite à leurs compatriotes des cinq dizains, ils leur jurèrent qu'ils n'avaient pas d'autre résolution que de vivre et mourir dans la même religion qu'eux; que, loin de vouloir opprimer le clergé, ils ne cherchaient que son avantage, puisqu'ils ne voulaient écarter les Jésuites que pour favoriser le clergé indigène assez nombreux¹; que ces religieux s'empareraient des meilleurs biens du pays. Répondant à l'accusation de placement de leurs jeunes gens dans des facultés protestantes, ils prétendirent que chacun est libre de faire élever ses enfants où il veut; qu'ils ne voyaient pas de quel droit on les empêcherait de profiter des places gratuites offertes par Berne et d'autres villes quoique protestantes, puisqu'on ne faisait point difficulté de profiter des places de Milan, ni de celles de France, où cependant les deux religions étaient tolérées².

Si des pays catholiques, dirent-ils encore, comme la Savoie et l'Espagne, ne font pas difficulté de placer leur jeunesse à Berne et à Zurich, de quel droit empêcherait-on des francs patriotes comme nous d'y placer la nôtre? Notre chair et notre sang ne nous appartiennent-ils pas? Sommes-nous des républicains ou des sujets?

Ces discours et d'autres semblables avaient déjà amorti le dévouement religieux des autres dizains et affaibli la résolution qu'ils venaient de prendre. Cependant, par amour de la paix, ceux-ci exhortèrent les dissidents à rester unis de croyance et de conduite avec eux. Mais le mot de liberté en danger que l'on prononcera encore à dessein devant ces fiers montagnards, les électrisera de nouveau. Ce cri d'alarme retentit en 1619. On s'était réuni à Sierre, du 13 au 15 janvier, pour s'occuper d'une missive des Grisons qui demandaient quelque troupe pour les aider à résister à une tentative, que des bannis de cette contrée projetaient contre leur patrie. Cette demande n'eut cependant pas d'autre conséquence pour le Valais que de prouver aux Grisons que leur allié était prêt à voler à leur secours si, après avoir usé des moyens possibles de pacification, ils ne parvenaient pas à conjurer le danger. Cette diétine de Sierre, devenue mémorable pour l'épiscopat d'Hildebrand Jost, n'avait pas été convoquée par lui, mais par le vice-bailli ou chancelier d'Etat, Sébastien Zuber. Après avoir répondu aux Grisons, on s'occupa de l'évêque qui, à la question posée précédemment: « s'il reconnaissait les patriotes pour hommes libres », avait déclaré qu'ils l'étaient, mais sous certaines réserves. Héritiers de la

¹ C'était absolument le contraire.

² Tolérées, il est vrai, dans le royaume de France, mais dans les écoles et universités françaises où étaient placés les jeunes Valaisans, l'enseignement était strictement catholique.

liberté que leurs ancêtres avaient conquise, les patriotes se donnèrent eux-mêmes une réponse catégorique, en portant le décret suivant qui fut la proclamation de la révolte :

Tout citoyen est libéré du serment de fidélité à l'évêque.

Les conseils et les communes, les fonctionnaires, les notaires, les employés de justice sont déliés de leur serment envers lui.

L'exercice de la justice au for civil est enlevé à l'évêque; elle est transférée au vice-bailli, en attendant le retour du bailli, et jusqu'à disposition ultérieure de celui-ci et des conseils et des communes. Sont exceptés les procès actuellement pendants.

En attendant, chacun restera paisible, ayant à cœur le bien et l'union de la patrie. On ne molesterà en aucune manière ni député, ni autorité, ni autre, car la loi les prend sous sa protection et considère tout manquement à leur égard comme fait à la haute autorité.

Et vu que le traité de paix fédéral a été de nouveau récemment juré, à Baden, par les Confédérés, nous corroborons de nouveau le nôtre de 1550, et ordonnons de l'observer sous peine de châtement.

Le bailli était alors à la cour de Turin. On lui écrivit ce qu'on venait de faire contre les prétentions de l'évêque et on lui ordonna de revenir aussitôt reprendre la direction des affaires qui réclamaient sa présence. Zuber, qui écrivait cette lettre au nom de la diète, accusait l'évêque d'avoir engagé les Conchards à persister dans leur traité avec le Milanais, traité auquel ils avaient dû renoncer. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de juger de la véracité de cette accusation. Lors même que le vice-bailli dit que plus de cinquante témoins avaient déposé contre Hildebrand, nous savons que le chancelier était l'ennemi personnel du prélat, que les adversaires de celui-ci ne se faisaient pas faute de se parjurer, lorsqu'il s'agissait de battre en brèche son autorité et de nuire à son honneur pour lui désaffectionner le peuple. Il était facile à de tels ennemis et surtout dans ces circonstances, où la politique et la religion étaient en jeu, de suborner non seulement cinquante mais cent témoins. Hildebrand, dans ses circulaires et sa correspondance, ne cesse de répéter que ses adversaires répandent sur lui toutes sortes de calomnies pour réussir dans leurs projets impies et sacrilèges. On croit volontiers à un évêque jouissant de l'estime et de la confiance du pape, du nonce, du roi de France, du duc de Savoie et des cantons catholiques, à celui auquel tout ce qu'il y a de bons prêtres dans son diocèse est dévoué, plutôt qu'aux assertions d'ennemis parjures, auxquels est uni tout ce qu'il y a de mauvais et de scandaleux dans le clergé. Lors même qu'on parviendrait à prouver qu'Hildebrand avait engagé les Conchards à maintenir leur traité, on sait d'avance qu'il ne l'aurait fait que dans l'intention de les rattacher à un prince catholique, qui devait être un bon appui religieux. Mais la meilleure preuve de l'innocence du prélat dans cette affaire, c'est que les Conchards et les députés, leurs défenseurs, n'ont jamais songé à réclamer l'appui de l'évêque ni à s'étayer de sa coopération pour diminuer leur châtement quand les diètes s'en occupèrent. C'eût été cependant le moment de le faire, puisque alors l'évêque agissait encore comme

prince et chef temporel. Tout porte à croire que tout cela n'était que calomnie, ainsi que beaucoup de faits mis à la charge de Hans Jost, frère et fiscal du prélat.

Sion, toujours l'âme et la tête du mouvement, renouvela la demande d'expulsion des Jésuites, accusés d'être des agitateurs secrets. Les dizains furent invités à ne plus admettre les agents étrangers qui se rendaient de commune en commune pour y exciter les esprits, disait-on, et semer le trouble et la désunion entre elles. Cette recommandation visait les cantons catholiques qui, de temps à autre, envoyaient des délégués. Ceux-ci, par leurs avis et leurs encouragements, travaillaient à retenir les communes dans les sentiments de foi que d'autres s'efforçaient de leur faire perdre.

L'assemblée de Sierre fut promptement suivie d'une autre tenue à Sion du 11 au 13 février. Dans celle de janvier, on s'était séparé en chargeant Zuber de convoquer promptement les représentants du peuple pour savoir si les communes avaient accepté les articles formulés à Sierre contre la souveraineté épiscopale. Les communes les acceptèrent généralement pour le fond, mais elles divergèrent sur la marche à adopter pour leur application. Quelques dizains avaient voté pour l'élection d'un autre évêque; d'autres, considérant les suites graves qui pourraient en résulter, surtout au milieu du trouble général, avaient déclaré vouloir réfléchir encore et, pour agir avec plus de maturité et de justice, elles désiraient qu'on leur exposât par écrit les griefs qu'on avait contre Sa Grandeur. Le haut pouvoir travailla aussitôt à la rédaction du mémoire que le peuple désirait et qui devait être soumis à son suffrage le 21 février. Les députés devaient de nouveau se réunir le 24 pour délibérer ensuite du vote populaire. Le *factum* contenant les prétendus griefs fut rédigé par les ennemis du prélat; on comprend dès lors quel en était l'esprit et ce qu'il devait contenir. Cette longue et fastidieuse pièce n'est qu'un absurde et calomnieux pamphlet de la haine hérétique de ses auteurs. L'examen consciencieux des faits articulés démontre que ceux d'entre eux qui ne sont pas absolument faux, sont au moins exposés dans un sens qui les défigure complètement. On y poussa l'aveuglement jusqu'à reprocher au digne prélat d'avoir fait observer les dispositions du concile de Trente sur les mariages clandestins, et à mettre à sa charge des choses qui ne le concernaient nullement et des crimes dont on le rendait responsable, uniquement parce qu'ils auraient été commis sous son épiscopat. Pareil pamphlet venant de la diète, indique les plus mauvais jours de l'histoire valaisanne et donne la mesure de la déloyauté des adversaires du vénéré et ferme défenseur des droits de l'Eglise et de la religion.

L'évêque, contre qui on levait l'étendard de la révolte, répondit par le manifeste que nous allons reproduire et qu'il adressa à toutes les communes du pays. Le moment était enfin venu de dévoiler entièrement les funestes projets de ses adversaires, ou plutôt des adversaires de l'Eglise. Il le fit avec

cette force et cette franchise que doit toujours avoir un pasteur qui voit ses ouailles exposées au danger imminent de devenir la proie de leurs plus cruels ennemis. En révélant l'énergie d'âme d'Hildebrand et certains faits inconnus, ce long document est un tableau fidèle de la lutte toute religieuse qui remplit les vingt-cinq années de ce mémorable épiscopat :

Dieu sait, nos très chers amis et compatriotes, dit le prélat, les douleurs et les regrets que nous avons endurés depuis la fête de Noël, moins pour les atroces injures qu'on a faites à notre personne que pour celles faites à Dieu par le mépris des prélats ; celles contre l'Eglise, en violant sans façon ses droits et ses franchises ; celles contre la religion catholique, en voulant mettre en vigueur l'*Interim*¹ dans ce noble pays de Vallais, ce qui n'est autre chose qu'ouvrir la porte à l'hérésie et en chasser la religion. Ce mal procède de trois ou quatre personnages, auteurs de toutes les dissensions et des tumultes ; ils sont ennemis de l'Eglise et jouent à perdre du même coup et l'Etat et la religion.

1° Considérez que ces auteurs de séditions cherchent la ruine de l'Eglise, dont ils veulent se défaire, et qu'ils causent votre propre ruine par la convocation de ces nombreuses diètes dont les frais sont à votre charge. Et pour tant de dépenses faites, quelles affaires ont-ils expédiées ? Ils ont dépensé plus de cent cinquante écus pour n'aboutir qu'à fabriquer certains articles contre nous.

2° Ces mêmes agitateurs ont mis tout le pays en émoi et ont excité ou voulu exciter nos chers amis et compatriotes contre nous, leur prince et prélat ; et cela sans raison ni justice puisque nous ne nous reconnaissons point coupable comme nous venons le démontrer.

3° Ils sont causes que tous nos amis et confédérés, Sa Majesté de France, Son Altesse de Savoie et les cantons catholiques sont grandement indignés contre notre pays, nous réputant hérétiques et schismatiques. Faut-il que pour trois ou quatre hérétiques, tout un pays en soit outragé ? Pourquoi ne font-ils pas comme les autres ? Sont-ils meilleurs ou bien sont-ils plus autorisés que le reste du peuple ? Que vous en semble ?

4° Remarquez que leur dessein est d'abolir en ce pays la religion catholique, apostolique, romaine, quoique l'un d'eux jure le contraire. Pour vous en donner une preuve, ce dernier, le jour qu'il fit publier à Veyras² les articles de la diète de Sierre contre nous, dès qu'il fut parlé de la religion catholique, apostolique, romaine, ce dernier, dis-je, s'écria : « A quoi sert cela ? Laissons chacun vivre comme il l'entend, et ne faisons violence à la conscience de personne. » N'est-ce pas montrer que c'est à la religion qu'on en veut ? Comme s'il eût voulu dire : « Laissons chacun faire ce qu'il voudra, aller à la messe, se confesser, communier, manger en carême ce qu'il voudra. Laissons qui voudra envoyer ses enfants aux écoles protestantes, faire le mal, désobéir à Dieu, à l'Eglise, et reconnaître ou non un supérieur ecclésiastique. » N'est-ce pas là se déclarer hérétique et vouloir anéantir la religion catholique ? Que vous en semble ?

Ils tendent à usurper la puissance de l'Eglise, car ils veulent se mêler de régler les sacrements, de statuer sur le mariage et l'Eucharistie, qu'ils appellent la Cène. Quelques-uns d'entre-eux veulent aller faire la Cène à Bex ; d'autres nient la nécessité de la confession avant de communier ; ceux-là veulent se communier eux-mêmes. Ils veulent se mêler de la prédication, et faire prêcher ce qui leur convient ; ils commandent aux prêtres et curés de leur obéir et de leur prêter serment de fidélité, les mettant ainsi en danger d'encourir l'irrégularité.

¹ Espèce de règlement provisionnel publié en Allemagne par l'empereur Charles-Quint, l'an 1548, par lequel celui-ci décidait des articles de doctrine qu'il fallait enseigner, en attendant qu'un concile général les eût plus amplement expliqués et déterminés. Cet accommodement lâche et réprouvé par l'Eglise, ne produisit que la guerre de 30 ans et l'apostasie d'une grande partie de l'Allemagne.

² Commune située entre Sierre et Miège.

6° Ils prétendent avoir la souveraineté dans l'Etat, c'est-à-dire, n'avoir plus de prince comme jusqu'ici, mais seulement un bailli; et ils veulent s'emparer de la puissance du peuple. Toutes choses auxquelles nos chers compatriotes doivent, comme nous, prendre garde et mettre bon ordre. Nous allons le montrer par deux raisons. En premier lieu: pourquoi, par leur décret de Sierre, nous ont-ils dépouillé de notre juridiction, qui est inhérente à l'évêché? A quel propos ont-ils si souvent persuadé à l'ambassadeur de France, de nous faire trouver bon d'abandonner le pouvoir temporel pour nous contenter du spirituel. S'ils répondent que le décret porté contre nous l'a été justement, à cause des fautes que nous aurions commises, c'est ce que nous désirons connaître. C'est pour cela que nous nous présentons devant le peuple pour les entendre. Que ceux qui veulent nous accuser se montrent maintenant et nous parlent en face devant le public. Voilà donc comment ils ne veulent plus admettre de prince, mais être eux-mêmes leurs propres princes. En second lieu, ils veulent se substituer à la puissance du peuple, et voici comment. Ils ne veulent plus que le peuple sache ce qu'ils feront ou qu'il lui soit loisible de parler, de donner son avis, de s'enquérir de ce qui aura été fait; mais qu'à l'avenir, le peuple trouve bon tout ce qu'ils auront résolu, ordonné et établi. Témoin, ce qui fut dit à Veyras, par celui même qui a parlé de liberté, disant qu'il fallait laisser chacun vivre à sa discrétion. Le même se trouvant à Saint-Maurice de Laques où il faisait publier un abscheid, un paysan ayant voulu lui demander la raison de ce qui s'était passé en la diète, ce personnage l'en reprit aigrement par ces paroles: « Quel est ce discoureur? ce n'est pas à vous de savoir et de vous informer de ce que font les seigneurs. Vous n'avez que le droit d'avoir pour agréable ce qu'ils font; nous vous ferons bien taire. » La même chose arriva à Veyras quand on y lut les articles publiés contre nous. Le peuple reconnaissant que ces articles venaient de l'officine des hérétiques et de leurs adhérents, commençait à se fâcher contre ceux-ci et criait qu'il fallait leur faire subir enfin un châtement exemplaire. Le même personnage s'écria alors que le premier paysan qui parlerait de déterrer la *matze* y perdrait la vie et toute sa fortune.

Qu'est-ce à dire? sinon que le peuple n'aura plus de puissance, mais que celle-ci dépendra d'eux seulement; qu'ils puniront le peuple selon leur volonté et le tiendront si rigoureusement sous leur férule qu'il ne pourra plus parler¹.

Le peuple de ce pays a-t-il perdu son ancien droit de réprimer les excès des messieurs et de s'opposer à leur tyrannie et à leurs violences? Ne peut-il pas résister aux hérétiques qui attaquent sa religion et troublent l'Etat? Les traces de cette puissance populaire ne sont-elles pas encore apparentes dans les ruines de ces châteaux démantelés à cause de la tyrannie de ceux qui les habitaient? Le peuple n'est-il pas le souverain de ce pays, conjointement avec l'évêque? Pourquoi donc, à l'occasion, le peuple ne parle-t-il pas? L'empêcher de parler, le menacer même de confisquer ses biens et de lui ôter la vie, n'est-ce pas le traiter avec hauteur, le priver de la liberté, le rendre esclave et usurper sa puissance? Voilà comment ils agissent dès le beau commencement! Que ne se permettraient-ils pas s'il y avait déjà dix, vingt ou trente ans qu'ils fussent au pouvoir, et comment ne nous traiteraient-ils pas tous, évêque et peuple? C'est ce qui doit vous faire ouvrir les yeux et vous décider à ne pas laisser mettre votre évêque en telle sujétion. Ils se servent maintenant de vous pour nous combattre et nous chasser, s'ils le pouvaient. Après qu'ils nous auront ruiné et expulsé, ils feront la guerre aux vrais patriotes et à la religion catholique. Alors, voyant que vous n'avez plus personne pour vous conseiller, à la sourdine ils vous opprimeront, vous enlèveront votre liberté et vous réduiront

¹ En plusieurs de ses passages, l'alinéa suivant paraîtrait un appel à la révolte et au soulèvement des masses contre l'autorité, si l'on ne faisait attention à la condition politique exceptionnelle du Valais à cette époque, où il faut tenir compte de deux choses: 1° l'évêque était le vrai chef de fait et de droit reconnu d'un pays démocratique, où il exerçait son pouvoir avec l'assentiment des communes, dont les députés n'étaient que les représentants à mandat impératif, comme on dit aujourd'hui; 2° comme chef d'un pays catholique et comme évêque, Hildebrand devait chercher à sauver la foi de ses administrés et de ses ouailles en leur rappelant leurs droits politiques et leurs devoirs en face des prétendus seigneurs et des hauts magistrats qui, au lieu de remplir leurs fonctions de représentants du peuple, étaient devenus des félons et des apostats.

en servitude. Pensez qu'après nous avoir expulsé, leur dessein n'est autre que de substituer au prince que vous avez, un bailli qui, durant ses deux ans de pouvoir, ne songera qu'à s'enrichir de vos biens, et pour cela, aura intérêt à grossir vos moindres fautes. A ce bailli en succédera un autre plus rapace encore. Il en est tout autrement du prince-évêque qui, étant élu à vie, traite tout autrement le peuple, agit avec plus de douceur, use de plus de clémence et de respect, ainsi que le prouve l'expérience. Partant, les uns et les autres soyons attentifs au bien de la religion, de l'Eglise, de l'Etat et à la conservation de votre liberté, que nous vous exhortons à conserver et maintenir en vous tenant étroitement unis à nous.

Bien chers compatriotes, maintenant que nous vous avons engagés à vous tenir en garde, en vous découvrant les desseins de ces fauteurs de séditions et qu'en même temps nous vous avons dévoilé leurs prétentions, nous allons vous déclarer le sujet de notre venue, et pour quel motif nous l'avons différé jusqu'à présent.

D'abord, vous savez de quelle manière les hérétiques et leurs adhérents nous ont traité depuis Noël, sans égard pour notre qualité de prince, de prélat et d'évêque. Ils ont agi envers nous comme ils ne se le seraient pas permis envers le plus petit châtelain du pays, car, au moins, à celui-ci, on aurait signifié sa sentence: ce qu'on n'a point voulu observer à notre égard. En notre qualité de prince et d'évêque, ce dont nous ne nous enorgueillissons pas, puisque l'une et l'autre nous viennent de Dieu par notre élection et ensuite par la confirmation de Sa Sainteté, en cette qualité, disons-nous, nous méritons bien d'être averti au moins en particulier, si on ne voulait le faire publiquement. Et même, si ce que l'on dit est vrai, nos ennemis auraient attendu la nuit pour nous condamner, et ils auraient porté ce décret sans y avoir été autorisés par le mandat du peuple, comme cela se devrait; car la diète de Sierre n'avait été convoquée que pour traiter de l'affaire des Grisons. Ils ont usé de mystérieuse procédure envers nous, comme ils le feraient pour une cause de sorcellerie, au lieu de nous prévenir, par respect au moins pour le caractère sacré dont nous sommes revêtu. Assigné légalement, si nous eussions été convaincu de culpabilité, nous l'aurions reconnu et nous n'aurions point hésité à donner publiquement toute la satisfaction désirable. Mais, afin de déshonorer l'ordre ecclésiastique et la religion, de dégoûter le peuple des sacrements et de le détourner de notre obéissance, ces méchants ont voulu imiter la conduite que Luther a tenue contre le pape et l'ordre ecclésiastique; et, comme hérétiques, se fondant sur des calomnies de leur invention, ils nous ont condamné injustement, sans avoir aucune puissance sur nous et sans aucun égard pour notre rang. Non contents de cela, et reconnaissant qu'on pouvait en appeler de leur sentence, qu'ils avaient portée sans s'inquiéter du *référéndum* comme ils le devaient, ils ont promptement fabriqué des articles ou griefs calomnieux, qu'ils ont fait lire dans les assemblées populaires pour tromper les populations et les induire ainsi à confirmer leur inique sentence. De plus, sachant que leurs griefs accusatoires étaient faux, comme l'un d'entre eux l'a confessé, et que nous voulions nous en justifier devant le peuple, en nous rendant dans toutes les paroisses des dizains, ils ont usé de tous les moyens possibles pour nous empêcher de nous aboucher avec le peuple, tant ils redoutaient que celui-ci n'eût connaissance de l'énormité de leurs calomnies. Pour mieux réussir, ils ont défendu à quiconque de se présenter à notre résidence pour nous parler, sous peine de confiscation des biens et d'emprisonnement. Sous les mêmes peines, ils ont interdit à tous de recevoir aucune ordonnance, lettre ou circulaire de notre part. Bien plus, avant que le peuple ne fût informé de la vérité, ils avaient résolu de nous bannir du pays: ce qui aurait eu son exécution sans l'arrivée des lettres de l'ambassadeur de France et du duc de Savoie, qui les en ont empêchés jusqu'à ce jour.

Voyant donc que toutes voies nous étaient fermées pour vous faire entendre nos plaintes, nos doléances, et la vérité des faits, il a fallu nous armer de patience et remettre le tout entre les mains de Dieu, jusqu'à ce qu'il nous fournisse l'occasion de vous parler, comme nous le faisons en ce jour. C'est ainsi que nous avons été contraint de différer jusqu'à présent, à notre grand regret et au vôtre, car vous avez toujours désiré nous voir et entendre de notre bouche la vérité sur cette grave affaire. C'est de quoi nous vous remercions, en vous priant de continuer à favoriser votre évêque de votre bienveillance.

Il nous reste à vous exposer la cause de notre venue. Vous connaissez assez, nos bien-aimés et chers compatriotes, la sentence qui a été rendue contre nous, très injustement, par des

gens la plupart hérétiques et qui ne veulent que la ruine de l'Eglise et de l'Etat. Vous savez aussi quels sont les libelles diffamatoires et les articles calomnieux fabriqués contre nous et qu'on a fait lire dans tous les dizains devant le peuple en l'assurant qu'ils étaient véritables : cela afin de soulever les communes contre nous et de fournir à nos ennemis un prétexte de nous exiler. Ils n'auraient point manqué d'exécuter ce dessein sans l'arrivée des lettres des princes dont nous avons parlé et s'ils avaient trouvé le peuple disposé comme eux. Ils y comptaient et d'autant plus que, connaissant combien la multitude est sujette à l'ignorance et à la crédulité et facilement disposée à admettre comme vérité la fausseté, dès que celle-ci est proposée par des hommes de condition, auxquels il ajoute naturellement foi, ils savent que de telles calomnies portent un coup funeste aux personnes de notre rang surtout et à l'Eglise, puis combien elles égarent la conscience du peuple qui ne sait ce qu'il doit croire de toutes ces imputations. C'est une pierre de scandale, propre à faire apostasier quelques pauvres ignorants, si Dieu n'y met la main.

A ces causes, pour remédier à tant de maux, rassurer les pauvres consciences, fortifier les faibles et donner une juste opinion de nous à nos compatriotes, en conservant notre honneur et celui de l'Eglise, avant que nos ennemis nous expulsent et assouvissent leur rage contre l'Eglise, nous avons trouvé bon, à l'exemple de Notre Seigneur, ce modèle des évêques, de nous présenter devant le peuple ; et en face de nos ennemis, fort du témoignage de notre innocence et de notre conscience, bien que pécheur comme tout autre, de dire au sujet de la sentence et des articles : *Qui d'entre vous m'accusera de péché ?* (Jean, VIII). Et encore : *Si j'ai mal parlé, faites-voir le mal que j'ai dit,* (Jean, XVIII). Ou bien comme le prophète Samuel devant l'assemblée d'Israël au moment de déposer ses fonctions de Juge, nous dirons : *Déclarez devant le Seigneur si j'ai pris le bœuf ou l'âne de personne.....* Si j'ai opprimé par violence¹ ? Avons-nous trahi le pays ? Quel est le citoyen, de quelle qualité qu'il soit, qui le veuille soutenir ? Qu'il se lève et nous le démentirons ; nous l'appellerons devant des juges pour soutenir son allégation, la prouver, ou, à ce défaut, nous faire réparation.

Quant à nous, nous protestons devant Dieu et devant vous, que tous les articles, soit griefs qu'on a produits contre nous sont de pures calomnies, dont nous vous présentons la réfutation par écrit, afin de vous satisfaire et d'éclaircir la vérité. Et d'autant que, selon le droit quiconque porte une accusation est tenu à en fournir la preuve, s'il en est requis. De votre avis, et consentement et pour la conservation de l'équité et de la justice qui nous est due aussi bien qu'à un autre :

Nous appelons ceux qui ont fait publier les susdits articles contre nous en justice par devant celui ou ceux qu'il vous plaira de choisir et en votre présence ; nous nous rendons partie contre eux, nous offrons nos garanties contre eux selon la coutume du pays. Nous demandons que, à notre instance, ils soient cités par devant vous, et que celui que vous désignerez pour juger de cette cause, que ce soit notre doyen ou tout autre, aboutisse à une conclusion en procédant selon la rigueur du droit et fasse justice à qui de droit et aux frais de celui qui sera trouvé coupable. C'est par grâce spéciale que nous nous soumettons à cela devant vous pour vous faire voir que nous ne croyons être coupable d'aucune de ces imputations, vous demandant qu'il soit fait exemplaire justice tant de nous, si nous sommes trouvés coupables, que de nos accusateurs s'ils sont convaincus. Le tout sans préjudice de notre dignité. En agissant ainsi, vous rendrez justice et vous maintiendrez votre autorité².

Ce manifeste produisit quelque effet ; cependant grâce aux habiles manœuvres des agitateurs, il n'eut pas tout le résultat qu'en espérait le prélat.

¹ Rois XII.

² Archives de Valère. B. N° 64.





CHAPITRE X

DE 1619 A 1627

LE duc de Savoie, Charles-Emmanuel I, était toujours le sincère ami des Valaisans avec lesquels il entretenait les meilleurs rapports et dont il avait un ou deux régiments à son service. Le bailli, colonel Nicolas Kalbermatten, se trouvant à Turin, au moment de cette levée de boucliers contre l'évêque, Son Altesse en profite pour lui remettre une lettre adressée aux chefs des patriotes. Il leur dit avoir appris avec un extrême déplaisir les innovations introduites chez eux au grand préjudice de l'évêque; il les prie de considérer que la religion et par conséquent la catholicité y sont aussi intéressées, et qu'il en pourrait résulter des suites désastreuses pour le pays. Il croit de son devoir d'allié de les inviter à ne point attenter au pouvoir et aux propriétés de l'évêque. La lettre était du dernier mars. Le bailli en donna lecture à la diète (9 juin 1619). Deux jours après, il communiqua au Chapitre et aux députés le manifeste que l'évêque avait envoyé à tous les dizains, et dans lequel il se plaignait notamment d'avoir été jugé et condamné sans avoir été entendu. A cause de cette plainte, on prévint officiellement l'évêque qu'il pouvait se présenter en personne, ou par procureur, ce jour-là même, à la maison de ville, ou s'expliquer par écrit s'il le préférait; mais Sa Grandeur avait répondu qu'elle ne pouvait se présenter par procureur parce qu'elle n'en avait point à sa disposition. Quant à un écrit, elle ne le ferait pas, sachant bien qu'on pourrait le commenter contre ses intentions, et qu'après cela on ne lui permettrait plus de donner des explications verbales. Elle demandait que la session eût lieu au

château de la Majorie où les diètes s'étaient toujours tenues jusqu'à ce jour; là elle se justifierait et accuserait même s'il le fallait.

La séance eut donc lieu à la salle ordinaire du château. L'évêque présenta par écrit et énuméra aussi verbalement ses griefs, qu'il résume ainsi: Il rappelle ce qui s'est passé à la dernière diète de Noël, promptement suivie de celle de Sierre, dans laquelle bouleversant le passé, on l'a privé de la judicature, de l'obéissance et de la fidélité qui lui sont dues, et gravement blessé dans sa dignité épiscopale. Vient ensuite le mémoire des prétendus griefs gravement attentatoires à son honneur, à sa personne, et encore plus à sa qualité; mémoire qu'on a envoyé à tous les dizains et à l'ambassadeur Miron. On l'a noirci injustement et contre toute convenance; il lui est facile de démontrer la fausseté de tous ces articles et de prouver qu'on les a émis inconsidérément: c'est ce qu'il fait longuement. Après s'être ainsi excusé, il ajoute: « Et lors même que toutes ces accusations seraient vraies, il ne convenait pas de les divulguer en découvrant ainsi l'ignominie du père ». En finissant, il demande l'annulation de tout ce qui a été fait, la réintégration dans ses droits, la restitution de son honneur, et une juste réparation pour tant d'outrages immérités.

Après ces explications, le bailli et les représentants du Chapitre, réfléchissant aux funestes suites que ces dissensions pouvaient avoir, tant pour les innocents que pour les coupables, proposèrent la nomination d'une commission qui s'occuperait de préparer les voies à une réconciliation. La proposition fut admise. En conséquence, le bailli fut choisi par les deux parties, comme suprême arbitre; il s'adjoignit les quatre dignitaires du Chapitre et deux députés de chaque dizain. Cette commission, pénétrée de l'importance de l'acte dont elle était chargée, s'occupa si activement de sa tâche, que, le lendemain, 12 juin, elle avait déjà rédigé l'accord suivant, dont quelques copies du protocole de la diète offrent de légères variantes sur quelques points:

Des différends s'étant élevés entre Sa Grandeur Hildebrand Jost, évêque de Sion, préfet et Comte du Valais, d'une part; et la nation d'autre part, au sujet de quelques articles émis lors de l'élection de sa dite Grandeur, de certaines sentences portées également contre le dit évêque, le 15 janvier de cette année, et d'autres articles encore; les deux parties sont convenues de concilier ce litige par l'entremise de Nicolas Kalbermatten, bailli actuel, assisté du conseil de Sa Révérence Jean Schnidig, doyen du Chapitre de Sion, et d'autres ecclésiastiques et laïques choisis de tous les dixains, qui ont rédigé le projet suivant:

Tous les litiges survenus entre les parties susdites, sont désormais anéantis à jamais, comme s'ils n'avaient existé; toute discorde sera effacée; la paix, l'union, l'entente entre concitoyens sont rétablies, pour l'honneur de Dieu, l'avancement de la vraie foi apostolique romaine, le maintien des louables immunités, des libertés et droits des deux parties. A cette fin, le pays, c'est à dire chaque citoyen et la généralité, reconnaît en vertu du présent, le dit évêque Hildebrand, et ses successeurs, pour évêque, préfet et comte du Vallais, comme l'ont été les prélats, princes et seigneurs, ses prédécesseurs; en sorte que Sa Grandeur Hildebrand et les évêques, ses successeurs, jouiront sans obstacle, de toutes les libertés, immunités et droits, avec les même haute seigneurie ecclésiastique et temporelle, régale, prééminences, dignité et considération dont les autres princes évêques ont joui sans atteinte depuis les dernières batailles jusqu'à présent, avec la même obéissance et fidélité.

D'autre part, les patriotes sont et demeurent en leurs anciennes libertés, immunités, hautes seigneuries, souveraineté en ce qui ne préjudicie point à la considération et aux droits de l'Eglise, selon qu'il a été observé anciennement; sans diminution des droits et juridictions des deux parties; le tout sans fraude. Afin d'établir une paix entière, les torts réciproques seront pardonnés et oubliés. Les deux parties n'agiront hostilement l'une envers l'autre en aucune chose; elles n'intenteront et ne se reprocheront rien de semblable à l'avenir; mais Sa Grandeur, Hildebrand Jost, en prince généreux et en vertu de cette promesse, laissera tomber tout ce qui a été dit. De même agiront tous les députés du pays, afin que tout soit aplani sans atteinte à l'honneur des deux parties.

Il est aussi convenu, à l'unanimité, en vue du maintien perpétuel de la vraie foi, apostolique et romaine, que chacun se comportera honnêtement et conformément à cet accord, comme il convient à de bons catholiques et dans un Etat catholique romain, tels que nous sommes réputés.

En vertu de cet accord, sont confirmés toutes les conventions, les traités ou recès au sujet de la religion catholique romaine; entendant expressément que chacun s'y conforme. On entend notamment que les jeunes gens du pays, qui se trouvent dans des écoles ou des lieux interdits, soient rappelés, sous les peines antérieurement statuées: si cela n'était effectué sous peu, Sa Grandeur convoquera une diète à ce sujet, aux frais des récalcitrants, conformément au recès de la dernière diète de Noël.

En foi de quoi, etc.

Fait et donné au château de la Majorie, le ...juin 1619.

Le lundi suivant, 14 juin (vieux style), la commission présenta son travail à l'assemblée qui l'approuva unanimement. Il semblait que le soleil de la réconciliation allait se lever radieux sur le Valais; il ne restait plus qu'à soumettre la convention à la ratification des communes. Mais le vénérable Chapitre commit une maladresse qui fit tout échouer. Il représenta dans la même séance, le préjudice que lui causait l'abrogation de la *Caroline*; il désirait obtenir une satisfaction. Le lendemain, des esprits méchants, que la pacification générale contrariait dans leurs perfides desseins, remirent en question les articles que l'évêque avait signés à son élection et sa reconnaissance conditionnelle de l'entière liberté des patriotes. Ce nouveau brandon de discorde, jeté en pleine assemblée, faillit rallumer toutes les haines. Oublieux du contenu de la convention qu'ils venaient d'accepter, les députés ne virent de nouveau plus que le fantôme de la liberté expirante. Les esprits s'échauffèrent, et l'on demanda, de part et d'autre, une autre rédaction de la convention. On en fit trois ou quatre nouvelles, sur chacune desquelles on élevait des objections. Enfin, on convint de présenter au suffrage du peuple deux projets; puis l'on se sépara le 22 juin, pour se réunir dans le courant du mois suivant.

La diète fonctionnait encore quand le bailli et les députés furent informés que l'évêque avait expédié à l'étranger des livres, des manuscrits et des ornements précieux: ce qui semblait annoncer qu'il voulait s'enfuir. Prévoyant les suites fâcheuses qui en pourraient résulter, ils firent partir en toute hâte les gouverneurs de Saint-Maurice et de Monthey, alors à Sion, et les munirent des pleins pouvoirs nécessaires pour opérer secrètement et de vive force, s'il le fallait, la saisie de l'envoi et ramener tout ce qu'ils pourraient découvrir. Toute garantie pour les suites fut donnée à ces deux commissaires.

Le lundi, 21 juin, deux chargements furent ramenés dans la capitale, et visités par le chapitre et la diète en corps. On trouva une vingtaine de livres, des reconnaissances de fiefs, des copies, des titres d'acquêts, d'albergement et autres, au profit de l'évêché, quelques livres concernant les droits et libertés du Chapitre, des missives de princes et seigneurs étrangers adressées à l'évêque et dont une partie concernait le pays. Le tout fut mis sous scellés et confié au bailli. On notifia à l'évêque qu'il eût à ne pas sortir du pays, à faire rentrer tout ce qu'on n'avait pu arrêter et qu'on allait user à son égard de la voie judiciaire, comme il l'avait lui-même demandé. Il lui fut défendu d'ouvrir des négociations ou des correspondances avec l'étranger au détriment de la patrie, et sous peine de châtiments et d'amende s'il contrevenait à ces ordres. On le rendait responsable de toutes les suites d'une désobéissance.

Les dignitaires du Chapitre avaient eu une entrevue avec Sa Grandeur. Ils vinrent faire connaître au bailli les motifs de la conduite du prélat dont l'intention, dirent-ils, était uniquement de mettre en sûreté les objets saisis. Ce qui l'y avait engagé, c'était le décret porté à Sierre, les articles qui en furent la conséquence, les menaces proférées çà et là dans les dizains contre sa personne et contre l'évêché. Il n'avait pas jugé prudent d'attendre le résultat de la votation populaire sur l'acceptation ou le rejet de la convention soumise aux communes. Il attestait devant Dieu et sur sa dignité de prêtre et d'évêque, que c'était là toute la vérité. Tel fut le rapport des dignitaires. On crut aisément à la vérité de ces raisons.

Un mois après, les députés se retrouvèrent à l'hôtel de ville à Sion. La majorité des dizains avait adopté celui des deux projets qui portait la lettre E. La ville de Sion y fit des objections, mais elle déclara qu'en vue de la paix elle l'acceptait. Le projet admis se distinguait du premier en quelques points. A ces mots du deuxième alinéa : « comme l'ont été les prélats, princes et seigneurs, ses prédécesseurs » on ajouta : « tels que *Philippe de Platéa, Adrien I, Jordan, Hildebrand* (de Riedmatten) et *Adrien II*.

Le troisième alinéa fut ainsi rédigé :

D'autre part, le dit évêque Hildebrand reconnaît les dizains pour libres patriotes, comme l'ont dit les susdits évêques ; il leur laisse leurs libertés, immunités, alliances, hautes suprématies, prééminences, considération, droits comme au temps des précédents évêques, selon ce qu'ils ont été jusqu'à ce jour ; sans diminution des droits et justices des deux parties et sans fraude. Si l'une des parties agissait contrairement à cela, l'Etat, avec le conseil d'une commission composée d'ecclésiastiques et de laïques, prend à sa charge la défense du lésé. Afin d'établir une paix complète, etc.

comme au projet primitif. Le reste du projet ne diffère pas de sens, mais seulement de rédaction. Valait-il la peine de tant se démener et s'échauffer pour un changement si peu important ? Mais rien n'aveugle et n'échauffe plus les esprits que les luttes de partis.

L'évêque et six dizains approuvèrent cet acte et l'acceptèrent définitive-

ment. Loèche seul s'y refusa. Le bailli manifesta l'espoir que ce dizain reviendrait au sentiment de ses concitoyens dès qu'il aurait eu le temps d'y réfléchir. Alors les autres députés déclarèrent que si Loèche voulait persévérer dans son opposition, ils demanderaient la convocation d'une assemblée générale des citoyens de ce dizain pour interroger chacun d'eux. On ne voulait pas que les démarches faites auprès des confédérés et de l'ambassadeur de France, à l'occasion de cette convention, demeuraient sans résultat. On fut d'avis que Loèche était tenu de se soumettre à la loi de la majorité, qui était faite pour eux comme pour les autres citoyens. L'exemple de Loèche fut contagieux : les Sédunois ne voulurent ni approuver la conduite de leurs députés, ni recevoir les recès de cette diète, principalement, dirent-ils, à cause de la convention conclue avec l'évêque. Ils manifestèrent encore mieux de quels sentiments religieux la majorité était animée dans cette cité, en demandant que le mot *romain* qui se trouvait dans l'acte fût radié, ne voulant souffrir que le mot catholique. Puis ils protestèrent contre la défense d'envoyer leurs enfants aux facultés protestantes, parce qu'ils étaient libres patriotes¹. Ces deux dizains, interrogés dans le courant d'octobre pour savoir s'ils se soumettaient, promirent de se prononcer lors de la réunion de Noël. En attendant, on ne se gêna nullement d'envoyer encore des jeunes gens aux établissements protestants et aucun de ceux qui y étaient déjà ne fut retiré. Les plaintes que le chef du diocèse fit entendre en décembre et son appel au bras séculier pour faire exécuter les décrets à ce sujet, ne servirent à rien. Sion et Loèche, exhortés à se soumettre, le firent pour la forme, mais d'une manière si évasive, que la diète décréta aussitôt une amende de vingt-cinq livres maurisaises contre quiconque laisserait s'écouler un mois avant d'avoir obéi. Précautions vaines ! Mesures illusoires ! Ceux qui faisaient mouvoir tous les ressorts étaient derrière les coulisses, et la comédie avait ses souffleurs.

Son Excellence, l'ambassadeur de France, Miron, avait promptement appris la résistance de Loèche. Dès le mois d'août, il avait écrit au *maire, conseil et commune* de ce dizain. Sa lettre, datée du 14 août, témoigne de sa sollicitude pour la pacification du Valais et de son affection spéciale pour ses habitants. Le premier motif qu'il fait valoir, c'est que les députés de Loèche avaient été parfaitement d'accord avec ceux des autres dizains, lorsqu'il s'était agi de nommer la commission chargée de l'élaboration de la convention avec l'évêque et de choisir ceux qui devaient en donner connaissance aux cantons et à l'ambassadeur de France. Effectivement, le bailli et un autre magistrat avaient eu à remplir cette mission. En outre, la diète avait, à l'unanimité des suffrages, fait écrire au pape et au duc de Savoie pour les prévenir directement de l'heureuse nouvelle. Le roi de France avait adressé ses félicitations et le bruit de cette réconciliation s'était répandu dans les états environnants. Les

¹ Archives bourg. de Sion. Absch. de 1615 à 1619.

députés des autres dizains avaient donc bien raison de s'écrier en pleine diète, en parlant du refus de Loèche d'accepter la convention : « Quel mépris ne s'attirerait pas le Valais, et quels justes et humiliants reproches ne lui ferait-on pas, si maintenant il reculait devant ses promesses. Il suffit du plus simple bon sens pour le comprendre ! Qu'on y songe ! »

Des démêlés d'un autre genre vinrent aussi préoccuper les seigneurs de l'Etat et les jeter dans une grande perplexité. Berne et Fribourg possédaient en commun le bailliage d'Echallens, composé de catholiques et de protestants. Chacun de ces deux Etats prétendait que ses coreligionnaires étaient en majorité et il voulait y dominer. On recourut aux armes. Les cantons catholiques prirent parti pour Fribourg leur allié et, conjointement avec lui, avisèrent le Valais de l'assister à teneur des traités. Berne, qui, en 1618, avait renouvelé son alliance avec le Valais, s'adressa aussi à lui dans le même but. Il s'agissait moins, pour Berne, d'obtenir l'aide des Valaisans que de les empêcher de marcher au secours de Fribourg qui, seul, était trop faible contre les Bernois. En outre, la demande des deux adversaires n'avait point pour but d'obtenir une levée immédiate de troupes, mais d'aviser au besoin qu'ils pouvaient en avoir, afin que dans ce cas la milice fût prête à marcher. La réponse du Valais à l'un et à l'autre fut rédigée d'une manière très diplomatique et ne pouvait guère l'être autrement. Elle témoignait de la vive peine que l'on ressentait de la division survenue entre deux pays amis ; elle exprimait le ferme espoir de voir la bonne harmonie se rétablir et elle annonçait ensuite que si, contre toute attente, on en venait aux armes, l'Etat du Valais « remplirait ce à quoi l'obligeaient les alliances ». C'était se laisser une porte ouverte en cas de besoin, car il aurait fallu examiner plus tard quelle alliance primait l'autre, ainsi que cela était déjà arrivé. Heureusement, la France, qui avait besoin d'une levée de volontaires suisses, s'interposa efficacement et réconcilia les deux cantons. Cependant, en prévision d'événements et vu la situation périlleuse qui exigeait des mesures de précaution, il fut ordonné de lever un bataillon de mille hommes, dont cent de chaque dizain et trois cents des gouvernements de Saint-Maurice et de Monthey. Sur chaque compagnie de cent hommes, dix devaient être revêtus de l'armure complète, c'est-à-dire porter casque, cuirasse et cuissards ; cinquante auraient porté le mousquet et les quarante autres, des piques ou hallebardes. Chaque dizain devait en outre fournir vingt-cinq carabiniers à cheval commandés par un capitaine ; plus six chevaux pour le transport des munitions¹. Les soldats qui ne possédaient que des fusils légers et à mèches devaient les remplacer par le mousquet. Il n'était point facultatif de choisir l'arme qu'on désirait, car le genre d'arme était déterminé pour chaque citoyen soldat.

Les précautions militaires que l'on venait de prendre coïncidèrent avec l'élection du gouverneur de Saint-Maurice. Le capitaine Antoine Stockalper qui,

¹ Archives de Sion ; Absch. du 26 octobre 1619.

dans peu d'années, devait porter sa tête sur l'échafaud, avait fini ses deux années comme gouverneur. Il fut remplacé, à l'unanimité des suffrages, par l'ex-bailli Mathieu Schiner qui représentait le dizain de Conches, auquel revenait cette fois cet honneur. A Nendaz, les sept dizains envoyaient aussi alternativement, chaque trois ans, un gouverneur qu'on appelait le *Major*. Celui que l'on nomma à ce poste appartenait cette fois au dizain de Sierre : ce fut le capitaine Hans de Preux, qui avait rendu de bons services à la patrie et qui en fut ainsi récompensé. Il prêta le serment de fidélité entre les mains de l'évêque comme l'avait fait le gouverneur de Saint-Maurice, et dut se rendre au plus tôt à son poste pour s'y faire jurer obéissance à son tour, aux frais de ses nouveaux sujets.

La repourvue à ces deux postes fut suivie d'un règlement en forme d'arrêté, occasionné par les excès qui se commettaient dans les repas de noces, de naissances et décès, et abus dans le luxe des vêtements. Afin de donner une idée des usages en vigueur, dans les nombreuses vallées latérales surtout, il n'y a qu'à laisser parler le législateur qui s'exprime ainsi :

Sa Grandeur se plaint des abus et des excès qui, à l'occasion des repas mortuaires, absorbent parfois une grande partie de l'héritage au détriment de l'éducation des enfants, outre les scandales qui y ont lieu. Il s'y fait aussi des dépenses exorbitantes, soit en gibier, soit en autres mets coûteux dans les somptueux repas de baptêmes, de noces; nul ne voulant faire moins que son voisin, mais plutôt se distinguer¹, et, malgré l'inégalité des fortunes, faire les plus grandes réjouissances. Il en résulte de grandes dettes et une gêne sans fin dans le ménage. Afin d'y mettre ordre autant que possible, la haute assemblée ordonna ce qui suit :

Aux funérailles, on donnera aux employés un repas convenable, sans viandes; de même à ceux qui seront venus de loin pour assister à la sépulture. Les septièmes et trentièmes sont abolis : le tout sous les peines ci-après désignées.

Aux baptêmes, il ne sera servi qu'une collation ou soupe aux compères, et de la viande aux invités seulement qui viendraient de loin. Les repas de compérage sont abolis pour tous indistinctement; ceux de noces sont permis selon les facultés de chacun, mais sans excès.

Les repas d'invitation sont défendus à quiconque ne possède pas mille livres (deux mille francs environ) de rente, sous peine d'une amende de six livres, dont le tiers reviendra au juge et le reste à la fabrique d'église ou aux pauvres.

D'autres abus ont lieu dans les vêtements; de sorte qu'on ne peut facilement distinguer un gentilhomme d'un paysan, les personnes en autorité des simples particuliers, ce qui occasionne de grandes dépenses dans le pays et ruine les ménages.

En conséquence, il est décrété ce qui suit :

Chacun doit s'habiller à la manière des confédérés, notamment porter la culotte suisse.

Il est défendu de porter des vêtements en velours ou en soie ou garnis de broderies ou chamarrés d'or ou d'argent. Cependant les personnes en autorité, telles que le bailli, les bannerets, capitaines de dizains et les conseillers qui ont été honorés de charges peuvent porter des passements de velours ou de soie. Même autorisation est accordée aux nobles et à ceux d'un rang élevé. Si ce sont des préposés, ils peuvent porter des galons d'or ou d'argent.

L'article suivant prouve que nos pères appréciaient mieux que nous le décorum qui doit distinguer les représentants d'une nation.

¹ Textuellement : « chacun voulant être le plus grand coq dans la corbeille ».

Les députés ne paraîtront pas en diète avec des vêtements de couleur blanche, jaune, verte ou bleu de ciel, mais en costume de couleur noire.

Les gens du simple peuple ou de métier porteront des culottes de cuir ou de drap du pays; ils pourront cependant faire usage de bordures de soie.

Les cols n'auront rien d'excessif; mais chacun les portera selon son état. Les fonctionnaires et les juges veilleront à l'observation de cette ordonnance.

Mêmes règles sont applicables aux femmes mariées; il leur est défendu de mettre plus de deux ou trois dentelles de zinc sur leurs habits; de porter plus de quatre, tout au plus six bagues en or, afin de prévenir tout scandale et péché. Une femme du peuple peut porter un anneau d'or si elle est dans l'aisance; les autres et celles de métiers n'auront qu'un anneau en argent, afin que les unes et les autres portent l'insigne du mariage.

Aux domestiques et servantes sont interdits toutes étoffes étrangères et les doubles cols; aux servantes en particulier est défendue toute garniture en soie.

Un premier manquement à ces ordonnances est passible de trois livres d'amende; la récidive est punie par la confiscation des vêtements ou des objets prohibés. Cependant sont exceptés les habillements confectionnés avant le présent décret. Les marchands et tailleurs encourront les mêmes peines s'ils vendent ces objets à ceux à qui ils sont défendus ou s'ils les confectionnent pour les mêmes.

Le législateur passe de là à des ordonnances d'une toute autre gravité et contre une partie desquelles l'évêque réclama, les trouvant trop rigoureuses et par là même exposées à n'être pas appliquées et à manquer ainsi leur but.

Les précédentes ordonnances, poursuit-on, ont pour but d'éviter le péché; mais il est un mal moral plus énorme et très commun: c'est l'adultère et la fornication, desquels naissent les naissances scandaleuses. Comme châtiment exemplaire, il est institué une amende de vingt-cinq livres à payer par toute personne du sexe qui aura un enfant adultérin; à la récidive il y aura bannissement du canton. La troisième faute sera expiée par l'échafaud, toutefois sans confiscation des avoirs de la coupable. Mêmes peines pour celles qui seraient convaincues d'adultères. Les juges des dizains surveilleront spécialement les maisons suspectes où les jeunes gens pourraient être attirés et séduits¹.

Pour flétrir l'inconduite connue des époux avant leur union légitime, si l'épouse se présentait à l'autel avec la couronne pour recevoir la bénédiction nuptiale, il était permis à quiconque de lui arracher cette couronne et de lui en mettre sur la tête une autre de paille².

Les Lycurgues patriotes étaient accoutumés à protester de leur respect et de leur soumission aux lois de l'Eglise, mais ils devenaient facilement joséphistes comme on a pu plusieurs fois s'en convaincre. Etais-ce besoin de dominer sur l'Eglise? Etais-ce ignorance? C'était un peu l'un et l'autre. Ainsi, dans la même session, ils décrétèrent que le banni qui ne se représenterait pas au terme de son bannissement, et le fugitif pour délit qui ne se présenterait pas pour purger son accusation dans le terme fixé par le juge, seraient, au bout de ce terme, considérés comme morts civilement, et leurs conjoints, s'ils en avaient, autorisés à convoler en secondes noces. L'évêque et le Chapitre s'opposèrent vivement à

¹ Archives de Sion.

² Ibidem.

cette décision. Ils n'eurent pas de peine à démontrer que, en voulant mettre un frein à l'immoralité et aux ravages de l'adultère, les premiers magistrats faisaient naître une nouvelle source de désordres et blessaient même le droit naturel.

Depuis l'époque de la réforme en Suisse, le Valais fut souvent appelé sous les armes ; quelquefois par le canton de Berne, mais le plus ordinairement par l'un ou l'autre des cantons catholiques et parfois par eux tous ensemble. Les luttes religieuses qui, depuis quelques années, ensanglantaient le sol de la Rhétie, avaient détruit l'harmonie entre les cantons de la Confédération et, suivant la croyance qui dominait chez eux, les faisaient incliner vers les catholiques ou les protestants. Ainsi le 22 août 1620¹, Sa Grandeur Hildebrand Jost ouvrait la diète qu'il avait convoquée à cause d'une missive des cantons catholiques qui demandaient un prompt secours, vu que les Bernois, disait la dépêche, envahissaient le territoire de Schwytz à qui ils avaient déclaré la guerre. Cette lettre était datée du 16 août, trois heures du matin. Mais, pendant qu'on délibérait au château de la Majorie, une nouvelle dépêche des sept cantons avise qu'ils sont en pourparlers avec Berne et qu'il ne faut point faire partir de troupes, mais seulement les tenir prêtes en cas d'événements ultérieurs. Le même jour parviennent deux lettres de Berne, l'une du 10, l'autre du 11 août : elles contredisent tout ce qui avait été exposé par les sept cantons dans leur première lettre, dont elles déclarent que la majeure partie est de pure invention aux fins de molester Berne et de l'empêcher d'envoyer aux Grisons le renfort qu'ils attendaient de lui. Il devenait, en conséquence, difficile au Valais de savoir à quoi s'en tenir à cet égard ; mais voulant s'éclairer et s'informer du motif de cette prise d'armes, et apprendre en même temps si cette lutte était peut-être confessionnelle, il décida d'envoyer promptement une députation aux deux belligérants, dont il était également l'allié. En conséquence le banneret de Sierre, François Am-Hengart et le capitaine Nicolas Im-Eysch, reçurent leurs lettres de créance et des instructions qui les chargeaient d'exprimer la peine qu'on éprouvait de cet état de choses, et de proposer les moyens les plus propres à apaiser les esprits et à prévenir une guerre fratricide. Si ces moyens ne réussissaient pas, les commissaires devaient déclarer aux adversaires que le Valais aiderait de tout son pouvoir celle des deux parties qui aurait la justice en sa faveur.

La question des Grisons était compliquée de celle de la Valteline. Cette petite région de l'Italie septentrionale moderne avait pour confins la Ligue Cadée, le comté de Bormio, le duché de Milan, le comté de Chiavenne, et la Terre-Ferme de Venise. C'est une vallée qui s'étend de l'Adda au lac de Come ; elle est enfermée entre de hautes montagnes. A l'époque romaine elle forma la partie sud de la Rhétie, passa aux Ostrogoths, aux Francs, aux rois de

¹ Le 12 août, selon l'ancien style suivi encore par le Valais à cette époque.

Germanie, fut donnée en fief par les empereurs aux évêques de Coire, qui en furent dépouillés tantôt par la ville de Côme, tantôt par les ducs de Milan. Finalement les Liges grises et l'évêque de Coire reprirent ce pays en 1512, et l'évêque céda ses droits aux Liges dix-huit ans plus tard. L'Espagne qui convoitait ce territoire pour joindre le duché de Milan au Tyrol, en fit soulever les habitants contre les Liges, en 1620. La France, qui avait un grand intérêt à ne pas laisser ce passage entre les mains des Espagnols, soutint les Liges de 1621 à 1632, et envoya à leur secours une armée qui les remit en possession de la Valteline, qu'elles possédèrent jusqu'en 1797, époque à laquelle Napoléon l'unit au royaume d'Italie. La France et l'Espagne, puissances rivales toujours en guerre, étaient donc très intéressées à la possession de ce passage important, ou du moins à ce qu'il ne fût au pouvoir d'aucun de ces deux Etats. La France avait tenu au renouvellement d'alliance (1618) entre les Grisons et le Valais. Il fallait rendre la Valteline aux Grisons en expulsant les Espagnols de cette vallée, et donner, par cette alliance, un voisin et un appui solides aux Liges Grises. L'Espagne, de son côté, faisait ses efforts pour conclure avec le Valais un traité qui neutralisât celui que le canton avait avec la France. C'est pourquoi le duc de Feria, gouverneur de Milan, envoya en Valais Baldo Campobasso qu'il chargea de ses instructions et en même temps d'une lettre dont voici la substance :

Le gouvernement de Milan voulant pourvoir à la sûreté de l'Etat qui lui est confié, et considérant qu'il est avoisiné presque partout de potentats, parents du roi son maître ou d'alliés sur la fidélité desquels il peut compter, désire aussi se mettre à l'abri du côté du Vallais. Il peut se mettre en garde contre les armes de celui-ci ou d'un autre potentat [le roi de France] en garnissant sa frontière de forteresses; mais il préfère la voie d'une alliance comme plus honorable, plus certaine et moins dispendieuse. Les députations des deux pays pourront ainsi commercer librement et sûrement, importer et exporter toutes marchandises sans empêchements ni nouveaux droits de gabelle, sous les clauses usitées pour garantir les relations amicales. En conséquence, le duc promet à Sa Grandeur l'Evêque que, en aucuns temps, Sa Majesté catholique et ses officiers n'accorderont ni directement ni indirectement conseil, secours, faveur ni passage par le Milanais aux ennemis de leur allié, dans l'espoir de réciprocité envers Sa Majesté catholique. Par cette alliance il n'entend point déroger à celles que le canton avait avec la France et la Savoie; mais, cependant, le Vallais s'engagerait à ne point livrer passage à ces deux princes s'ils voulaient attaquer le Milanais ou y paraître en armes sans l'autorisation du roi ou de son lieutenant. Si on agréé cette proposition, on enverra des délégués pour traiter avec lui. Les négociations seront non seulement sans frais pour le Vallais, mais celui-ci devra s'attendre à l'avenir aux meilleurs procédés de la part de Son Excellence. En outre la fourniture du sel aura lieu au meilleur prix et en quantité abondante¹.

L'évêque et les membres de la diète furent ébranlés par une proposition si inattendue. Ils examinèrent le texte des alliances, considérèrent d'un côté les avantages qu'ils en avaient retirés jusqu'à ce jour; de l'autre ceux qu'ils retireaient aussi d'un tel traité avec le duc. Enfin, fidèles à leurs engagements passés et voulant prouver à leur voisin de Milan toute leur bonne volonté, ils

¹ Abscheid de décembre 1622.

décident d'envoyer au duc de Feria une honorable députation pour le remercier de ses démarches amicales, le prier de persister dans ses bonnes intentions, l'assurant de réciprocité de sentiments, et lui faire connaître, en lui mettant sous les yeux leurs alliances avec la France et la Savoie, ce à quoi ils sont engagés par ces traités qu'ils ne peuvent enfreindre.

Cette conduite loyale faisait honneur aux Valaisans et le gouverneur ne put qu'approuver leur démarche et être satisfait de leurs dispositions. Mais la France n'avait pas l'habitude de s'endormir sur ses intérêts et de renvoyer au lendemain les affaires pressantes. Elle avait conclu avec l'Espagne le traité de Madrid qui concernait la Valteline. Elle pria le Valais d'y souscrire. C'était honorer le pays et en même temps le rendre garant de l'exécution du traité, car on s'attendait que l'Espagne n'y serait pas fidèle. L'habileté de Louis XIII à engager ainsi un petit peuple guerrier eut sa corrélation dans la manière conditionnelle dont les magistrats signèrent le traité.

La haute assemblée, disent-ils, considérant le zèle, l'amitié dont Sa Majesté très chrétienne, notre haut allié et meilleur ami, a fait preuve en faveur des trois Liges grises, nos chers alliés, se fait un devoir de l'en remercier et de donner son consentement, autant qu'il est nécessaire, au traité de Madrid; avec cette clause, cependant, que si Sa Sainteté le pape, les deux rois de France et d'Espagne et les trois Liges ainsi que la majeure partie des cantons confédérés promettent de le tenir, le Vallais ne se séparera pas d'eux, mais l'acceptera et l'approuvera aussi. Il réserve cependant les points concernant la religion, vu que dans son alliance avec les Grisons il en est fait une mention spéciale à laquelle il tient. Il ajoute que Sa Majesté de France ou son ambassadeur, lui fera préalablement tenir une attestation authentique que dans le cas où les deux Majestés en viendraient aux armes entre elles, il n'est pas accordé au roi de France de se servir de ce pays pour le passage de ses troupes, à cause de la topographie du canton, de son manque de munitions et vivres nécessaires en semblables occurrences¹.

Louis XIII fut content de cette décision et des conditions apposées. Il fit dire par Miron des choses fort aimables; entre autres, ces paroles qui devaient flatter les magistrats. « Cela vous est d'autant plus honorable, magnifiques seigneurs, que vous donnez l'exemple aux autres cantons. » Plus tard, il les assura qu'ils pouvaient être parfaitement tranquilles sur tout ce qui concernait la religion catholique. En même temps, Miron, dès le 25 décembre 1622, travaillait activement à empêcher le duc de Feria à réussir dans son projet d'alliance avec le Valais. Il y parvint entièrement.

Les agents français en Suisse accusèrent l'évêque Jost d'avoir engagé ses compatriotes à contracter cette alliance, mais les événements même prouvent qu'il fut calomnié en cela comme il le fut en tant d'autres choses. La haine que les principaux protestants du pays avait vouée à ce digne et ferme prélat fut la cause de cette nouvelle calomnie. L'un des agents français trompé par ces magistrats malintentionnés avait si fort à cœur l'avortement de cette alliance qu'il ne craignit point d'écrire au ministre de Louis XIII

¹ Abscheid du 24 décembre 1622.

...Qu'il serait à souhaiter, dans l'intérêt du roi, que le pays du Vallais fut tout protestant; parce que les cantons protestants sont d'autant éloignés de cette alliance avec Milan, que les catholiques y ont plus de penchant.

Dans un autre passage, il dit :

...Qu'il serait à désirer pour l'avantage du roi que les commencements de division en religion eussent eu l'acheminement que leur avaient donné plusieurs des principaux Vallaisans [protestants] bien affectionnés à la France, se sentant appuyés du canton de Berne, au lieu du décret qui leur a été suggéré depuis peu d'années qu'aucun ne pût demeurer en leur pays s'il ne fait publique profession de la religion catholique¹.

Ces paroles indiquent le peu de cas que les représentants français faisaient de la religion lorsqu'elle ne secondait pas les vues politiques de leurs maîtres; elles expliquent aussi les revirements brusques que l'on remarquait parfois dans leur conduite. Le même mémoire d'où sont tirés ces renseignements, dit que le Valais était en général assez affectionné à la France; principalement les dizains de Sion, Sierre et Loèche, où l'esprit protestant dominait

...lesquels ont presque toujours eu cette inclination de leurs anciennes alliances avec le canton de Berne. Mais il est certain que le roi d'Espagne y a du crédit, principalement dans les quatre dizains supérieurs en les obligeant par ses opportunités de voisinage et de commerce, pour empêcher de son possible l'effet des alliances avec la France et l'entrée par ce côté en ses Etats presque autant qu'il eût pu faire par l'alliance dont il n'a pu venir à bout².

Il n'est pas surprenant que le Valais eût été des premiers à prendre part à la guerre de la Valteline. Les pensions du roi, les instances de ses ambassadeurs, les privilèges et les faveurs qu'il accordait à divers personnages influents, la bonne qualité du sel qu'il fournissait, le récent renouvellement d'alliance avec les Grisons, tout le disposait à servir les intérêts de la France.

Malgré le traité de Madrid, les hostilités avaient recommencé entre la France et l'Espagne, soit les Impériaux, au sujet de la Valteline. Déjà en octobre 1624, le Valais avait accordé à Louis XIII une levée de mille hommes à condition qu'ils ne seraient employés dans les Grisons ou la Valteline que du consentement des cantons confédérés ou de la majorité d'entre eux. En 1625, le roi confia au maréchal de Bassompierre le commandement de l'armée d'opération dans la Valteline, et il écrivit aux Valaisans (28 octobre) pour les solliciter d'entrer dans ses vues pour le recouvrement de cette vallée sur les Impériaux. Le régiment que fournit le Valais fut de deux mille hommes au moins, et dut être commandé par le colonel Angelin Preux³. Cette troupe s'attira plusieurs fois les éloges du roi par les bons services qu'elle rendit. Enfin, le 3 janvier 1626, les treize cantons et le Valais adhèrent aux propositions du

¹ Bibliothèque royale à Paris : collection Dupuy, extrait d'un mémoire intitulé : Moyens de main tenir, etc., n° 538 : Manuscrit du chan. de Rivaz.

² Ibidem.

³ Opera historica du chan. de Rivaz : tome V.

roi, relativement à la Valteline, aux conditions cependant qu'y mirent les cantons catholiques, qui en avaient délibéré à Soleure le 17 janvier. C'était : 1° que nulle autre religion que la catholique ne fut reconnue dans la Valteline; 2° un pardon général serait accordé à ceux de ses habitants qui s'étaient révoltés; 3° les administrateurs que les Grisons y enverraient devraient être catholiques.

Le pape s'était beaucoup employé pour que la Valteline restât sous la domination espagnole; son motif était surtout de protéger plus efficacement la foi de ces populations très catholiques. Le Valais et les autres cantons prièrent le Souverain Pontife de consentir à la réincorporation de la Valteline aux Grisons, lui faisant connaître la condition expresse qu'ils avaient apposée concernant la garantie religieuse. Ils en écrivirent aussi au cardinal neveu et au duc de Feria, espérant qu'après s'être bien entendus avec le roi de France, ils seraient bientôt d'accord avec Sa Sainteté et Sa Majesté catholique. Le maréchal français écrivit le 21 janvier à l'évêque Jost pour lui exprimer sa satisfaction de la conduite des députés du pays en cette circonstance, l'assurer qu'il en rendrait bon compte au roi. Il lui témoigna toute la confiance qu'il avait en lui dans cette affaire aussi délicate qu'importante. Cette lettre suffit, à elle seule, pour prouver qu'Hildebrand avait été calomnieusement accusé dans l'affaire de l'alliance avec Milan. La suite de la question de la Valteline n'intéresse plus assez directement le Valais pour que nous la suivions davantage.

La garantie religieuse que les cantons catholiques avaient exigée pour la Valteline était sérieuse de leur part; malheureusement, la participation des autorités valaisannes à cet acte ne peut pas être jugée ainsi. L'ambassadeur Miron se trouvant à Sion, où il s'était rendu pour réconcilier l'évêque et les patriotes, déclare, dans la relation de sa mission, que le parti protestant avait lui-même excité tous les troubles du Valais. A son départ de Sion et au moment qu'il prenait congé d'eux, les patriotes demandèrent qu'après avoir obtenu de Sa Sainteté, par les bons offices du roi, la déposition de l'évêque

...le roi voulût bien leur promettre d'employer la pension qu'il fait, dans Paris même, pour huit étudiants vallaisans, à tenir des professeurs français en un séminaire qu'ils se proposent d'établir, *ne voulant plus confier à des prêtres du pays l'éducation des élèves du sanctuaire, à cause qu'ils la farcissent de leurs préjugés en faveur de la puissance ecclésiastique et au détriment de la puissance séculière*. Ce qui contribuera beaucoup au maintien de la religion catholique en Vallais; chose que Sa Majesté a singulièrement à cœur¹.

C'était, en d'autres termes, refuser l'enseignement catholique que les aspirants au sacerdoce recevaient à l'université de Paris et vouloir instituer un séminaire, où l'on enseignerait la prééminence de l'Etat sur l'Eglise et une jurisprudence contraire à celle que le pape et son nonce ordonnaient à l'évêque et à son chapitre de soutenir. Les magistrats valaisans ne voulaient donc autre

¹ Pièces diplomatiques de la Biblioth. roy. à Paris. De Rivaz : Opera histor.

chose que l'établissement des principes de la Réforme, qui ont été si dissolvants surtout pour l'église d'Allemagne, où ils furent connus plus tard sous le nom de *Joséphisme*. Miron, l'ambassadeur du roi très chrétien, ne fait pas preuve d'un grand sens religieux en ajoutant que *l'exaucement* de la demande des patriotes *contribuera beaucoup au maintien de la religion catholique en Valais*. Miron fut dupé par les patriotes ; à son tour il dupa l'évêque qui avait mis sa confiance en lui.

Se voyant joué, Hildebrand montra peut-être vers la fin quelque penchant pour le parti espagnol, qui lui paraissait plus sincèrement dévoué aux intérêts catholiques, but de ses efforts. Il s'aperçut bientôt qu'il n'avait plus d'autres défenseurs et de véritables amis que le nonce et les cantons catholiques, dont le zèle et le dévouement étaient tout religieux. Il se jeta entre leurs bras et s'appuya sur le cœur du père commun des Fidèles. Mais avant de reprendre la suite de l'énergique lutte qu'il soutenait, et d'entrer dans la seconde période de son épiscopat, rappelons la lettre qu'il écrivait en 1618 aux cantons catholiques. Cette lettre, dont un long extrait a déjà été cité en son lieu, contenait un passage qu'il faut bien remarquer pour saisir le véritable but qu'avaient les adversaires d'Hildebrand, les moyens perfides qu'ils savaient employer pour y parvenir, et la facilité qu'ils avaient de tromper le peuple en mettant à la charge de l'évêque des projets odieux et des calomnies, dont la masse populaire était incapable de découvrir la fausseté. Après avoir exposé une partie des efforts des chefs des patriotes, pour amener l'évêque à consentir à la renonciation des droits de son Eglise, Hildebrand continuait en ces termes :

En somme, nous sommes contraint, comme Simon par les Juifs, de porter la croix. Si grande était la hardiesse, l'insolence et l'opiniâtreté des membres de la diète, qu'ils ne nous laissèrent pas même une heure de réflexion en affaire si grave... Tout cela ne se fait à d'autre fin que de nous opprimer, et, après notre oppression, de mettre tout en combustion pour arriver à la ruine de la religion. C'est là le vrai but auquel ils tendent ; ils ne pensent qu'à cela, bien que quelques-uns, pour tromper, se proclament forts bons catholiques et prêts à mourir pour la foi. Mais comment peuvent-ils être catholiques, puisque les principaux meneurs sont calvinistes et zwingliens, et la plupart des charlatans qui s'inquiètent peu qu'il en arrive bien ou mal, et comptant toutes choses pour rien, pourvu qu'ils règnent et que, après l'asservissement du catholicisme, ils puissent remplir leurs bourses des biens de l'Eglise.

Si quelqu'un était en position de connaître ces gens, c'était certainement le premier pasteur du diocèse, puisque, en même temps, il était le chef de l'Etat. Aussi les événements qui suivirent continuèrent-ils à confirmer le sévère mais juste jugement du perspicace et courageux prélat, dont la croix devenait plus lourde.

Sentinelle vigilante, il éleva de nouveau la voix en diète du mois d'août 1626, pour se plaindre des nombreuses infractions que les nouveaux croyants faisaient aux décrets souvent promulgués contre l'exercice de leur religion et la fréquentation des universités protestantes. C'était crier dans le désert. Ceux qui prononçaient des amendes et des peines contre les délinquants,

se gardaient soigneusement de les faire appliquer. Ils recouraient aux délais, aux circonstances atténuantes, aux rappels répétés devant les diètes; puis, ces lenteurs ou d'autres événements, faisaient enfin tomber la chose en oubli. Il en fut de cette dernière réclamation de l'évêque comme des autres en général. Ce que l'on n'oubliait pas, ce que l'on n'abandonnait point et que l'on poursuivait avec la plus persévérante tenacité, c'était la démolition du pouvoir épiscopal et le besoin urgent de faire sentir à l'évêque la haine qu'on lui avait vouée à cause de sa fermeté.

C'était en octobre de la même année. Depuis le siècle précédent, au moins, la ville de Sion tenait, sous le nom de maître d'école, un professeur pour les jeunes gens auxquels leurs parents voulaient donner une instruction supérieure. Cet enseignement était à peu près celui des collèges modernes. La capitale subventionna d'abord ce maître d'école; mais, plus tard, voyant que des jeunes gens des divers dizains venaient profiter de ces leçons, elle demanda et obtint, des dizains, un subside à titre de juste reconnaissance. L'école venait d'être installée dans le bâtiment de la chancellerie qui précédemment servait d'arsenal. Cet édifice, construit par Hildebrand de Riedmatten, appartenait à la mense épiscopale; mais cet évêque, sans renoncer à l'immeuble qu'il venait d'édifier, avait autorisé les sept dizains à y ajouter un étage pour servir d'archives. Sous son successeur, Jost, la bourgeoisie de Sion, sans consulter l'évêque et encore moins lui en demander l'autorisation, introduisit l'école dans la partie du rez-de-chaussée qu'avait élevée de Riedmatten. Blessé d'un pareil procédé, Jost fit placer ses armoiries dans la grande cour de l'édifice, sur la porte de l'école, en signe de propriété épiscopale. Mais les dizains y substituèrent leur écusson aux sept étoiles, et renvoyèrent le sien à l'évêque, en lui annonçant « que le maître d'école admis à Sion enseignerait dans cette maison; le prenant sous leur protection, car chaque dizain a le droit et le pouvoir d'établir des écoles et des maîtres d'école pour former leur jeunesse ès-science et vertus ». Ils oubliaient cependant qu'il faut aussi former la jeunesse au respect du septième commandement.

A cette époque, les Valaisans exploitaient déjà les cristaux qu'ils revendaient à l'étranger, mais ils refusaient de payer à l'évêque le droit qui lui revenait de cette industrie en vertu de la régale. Celui-ci réclama. On lui répondit par un refus, en soutenant que sous ses prédécesseurs, on n'avait jamais rien payé et qu'il n'avait aucun droit de ce genre, ni aucun titre à l'appui. Il eut beau leur rappeler ses droits régaliens et produire un titre authentique prouvant son droit sur les cristaux: on passa outre, en déclarant que les patriotes « ne comparaitraient devant aucun juge à ce sujet, quand même ils seraient cités ou accusés devant le fiscal. » Si Hildebrand réclamait ses droits de prince, il montra dans la même assemblée qu'il ne connaissait pas la vengeance, dès que le bien même physique de ses ouailles l'exigeait. Il s'agissait de procurer un médecin au pays.

Comme dans tout le pays, disent les abscheids, il n'y a aucun vrai médecin, ni chirurgien, et que beaucoup de gens meurent, faute de soins médicaux, il a été jugé nécessaire, ainsi que cela se pratique dans tous les autres pays et républiques bien policés, de faire un traitement à un docteur-médecin pour que celui-ci assiste les malades riches ou pauvres moyennant de convenables honoraires. Dans ce but, Sa Grandeur s'est empressée de déclarer vouloir y contribuer généreusement.

Les dizains promirent soixante-dix écus annuels, et le Vénérable Chapitre imita l'exemple de son chef spirituel. Il fut réglé que, outre un traitement fixe, le médecin ne pourrait recevoir ni exiger pour sa journée plus d'un écu ancien, non-compris son entretien.

Il y avait treize ans que l'intrépide prélat était monté sur la brèche où il n'avait cessé de combattre. « La hardiesse, l'insolence et l'opiniâtreté de ses adversaires allaient croissant. Ceux-ci redoublaient d'effort pour l'opprimer, » lui enlever la confiance des populations auprès desquelles on le faisait passer pour un intrigant, un ambitieux et un traître, qui songeait à confisquer les libertés des communes et à livrer le pays au pouvoir de l'étranger. Sa voix n'était plus écoutée; l'influence protestante allait grandissant et devenait d'autant plus redoutable que « les principaux meneurs étaient calvinistes et zwingliens et la plupart des charlatans qui ne comptaient pour rien le bien ou le mal du pays pourvu qu'ils pussent remplir leurs bourses. » Depuis longtemps on travaillait à l'expulsion des capucins et surtout des jésuites. On avait répandu contre les enfants de saint Ignace de noires calomnies et distribué dans les communes des pamphlets, où ils étaient perfidement attaqués; ce fut à tel point qu'ils crurent devoir y répondre. On faisait un crime à l'évêque de s'être fait accompagner d'un Jésuite dans ses courses pastorales. Il n'est pas étonnant qu'Hildebrand ait senti la mitre devenir trop lourde, et qu'il ait eu, comme son divin Maître, son heure d'agonie. Il songea sérieusement à résigner la charge pastorale en déposant sa houlette aux pieds du Vicaire de Jésus-Christ. De toutes parts, il avait demandé conseil, comme il le déclare dans sa lettre aux cantons catholiques; mais, comme il s'agissait de choses fort graves, il fallait, pour lui répondre, prendre bien des informations et peser les conséquences du conseil qu'on lui donnerait. Les événements se succédaient précipitamment et les conseils tardaient d'arriver: il se crut abandonné. Le 17 novembre, il faisait part de son projet de résignation dans deux lettres adressées, l'une au nonce et aux sept cantons catholiques; l'autre, à l'ambassadeur français à Soleure; il les priait de faire connaître son intention aux magistrats valaisans¹. Enfin, le 13 décembre 1626, il annonce à ces cantons l'inébranlable résolution qu'il a prise et ce qu'il vient de faire. Sa lettre laisse déborder l'amère douleur dont son âme souffrait; ce sont les accents d'un père dévoué qui se retire de la famille dans l'espérance de calmer des enfants révoltés.

¹ Manuscrit de la bibliothèque impériale. N° 3207. Paris, cité par le chan. De Rivaz.

Magnifiques, excellents, vaillants, nobles et très prudents seigneurs confédérés,

Nous avons vu par vos lettres combien vous portiez d'intérêt à notre évêché; nous nous empressons de vous remercier de votre spéciale et affectueuse sollicitude et nous sommes prêt à agir de réciprocité autant qu'il nous sera possible. Quant à la renonciation à notre évêché, nous vous déclarons franchement que nous l'avons faite en forme authentique et l'avons envoyée à Sa Sainteté, avec la réserve que la pension canonique nous soit fixée dans un autre lieu. Nos griefs et les causes qui nous ont forcé à cette résignation, loin d'être minces et de peu de poids, sont au contraire graves et en grand nombre. Dans le laps de temps écoulé entre le décès de notre prédécesseur et notre élection, les Vallaisans ont enlevé du château épiscopal un certain nombre de documents contenant les droits et privilèges de l'évêque et du Chapitre; ils ont criminellement forcé les chanoines à renoncer à la *Caroline* et à signer des articles tout à fait contraires à la liberté de l'Eglise, aux droits et privilèges du Chapitre. De fait, ils se sont mis en possession de plusieurs choses qui appartiennent à la mense épiscopale et au Chapitre et ils ne veulent laisser employer aucune voie juridique pour les récupérer. Dans leurs contestations avec nous, ils n'admettent ni juges ni arbitres. Ils refusent d'obéir non seulement dans les choses temporelles, mais dans les choses spirituelles qui ne sont du ressort que de l'Eglise, de sorte que l'autorité du prince-évêque est complètement méprisée et foulée aux pieds. Nous avons longtemps supporté ces choses et d'autres semblables; et comme chaque année, à chaque diète, nous étions victimes d'innovations dérogatoires de nos droits et privilèges, nous nous convainquions que si l'on ne mettait un frein à tant et de si graves maux, l'évêché était perdu, nous avons essayé de tout: nous avons réclamé, écrit, demandé aide à Rome, en France, en Savoie, en Suisse. Voyant que, de tous côtés, on était sourd à notre appel, l'âme plongée dans la douleur, craignant chaque jour une aggravation de maux pour nous, l'évêché et le pays, il ne nous restait qu'un parti: déposer la mitre et le bâton pastoral aux pieds du Pontife romain, afin que celui-ci désigne le successeur le plus apte, bien persuadé que nous sommes de la sagesse avec laquelle Sa Sainteté saura pourvoir aux conséquences et aux maux que vos seigneuries redoutent. Nous aurions patienté encore quelque temps, mais à cause des chagrins qui fondent sur nous, nous avons craint d'être surpris par la mort quand, pour le dire tout court, nous ne connaissons aucun de nos chanoines capables du poids de l'épiscopat; car nous sommes sûrs que si l'un des titulaires actuels était élu, tant lui que ses autres confrères seraient forcés par les patriotes à subir des conditions pires que jamais. Nous n'avons point voulu que le siège épiscopal eût à souffrir par notre faute; c'est pourquoi nous avons résigné de fait entre les mains de Sa Sainteté. Si celle-ci refuse notre démission, il sera nécessaire, si vous voulez éviter la perte de l'évêché, de la religion et de la patrie, que vous vous employiez, vous ou d'autres à obliger les Vallaisans à restituer tout ce qu'ils ont pris, à révoquer leurs iniques articles. Quant aux droits controversés, qu'on emploie des juges légitimes, ou que les deux parties choisissent des arbitres avec l'approbation du Souverain Pontife pour terminer le litige. Que les Vallaisans pratiquent une plus grande obéissance, sinon l'autorité du prince-évêque est nulle.

Que Sa Sainteté accepte ou refuse notre démission, s'il est une chose nécessaire en Valais, c'est la présence des Pères jésuites, afin qu'ils y extirpent entièrement l'hérésie, affermissent la foi, élèvent la jeunesse et dirigent le séminaire ecclésiastique que nous songeons à établir pour former de bons pasteurs, dont le diocèse a un besoin extrême et que nous ne pouvons obtenir autrement. Je supplie Vos Seigneuries d'agir par elles-mêmes ou de concert avec les hauts pouvoirs ecclésiastiques et civils pour que les Pères de la Société puissent ouvrir un collège à Sion, selon l'ardent désir de Sa Sainteté et de la sacrée Congrégation de la Propagande: c'est dans ce but qu'ils ont approuvé les conditions écrites, quoique contraires aux libertés de notre Eglise, que les Sédunois ont apposées à leur admission.

Quant au bailli, dont nous aurions dû parler d'abord, quoiqu'il soit obligé de nous prêter le serment de fidélité et qu'il reçoive de nous son salaire, comme étant notre fonctionnaire, les patriotes, néanmoins, le considèrent comme chef suprême au temporel et lui attribuent la haute puissance; de sorte qu'il ne nous reste que le nom de prince. Bien plus, ils déclarent que l'évêché appartient aux dizains, quoique nous puissions prouver par d'authentiques documents et la série continue des siècles, que nous possédons les régales, les droits de mort et de grâce, des amendes, de battre monnaie et de préfecture, et que tous les dignitaires séculiers reçoivent

de nous leur pouvoir et nous prêtent serment de fidélité. Voilà ce que nous voulions vous faire connaître, etc.

Donné à Sion, en notre château épiscopal, le 13 décembre 1626. De vos illustrissimes et excellentissimes Seigneuries le très affectionné confédéré et ami.

HILDEBRAND, évêque de Sion ¹.

L'exposé de la situation que le prélat venait de faire connaître aux confédérés catholiques était vrai et fidèle; mais, dans l'ardeur de son zèle à défendre les droits de son église, il avait commis une imprudence que ses ennemis surent habilement exploiter. Il avait demandé et obtenu de l'empereur Ferdinand II la confirmation de la *Caroline*, sur laquelle ses prédécesseurs, comme lui, s'étaient toujours appuyés pour prouver leurs droits de souveraineté. Ces droits sont ainsi énumérés et classés par l'évêque:

- 1° L'évêque est appelé prince du Saint-Empire romain.
- 2° Il est comte et préfet du Haut et Bas-Valais. Dans tout cortège ou cavalcade solennelle, le glaive de la puissance temporelle est porté par le sénéchal qui tient cet office en fief de l'évêque.
- 3° Il jouit du droit de grâce pour les condamnés à mort et autres coupables.
- 4° Conjointement avec le Vénérable Chapitre, il élit le bailli et le confirme par la prestation du serment de fidélité.
- 5° Il confirme les fonctionnaires, les châtelains, les majors et les gouverneurs.
- 6° Il crée les notaires publics.
- 7° Il bat monnaie.
- 8° Il a le droit de confiscation des biens des malfaiteurs et des suicidés ².

L'acte confirmatoire que l'empereur s'était empressé d'expédier, est daté de Vienne, le 26 novembre 1624³. Par un autre diplôme du même jour, le droit de chancellerie du Vénérable Chapitre de Sion, c'est-à-dire le privilège d'être seul à recevoir les actes notariaux, était pareillement reconnu et confirmé par Ferdinand II. Ces deux actes, loin d'atteindre leur but, furent l'étincelle électrique arrivant à point pour mettre le feu à la mine préparée, depuis longtemps, par ceux qui cherchaient à renverser le siège épiscopal et son titulaire. Vraiment, dans ces circonstances, c'était une idée malheureuse que celle de rappeler et de remettre en action cette suzeraineté impériale dont on ne parlait plus et qui n'était que nominale. Aussi les meneurs eurent-ils beau jeu.

Dès que les Valaisans eurent appris la démission donnée par le chef du diocèse et qu'elle était entre les mains du pape, leur exaltation ne connut

¹ Archives de Valère.

² Archives de Valère.

³ Archives de l'Etat du Valais, actes originaux.

presque plus de bornes. Ils ne voulaient plus d'Hildebrand. Ils avaient désiré lui infliger l'affront d'être déposé par Rome, à leur demande ; mais les voilà prévenus par leur propre victime qui, sans s'en douter, a déjoué leur dessein. On fit un nouveau crime au prélat d'avoir songé, disait-on, à faire placer sur son siège un prélat étranger dont, sans doute, on aurait moins facilement fait façon que d'un chanoine. Pour se donner une satisfaction, on songe à le déposer par l'autorité de la diète. Le conseil général est convoqué à l'hôtel-de-ville à Sion, où la première session a lieu le 13 janvier 1627. Les chanoines, interrogés s'ils avaient eu connaissance de la renonciation de l'évêque, déclarèrent avoir reçu du prélat lui-même communication de cette affaire ; mais après avoir manifesté leur désapprobation, ils s'en tinrent à cela, ne pensant point que les conséquences en seraient aussi graves. L'évêque exposa verbalement les motifs de sa conduite, et ajouta qu'il en avait de plus particuliers dont il s'était secrètement entretenu à Ardon avec les délégués des sept cantons, lorsqu'ils retournaient dans leurs foyers, puis à Zoug, lors du renouvellement de l'alliance. On lui dit qu'il était lui-même l'auteur de tous ses griefs et on lui reprocha vivement d'avoir résigné un évêché qui n'appartenait pas à l'évêque, mais à eux-mêmes¹. Puis, pour s'unir plus étroitement dans la nouvelle lutte qu'ils allaient commencer, les députés décidèrent que des représentants des dizains se rendraient à Loèche le 11 février, comme ils le firent, pour renouveler l'acte d'union patriotique de l'an 1550, et y réitérer le serment de maintenir les libertés communes. En outre, pour prévenir les défections et les entraînements que ne manquent point de produire la cupidité et l'amour des honneurs, ils portèrent le décret suivant :

Vu que quelques patriotes obtiennent des titres de chevalerie de princes et potentats étrangers sans les avoir mérités par leurs actions, qu'ils se rendent ainsi vassaux des cours, d'où résultent de nombreux inconvénients et qu'on a lieu d'en craindre de plus grands encore ;

En conséquence, il est arrêté qu'à l'avenir et à perpétuité, il ne sera plus permis ni à un patriote ni à aucun sujet de recevoir des lettres de noblesse ou de chevalerie de princes étrangers spirituels ou temporels, ni de se lier à eux par des serments. Si de telles lettres ont déjà été obtenues, qu'elles soient soumises à la nation pour que celle-ci sache à quelles conditions ces patentes ont été délivrées ; vu que ces faveurs sont nuisibles au pays, introduisent le faste et l'orgueil plus qu'il n'en revient d'honneur. On sait que par ces moyens les princes étrangers ont occasion de mettre nos patriotes sous leur dépendance.

Quiconque contreviendra à cette défense encourra la perte de son honneur et de ses biens. Il est enjoint au bailli d'y avoir l'œil ouvert.

Sont néanmoins exemptés ceux qui se seraient signalés par des actions valeureuses et chevaleresques au service de la patrie ou dans des guerres en faveur de pays alliés ; ce que l'on accorde, dans ces cas comme causes honorables. Autrement nous les déclarons cassés ainsi que leurs lettres de chevalerie, et ils ne pourront plus être appelés chevaliers.

A la réunion de Loèche, les commissaires des cantons catholiques furent introduits dans l'assemblée. C'étaient le capitaine Jost Birkker, chevalier et membre du conseil de la ville de Lucerne ; Charles-Emmanuel de Rolle,

¹ Sessions de janvier et février. Archives de Sion.

seigneur à Neufchâtel, et Memmeren, conseiller et banneret à Uri; le chevalier Jean-Gaspard Teberg, conseiller d'Etat à Schwytz; Jean-Daniel de Montenach, chevalier, du conseil de la ville de Fribourg. Ils venaient, au nom des cantons catholiques, offrir leurs offices fraternels pour opérer une réconciliation si désirable entre l'évêque et les patriotes. Après eux se présentèrent de Molondings, secrétaire de Sa Majesté de France et interprète de l'ambassade française, et le seigneur de la Battilière, secrétaire et conseiller intime de Son Altesse le duc de Savoie. Au nom de leurs maîtres, ils venaient remplir la même mission. L'assemblée, qui était très nombreuse, les remercia tous et elle résolut d'aller siéger à Sion, parce que, en l'absence de l'évêque, dit-elle, « la nation ne pouvait savoir pourquoi celui-ci lui avait fait l'affront de l'accuser « à l'étranger et de remettre l'évêché, qui n'est pas sa propriété, à un *pouvoir* « *étranger*; elle voulait aussi voir si elle ne pouvait pas maintenir sa souveraineté « et ses droits sans léser ceux de l'évêque ». Ce langage était une fin de non-recevoir et une dérision, parce qu'en réalité on ne voulait ni d'Hildebrand, ni des anciens droits de l'évêché, mais se substituer à la souveraineté épiscopale. Le *pouvoir étranger* dont on ne voulait pas reconnaître l'autorité, était celui du pape : on préférait Berne. Invité à faire connaître ses griefs, l'évêque le fit par un écrit du 13 mars, signé de sa main, et contenant treize articles dont l'objet était la révocation de tout ce qui avait été fait contre les prérogatives spirituelles et temporelles de son siège, la restitution de tout ce qu'on lui avait enlevé ainsi qu'à son Chapitre, l'adoption du calendrier grégorien qu'en 1622, le nonce apostolique avait imposé, mais que les magistrats continuaient à rejeter. Par le douzième article, il demandait que les Jésuites pussent sans obstacle prêcher et se livrer à l'instruction dans le pays.

Ce mémoire fut remis à la haute assemblée par les délégués des sept cantons qui sollicitèrent là-dessus une solution amiable. La réponse fut celle que les antécédents faisaient prévoir. Les magistrats expliquèrent tous leurs actes de manière à faire ressortir leur innocence et leurs intentions loyales, ils protestèrent de leurs sentiments catholiques et de leur dévouement à la religion. Ils dirent aux représentants des cantons et des deux souverains que : « on « n'avait jamais donné motif à Sa Grandeur de résigner son évêché, que cela « n'avait eu lieu que par incitations de personnes haineuses ou par des vues « ambitieuses du prélat qui, dès le commencement de son administration avait « attaqué leurs libertés ». Puis on recommença à faire de l'histoire de la même manière qu'on l'avait déjà fait sous Adrien II et au commencement de l'épiscopat actuel. Venant à la question de la démission, on décida « que Son Excellence le grand bailli convoquerait, dans le dizain qu'il voudrait, des assemblées « composées d'autant de députés qu'il jugerait à propos, et que ces députés « reçussent de leurs conseils et communes le pouvoir de procéder à l'élection du « nouveau prélat s'il est opportun et si tel est leur avis¹ ».

¹ Session du 28 février au 13 mars 1627.



LE SEIGNEUR GASPARD STOCKALPER DE LA TOUR, GRAND-BAILLI

En réponse à cette décision l'évêque proposa aux membres de la haute assemblée une réconciliation loyale, et pour y parvenir il demanda la nomination d'un tribunal arbitral composé mi-partie d'ecclésiastiques et de laïques désignés par le Chapitre et la nation. Mais les députés poussèrent l'insolence jusqu'à dire qu'ils ne se fiaient guère à cette déclaration, « parce que Sa Grandeur avait souvent agi contrairement à ses assurances verbales ou écrites; qu'ils la soumettraient cependant à leurs dizains et attendraient leurs décisions; mais sans changer de résolution, de procéder à une nouvelle élection ». Ensuite ils ordonnèrent au clergé de continuer à suivre l'ancien calendrier et de s'y conformer pour la célébration des fêtes. Si un curé ne s'y conformait pas, l'huissier de la commune devait corriger son annonce, et le sonneur de la paroisse observer la même règle.

Les diverses députations qui s'étaient rendues en Valais pour amener une pacification si ardemment désirée, virent donc leur espérances frustrées et leurs efforts annulés. Déjà en 1622, le nonce Scapius était venu visiter le diocèse, et il avait porté un décret de réforme de plusieurs abus qui s'étaient glissés dans les paroisses et dans le Chapitre¹. Il s'était efforcé de rétablir l'évêché dans ses droits. Tout fut inutile; les troubles ne tardèrent pas à recommencer. L'année suivante, il profita de la présence à Fribourg de la députation valaisanne et de celle des cantons catholiques, à l'occasion du renouvellement de leur alliance religieuse, pour exhorter vivement les Valaisans à faire cesser leurs dissensions confessionnelles et à se soumettre à leur prélat². Ce fut le lendemain de ce renouvellement que le nonce, s'adressant d'abord à tous les représentants catholiques, ensuite à ceux du Valais en particulier, prononça un long discours dont voici quelques passages :

Illustrissimes et très puissants seigneurs,

Si jamais, dans le cours de ma légation en ces pays, je me suis vu obligé de me présenter devant une de vos assemblées, c'est bien aujourd'hui, afin de vous faire connaître la paternelle volonté et l'affection de Sa Sainteté le pape Urbain VIII pour vous tous et vous féliciter de l'acte solennel que, par la grâce divine, vous avez accompli hier.

On ne pourra jamais assez louer le religieux empressement avec lequel vous avez mis, ces années passées, messieurs du Vallais — ce à quoi vous avez aussi coopéré, magistrats des cantons catholiques et surtout de Lucerne — pour purger votre Vallais de l'hérésie, les uns en y envoyant et les autres en y admettant de bons ouvriers apostoliques et en publiant ce saint décret porté par la diète de Viège, par lequel, entr'autres articles, il fut défendu d'envoyer la jeunesse aux écoles protestantes, d'assister aux prêches et de participer à la cène des ministres de l'erreur, de promouvoir aux fonctions et aux charges du canton aucun hérétique et, finalement, ordonné d'expulser de votre pays quiconque ne professerait pas le catholicisme.

Mais, pourquoi cet arrêté n'a-t-il pas encore été exécuté quant aux articles du bannissement des hérétiques et de leur exclusion de la magistrature, comme il n'y a pas longtemps qu'on vient d'y manquer à Sion, quoique plusieurs fois cet arrêté ait été confirmé et que, l'année passée, on m'ait promis de l'observer en tous points?

Ne croyez point, magistrats vallaisans, d'avoir assez fait en expulsant de votre patrie

¹ Archives de Valère, 3-60.

² De Rivaz. *Opera historica*.

tous les perturbateurs hérétiques qui s'y trouvaient; car lors même qu'il en serait ainsi, cela ne suffirait pas pour sauvegarder la religion et la paix chez vous. Vous avez pu vous convaincre, par l'exemple des Grisons vos voisins, combien la différence de croyance dans une même république peut engendrer de séditions et de guerres civiles...

La meilleure preuve qu'un pays est vraiment catholique, c'est quand ses habitants ont pour leurs prélats et autres personnes ecclésiastiques, le respect qui leur est dû. Je vous prie, messieurs du Vallais, de vous montrer de bouche et de fait respectueusement dévoués à votre évêque, prélat si zélé pour le salut des âmes. Je sais de lui qu'entre le vénérable Chapitre de Sion et vous il existe des compétitions et des désaccords qui, plus tard, en produiront d'autres. A Dieu ne plaise qu'un jour cela ne détruise l'amour fraternel et le respect mutuel. C'est ce dont j'ai pu me convaincre l'an passé quand je fus chez vous. Ceux d'entre vous qui assistèrent à la conférence que j'eus avec les délégués de tous les dizains, savent que pour aplanir vos démêlés je proposai que des arbitres fussent choisis par vous, l'évêque et le chapitre. Il me fut répondu, au nom de ces délégués, que ma proposition était agréée et qu'on l'effectuait à la première diète. Et, cependant, on ne s'en est plus occupé depuis ce jour-là.

Ne me dites pas que la paix règne chez vous et que vous vivez en bonne harmonie avec votre évêque, car l'affaire du curé de Loèche, les droits que le Chapitre et l'évêque même ont à défendre contre vous et les prétentions que vous élevez contre eux, nous prouvent le contraire. Je vous prie donc et je vous exhorte très sérieusement d'étouffer ces discordes en vous choisissant des arbitres. N'avez vous pas pour cela vos alliés, les cantons catholiques? N'avez vous pas le nonce apostolique? Tous nous nous chargerons volontiers, pour le bien de la paix, de travailler à détruire cette pierre de scandale et de divisions...

Je saisis l'occasion de l'affaire de l'intrus de Loèche, pour déplorer le triste état de votre patrie, où j'ai trouvé peu de prêtres instruits et vertueux, et pour vous prier de vous procurer de bons prêtres, de favoriser et augmenter le petit nombre que vous en avez et spécialement les Jésuites, si aptes à produire de très grands fruits chez vous, comme vous l'avez déjà expérimenté pour l'instruction de vos fils, par le retour à la piété, à la fréquentation des sacrements, à l'assistance aux prédications et par les missions qu'ils donnent continuellement. Je le dis avec d'autant plus de force que j'ai appris, avec une ineffable amertume, qu'on leur avait retiré l'autorisation d'établir un collège à Sion et qu'on leur avait interdit la chaire de la cathédrale, où ils prêchaient depuis bien des mois. Si cela est vrai, monsieur le député de Sion, dites à vos magistrats et à vos supérieurs qu'ils se gardent de manquer à Dieu en manquant à leurs engagements, et de ne pas se détourner de ceux qui travaillent si bien au salut de leurs âmes¹.

Le nonce avait reparu à Sion en 1626, accompagné des délégués des cantons catholiques et de l'ambassadeur français; il était reparti sans être plus heureux que la première fois.

Le secrétaire d'Etat était alors le fameux Michel Magéran, banneret et calviniste déguisé. Homme de tête et d'action, il avait fait sa fortune dans le fermage des sels pour le Valais, et même, pendant quelques années, pour la Savoie. Il jouissait d'une grande influence sur le bailli Jean Roten, de Rarogne. Excité probablement par son secrétaire, Jean Roten, patriote ardent, représente aux dizains comme un triple crime et un énorme attentat à la sûreté des patriotes et à la souveraineté du peuple la conduite de l'évêque, accusé, comme on l'a dit, d'avoir contracté une alliance secrète avec le roi de France, obtenu de l'empereur Ferdinand II la confirmation de la Caroline et, ensuite, résigné son évêché entre les mains du souverain pontife. Voyant le danger que courait

¹ Archives Ambuel, à Sion.

la religion en Valais, où l'administration de la chose publique venait d'être confiée aux adversaires déclarés de l'évêque, dont la plupart et surtout les plus influents et les plus audacieux étaient les plus ardents champions du protestantisme, le pape Urbain VIII écrivit en ces termes au Vénérable Chapitre, en lui traçant nettement son devoir.

Urbain VIII, pape. A nos très chers fils, salut et bénédiction apostolique.

C'est avec une grande affliction et en gémissant sur vos malheurs que nous avons appris les mouvements séditeux qui agitent votre république. Notre charité pontificale redoute que le gouffre de l'enfer n'absorbe de nombreuses victimes en Vallais, où le mépris que l'on témoigne à l'évêque et l'exil des prêtres attireront promptement les châtements divins. En vertu de notre sollicitude apostolique pour l'église de Sion, nous ne pouvons rien négliger de ce qui peut lui procurer la santé. Une voix d'en-haut fait retentir à nos oreilles ces paroles : *Cette maladie n'est point mortelle*. Plein d'inquiétude, nous faisons monter nos prières vers Celui qui non seulement rend la santé aux malades, mais peut d'un seul mot ressusciter les morts. Nous espérons que Celui qui châtie à propos les peuples, adoucira l'esprit des magistrats qui, se rappelant qu'ils ont dernièrement proscrit l'hérésie par un décret, agiront avec la même sagesse dans leurs futures assemblées. Pour remédier à de si grands maux, chers fils, nous comptons sur l'appui et les bons offices de votre piété. Vous devez faire sentinelle pour la maison du Seigneur et, revêtus de la cuirasse de la foi, vous opposer aux efforts de la téméraire impiété. Révérez l'autorité divine dans celle de votre évêque, car celui qui la viole secoue le joug du Christ et sera précipité dans la prison des ténèbres éternelles. Si les machinations diaboliques vont jusqu'à vouloir vous forcer d'élire un évêque, vous devez alors faire voir à la terre et au Ciel quels hommes l'église de Sion a choisis pour son sénat et vous armer du casque du salut contre les dangers menaçants. Chers fils, c'est le royaume de Dieu que l'on attaque en la personne de votre évêque; c'est pourquoi vous défendrez le royaume de Dieu en combattant contre ces insensés. Lors même qu'il faudrait répandre votre sang pour soutenir l'Eglise, cette épouse du Tout-Puissant, vous ne pouvez pas refuser de marcher dans une voie semée de terreurs pour arriver à la palme de la glorieuse éternité. Mais nous espérons voir les magistrats vallaisans suivre une voie plus sage, eux dont la religion a plusieurs fois mérité la protection céleste et la bienveillante affection du Souverain Pontife. Certes, ceux qui se sont montrés hommes en péchant, obtiendront d'être associés aux Anges s'ils réparent la faute qu'ils ont commise à la diète de Loèche. En leur souhaitant cette gloire, nous accordons notre bénédiction apostolique à tout votre collège capitulaire, à qui l'évêque de Campanie [le nonce] expliquera verbalement et plus longuement notre sentiment.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pêcheur, le XVI avril MDCXXVII, la cinquième année de notre pontificat.

Le nonce, qui renseignait soigneusement le souverain pontife, n'avait pas tardé d'écrire dans le même sens aux chanoines. Il espère que si on leur fait la schismatique proposition d'élire un autre évêque, ils n'oublieront point qu'ils n'ont nullement ce droit et feront comprendre aux patriotes qu'il ne leur appartient pas plus qu'à eux de substituer un évêque à un autre, dont le Saint-Père n'avait pas accepté la démission. Le Chapitre était effectivement opposé à cette démission, puisque le 30 janvier le chargé d'affaires qu'il avait à Rome lui promettait de faire tous ses efforts pour qu'elle ne fût pas acceptée, selon qu'ils le désiraient et vu qu'on trouverait difficilement un pareil évêque. Ce chargé

¹ Archives de Valère.

d'affaires était, selon toute probabilité, le chanoine Tornéry, que ses confrères avaient envoyé à Rome pour diverses difficultés à résoudre.

Le père commun des fidèles craignait trop les conséquences de ces événements pour ne pas ordonner à son représentant de retourner promptement en Valais. Le 25 avril, Alexandre Scapius avertissait de nouveau le Chapitre qu'il allait incessamment reparaître à Sion pour y travailler à la paix et au maintien des droits de l'évêque.

Il est plus facile, dit-il, d'exciter les tempêtes que de les apaiser. Ne croyez point que je me repose ou que je dorme pendant que vous êtes battus par les flots; je me donne beaucoup de peine non seulement pour la défense de vos droits et de ceux de l'évêque, mais encore pour que messieurs du Vallais rétablissent avec vous la paix et la concorde sans lesquels eux aussi peuvent encourir des périls et faire naufrage. En nous écrivant que les jésuites ont été expulsés au grand regret du peuple, vous nous annoncez une chose réellement déplorable. Quiconque connaît l'état dans lequel se trouve le Vallais, doit éprouver une poignante douleur en voyant le renvoi de maîtres si habiles à élever la jeunesse, de prédicateurs si instruits et de directeurs de conscience si expérimentés.

Le décret d'expulsion des pères avait été porté en mars par la diète constituée en assemblée exécutive tenue à Loèche¹. Le personnel des Jésuites n'était pas nombreux; il y en avait cinq à Brigue et deux à Sion. Pour mieux cacher leurs vues hérétiques et tromper le peuple, les chefs du parti avaient en même temps fait confirmer l'ancien décret de Viège par lequel le calvinisme était déclaré à jamais banni du pays et la religion catholique seule reconnue. Les pères n'eurent qu'un délai de quinze jours pour s'en aller².

Ce procédé, par trop démocratique, avait aussi soulevé l'indignation du gouvernement français. Miron ne put s'empêcher de le témoigner en répondant à la lettre du Valais du 20 mars.

Par ce qui s'est passé parmi vous trop précipitamment, pour le peu du sujet qu'il semblait que vous en eussiez, vous donniez occasion à quelques-uns de s'indigner de votre procédé et fermiez la bouche à vos amis qui eussent plus volontiers entrepris de répondre de votre piété et dévotion envers tout ce qui regarde l'église et les ecclésiastiques si cela eût été préalablement annoncé au nonce et à vos alliés [des cantons catholiques] dont vous avez été secourus et qui vous avaient avisés de ce que Mr l'évêque de Sion avait projeté, c'est-à-dire la résignation de son évêché, dont ayant été éconduit, il ne vous restait, ce semble, autre affaire pour ce regard qu'à remercier Sa Sainteté et ceux qui vous avaient assistés sans votre sù ni aucune instance aucune de votre part, et demeurer en pareil état que vous étiez auparavant sans vous étendre par des assemblées et des conseils exécutoires à de nouveaux décrets au sujet des ecclésiastiques, lesquels, s'il est quelquefois loisible aux magistrats séculiers de ramener et soumettre aux règles ordonnées dans les choses temporelles, c'est néanmoins avec ce tempéramment que ce qui touche particulièrement leurs personnes et leur office, en quelque État ou royaume que ce soit, est toujours communiqué et remis aux supérieurs de leur même profession, afin que par cette mutuelle correspondance entre la puissance spirituelle et la temporelle, l'économie de la religion catholique ne soit altérée et ne dégénère aux excès que nous reprochons tous les jours à ceux qui ont embrassé la nouvelle et très dangereuse opinion religieuse.

¹ Bibliothèque impériale: lettre de M. Miron à Messieurs du Valais.

² Liber historiae collegiæ brigensis societatis Jesu.

Il leur montre ensuite le tort qu'ils font à leur réputation dans toute l'Europe et, par d'adroites louanges, il les engage à se raviser en feignant de croire que, sans doute, ils n'avaient pas eu l'intention d'arriver à l'exécution de leur décret, mais que les pères jésuites les avaient surpris en se pressant d'obéir. Par la considération de ce qui se passait dans les autres pays, où l'on était aussi avisé et fier de ses droits qu'en Valais, il fait voir le tort que l'on a de refuser l'adoption du nouveau calendrier qui tournait la tête aux députés et les couvrait de ridicule. Il leur suggère de la manière la plus courtoise ce qu'ils devraient faire pour arriver à une entente pacifique, surtout avec le souverain pontife qui ne peut, vu leurs procédés, qu'avoir une triste idée de leurs sentiments religieux et de la véracité de leurs protestations sans cesse multipliées et jamais mises à exécution¹. Cette lettre, fort longue, pleine de sages conseils, habilement rédigée et modèle de bon goût, contrastait singulièrement avec les réponses des patriotes à l'évêque et même avec le style de l'adresse que, le 6 mai suivant, ils envoyèrent au Saint-Père. Cette lettre de Miron ne produisit néanmoins aucun effet. Les sept cantons n'étaient pas restés muets non plus.

Voyant que le légat apostolique revenait en Valais, le bailli crut devoir faire parvenir une adresse au pape, afin d'expliquer, à son point de vue, les démêlés avec l'évêque. Le secrétaire d'Etat, Magéran, qui est assurément l'auteur de cette pièce, commence par les protestations de soumission et de prompt obéissance; il exprime sa gratitude au vicaire de Jésus-Christ de l'honneur qu'il a fait au Valais en lui envoyant un prélat si éminent, et il le remercie de son zèle à procurer le bien du pays. Puis, abordant la question de l'expulsion des Jésuites et les autres matières de ces longs démêlés, il les expose avec un art insidieux et finit par faire envisager l'évêque comme l'auteur de toute cette agitation et de ces troubles. Il proteste de la sincère résolution où l'on est de vivre et mourir dans le catholicisme, et en donne pour nouvelle preuve le décret religieux de Viège, que l'on venait de reconfirmer à Loèche. Puis il arrive au nœud gordien: « Que votre très sainte Paternité, dit-il, « daigne écouter favorablement notre humble et franche demande, et qu'Elle « nous rende heureux par une très bénigne et clémente réponse, telle que nous « l'espérons: c'est de ne plus nous laisser sous la houlette d'un pasteur qui est « la terreur de ses pauvres petites brebis, et de nous en accorder un plus « doux, qui exerce vraiment l'office de pasteur; autrement le décret dont nous « venons de parler pourrait être révoqué. » Ces derniers mots étaient simplement une menace de protéger le calvinisme si le pape ne se rendait pas aux vœux des patriotes; c'était bien prouver la sincérité de leur soumission et de leur obéissance. Cependant ils ne purent exécuter leur projet parce que le peuple valais mieux que ses chefs. Les dizains de Conches, Brigue, Rarogne et Sierre, par le travail des religieux expulsés, étaient généralement redevenus

¹ Bibliothèque impér., manuscrits sur le Valais.

sincèrement catholiques; la majeure partie de ceux de Viège et de Loèche l'étaient aussi; mais Sion restait toujours le foyer du protestantisme, qui cherchait ouvertement à y relever la tête. Les sentiments exprimés au nonce dans la lettre qu'on lui avait écrite le 20 mars, étaient en contradiction avec ceux de la lettre du 6 mai au pape. Dans celle-ci, on demandait que l'évêque fût changé *parce qu'il était la terreur de ses pauvres petites brebis*, tandis que six semaines auparavant on disait au nonce: « Nous vous remercions de n'avoir pas approuvé la « résignation que le révérend seigneur évêque a faite de cet évêché à Sa Sainteté « et de vos bons offices en cette affaire pour vous être interposé auprès de Sa Sainteté, afin qu'elle n'acceptât et n'agrêât pas cette résignation¹ ». Se pouvait-il tant de fausseté dans ces magistrats?

La menace faite précédemment d'élire un autre évêque ne tarda pas à avoir un commencement d'exécution. Au mois de mai, le Chapitre fut invité à « présenter quatre candidats parmi lesquels la diète choisirait un vicaire général, coadjuteur ou suffragant. »

Les chanoines, connaissant leur devoir et déjà prévenus par le nonce, refusèrent leur consentement et en énoncèrent les motifs. Cette résistance surprit l'autorité civile qui paraissait s'attendre à une acceptation. Les cantons catholiques avaient bien proposé, comme moyen d'accommodement, de demander à Rome l'élection d'un autre évêque dont la personne n'aurait jamais été engagée dans les luttes précédentes, mais ils le voulaient par la voie de sollicitation et d'humble demande, en laissant le pape juger de la convenance et de l'opportunité du changement. Au lieu de suivre cet avis, les patriotes crurent forcer le pape à condescendre à leur demande en le menaçant de révoquer le décret de Viège.

Pour la troisième fois, en quelques années, l'envoyé du Saint-Siège arrivait à Sion; il était accompagné, comme la dernière fois, de l'ambassadeur Miron et des représentants des sept cantons. Il parut devant la diète le 20 mai²; il y prononça un discours très paternel et fort propre à calmer les esprits. Il lui était facile de mettre les adversaires d'Hildebrand en contradiction avec eux-mêmes; cependant, il ne toucha que délicatement à ce point, pour éviter de blesser leur amour-propre. Venant en particulier à la question des jésuites qui étaient introduits depuis une vingtaine d'années, il dit que, de l'aveu même des seigneurs valaisans, lors de la rénovation de l'alliance à Fribourg en 1623, si ces religieux s'étaient mêlés des affaires de l'évêché, c'était à la prière du nonce, qui les avait pressés d'employer tous les moyens pour détourner l'évêque d'une résignation. Il insista spécialement sur le rappel des Pères comme éminemment habiles à instruire la jeunesse et à former de bons prêtres. Au sujet des droits de l'évêque, il engagea à rendre tous ceux qui avaient été usurpés. Il excusa la

¹ Ibidem.

² Le 30 mai, selon le nouveau calendrier.

démission que le prélat avait offerte au pape en affirmant qu'en cela, il n'avait eu d'autre pensée que de se débarrasser des difficultés et d'une charge qui lui devenait insupportable. Si ces adversaires lui faisaient un crime de cette renonciation, c'était apparemment dans la crainte de recevoir un évêque étranger et d'avoir à lutter avec Rome pour conserver leur droit d'élection. Mais le nonce les assura que dans le cas même d'une acceptation de la demande de leur évêque, le vicaire de J.-C. laisserait le Vénérable Chapitre procéder à une nouvelle élection, selon l'usage du pays.

Le surlendemain, le bailli répondit fièrement par écrit, que les représentants du pays étaient peïnés de voir l'évêque tombé dans la disgrâce générale, à cause des innovations et des empiètements qu'il s'était permis dès le commencement de son règne contre les libertés communes ; *qu'il n'a pas tenu à eux que la pauvre brebis ne vécut en paix avec le pasteur*. Dans cette aigre réponse, il n'articule point de faits particuliers ; il s'en tient à des assertions et à des accusations générales, insidieuses et parfois absolument fausses, comme lorsqu'il accuse Sa Grandeur de n'avoir pas observé les conventions mutuelles et de n'avoir jamais fait connaître ses griefs contre les patriotes. Touchant les jésuites, loin de les accuser, il avoue que le pays leur a de grandes obligations, mais que le peuple les a pris en aversion, uniquement parce qu'ils se sont trouvés dans le pays sous le règne d'un prélat si brouillon, dont on les croyait les conseillers :

...ce que néanmoins les plus sages et avisés ne veulent croire, jugeant qu'ils sont trop prudents et discrets pour approuver un règne si violent... Ayant craint une émotion générale, nous avons licencié avec respect lesdits Pères pour les garantir de toute violence.

Le reste va sur le même ton et respire la même fourberie. Rien d'étonnant, puisque ce n'était pas Jean Roten qui parlait, mais le vice-bailli Magéran qui remplissait exactement le rôle qu'avait autrefois joué le fameux Guntren. Voici la conclusion du réquisitoire de ce révolté et schismatique. Pour ces méfaits

...l'évêque est *ipso facto* déchu de l'évêché... Nous ne pouvons plus vivre avec ce prélat, car comment pourrions-nous le protéger, puisqu'il ose dire qu'il est pape en ce pays, et que ni lui ni le seigneur légat n'ont rien à lui commander¹. Comment est-il possible que l'on puisse aimer un pasteur qui veut dévorer ses brebis... C'est pourquoi le louable pays supplie humblement Sa Sainteté pour éviter de plus grands maux, pour notre repos et la conservation de notre religion catholique, de vouloir bénévolement démettre ledit seigneur évêque de sa charge et de nous mettre en repos. *Autrement nous serions occasionnés de songer nous-mêmes à d'autres moyens pour conserver notre chère patrie en bonne paix et union et la préserver d'un schisme*².

Une telle réponse était bien propre à dissiper toute illusion d'accommodement et à inspirer au nonce de sérieuses craintes ; il ne se découragea pas néanmoins. Miron crut devoir s'arrêter à Sion jusqu'à la fin du mois de juin et

¹ Imposture effrontée de Michel Magéran.

² Gallia Christiana, tom. XII.

s'employer très activement près des seigneurs de l'Etat pour amener une solution favorable et si désirée par Rome, la France et les sept cantons. Le 29 mai, il fait des instances pour qu'on s'arrange avec le clergé

...parce que, dit-il, vos troubles intérieurs ne pourront guérir sinon en rendant à chacun des membres de votre Etat ce qui lui appartient tant par la raison et la loi naturelle que par la règle de justice et la loi civile et politique qui contient par là le repos et le calme et donne sujet aux intéressés — près desquels les malveillants prennent sujet de s'introduire par la brèche de quelques mécontentements et indignation qu'on se figurera juste, quoiqu'il n'y en doive point avoir qui excuse de troubler son pays — de fermer les oreilles aux sifflements de division et de soulèvement qui s'introduisent assez souvent dans les états où les uns s'estiment opprimés.

Il ajoute qu'en agissant ainsi, ils procureront le bien de leur patrie, que, par ce moyen, « ils purgeront de ces humeurs peccantes qui peuvent donner entrée au désordre. »

Jusqu'à la fin de juillet, la correspondance entre l'ambassade de France et son gouvernement fut très suivie. De Paris, on insistait en outre pour que le nouveau calendrier fut adopté, afin que le catholique Valais n'imitât pas certains pays protestants, qui le rejetaient uniquement par haine contre l'Eglise. On ne cessait non plus de pousser à la reconnaissance des droits de l'évêque et à la promesse de l'inviolabilité de sa personne sacrée. Miron s'était rendu près de son roi; il avait chargé son secrétaire d'ambassade de le tenir au courant des affaires depuis Soleure. Il en reçut la nouvelle que sur l'invitation du nonce, une assemblée des cantons catholiques avait eu lieu à Lucerne, dès le 8 ou le 10 juillet, pour délibérer entre autres sur la demande des patriotes, d'être reconnus par leurs alliés comme souverains absolus de leur pays. Soleure consentait à les reconnaître comme souverains, conjointement avec leur évêque, selon l'accord de 1619; mais il ne voulait pas que cette reconnaissance fut connue des Valaisans avant d'être instruit des intentions du roi sur ce même sujet. Ces intentions n'étaient point douteuses, Louis XIII s'en était expliqué plusieurs fois catégoriquement avec son ambassadeur en Suisse: il voulait le respect des droits épiscopaux.

Le 25 juillet, l'assemblée de Lucerne n'était point encore close, comme on le voit par la lettre que le secrétaire intérimaire adressait ce jour-là à Miron:

Concernant, dit-il, la demande de déposition de l'évêque, celui-ci y acquiescera plus facilement quand on lui fera quelque condition convenable, telle que la continuation de la pension de Sa Majesté et quelques deux mille livres sur l'évêché de Sion qui n'en vaut pas six mille. Il serait bien à propos d'en écrire à Sa Sainteté pour aboutir à une nouvelle élection et travailler à faire tomber le sort sur le doyen qui a été nommé grand vicaire depuis que le pays a déclaré n'avoir plus affaire avec l'évêque.

L'intérimaire rappelle à son chef que, le 6 juillet, l'évêque sur la demande des patriotes, avait proposé au roi d'envoyer à l'Etat l'argent de la pension qu'il payait aux huit étudiants qu'il entretenait à Paris ou à Lyon. Cet

argent aurait été employé à l'établissement d'un séminaire diocésain, afin que le pays n'eût plus à recevoir de prêtres étrangers et ne fût pas contraint d'envoyer ses étudiants au collège Borromée à Milan, comme les patriotes se préparaient déjà à en faire la défense formelle¹. On l'a vu, cette mesure des magistrats visait moins les intérêts religieux de leurs concitoyens, qu'à obtenir un clergé formé par eux, qui n'eût pas été nourri dans ce qu'on appelait déjà alors les principes et les idées de la curie romaine et qui pût être maintenu sous la dépendance des petits czars valaisans. Elle tendait aussi à soustraire l'évêque à l'influence espagnole que, pour des motifs politiques, le représentant français combattait de tout son pouvoir. L'intérimaire écrivait encore à Paris que, pour prévenir l'instance faite par le nonce d'un prompt rétablissement des jésuites, — qu'il représente maintenant comme gravement suspects aux Valaisans — il fallait faire arriver des capucins dans le pays, et en écrire au pape « pour lui enlever l'opinion que l'Eglise eût reçu une grande plaie par la retraite des jésuites ; plaie qui lui *paraîtra réparée* par l'établissement des capucins. »

Que les jésuites fussent devenus suspects au peuple, c'était une fausseté que les meneurs avaient inventée et répandue hors du pays, afin de tromper les alliés catholiques et en particulier le roi de France, qui était favorable à ces Pères, et de faire agir dans le même sens son ambassadeur à Rome. La vérité était que le peuple des dizains orientaux en particulier avait profondément gémi du départ de ces bons religieux et ne se gênait guère de témoigner son indignation contre les auteurs de leur bannissement. En étudiant les nombreuses pièces émanées des ministres et des divers représentants français sur la question des jésuites et des démêlés entre Hildebrand et les patriotes, et en les mettant en regard des événements et de la correspondance de l'évêque, des cantons et du nonce Scapius, on remarque trois choses très distinctes. Premièrement, le gouvernement de Louis XIII et ses représentants en Suisse et à Rome avaient des sentiments très catholiques et désiraient le triomphe du catholicisme. Secondement, Miron et son entourage ne comprirent jamais bien cette cause dont ils n'entrevinrent point ou n'étudièrent que superficiellement le vrai mobile. Ce mobile était tout religieux : c'était la guerre au catholicisme que les grands cantons protestants, notamment Berne et Zurich, voulaient détruire en Valais, par le moyen de quelques personnages corrompus et gagnés d'avance et la complicité de certaines familles ambitieuses, qui désiraient s'enrichir des biens de l'Eglise. Pour y parvenir, depuis longtemps, les meneurs exploitaient habilement la question de la souveraineté temporelle des évêques. Ils savaient bien ce qu'ils faisaient ; mais, hypocrites adroits, ils se revêtaient soigneusement de la peau de brebis, en protestant sans cesse de leurs sentiments religieux. Les gens intelligents et sincèrement catholiques comprenaient la chose, mais la

¹ Bibliothèque impériale à Paris, apud de Rivaz.

multitude, c'est à dire le peuple, ignorait ou ne connaissait que vaguement les secrets desseins de ses chefs. En troisième lieu, Miron, tout dévoué à son maître Louis XIII, ne regardait cette question qu'à travers le prisme des intérêts de la France qui, pour combattre l'Espagne, en Italie, ne visait qu'à détourner les Valaisans d'une alliance avec cette puissance. C'était d'ailleurs le règne du grand ministre, le cardinal Richelieu, dont l'unique ambition était de donner partout la prépondérance à la France, en écrasant ses adversaires.





CHAPITRE XI

DE 1627 A 1638



QUAND, au milieu de l'été, sous les ardeurs de la canicule, un orage se prépare, il est précédé d'un calme général ; le soleil se voile ; de sombres nuages se forment sur les monts ; le jour baisse, et les oiseaux du ciel s'empressent de chercher un abri : ils pressentent un déchaînement des éléments. Enfin, le tonnerre gronde, la foudre sillonne les airs et vient frapper quelque roi des forêts qu'elle réduit en éclats. Il en fut ainsi en Valais, au milieu de cette irritation extraordinaire causée par ces luttes prolongées. Il y eut un sursis. Le sang allait couler, une tête devait rouler sur l'échafaud ; il fallait une victime !

Le 29 mai, Miron dans sa lettre, parlait « des humeurs peccantes qui peuvent donner entrée au désordre... des malveillants, qui prennent sujet de s'introduire par la brèche de quelques mécontentements et indignation ». Ses avis et ses prévisions n'étaient que trop justes. Nous voulons parler d'un drame que nos historiens n'ont peut-être pas assez développé, et qui nous fera mieux comprendre l'aveuglement auquel sont quelquefois exposés ceux mêmes qui veulent le bien de leur patrie ; puis, de quelle iniquité sont capables des adversaires devenus juges. Singulière destinée que celle d'Hildebrand Jost. L'élection de ce prélat est précédée de cris de mort retentissant dans les rues de la ville épiscopale ; on demande la renonciation aux droits séculaires de ce siège, sinon on menace de verser du sang. La seconde période de son épiscopat commence ; le sang est effectivement répandu ! C'est le sang d'un homme

dévoué à sa religion et à son évêque, mais qui s'est trompé sur les moyens de les défendre. Son cœur a égaré sa raison ; sa bravoure connue a voilé les enseignements de sa foi !

Antoine Stockalper, de Brigue, gouverneur de Saint-Maurice de 1615 à 1617, ex-capitaine d'une compagnie valaisanne en Piémont, avait aussi commandé pendant dix-huit à vingt ans une des quatre compagnies que son pays avait fournies à la France dans la guerre de la Valteline. Caractère ardent, esprit chevaleresque, cœur dévoué et généreux, il s'aperçut après son retour de Saint-Maurice, que la persécution qu'endurait son évêque au sujet de ses droits régaliens, n'avait point pour motif, ni pour but, les libertés de son pays, comme le criaient à tue-tête des meneurs secrets et les factieux. Il se convainquit par les faits qui se déroulaient sous ses yeux que c'était le protestantisme qui attaquait l'évêque, afin de pouvoir s'implanter sur le sol de sa patrie. Le parti qu'avait pris Hildebrand, de renoncer à son siège dans l'espoir que sa retraite calmerait ses ennemis, les avait au contraire exaspérés en blessant leur amour-propre et en leur donnant sujet de croire, que ce prélat avait voulu leur enlever l'élection de l'évêque qu'il s'étaient arrogée ; ensuite le décret d'expulsion des jésuites que les hauts magistrats avaient porté à Loèche, avait excité l'indignation générale. Ces deux choses avaient singulièrement frappé l'imagination du valeureux capitaine. Voyant que les chefs du pays ne faisaient aucun cas de la convention de 1619, qui avait été ménagée entre eux et l'évêque par les soins du colonel et bailli Kalbermatten, il les soupçonna, non à tort, de n'être que des protestants déguisés. Persuadé qu'ils ne cherchaient à pousser à bout le prélat que pour lui faire commettre quelque faute, dont ils pussent tirer parti près du pape pour s'en débarrasser, il était en outre convaincu de la justice de sa cause. Il voyait les souverains voisins de la Suisse visiblement favorables à Hildebrand ; l'empereur Ferdinand s'était particulièrement prononcé ; les cantons catholiques, le nonce et le pape soutenaient et encourageaient le chef du diocèse. D'un autre côté, tous les cantons protestants, surtout Berne, soutenaient la cause des patriotes et les poussaient sous main par leurs agents à la révolte contre l'évêque. Tout cela considéré, et vu l'entêtement des magistrats à n'écouter ni amis, ni alliés, il n'est pas difficile d'admettre que, catholique convaincu, mais guerrier au sang bouillant, Stockalper ait recouru à une conjuration pour délivrer son évêque des poursuites de ses ennemis et arracher ses concitoyens des mains de ceux qui leur préparaient une apostasie forcée, comme cela était arrivé pour d'autres cantons. Le capitaine fut coupable sans doute, mais les circonstances atténuantes sont tout en sa faveur. Voyant la religion de ses pères exposée à disparaître à jamais de sa chère patrie, le fougueux capitaine ourdit un complot pour faire tomber la tête des principaux magistrats. Loin d'être seul à gémir, il avait été témoin des enquêtes que les juges avaient faites pendant l'été à l'occasion des mécontentements et des troubles, que le décret d'expulsion des jésuites avait aussitôt occasionnés. Les nombreux

témoins qui déposèrent devant le tribunal institué à Viège à cette occasion, nous apprennent, entre autres faits, que les amis et connaissances du banneret Nicolas Im Eych, du même lieu, n'osaient plus paraître chez lui, par crainte de la vengeance populaire, depuis qu'il était revenu de l'Assemblée de Loèche, où ni le conseil de Viège, ni personne ne l'avait envoyé; il s'y était même rendu contre les sollicitations de ses parents et amis. Le peuple parlait hautement de s'unir au dizain de Brigue pour se soulever et mettre à la raison les magistrats du pays, qui ne voulaient que son malheur, persécutaient son évêque et rejetaient le nouveau calendrier, uniquement parce qu'ils avaient été élevés dans les universités protestantes de la Suisse. Il disait que les députés étaient des traîtres, ne cherchant que la ruine de la religion et qu'il fallait s'en défaire. Un jour, lorsqu'on vit sortir de l'église paroissiale de Viège l'ancien bailli Zuber et le banneret, parce que le curé allait lire en chaire, selon l'usage, un manifeste de l'évêque, on avait crié dans l'église même: « Allez, vous autres, seigneurs temporels, laissez notre curé remplir son devoir; préservez-nous des protestants, sans cela, nous nous en mêlerons. Hors de l'église les luthériens! » Ces expressions et ces mouvements n'étaient point particuliers à Viège; ils se renouvelaient sous diverses formes dans d'autres dizains. Cette agitation allait croissant comme les flots de la mer agitée par les vents. Le 28 juillet, le bailli fournit un nouvel aliment aux accusations de ceux qui préparaient un soulèvement général contre les hauts seigneurs de l'Etat. Il avait écrit à la commune de Brigue pour se plaindre des prêtres de la paroisse qui, malgré les ordres du pouvoir, tenaient les fêtes selon le nouveau calendrier. Il menaçait de les mettre à l'ordre s'ils n'obéissaient à l'autorité.

D'après les actes de son procès instruit à Loèche, Antoine Stockalper, voulant mettre un terme à la prépotence des magistrats, aurait communiqué son plan au chanoine Theiler, curé à Sion. Ce plan eût été, selon les actes de la procédure, de faire arriver secrètement une troupe espagnole, que devait fournir le gouverneur de Milan et à laquelle se seraient joints les conjurés du pays. Parmi ces conjurés, il y avait des bannis d'Italie et d'autres Etats qui s'étaient réfugiés en Valais et s'y livraient, à l'occasion, à la vie de bandits. Ils étaient connus du capitaine Stockalper, qui les avait instruits sommairement du rôle qu'ils auraient à remplir au moment opportun: c'était d'égorger quelques membres de la diète, qui devait bientôt s'ouvrir à Brigue. En même temps la troupe aurait occupé le pays et l'on aurait rendu à l'évêque son ancienne autorité. Le chanoine Theiler avait, peut-être, approuvé le projet d'envahissement, mais il est difficile d'admettre qu'il n'eût pas fortement déconseillé le fougueux capitaine d'attenter à la vie des magistrats. Cités plus tard à Lucerne, pour prouver leurs accusations contre Theiler, les patriotes ne comparurent point et le chanoine prisonnier fut remis en liberté et rentra dans sa patrie. On ne sait comment le complot fut découvert, mais le 15 septembre¹, le capitaine et son

¹ Chronique Bérodi.

domestique furent arrêtés et conduits dans les prisons de Loèche. Précédemment, l'un des conjurés avait déjà été saisi, et dès le 6 du même mois, des auditions de témoins avaient eu lieu à Naters, à Brigue, à Viège, à Loèche, à Sierre, à Sion et à Nax même : ce qui prouve l'étendue de la conjuration et le grand nombre des adhérents valaisans.

Le 6 octobre eut lieu le premier interrogatoire du chef de cette trame. On commença par lui demander s'il connaissait la cause de son arrestation. Il répondit qu'il soupçonnait que c'était pour avoir, contre les ordres de l'autorité, hébergé des bandits, leur avoir prescrit de porter publiquement des armes et avoir favorisé la fuite d'un Jean Paulin, lors de la saisie du bandit Croup, en lui prêtant un déguisement, des pistolets et son cheval jusque hors du bourg de Brigue. Il avoua encore avoir réclamé le secours des bandits, pour le cas où quelqu'un eût voulu lui nuire et contre quelques soldats de la campagne de la Valteline, qui le menaçaient de violences s'il n'acquittait pas leur solde arriérée.

Le 7, le 14 et le 15 novembre, il fut conduit au lieu ordinaire de la torture et placé sur le banc de la question, mais il ne fut pas torturé parce que, chaque fois, il ajoutait à ses aveux précédents. On sut ainsi que quatorze bandits s'étaient rendus armés à Gliss, le 15 août et que si on avait voulu les chasser, ils étaient décidés à tuer quelques messieurs : lui-même aurait tué quiconque aurait tenté de l'arrêter. Il avait conseillé de réclamer le secours du duc de Féria, à Milan, parce qu'il ne se fiait pas aux Français. Le plan était de profiter du soulèvement qui allait éclater contre les patriotes. Aussitôt celui-ci commencé, les premières victimes devaient être : le secrétaire d'Etat, Magéran, puis le banneret Im Eich. Jean Paulin avait promis de procurer cinquante bandits qui, unis à d'autres, se chargeraient du coup de main. Outre les deux magistrats mentionnés, le fer des conjurés devait frapper le capitaine Schiner, de Conches ; à Brigue, le banneret Lergien et le capitaine Welschen ; à Rarogne, le bailli Jean Roten ; à Sierre, le colonel Preux ; à Sion, le colonel Ambuël. Le 16, Antoine Stockalper fit appeler ses juges et avoua qu'il s'était rendu auprès du gouverneur de Milan pour lui proposer de prendre le Chapitre et l'évêque sous la protection de l'Espagne. Le duc aurait répondu que si le Pape y consentait, on pouvait compter sur le roi d'Espagne qui fournirait de l'argent et des hommes. Le même jour, Stockalper fit un autre aveu : L'Espagne avait toujours désiré conclure une alliance avec le Valais, sans jamais y parvenir. Stockalper aurait proposé au duc de Féria de le nommer capitaine d'une compagnie d'Allemands, non Suisses, en garnison dans le Milanais, lui promettant d'amener des jeunes gens braves et de bonne famille du Valais, et de leur inspirer insensiblement le goût du pays et du service du roi, qui s'empresserait de leur accorder des faveurs. Il aurait ensuite congédié les Allemands étrangers, dès que les compagnies valaisannes auraient pu former un régiment commandé par des officiers appartenant aux familles influentes du canton. Par ce procédé, l'Espagne avait tout espoir d'arriver à une alliance à

cause des grands avantages et de l'honneur que les principaux du pays retire-raient de ce service.

Les 21 et 22, nouvelle séance au pied de la torture qui ne fut pas non plus appliquée, quoique l'accusé y fut déjà attaché. Ce fut le dernier interrogatoire. Les révélations précédentes furent confirmées ; le capitaine ajouta que si le sou-lèvement sur lequel il espérait avait eu lieu, ses complices se seraient livrés au meurtre, à la rapine et à l'incendie, bien résolus à ne pas épargner les membres de la diète ! Ces tristes exploits devaient commencer, dit-il, non à Naters, dont il appelait le châtelain *le trayeur de vaches*, mais à Sion. Trois cents hommes (sans doute des bandits mercenaires) seraient arrivés d'Italie au premier avis, et avec ces bandits, il devait incendier nuitamment les bourgs de Viège et Loèche, puis de là repasser en Italie. Sentant combien il était coupable, le capitaine aurait avoué franchement les crimes qu'il avait médités, reconnu toutes les dépositions que son domestique Paulin et d'autres pouvaient avoir faites contre lui, pourvu qu'elles fussent bien prouvées, et fini par demander à ses juges de lui accorder la mort la plus douce, s'ils devaient le condamner à cette peine.

La cause étant suffisamment instruite. Lecture en fut donnée à la diète réunie à Loèche dans ce but. La sentence fut portée en ces termes :

Nous, Jean Roten, bailli en charge du Valais, et les conseillers et députés des sept dizains savoir, etc., notoire faisons par le présent que, en ce jour lecture a été donnée devant nous d'une procédure au sujet d'Antoine Stockalper de Brigue, ancien capitaine de guerre et ex-gouverneur de Saint-Maurice, par laquelle il est inculpé de beaucoup de crimes et de méfaits plus grands, en ce que, nonobstant les ordonnances de la haute autorité, il a logé des bandits dans sa maison, les a autorisés à porter ses propres armes, comploté avec eux et d'autres de se servir de leur aide, non seulement contre des personnes privées, mais encore contre tous les députés et ceux qui assistent aux diètes, de les assassiner, de commettre avec force des trahi-sons tendant à la ruine de la liberté de la patrie, et, si le roi d'Espagne attaquait ce pays, d'avoir voulu, contre son serment, son honneur et l'amour qu'il devait à sa patrie, se joindre à lui ainsi que ses complices ; et par le meurtre, la rapine, l'incendie et autres moyens en son pouvoir, aider à la bouleverser, sans épargner ni parents, ni petits, ni grands, ni jeunes, ni vieux ; il a menacé de mort même notre bailli et les commissaires députés à Brigue pour le bien de notre patrie, s'ils avaient voulu agir contre lui ou ses complices. Il n'a jamais voulu obtempérer aux avertissements de Messieurs et de l'autorité, mais les a méprisés et foulés aux pieds disant qu'il ne devait obéissance ni à notre bailli, ni à aucun juge civil, ayant ainsi com-mis un crime de lèse-majesté. Il appert aussi de ses aveux qu'il a mis tout son zèle à engager l'évêque même à invoquer l'appui du roi d'Espagne et à mettre l'évêché sous la protection de Sa Majesté, voulant ainsi livrer son pays au pouvoir d'un prince et seigneur étranger. A cette fin, il s'est rendu à certains lieux qu'on ne veut désigner, et il a reçu de l'argent des mandataires du roi, outre nombre d'autres fautes et méfaits.

Considérant et pesant tout cela, Nous, le bailli, les Conseillers et les députés des sept dizains, après invocation du nom et de la bénédiction de Dieu de qui émane toute justice, avons unanimement prononcé.

Que ledit Antoine Stockalper est déchu de tout respect, considération, honneur et titres, comme il est déclaré infracteur des lois de la haute autorité, séditieux, traître, brigand, incen-diaire, voleur et assassin qui a encouru toutes les peines et tortures auxquelles sont condamnés de tels malfaiteurs, d'après les droits divin, canonique et civil. Cependant, ayant égard à l'in-tercession des sept cantons catholiques nos alliés, à celle de sa mère affligée, de ses enfants,

parents et amis, nous voulons user à son égard de toute la miséricorde possible. En conséquence :

Jugeons :

Que ledit Stockalper soit livré au bourreau qui le mènera, les mains liées sur le dos, la corde au cou en signe de vol, sur le lieu ordinaire des exécutions, et là lui tranchera la tête, puis il coupera son corps en quatre parts qu'il réduira en cendres sur un bûcher, en signe de trahison, d'assassinat et d'incendie, parce qu'il a mérité cette peine, et pour servir d'exemple à d'autres méchants.

Ses biens-fonds sont confisqués au profit des sept dizains ; et ses meubles assignés à notre bailli, avec soixante livres d'amende, prélevées sur les biens-fonds, après acquittement des frais de justice et des dettes.

Jugeons et déclarons aussi que quiconque, de sa parenté ou non, chercherait à venger sa mort par paroles ou actes, devra subir le même supplice et genre de mort que lui.

Telle est notre sentence portée en la Turmatten, à Loèche, par le bailli et les députés des sept dizains, le jeudi 22 novembre, l'an du Seigneur 1627¹.

L'exécution de l'infortuné capitaine eut lieu à Loèche le 4 décembre ; un Italien, son domestique, fut décapité en même temps.

Si l'on réfléchit maintenant au huis-clos et au mystère observés par les juges pendant la procédure en plusieurs passages importants et à certaines étranges déclarations faites par l'accusé, on ne peut se défendre d'une pensée de défiance sur la véracité du contenu de quelques parties de ces actes. On pouvait admettre à la rigueur les inculpations contre Theiler, mais il est impossible d'admettre celles qui concernent l'évêque, qui est gravement chargé dans les dépositions du capitaine. Lors même que le prélat n'aurait pas protesté dans sa circulaire du mois de décembre, contre les calomnies dont il fut l'objet dans cette procédure, nous voyons que les juges n'ont point songé à le confronter avec son prétendu accusateur, et l'on remarquera que dans la triste séance de Sembrancher, en 1630, ses ennemis, constitués de nouveau en juges, ne lui reprocheront et ne lui parleront nullement de cela ; c'aurait été cependant le moment où jamais de le faire. Que penser ensuite de l'impartialité des juges qui sont des accusateurs intéressés ? Il faut soigneusement remarquer que ceux qui instruisent le procès et portent ensuite la sentence, sont non seulement les ennemis de l'accusé Stockalper, mais ceux-là même qui devaient être ses victimes. La sentence de mort est prononcée à cause des meurtres, des rapines et des incendies dont on le dit coupable ; mais s'il avait eu l'intention de les exécuter, il n'avait cependant commis aucun de ces crimes, et aucun des témoins ne l'en avait accusé. Depuis quand punit-on de mort un projet qui n'a point reçu d'exécution ? Que dire, en outre, d'une procédure où il n'y a aucune confrontation de témoins ? Serait-ce injuste et téméraire de penser que cette condamnation fut une iniquité, une infamie qui doit retomber sur ceux qui l'ont préparée et qui ont fait exécuter la sentence ? Plus d'un écrivain l'a cru.

Les patriotes, débarrassés de l'adversaire le plus redoutable, de celui qui était l'âme du mouvement, songèrent à punir ceux qui, dans les dizains, avaient

¹ Archives bourg. de Sion : Abscheids.

été les principaux instigateurs de l'agitation. Les moins coupables furent sévèrement admonestés ou condamnés à faire amende honorable publique dans l'église de leur paroisse; quelques-uns subirent encore une prison de trois jours. Les autres payèrent une amende de six à cent écus bons, selon la gravité du cas. Il y en eut aussi auxquels on ordonna de se présenter devant la diète pour demander pardon de leur rébellion. Cette décision fut prise en diète de décembre de la même année 1627.

Les patriotes auraient cru manquer une belle occasion s'ils s'étaient séparés sans avoir porté un nouveau coup à l'édifice de la souveraineté temporelle épiscopale. L'une des prérogatives de cette souveraineté était celle de battre monnaie. Toujours et sans contestation jusqu'à ce moment, les évêques avaient joui de ce droit en marquant la monnaie de leurs armoiries sur l'une des faces. La diète, réunie à l'hôtel de ville à Sion, ne s'inquiéta plus de l'évêque et décida seule, pour la première fois, une frappe de numéraire pour la valeur de six mille écus bons, dont deux mille environ en écus d'argent au même titre que celui des Confédérés, et le reste en monnaie. Mais on ordonna que l'une des faces de la pièce porterait l'écusson aux sept étoiles, symbole des sept dizains. Les écus que l'on frapperait cette fois devaient être employés à la subvention que l'Etat passait aux dizains pour la tenue et l'encouragement des tirs ordonnés depuis fort longtemps.

Les lauriers que les pères de la patrie venaient de conquérir en terrassant leurs ennemis méritaient assurément qu'on en rendit au ciel de solennelles actions de grâces. Comme l'évêque n'assistait pas à cette session, les chefs de la nation crurent convenable, après avoir battu monnaie, de remplir aussi les fonctions épiscopales. Ils coiffèrent la mitre, à l'instar des cantons protestants où le gouvernement séculier s'est naturellement donné le pouvoir de commander dans l'Eglise, d'être évêque et pape. Ils annoncèrent à leurs chères ouailles du Valais que :

Dieu ayant daigné préserver la patrie du massacre que Stockalper et ses adhérents lui préparaient, la haute assemblée a décidé qu'un jour de jeûne et de prières fût observé par hommes et femmes dans tout le pays, en haut et en bas de la Morge, le 25 janvier 1628, jour de la fête de la Conversion de saint Paul, qui tombait un vendredi, afin d'honorer Dieu et de se rendre dignes de sa miséricorde. En ce même jour, on fera des aumônes chacun selon ses moyens; en outre les curés prêcheront sur la pénitence et sont invités à faire tous les offices. Ainsi délibéré et arrêté par notre bailli et les députés des sept dizains du Vallais¹.

Le chanoine Theiler était compromis dans les événements qui venaient d'avoir lieu. S'il ne fut pas aussi coupable qu'il en fut accusé, ses agissements au moins avaient été répréhensibles. Les magistrats l'arrêtèrent et voulurent lui faire son procès. Mais le nonce et l'ambassadeur français s'y opposèrent, parce que la haine que les patriotes portaient à ce chanoine n'aurait pas permis

¹ Archives de Sion : abscheids.

à ses juges de procéder d'une manière impartiale dans l'examen de sa cause. Puis, ajoutait le nonce, « l'inculpé étant ecclésiastique, le souverain pontife ne « permettrait jamais qu'il soit soumis à un tribunal civil quand il est si facile « de le faire juger par celui du nonce ». Après l'avoir détenu durant huit mois à l'hôtel de ville, à Sion, les magistrats, sur les pressantes instances du nonce, le firent enfin partir pour Lucerne où ils furent cités eux-mêmes à paraître et à déposer contre leur compatriote. Mais ils ne comparurent ni n'essayèrent de fournir des preuves, comme on l'a vu précédemment. Le nonce, après avoir assez longtemps invité et attendu, fut obligé de rendre au prisonnier sa liberté. Pour plus de facilité, il avait même offert aux Valaisans de plaider cette cause devant l'official du diocèse : on se tut obstinément.

Jean Jost, frère de l'évêque et son économe, apprit qu'il était aussi menacé d'être saisi. Il jugea prudent de s'écarter, connaissant de quelles perfidies les ennemis de son frère étaient capables; il se réfugia à Evian. Les accusations contre lui étaient fort vagues, et l'on prétextait une apparition qu'il fit dans le Bas-Valais, pour l'accuser de complicité dans la conjuration éventée. Mais l'évêque prouva qu'il ne s'était absenté que pour soigner les intérêts de la mense épiscopale et aussi pour affaires de familles, car la fille de Jean avait épousé un de Lavallaz de Collombey¹.

Quelques jours après le lugubre drame de Loèche, arrivent à Sion un envoyé du nonce Scapius et un délégué des cantons catholiques. Ils étaient porteurs de lettres par lesquelles, l'évêque, le chapitre et les patriotes étaient invités à comparaître le 9 janvier 1628 devant le nonce pour y traiter de leurs affaires et amener une réconciliation s'il était possible. La lettre du nonce portait la date du 13 décembre, ce qui n'était que le 3 du même mois pour le Haut-Valais, qui suivait toujours l'ancien calendrier. Ces envoyés avaient pour instructions de rentrer à Lucerne en compagnie de l'évêque. Le chapitre de Sion avait reçu ordre d'envoyer des délégués bien informés des choses et pouvant répondre sur tous les sujets controversés. Le départ de Sion eut lieu le 2 janvier 1628². Les délégués du Chapitre furent le grand doyen Jean Sartoris, vicaire général, remplacé en son absence par le doyen de Valère, Pierre Furer, et le grand sacristain Georges Summermatter. Ils étaient porteurs d'un mémoire énumérant les violences dont les patriotes avaient usé en 1613 à l'élection de l'évêque. On demandait à l'assemblée des sept cantons que nulle des parties ne fût juge dans sa propre cause et, pour ce motif, le Chapitre sollicitait l'arbitrage du nonce et le leur. L'Etat accepta l'invitation que les cantons lui avaient faite de se rendre à leur conférence présidée par le nonce; il leur déclara, dans sa réponse du 12 décembre (vieux style), que ses délégués étaient choisis depuis longtemps puisque cette réunion était projetée dès le

¹ Archives de Riedmatten.

² Bérodi assigne au 21 décembre (nouveau style) l'arrivée de ces envoyés.

mois d'octobre¹; mais, disent-ils, « nous vous prierions d'obtenir de Son Eminence le légat qu'elle fût prorogée jusqu'au 19 janvier, vu que nous sommes « à rendre nos comptes devant nos landsgemeindes et qu'en outre nous « sommes au saint temps de réconciliation avec Dieu et le prochain ». Dans cette lettre le bailli et son conseil laissent entrevoir la crainte d'être accusés d'iniquité dans le jugement rendu contre le capitaine Stockalper : « Nous « avons fait connaître à votre députation tout ce qui s'est passé à l'égard de ce « malheureux; elle vous en fera part, et nous espérons que son rapport « effacera tout soupçon contre notre innocence, s'il en existait de votre « part ».

A l'expiration du délai demandé par le Valais, les représentants des deux parties allèrent exposer chacun ses raisons. Cette session ne suffit point; on décida de se réunir de nouveau dès que chacun aurait eu le temps de réfléchir encore. On s'assembla en août et septembre. Mais quels que fussent les efforts et les propositions amiables du nonce, des cantons et de l'ambassadeur français, les patriotes revenaient toujours à la même conclusion : la déposition de l'évêque. Que faire avec des gens qui, aujourd'hui comme dans leurs anciennes luttes, avaient pour principe que, malgré leurs alliances, personne n'avait le droit de se mêler de leurs affaires²?

Le doyen Furer qu'à son départ pour Lucerne l'évêque avait chargé momentanément de l'administration du diocèse, alla fixer sa résidence au château épiscopal de la Majorie. Quinze jours après, le bailli Jean Roten en fit autant. L'un et l'autre y vécurent durant quelques mois aux dépens de la mense épiscopale, car le bailli prétendait qu'il y avait droit en l'absence de l'évêque, comme représentant de la puissance temporelle. Singulière logique que celle de nier à l'évêque sa souveraineté temporelle et en même temps de s'entretenir à ses frais en qualité de son lieutenant!

Le pape Urbain VIII voyant combien l'animosité contre Hildebrand était vive, jugea à propos de l'appeler à Rome, soit pour consoler le dévoué prélat et adoucir les amertumes dont on l'abreuvait depuis si longtemps, soit pour obtenir de sa bouche les renseignements qu'il désirait et, en outre, dans l'espoir que son absence prolongée calmerait l'effervescence de ses adversaires.

Le nonce pourvut à l'administration du diocèse. En vertu des pouvoirs qu'il avait reçus du pape, le 3 juillet de l'année précédente, il nomma un vicaire général dans la personne de Jean Sartoris, doyen du Chapitre, et le chargea de l'administration du diocèse pendant le séjour de l'évêque à Rome. Il lui donna un conseil spécial composé des trois dignitaires, dont l'un était Pierre Furer, doyen de Valère. Cette nomination se fit le 4 février 1628³. Le

¹ Archives Valère : lettre du légat du 27 Octobre.

² Abscheids.

³ Archives de Valère.

nonce avait fait connaître lors de la conférence à Lucerne le contenu des lettres par lesquelles le souverain pontife manifestait ses intentions. Il les résuma lui-même en ces termes :

1^o Le révérendissime évêque partira au plus tôt pour Rome.

2^o Pour prévenir tout détriment dans l'administration spirituelle et temporelle de l'église et du diocèse de Sion durant l'absence du pasteur, le nonce nommera un vicaire général, savoir : le doyen de Sion et lui donnera trois conseillers dignitaires; le doyen de Valère, Furer, sera aussi official de l'évêque.

3^o On instituera en Vallais un suffragant ou un coadjuteur avec droit de future succession, afin qu'en l'absence de l'évêque il y ait quelqu'un pour exercer les fonctions d'ordre épiscopal.

4^o Il sera assigné à ce suffragant ou coadjuteur une pension sur la mense épiscopale, afin que le titulaire puisse subvenir aux graves dépenses qu'il devra nécessairement supporter. Le reste des revenus sera réservé à l'évêque¹.

Les députés du Valais et du Chapitre avaient été chargés de faire connaître cette décision papale à leurs corps respectifs, dont le nonce attendait la réponse. Mais le bailli et son conseil ne se pressaient point de répondre quand le légat du Saint-Père ou les cantons catholiques leur écrivaient. Scapius ne put s'empêcher de s'en plaindre, le 24 avril 1629, dans une lettre où il recommande au vicaire général de le tenir au courant des affaires du diocèse. Le Chapitre se montra plus exact; même de temps à autre, pendant les années 1628 et 1629, il délégua à Lucerne quelqu'un des siens. Nous voyons que le 22 mars de cette dernière année², le nonce le remercie de lui avoir fait tenir des renseignements très importants. Bientôt Furer, au nom du Chapitre, l'avise que :

1^o Les patriotes, pour établir un suffragant ou coadjuteur, demandent au Chapitre de leur présenter quatre chanoines entre lesquels ils choisiront eux-mêmes par voie d'élection, bien qu'ici il n'y ait pas élection, mais seulement délégation par le nonce.

2^o Ils veulent en élire un, et quelque dénomination qu'on donne à cet élu, ils entendent qu'il soit absolument l'évêque du diocèse.

3^o Ils ne parlent ni de désavouer ni de rescinder les articles extorqués lors de l'élection de l'évêque actuel, ni de restituer ce qu'ils ont pris.³ »

Enfin, en cas de refus de restitution ou d'honnête arrangement de la part des patriotes, Furer demande ce que le Chapitre doit faire, ou s'il faut surseoir à cette affaire tant que l'évêque sera à Rome.

L'évêque ayant appris les sollicitations des patriotes pour obtenir de procéder à une autre élection, prévint les chanoines qu'il ne consentait ni à la nomination d'un successeur ni à celle d'un coadjuteur, parce qu'étant maintenant près du Saint-Père et des cardinaux, il leur avait exposé tous ses motifs et en attendait une décision.

¹ Archives de Valère.

² Ibidem.

³ Ibidem.

A l'exemple de leurs voisins [les Bernois] qui les appuient, dit-il, les magistrats valaisans verraient volontiers la ruine de l'Eglise; c'est pourquoi je vous avertis de ne pas accéder à leur demande, malgré les instances même du nonce; de ne rien faire ni décider sans mon avis, car je sais trop bien où l'ennemi se cache, comme un serpent sous l'herbe, pour la destruction de l'Eglise de Sion. Aucun de vous, je crois, dans un tel état de choses, ne voudrait être nommé évêque pour ne l'être que de nom.

Le représentant du Saint-Père ne tarda nullement à tracer au Chapitre la voie qu'il avait à suivre. Après avoir déclaré qu'il ne peut leur donner une solution définitive avant qu'il ait reçu de l'Etat une réponse quelconque, comme il la lui demande par le même courrier, il parle ainsi :

« Si l'on vous presse de procéder à cette élection, c'est-à-dire de présenter quatre candidats, répondez courageusement que vous ne le pouvez sans l'avis et l'autorisation du nonce, que vous avez consulté et qui vous a écrit, qu'il vous répondrait définitivement seulement après que les Valaisans auraient répondu à sa lettre articulée. » Suit une pressante exhortation aux chanoines de rester unis contre les efforts des ennemis de l'Eglise¹. Cependant sa charité apostolique ne se contente pas de conseiller ceux qui formaient le sénat diocésain; il envoya encore en Valais le père André avec d'autres capucins pour travailler « à établir sur des bases solides l'instruction religieuse des enfants et des populations de la campagne² ». Mais dégoûtés probablement par les difficultés et l'insuccès que les ennemis de la religion leur ménagèrent, les pères ne séjournèrent guère dans le pays, puisque le 2 juin 1630, le nonce manda au vicaire général qu'il a appris avec douleur leur départ.

De même que nous avons exhorté le P. André, chef de cette mission, à ne point s'en aller, nous aurions aussi désiré qu'il eût retardé le départ de ses confrères. Nous avons ordonné à leur provincial de permettre aux Pères de retourner à leur poste, de le leur faire savoir de suite et même de leur en adjoindre d'autres s'il est à propos. Nous avons sévèrement prescrit au P. André d'avoir, lui et les autres, à continuer absolument à résider et à ne point s'en aller sans notre permission ou celle de notre successeur³.

Une lettre du 24 avril précédent nous montre que l'on tenait spécialement en Valais au père Charles de Genève, qui opérait un grand bien dans le pays; c'est pourquoi le nonce ordonna au provincial de Savoie de faire revenir ce religieux. Le provincial était le P. Philibert qui, en envoyant le père Charles en novembre 1629, ne lui avait pas seulement ordonné d'exercer les fonctions de missionnaire jusqu'à Pâques, mais encore de voir s'il y avait quelque espoir de fonder à Sion un couvent de son ordre.

Quoique absent, Hildebrand songeait aux besoins de son diocèse et surtout à opposer une digue aux efforts que l'hérésie faisait pour conquérir ses ouailles. En félicitant le chapitre de la nomination que le nonce avait faite de Pierre

¹ Archives de Valère.

² Ibidem. Lettre du 14 septembre 1628.

³ Ibidem.

Furur au vicariat général, il veut qu'en son nom les chanoines engagent les capucins missionnaires à résider à Loèche, et qu'on assiste tous ces religieux occupés dans le diocèse des revenus de l'évêché. A son retour de Rome, il écrivait, 10 octobre 1630, du Grand-Saint-Bernard où il était arrivé, qu'il voulait réserver la cure de Leytron aux Capucins afin de les assister, comme dans le même but, il avait accordé aux Jésuites le prieuré de Saint-Pierre-de-Clages¹.

Le cœur paternel du prélat ne s'occupait pas moins d'un autre fléau qui était venu fondre sur ses brebis. La peste avait reparu et sévissait avec plus d'intensité que jamais. Ce mal terrible n'avait cessé de faire chaque année des victimes, et cela depuis plusieurs siècles; à certaines périodes il moissonnait largement; cependant on n'avait pas de souvenir qu'il eût fait autant de ravages à Sion. Dès le mois de septembre 1628 jusqu'au 23 juillet de l'année suivante, on compta dans la capitale six cent et quatorze victimes. La période la plus funeste fut de la mi-avril à la mi-juin; en mai, on compta jusqu'à seize morts par jour. Cependant Sion avait alors une population bien inférieure à celle d'aujourd'hui. A la nouvelle de cette cruelle épidémie, l'évêque exprima l'affliction de son cœur par une circulaire datée de Rome le 13 janvier et adressée au Chapitre, au clergé et à tous les diocésains. Il les presse tous de recourir à la miséricorde divine par des exercices religieux et des pratiques de pénitence qui fléchiraient la justice du ciel². Deux mois plus tard — 7 mars — ayant appris que l'épidémie allait en augmentant, il ordonne à son vicaire général, Jean Sartoris, de recommander la fréquentation des sacrements, la pratique du jeûne et d'abondantes aumônes. A la douleur de voir son troupeau décimé par la contagion s'ajouta celle d'avoir appris, que le bailli Jean Roten avait de nouveau porté une main sacrilège à la crosse, en ordonnant de son propre chef, c'est-à-dire sans s'inquiéter de l'autorité ecclésiastique, un jour de jeûne dans tout le pays³. C'est ainsi que les premiers magistrats prétendaient se rendre Dieu propice et se montrer catholiques, en foulant aux pieds les lois de l'Eglise et l'autorité des évêques, ces pasteurs établis par Jésus-Christ.

Le vicaire général n'avait pas attendu les ordres de son chef immédiat pour subvenir aux besoins spirituels et temporels de ses administrés. Les prêtres séculiers avaient rempli leur devoir et les pères capucins avaient exercé leur saint ministère avec un grand dévouement, en se vouant au service des pestiférés⁴. Plusieurs prêtres séculiers et réguliers furent victimes de leur zèle. Il fallut songer à combler les vides que la mort avait faits pour ne pas laisser les mourants sans les secours de la religion. Le gardien des capucins de Saint-Maurice, qui avait fourni plusieurs sujets, fut prié d'en envoyer à Sion; mais, n'ayant plus de religieux disponibles, il répondit à l'autorité diocésaine qu'il

¹ Archives de Valère.

² Ibidem.

³ Ibidem, 17-82.

⁴ Archives de Valère.

avait prié son provincial de Savoie de lui en accorder d'autres. A Loèche, où le fléau ne sévit pas avec moins d'intensité, le pasteur et ses aides furent emportés. Comme tant d'autres, ils avaient donné leur vie pour leurs brebis. « C'est de cette époque d'alarmes, dit Boccard, que datent, dans plusieurs « églises du Valais, l'institution de prières ou de confréries en l'honneur de « saint Sébastien, dont l'invocation avait subitement délivré la ville de Rome « d'un pareil fléau sur la fin du septième siècle. C'est encore pour le même « motif, que l'on établit en l'honneur de la Vierge ces dévotions qui se font un « jour de chaque semaine dans un grand nombre de paroisses du diocèse. »

Hildebrand éloigné de son diocèse, soupirait après l'heureux moment où il lui serait donné d'y rentrer; mais cette heure n'était pas encore venue, quoiqu'il eût souvent insisté près du Saint-Père pour obtenir l'autorisation de revoir son cher troupeau. Il n'était point seul à Rome: le chanoine Tornéry s'y trouvait avec lui pour affaires du chapitre; il y fut encore rejoint par Pierre Furer, son prêtre fidèle et dévoué. Ce dernier avait été nommé vicaire général provisoire pendant que l'évêque était à Lucerne; mais celui-ci ayant été inopinément appelé à Rome, on avait donné pour successeur à Furer le doyen Sartoris. Or le doyen mourut d'apoplexie en avril 1629 et le nonce, sur l'instance du chapitre qui l'avait présenté, ratifia la nomination de Pierre Furer aux fonctions de vicaire général, administrateur du diocèse au spirituel et au temporel. Ce digne et saint prêtre avait supplié son évêque de nommer un autre titulaire, se jugeant indigne et incapable de remplir ces fonctions. Au lieu de l'exaucer, son supérieur lui témoigna toute la satisfaction qu'il éprouvait d'un choix si heureux, et le confirma pleinement dans sa charge. Il dut être remplacé après avoir fonctionné quelques mois: le Chapitre le chargea de se rendre dans la Ville éternelle, comme étant le plus capable d'exposer à Urbain VIII l'état de l'église affligée et la position pénible de cette corporation. Son Eminence Scapius exprima combien ce choix lui était agréable et désigna le doyen Adrien de Riedmatten pour occuper le poste durant l'absence du titulaire. Le départ dut avoir lieu dans le courant de l'automne 1629¹.

Au milieu des dissensions qui agitaient si cruellement la patrie et divisaient les esprits, il est agréable de porter un moment ses regards sur une scène d'un bien autre genre. C'est la voix d'une colombe que l'on va entendre, celle d'une amante passionnée de son Dieu. Louise de Ballon², la restauratrice de l'ordre des Bernardines, venait d'arriver à Saint-Maurice avec quelques-unes de ses religieuses, dans l'intention de fonder un monastère dans les environs de cette petite ville. Ces pieuses filles habitèrent une maison particulière qu'elles avaient louée. Seules et sans connaissances d'abord sur cette terre étrangère, ces saintes âmes se livraient avec ferveur aux exercices de la vie religieuse, et n'omettaient point de supplier chaque jour le Seigneur de faire descendre la paix et la

¹ Archives de Valère.

² Archives de Valère. 80-17. Elle mourut en odeur de sainteté.

bénédictio sur la nouvelle patrie qui les avait accueillies. Mais leur cœur souffrait grandement d'être privées de la présence du Saint-Sacrement dans la salle qui leur servait de chapelle. Louise, leur supérieure, adressa alors à l'Ordinaire du diocèse de Sion une lettre toute de sa main et qui mérite d'être transcrite en entier, tant on y respire le parfum de la candeur, de l'ingénuité, de la vraie et humble piété, en même temps qu'elle prouve que la sainteté est loin d'être l'ennemie de l'esprit. Cette lettre est digne de saint François de Sales. Qu'on en juge :

Monseigneur Illustrissime,

L'enfant Jésus veuille communiquer ces grâces à l'âme de Sa Seigneurie illustrissime à laquelle je demande très humblement pardon si j'ai tant tardé à la remercier de la permission qu'elle a donnée à Monsieur le Curé ou à son Vicaire de dire deux messes pour nous assister à la nécessité. J'attendais pour ce faire quelque petit ouvrage de nos mains pour luy oser présenter, mais le jour des estrainne est arriver qui nous a tout piller; mes [mais] ce sera bientôt s'il plaict à Dieu. Et cependant, Monseigneur, comme les très humbles filles de son illustrissime Seigneurie nous prandrons la hardiesse de luy en demander et de luy nommer celle que nous désirons, et c'est, Monseigneur, véritablement avec larmes; en sorte que si j'avais le bonheur d'estre extérieurement prosterner à ces pieds plain de miséricorde sur son troupeau, comme je le suis intérieurement, je ne m'en lèverai point que Sa Seigneurie illustrissime ne m'en octroyez ma juste requeste, laquelle est: que voyant Nostre Sauveur couchez sur le foing et la paille picquante, nous désirerions de le voir sur l'autel de notre petite chapelle pour l'honorer, et afin qu'estant en sa présence l'office divin fust dit avec plus d'attention et l'oraison plus fervente; car son illustrissime Seigneurie cest [sait] que le maistre estant présent, les valet et servante travaille et moissonne plus utilement. Nous n'ignorons pas, Monseigneur, que Dieu ne nous soit plus présent que nous ne le sommes pas à nous-mesme; mais nous désirerions d'avoir le très auguste sacrement sur nostre autel, ainssy que l'avons eust le landemain que sommes arrivés en quelque ville pour y fonder des monastères; combien qui [quoique] ayons demeurez des années en des maisons prestée et louez, Messeigneurs les Révérendissimes évêque de Genève, de Grenoble et de Morienne n'en ont faict aucune difficulté. J'en parle comme ayant esté présente, moy indigne, et mesme à la maison de Ceissel où Monseigneur l'archevêque de Bourges, cestant trouvé à son passage, bénist la chapelle faite dans une chambre de la maison qu'on luy dict ne nous estoit mesme presté que pour six seymaines. Celà est cause, Monseigneur, que je me rend importune vers son illustrissime Seigneurie pour obtenir la mesme grace sur la pence que j'ay aussy que l'estable de Bethléem n'estoit ny béni, ni sacrez lorsque la Sainte Vierge y entra pour la nativité de son fils, lequel y porta par sa naissance toute la bénédiction nécessaire et ce contenta des vertus de sa mère pour tous les ornemens de sa maison. J'ay bien ceste confiance que si vostre piété luy demande à ce céleste enfant à la sainte messe ce qui est de sa volonté qui l'inspirera vostre mesme pieté à ne pas nous esconduire; car combien qu'il tient le silence, il ne laisse pas d'estre un grand docteur, et sa doctrine plainne d'amour pour ces enfans ce tient caché dans le silence d'une simple enfance pour nous inciter, puisqu'il ne parle point extérieurement, de l'entretenir cœur à cœur; et ce sera, Monseigneur, de me plaindre en enfant à luy comme enfant si Sa Seigneurie nous esconduit. Mais, quoy qu'il soit enfant, il est tout puissant pour vous inspirer fortement à ne dire que non. Car, Monseigneur, j'oseray bien dire que c'est la plus grande croix que j'aye en ce pays que de n'avoir le très saint sacrement sur nostre autel. Donnez-nous donc Nostre Sauveur pour estrainne, je vous supplie et conjure par le mérite des entrailles de sa miséricorde. Il est vray que n'avons aucune vertu pour l'entretenir, et cela vous pourroit bien retenir; mes [mais] les Anges chante la paix aux hommes de bonne volonté; sur quoy nous assureront son illustrissime Seigneurie que n'avons aucune volonté que de luy plaire, il ne reste sinon que nous entendions, par la bouche de Monsieur le Curez ce cher mot: Ouy, elle désire que Dieu qu'elle l'aye donc. Est [et] dans ce mot je m'oblige de prier Dieu tous les jours de ma vie

pour Sa Seigneurie illustrissime, combien que mes prières ne peuve qu'estre inutile. Néanmoins, je scay bien que Dieu, comme bon père, n'esconduit pas parfois les prières de ses enfans et le supplie de parler à Nostre Sauveur par vostre organe et que le saint esprit y reigné tousiours et surtout en ceste occasion avec supplique me vouloir pardonner du trop long discours que je treuve court auprès du désir que j'ay que la response me soit favorable, etc.

A Saint Moris, ce 2 janvier 1630

Louyse Thérèse DE BALLON, sup. indigne.

M^{me} de Ballon vit sa demande exaucée. Les premières Dames Bernardines que les miséricordieux desseins de Dieu destinaient au Valais vinrent de la Roche en Savoie. L'homme ennemi, dont parle l'Evangile, se plaît à semer l'ivraie parmi le bon grain. La nature humaine, toujours encline au mal, ne suit que trop la voie large qui favorise les passions. Ce penchant si funeste à celui qui vit dans le monde, ne laisse pas de se manifester et de produire des ravages chez les religieux voués par état à la sainteté et à la perfection.

Afin de se prémunir contre ce danger, des religieuses bernardines, sur le conseil de saint François de Sales leur évêque, sortirent du monastère de Sainte-Catherine le 5 août 1622. Voulant se donner à Dieu sans réserve, elles avaient projeté une réforme très sévère de leur institut. Comme un autre Josué, le saint prélat voulut introduire ces âmes vertueuses dans la Terre-Promise de la sanctification. Il fit lui-même des démarches pour que la première maison fût fondée à Rumilly. Bientôt après, semblable à un fleuve, dont les eaux fertilisantes répandent la richesse et l'abondance dans les campagnes qu'elles arrosent, cette maison donna naissance aux couvents de Saint-Jean-de-Maurienne, de Seyssel, de la Roche, etc., où la réforme se développa dans toute son efflorescence.

Voici ce qui donna lieu à la création d'une de ces maisons filiales en Valais.

Les révérends pères capucins de Savoie exerçaient en Valais leur évangélique ministère dès le commencement du siècle. En 1607, ils étaient déjà réunis en communauté à Saint-Laurent, aux portes de Saint-Maurice, où ils étaient surtout retenus par le zélé et catholique capitaine Antoine de Quartéry. Un de ces religieux, le père Bernard, qui venait de la Savoie, parla en divers lieux et particulièrement chez la famille de Vantéry, à Monthey, de la renommée de sainteté des Bernardines de la Roche. Or, la jeune et pieuse Barthélemie, fille des nobles Barthélémi de Vantéry et Anastasie de Nucé, songeait précisément à entrer chez les Clarisses d'Annecy. Mais, ayant ouï l'éloge si flatteur que le Père Bernard faisait des sœurs de la Roche, elle profita d'une heureuse circonstance pour obtenir le consentement de sa famille et entrer dans ce monastère. Née le 3 janvier 1607, elle prononça ses vœux solennels en 1628.

Dès le jour de la vêtue, les parents de Barthélemie exprimèrent le désir de voir une colonie de ces religieuses s'établir en Valais. Et voilà que le 20 mars 1629, la jeune professe arrivait à Monthey, accompagnée de sa supérieure Anne-Gasparde de Ballon et de sœur Louise-Cécile de la Faverge.

Choisies capitulairement pour commencer l'établissement sollicité, elles partirent de la Roche avec l'autorisation et les encouragements de leur évêque Jean-François, frère et successeur de saint François de Sales. La famille de Vantéry désirait qu'elles se fixassent à Monthey, où des démarches pour un logement définitif avaient déjà été faites par le banneret du Fay, qui les comblait de prévenances. Cependant, le vidame de Quartéry, le curé et des dames de Saint-Maurice les engageaient à s'établir dans cette ville où elles trouveraient mieux, leur disait-on, ce qu'il faudrait à une communauté, surtout pour le service religieux de la maison. M^{me} de Vantéry qui, avec raison les en dissuadait, ne fut pas écoutée et l'on vint s'établir à Saint-Maurice dans la maison de Quartéry. La supérieure locale, Anne-Gasparde de Ballon, promptement découragée par les difficultés de la position, demanda à retourner à la Roche et fut remplacée par sa sœur Louise-Thérèse, dont nous avons vu la lettre, et qui le fut à son tour et bien vite par la sœur Barthélémie. Mais celle-ci se mourait le 14 octobre 1631, à l'âge de vingt-quatre ans, laissant après elle la renommée de sa sainteté.

Ne trouvant pas à Saint-Maurice tout ce qu'on lui avait fait espérer, la communauté, qui comptait déjà quatorze membres, alla se fixer à Monthey, le 9 août 1634. Une seconde fille de Barthélémi de Vantéry, plus jeune que la précédente, avait aussi fait profession et devint supérieure dans la même localité : c'était sœur Marie-Pétronille.

L'évêque de Sion, parent de la famille de Vantéry, avait admis volontiers les Bernardines dans son diocèse ; mais la diète s'y refusait constamment. La supérieure générale, Louise-Thérèse de Ballon revint en Valais pour aplanir les difficultés. Autorisée par l'évêque et accompagnée d'une de ses religieuses, elle alla à Sion où elles furent reçues et traitées avec une grande bonté par M^{me} de Courten. Après trois semaines d'attente, elles furent averties qu'elles pouvaient se présenter devant la diète, à laquelle la mère de Ballon expliqua les motifs de l'établissement de son ordre en Valais. « Nous nous proposons, dit-elle, la gloire de Dieu, et la bonne et chrétienne éducation des jeunes filles. » « Nous ne voulons, ni ne désirons autre chose. » Pour toute réponse, on leur dit qu'elles devaient se retirer toutes chez leurs parents ; que le Valais comptant déjà quatre couvents — les Carmes ayant encore des propriétés dans le pays — le nouvel établissement serait de trop ; qu'on les remerciait de leur bonne volonté. Le bailli leur fit la politesse de les accompagner jusqu'à la place devant le château de la Majorie. La mère de Ballon, sachant la puissance de cet homme, profita de la circonstance pour se recommander à lui. « Non, » mesdames, répondit sèchement ce magistrat, vous ne serez jamais reçues : « c'est travailler en vain que de chercher à épuiser une source. » Ce peu de mots trahissait les dispositions hostiles du bailli Magéran.

Le gouverneur de Monthey, Martin Mattlis, ne secondait que trop les vues du haut pouvoir. Cependant, peu à peu ramené par la sainteté de ces reli-

gieuses, il en devint enfin l'ami et le protecteur. Le bailli mourut, vers la fin de l'hiver 1638; insensiblement, la diète changea de disposition, et le 19 mai 1643, autorisa la communauté aux conditions suivantes :

1° Le nombre des religieuses est limité à vingt-cinq.

2° Elles ne seront pas à la charge publique.

3° Elles auront soin d'admettre les postulantes du pays de préférence aux étrangères.

4° S'il arrive que le couvent ait des rentes suffisantes pour l'entretien du nombre de sœurs fixé par le présent acte, on désire que celles-ci soient accomodantes pour la dot, surtout pour les novices du pays.

5° On exige que les révérendes sœurs prêtent leur concours à l'instruction religieuse et civile et à l'éducation des jeunes filles.

6° Elles seront soumises à la juridiction du R^{me} évêque de Sion, sous promesse de la protection du gouvernement.

7° Elles seront sur le même pied que les autres citoyens pour les prêts en argent, cens des fonds qu'elles achèteront, etc.

La communauté accepta ces conditions et autres clauses encore. Le local qu'elle occupait à Monthey était devenu trop étroit; il fut bientôt reconnu malsain. La sœur Marie-Pétronille avait fait elle-même une quête dans les sept cantons catholiques : c'était le seul moyen de subvenir à l'achat d'une maison. On acheta enfin, pour le prix de quatre mille florins, le château d'Arbignon, à Collombey. Comme il était en fort mauvais état et devenu le repaire de toutes sortes de reptiles, il fallut du temps pour l'adapter à sa nouvelle destination. La communauté de Monthey put y entrer processionnellement, le dimanche 23 juin 1647. Malgré les épreuves si dures de la révolution française et de l'incamération partielle de 1848, elle est restée jusqu'à ce jour dans cet asile de la pauvreté et de la sainteté en même temps¹.

Tout n'allait pas fort bien ni paisiblement dans les affaires civiles. Les rapports avec l'autorité ecclésiastique étaient très tendus. Par missive du 28 septembre 1629, le nonce avait invité l'Etat à lui envoyer des délégués auxquels il ferait des propositions conciliatrices. Les délégués partirent en effet et revinrent annoncer, que le représentant du Saint-Siège demandait l'oubli des torts réciproques entre l'évêque et les patriotes et la rentrée du chef du diocèse, avec qui on conclurait un accommodement définitif; ou bien que l'on paraisse à Rome pour y procéder juridiquement devant le pape. L'Etat refusa l'une et l'autre proposition et il déclara qu'il ne voulait plus de l'évêque, qui n'avait pas été expulsé, mais était parti de son chef; par conséquent il n'avait pas à le rappeler. Quant à paraître à Rome, où le cardinal Barberini les avait appelés par ordre du souverain Pontife, les magistrats osèrent répondre à Son Eminence, que cet appel devant une autorité étrangère était contraire aux libres

¹ Manuscrit du couvent et chronique Bérodi.

institutions du pays et qu'ils pouvaient affirmer, en toute vérité, n'avoir jamais rien enlevé à l'évêché. « Loin de là, dirent-ils, nous voulons lui donner, au lieu de commettre des actes si déloyaux. » Ils protestèrent devant Dieu et la sainte Vierge qu'ils voulaient *conserver la seule religion catholique comme seule vraie*, et ils sollicitèrent ce prince de l'Eglise de les aider à être délivrés de leur évêque. Cette réponse est du 31 octobre, comme celle au nonce apostolique. On comprend qu'il fallut abandonner tout essai d'accommodement.

Loin d'accepter la démission d'Hildebrand, le Souverain Pontife l'avait comblé de ses faveurs. Son cœur apostolique avait été ému au récit de ses combats et de ses souffrances; il voulut qu'avant de reprendre ses fonctions pastorales, le pontife de Sion se reposât de ses luttes et réconfortât son cœur affligé, en invoquant à leur tombeau même les saints apôtres Pierre et Paul, qui, à Rome, avaient versé leur sang pour la défense de l'Eglise, dont ils sont les deux colonnes, et pour laquelle Hildebrand avait déjà tant souffert. Enfin, après une absence de plus de deux ans, le dévoué prélat reçut du chef de la catholicité l'ordre de retourner vers les ouailles qu'il avait dû quitter. Ce fut par la voie du Grand-Saint-Bernard qu'il rentra dans son diocèse. Rien de mieux que de l'entendre faire lui-même le récit de sa réception par les Magnifiques Seigneurs de l'Etat et de tout ce qu'il eut à souffrir de leurs procédés indignes :

Afin que les contemporains et la postérité sachent de quelle manière, l'an 1630, les premiers magistrats du Vallais m'ont reçu, moi, leur évêque, revenant de Rome et retournant à mon évêché par ordre de notre Illustrissime Seigneur Urbain VIII, j'ai voulu laisser ce témoignage public de la vérité.

Sache chacun que le 25 juin de l'an 1630, accompagné du doyen Pierre Furer, de mon chapelain Pierre Tornéry et de deux serviteurs, j'arrivai au mont Saint-Bernard. J'y trouvai le capitaine noble Jean de Preux à la tête d'une nombreuse troupe de soldats, qui me déclara être envoyé par les premières autorités pour m'interdire non seulement l'entrée du pays, mais même l'accès du monastère. Quoique le prévôt et ses religieux demandassent instamment au capitaine mon admission dans leur monastère, je ne pus y entrer que bien malgré lui et en donnant caution. J'y fus retenu durant cinq mois par de bonnes paroles, qui me faisaient espérer qu'on m'enverrait pendant ce temps quelque proposition de paix et que nos désaccords s'arrangeraient amiablement; mais, je m'aperçus enfin que ces longs retards n'étaient que subterfuges, et je résolus de redescendre à Aoste. Mais, voici qu'au moment de mon départ, m'arrivent des lettres de mon vicaire général Adrien de Riedmatten et du révérend père André, capucin. Ils m'engageaient à patienter encore jusque vers la fin des vendanges, me faisant espérer qu'alors un arrangement pourrait plus facilement s'effectuer, et qu'on m'enverrait quelques négociateurs. Quelque temps après, les hautes autorités me proposèrent une conférence, non sur le mont Saint-Bernard, mais à Saint-Brancher, pour y traiter de paix, mais je devais m'y faire accompagner d'un seul serviteur, sans me permettre la société du doyen Pierre Furer, ni celle de mon aumônier, qui étaient revenus de Rome avec moi. Je ne refusai point de me rendre à Saint-Brancher et, prenant avec moi le chanoine Ducret, secrétaire de Monsieur le Prévôt et mon valet de chambre, Théobald, je descendis en ce lieu où ne trouvant aucune hôtellerie, on m'ordonna de me rendre au manoir d'Etiez, chez noble Balthazar Fabri. Je fus forcé d'y rester trois semaines, privé de tout conseil, de secours et de soulagement, car on ne permettait à aucun ecclésiastique, ni séculier de me faire visite. Pour empêcher toute communication avec moi, dès l'entrée de la nuit, on entoura la maison de gardes, que l'on retirait chaque jour à l'aurore, afin que je ne m'en aperçusse point. Quant au chanoine régulier, Ducret, ils l'appe-

lèrent près d'eux à la nuit tombante et, après l'avoir questionné sur certains points, ils lui défendirent de revenir vers moi, et le firent rentrer à son monastère. Le lendemain, ayant forcé mon aumônier de descendre de la montagne, en cheminant toute la nuit, ils l'interrogèrent sur mes diverses affaires et ils décidèrent de l'expulser du pays. Ensuite, sur le soir, ils envoyèrent au mont Saint-Bernard un exprès qui y arriva vers minuit, fit lever le doyen Furer et lui ordonna au nom des représentants des sept dizains de le suivre à Saint-Brancher. Dès que ce dignitaire fut arrivé, harassé de fatigue, ils fouillèrent aussitôt ses papiers et y trouvèrent certains écrits que j'ignorais. Ils lui annoncèrent son exil à perpétuité. Ce fut le gouverneur de Saint-Maurice¹ qui, accompagné d'une bande de satellites, le conduisit à la frontière du pays, au grand scandale des populations.

Après cela, ils envoyèrent un familier me dire que si j'avais à leur parler, je pourrais me présenter devant eux. Je me rendis donc près d'eux (à Saint-Brancher) accompagné de mon valet de chambre. A mon entrée dans la salle, ils étaient tous assis autour d'une table; nul ne me salua, nul ne se leva, nul ne daigna se découvrir; mais tous me regardèrent de travers. Je fus le premier à les saluer, en leur tendant la main et à leur adresser la parole. Ensuite, je crus devoir leur parler de mon retour ordonné par le Souverain Pontife, et je dis que je revenais à mon siège épiscopal par ordre du pape; qu'il était cependant nécessaire de s'entendre sur les mesures les plus opportunes à rendre à chacun de nous son droit, selon les louables coutumes, afin d'établir la paix entre nous; que c'était là ce que j'avais à soumettre à leur mûre délibération.

A quoi ils répondirent: « Nous n'entendons point vivre dorénavant avec votre Révérence » dissime Paternité comme nous l'avons fait jusqu'à présent, ni permettre qu'elle nous gouverne » comme ses prédécesseurs l'ont fait. » Puis ils dirent ouvertement: « Nous sommes des libres » patriotes, nous avons conquis la liberté au prix de notre sang, et, comme preuve plus évidente, nous avons fait des traités d'alliance avec le roi de France et d'autres potentats. Quant à ce que votre Révérendissime Paternité, ainsi que ses prêtres appellent la Caroline, nous le regardons comme une fable inventée à plaisir. Si jusqu'à ce jour vous avez joui de quelques privilèges, c'est par pure bonté de notre part et avec notre permission, et si Charlemagne a accordé quelques privilèges aux évêques de Sion, il a donné ce qui ne lui appartenait pas. » A quoi je répliquai avec étonnement: « Comment? Est-ce que mes prédécesseurs et moi n'avons pas joui pacifiquement et librement jusqu'à présent des droits régaliens qui sont démontrés par des documents authentiques? Vous ne voulez donc pas me laisser la pacifique possession de mes droits épiscopaux? » Ils répartirent: « Nous le refusons absolument; car votre prédécesseur déjà a voulu nous assujettir et nous arracher nos libertés en vertu de cette Caroline, dont nous ne voulons plus entendre parler, parce que nous sommes francs patriotes. » Je leur dis que je voulais les laisser tels qu'ils étaient sous mes derniers prédécesseurs. Mais ils ajoutèrent « qu'ils ne voulaient plus de ce mode de vivre. » A cela, je répondis: « Puisque tel est votre dessein, il ne me reste qu'à m'en retourner. » Tous alors se levèrent avec animation et s'écrièrent: « Il n'est plus temps de vous en retourner », voulant donner à entendre que s'ils lâchaient l'oiseau qu'ils tenaient captif, il leur en cuirait. « Que votre Paternité se décide. Sommes-nous de francs patriotes? Qu'elle réponde oui ou non. »

Voilà ce qui se passa les deux premiers jours. Le troisième jour, ils se rendirent près de moi et me reprochèrent avec indignation d'avoir obtenu de l'empereur la confirmation de droits régaliens contraires à leur liberté, et d'avoir voulu les assujettir eux et leurs descendants à l'autorité césarienne. Ils ajoutèrent que des amis avaient pu obtenir à grands frais de la chancellerie impériale les lettres ou documents de cette confirmation de Caroline; que cela était connu seulement des premiers magistrats et non du peuple; car si cela parvenait à la connaissance des populations, ils m'assuraient qu'il y aurait alors grande effusion de sang. Ils voulaient que je me décidasse sur l'heure à les reconnaître pour francs patriotes, à renoncer aux diplômes impériaux, à en révoquer la confirmation, et à rejeter la protection de l'empereur. Ils demandaient encore que je leur livrasse toutes ces pièces, et que je ratifiasse les articles qu'ils avaient fait souscrire aux chanoines lors de mon élection.

¹ C'était Joder (Théodore) Andenmatten.

Je leur signifiais que je ne le pouvais et n'avais pas pouvoir d'admettre d'aussi injustes prétentions; les avertissant de ne machiner rien dont ils pussent se repentir plus tard. Ils m'exhibèrent alors un écrit de la main du seigneur Magéran et de sa composition; il contenait leurs injustes demandes, et ils s'efforcèrent de toutes manières de me le faire signer. Mais après l'avoir lu, je m'y refusai absolument. Transportés de fureur à ce refus, ils me déclarèrent que si je refusais ma signature, ils allaient se séparer pour aller annoncer au peuple que je l'avais asservi à l'empereur; et qu'ils allaient ordonner au bailli de convoquer aussitôt une diète à laquelle se rendraient dix hommes de chaque dizain. « Votre Paternité verra ensuite ce qu'il en adviendra d'elle, du Chapitre, de ses prêtres et de ses châteaux »; menaçant de tout bouleverser et de lâcher contre nous, le Chapitre et le Clergé, la fureur des paysans. En face de tant de menaces, de violences et de pression, considérant le péril qu'encouraient l'Eglise, le Clergé et ma propre personne en danger, sans secours humain et entouré de soldats irrités, ne voyant rien de mieux à faire, je dus me résoudre à souscrire à leurs injustes demandes¹.

Quand un homme est dans la position et les circonstances où se trouvait Hildebrand depuis dix-sept ans; quand on sait avec quel acharnement secret ses ennemis, qui ne l'étaient que par haine de l'Eglise, s'attachèrent à lui créer toute sorte d'obstacles, à lui susciter le plus d'occasions possibles de faire de faux pas dans son administration temporelle, et qu'on apprend encore que cet homme, atteint en outre d'un mal grave et très douloureux dont il souffre depuis de longues années, revenant en Valais après une absence de plus de deux ans, au lieu de voir ses ennemis se calmer, les retrouve plus exaspérés que jamais et déterminés à mettre tout à feu et à sang dans son diocèse, qui est son propre pays, s'il ne consent à la cession de ses droits temporels, comment peut-on reprocher à Hildebrand d'avoir enfin cédé? L'accuser serait ajouter l'amère dérision à une criante injustice. Quoi! combattre vigoureusement et sans relâche pendant dix-sept ans, puis fléchir devant les menaces, est-ce digne du caractère ferme d'Hildebrand? est-ce digne d'un évêque? Pour toute réponse, nous dirons que près de deux siècles plus tard, non pas un évêque, non pas un saint seulement, mais un pape, un Vicaire de Jésus-Christ crut un moment devoir céder et souscrire les articles qu'un persécuteur de l'Eglise lui présenta. Il est des actes qui ont passé dans le domaine de l'histoire, mais qui ne relèvent que de la conscience et de Dieu. Cependant le Souverain Pontife, prisonnier, protestera plus tard, comme Hildebrand espérait le faire un jour.

Il est plusieurs points sur lesquels le prélat se tait dans son manifeste. Dès qu'il fut arrivé au mont Saint-Bernard, il s'était empressé de prévenir les hauts seigneurs de l'Etat de sa présence, et il avait envoyé s'informer de quelle manière ils prétendaient le recevoir. Plusieurs fois, il avait écrit au bailli, qui lui répond enfin par quelques lignes évasives; il reste même plusieurs mois sans daigner accuser réception à son évêque des lettres que celui-ci lui adressait.

Le pape avait envoyé aux patriotes un bref plein de sentiments affectueux; il leur témoignait le ferme espoir que dorénavant ils vivraient en harmonie avec leur évêque. Ce bref avait été expédié par le prélat depuis le

¹ Archives de l'évêché; manuscrit latin signé par Hildebrand, le 20 décembre 1630.

monastère du Saint-Bernard, au nonce à Lucerne, et celui-ci le fit parvenir au vicaire général avec ordre de le remettre au bailli. Le nonce écrivit en même temps aux magistrats pour les engager à recevoir leur prélat en vertu du bref apostolique. Mais l'Etat faisait la sourde oreille et, le 12 août, Hildebrand écrit au Chapitre que, depuis bientôt deux mois qu'il est sur la montagne, il ne peut recevoir aucune réponse de l'autorité civile; il demande qu'on fasse des prières pour que le pasteur puisse rejoindre ses brebis. Le 24 septembre, il s'adresse à son grand vicaire, lui dit combien il souffre de la gravelle, et le prie de faire en sorte que le bailli lui expédie les lettres qui étaient à son adresse. Le 10 octobre, il se plaint encore au même de l'âpreté du climat de la montagne qui, ajouté à ses autres infirmités, le fait beaucoup souffrir et le décidera à accepter ailleurs l'asile qu'on lui a offert, si on ne le laisse pas rentrer chez lui. La correspondance variée qui nous reste de lui, nous le montre toujours patient, prêt à tous les sacrifices que ne condamnera pas sa conscience, disposé à pardonner les offenses personnelles, sans fiel pour ses ennemis, mais inébranlable dès qu'il voit que l'Eglise est menacée. Si parfois, il revient d'une décision, c'est qu'il croit s'apercevoir qu'il s'est trompé; il montre qu'il craint l'obstination dans l'erreur.

On ne peut en dire autant des membres de l'Etat. Dès que le bailli eut appris que le vénérable chef du diocèse était au moment de reparaitre, il consulta son conseil sur ce que l'on entendait faire à son égard. La vengeance présida à la délibération. On rappela les frais occasionnés à Lucerne par les diverses députations qu'il avait fallu y envoyer à cause du prélat, qui, disait-on encore, « est allé à Rome diffamer ses compatriotes et les y a fait citer à comparaître. » On prétexta qu'il revenait par Aoste où la peste devait régner. Chose plus étrange encore ! on alléguait qu'il ne s'était pas adressé à l'Etat pour lui *demand*er passage et qu'il ne l'avait pas non plus avisé directement de son arrivée. Après ces considérations, les hauts magistrats décidèrent qu'il purgerait sa quarantaine hors du pays. Après ce terme, s'il a quelque chose à présenter à l'Etat, il le fera par écrit. Voilà donc celui qui avait jusqu'alors convoqué les diètes et les avait présidées comme chef du pays, condamné à en demander l'entrée à ses propres subordonnés; c'est le prince-évêque qui sera soumis à son lieutenant, le bailli Jean Roten, ou plutôt à l'italien Magéran, le secrétaire d'Etat, devenu l'âme du bailli et son vrai maître. Nous venons de voir le résultat de cette délibération qui eut lieu le 16 juin¹. Voyons maintenant les phases par lesquelles dut passer le pieux doyen Furer, et entrons quelque peu dans le détail des dernières années de cet ecclésiastique si dévoué et d'une vie si édifiante.

Depuis plusieurs années, Pierre Furer, de plus en plus dégouté du monde, dont les événements de sa patrie l'éloignaient davantage, soupirait après le

¹ Ancien style.

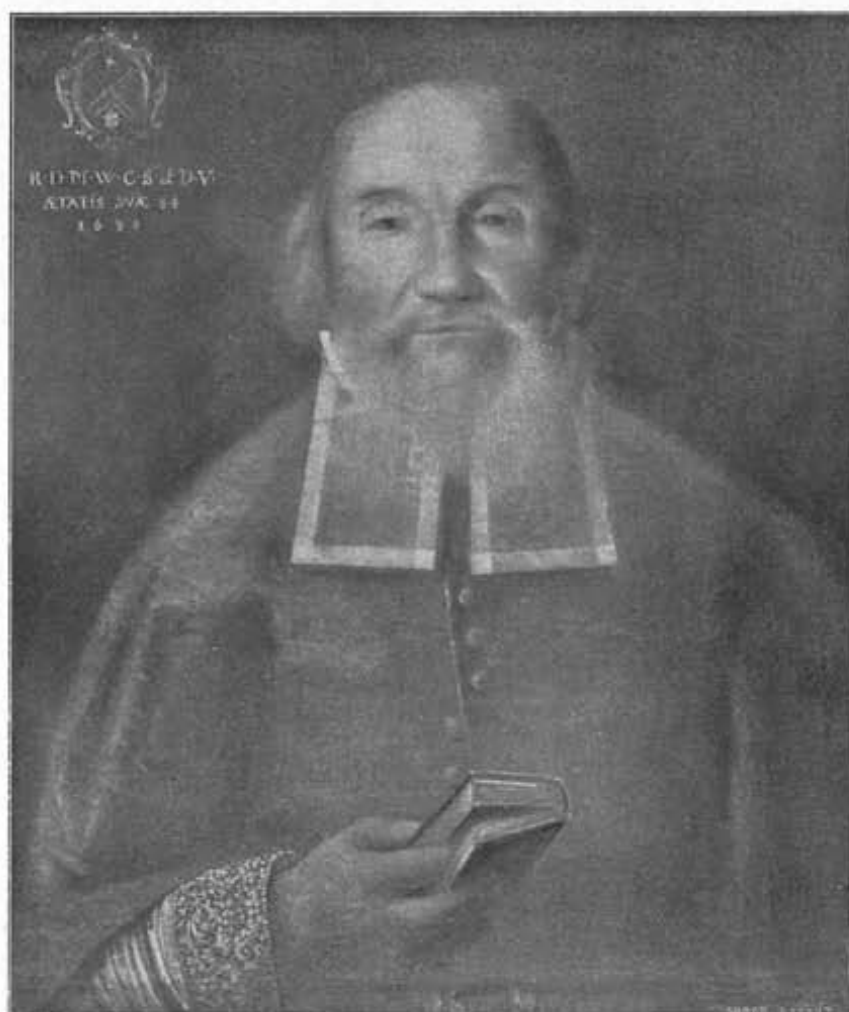
moment où il lui serait possible de le quitter pour se faire recevoir au nombre des humbles enfants de Saint-François : il désirait devenir capucin. Il ne put s'en taire à ses supérieurs ecclésiastiques, qui ne pouvaient cependant permettre qu'un prêtre si zélé et possédant une instruction et un jugement si solides, privât le diocèse de son appui. Il était la colonne du Vénérable Chapitre de Sion et il possédait toute la confiance de son évêque, qui en avait fait son officiel. Aussi, le 9 avril 1628, le nonce le dissuadait de son dessein et lui représentait les temps si difficiles, que l'Eglise de Sion traversait et qui réclamaient sa présence et son assistance.

Vous connaissez mieux que moi, lui dit-il, quels terribles orages assaillent aujourd'hui votre église et votre patrie. Il lui faut donc de bons ouvriers et des rameurs habiles pour qu'elle ne soit brisée par les flots et submergée. Vous qui, par un singulier bienfait de Dieu, avez une grande influence sur vos confrères, vous devez vous employer de toutes vos forces à détourner un imminent naufrage, et à ramener le calme si désirable. Si vous le faites, comme je le désire et l'espère de votre sainte obéissance, vous offrirez au Seigneur, n'en doutez pas, un sacrifice très agréable, dont vous recevrez dans le ciel une éternelle récompense. Restez à la place à laquelle vous avez été appelé, et si le Seigneur, qui commande aux vents et à la mer, daigne jeter un regard miséricordieux sur votre église et votre pays et en apaiser les tempêtes, vous pourrez alors vous occuper de votre pieux et saint projet d'embrasser un genre de vie plus sévère.

Au mois de janvier de l'année suivante, il reçut une lettre semblable du père Dominique, de Chambéry, provincial de la Savoie, à qui il s'était adressé pour être admis dans l'ordre. Il avait aussi prié son évêque de ne pas confirmer définitivement le choix que le Vénérable Chapitre venait de faire en le nommant vicaire général provisoire, après la mort de Sartoris, et il le suppliait de le décharger de l'officialité. Depuis trois ans, disait-il, il avait fait vœu d'entrer en religion et d'accomplir divers pèlerinages pour être préservé de la peste. Il eut beau frapper à toutes les portes ; tous les supérieurs refusaient d'accéder à son ardent désir¹. Les chanoines eux-mêmes, reconnaissant l'habileté et le mérite de leur confrère, le choisissaient de préférence quand il s'agissait de négociation ou d'affaire importante. C'est pour ce motif qu'ils l'avaient chargé de se rendre à Rome. Revenu avec son évêque, il dut comme lui séjourner sur le mont Saint-Bernard pendant près de cinq mois. Les lettres qu'il adressa alors au bailli pour obtenir sa rentrée, demeurèrent deux mois et demi sans réponse. Le 15 septembre, deux commissaires du gouvernement vinrent intimé à Sa Grandeur et à Pierre Furer l'ordre de s'éloigner, sans en donner aucune raison. Il ne put s'empêcher d'en témoigner sa surprise, et dans une dernière lettre du 30 octobre, il s'adresse ainsi au bailli Jean Roten :

M'ayant été notifié... que j'eusse à retourner sur mes pas, je l'aurais déjà fait si la peste qui règne à la cité d'Aoste ne m'en eût empêché. J'interrogeai les deux commissaires sur le motif de mon repoussement du pays. Ils ne surent me le dire. Il me paraît étrange qu'un

¹ Archives de Valère, tir. 75.



MATHIAS WILL

Chanoine de Sion, Doyen de Vglère, à l'âge de 84 ans.

ecclésiastique honorable, indigène, et qui durant de nombreuses années a rempli des charges ecclésiastiques, soit traité de la sorte. Ce n'est pas de mon chef, mais par ordre du Vénérable Chapitre, que dernièrement je me suis rendu à Rome. J'ai écrit à Votre Excellence et à la diète, il y a quelques semaines, pour exposer mes raisons, espérant qu'on reviendrait de ce décret. Si une réponse ne doit pas m'être favorable, je prie Votre Excellence de me permettre de passer par Saint-Maurice vu que toutes les localités du val d'Aoste sont infectées de la contagion et qu'on ne peut y passer sans exposer sa vie.

Il reçut cette réponse :

Révérend et docte Monsieur,

Salut et bonheur. En conséquence de votre lettre, et sur l'intercession de Monseigneur, nous avons voulu vous aviser que vous avez à vous présenter demain de bonne heure, à Martigny, pour apprendre notre intention et notre jugement propice. Espérant que vous ne ferez pas défaut à notre invitation, nous vous recommandons à Dieu et à l'intercession de Marie.

Saint-Brancher, le 12 novembre (nouveau style) 1630.

Le bailli et le Conseil valaisan.

Ce billet était un piège et une dérision indignes. Le doyen Furer, écrivant de Thonon aux chanoines de Sion, ses confrères, le 14 décembre suivant, nous apprend comment ce jugement des patriotes lui fut favorable. Il donne en même temps au Chapitre une leçon fort juste et qu'il n'avait que trop méritée par ses fréquentes volte-face, ses divisions et sa déplorable conduite dans ces luttes.

Révérands et vénérés Messieurs,

J'ai cru à propos de vous exposer au long les procédés dont les hautes autorités ont usé envers moi. Le 8 novembre¹, les patriotes appelèrent à Saint-Brancher le révérendissime évêque ; j'ignore encore ce qui s'y est passé avec lui. Pour moi, je reçus ordre de rester en attendant sur la montagne. Quatre jours après, on m'appelle brusquement au beau milieu de la nuit et on me remet un billet écrit avec tant de sans- façon — je vous en envoie la copie — que je pensais devoir descendre en toute confiance. A mon arrivée à Saint-Brancher, il ne me fut pas permis d'entrer à l'église, mais aussitôt que j'eus diné, le familier Mattlis et le curial Voluz m'ordonnèrent de me rendre à Martigny. Là, le lendemain matin, les premiers magistrats me font paraître devant eux et m'intimèrent mon bannissement à perpétuité pour les raisons présumées ou supposées que voici. Ils alléguèrent qu'en présence des désaccords surgis entre eux et l'évêque, ils avaient souvent essayé de ramener la paix par un arrangement, mais que nous avions fait bande à part et n'en avions pas voulu ; puis, qu'il y avait plus de deux ans, je m'étais rendu à Lucerne, en passant par des lieux où régnait la peste ; que j'étais parti il y avait un an sans les prévenir ni les saluer et en évitant les gardes à Viège ; que je m'en étais de même joué au Saint-Bernard, à mon retour, que je n'avais point daigné leur écrire pour ma rentrée au pays et les avoir ainsi privés de l'honneur que je leur devais, et qu'en demeurant au Saint-Bernard, j'avais attisé le feu de la discorde, — comme si j'étais cause que l'évêque n'eût pas condescendu à leurs demandes. — C'est tout ce que Magéran m'objecta et en châtimement de quoi j'étais exilé.

Je répondis à chaque accusation ; et, comme réellement elles étaient fausses, je niais tout. Vous savez vous-même que je me suis rendu à Lucerne par le même chemin qu'ils y ont conduit le curé Theiler, et qu'à Viège je n'ai passé que muni du permis du châtelain Waldin ; il n'y avait de gardes en nul autre lieu. Tout ce qui se serait passé au mont Saint-Bernard

¹ Nouveau style.

n'est qu'une infernale invention. Que l'évêque, le prévôt, le vicaire général et les autres parlent, et que Dieu pardonne au rapporteur calomniateur, car en tout cela l'iniquité s'est elle-même démasquée. Quand on m'eût dénoncé mon exil, on visita scrupuleusement mes malles et il s'y trouva par hasard une partie du projet du second mémoire présenté au pape. Je ne pensais pas qu'il y fût, ni ne présumais un tel événement. Ils y lirent ces paroles: *puisque personne ne fournit quoi que ce soit pour l'église et que nous sommes au milieu des hérétiques*, etc... Ces mots piquèrent et remuèrent la bile de nos Sédunois, quoique le sens de ma phrase fût que notre pays dans une de ses parties, est entouré de purs hérétiques. Plaise à Dieu que j'aie menti par rapport aux Sédunois; bien volontiers, je rétracterais mes paroles. Je le répète, c'est là le premier motif de mon exil. Mais mieux vaut que ce soit moi plutôt qu'un autre qui souffre. D'ailleurs, je prévoyais tout ce qui m'est arrivé. Cependant ce qui surprend beaucoup de gens, c'est que des personnes dignes de foi disent que la division règne parmi les chanoines, et qu'ils s'étaient donné peu de peine pour procurer ma rentrée et celle de l'évêque. C'est ce que j'ai fort bien compris par les discours des patriotes. Monsieur le bailli lui-même m'avoua que si le Chapitre avait agi en ma faveur, on ne m'aurait pas fait cela. Monsieur le banneret de Viège me dit que ma mission à Rome était l'œuvre de quatre ou cinq chanoines seulement, et que les autres déclaraient qu'on ne m'avait chargé que de visiter les tombeaux des apôtres. Monsieur le banneret Mattlis a répété les mêmes choses et ajoute que les chanoines de la cathédrale n'ont parlé ni en faveur de l'évêque, ni pour moi.

On voit par là combien vous avez agi déloyalement à mon égard! Mais il n'y a pas à s'étonner si le monde nous hait, puisqu'en premier lieu, il a haï le Christ. Assurément, si vous tous, unis de cœur et de pensée, écartant toute rivalité, n'écoutez point les adulations d'amis, et vous dépouillant de toute ambition, vous vous étiez efforcés, selon votre devoir, de défendre l'Eglise et ses droits, les portes de l'enfer ne prévaudraient point contre nous. Quant à moi qui ai entrepris ce long, périlleux et pénible voyage pour les intérêts de l'Eglise, je souffrirai patiemment le mal pour le bien et je deviendrai anathème pour mes frères, puisque le royaume des cieux est la récompense de ceux qui sont l'objet d'indignes persécutions. Quoi qu'il en soit... si je puis encore être de quelque utilité au Chapitre, je suis toujours à son service¹.

Avant de se rendre à Thonon, où il séjourna quelque temps, le doyen s'était arrêté à Evian d'où il écrivait sa lettre le 25 novembre.

Cette lettre suffit pour prouver la grande âme de Furer et le zèle apostolique qui le dévorait. Il est abandonné de ceux qui sont la cause de son bannissement, et il s'offre à les servir encore s'il peut leur être utile. En tout cela, il ne voit que la cause de Dieu et de son Eglise; il ne porte ses regards que sur la récompense éternelle.

Bientôt un peu de calme reparut dans son pays et Dieu lui ouvrit la voie à la réalisation de ses désirs: le généreux athlète se rappela ces paroles du nonce: « Si le Seigneur daigne jeter un jour un regard miséricordieux sur « votre Eglise et votre pays, vous pourrez alors vous occuper de votre pieux et « saint projet d'embrasser une vie plus sévère. » Il fut admis chez les pères capucins de la province de Savoie à laquelle appartenaient alors ceux du Valais. Sous le nom de père Ignace, il y vécut en religieux édifiant et zélé. Sa patrie qui l'avait persécuté, devait encore jouir de son dévouement. Il y revint plus tard pour se venger en chrétien. Ayant appris que la peste y faisait de nouveaux ravages, il obtint de ses supérieurs l'autorisation de porter à ses malheureux

¹ Archives de Valère.

compatriotes les secours et les consolations de la religion. Il s'y voua avec ardeur aux fonctions de son ministère, et assidu au chevet des pestiférés auxquels il ouvrait le ciel, il contracta lui-même le germe de la terrible épidémie qui, en 1657, mit un glorieux terme à ses travaux. Il fut enterré au couvent des capucins de Saint-Maurice. En 1693, un immense incendie ayant réduit en cendres cette petite ville, à l'exception de l'église paroissiale et du presbytère, les pères durent rebâtir leur couvent et leur église qui auparavant était à la droite de l'entrée de leur maison. En 1694, ils transportèrent dans le nouvel édifice sacré les dépouilles mortelles du père Ignace qu'ils trouvèrent intactes, c'est à dire en parfait état de conservation. Les chairs avaient gardé leur souplesse, et la peau avait la blancheur de celle d'une personne vivante, bien que la sépulture eût eu lieu depuis trente-six ans¹. Mort sur la brèche, Furer est le modèle du clergé valaisan, comme sans doute il est l'un de ses protecteurs dans le ciel.

Moins heureux que son fidèle official, Hildebrand dut reparaître sur la scène et subir les conséquences de sa signature à Sembrancher. Rentré à la capitale, il convoqua et présida une diète extraordinaire qui eut lieu vers la fin du mois de novembre, c'est-à-dire quelques jours après son retour. Ce fut, apparemment, la dernière fois qu'il usa de son droit de présidence, car dès ce jour, les abscheids nous signalent régulièrement le bailli comme remplissant cette fonction et mettant l'évêque au nombre des députés assistants. Cependant, ses successeurs continuèrent jusqu'à la fin du siècle passé à convoquer les diètes.

Dès que les Hauts Seigneurs de l'Etat eurent reçu la promesse solennelle d'être reconnus par l'évêque comme francs patriotes, et qu'ils eurent trouvé à satisfaire leur haine en expulsant le doyen Furer et l'aumônier Tornéry, ils laissèrent un peu de repos au chef du diocèse. Dès le printemps déjà, ils furent préoccupés des bruits de guerre très répandus. La France, l'Allemagne, l'Espagne dans le Milanais et les ducs de Savoie avaient constamment les armes à la main. Chacun voulait faire prévaloir ses droits par la force de ses bataillons. Entourée de belligérants, la Suisse avait toujours à craindre ou pour elle-même, par des violations de territoire, ou pour ses villes alliées. En conséquence l'Etat du Valais avait ordonné, en avril, que toutes les communes du pays se munissent des armes réglementaires et que les chefs militaires fissent, le 2 mai, en chaque dizain l'inspection de la troupe. Les communes qui contreviendraient à ces ordres seraient punies de la privation de toutes hautes charges de l'Etat, et, de plus déclarées traîtresses à la patrie. Défense fut faite de sortir du pays tout grain et tous comestibles; les vagabonds et mendiants étrangers qui y abondaient furent rigoureusement expulsés.

La guerre au sujet de la succession du Mantouan existait entre la France

¹ Manuscrit du couvent de Saint-Maurice, par le P. Herménégile Gardien.

et le duc de Savoie. Louis XIII fit demander au Valais passage pour 30,000 fantassins et 4000 cavaliers. L'Etat répondit qu'il attachait un grand prix à la faveur du roi de France et qu'il en avait donné une preuve dans l'acceptation du traité de Madrid et la participation à la guerre de la Valteline, deux points sur lesquels il avait été le premier à accéder au désir de Sa Majesté. Mais dans le cas actuel, il crut devoir rappeler que le Valais

...est un pays très resserré, âpre de climat, et borné par de hautes et effrayantes montagnes neigeuses et hérissées de rochers et de précipices, au point que ces deux dernières années les produits ont gelé et que la disette en est la conséquence non seulement chez nous, mais encore chez nos voisins qui, pour cette cause, et à raison de la peste qui a sévi fortement chez nous en même temps que chez eux¹, n'ont pu venir à notre secours; de sorte que le pays est épuisé. La campagne est actuellement inondée par le Rhône à tel point qu'on ne peut sûrement y voyager à pied, encore moins avec des chevaux, et nous serions obligés de faire abattre notre bétail qui est notre seule ressource. Nous avisons aussi Sa Majesté, que déjà avant l'arrivée de son envoyé, nous avons fait couper en deux endroits nos passages vers l'Italie, parce que les Espagnols s'étaient rapprochés et tentaient d'occuper des positions avantageuses; et, ce nonobstant, ils garnissent encore de troupes leur extrême frontière, et, de leurs retranchements, ils font bonne garde. De sorte que l'attirail de guerre ne pourrait passer et courrait le plus grand risque d'être pris comme nous l'avons dit à votre envoyé, en l'invitant à se rendre lui-même sur les lieux, afin qu'on ne nous accusât pas de nous servir de prétextes.

Les autres raisons que l'Etat ajoutaient n'étaient pas moins solides et péremptoires. Il rappelait en outre que lorsque, sous son prédécesseur Henri IV, les passages du Saint-Bernard et du val Ferré étaient menacés d'être envahis par le duc de Savoie, le Valais n'avait pas hésité à les faire garder par 4000 hommes. Le passage fut donc refusé.

En suite des ordonnances que l'on venait de publier, le gouverneur de Saint-Maurice reçut ordre de faire monter et mettre en position les deux petites pièces de canon déposées au château qui domine le pont sur le Rhône et la route tendant à Monthey. La paroisse de Munster dut placer deux sentinelles au moins sur la Furka afin de surveiller les passages sur l'Italie et de prévenir toute surprise². Ce mouvement belliqueux avait été excité encore par une missive du landamman d'Uri aux autorités valaisannes.

Nous sommes avertis en toute hâte, disaient ceux d'Uri, par un exprès de nos communs alliés de la ville de Zurich que, dans un lieu où se trouvent réunies des troupes impériales, il a été décidé de s'emparer non seulement du Gothard, du château et de la ville de Bellinzone, mais encore d'autres passages ouvrant sur l'Italie. Dans ce but le 3 juillet, on a détaché trois mille

¹ La peste de l'an 1630 ravagea toute l'Italie. A Turin, elle emporta huit mille habitants sur onze mille. Côme compta dix mille victimes, Gênes soixante-quinze mille, Venise quatre-vingt-mille dans la ville et trente mille sur ses possessions de terre ferme. Elle emporta un tiers de la population du reste de l'Italie. Cantu, storia universale, lib. XVI, cad. XXXIII.

² A la suite de cette ordonnance, vient immédiatement un avertissement qui nous fait voir que les modes folles et bizarres ne sont pas nouvelles. «On voit avec déplaisir, disent les abscheids, que des jeunes gens, nobles et autres, portent des costumes étranges, couverts de chamarures comme les voituriers de la Souabe et les sauvages d'Amérique, portant longues chevelures à queue, affectant des manières efféminées et bizarres. On le défend sous peine sévère. Ceux qui ne se soumettront pas à cet édit, dont l'observation est confié à la surveillance de chaque autorité, seront punis à la première diète suivante». Absch. de Juin, 1630.

hommes, et le lendemain quatre mille hommes sont partis d'Uberligen sur Rossach. Beaucoup d'autres doivent les suivre. Les passages doivent avoir été déjà retenus. Ces circonstances et autres créant un danger pour la Confédération, nous vous en avisons, afin que vous soyez prêts à venir à notre secours, en vertu de notre alliance, au premier appel qui vous sera fait.

Le messenger d'Uri avait fait grande diligence, puisque le landamman et son conseil avaient daté leur lettre du 6 juillet, et que le lendemain l'Etat du Valais faisait l'énergique réponse suivante :

L'Etat du Vallais à ses alliés, amis et voisins du canton d'Uri.

Nous voyons par votre lettre du 6 que les impériaux voudraient attaquer la Confédération comme ils ont attaqué nos alliés les Grisons qu'ils ont asservis, et que déjà ils mettent la main à la cognée. Il est déplorable qu'on n'ait pas voulu prévenir cette invasion dès le principe et qu'on ait ainsi ouvert la porte à des tentatives plus graves. Il faut que nous sortions enfin de ce sommeil léthargique et que nous soyons étroitement unis, si nous voulons empêcher la ruine de notre patrie. Il est à désirer, comme vous en êtes sans doute persuadés, que la Confédération, à l'exemple de nos aïeux, s'empresse de prendre une délibération commune pour détourner un tel malheur. En toute éventualité, nous ne manquerons point de tenir nos troupes prêtes, afin de vous secourir selon nos moyens à teneur des alliances comme nous l'attendrions de vous. Nous avons fermé tous les passages, excepté de votre côté, à la Furka, où nous sommes en tranquillité, sous votre garde.

Ces bonnes dispositions furent complétées par la nomination d'une commission composée de membres pris dans chaque dizain avec plein pouvoir de décider en affaires de guerres, de veiller au salut de la patrie, et à laquelle tout citoyen était rigoureusement tenu d'obéir.

Les craintes d'invasion ne se réalisèrent pas, et, à part ce qui se passa avec l'évêque à l'occasion de son retour de Rome, le mois de décembre arriva n'amenant rien d'intéressant que la plainte des communes de Riddes, Saxon, Fully et quelques autres. Leurs mandataires vinrent représenter aux gouvernants que les frais de la cavalcade, qui avait lieu lors de l'installation et de la réception de chaque gouverneur de Saint-Maurice, devenaient très onéreux à ces populations. Elles étaient forcées de s'imposer extraordinairement après le passage de ce fonctionnaire, qui leur occasionnait en outre d'autres dépenses superflues. La justice de ces réclamations fut reconnue et suivie, en décembre 1630, de la décision suivante :

Dorénavant, Hérémance payera quinze écus bons au gouverneur de Saint-Maurice, au lieu du déjeuner qu'elle devait donner à Sion à lui et à sa suite.

— Cependant, l'année suivante, cette commune déclara qu'elle n'avait fait aucune demande et protesta qu'elle désirait continuer à donner le déjeuner au gouverneur et à sa suite, selon l'ancienne coutume. Ce qui lui fut accordé. —

Les communes de la châtellenie de Conthey payeront trente cinq écus pour frais d'installation; celles de Leytron et Saillon où le gouverneur doit avoir la nuitée, septante écus; ceux de Saint-Brancher, autant. Moyennant cela, le gouverneur devra subvenir lui-même aux

frais de cavalcade en ces lieux. Néanmoins, pour l'honneur de l'Etat, dont il est le représentant, le gouverneur devra, pour sa cavalcade, n'avoir pas moins de quinze Messieurs des sept dixains¹.

Si les communes du Bas-Valais avaient à se plaindre des charges qui pesaient sur elles, celles du Haut se portaient parfois à des prétentions qui occasionnaient entre elles d'étranges violences et même l'effusion du sang. Les procureurs des communes de Lens, Granges, Grone, Chalais, Vercorens et Saint-Léonard parurent devant la même diète pour y exposer que, lors de l'élection du banneret et du capitaine du dizain de Sierre, au printemps dernier, leurs gens avaient dû se retirer sans prendre part à cette élection parce qu'ils n'y avaient vu « que désordre, révolte, dissensions, cris et batteries, au point que quelques forcenés s'étaient saisis de la bannière désénale et l'avaient mise en pièces. » Les procureurs venaient donc protester contre cette élection et demander vengeance de l'injure faite à la bannière. Mais il se trouva qu'ils n'avaient pas dit toute la vérité : ce qui changeait bien l'état de la question. Ceux de Sierre avaient invité tous les hommes du dizain à se réunir au jour fixé pour procéder à ces élections, conformément aux ordres émanés récemment de l'Etat pour la repourvue aux charges militaires, vu les prévisions de guerre. Tous étaient arrivés à temps, sauf les plaignants qui se présentèrent très tard et élevèrent contre ceux de la contrée de Sierre la prétention nouvelle et inouïe, que ceux-ci n'avaient que le droit de présentation, tandis que Lens et ses partisans avaient exclusivement celui de l'élection. Malgré cette étrange prétention, les autres procédèrent à l'élection, afin de ne s'être pas rassemblés inutilement ; ils invitèrent leurs adversaires à prendre part aux opérations, leur offrant une déclaration authentique de la nullité de l'élection, si les plaignants aboutissaient à fournir la preuve de leur prétention. Mais ceux-ci refusèrent toute proposition. Alors des gens du peuple, fatigués de ces retards malicieux, et irrités contre les auteurs de cette discorde, s'étaient livrés à la boisson, et bientôt échauffés par le vin, s'étaient abandonnés aux excès que l'on avait à déplorer. Ce n'était point aux communes de la contrée qu'il fallait reprocher ces désordres, mais seulement à des individus qu'il fallait rechercher pour les punir. Sierre prouva son droit par un titre que la diète lui avait octroyé le 14 décembre 1557, à la suite d'une contestation semblable qui avait eu lieu alors. Les auteurs de ces troubles furent amendés et les plaignants invités à reconnaître la validité des deux élections et la réalité de leurs torts. La paix fut rétablie.

Les années qui s'écoulèrent de 1631 à 1634 furent assez paisibles pour le Valais. Comme allié des Suisses, chaque année ses deux députés se rendaient aux diètes fédérales. En 1631, Berne les engagea à se rendre à Baden où les confédérés devaient s'occuper des dissensions surgies entre Zurich et les cinq cantons catholiques. C'était au sujet du Rheinthal et de la Thurgovie, dont ces

¹ Abscheids de décembre 1630. Archives de Sion.

cantons étaient co-seigneurs. La question était confessionnelle et Zurich menaçait de prendre les armes en faveur de ses coreligionnaires. Les cinq cantons ne voulaient pas céder. La guerre fut évitée par l'intervention officieuse d'autres cantons; mais cette affaire ne fut terminée que le 28 août 1632 par le prononcé de la diète fédérale.

Le Valais profita de ces années de calme pour remédier à des abus, s'occuper des routes, de correction du Rhône, de publier de sages règlements sur le roulage et décréter l'institution d'une commission chargée de recueillir en un corps les arrêtés, décrets et lois émanés des diètes depuis la grande revision des statuts de 1571. Ce fut dans ces années que l'on prononça, contre un notaire prévaricateur, une de ces peines symboliques fort en usage autrefois et qui faisaient impression sur les assistants. Un nommé Pierre de Platéa, notaire de Nendaz, convaincu d'avoir fait un acte frauduleux dans un échange, fut condamné

...à la privation perpétuelle de la plume, et on lui plaça sur l'épaule pioche, pelle et scie qu'il dut porter jusque sur le grand pont, en ville de Sion, en punition pour lui, et en exemple aux autres notaires peu scrupuleux.

Les procédures avaient aussi besoin d'être mieux dirigées et protégées contre l'arbitraire des juges; le législateur voulut s'en occuper sérieusement.

Un abus, dit-il, s'est introduit en matières criminelles et de maléfices; parfois les juges, dans leurs enquêtes et leurs interrogations, ne suivent pas les formes juridiques et ne s'enquerraient point si l'on peut se fier à l'honorabilité des témoins pour leur déférer le serment; s'il n'existe aucune intimité entre le témoin et l'accusé. Ces juges excèdent le droit impérial par des tortures et des peines inouïes; ils tourmentent à tel point les personnes arrêtées, que, probablement, ils leur font avouer ce qu'elles savent et ce qu'elles ignorent et que des innocents sont condamnés à des peines corporelles, à la perte de leur honneur et de leurs biens; causant ainsi un grand tort à leurs proches.

Voici donc le règlement que l'Etat ne voulut pas laisser publier, mais qu'il ordonna de déposer à côté du sceau dans chaque dizain, afin qu'il servit en cas de besoin.

1^o Pour toute enquête concernant l'honneur et le bien, le juge s'adjoindra deux assesseurs des plus qualifiés, afin qu'ils voient quel serment et quelles questions on pose aux témoins. Que les témoins soient probres, dignes de l'honneur du serment, n'aient eu ni connivence, ni inimitié, ni procès criminel avec l'accusé; qu'ils puissent donner la raison de leur connaissance du crime et des motifs de leur déposition; qu'ils soient en nombre suffisant et que deux, au moins, soient concordants. Dans l'examen des témoins, le juge ne donnera le nom d'aucune personne, mais interrogera d'une manière générale et sera très circonspect dans l'enquête, la sentence détentive et toute la procédure, de peur que l'innocent et ses parents ne souffrent dans leur honneur et leurs biens, et qu'on ne leur ravisse ce que Dieu seul peut donner ou rendre.

Puis, vient la manière de procéder à l'égard de ceux qui doivent subir la torture. Il est défendu durant ce supplice, d'interroger d'autres personnes, de demander au patient s'il n'a pas vu telle personne dans tel lieu, ou s'il n'a pas

causé tel dommage à telle personne. Tout cela afin de ne pas exposer le torturé à des aveux faux pour faire cesser son supplice.

La manière de torturer est ainsi réglée :

La première fois, l'accusé attaché à la corde sera suspendu trois fois, avec intervalle chaque fois; il ne restera jamais suspendu plus de demi-heure; il sera solidement lié, ayant les pouces et doigts bien égalisés.

A la deuxième fois, on pourra donner neuf secousses, c'est à dire trois à chaque intervalle, mais sans attacher la pierre aux pieds.

A la troisième, on pourra employer la pierre de vingt-cinq livres.

A la quatrième, on peut employer la grande pierre de cinquante livres, et user de trois suspensions. Toutefois les juges auront toujours égard aux forces du patient.

Il est recommandé aux juges de modérer autant que possible les frais de procédure, afin d'épargner les pauvres délaissés, orphelins et héritiers.

Cette ordonnance ne sera pas rendue publique, mais gardée secrètement sous clé, avec le sceau du dizain, pour y recourir au besoin¹.

On voit que le législateur veut user de pitié en régularisant l'usage de la torture qui, employée comme moyen d'examen de l'accusé, était une cruelle iniquité et un triste héritage de la barbarie. Ce serait cependant se tromper étrangement que de croire le Valais moins avancé en civilisation sous ce rapport que tant d'autres pays. A la même époque, et plus tard encore, nous voyons la torture fonctionner d'une manière bien plus atroce en Angleterre et surtout dans les Etats protestants de l'Allemagne. Chose digne de remarque : jamais les pays catholiques n'ont connu le raffinement de la torture comme les pays protestants. « On voit, dit un auteur, que les hommes les plus sages guiniers de la Révolution française, à la fin du XVIII^e siècle, Marat et Robespierre, comparés aux magistrats ordinaires du protestantisme allemand à la fin du XVI^e siècle, sont comme de modestes apprentis à leurs maîtres, et que dans l'Allemagne protestante du XVI^e et du XVII^e siècle, ils auraient passé pour des modèles d'humanité, pour des anges de douceur². »

¹ Abscheids de décembre 1683.

² Menzel, auteur protestant, et d'autres, citent des traits de révoltante cruauté sur la manière de pratiquer le supplice de la torture. Les ennemis du catholicisme qui savaient si bien exercer leur imagination sur les prétendues horreurs exercées par l'inquisition, ont soin de se taire sur les révoltantes atrocités légales qui se pratiquaient froidement et fréquemment dans les états protestants allemands, ainsi que dans le royaume britannique. Les inquisiteurs de la justice protestante, dit Rorbacher, liv. 86, traitaient la torture de science et se faisaient gloire d'en bien posséder les expressions techniques. Dans les actes judiciaires, on faisait des bons mots avec ce qu'il y a de plus atroce; on appelait la fustigation : *une première consécration à la potence*, et d'autres termes semblables. Dans le dispositif des arrêts, on donnait au bourreau des dénominations atrocement comiques; on lui ordonnait de couper la tête au patient et puis de le laisser courir; on lui recommandait, à la torture, de lui apprendre à bien jouer du violon; dans les descriptions des supplices, on s'attachait surtout à faire de l'esprit. Lors même qu'ils avaient déjà prononcé la sentence, les juges se donnaient encore la jouissance de la torture, en sorte que le criminel arrivait brisé et rompu au lieu de l'exécution. On ordonnait à chaque prévenu de répondre *oui* à toutes les questions. Hésitait-il? on lui liait les mains sur le dos avec des cordes de boyaux, si cruellement que le sang ruisselait des entailles et de dessous les ongles. On l'interrogeait une seconde fois. Ses réponses n'étaient-elles pas encore satisfaisantes, on enfonçait un crochet dans la ligature de ses mains, et on le hissait en l'air avec une poulie. Comme alors il tombait ordinairement en pâmoison et ne pouvait répondre, son silence

La longue guerre de Trente ans, dont l'Allemagne avait à souffrir, était naturellement la ruine de son commerce en même temps que de ses campagnes et de ses villes, bourgs et villages, dont trente mille furent la proie des flammes ou de la dévastation. Le transit commercial, par la vallée du Rhône, devint d'autant plus grand qu'il était plus sûr. L'Etat veilla à ce que les routes fussent réparées afin de faciliter le roulage, et les communes auxquelles incombait alors la charge de la manutention sur leur territoire, reçurent l'ordre de les soigner. Le prix du transport des marchandises fut tarifé, de peur que les rouliers n'excédassent. Ainsi, de Sion à Martigny, il leur était accordé deux écus bons; de Sion à Loèche, et de Loèche à Viège, deux écus; de Viège à Brigue, un écu. Ils recevaient, pour chaque bête de somme, de Brigue à Viège, 24 gros; de Sion à Martigny, 80 gros; de Martigny à Saint-Maurice, 50 gros; le transport du sel restait à l'ancien prix. Tout voiturier qui contrevenait à ce règlement payait trois livres d'amende, et perdait, en outre, le prix qui lui serait revenu de son transport.

était traité d'endurcissement, et on lui mettait ce qu'on appelait *les bottes espagnoles*, et on les serrait si étroitement avec des vis de cuivre, que non seulement les chairs étaient foulées, mais encore les os broyés. Le patient se réveillait alors et criait qu'il voulait répondre *oui* à toutes les questions. Un tel interrogatoire était une fête pour les juges. Ils étaient assis sur des coussins verts autour d'une table verte, et se gorgeaient si libéralement de vin et de confitures aux dépens de la commune, qu'ils devenaient furieux ou s'endormaient ivres, tandis que le supplicié demandait, par les plaies du Sauveur, une goutte d'eau ou un instant de relâche. Souvent, il restait six, huit et même neuf heures suspendu aux poulies, jusqu'à ce que messieurs les Juges fussent revenus de leur festin, ou pendant qu'on lui lisait les longs articles de l'interrogatoire. Cet interrogatoire était-il fini et le bourreau lui avait-il remis les os de l'épaule, on lui demandait s'il voulait affirmer de nouveau *avec serment* ses réponses. Se rétractait-il? on renouvelait la torture avec tant de sévérité, que le corps disloqué était arrosé de soufre et qu'on mettait des torches ardentes sous la plante des pieds.

Qu'on ne dise pas que de telles cruautés s'exerçaient par fanatisme religieux. Non, c'était pour d'autres méfaits qui n'avaient rien à démêler avec la religion, et souvent pour des accusations absurdes. A Brunswick, en 1604, le bruit se répandit que le capitaine de la bourgeoisie, nommé Brabant, avait un pacte avec le diable et qu'on avait vu celui-ci le poursuivre sous la forme d'un corbeau. Le capitaine s'enfuit, mais se cassa la jambe. Il fut ramené le 5 octobre, au milieu des huées de la population luthérienne qui le maudissait comme traître et magicien. Trois fois les juges le mirent à la plus cruelle torture. Un de ses bras sortit de sa place. Pour se délivrer de ces tourments, il promit de dire *oui* à toutes les questions. Pendant qu'un de ses compagnons d'infortune était pendu par les bras à la torture, ses juges s'en allèrent tranquillement dans une chambre au-dessus, souper de vin et de confitures. Il conjura l'exécuteur, par les plaies de Jésus-Christ, de le descendre un instant et de desserrer tant soit peu les vis de ses pieds; l'autre protesta qu'il ne le pouvait sans l'ordre des juges. Lorsque ceux-ci, complètement ivres, revinrent après une heure, le patient était mort pendu à la torture.

Dans le voisinage de Wolfenbüttel, le duc de Brunswick fit brûler un si grand nombre de prétendues sorcières accusées uniquement de ce crime, et non convaincues, que les poteaux auxquels on attachait ces malheureuses prirent l'apparence d'une forêt. On sait comment le prince électeur Auguste de Saxe, ardent luthérien, fit écarteler vivants le capitaine Grumbach et le chancelier Bruck, ce dernier uniquement parce qu'il était resté fidèle à son prince dans le malheur.

Ces procédés contrastent étrangement avec le dispositif de la loi valaisanne, qui recommande et indique les précautions nécessaires pour que les juges n'appliquent la question qu'aux incriminés, dont l'aveu propre manque, mais dont le crime est déjà prouvé par des témoins probes. Encore, pour que le torturé ne soit pas exposé à des aveux faux, arrachés par les douleurs de son supplice, on indique les ménagements à prendre, et l'on défend de faire durer la suspension plus d'une demi-heure, et cela dans le même jour.

¹ Soit un franc et quatre-vingt centimes.

Une chose qu'on ne soupçonne guère aujourd'hui et qui est même à l'inverse de la pratique actuelle, c'est que le commerce avec Genève était expressément interdit.

Quelques marchands du pays, dit la défense, vont à Genève et y achètent des marchandises à crédit; de sorte qu'ils reçoivent de mauvaises marchandises en draps, épicerie et autres, à un prix très élevé. Ils les apportent au détriment des habitants du pays, sont cause que les négociants genevois viennent chercher leur paiement, et alors nos marchands molestent les gens pour la rentrée du prix. En conséquence, défense à tous les marchands indigènes ou étrangers domiciliés dans ce pays, d'acheter à Genève et d'en rien recevoir. Ils doivent faire en sorte de pouvoir se procurer, au comptant, des marchandises bonnes et nouvelles, soit à Lyon, soit à Besançon ou autres lieux.

Les guerres extérieures et les années de mauvaises récoltes que l'on traversait donnèrent occasion à un autre décret. L'Etat, considérant la nécessité de la production de grains la plus grande possible, défendit dans tout le canton, sous peine d'une amende de vingt-cinq livres, de changer désormais les bons champs en vigne « vu que cet abus occasionnait une pénurie de grains dont nul ne peut se passer ». Ce fût aussi alors que l'Etat invita le gouverneur de Monthey à faire publier dans les communes, que ceux qui voudraient convertir en vignoble ou autre culture le terrain appelé *le Glarier*, parce qu'il avait été ravagé par les inondations de la Viège, le recevraient à des conditions très avantageuses. C'est en effet ce qui eut lieu pour une partie de ce terrain graveleux.

Il y avait sept ans que Jean Roten fonctionnait comme bailli. Plusieurs fois déjà il avait donné sa démission, alléguant les fatigues nombreuses qu'il avait endurées à ce poste difficile. A la diète de juin 1631, il insista sur la promesse qu'on lui avait faite en dernière assemblée de Noël. Ses vœux furent exaucés. On lui donna pour successeur son chancelier même, celui qui avait été l'âme de tout ce que l'évêque de Sion avait eu à souffrir de la part des patriotes depuis quelques années. C'était le fameux Magélan Michel, bourgeois de Loèche et de Sion. On n'a pas oublié qu'il fut l'auteur de la pièce que les patriotes forcèrent Hildebrand à signer, à la dernière séance de leur session, à Sembrancher. Magélan, lui-même, se garda bien de l'oublier; mais en diplomate habile et rusé, il sut laisser calmer l'indignation qu'avaient soulevée chez les honnêtes gens les perfides et déloyaux procédés, dont cette assemblée avait usé envers l'évêque et ses deux compagnons de route. Trois années s'étaient écoulées depuis cet événement. Il crut enfin venu le moment favorable de donner suite à ses desseins longuement médités. Simulant toujours l'éloignement des places et des honneurs que ses capacités lui avaient procurés, il avait eu le talent de se rendre nécessaire et en même temps de s'enrichir par le fermage des sels qu'il tenait de l'Etat depuis plus de vingt ans. Au commencement de l'année 1634, il obtint de l'évêque et du vénérable Chapitre la renonciation authentique et définitive à cette Caroline, objet de luttes séculaires. La paix ne pouvait se

rétablir autrement; le nonce y avait engagé l'évêque dès l'année 1627, et le pape était maintenant de cet avis. On crut préférable d'enlever aux patriotes tout prétexte d'agitation en sacrifiant les droits de souveraineté temporelle de l'évêque. Une plus longue résistance, dans les circonstances actuelles, pouvait amener la ruine du pays et celle de la religion. On céda enfin. Le 9 janvier 1634, l'acte de renonciation à la Caroline fut signé; acte solennel qui eut et a encore trop de retentissement pour qu'il ne soit pas mis sous les yeux du lecteur.

Au nom de la Très Sainte Trinité et indivisible Unité. Que les contemporains sachent et que la postérité n'ignore point que certains prétendus droits de l'évêché et du Chapitre ayant été octroyés par les augustes empereurs, rois et seigneurs, la fière vengeance que le cardinal Schiner Mathieu, évêque de Sion exilé, avait vouée aux louables sept dixains en a spécialement obtenu la confirmation de l'empereur Charles V. Cette sanction mendiée et obtenue à l'insu des sept dixains est contraire à leur souveraineté et leur liberté communes. Or ce n'est pas sans étonnement et indignation que nous, le magnifique bailli et les hauts seigneurs magistrats du pays, avons appris que par la maligne suggestion de nos ennemis, le Révérendissime seigneur évêque ci-bas mentionné a obtenu, à l'insu de quelques chanoines, de Sa Majesté Ferdinand II, empereur actuel, le 26 novembre 1624 et le 29 avril 1627, la rénovation de ces droits contraires à la souveraineté et au possesseur des louables sept dixains. Pour prévenir les funestes discordes intestines qui en résulteraient, maintenir notre pouvoir et notre souveraineté, conserver la paix, l'union et la concorde fraternelle au milieu de nous et nos descendants, nous avons soigneusement écrit et signé ce qui suit :

Nous, Hildebrand Jodoc, évêque de Sion, comte et préfet du Vallais, et les deux doyens, le chapitre et les chanoines de Sion, pleinement informés et avisés des droits de notre chère patrie, aussi bien que de ceux de la mense épiscopale et du chapitre de Sion, pour nous et nos successeurs les évêques et chanoines dans les dits évêché et chapitre, sciemment, sans y être nullement forcés, ni induits, de notre plein gré, par ces présentes, nous *révoquons*, *cassons* la susdite confirmation obtenue du prénommé empereur Ferdinand II, ainsi que tous et quelconques prétendus documents, rescrits et indults de la même teneur provenant et dérivant de quelque empereur, roi ou seigneur que ce soit. Nous les *annulons* en toute minute, registre et quelque part ailleurs qu'ils existent; nous *renonçons* à tous ces titres comme invalides et mal obtenus, et cela à perpétuité, comme s'ils n'avaient jamais été sollicités, octroyés ni imaginés. Nous *reconnaissons* et avouons sincèrement que les susdits sept louables dixains possèdent la suprématie et la souveraineté de ce pays, que ce peuple est libre et franc et que son gouvernement est démocratique. En outre, nous corroborons l'acte dressé et écrit le quinze octobre mil six cent-treize et muni du sceau de l'évêque et du Chapitre selon l'usage de nos aïeux et nous le confirmons, tout en réservant nos droits mentionnés plus bas.

Et nous, Michel Magéran, colonel dans l'armée du Sérénissime duc de Savoie, banneret de Loèche, bailli actuel du pays, et les députés de la patrie, savoir: Balthasar Am-Bühel, pour le Bas-Vallais et châtelain de la ville et du dizain de Sion, Jean Udret, banneret et vice-bailli de Sion, Angelin Preux, colonel pour le Haut-Vallais et banneret de Sierre, le capitaine Pierre Allet, major de Loèche, Jean Rothen, banneret de Rarogne, ex-bailli, le capitaine Nicolas Jm-Eych, banneret de Viège, Jean Lergien, banneret de Brigue, gouverneur de Saint-Maurice d'Agaune et Martin Mattis, banneret de Conches et gouverneur de Monthey, en notre nom et en celui des louables sept dixains du Vallais, mus par de bons motifs et ne cherchant que la pacification générale de l'Etat et du pays, nous promettons d'aider, de conserver et maintenir les susdits révérendissime évêque et évêché, les révérends dignitaires et Messieurs les vénérables chanoines et chapitre et leurs successeurs dans l'évêché et le canonat, compris tous et chacun de leurs droits, titres, châteaux, juridictions, privilèges, libertés, exercices, bons usages et coutumes, et de laisser intacts les biens quelconques dont l'évêché et le chapitre ont joui jusqu'à ce jour et, à leur requête, de les défendre contre tous, quelle que soit la dignité, l'état ou la prééminence du ceux-ci; le tout sans préjudice aucun de la souveraineté des louables

sept dizains. Réciproquement, nous déclarons que l'évêque, le chapitre et les sept dizains sont des patriotes francs et libres, sans sujétion aucune. Nous sommes résolus à observer tout cela inviolablement et nous le promettons par nos serments réciproques, prêtés selon la forme d'usage; à Sion, au château de la Majorie, le cinq des ides de janvier, l'an de l'incarnation mil six cent trente quatre, avec apposition de nos sceaux et la signature du secrétaire général, en foi indubitable des présentes et en témoignage sincère de la vérité..

Après une lutte deux fois séculaire des patriotes contre le pouvoir temporel de l'église de Sion, et surtout après tout ce qui s'était passé dès la mort d'Adrien II jusqu'à ce jour, faire dire au clergé dans la renonciation qu'on lui impose forcément, qu'il n'y est *nullement forcé ni induit*, mais qu'il agit *de son plein gré*, prouve jusqu'à quel point le trop fameux Magéran osait pousser l'audace.

Le nonce avait appris, par voie indirecte, l'acte de renonciation, mais ignorant de quelle manière l'acte était rédigé, il s'était itérativement adressé au chapitre pour en être complètement édifié. Les chanoines lui en envoyèrent une copie. Les patriotes s'en alarmèrent, comme si le clergé eût songé à rescinder l'acte en le dénonçant à Rome. Il n'est pas improbable non plus que quelques chanoines n'aient manifesté ouvertement le désaveu de ce qui s'était fait et que leur improbation ne fournit aux hauts magistrats motif à pareil soupçon. A la longue, les récriminations de ceux-ci finirent par devenir si vives, que le Chapitre se réunit le 22 décembre 1637 et, par acte notarié, donna aux patriotes la déclaration solennelle qu'il avait accepté et confirmait de nouveau entièrement, loyalement et sans arrière-pensée l'acte de renonciation de 1634, non seulement pour lui, mais pour tous ses successeurs¹.

Le courageux et persévérant Hildebrand avait combattu et souffert durant vingt ans pour soutenir les droits temporels de son Eglise! Arrivé près du terme de sa carrière, quand ses cheveux ont blanchi par suite des travaux continuels et des ennuis cruels qu'il a dû dévorer, il est forcé de se rendre en renonçant à jamais à la *Caroline*! Le dénouement fut triste pour lui comme souverain temporel; mais si l'on réfléchit que le premier et essentiel devoir d'un pasteur est de chercher à procurer le salut des ouailles, on voit que le prétendu entêtement du prélat fut couronné du plus beau succès. Son martyr de vingt ans a sauvé définitivement la foi en Valais. Il renonça à la Caroline, mais cette longue lutte a fini par donner le change à la question essentielle qui est la question religieuse. Les magistrats, avec un grand nombre de hautes familles du pays, étaient ou protestants à peine déguisés ou très mal affectionnés à la religion de leurs ancêtres; d'autres, comme la plupart des membres des diètes, se croyaient et se disaient catholiques, sans cependant posséder les connaissances religieuses suffisantes. Les laïques, peu édifiés par le clergé et encore moins instruits par lui, ignoraient les principes constitutifs de l'Eglise; ils avaient des

¹ De Rivaz. Manuscrits.

² Ibid.

préjugés nombreux et des idées absurdes sur le pape, la cour romaine et la hiérarchie ecclésiastique. A force de répéter au peuple qu'on n'en voulait qu'au pouvoir temporel, tous finirent par en faire la question principale. Les plus ardents champions des nouvelles croyances religieuses avaient en partie disparu; les autres, satisfaits du renvoi des religieux et s'apercevant enfin que leurs efforts n'aboutissaient à autre chose qu'à semer partout le désordre et à exciter des haines, jugèrent prudent et plus politique en même temps d'avoir l'air de sortir triomphants de la lutte, en abandonnant le terrain religieux pour s'en tenir uniquement à la conquête du pouvoir temporel.

La renonciation à la *Caroline* étant radicalement contraire aux droits plusieurs fois séculaires de l'Eglise de Sion, faisait, par le fait même, encourir l'excommunication aux patriotes qui avaient concouru à cet acte, et à l'évêque et aux chanoines qui l'avaient souscrite sans réserver le consentement du Saint-Siège. C'est ce qui explique les instances réitérées du nonce pour obtenir du Chapitre une copie de cette pièce importante. Pourquoi ne la lui fit-on pas connaître aussitôt? Depuis quelques années déjà, le nonce engageait le clergé à renoncer à cette souveraineté, qui fournissait un prétexte aux violentes attaques contre l'Eglise et mettait la croyance catholique en péril; mais le représentant du Saint-Siège voulait que la chose se fit régulièrement. Il ne fallait donc pas se montrer sourd à ses exhortations tant que l'on avait encore quelque lueur d'espoir de conserver la souveraineté, puis agir lâchement et à l'insu de Rome, dès qu'on vit l'orage imminent. Le pape était d'avis que l'on cédât, mais il fallait le prévenir dès que le cas arriverait et se réserver son approbation. C'est ce qu'on ne fit pas et ce qui rendit la conduite du clergé gravement condamnable. Aussi, plus tard, voyons-nous quelques chanoines demander d'être absous de l'excommunication qu'ils reconnurent avoir encourue et qui les privait de toute voix active et passive dans une élection.

Il est certain qu'Hildebrand passa dans le chagrin le peu d'années qu'il vécut encore. La maladie dont il était atteint depuis longtemps fut aggravée par ses souffrances morales. Il s'éteignit le 28 mai¹ 1638, relativement jeune encore et laissant sa mémoire en bénédiction aux catholiques sincères. Magéran, son constant et tout-puissant adversaire, l'avait précédé d'un mois seulement dans la tombe; son dernier testament est du 10 février de la même année, et sa mort arriva le 29 avril selon la chronique de Bérodi. Il paraît que la lutte avait calmé quelque peu cet esprit ambitieux et superbe, et que la vertu et les hautes qualités d'Hildebrand, son évêque, avaient fait d'un adversaire son ami. Il le prouve par son testament dans lequel, *en témoignage de son affection* envers le digne prélat, il lui lègue son carrosse. Cet homme avait de grandes qualités, sans doute, mais le besoin de s'enrichir et d'asservir l'Eglise pour mieux dominer, firent

¹ Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice, liber illiacensis. Bérodi qui suivait le nouveau style indique le 7 juin, et une lettre du nonce au chapitre, parle du 8 juin : Archives de Valère.

servir sa belle intelligence à favoriser les projets du protestantisme, qui le caressait par intérêt. Sa politique religieuse fut si triste, qu'elle a donné lieu à quelques écrivains de dire qu'il était mort protestant à Berne, dont il était bourgeois. La vérité est qu'il professa toujours, du moins extérieurement, la religion catholique, dans le sein de laquelle il mourut chez lui à Loèche.

La même année (4 décembre 1638) Dieu avait aussi appelé à lui un autre personnage, Jacques de Quartéry, frère d'Antoine. A l'encontre de celui-ci, il s'était d'abord fait remarquer par son zèle et son obstination dans le calvinisme, qu'il avait chaudement embrassé et soutenu. Pressé par les exhortations du capitaine, son frère, auxquelles se joignirent les savantes conférences des pères capucins, il fut enfin touché de la grâce et abjura courageusement l'erreur. Durant les longues années qu'il vécut encore, il compensa largement, par ses paroles et surtout par la plus édifiante vie, le mal qu'il avait pu causer autour de lui. De tous ceux qui avaient spécialement attiré sur eux l'attention publique dans ces affaires de religion, il ne restait donc plus qu'Antoine de Quartéry, dont la conduite ne se démentit jamais. Il vécut jusqu'au 31 août 1641. Il fut l'une des colonnes du catholicisme en Valais.

Avec le pontificat d'Hildebrand finit l'ère des dissensions et des violentes luttes religieuses. Ce n'est pas qu'il ne restât plus de trace de l'hérésie qui avait tant travaillé le pays; mais dès cette époque, le protestantisme se découragea en voyant l'inutilité de ses efforts et il disparut insensiblement. Les luttes ardentes finirent par fatiguer les populations, qui ouvrirent les yeux et comprirent fort bien que la pratique du nouvel évangile ne produisait chez elles, comme ailleurs, que des discordes et un relâchement des mœurs. Ces prédicants, dont la principale tâche était de trainer le clergé dans la boue, en exagérant les torts qu'il pouvait avoir, et en généralisant les fautes de certains membres; ces prédicants, disons-nous, valaient beaucoup moins que ceux qu'ils attaquaient avec tant de cynisme.

Calvin, que son inconduite juridiquement prouvée avait fait fleurdéliser de la main du bourreau, Calvin, le grand réformateur de Genève, parle des ministres protestants de son temps comme il n'a jamais parlé du prêtre, qu'il détestait cependant du fond de son cœur : « La plaie la plus déplorable, écrit-il, « c'est que les pasteurs, oui, les pasteurs eux-mêmes, sont aujourd'hui les plus « honteux exemples de la perversité et des autres vices. De là vient que leurs « sermons n'obtiennent ni plus de crédit ni plus d'autorité que les fables « débitées sur la cène par un histrion.. Et pourtant ces messieurs ont l'impudence de trouver étrange le mépris qu'on leur voue, et se plaignent de ce « qu'on les montre au doigt et les livre à la risée ! Quant à moi, je suis plutôt « surpris de la longanimité du peuple, des femmes et des enfants, qui ne les « couvrent pas de boue¹. » Luther, qui n'est pas suspect de tendresse pour le

¹ Calvin, *De scand.*

catholicisme, Luther même, parlant des effets généraux de la réforme sur la conduite des ministres et des populations qui enseignaient ou pratiquaient ces enseignements, se plaignait déjà qu'avec la nouvelle doctrine le monde était devenu plus mauvais... Par suite de cette doctrine, dit-il ailleurs, le monde devient toujours plus méchant. Aujourd'hui les hommes sont possédés de sept démons, tandis qu'auparavant ils n'étaient possédés que d'un seul¹. Plus tard, un historien, en même temps ministre luthérien, a rassemblé sur la corruption des mœurs parmi les siens, surtout dans la seconde moitié du seizième siècle, les principaux traits d'un tableau qui excite l'horreur et l'épouvante. (Arnold, p. 2, l. 17.)

Depuis fort longtemps on enseigne à la jeunesse crédule et aux classes ignorantes que la réformation est venue sauver les sciences humaines d'un naufrage imminent. Voici comment répondent des historiens protestants, qui ne sont pas les seuls à réfuter cet impudent mensonge. Après avoir exposé les faits désolants dont l'Allemagne fut le lugubre théâtre, Menzel et Arnold² font les réflexions suivantes : « C'est ainsi que commença le dix-septième siècle, le « plus sombre de la vie allemande depuis que cette nation a une histoire. La « langue et la littérature se trouvaient dans la plus profonde décadence. Non « seulement l'imagination et l'esprit, la poésie, l'histoire et la philosophie avaient « cédé la place aux insipides productions de la fureur de secte, mais l'éloquence « même et la grammaire tombèrent dans une telle barbarie, qu'elles laissaient « à peine reconnaître encore que les Allemands appartenaient aux peuples « civilisés. »

Il n'est plus permis d'ignorer que ce sont les meilleurs écrivains protestants modernes qui se sont chargés de venger l'Eglise, la papauté et le clergé catholique des accusations et des calomnies, que la réformation soutenue plus tard du philosophisme révolutionnaire avait mises en vogue; on avait saturé l'esprit des peuples d'inventions absurdes afin d'arracher les âmes à la doctrine catholique, en leur inspirant le mépris de ceux qui ont la mission divine de la leur enseigner. Ces écrivains protestants ne se gênent pas de dire, en le prouvant, que l'introduction de la prétendue réforme, en détruisant l'unité de croyance, n'amena que destruction de l'unité nationale, destruction de l'unité intellectuelle, destruction de tout ordre, de toute soumission, pour ne laisser qu'un amas de décombres fumants. Le protestantisme détruisit tout et ne sut ni ne put rien édifier. On en eut la preuve en Suisse, où les cantons se divisèrent, où les citoyens de la même contrée s'armèrent les uns contre les autres, et où le sang versé par les discordes religieuses, arrosa le sol sacré de la patrie.

C'est à la vigilance de son évêque, Adrien II, mais surtout à la persévé-

¹ Sermon du dim. de l'Avent. Les aveux de ce genre échappent à chaque instant aux coryphées, aux ministres et aux écrivains du protestantisme.

² Menzel, tom V; Arnold, part 2, liv. 17.

rante prévoyance d'Hildebrand Jost, à sa fermeté épiscopale, aux luttes énergiques qu'il soutint, aux efforts qu'il fit pour arracher ses ouailles aux séductions et aux pièges des Bernois et des ministres de Genève, à sa constante sollicitude pour réformer son clergé et donner du courage à son Chapitre ; c'est, nous le répétons, à ce digne et saint prélat que le peuple valaisan doit d'être resté uni en conservant la vieille foi divine.

Ce travail, Hildebrand l'entreprit dès le commencement de son épiscopat, et il le poursuivit sans relâche jusqu'à sa mort, malgré les persécutions continues et les perfides accusations qu'il eut à subir. Les archives de Valère possèdent quelques-unes des nombreuses circulaires qu'il adressa soit à son Chapitre, soit à son clergé. Ses prédécesseurs se contentaient à peu près des mandements de carême, qui n'étaient point ce qu'ils sont de nos jours, mais de simples avertissements aux fidèles, des prescriptions aux curés sur l'administration spirituelle et des injonctions aux procureurs et autres employés d'église de remplir leurs devoirs respectifs ; le tout sanctionné de peines pécuniaires en faveur du fisc, des fabriques d'église ou des pauvres. Le mandement d'une année n'était que la répétition du précédent. Le tout, en une page, finissait par l'énoncé des cas réservés. Le zélé prélat sentit la banalité de pareilles instructions, qui n'avaient d'autre effet que d'apprendre aux curés et à leurs paroissiens le taux des amendes qu'ils encouraient. Il abandonna cet usage pour adresser de fréquentes lettres pastorales, courtes à la vérité, mais pleines de sens et d'actualité. En présence du travail incessant du protestantisme, qui cherchait à s'implanter et épiait tout ce qu'il pouvait y avoir de répréhensible dans le prêtre, il enseignait soigneusement à son clergé ce qu'il devait faire et comment il devait se comporter, non seulement dans ses fonctions sacrées, mais dans ses différents rapports avec les laïques. Il ne s'inquiète pas moins de la décence des presbytères et de la tenue des ecclésiastiques, que de la direction à donner à leurs études, pour lesquelles il va jusqu'à fixer les auteurs qu'ils doivent avoir. Ce choix fait le plus grand honneur aux connaissances de l'évêque, puisque ces auteurs passent encore pour être des meilleurs. Les conférences ecclésiastiques furent tenues avec soin. Les recommandations paternelles sur la fuite et l'éloignement de tout ce qui peut mettre en péril et même en suspicion l'honneur et la bonne réputation sacerdotale, sont incessantes et détaillées¹. Pour ne pas croupir dans le péché, les fidèles devront s'approcher des sacrements quatre fois par an ; les récalcitrants seront punis. La plus grande propreté est ordonnée pour les églises, les linges et vases sacrés ; les ornements seront entretenus avec soin et les autels parés d'une manière digne du divin sacrifice qu'on y offre. Les prêtres qui n'ont pas

¹ Une circulaire du 2 mars 1517 nous révèle une étrange particularité des mœurs de l'époque ou, peut-être, du peu de sécurité des grands chemins. Il y est dit que les ecclésiastiques *en voyage porteront sous la soutane une dague pour leur défense personnelle : ensem brevem feretis ad defendendum corpus*. Archives de Valère, tir. 71.

appris le chant liturgique s'en instruiront sous de bons maîtres. Comme les chanoines doivent être l'exemple du clergé, il leur recommande d'observer ponctuellement les rubriques dans les fonctions du saint ministère, les offices du chœur et autres cérémonies; il leur ordonne, ainsi qu'à tout prêtre habitant la ville épiscopale, de reprendre le port de la soutane et de ne paraître en public que couvert du manteau, alléguant qu'il était *absurde et inconvenant* pour le clergé de la ville de paraître en public en vêtements courts, c'est-à-dire en petite tenue qui n'était permise qu'aux curés de campagne dans leurs paroisses.

Le besoin de prêtres instruits se faisant vivement sentir dans les paroisses, Hildebrand interdit au Chapitre de choisir pour chanoines les sujets qui avaient fait leurs études au séminaire de Milan, à moins d'utilité évidente pour ce corps constatée par l'Ordinaire. Chacune de ses lettres ou circulaires témoigne de son activité et de son zèle à rétablir partout l'ordre et la discipline et, autant qu'il lui est possible, à faire exécuter peu à peu les dispositions du saint Concile de Trente, tant sous le rapport de la doctrine que sous celui de la réformation des mœurs. Aucun détail ne lui échappait, aucune fatigue ne le fit reculer dès que l'avantage ou l'honneur de la religion était engagé.

Par le sixième article de son *Décret de réformation* porté à Sion le 19 novembre (nouveau style) de l'année 1622, le nonce Scapius, évêque de Campanie, agissant comme visiteur apostolique du diocèse de Sion, en vertu d'un bref du 24 septembre précédent, rappelait à l'évêque la formelle prescription du concile de Trente sur l'obligation de la tenue annuelle du synode diocésain. Il n'y avait pas de souvenir ni d'écrit prouvant que jamais cette ordonnance canonique eût été observée dans le diocèse, bien que le concile général y eût été publié et reçu. Malgré sa bonne volonté, Hildebrand n'avait pas encore pu observer ce point essentiel. Depuis le décret de l'évêque de Campanie, s'il dut attendre encore plus de trois ans pour convoquer ce synode, il s'empressa du moins d'en préparer la tenue par les circulaires qu'il adressa à ses coopérateurs.

Enfin ce synode si ardemment désiré s'ouvrit dans la cathédrale de Sion dans la seconde quinzaine d'avril 1626. Le 25 du même mois, l'évêque, assis sur son trône pontifical, promulgua le résultat des travaux. L'assemblée fut unanime à admettre les *Constitutions et décrets synodaux* pour le diocèse de Sion: c'est le titre qu'on leur donna. Ces actes furent souscrit le lendemain 27 avril, par ceux que l'assemblée avait chargés de ce soin. Ces constitutions n'ont cessé de servir de norme dans toutes les branches de l'administration et de la hiérarchie diocésaines. Elles sont divisées en douze chapitres ainsi distribués :

CHAPITRE PREMIER. — De la religion et de la foi catholique. Il se subdivise en quatre paragraphes dont le premier est une profession de foi des membres du synode; le deuxième interdit aux catholiques de se rendre dans

les lieux protestants pour y prendre du service domestique, exercer un emploi, une industrie quelconque, y étudier, etc. Défense également de participer aux exercices de la religion réformée, de se rendre dans ces pays pour y recevoir la cène, célébrer un mariage devant le ministre ou lui faire baptiser les nouveaux-nés. Le troisième paragraphe interdit les livres et brochures contre la foi, ainsi que les images et gravures obscènes. Cette défense des gravures et images était d'autant plus nécessaire que des colporteurs secrets de Berne et Genève cherchaient à les répandre surtout dans les campagnes. Elles avaient spécialement pour objet le mépris des divins mystères et du prêtre que l'on représentait sous des aspects révoltants. Les brochures servaient de commentaires à ces infamies.

CHAP. II. — Renfermant dix paragraphes, il comprend ce qui concerne les divers degrés de la hiérarchie et les devoirs des procureurs d'église. Le premier regarde le Chapitre de la cathédrale et règle sagement ce qu'il doit faire au décès de l'évêque, pour que ni le diocèse ni la mense épiscopale n'aient à souffrir de la vacance du siège.

CHAP. III. — De l'état, de la vie et de la conduite des ecclésiastiques. Il est aussi en dix paragraphes. On y trouve les plus sages avis pour la préservation et la sanctification des clercs. Dans le huitième sont indiqués les livres dont doit se composer leur bibliothèque. Le paragraphe suivant avertit les curés et ceux qui sont tenus à la résidence, de la grave obligation de ne s'absenter que pour cause légitime, cause qui, en outre, doit toujours être approuvée par le supérieur. Quiconque agit contrairement pèche gravement, sans compter qu'il est soumis aux peines statuées par le droit, soit privé des fruits de son bénéfice correspondant au temps de l'absence.

CHAP. IV. — Des exercices ecclésiastiques, soit : du culte divin et des cérémonies, de la récitation du bréviaire, des catéchismes, des écoles, des confréries, des fêtes chômées dans le diocèse, des processions, du jeûne et de l'abstinence, de l'angélus, des bénédictions, de la sépulture ecclésiastique, de l'administration et réception des sacrements.

Le premier paragraphe de ce chapitre fait voir que quelques ecclésiastiques et même des chanoines se servaient encore de bréviaires et de missels qui n'étaient plus selon le rite romain¹.

Les chapitres VII et VIII traitent des bénéfices ecclésiastiques et des possessions, immunités et privilèges de l'Eglise de Sion.

Les chapitres IX et X traitent de la judicature ecclésiastique, des crimes qui lui sont soumis et des peines à infliger.

Le XI comprend tout ce qui a rapport aux visites épiscopales dans les paroisses.

¹ La preuve en existe encore aux archives de Valère, où l'on trouve de nombreux missels et bréviaires de divers diocèses qui n'avaient pas encore obéi aux prescriptions liturgiques des papes, missels surtout qui avaient été écrits ou imprimés à l'usage du diocèse de Sion.

Le XII et dernier parle de la tenue du synode diocésain, des personnes qui en font partie et de l'utilité et nécessité de ces synodes.

Ce rapide exposé fait suffisamment juger de l'importance du travail que l'on venait d'achever et du bien immense que ces constitutions devaient produire. Quoique acceptées par le clergé et promulguées dans la cathédrale, Hildebrand, pour des raisons majeures, ne put les faire imprimer et, ensuite, publier dans les églises du diocèse que neuf ans plus tard. Voici comment il s'en explique dans la préface :

Dès le commencement, nous avons attentivement noté tout ce qui pouvait servir à l'avancement spirituel de notre diocèse, et, du consentement de notre vénérable Chapitre, nous l'avons promulgué dans notre synode de 1626 sous forme de *Constitutions*, auxquelles toute l'Assemblée donna son assentiment. Vainqueur maintenant des innombrables difficultés que nous avons rencontrées pendant longtemps, nous avons pu, enfin, éditer les dites *Constitutions*, dont l'épreuve de plusieurs années a servi à nous démontrer l'utilité et l'avantage qui en résultent pour la gloire de Dieu et le salut des âmes. Nous voulons que, désormais, elles soient observées par l'universalité du clergé et du peuple soumis à notre juridiction. C'est pourquoi, en vertu de notre autorité sur vous, du respect que vous nous devez, par les entrailles de Notre Seigneur Jésus-Christ et l'effusion de son sang, nous demandons, bien plus, nous ordonnons que tous, sans exception, chacun selon son état, ses fonctions et sa charge, s'appliquent à l'observance exacte de nos décrets... Nous enjoignons à tous les curés et ayants charge d'âmes de se procurer un exemplaire de ces *Constitutions*, exemplaire qui fera partie des livres de la paroisse et qui se transmettra à leurs successeurs. Nous voulons qu'ils méditent ces *Constitutions* afin de s'en bien pénétrer eux-mêmes; puis, qu'ils les expliquent en chaire de temps à autres. Leur fidèle observation aura pour résultat l'extinction de l'hérésie, l'accroissement de la religion, l'honneur du culte divin, l'extirpation du vice et le règne de la sainteté, but unique de cette promulgation.

Donné à Sion, le 8 avril 1635.

Le meilleur éloge de ces constitutions, c'est que, pour satisfaire au désir général du clergé, on a réimprimé, en 1883, le petit volume qui les contient, en n'y introduisant que de légers changements réclamés par la différence des temps.

Hildebrand Jost ne travailla que pour la gloire de Dieu et ne chercha que le salut de ses ouailles, pour lesquelles il endura un martyre de vingt-cinq ans. Il est, sans contestation, l'un des plus remarquables prélats qui aient occupé le siège de Saint Théodore.

Les événements religieux de ce mémorable pontificat nous ont un peu empêchés de donner notre attention à d'autres faits qui, dans ce petit pays, ont aussi leur intérêt.

Divers désastres avaient signalé l'année 1635. En juin, la Drance, enflée subitement, emporta le pont de la Batiaz et inonda le territoire de Martigny. Les dommages causés à cette commune furent si considérables, que l'Etat obligea toutes les populations de l'Entremont à concourir à la reconstruction du pont.

Dans le court espace de dix mois, la petite, mais intéressante cité de Saint-Maurice eut aussi à supporter deux grandes épreuves. Le premier dimanche

de juillet 1635, le torrent de Mauvoisin, si souvent funeste à cette localité, grossit en quelques instants par suite d'un orage épouvantable qui surtout avait été terrible sur la montagne. Il sortit de son lit ordinaire qui fut rapidement comblé ; il se jeta sur les vignes de Vérolliez, dont il détruisit la plus grande partie en les couvrant d'énormes blocs descendus des hauteurs de la montagne.

Le 9 octobre suivant, une effroyable masse de terre, de rochers et de glace fondante se détache du sommet du Noyerroz et de Plan Névé, se précipite sur la pente du torrent de la Marre, et couvre tout l'espace compris entre le plan Vernex et les Mollies. Le chroniqueur de l'époque dit que la violence du vent du midi qui soufflait en ces jours, fit soulever en tourbillon une partie de cette terre, dont la poussière s'étendit sur la plaine jusqu'au bord du Léman. L'année suivante, 12 mai, lundi de la Pentecôte, cette masse augmentée des glaces et des neiges de l'hiver, que le vent du midi vint de nouveau amollir, se remit en mouvement, entraînant avec elle le terrain sur lequel elle s'était reposée, descendit sur le Bois-Noir qu'elle couvrit d'une épaisse couche de boue et d'une multitude de roches, et s'avança jusqu'au Rhône qu'elle obstrua entièrement. Le fleuve se fraya alors un nouveau passage sur la gauche de son ancien lit, détruisant ainsi une partie des meilleurs terrains à culture et couvrant d'eau tout l'espace jusqu'aux abords de la ville. Ces deux fléaux causèrent une immense perte à cette commune déjà si resserrée entre les rochers et le Rhône¹.

Cette population si éprouvée prouva bientôt que, si Dieu était venu la visiter, elle savait élever ses pensées et ses regards plus haut que les intérêts de la terre, et que ses sentiments religieux étaient bien différents de ceux qu'elle avait au commencement du même siècle, lors de la première apparition des Pères Capucins en Valais. Jusqu'en 1638, l'église de l'abbaye ne s'élevait point sur l'emplacement actuel ; elle était plus reculée et s'appuyait contre le rocher au couchant du clocher. Fréquemment endommagée par des éboulements du rocher qui la surplombait, elle n'était plus qu'une ruine menaçant d'ensevelir sous ses décombres les religieux occupés à la psalmodie et au culte divin. Aidé par les largesses de généreux bienfaiteurs et probablement des deux frères Antoine et Jacques de Quartéry, l'abbé du monastère, qui portait aussi le même nom de famille, était enfin parvenu, à force de peines et d'activité, à édifier un nouveau temple à la Divinité. La chapelle de gauche était destinée à recevoir les reliques sacrées des martyrs thébéens. Le dimanche 24 octobre 1638 fut fixé par le révérendissime abbé, pour transférer solennellement les reliques vénérées auxquelles les populations du pays et des contrées circonvoisines ont toujours témoigné tant de respect. Un nombreux cortège d'ecclésiastiques, tant séculiers que religieux, assista à cette cérémonie, que l'on rehaussa de tout l'éclat possible. Les châsses des martyrs, escortées de la troupe sous les armes, furent levées de l'ancienne église où elles reposaient depuis des

¹ Arch. de l'Etat : Computus villæ sancti Mauriti per secretarium Camanis.

siècles, portées processionnellement autour de la ville et enfin déposées dans la chapelle actuelle du Trésor, qui leur était destinée. Une multitude de fidèles, accourus de toutes les contrées voisines, vint se joindre au cortège des paroissiens de Saint-Maurice et prouva, par la ferveur de ses prières et son édifiant recueillement, toute la confiance qu'elle avait dans l'intercession de ceux, dont les mérites et la puissante protection avaient sans doute valu au peuple valaisan la faveur inappréciable de rester catholique. Espérons que les dépouilles sacrées des six mille héros qui reposent à Agaune seront, jusqu'à la fin des temps, un rempart inexpugnable contre les efforts de l'hérésie¹.

Si la ville des martyrs avait eu ses jours de douleur par le ravage de ses terres, quelques années auparavant, la commune de Chamoson avait été visitée par la peste qui se perpétuait dans le pays, en sévissant presque chaque année dans quelques localités. Sion avait eu la visite de la mort, de 1628 à 1629, et devait encore l'avoir dix ans plus tard. A l'apparition de l'épidémie, qui moissonnait à deux lieues de sa résidence, l'évêque, usant d'un reste de pouvoir temporel qu'il avait encore, fit publier à Chamoson l'ordonnance suivante. Elle était d'autant plus nécessaire que des téméraires et des méchants étaient cause, par leur désobéissance et leur mépris des anciennes ordonnances, que la contagion avait pris un très grand développement.

ART. 1. — Si la peste se déclare dans une maison dont les habitants ne possèdent aucun lieu de refuge, en dehors du village, les commissaires que la commune aura nommés à cet effet feront soigneusement fermer cette maison aux frais de ses habitants, et des gardes veilleront à ce que toute communication cesse avec elle, tant que durera le fléau.

ART. 2. — La commune procurera aux pestiférés des gens qui les assistent et les soignent selon que la nécessité l'exigera; mais ces garde-malades éviteront autant que possible de s'approcher trop des malades pour les secourir.

ART. 3. — Aucune assemblée, ni rassemblement de gens sains ne pourra avoir lieu, et les malades mêmes ne devront pas être réunis, mais les uns et les autres devront être séparés.

ART. 4. — Les auberges et les cabarets seront rigoureusement fermés et toutes causes de réunions écartées.

ART. 5. — Tant que durera l'épidémie et que l'atmosphère ne sera pas plus saine, il est expressément interdit de se réunir pour les funérailles, parce qu'elles donnent occasion à des repas où l'on boit et mange avec excès.

ART. 6. — Ceux de Chamoson auront à ensevelir les cadavres des pestiférés dans un lieu convenable qu'ils choisiront au-dessus de leur village et qu'ils devront entourer d'un mur. Il leur est expressément défendu de porter ces cadavres au cimetière d'Ardon (alors leur paroisse) sous quel prétexte que ce soit.

ART. 7. — Le curé de la paroisse prendra ses précautions pour ne pas être en relation avec les pestiférés, mais il aura soin de se procurer un prêtre assistant pour s'occuper des malades et des morts de la peste².

L'ordonnance est du 15 janvier 1631. Elle finit par les plus paternelles exhortations à changer de vie en se donnant à Dieu par la fidèle pratique des devoirs religieux et celle des bonnes œuvres.

¹ Arch. de l'Etat : Computus villæ S. Mauritii, ped Camanis.

² Arch. de l'Etat.



CHAPITRE XII

DE 1635 A 1675

LA période qui s'écoula sous le bailli Magéran n'a à enregistrer aucun fait militaire d'une importance quelconque. La Rhétie n'avait pas encore vu la fin de ses troubles intérieurs. Les Français et les Impériaux se succédaient dans ce malheureux pays, qu'ils ruinaient en prétendant ou plutôt en prétextant venir à son secours. Après de sanglants combats, les Grisons, secourus par les Français, avaient repris la Valteline sur les Impériaux. Mais, bien vite ils s'aperçurent qu'ils n'avaient fait que changer de maîtres. En février 1637, le peuple voulant enfin jouir de sa liberté, se lève comme un seul homme, cerne le camp français et oblige ce petit corps d'armée à évacuer le pays. Quoique délivré de ses nouveaux oppresseurs, il fut encore sujet à bien des agitations et des inquiétudes, puisque les souverains ne reconnurent son indépendance qu'en 1641. En 1635, les Grisons avaient très instamment requis du Valais le secours militaire stipulé par le traité d'alliance. Le Valais reconnut sans peine qu'en vertu du traité invoqué, il devrait faire marcher 3000 hommes et il se prépara à remplir son devoir. Seulement, il fallait s'entendre avec les Grisons sur divers points importants. Pendant le cours de ces explications, les affaires prirent une tournure plus favorable et la troupe n'eut pas à déployer son drapeau. Cependant, comme les souverains belligérants s'agitaient près des frontières suisses et valaisannes, chaque dizain eut ordre de s'approvisionner de tout ce qui était nécessaire à ses milices si elles étaient appelées à la garde des frontières. Il devait tenir en réserve 100 fichelins de seigle, 8 quintaux de poudre, 3 de plomb

et 2000 cordes à mèches. Interdiction absolue d'exporter aucune denrée, et ordre aux citoyens appartenant à la milice, mais qui se trouvaient momentanément à l'étranger, de rentrer dans dix jours, s'ils n'étaient pas au service d'une puissance avec laquelle il y avait capitulation militaire. Les mêmes mesures furent renouvelées l'année suivante, où la diète de décembre 1638 crut de l'honneur du pays de statuer la peine qu'encourraient les Valaisans engagés sous les drapeaux étrangers, s'ils venaient à manquer à leurs obligations. Le bailli fit observer qu'il n'était malheureusement pas rare de voir quelques-uns de ces enrôlés désertir dès qu'ils étaient entrés en campagne, ce qui était un déshonneur pour le canton, en même temps qu'un parjure et un tort envers le prince allié. Ces déserteurs, mus par des motifs personnels de mécontentement et quelquefois entraînés par de perfides instigateurs, étaient souvent misérablement tués par les campagnards des pays où ils se trouvaient fugitifs, ou dépouillés par les bandes ennemies. Pour faire cesser ces honteuses désertions, on porta cet arrêté :

1^o Pour que le soldat ne soit pas traité comme un esclave ou obligé à rester de trop longues années au service, le capitaine sous lequel il sert devra lui accorder de rentrer dans ses foyers, si ce militaire a loyalement fait son service durant un an et un jour et qu'il soit rappelé par ses parents ou pour d'autres raisons légitimes. La solde devra s'effectuer en même temps que le congé.

Mais si un soldat n'est pas en souffrance de vivres et d'argent, et qu'il déserte, soit en campagne, soit en garnison, il sera reconduit à son capitaine dans le laps de six semaines, et payera à l'Etat une amende de 60 livres s'il en a les moyens ; sinon il subira un châtement corporel.

Tout instigateur à la désertion, à la mutinerie, payera une amende de 100 écus bons et sera aussi passible de peine corporelle ou même condamné à mort et à la confiscation de ses avoirs, suivant le cas.

2^o Comme plusieurs fois la haute autorité a défendu de s'enrôler au service de princes étrangers, sans son autorisation, quiconque, à l'avenir, transgressera cette défense, comme quelques-uns le font, sera châtié ou même subira la peine de mort ou la confiscation de ses avoirs.

On renouvela les anciens arrêtés à ce sujet, et il fut ordonné à tous les juges de rechercher les délinquants. Leurs enquêtes devaient être soumises à la diète suivante, qui statuerait sur les peines encourues après avoir entendu les délinquants.

Le lecteur peu au courant de la manière dont les armées étaient entretenues à cette époque, peut s'étonner que le Valaisan, aux instincts guerriers et au cœur martial, ait pu donner occasion à un tel décret. Il faut savoir que la milice n'était pas levée, entretenue et disciplinée alors comme aujourd'hui. La conscription n'existant pas, les princes contractaient avec des chefs, qui s'engageaient, moyennant un certain prix, à enrôler tout homme valide qui voulait servir. Très souvent, ces enrôlés étaient des mauvais sujets, des fils impatientes du joug paternel et ennuyés de la vie pacifique de famille, des aventuriers qui se plaisaient au métier de la guerre, parce qu'ils y trouvaient la licence pour leurs passions. Ordinairement, mal ou peu payés par leurs capitaines qui eux-mêmes devaient attendre des mois, et parfois des années, avant de recevoir des

administrations gouvernementales les sommes qui leur étaient dues pour leur troupe, ces mercenaires recherchaient la guerre, par amour du pillage qu'on leur permettait pour les satisfaire et les retenir sous les drapeaux. Mais les mœurs et les conditions de l'enrôlé *valaisan* étaient différentes. Celui-ci devait recevoir de son chef l'entretien et une solde mensuelle régulière. Cet argent lui manquait trop souvent, parce que les finances du monarque qu'il servait étaient très fréquemment épuisées par les guerres continuelles. Le Valaisan, qui regardait le pillage comme un vol, était alors exposé à se mutiner et à désertir, pour peu qu'il y fût excité par les agents secrets de l'ennemi. D'autres fois aussi, la nostalgie qui s'emparait volontiers du soldat suisse, privé de la vue de ses belles montagnes et regrettant la simplicité de son alpestre village, l'exposait à la tentation de manquer à son engagement.

La fidélité du régiment valaisan au service du duc de Savoie, et dont Magéran avait été colonel jusqu'à sa mort, dut passer par une épreuve bien critique. Le duc Victor-Amédée I^{er} étant mort, laissant deux fils mineurs, sa veuve Chrétienne, sœur de Louis XIII, roi de France, se prétendit tutrice naturelle et de droit de ses fils; elle exerça immédiatement les fonctions de régente. De son côté, son beau-frère, le prince Thomas, revendiqua pour lui la tutelle du jeune duc et s'arrogea aussi le pouvoir. En cette occurrence, il était difficile au simple soldat de savoir lequel, de la duchesse ou du prince, il devait reconnaître pour son maître. Le régiment se scinda; une partie tint pour la duchesse et avait pour chef Antoine Du Fay¹; l'autre, conservant le nom de son colonel défunt, le bailli Michel Magéran, fut retenu par force par le prince Thomas, quoiqu'elle eût désiré suivre ses camarades. La France soutenait la duchesse; l'Espagne, par opposition à la France, était avec Thomas. Les troupes de ces deux puissances entrèrent en Piémont et les hostilités commencèrent. Les Espagnols, assistés du prince Thomas, surprirent Chivas et d'autres places encore; ils se présentèrent même devant Turin, croyant que la duchesse en sortirait et que les habitants se donneraient facilement à eux. Mais ils trouvèrent plus de difficultés qu'ils ne s'y attendaient, parce que les assiégés, enhardis par la présence du corps valaisan, qui y perdit un de ses braves capitaines, Thomas Dorsat, tué en combattant en héros, se défendirent vigoureusement. Après huit jours de siège, les Espagnols se retirèrent pour aller à des exploits plus faciles. Le cardinal de la Valette, qui commandait le corps auxiliaire des Français, unit alors à la sienne la troupe fidèle de Chrétienne, et, avec 14000 hommes, s'en alla assiéger la place de Chivas. Il la serra de si près qu'en moins de quinze jours, il la força de se rendre à la vue de l'armée espagnole qui ne put la secourir. Après cette victoire, la duchesse écrivit au gouvernement du Valais pour lui faire part de ses succès, le féliciter de la bravoure que ses nationaux avaient déployée dans cette guerre et lui demander une

¹ Voir notice, page 317.

nouvelle levée qui lui permettrait de former un nouveau corps de mille hommes. Elle le pria en même temps d'ordonner aux soldats que son compétiteur *avait retenus par force, nonobstant qu'ils voulussent suivre leurs officiers*, de se retirer du service de ce prince¹.

Si la mère régente invoquait les traités pour qu'il ne fût pas permis à son rival de se servir des recrues levées dans le canton, le prince faisait valoir les mêmes raisons, et il envoyait à Sion des représentants qui devaient exposer à son point de vue l'état des choses². Il obtint même une levée de près de 600 hommes, qui partirent sous le commandement du capitaine Quartéry³.

Bien que toute règle souffre exception, la valeur et la discipline du soldat valaisan étaient si bien connues que les potentats recherchaient avec empressement l'avantage d'avoir un ou deux corps de ce canton. Le pape avait fait des démarches pour en obtenir un corps auxiliaire; mais n'ayant pas d'engagements avec le Saint-Siège, et déjà trop pressé par la nécessité de garder le nombre d'hommes suffisants contre une violation du territoire, que pouvaient se permettre les Impériaux et les Français, toujours en lutte aux frontières, le Valais, à son grand regret, ne put accéder au désir du souverain pontife. D'ailleurs, la France faisait de vives instances pour la levée d'un régiment de 2000 hommes. La demande fut accordée sans difficulté, parce qu'on ne voulait pas déplaire au roi qui avait un pressant besoin de ce corps auxiliaire. Le régiment fut levé et dépassa le nombre demandé. L'élection du colonel en fut laissée à l'ambassadeur de France, qui nomma Balthasar Am-Buël. Avant le départ de ces enrôlés, la diète créa pour eux (1641) une espèce de code militaire, sous forme d'ordonnance. Renfermant dix-neuf articles, dont quelques-uns sont assez longs, ce code témoigne des sentiments religieux de la génération qui succédait à la précédente. En voici quelques fragments.

Au nom de Dieu le Père, le Fils et le Saint Esprit, Ainsi soit-il. Vu la singulière affection que nous portons à Sa Majesté Très Chrétienne, Louis XIII^e du nom, roi de France et Navarre, notre très fidèle allié et confédéré, comme aussi pour le maintien du droit et de la justice, à l'exemple de nos fidèles et loyaux prédécesseurs, avec la permission et le congé de notre magistrat (local) et de nos très honorés seigneurs (Chefs de l'État), nous avons pris service sous sa Majesté Très Chrétienne, et tous ensemble nous prêtons serment à sa dite Majesté, au colonel, aux capitaines, lieutenants, enseignes et autres officiers de ce régiment, à mains levées, de vive voix et en présence de Dieu, d'observer ponctuellement les articles suivants :

ART. 1. — Nous jurons de servir Sa Majesté en toute fidélité, intégrité et honnêteté; de nous étudier à tout ce qui sera de l'honneur et de l'intérêt du roi, et selon notre pouvoir, d'éviter et prévenir les pertes et dommages qu'il pourrait souffrir; de porter les armes contre ses ennemis selon que la nécessité et ses affaires le requerront, réservant toutefois nos seigneurs et supérieurs et leurs alliés et confédérés.

ART. 2. — Comme notre vie et tout ce que nous avons nous viennent de la grâce et de la bonté de Dieu, sans qui nous ne pouvons rien; que nous devons honorer et servir notre divin Rédempteur, à l'exemple de nos aïeux; que la volonté de notre colonel et de nos

¹ Archives du Valais : Lettre de la duchesse. Litteræ Sabaudiae.

² Ibid.

³ Bérodi.

capitaines est que nous remplissions exactement tous nos devoirs de chrétien, nous ne jurerons, ni ne blasphèmerons le saint nom. Aucun de nous, de quel rang qu'il soit, ne prendra le saint nom de Dieu en vain, ni ne jurera par sa mort ou passion ou de quelque autre manière non convenable à un chrétien. Nous obéirons aux commandements de l'Eglise en tout ce qui regarde notre salut, et nous observerons les jours de fête et de jeûne pratiqués jusqu'à ce jour dans les régiments suisses. Quiconque violera un de ces points sera châtié corporellement et dans son avoir.

ART. 3. — Nul ne quittera son drapeau avant le licenciement des compagnies, sauf le cas où, la guerre éclatant dans notre patrie, nos seigneurs les hauts magistrats nous appelleraient pour voler à sa défense. Hors ce cas, quiconque quittera son drapeau sera privé de son honneur, déclaré traître et déloyal, et, s'il est repris, il sera châtié en conséquence.

ART. 10. — Quiconque, à l'insu de ses chefs, cherchera à innover dans la composition des cadres du régiment pour s'attirer les soldats, à faire nommer d'autres chefs, à embaucher des soldats, à exciter quelque mutinerie ou soulever secrètement du désordre et semer la révolte, sera, sans rémission, condamné à mort.

ART. 18. — Imitant nos ancêtres auxquels Dieu a accordé honneurs et gloire dans la guerre, nous ne ferons ni injure, ni mépris, ni mal, ni aucune violence aux gens d'église, quelle que soit leur position hiérarchique, ni à aucune personne qui ne se présentera pas en ennemie de quel sexe qu'elle soit; mais nous les honorerons, les préserverons de tout mal, et les prendrons sous notre protection. Il en sera de même à l'égard des magistrats, vieillards, matrones, et principalement des femmes enceintes, des enfants et ensuite du sexe dont nous respecterons la pudeur.

Le dernier article que le soldat devait jurer était :

...De ne toucher point aux églises, cloîtres, couvents, ni maisons de piété où le divin sacrifice était offert et les sacrements administrés; de ne causer aucun dégât aux moulins, fours, forges, ustensiles divers et charrués, toutes choses très nécessaires aux besoins de la vie humaine; de ne point non plus emporter ces objets¹.

Le régiment Am-Buël fit partie de l'armée du grand Condé qui remporta une éclatante victoire sur les Espagnols à Rocroy, le 19 mai 1643. Le drapeau qu'il portait à cette bataille est conservé au musée archéologique de Sion, et a pour emblème un bûcher ardent qu'un homme entretient; au-dessous est la devise : *da ut flambescam*, c'est-à-dire *donnez matière à ma valeur*.

Le roi de France ne jugeant plus nécessaire de garder la totalité de ce régiment, en licencia une partie en 1644; les 2000 hommes environ qu'il retint furent envoyés à Lérida, en Espagne, pour y renforcer la garnison de cette ville, que Louis XIII avait conquise. Mais le maréchal La Motte-Houdancourt, qui commandait cette place forte, dut la perdre après que la plus grande partie de la troupe se fut laissé hâcher plutôt que de se rendre.

Après la mort d'Hildebrand, le siège de Sion avait été occupé par Barthélemy Supersaxo, doyen de Valère, lors de son élection. De son administration, qui ne dura que deux ans, il ne laissa d'autre trace qu'un témoignage de sa peur. La peste avait reparu à Sion et y semait de nouveau l'effroi. Le mois d'août 1638 compta 119 décès, septembre en eut 220. Dans l'espace d'un

¹ Absch. du 29 avril 1641. Archiv. de Sion.

peu plus de cinq mois, c'est-à-dire dans la période de l'épidémie, il y eut 466 victimes¹.

Durant ces jours néfastes, que fit l'évêque élu? On s'aperçut que, n'ayant jamais pu être sacré, il n'avait non plus reçu les grâces de l'épiscopat. En pareil cas, saint Charles Borromée, apprenant que la peste était à Milan, interromp la visite pastorale qu'il faisait alors et rentre aussitôt dans sa ville épiscopale pour donner aux mourants les consolations de la religion. Supersaxo, au contraire, craignant que la mort ne vint le priver de la mitre qu'il espérait, s'enfuit à Martigny jusqu'à la cessation du fléau. Mort le 6 juillet 1640, il eut pour successeur Adrien III de Riedmatten, élu le 30 août suivant.

La diète s'était réunie dès le 21 juillet pour procéder à cette élection, après avoir invité le Chapitre à lui présenter les quatre candidats d'usage. Mais les chanoines regrettant de nouveau la cession de leurs anciens droits et privilèges, auxquels ils avaient dû forcément renoncer en 1635, protestèrent qu'ils ne feraient aucune candidature avant que les patriotes eussent rescindé l'acte de renonciation. L'élection fut ajournée; les députés déclarèrent qu'ils voulaient consulter le peuple sur cette importante question, et ils nommèrent provisoirement un administrateur au temporel pour que les affaires ne fussent pas en souffrance. Le bailli en fonction, Jean Roten, fut chargé de cette affaire, et, assisté de quelques adjoints, s'installa momentanément au château de la Majorie, résidence épiscopale et siège ordinaire des diètes. Le 26 août, les députés se retrouvent à Sion et font la même invitation aux chanoines. Ceux-ci s'obstinent et finissent par répondre aux représentations les plus pressantes, que les ordres émanés de Rome et transmis par la nonciature de Lucerne ne leur permettent pas d'accéder aux vœux de la magistrature. Pressés par la diète de produire ces pièces apostoliques, ils les présentèrent : il ne s'y trouvait rien de semblable. Ils se rendirent alors et la nomination eut lieu.

Quoique la disposition des esprits ne fût plus hostile à l'autorité ecclésiastique, comme elle l'avait été durant les longues années des luttes religieuses, et que la situation fût moins tendue sous le rapport des questions temporelles, il y avait cependant encore des difficultés à résoudre. Il y eut démêlé avec l'évêque au sujet de la frappe des monnaies et de la rénovation des fiefs épiscopaux. Quand les patriotes voulaient une chose, ils ne reculaient jamais, obtenant du temps et de la persévérance, quelquefois de la violence, la réalisation de leurs désirs. Jusqu'alors, les évêques seuls avaient le droit de frapper monnaie, et de la marquer de leurs armoiries, à l'exclusion de celles des patriotes. En 1628, ceux-ci profitèrent de l'absence d'Hildebrand Jost pour décréter que dorénavant les monnaies du pays porteraient, d'un côté, l'écusson de l'évêque;

¹ Bérodi et ceux qui le suivent se trompent en affirmant que le mois d'août fut plus mortel et compta 500 victimes. Le mois de septembre comme on l'a dit, fut le plus désastreux, puisqu'il fit 101 victimes de plus que le mois précédent. Ces détails sont tirés du registre officiel des victimes de la peste tenu par l'officier que la commune de Sion avait établi. Archives de Sion.

de l'autre, celui des dizains représentés par sept étoiles, avec ces mots alentour : *Respublica Vallesia*. Une nouvelle frappe étant devenue nécessaire, Adrien III réclama son droit plusieurs fois séculaire; mais il dut céder après quelques années de résistance et partager avec les sept dizains son antique droit de frappe.

L'affaire du renouvellement des fiefs fut plus longue à traiter et ne fut terminée que sous l'épiscopat d'Adrien IV. Voici de quoi il s'agissait. Les actes de reconnaissance des fiefs dépendant de la mense épiscopale étaient si anciens que, par suite des changements survenus par les successions héréditaires et les ventes, il était souvent très difficile de reconnaître les vassaux et les terres à fief. Puis, les différents noms sous lesquels les diverses redevances seigneuriales étaient comprises, ainsi que la valeur des mesures de capacité, de superficie et des monnaies avaient changé. Il était urgent de sortir de cet imbroglio et d'établir un mode de paiement simplifié et en rapport avec les transformations opérées par les années. Les évêques Adrien III et Adrien IV de Riedmatten, craignant de léser en quelques points les droits de l'Eglise de Sion, demandaient à la diète de décréter le renouvellement des *reconnaissances* en conservant l'ancien système. Les hauts magistrats, bien au courant de toutes les difficultés dérivant du vieux système, voulaient y mettre un terme et établir les redevances sur un nouveau pied, tout en évitant de diminuer en rien les droits et les rentes de la mense épiscopale. En outre, dans les prestations d'hommages et les reconnaissances de vassalité, il existait des usages et des cérémonies qui, par suite des changements politiques et des transformations que la succession des temps avaient amenées, étaient devenues blessantes et même insupportables à la fierté du patriote valaisan. Telle était, par exemple la cérémonie de s'agenouiller devant le seigneur en lui prêtant serment de fidélité, de déposer l'arme devant lui ou de lui baiser le pouce en signe de vassalité ou d'hommage lige. Adrien IV sentit la justesse de ces raisons et se rendit (1648), mais pour sa *décharge*, dit-il, demanda que l'affaire fût soumise à Rome¹.

L'état de calme intérieur dans lequel on vivait depuis quelques années avait été avantageux à la prospérité générale. Ainsi, au mois de décembre 1647, la commission chargée d'examiner les comptes de construction du château de Saint-Maurice put annoncer à la diète, que les communes des six bannières en dessous de la Morge avaient bénévolement payé tous les frais de cette bâtisse, outre l'offrande d'une quantité de meubles et de quelques mortiers et pétards. Le château de Monthey ayant été reconstruit, les communes assez épuisées par la rapacité des gouverneurs, ne s'offrirent nullement à en supporter les frais; mais la diète et les gouverneurs en répartirent tout de même les prestations et les dépenses entre ces populations, et trouvèrent encore moyen de tirer une somme pour en gratifier chacun des sept dizains². Cependant, malgré les

¹ Absch., nov. 1648.

² Abscheids de 1664 et archives de la commune de Vionnaz.

protestations par la diète, d'épuisement des finances de l'Etat et de son impossibilité de payer cette construction, les comptes des gouverneurs de Monthey et Saint-Maurice et du châtelain de Vionnaz se bouclaient, en 1648, par un boni qui permit de distribuer 160 écus à chaque dizain, bien que les dépenses diverses eussent été assez élevées.

La ferme des sels était une autre source abondante. Le riche Stockalper Gaspard l'obtint après les Magéran, et à teneur de sa convention, il payait 1050 écus aux sept dizains, soit 150 écus à chacun. Le Bas-Valais, toujours traité par le Haut comme sujet, n'avait jamais aucune part aux répartitions bisannuelles; gardant pour lui ses dépenses, le surplus des recettes faites sur son territoire passait entre les mains de ceux qui venaient commander chez lui et dont il enrichissait les familles. C'était le cas du poète Virgile chantant le *Sic vos non vobis. Pauvres moutons, toujours on vous tondra*.

Devenu grand fermier des sels, le colonel Gaspard Stockalper fit part au Conseil général du pays d'un projet qu'il avait conçu depuis quelques années. C'était d'ouvrir un canal navigable depuis Vouvry jusqu'à Collombey. Il espérait que la réalisation de cette œuvre apporterait de grands avantages au pays et aux négociants indigènes. Après une étude des terrains faite par des ingénieurs, il offrit d'entreprendre à ses frais ce gigantesque et dispendieux travail, digne d'un prince. Ce canal, principalement destiné au transport des sels venant de la régie française, devait rendre moins coûteuse cette matière si nécessaire au pays, et l'on calculait que la facilité du transport par ce moyen abaisserait fortement le prix de tous les articles de commerce, outre que les marchandises arriveraient avec une économie de temps d'un tiers¹. Loin de rejeter cette proposition, l'Etat la fit examiner par une commission et enfin l'approuva, en laissant le solliciteur libre de poursuivre son projet à ses risques et périls, et à la condition de payer annuellement dix écus à chaque dizain, dès le commencement des travaux. Comme compensation à ses dépenses, on lui accorda le transit exclusif des marchandises; toutes celles qui suivraient la grande route étaient assujetties à lui payer un péage d'un dick (67 centimes) par voiture. Le riche Stockalper avait déjà pris toutes ses dispositions. Jean de Vantéry, de Monthey, est chargé de procurer tout le matériel nécessaire, de fournir les ouvriers qu'il paie chaque semaine et de présider à tout. Les travaux commencent le 10 juin 1651 et durèrent jusqu'au 14 juin 1659. A cette date le canal est ouvert de Collombey à Vouvry, mais n'est pas poussé plus loin, comme le prouve le compte détaillé de Jean de Vantéry². Il est présumable que ces terrains si peu consistants et submergés très fréquemment alors par les eaux du Rhône mal digué, ne présentèrent pas la solidité voulue pour qu'on pût les utiliser. On avait employé à ce trajet 9723 journées qui coûtèrent environ 17000 francs de la monnaie actuelle. Si l'on ajoute à cela le prix d'achat des terrains et

¹ Abscheids du 29 nov. 1648.

² Archives de l'Etat : Comptes du canal.

toutes les autres dépenses du matériel, on arrive à une dépense énorme pour l'époque.

Les de Riedmatten semblaient se transmettre par droit de succession le trône épiscopal. Adrien IV, nommé le 10 octobre 1646, devait régner jusqu'au 13 août 1672. Se rappelant les désordres, les haines si longues à étouffer et les maux innombrables, que les questions confessionnelles avaient occasionnés dans son diocèse durant près d'un demi-siècle, il résolut d'user des moyens les plus efficaces pour effacer toute trace du passé et prévenir de nouvelles divisions.

Quelques parents égarés ou peu réfléchis continuaient à placer leurs enfants dans des pays protestants pour y apprendre des métiers ou y faire leurs études. Le résultat était fatal à ces jeunes gens, qui revenaient semer de pernicieux principes parmi leurs concitoyens et leur donner le mauvais exemple d'une conduite fort répréhensible. Pénétré de son devoir, l'évêque rappelle à la diète, en 1648, les anciennes ordonnances et demande qu'on les remette énergiquement en vigueur. Il fait comprendre que rien n'est plus contraire au repos des familles et à la tranquillité de la nation que l'opposition des croyances religieuses. Sa voix fut écoutée et le décret suivant publié dans tout le canton :

La haute assemblée considérant que, depuis près de 1400 ans, notre patrie a toujours professé la religion catholique, seule sanctifiante, bien qu'il y soit paru un peu d'ivraie qu'on s'est efforcé d'extirper;

Que nous avons ouvertement déclaré à Sa Sainteté le pape et à nos alliés vouloir rester à jamais catholiques;

Qu'une République ne peut guère fleurir avec deux croyances contraires;

Confirme les décrets antérieurs et défend l'envoi des jeunes gens en pays protestants, sous peine de confiscation des biens pour tout contrevenant ou quiconque usera de contrainte pour faire enfreindre ce décret.

Ceux qui se trouvent actuellement dans ces pays devront rentrer dans trois mois ou passer en des lieux catholiques, sous la même peine.

Désormais les orphelins et autres pupilles ne pourront avoir que des tuteurs catholiques.

Les charges de l'Etat ne pourront non plus être confiées qu'à ceux qui professent la religion catholique, afin que tous nous vivions en parfaite union ici-bas et dans le ciel.¹

Cette mesure ne fut pas encore suffisante. Les quelques dissidents qui restaient ne cessaient point leurs sourdes manœuvres et causaient du trouble. En conséquence, en juin 1652, on ajouta au décret précédent que quiconque ne professait pas la religion catholique devait vendre ou louer ses biens et que lui-même était banni du canton :

Notre patrie, disent les magistrats, ne pouvant supporter plus longtemps de tels perturbateurs, et nos adversaires en religion usant des mêmes procédés en leur pays.

Un peu plus tard, on porta la même peine contre tous ceux qui allaient se marier chez les hérétiques. Le Valais se montrait sévère, nous semble-t-il

¹ Absch. de décembre 1648.

aujourd'hui, mais il l'était bien moins que Berne et autres villes de la Suisse protestante, qui non seulement expulsaient depuis fort longtemps tous les catholiques qui ne voulaient pas apostasier, mais confisquaient impitoyablement leurs terres, au lieu de les laisser louer ou vendre par leurs propriétaires légitimes.

L'article de 1648, excluant les protestants de toute fonction civile, ne tarda pas à être appliqué. Sion, dont plusieurs familles influentes étaient toujours attachées aux nouveaux principes religieux, nomma deux députés luthériens pour la représenter à la diète. Avant l'ouverture de la session de mai 1651, l'évêque et les députés des six autres dizains (ceux-ci en vertu des instructions formelles de leurs électeurs) refusèrent de siéger avec ceux de Sion et exigèrent qu'une telle nomination fut annulée, ne voulant reconnaître pour collègues que des catholiques. Sion dut se rendre.

Une chose restait à faire, chose de trop d'importance pour que le chef vigilant du diocèse ne saisisse pas habilement l'occasion de la réaliser : c'était le rappel des jésuites, expulsés depuis un quart de siècle. Ses largesses et les bons offices du nonce apostolique lui préparèrent les voies pour réparer cette injustice et en même temps rendre à la jeunesse ses meilleurs instituteurs. A la fin de décembre 1650, Sa Grandeur fit déposer sur le bureau de l'Assemblée une lettre scellée, venant de Lucerne, dans laquelle le représentant du St-Siège rappelait le bien fait autrefois par les révérends Pères et engageait à les admettre de nouveau. C'était à peu près prêcher des convertis, pour le plus grand nombre. Les députés des dizains, disent les Abscheids,

Se rappelant les services rendus par les Pères et considérant que la majeure partie des ecclésiastiques et des magistrats actuels ont été élevés et instruits par eux principalement, que de très grands frais seraient épargnés si ces religieux enseignaient derechef, ont décidé de les réadmettre, cependant sans contraindre aucun dizain à les recevoir. Les députés d'un seul dizain refusèrent d'adhérer à cette décision avant d'avoir l'assentiment de leurs conseils et communes.

Il est facile de comprendre que ce dizain était Sion¹, toujours mal disposé envers les jésuites, puisque le 22 mars précédent, les magistrats de la ville en firent arrêter quatre à Grimisuat, uniquement parce qu'ils s'étaient permis de traverser le territoire du dizain. Les députés de la ville dirent en pleine diète (13 mai 1651) que ces religieux étaient des ennemis de la paix nationale et qu'on avait eu autrefois de très justes motifs de les proscrire. Le conflit qui s'éleva entre la capitale et les autres dizains à ce sujet et pour d'autres griefs, vrais ou inventés par l'animosité qui existait entre eux de vieille date, fut heureusement terminé par la médiation de l'évêque et du bailli.

Cet acte réparatoire avait été précédé d'une mesure de police dont on sentait le besoin dans toute la Confédération suisse. La paix venait d'être conclue entre Sa Majesté impériale et les couronnes de France et de Suède.

¹ Notes d'Adrien IV ; archiv. Valère, 47-162 bis.

Par le sixième article de ce traité conclu le 24 octobre 1648, entre l'empereur Ferdinand III et les deux rois, la Suisse et le Valais étaient déclarés indépendants de l'empire. Les guerres qui désolaient ces royaumes avaient rempli la Suisse de vagabonds étrangers, de mendiants déjà expulsés d'autres pays et de nombreux déserteurs. On les avait gardés par compassion tant que la guerre régnait dehors.

Mais, écrivaient les Zuricois (mai 1649), il était maintenant à craindre que ces gens sans aveu et sans ressources n'occasionnassent beaucoup de désagréments, ne molestassent le territoire helvétique, et que le nombre ne s'en accrût sans cesse. Nous avons donc jugé à propos d'organiser une *chasse générale* aux mendiants (*bettel Jäge*) pour les 11, 12 et 13 du mois de juin et cru convenable de vous en informer, afin que vous puissiez prendre vos mesures pour que ces gens ne se réfugient pas sur votre sol.

En conséquence de cet avis, le gouverneur de Monthey reçut l'injonction de faire surveiller la porte du Saix, sur Vouvry, et le bac de Collombey. A la même date et pendant un mois, le pont de St-Maurice fut gardé, et deux postes furent établis, l'un à la Balmaz, l'autre à Outre-Rhône. Il y eut pareillement des gardiens au Sanetsch, au Rawil, à la Gemmi, à Lietschen, au Grimsel et à la Furka. Les administrations communales eurent ordre de prendre tous les moyens pour se débarrasser de ces gueux connus plus tard sous le nom de Bohémiens : « race de fainéants voleurs, qu'a valu à la Suisse son hospitalité proverbiale » ; mal sans cesse renaissant, dont la Confédération a dû s'occuper encore plus tard et que les cantons n'ont que difficilement extirpé.

La guerre de Trente-Ans n'avait pas seulement fait refluer en Suisse une foule de malheureux ; elle avait encore causé dans divers cantons une augmentation d'impôts, par suite des levées de troupes pour la garde des frontières et des dépenses qu'elles avaient occasionnées. Loin d'enseigner aux populations l'obéissance aux pouvoirs établis, la Réforme leur avait, au contraire, appris à se soulever en s'appuyant même sur l'Ecriture sainte, qu'en vertu du principe protestant, chacun interprétait à sa guise. Aussi les populations répliquaient-elles hardiment aux magistrats qui leur citaient les paroles de l'apôtre St-Paul, pour leur prêcher la soumission à l'Etat, que « les gouvernements viennent de Dieu quand ils sont justes, mais qu'ils viennent du diable quand ils sont injustes. » Il y eut des mouvements séditieux dans les cantons de Berne, Lucerne, Soleure et Bâle, dont le régime aristocratique frisait la tyrannie. Là, les grandes familles s'étaient à peu près adjugé le pouvoir, et leurs magistrats habitués à entendre les couronnes et leurs représentants leur donner les titres d'Excellences, de Magnifiques, puissants et hauts Seigneurs, considéraient le peuple comme une caste vile qui leur devait considération et obéissance. En conséquence de l'élévation des impôts, de la dépréciation des monnaies, de l'augmentation du prix des terres et fermages et de la morgue des grandes familles, il y eut des soulèvements. En 1653, les pâtres de l'Entlebuch, soutenus par les mécontents des gouvernements voisins, se levèrent en armes et



FRANÇOIS-JOSEPH SUPERSAXO, EVÊQUE

FRANCISCUS-JOSEPHUS SUPERSAXO, Dei et Apostolicæ Sedis gratiâ episcopus sedunensis, comes et præfectus Vallesie sacricque romani imperii princeps.

FRANÇOIS-JOSEPH SUPERSAXO, évêque de Sion par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, comte et préfet du Valais, et prince du saint empire romain.

Elu en 1701, mort en 1734

De la famille des Michlig Supersaxo qui « descendaient, selon une généalogie, de Georges dit le *petit*, fils du célèbre Georges, et s'est éteinte dans l'évêque François-Joseph Supersaxo. » (Abbé B. Rameau.)

vinrent bloquer Lucerne. Les paysans des campagnes de Berne en firent autant et marchèrent au nombre de 26,000 contre cette ville. Réunis à Baden en avril, les députés des treize cantons, auxquels s'étaient joints ceux du Valais, passèrent dix jours en infructueuses tentatives d'accommodement avec les insurgés. Pour les soumettre, la diète jugea enfin nécessaire de réclamer de la troupe valaisanne. En vertu des alliances, le corps auxiliaire devait être de 1500 hommes. Pour le moment, on se contenta de 1000 hommes qu'on réduisit enfin à 500. Ils furent aussitôt mis de piquet, avec ordre à ceux de Conches d'arriver à Brigue le 25 mai et, en descendant la vallée du Rhône, de prendre en passant le contingent des dizains. Le 28, un tiers de cette troupe devait s'arrêter à Martigny, un tiers à St-Maurice et le reste se cantonner à Monthey. On l'échelonnait ainsi pour attendre le retour du vice-bailli et du chancelier d'Etat, Gaspard Stockalper, envoyés précédemment pour s'entendre exactement avec les autorités de Berne et de Fribourg, et savoir quel jour précis la petite armée devait passer la frontière. Mais, heureusement, les événements permirent de licencier ces hommes avant l'entrée en campagne.

Néanmoins, cette levée militaire révéla aux magnifiques Seigneurs du Haut-Valais que l'incendie qui venait d'éclater dans d'autres cantons, avait jeté de nombreuses étincelles dans le leur. Leur arrogance à l'égard du peuple était notoire. On se souvient de la réponse hautaine que reçurent à St-Maurice de Laques et à Veyras des paysans, qui demandaient des explications sur ce qui s'était passé en diète. Dans un manifeste de 1619, l'évêque disait déjà au peuple en parlant d'eux : « Ils ne veulent plus que le peuple sache ce qu'ils veulent faire, ni qu'il lui soit permis de parler, de donner son avis et de s'enquérir de ce qui a été fait; mais ils veulent qu'à l'avenir il trouve bon tout ce qu'ils auront résolu, ordonné et établi. »

Les campagnards des cantons soulevés avaient sourdement, par des émissaires et des affidés, travaillé à aviver le mécontentement des Valaisans, cherchant ainsi à neutraliser les secours que les autorités de leurs pays ne manqueraient point de requérir contre eux.

Le Bas-Valais, qui devait fournir 300 hommes pour l'expédition, obéit sans murmurer, quoiqu'il fut toujours considéré et traité en peuple sujet et malgré toutes les promesses d'émancipation qu'on lui faisait, chaque fois que l'on avait besoin de son appui. Il n'en fut pas ainsi du Haut. Ici, non seulement le peuple murmura de cet appel aux armes, mais nombre de soldats appelés sous les drapeaux refusèrent le service et parlèrent de tuer quelques-uns de leurs premiers chefs. Les principaux personnages furent accusés de s'être vendus aux Excellences de Berne et autres villes, qui leur auraient livré des sommes considérables pour conduire les troupes valaisannes à une boucherie. Dès que l'orage commença à gronder, les magistrats ne s'endormirent point; ils comprirent que leur salut exigeait une prompte et énergique répression. Les principaux émeutiers furent généralement condamnés les uns à deux

ou trois heures de carcan sur la place publique, avec bannissement perpétuel ou temporaire selon la culpabilité; les autres, à un certain nombre d'années de galère, avec des amendes variant de quarante livres maurisoises à 200 écus bons. Plusieurs durent se rendre le dimanche à l'église paroissiale où, à genoux et tenant un cierge allumé, ils firent amende honorable aux Magnifiques Seigneurs qu'ils avaient accusés ou menacés, puis ensuite ils partirent pour l'exil. Un Jean Minnig de Mörell dut faire cette humiliante cérémonie dans son église paroissiale et dans celle de Grengiols, payer cent écus et passer douze ans en galère; mais en considération de ses jeunes enfants, son emprisonnement fut réduit à huit ans. Triste commisération envers de pauvres citoyens plus malmenés que coupables! Thomas Perren fit cette réparation honorable dans trois paroisses et subit douze ans de bannissement. La sévère justice poursuivit son cours contre nombre d'autres accusés, non encore convaincus. Vingt-quatre avaient déjà été condamnés aux diverses peines sus-énoncées.

Adrien IV, aussi zélé dans l'accomplissement de son devoir pastoral qu'empressé à contribuer largement à toutes les œuvres d'utilité publique, qui se présentèrent fréquemment sous son épiscopat, avait cru pouvoir profiter de la bonne disposition religieuse de la majeure partie des députés pour tenter de faire rétablir l'évêque dans ses anciens droits; du moins, il protesta, en conseil général, contre les six empiètements suivants qui avaient lieu depuis la grande lutte contre Hildebrand Jost :

- 1° Les patriotes se disaient souverains de l'Etat;
- 2° Le bailli s'était arrogé le droit de convoquer les diètes;
- 3° Il y avait pris place avant l'évêque;
- 4° Chaque dizain instituait son juge et lui faisait prêter serment;
- 5° Refus à l'évêque du droit de régale;
- 6° L'effigie de St-Théodule avait disparu de la monnaie pour faire place à l'écusson aux sept étoiles.

Vaine protestation du droit contre la force des événements qui se succédaient et faillirent même renverser tout ce qui avait été repris aux protestants dans le pays. Sion et Loèche, ces deux foyers d'hérésie, comptaient beaucoup de familles auxquelles leur fortune, leurs alliances et leur position sociale donnaient une grande influence. Ces familles conservaient secrètement le levain des idées religieuses nouvelles, le désir de détruire le catholicisme et de s'enrichir encore davantage des dépouilles de l'Eglise à supprimer. Les Bernois, que les Valaisans avaient empêchés, en 1536, de protestantiser les mandements de Monthey et Evian, ne cessèrent jamais leurs efforts pour s'en venger, en cherchant à ravir au Valais la foi qu'il avait conservée à la Savoie. Aujourd'hui, ils excitaient les enfants et les parents des Guntren, des Magéran et autres à se défaire de l'évêque, des jésuites, des capucins et du clergé en général. Les dizains orientaux pressentaient quelque machination et ils avaient demandé le partage de toutes les armes déposées à l'arsenal. Les griefs qu'ils avaient

produits, en 1651, contre Sion, qui durant quelque temps avait prétexté d'un coup de main de leur part, pour avoir l'occasion de les soumettre à d'odieuses vexations quand ils venaient en ville, ces griefs, disons-nous, n'avaient vraisemblablement pas d'autre cause que les secrètes défiances envers certaines familles notables, plus amies des Bernois et de leur religion que de celle de leurs concitoyens. Ces familles et leurs nombreux clients n'attendaient qu'une occasion pour donner essor à leur haine. Le 26 juillet 1655, la ville fut subitement mise en émoi par deux lettres venues de Loèche et écrites, l'une par Théodore Willa, ex-gouverneur de Monthey, l'autre par Guillaume Grandis. Ces deux missives annonçaient faussement que les Bernois s'étaient emparés du dizain de Loèche, qui réclamait un prompt secours. Les auteurs de cette fausse nouvelle avaient sans doute songé à dégarnir la capitale de tout défenseur, afin d'exécuter d'autant plus sûrement leur perfide projet. On rassembla aussitôt tous les soldats que l'on put et l'évêque envoya des courriers dans toutes les communes du Bas-Valais, pour en appeler en toute hâte les milices au secours du dizain de Loèche. Fidèles et dévoués au premier pasteur du diocèse, les Bas-Valaisans accoururent intrépidement et sans retard, heureux de pouvoir se mesurer avec les Bernois. Ils étaient arrivés aux portes de la capitale, c'est-à-dire aux Corbassières, quand on apprit en ville qu'au lieu des Bernois, qui n'avaient pas bougé de chez eux, on avait, au contraire, affaire avec les révoltés de Loèche, qui arrivaient en armes pour surprendre la ville, le château de Tourbillon et faire prisonnier l'évêque. Les magistrats sédunois ne s'agitèrent pas beaucoup contre leurs amis de Loèche. L'évêque dut s'entendre avec les bourgeois pour faire fermer les portes de la cité et établir des sentinelles pour les garder et préserver le château de Tourbillon. Quelques messieurs de la milice urbaine demandaient à occuper Valère, sous prétexte de défense ; mais les chanoines, qui avaient de secrets soupçons de trahison de la part de certains personnages, s'y opposèrent résolument et se chargèrent de leur propre défense. On établit aussi un poste pour la garde de la porte dite du *Couvent*, à cette partie du rempart qui, entre Tourbillon et Valère, domine un petit vignoble descendant jusqu'au Rhône. Le prélat confia la défense de la place à Jean de Montheys. Voyant leurs projets déjoués par la vigilance et la fermeté de l'évêque, les partisans que les insurgés de Loèche avaient dans la ville, firent savoir à ceux-ci que l'attaque n'aurait aucun succès. Ce coup de main avorté fit enfin comprendre aux coryphées du protestantisme en Valais que leurs espérances étaient vaines. Ce fut leur avant-dernière tentative ¹.

Le temps était enfin venu de mettre le Valais d'accord avec la catholicité et même avec la plupart des pays protestants, par l'adoption du calendrier grégorien. Outre le mépris des fréquentes exhortations, que le Chef de l'Eglise avait adressées au Haut-Valais pendant près de quatre-vingts ans pour cette

¹ Archives Roten ; notes de l'évêque Adrien IV.

adoption, les sept dizains, par leur refus jusqu'à ce jour, se trouvaient en retard de dix jours avec presque tous leurs voisins et les autres Etats. On sentit enfin le ridicule de cette obstination et de cette position. En mai 1655, l'évêque porta la question devant la diète. Comme il n'en avait pas été parlé dans les lettres de convocation, les députés répondirent qu'ils n'avaient aucun pouvoir de traiter cette question, mais qu'ils se mettraient en règle pour la réunion du mois de décembre. Ils devaient auparavant exposer au peuple la matière des délibérations et être autorisés à s'en occuper. Cet antique usage avait toujours force de loi en Valais. Puis tout ce qui avait été voté en diète devait encore être soumis aux suffrages des communes, avant de devenir loi.

A la diète de décembre, les pouvoirs étant enfin réguliers, les députés ne firent aucune difficulté d'adopter le nouveau calendrier; cependant en tête des *considéran*ts qui sont très justes, on voit percer la fierté républicaine de ce petit peuple. Ils ne veulent pas avouer que leurs ancêtres ont eu tort de refuser jusqu'à ce jour cette demande; ils préfèrent dire

...qu'ils ont différé, non pour n'avoir pas compris la justesse de la chose, mais à cause du procédé dont on a usé pour la faire admettre. C'est ainsi qu'il est resté à l'écart, jusqu'à ce que sur la libre demande de nos hauts seigneurs et supérieurs, conseils et communes des sept dixains, on a remis la chose en délibération..... En conséquence pour de nombreux et puissants motifs, la diète décrète que: le nouveau calendrier entrera en vigueur, comme on le désire depuis longtemps, au 1 mars prochain qui comptera pour le 11¹, et en continuant de là.

Cet avancement de date pouvait porter préjudice à certains contrats, actes ou usages et termes pour les populations agricoles ou alpestres; il était prudent d'y obvier pour éviter des difficultés ou même des procès. On ajouta donc un dernier alinéa à cet effet. Cette décision fut officiellement communiquée au saint Père « dans l'espoir qu'il favoriserait la république de ses hautes grâces.² »

Pendant que le pays jouissait du bienfait de la paix chez lui et avec ses voisins, il n'en fut pas de même pour ses alliés des cantons. Depuis la malheureuse époque de l'établissement de la Réforme, l'union et la confiance réciproques avaient disparu pour faire place à la défiance, à la jalousie, aux dissensions; les croyances religieuses étant opposées, les esprits et les cœurs le furent aussi. Le plus fort cherchait à opprimer le plus faible et les grands cantons protestants furent les premiers à donner aux catholiques l'exemple de la persé-

¹ Les notes de l'évêque indiquent le 10 mars, ce qui est exact. Arch. Valère, 47-162 bis.

² Années d'admission du calendrier grégorien :

La France, l'Espagne, le Portugal et les divers états d'Italie en 1582; dans les divers pays catholiques de l'Allemagne, en l'année 1584; en Pologne, en 1586; en Hongrie, en 1587; Etats protestants d'Allemagne, en 1699; Danemark et partie de la Suisse protestante, en 1700.

L'adoption du calendrier dans tous les cantons suisses, qui ne l'avaient pas encore admis, fut obligatoire dès le 23 juin 1798, en vertu d'un décret du gouvernement helvétique.

Angleterre, en 1750. On disait de ces gouvernements, de leurs consuls et ministres, qui s'opposaient à l'admission du nouveau calendrier, qu'ils préféraient être brouillés avec le soleil plutôt que de s'accorder avec le Pape. (Voir dans la *Civiltà*, année 1883, vol. 3, p. 202 et 203 l'émeute à laquelle cette admission donna lieu en Angleterre, et ce qu'on disait alors des femmes qui se trouvaient vieilles de 10 jours).

cution religieuse, que ceux-ci n'exercèrent jamais que par de faibles représailles. Schwitz et Zurich s'étaient armés l'un contre l'autre pour motif confessionnel. Les cantons catholiques confédérés soutinrent la cause de Schwitz en unissant leur bannière à la sienne sur le champ de bataille de Vilmergen. Le Valais, leur allié, ne voulut pas abandonner ses coreligionnaires, qui lui avaient envoyé le colonel Sébastien Bilgeri-Zweyer, d'Uri, accompagné de Nicolas de Diesbach, de Fribourg, pour exposer l'état des affaires et réclamer de la milice en cas de besoin. Un conseil de guerre se réunit aussitôt à Sion (10 oct. et 15 nov. 1655) pour s'occuper de l'armement et donner son préavis au conseil général, qui s'assembla le 5 décembre. Celui-ci, considérant que les cantons protestants prenaient parti pour Zurich, au lieu de s'interposer en médiateurs pacifiques, et qu'ils voulaient employer la violence pour faire exécuter les exigences de cette ville, jugea à propos de régler sa conduite d'après celle de ces cantons. En conséquence, il porta la décision suivante où respire le sentiment religieux :

1° Vu que tout bien, notamment la victoire, ne peut être obtenue que de Dieu, mais que nous ne devons pas y mettre obstacle par nos péchés, la diète exhorte chacun à faire des œuvres expiatoires par la confession, le jeûne, la pénitence, les prières, l'aumône, etc. Selon que Sa Grandeur l'Evêque le prescrira à tous les curés.

2° Les 1000 hommes de la première levée se tiendront prêts à marcher hors du pays, sous le commandement de leurs officiers respectifs.... Néanmoins, les milices des sept dizains et celles des bannières du Bas-Vallais marcheront sans leurs drapeaux particuliers, vu qu'elles ne doivent en avoir qu'un seul qui est le drapeau aux sept étoiles, sur champ blanc et rouge¹. Il ne sera point question de prééminence pour les marches et les gardes ; mais ce sera à la volonté du colonel qui, cependant, cherchera à observer l'alternative, et sans que cela ait de conséquence pour l'avenir....

3° Les 300 hommes de la seconde levée se tiendront aussi prêts à marcher, selon le besoin, soit dans l'intérieur, soit hors du pays. Dans ces compagnies, il devra y avoir 200 mousquetaires ; le reste se composera d'hommes armés de hallebardes, glaives et haches d'armes ; une partie de ceux-ci porteront le casque et la cuirasse. Les simples piques sont exclues. Un bon fusil long, une carabine ou autre arme à feu peuvent, à l'arbitre des capitaines, tenir lieu de mousquet...

4° Tous les dixains et communes doivent immédiatement se procurer du salpêtre, fabriquer de la poudre ou en acheter, organiser les feux des signaux et la correspondance par piétons...

5° Tout citoyen au-dessus de 14 ans, ou sous la bannière, doit aussi, sous peine de l'amende d'un dick², applicable à l'achat de munitions de guerre, se tenir prêt, porter son sabre en allant à l'église dimanches et fêtes, afin que, en cas de nécessité très probable, la patrie trouve prêts tous ses défenseurs.

Vu que le danger s'accroît et que nos voisins (de Berne) font journellement des revues, élèvent des fortifications, posent des gardes et ne négligent aucun préparatif de guerre, la diète n'a pu différer de mettre garnison dans ses châteaux de Saint-Maurice et Monthey et de faire occuper les passages de ces territoires. C'est pourquoi elle y a envoyé 100 hommes sous le commandement du capitaine François Courten.

¹ C'est la première fois qu'il est fait mention du drapeau cantonal, vu que jusqu'alors chaque dizain marchait sous le sien.

² Un dick valait 6 batzen, soit 87 centimes.

Les Bernois avaient armé les hauteurs qui, sur la rive droite du Rhône dominant le pont, le château et la ville de Saint-Maurice.

Quoi qu'on ait dit que les 1000 Valaisans prirent part à la bataille de Vilmergen, il y a tout lieu de croire qu'ils n'eurent pas à sortir du canton et qu'ils ne participèrent à la gloire de la victoire remportée sur Zurich et Berne par l'armée des catholiques, qu'en occupant les Bernois sur le littoral du Rhône et en les empêchant ainsi de se porter en plus grand nombre au secours des Zurichois. Aucun document ne fait mention d'une sortie; au contraire, les abscheids des diètes, qui ne sont point interrompues pour cette période, paraissent tout à fait contraires à cette assertion au moins hasardée.

La bataille de Vilmergen avait eu lieu le 23 janvier 1656. Quoique la paix signée à Baden, le 7 mars suivant, eût fait déposer les armes aux belligérants, la réconciliation n'existait pas entre eux, et la méfiance subsistait, puisque de part et d'autre on continuait à se fortifier. C'est pourquoi les hommes de la première et seconde levée valaisanne continuèrent à être exercés et les citoyens au-dessus de 14 ans devaient toujours être prêts à marcher. Chaque dizain devait avoir en réserve six quintaux de poudre et cent fichelins de seigle, pour les besoins de la troupe en cas de départ. Les communes devaient avoir l'argent nécessaire pour subvenir aux frais d'une levée et pour solder leurs soldats. Tout militaire était obligé d'être muni de six livres de poudre et des autres munitions nécessaires. L'ordonnance était la même pour le Bas-Valais (17 mai). Le 13 juin, le conseil de guerre siégeant à Sion prescrivait que 70 hommes de la première levée, avec leurs officiers, se tinssent prêts à partir à toute heure, ainsi que les 300 de la réserve; puis, à prendre les trois canons montés sur roues et déposés à Brigue, ainsi que tous ceux qui étaient à Sion, et à les conduire immédiatement à Saint-Maurice, où se rendraient aussi les 210 hommes précédemment commandés. En mai 1659, la diète prenait encore toutes les précautions possibles, « vu que la discorde subsiste toujours entre les confédérés et ne laisse guère espérer le retour de la paix et de l'ancienne concorde ». C'est effectivement ce qui arriva; les cantons protestants conclurent des alliances avec les puissances protestantes de l'Europe, et les catholiques suivirent leur exemple en en contractant avec la France. La confiance, la concorde primitive, l'union fraternelle avaient disparu à jamais.

Les démêlés entre Schwytz et Zurich donnèrent occasion à des contestations et à des récriminations entre le Valais et Berne. Chacun de ces Etats tenant pour ses coreligionnaires, ils se surveillèrent mutuellement pendant cette guerre et placèrent des sentinelles avancées aux passages des montagnes et de la plaine, qui donnaient entrée chez nous. Ils se plaignaient réciproquement de violations de territoire par les avants-postes; les Bernois, en particulier, avaient placé une sentinelle sur le milieu du pont de Saint-Maurice, prétendant en posséder la moitié, quoique le Valais en eût eu la propriété incontestable jusqu'à ce jour. Ces questions furent réglées d'un commun

accord, en 1656, après de nombreuses conférences, dont l'une eut lieu à l'abbaye de Saint-Maurice.

Une autre question avait surgi. Berne saisissait les *biens* de ses sujets qui allaient s'établir dans un autre canton pour embrasser le catholicisme, ou pour n'être pas forcés de renier la foi de leurs pères. Le Valais usa de représailles ; il déclara confisqués tous les biens de ses ressortissants qui, apostasiant, prenaient domicile sur les terres de l'ours. Berne criait sans cesse à l'injustice ; mais le Valais lui répondait invariablement qu'il ne faisait que suivre son exemple. Ce qui animait surtout Leurs Excellences bernoises, c'est que Pierre et Jean, fils du fameux Magéran, s'étant fixés à Berne, où ils avaient ouvertement apostasié, la diète leur avait appliqué la loi générale en retenant tout ce qui leur restait encore dans le pays de leur immense fortune. Que fit Berne pour sauver tout entières ces richesses de ses chers amis et combourgeois ? Il fut contraint de défaire, par rapport au Valais, tout ce qu'il avait fait contre les catholiques. Par la convention des 28 août et 7 septembre 1666, il fut établi que la confiscation pour cause religieuse n'aurait plus lieu, et qu'en affaire judiciaire l'acteur ne pourrait citer l'accusé que devant le tribunal de celui-ci. Voici les principaux passages de cet accord :

Nous évêque, bailli et diète de la république du Vallais, d'une part, et nous, avoyer et conseil de la ville et république de Berne, de l'autre... ayant mûrement réfléchi qu'il arrive fréquemment, par suite de mariages ou autres raisons, que nos bourgeois, patriotes et sujets vont s'établir dans le pays ou sous la juridiction de l'un ou l'autre des deux Etats ; qu'à l'occasion de leur changement de religion, il résulte entre nous des différends pour le transfert de leurs biens et qu'il en peut encore surgir pour nos successeurs... nous déclarons expressément par le présent traité, savoir :

S'il arrive qu'un ressortissant de l'un des deux Etats, de l'un ou l'autre sexe, pour cause de mariage ou autres raisons graves, se détermine librement à aller se fixer en villes, pays et domaines de l'autre Etat et que celui-ci l'admette ; alors, quand même ces personnes changeraient de religion, ce changement de domicile et de croyance ne préjudiciera point à leur honneur, à leurs avoirs et à leurs biens et justes prétentions. Sous aucun prétexte, il ne leur sera défendu, au contraire, il leur sera accordé de jouir de leurs biens présents et des héritages futurs, de les échanger, de les vendre et d'en emporter les sommes réalisées. Nous réservons, toutefois, notre accord antérieur de prélèvement du cinq pour cent qui restera en pleine vigueur.

Comme en vertu de nos anciennes alliances, nul ne doit, ni ne peut, pour motif de dettes, séquestrer, arrêter et attaquer dans leur corps et leurs biens nos bourgeois, patriotes et sujets réciproques ; mais est obligé de rechercher et poursuivre l'accusé devant son juge naturel, nous renouvelons en tout point cet article.

Nous réservons aussi expressément tous droits souverains et seigneuriaux, les impôts équitables et les charges générales sur les biens ; comme aussi tous les titres par lesquels un bien spécifié avec ses limites est en particulier hypothéqué¹.

Jean Magéran était décédé : c'était pour ses héritiers que Berne avait pris fait et cause, car cette famille y jouissait d'une grande considération, puisqu'un des fils de Pierre fut bailli de Lausanne. Les Bernois, avant d'arriver à la convention précitée, avaient menacé le gouvernement valaisan de faire de cette

¹ Archives du Valais : pièce originale.

question Magéran une affaire d'Etat et avaient cherché à user sur lui de toute la pression possible, jusqu'à vouloir même faire partie du jury qui devait juger de la chose¹.

Pendant ces négociations avec Berne, on s'occupait de démembrer les communes de Nendaz et Hérémenche de la juridiction du gouverneur de Saint-Maurice pour certains droits qu'il y exerçait, et de les transférer au major de Nendaz. On décida que ces deux communes ayant chacune sa juridiction distincte, ne formeraient qu'un ressort dorénavant, cependant sans dépendance réciproque; et qu'Hérémenche conserverait *ses usages et franchises*. Ces communes obtinrent alors d'être libérées des *reconnaissances*, cens et autres prestations féodales, moyennant le paiement annuel de cent écus bons que chacune ferait aux sept dizains, et la somme de 1400 écus à solder une seule fois, outre trois muids de seigle entre les deux. Le major eut plus d'importance dès lors (nov. 1666). Il eut les attributions qu'avaient précédemment le gouverneur de Saint-Maurice. Afin de pouvoir « d'autant plus efficacement remplir ses fonctions, il dut faire dresser sans retard dans les deux communes un échafaud » et une potence portant en banderole les armoiries des sept dixains. » Fiers d'avoir un major, qui avait maintenant le droit de leur trancher la tête ou de les pendre, ces bons montagnards envoyèrent une députation qui se présenta le lundi, 20 novembre 1666, devant le bailli, pour le remercier de l'honneur qu'on leur avait fait, « promettre de rendre honneur, respect et obéissance à leur major et de doubler les usances².

Quelques années après, la châtellenie de Conthey fut détachée de Saint-Maurice.

Au lieu d'aggraver leur position et leurs charges, comme Hérémenche et Nendaz venaient de le faire pour un sot honneur, les communes et gouvernements de Saint-Maurice et Monthey cherchèrent et obtinrent un allègement à de grands frais qu'elles étaient obligées de faire chaque deux ans. Quand les gouverneurs venaient prendre possession de leur poste, ils étaient accompagnés non seulement de tous leurs gens, mais encore de dix à vingt grands personnages à cheval, comme suite d'honneur; il y avait ici le dîner, là les vins de bonne venue, le coup de l'étrier au départ, et une foule d'autres frais de représentation onéreux pour le nouveau gouverneur, mais spécialement pour ses administrés. Sur les fréquentes demandes qu'on lui adressait, depuis des années, l'Etat se décida enfin à retrancher toutes dépenses superflues, en statuant que le nouveau fonctionnaire n'aurait plus à exiger les frais de cavalcade et autres, en se présentant dans chaque commune pour y recevoir l'obéissance; mais qu'il arriverait au chef-lieu de sa juridiction accompagné seulement du personnel de sa maison, et qu'il y recevrait, le même jour, le serment de ses administrés représentés par des délégués. Les frais de cavalcade dus par quel-

¹ Absch. de mai 1666.

² Absch. de décembre 1666. Archives de l'Etat.

ques communes, ainsi que les deux banquets offert au gouverneur de Saint-Maurice, l'un par l'abbaye, l'autre par le châtelain de la ville, furent remplacés par une contribution pécuniaire, moins onéreuse, au profit des sept dizains. Une commune cependant (Valdillier) n'avait pas été libérée de la réception du gouverneur, sans qu'on en connaisse la raison¹.

Pendant que l'autorité civile s'occupait des intérêts temporels de ses administrés, le vigilant et infatigable pontife de Sion travaillait aux intérêts spirituels de ses ouailles. Après avoir subi plus d'une épreuve, le couvent des pères capucins, fondé à Saint-Maurice par les libéralités du dévoué capitaine Antoine de Quartéry, avait pu faire commencer son église en 1640, et l'évêque Adrien IV en fit la consécration le 30 novembre 1656. A Sion, on avait, le 20 juin 1631, béni la première pierre du couvent des révérends pères, dont l'église ne fut consacrée qu'en 1643. On sait qu'alors les maisons de cet ordre relevaient de la province de Savoie. Ces bons religieux s'acquittaient avec un grand dévouement de leurs saintes fonctions et édifiaient les fidèles par leur vie exemplaire et fort mortifiée. Les supérieurs de la province avaient jugé à propos de choisir parmi leurs pères un certain nombre de sujets, et les avaient spécialement formés et voués à la vie de missionnaires, pour attaquer vivement et extirper enfin l'hérésie. Adrien IV, bien informé du prodigieux succès que ces missionnaires avaient opéré en Savoie, dans le val d'Aoste, et en particulier dans quelques paroisses du Bas-Valais, obtint du provincial qu'ils vinssent aussi donner les exercices spirituels dans le Haut, qui en avait un grand besoin. Dès qu'ils eurent connaissance de ce dessein, certains messieurs influents, imbus des vieux préjugés semés par la Réforme, et probablement encore protestants secrets, agirent vivement pour entraver ce projet en voie de réalisation. N'ayant pas la faiblesse d'Hildebrand de Riedmatten, l'un de ses prédécesseurs et ancêtres, l'énergique prélat passa outre, et le 18 octobre 1648, les dévoués missionnaires entraient de nouveau dans le diocèse pour y opérer bientôt de nombreuses et éclatantes conversions et renouveler l'esprit des paroisses. Les hauts personnages qui, pendant près de trois ans, avaient vivement travaillé à les faire expulser, furent eux-mêmes vaincus par la sainteté et le zèle tout apostolique de ces saints et savants religieux, dont ils devinrent les amis et les protecteurs empressés. Les premiers prédicateurs qui vinrent alors furent les pères Honoré, de Chambéry; Désiré Plaschy, de Loèche; Maxime, Alexandre, Théodule, Albert, etc. « Ornés de toutes les vertus et d'une éminente instruc-

¹ Comme la vanité humaine n'est jamais satisfaite, les gouverneurs trouvèrent encore moyen de rendre leur arrivée onéreuse. Il fallut que la diète y mit ordre en décidant (1738) que, pour son entrée au chef-lieu de sa juridiction, le gouverneur ne serait accompagné que de deux messieurs représentant l'Etat et que sa femme n'aurait qu'une compagnie de deux dames. En retour, les sujets ainsi allégés avaient à faire un présent. Conthey devait donner trois doubles au gouverneur de St-Maurice, et la bannière d'Entremont, quatre. Comme Monthey avait été libéré de la cavalcade, son gouverneur fut déchargé du repas qu'il donnait le jour de la St-Marcel, fête de la chapelle du château. Si les gouverneurs dépassaient ces ordres, leurs sujets seraient, par le fait même, exemptés du don en argent.

« tion, dit l'évêque de Sion¹, ils ont extirpé le vice, rendu la paix aux sciences et opéré un bien immense dans mon diocèse. »

Il n'est pas étonnant qu'on eût songé à établir une troisième maison de cet ordre, afin de multiplier le bien spirituel. Le 3 mai 1659, on bénissait la première pierre du couvent des capucins à Brigue. Aussi généreux que riche, le baron Gaspard Stockalper avait fait les frais d'érection de ce monastère, ainsi qu'il en avait manifesté le dessein en écrivant aux autorités de Brigue, le 18 novembre 1656. Ces frais s'élevèrent à 32.000 francs de la monnaie actuelle². Comme le couvent de Brigue dépendait aussi de la province savoisiennne, il ne put être fourni de sujets allemands; c'est ce qui le fit tomber assez promptement pour cause d'inutilité.

Il y avait huit ans que les jésuites étaient rentrés, quand enfin, pour assurer leur établissement, on songea à les doter. En 1659, la question en avait été soulevée en diète de décembre, ainsi que celle du lieu où ils se fixeraient et établiraient un collège. L'évêque proposa (2 juin 1660) de traiter définitivement de la subvention à leur accorder. Brigue et Loèche, à qui on les avait proposés, se disputaient, non pas l'honneur de les posséder, mais à qui éviterait de les recevoir. Ils reculaient devant la crainte d'être trop onérés par les fortes dépenses qu'aurait à supporter celui qui les accepterait, car le dizain choisi devait fournir le terrain pour les constructions, les matériaux, un verger et la pension de deux religieux sur un personnel de douze. Les autres dizains s'engageaient à payer 1000 écus dans le terme de quelques années. Sion protesta et refusa tout subside. L'évêque s'engagea pour 2000 écus et le chapitre pour 1500. Au lieu du festin que les gouverneurs donnaient aux députés, à la session de Noël, les gouverneurs durent fournir annuellement 14 pistoles, et l'abbé de Saint-Maurice autant, au lieu du banquet qu'il était tenu d'offrir à la diète à la session de mai³, outre six pistoles pour achat de prix aux élèves. Cette dernière somme était due en compensation des frais élevés qu'il était obligé de faire à l'installation du gouverneur. Brigue accepta enfin le nouvel établissement et offrit 1500 écus, outre les charges qui lui incombait. Le motif de sa détermination fut la munificence de son combourgeois, le riche Gaspard Stockalper, qui avait entraîné tout le monde en versant pour sa part 3000 doubles, autant de pistoles et donné le terrain pour les constructions avec jardin, verger et enclos estimés à 2000 doubles: ce qui faisait pour sa part 116,000 francs de monnaie moderne.

La générosité du seigneur Stockalper ne connaissait aucune borne. Le 9 juin 1663, les Ursulines de Fribourg furent autorisées à fonder une maison à Brigue. Leur protecteur et bienfaiteur fut encore Stockalper qui, depuis environ

¹ Archives de Valère : Manuscrit d'Adrien IV, 47-162.

² Aktensammlung, par Gasp. Stokalper, p. 52.

³ L'Abbaye s'en racheta, en 1683, pour une somme de 110 pistoles. Abscheids.

deux ans, les avait introduites en Valais et les entretenait à ses frais. La vie édifiante de ces saintes servantes de Dieu leur avait concilié l'affection et l'admiration générale. Aussi deux des filles du puissant chevalier obtinrent de lui leur entrée en religion. Cécile et Madeleine apportèrent pour dot 4000 louis, que leur père consacra à la bâtisse du couvent¹.

Si la générosité du grand Stockalper était à l'égal de son immense fortune, celle de l'évêque Adrien IV était aussi proportionnée à son zèle. Il est peu d'églises de son diocèse et d'instituts de bienfaisance qui n'aient participé à ses largesses, dont les principales s'élevèrent à la somme de trente-six mille francs.

Depuis le coup de main tenté par Louèche contre Sion, équipée qu'avaient fait avorter la fermeté énergique de l'évêque et la promptitude des Bas-Valaisans à se rendre à son appel, le plus grand calme régnait dans le pays. La France en profitait pour faire de fréquentes demandes d'enrôlement; elle mettait un grand prix à compter sous ses drapeaux, presque toujours déployés, le plus grand nombre possible des descendants des vainqueurs de Rocroy et des héros de la fameuse retraite de Meaux. Sans doute l'or de la France arrivait pour être distribué aux sept dizains et à un certain nombre de familles principales; mais que de sang généreux n'avaient pas répandu pour lui les belliqueux montagnards! Il est peu de champs de bataille qui ne les ait vus vaincre ou mourir plutôt que de se rendre! Cependant parfois l'état refusait d'autoriser ces enrôlements: il avait alors à se plaindre tantôt du manque d'observation de certains articles des capitulations, tantôt de passe-droits en faveur d'officiers français au préjudice des droits acquis ou stipulés des officiers valaisans. Il arrivait aussi que la troupe n'avait pas touché la solde promise et, en conséquence, avait dû supporter de cruelles privations et de longues souffrances. Ces difficultés finissaient cependant par s'aplanir, dès que les besoins de leur cause pressaient les rois d'obtenir l'appui de ces bras valeureux.

La puissante Venise, cette superbe reine de l'Adriatique, n'ignorait point la renommée des compatriotes du cardinal Schiner; elle songea à en obtenir le concours. Venise était un des boulevards de la chrétienté contre les Turcs envahisseurs, qu'elle avait sans cesse combattus; elle avait fréquemment remporté de brillantes victoires sur leurs flottes innombrables et détruit leurs vaisseaux. Depuis près de dix-huit ans, elle avait rouvert les hostilités contre ces ennemis acharnés de la croix. En mai 1669, elle envoie un colonel pour exposer à la petite république valaisanne son désir de pouvoir lever parmi ses enfants quelques compagnies. Le Turc, ne pouvant lutter avec elle sur mer, songeait à attaquer ses possessions continentales et à l'affaiblir en diminuant ainsi ses ressources. Elle résolut de se fortifier à l'orient de l'Adriatique et principalement en Dalmatie, par où elle était voisine de l'empire du Croissant. Quoique nulle relation particulière n'existât entre le Valais et la Sérénissime

¹ Aktensammlung, par Gasp. Stockalper, p. 14 et 51.

² Arch. de Valère, 47-162 bis.

république des doges, le premier n'hésita pas un instant à accéder à la demande de la seconde, et les motifs qui l'y déterminèrent font honneur à sa foi autant qu'à son bon sens politique.

Considérant, dit la haute assemblée, que toute la chrétienté est intéressée à cette défense et qu'il est même de son devoir d'y contribuer; que nous ne pouvons y coopérer plus efficacement qu'en fournissant de bons soldats, moyennant une capitulation convenable et à la condition que nos hommes ne serviront que sur terre ferme et non sur eau, nous accordons au dit colonel la levée et la capitulation qu'il nous propose et qui doit être conforme à celle qu'il a faite avec Fribourg¹.

La capitulation avec Venise fut suivie, à deux mois et demi de distance, de l'élection de l'abbé de Saint-Maurice. Ici encore il n'y eut non plus la moindre difficulté; mais nous ne touchons à ce sujet qu'en passant, pour mieux mettre en relief l'imprudence qu'avait commise l'abbaye, lorsque, dans la seconde moitié du siècle passé, croyant plus sûrement se relever, elle s'était placée sous la régie de l'Etat. Faute très grave que ces religieux et leurs successeurs eurent à déplorer et qui faillit entraîner la ruine de cette antique et vénérable maison.

L'abbé de Quartéry étant décédé (1669), les religieux procédèrent, selon les règles canoniques, au choix de leur nouveau chef et à l'unanimité nommèrent leur prieur, Jean-Tobie Franc, aux fonctions d'abbé. Mais, lorsqu'ils s'étaient mis sous la protection de l'Etat, celui-ci leur avait imposé des conditions qu'ils durent promettre d'observer, quoiqu'elles blessassent les immunités et la liberté ecclésiastiques. Au lieu d'élire directement leur abbé, ils devaient seulement présenter plusieurs candidats à l'Etat, qui choisirait celui qui lui plairait. Apprenant la nomination à laquelle les chanoines venaient de procéder, le bailli, qui avait encore d'autres motifs de le faire, convoqua la diète et y appela le nouvel élu, qui fut accompagné de deux de ses confrères et du lieutenant-gouverneur de Saint-Maurice. L'assemblée leur rappela ce qui avait été observé et statué en pareille occurrence, notamment en 1618, 1640 et 1657. Toutefois, pour diverses raisons, elle déclara vouloir bien accepter et ratifier l'élection faite capitulairement, mais pour cette fois seulement et sans conséquence pour l'avenir, espérant que cette concession bienveillante tournerait à l'avantage de la maison. Elle prononça que le prieur Franc était élu et institué abbé

...sous les conditions suivantes qui doivent servir non seulement d'articles et réserves, mais de conseils et d'instructions salutaires, prétendait-elle, pour lui et l'abbaye entière:

1° Le révérendissime abbé doit promettre sous son serment personnel et par un écrit de sa main muni de son sceau, de ne songer jamais à admettre dans sa maison aucun ordre étranger, particulièrement celui de Sainte-Geneviève, sous peine de disgrâce du haut Etat, de peine à prononcer arbitrairement et de privation de tous émoluments.

2° De faire observer par ses religieux les décrets portés par l'évêque diocésain lors de la visite qu'il a faite il y a environ un an.

¹ Absch. Arch. de Sion.

3^o De travailler de tout son pouvoir à récupérer les maisons qui étaient filiales, comme Senlis, Semur et Abondance, mais particulièrement la première si ces membres s'étaient séparés de son abbaye.

4^o D'admettre dans l'ordre des nationaux pieux, *autant que possible originaires du Haut-Vallais*; de les traiter amicalement et paternellement, comme des compatriotes; de s'abstenir de l'admission des étrangers qui, on le sait par expérience, n'ont procuré à l'abbaye ni avantage, ni honneur.

5^o De rendre compte, de temps à autres, des revenus et dépenses devant des commissaires que désignera la haute autorité, ce qui sera spécialement à l'avantage du couvent¹.

L'abbé Franc prêta serment devant la diète, d'observer de son mieux tous ces articles. Puis, après les félicitations d'usage, on chargea deux membres de l'assemblée de l'accompagner et, au nom de l'Etat, de le mettre en possession à Saint-Maurice et autres lieux usités. Ces deux messieurs devaient aussi l'accompagner à Fribourg et à Berne pour le présenter aux alliés et confédérés de ces villes, à cause des juridictions que le couvent possédait sur leurs terres, et pour l'aider à en recevoir l'investiture selon l'ancien usage.

Le premier de ces cinq articles imposés à l'abbé Franc avait pour motif un bruit sourd, que les chanoines de Saint-Maurice étaient en pourparlers secrets pour admettre dans leur sein des moines d'une maison de France, vulgairement appelés *Lorrains*, que la haute autorité avait fait sortir de Sion et même du pays vers 1660², leur reprochant à tort ou à raison d'avoir voulu supplanter les jésuites dans l'enseignement à Sion. L'acte d'incorporation eut réellement lieu le 27 août 1672. Les chanoines espéraient par ce moyen relever leur maison qui traversait une passe pénible; mais l'Etat s'étant convaincu de la chose, força l'abbé de Saint-Maurice et ses religieux de renoncer à ce qu'ils venaient de faire. Cette renonciation solennelle fut signée le 10 décembre 1675 et présentée au gouvernement, qui renouvela son ancien décret d'expulsion des moines de Saint-Sauveur ainsi que de tous autres religieux non autorisés, et ordonna qu'à l'avenir nul ne les hébergeât, sous peine de disgrâce du haut pouvoir et de peine arbitraire.

¹ Abscheids des archiv. bourg. de Sion.

² Absch. de décembre 1675.

— *Notice relative à la famille du Fay* (page 296). — Cette famille n'est autre que la famille de Lavallaz, qui ne fait actuellement usage du nom du Fay — porté séparément par une branche jusqu'en 1882 — que dans ses actes d'état civil. Voici à ce sujet, ci-dessous, un acte de la diète, du 13 décembre 1578, qui ne manque pas d'intérêt à l'endroit des prérogatives seigneuriales de la République des sept dixains.

Chanoine Grenat Pierre-Antoine.

NOUS HILDEBRAND DE RIEDMATTEN, par la grâce de Dieu Evêque de Sion, Prince du St-Empire romain, Préfet et Comte; Antoine Mayenchet, bailli, et les députés soussignés de tous les sept dixains du pays du Vallais, savoir : Petermand de Platéa, banneret; Barthélémy Teyler, châtelain; Philippe de Torrenté, capitaine; Barthélemy Metzelten, seigneur de Maxilly; Egidius Jossen, ex-banneret, bourgmestre de la ville de Sion; Jean de Vex, porte-enseigne de Savièze; François de Platéa, banneret de Sierre; Etienne Curtot, ci-devant porte-enseigne; Thomas Sapiens, porte-enseigne d'Anniviers; Antoine Jos. Vico, major; Zen Gaffinen, aliàs de Cabanis, capitaine; Jean Brunner, ci-devant major du dixain de Loèche; Théodule Kalbermatter, banneret; Etienne Gerold, ci-devant major de Rarogne; Jean Perren, major; Thomas

Venet, ci-devant gouverneur de Monthey et ex-major de Moerell; Jean In-Albon, ex-bailli; Georges Wildiner, châtelain; Jodoc Kalbermatter, banneret; Jean Lengen, ci-devant major de St-Nicolas pour le dixain de Viège; Nicolas Owlig, châtelain; Pierre Stralens, capitaine du dixain de Brigue; Melchior Schmidt, major; Martin Jost, notaire, lieutenant; Jean Gortschen, ci-devant major du dixain de Conches;

Tous assemblés à Sion au *Château de la Majorie* en nos comices générales, pour y délibérer des affaires de notre République,

Rendons notoire à tous et à chacun qui liront ou entendront les présentes lettres, que noble et considéré *Pierre*, fils de feu noble et égrège *Guillaume Fay*, de son vivant bourgeois et banneret de Monthey et coseigneur de Tollon, tant en son nom qu'en celui de *Jean* son frère germain, s'est présenté aujourd'hui devant nous et a exhibé plusieurs et divers titres écrits soit sur papier, soit sur parchemin, stipulés et expédiés déjà autrefois en faveur de noble *Pierre Fay*, aïeul paternel des dits frères, à l'époque où les illustrissimes et sérénissimes ducs de Savoie possédaient encore le mandement de Monthey. A teneur de ces documents leur susdit aïeul était considéré par la voix publique et la renommée comme noble et ayant reçu le titre de noblesse. En outre, ils ont produits d'autres actes de la même teneur en faveur et au nom du prénommé *Guillaume Fay*, seigneur de la *Valla* et coseigneur de Tollon, leur père, après l'occupation par nous dudit gouvernement de Monthey, et spécialement entre autres, ceux d'achats de divers de nos arrières-fiefs nobles, avec nos autorisation et consentement ainsi que de nos prédécesseurs, sans avoir eu à payer les droits que selon l'usage et le droit nous exigeons des personnes rurales. Il a en outre exhibé les reconnaissances et rôles de nos nobles arrières-fiefs que le père, l'aïeul, ainsi que les frères de l'exposant possèdent dans le gouvernement de Monthey et celui d'Evian, actes qui ont été dressés par nos commissaires lors des renovations de reconnaissances, et présentés aux diverses époques aux Diètes générales des sept dixains et reconnus par elles. Enfin, ont été produites les lettres confirmatoires du titre de noblesse et de ce qui en découle de droit, obtenus de nous par *Guillaume Fay*, père des frères prénommés, l'an 1547. Et bien que, pour les causes énoncées et les droits produits, personne jusqu'à ce jour n'ait contredit à ce titre et à ce rang,..... néanmoins... *Pierre Fay*, au nom qu'il agit, a demandé que, pour en perpétuer la mémoire, toutes et chacune des choses sus-énoncées fussent confirmées et ratifiées authentiquement par l'apposition de notre sceau épiscopal et de celui du bailli.

Nous donc l'Evêque, le Bailli et les susdits députés, après avoir entendu toutes et chacune des choses sus énoncées..... et considérant l'intégrité de vie et de mœurs de ces deux frères et le commun espoir qu'on fonde sur eux..... *Mus par ces motifs*, nous confirmons et ratifions pour nous et nos successeurs ces mêmes droits qu'on nous a exposés et, par conséquent, en vertu de l'autorité dont nous sommes investis, nous reconnaissons l'ancienne et indubitable dignité de noblesse dans les frères *Jean* et *Pierre Fay*, l'un et l'autre issus de parents nobles des deux côtés, et nous la reconnaissons pour leurs enfants et leur postérité comme il est d'usage dans notre diocèse en pareil cas;

Déclarant les dits solliciteurs, leurs enfants et descendants mâles à l'infini en commende et jouissance de leurs nobles fiefs et de toutes les autres choses qui appartiennent à la noblesse, de cette même liberté dont les anciens et nouveaux nobles nos sujets usent et jouissent, ont usé et joui; *Défendant* à toutes personnes de notre pays, de quelle condition qu'elles soient, de troubler et molester en quelque manière que ce soit les dits frères Fay et leurs descendants contrairement à l'esprit de cet acte, car telle est notre intention et notre volonté.

En assurance, force et témoignage de vérité de tout ce qui précède, à la requête des nobles frères *Jean* et *Pierre Fay*, nous Evêque et le Bailli avons apposé nos sceaux à ces présentes lettres.

Donné en notre diète générale le 13 décembre de l'année 1578. Pour les députés etc.....
(Sceaux et signatures)



CHAPITRE XIII

DE 1675 A 1696

Li paraît que Gaspard Stockalper, alors bailli, avait secrètement favorisé l'incorporation des religieux lorrains, comme nous verrons ses ennemis le lui reprocher quelques années après. Ce libéral seigneur toujours prompt à favoriser les maisons religieuses du pays, avait précédemment prêté à l'abbaye de Saint-Maurice une somme considérable, pour l'intérêt de laquelle il avait reçu de cette maison son droit de péage sur le pont de Vouvry¹.

L'immense fortune que Stockalper s'était acquise par son activité et son habileté dans la ferme des sels, qu'il tenait de l'Etat depuis environ quarante ans, et par les pensions qu'à divers titres il recevait des princes étrangers; ses titres de baron de Duing en Savoie, de chevalier du Saint-Empire, qu'il avait reçu le 27 mai 1653 de l'empereur Ferdinand en témoignage de son mérite, de chevalier de l'ordre de Saint-Michel, sa qualité de citoyen de Milan, de colonel en Piémont et commandant de la milice haut-valaisanne, de banneret de Brigue, d'ex-gouverneur à Saint-Maurice et enfin de chef du pays ou bailli, après avoir été fort longtemps secrétaire d'Etat, cette brillante position et tous ces honneurs, disons-nous, finirent par exciter la jalousie d'autres familles qui remplissaient d'importantes fonctions civiles. A ces causes générales de disgrâce

¹ Boccard, à la suite du chanoine de Rivaz, dit que c'est le péage du pont de St-Maurice, mais les abscheids répètent en toutes lettres que c'est celui de Vouvry. Nous préférons suivre les abscheids puisqu'ils sont documents officiels.

s'en joignirent de particulières, bien propres à stimuler la vengeance de quelques-uns de ses futurs juges. Outre ses deux filles devenues Ursulines, Gaspard en avait encore deux autres dont il refusa la main à divers hauts personnages du pays, entre autres au banneret de Viège, pour les accorder à d'honnêtes mais simples particuliers. Puis, en 1672, par sa puissante influence il fit élire évêque de Sion son neveu, Adrien V de Riedmatten, prêtre exemplaire mais d'une étroite intelligence, et dont le concurrent à la mitre avait été le grand-doyen Jean Courten, homme instruit et de mérite, que ses nombreux parents espéraient placer sur le même siège ; nouvel aliment à la vengeance d'une famille très considérée et très étendue par ses alliances. Ajoutons que Stokalper était notoirement connu comme le plus dévoué et le plus puissant protecteur de la cause catholique dans son pays. Pour le soutien de cette cause, il répandit généreusement ses trésors. Les quelques grandes familles restées calvinistes de cœur dans les quatre dizains de Sion à Viège avaient le plus grand intérêt à briser une telle colonne. Voilà ce qu'il est important de remarquer pour bien juger de ce qu'on appelle le procès du grand Stockalper. Eclipsés par l'intelligence, l'habileté, la puissance et la renommée de cet homme, ses ennemis prétextèrent qu'il aspirait et travaillait sourdement à ravir à ses concitoyens leur antique liberté et à asseoir sa souveraineté sur les ruines de leur indépendance. Malheureusement quelques-uns de ses actes pouvaient donner une apparence de vérité à l'une ou l'autre de ces perfides insinuations. Mais venons à l'exposition des faits.

Secrétaire d'Etat dès le mois de décembre 1652, Gaspard Stockalper fut, à l'unanimité, élu bailli le 7 mai 1670, en remplacement de Georges-Michel Supersaxo, que son grand âge et ses infirmités empêchaient de continuer ses fonctions. Voici comment le protocole de la diète annonce cette nomination :

Par de nombreuses considérations et spécialement par l'affection qu'elle porte au chancelier de l'Etat, espérant qu'il ne cessera de favoriser la religion et de s'appliquer, comme du passé, à maintenir les libertés et seigneuries (*herrligkeit*) chèrement acquises par la patrie, l'assemblée l'a élu unanimement pour les deux années prochaines. Après quoi l'élu, debout, a prêté, selon l'ancienne coutume, le serment entre les mains de l'évêque, sous les protestes usuelles.

Réélu en 1672, il le fut constamment, jusqu'en 1678, *par mandat des conseils* et communes des sept dizains qui, en 1676, chargèrent leurs députés de le confirmer en charge, *en le remerciant hautement de sa bonne administration*. Créé baron de Duing le 18 novembre 1673, par le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, il eut soin d'en informer la diète, en lui exposant comment il l'était devenu. Il y avait quelques années que, ne pouvant tirer du sel ni de l'Italie, ni de la France, par suite d'hostilité entre ces deux couronnes, il dut aviser à ce que le pays ne fût pas dépourvu de cette matière. Sur ces entrefaites, il découvrit heureusement à Arbonne, sur la paroisse de Doussard, en Tarentaise, une mine de sel gemme dont il obtint l'exploitation. Cependant, lors-

qu'il eut fait les constructions et préparé tout le matériel d'exploitation, la duchesse régente reprit le fermage qu'elle remit à un marquis. Ainsi frustré, il en avait appelé à la conscience du duc, dont la mère venait de mourir. Son Altesse lui offrit diverses seigneuries pour le compenser, et finalement le mit, lui et les siens, en possession perpétuelle de la seigneurie de Duing, avec omnimode juridiction, l'érigeant en baronnie¹. La diète témoigna une vive satisfaction de cette nouvelle et déclara considérer l'honneur fait à son bailli comme fait à elle-même; elle en congratula le nouveau baron et souhaita toute prospérité à lui et aux siens.

Quatre années s'écoulèrent dans un calme qui était cependant plus apparent que réel, car le feu couvait sous la cendre. La première étincelle jaillit en 1677, à la session de décembre. Le bailli annonça que son bail avec l'Etat pour la ferme du sel expirait l'année suivante, et que si l'on agréait encore ses services, il était prêt à continuer. Il offrit même de vendre le sac de sel de quatre-vingts livres, gros poids, rendu aux divers dépôts en haut de la Morge, au prix de trois ducats et demi, soit cinq écus bons; de rabattre aux citoyens un dick (75 centimes) par sac, et de payer annuellement deux cents écus à chacun des sept dizains, à condition qu'on maintînt à son égard les conditions du bail qui allait expirer. Conches, Brigue et Rarogne acceptèrent et le remercièrent pour ses services passés, se réservant que le sel d'Italie leur fût fourni au même taux. Ceux d'en haut de la Massa² se réservèrent aussi de pouvoir user de leur ancienne liberté de s'approvisionner où bon leur semblait. On convint en outre que si d'autres dizains manifestaient la même intention, ils n'avaient qu'à s'annoncer avant l'époque du nouveau bail.

Mais les quatre dizains inférieurs, Viège, Loèche, Sierre et Sion ne voulurent nullement participer à un renouvellement de bail. Loin de là, le 3 mars 1678, leurs représentants se réunirent en conférence à Sierre et y posèrent les bases d'une alliance dont le but était la chute de Stockalper. Ils établirent ces trois points :

1^o Les quatre dizains s'obligent, comme de fidèles amis, à une réciproque confraternité, afin que si l'un d'entre eux requérait l'aide des autres en occurrence quelconque, il soit aussitôt assisté, selon sa demande et son besoin, c'est-à-dire que si l'un était attaqué ou même molesté, les autres s'armeraient et marcheraient promptement à sa défense.

2^o A l'unanimité, il est arrêté que si quelqu'un a la témérité de s'opposer au présent traité d'union entre les quatre dizains, par machinations, paroles ou écrits, soulevant ainsi le peuple ou occasionnant de séditieuses rumeurs ou choses semblables, le délinquant sera puni par l'autorité de son dizain; et dans le cas où il voudrait se prévaloir de la notabilité de sa parenté pour échapper au châtimement prononcé, les quatre dizains s'obligent à se soutenir mutuellement et d'office.

3^o Comme les quatre dizains ont résolu de se procurer eux-mêmes leur sel, et qu'en conséquence ils ont contracté avec des agents, ils s'obligent réciproquement à ne pas se

¹ Archives Stockalper.

² Torrent entre Brigue et Moërell.

désister de leur résolution; mais, au contraire, à se soutenir en refusant tout sel étranger qui ne proviendrait pas de ce traité.

Les susdits députés des dizains, au nom de leurs commettants, ont prêté serment d'exécuter strictement les trois articles précédents, même au prix de leur sang.

Ce Sonderbund, qui constituait un Etat dans l'Etat, quatre dizains contre trois, mit la plus grande activité à poursuivre son œuvre. Dès le lendemain (4 mars), son comité chargeait Jost Venetz, capitaine du dizain de Viège, et Barthélemi Waldin, percepteur de la ville de Sion, d'aller porter à son Excellence le bailli, la notification écrite qu'il eût à rendre compte aux quatre dizains :

...De tous les droits souverains qui se tirent, tant dans les sept dizains qu'en bas de la Morge... et cela pour leur part afférente, sans vouloir y comprendre celle des trois autres dizains, dont ils ne veulent, ni n'entendent aucunement léser les droits et parts, mais les laisser jouir, comme bons patriotes, de ce qui leur peut appartenir.

En foi de quoi nous avons signé le présent pouvoir, à Sierre, le 4 mars 1678.

(Signé) Jean de MONTHEYS, châtelain de Sion.
DE CHANTONEY, banneret de Sierre.
C. GASNER, capitaine du dizain de Loèche.
A. IN. ALBON, banneret de Viège.

On sait, par le rapport de Jost Venetz et de Barthélemi Waldin, que le bailli donna aux délégués du comité les explications que l'on demandait et qu'il répondit aux accusations dirigées contre lui; mais il paraît que ce fut de vive voix seulement.

Ayant appris que, dans une commune du Bas-Valais, Stockalper avait fait publier la vente du sac de sel à cinq écus, les quatre dizains eurent une conférence à Sion, le 23 avril. D'un commun accord, leurs représentants y renouvelèrent le serment d'observer les articles du 3 mars précédent. Ils déclarèrent que par sa publication sur la vente du sel, en bas de la Morge, Stockalper avait empiété sur les libertés du pays. En conséquence, ils lui intimèrent l'ordre de faire révoquer cette annonce. A ce défaut, ils feraient confisquer les quatre septièmes de tout le sel déposé dans leurs dizains et le Bas-Valais. Ils arrêterent qu'en prochaine diète de mai, où le bailli devait constitutionnellement résigner sa charge, les députés seraient munis du mandat impératif de leurs communes de ne point réélire le même personnage, mais de procéder à une autre élection, selon les décrets non exécutés portés sous les deux baillis précédents. Puis, le 27, ils firent procéder à une enquête contre le débitant de sel à Conthey. Celui-ci avoua avoir réellement tenu la publication relative au rabais du prix du sel, mais faite à l'insu du fermier général. A son tour, Stockalper affirma que l'acte de son employé de Conthey lui était inconnu. Il ajouta cependant qu'après que Loèche et Sierre eurent vendu leur sel à un prix inférieur au sien, ses commis n'avaient plus pu vendre le sien et avaient résigné leur commission, ce qui l'avait forcé lui-même à vendre le sien au prix des deux dizains.

Sur ces entrefaites serait survenue une défection momentanée de Conches et Rarogne, qui s'unirent à Viège pour accuser Stockalper d'avoir détourné à son profit quelques centaines de sacs de sel d'Italie qui leur appartenaient. Il est vrai que le mémoire d'accusation est conçu en termes si violents et si grossiers, qu'on peut raisonnablement croire apocryphe cette pièce qui, d'ailleurs, est sans date, ni signature; supposition d'autant plus légitime que, peu de jours après, ces deux dizains se joignirent à Brigue pour demander à l'Etat qu'on anéantisse toute cette procédure.

Quoi qu'il en soit de cette mystérieuse affaire, dont on a perdu ou détruit beaucoup de pièces importantes, particulièrement celles qui concernent les raisons justificatives de l'accusé, les délégués des quatre dizains qui, depuis le 12 mai, siégèrent tous les jours, firent rédiger (15 mai) par leur secrétaire Kalbermatten, un acte d'accusation contenant seize griefs. Dans le préambule, qui est d'une rédaction très embarrassée, les délégués déclarent d'abord que :

...Leur serment les oblige à veiller aux intérêts de la patrie; qu'il n'y a rien de plus contraire à un Etat démocratique que l'autorité et la puissance extraordinaire d'un particulier. On le voit dans la personne de Gaspard Stockalper de la Tour, qui, depuis 30 ans, a augmenté ses richesses par des voies étranges et illicites. Chacun doit être persuadé que la liberté est menacée, puisque ce seigneur possède tout ce qui convient à un souverain et qu'il ne lui en manque que le titre.

Voci maintenant les seize griefs contre Stockalper :

1° L'ample et certaine lumière que nous avons acquise, disent les délégués, qu'il a malversé dans la gabelle; puisque, contre le traité fait avec lui, il y a trente années, il est certain qu'il a fait diminuer le sac du sel.

2° Il conste qu'il a vendu le sac de sel en plusieurs communes en dessous de la Morge, pour cinq ducats, contre le traité passé.

3° Il ne peut nier qu'il n'ait attenté à l'autorité souveraine des dizains en permettant que son commis publiât le rabais du prix du sac, à Conthey et autres endroits, au préjudice des quatre dizains, lesquels, pour la part qui les concerne, se sont chargés de la gabelle pour leurs sujets, — nulle survente n'étant permise en aucun Etat, à l'expiration des termes, au préjudice des fermiers suivants.

4° Il a fait un traité avec la chambre de Milan, pour lui et les siens, afin d'avoir le sel milanais au préjudice de la faculté que les dizains doivent avoir de le prendre où bon leur semble à l'expiration des dix ans.

5° Il y a dix ans, il a inséré dans son bail, par adresse et sans le consentement des communes, qu'on lui remettait la ferme pour lui et les siens : ce qui est une atteinte directe à la liberté.

6° Il ne peut nier qu'il ait intrigué en particulier et en général, pour se faire continuer la gabelle; même d'avoir corrompu plusieurs personnes à cette fin, et d'avoir cherché à susciter des obstacles, il y a dix ans, aux Sédunois, et maintenant aux quatre dizains, afin qu'ils ne puissent avoir aucun autre sel.

7° L'on est présentement informé qu'il a refusé la proposition que l'ambassadeur de France avait faite à Soleure, de payer en sel toutes les pensions de l'alliance, ce qui aurait pu faire un fonds de sel à l'Etat.

8° Rien de plus vrai que, lorsque le roi a demandé quelques levées en ce pays, Stockalper n'a point donné de commissions avant qu'on ne lui eût donné des régalés. Et même, à la

levée de certaines compagnies en l'année 1668, il a reçu l'argent de cette levée; et, la paix étant survenue, il a obligé une partie des capitaines à lui rendre cet argent, sans égard à la dépense qu'ils avaient été obligés de faire.

9° Chacun sait qu'une partie des ordonnances et abscheids ont été transgressés de sa seule autorité, comme il conste par des enrôlements qu'il a permis en secret, pour exiger des capitaines des sommes considérables; qu'il a autorisé les marchands savoyards d'exercer dans le pays leur commerce défendu par les arrêtés, moyennant une permission donnée de son chef, d'où il a retiré un tribut notable à la surcharge des patriotes; qu'il a secrètement permis, de laisser vendre les grains aux Milanais, contre l'abscheid en vigueur, qu'il a donné des permis de chasse à ceux d'en bas de la Morge, dans le temps prohibé par les statuts et les diètes.

10° Tous les députés qui se sont rendus à la diète savent que, depuis quelques années, il a fait des bâtiments et des maisons-fortes dans les écluses (gorges) et frontières du Milanais et établi de grands magasins de munitions de guerre et de provisions de bouche, comme aussi d'une grande quantité d'armes (fusils) et canons, ce qui n'est ni permis, ni licite à un particulier, dans quelque Etat que ce soit, sans crime de lèse-majesté.

11° La malversation faite dans la distribution des pensions; ayant retenu au dizain de Sion plus de mille livres par fois, sous prétexte de les distribuer aux autres dizains; quant, au contraire, il a reçu cent livres de chacun d'eux pour ses peines.

12° Tous sont bien persuadés que les traites foraines sont des droits souverains, soit droits de douane; il les a retirées sans en rendre compte à l'Etat; comme aussi les péages qu'il a tirés sur les soutes de St-Maurice et de St-Brancher, pour le riz.

13° L'on ne doit pas douter que tous les désordres arrivés à St-Maurice¹ ont été causés par sa seule malice, quoiqu'il ait nié d'avoir jamais approuvé ni même su l'union des révérends Pères de Lorraine, bien qu'il ait lui-même prononcé la sentence (de leur expulsion) en pleine session et dit « que s'il avait eu connaissance de cela il méritait qu'on lui tranchât la tête. » Or, il conste par des témoins dignes de foi que, en cela, l'Abbé n'a rien entrepris sans qu'il le sût et l'eût permis. Il a donc porté sa propre sentence.

14° Il a dit que son parent exécuté à Loèche² a été un martyr³. Ce qui est contre l'honneur de l'Etat; comme si nos pères avaient été des tyrans, tandis qu'il conste par le procès qu'il avait trahi le pays.

15° Il a élevé les péages sur la montagne du Simplon, de son propre chef.

16° Pour son rétablissement et sa confirmation dans la charge baillivale, il a tenté de tous les moyens, faisant donner à des particuliers du dizain de Sierre des quarts, des tiers et des moitiés de sacs de sel, comme aussi fait offrir des sommes notables à des personnes constituées dans les charges les plus considérées des dizains⁴.

Les griefs allégués étaient suffisants sans doute pour lancer un mandat d'arrêt et commencer un procès juridique dans lequel l'accusé serait entendu; mais ils n'étaient pas encore une pièce de conviction.

Le 17 mai, le comité constitué en tribunal lança un mandat d'arrêt contre Stockalper, comme inculpé du crime de lèse-majesté par l'enquête faite⁵.

Il ne faut pas perdre de vue que les accusateurs et les juges ne sont pas les représentants du pays à la diète, mais uniquement ceux des quatre dizains, que ces mêmes représentants avaient excités contre Stockalper; et qu'au milieu

¹ On veut parler de l'incorporation des Lorrains contre la défense du gouvernement.

² Antoine Stockalper exécuté en 1627.

³ Le motif religieux n'était pas tout à fait étranger à sa condamnation.

⁴ Archives de Sion.

⁵ Il n'est pas dit convaincu du crime de lèse-majesté. *Viso auditoque inquisitionis tenore, in quibus ipse Casparus Stockalper de crimine læsæ majestatis aliisque damnabilibus quam plurimis indiis et actibus dieti criminis diffamatus inculpatus compertus fuit.*

d'eux siégeaient des ennemis personnels de l'accusé. Dès lors, quelle garantie pouvait offrir un tel tribunal, et qu'aurait-on pu penser de la sentence qu'il porterait?

Le 18, ce singulier tribunal fait savoir qu'en vertu du mandat de la veille, tout individu qui parviendrait à s'emparer du bailli était tenu de l'amener prisonnier, afin qu'on pût lui faire son procès selon le droit impérial, et que, *s'il y avait résistance de sa part, on pouvait le tuer pour l'amener mort*¹. Etrange justice que celle qui permet de tuer l'accusé avant de lui avoir fait son procès! Mais l'iniquité se démasque par ses propres mensonges². Probablement, tenait-on plus à diffamer le grand Gaspard et à diminuer sa fortune qu'à lui enlever la vie, car ses ennemis n'ignoraient pas la démarche qui se préparait. Effectivement, le 21, les députés des trois dizains supérieurs, accompagnés des représentants de la noble famille de Riedmatten, parente du baron, se présentèrent devant la diète qui fut convoquée régulièrement au château de la Majorie, par Stockalper même, comme chef de l'Etat. Tous se présentaient non seulement en leur nom, mais en celui du bailli, qui déposait en même temps sa charge. Ils demandaient que, pour la pacification des esprits, il ne fut plus question de griefs, et que toute procédure fût éteinte; promettant d'accepter spontanément ce que les quatre dizains occidentaux décideraient. Ceux-ci y consentirent aux conditions suivantes, que tout le monde approuva et que Stockalper lui-même signa le 24 mai.

1° Toutes les munitions de guerre et armes quelconques de Stockalper (sauf celles qu'il convient de laisser dans une maison si considérable que la sienne) seront distribuées aux dizains. La nation pourra aussi, selon qu'elle le jugera à propos, après vision locale, faire démolir les petites maisons-fortes qu'il a construites dans les gorges du Simplon.

2° Il paiera en numéraire, à chaque dixain, 1500 pistoles d'Espagne, outre deux mille pistoles aux quatre dizains pour les frais qu'il leur a occasionnés. Le solde de ces sommes sera effectué à Sion avant la clôture de la diète.

3° Il cédera immédiatement aux sept dizains toute la provision de sel qu'il possède dans les divers dépôts du pays, ainsi que les soutes à sel.

4° Dorénavant, le fer provenant de l'exploitation de ses mines ne pourra être vendu à Brigue qu'au prix de trois gros.

5° Il renverra à la chancellerie de l'Etat toutes les pièces officielles qui sont entre ses mains.

6° Il cédera à l'Etat le péage de Vouvry qu'il a reçu de l'abbaye de St-Maurice³.

Moyennant ces articles, tout ce que les sept dizains pourraient avoir à produire contre lui est aplani, effacé, et lui et les siens sont pris sous leur protection et maintenus en leurs droits et biens, avec réserve cependant de toutes les prétentions et droits des particuliers dont la réclamation serait reconnue juste⁴.

¹ Casu vero resistentie mortuum nobis remittere.

² P. salm. 26. 12. Mentita est iniquitas sibi.

³ Le protocole de la session du 20 au 25 mai, dans un passage où sont sommairement énumérées les cessions arrachées à Stockalper, dit formellement que celui-ci s'est dévesti en faveur du gouvernement « du péage de Vouvry, qu'il tenait de l'abbaye, selon son acte d'achat, passé avec Monsieur l'Abbé et son Chapitre. » Ce couvent n'aurait donc pas cédé le péage en hypothèque, mais l'aurait vendu. S'il en est ainsi l'Etat ne commettait aucune injustice envers cette maison religieuse en exigeant la cession de ce péage et en le gardant définitivement.

⁴ Absch. de mai.

Comme il n'avait aucun autre moyen de sauver sa famille et sa fortune, l'ex-bailli préféra subir ces dures conditions de paix. Il y apposa sa signature et résigna aussi toutes ses autres fonctions civiles et militaires.

Il était difficile au condamné d'avoir si promptement sous la main les milliers de pistoles qu'à dessein on lui réclamait à brûle-pourpoint. Le lendemain de la signature, il y eut une conférence pour s'occuper de sa demande d'un prêt de deux mille pistoles. Mais sa demande fut refusée, ses ennemis savaient pourquoi.

Le nouveau bailli, Jean de Montheys, de Sion, fit inventorier le sel de tous les dépôts du canton. Il s'en trouva 914 voitures, soit 5489 sacs¹. Au lieu de remettre à un particulier la ferme des sels, comme on l'avait toujours pratiqué jusqu'alors, l'Etat, voyant par l'exemple de Magéran et Stockalper combien elle était fructueuse, la prit dès ce jour à son compte et nomma un conseil de régie composé d'un membre de chaque dizain et présidé par un directeur. Peu après, on décida qu'un commissaire général, au nom de l'Etat, serait fourni à tour par chaque dizain, et que sa charge lucrative durerait deux ans.

La condamnation qu'il venait de subir n'avait enlevé au généreux seigneur de la Tour ni ses amis, ni ses partisans. S'apercevant des murmures des populations de leur propre territoire, les chefs des quatre dizains s'assemblèrent de nouveau le 18 juin, sous la présidence de Jean de Montheys, pour resserrer leur alliance du 3 mars et ordonner aux juges de leurs ressorts de punir les agitateurs et les mutins, *comme traitres aux libertés du pays*. Dans ce but, ils décrètent que si le juge d'un dizain demande un ou plusieurs assesseurs, les trois autres dizains seront obligés de les fournir.

La veille du jour où il dut signer les dures conditions qui lui furent imposées, Stockalper et huit représentants de sa famille et de sa parenté jusqu'au quatrième degré, dont six de Riedmatten, durent en outre prêter serment de ne pas se venger et se porter cautions solidaires, sous la garantie de l'universalité des biens tant des absents que des présents. On prenait toutes les précautions pour enchaîner le lion et briser à jamais ses forces. Mais, aussi habile que redouté, ce prudent adversaire, prévoyant de loin l'orage qui pouvait éclater, avait su mettre en sûreté ses trésors en les faisant passer en Italie, où, d'ailleurs, il possédait de riches et nombreux domaines.

Malgré les menaces que l'on n'épargna pas à ses partisans, la faveur populaire était acquise au riche et libéral baron; le dizain de Brigue lui était entièrement dévoué et voyait de fort mauvais œil les rigueurs exercées contre lui. Aussi n'était-il pas étonnant que leur grand bienfaiteur ne se fût pas montré scrupuleux observateur des promesses que la violence lui avait arrachées. Cela joint à ses fréquentes absences, troubla le sommeil de ses ennemis, qui bientôt lui interdirent de sortir du pays sans leur autorisation. Quoiqu'en

¹ Archives de la famille du Comte de Rivaz.

butte à mille tracasseries, il ne se gêna point d'écrire au chef de l'Etat pour lui représenter l'injustice de sa condamnation, et l'engager à le soutenir dans ses démarches pour obtenir une équitable réparation. Mais, voilà qu'un jour ses persécuteurs sont effrayés par la nouvelle que, méprisant leur arrêt ou défense, il avait passé en Italie. Dans la crainte qu'il ne s'y fût rendu pour tramer contre le pays, le bailli fit aussitôt partir pour Gondo le capitaine Venetz avec un peu de milice, pour observer et garder les passages. C'était en octobre 1679. Convoquée précipitamment à Sion, la Diète signifia (18 octobre) au fugitif, de rentrer dans le terme de six semaines et, par ses commissaires, fit saisir et inventorier tous les immeubles qu'il possédait en Valais, sous prétexte de garantir ses créanciers, quoiqu'on ne visât qu'à dépouiller la victime. Les députés de Brigue protestèrent contre l'exécution de cette mesure dans leur dizain; mais on passa outre. Avant de se séparer, l'assemblée renouvela encore ses menaces contre ceux *qui en divers lieux de la République blâmeraient les sentences portées contre le seigneur Stockalper et tenaient des discours dangereux*. De plus on imposa au fugitif de nouvelles conditions, auxquelles il dut derechef souscrire pour pouvoir rentrer dans sa patrie. Les principaux points étaient :

1° De payer soixante ducats à chaque dizain pour réparer l'injure que Stockalper avait faite à l'Etat en disant que celui-ci, par ses injustices, lui avait volé cent mille pistoles. De quoi il devait se rétracter.

2° Renouveler le serment de ne point se venger et de ne susciter aucun mouvement populaire.

3° S'engager à ne plus jamais faire de propositions au sujet du prix et du fermage des sels et à ne plus briguer aucune fonction.

4° Si, à l'avenir, quelque cause le concernant était portée devant le tribunal des hauts seigneurs, ses parents jusqu'au troisième degré, ses procureurs et ses mandataires devaient s'abstenir.

5° Le secrétaire d'Etat fera, au nom de Stockalper, résignation de l'avouerie.

Tout cela prouve la peur que l'illustre dépouillé inspirait encore à ses accusateurs, juges dans leur propre cause et agissant, en toute cette affaire, sans mandat populaire.

Cet orage qui avait duré près de deux ans, se calma insensiblement. Au mois de décembre le bailli, au nom de la diète, envoya à toutes les communes un long manifeste en trente-deux articles qui ne sont à peu près qu'une répétition plus détaillée des seize griefs d'accusation. Cet exposé, par lequel on prétendait éclairer les populations et faire cesser toute agitation, se terminait ainsi :

Quoiqu'il y ait encore une foule d'autres points et articles ou crimes d'Etat commis par le dit Stockalper, lesquels nous pourrions pleinement manifester, cependant, pour éviter la prolixité et pour plusieurs autres considérations, nous nous arrêtons là, jugeant que chacun aura

assez clairement vu et compris¹ les grands crimes de l'Etat, que le dit Stockalper a commis et perpétrés contre sa patrie et par là suffisamment donné sujet à notre République de le priver non seulement de tous ses honneurs, charges et dignités, mais encore de lui enlever la vie naturelle avec tous ses biens, par un juste châtimement de ses démérites et pour un exemple à la postérité.

Après la publication de ce manifeste, on voulut resserrer encore les liens qui, par le pacte de mars 1678, unissait les dizains de Sion, Sierre, Loèche et Viège, en y faisant participer les trois autres; car le 8 janvier ceux-ci s'engagèrent aussi par leur serment. Cet acte était renouvelable tous les deux ans; il fut muni du sceau de l'Etat et signé par son secrétaire.

Un incident qui aurait pu avoir de graves conséquences avait probablement donné lieu à la clause de renouvellement de l'acte. Nous avons vu le bailli de Montheys envoyer de la milice dans les gorges du Simplon pour en garder le passage lors de l'évasion de Stockalper. Or les communes de Gondo et de Simplon, très dévouées à ce dernier, virent de très mauvais œil cette occupation militaire. Un beau jour et sans qu'on s'y attendit aucunement, elles prirent les armes contre cette garnison pour lui faire évacuer leur territoire. Assez promptement réprimé, ce petit mouvement eut son châtimement. Les procureurs des deux communes insurgées durent se présenter devant les seigneurs de l'Etat pour leur demander pardon, à genoux, et réparer l'offense faite à l'autorité. Elles eurent à payer à chaque dizain cinquante ducats outre les frais de diète. Elles furent obligées de jurer au bailli d'être désormais *fidèles, pacifiques et sourdes à toute instigation*; de ne point se venger et de rendre tout argent extorqué. On leur déclara que l'investiture de la tour et des biens du seigneur Stockalper par le châtelain de Gondo était révoquée authentiquement et remise à messieurs de l'Etat. Elles reçurent l'autorisation de recourir contre leurs instigateurs pour se récupérer des frais qu'elles avaient à payer. Un Jacques Strack, particulièrement reconnu comme rebelle et perturbateur, fut banni à perpétuité avec avis que la même peine serait appliquée à quiconque lui donnerait asile.

Le parti protestant qui comptait encore des adhérents secrets dans les quatre dizains inférieurs, et dont les chefs principaux étaient à Loèche, avait vu sa tentative de juillet 1655 avorter par l'activité et l'énergie de l'évêque, et le dévouement de la bourgeoisie. Quant ils virent leur coup manqué, les meneurs, appartenant tous à des familles aristocratiques, attendirent dans le silence une autre occasion favorable à l'exécution de leurs desseins. Ils crurent l'avoir trouvée dans l'agitation causée par la question Stockalper et la division qui travaillait les dizains. L'étude des événements de 1679 à 1681, les procédés parfois mystérieux de quelques magistrats, au nombre desquels on voit encore

¹ C'était précisément ce que la multitude n'avait ni assez vu, ni assez compris pour y ajouter une entière foi, et ce qu'il fallait lui prouver autrement que par des affirmations qui n'avaient aucune valeur, sortant de la bouche d'accusateurs juges.

un Magéran de Loèche, la disparition presque complète des pièces justificatives du procès du grand Gaspard, la précipitation et l'incohérence de certains actes des quatre dizains constitués en conciliabule et le silence imposé à la fin de 1680, en proclamant une amnistie générale et en prescrivant l'oubli du passé, donnent lieu à de graves soupçons. Toutes ces raisons et d'autres encore confirment les assertions de quelques chroniqueurs de l'époque et d'un écrivain plus récent. Effectivement, ceux-ci ne craignent pas de dire que plusieurs des accusations et des faits imputés au baron de Brigue, étaient vraisemblablement l'œuvre du parti protestant, dont l'étoile polaire était Berne. Pour écarter un grand obstacle à ses desseins, il devait nécessairement s'efforcer de briser celui qui, par sa libéralité étonnante, avait implanté les Jésuites à Brigue. Ce qui suit justifie parfaitement cette assertion.

Depuis 1679, le peuple ne cessait de murmurer contre ceux qui avaient le pouvoir en mains. Il les accusait tantôt de ne persécuter Stockalper que par haine ou envie; tantôt d'être en correspondance secrète avec Leurs Excellences bernoises, auxquelles ils auraient envoyé deux des leurs porter une somme de quinze mille écus aux fins d'obtenir qu'elles fissent partir leur milice pour venir à leur aide. Des bruits de ce genre durèrent longuement et le peuple, mécontent de ses maîtres, croyait à tout ce qu'on débitait contre eux. Ainsi, en 1683, un certain Küentz, vitrier, d'origine bernoise, répéta dans les dizains de Loèche, Viège et Rarogne, que Berne réclamait au gouvernement dix-huit cent pistoles pour frais de mise sur pied d'un corps de cavalerie, et qu'on n'aurait de paix qu'après solde de cette dette. Il fut cru du peuple. Arrêté à Rarogne et conduit dans les prisons de Sion où on l'interrogea, il avoua qu'il avait menti. On le condamna à être promené dans les lieux témoins de ses calomnies et, tenant un cierge allumé, à s'y rétracter publiquement, en demandant pardon à l'autorité offensée et aux populations qu'il avait trompées. Puis, ramené à la capitale, il fut déclaré banni à perpétuité et ensuite livré au bourreau, qui devait le fouetter jusqu'à la frontière, où il lui coupa l'oreille droite, « en punition pour lui et en exemple terrifiant pour les autres perturbateurs ».

Malgré cet exemple, les sévères avertissements multipliés et l'ordre pressant donné aux juges de sévir contre ceux qui tenaient des propos semblables, le peuple ne discontinua point de manifester ses défiances. Dans leurs proclamations les gouvernants accusaient constamment Stockalper et ses partisans d'être les auteurs et les propagateurs de telles assertions. On ne pourrait guère douter que la plupart des magistrats agissaient de bonne foi et étaient habilement trompés par quelques-uns de leurs rusés collègues, dont ils ne soupçonnaient point la perfide malice.

Tout-à-coup le bruit se répandit¹ qu'une troupe de bandits italiens bien armés se préparaient à envahir le pays par les gorges du Simplon et autres

¹ Diverses chroniques contemporaines recueillies par le chanoine de Rivaz.

passages. Il n'est pas téméraire de croire que cette fausse alerte n'était qu'une ruse du parti protestant, pour détourner l'attention d'une imminente invasion de milices bernoises, qui avait été clandestinement préparée pour venir enfin réaliser l'exécution du plan avorté en 1655, lorsque Loèche marcha sur Sion. Depuis quelques temps les esprits clairvoyants et sincèrement catholiques pressentaient que l'hérésie cherchait à reléver la tête, et ils avaient de graves motifs de croire que les rumeurs populaires avaient une cause réelle quelconque, et qu'il se tramait de nouvelles attaques contre l'Eglise. L'autorité ecclésiastique veillait de son côté et ne se faisait pas illusion, puisque dans tout le diocèse elle avait prescrit des prières publiques pour se rendre le ciel favorable et détourner les malheurs qu'elle entrevoyait. C'était en 1680. Pour surcroît d'inquiétudes on annonça que Conches et Rarogne venaient de se brouiller et allaient en venir aux mains, pour question de sel, au moment où l'on avait un pressant besoin d'union¹. Cette triste et pénible nouvelle, jointe à la rumeur de l'arrivée de bandits italiens, fit mettre sur pied les autres dizains et appeler en toute hâte la troupe du Bas-Valais, qui arriva promptement à Sion. Alors on découvrit que l'arrivée des bandits n'était qu'une feinte, mais qu'un corps bernois devait réellement pénétrer en Valais au signal convenu avec les chefs calvinistes du pays, qui avaient préparé ce mouvement. L'indignation fut générale, mais les chefs de file du parti protestant avaient pris leurs précautions pour échapper encore une fois au châtiment, qu'ils méritaient mieux que les communes de Simplon et de Gondo. Cette tentative calviniste fut la dernière; et les *fidèles, loyaux, bons amis et confédérés* de Berne renoncèrent à donner jamais plus leur concours à une cause définitivement condamnée. Ces derniers événements eurent leur dénouement en février 1680, comme le fait voir le témoignage suivant. Les compagnies bas-valaisannes, craignant que la célérité de leur marche sur Sion ne fût mal interprétée, demandèrent au gouvernement une déclaration officielle qui les mit à l'abri de tout fâcheux soupçon. Elles la reçurent le 17 février, avant de rentrer dans leurs foyers. Le gouvernement y exprimait qu'il avait :

...trouvé faisable et très à propos de faire venir jusqu'à Sion les bannières des deux gouvernements de Saint-Maurice et de Monthey, pour prévenir tous inconvénients : à quoy ils se sont trouvez prompts et prêts comme de bons et fidèles sujets; nous ayant priez de leur vouloir donner pour les guérentir de tous inconvénients et reproches et enlever toutes les mauvaises impressions qu'on pourrait avoir de leur diligence. Nous ne leur avons pas peu refuser; au contraire, leur promettant par les présentes de les relever de tout et les protéger envers et contre tous, les maintenir dans leurs privilèges et les avoir en notre singulière affection et bienveillance, non seulement la généralité des deux gouvernements, mais aussy tous les officiers et soldats qui ont rendu une si prompte obéissance. En foi de quoy avons apposer le sceau de nos armes².

¹ Chronique du prieur du Bourg. Ibid.

² Archives de la ville de Saint-Maurice.

Avant de renvoyer le corps bas-valaisan, on donna à chaque soldat un *ringli* de pain et on le régala de deux coups de vin : de là le nom de *guerre des Ringlis* donnée à cette promenade militaire¹.

Désireuse d'effacer enfin toute trace de discorde, la dernière diète de l'année fit proclamer une amnistie générale.

On se souvient que pour sauver les biens que Pierre Magéran, domicilié à Berne, possédait dans le pays et que, par représailles, le Valais avait confisqués, il y avait eu en 1666 une convention en vertu de laquelle les avoirs de ceux qui changeaient de religion ne seraient plus saisis par le fisc. Cependant, par suite de nouveaux incidents, Magéran n'avait pas encore obtenu en novembre 1680 la mise en possession de ses biens en Valais. Gaspard Stockalper, intéressé dans cette question, avait opéré un séquestre, et après sa chute comme bailli, ses successeurs au pouvoir, bien loin d'écouter les réclamations de Magéran, bourgeois de Berne, avaient confirmé ce séquestre en l'étendant². Berne réclama de nouveau (22 novembre 1680 et 12 janvier 1681) et proposa la voie des conférences pour aboutir à une solution, priant que toute procédure fût en attendant suspendue. Mais cette affaire subit bien des longueurs parce qu'il y avait d'autres contestations avec le même Etat pour limitation territoriale à la Gemmi, au Sanetch et surtout au pont de Saint Maurice, que les Bernois prétendaient toujours posséder jusqu'au milieu et dont un jour un de leurs employés fit enlever les portes, qui en fermaient l'avenue sur la rive droite du Rhône. Cette difficulté n'était pas encore aplanie en 1696.

Si souvent menacé dans sa vieille foi, le Valais fut heureux de procéder au renouvellement décennal de son antique alliance avec les cantons catholiques, alliance qui n'avait pas peu contribué à l'empêcher d'apostasier. La solennité eut lieu à Sion le 6 novembre 1681³. Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zug, Fribourg et Soleure avaient envoyé seize représentants; le Valais en avait dix-neuf, en y comprenant l'évêque et deux chanoines désignés par le Chapitre. Le matin les députés valaisans accompagnèrent à la cathédrale ceux des cantons. Après le service divin, le chevalier Rodolphe Moor, l'un des trois délégués de Lucerne et chef de toute la députation, prit la parole pour rappeler le double but de cette alliance, qui avait commencé en 1529 et avait été renouvelée à Lucerne en 1533, le mercredi avant la Saint-Thomas : c'était la conservation de la religion catholique et du régime politique des Etats contractants. Ensuite on lut à l'assemblée les douze articles qu'elle allait jurer d'observer et dont suit le résumé. C'était une espèce de code ou de *modus vivendi* entre les parties :

¹ Archives des Perrig.

² Arch. Kalbermatten.

³ Suivant l'acte de rénovation qui eut lieu à Uri, dix ans plus tard, au lieu du 6, il faudrait lire le 10 novembre.

1° Le titre de république sera donné à l'Etat du Valais par les sept cantons catholiques dans tous les actes officiels.

2° Le but de cette alliance doit être principalement la gloire de Dieu, le maintien et le progrès de la religion catholique, comme aussi la conservation de l'indépendance des Etats alliés, de leurs droits et privilèges.

3° Les droits de combourgeois et de compatriotes seront entendus dans le sens exprimé dans la première alliance et ne seront jamais spécifiés autrement à l'avenir.

4° Quant au secours effectif (troupe auxiliaire) à fournir, on doit s'en tenir aux termes de l'alliance de 1533, qui déclare que chaque partie doit fournir à ses frais la troupe qu'on réclame d'elle. Il est entendu :

...que s'il surgit quelque discorde avec des non-catholiques, pour quelle cause que ce soit, on considérera cette affaire comme si elle était confessionnelle, et l'aide et le secours devront, en toute éventualité, être fournis par la partie appelée.

5° La troupe d'un canton appelée par ses alliés reste sous le commandement et la juridiction de ses propres chefs, lors même qu'elle aurait fait sa jonction avec l'armée alliée.

6° Le butin fait en guerre se partage proportionnellement au nombre des soldats entrés en campagne.

7° Même règle pour la répartition des subsides en argent ou munitions; à moins que ces subsides ne soient spécialement destinés à tel corps.

8° Pour le paiement des péages, les ressortissants des cantons alliés seront traités dans un état comme celui-ci l'est dans les autres.

Le neuvième article détermine à quels juges ressortissent les arrestations pour dette selon que celle-ci est reconnue ou non; de même, si le débiteur, ne possédant rien dans son pays, est reconnu posséder des avoirs à l'étranger.

10° Concernant le droit de mutation, le cinq pour cent sera exigé pour transfert des biens d'un canton à l'autre, et le dix pour cent si c'est hors des cantons contractants; à moins de conventions particulières déjà existantes.

11° A l'égard de l'alternat pour rénovation décennale de cette alliance, il a été convenu à Lucerne, l'an passé, que d'ici à dix ans, cet acte aura lieu à Uri, dix ans après à Schwytz; puis successivement à Unterwalden, et en Valais. Ensuite viendra le tour de Zoug, Fribourg, Soleure, Lucerne, puis du Valais.

12° Comme cette rotation modifie, pour l'avenir, l'ancien usage, de sorte que, dans le laps de nonante ans, cette rénovation incombera sept fois aux louables VII cantons et deux fois seulement à la louable république du Vallais¹; que, selon la forme usitée jusqu'à ce jour, une partie prêtait à l'autre le serment, de manière que lorsque les cantons venaient en Vallais, cette république le leur prêtait et *vice versa*; vu que d'après le nouveau mode de rotation, il

¹ Le tour du Valais arrivait précédemment chaque 20^{me} année, ce qui lui occasionnait toujours des frais très élevés.

n'y aurait plus parité de prestation, il est établi que, dorénavant, le chef de l'Etat où cette rénovation aura lieu, proposera le serment aux deux parties et les représentants de tous les cantons, y compris celui où la cérémonie a lieu, jureront tous ensemble ¹.

Tous jurèrent, au nom de leurs cantons respectifs, d'être éternellement fidèles à ce pacte fraternel et prirent congé les uns des autres *en tout amour, affection et assurances d'amitié constante*.

Les frais occasionnés à l'Etat s'élevèrent à plus de quatre mille écus.

Un grand avantage, indirect il est vrai, mais très réel, que le Valais retirait de cette étroite union avec les cantons catholiques, c'était de ne pas se sentir isolé, mais plus fort, quand ses voisins de Berne lui suscitaient des embarras, ce qui n'arrivait que trop fréquemment par animosité religieuse. Le cas ne tarda guère à se présenter encore. Voici comment.

Le soin que les Valaisans mettaient à entretenir des relations amicales avec le duc de Savoie et leur fidélité à exécuter ponctuellement les articles de leur alliance avec lui, les exposèrent à un grave danger et leur causa beaucoup d'inquiétudes durant l'été de 1688 et, de nouveau, vers l'automne de l'année suivante. La question confessionnelle et la connivence de Berne en furent la cause.

Dans les montagnes du Piémont existait une secte d'hérétiques appelés *Luzernois*, du nom de la vallée qu'ils habitaient et plus connus sous la dénomination de *Vaudois*, à cause de leur fondateur, nommé Pierre de Valdo, parce qu'il était né à Vaux, près de Lyon. Les ducs de Savoie avaient travaillé à les ramener au catholicisme, afin d'établir l'homogénéité de croyance dans leurs Etats et aussi pour supprimer définitivement tout ferment de dissensions religieuses et civiles, auxquelles donnaient lieu ces sectaires. La révocation de l'édit de Nantes, en 1685, avait augmenté leur nombre d'une foule de protestants français, qui avaient quitté le Dauphiné pour se réfugier chez eux. Sur les plaintes de Louis XIV, le duc ordonna à tous ces étrangers de quitter ses Etats dans le terme de quinze jours, et à ceux de ses sujets qui s'obstinaient dans leurs pernicieuses erreurs, d'avoir aussi à évacuer les terres de sa couronne. Les uns abjurèrent de bonne foi; les autres, excités par leurs ministres, résistèrent en prenant les armes contre leur souverain. Comme leur rébellion et leurs excès étaient prévus, un corps combiné de Piémontais et de Français marcha immédiatement contre eux, força leurs retranchements, en tua un certain nombre et fit plus de dix mille prisonniers. Ceux de ces derniers qui refusèrent derechef d'embrasser la foi catholique furent expulsés. Sur la demande qu'en fit le duc au Valais, les uns furent dirigés sur le St-Bernard sous bonne escorte, parce que l'Etat craignait que ces furieux ne se livrassent à des excès sur leur passage, et ils furent conduits sur Bex où on les remit à messieurs les protestants suisses ², qui les attendaient, paraît-il. Les autres se

¹ Archives de Sion, vol. des recès.

² Absch. de 1686.

rendirent d'eux-mêmes à Genève, d'où ils se répandirent dans la Suisse protestante et surtout sur les terres de Berne dont la juridiction, au midi, comprenait le canton de Vaud jusqu'en haut de St-Maurice, sur la droite du Rhône. Arrivés en Suisse, un très petit nombre accepta l'invitation que le prince électeur de Brandebourg leur avait faite de se fixer dans ses provinces. Ceci se passait en 1686 et 1687. Ils ne demeurèrent pas longtemps en repos sur le sol helvétique. Pour mieux voiler leurs desseins et réussir plus sûrement, ils répandirent le bruit qu'ils allaient enfin partir pour l'Allemagne. Mais, voilà qu'au lieu de prendre la route du nord, ils marchent dans une direction opposée. Dans la seconde quinzaine de juin 1688, leurs premières bandes arrivaient dans le district actuel d'Aigle.

Le 23 juin, vers les sept heures du soir, des voyageurs, ainsi que des laboureurs venant de leurs travaux sur le territoire de Bex, informèrent le gouverneur de St-Maurice qu'environ quatre-vingts Luzernois étaient arrivés à Bex. Le lendemain, on en comptait déjà sept cents, réunis dans la plaine de cette commune. Leur projet était de passer le Rhône et de se frayer un passage à travers le territoire de Monthey ou par la combe de Martigny pour, de là, gagner les montagnes du haut Faucigny et rentrer ainsi dans leur patrie. Une seconde bande stationnait à Villeneuve, tête du lac Léman, où l'on devait lui débarquer des armes venant de Lausanne.

Informé de ce qui se passait, le gouverneur de St-Maurice avait aussitôt donné les premiers ordres nécessaires et avisé les préposés militaires du gouvernement de Monthey, vu l'absence momentanée du gouverneur de ce lieu. Les bateliers de tous les bacs sur le Rhône reçurent l'ordre de ne transporter aucune personne inconnue, et les officiers devaient surveiller tous les passages. Ces ordonnances furent ponctuellement suivies.

Quelques heures après la réception de l'avis et des ordres du gouverneur de St-Maurice, mille hommes bordaient le Rhône, de Massongex au lac. Puis des postes furent établis sur divers points de la rive. Le rôle des hommes de chaque commune du Bas-Valais qui, à tour, montèrent ces gardes, nous apprend que, le 25 juin, treize militaires fournis par Troistorrent furent les premiers à faire ce service au confluent de la Vièze sur Monthey. Chaque escouade restait vingt-quatre heures au poste assigné et ne le quittait qu'à l'arrivée de celle qui la relevait. Chacun de ces postes comptait de douze à treize hommes. Un peu plus tard, sur quelques points, ils comptèrent trente hommes qui fonctionnaient durant huit jours. La dernière garde fut montée le 13 août, à la Porte-du-Saix, sur Vouvry, par ceux de la bannière de Saillon.

Le bailli, Jean-Antoine Courten, prévenu des événements, s'était hâté de convoquer le conseil de guerre, qui députa Théodore Kalbermatten et le capitaine Morentschi au gouverneur d'Aigle et à celui de Chillon, pour obtenir

d'eux la déclaration formelle que la tranquillité n'était nullement menacée et qu'ils répondaient de l'ordre public. Celui d'Aigle n'hésita point à leur délivrer la déclaration que voici :

Ayant été invité par les mandataires de nos voisins du Vallais à assurer que les réfugiés *vaudois*, qui se sont approchés des frontières, ne commettraient aucune violence et ne causeraient aucun dommage à nos voisins, j'assure qu'en vertu de deux ordres reçus de Messieurs de Berne, j'empêcherai toute violation de territoire. Je contraindrai aussi ces étrangers à s'éloigner de gré ou de force de la frontière. Donné au château d'Aigle, le 17 juin ¹.

Signé : THORMANN, gouverneur.

Cette déclaration n'avait d'autre but que d'amuser le bailli.

Thormann était encore plus explicite dans sa seconde lettre donnée cinq jours plus tard ; celle-ci ne fait que mieux ressortir la fourberie de Leurs Excellences de Berne en toute cette affaire. Qu'on en juge.

Le bailli, dit-il, et le Conseil de l'Etat du Vallais, ayant envoyé Messieurs Kalbermatten et Morentschli s'enquérir des Piémontais rassemblés, contre l'ordre de la haute autorité, à la frontière du pays, bien que ce soit en un lieu où il n'y a pas apparence de passage ; j'assure ces Messieurs que, déjà lundi dernier, j'ai fait retirer ces gens des terres de mon gouvernement. Le mardi, ils sont partis par Villeneuve, hormis les plus pauvres qui circulent pour gagner leur vie par le travail. En outre, selon les instructions de mes hauts Seigneurs, je ne les tolérerai jamais sur le ressort de ma juridiction, parce qu'ils pourraient mettre en défiance nos alliés, ainsi que les sujets de Son Altesse le duc de Savoie.

Le gouverneur de Chillon écrivit à son tour au bas de cette pièce :

Je corrobore par ma signature ce qui précède.

Balthasar IMHOFF, gouverneur de Chillon.

Puisque les serviteurs savaient si bien mentir, il convenait que le maître ne se laissât point surpasser en habileté à donner le change, en jouant à l'innocent. Un courrier de Sion avait été expédié à Berne pour en obtenir des explications et des assurances souveraines. La réponse fut celle-ci :

Nous avons appris avec peine, par votre missive du 3 juillet de votre calendrier, que, vous aussi avez été inquiétés par les tentatives inconsidérées d'une partie des réfugiés vaudois qui se sont montrés armés à votre frontière. La levée de ces Piémontais a eu lieu contrairement à notre défense expresse ; car pour éluder la vigilance et les dispositions de nos fonctionnaires, ils ont fait des tours inopinés, en passant par d'âpres montagnes. Mais, à notre satisfaction, nous avons appris de notre gouverneur d'Aigle qu'il avait réussi à les faire retirer. Nous avons aussi pris d'ultérieures mesures pour qu'ils s'éloignassent de vos frontières ; de sorte qu'il est à espérer, chers confédérés, que vous n'aurez rien à craindre de leur part. Déjà, avant la réception de votre missive, nous avons donné ordre à notre gouverneur d'Aigle de vous en assurer ; vous certifiant notre volonté d'assurer le repos public et de maintenir le bon voisinage confédéral. C'est ce que nous vous réitérons par cette réponse amicale, en vous recommandant avec nous à la protection divine. Donné le 26 juin (5 juillet) 1688.

L'avoyer et le Conseil de la ville de Berne.

¹ Berne se servant encore de l'ancien calendrier, avait ses dates de dix jours en retard sur le Valais, qui suivait le nouveau style

Ces solennelles affirmations n'étaient qu'un leurre. Le Valais était resté catholique, malgré les efforts de Berne pendant un siècle; le duc de Savoie, prince éminemment catholique, avait été dépouillé de tout le pays de Vaud par Berne; il était naturel que le ravisseur consolidât sa conquête et permit tout le mal que pourrait faire une bande de forcenés dans deux pays catholiques.

Sur les hautes assurances de Berne, le Valais qui avait déjà mobilisé les troupes de sept dizains, les fit rentrer dans leurs foyers en ne laissant sur pied que les hommes de la première levée, c'est-à-dire ceux que les communes des gouvernements de St-Maurice et Monthey avaient fournis pour la garde des passages menacés et le fonctionnement des patrouilles.

Le gouverneur d'Aigle crut aussi pouvoir endormir la vigilance de celui de St-Maurice. Le 4 juillet, il lui députa le châtelain et le lieutenant de Bex pour lui donner les mêmes assurances qu'à l'Etat, disant que le lendemain il ferait *filer* les rebelles; que, en tout cas, *si ceux-ci traversaient le territoire du Valais, il fallait fermer les yeux*. A cette perfide insinuation, le gouverneur de St-Maurice, Pierre Stockalper, répond avec la franchise propre à sa famille, qu'il ne fera rien à l'insu de l'Etat et qu'il ne tolérera pas une violation de l'alliance qui unit son pays et le duc de Savoie. Déconcertés par cette fermeté loyale du gouverneur, les émissaires se retirèrent pleins de confusion.

Toutes ces ruses ne servirent qu'à gâter les affaires des réfugiés en rendant encore plus circonspects les Valaisans, d'autant plus en défiance que l'on apprit, que le nombre des Luzernois arrivant des terres intérieures de Berne augmentait sans cesse et que leur rendez-vous général était dans la grande plaine, entre St-Triphon et Bex, en face de Monthey. Ils devaient avoir quatre chefs supérieurs, chacun avec son ministre, dont le principal et le plus fanatique s'appelait Arnould. Les hommes de ce rassemblement déclaraient ouvertement et fièrement leur résolution de se frayer, de gré ou de force, un passage par le Valais pour entrer en Savoie, et qu'ils avaient donné ordre de leur faire parvenir les armes que de Lausanne on leur avait expédiées à Villeneuve. Chacun d'eux était muni d'un sachet plein de balles. Pendant qu'ils attendaient leurs camarades restés à Villeneuve, au nombre de quatre-vingts, la commune de Bex leur fit distribuer, en présence du gouverneur d'Aigle, du vin et des vivres. Instruit de cette connivence, le gouverneur Stockalper en écrivit à l'Etat qui, aussitôt, fit aviser l'autorité ducale et ses hauts représentants du Chablais.

Le 5 juillet¹, les Luzernois se portèrent sur les bords du Rhône, où ils tentèrent en vain de gagner par de l'argent le batelier du bac de Collombey. Là encore, ils continuèrent à recevoir des autorités des vivres et autres choses nécessaires. S'apercevant qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour forcer ce

¹ 26 juin, selon Berne.



LE GRAND-BAILLI FRANÇOIS-JOSEPH BURGNER

Né en 1699, mort en 1767

Banneret de Viège, 1718. — Capitaine du dizain de Viège, 1721. — Gouverneur de Monthey, et Colonel au-dessus de la Morge, 1737. — Grand-Bailli, 1742-1761.

Nota. — Page 394, 17^e ligne, lisez 1752 et non 1852.

(Voir pages 380, 385, 388, 393, 394.)



passage, ils recoururent à un stratagème. Ils proposèrent aux Valaisans de déposer leurs armes entre leurs mains, à condition qu'elles leur seraient rendues dès qu'ils auraient atteint les terres de Savoie. Le projet était trop grossier pour réussir, et cette déloyale proposition n'excita que la risée et le mépris de ceux à qui on la faisait.

Le 10 juillet, des espions vinrent annoncer que l'exaspération des réfugiés était à son comble contre les Valaisans, qui s'obstinaient à leur barrer le passage. Le même jour, des officiers, faisant la ronde des postes établis sur le bord du fleuve, remarquèrent que, non loin de l'autre rive, stationnait un nombreux bataillon ennemi, dont une vingtaine d'hommes se détachèrent pour sonder la hauteur des eaux et plantèrent même des piquets sur deux ou trois points.

Le gouverneur de Chillon jouait aussi double rôle. Par une lettre du même jour encore, il charge le châtelain de Bex de prévenir le gouverneur de St-Maurice, qu'un détachement de Luzernois s'était engagé dans les passages des montagnes pour descendre sur Fully et traverser le pont de Brançon, dont il suffisait, disait-il, d'enlever les planches pour couper la voie à cette troupe. Mais il avait soin de conseiller traîtreusement de confier l'exécution de cette mesure à *quelqu'un assez habile pour ne pas mettre tout le pays en alarme pour rien*. Il annonçait encore qu'il avait fait retirer la nacelle du bac entre Cheyssel et la Porte-du-Saix sur Vouvry, puis saisir tous les bateaux qui, depuis le lac, pourraient remonter le Rhône : *voulant ainsi prouver aux Valaisans qu'il savait tenir parole*. C'était une tromperie; le fonctionnaire de Chillon était aussi fourbe que son collègue d'Aigle et ses maîtres. On apprit, en effet, par des personnes venant de Vevey, que les seigneurs de Berne avaient fait parvenir aux rebelles luzernois le produit d'une collecte qu'ils avaient ouverte en leur faveur; ensuite, que le gouverneur de Chillon, en simulant de courir sus aux réfugiés et de garder les passages, les avait laissés libres. Pierre Stockalper avait reçu d'Aigle une lettre analogue. Mais, le lendemain, le major général de Monthey, persuadé que ces dernières protestations étaient aussi déloyales que les précédentes, envoya au magistrat bernois trois hommes pour lui demander si ces promesses étaient bien de lui, puisqu'elles n'avaient pas plus d'effet que les premières. Thormann les en assura, toutefois en s'empressant de justifier les réfugiés et d'accuser la conduite de Victor-Amédée à leur égard. Il déclara qu'on ne pouvait incriminer des protestants de prendre le parti d'autres religionnaires; que ceux-ci, effectivement, s'étaient procuré des armes et s'en étaient servis pour forcer le pas de Chillon¹; que les envois d'armes avaient été de lui, ainsi que de son collègue de Chillon; *que tous les deux seraient honnis de leurs frères en Christ*, s'ils avaient usé de rigueur en

¹ Ce qui était complètement faux, puisqu'on les avait laissés passer librement et que les armes amenées de Lausanne avaient été débarquées à Villeneuve.

cela. Ils eussent l'un et l'autre vivement désiré, ajouta-t-il, que le Valais n'eût point barré le passage à ces malheureux proscrits. Puis il finit par des raisons qui ne donnent pas grande idée des connaissances historiques, ni du bon jugement politique du satrape bernois. Cependant, comme le major général de Monthey menaçait dans sa dépêche de porter la question devant les cantons confédérés, le bailli d'Aigle jura que le lendemain matin tous ces gens évacueraient son territoire, et qu'il y allait de sa tête s'il ne tenait parole.

Le major général ne se fia pas à ces nouveaux serments. Quelques compagnies furent écartées, avec ordre néanmoins d'être prêtes à toute heure; les autres continuèrent d'occuper les postes, avec injonction d'exercer la plus active surveillance. Dans la soirée, on remarqua certains mouvements suspects; les gardes et sentinelles furent doublées.

Les Luzernois, qui connaissaient parfaitement la vraie signification des promesses du bailli Thormann, avaient fait mine de partir pour Villeneuve. Un petit nombre resta sur place; quelques autres simulèrent une tentative de passage en aval du pont de St-Maurice. C'était une ruse pour attirer là le gros des compagnies valaisannes et diviser leurs forces, tandis que la masse des réfugiés qui avaient paru se diriger sur Villeneuve, se concentraient réellement sur le bac d'Illarsaz, où ils avaient remarqué que le fleuve offrait un passage moins dangereux qu'ailleurs. Ils croyaient aussi la surveillance des Valaisans moins active sur ce point, parce qu'ils n'y découvriraient aucune sentinelle. Ils se trompaient cependant. Vis-à-vis du bac se trouvait un poste masqué par une touffue lisière de vernes, qui bordait la rive gauche du Rhône. A minuit, du 7 au 8 juillet, la sentinelle cachée dans le bois, ayant remarqué sur l'autre bord en face d'elle une trentaine de mèches allumées, crut entendre ces paroles : *Allons, allons*. Elle avisa le poste qui dirigea sur le centre de ce mouvement une décharge de mousqueterie. Au bruit de cette décharge tous les signaux établis allumèrent leurs feux d'appel et mirent en mouvement toute la milice. Mais les Luzernois, déconcertés d'avoir été pris dans leurs propres filets, se retirèrent en hâte à la faveur des ténèbres. On en vit cependant quelques-uns se promener encore en armes sur le même lieu deux jours après, et l'on sut qu'il en resta encore quelques groupes dans le bailliage d'Aigle jusque vers la fin de juillet.

L'Etat du Valais se plaignit à Berne des procédés déloyaux dont il avait été la victime de sa part. Leurs Excellences répondirent par des faux-fuyants, donnèrent des explications alambiquées et protestèrent avoir ignoré tous les projets des *Vaudois*. Il était cependant reconnu que, depuis l'année précédente, ces Piémontais parlaient sans gêne sur les terres de Berne du coup qu'ils méditaient. Ces sectaires reprirent enfin peu à peu le chemin de Chillon, Vevey et Lausanne et s'échelonnèrent dans les communes le long du lac, où ils prirent à leur aise toutes les dispositions pour une nouvelle équipée, qui eut lieu l'année suivante. Ils avaient causé trop de soucis et donné trop d'em-

barras aux Valaisans, pour que ceux-ci n'usassent pas des précautions que la prudence suggérait en cas d'une nouvelle levée de boucliers. Ce ne fut pas à tort, puisqu'en 1689, on apprit de nouveau que les rebelles, poursuivant leur dessein, s'étaient embarqués à Prangins (Vaud) le 27 août. Leur départ avait eu lieu à l'aube du jour. Traversant rapidement le lac, ils abordèrent au nombre d'environ sept cents à Nernier et Yvoire (Savoie), tous bien armés et commandés par leur fameux ministre Arnould, qui se faisait appeler *La Tour*. Les Savoisiens surpris ne leur opposèrent d'abord aucune résistance. D'autres bandes partirent à divers jours et de plusieurs points pour aborder sur d'autres communes le long du lac, comptant déjouer la vigilance des troupes ducales et diviser en même temps leurs forces. Enfin le comte de Bernex, dévoué à son prince, s'était, de son propre mouvement, mis à la tête de 300 cavaliers et de quelques compagnies qu'il avait rapidement recrutées, afin de résister aux envahisseurs qui volaient et incendiaient tout sur leur passage, dépouillant et profanant les lieux saints. Le comte écrivit au seigneur de Luisinge, à Thonon, de prévenir les Valaisans de ce qui se passait. Mais ceux-ci, mieux sur leur garde et plus exactement renseignés que les officiers de Victor-Amédée, étaient déjà au courant de tous les événements. Dès le 26 juillet, ils avaient établi un poste d'observation à la Porte-du-Saix et, le 27, un peloton stationnait à Monthey. Tous les passages sur le Rhône étaient surveillés et des postes militaires occupaient, le 28 août, les cols de communications des montagnes entre les deux pays. En outre, les signaux étaient prêts. Le seigneur de Luisinge les trouvait donc en faction depuis plusieurs semaines quand, le 16 septembre, il leur écrivait que

...les religionnaires, voyant les grands préparatifs que fait le comte de Bernex pour les repousser, disent que leur dessein est de se jeter en Vallay et que même ils veulent faire marcher devant eux des mortiers avec lesquels ils feraient facilement sauter la porte du pont de St-Maurice, par où ils ont l'intention de se rendre dans la vallée d'Aoste.

Cependant ces bandes d'incendiaires, connaissant par expérience la vigilance et la détermination des Valaisans, ne s'approchèrent pas de leurs frontières. Après un mois de ravages, de profanations et de lubricité en diverses vallées de la Savoie, elles furent enfin taillées en pièces par le comte de Bernex. Ceux qui purent échapper repassèrent le lac pour s'abriter de nouveau sous la peau de l'ours¹.

Victor-Amédée, pour les intérêts duquel ses fidèles amis avaient fait si bonne garde, n'était point resté inactif. A la nouvelle que sa frontière du lac était menacée, il avait demandé en Valais l'autorisation de faire marcher, par le St-Bernard et le Bas-Valais, comme voie plus directe, un corps de

¹ Dans le récit de ces deux campagnes des Luzernois ou Vaudois, nous avons pris pour base les notes qu'a laissées le chevalier Louis Kalbermatten, de Sion, alors lieutenant-colonel au service de son Altesse de Savoie. Nous avons aussi recouru aux archives de Valère et aux Abscheids.

cent cinquante dragons et deux régiments d'infanterie destinés à renforcer les troupes qui veillaient à la défense du Chablais. Ce qui lui fut accordé volontiers à raison de la bonne entente dans laquelle on vivait. Le major Rivelli, qu'il avait envoyé en Valais, s'était présenté déjà le 10 juillet devant la diète réunie extraordinairement à Tourtemagne, pour aviser à d'ultérieures précautions contre les tentatives possibles des Luzernois. Il déclara que le duc, son maître, l'avait délégué principalement pour les remercier chaleureusement de tout ce qu'ils avaient fait en sa faveur et leur en exprimer sa vive reconnaissance.

Si les tentatives des réfugiés et leur séjour prolongé à la frontière furent une cause de vives appréhensions et de dépenses pour le pays, d'un autre côté le Ciel sembla vouloir le récompenser de sa loyauté par la fertilité extraordinaire de l'année 1688. La récolte du foin et du blé fut si grande que les vieillards n'en avaient vu de semblable; les granges et les greniers furent insuffisants; la vendange fut telle que les vases manquèrent; les pâturages des Hautes-Alpes furent d'une richesse égale et les troupeaux de vaches qui y paissaient donnèrent un rendement exceptionnel en beurre et fromage¹.

Les vieilles animosités du val de Védro contre les Valaisans n'avaient jamais été entièrement éteintes, malgré les peines rigoureuses prononcées contre les violateurs de la paix. En 1670, le bailli Stockalper dut aviser la diète que ceux de Védro recommençaient leurs vexations. Les ducs de Milan avaient autrefois accordé aux Valaisans de ne payer sur les terres de leur domination aucun péage, ni octroi pour leurs propres marchandises, mais non pour celles qu'ils transiteraient pour d'autres nations. C'était par la vallée de l'Ossola et le défilé du Simplon que chaque année arrivaient les 15,000 stares² de sel, que les fermiers généraux faisaient arriver du Milanais, en vertu de conventions avec ce dernier Etat. Depuis quelques années, les employés de Védro exigeaient injustement un droit pour le passage de ces sels et autres marchandises, prétextant qu'il leur était impossible de s'assurer que les colis en transit fussent réellement destinés au Valais, et non à d'autres pays; en quoi ils prétendaient que les voituriers et autres conducteurs les fraudaient. En conséquence de cette communication motivée du bailli, il fut décidé de demander satisfaction au gouvernement de Milan, en lui faisant voir le traité conclu avec ses prédécesseurs. Si justice n'était pas rendue, la république, à son tour, userait de représailles et fermerait le passage à ceux de Védro. Gaspard Stockalper, alors fermier général et premier intéressé dans cette affaire, s'employa très activement au redressement de ce tort et, à cette fin, ne recula point devant de grandes dépenses faites à ses frais. En juin 1673, il put annoncer que justice était rendue par une sentence du conseil et de la haute chambre ducale. L'exécution de ce jugement, néanmoins, n'avait point lieu par ceux de Védro, qui alléguaient, à tort ou à raison, que l'évêque de

¹ Notes du docteur Dufour, alors curé à Saint-Séverin. Voir le chanoine de Rivaz.

² Le stare pesait 24 livres de 28 onces de Milan. Un sac de sel contenait cinq stares.

Novare avait part à ces droits réclamés d'un côté et contestés de l'autre. Après plusieurs années seulement, le gouverneur du Milanais qui, pour de graves motifs politiques, voulait à tout prix s'assurer l'amitié des Valaisans, de la neutralité desquels il avait besoin à cause de ses démêlés avec la France, ordonna à son représentant de l'Ossola de faire exécuter le jugement, en accordant aux réclamants la plénitude de leur demande. Il lui importait d'empêcher que les Français n'obtinssent le passage par le Simplon des troupes qu'ils voudraient faire pénétrer en Italie et que, en même temps, la milice valaisanne ne vint menacer ses frontières. Une députation de trois personnages de distinction fut même envoyée à Sion pour le demander expressément à l'Etat de la part du gouverneur. Le gouvernement accéda aux propositions en y mettant cinq conditions :

1° Au lieu de 15.000 stares de sel, le duc en accordera 20.000, à l'avenir et selon la demande faite déjà précédemment.

2° Garantie à jamais de toute molestation de la part de Védro.

3° Liberté d'achat du vin et du riz dans tout l'Etat milanais.

4° Le gouvernement ducal renoncera à son projet d'établir la barrière projetée, à cause des entraves qui en résulteraient pour le commerce.

5° Vu le projet d'établir une poste à cheval, de Genève à Milan, le gouverneur accordera aux Valaisans de pouvoir traiter directement avec les négociants de sa domination¹.

Le projet d'une correspondance postale s'effectua quelque temps après, mais les négociations pour aboutir à une convention avec le Valais n'eurent aucun résultat, et les deux Etats voisins finirent par conserver l'ancien *modus vivendi*, soit ce qui s'était pratiqué jusqu'alors. De son côté, l'ambassadeur de France avait eu soin d'agir pour qu'aucun traité nouveau n'intervint et, pour mieux retenir les Valaisans, il leur avait obtenu du roi Louis XIV deux nouvelles pensions ou bourses pour étudiants, à la condition que le commerce français aurait pleine liberté de profiter de la vallée du Rhône et de la voie du Simplon, pour le transport de ses marchandises destinées à l'Italie. Grâce à cette faveur, le Valais jouissait ainsi de six bourses en France pour les jeunes gens des sept dizains qui voulaient y faire leurs études.

Le pays profita des années de paix et de calme dont il jouissait, pour s'occuper plus activement de la lente mais réfléchie amélioration de ses statuts². Les communes, comme les particuliers du Bas-Valais, considérés toujours et traités en sujets, étaient soumis à des charges et à des tailles dont le poids devenait toujours plus lourd. Aussi les demandes d'exemption, d'allé-

¹ Absch. de 1630.

² Il serait à désirer qu'un juriconsulte valaisan s'occupât de l'histoire, c'est-à-dire de l'origine et du développement progressif de la jurisprudence de son pays, et fit une étude comparative de ses divers statuts dès l'époque la plus reculée possible de la féodalité. L'histoire du peuple valaisan, ses mœurs, ses usages et son caractère particulier donnèrent à sa législation un cachet à part, qu'il serait très intéressant d'étudier.

geance et de rachat commencèrent-elles à se multiplier. Les sept dizains écartaient d'abord les demandes et n'accordaient d'adoucissement ou de rachat, que lorsqu'ils sentaient ne pouvoir plus s'y refuser ; et, alors même, les conditions étaient onéreuses. Le peuple bas-valaisan n'était pas considéré comme patriote ; il fallait payer un droit pour obtenir ce titre, et, en outre, avoir domicile dans le Haut-Valais pour jouir des avantages de la nationalité. Toutes les principales familles *d'en bas de la Morge*, comme un grand nombre d'autres de la classe ordinaire, durent s'adresser à la diète et payer l'honneur de ne plus être appelées *sujettes* dans une république.

A cette époque, l'administration diocésaine reçut du nonce Cantelmi, archevêque de Césarée, une impulsion dont elle avait besoin. Depuis un demi-siècle, la visite épiscopale n'avait pas eu lieu dans les paroisses¹, où il s'était introduit bien des abus. Sur les instantes exhortations du représentant du Saint-Siège, Adrien V commença enfin cette visite en 1687. Ce fut lui qui, à cette occasion, établit dans ses ordonnances générales la récitation du chapelet dans toutes les églises paroissiales les dimanches et fêtes. Il veut encore que, aux mêmes jours, les curés expliquent le catéchisme du haut de la chaire, non seulement à la jeunesse, mais aussi aux grandes personnes : usage des plus avantageux.

Malgré cette négligence de la part des évêques, l'état religieux des fidèles et la vie des ecclésiastiques n'étaient plus ce qu'ils étaient autrefois. Déjà sous le nonce précédent, Odoard Cybo, on voit qu'il n'est plus question de la conduite du clergé en général, mais seulement d'inobservation de règles liturgiques trop ignorées. On est heureux de trouver précisément dans cette seconde moitié du XVII^{me} siècle un prêtre à qui sa vie édifiante acquit la réputation de saint. Nous voulons parler du chanoine Mathias Will, dont le corps repose dans la chapelle de Sainte-Catherine, à l'église de Valère. Longtemps on s'est trompé sur son pays d'origine et le lieu de son domicile : un acte officiel, récemment découvert, dissipe tout doute à cet égard².

Mathias Will avait pour père Michel Will, originaire du Tyrol — d'où il avait apporté d'excellents témoignages de l'honnêteté de son origine et de sa bonne conduite — et sa mère était Elisabeth Dietzig, de Brigue. Il naquit à Brigue, l'an 1613, le 24 février, fête de saint Mathias apôtre, et fut baptisé le même jour à l'église paroissiale de Saint-Maurice, à Naters. Il fit ses études aux frais de ses parents et suivit avec distinction les cours de philosophie et de théologie, dans lesquels il reçut le doctorat. Ses études terminées, le châtelain du dizain de Brigue, Supersaxo Georges-Michel, lui accorda volontiers, à sa demande, un certificat pour se présenter à l'évêque Hildebrand Jost et être admis aux ordres sacrés, qui avaient été le rêve de sa jeunesse. Après avoir

¹ C'est l'accusation que l'abbé de Saint-Maurice produit dans ses longs débats avec l'évêque de Sion : *videlicet a quinquaginta annis inconsolatam diocesim dereliquisse per defectum visitationis episcopalis*

² Archives de Valère, tir. 30 n. 9.

déclaré que le pieux étudiant, domicilié à Naters, mais privé maintenant de ses parents, avait de quoi subvenir à sa pension et à son entretien, selon l'honneur de l'état qu'il désirait embrasser, le châtelain dit dans son certificat daté du 6 août 1637 :

C'est pourquoi je prie instamment tous ceux à qui le dit Mathias peut s'adresser, quels que soient leur rang et dignité, d'avoir en recommandation le jeune Will pour la réception des ordres sacrés. Cela, pour la gloire de Dieu, de sa très sainte Mère et le salut de plusieurs, et aussi à cause de sa vertu, de sa bonne conduite et de la pureté de son désir. Que tous veuillent bien lui accorder conseil et aide pour faciliter sa promotion, convaincus de faire une chose spécialement agréable à Dieu qui les récompensera au centuple.

D'abord recteur de l'hôpital de Brigue, il administra durant quelques mois la paroisse de Glis, qui attendait son premier curé (1642). L'année suivante, placé à la tête des écoles de Sion, et bientôt chargé par l'évêque de l'administration de la maison de Géronde, le Chapitre, reconnaissant son mérite, le nomma chanoine titulaire et enfin capitulaire. En 1651, il fit son entrée à Loèche comme curé. C'est là que Dieu, pour éprouver sa vertu et fortifier son humilité, le soumit à la plus rude épreuve que puisse subir un prêtre. Une malheureuse fille lui attribua la paternité d'un enfant, qui était le fruit de ses coupables relations secrètes avec le fils d'un des premiers magistrats de la commune, qui voulut ainsi se venger des reproches que sa mauvaise conduite lui avait attirés de la part de son zélé curé. La calomnie fit promptement son chemin et le curé dut partir ignominieusement, sans même chercher à se défendre. Plusieurs de ses trop crédules confrères le crurent coupable et lui firent sentir leur mépris. Mais le ciel vengea enfin le saint prêtre par un triomphe éclatant. Surprise, quelques années après, par une maladie qui la conduisit au tombeau, la calomniatrice, effrayée à l'approche du jugement de Dieu, fit appeler un notaire, et lui déclara que c'était à prix d'argent et par haine contre l'innocent curé que le fils du magistrat l'avait décidée à cette atroce accusation, étant lui-même le père de l'enfant. L'humble Will devint alors l'objet de l'admiration générale, son évêque lui accorda toute sa confiance, en fit son official, puis son vicaire général ; ses confrères lui donnèrent toute leur estime, et le peuple le vénéra comme un saint. Dieu vint confirmer tous ces témoignages en lui accordant le don des guérisons miraculeuses. Considéré comme thaumaturge, on venait des cantons éloignés pour implorer le serviteur de Dieu, dont la mort arriva le 14 juin 1696. La confiance du peuple dans la puissante intercession de Will n'a point diminué. Déjà le 9 août 1713, le curé de Tuggen (Schwytz) et un autre témoin attestaient sept guérisons obtenues dans cette paroisse par le crédit du défunt chanoine de Sion¹. En 1836, un paralytique obtint sa guérison dès qu'il fut déposé sur la tombe du serviteur de Dieu.

¹ Archives de Valère, tir. 30-3.



CHAPITRE XIV

DE 1688 A 1728



Le dix septième siècle finissait en Valais par la mort d'un saint prêtre et le dix-huitième s'ouvrait par celle d'un autre. A sa mort, le vénéré Will laissait dans le chapitre de Sion un de ses amis et imitateurs, qu'il avait institué son exécuteur testamentaire. C'était le chanoine Im Winkelried, auquel on attribue des miracles et qui mourut en odeur de sainteté en 1706. Selon son désir, il fut inhumé à Valère, au pied, mais un peu à droite, de l'autel de la Visitation. Son corps, qu'un hasard fit découvrir, en juillet 1875, s'était desséché sans se décomposer, comme si on l'eût embaumé. Quelques jours après l'ouverture de son cercueil, que l'on referma bientôt soigneusement, sans toucher à rien de son contenu, l'action de l'air commençait déjà à donner une couleur terreuse au visage de celui qui, depuis cent septante-neuf ans, reposait dans la paix du Seigneur. Quoique moins célèbre que son ami Mathias, il fut cependant aussi l'objet de la vénération des fidèles des paroisses environnantes.

Si le ciel avait ouvert ses portes à deux ministres de paix, le siècle, par contre, gardait de trop nombreux perturbateurs du repos public. Le dizain de Loèche était dans l'agitation et le trouble. Un mauvais esprit n'avait cessé d'y régner depuis l'époque des violentes luttes religieuses. Le peuple n'y était pas pire qu'ailleurs ; mais une classe d'hommes possédés de l'esprit du mal s'appliquait méchamment, et sans qu'on en sache le motif, à semer la division, à inventer ou à saisir tout prétexte pour animer les esprits et les pousser à la

révolte contre l'autorité supérieure. En 1688, le gouvernement apprit qu'un ferment de discorde avait de nouveau été jeté au milieu de cette population et qu'un soulèvement y paraissait imminent et d'autant plus dangereux, que le châtelain de Loèche en était le principal auteur. Il avait insinué au peuple que les gouvernants cachaient à leurs administrés le bas prix auquel leur revenait le sel d'Italie, afin de s'enrichir par ce moyen; ensuite, qu'ils faisaient sur les espèces en argent une spéculation des plus lucratives. Pour étouffer cet incendie naissant, l'Etat jugea bon d'envoyer sur les lieux quatre commissaires qui instruisirent le peuple de la vérité. Celui-ci les reçut fort bien et se laissa facilement persuader. Mais, après leur départ, le châtelain, Gaspard de Riedmatten, recommença l'agitation. Par suite, plusieurs messieurs de Loèche furent expulsés et privés de leurs droits bourgeoisiaux. En pleine cour de justice, le châtelain les avait traités *d'infâmes voleurs, de menteurs et de traîtres au dixain auquel ils avaient ravi ses libertés et franchises*. Il avait confirmé ses assertions par un serment public. Cité à Sierre, devant le bailli, il reconnut sa faute et promit de se corriger. Bientôt, il retomba et entraîna dans son parjure le major du dizain et d'autres fonctionnaires. Un de ses adhérents s'était même permis une saisie arbitraire et inique à Tourtemagne, contre un de leurs adversaires, et ils auraient fait subir des peines à ceux qui avaient hébergé les domestiques et servantes des expulsés¹.

Le gouvernement voulant arrêter cette fâcheuse affaire, nomma un tribunal arbitral qui conduisit les choses à bonne fin.

Quelques années après, les troubles recommencèrent. Les brouillons s'autorisèrent d'un autre motif. On était au commencement de l'année 1702. Le roi de France avait fait acheter en Suisse les chevaux nécessaires pour la remonte d'une partie de la cavalerie de son armée d'Italie, et il les faisait passer par le Valais, comme voie la plus directe pour les conduire à Domédos, où la répartition devait se faire. Berne, Soleure et Fribourg, n'ayant manifesté le moindre scrupule pour le transit de ces chevaux qu'ils n'envisageaient que comme article de marchandise, sans y voir d'autres conséquences, Puyseulx, ambassadeur de Louis XIV, près des Suisses, n'avait pas cru devoir en prévenir l'Etat du Valais. Il s'était contenté d'écrire en particulier à quelques personnes de chaque Etat pour les prier d'accorder leur protection aux conducteurs de ces chevaux pour le cas où, dans le trajet à parcourir, il leur arriverait quelque accident imprévu². C'est ce qu'il écrivit lui-même au bailli le 1^{er} mars 1702, lorsqu'il eût appris ce qui s'était passé; c'est aussi ce que le protocole de la diète tenue à Tourtemagne, le 16 février précédent, explique ainsi :

Le vice-bailli Amhengart expose que se trouvant le 12 février à Rarogne aux noces du major (Meyer) Rothen, en nombreuse compagnie de parents et amis de tous les sept dizains,

¹ Absch. de 1688 et 1689.

² Archives de Sion, vol. des correspond. avec la France.

le chancelier d'Etat, Burgener, lui remit des lettres du bailli qui l'informait qu'une notable quantité de chevaux devait passer par le pays, conformément aux lettres annexes de son Excellence de Puyseulx. Le chef du pays demandait direction sur ce qu'il devait faire en cette occurrence, profitant pour cela d'une réunion où se trouvaient des messieurs des sept dizains. On voit par là que le bailli ignorait qu'une partie des chevaux eût déjà passé et que ce passage excitât parmi le peuple, poussé par des esprits méchants, une si grande suspicion contre les premières autorités. Effectivement, en divers dizains, le peuple s'était attroupé; il y avait eu des conciliabules secrets et publics; on accusait les hauts magistrats d'être de connivence avec la France et de trahir la patrie; on menaçait d'en venir à quelque violence. Cependant, outre que la dernière diète de Noël avait jugé, comme les trois autres cantons, que le passage des chevaux n'avait rien d'offensif, ni de périlleux dans des cas semblables, on aurait dû réfléchir qu'un profit notable revenait au péage vallaisan pour ces chevaux, dont les fournitures laissèrent deux mille pistoles dans le pays.

Mais la haine est aveugle et ne veut pas réfléchir.

Vu, dit le bailli, que cette rébellion a pris origine dans le dizain de Loèche, à l'instigation de quelques boute-feux de diverses communes et qu'elle commence à s'étendre dans les autres dizains et menace d'embraser tout le pays, on a cru nécessaire, de convoquer la diète pour que tout le canton apprenne l'état réel des choses.

Le bailli, le vice-bailli, le secrétaire d'Etat et ceux qui avaient en dernier lieu été envoyés en députation à Soleure près de l'ambassadeur français, jurèrent sur leur honneur que jamais ils n'avaient fait le moindre acte en défaveur du pays, et que les accusations portées contre eux étaient tout à fait calomnieuses. Puis, le major, le banneret du dizain de Loèche et autres préposés de la bourgeoisie du dit lieu, se présentèrent devant la diète pour se plaindre, au nom du corps bourgeoisial, de cette émeute due à quelques membres de l'autorité locale et à d'autres esprits séditionnaires, qui les avaient menacés eux-mêmes. Dans le mémoire qu'ils déposent devant la diète, ils s'expriment ainsi :

Cette révolte fut ourdie vendredi dernier, ici à Tourtemagne, par Samuel, fils d'Antoine Meschler. Des exprès furent envoyés dans toutes les communes pour exciter secrètement le peuple, à l'insu de l'autorité de Loèche, hormis son chef et quelques adhérents, membres gangrenés du conseil. La révolte devait éclater le dimanche suivant; le lieu de rassemblement était fixé à la maison de la cible, à Loèche. Le dimanche, le peuple des trois quartiers, savoir celui de la gauche du Rhône, celui depuis Zuben en haut et celui de la vallée des Bains, s'étant assemblés avant l'office paroissial, avec quelques-uns des membres infidèles de l'autorité, les habitants du quartier du bourg furent aussi sollicités de s'adjoindre à eux, mais ils refusèrent. Alors, le principal instigateur fit un long discours pour soulever le peuple contre l'autorité et la bourgeoisie, sous prétexte que la patrie courait le plus grand danger par le passage des chevaux de France. Après les chevaux, l'orateur disait qu'on introduirait dans le pays, sous le couvert de marchandises, de grands ballots contenant selles, fusils et autres armes, que suivront aussitôt des milliers de soldats; qu'assurément, la permission en avait été accordée par les chefs du pays et les messieurs; qu'il fallait s'en enquérir et tancer ces porte-perruques. Sur quoi, ces hommes réunis se lièrent par serment contre l'autorité, sauf ceux des communes de Sarquen, Varone et Agaren, dont les préposés avaient résisté à la rébellion dès le principe et dont même, sur leurs représentations, les subordonnés se séparèrent aussi des conspirateurs et s'unirent au groupe resté fidèle. Dès que les émeutiers apprirent que les chevaux arrivaient, ils envoyèrent quelques-uns des leurs couper le pont de l'Ilgrab pour en empêcher le passage: ce qui fut exécuté. L'un d'eux, Martin Meichtry, proposa même de tuer conducteurs et bêtes, mais il ne fut pas

approuvé. Lorsque l'autorité locale se rendit à l'église, ce même dimanche, pour y assister à la messe, les conspirateurs, semblables à des bêtes féroces, accoururent en tumulte, entourèrent les magistrats, proférant toute sorte d'injures, les appelant traîtres, coquins, voleurs et félons et criant : Frappez-les. On mit le poing sous le nez du banneret. D'autres hurlaient en criant : *Ces petits messieurs mériteraient qu'on les pendit*. Un jeune forcené d'Ergisch se glissa au milieu des magistrats, les insulta en leur faisant des grimaces de saltimbanque, et écumant de rage comme un sanglier. En un mot, ce fut un tumulte inouï durant plusieurs jours. Ils menacèrent de revenir sous peu en plus grand nombre, et de traiter bien autrement ces messieurs s'ils ne voulaient déclarer qui avait permis le passage des chevaux. Bien que les magistrats protestassent avec douceur et par serment qu'ils l'ignoraient, ces frénétiques ne se laissèrent point apaiser. Pour augmenter dans le peuple le soupçon de trahison, un Riedi de Niedergampel colporta la fausse nouvelle d'une saisie, qui aurait été faite à Loèche, d'un sac de farine appartenant à un habitant d'Ergisch. Quelques perturbateurs plus rusés furent envoyés dans les dizains orientaux afin d'y exciter de l'agitation ; la bourgeoisie fut même sollicitée de leur adjoindre quelqu'un en son nom pour l'accomplissement de cette mission, ou de les autoriser à agir eux-mêmes en son nom. Proposition qui fut rejetée avec indignation.

Ce mémoire éclaira le gouvernement mieux que toutes les discussions. On vit que le peuple des divers quartiers avait été trompé par des intrigants et on lui pardonna. Quant à l'instigateur principal, comme il appartenait à une bonne famille, par considération pour elle, on se contenta de lui faire payer trois pistoles à chaque dizain pour les frais ; on l'obligea à demander pardon, à genoux devant la diète, à tous ceux qu'il avait offensés, et à promettre, sous hypothèque de ses biens, de ne jamais plus s'immiscer en aucune sédition. Ainsi finit ce mouvement qui avait donné les plus sérieuses inquiétudes. L'Etat ordonna à son chancelier d'écrire au représentant français pour le prier d'oublier les insolences et les violences, dont quelques particuliers s'étaient rendus coupables envers les conducteurs, l'assurer que pareille chose ne se renouvellerait pas, et que chevaux et guides pouvaient enfin sans obstacle continuer leur route¹.

Les divisions religieuses causées par le protestantisme, les maux et les guerres qu'il avait occasionnés en Suisse comme ailleurs, firent craindre au nonce que la nouvelle hérésie, connue sous le nom de *Jansénisme*, que le vicaire infallible de Jésus-Christ avait déjà frappée d'anathème, ne s'infiltrât dans les pays catholiques de l'Helvétie. C'est pourquoi le représentant de Rome crut devoir avertir, en 1705, les magistrats valaisans de se tenir en garde contre le *venin* de cette dernière erreur, afin qu'elle ne pénétrât pas chez eux. Le gouvernement ne crut pas nécessaire, ni à propos de lui répondre, ou même de s'occuper de l'objet de cette lettre, parce que l'évêque du diocèse l'avait déjà fait, en lui écrivant qu'il n'y avait aucun danger pour ses ouailles. Le chef spirituel du Valais était alors François-Joseph Supersaxo, prélat prudent, zélé et instruit. Elu le 2 juin 1701, il mourut le 1^{er} mai 1734. Bon théologien, il attira l'attention du pape par la part honorable qu'il prit dans la lutte contre le jansénisme, qui, effectivement, n'entama jamais son diocèse. D'autres soucis préoccupèrent bientôt l'Etat.

¹ Abscheids de 1702.

A leur retour de Soleure, où ils s'étaient rendus pour toucher la pension annuelle, que la France passait au canton en vertu des capitulations militaires, les deux délégués valaisans annoncèrent qu'une députation notable du conseil de la dite ville s'était présentée devant eux au nom de tous les cantons catholiques, pour les entretenir des démêlés existant entre eux et les cantons protestants, au sujet du Toggenbourg. Ils s'étaient recommandés pour qu'une inaltérable harmonie ne cessât de régner entre eux et le pays, dans l'intérêt de la cause religieuse en Suisse. Plus d'un mois après (23 février 1708), les sept cantons annoncèrent au bailli que le désaccord avec les protestants tendait à une rupture prochaine. Ils rappelaient l'entretien que leurs représentants avaient eu à Soleure avec les deux délégués du Valais, et ils remerciaient l'Etat de la coopération qu'il leur avait promise en cas de graves événements. Le Toggenbourg était une seigneurie appartenant, en 1468, au comte de Raron, qui la vendit cette même année à l'abbé de Saint-Gall. Ce petit peuple avait des droits et des privilèges que les comtes, leurs anciens maîtres, comme le nouveau, avaient confirmés. L'abbé exagéra-t-il ses droits seigneuriaux ou peut-être se montra-t-il trop rigoureux dans leur exercice? Quoi qu'il en fût, en 1700, ses sujets se révoltèrent à l'occasion d'une route que l'abbé fit ouvrir pour faciliter les communications avec l'Allemagne; des malintentionnés leur avaient fait accroire que c'était un moyen de les mettre plus facilement sous le joug de l'empire. Le pays comptait trois mille catholiques et environ cinq mille protestants. Berne et Zurich, ce dernier surtout, favorisèrent ce soulèvement. Mais on s'aperçut bientôt que l'intérêt que leur portaient ces deux cantons et l'appui qu'ils donnaient aux insurgés, n'avaient pour mobile que le motif confessionnel; on espérait étouffer le catholicisme au milieu de ces populations, après les avoir soustraites au prince-abbé. Glaris et Schwytz, alliés et protecteurs des Toggenbourgeois, s'étaient interposés en leur faveur près de l'abbé, dont les Schwytzois n'embrassèrent la cause que lorsqu'ils eurent reconnu l'intention de Berne et Zurich. Les protestants Toggenbourgeois voyant que ces deux villes étaient pour eux et que trois mille Zurichois, commandés par un chef habile, marchaient à leur secours, se levèrent en masse et, joints à leurs auxiliaires, se livrèrent à des violences inouïes contre l'abbé, contre son couvent qui fut pillé, et contre les catholiques qui étaient rentrés sous l'obéissance de leur prince.

A la vue de ces excès, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden et Zoug prirent les armes, couvrirent leurs frontières, marchèrent contre le Toggenbourg et s'emparèrent du comté de Baden¹. Les sept cantons catholiques s'étaient plusieurs fois réunis en conférence pour s'entendre sur les moyens de résister à Berne et à Zurich, qui avaient « tracé un plan de guerre, non point pour défendre la liberté et l'indépendance du peuple du Toggenbourg,

¹ Zschokke.

mais pour augmenter la puissance de leurs villes aux dépens des petits Etats, leurs voisins¹ ». C'est ce que les cantons catholiques comprenaient fort bien. Depuis quatre ans, ils avaient demandé au Valais de se tenir prêt à marcher en cas d'hostilités. Le Valais avait plusieurs fois répondu qu'il se montrerait allié fidèle, et il avait assisté à diverses conférences tenues à ce sujet à Lucerne. Il avait soin, cependant, de leur faire observer qu'étant désintéressé dans la question toggenbourgeoise, puisqu'il n'avait aucune alliance avec le prince-abbé de Saint-Gall, ses troupes se contenteraient d'occuper leur territoire, afin de le défendre pendant que les alliés auraient les leurs au dehors. Cette clause était réellement conforme aux articles des alliances. On avait aussi expressément convenu que, dans les événements actuels, le Valais ne devait faire marcher son corps expéditionnaire que lorsque ses alliés le lui signifiaient.

Les 14, 15 et 17 avril 1712, des courriers arrivaient en toute hâte par la voie du Haut et du Bas-Valais. C'était Lucerne, qui informait l'Etat des périls que le catholicisme courait en Suisse, vu que Zurich et Berne, en plein mouvement chez eux, dirigeaient des troupes considérables sur le Toggenbourg; que les protestants avaient déjà usé de violence sur les couvents de Saint-Jean et de Sainte-Madeleine, dont ils s'étaient emparés, et qu'ils avaient même emmené de force quelques catholiques. Dans ces dépêches, Lucerne, parlant au nom de tous les alliés catholiques, se plaignait :

...de ce que ces deux cantons protestants se mêlaient si vivement du Toggenbourg dont ils n'étaient pas les seigneurs protecteurs, mais bien les Etats catholiques, sous lesquels le nombre des catholiques avait augmenté dans cette contrée; qu'on voyait clairement que l'intention des protestants était d'arrêter ces progrès et d'opprimer le catholicisme en ces lieux².

En conséquence, le Valais était derechef invité à tenir sa milice prête à marcher.

Ensuite de ces communications, le bailli convoqua la diète à Viège, où, le 22 avril, elle décida l'établissement de signaux dans tout le pays. Le 25, les deux levées militaires furent passées en revue, puis tout citoyen fut averti de ne pas s'absenter du pays sans permission de l'autorité. Les dizains frontières de Berne durent garder tous les passages.

Enfin Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald et Zug étaient entrés en campagne après avoir écrit aux Valaisans de faire partir aussitôt mille hommes. Fribourg et Soleure, de concert avec les cinq autres cantons et le Valais, s'étaient aussi engagés à fournir leur contingent et à occuper les positions qui leur avaient été assignées; mais l'un et l'autre restèrent dans l'inaction au moment décisif, quoique Fribourg eût même écrit aux Valaisans,

¹ Verdeil, hist. du canton de Vaud.

² Absch. de 1712.

le 25 et le 28 avril, pour les presser de partir au plus tôt¹. Les mille hommes commandés par le colonel Preux, partirent dans l'ordre assigné et suivirent le chemin de la Furka. Chaque dizain avait fourni cent hommes et le Bas-Valais le reste. Brigues et Conches réunis arrivèrent le 1^{er} mai à Oberwald, et passèrent la montagne le lendemain. Le 3 mai arrivèrent Viège et Rarogne, puis Loèche le 4, Sierre le 5 et Sion le 6. A cause du mauvais temps qui survint, Sion ne franchit la montagne que le mardi 9 mai, et quitta Hospital le lendemain pour se rendre à Wasen, afin d'y couvrir le passage par lequel on tirait les vivres d'Italie. Les compagnies filèrent par Altorf et arrivèrent enfin à Zoug, où elles restèrent dans une inaction forcée pendant plus de deux mois. Joyeuses et bien disciplinées les premières semaines, l'oisiveté dans laquelle on les laissait, bien qu'elles demandassent à se joindre à leurs alliés belligérants afin de montrer aussi leur valeur; le manque d'argent dans lequel elles se trouvèrent bientôt et certains reproches injustes et blessants qu'elles entendirent de la bouche des gens du peuple, les portèrent enfin de la mutinerie à la révolte, puis à reprendre la route de leurs foyers. Voici comment leur colonel s'exprime déjà le 6 juin, dans une lettre adressée à Jean-Martin Brand, à Altorf :

J'apprends avec un extrême déplaisir que mes gens fatigués d'une longue guerre, se rendent par troupes dans vos quartiers pour pénétrer en Vallais quoique, conjointement à leurs officiers, j'aie fait l'impossible pour les contenir dans leur devoir. Je n'ai point d'autre ressource que de porter mes plaintes à mes seigneurs et supérieurs [du Valais] qui ne laisseront pas impunis les coupables.

Dans les lettres que, le 20 mai, il adressait de Zoug au bailli, à Sion, et à un autre personnage, il faisait déjà pressentir la prochaine insubordination de la troupe par suite des causes énoncées, du défaut d'entente entre les cantons catholiques, de la mauvaise stratégie des chefs de leur armée et des reproches que le peuple zougais faisait aux schwytois. Ces deux missives font, mieux que tout autre exposé, connaître les causes de la défaite de l'armée catholique à Wilmergen. Les voici :

Monseigneur, j'ai reçu en passant par Altorf votre lettre du 9 de ce mois, avec l'instruction ou les ordres de Messeigneurs. J'ai encore rencontré Monsieur le vice-bailli Courten qui m'a suffisamment fait connaître, que notre Etat ne désirait rien plus que de se conformer à la conduite des deux villes catholiques [Fribourg et Soleure], laquelle varie cependant à mesure que la nécessité le demande et dont, souvent, on n'est instruit que trop tard, de sorte qu'il est très difficile de se pouvoir régler en tant de changements, ainsi qu'il est arrivé à Monsieur le vice-bailli Courten, lequel étant bien informé qu'il y avait ici une assemblée des cinq cantons catholiques au sujet de la guerre, ne trouva pas à propos, en l'absence des deux villes catholiques, de s'y trouver. Il m'ordonna de me rendre sur le lieu pour y assister. Mais, ordinairement, les affaires changent promptement de face. Les députés de tous les cantons catholiques se rendirent ici le 17, au soir, et furent très surpris de n'y trouver personne de la part de notre Etat. Il est vrai qu'ils m'invitèrent à cette assemblée, mais je leur fis voir

¹ Archives de Sion : lettre du colonel Preux.

l'impossibilité d'y assister, vu que notre république en devait être avisée et que c'était une assemblée d'Etats où je ne pouvais ni résoudre ni répondre ; que dès que ce serait un conseil de guerre, je m'y trouverais très volontiers. Les sept cantons catholiques viennent enfin de se séparer et ont renvoyé la conclusion de cette importante affaire à l'assemblée générale qui aura lieu le 22 courant, à Olten, où les intéressés des deux parties se trouveront, à la réserve de Schwytz, Uri et Unterwald, lesquels persistent toujours à faire la guerre. Il est à présumer que ceux-ci resteront seuls et que les autres voudraient bien ne pas avoir embrassé un si déplorable parti. Il est vrai que du côté des catholiques il y a beaucoup de bonne volonté et de cœur ; mais la disposition stratégique des protestants est très avantageuse. Ainsi cela mérite réflexion... Les deux premières compagnies du Vallais sont à Müri, à quatre lieues de Zoug, les deux secondes à Frauenthal, à deux lieues, et celle de Sion reste à Zoug, afin de l'envoyer aux postes les plus pressés, en cas de besoin. Les troupes du pays sont toutes plus avancées et occupent tant de postes qu'il serait trop long de les énumérer. Les protestants sont campés de telle manière qu'il serait très difficile de les en déloger... Messieurs les capitaines Plaschy et de Chantoney [le premier commandant la bannière de Martigny, et le second celle de Sierre et Entremont¹] venant en ce moment de leurs postes, m'informent des différentes mutineries qui surviennent dans leurs compagnies, lesquelles veulent avoir de l'argent, représentant qu'elles se trouvent sans solde ni deniers. Ceux du Bas-Vallais allèguent que leur mois de solde finit le 23 du présent et les autres consécutivement. J'ai fait en sorte, avec les capitaines, de prolonger le temps jusqu'au 28, en donnant quelque chose aux plus pressés ; et dès lors le mois commencerait pour tout le régiment. Je ne sais si cela pourra les contenter. Il est vrai que tout est d'une cherté exorbitante, et que ni officiers, ni soldats ne peuvent vivre de leur solde ; de sorte que je serai réduit dans peu de jours d'emprunter ici de l'argent pour payer le régiment : ce qui est d'une indispensable nécessité au moins pour la première semaine. Comme je ne reçois, non plus que les officiers, aucunes lettres du pays, j'ai cru nécessaire de faire partir un exprès. Tout est ici tellement embrouillé qu'il est à craindre que tout ceci ne finisse que très mal et qu'il n'entraîne des ruines, surtout pour Schwytz contre lequel tout crie. Il est certain qu'il est impossible de tenter la moindre chose sans mettre en péril les catholiques suisses. Les ennemis remuent jour et nuit la terre pour se retrancher, tandis que de notre côté nous sommes tous à découvert. Il est bien à souhaiter que nous puissions sortir des petits cantons pour nous mettre sous Lucerne, ou plutôt recevoir l'ordre de rentrer, pour éviter des dépenses excessives et prévenir des désordres parmi nos soldats, qui menacent à tout moment de s'en retourner en troupes.

Dans d'autres lettres, il fait ressortir la bonne organisation et les excellentes dispositions prises par l'armée protestante, tandis que, du côté des catholiques, tout est en mouvement, mais très inutilement. Peu après, parlant de la révolte de ses soldats qui manquaient même de pain, il déclare qu'ils se rendront incessamment dans leur patrie ; qu'en voyant tant de souffrances et une telle débâcle, *il est dans une désolation à mourir de douleur*.

Ainsi livrés à eux-mêmes, privés d'argent et de vivres, semblant n'avoir été appelé que pour tenir garnison inutile, il n'est pas étonnant que le régiment valaisan en soit venu à rentrer par détachements. Aussi, voyant ses soldats inutilisés par ses alliés, le 5 juin, dans une séance tenue à Viège, le gouvernement ordonna à leur colonel de les rapatrier tous². Comme les Zougois ne voulaient pas ouvrir les portes de leur petite ville pour en laisser sortir la garnison valaisanne, les hommes de celle-ci s'apprêtaient à les briser

¹ Ibidem.

² Archives de Sion ; correspondance du colonel Preux ; tir. 8 et Abscheids.

à coups de poutre, ce qui décida enfin les citadins à les leur ouvrir aussitôt. Ce que le colonel valaisan avait prévu arriva quelques semaines après; les confédérés catholiques mal organisés et manquant d'entente et de chefs supérieurs capables, furent battus à Wilmergen, le 25 juillet, et subirent de déshonorantes conditions de paix.

Après être rentrés dans leurs foyers sans avoir pu montrer leur valeur sur le champ de bataille, ni rapporter d'autre gloire que celle des dures privations qu'ils avaient endurées, les soldats valaisans virent leurs concitoyens se livrer à leur occasion à des murmures et à de graves attaques contre l'autorité supérieure. Les Conchards, plus soupçonneux encore que les autres et plus particulièrement mécontents du résultat de cette expédition, adressèrent à tous les dizains un mémoire d'accusation contre le gouvernement, qu'ils accusaient de trahison. Loin d'avoir voulu trahir, bien qu'il ait pu manquer de prévoyance en quelques points, l'Etat avait cru, au contraire, user d'une grande loyauté dans la direction fort épineuse de cette affaire et dans sa conduite envers ses confédérés. Ce mémoire ou ce *recès d'or* comme on l'appela alors, est intéressant et nous révèle des particularités historiques qui seraient ignorées sans cela.

Comme dans ces temps difficiles de guerre, dit le mémoire, il se répand beaucoup d'accusations et se tient divers propos tant sur la haute autorité que sur le danger de perdre leur liberté chèrement acquise, les communes, pour apprendre à ce sujet la vérité et empêcher qu'il n'en résulte des discordes entre les conseils et les populations du dizain de Conches, les communes, disons-nous, ont décidé de convoquer leurs procureurs. Dans cette réunion on apprit des représentants d'Ernen et de Münster quelques faits fondamentaux qui, cette fois, donnèrent lieu à blâmer la haute autorité; telle, par exemple, l'imprévoyance dans l'envoi si précipité de la troupe, d'où il est inutilement résulté de grands frais pour les communes, tandis qu'on aurait dû s'assurer auparavant si la guerre était réellement déclarée chez nos alliés de la Suisse; d'autant plus que l'Etat aurait pu être informé à temps par une lettre du vice-bailli Courten, alors député à Soleure, comment, dans les préparatifs de cette guerre, se comportaient les Fribourgeois, les Soleurois et nos autres alliés. Pouvant bien savoir que pour le moment ils gardaient la neutralité, le vice-bailli aurait dû en aviser au plus tôt l'Etat et le conseil de guerre, afin qu'avant la déclaration des hostilités on n'envoyât pas les troupes hors du pays et qu'on épargnât des frais inutiles: ce qui n'a pas eu lieu.

Avec cela le colonel Preux, arrivé avec nos troupes auxiliaires au-delà des monts, soit sur le sol de nos alliés, et quelques officiers arrivés avant lui, voyant que les Schwytzois nous recevaient comme des milices à charge et disaient « que les Vallaisans leur apportaient la guerre, qu'ils ne l'auraient pas eue sans cela », n'étant que trop prouvé qu'il n'y avait pas nécessité de guerroyer, le colonel aurait dû leur répondre que la République du Valais avait été trompée par leurs lettres; que, s'il en était ainsi, lui et ses soldats retournaient à l'instant au pays. Il est coupable de ne l'avoir pas fait.

Le troisième grief grave est qu'on ait interdit le retour à nos soldats et que nos supérieurs aient, par lettre, menacé de peine de mort ceux qui reviendraient avant le temps; que les juges et les députés des six autres dizains se sont rendus à Mœrel, pour forcer les premiers arrivants à rebrousser chemin: ce qui paraît un acte de despotisme plutôt qu'une sage disposition. Nous avons convenu de protéger les soldats, qui se sont bien aperçus qu'il n'y avait qu'un simulacre de guerre ou une simple échaffourée entre les Confédérés, et qui ont cru bien faire en s'en allant. Ils nous ont ainsi épargné environ 6000 écus de solde, puisqu'ils devaient, selon décision de l'Etat, rester deux mois dehors. Et qui sait si alors, tous seraient revenus en

vie? Qu'on demande à ces soldats à quels périls ils ont été exposés quand nos officiers les ont conduit hors du territoire de nos alliés. Nous pensons ainsi n'avoir nullement violé nos engagements envers nos alliés, qui plutôt nous ont trompés.

En outre, cet envoi précipité de notre troupe auxiliaire nous fait suspecter un manque d'attention de la part de nos gouvernants, puisqu'ils n'ont point observé avec le soin qu'ils mettent dans d'autres circonstances, quelle était, en cette guerre, l'attitude des autres cantons et des alliés comme Genève, Neuchâtel, Mulhouse, Bienne, l'abbé et la ville de Saint-Gall et les Grisons, lesquels, quoique en partie seulement catholiques, auraient pu tout aussi bien, mieux même, envoyer du secours à l'un ou l'autre parti: ce qu'ils n'ont pas fait. Les bons Vallaisans seuls, avec leurs sujets du Bas-Vallais, ont dû le fournir et, pour le cas qu'on en a fait, les uns et les autres ont été confondus; même ces derniers n'ont pas tous été de l'expédition¹. Il nous est pénible de penser que tous les autres alliés ont pu rester tranquilles, tandis que nous seuls nous ne l'avons pas pu, nous qui avions cependant tant de raisons de rester dans notre pays pour en garder et défendre les passages contre les Bernois. Ces motifs et d'autres nous ont engagés à transmettre les articles et demandes qui suivent à nos compatriotes des communes des six autres dizains, pour savoir s'ils veulent se joindre à nous dans l'intérêt des sept dizains et de la sauvegarde de l'autorité. Nous demandons :

1° Que la repourvue des gouverneurs de Saint-Maurice et Monthey, du major de Nendaz et du châtelain du Bouveret soit faite dans et par le dizain auquel revient le tour, à l'époque ordinaire, et que la prestation du serment et la reddition des comptes aient lieu comme au passé; cela pour deux raisons: 1° afin que celui qui est en élection pour devenir gouverneur ne soit pas exposé à hypothéquer son patrimoine et que, ensuite, comme il est plusieurs fois arrivé, pour se récupérer de ses dépenses, il n'use du bien d'autrui et ne punisse les petites fautes comme les grandes; 2° que par là nos sujets ne prennent en aversion le gouverneur, comme il est plusieurs fois arrivé, que tel a dû payer de sa vie sa sévérité, et, ensuite, que la République et ses gens n'aient à en supporter la conséquence, si une guerre survenait — ce qui est actuellement à craindre — et comme dans les guerres présentes il est advenu en Suisse dans les bailliages, où les sujets ont tiré sur leurs propres chefs et causé le plus grand dommage aux Lucernois.

2° Que pour les quatre hautes charges de bailli, vice-bailli, chancelier d'Etat et colonel du Bas-Vallais, la mutation ait lieu chaque deux ans, de manière que jamais la même personne ne cumule deux charges. Celles-ci seront réparties sur quatre dizains, laissant à l'Etat le soin de faire cette répartition selon les mérites. Mais si ces hautes charges n'étaient pas permutées durant une douzaine d'années, par exemple, et restaient dans le même dizain, et que, dans cet intervalle, beaucoup de droits douteux et d'appels surgissent, il serait à craindre que l'une des parties ne succombât par influence de parenté ou de cadeaux, etc.

3° Nous avons réfléchi sur ces honteuses députations, maintenant usitées et jadis inconnues, que l'on envoie aux Confédérés, qui absorbent l'argent du pays et peuvent donner lieu à des soupçons. Il faudrait les abolir.

4° Au sujet des frais injustement occasionnés aux communes dans cette guerre par l'imprévoyance de nos supérieurs et préposés, il faut s'informer qui en est la cause afin que l'on puisse se récupérer de ces dépenses. Les préposés de chaque dizain, comme banneret, capitaine de dizain, juge, seront invités à s'en occuper au plus tôt, sinon on a l'intention de rendre conditionnellement libres nos sujets², ou de chercher d'autres moyens sur lesquels on s'entendrait...

Telles sont les propositions que nous vous faisons ainsi qu'aux six autres dizains, vous laissant la faculté d'ajouter ou de retrancher de ces articles, étant prêts à les voter avec vous, comme aussi nous voulons rester solidement unis en toute occurrence. Nous vous invitons à

¹ On veut ici parler de la milice du gouvernement de Monthey et d'une partie de celui de St-Maurice, qui avait été employée à border le littoral du Rhône, parce que les Bernois avaient des compagnies jusqu'à Bex et avaient placé des canons en face du château de Saint-Maurice. Il fallait les surveiller.

² Il s'agit de l'émancipation du Bas-Vallais. Premier mouvement de justice, mais qui n'eût pas de résultat.

être attentifs aux conjectures présentes, à nous avertir si nous manquions et à nous aider à corriger ce qui serait défectueux. Nous ne voulons pas susciter de révolte mais la prévenir et nous employer pour le bien du peuple, selon la sincérité et le véritable patriotisme qui sont aussi votre partage. Du reste, nous sommes résolus de conserver à nos supérieurs et préposés — s'il ne survient rien de grave, comme nous le rechercherons et vous en ferons part — le respect et l'obéissance, s'ils ont l'intention de conserver nos libertés et s'il leur plaît de faire cause commune avec nous, en toute épreuve...

Ainsi fait le 14 juin 1712, à Auf der hauptstadt Blützigem auf dem kasten Biel, auprès de la chapelle nouvellement érigée à la Mère de Dieu, etc.

Suivent les signatures des représentants des communes de Conches et autres au nombre d'environ cent hommes.

Ce mémoire, ou plutôt cet appel, fit une grande sensation dans le pays. Un moment les Bas-Valaisans, qui s'étaient toujours montrés si prompts et si dévoués à défendre la patrie dans les nombreuses circonstances où elle avait eu besoin de leurs bras, conçurent l'espoir d'être traités en frères et non plus en ilotes. N'étaient-ils pas tous enfants de la même patrie? Cependant l'exposé des Conchards contenait un passage fort blessant pour les Bas-Valaisans, *puisque'ils faisaient un crime à l'Etat d'avoir fait le même cas des Haut et des Bas-Valaisans et d'avoir confondu les uns et les autres* dans cette expédition. La motion de libérer des frères fidèles et dévoués fut vite étouffée, quoi qu'elle eût fait grande sensation et causé de graves craintes. L'émancipation du Bas-Valais aurait enlevé aux sept dixains leur grande ressource financière et mis un terme à l'enrichissement de leurs principales familles, qui fournissaient les gouverneurs, majors, châtelains et autres fonctionnaires en bas de la Morge, et dont un grand nombre, selon l'aveu même des Conchards, se distinguèrent par leurs extorsions et autres injustices. Aussi, pour étouffer la chose dès le principe et empêcher l'effet de l'appel au pays, les hauts seigneurs s'empressèrent de rédiger à leur tour un contre-manifeste, en réfutation de celui de Conches. C'est un exposé des causes de la conduite des magistrats au milieu des événements qui se passaient en Suisse. Naturellement on y évite la question du Bas-Valais et l'on glisse sur certains faits où la prudence ou la perspicacité avaient fait défaut. Au moins le contenu est vrai. Le voici :

Il eut été très désirable, disent les hauts magistrats, que dans la diète tenue à Viège, le 5 juin, laquelle avait pour but de donner aux conseils et communes des sept dixains une relation vraie des opérations militaires et de leurs circonstances en tant que cela concerne notre patrie, on se fût présenté en plus grand nombre pour que la loyale conduite de la haute autorité, dans ces occurrences, pût être mieux divulguée partout et sa non-culpabilité reconnue. Il a été jugé à propos de rédiger par écrit ce qui s'est passé en cette assemblée du 5, qui a duré huit heures et a été tenue dans l'église de St-Martin. Nous en transmettons un acte à chaque dixain, ainsi qu'une copie de toutes les missives de nos alliés des cantons catholiques au sujet de leur demande de notre secours militaire. Les originaux en pourront être produits, si on le demande.

La diète ordinaire de Mai avait déjà été fixée au 6 mai, quand arrivèrent courrier sur courrier, jusqu'à quatre fois par jour, par le Haut et le Bas-Vallais, des lettres et avis des cantons catholiques. L'importance et l'urgence de ces dépêches obligèrent le bailli à con-

voquer avant la diète, une diétine à Viège, pour le 25 avril. Il y fut décidé d'un commun accord, après lecture des lettres, que nous ne pouvions dès ce jour, sans violer l'alliance contractée par nos ancêtres pour eux et pour nous, devant le saint sacrement de l'autel, nous dispenser d'envoyer le secours de nos troupes. En conséquence, on convint de tenir prête la première levée, d'insérer au protocole les décisions pour les soumettre aux conseils et communes et d'en attendre la ratification pour la prochaine diète. Le résultat fut que les députés des dixains supérieurs rassemblés à Viège, au domicile du bailli, et ceux de tous les dixains réunis ensuite à Sion, au château de la Majorie, en présence de l'Evêque et du Vén. Chapitre qui se sont aussi prononcés, ont déclaré que leurs conseils et communes étaient entièrement résolus de satisfaire, en loyaux confédérés catholiques, aux obligations de l'alliance et de fournir le secours demandé. Il ne restait plus qu'à voir comment, en quel nombre et sous quel commandant ce secours se mettrait en marche. L'époque du départ fut fixée au 1^{er} mai; quant au nombre, on s'est tenu à celui qu'on avait déterminé, il y a deux ans, en présence de la députation catholique, savoir : que cette troupe serait de 1000 hommes divisés en cinq compagnies ayant chacune son capitaine et son lieutenant, et sous le commandement d'un colonel qui est actuellement le capitaine Preux. Selon l'ordre établi, le dixain de Conches devait marcher le premier et, successivement les autres. C'est ce qui fut exécuté avec satisfaction et qui mérita les louanges non seulement de nos confédérés, mais aussi du nonce, dans sa lettre du 12 juin à l'Evêque, et des ministres d'autres puissances. Si la fin de cette expédition n'a pas correspondu à son commencement, ce n'est pas la faute de l'autorité qui serait bien à plaindre, si elle était responsable d'un mauvais résultat dû au défaut de bonnes décisions d'autrui. Nous n'avons pas la pensée d'inculper nos troupes qui, bien disposées au début, ne désiraient rien tant, comme on l'a appris, que d'être employées; mais qui ensuite des fausses mesures de nos confédérés et des reproches des gens de Schwytz, disant à nos soldats qu'on ne les avait pas appelés, qu'ils avaient plutôt apporté la guerre et la cherté dans le pays, — ont été irritées de cela et sont rentrées dans leurs foyers. Vu, ensuite, qu'il s'en est suivi de graves soupçons, de la méfiance et des propos injurieux envers les autorités ecclésiastique et civile, il serait désirable que Conches eût établi d'une manière plus claire les griefs allégués, afin de pouvoir répondre à fond sur chaque article et révéler la vérité. Mais, puisqu'il y a des versions contraires, il faut examiner avant tout : 1^o si nos alliés des cantons catholiques nous ont appelés; 2^o s'ils étaient en droit de demander le secours militaire et, dans l'affirmative, comment nous devions l'accorder.

Le premier point est démontré par les lettres de Lucerne, Schwytz et Uri; celle de Lucerne étant datée du 14 avril de cette année, et, de la même date, une missive de Zurich et Berne à Lucerne, et une semblable à Fribourg. Item, une dépêche, du 17 avril, venant de Lucerne; une des mêmes au Vallais, du 20 avril; du même jour, une d'Uri, une de Schwytz; une de Fribourg du 25 et une autre du 28 dit. Dans toutes celles qui nous sont adressées, nous sommes formellement requis du secours en vertu de l'alliance. Celle d'Uri, du 20 avril, annonce, en outre, la marche de sa troupe sous le drapeau cantonal. Celle de Schwytz, du dit jour, en nous invitant à une diversion contre Berne, nous annonce aussi le départ de son drapeau. Ainsi d'autres cantons.

La seconde question est élucidée par l'article 4 de l'alliance qui dit : « concernant le secours en troupes, on en demeure à la teneur de l'alliance déclarant que chaque partie devra fournir secours à l'autre, à ses propres frais, fidèlement et dans ce sens que si l'on tombe en discorde avec des non-catholiques, ce sera, malgré tout prétexte, envisagé comme affaire religieuse; et la partie appelée devra chaque fois et de cette manière fournir aide et secours. »

La raison de cette clause confessionnelle est, remarquez-le-bien, que les non-catholiques, s'ils espèrent pouvoir s'emparer d'un pays, n'entreprendront jamais une guerre sous prétexte de religion; mais, qu'après leur conquête, il ne leur sera pas difficile d'y implanter leur croyance : d'où il appert que nous ne pouvions nous dispenser cette fois de porter secours en vertu de l'alliance. On peut objecter : pourquoi Fribourg et Soleure n'ont-ils pas marché ? Réponse : On ne sait pas encore ce qu'ils feront. D'ailleurs, et c'est justement notre plus grande plainte, Fribourg, après nous avoir invités à partir, comme le prouvent ses lettres, s'est abstenu et

nous a honteusement trompés. Mais, de ce qu'ils n'ont pas satisfait à l'alliance, il ne résulte pas que nous ne dussions non plus y satisfaire. Si Fribourg nous a invités, peut-être pour pouvoir rejeter sur nous toute la faute du retard, il doit en porter toute la responsabilité.

On ajoute que nous nous sommes trop hâtés avec notre milice. Nous répondons qu'elle serait arrivée à propos si on s'en était servi alors; car il est connu que tous accusent les catholiques de n'avoir pas attaqué leurs adversaires avant que ceux-ci se soient rejoints et retranchés. Nos troupes étant alors bien disciplinées, si on avait agi, les choses ne seraient pas, probablement, dans un si mauvais état aujourd'hui. On se souvient encore combien, à l'époque de la guerre de Wilmergen, en 1656, nous fûmes malmenés pour ne nous être pas hâtés d'accourir avec notre troupe qui était cependant en mouvement. C'est pour ce motif que les cantons catholiques voulaient nous exclure aussitôt de l'alliance, si le banneret Jost n'avait pu exhiber une lettre du colonel Zweyer lui disant de ne pas se hâter avec sa troupe : *lento pede incedat*. Aussi, Zweyer fut tenu pour traître et banni; tandis que nous avons prouvé notre bonne volonté.

Objecte-t-on que le Toggenbourg ne nous regarde pas et que nous n'avons pas d'alliance avec l'abbé de St-Gall? — Cela est vrai; mais nous sommes alliés aux cantons catholiques, qu'à teneur de l'article plus haut cité nous devons secourir, sinon offensivement sur terres étrangères, du moins défensivement sur les leurs propres, et c'est dans ce sens que nous avons donné des instructions expresses à notre commandant, ne voulant pas nous attirer des ennemis d'autre part et nous compromettre avec Berne. Si nous avions retiré nos troupes, on nous aurait accusés de trahison et nos confédérés catholiques nous auraient attribué leur insuccès. Quant aux protocoles secrets dont font mention des lettres de cantons, ce ne sont que des convenus sur le mode de défense ou d'attaque : affaires de guerre qui exigent le secret. C'est aussi pour découvrir les secrets de l'ennemi qu'on dépense tant pour entretenir des espions. Du reste, si on veut voir ces protocoles, on les présentera.

La députation du vice bailli Courten a été demandée par nos confédérés catholiques, comme on peut le voir par la dépêche du 23 de Fribourg à Soleure et par celles de ces deux cantons écrivant au Vallais le 24 et le 25, où le motif est mentionné. Nous n'avons cependant accordé cette députation qu'en suite de plusieurs missives. Que toutes ces lettres ne pussent chaque fois être transmises aux dizains, toute personne sensée le comprendra. Comment aurait-on eu assez de moyens de faire parvenir ces lettres de l'étranger et de nos gouverneurs, puisqu'il en arrivait presque à chaque instant? Nul n'eût voulu s'occuper d'en délibérer, s'il eût fallu à chaque réception réunir un conseil de dizains qui, à la fin, aurait dû rester en permanence. Était-il possible d'en entretenir les conseils de dizain, dont la convocation et la réunion exigent dix jours et plus? Une affaire urgente peut-elle souffrir ce retard? Puis, en cas de divergences, d'avis, les dizains ou le conseil de guerre auraient-ils pu conclure? N'est-il pas plus convenable et moins onéreux que chaque dizain ait au conseil de guerre de sages représentants munis des pouvoirs nécessaires? On peut démontrer par les circulaires transmises que, de temps en temps, autant que faire se pouvait, on a fait parvenir des rapports aux dizains et proposé plusieurs assemblées générales, en laissant libre le choix du lieu, du nombre et la qualité des députés, dans le but de soumettre aux communes toutes les correspondances et de faire la relation de tout ce qui se passait, ainsi que cela a eu lieu à Viège, comme on le voit dans les recès transmis aux communes.

Si la manière d'agir des aïeux sert de modèle à leurs descendants, dans tous les pays, qu'on examine, comment, en pareille occurrence, nos ancêtres se sont comportés en 1531, lors de la guerre de Capell. Ils envoyèrent aux cinq cantons catholiques Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden et Zug, un secours de 1000 hommes, à leurs propres frais, quoique ni Fribourg, ni Soleure n'y prissent part, comme l'explique le recès de 1531, rédigé à Sierre le 2 octobre. Un Etat aurait protesté alors, pour tous les frais et dommages, contre ceux qui se seraient montrés négligents. Si l'on n'a pas envoyé, comme précédemment, un député en Suisse pour prendre des informations, c'est qu'on l'a jugé d'autant moins faisable que, d'un seul jour, on a reçu jusqu'à quatre dépêches officielles de Lucerne, Uri et Schwytz, datées du 20 avril. Ils nous annonçaient leur entrée en campagne, nous pressant par ces mots : *au plus tôt, le plus diligemment, sans retard*, de venir à leur secours. Si l'on ne peut se fier aux lettres munies du

sceau de l'Etat, tout est perdu. On ne peut donc inculper la haute autorité d'y avoir ajouté foi.

Quant aux dispositions prises depuis St-Maurice en bas et aux gardes établis, vous connaissez aussi celles que prirent vos ancêtres lors de la guerre de Capell. Ils placèrent des gardes à tous les passages frontières, ainsi qu'on le lit dans le recès de 1531; ils les y placèrent avant même que Berne y en eût mis. Cette fois nous avons d'autant plus raison de le faire que l'Etat de Berne en avait établi avant nous et que, par lettres ou courriers, il avait avisé d'autres cantons de notre mobilisation, sans s'en ouvrir avec nous.

On demande : pourquoi notre commandant ne s'est pas retiré dès qu'il eût appris les reproches que les gens de Schwytz faisaient à nos soldats dans leur marche sur Zoug? Mais est-il raisonnable que sur les propos de quelques insensés, on abandonne la généralité des cantons catholiques et qu'on les en punisse comme coupables? On ne pouvait tenir compte de ces invectives, puisqu'elles ne venaient pas de personnes constituées en autorité. D'ailleurs, il n'est pas permis à un officier de retirer ses troupes sans un ordre supérieur. Si l'on a ordonné très prudemment de se tenir uniquement sur la défensive sur les terres de nos confédérés catholiques, afin de les protéger, et de ne se permettre aucune hostilité en dehors, c'était pour ne pas donner aux Bernois un motif d'attaquer à leur tour notre territoire. Il ne s'en suit pas néanmoins, que nos troupes fussent inutiles dans ces cantons puisqu'elles y étaient pour protéger le sol et ses habitants. Lorsqu'on se charge de la garde d'une maison, il ne s'en suit pas non plus que l'on doive attaquer le voisin dans la sienne et se déclarer ainsi son ennemi.

On allègue encore, comme blâmable, que les membres du conseil de guerre se sont rendus dernièrement à Mörell pour repousser sévèrement les soldats revenant en grand nombre. Il est faux qu'on ait usé de sévérité; on n'a fait que les inviter, par de bonnes manières, de rester chacun sous leur drapeau par amour de leur réputation et de leur patrie. Outre cela, on se souviendra qu'en dernière diète, à Viège, où les députés des sept dixains étaient nantis de pleins pouvoirs, il a été décidé à l'unanimité que nos troupes seraient rappelées à la fin du mois et qu'elles devaient accompagner le drapeau. C'est pour cela qu'il a été ordonné aux membres du conseil de guerre de se porter à la rencontre de nos soldats qui revenaient à la débandade; de persuader chacun des siens de patienter encore quatorze jours et de revenir alors avec la bannière; que si cela leur était trop pénible, ils rentrassent au moins tranquillement et décemment dans leurs foyers. Dans cette conduite, les membres du conseil de guerre n'ont eu en vue que l'honneur de la patrie et de dégager notre responsabilité envers nos alliés. Il fut ordonné au capitaine de dizain, Jost, de prendre des mesures énergiques pour faire cesser la désertion, vu que notre milice devait rentrer dans deux semaines. Si l'exécution de cet ordre est une faute, pourquoi quelques dizains ont-ils puni les premiers déserteurs? car punir est plus que prévenir.

On allègue encore : 1^o que ce n'est pas une guerre de religion; 2^o que ceux de Genève, Neuchâtel et Bienne ne se sont pas joints non plus aux protestants. Quoiqu'il ait déjà été répondu au premier point, nous ajoutons : Est-ce que l'envahissement brutal des couvents, la profanation des images et le bris des crucifix et croix que relatent les lettres ci-jointes, n'en sont pas des preuves suffisantes? Quant au second point, il n'est pas notre affaire d'examiner si les confédérés protestants observent les uns envers les autres leurs obligations, ni ce qu'elles sont; nous n'avons à nous occuper que des nôtres. Cependant nous avons la certitude que Neuchâtel et Genève ont fourni aux Bernois des troupes auxiliaires.

Après cela, qu'on juge si on n'a pas agi loyalement, sans redouter aucune peine pour procurer le bien et l'honneur de notre patrie et remplir notre devoir envers nos alliés catholiques. Qu'on juge aussi combien sont injustes les accusations injurieuses que l'on a répandues dans le canton sur notre conduite, et combien les autorités constituées doivent être peinées de voir que ceux qui emploient tout leur zèle à rendre la justice à tout le monde, même aux plus petits contre les grands, soient ainsi contristés; de voir, en outre, qu'il soit permis aux plus infimes mêmes de débiter sur les premiers magistrats tant de calomnies; et cela dans un temps où l'on devrait surtout songer à vivre unis et faire cesser des propos subversifs, qui attirent les châtimens de Dieu sur le pays et fournissent à ses ennemis et aux malintentionnés les moyens d'accomplir leurs funestes desseins. Nous vous engageons donc à protéger notre

innocence, et nous prions Dieu de donner l'union véritable à notre patrie en ces temps périlleux et pleins de menaces, et de nous préserver tous ensemble de malheur, par l'intercession de la Vierge Marie. Donné à Sion le 27 juin 1712.¹

Il paraît que la défiance des populations envers le gouvernement était montée à un bien haut point, puisque l'évêque et le Chapitre durent apposer au bas du manifeste une attestation de la véracité des faits exposés et témoigner sur leur honneur sacerdotal qu'ils croyaient les magistrats innocents de tout ce qu'on leur reprochait. Au reste, comme toute situation violente ne peut durer longtemps, l'effervescence populaire et l'irritation des Conchards se calmèrent bientôt : le manifeste gouvernemental acheva d'éteindre l'incendie.

Cependant toute inquiétude n'avait pas encore cessé. La guerre entre catholiques et protestants durait encore; des combats avaient déjà eu lieu, mais la déroute de Wilmergen n'avait pas encore affligé les catholiques. Berne tenait des corps d'observation à tous les passages vers le Valais, et continuait à construire des fortifications en face du château de Saint-Maurice, malgré les réclamations du Valais, qui demandait que ces travaux fussent rasés. Fallait-il, en outre, continuer à garnir le littoral du Rhône de Saint-Maurice au Bouveret, puisque le danger paraissait s'augmenter? Comme on était à l'époque de la plus grande hauteur des eaux du fleuve, on crut suffisant de faire garder par les Bas-Valaisans les postes de Saint-Maurice et de la Porte-du-Saix. Les dizains durent tenir des hommes aux passages alpestres depuis le Sanetsch jusqu'au Grimsel. Les Conchards ayant cru remarquer une augmentation de danger sur ce dernier point, se recommandèrent pour un secours, en cas de besoin².

Les cantons de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald et Zoug revinrent à la charge auprès du Valais, en lui envoyant une députation après la défaite de Wilmergen. Les conditions que les protestants leur avaient posées à Aarau étaient si dures, disaient-ils, que les catholiques n'avaient pu les accepter, espérant que le ciel les aiderait. Mais, vu la supériorité du nombre de leurs adversaires qui, dans les divers engagements, avaient toujours été victorieux, ils demandaient que les Valaisans voulussent bien occuper le Grimsel pour empêcher que les communications ne fussent interceptées, et, ensuite, qu'ils vinssent encore à leur secours. On leur objecta les grandes dépenses que le pays avait déjà supportées par l'envoi des mille hommes, dont les cantons, par suite du défaut d'harmonie et des mauvaises dispositions prises dans cette guerre, n'avaient pas su tirer profit; puis, tous les ennuis que l'Etat en avait éprouvé de la part des dizains. Tout ce qu'on put leur promettre, ce fut de s'employer activement à leur procurer une paix honorable, pourvu que Fribourg et Soleure voulussent se prêter aussi à ces négociations; si on n'y réussissait

¹ Arch. de l'Etat. Abscheids.

² Abscheids du 6 au 9 juillet.

pas, on consulterait les communes. La députation des cantons répondit que, à la vérité, cette guerre n'avait pas été entreprise à la suite d'une entente commune entre les autorités et les populations de leurs pays, mais qu'ils espéraient voir l'accord se rétablir bientôt. L'évêque et le bailli exhortèrent alors l'assemblée à faire connaître aux dizains l'état des choses, pour que le gouvernement sût catégoriquement si et comment le pays voulait, de nouveau, secourir ses alliés catholiques dans leur besoin pressant.

Pour maintenir la liberté des communications avec Uri, on prit immédiatement des mesures pour la garde du passage du Grimsel; et dans le cas où Conches n'y suffirait pas, les autres dizains devaient lui venir en aide.

Il est un peu étonnant qu'après ce qui s'était passé, Fribourg envoyât à son tour une députation pour demander au Valais de quelle manière il entendait se comporter en cas de nouvelles hostilités. On ne put que lui témoigner la surprise qu'on éprouvait d'une pareille question, quand, dans tout le cours des événements passés, il était resté neutre, après avoir tant pressé lui-même les Valaisans à marcher. Néanmoins, à cause de l'intérêt qu'on portait à la cause catholique, on se montra prêt à faire avec Fribourg et Soleure une démarche collective près de Berne et Zurich, pour négocier de la paix; mais à la condition que les deux premières villes agiraient vigoureusement en cas de non réussite des négociations.

Survint une troisième députation: celle de Berne. Cet Etat annonçait que, d'accord avec Zurich, il avait traité de la paix avec les cinq cantons catholiques; que la paix était signée par Lucerne et Uri, mais, malgré cela, les cinq cantons avaient envahi hostilement leur territoire. En conséquence, en vertu des anciennes alliances, ils demandaient l'envoi d'une troupe auxiliaire, sinon l'observation de la neutralité. Une telle demande de la part du parti victorieux parut un peu singulière. La haute assemblée, réunie du 1^{er} au 3 août, répondit que n'ayant pas accédé aux sollicitations des cinq cantons, elle tiendrait la même conduite à l'égard de Berne; puisque cette ville se déclarait encline à la paix, on l'invitait, comme on allait aussi le faire envers ses adversaires, à montrer par sa conduite qu'elle était sincèrement disposée cette fois à rendre à la Confédération la tranquillité si désirée.

Depuis plus d'un siècle les Valaisans savaient ce que valaient les déclarations des Bernois, ces Grecs de l'époque. Ils en eurent, d'ailleurs, aussitôt une nouvelle preuve. On apprit qu'une troupe de cent-vingt hommes s'était avancée jusqu'à Saanen. Bien qu'elle eût déclaré n'avoir aucune intention hostile contre le Valais, le bailli fit prendre des informations et ordonna de la surveiller attentivement. Dès ce moment, le Valais n'eut plus à prendre une part directe à cette lutte entre catholiques et protestants. Les cantons catholiques, dans une conférence tenue à Lucerne l'année suivante, manifestèrent même au Valais leurs sentiments de gratitude pour le dévoue-

ment qu'il leur avait montré et les services qu'ils en avaient reçus dans cette question religieuse.

Les démêlés sanglants que ses voisins et alliés avaient entre eux, furent pour le Valais une cause de lourdes dépenses. Nécessairement, il ressentait le contre-coup de cette lutte fratricide; il était obligé de tenir presque constamment des hommes sur pied. Néanmoins le calme et la prudence des magistrats évitèrent bien des maux au pays, qui souffrit moins des événements extérieurs. Loin de diminuer, les recettes de l'Etat augmentaient graduellement depuis plusieurs années. Ainsi les comptes de 1714 portent que les sept dizains se partagèrent la somme de trois mille cent septante-sept écus bons¹, après toute dépense payée, ce qui faisait quatre cent cinquante-sept écus à chacun², sans y comprendre les deux mille francs anciens de la pension annuelle que la France passait au canton et qui était répartie de la même manière. Considéré et traité toujours en pays sujet, le Bas-Valais n'avait rien à voir ni à retirer dans ce partage, quoique plus de la moitié des recettes provînt de chez lui.

Deux sinistres signalèrent tristement l'année 1714, pour deux communes. Un grand incendie éclata à Monthey le 7 juillet à onze heures de la nuit. Dans l'espace de trois heures quatre-vingt maisons et l'église devinrent la proie des flammes³; le château eut sa toiture consumée, et quatre-vingt ménages durent chercher ailleurs un asile. Des quêtes eurent lieu dans le canton et à l'étranger pour subvenir aux besoins de tant de malheureux. L'Etat fournit un subside de cent écus et ordonna aux autres communes du gouvernement de Monthey de réparer à leurs frais la toiture du château. Par circulaire, l'évêque Supersaxo invita tout le clergé de son diocèse à venir en aide par de généreuses offrandes aux malheureuses victimes.

Le second désastre frappa la commune de Conthey, non par la fureur des éléments, mais par l'éboulement d'une partie des rochers des Diablerets, qui détruisit une des plus belles montagnes à pâturages que cette localité possédait dans cette vallée pittoresque, laquelle s'ouvre au-dessus des gorges du torrent de la Lizerne. Le 23 septembre, entre deux et trois heures de l'après-midi, par un ciel serein et une belle température qui avait fait garder encore dans ces hautes régions un nombreux bétail, un bruit effrayant se fait entendre, la montagne tremble comme si la terre allait s'entr'ouvrir. Bientôt un nuage de poussière obscurcit l'éclat du soleil, et d'épouvantables détonations répandent partout la terreur: c'est la partie occidentale des immenses et hauts rochers des Diablerets qui s'est détachée, descend par bonds gigantesques et vient combler la vallée sur un espace d'une lieue carrée et une hauteu

¹ L'écu bon valait 25 batz, et le batz valaisan valait 15 centimes de notre monnaie actuelle. Les 3177 écus faisaient donc 11.913 francs de France.

² Soit 1702 francs.

³ Archives de l'Etat.

de plus de trois cents toises au milieu. Cinquante-cinq chalets et trois forêts furent engloutis sous les décombres, ainsi que plus des deux tiers de la montagne de Dzeneille. Du terrain qui suffisait à la nourriture de quarante vaches durant onze semaines, il ne resta que pour l'entretien d'environ quarante pièces de bétail. L'interception des quatre torrents qui auparavant se réunissaient pour former celui de la Lizerne et du Pissat, donna naissance à cinq lacs plus profonds que ne sont les hauts sapins et les mélèzes les plus élevés. Le cours des deux derniers torrents fut changé et s'ouvrit au travers des forêts escarpées et des entassements de blocs énormes, pour se précipiter dans une étroite vallée. L'eau de la Dzeneille, dont les méandres sont cachés sous de profondes couches de roches brisées, forma trois lacs aux eaux vertes, peu étendus à la vérité, mais d'une grande profondeur. La Darborence, dont le cours ne fut pas changé, mais le lit rempli de quartiers assez gros, au travers desquels l'eau fait entendre son bruit sourd, forma aussi un lac d'une certaine dimension et qui n'est jamais à sec. Quinze personnes furent ensevelies sous ces ruines; une seule fut retrouvée, les autres personnes reposent encore sous l'immense monument funèbre. Plus de cent pièces de l'espèce bovine y périrent aussi, sans qu'on sache le nombre des chèvres, moutons, porcs, etc., qui furent enfouis. Un témoin oculaire qui se trouvait en ce moment à l'écart et nous a laissé ce récit, affirme que la catastrophe fut si subite, que les plus distants comme les plus rapprochés du lieu de la scène furent tués *comme au même clin-d'œil*. Le même ajoute que, pour un instant, l'obscurité produite par les nuages de poussière résultant de l'éboulement fut telle, que celle de la nuit la plus profonde n'est pas à comparer. Il fallut, pour cette année, abandonner les pâturages même très éloignés du théâtre de l'événement, parce qu'ils avaient été si souillés par les dépôts terreux qu'ils étaient devenus inutiles au bétail¹.

Comme la catastrophe atteignait toute une commune, l'État vint au secours des Contheysans en consentant à laisser partager quelques terrains communaux qui furent adjugés aux plus éprouvés par ce désastre, et en abandonnant pour un temps illimité les cens qu'il avait sur cette commune².

Quelques mois plus tard ce ne fut plus de populations cruellement éprouvées qu'on eut à s'occuper, mais des formalités de l'étiquette envers le chef d'une des maisons royales les plus policées de l'Europe, et qui sous ce rapport ne le cédait en rien à la cour de Louis XIV. Aujourd'hui, nous nous représentons volontiers nos aïeux d'il y a quelques siècles comme de rustres républicains, peu au courant des usages de la haute société et surtout des cours. L'histoire nous apprend cependant qu'ils connaissaient parfaitement l'étiquette et s'y conformaient beaucoup plus soigneusement que leurs descendants du dix-neuvième siècle. Apprenant, en mai 1715, que Son Altesse le duc de

¹ Récit déposé aux archives de Sion.

² Abscheids.

Savoie, Victor-Amédée II, premier roi de Sardaigne, devait arriver à Thonon avec sa famille, la diète valaisanne, réunie alors en session ordinaire, jugea qu'il était de toute convenance d'envoyer deux députés pour le complimenter au nom de l'Etat. Le bailli Burguener et le vice-bailli Courten, choisis pour cette honorable ambassade, se présentèrent devant Son Altesse pour lui exprimer la joie que leur pays éprouvait de savoir si près de sa frontière un allié fidèle et dévoué, qu'il venait complimenter en même temps qu'il lui faisait ses condoléances sur la mort du prince royal. Le duc sut fort gré aux Valaisans de cette courtoisie et les en remercia par les plus affectueuses paroles.

Les relations avec la France étaient aussi très fréquentes, et chaque année les délégués du Valais se présentaient à Soleure, au palais de l'ambassade française, pour le règlement des affaires entre les deux pays. La question religieuse qui, depuis l'apparition de la Réforme, n'avait cessé d'être une source d'ennuis et de dissensions entre les cantons de deux confessions, donna souvent aux Valaisans l'occasion de s'aboucher avec le représentant de la couronne de France. Ils profitaient aussi pour cela de la tenue des diètes fédérales à Baden, auxquelles assistaient souvent les ambassadeurs.

Les dures conditions que Berne et Zurich imposèrent à Lucerne et à Uri par le traité d'Aarau (18 juillet), et enfin aux cinq cantons ensemble les 9 et 11 août, après la défaite de Wilmergen, portèrent ceux-ci à rechercher plus spécialement la protection de la France, à l'instar des protestants réformés qui avaient fait alliance avec la plupart des princes réformés de l'Europe. En 1715, ils renouvelèrent donc avec Louis XIV l'alliance que, en 1663, ils avaient contractée avec le grand roi, et qui devait durer encore huit ans après le décès de ce monarque. Comme allié, le Valais était nommément désigné dans cet acte solennel auquel le bailli dut apposer sa signature. Le but principal de ce traité était de garantir les intérêts catholiques en Suisse. Aussi les cantons protestants, qui les premiers cependant avaient conclu de semblables alliances avec les princes leurs coreligionnaires, poussèrent-ils de hauts cris; mais il fut facile de leur répondre qu'on ne faisait que suivre leur exemple. Le pape Clément XI félicita les Valaisans, comme les autres cantons catholiques, de ce qu'ils venaient de faire. Sa lettre du 24 août commence ainsi :

Chers fils, nous avons tellement à cœur votre tranquillité et votre sécurité, qu'il n'est rien que nous demandions plus ardemment et plus assidûment au Suprême arbitre de toutes choses. Par là, vous comprenez aisément combien agréable nous a été la nouvelle de votre récente rénovation d'alliance avec le très chrétien roi des Français. Nous avons la confiance que celle-ci sera pour vous tous un boulevard, et qu'il en résultera un grand bien pour la religion catholique.

Il leur déclare ensuite qu'il ne cessera de les protéger, et que dans ce but, il a même réclamé l'appui de l'empereur romain nouvellement élu¹.

¹ Archives de l'Etat.

Après avoir pourvu aux intérêts religieux, le pays eut à s'occuper de ses intérêts commerciaux. La grande vallée du Rhône était la voie de communication la plus directe entre l'Italie et la France. Le Simplon était une route très fréquentée par les dizains supérieurs en quotidienne relation avec le Milanais, soit pour l'exportation de leurs produits, soit pour l'importation des choses nécessaires. C'était par ce chemin que depuis des siècles déjà, Conches surtout expédiait le produit de ses nombreux troupeaux, ainsi que les fromages qu'il achetait en automne chez ses voisins les montagnards de la Suisse. Depuis trois siècles au moins le Valais avait des conventions avec Milan et des privilèges pour son commerce. La France s'était aussi plusieurs fois entendue avec lui pour le passage de ses marchandises destinées à l'Italie. Ce mouvement commercial n'avait cessé de s'accroître. Ce fut pour faciliter le roulage et mieux garantir les marchandises, que, sur l'initiative de quelques compagnies commerciales et par les recommandations de l'autorité, s'établirent de trajet en trajet des magasins de dépôts que l'on nomma *soustes* (abris). L'Etat en avait probablement donné l'idée en désignant les localités où les voituriers devaient faire les déchargements du sel qu'il tirait de France. Le prix du transport était légalement fixé selon la distance des lieux. Bientôt on vit des compagnies de roulage se former dans le Haut-Valais ; elles établirent les soustes dans lesquelles devaient être déposées toutes les marchandises, en payant un droit. L'Etat leur accorda le monopole du roulage, moyennant l'entretien des routes et des ponts dont elles se servaient. Mais la négligence qu'elles mirent à l'observation de cette condition força souvent les inspecteurs de la voie publique à porter leurs plaintes à l'autorité. Les communes riveraines firent aussi de fréquentes réclamations. La souste de Brigue, seule chargée du mouvement par le Simplon, fut spécialement signalée comme ne soignant pas les colis, très tardive dans la réexpédition et se permettant un tarif exorbitant pour les transports. Ces négligences et ces exactions étaient cause que depuis bien des années le roulage avait énormément diminué et tendait à disparaître. Les ducs de Milan n'avaient point tardé à déclarer au gouvernement que, tant que les routes ne seraient pas mieux entretenues et les tarifs réduits à un prix convenable, le commerce de leur pays continuerait à prendre la voie du Piémont et du midi de la France, parce que sur cette voie les marchandises étaient bien soignées, transportées promptement et à un prix beaucoup inférieur. Les Valaisans se plaignaient de ce que la compagnie prétendait soumettre leurs articles *en transit* au droit de souste : exigence dont ils avaient été exempts en tout temps. Ces récriminations déjà anciennes et devenues générales, réveillèrent enfin le pouvoir. Sommés par le gouvernement de produire les actes authentiques qui prouvaient leurs prétentions, les sociétaires ne purent exhiber que des conventions faites entre eux. Alors la diète prononça (mai 1727) que les quatre soustes de Sion, Loèche, Viège et Brigue devaient être maintenues dans les droits prouvés par les anciens

usages, mais non dans leurs nouvelles prétentions. Elle déclara en outre que tout patriote était libre d'exporter comme il entendrait, avec exemption de souste : 1° tous ses produits; 2° une ou deux charges à cheval, par fois, des produits du pays achetés par lui-même, sans être autorisé néanmoins à en faire un trafic; 3° d'importer une voiture de fer étranger, mais seulement pour son usage; ensuite d'exporter de ses produits autant qu'il en fallait pour l'achat de ce fer; 4° tout fromage et drap du pays, soit pour son compte, soit au nom d'un concitoyen ou même d'un étranger qui aurait acheté ces articles dans le canton. Toutes les autres marchandises devaient être déchargées aux soustes des lieux de leurs passages, sous peine de confiscation et d'une amende de vingt-cinq ducats¹, dont le tiers appartiendrait au dénonciateur. Stalden, Saas et Saint-Nicolas protestèrent contre cette décision, qui fut confirmée quelques années après. Conches se réserva de pouvoir, en vertu d'un droit fondé sur l'ancien usage, expédier par Brigue, sans frais de souste, le fromage suisse qu'il introduisait par la Furka et le Grimsel et faisait passer en Italie par le Griess: cela dans le cas où, en automne, à cause de l'intempérie, le fromage ne pourrait plus prendre la voie ordinaire.

Malgré cette décision, vers la fin de l'année, la compagnie des transports n'avait pas encore diminué ses tarifs excessifs, puisque le comte Borromée, alors gouverneur de Milan, renouvela au bailli les mêmes plaintes, disant que depuis une vingtaine d'années les négociants de cet Etat se récriaient contre un nouveau péage que la compagnie avait établi sur la montagne du Simplon, ce qui était fort nuisible aux intérêts des deux pays.

Le renouvellement d'alliance entre les cantons catholiques et le Valais amenait le tour de Schwytz. L'époque fixée était même écoulée depuis quelques temps. Le gouvernement schwytzois prévint le bailli que le jour auquel on s'assemblerait était le 25 octobre de cette année 1728. Afin d'éviter les grands frais que ces réunions causaient à tous, le Valais avait proposé de supprimer toute pompe superflue; sa proposition fut agréable à tous. En conséquence, il fut décidé que la députation se composerait d'un député au nom de chaque dizain, un au nom de l'évêque et un autre au nom du chapitre de Sion. Chaque député devait cependant être accompagné d'un huissier et d'un serviteur. Puisqu'on appelait suppression de pompe superflue l'envoi d'un tel personnel pour un si petit pays, on voit quel développement de solennité on devait employer auparavant. On conçoit aussi les dépenses considérables qu'entraînaient les anciennes ambassades. Cette fois la susceptibilité nationale avait été blessée par un défaut de formalité. La lettre de convocation que Schwytz écrivit au Valais ne faisait pas mention spéciale du V. Chapitre et ne contenait pas le titre de *république*, que l'on devait officiellement donner au canton. Les dizains répondirent que si une nouvelle lettre d'invitation ne leur

¹ Cent quarante deux francs et cinquante centimes.

arrivait pas dans la forme et le temps voulus, leurs représentants ne se rendraient point à Schwytz. Ils eurent pleine satisfaction de l'oubli qu'on avait fait. Avant de renouveler leurs serments, les Valaisans jugèrent à propos de demander l'insertion de trois articles explicatifs, dont l'énoncé fait connaître la raison. Les voici textuellement :

1^o Quoique notre intention ne soit nullement, disent les Vallaisans, de modifier dans son essence l'ancienne alliance, mais seulement d'en suivre la teneur et le sens naturel, nous déclarons que la dite alliance a pour but unique le maintien et la protection de nos pays et de la religion dans les sept cantons et dans notre république vallaisanne, et que ce pacte ne peut être étendu au-delà, comme, par exemple, vis-à-vis des alliés des sept cantons ou des pays placés sous leur protection avec lesquels nous n'avons pas une alliance spéciale.

2^o Pour parer aux inconvénients dont nous avons malheureusement fait l'expérience nous ne croyons pas être tenus, à l'avenir, à fournir de secours effectif, s'il ne conste d'avance que les sept louables cantons sont unanimes pour la rupture de la paix et décidés à agir de concert. Il faut aussi que nos conseils de dizains aient reconnu les raisons de la rupture.

3^o L'article ajouté à l'ancien pacte dit : « Chaque fois que les catholiques sont en conflit avec les protestants, pour quelle cause que ce soit, cela doit être envisagé comme touchant la religion. » Nous voudrions qu'on exprimât autrement cet article qui irrite les protestants par le sentiment d'aigreur qu'il manifeste envers eux. Ne serait-il pas possible d'employer une autre rédaction tout en assurant la protection de la religion dans les pays catholiques?¹

Ces observations furent bien accueillies et, le 25 octobre, les représentants de la Suisse catholique renouvelèrent dans ce sens leurs serments fraternels. A la session de décembre 1728, le bailli annonça cette heureuse nouvelle.

¹ Archives de Sion.





CHAPITRE XV

DE 1728 A 1734

Il fallait aux baillis et à leur conseil un courageux dévouement, beaucoup de prudence et un grand tact politique pour diriger un peuple défiant, fier, si prompt à voir partout des atteintes à ses franchises et à soupçonner des trahisons de la part de ses chefs, un peuple si porté au murmure et au soulèvement. Il fallait être doué de longanimité pour supporter les travers de ces républicains jaloux, dont chaque dizain et presque chaque commune différait des autres par le caractère, possédait des privilèges et avait des usages consacrés ou reconnus par les lois fondamentales du pays. Il n'était pas rare de voir des communes et même des corporations se raidir contre des décisions gouvernementales, lors même qu'elles ne pouvaient invoquer aucune franchise. Dures comme les rochers sur lesquels elles avaient fixé leurs habitations, elles ne voulaient suivre que leur volonté, et il fallait parfois attendre leur soumission durant plusieurs années ou même transiger avec elles. Employer la force contre les récalcitrants, c'était s'exposer à en augmenter le nombre : vite on criait à la tyrannie. En voici une nouvelle preuve.

Une mine de fer existait à Binn, une des vallées latérales de Conches. On avait chargé Jean-Gaspard Courten de rechercher et procurer à l'Etat un homme expert pour l'exploitation de cette mine (déc. 1728). Quelques particuliers du pays avaient déjà fait des essais ; mais faute de fonds et de connaissances techniques, ils avaient dû abandonner leur entreprise. Au printemps

de 1730, un Anglais, du nom de Mandel, fit des propositions que la diète chargea l'évêque, le vice-bailli et Jean Kalbermatten, grand châtelain de la ville de Sion, d'examiner. Cette commission élaborait un projet de convention en prenant pour base les conditions proposées par Mandel même. En décembre de la même année, la diète accepta le travail de la commission, signa la convention et chargea le bailli d'en envoyer une copie à toutes les communes. Un article de la convention portait que le concessionnaire de la mine serait sur les lieux au mois de mai suivant pour commencer et poursuivre activement son œuvre. Au mois de mai, l'entrepreneur fit savoir qu'il ne pourrait arriver qu'en septembre. On l'attendit; mais des obstacles ou des difficultés imprévues lui inspirèrent des craintes sérieuses pour ses intérêts et l'engagèrent à proposer de nouvelles conditions. L'Etat ferait les avances pécuniaires jusqu'à la première fonte du minerai; dès lors, l'entrepreneur paierait l'intérêt de la somme au 4 % et aurait la concession pour dix ans. Après ce terme, l'Etat redevenait propriétaire en payant l'usine selon l'estimation qui en serait faite par des experts assermentés par le bailli. Mandel rendrait au bout du terme les sommes qu'on lui aurait avancées. Il demandait, en outre, que des copies de sa proposition fussent envoyées à ses frais aux dizains pour être soumise à leur sanction. C'est ce qui eut lieu avant de signer la convention.

Entre les difficultés survenues et la correspondance pour obtenir de nouvelles conditions, il s'était écoulé environ deux ans. Des malintentionnés profitèrent de ces retards pour inspirer au peuple la défiance contre les membres du gouvernement et les sédunois. Les instigateurs profitèrent des anciennes rancunes des dizains supérieurs contre la capitale et y ajoutèrent de prétendus griefs nouveaux, à l'occasion d'un droit d'octroi que la ville, en vertu d'anciens privilèges, faisait payer sur certaines choses vénales, à leur entrée dans ses murs.

Ce furent encore les députés de Conches, qui en diète de mai 1732, ouvrirent les premiers feux. Ils déclarèrent que leurs mandants s'opposaient à la convention faite avec Mandel parce qu'ils la considéraient comme dangereuse et nuisible aux intérêts du pays. L'assemblée fut surprise de cette opposition, puisqu'il était notoire que l'on n'avait eu en vue que le bien général en accordant la concession, dont le projet avait été soumis aux communes. Il était aussi reconnu que depuis des années, on désirait généralement l'exploitation des mines de Binn. La diète comprit cependant que des brouillons avaient dû répandre des bruits faux au milieu des populations. On avait effectivement fait accroire au vulgaire que la religion était en danger, parce que Mandel et son associé Aston étaient protestants. Nécessairement, disait-on, ils n'auront pour ouvriers que des protestants, qui nous arriveront en grand nombre. La vérité, cependant, était que l'entrepreneur avait déclaré ouvertement que, à part deux ou trois domestiques attachés à sa personne, il n'emploierait que des gens du pays, même au plus fort des travaux d'exploitation. D'autres disaient que

l'évêque et les hautes autorités du canton voulaient s'emparer du pouvoir en confisquant les libertés des communes.

Bientôt ce ne fut plus Conches seul, mais les cinq autres dizains qui s'agitèrent. Cependant, ils commençaient à s'apaiser, quand on apprit que les communes du dizain de Sion même se soulevaient. Le bourgmestre prévint le bailli de ce qui se passait et des précautions que le conseil de la cité croyait devoir prendre, en lui écrivant le 18 juin :

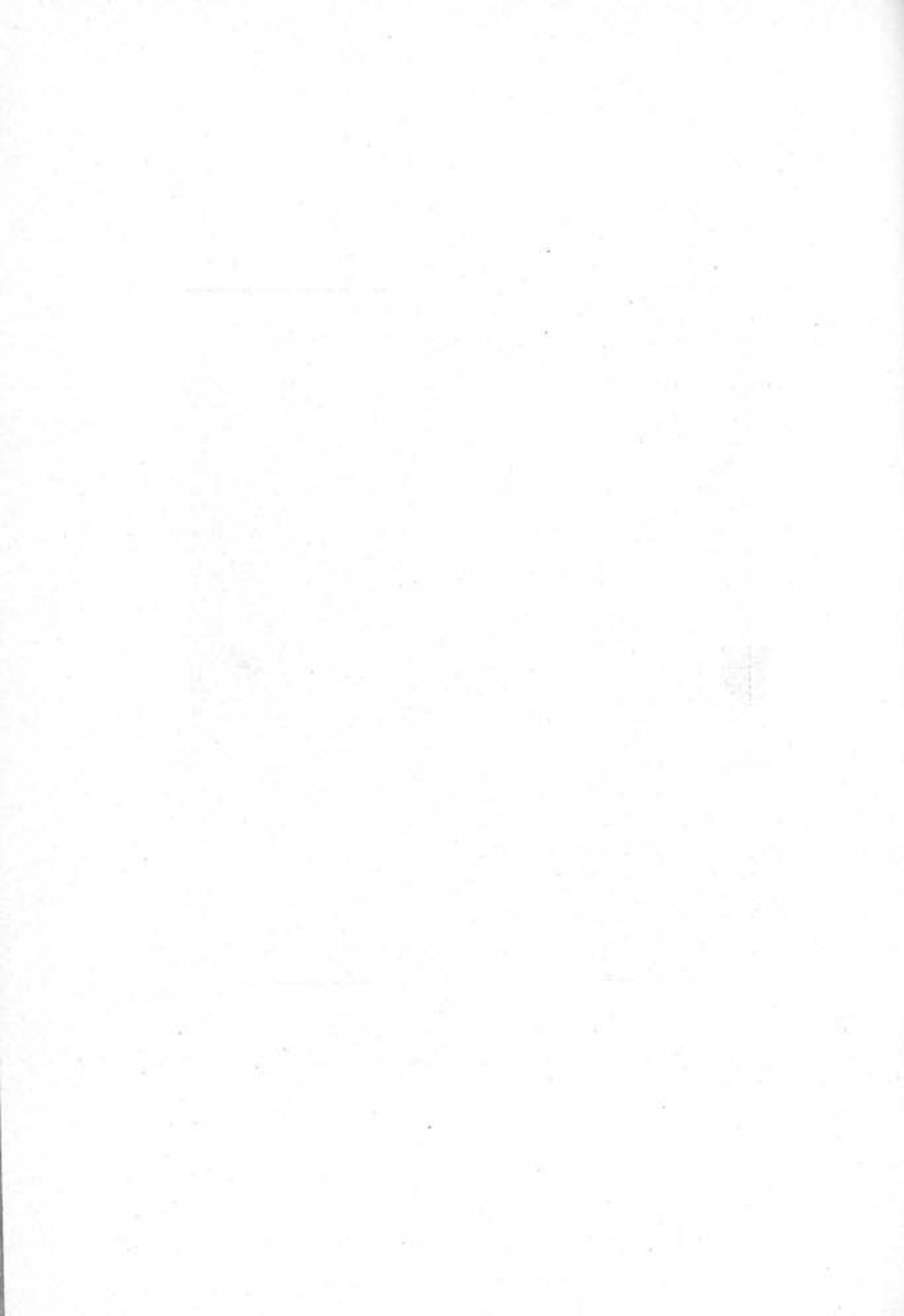
...Nous avons appris avec la plus vive peine que le peuple de la plupart des communes de notre dizain était tellement excité contre notre ville et ses magistrats, qu'il se permettait audacieusement d'envoyer de divers côtés des émissaires pour organiser des conciliabules secrets et des assemblées publiques et de faire partir des délégués pour les six dizains supérieurs; et que même, il menaçait notre ville d'attaque et d'incendie, sous prétexte que le traité pour les mines était fort désavantageux au public et une trahison envers la patrie. C'est pourquoi nous avons été contraints pour ainsi dire, non seulement pour notre sûreté personnelle, mais encore pour celle de Sa Grandeur, du Vén. Chapitre et de la Chancellerie d'Etat qui est ici, de nous mettre en défense armée. Mais, comme notre armement pourrait donner lieu à quelques compatriotes de nous soupçonner d'intentions hostiles, nous avons cru devoir assurer Votre Excellence que nous n'avons en vue que notre défense. Nous espérons avec confiance que Votre Excellence, les conseils et communes des autres dizains nous assisteront, en cas de besoin, de leurs conseils et de leurs secours, afin de détourner les communes de notre dizain, irritées contre nous, d'en venir à des hostilités ouvertes, etc.

Cinq jours après, le bailli, qui résidait à Viège, répondit qu'il avait communiqué aux dizains la demande du bourgmestre, et qu'une lettre de Sierre faisait espérer que Sion n'avait rien à craindre, *à moins que les dizains eux-mêmes ne prissent ombrage de vos grands préparatifs*. En conséquence, il engageait à cesser tous préparatifs, et il annonçait qu'il allait écrire dans le même sens aux communes des environs de la capitale. Celles-ci étaient en grande effervescence. Quelques négociants bernois venus au marché de Sion informèrent confidentiellement le bailli que le capitaine Héritier de Savièze, et le porte-enseigne Carroz, d'Ayent, s'étaient rendus, il y avait une douzaine de jours, à Saanen, d'où ils avaient envoyé à Rougemont les deux porte-enseigne Zünger et Matter, pour faire au gouverneur certaines demandes dont ils ignoraient la substance. Le bailli prit aussitôt des renseignements près de Gabriel de Gingins, gouverneur à Rougemont. Il l'informa en même temps des troubles occasionnés par l'affaire des mines et l'avisait que la démarche d'Héritier et Carroz avait probablement pour but d'obtenir quelques moyens d'exécuter leurs desseins révolutionnaires. Il pria donc le gouverneur de daigner faire acte de bon voisinage en informant l'autorité valaisanne de ce qu'il savait à ce sujet. La réponse de Gingins (9 juillet) fut qu'il n'avait pas encore vu les émissaires supposés, mais qu'il avait donné les ordres nécessaires pour découvrir Héritier et ses agents, surveiller leurs démarches et empêcher qu'aucun secours ne pût parvenir aux agitateurs du Valais. Prudent magistrat, le bailli fit aussi part à Uri et Schwytz de ce qui se passait et des accusations dont l'autorité était la



LE COMTE MAURICE DE COURTEN

Lieutenant-Général au service de France, né en 1692, mort en 1766.



victime innocente; *accusations qui avaient dû être entendues dans leurs cantons* par des Valaisans. Ces deux Etats affirmèrent qu'on avait bien entendu ces accusations chez eux, mais qu'elles avaient été proférées par des Valaisans se rendant à Einsiedeln et que leurs populations n'y avaient voulu ajouter aucune foi.

L'évêque¹ se trouvant impliqué dans ces accusations crut devoir engager ses ouailles à la paix, en cherchant à les dissuader. Il défendit les réunions tendant à s'occuper de cette question.

« Nous ne trouvons pas de paroles, dit-il dans sa circulaire du 20 Juin, pour vous exprimer la profonde douleur dont nous sommes pénétrés depuis que nous avons été informés que des citoyens perturbateurs répandaient dans notre diocèse le bruit calomnieux, que les hauts magistrats songeaient à trahir la patrie en vendant sa liberté. Des émissaires parcourent les dizains pour soulever les communes contre leurs chefs, et ils interprètent perfidement les actes, les conventions et les sentiments des membres de la diète. Des misérables traitent injurieusement des personnages distingués par leur vertu, leurs mérites et leur loyauté; ils les menacent et les vexent de mille manières.

A la vue de si nombreuses offenses de Dieu, votre premier Pasteur ne peut garder le silence; l'amour qu'il vous porte et son profond désir de ramener le calme au milieu des populations le pressent de vous conjurer, par les entrailles de la miséricorde divine, de mettre un terme à ces accusations fausses, haineuses et perfides. Repoussez avec horreur tout ce qu'on vous dit contre vos magistrats, car ce sont d'effrontées calomnies que l'iniquité a inventées. Nous vous l'ordonnons en vertu de l'obéissance que vous nous devez et sous la menace des châtiments célestes. Quant aux ecclésiastiques, dont la plupart, à la vérité, se sont louablement conduits dans ces circonstances, nous leur défendons, sous peine de suspense encourue par le fait même et autres peines à notre choix, d'exciter les masses, de nouer des intrigues, de favoriser les discordes publiques ou de donner la main à ce qui pourrait nourrir ou causer des troubles. A l'avenir, celui qui osera parler de liberté vendue, de trahison de la patrie, celui-là même, nous vous en prévenons, devra être considéré comme perturbateur et ennemi de la patrie. Quant à notre personne, qu'on cherche à rendre suspecte, rassurez-vous. Loin de vous la pensée que nous ayons honteusement dégénéré de la loyauté et du patriotisme de nos ancêtres. Jamais, oh non! jamais, nous ne souillerons nos cheveux blancs en trahissant la cause de la liberté. Ce n'est pas quand nous touchons au terme de notre vie que nous ferons rien qui puisse faire marquer notre tombe du sceau de l'infamie. La main vengeresse de Dieu frappera quiconque osera dire le contraire..... »

Cette vigoureuse lettre pastorale ne servit qu'à jeter de l'huile sur le feu; à Brigue on jugea plus sage de ne pas la laisser lire². Le 9 juillet, il y eut à Stalden une sorte de conseil d'évêché, où l'on proposa de soumettre à tous les dizains l'adoption des huit propositions qui furent la base des trente-neuf articles, que l'on établit dans une landsgemeinde tenue à Viège les 27 et 28 août. Ces huit articles furent aussi proposés à Savièze en même temps qu'à Stalden³. Le ciel s'assombrissait, un nouvel orage se préparait. Le bailli crut convenable d'écrire à Aston, successeur de Mandel, de congédier tous ses ouvriers et de partir lui-même, parce que sa vie n'était pas en sûreté.

¹ François-Joseph Supersaxo.

² Archives de Sion : Recès.

³ Ibidem.

Evolène, Mages, Vernamièse et Vex, étaient partisans de la ville de Sion; mais Savièse et Ayent agissaient vivement contre elle; souvent leurs émissaires se rendaient dans les dizains supérieurs où ils agitaient le brandon de la discorde. Ces deux communes avaient tenu une réunion à Vex où les autres communes avaient aussi été convoquées, mais où elles ne se rendirent pas, sous prétexte de n'avoir pas reçu l'invitation à temps. Le dimanche suivant, une seconde assemblée dut avoir lieu à Grimisuat ou à Champlan. Toutes les communes du dizain y avaient été invitées, sauf Vex. Les sédunois qui avaient notablement diminué le nombre de leurs gardes, se virent forcés de les augmenter de peur d'une surprise. Leurs autorités s'étaient montrées fort loyales envers leurs codizainiers, dès le commencement des difficultés. Elles avaient écrit à toutes les communes pour leur expliquer, comme elles l'avaient fait au bailli, la raison de leurs préparatifs de défense. Après leur avoir montré qu'il connaissait toutes les menées des émeutiers et de leurs chefs, le bourgmestre disait nettement :

Nous vous déclarons que dans la situation que vous nous faites, nous sommes contraints de nous tenir sur nos gardes et de veiller pour la conservation de notre chère ville, pour laquelle nous verserons jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

Lucerne, qui était vorort, soit canton directeur, craignit vivement que de graves événements n'éclatassent. Il en écrivit à l'évêque, au bailli, au chapitre et aux dizains, et s'adressant au peuple, il disait :

...Nous ne pouvons moins faire, très chers alliés, que de vous représenter paternellement la triste situation et les suites pernicieuses de vos continuels désordres, lesquels, à ce que l'on dit, ne doivent être fondés que sur un soupçon, émis par des esprits malintentionnés à l'occasion d'une convention pour mine de fer; comme si par cela votre patrie eût été vendue à une puissance étrangère. Nous ne pouvons que vous engager, avec la plus sincère intention du monde, à considérer les vues dangereuses (des perturbateurs) ainsi que l'évidente fausseté des bruits malicieusement répandus, destitués de toute vraisemblance et qui ne tendent qu'à vous jeter dans la défiance et à produire la plus funeste désunion. A ces fins, nous vous exhortons très sérieusement et vous requérons d'avoir à cœur votre propre tranquillité, de réfléchir autant qu'il faut dans les conjonctures présentes, de n'ajouter aucune foi aux inventions susdites et aux insinuations perfides et de cesser vos divisions (5 août).

Ces fraternelles invitations n'amenèrent pas un calme immédiat, mais elles empêchèrent probablement un éclat. Il était naturel au peuple de s'octroyer un peu de satisfaction contre la haute autorité et contre la capitale, en donnant essor à ses plaintes et en exposant ses demandes dans une réunion publique. C'est ce que firent les dizains en envoyant leurs nombreux représentants tenir à Viège une assemblée générale en conformité de la proposition émise à Stalden, en juillet. Savièse et Ayent n'avaient pas manqué d'y paraître. La session dura deux jours, c'est-à-dire le 27 et le 28 août. On y dressa trente-neuf articles votés à l'unanimité et dont voici les principaux :

ARTICLE PREMIER. — Le traité Mandel est révoqué. Si l'acte en est perdu, Mandel en donnera par écrit l'annulation en déclarant que ni lui, ni ses successeurs ou associés n'auront jamais aucune réclamation à faire au pays.

ART. 4. — Toutes les affaires intéressant le public qui auraient été faites par l'Etat, seront exposées aux Communes sous peine de perte d'emplois, et les abscheids seront déposés dans chaque dizain en un lieu convenable, et non plus chez les juges.

ART. 5. — Dans tous les dizains, les communes feront en sorte que, outre ceux qui servent actuellement, tout homme tenu au service soit armé et pourvu de munitions le plus tôt possible.

ART. 6. — En vertu de l'ancienne coutume, aucune marchandise fabriquée dans le pays, qu'elle appartienne à un citoyen ou à un étranger, ne doit être déposée dans les soustes, non plus que les marchandises importées pour la consommation du pays; celles-ci, toutefois, acquitteront un péage équitable. Dans cet article, cependant, ne sont pas compris les conducteurs de ballots du dizain de Brigue, si dans un an et un jour ils peuvent exhiber des titres authentiques, prouvant que les marchandises achetées par l'étranger doivent être mises en souste. La souste de Sion n'a pas plus de droits que les autres soustes et le patriote n'est pas tenu à plus envers elle qu'envers les autres. Il en est de même pour celles de Martigny et de St-Maurice.

ART. 7. — Les marchés publics de Sion seront soumis aux mêmes règles que ceux des autres dizains. Sion produira dans le terme d'un an et un jour les titres de ses prétendus droits sur les autres dizains.

ART. 11. — Nul ne sera admis patriote (naturalisé) sans référence suffisante. Les dizains devront en être préalablement informés et consentir à l'admission.

ART. 12. — On réclame le partage entre dizains des canons, du plomb et de la poudre appartenant au pays et que la ville de Sion possède actuellement. Item, l'argent qui est de propriété publique.

ART. 14. — Les capitaines de dizain et les bannerets ne le seront plus à vie, mais ils résigneront et seront remplacés après un terme fixe. Il en sera de même pour le porte-enseigne, excepté en Lietsch où le titulaire restera dans le même tiers. On juge cet article très utile à l'égard des bannerets, afin qu'ils se comportent mieux et ne deviennent pas trop puissants; il est aussi utile aux communes, en ce qu'elles auront moins de frais, les armes y seront mieux soignées et les hommes mieux exercés, et il n'arrivera plus que pendant une longue période d'années les jeunes hommes ne voient plus leur bannière. Il est décidé à l'unanimité qu'à partir de la date à fixer, les capitaines et bannerets seront changés ou confirmés tous les quinze ans.

ART. 15. — Les torts subis par des dizains, communes ou simples citoyens, par suite de mauvaise justice du dizain ou de l'Etat, seront soumis à la prochaine *Landsgemeinde*, qui, de plein droit, portera son jugement, sans aucun frais.

ART. 17. — La ville de Sion fera démolir immédiatement la porte appelée *porta conventus*,¹ qu'elle a fait construire sans l'assentiment de la nation et contrairement à l'ancienne coutume; elle en fera rétablir le chemin en l'ancien état, afin que entre elle et nous, il n'y ait pas mésintelligence, mais confiance.

ART. 18. — Les six dizains supérieurs et les deux tiers de celui de Sion se plaignent de ce qu'on ne leur ouvre pas les portes de la ville durant la nuit, même avec de justes raisons. A l'avenir, les portes devront être ouvertes à toute heure à un patriote, s'il se fait connaître et s'il déclare d'où il est et où il va.

ART. 20. — On veut savoir ce qu'est devenu l'argent reçu des taillables, puis qui perçoit la pension annuelle de France pour les étudiants, et qui en jouit.

ART. 21. — Aucune diétine (diète extraordinaire) ne sera finie avant d'en avoir soumis les tractanda aux communes. Les deux diètes ordinaires auront lieu comme du passé et siègeront à Tourtemagne. L'année que se tiendra la *Landsgemeinde*, la diète de mai n'aura pas lieu.

¹ C'est la porte qui termine le rempart du côté du Rhône, et unit Tourbillon au rocher de Valère. Elle existe encore aujourd'hui, quoique en ruine.

ART. 22. — Jusqu'à exhibition, en prochaine diète de mai, de ses titres anciens et authentiques, la ville de Sion cessera d'exiger les péages, droits de transports et autres impositions que les patriotes lui reprochent de leur faire payer.

ART. 23. — Le voiturage des colis de commerce sera libre.

ART. 24. — Les statuts révisés contiendront les recès des nouvelles décisions en matière de droit.

ART. 25. — On voudrait que dorénavant la Landsgemeinde se tint chaque quatre ans et qu'elle concourût à la nomination aux hautes fonctions; que la première fois qu'elle se tiendra, à Tourtemagne, en mai prochain, notre bailli, qui l'aura convoquée, la préside en personne. Chaque dizain y députera au moins vingt hommes, et plus, s'il veut.

ART. 29. — Les six dizains supérieurs pourront hériter de tous les biens en Vallais tombés en échûte. Les mêmes dizains participeront par égales parts avec la ville aux échûtes de biens sis en certains districts et auxquelles elle prétend avoir seule le droit. Si elle y a des droits réels, elle devra les produire en prochaine Landsgemeinde.

ART. 31. — La ville de Sion ne sera admise à aucune Landsgemeinde, avant qu'elle se soit accordée avec les sept dizains.

ART. 32. — Un inventaire du trésor de l'Etat sera envoyé aux sept dizains.

ART. 34. — Les deux Tiers du dizain de Loèche qui se sont rendus dès le commencement à cette Landsgemeinde, auront à l'avenir dans ces assemblées la préséance sur le Tiers qui n'est venu que tardivement.

ART. 35. — Quant à payer les frais de la présente Landsgemeinde, il a été décidé que ceux qui ont négocié et conclu le traité avec Mandel devront payer à chaque dizain douze doublons, non comme peine, mais à titre d'indemnité pour les embarras causés. En attendant, le bailli prendra cette somme sur l'argent du produit du sel. En outre, le trésorier de l'Etat remettra trente doublons à chaque dizain, et vingt aux deux Tiers de Sion qui se sont présentés à la réunion.

ART. 36. — Le bailli, le vice-bailli, le secrétaire d'Etat et le trésorier, accompagnés de douze délégués de chaque dizain, se rendront à Sion, le jour qui sera fixé, pour y retirer l'artillerie et les munitions qui appartiendraient aux sept dizains.

ART. 37. — Dans tous les articles précédents, réserve est faite des droits que possédaient l'Evêché et le Vén. Chapitre.

ART. 38. — Les six dizains et les deux Tiers de celui de Sion se sont mutuellement engagés à se protéger et à se soutenir à jamais, par tous les sacrifices, en toutes occurrences et choses justes. »

Par le trente-neuvième et dernier article, on veut que le protocole de la Landsgemeinde soit transmis au secrétaire d'Etat et corroboré par le sceau du gouvernement.

Comme il est facile de s'en apercevoir par la lecture des articles, cette Landsgemeinde n'avait pas eu la modération, le calme et la prudence pour conseillères. Les têtes étaient exaltées; on avait pris des décisions qui s'en ressentaient.

Aussi, Conches, qui avait commencé l'agitation populaire, ne tarda pas de réfléchir qu'on venait d'agir avec précipitation, et que Sion n'avait probablement pas tous les torts qu'on lui supposait. Il écrivit aux autres dizains dont, l'effervescence commençait à se calmer, pour leur remontrer qu'il n'était point pressant d'opérer un partage avec Sion; que, d'ailleurs il devenait fort douteux que les canons et munitions déposés à Sion appartenissent aux dizains, et qu'il fallait, dans le calme, éclaircir toutes les difficultés; puis, qu'il serait bien de

prier le bailli et d'autres personnages de se charger d'amener une entente et la paix (18 septembre).

La ville de Sion, forte de son droit, prouva à ses adversaires dès qu'ils voulurent entrer en pourparlers avec elle, qu'on l'accusait injustement. Sa réponse écrite est du mois d'octobre, et sur la demande des députés des six dizains qui la trouvèrent bien fondée, elle fut insérée au protocole de la diète de décembre. Elle établissait les points suivants :

1° Elle était prête à remettre au Vén. Chapitre (comme elle le fit effectivement) les clés de la *Porta Conventus*.

2° Elle ne percevait, selon l'ancienne coutume, qu'un gros¹ de péage par pièce de bétail passant par la ville et destiné aux autres dizains.

3° Quant à la souste, elle ne demandait que ce qui était conforme à ses droits et titres anciens.

4° En ce qui concernait l'artillerie, elle ignorait en avoir qui fût la propriété des six dizains ; mais si on lui prouvait que ceux-ci en avaient dans ses murs, elle en ferait aussitôt restitution.

5° Aux foires annuelles, sur la place du marché et les places hors de ville, elle ne percevait qu'un gros pour chaque pièce de gros bétail vendu et un demi-gros pour le petit. Au poids public, on ne pesait que les choses vendues sur le marché, sans que personne fût tenu à se servir du poids, si le vendeur et l'acheteur se fiaient l'un à l'autre.

6° Quant aux droits d'échûtes sur certains biens du territoire de la ville, elle avait prouvé son droit d'agir ainsi et produit des actes de 1339 et 1529 sur la matière, et outre le possessoire en sa faveur, elle avait exhibé d'autres titres et documents probants.

Sion s'étant parfaitement purgée de toutes accusations, il restait à s'occuper des divers articles qui regardaient l'Etat. On le fit en diète de mai 1733, où l'on statua que les naturalisations devaient passer en seconds débats ; ensuite, liberté du roulage commercial pour les nationaux, quant à leurs produits ou leurs achats ; puis, communication aux communes des recès des diètes et diétines. Quant aux autres points, on déclara qu'on s'en tiendrait aux statuts en vigueur. Le bailli fut chargé de s'entendre avec Aston selon la justice.

Ainsi finit cette question des mines de Binn, qui au lieu d'être un avantage pour les intérêts matériels du pays, devinrent, par le fait et la malice de quelques mauvaises têtes, une cause de discorde et faillirent amener une guerre civile. Il n'est pas vrai, comme on l'a prétendu, que le bailli Blatter eut été destitué par la landsgemeinde tenue à Viège, ni par une autre assemblée populaire, puisqu'il ne cessa de remplir ses fonctions jusqu'à sa mort, qui arriva en 1737. Lorsque, en 1732, il résigna constitutionnellement le baillivat, la diète fut unanime à ne pas accepter sa démission, à cause, dit-elle, *de la sagesse et*

¹ Le gros valait demi batz, soit sept centimes et demi.

de la douceur qu'il avait montrées spécialement dans les deux années orageuses qui venaient de s'écouler, et elle le réélut en le priant de continuer ses fonctions avec son zèle et sa vigilance reconnus.

L'évêque François-Joseph Supersaxo, au zèle et aux efforts duquel doit être principalement attribuée la pacification du pays en 1712 et 1732, ne tarda guère d'aller recevoir la digne récompense d'un épiscopat de trente-trois années si dignement remplies. Il décéda le 1^{er} mai 1734. Magnifique et généreux, il s'était encore fait remarquer par la dignité avec laquelle il tenait son rang et sa cour épiscopale. Il mérita le nom de *prince* qu'on lui donna. Ses dispositions testamentaires prouvent avec quelle générosité il travaillait à établir un revenu suffisant, pour que sa ville épiscopale consentit enfin à confier aux jésuites la tenue du collège. Son successeur immédiat vit ces vœux accomplis aussitôt après son élection. Honoré de la confiance de Victor-Amédée II, duc de Savoie, Supersaxo avait été appelé à Turin pour y bénir le mariage de ce prince, qu'il alla complimenter à Thonon quelques années plus tard, quand Son Altesse s'y rendit en faisant la visite de ses Etats. Le pape Clément XII voulut lui donner le plus haut témoignage de son estime et de sa satisfaction en lui proposant le cardinalat¹. Supersaxo s'en montra d'autant plus digne qu'il le refusa par modestie. Pour comprendre le motif de cette distinction flatteuse, il n'y a qu'à se rappeler avec quelle vigueur théologique et quelle pénétration d'esprit l'évêque combattit l'erreur janséniste si fatale à l'église de France et qui séduisit, ou plutôt aveugla de beaux esprits, malheureusement orgueilleux. On possède encore un mandement qu'il adressait à ses diocésains le 1^{er} janvier 1720. Il commence par y exprimer la joie qui le pénètre chaque fois qu'il pense à l'attachement de ses ouailles au siège de saint Pierre, et à leur adhésion prompte et inébranlable à la condamnation que le Souverain Pontife a faite des dangereuses doctrines de Jansénius par sa Constitution *Unigenitus* « Constitution que « vous avez reçue, dit-il, avec une profonde soumission d'esprit et la plus tendre affection pour notre sainte mère l'Eglise romaine; sans qu'un seul « d'entre vous ait murmuré ou même hésité; mais tous vous l'avez admise « purement et simplement. » Dans ces pages si belles, si éloquentes, il s'applique à faire connaître aux fidèles les caractères auxquels ils peuvent reconnaître cette récente hérésie et à leur donner pour signe de ralliement, comme catholiques, la doctrine de l'infailibilité pontificale². Rome et les évêques qui en eurent connaissance remarquèrent la lucidité, la précision, l'érudition et la force d'argumentation théologiques avec lesquelles l'évêque de Sion avait traité le futur dogme de l'infailibilité. On peut dire que son instruction pastorale résume en quelques pages toutes les preuves qui ont été produites en 1870 par les Pères du concile du Vatican.

¹ Abscheids.

² Furrer : Geschichte von Vallis.

³ Archives de l'Evêché.

Le Valais qui avait donné le jour à plusieurs hommes illustres, eut à se glorifier à la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle d'un de ses enfants qui appartenait à son clergé. Ce fut l'abbé Ignace, fils aîné du capitaine de dizain, Jean de Lovina, de Sierre. En 1693, il fut choisi pour remplir la délicate mais flatteuse fonction de précepteur du jeune archiduc d'Autriche, âgé de huit ans. En récompense de ses services, il fut nommé prévôt d'Ayska et bientôt évêque de Libenio (1710). Enfin, son auguste élève étant devenu empereur d'Allemagne sous le nom de Charles VI, y ajouta la prévôté d'Eudayger, en Hongrie (1716) et en 1718, le fit transférer à l'évêché plus important et plus honorifique de Neustadt, près Vienne. Ce prélat mourut quatre ans après, avec le mérite d'avoir formé un prince très religieux qui fut un excellent empereur.





CHAPITRE XVI

DE 1734 A 1756



Le successeur de Supersaxo fut Jean-Joseph Blatter, de Viège, curé à Sion; il fut élu le 18 mai 1734. Son père étant alors bailli reçut son serment comme comte et préfet du Valais et lui remit, le jour de son sacre, le glaive de la Régale, signe de la juridiction temporelle des évêques. Le nouveau prélat s'empessa de confier le collège de Sion aux jésuites. Le prompt assentiment qu'il obtint des magistrats de la ville semble prouver l'estime et la confiance qu'il avait su s'attirer comme curé. C'est à lui qu'on doit l'érection du séminaire diocésain qui, en 1748, lui coûtait déjà 6000 écus, fruit des épargnes qu'il ne cessait de faire dans ce but. Il l'établit dans les bâtiments de Géronde, abandonnés depuis plus d'un siècle par les Carmes français, de qui il acheta cette propriété. Il fonda deux bourses à Vienne pour les jeunes étudiants en théologie de son diocèse. Son exemple engagea le prêtre Bonvin de Lens à en fonder une troisième.

Cet actif prélat fut engagé dans les longs démêlés que les religieux valaisans et valdotains de la maison du Saint-Bernard eurent entre eux. Il dut, en outre, prendre part à une question qui causa de nouveaux troubles parmi les ombrageux Conchards.

En 1729, eut lieu à Dornach (Soleure) le partage de leurs couvents entre les capucins suisses et alsaciens. Ce partage enleva aux premiers douze couvents et quelques hospices tous situés en Alsace; de sorte que la nouvelle province fut circonscrite dans les limites de la Suisse. Pour se compenser de

leurs pertes, ces religieux cherchèrent à fonder des établissements nouveaux dans divers cantons catholiques. Leurs vues se portèrent en particulier sur le Valais qui leur semblait éminemment propre à cela. Les couvents de Saint-Maurice et Sion appartenant à la province de Savoie, il ne restait que la partie orientale du pays où l'on pouvait faire des tentatives. Un certain Jacob, docteur-médecin, conseiller à Sarnen (Unterwald) et père temporel des enfants de St-François en Suisse, s'intéressait vivement à la diffusion de leur ordre. Comme il avait exercé quelque temps la médecine en Valais, il avait fait la connaissance et gagné l'amitié d'un de Riedmatten, banneret de Conches, avec lequel il était en correspondance. Il en profita pour lui proposer (20 mars 1735) de faire recevoir dans sa vallée une communauté de capucins suisses, l'assurant que les habitants n'auraient ni à s'inquiéter de leur bâtir un couvent, ni même de leur préparer un logis, parce que les pères y pourvoiraient eux-mêmes au moyen de quêtes à faire hors du pays, comme ils l'avaient pratiqué pour d'autres maisons. En attendant, il proposait au banneret, son ami, de les recevoir dans le bâtiment que celui-ci avait commencé à Münster, disant que les pères se chargeraient de le continuer et de l'achever, sans que les dépenses qu'ils y feraient leur créassent un droit de propriété, lequel à perpétuité, appartiendrait à la noble famille de Riedmatten; les capucins n'en garderaient que l'usage, étant inhabiles à posséder. De plus, ceux-ci ne feraient aucune quête dans la vallée. L'évêque avait été sondé à ce sujet, et il avait déclaré vouloir y consentir et même être disposé à contribuer à cette œuvre. Le banneret fit à la bourgeoisie d'Ernen des ouvertures qui ne furent pas agréées. Il ne perdit pas courage. Il usa d'un moyen détourné pour aboutir heureusement : ce fut de recevoir dans sa maison, à Brigue, un révérend père pour le service de sa chapelle et un frère pour la cuisine et ses dépendances.

Bientôt le provincial de Savoie, instruit de la chose par ses religieux de Sion et Saint-Maurice, porta plainte à Rome de ce que celui de la Suisse envoyait des sujets en Valais, pays qui, en vertu du partage des provinces, appartenait à celle de Savoie. Mais, inspiré par d'autres, le père Oswald, qui occupait déjà à Brigue la maison du banneret de Riedmatten, s'empressa de se faire adresser par le village de Lax une lettre par laquelle les habitants de ce lieu lui demandaient de leur procurer des capucins de la province suisse. Il avait persuadé à ces montagnards bons et pleins de confiance en son habit, qu'une demande de cette sorte ne les engageait absolument en rien et n'aurait d'autre conséquence que de le débarrasser, lui et son compagnon, de l'ennui d'être obligé de quitter la maison de Riedmatten. La lettre fut rédigée à Ernen par ceux de Lax, dont un certain nombre, à la vérité, désiraient avoir des capucins : c'étaient les vieillards. Les autres cependant n'en voulaient pas, disant qu'ils avaient chez eux un véritable prêtre séculier qu'ils ne voulaient par congédier pour prendre des réguliers. Le Père Benno, provincial suisse,

s'était promptement rendu sur les lieux. S'apercevant de l'échec que les siens allaient subir, il remontra combien il était mortifiant pour lui de se voir frustré dans ses espérances, après avoir tant travaillé à Rome pour combattre les réclamations du provincial de Savoie, qui voulait l'empêcher d'établir ses religieux dans ce pays. Il supplia les gens d'Ernen de lui éviter un si grand affront en l'autorisant à laisser des pères dans leur commune, au moins pendant quelque temps. Il fit toute sorte de promesses et donna sa parole que ses religieux, faisant profession de rigoureuse pauvreté, s'il leur arrivait d'être obligés d'abandonner leur commune, toutes les provisions et tout leur mobilier reviendraient à ceux qui les leur auraient donnés, puisqu'il ne leur était pas permis d'emporter la moindre chose.

On eut pitié du provincial et l'on promit de réfléchir encore.

Le lendemain, les procureurs des divers quartiers d'Ernen se réunirent sous la présidence du chef de la commune ; celui de Lax déclara que la majorité des siens ne voulaient pas de capucins chez eux. L'assemblée fut surprise de cette décision si inattendue, puisque c'était Lax qui avait écrit pour obtenir des religieux ; ignorant les intrigues auxquelles on avait recouru pour extorquer la lettre de demande, elle ne put s'empêcher de témoigner de son mécontentement et de se récrier contre *l'impudence des Laxois*. Cette prétendue impudence devint le salut des capucins. Les procureurs, compatissant à la triste position dans laquelle le provincial s'était mis par son imprudente précipitation, tinrent de nouveau conseil. L'un d'eux, le major Jost, offrit aux pères sa maison et son jardin à Nieder-Ernen ; le magistrat Schiner offrit la sienne à Ernen même. Une fois l'élan donné, tout alla si bien que les bourgeois convinrent de recevoir les pères pour un temps indéterminé, à leur bon plaisir et aux conditions à débattre avec toute la paroisse. Celle-ci tint son assemblée générale le 22 septembre 1740. Elle établit ainsi les articles par lesquels elle s'engagea à recevoir deux pères et un frère :

1° Une fois par mois, les Pères feront un office pour les trépassés. En été, les jours fériés, ils diront une messe matinière ; les dimanches et fêtes, ils diront une basse messe, après celle de paroisse.

2° Ils ne pourront recevoir aucune donation testamentaire, mais seulement des donations entre-vifs et des honoraires de messes qui devront être acquittées dans le pays.

3° Il ne leur sera pas permis de quêter, parce que la bourgeoisie leur fournira le nécessaire.

4° Après chaque année écoulée, il sera libre aux capucins de se retirer ou à la bourgeoisie de les congédier.

5° L'approbation de l'évêque du diocèse est réservée.

Le provincial reçut un double de cette convention et le porta à Stanz où, le 5 octobre, lui et sa définition le signèrent. Toutes les formalités, même celles regardant l'évêque étant remplies, en novembre, arrivèrent à Ernen le

Père Gaudence, comme supérieur, et le Père Oswald avec le frère David. Ils se logèrent dans la maison offerte par le magistrat Schiner. On leur donna un père temporel qui, à défaut de suffisance de libéralités privées à leur hospice, devait leur fournir tout ce dont ils auraient besoin.

On vivait mutuellement satisfait, quand, malheureusement, le banneret de Riedmatten vint à mourir en 1741. Le Père qui remplissait dans sa maison de Brigue les fonctions de chapelain vint rejoindre ses confrères à Ernen et resta chez eux. La commune protesta contre le séjour du troisième père et déclara qu'elle s'en tenait aux deux pères prévus par la convention. Les capucins allèrent voir le bailli Schiner qui, étant de Conches, s'y trouvait alors. Ils lui dirent carrément qu'ils voulaient rester tous les trois, sinon s'en aller tous. « — Mais, objecta le magistrat, si votre supérieur vous oblige à rester, que ferez-vous? — Il ne peut le faire, répliquèrent-ils, nous ne resterons pas sans notre troisième confrère. » Le bailli fut peu édifié de leur ton et de leur conduite. De chez lui, ils se rendirent chez le curé et lui tinrent le même discours. Cassé de vieillesse et d'infirmités, le curé Walpen désirait les garder tous pour le soulager dans ses saintes fonctions; il leur promit le vin nécessaire pour le troisième père. D'autres personnes généreuses et le village de Steinhäus s'offrirent aussi à contribuer à cet entretien. Quoi qu'il en fût, les capucins ne firent point mine de s'en aller; ils restaient où ils se trouvaient bien. Une nouvelle circonstance vint les favoriser.

Au mois d'avril 1742, régna à Ernen et à Mullibach une fièvre maligne dont furent victimes le curé, son domestique, sa servante, le bailli Schiner, sa sœur, le châtelain Sigristen et nombre d'autres personnes amies des capucins. Ceux-ci se dévouèrent généreusement durant l'épidémie et on leur en tint compte en les laissant tranquilles. En automne, deux d'entre eux furent remplacés par deux autres pères de la province suisse. Le nouveau curé, Schiner, vint aussi prendre possession de son poste. Les capucins s'empresèrent de lui présenter leurs politesses et leurs services. Ils furent gracieusement reçus. L'écrivain contemporain qui nous a laissé la narration de ces faits, a soin d'ajouter qu'à cette entrevue « on se promet réciproquement plus de beurre que de pain ». La plus belle harmonie semblait vouloir régner; elle ne fut pas de longue durée, puisque l'année suivante (1743) la soumission et le dévouement des pères envers le curé diminuaient en même temps qu'augmentait la désaffection des ecclésiastiques envers eux. Les parents défiants écoutaient aux portes des malades et entendaient les exhortations qu'un des pères faisait aux moribonds pour les engager à des donations envers sa communauté. Puis le public voyait de mauvais œil que le supérieur se mit à quêter importunément. Il indisposa à tel point, que le provincial dut le rappeler en 1744, lui substituant le père Victorin, de Zoug.

Le 1^{er} mai de la même année, pendant que le peuple était assemblé pour l'élection de ses députés à la diète, les capucins, déjà résolus à quitter Ernen

pour s'établir à Lax, vinrent au lieu du rassemblement et demandèrent brusquement si l'on voulait ou non leur bâtir un couvent. Ils exigeaient qu'on en commençât la construction dans la quinzaine; à ce défaut, ils partaient. On leur représenta que le terme était trop court pour une si importante entreprise et on les pria, vu qu'ils étaient logés convenablement pour le moment, d'attendre jusqu'après la tenue de la diète, afin qu'on pût agir avec plus de maturité.

Le 12 mai était le second jour des Rogations; les députés siégeaient en diète à Sion. Les gens de Lax profitèrent de ce jour où les paroissiens d'Ernen étaient partis en procession; ils se portèrent en nombre suffisant sur Ernen et, d'entente avec les pères qui avaient préparé leurs effets, ils emportèrent tout ce qui était dans leur maison. Les provisions étaient abondantes et les gens disaient en riant que « les bons pères avaient bien trouvé moyen de marier la propriété avec la pauvreté ». Ce qui les avait attirés à Lax était le décès du recteur de ce lieu, dont ils occupèrent le logis et desservirent la chapelle. L'évêque y avait consenti, mais à la condition que le dizain fût content, et en réservant tout le dommage que pourrait en souffrir l'église paroissiale d'Ernen.

A leur retour de Sion, les députés magistrats de Conches furent fort surpris de ce qui s'était passé. Ils protestèrent contre l'établissement fait à Lax, vu qu'il était préjudiciable à l'église paroissiale et que, en vertu des Abscheids de 1577 et 1613, aucune commune ne pouvait admettre des religieux sans le consentement des préposés de communes et de celui de l'Etat. Ils portèrent plainte à l'évêque et au bailli, et ils voulurent user de la faculté que l'article IV de la convention accordait à la bourgeoisie de renvoyer les pères. L'évêque obtint des autorités d'attendre jusqu'en automne où il pourrait s'occuper spécialement de cette désagréable affaire. Dès lors, commencèrent des correspondances interminables entre la commune, l'évêque, le bailli et le nonce. Voyant, après deux années d'attente, que rien n'avancait, malgré ses plaintes et ses remontrances auprès des supérieurs ecclésiastiques et la promesse écrite, que l'évêque lui avait donnée, de s'employer près du provincial pour faire rappeler ses religieux, la population d'Ernen prit un parti extrême. Elle se coalisa avec ceux de Mullibach, Nieder-Ernen, Binn, Ausser-Binn, Steinhaus et Belwald pour descendre sur Lax, y mettre les habitants à la raison et faire sortir de Conches les obstinés religieux, qui s'y maintenaient contre le gré du clergé, des magistrats et des communes. Comme il s'agissait de recourir à la force contre des personnes consacrées à Dieu, on eut soin d'instruire ceux qui allaient prendre part à cette expédition d'un nouveau genre, de toutes les précautions dont ils devaient user pour ne pas encourir l'excommunication, qui s'attache à quiconque porte une main violente sur un prêtre. Ils furent avisés de ne toucher ni à la personne des capucins, ni à rien de ce qui serait sur leurs corps, tel qu'un livre sous le bras ou à la main, ou

autre chose. Puis, comme les pères s'étaient vantés souvent de trouver deux mille défenseurs au moins, si jamais on venait les inquiéter en leur domicile, les coalisés s'armèrent de fusils, afin de faire feu sur ceux qui oseraient les attaquer. Les prétendus défenseurs devaient venir de Betten, Martisberg, Niederwald et Biel. Les préparatifs se firent sans qu'il en transpirât la moindre chose, et l'on n'attendait plus que le signal qui devait se donner la veille au soir. Enfin, le matin du 14 janvier 1746, la troupe entière se met en marche; elle est quelque peu précédée d'un détachement de vingt hommes qui investissent Lax, afin que personne ne puisse en sortir pour aller donner l'alarme ailleurs. Un individu a cependant réussi à s'échapper et arriver en hâte à Betten, où l'on commence à battre la générale. Mais en gens contents de conserver leurs avoirs et surtout leur peau, les Laxois réfléchissent promptement que s'il leur arrive du renfort, leurs adversaires les considéreront comme agresseurs et qu'alors eux et leur village sont perdus. Ils font donc prier ceux de Betten de rester tranquilles chez eux.

Un moment après arrive le second détachement d'Ernen. Alors, le juge Fabien Schiner entre dans le logis des capucins et prie ces religieux de se retirer de bonne grâce, sinon la chose va devenir sérieuse. Dès qu'il est sorti, arrive le gros du corps expéditionnaire, comptant plus de deux cents hommes commandés par le major, soit premier magistrat d'Ernen. Celui-ci oblige les Laxois à aller signifier aux Pères leur congé définitif, et de quitter, à l'heure même, le territoire d'Ernen. Cela fait, les chefs de la troupe recommencent les sommations. « Nous ne pouvons partir, dirent les Pères, sans un ordre de notre supérieur; nous nous laisserons martyriser plutôt que de sortir de cette maison. »

« Pères, leur répliqua-t-on, ne vous imaginez pas que nous mettions la main sur vos personnes; nous nous en garderons bien, mais nous démolirons la maison jusqu'aux fondements.

« Mes Pères, ajouta le major, jusqu'à présent vous ne nous avez guère donné l'exemple de l'obéissance; vous nous le donnerez sans doute aujourd'hui? »

Les Pères : « Nous nous laisserons plutôt mettre en pièces. »

Alors commença une étrange scène. On ne prit point les pères par le bras, mais on s'attaqua à l'édifice. Les échelles avaient été dressées autour de la maison, et les jeunes gens de Müllibach attendaient sur le toit, armés de haches et de longs crocs. Aussitôt le signal donné, ce fut une agitation infernale; cent bras se levèrent à la fois. La cheminée vola en morceaux et fut précipitée dans la cuisine. Presque aussi rapidement le toit fut découvert et la moitié de la charpente détachée à violents coups de haches, roula sur le sol qu'elle fit trembler. Mais ce fracas ébranlait aussi la constance des braves pères, qui ne voulurent pas attendre plus longtemps la palme du martyre. Ils se précipitèrent hors de la maison, réfléchissant probablement que ce n'est pas le

supplice, mais la bonne cause qui fait le martyr. Une vingtaine de fusiliers les accompagnèrent jusqu'à la limite territoriale, afin que personne n'usât de violence à leur égard. Les pères partis, quelques jeunes gens, curieux de visiter l'intérieur de la maison, se permirent de déguster le vin à la cave, mais ils firent exception. A part la cheminée culbutée et le toit jeté à terre, tout le reste demeura intact. L'ennemi délogé, les assaillants ne firent plus aucun mouvement. Ils se retirèrent en bon ordre dans leurs villages, après avoir laissé à Ernen une petite garnison composée d'hommes de Binn et Belwald, parce que les fauteurs des pères menaçaient de faire irruption sur le bourg. L'agitation dura quelque temps encore, puis les esprits se calmèrent insensiblement.

Les religieux expulsés se réfugièrent d'abord chez le curé de Grengiols, ensuite à Niederwald, puis s'en allèrent vers leur provincial. L'évêque lança l'excommunication contre les Conchards, mais les curés d'Ernen et de Fiesch se rendirent près de lui pour lui exposer le véritable état des choses. Ils réussirent si bien qu'ils revinrent munis d'une lettre par laquelle Sa Grandeur interdisait aux capucins allemands toute fonction ecclésiastique (24 janvier 1746). Le nonce, mieux informé, après d'assez longs débats, retira aussi son excommunication. L'évêque de Sion écrivait, le 11 août suivant, au curé d'Ernen : « Je vois par l'impertinente réponse que les opiniâtres capucins ont faite aux députés, qu'ils rendent leur cause toujours plus mauvaise. S'il leur en arrive d'autres mésaventures dorénavant, ils en seront la cause. » Vers la fin de leur séjour prolongé à Niederwald, arriva de la Suisse un nouveau père, probablement pour s'informer plus sûrement sur les lieux des agissements de ses confrères. Il avoua franchement au curé Gertschen, à Mörel, que ses collègues s'étaient justement attiré toutes les traverses qu'ils avaient subies, qu'ils ne demandaient conseil à la province qu'après avoir fait les sottises. Le provincial lui-même, dans sa lettre du 13 mars 1747, adressée à l'évêque Blatter, désapprouva la conduite de ses trois religieux, qu'il accusa indirectement d'orgueil et d'impudence. Ceux-ci n'étaient partis que le 31 octobre précédent, laissant un pénible souvenir de leurs dernières années. Sollicité de nouveau par ceux de Bodmen de consentir derechef à l'admission d'autres pères que le provincial leur présentait, l'évêque fit savoir au curé d'Ernen (1^{er} décembre 1746) qu'il n'avait pas voulu, ni ne voulait accorder ce consentement. Il pria même le nonce de ne plus prêter l'oreille à de telles supplications¹.

Vingt ans plus tard, néanmoins, les capucins de la province suisse remplaceront à Sion et à Saint-Maurice ceux de la province savoisiennne qui, depuis leurs missions en Valais, avaient constamment desservi ces deux

¹ Archives de l'évêché de Sion : Cette curieuse expédition des Conchards, qui toujours se sont vantés de leur catholicisme autant que de leur bravoure réelle, a donné lieu à cette épigramme : *Gomesia catholica, sed expellit capucinos : Conches se dit catholique, mais il chasse les capucins*.

monastères, et donné au pays les plus beaux exemples d'humilité, de dévouement et de toutes sortes de vertus. Leur grande gloire est d'y avoir fait revivre la foi catholique.

Tandis que les inévitables froissements des passions humaines se faisaient sentir dans la partie supérieure du pays, où ils se résolvaient par l'expulsion des capucins, les éléments déchaînés causaient des désastres matériels considérables sur plusieurs autres points. En 1740, le jour de la saint Thomas, à la suite de grandes pluies, les torrents débordèrent et couvrirent d'arides dépôts de vastes terrains cultivés et ruinèrent un grand nombre d'habitations. A Sion, le torrent qui traverse la ville dans toute sa longueur, accumula le gravier jusqu'au premier étage des maisons du Grand-Pont. Saint-Léonard et Vionnaz éprouvèrent un désastre de ce genre. Le large torrent de la Vièze qui, depuis Troistorrents, est profondément encaissé entre les parois de deux rochers et débouche sur le gros bourg municipal de Monthey, enfla à tel point qu'il emporta le pont de communication entre les habitations des deux rives de la cité, renversa les fortes digues qui le contenaient, détruisit les vignes de la plaine et couvrit de galets une grande étendue de prairies et de champs. Depuis l'année 1478, en laquelle cent cinquante journaux de bon terrain furent dévastés par les eaux du même torrent et vingt-deux bâtiments emportés, c'était la huitième fois que cette riante localité subissait une pareille catastrophe, qu'elle reverra encore deux fois en vingt-trois ans. Il fallait aux Montheysans du courage, de l'énergie et surtout des ressources pour supporter ces épreuves multipliées. Outre six grands incendies depuis 1525, dont le dernier datait seulement de 1714, ils avaient eu les 5 et 6 juillet 1726 une inondation qui emporta toutes leurs usines, telles que foulons, martinets, moulins, etc., et submergea les caves où les provisions furent gâtées. Ce dernier débordement fit reprendre un travail commencé après l'inondation de 1651, mais abandonné faute de ressources suffisantes après tant d'épreuves. L'Etat n'avait pas voulu y contribuer pour lors, quoique l'abbaye de Saint-Maurice y eût participé pour deux mille journées, et le généreux baron Gaspard de Stokkalper, auquel nul acte de bienfaisance n'échappait, eût envoyé deux mille doubles. Ce travail consistait à creuser un nouveau lit à la Vièze qui, en débouchant de la montagne, tournait brusquement à gauche et passait par le milieu du bourg, sur l'emplacement où est aujourd'hui l'hôpital. On acheva donc de couper le terrain entre les ruines du vieux château et le coteau d'Outrevièze. Le désastre de 1726 avait enfin déterminé l'Etat à secourir tant d'infortunes en payant une partie de la main-d'œuvre. Mais un nouveau débordement a lieu le 14 septembre 1733; quarante-six maisons sont emportées ou gravement endommagées. De ce nombre sont la maison de commune, l'hôpital et le chœur de l'église paroissiale. Les autres dégâts furent comme en 1478. Toute la campagne entre Monthey et Collombey fut couverte de gravier et de limon. Cette dernière catastrophe avait été occasionnée par le défaut de largeur

suffisante du nouveau lit qu'on avait creusé. Les bords de cette coupure étant très élevés et escarpés, de fortes pluies firent ébouler le terrain dont la chute combla le canal à une certaine hauteur et fit déverser les eaux du côté de l'ancien lit. Des travaux d'élargissement furent exécutés et le gouvernement fit barrer l'ancien lit en établissant un mur en maçonnerie de deux toises de largeur, quatre de hauteur et soixante de longueur, allant du débouché de la Vièze au pied de la montagne, jusqu'au Château-Vieux. Cette barrière, néanmoins, fut emportée en 1740 et de nouveau reconstruite dans les proportions actuelles¹.

Tout semblait concourir pour faire de la période à laquelle nous sommes parvenus un temps d'épreuves, d'agitations et de luttes. Les hommes et la nature paraissaient s'être ligués. L'hospice, soit monastère du Grand-Saint-Bernard, placé entre le Valais et la vallée d'Aoste, était, jusqu'en 1475, sur les terres et juridictions des ducs de Savoie. A cette date, les sept dizains s'étant rendus maîtres du Bas-Valais jusqu'à Saint-Maurice, le monastère, par suite de circonstances fâcheuses, eut pour protecteur l'Etat valaisan. Bientôt des conflits s'élevèrent entre celui-ci et le duc de Savoie. Son Altesse prétendit user de son ancien droit acquis ou usurpé de nommer les prévôts de cette maison, dont les membres étaient des religieux des deux pays. Les moines valaisans eurent plus tard de graves motifs de mécontentement contre leurs confrères valdotains. En décembre 1742, le prieur Michellod, accompagné de son confrère le chanoine Massard, agissant au nom des membres valaisans, se rendit à Sion pour exposer à la diète la triste position dans laquelle ils se trouvaient, à cause de la persécution à laquelle ils étaient en butte de la part de leurs collègues valdotains. Ils affirmèrent que les aumônes des fidèles et des pèlerins et les autres revenus du monastère étaient appliqués aux maisons situées en Val d'Aoste, au mépris des ordonnances du gouvernement valaisan et à la ruine de la maison hospitalière du Mont-Joux. Ils prient instamment l'Etat d'agir efficacement pour obtenir le renvoi des religieux italiens, dont ils voulaient être définitivement séparés. C'était, disaient-ils, le seul moyen de les délivrer de leur oppression. A ce défaut, ils seraient eux-mêmes forcés de céder et de quitter le lieu. Les magistrats reconnurent le bien-fondé de leurs plaintes et furent aussi convaincus de la nécessité de la séparation. Ils déclarèrent que, l'affaire se traitant déjà à Rome depuis plusieurs années, ils allaient de suite écrire au nonce en Suisse pour le prier de faire de nouvelles instances auprès de la sacrée Congrégation et hâter autant que possible une solution urgente. En même temps ils prièrent l'évêque de s'occuper de cette affaire avec toute sa sollicitude paternelle. Une missive officielle fut aussi envoyée au comte d'Orméa, premier ministre du roi de Piémont. Le comte fit savoir, l'année suivante, que son auguste maître tenait son droit de nomination de prévôt

¹ Abscheids et manuscrit de Rivaz.

d'une bulle du pape Nicolas V, confirmée par Benoît XIII; qu'il ne consentirait point à la séparation, et que si celle-ci s'effectuait, il s'emparerait des revenus et propriétés que le monastère possédait sur ses Etats. Ces propriétés étaient d'autant plus augmentées que, de 1587 à 1644, les prévôts nommés par le roi avaient aliéné tout ce qu'ils avaient pu des immeubles que l'Hospice possédait en Valais et en Suisse, pour en placer la valeur sur les terres du prince qui les nommait. La solution ne fut pas aussi prompte qu'on le désirait. Rome *la prudente* ne connaît pas la précipitation; elle marche lentement et avec mesure, aussi ses jugements ne craignent guère la censure des siècles.

A la session de mai 1737, l'évêque Blatter avait déjà informé l'Etat que la sacrée Congrégation romaine avait porté un premier décret, provisoire en ce sens que les religieux valdotains, dont les Valaisans, paraît-il, avaient prononcé l'excorporation, devaient être réadmis s'ils s'obligeaient à observer et à jurer les anciennes constitutions, sinon la séparation serait prononcée. La réadmission n'eut pas lieu, vu que le roi interdisait aux siens d'accepter les anciennes constitutions, par la raison qu'elles n'étaient point favorables à son prétendu droit de nomination. C'est à l'occasion de cette communication épiscopale et en prévision de la future séparation, que l'Etat se déclara disposé à accorder au couvent d'acheter des vignes sur Fully pour subvenir aux besoins de l'exercice de l'hospitalité. Le procès en cour de Rome ne se termina qu'en 1752. Le bailli annonça alors à la diète que Sa Sainteté était enfin décidée à accéder à la demande des religieux valaisans, si l'Etat consentait à abandonner les biens que le monastère possédait sur les Etats de Charles-Emmanuel et tout ce que les religieux valdotains y avaient transporté; car le pape prévoyait que cette restitution serait très difficilement obtenue du roi. Le Valais donna son plein consentement et la bulle de séparation, datée du 19 août 1752, fut publiée par Claude Humbert de Rolland, archevêque de Tarentaise, auquel Benoît XIV en avait confié l'exécution. Elle déclarait la séparation définitive entre les religieux des deux pays. Les Valdotaïns étaient sécularisés et rentraient chacun sous la juridiction de l'évêque du diocèse où il occupait un bénéfice, mais les propriétés étaient adjugées à l'ordre militaire hospitalier des Saints Maurice et Lazare. Les Valaisans, au contraire, continuèrent à vivre en communauté en faisant reflourir leur sainte règle, à exercer l'hospitalité sur le Mont-Joux et à édifier de plus en plus le monde par leur vie de pénitence, d'abnégation et de dévouement à l'humanité.

Dès ce jour, la cour de Turin n'eut plus rien à voir sur le Saint-Bernard.

En même temps que les religieux de Mont-Joux travaillaient à secouer le joug qui les opprimait, le Valais eut à prendre une part indirecte aux démêlés occasionnés par l'ambition de deux têtes couronnées. A la suite d'événements politiques et d'arrangements entre la France, l'Angleterre et la Hollande, lors du traité de Londres, l'empereur d'Allemagne succédait à

l'Espagne dans le Milanais. Mais ce duché était vivement convoité par le roi de Sardaigne, duc de Savoie, Charles-Emmanuel III, qui, dans son avidité de conquêtes, comparait l'Italie à un artichaut que l'on mange feuille par feuille. L'Espagne, sa rivale puissante, ne désirait pas moins profiter d'une occasion pour rentrer en possession de cette belle province où elle avait régné si longtemps¹. Un jour, les potentats, ne voyant plus qu'une femme sur le trône, eurent l'idée de s'emparer de ses Etats pour se les partager : ils se levèrent donc en armes contre l'impératrice Marie-Thérèse. Charles Emmanuel, qui était de la coalition, abandonna subitement ce parti pour embrasser celui de l'impératrice qui, par son énergie, son habileté politique et son courage, sortit triomphante de cette lutte terrible. Elle dut nécessairement récompenser le roi de Sardaigne du secours qu'il lui avait fourni ; elle lui céda le Novarais. Mais l'Espagne, bientôt appuyée de la France, entra en Savoie avec ses troupes et s'en empara, à l'instar de Charles-Emmanuel, qui avait envahi le duché de Parme, d'où il avait momentanément expulsé les Espagnols.

Cette occupation de la Savoie fit craindre aux Bernois que le pays de Vaud, dont ils avaient autrefois dépouillé le duc, ne fût menacé. En conséquence, ils prirent des mesures éventuelles, établirent des signaux, cantonnèrent des compagnies sur les bords du Léman et firent part au Valais de leurs appréhensions. Celui-ci n'ignorait point ce qui se passait en Savoie, mais il n'avait pas les mêmes motifs d'inquiétude que ses alliés, parce qu'il avait obtenu régulièrement le gouvernement de Monthey. Néanmoins il ne voulut point négliger ce que la prudence suggérerait en cette conjoncture. Sans faire établir des signaux, puisque les Espagnols s'étaient concentrés du côté de la France, il prescrivit au colonel de la milice bas-valaisanne de tenir les soldats de deux bannières prêts, bien équipés et que les compagnies fussent au complet. Une inspection immédiate eut lieu. Des gardes furent placées aux principaux passages, savoir : Bourg-Saint-Pierre, Trient, Troistorrents, pour le col de Morgins, Valdillier, pour celui de Coux, puis Saint-Gingolph. Ces gardes devaient refouler tous les gens sans aveu qui se présenteraient et veiller d'une manière spéciale sur les passants. Les gouverneurs de Saint-Maurice et Monthey durent aussi surveiller les mouvements de troupes en Savoie, et s'ils remarquaient quelque chose de notable ou si les corps espagnols s'approchaient de la frontière, ils devaient en prévenir promptement le gouvernement. Berne reçut communication de ces dispositions et l'assurance d'être tenu au courant des mesures ultérieures que l'on jugerait à propos de prendre (1742). On se recommandait à la réciprocité.

A cause de la proximité de sa frontière, Fribourg s'était joint aux mesures que Berne avait prises pour se préserver d'une invasion ou d'une violation de territoire. Comme le Valais, ces deux cantons s'appliquèrent

¹ Cantu; storia univ. lib. 17.

à observer une stricte neutralité à l'égard des deux parties belligérantes et ils écartèrent tout ce qui pouvait y porter atteinte; bien résolus, au reste, et prêts à user de la force pour maintenir l'inviolabilité de leurs territoires. Non contents d'être instruits des dispositions du Valais, ils auraient désiré qu'il entrât dans leur système de défense pour s'opposer à tout passage de troupes. Ils lui firent simultanément cette proposition en janvier 1743. Pour s'expliquer et s'entendre plus sûrement, on convint de se rencontrer à Vevey, le 12 février. Les délégués du Valais furent les bannerets Jean-François Zen-Ruffinen, de Loèche, et Ignace-Eugène de Sépibus, de Rarogne. Comme on apprit que les Espagnols avaient pris possession de la Savoie et qu'un certain nombre de leurs compagnies avaient fixé leurs quartiers d'hiver près de la frontière valaisanne, les deux élections du Bas-Valais se tinrent prêtes à se rendre au poste qu'on leur assignerait. En attendant, on les exerçait fêtes et dimanches. Chacun des VII dizains dut aussi se tenir prêt. En prévision d'un mouvement en avant des compagnies espagnoles campées près de Saint-Gingolph, une demi-compagnie de l'élite bas-valaisanne se rendit en ce dernier lieu, où chaque jour elle était remplacée par un nombre égal de soldats. Alors seulement furent établis les signaux aux lieux accoutumés dans tout le pays. Ils furent commis à la garde d'hommes sûrs et intelligents; il importait que les feux ne fussent pas allumés intempestivement.

La conférence entre les trois cantons se tint à Vevey au jour fixé. Son but principal était de convenir du mode de résistance, si l'ennemi tentait de s'ouvrir un passage par la vallée du Rhône. Invités à faire connaître toutes les mesures que leur Etat avait adoptées dans ce but, les délégués du Valais les exposèrent, ajoutant qu'on n'avait pas jugé opportun de faire de plus grands préparatifs pour le moment, puisque, outre les gardes établies aux divers postes, un corps de trois mille hommes était prêt à marcher. Berne et Fribourg croyaient que les deux délégués du Valais avaient pleins pouvoirs de traiter définitivement avec eux, et ils les pressèrent même de le faire. Mais Zen-Ruffinen et de Sépibus ne voulurent pas outrepasser leur mandat; ils déclarèrent ne pas être autorisés à conclure, mais seulement à entendre les propositions qui leur seraient faites, pour en référer à leurs supérieurs.

Le marquis de Prie, ministre de l'impératrice Marie-Thérèse, reine de Hongrie, dans un mémoire du 27 ou 29 janvier adressé au Corps helvétique, avait prétendu que les Espagnols établis en Savoie se disposaient à faire marcher contre le Milanais une armée qui, de gré ou de force, voulait s'ouvrir un passage par le Valais. Cette nouvelle avait vivement ému les Suisses, et voilà pourquoi Berne et Fribourg pressaient les Valaisans de contracter avec eux. Ces imputations du marquis de Prie furent cependant démenties le 17 février par l'ambassadeur espagnol près la Confédération suisse, dans un contre-mémoire daté de Lucerne¹.

¹ Archiv. sédunoises; abscheids.

Les deux délégués à la conférence de Vevey s'étaient empressés de rendre compte de tout ce qui s'était passé le 12 février, et des vives instances que les représentants des deux autres cantons avaient faites pour qu'on se liguât avec eux. Le bailli expédia aussitôt aux dizains une copie du protocole de la conférence, afin qu'après en avoir pris connaissance, les communes pussent donner leurs instructions à leurs députés. Entre temps, la diète réunie à Tourtemagne, le 19 février, n'osa prendre aucune décision, tant l'affaire lui parut grave, avant de connaître la volonté du peuple. Une circulaire du 28 mars, émanée du bailli Burguener, nous apprend le résultat des délibérations des conseils des dizains. Les députés avaient reçu l'ordre de donner au bailli tous les pouvoirs nécessaires pour agir selon que les événements l'exigeraient. Le chef de l'Etat ne jugea pas à propos de s'engager avec Berne et Fribourg, mais il s'entendit parfaitement avec eux et n'adopta pas d'autres mesures que celles que le pays avait eu l'intention de prendre. Sans mobiliser la milice pour le moment, il ordonna que les signaux fussent prêts dans tout le canton dès le 1^{er} avril et qu'à partir de cette date, chacun d'eux fût gardé par deux hommes munis de tout ce qu'il fallait pour les allumer. Mais pour n'être pas exposés à confondre des feux particuliers avec ceux établis officiellement, les gardes avaient, à travers des parois de leurs cabanes, des tubes qui, en guise de petits télescopes, donnaient vue seulement sur les autres signaux plus voisins. Les signaux étaient de hautes pyramides faites de paille et de bois vert et sec mélangés, afin que, de jour, l'épaisse fumée et, de nuit, la vive lueur en fussent très remarquées. Aussitôt un feu allumé, la milice de chaque commune devait se réunir, se rendre au chef-lieu du dizain pour y recevoir les ordres supérieurs et de là partir pour sa destination. Les gardes qui depuis quelques semaines déjà veillaient aux frontières, furent placées sous les ordres du capitaine Jean de Verra, qui séjournait dans le Bas-Valais pour surveiller les mouvements de l'ennemi. Enfin, la situation devint moins inquiétante; de nouvelles protestations rassurantes furent faites par l'ambassadeur d'Espagne. Le représentant français fit parvenir aux cantons suisses d'amicales observations. En conséquence, aucune compagnie ne fut mise en mouvement¹; seulement les hommes placés aux passages frontières restèrent encore longtemps à leurs postes. On continua de garder les signaux et l'officier de Verra ne fut pas déchargé de sa mission vigilante. Les cantons catholiques, dont on avait voulu s'assurer l'appui, ne tardèrent point à déclarer que l'on pouvait compter sur eux, si l'étranger voulait forcer le passage. A la fin de l'année, les frontières étaient encore surveillées; une commune de la vallée de Conches fut même vivement réprimandée pour n'avoir pas fait garder les signaux, quoique le

¹ Archives sédunoises; abscheids. Bien que le Baron d'Alt, suivi par Boccard, parle d'occupation de passages au-delà de St-Gingolph, les recès de la diète disent expressément que la troupe ne marcha point; mais les gardes envoyés précédemment à St-Gingolph, restèrent encore en observation sur le territoire de cette commune.

reste du pays eût été fidèle à cette obligation. Cette commune ne s'était pas contentée de désobéir; elle avait, de plus, tenté d'entraîner à la désobéissance les gens de l'un ou de l'autre dizains des plus rapprochés.

Berne, qui avait si activement agi pour qu'on s'opposât à tout passage des Espagnols, l'avait cependant accordé déjà en mars de la même année à des recrues de cette nation. Il n'avait pas même daigné en prévenir le Valais, qui vit de très mauvais œil cette conduite louche et déloyale. Les ambassadeurs de France et d'Espagne revinrent à la charge près de la Confédération et de ses alliées, et leur donnèrent tant d'assurance que le Valais n'aurait aucunement à souffrir d'un passage de troupes se rendant en Italie, que, à la fin, ils obtinrent ce qu'ils demandaient. Ainsi, en 1744, leurs nombreux bataillons, divisés en plusieurs détachements successifs, se rendirent en Italie, par la vallée du Rhône¹, pour y soutenir les prétentions de l'infant don Philippe sur le Milanais.

La question du passage des Espagnols avait fait surseoir à une autre, toute d'amour-propre, de susceptibilité, d'étiquette et d'autant plus surprenante et puérile, qu'elle avait été soulevée par le dizain qui se piquait le plus de liberté et d'égalité républicaine : c'était derechef l'ombrageux Conches qui se vantait d'être la première population du Haut-Valais, parce qu'il avait battu le duc Berthold en 1212 et les Bernois le 27 septembre 1419.

En 1734, au moment de se rendre en corps à la cathédrale, pour y procéder à la nomination de l'évêque Blatter, les députés de Conches prétendirent avoir le droit de se placer à la tête du cortège de la députation des VII dizains. Comme le temps pressait, les membres de la diète se firent donner lecture du protocole sur le rang observé lors de l'élection de 1701; ils décidèrent d'après cela que l'on se rendrait à l'église par ordre de dizains² et que l'on reviendrait de même au château de la Majorie, d'où l'on allait partir. A la session de mai, l'année suivante, les représentants du dizain de Sion protestèrent contre les prétentions des Conchards et affirmèrent que, en la solennité de la nomination de l'évêque, la préséance leur revenait. Ils ajoutèrent que si, après une explication amicale, Conches ne voulait pas y consentir, ils proposaient l'évêque pour arbitre; et si Sa Grandeur s'excusait de remplir cette délicate fonction, ils s'en remettaient à la décision des cantons catholiques ou de quelques-uns d'entre eux. Puis ils protestèrent solennellement de leur droit devant l'assemblée. Les Conchards en firent autant. Les cinq autres dizains, considérant que l'Etat avait autre chose à faire que de s'occuper de mesquineries d'amour-propre et que l'élection arrivait rarement, crurent supprimer toute cause de discorde en proposant que, désormais, Conches eût le premier pas le jour de l'élection, et Sion, le jour du sacre. Cette concession fait honneur aux cinq

¹ Boccari.

² *Ordine desenario*, dit le recès.

dizains qui, par esprit de fraternité et pour rétablir la concorde, consentaient à accorder une préséance purement honorifique aux deux autres qui, de l'aveu de Sion même, n'y avaient pas plus de droit qu'eux. Les contendants déclarèrent n'accepter la proposition que pour en référer à leurs communes respectives. C'était une fin de non-recevoir. Si de temps à autre la question était reprise, on n'aboutissait à aucun accord, parce qu'aucun des rivaux ne voulait se rendre. Survint la question espagnole qui fit songer à des choses plus graves et paraissait avoir fait oublier toute rivalité. Malheureusement, le feu de la discorde se ralluma très vif, le 31 août 1752. Ce jour-là, on se rendait de nouveau à la cathédrale pour l'élection épiscopale de Jean-Hildebrand Roten. A huit heures du matin, les députés électeurs se retrouvaient dans la grande salle du château de la Majorie. Ceux de Sion prévirent qu'ils avaient pour instruction de réclamer la préséance et ne se gênèrent pas de déclarer publiquement, qu'ils consentaient bien à être confondus avec ceux des autres parties du pays tant qu'on serait encore dans l'enceinte de l'habitation épiscopale, par respect pour l'immunité du lieu ; mais que, arrivés à la porte de la Majorie, ils emploieraient la force si on leur disputait la première place au cortège. La ville avait effectivement disposé de la troupe destinée à agir au premier signal. A cette déclaration inattendue, les autres dizains éprouvèrent la plus pénible impression. Ils s'efforcèrent, par des paroles amicales, de représenter aux Sédunois la gravité de la faute qu'ils allaient commettre et les funestes conséquences qui en résulteraient ; que ce serait en outre une violation de l'immunité qui couvre de son égide les représentants du pays.

Ces fraternelles représentations calmèrent les Sédunois, auxquels on proposa l'arrangement suivant, pour cette fois seulement et sans préjudice de leurs droits. Le bailli et les deux premiers fonctionnaires de l'Etat marcheraient en tête du cortège ; puis viendrait le bourgmestre de la ville, suivi du trésorier de la cité et ainsi des autres. Conches accepta ce mode, pourvu que son banneret eût rang à côté du bourgmestre. Les cinq dizains jugèrent cependant plus convenable que le banneret de cette vallée ne fût placé qu'après le bourgmestre, parce que Sion, comme capitale du canton et résidence de l'évêque, méritait de primer sur l'ancienneté ; mais, afin de satisfaire Conches, qui se disait le plus ancien dizain, ils établirent que le banneret de Sion n'aurait rang qu'après celui des Conchards, puis viendraient les autres bannerets, selon leur ancienneté, le grand châtelain de Sion, les juges et enfin les autres députés.

Après le sacre de l'évêque, la lutte recommença très vive et dura jusqu'à la fin de 1754. Le 10 février 1752, les Conchards avaient répandu un mémoire imprimé qui était plutôt un libelle. Dans ce factum mal conçu, Conches se prodigue des louanges outrées, cite inexactement des décisions diétales, ne se gêne pas de travestir les faits, ravale indignement et injustement Sion, n'accorde que quelques paroles honorables aux cinq autres dizains qui, à entendre les Conchards, n'auraient fait que fort peu de chose pour la défense de la liberté

de la patrie s'ils n'avaient pas été assistés du bras de ces vigoureux montagnards. Par son peu de mesure et son ton orgueilleux, ce pamphlet produisit le contraire de l'effet qu'on en attendait. La réponse de Sion fut calme et digne. Le bourgmestre, Philippe de Torrenté, qui en est l'auteur, réfute poliment et victorieusement ses adversaires; il établit par un grand nombre de preuves que Sion a toujours joui de la préséance, dans toutes les circonstances solennelles, dès l'origine du régime démocratique en Valais¹.

Cette regrettable dissension préoccupa l'ambassadeur de France en Suisse. Les XIII cantons, surtout Berne et Zurich, firent leurs efforts pour ramener la bonne harmonie; plusieurs même, spécialement les alliés catholiques, donnèrent leur jugement par écrit. Fribourg employa tout son zèle dans cette affaire. Une lettre (21 janvier 1753) de son avoyer, le baron d'Alt de Tieffenthal, adressée aux magistrats de Sion, nous révèle à quel degré les Conchards étaient animés contre les Sédunois. On y lit ces lignes : « C'est beaucoup que nos courriers aient pu arrêter les menaces dont vous étiez accablés. Il faut espérer que c'est là un commencement de résipiscence et que Dieu conduit insensiblement les cœurs à la paix, ou, au moins, au désir de l'avoir. On n'a point encore de nouvelles de l'effet qu'aura produit l'exhortation des XIII cantons. Je crois que la réponse adressée à celui de Zurich vous sera communiquée, et alors on prendra les mesures qui conviennent, pour établir le repos dans cette république, d'autant plus que la nôtre vous offre sa médiation, comme vous l'avez remarqué par la lettre de Zurich². »

Les esprits étaient trop irrités pour qu'une médiation d'amis pût obtenir quelque bon résultat. Il suffisait qu'une des parties proposât tel accommodement pour que l'autre la refusât. On arriva même à ne plus vouloir de l'arbitrage des Confédérés. Les cinq dizains furent enfin si fatigués de cette fastidieuse lutte que dans les comices généraux de mai 1754, ils signifièrent aux deux rivaux³ « que ne les ayant que trop supportés depuis très longtemps, mais « surtout depuis deux ans qu'on faisait l'impossible pour les concilier, ils ne « voulaient plus s'occuper d'eux, ni les entendre, d'autant plus que le dizain de « Sion n'avait jamais consenti à porter la cause devant un juge du pays. » Les magistrats de Sion avaient écrit à l'ambassadeur français qu'ils attendraient du temps ce qu'ils ne pouvaient obtenir actuellement. Dans le cours de cette contestation, il est à propos de remarquer qu'en réclamant la préséance, Sion ne prétendit nullement se déclarer supérieur à tout autre dizain, mais uniquement avoir la prérogative d'occuper la première place entre égaux. A l'élection de l'évêque Ambuël (1760), la difficulté n'en fut plus une, les têtes s'étaient refroidies; Sédunois et Conchards prirent le même rang qu'en 1752; dès lors, la question de préséance fut enterrée. Il en était temps.

¹ Archives de Sion.

² Archives Sedun.

³ Idem.

L'élection de l'évêque Blatter, prélat zélé, mais un peu remuant, comme le prouvent ses divers démêlés avec le Saint-Bernard, semblait avoir été le point de départ, mais non la cause, de diverses contestations. En voici une autre, où il ne s'agit plus cependant de vaniteuse distinction, mais d'exercices d'antiques droits civils et politiques.

Dans le cours de 1734, le Vénérable Chapitre de la cathédrale s'adressa à la diète pour réclamer : 1^o l'exercice du droit de juger en première instance, comme il l'avait autrefois, sur les fiefs ecclésiastiques ; 2^o le droit pour lui de siéger en diète et d'y émettre son suffrage ; 3^o le droit à une copie officielle des recès de la diète qu'on lui enverrait régulièrement. Cette demande n'ayant pu être communiquée aux communes avant l'ouverture de la diète, les députés des six dizains supérieurs rejetèrent la demande comme constituant une innovation. Les chanoines représentèrent que, loin d'innover, ils ne prétendaient reprendre que l'usage des droits jadis librement exercés, et auxquels ils n'avaient jamais renoncé, bien que l'exercice en eût été interrompu. Ils avaient toujours pris part à toutes les affaires d'un intérêt majeur pour la patrie, apposé leur sceau aux traités d'alliance et bien souvent contribué de leurs deniers, quelquefois même pour un tiers, aux frais occasionnés par les réceptions officielles des représentants d'autres Etats. Si leur demande devait être contestée, ils consentaient à s'en remettre à la décision d'un tribunal arbitral désintéressé dans la question. Leur demande était fondée sur les faits et leurs allégations véritables.

Sion ne fit pas difficulté d'accéder à la réclamation du chapitre, pourvu que les deux députés de celui-ci ne touchassent pas d'émoluments. Les chanoines y consentirent. Les autres dizains n'acceptèrent ni arbitres, ni recherche des droits capitulaires ; ils refusèrent tout.

En novembre de l'année suivante, le chapitre fit répandre dans les communes un mémoire en sa faveur. Il demandait l'institution d'un juge pour s'occuper de sa cause. Son mémoire était vicieux, en ce qu'il fondait ses droits, non sur l'ancien usage corroboré par le laps de plusieurs siècles, mais sur la convention que l'évêque Walther Supersaxo fit, en 1477, avec les dizains pour fixer les droits respectifs de l'Eglise de Sion et des patriotes ; il alléguait encore, à l'appui, les statuts de 1571, auxquels il avait apposé son sceau immédiatement après celui de l'évêque et avant ceux des dizains. Il est incompréhensible que le Chapitre n'ait pas invoqué les anciens recès comme preuve irréfragable de son droit de représentation en diète et d'y donner son suffrage.

On voit effectivement dans les recès que, jusqu'au XVII^{me} siècle, il avait rang en diète avant le bailli, comme le prouve la contestation qui s'éleva alors entre ses députés et ceux des patriotes. S'étayer de la convention de Supersaxo était commettre une lourde faute et à peu près avouer qu'il n'avait aucun droit, puisque cet arrangement ne reconnaît qu'un seul seigneur spirituel et temporel en Valais, un seul juge général du pays : l'évêque. Le bailli répondit plus tard

au court écrit du Chapitre; mais son argumentation prouve qu'il n'avait pas plus d'érudition historique que son adversaire.

Ces débats durèrent jusqu'en 1738, pour revivre à l'élection de Jean Hildebrand Roten (1752). Monseigneur Blatter étant décédé le 19 janvier de cette année, le bailli demanda aux chanoines quand ils voulaient présenter leurs quatre candidats à la mitre. Ils lui répondirent qu'ils attendaient une lettre de la nonciature, et qu'à sa réception, ils lui manifesteraient leur sentiment. Ils tinrent parole. Le 27 février, ils l'informèrent qu'ils étaient disposés à faire la présentation des quatre chanoines résidents, selon l'usage constant, mais ils y mirent la condition que le Chapitre fût reconnu comme membre de la diète, c'est-à-dire ayant droit de siège et de suffrage, et qu'on rendît à l'évêque tous les privilèges dont il avait joui jusqu'à l'époque d'Hildebrand Jost. Ces conditions furent rejetées comme renouvelant la Caroline, abolie en 1634. Le gouvernement délégua vers le nonce, à Lucerne, deux de ses membres, afin de s'aboucher avec lui. Au retour de leur mission, les délégués témoignèrent des bonnes dispositions du représentant du Saint-Siège, qui leur avait promis d'écrire au Chapitre pour l'engager à se montrer plus coulant.

Cette bonne disposition du nonce donna à l'autorité civile la pensée de tourner, pour cette fois, la difficulté avec les chanoines, en présentant elle-même au nonce, et par lui au pape, un des chanoines, pour que Sa Sainteté daignât le nommer directement; et, dans le cas où le chanoine refuserait sa nomination, de l'obliger à accepter l'épiscopat. Les magistrats avaient déjà porté leurs vues sur le vicaire capitulaire de Chastonay; mais, considérant son âge trop avancé, ils choisirent le chanoine Jean-Hildebrand Roten qui n'avait que trente-quatre ans, « issu, dirent-ils, d'une maison qui a toujours bien mérité de la patrie et doué des hautes qualités et des vertus requises. » Une lettre dans ce sens fut envoyée au nonce, avec prière de la transmettre au Saint Père et d'appuyer de son crédit le désir du gouvernement.

Cette démarche près de Rome fut cause de l'hésitation de quelques dizains à se rendre à la diète, que le bailli convoqua pour le 31 août, afin d'élire l'évêque. Ces dizains auraient désiré connaître la réponse du chef de l'Eglise avant de procéder à l'élection. Mais les hauts seigneurs de l'Etat avaient pris secrètement leurs mesures pour faire admettre leur candidat. De leur côté, les chanoines, connaissant la trame ourdie, avaient résolu, dès les premiers jours du mois d'août, de procéder seuls à une élection, selon la forme canonique et telle qu'ils l'exerçaient quelques siècles auparavant, sans s'inquiéter de la participation de la diète. Cependant, ils réfléchirent que le nonce pourrait ne pas approuver leur conduite et qu'il les réprimanderait probablement. Ils jugèrent plus prudent de se réunir de nouveau le 17 août, et de former une candidature selon la coutume. A cette séance, ils décidèrent que celui d'entre eux qui serait élu par la diète n'accepterait pas cet honneur avant que les représentants de la nation n'eussent promis, par écrit, de reconnaître l'évêque pour chef du

pays et de rendre au Chapitre tous ses droits. Chaque chanoine fit serment de se conformer à cette décision. Ils communiquèrent leur résolution au bailli qui leur répondit assez vertement, en déclarant que l'Etat voulait que le chanoine Roten fût en candidature. Les chanoines voyant qu'on leur enlevait ainsi la libre candidature, reviennent à l'idée d'une élection purement canonique. Ils informent le nonce de tous ces faits et du refus des patriotes de reconnaître la suprématie temporelle de l'évêque¹. Ils l'avisent que, le 29 août, ils vont élire, eux seuls, l'évêque sans la participation de la nation. Ils se réunirent effectivement dans l'église de Valère, au jour fixé. Déjà les portes de l'édifice sacré étaient fermées pour commencer l'élection, quand arriva une missive du bailli ainsi conçue :

Dans l'espérance que le Vénérable Chapitre, tant pour satisfaire à sa conscience, comme il s'exprime dans sa lettre, que pour procurer le bien de la patrie, présentera, selon l'usage, quatre de ses membres les plus capables, les sept louables dizains se sont enfin décidés et résolus de recevoir la présentation. En conséquence, ils se rendent à Sion le 30 de ce mois. Ce que je m'empresse de vous notifier, ayant l'honneur d'être avec vénération, etc.

Ce 27 août 1852.

BURGUENER, bailli.

La lettre que le Chapitre avait écrite antérieurement au bailli était restée sans réponse jusqu'à cette date. C'est à cette lettre que Burguener fait allusion dans la sienne.

Le bailli, ami intime du chanoine Roten et de sa famille, avait noué cette intrigue pour arriver à son but. Probablement avait-il des intelligences dans le sein du Chapitre, dont l'un ou l'autre membre le tenait au courant des délibérations et des projets des chanoines, auxquels on sut inspirer la crainte de quelque nouvel éclat de la part de l'autorité civile². Ainsi habilement préparés, les chanoines feignirent d'être satisfaits de cette apparente liberté que leur laissait la lettre de Burguener, et ils s'empressèrent, cette fois, de mettre Roten en candidature. Celui-ci fut élu à l'unanimité par les députés. La comédie, adroitement préparée par le bailli et quelques amis qui étaient seuls dans le secret, était enfin jouée; le résultat couronnait les efforts de son auteur. Restait à procéder à la cérémonie de la reconnaissance et de l'installation du futur évêque, comme comte et préfet du pays. Le grand doyen le fit monter à l'autel où il s'assit à côté de l'Evangile. Alors le bailli prit sur l'autel le glaive de la régale, l'appuya sur son épaule durant la courte allocution qu'il adressa à l' élu sur son double devoir de prélat et de préfet; puis, avec la participation du grand-doyen, le lui mit entre les mains, en signe du pouvoir que le pays lui conférerait³. Pouvoir illusoire, à la vérité, cérémonie qui n'éveillait plus qu'un

¹ A cette époque encore le pouvoir temporel de l'évêque ne tenait tant à cœur au Chapitre que par un motif terrestre, et non point pour l'avantage spirituel du diocèse. Il aurait dû mieux soutenir l'évêque dans les temps antérieurs, au lieu de l'affliger sans cesse et de l'abandonner souvent à lui-même.

² Archives de Valère.

³ Abscheids.

souvenir historique, puisque les évêques de Sion ne jouissaient à peu près plus que du titre de comte et préfet. Jean-Hildebrand Roten ne crut pas prudent d'observer son serment capitulaire. Le gouvernement n'accorda ni ne rendit la souveraineté effective; il consentit seulement que l'évêque continuât de siéger en diète et d'y avoir deux suffrages, selon la proposition faite par Sion. Le Chapitre obtint le privilège de siéger lorsque de graves occupations empêcheraient l'évêque de paraître à l'assemblée, ou que le siège de Sion serait vacant. Quant à une copie des abscheids, il fut décidé qu'il ne recevrait qu'une copie non officielle. Le passé aurait dû prouver aux chanoines que leurs démêlés avec les dizains n'aboutissaient ordinairement qu'à arracher un nouveau fleuron à leur antique couronne seigneuriale.

Aux agitations humaines succédèrent des commotions terrestres que l'on ressentit dans toutes les communes du canton, mais dont Brigue et les localités environnantes éprouvèrent particulièrement les funestes effets. Le 1^{er} novembre 1755, la capitale du Portugal, Lisbonne, était aux deux tiers détruite par un terrible tremblement de terre qui se fit sentir sur une superficie quatre fois plus grande que l'Europe, dans les Alpes, sur les côtes de la Suède, aux Antilles, au Canada, sur les plages de la Baltique et en Thuringe. Des fleuves dévièrent de leur cours. A Cadix, la mer s'éleva jusqu'à vingt mètres au-dessus du niveau ordinaire; à Lisbonne, 15,000 personnes, d'autres disent 60,000, furent ensevelies sous les ruines de la ville.¹ A Brigue, on ressentit presque tous les dix ans quelques commotions de la machine terrestre; mais le jour de la Toussaint 1755, la secousse fut considérable. Dès ce jour, on y éprouva un tremblement léger, mais presque continu des murs; il avait ceci d'étrange que le mouvement était plus sensible durant la nuit. On en augurait que de violentes secousses arriveraient bientôt. Le 9 décembre, par un ciel serein et une température calme, à deux heures après-midi, un effrayant mugissement souterrain fut entendu pour la première fois, semblant prévenir les habitants de sortir promptement des maisons. Suivirent de petites secousses très rapprochées. A deux heures et quart, nouveau tremblement précédé d'un mugissement plus terrifiant que le premier. A deux heures et demie, on crut que Brigue allait s'abîmer; ce ne fut plus seulement un tremblement, mais le bruit effrayant qui montait des entrailles de la terre fut accompagné d'une telle secousse durant environ quarante secondes, que toutes les maisons craquèrent, paraissant vouloir s'écrouler, se balançant du midi au nord, comme des berceaux d'enfants, dit la chronique. Presque toutes les cheminées de la ville et des environs furent culbutées; les églises furent étrangement endommagées; les tours ou clochers se déchirèrent de haut en bas en larges lézardes, beaucoup de murs furent renversés et les pierres roulaient des toits comme une épaisse grêle. Aucune maison ne resta intacte. On attribue à une spéciale

¹ Abscheids.

protection divine que, pendant que les habitants s'enfuyaient précipitamment, aucun d'eux ne fut blessé par les cailloux lancés de tous côtés. Les dégâts furent semblables à Gliss et à Naters. Dans le premier lieu, un pan de mur du clocher se détacha, tomba sur la voûte de l'église paroissiale qu'il effondra et il mit en pièces un autel latéral. A Naters, la voûte de l'église s'écroula. Les gens qui se trouvaient à la campagne virent sur plusieurs points la terre s'entr'ouvrir et se refermer aussitôt. Dans le court intervalle que le sol s'entr'ouvrit, des eaux, s'échappant de l'intérieur, jaillissaient à quelques pieds de hauteur. De nouvelles sources d'eau naturelle parurent et continuèrent à couler, comme d'autres anciennes disparurent à jamais.

Du 9 décembre au 26 février 1756, on put remarquer une petite montagne distante de Brigue d'une lieue, s'entrebailler chaque jour d'un pouce de largeur. Le néfaste 9 décembre, les secousses avaient lieu presque toutes les demi-heures, sans cependant causer d'autres dommages; mais le sol tremblait continuellement et toujours avec une sorte de léger murmure. Jusqu'au 21 du mois, il n'y eut pas de jour qu'on ne ressentit un léger mouvement, qui allait décroissant. Mais le 21, à trois heures et demie du matin, eut lieu une secousse qui jeta l'épouvante. D'autres, presque aussi violentes que celle du 9 décembre, arrivèrent les 27 et 30 décembre, et le 14 janvier; mais, comme elles ne durèrent que quelques secondes, elles ne causèrent relativement que peu de dégâts. Tous les autres jours, à peu près, jusqu'au 26 février, on éprouvait une ou plusieurs commotions plus ou moins appréciables. On remarqua que le mouvement allait ordinairement du midi au nord, ce dont il fut très facile de s'assurer par l'état de la bibliothèque des Jésuites, qui occupait une salle quadrangulaire. Tous les livres des rayons du midi furent jetés au côté nord. Les crevasses du sol suivaient généralement cette direction; c'était aussi celle des nuées longues et étroites qui apparaissaient le soir. Les eaux du Rhône bouillonnaient un moment avant que la terre fut agitée. On put encore remarquer que trois ou quatre heures avant une secousse, le sol était frémissant; et si, auparavant, le vent était violent, il se calmait pour n'être plus qu'un zéphir. Les populations du dizain de Brigue n'avaient pas souvenir de vents aussi violents et persistants que ceux qui régnèrent fréquemment en 1755. Plusieurs habitations, étant devenues inutilisables, durent être reconstruites ou abandonnées¹.

¹ Archives de l'Etat du Valais: L'auteur de la chronique que nous avons suivie est un des pères jésuites qui alors habitaient Brigue et qui fut ainsi témoin, comme il l'affirme, de tous les événements qu'il raconte. Il prévient que tout ce qu'une feuille de Genève débite sur la catastrophe de Brigue est en partie exagéré et en partie faux, assurant qu'il n'y eut rien de plus que ce qu'il raconte lui-même.



CHAPITRE XVII

DE 1740 A 1790

CE fut vers 1740 qu'on s'aperçut en Valais d'un travail avant-coureur de convulsions plus désastreuses encore par leurs conséquences que les tremblements de terre : c'est le travail des sociétés secrètes, qui ont préparé la grande révolution française et bouleversé, depuis, tous les Etats européens. On peut se faire une idée de l'activité et de l'ardeur qu'elles déployaient ailleurs, quand on voit que dans une si petite république et un pays aussi reculé que le Valais, la franç-maçonnerie comptait déjà des adeptes dans la première moitié du siècle passé. C'est d'Angleterre que ce phylloxera vint s'implanter sur les bords du Rhône et qu'il se répandit dans les vallées latérales, comme nous l'apprend le recès de la diète de décembre 1745. L'évêque, gardien de la foi et de la morale, s'alarma des progrès latents que la maçonnerie faisait dans son diocèse. Il crut devoir la signaler à l'autorité civile qui pouvait opposer une barrière à ses ravages. Il n'eut pas de peine à démontrer que cette société, excommuniée par le Souverain Pontife, était aussi nuisible à la paix et au bonheur des Etats qu'au bien de la religion et au salut des âmes. « Il est urgent, dit le prélat en pleine assemblée, de prendre des mesures « efficaces pour que notre patrie ne soit pas infectée plus longtemps de ce « mal. » Pour seconder la sollicitude et le zèle du prudent pasteur, la diète décréta, séance tenante, que « tout citoyen, de quelque état ou condition qu'il « soit, dès qu'il aura été convaincu d'appartenir à cette association, perdra « immédiatement ses droits de bourgeois et de citoyen, ainsi que ses avoirs et

« ses biens, et afin que les adeptes puissent être plus facilement découverts, une « bonne récompense est promise au dénonciateur¹. »

Malheureusement, la semence maçonnique avait été jetée en terre; elle ne périt point. Rendu plus circonspect, le serpent se cachera encore quelques années, mais multipliera quand même, pour reparaître au grand jour quand la guillotine fonctionnera en France, car ce monstre se nourrit de sang. Ce sera même au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des peuples que la franc-maçonnerie abattra par milliers les têtes sous le couperet de la républicaine guillotine, ou fera rouler dans la Loire les cadavres de ses adversaires, et en sèmera les plaines de la Vendée et les champs de bataille de l'Europe. Il ne faut point s'étonner si les premiers symptômes d'insubordination et de révolte commencèrent à se manifester dans le Bas-Valais. Outre les abus de pouvoir des gouverneurs que les dizains lui imposaient depuis plus de deux cents ans, et les exactions criantes qu'exerçaient trop ordinairement ces fonctionnaires, qui s'appliquaient à s'enrichir promptement, il y avait bien des fautes commises par le haut pouvoir, soit les seigneurs de l'Etat. Le Haut-Valais avait le tort immense de considérer et de traiter toujours le Bas-Valais en pays conquis, et d'appeler ces populations des *sujets* auxquels il regardait comme injurieux d'être comparé, ainsi que nous le voyons par les correspondances officielles. Il se montrait très mal disposé quand des communes sujettes demandaient à se racheter de leurs redevances et à se libérer à prix d'argent des entraves de la féodalité qu'on faisait peser sur elles, alors que la diète avait obligé les communes du Haut-Valais à n'en pas souffrir plus longtemps des vestiges chez elles. Même l'argent provenant des recettes du Bas-Valais était partagé entre les sept dizains qui, ordinairement, ne sortaient point de leur trésor public les subsides que, parfois, ils étaient forcés d'accorder à quelque commune d'en bas de la Morge; ils les tiraient des autres communes par de nouvelles tailles. L'Etat fermait facilement l'œil sur les extorsions des gouverneurs de Saint-Maurice et de Monthey qui, par vingt moyens à leur disposition, acquéraient les meilleures propriétés et les plus belles montagnes. De là vient en partie que, au commencement du XIX^{me} siècle, les principales familles haut-valaisannes possédaient de grands biens dans la partie inférieure du canton. A ces causes générales de mécontentement se joignit celle dont nous allons parler, et qui fut comme le premier signal de réveil de ces populations si longtemps négligées et injustement traitées. Nous voulons parler de l'établissement des bureaux de tabac dans le Bas-Valais.

L'usage du tabac à fumer était introduit depuis assez longtemps, surtout dans la partie occidentale du pays qui, vivant plus à l'aise, avait aussi plus de luxe et moins d'économie que la partie orientale. Déjà en 1675, beaucoup d'argent sortait du canton pour l'achat du tabac qu'on défendit totalement alors

¹ Absch.

par raison d'économie et à cause des incendies occasionnés par les imprudences des fumeurs et des effets pernicioeux de la nicotine sur la santé. Pour détruire ce funeste usage, il fut statué que tout individu surpris à fumer subirait une amende de trois livres, et tout débitant serait châtié par la confiscation de sa marchandise et une amende de 25 livres. Cette mesure fut renouvelée en 1681, à l'occasion de la promulgation d'une loi somptuaire, à laquelle le luxe des femmes avait donné lieu; cette loi concernait les dentelles d'or, d'argent, de soie et même de fil, et les habillements de grand prix venant de l'étranger. Il n'y avait d'autorisé que ce qui provenait du travail des mains des femmes valaisannes. La vente et l'usage de la zibeline étaient défendus à l'égal du tabac. Treize ans plus tard, Jacques Robert, armurier à Monthey, parvint à obtenir du gouvernement, moyennant une bonne redevance, le monopole de la vente du tabac dans tout le gouvernement de Monthey, à la condition qu'elle n'aurait lieu que pour les étrangers. C'était se relâcher d'une loi bien sage et s'engager insensiblement à l'abolir. Nouvelle interdiction en 1717. Mais l'année suivante, l'Etat qui voyait dans l'affermage du tabac un moyen d'augmenter sa caisse, en puisant dans la bourse des Bas-Valaisans, inclinait à lever toute défense. Il n'osa pas le faire, néanmoins, sans l'avis des communes des sept dizains qui, seules, avaient le droit d'être consultées en toute affaire de quelque importance. Celles-ci se prononcèrent pour le maintien de la loi, plus sages en cela que leurs magistrats, qui durent obéir. Les hauts seigneurs ne se tinrent pas pour battus : ils attendirent quelques années et ils réussirent. Il en coûtait trop à certains spéculateurs avides de manquer une si belle occasion d'arrondir leur fortune, comme ils savaient que tant d'autres l'avaient fait avec la fourniture des sels. A la longue, l'œil vigilant de la police s'endormit, ou l'on parvint à l'endormir; les ventes particulières se faisaient sans trop de gêne. Les seigneurs de l'Etat ne songèrent plus au veto populaire. Enhardis par le laps des années et l'habitude plus ou moins invétérée, ils profitèrent de la session de mai 1768 pour affermer à quelques messieurs du Haut-Valais les bureaux de tabac dans les communes du Bas-Valais, où ils jugeraient à propos d'établir des commis pour y faire les ventes à leur compte. L'instigateur de cette affaire était un Penel, de Vevey, qui avait pris l'engagement de fournir tous les tabacs et fut constitué premier agent des fermiers généraux. Forts du monopole qui leur était concédé, ces fermiers firent publier dans tout le Bas-Valais que personne n'eût à se permettre de vendre ou d'acheter d'autre tabac que le leur, sous peine de confiscation : toutefois, celui qui était alors en magasin pouvait être écoulé jusqu'au 1^{er} janvier de l'année suivante. Le gouvernement avait en outre défendu tout achat hors de la ferme sous peine de 60 livres d'amende.

Ces fermiers qui étaient le capitaine Morentschy, du dizain de Loèche, Rothen de Rarogne, gouverneur de St-Maurice et d'autres magistrats, se rendirent à Monthey à l'époque où les conseillers des communes de ce gouvernement étaient réunis pour la vérification des comptes annuels. Ils présentèrent

à ces derniers leur plan afin qu'ils l'approuvassent, promettant de n'augmenter les prix de vente que dans des cas de force majeure. Les conseillers comprirent aussitôt que ces projets étaient contraires aux libertés et franchises de leurs communes, que le gouvernement avait juré de respecter quand elles s'étaient mises sous sa protection en 1536. Ils répondirent qu'ils soumettraient au peuple leurs propositions. Les populations s'effrayèrent de la concession que l'Etat venait de faire ; elles chargèrent leurs conseillers de se présenter devant les souverains seigneurs à Sion et de les supplier de révoquer ce qu'ils venaient d'accorder. Chaque commune du Bas-Valais délégua un ou deux hommes pour aller faire ses humbles représentations devant la Diète de Noël. Voici comment leurs délégués racontent leur réception :

Nous allâmes, premièrement, devant son Excellence, le bailli Rothen, père du Seigneur gouverneur de St-Maurice. Nous n'eûmes point d'audience la première fois. Une partie d'entre nous y retournâmes une autre fois et le priâmes très respectueusement de révoquer cet établissement nouveau qui est contraire à nos droits, franchises et privilèges. Son Excellence nous répondit, d'un ton fâché, que cela n'était point contraire à nos droits et franchises. Elle nous blâma même de nous être présentés en si grand nombre, en jetant la faute sur ceux de Monthey qu'il accusait d'avoir attiré les autres communes, disant que, si nous voulions faire les rebelles, ils avaient aussi des épées et qu'ils en parleraient aux autres cantons, etc.

Les délégués du Bas-Vallais ne croyaient pas avoir mérité de si vives menaces de son Excellence le bailli, ne lui ayant jamais parlé qu'avec cette crainte que de fidèles sujets doivent avoir. Ils se présentèrent ensuite chez les seigneurs députés de nos souverains pour y exposer leurs raisons, en les suppliant toujours de révoquer cet établissement nouveau qui alarmait les Bas-Vallaisans. Les uns nous dirent que nous avions raison ; les autres qu'on n'en avait point parlé dans leurs dizains, d'autres enfin nous faisaient des objections. Son Excellence nous assigna ensuite à un samedi pour comparaître et présenter notre supplique devant l'assemblée. Je ne sais si on y a donné attention ou non ; mais, après avoir achevé la lecture de la supplique, les fermiers généraux se levèrent pour demander de présenter la leur : ce qu'ils firent. Ensuite, nos souverains seigneurs ont confirmé la ferme du tabac aux fermiers généraux, en vertu du droit de régle, ont-ils prétendu¹.

Prétendre user en ceci du droit régalien, c'était annuler les franchises de toutes les communes depuis le pont de la Morge jusqu'à St-Maurice, franchises que l'Etat avait reconnues et confirmées après la conquête de ce territoire, en 1475. A l'égard du gouvernement de Monthey, c'était une injustice plus criante encore, puisque cette partie du canton n'avait pas été conquise par les dizains, mais s'était mise sous leur protection en vertu d'un pacte solennel juré par les deux parties, et dans lequel étaient spécialement réservés les privilèges de ces populations. Le duc lui-même, en cédant définitivement ce territoire en 1569, avait réservé pour ces communes les droits et faveurs dont elles jouissaient sous sa domination.

Se voyant ainsi éconduits sans autre forme de procédure, ni examen des titres, les Bas-Valaisans, sûrs de la justice de leur réclamation voulurent,

¹ Archives de l'Etat.



PIERRE DE RIVAZ, INGÉNIEUR ET ÉCRIVAIN

Extrait du *Nouveau Larousse illustré* : DE RIVAZ, PIERRE-JOSEPH, mécanicien suisse, né à St-Gingolph en 1711, mort à Moutiers en 1772. En 1740, Rivaz présenta à Daniel Bernoulli une horloge qui se remontait d'elle-même et, huit ans après, il soumit à l'Académie des sciences plusieurs horloges auxquelles un échappement de son invention donnait un degré de justesse auquel on n'était pas encore arrivé. Rivaz avait aussi perfectionné le pendule. Il en avait construit un d'un métal dont la dilatation était double de celle du fer et l'avait renfermé dans un canon de fusil qui formait la verge ; c'est de là qu'est venue la dénomination de *pendule à canon de Rivaz*. En 1752, dans un voyage qu'il fit en Bretagne, Rivaz parvint à dessécher les mines de plomb argentifère de Pontpéan, près de Rennes, dont l'exploitation était gênée par les eaux. De retour à Paris, il grava avec un instrument de son invention un dessin représentant le *Triomphe de Louis XV après la bataille de Fontenoy*. Chargé par la Cour de Turin de diriger les salines de la Tarentaise, il établit sa résidence à Moutiers, où il mourut.

avant toute autre démarche, avoir l'avis de jurisconsultes qui donnèrent la déclaration suivante :

Vu les titres et documents qui nous ont été envoyés touchant la régie du tabac dans le Bas-Vallais, fondée sur les droits régaliens, nous soussignés, docteurs-ès-droits, ayant été priés de les examiner et d'en dire notre sentiment, déclarons :

1^o Que les sujets du gouvernement de St-Maurice s'étant soumis à la république de Vallais en 1475 aux conditions d'être maintenus et conservés dans leurs droits, libertés, franchises, coutumes et usages qu'ils avaient sous la domination des ducs de Savoie : ce qui leur a été promis alors à n'en pas douter et confirmé successivement;

2^o Que ceux du gouvernement de Monthey ayant traité en 1536, munis des consentements légitimes, avec la même République, à ces mêmes conditions qui ont été expressément réservées, qui font partie essentielle de leur contrat et dont la fidèle et perpétuelle observance a été mutuellement jurée, il suffit de démontrer que les ducs de Savoie n'avaient encore imaginé, en 1536, ni précédemment, de mettre le moindre impôt sur des marchandises et denrées, pas même sur le sel dont le commerce était libre à tous les sujets, excepté dans les provinces où il y avait des salines, il suffit de cela pour se convaincre que l'Etat du Vallais ne peut pas étendre sa puissance et les droits qu'il a dans le Bas-Vallais au-delà des bornes, et que l'amende de 60 livres imposée aux Bas-Vallaisans, qui se pourvoiroient de tabac ailleurs qu'aux bureaux, est une peine nouvelle que ni eux, ni leurs aïeux n'ont jamais connue...¹

Vient ensuite la série des articles qui, selon toutes les législations en vigueur, constituent les droits de régle ou de souveraineté et dans lesquels ne rentre pas celui dont le gouvernement se prévalait.

Confirmés dans leur sentiment par cette déclaration doctorale, les communes des gouvernements de Monthey et Saint-Maurice adressèrent à Messieurs les souverains seigneurs du pays le mémoire que nous donnons ici presque intégralement, comme établissant la justice de leurs plaintes ou griefs.

Pendant qu'un peuple a pour son souverain le profond respect et la fidélité à toute épreuve qu'il lui doit, il peut compter sur sa protection et sur la précieuse conservation de ses privilèges. L'en priver, c'est l'en déclarer indigne. S'il a mérité cette privation, la honte doit être son partage. Mais, s'il peut se revêtir de son innocence, il ose se présenter en jugement et réclamer la justice des lieutenants de l'Etre suprême, des pères de la patrie auxquels il a confié l'autorité nécessaire pour rendre heureux ceux qu'il leur a soumis. Les exposants vivent depuis des siècles sous la domination des Excellences du Haut-Vallais; leur amour et leur fidélité pour leurs maîtres ne devaient pas leur laisser craindre que leur sort ne fût changé. Mais l'ambition d'un étranger vient renverser leur constitution, en sapant les pivots de leurs privilèges, l'exemption de toute taille et la liberté de vendre et d'acheter de qui il leur convient. Pour comble de maux, on a établi la *ferme*, — terreur des monarchies, — dans la Suisse, cette heureuse contrée qui ne l'a jamais connue. Et ce qui est sans exemple, ce que le souverain le plus illimité n'a jamais entrepris, cette ferme est donnée aux premiers membres de l'Etat, à des magistrats qui, par eux-mêmes, ou par leurs proches, tiennent les rênes du gouvernement. En sorte que les juges de toutes les contestations, que cette nouveauté peut faire naître, et les fermiers peuvent être les mêmes personnes. Que l'on ne soit donc point surpris si les habitants du Bas-Vallais recourent à toutes les voies légales pour détourner ce malheur, et si, n'ayant pas eu une audience favorable à la diète de Noël 1768, ils se présentent à celle de mai 1769, pour obtenir la permission d'informer les louables dizains, leurs illustres souverains, auxquels ils ont juré obéissance et fidélité, et qui leur ont garanti sur leur parole sacrée la conservation

¹ Archiv. du Vallais.

de leurs privilèges et coutumes; que l'on ne soit pas étonné, disons-nous, si les représentants usent de tous les moyens pour faire passer à leurs descendants toutes les immunités que la fidélité de leurs aïeux leur ont acquises et conservées, puisque cette négligence serait une odieuse prévarication. Mais, comme il ne faut qu'exposer les faits pour en faire sentir l'évidence, on se bornera à démontrer ces quatre propositions :

1° Que la ferme des tabacs est une imposition sur le Bas-Vallais aussi réelle que nouvelle;

2° Qu'elle est diamétralement opposée aux privilèges, immunités et coutumes de ce pays;

3° Que les régales, qui appartiennent à tous les souverains, ne sont pas le droit de priver les fidèles sujets de leurs immunités et louables coutumes.

4° Que supposant la ferme aussi ancienne que nouvelle, elle ne pouvait jamais être remise aux membres du gouvernement qui deviendraient ainsi juges et parties.

Première proposition.

Les termes de l'Abscheid de la diète de mai 1768, qui a établi la ferme, prouvent une imposition nouvelle. Ils portent que *les fermiers ne vendront, ni ne feront vendre plus chèrement les tabacs que selon leur cours actuel ou celui qu'il aura à l'avenir.*

Il est donc certain que les fermiers peuvent hausser le prix des tabacs jusqu'à ce que qu'ils soient indemnisés de l'impôt qu'ils doivent payer annuellement, et qu'ainsi cette redevance est une nouvelle charge d'autant plus effrayante qu'elle n'est pas déterminée; ce qui laisse aux fermiers la plus grande facilité de vendre leur marchandise au prix qu'il leur plaira. Et si, comme on en a offert et qu'on en offre encore la preuve, les prix fixés à certains tabacs étaient, à la naissance du bureau de St-Maurice, d'un quart au-dessus du cours, que doit-on attendre dans l'avenir? Après cela, qui pourra douter que par cet abscheid le Bas-Vallais paye une taille qu'il n'a jamais payée? Il serait inutile de dire qu'elle est bien petite: l'innovation n'en sera pas moins faite. Le premier ambitieux qui succèdera à celui qui est aujourd'hui le fléau du pays, saura bien l'augmenter. Mais ce qui est décisif, c'est qu'un peuple exempt de toute taille ne doit pas plus un denier qu'un louis. A quoi l'on peut ajouter que le haut ban (amende) imposé à ceux qui contreviendront à l'ordonnance qui établit la régie, est aussi une nouvelle imposition dont on peut prévoir les plus funestes suites.

Deuxième proposition.

Lorsque les habitants du Bas-Vallais se sont, de leur libre volonté, soumis à la république haut-vallaisanne, ils ont sagement réservé leurs immunités et privilèges. Les mêmes actes qui renferment leurs serments de fidélité, contiennent aussi celui qui leur a été prêté par les représentants de ce louable Etat d'être maintenus et conservés dans toutes leurs coutumes, franchises et libertés. Or, la coutume était alors qu'il n'y eut de fermes pour aucune espèce de marchandise. Celle qu'on vient d'établir n'est-elle pas nouvelle? et cette nouveauté n'est-elle pas aussi diamétralement opposée aux privilèges qu'à la coutume? Il n'y a qu'à jeter les yeux sur ces actes respectables pour être convaincu de cette vérité. »

.....

Dans la concession faite par le sérénissime prince Amédée, comte de Savoie, le 11 mai 1352, l'on voit entre autres que non seulement ce bon Prince veut que ses chers sujets ressortissants de la ville et châtellenie de Monthey soient francs et libres;¹ mais, de plus, que ses sujets taillables, établis dans la dite châtellenie, jouissent des mêmes avantages, sans aucune exception; qu'ils n'aient que la même taille qu'ils devaient chaque année pour le service soit cens.² Et pour qu'il ne reste aucune incertitude sur leur sort, ces sujets s'assurent, par l'acte du 25 février 1536, que leurs Excellences (du Vallais) se conformeront exactement à l'acte qui les a soumis à leur sage gouvernement.

Il est bien doux pour de fidèles sujets de voir que c'est de leur plein gré et pure liberté qu'ils se sont soumis à vos Excellences pour en être protégés et défendus. Il ne l'est pas moins de voir, dans le même acte, que leurs obligations réciproques, et leurs franchises et

¹ Archives de Valère. Statua dom.

² Ibid.

libertés, immunités, us et coutumes sont assurés par les serments les plus solennels. Mais, il l'est surtout infiniment de ne pouvoir douter que des engagements aussi sacrés seront toujours religieusement observés.

Cette concession et cet acte solennellement stipulés ont été approuvés et confirmés par les souverains seigneurs du Conseil assemblés à Sion le 5 décembre 1555 et plus expressément encore le 2 décembre 1589¹. En sorte que ce précieux privilège d'être francs et libres, comme aussi d'être exempts de toute sorte de tailles et de voir le commerce libre, reste confirmé aux bourgeois et ressortissants de Monthey, qui n'ont qu'à prouver que la ferme des tabacs y est contraire, pour qu'ils puissent s'assurer qu'elle sera rejetée par un effet de la justice toujours invariable de Leurs Excellences.

Faudrait-il ici des raisonnements pour prouver qu'un peuple a perdu une partie de sa liberté lorsqu'il ne peut plus acheter de qui il lui convient une marchandise dont il fait usage, lorsqu'il ne peut plus en faire un commerce libre avec ses voisins; et serait-il moins évident que la redevance que les fermiers payent pour avoir seuls le droit de faire entrer cette marchandise dans le pays, et les sommes que leurs agents trouveront bon d'y gagner, sont des impôts réels et indéfinis, à pure perte des sujets?.....

Qu'y a-t-il au monde de plus formel que ces actes? Ils sont si précis qu'il suffira toujours aux Bas-Vallaisans de les produire à leur souverain, pour qu'ils y soient maintenus. Or, la liberté du commerce avec les voisins et confédérés qui leur est assurée par ces actes, n'est-elle pas détruite par la ferme? Est-on libre lorsqu'on ne peut vendre à chacun et que l'on ne peut acheter que des fermiers l'espèce de marchandise qui, par la position du pays, a le plus d'écoulement. Dans ce cas, les pays monarchiques où la ferme est établie, sont libres, puisqu'ils ont tous la faculté de vendre en détail les marchandises qu'ils ont dû acheter en gros de la régie. Mais, la vraie liberté du commerce, celle dont tous les Etats de la Suisse ont joui jusqu'à présent, ne consiste pas seulement à vendre, mais plutôt à acheter de qui il convient, et c'est cette liberté que nous réclamons aujourd'hui en vertu des titres qui nous l'ont solennellement assurée.

Troisième proposition,

Les droits de régle sont de deux sortes. Ceux de la principale renferment les attributs incommunicables de la souveraineté, les autres sont ceux qui peuvent être remis et transférés. Personne ne pensera jamais à contester à Leurs Excellences du Haut-Vallais l'un et l'autre de ces droits régaliens. Mais, de ce qu'un souverain peut faire la guerre ou la paix, de ce qu'il perçoit des revenus stipulés dans les contrats et consacrés par la coutume, peut-on conclure qu'il peut aussi, sans une urgente nécessité, imposer des tailles qui n'ont jamais existé? Peut-on, surtout, prétendre que la souveraine puissance ait pour attribut d'ôter ce qu'elle a donné ou ce qu'elle a promis de conserver? Cette seule proposition effraye! Le monarque le plus absolu ne l'avouerait pas. Et doit-on craindre qu'une république, distinguée par sa fidélité à remplir ses engagements, adopte jamais un système si étrange et qui, on ose le dire, tendrait directement à la ruine du pays? Car, l'on sait que les hommes cherchent le bonheur; que les Etats où les lois et les immunités sont sacrées, sont les plus peuplés. Détruisez ce principe; les plus fertiles contrées deviennent des déserts. La République de Berne dont la sagesse, la justice et la bonté sont si connues,² a bien prouvé combien elle était convaincue de ces

¹ Quoad sextum et septimum articulorum articulos concernentes forum hebdomadarum Montheoli et communia commercia cum vicinis, decernitur: cum nihil magis in animo habeamus quam pradietum forum manutenendi et conservandi, ut præcedentes nostræ constitutiones et ejusdem fori heldomadarii, concessa privilegia et libertates locum habeant et ab omnibus fideliter sine fraude et dolo observentur, sub penis et bannis in eisdem expressis; commercia etiam communia esse volumus cum confœderatis nostris et locis ubi ipsi subditi nostri, urgente necessitate, forum adire necessaria ipsis comparare solent; admittentes prædictis nostris subditis, ut et prout hætenus assuetum fuit, ducere et mittere possint animalia et pecora quæcumque et alias res quæ in interdicto nostro generali victûs et cibariorum non comprehendantur; quod quidem interdictum inconcusse observari volumus pro reipublica commodo et pauperum sublevamine. (Archiv. de l'Etat).

² Les paysans et les sujets de Berne pensaient un peu différemment; mais l'affirmation contraire ne sert qu'à mieux confirmer la justesse de raisonnement du mémoire bas-valaisan.

vérités, puisque, il y a quelques années, elle ne daigna pas même faire attention à un projet qui lui fut présenté pour établir aussi la ferme du tabac dans ses Etats, quoique ce projet lui assurât plus de 76.000 francs de rente. Or, si ces vérités sont démontrées, si l'expérience les constate, la fidélité n'oblige-t-elle pas de bons sujets à les présenter dans les circonstances opportunes ?

Il est vrai que la haute police comporte le droit de réformer les abus ; que pour le bien des sujets, elle peut abolir des coutumes nuisibles ; de sorte que s'il était reconnu que le tabac fût contraire à la santé ou occasionnât une dépense ruineuse, le souverain exercerait vraiment son droit de régle en en interdisant l'usage. Mais, serait-ce ici le cas ? les tabacs des bureaux seront-ils plus salubres que les autres ; et les peuples seront-ils soulagés lorsqu'un nouvel impôt en faveur de l'Etat, et un autre cent fois plus considérable au profit des fermiers ou de leur agent en aura augmenté le prix d'un dixième et même d'un quart ? Car, il n'est pas ici question de compter à quel prix la ferme fera vendre en détail, mais celui auquel les négociants du pays seront obligés de l'acheter d'elle. Or, le prix est déjà déterminé pour eux, fort au-dessus de celui qui est fixé pour les étrangers, ainsi qu'on en offre la preuve.

Il est donc indubitable que les droits régaliens ou de souveraineté qui sont la même chose, ne peuvent jamais autoriser la destruction des privilèges ; ils en doivent, au contraire, être le plus ferme appui. Qui donc oserait soutenir un système opposé devant une république dont la justice fut toujours admirée et qui connaît si bien que le bonheur du peuple est sa souveraine loi !

Quatrième proposition.

S'il était un pays quelconque où les juges civils fussent fermiers, où le prince le plus despotique eût confondu ces deux ordres, il en serait résulté tant de maux que personne n'aurait songé à l'imiter. Mais, grâce au ciel, les peuples n'ont encore rien vu de tel. Il n'est aucun Etat qui n'ait compris que les magistrats sont des hommes et que le bon ordre ne permet pas que, par soi ou les siens, l'on soit juge dans sa propre cause. La considération dont les seigneurs fermiers jouissaient, a sans doute empêché que Leurs Excellences du Vallais aient prévu tout ce qu'on l'on doit craindre du pouvoir, lorsqu'il a à ses côtés l'intérêt et que celui-ci lui parle sans cesse. Sûrement, quand Elles verront qu'un avide agent de la ferme, chargé de remplir les obligations prises par les fermiers de donner le tabac au prix courant, débute par hausser d'un quart (comme on peut le prouver) le prix de certaine qualité, et du dixième celui des autres en général, Elles ne tarderont pas à sentir tout ce que l'on doit attendre d'un établissement aussi contraire à tous les principes du droit naturel, d'un gouvernement républicain et même monarchique. L'Empereur Théophile fit brûler un vaisseau et les marchandises qu'il portait, parce qu'il appartenait à l'impératrice. « Que les princes, dit-il, « laissent le commerce à leurs sujets qui, s'enrichissant légitimement par leur trafic et leur « industrie, feront fleurir l'Etat. En quoi les pauvres gens pourront-ils gagner leur vie, si nous « leur faisons leur métier ? »

Or, si, dans une monarchie où les impôts sont nécessaires pour subvenir à l'entretien des troupes qui en font la sécurité, le commerce est laissé au peuple, à combien plus forte raison doit-il être libre dans un pays républicain où tous les sujets sont soldats, s'habillent et s'arment sans qu'il en coûte rien à l'Etat, et même s'entretiennent à leurs frais, lorsqu'il faut marcher pour la défense de la patrie.

Que de motifs, que de puissantes considérations se réunissent pour opérer l'abolition de la ferme que l'on vient d'établir en Bas-Vallais ! Mais celui sur lequel le pays fonde sa principale espérance sera, dans tous les temps, la justice invariable et la bonté paternelle de son auguste souverain¹.

Le mémoire des Bas-Valaisans mettait en pleine lumière la justice de leur cause ; il prouvait jusqu'à l'évidence la certitude de leurs droits. Qu'obtinrent ces sujets opprimés ? Rien. La révolution cosmopolite les vengera un jour

¹ Archives de l'Etat.

et, à la suite de l'armée française d'occupation, arriveront des pillards qui raviront aux grandes familles du Haut-Valais une partie des richesses que les gouverneurs et leur suite ont drainées. Les Bas-Valaisans se vengeront à leur tour, mais par les bienfaits et la générosité du cœur. Ils recueilleront avec empressement ces troupeaux d'orphelins, enfants de leurs opresseurs, qu'on leur amènera de la partie supérieure du pays, que le fer et la flamme de la sanglante république française auront achevé de ruiner. Dieu châtie en ce monde les péchés des nations.

Mais avant d'exposer la suite de ces faits, revenons de quelques années en arrière. Une autre contrée subissait aussi un joug qu'elle supportait chaque jour plus impatiemment. C'était la Léventine, vallée au pied du Gothard et qui fait aujourd'hui partie du canton du Tessin. Elle était gouvernée par Uri dont elle était un bailliage. Ses habitants se soulevèrent contre leurs dominateurs. Ils arrêtèrent leur gouverneur ou bailli et occupèrent militairement les passages par où les Suisses pouvaient arriver dans leur petit pays. Sommés de déposer les armes, ils refusèrent. Les Uraniens invoquèrent le secours des confédérés et aussi du Valais leur allié. Cinq cents de ceux-ci se mirent en marche (1755).

Sur la demande d'Uri et l'autorisation du Valais, la troupe de Berne arriva par la Gemmi pour se rendre à sa destination. Le corps valaisan avait été en retard, parce que le régime de son gouvernement n'étant point oligarchique comme celui de Berne, mais démocratique, il avait fallu consulter les dizains avant de faire partir la troupe. C'est ce qui lui valut de ne pas passer la frontière, parce que les révoltés se soumièrent dès qu'ils eurent connaissance de la marche des confédérés. A leur passage à Sion pour rentrer dans leurs foyers, les miliciens bas-valaisans furent généreusement traités par l'évêque Roten, qui leur fit distribuer des rations de pain et de fromage et du vin rouge en abondance. On dit même qu'il leur en donna quelques tonneaux qui les suivirent jusque dans leurs foyers. C'est pour cela que les Bas-Valaisans donnèrent à cette campagne le nom de *guerre du vin rouge*².

Le milieu du XVIII^{me} siècle vit plusieurs Valaisans faire connaître très honorablement à l'étranger le nom de leur pays. Deux surtout se firent remarquer en France; un troisième, à la cour des empereurs d'Allemagne.

La première de ces illustrations est le chevalier Maurice de Courten, colonel du régiment de son nom au service de France, lieutenant-général des armées de Sa Majesté Très Chrétienne, grand'croix de l'ordre royal et militaire de St-Louis, comte d'empire, etc. Louis XV l'envoya plusieurs fois en ambassade près les cours de Vienne, Berlin et autres. Il mourut à Paris le 27 janvier 1766, laissant son immense fortune à son neveu Pancrace de Courten qui lui

¹ Chronique Schiner.

² De Rivaz. Opera historica.

succéda dans le commandement de son régiment. D'un caractère enjoué, le comte Maurice, ainsi qu'on l'appelait communément, était un délié courtisan qui joignait à une grande finesse d'esprit une franchise vraiment suisse. Dans une petite pièce fugitive, Voltaire l'a peint sous ces riantes couleurs :

Au courtisan le plus rusé,
 Au Gascon le plus avisé
 Courten peut servir de modèle.
 Vous allez me chercher querelle ?
 Il est suisse à la vérité ;
 Mais Suisse si bien déguisé,
 Que ses amis, aussi bien que son maître,
 Sans sa candeur et sa fidélité,
 Auraient peine à le reconnaître ¹.

La deuxième de ces illustrations est l'ingénieur et écrivain Pierre de Rivaz, né à Saint-Gingolph, dans le Bas-Valais, le 29 mars 1711, mort le 6 août 1772, à Moutiers en Tarentaise, où il avait fixé son domicile depuis dix ans. Il fut mathématicien distingué et mécanicien plus célèbre encore. Il alla à Paris en 1750 proposer ses inventions à l'Académie des sciences et en rapporta les suffrages les plus flatteurs. Il ne se livra cependant pas tellement aux hautes sciences qu'il ne fit son délassement de l'histoire et de la critique, dont le goût lui était inné, ainsi que celui de la mécanique et du calcul. Il est l'auteur de divers opuscules et a laissé des manuscrits fort précieux pour l'histoire ancienne et du moyen-âge de son pays. L'ouvrage qui lui valut le plus de renommée fut ses *Eclaircissements sur le martyre de la légion thébénne*. Il y réfute victorieusement les quelques écrivains protestants qui prétendirent nier le martyre, à Agaune, de la légion commandée par saint Maurice, sous les empereurs romains Dioclétien et Maximien. Jean-Jacques Rousseau fait ressortir en peu de mots le mérite et le talent de Pierre de Rivaz dans une lettre qu'il écrivait à d'Alembert contre les spectacles. Pour lui prouver qu'on peut être homme de génie sans fréquenter les spectacles, il dit :

Je puis citer ici en exemple un homme de mérite, bien connu dans Paris et plus d'une fois honoré des suffrages de l'Académie des sciences : c'est monsieur de Rivaz, célèbre Vallaisan. Je sais bien qu'il n'a pas beaucoup d'égaux parmi ses compatriotes ; mais, enfin, c'est en vivant comme eux qu'il a appris à les surpasser.

¹ Zour-Lauben ; tableaux de la Suisse, tome VIII, p. 748. — Peu de temps avant sa mort, le comte Maurice de Courten parvint à concilier un différend qui s'était élevé entre le marquis d'Entraigues, ministre du roi à Soleure, et le sénat de Berne. Celui-ci lui en témoigna sa satisfaction par le don d'une médaille commémorative, en or, du poids de cinquante Louis, et accompagnée d'une lettre d'envoi des plus honorables. Le comte Maurice légua cette médaille à son parent le comte Ignace-Antoine-Francrace de Courten, dont les descendants la possèdent encore. La famille possède en outre dans ses archives un recueil de pièces relatives à cette affaire où les torts n'étaient pas tous du côté de l'ambassadeur de France (Extrait de la généalogie de la famille de Courten).

Ses talents, très rares en tous pays, le firent avantageusement remarquer non seulement à Paris, mais à Turin, à Bâle, Berne, Zurich et jusqu'en Russie. Les ouvrages qu'il a publiés sont : 1° *Description d'une quadrature d'équation à heures et à minutes du temps vrai*; 2° *Mémoire sur les principes mathématiques de la théorie de l'horlogerie, en réponse à un écrit anonyme contre les découvertes de M. de Riva*; 3° *Eclaircissements sur le martyre de la légion thébéenne*, etc., dont nous venons de parler. Cet ouvrage lui valut les éloges les plus flatteurs des savants Bénédictins. Le principal mérite de cette dissertation est de s'être attaché à concilier le fait avec l'histoire profane, ce qui avait été l'écueil de tous les écrivains qui l'avaient précédé. 4° *Histoire de la maison de Savoie, avec des recherches et un système nouveau sur son origine*; 5° *Diplomatique du royaume de Bourgogne*, soit recueil de chartes du VII^{me} au XIII^{me} siècle, pour servir à l'éclaircissement de l'histoire du moyen-âge des pays soumis autrefois à cette monarchie dont le Valais faisait partie. Ces deux derniers écrits sont restés en manuscrit¹.

A la même époque, un autre Valaisan occupait une place distinguée à la cour des empereurs d'Allemagne : c'est l'abbé Wegner, natif de Conches, chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice. Une circonstance l'ayant conduit à Vienne, il obtint de son supérieur, l'abbé Claret, la permission de s'y fixer, s'il en trouvait l'occasion. Il s'y fit bientôt remarquer par son air distingué et sa facilité à parler également bien le latin, l'italien, le français et l'allemand; puis, par sa méthode d'enseigner les éléments des lettres et des langues, qui épargnait aux élèves beaucoup de temps et d'ennuis. Des seigneurs de la cour, qui les premiers l'avaient accueilli et lui avaient confié l'éducation de leurs enfants, le firent connaître à l'empereur François I^{er} et à son auguste épouse Marie-Thérèse, reine de Hongrie, qui le mandèrent à la cour. Charmés de sa bonne façon, qui correspondait aux éloges qu'on leur avait fait de son mérite, Leurs Majestés lui confièrent aussi la première éducation littéraire des archiducs et archiduchesses. Ayant réussi à merveille dans ses fonctions, le jeune religieux fut ensuite nommé précepteur en titre de l'archiduc leur fils aîné, depuis Joseph II, empereur des Romains. Il était enfin à la veille de recevoir la récompense de ses travaux et de son zèle, quand une mort prématurée lui ravit, à l'âge de trente-neuf ans, la crosse et la mitre qu'on lui destinait. Il s'éteignit à Presbourg où était alors la cour (1759).

Dans une sphère moins brillante, mais non moins laborieuse et surtout plus utile à son pays, vécut le chanoine Briguet Sébastien, de Lens, chanoine de la cathédrale de Sion, où il fut enseveli en 1746. Ecclésiastique d'une vie exemplaire et tout dévoué à la gloire de l'Eglise de son diocèse, il s'adonna aux études historiques. On a de lui deux petits ouvrages écrits en latin assez bon. Le premier est le *Concilium Epaunense* qu'il publia en 1741. Le but de cet

¹ Archives du comté de Rivaz, à Sion.

écrit est de prouver que le concile d'Epaône, célébré sous le roi de Bourgogne, saint Sigismond, l'a été à Epenassey, à une demi-lieue de la petite ville de Saint-Maurice. Dans cette dissertation, Briguet se montre solide et il prouve bien sa thèse. Il n'en est pas de même du second ouvrage, édité en 1744 et intitulé : *Vallesia christiana, seu diocesis sedunensis historia sacra vallensium episcoporum*. Il s'y montre faible, crédule et peu critique. Sous sa plume, disent les savants Bollandistes, les suppositions sont trop souvent données pour des réalités. Ce travail n'est cependant pas sans mérite.

Nous avons vu qu'en accordant à la congrégation du Saint-Bernard la séparation des religieux valaisans d'avec les valdôtains et en soustrayant ainsi les premiers au joug oppressif des seconds, le pape Benoît XIV avait dépossédé ce monastère de tous les biens qu'il possédait en Italie et les avait accordés à l'ordre des SS. Maurice et Lazare. C'était une satisfaction accordée au roi Charles-Emmanuel qui, à son tour, ne pouvait plus nommer les prévôts de cette célèbre maison. Quatorze ans après, on accusa le gouvernement du Valais d'avoir voulu, d'accord avec l'évêque et son chapitre, user de représailles envers son Altesse de Turin, en obtenant du pape Clément XIII, par l'intermédiaire du nonce en Suisse, que les deux couvents de capucins, de Sion et St-Maurice, fussent démembrés de la province de Savoie à laquelle ils n'avaient cessé d'appartenir dès leur fondation, et incorporés à la province suisse. Cette supposition et d'autres allégations étaient toutes gratuites; c'est ce qui ressort d'une longue lettre que l'évêque écrivait (28 avril 1766) aux Messieurs de Monthey, très attachés aux capucins, et que des semeurs de discordes avaient trompés, on ne sait pour quel motif. Voici quelques passages de cette lettre qui était une réponse à leurs réclamations un peu vives, paraît-il.

Me croiriez-vous si peu affectionné à ma patrie, si contraire à vos intérêts et si éloigné des devoirs d'un bon pasteur, que de vous enlever sans de fortes raisons des ouvriers évangéliques auxquels vous paraissez si fort attachés, et de leur en substituer d'autres qui ne vous paraissent moins capables que par un aveugle préjugé? Que ne puis-je, messieurs, vous faire lire dans mon cœur! Vous ne désapprouveriez pas si indécemment ma conduite; vous n'adhérez pas si facilement à ceux qui vous persuadent que je n'ai entrepris la séparation des révérends pères capucins qu'avec précipitation, sans discernement, sans raison véritable et que pour y réussir je me suis servi de la médisance et de ses noires couleurs. Vous me rendriez, au contraire, la justice de croire que je n'ai point agi, dans cette affaire, à l'aveugle, par prévention, avec passion et ressentiment, mais par les motifs les plus forts, les intentions les plus droites et les vues les plus épurées; que la modération, la charité et le soin de leur réputation ont été mon guide. Cependant, n'exigez pas de moi que je vous fasse connaître un détail de mes raisons. Outre que l'exposition en serait un peu longue, il vous doit suffire de savoir que je les ai examinées avec toute attention et que je les ai fait examiner par les plus éclairés et les plus prudents que je connaisse dans le pays et que tous ont conclu d'une indispensable convenance et d'une espèce de nécessité. Si vous aviez des représentations à faire pour le couvent de Saint-Maurice, fallait-il attendre que tout fut conclu?

J'apprenais déjà avec un sensible plaisir que quelques-uns d'entre vous commençaient à revenir de leur premier feu. On a rallumé un incendie qui commençait à s'éteindre; il n'est pas

difficile d'en deviner la cause et les moteurs et de voir que vous n'êtes que les échos d'autrui. Défiez-vous des mauvais conseils; reposez-vous avec confiance sur moi; je n'ai en vue que de vous donner des religieux bons, modestes, retirés, édifiants et zélés...

Cette lettre suffit pour démontrer que le gouvernement, loin d'avoir voulu user de représailles envers la cour de Turin, n'avait pas même pris l'initiative d'un démembrement dont l'évêque se déclare l'auteur. Le consentement de la diète ne fut donné que le 7 mai suivant. L'acte d'union des deux couvents à la province suisse fut signé à Sion le 12 octobre de la même année par les deux commissaires délégués de la même province. Par le cinquième article de cet acte, la ville de Sion s'engage à faire les frais de manutention des toits du couvent de la ville. Le sixième article laissait à chaque religieux la faculté d'opter pour son incorporation à la province suisse ou de continuer dans celle de Savoie, mais, une fois le choix fait, il était irrévocable¹.

Si les capucins ne firent que changer de province, sans changer de lieux, il n'en fut pas de même des jésuites. On était arrivé à cette fatale époque, où les sociétés secrètes, souvent anémathémisées par l'Eglise, avaient voulu donner le change à l'opinion publique en s'affublant du manteau du philosophisme. Poursuivant avec ardeur son projet de détruire le catholicisme, le philosophisme afin d'y réussir plus facilement, s'en prit aux plus valeureux champions de l'Eglise, c'est-à-dire aux jésuites, que Voltaire appelait spirituellement les *grenadiers du pape*. A force d'instances, de menaces et d'épouvantes, les gouvernements de France, d'Espagne, de Naples, etc., à la direction desquels siégeaient des ministres antichrétiens, obtinrent du pape Clément XIV la bulle de suppression de l'ordre des jésuites. Depuis longtemps, le Valais avait confié à ceux-ci l'éducation de ses enfants; mais la décision pontificale étant absolue, il fallut se résigner à sacrifier les pères. L'évêque Am-Büel, après en avoir prévenu les premiers magistrats, dut ordonner à ces religieux de déposer les insignes de leur ordre et de se dissoudre. Mais, en même temps, la diète ne pouvant consentir à se priver de ces hommes éclairés et dévoués, prit une décision qui fait honneur à ses sentiments. Elle déclara (mai 1774) vouloir conserver comme prêtres séculiers les six pères qui étaient professeurs au collège de Brigue, et qu'ils continueraient à percevoir, en cette qualité, les 1200 écus bons qu'on leur passait avant la suppression de l'ordre. Les dizains de Conches, Brigue et Viège proposèrent même une augmentation de 40 écus, et demandèrent que les six dizains supérieurs se chargeassent de la manutention du collège de Brigue; à quoi les représentants de Rarogne, Loèche et Sierre répondirent qu'ils étaient sans instructions pour entrer en matière. Mais la France qui, en 1673, passait déjà au Valais 13,980 livres de pensions diverses, dont 7,488 à des titres purement gratuits, et avec laquelle on tenait par conséquent à conserver de bonnes relations, fit si bien par ses représentations que, après

¹ Archives de Valère.

trois ans, on finit par abandonner les pères. Au reste, la suppression des jésuites faisait elle-même pressentir des difficultés plus ou moins prochaines pour le recrutement des sujets et leur direction ¹. Des prêtres séculiers enseignèrent à Sion; Brigue eut des pères ou clercs réguliers des Ecoles pies² qui entrèrent en fonction en 1788.

Le temps était venu où le pays allait accomplir, pour la dernière fois, sans s'en douter, cet acte solennel qui avait si puissamment contribué à sauvegarder sa vieille foi: c'était le renouvellement de l'alliance avec les sept cantons catholiques. Cette cérémonie n'avait plus eu lieu en Valais depuis le 6 novembre 1681. On se prépara donc à lui donner le plus grand éclat possible. Au mois de décembre 1779, la diète nomma une commission de trois membres pour les préparatifs préliminaires: c'était le comte Pancrace de Courten, lieutenant-général des armées du roi de France, résidant alors à Sierre, le grand châtelain de Kalbermatten, de Sion, et le chancelier de la ville, Barberin. L'époque de la fête devait être vers la fin d'octobre de l'année suivante; dans une réunion subséquente, on fixa au 5 novembre le jour de la réception des alliés; mais l'évêque Am-Büel étant mort le 11 août 1780, son successeur François-Melchior Zen-Ruffinen, élu dans le courant du même mois, demanda et obtint que cette réception n'eut lieu que le 13 novembre, au lendemain de son sacre, afin de pouvoir célébrer pontificalement la messe où aurait lieu le renouvellement du serment.

Le jour solennel approchait. Une nouvelle réunion des députés des sept dizains eut lieu à Sion, pour s'occuper des dernières dispositions. Des ordres furent donnés pour le bon état des routes. Le cérémonial de réception fut ainsi réglé. Le trésorier d'Etat et les seconds députés iraient au-devant des délégués des cantons jusqu'à la porte d'entrée de la maison de la chancellerie, et les accompagneraient jusqu'à la salle d'honneur. Là, l'évêque, le bailli et les premiers députés les recevraient et les harangueraient. Le chancelier de la ville déjà désigné pour secrétaire, fut aussi nommé maître de cérémonies et majordome. Au banquet, le secrétaire d'Etat serait placé à une petite table à côté du bailli, et après lui viendraient deux députés de Loèche, comme cela s'était pratiqué en 1681. Des huissiers veilleraient à prévenir tout désordre, soit à la chancellerie, soit à la cathédrale. Pour plus grande sûreté durant ce temps, tous les étrangers et les gens sans aveu devraient être écartés.

Par lettre adressée à l'évêque de Sion, l'abbé de Saint-Gall exprimait son désir d'être admis à cette alliance des catholiques. La haute assemblée dut lui exprimer son regret de ne pouvoir accueillir actuellement sa demande, parce que en vertu des libertés et franchises du pays, la diétine ne pouvait rien décider d'important, ni innover en quoi que ce fût, sans l'avis préalable et,

¹ Archives de l'Evêché, 220-3.

² Ibidem.

ensuite, le consentement des communes. En outre, il fallait l'adhésion des cantons intéressés, qu'on n'avait plus le temps de consulter.

Enfin, le 13 novembre, à trois heures et demie de l'après midi, la voix du canon ébranla les remparts et les édifices de la capitale : les députés des cantons faisaient leur entrée solennelle dans seize carrosses à quatre chevaux. Quarante cavaliers les escortaient. Un corps de quatre cents hommes, choisis dans tout le pays, était sous les armes. Au lieu d'être reçue à la chancellerie, la députation le fut à l'hôtel de ville où l'on prononça les harangues d'usage. Un somptueux souper termina la journée.

Le lendemain matin, à neuf heures et demie, les délégués furent conduits à la salle de la chancellerie, que l'on avait magnifiquement ornée. De là, le cortège, composé cette fois des représentants des sept Etats catholiques et de tous les membres de la diète valaisanne, se rendit, le nouvel évêque en tête, à la cathédrale, où le renouvellement du serment d'alliance eut lieu après la messe pontificale. Dans cette circonstance, on avait tiré des archives et exposé devant toute l'assemblée l'acte original de 1533 qui était le premier.

Au sortir de la cathédrale, on se rendit au banquet où l'on compta quatre-vingt-deux couverts. On y servit cent soixante-huit plats différents. Les santés officielles furent au nombre de vingt-trois. Le bailli annonçait les toasts ; dès que l'un était porté, les convives acclamaient le nom du personnage ou de l'Etat en l'honneur duquel il avait eu lieu, et l'on entendait une volée de canon. Le premier toast fut en l'honneur du pape ; puis vinrent les sept cantons réunis, le Valais, l'ambassadeur de France, l'évêque de Sion, celui de Genève, le canton de Lucerne, le chapitre de Sion ; enfin, les autres cantons en particulier, après chacun desquels on intercalait un des sept dizains. On finit par Conches et le bailli¹.

Une médaille d'argent réunissant les armoiries de tous les contractants et portant la date du 14 novembue 1780, fut frappée et distribuée en souvenir de cette heureuse journée². La poésie célébra en nombreux vers latins chacun des cantons alliés et des dizains du Valais. La joie était générale et l'âge d'or semblait devoir renaître. Les confédérés catholiques ne soupçonnaient guère qu'ils venaient de prononcer les derniers serments de l'*alliance dorée*, dont les premiers dataient de 1533. Quelques années encore, et la vieille Europe, depuis si longtemps agitée et bouleversée par la Réforme et minée par le philosophisme, va changer de face. Durant un quart de siècle des flots de sang ne cesseront de couler ; la révolutionnaire Liberté, après avoir commencé par décapiter un roi inoffensif, continuera pendant tout un siècle à tenter de les faire périr tous. C'est par de telles œuvres et par les maximes les plus subversives que, d'étape en étape, elle conduira les peuples jusqu'au bord de l'abîme du nihilisme, der-

¹ Manuscrits de l'abbé Clément.

² Les frais s'élevèrent, dit-on, à 94,500 francs de notre monnaie actuelle.

nière conséquence à laquelle doit arriver une société qui a abandonné les principes catholiques.

Brigue et Sion devaient préluder aux malheurs qui allaient fondre sur le Haut-Valais en particulier. Le 13 septembre 1787, la première de ces villes vit son église, son collège et son théâtre réduits en cendres. La violence du feu était telle que les cloches de la tour fondirent.

Huit mois après, Sion fut bien plus terriblement éprouvé. Après une sécheresse d'un mois et par un grand vent, le feu se déclara subitement au centre de la ville (24 mai 1788). Les ravages de l'incendie furent si rapides qu'on dut abandonner les pompes qui brûlèrent en pleine rue. En moins de trois heures, deux cent vingt-six bâtiments, dont cent vingt-six maisons, furent détruits. Les deux châteaux épiscopaux, Tourbillon et la plus grande partie de la Majorie, ne présentèrent plus que des ruines, et l'évêque qui habitait alors ce dernier manoir, dut s'enfuir précipitamment pour ne pas périr. Les archives épiscopales, fort précieuses pour l'histoire du pays, furent consumées presque entièrement; le toit de la cathédrale et la chancellerie de l'Etat que l'on venait de construire le furent aussi. Les pertes furent évaluées à un million d'écus bons¹. Dans cette panique générale, on ne sauva presque rien; d'ailleurs, à peine l'aurait-on pu. Au témoignage de l'évêque même, des voleurs profitèrent de la confusion pour s'emparer des objets les plus précieux dans ces deux châteaux. Les flammes dévorèrent la belle galerie des portraits de tous les évêques depuis l'an 1300².

Monseigneur Zen-Ruffinen, sous qui arriva cette catastrophe, voulait, dans sa munificence, relever ces deux châteaux en s'aidant, avec l'autorisation du Saint-Siège, des sommes qu'auraient produites la vente de quelques fiefs moins importants de l'évêché et de ceux dont on pouvait craindre la perte plus tard; mais sa mort, arrivée deux ans après, arrêta ces projets. Dès lors, ses successeurs habitèrent une maison particulière jusqu'en 1840, où l'évêque Roten entra dans le palais qu'il avait fait bâtir devant sa cathédrale.

Zen-Ruffinen était un homme à larges conceptions et un pasteur zélé, vigilant et sans respect humain. Les officiers qui revenaient du service, de France particulièrement, apportaient fréquemment à cette époque tout un bagage d'écrits pseudo-philosophiques, pleins d'erreurs et d'objections contre la religion. Ils connaissaient mieux les œuvres rationalistes et captieuses de Bayle, Voltaire, Rousseau, d'Alembert, Diderot, etc., que leur catéchisme. Ils se plaisaient à faire étalage dans le pays de leur impiété. Les livres obscènes circulaient sans que les magistrats somnolents s'en inquiétassent. L'évêque ne craignit point de sévir ouvertement contre les corrupteurs du dogme et de la morale. En cela, un certain Arnold, capitaine retraité, se distinguait à Sion,

¹ L'écu bon valait 25 batz; le batz, 15 centimes.

² Sous Monseigneur Jardinier, on l'a rétablie; elle est dans le grand salon de l'évêché. On y a ajouté les deux Théodore et St-Garin.

entre tous les autres. L'évêque l'obligea à comparaître à son tribunal et à faire une retraite de quelques jours au couvent des capucins : ce qui servit à le rendre plus circonspect, s'il ne le convertit pas entièrement. C'est à tort qu'on reproche à ce prélat son amour de l'argent. S'il aimait à en amasser ce ne fut point pour enrichir ses parents, mais pour le dépenser noblement et généreusement ; témoin les nombreuses et riches largesses qu'il fit à son église cathédrale et à d'autres paroisses de son diocèse.

Son successeur fut Blatter Joseph-Antoine, chanoine de Sion, et né à Viège d'une famille, dit le chanoine de Rivaz, plus illustre qu'ancienne, mais dont la louange propre est de n'avoir acquis tant d'illustration qu'à force de la mériter. Il fut élu le 3 août 1790. Durant son règne de dix-sept ans, il fut témoin de bien des malheurs et de ruines matérielles et morales presque continues. Pour ne parler que de sa patrie, il allait voir de quelle liberté et de quel bonheur la Révolution dotait les peuples dont elle prétendait briser les chaînes.





CHAPITRE XVIII

DE 1790 A 1792

AVANT de promener le fer et le feu dans la partie orientale du Valais, l'hydre de la Révolution exploitera habilement tous les prétextes plausibles pour soulever une partie du pays contre l'autre. A la vérité, il lui était facile de porter les Bas-Valaisans à l'agitation. Les actes arbitraires des gouverneurs, leurs fréquentes injustices et parfois leurs criantes rapines ; puis, la connivence ou la faiblesse des hauts magistrats, qui fermaient trop les yeux sur les abus de pouvoir et la rapacité de leurs représentants dans les gouvernements de Saint-Maurice et de Monthey, et sur les majors de Nendaz et les châtelains du Bouveret ; toutes ces choses étaient des plus propres à allumer un vaste incendie.

On a vu qu'en 1769 les Montheysans avaient énergiquement protesté contre l'établissement d'une ferme de tabacs, qu'ils démontraient ruineuse pour eux et en même temps contraire à l'acte bilatéral de 1536, par lequel ils s'étaient mis conditionnellement sous l'autorité des sept dizains, et à celui de 1569, par lequel le duc de Savoie cédait définitivement au Valais le mandement de Monthey. Des agents provocateurs, révolutionnaires français, étaient disséminés dans le pays de Vaud, d'où ils répandaient dans le Bas-Valais des écrits incendiaires, y faisant eux-mêmes de fréquentes incursions pour exciter à la révolte des populations déjà très aigries contre leurs gouvernants de tous étages. Les représentations n'avaient point manqué à l'Etat qui n'ignorait pas les symptômes d'agitation. Ceux-ci augmentèrent bientôt à un tel

point, que la diète de mai 1790 crut devoir s'occuper des mesures à prendre pour mettre un terme à *la forte oppression que les hauts fonctionnaires exerçaient sur les sujets du Bas-Valais*¹. Pour obvier à ces abus, on proposa de créer un code pénal spécial pour le Bas-Valais, code auquel ces fonctionnaires seraient tenus de se conformer rigoureusement pour toutes les amendes à imposer. Le projet était bon, mais il eût été plus nécessaire, plus urgent et d'une plus sage administration de commencer par examiner sérieusement la réalité des griefs, que ces populations opprimées alléguaient contre leurs gouverneurs et leurs employés. Une lettre accompagnant un mémoire que Monthey adressait à l'autorité supérieure, fait brièvement ressortir les nombreuses infractions aux franchises garanties aux communes et la promptitude avec laquelle on saisisait toute occasion d'infliger de très fortes amendes, sans s'inquiéter des raisons des accusés, ni de leurs anciens droits reconnus. Ainsi, un de ces droits était que l'acheteur d'une propriété ne pût se la voir saisir par le fisc s'il en négligeait la déclaration dans le terme fixé; néanmoins les gouverneurs allaient encore plus loin. Un particulier de Collombey, ayant acheté une châtaigneraie, en paya les lods au receveur fiscal en même temps que l'acte de vente fut rédigé. Cependant, un an après le paiement, le nouveau gouverneur confisqua la propriété sous prétexte qu'il n'avait pas été effectué assez promptement. Un second fut amendé de dix louis (231 fr. 90) pour avoir tardé de quelques jours la déclaration d'un achat de terre. Deux frères Trombert ayant verbalement convenu pour un échange de terrain, sous ratification de leur père, s'en repentirent le lendemain et annulèrent leur marché. Ce que le gouverneur ayant appris longtemps après, il obligea les deux frères à lui payer neuf louis². Les réclamants disaient encore à l'article 3 du même mémoire :

Par les franchises des communautés..... confirmées par l'Etat, les amendes sont fixées de trois à soixante sols; et, aujourd'hui, les sols se trouvent communément changés en écus neufs (six francs) et quelquefois même en louis (23 fr. 19 c.); c'est ce qu'on trouvera dans le cahier des griefs.

4° Les dites franchises disent clairement : « Nous voulons et concédons que personne ne puisse être appréhendé au corps, ni détenu, quand il donne la preuve qu'il est prêt à se présenter devant le tribunal, à moins qu'il ne soit un brigand, un homicide ou un traître manifeste, ou encore qu'il ait commis un délit énorme méritant la mort, ou qu'il ait gravement offensé nos officiers. »

Les statuts, chap. 152, contiennent à peu près les mêmes dispositions, etc...

Cependant, si on avait noté toutes les plaintes d'infractions aux franchises et aux statuts, on trouverait beaucoup de personnes à l'égard desquelles les lois ont été violées, soit pour avoir été mises aux arrêts, soit pour n'avoir pas été admises à leur défense selon l'ordre judiciaire, soit par les paroles menaçantes et insultantes dont on se servait à leur égard, ainsi qu'à l'égard des avocats qui cherchaient à faire suivre les procédures conformément aux lois et à la décence. Cette méthode mettait à l'aise les fiscaux qui, n'ayant souvent que des soupçons légers

¹ Abscheids.

² Archives de l'Etat.

et sans preuves, remplissaient également leurs bourses au moyen d'emprisonnement, ce qui obligeait les gens à se rédimier de ces injustes vexations, comme on peut mieux le voir au cahier des griefs¹.

La vallée d'Illier, du gouvernement de Monthey, avait eu plus particulièrement à souffrir du régime des gouverneurs. Ses vigoureux et fiers montagnards, à l'humeur batailleuse et au caractère peu souple, avaient le regret de voir leurs belles propriétés et leurs verts pâturages alpestres devenir la proie des gouverneurs, qui faisaient pleuvoir sur eux de dures amendes. C'était plus qu'il n'en fallait pour lasser leur patience. En outre, par une fatale coïncidence se succédèrent à Monthey deux gouverneurs qui, par leur arrogance et leurs vexations, étaient bien propres à porter à la révolte des populations, auxquelles les nouvelles maximes de la France insurgée inspiraient encore plus d'animosité contre toute apparence de gouvernement tyrannique. Ces deux gouverneurs, ainsi jugés par un respectable prêtre qui les avait bien connus², étaient un Ignace Theiler et le médecin Schiner, de Sion. Aussi, ce fut Valdillier qui se signala lorsque s'accomplit le premier drame de la vengeance populaire.

Le 8 septembre 1790 était jour de foire à Monthey. Les Valdilliens, que leurs affaires et particulièrement la vente de leurs denrées attiraient chaque huit jours à ce grand marché, s'y rendaient fort nombreux. Comme les esprits étaient déjà fort excités, soit par les concussions de Schiner qui surpassait ses prédécesseurs en rapacité, soit par les idées nouvelles propagées activement par les agents de la révolution française, qui ne parlaient au peuple que d'indépendance et de liberté, deux nouveaux faits vinrent mettre le comble à l'irritation populaire. Le matin même de la foire, le gouverneur, parcourant la place, remarqua la femme Gex, née Volant, de Val d'Illier, vendant des moules en bois destinés à former le fromage. Il voulut lui en confisquer un, sous prétexte qu'étant étrangère à la commune de Monthey, elle n'avait pas son permis de vente : ce qui était faux, puisque le permis n'était nécessaire qu'aux vendeurs étrangers au pays³. Mais s'apercevant d'un mouvement dans la foule, il crut prudent d'abandonner sa proie. De l'autre fait, ce fut Pierre-Maurice Bellet, dit le gros Bellet, aussi de Val d'Illiez, qui en fut le héros. Etant venu au marché quelques mois auparavant, il s'en retournait chez lui quand, arrivé sur la place de Troistorrents, il vit deux hommes qui s'empoignaient pour se battre. Fort comme un hercule, il saisit et sépare les deux adversaires, leur représente les peines pécuniaires qu'ils vont encourir et réussit par de bonnes paroles à les réconcilier. Apprenant cela, Schiner, fâché d'avoir perdu une belle occasion d'infliger une grosse amende aux deux champions s'ils s'étaient battus et sur-

¹ Archives de l'Etat.

² Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz.

³ Ordonnance souveraine du 11 décembre 1765.

tout si le sang avait pu couler, imposa à Bellet une amende de vingt louis¹. Celui-ci refusa de payer, démontra son innocence et s'offrit à prouver par tous les gens de sa commune qu'il n'a jamais été ni querelleur, ni batailleur. Il s'adressa de même à la diète en session de mai, et celle-ci ne s'occupa point de sa réclamation. Or, à la foire du 8 septembre (1790), vu son refus obstiné de payer l'amende infligée, le gouverneur fit saisir sa jument chargée, avec laquelle il était venu à Monthey : ce qui était encore une violation des statuts du pays, suivant lesquels la saisie devait avoir lieu à Val-d'Illier, et non ailleurs. Le gros Bellet, comme on l'appelait vulgairement, ne put endurer un tel abus de pouvoir. Au comble de l'irritation, il se rend au château, aborde hardiment le gouverneur qui était à dîner, et réclame sa jument qui valait dix-huit louis. On la lui refuse. Bellet s'échauffe, il redouble d'instances : tout est inutile. Exaspéré, d'un coup de poing il brise la table qu'il renverse avec tout ce qu'elle contenait. Alors sa bête lui est rendue. De suite après cette scène, les Val-d'Illiens commencèrent un vacarme effroyable dans un cabaret voisin. Schiner envoie son domestique et ensuite son curial, Meillat, pour aviser les tapageurs d'être moins bruyants ; mais ces envoyés furent si maltraités que le curial s'enfuit de Monthey. Quelques instants après, une quarantaine de montagnards, accompagnés de Vaudois, de Savoyards et de gens des communes environnantes, s'ébranlèrent et se portèrent à l'assaut du château. Bellet, sachant ce qui allait arriver, avait prévenu le gouverneur de s'enfuir, pour mettre sa vie en sûreté ; mais celui-ci méprisa cet avis ; il ne s'enfuit qu'en voyant éclater l'orage. En s'esquivant par un escalier détourné, il reçut d'un Rey, sautier à Val-d'Illier, un si rude coup de pied qu'il en perdit son chapeau et sa perruque, dont la foule s'amusa. Les assaillants pénétrant par le grand escalier, se précipitèrent dans les appartements où ils brisèrent ce qu'ils purent et bouleversèrent le reste. Au milieu de ce branle-bas général, Schiner était parvenu à se réfugier dans un porcher, éloigné du théâtre de la vengeance populaire. La foule se mit bientôt à sa recherche ; mais un de ses amis avait promptement fait amener sur la place un tonneau de vin, dont il versa abondamment à ceux qui déjà en avaient trop bu, les louant longuement de leur bravoure. Ce stratagème lui permit de faire prévenir Schiner de s'évader sur Saint-Maurice, d'où il se rendit à Sion pendant la nuit. Voyant que le gouverneur leur avait échappé, les émeutiers placèrent à leur chapeau la cocardé de l'indépendance, et l'on obligea le capitaine de Vantéry à siéger au château pour y soutenir les droits de la liberté, que l'on se figurait avoir conquise. De Vantéry crut devoir se prêter momentanément à ce rôle, afin de laisser calmer l'effervescence populaire².

¹ Le docteur Carrupt curé à Ardon, qui raconte ce fait, dit que les fiscaux étaient souvent cause des injustes amendes exigées ; mais « qu'il avait été lui même témoin de la manière dont on instruisait les gouverneurs de Monthey, et cela par un personnage qu'il n'aurait jamais pu soupçonner. »

² Manuscrit Carrupt.

Bellet et ses compagnons ne furent que des acteurs inconscients de la révolution; ils n'agirent que par le sentiment des maux qu'ils avaient endurés et des injustices réitérées qu'ils avaient souffertes. Bellet l'avoua plus tard, en déclarant que ce qui l'avait le plus aigri contre le gouverneur et poussé à le traiter ainsi, c'était surtout l'injuste amende à laquelle Schiner l'avait condamné. Il ne prit plus part à aucun mouvement séditieux, et depuis, soutint toujours le pouvoir civil. Cette homme à rude écorce, mais sincèrement religieux, s'aperçut vite que les événements politiques qui se déroulaient au dehors n'étaient que l'œuvre des ennemis de l'ordre et surtout de l'Eglise.

Une autre manifestation eut lieu quatre jours après à Saint-Maurice. Les agents de la révolution voulaient habituer le peuple à l'agitation, afin de l'avoir ainsi plus facilement sous la main au moment propice, ou au moins pour neutraliser toute opposition sérieuse de sa part. Ensuite d'instigations, une bande de mécontents de Vérossaz descendit sur Saint-Maurice, où elle assaillit la maison du châtelain de Quartéry, tira quelques coups de fusil et fit entendre quelques vociférations. Elle ne fit néanmoins aucun dégât notable, parce qu'elle n'avait probablement d'autre motif d'animosité réelle contre ce magistrat, que celui de sa qualité officielle qui le rattachait à l'Etat. Quelques-uns entrèrent dans l'église des capucins où ils mutilèrent le buste d'Antoine de Quartéry, insigne bienfaiteur de ces religieux. Puis, vite ennuyés de leur facile et inutile exploit, les tapageurs se portèrent vers le couvent de l'Abbaye, où les chanoines comprirent que ces visiteurs bruyants n'en voulaient qu'à leur vin, dont ils les rafraîchirent généreusement. Effrayé de la démonstration qui venait d'avoir lieu dans la ville, le gouverneur Bernard Dallèves s'enfuit à Sion¹.

Cependant les idées d'émancipation fermentaient dans plus d'un cerveau; des cocardes aux chapeaux étaient vues dans la châtellenie de Saint-Maurice, et il y avait comme un frémissement léger dans toutes les communes du Bas-Valais. Les meneurs secrets profitaient de toute occasion. Déjà, en juillet, les agents qu'ils entretenaient à Martigny y avaient ménagé un soulèvement populaire contre les fonctionnaires de la commune, parce que ceux-ci, dans l'espace de vingt ans, avaient dépensé soixante mille florins sans motifs plausibles. Si l'on en excepte Bagnes et Vollège, les autres communes de l'Entremont, sous la même influence, s'étaient aussi agitées, mais pour d'autres prétextes. A Orsières, quelques magistrats furent signalés à la vindicte publique. A Liddes, les brouillons ayant à leur tête le major Eugène Riche, se rendent au presbytère, d'où ils chassent le curé après l'avoir blessé à coups de pieds, parce que ce pasteur avait consciencieusement défendu les droits de la cure. Ceci se passait en présence des paroissiens assemblés et laissant faire ces hommes avinés, qui occupèrent militairement le presbytère, afin d'empêcher le retour du curé.

¹ Abscheids.

² Ibidem.

A Sembrancher, le banneret Luder, par de douces et insinuanes représentations, réussit à faire retirer les émissaires qui étaient arrivés de Monthey pour exciter du désordre¹. Le premier moment de surprise passé, les Entremontants commencèrent à réfléchir et virent que tous ces mouvements n'auraient aucun résultat avantageux pour eux. Les notables des communes descendirent à Martigny, où ils s'abouchèrent avec ceux de Saint-Maurice; quelques-uns même descendirent jusqu'à cette dernière ville pour mieux juger des événements et des choses. Ils en revinrent avec la persuasion que les masses ne réclamaient pas encore l'expulsion des gouverneurs, mais qu'elles étaient mécontentes et travaillées du désir d'une réforme. Quelques mois plus tard, l'agitation recommença cependant, et les emblèmes républicains parurent dans l'Entremont.

Ce qui se passait dans la partie occidentale du pays devenait trop significatif pour que l'autorité suprême pût se faire illusion sur le danger imminent. Néanmoins, elle n'usa que de palliatifs au lieu de prendre des mesures radicales. Cela provenait de ce que, n'ayant jamais pris la peine de sonder le mal que les plaintes fréquentes et les avis nombreux du Bas-Valais lui signalaient, elle n'en connaissait pas assez la nature ni le danger. Elle crut intimider d'abord, pour finir par des amendes qui ne remédiaient à rien. Il fallait attaquer le mal à sa racine par les règles fixes d'un code pénal équitable qui, dès le principe, aurait dû être élaboré. On se fit illusion. Sept ans plus tard, il fallut forcément accorder l'émancipation et l'égalité des droits civils et politiques à ces populations qu'on était habitué à ne traiter qu'en sujets. Mais, pendant ce temps, les instigateurs de révoltes et leurs complices ne s'endormirent pas.

Douze jours seulement après l'éclat qui avait eu lieu à Monthey, le bailli convoqua la diète. Avant le jour de l'ouverture, le bailli Sigristen reçut à Tourtemagne la fausse nouvelle que le Bas-Valais se préparait à pénétrer à main armée dans le Haut. Aussitôt, de l'avis des députés qui se trouvaient-là, il commanda deux fourgons et une escorte de cinquante hommes bien armés, pour aller prendre à la poudrière de Tourbillon toute la poudre de ce dépôt. En outre, de nouveaux rapports annonçant que les Bas-Valaisans étaient déjà entrés à Sion, que des retranchements avaient été construits sur la rive droite de la Morge, etc., on crut nécessaire d'expédier des éclaireurs, auxquels le maréchal de camp et grand châtelain Antoine de Courten, de Sierre, indiqua la manière dont ils devaient se conduire dans la capitale. Réunis à Sierre, le 19 septembre, les députés convinrent de continuer le lendemain la session à Sion, où ils se rendirent effectivement afin de ne pas blesser les Sédunois, et parce qu'ils apprirent qu'il n'y avait aucun danger d'y siéger. Les communes du gouvernement de Monthey avaient aussi reçu l'invitation d'envoyer des représentants pour exposer leurs griefs devant cette diète. Lorsque le 20, les

¹ Archives de Sembrancher.

députés des dizains allaient entrer à l'hôtel de ville, le bruit se répandit à Sion que les représentants des Bas-Valaisans arriveraient accompagnés de cinquante hommes. On craignit pour la sûreté des délibérations et des députés. Le bailli envoya immédiatement prévenir le capitaine de Vantéry, à Monthey, que les représentants arrivassent sans escorte et, au plus, au nombre de douze : autrement, ils ne seraient pas reçus. On retint en ville trente hommes des cinquante envoyés pour l'enlèvement de la poudre, afin de renforcer la milice du lieu. Interrogés sur les mesures qu'avait prises l'administration de la cité, les députés de celle-ci donnèrent les assurances nécessaires et affirmèrent que les communes environnantes n'attendaient qu'une invitation pour venir à leur secours. Ceux de Sierre offrirent de faire arriver aussitôt la milice de leur dizain. Malgré cela, les députés de quelques dizains auraient voulu, pour plus de sûreté, transférer la diète à Sierre. Mais l'évêque donna connaissance à l'assemblée des protestations pacifiques tant verbales qu'écrites qu'il avait reçues de Nendaz, de toutes les communes de la plaine jusqu'à Martigny inclusivement et de l'Entremont, mais spécialement de la châtellenie de Martigny, dont les mandataires accompagnés du vidame affirmaient, qu'ils n'avaient pris aucune part à la révolte, qu'ils condamnaient. A ces paroles, le calme revint, et il ne fut plus question de translation. On comprit aussi que si les Bas-Valaisans arrivaient d'une manière hostile, il ne convenait pas d'exposer la ville en l'abandonnant à elle-même; que les délégués du Bas-Valais pourraient facilement soupçonner qu'on leur tendait un piège en les forçant à monter jusqu'à Sierre. Enfin Sierre n'aurait pas fourni les mêmes moyens de défense que Sion, puisqu'il n'avait pas de remparts; pour la sûreté même du Haut-Valais, il fallait garder Sion. Ce soir-là et dans la journée du lendemain (21 septembre), six cents hommes des communes voisines arrivèrent à la capitale pour la défendre. Les milices de Loèche durent aussi se tenir prêtes.

Le 21, le bailli annonçait à la diète que, dans la matinée, les délégués de Monthey et de la châtellenie de Saint-Maurice s'étaient humblement présentés devant lui et, par l'organe du capitaine de Vantéry, avaient exprimé leur regret des événements du 8 courant, l'assurant qu'un sérieux examen de leurs griefs démontrerait qu'ils n'avaient pas tous les torts; et qu'ils avaient été incités par des gens de la Savoie et du pays de Vaud. Le mémoire qu'ils lui remirent en le priant d'en donner connaissance à l'assemblée, renfermait les points suivants :

Ils reconnaissent le haut Etat pour leur souverain légitime. Comme le temps qu'on leur a accordé est trop court pour pouvoir exposer d'une manière suffisante leurs griefs, réunir les pièces justificatives et élaborer un projet de réforme correspondant à leurs besoins, ils déclarent ne pouvoir parler qu'en général des maux qu'ils ont endurés ces derniers temps et expriment le désir du peuple d'y voir remédier. Ce désir est principalement la suppression des gouverneurs, qui sont devenus odieux par leurs nombreux abus de pouvoir; puis, la création d'une haute commission, siégeant à Sion, pour entendre tous leurs griefs développés plus explicitement et traiter avec eux des moyens de réparer les torts mutuels. Les représentants de Monthey et de

Saint-Maurice affirmèrent ensuite verbalement qu'ils ne se plaignaient que des gouverneurs et qu'ils ne formulaient rien contre le passé, pourvu qu'ils en fussent délivrés, protestant de nouveau qu'ils reconnaissent l'Etat pour leur souverain.

On leur répondit qu'en réalité on leur avait fixé un terme trop court pour établir leurs griefs; dix jours de plus leur furent accordés. Mais, ne s'attendant pas à la demande de suppression des gouverneurs, l'assemblée ne pouvait en délibérer avant de l'avoir soumise aux sept dizains; elle prévoyait que si cette demande devait servir de base à la réconciliation entre le seigneur et les sujets, elle ne serait pas admise; qu'on voulut donc faire une proposition plus convenable. La demande concernant l'institution d'une commission suprême pour les entendre après le terme des dix jours fut accordée; cette commission se réunirait le 30 du même mois et les gouverneurs seraient astreints à comparaître devant elle. Elle fut composée du bailli Valentin Sigristen, du secrétaire d'Etat Hildebrand Roten et d'un député par dizain¹.

Les cantons confédérés reçurent communication des événements et furent invités à donner leurs bons avis. Comme Etat limitrophe et possédant de la milice dans le mandement d'Aigle, Berne fut prié de prêter main forte en cas de nouveaux troubles. Leurs Excellences le promirent aussitôt et écrivirent en même temps la lettre suivante à l'adresse des insurgés :

Aux nobles, honorables, prudents préposés et ressortissants du bailliage de Monthey et de la châtellenie de St-Maurice en Vallais².

Nobles, honorables et prudents amis et voisins,

Nous sommes informés, tant par divers avis non suspects, que par une missive à nous adressée par votre gracieux souverain, que des troubles dangereux ont éclaté dans votre contrée, qu'il y a été commis plusieurs excès contre les hauts officiers établis par le gouvernement; que, même, on s'est porté à de telles violences contre leurs personnes qu'ils ont été obligés de se dérober par une prompte fuite aux dangers ultérieurs dont ils étaient menacés.

Ces nouvelles inattendues que nous avons apprises avec une véritable peine, l'intérêt sincère que nous portons à votre bien-être et plus particulièrement encore la réquisition expresse qui nous a été faite par votre gracieux souverain, nous engagent à vous faire considérer les suites funestes qui peuvent résulter d'un pareil désordre.

Nous vous exhortons donc très sérieusement à rester dans les bornes de l'obéissance que vous devez aux bontés des magistrats qui vous gouvernent; à répondre avec respect à la démarche paternelle qu'ils ont bien voulu faire dernièrement auprès de vous, et à leur prouver que vous en sentez le prix, en vous abstenant de toutes demandes injustes ou qui seraient incompatibles avec leurs droits les plus éminents; enfin, à faire oublier le passé autant par l'accomplissement de tout ce que nous venons de vous recommander, que par une conduite plus sage à l'avenir.

Nous espérons avec d'autant plus de confiance l'accomplissement de nos conseils, que ce n'est qu'à ce titre que nous pourrions vous recommander à la tendresse de votre gracieux souverain. Il nous serait impossible, s'il en était autrement, de nous intéresser pour votre avantage et votre bien-être futur; et nous vous prévenons même que, dans ce cas, quelle que fût notre répugnance à nous y déterminer en effet, nous ne pourrions nous dispenser d'agir conformément aux traités qui existent entre nous et la République du Vallais, ainsi

¹ Abscheids.

² Archives de l'Etat.

qu'elle nous en a déjà requis, et d'exécuter, conjointement avec nos autres alliés, du louable Corps helvétique, ce que les dispositions de ces mêmes traités pourraient, en de telles conjonctures, exiger de nous. Sur quoi, nous prions Dieu, nobles, honorables et prudents amis et voisins, qu'il vous ait en sa sainte garde. Donné le 27 septembre 1790,

Vos bons amis,

L'avoyer et conseil de la ville et république de Berne.

Les cantons de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden, Zoug, Fribourg et Soleure écrivirent aux populations de Monthey et Saint-Maurice dans le même sens. Quoique parvenues à leurs destinataires, après la rentrée de ceux-ci dans l'obéissance, ces lettres des Etats alliés ne purent que produire un bon effet¹.

La haute Commission instituée pour s'occuper du mémoire et des griefs des communes contre les gouverneurs et ouïr la défense de Schiner se réunit effectivement le 30 septembre. A la première séance, les délégués déclarèrent que les communes de la châtellenie de Saint-Maurice et du gouvernement de Monthey se désistaient de la demande de suppression des gouverneurs. Interrogés si en acceptant les gouverneurs, ils pouvaient répondre de leur sécurité au milieu d'eux, ceux de Saint-Maurice n'hésitèrent pas à l'affirmer; ceux de Monthey, au contraire, déclarèrent qu'ils pouvaient l'assurer de leur part et de celle des honnêtes gens leurs concitoyens, mais qu'ils ne pouvaient répondre de la population flottante si nombreuse chez eux. Ceci n'était qu'un refus déguisé. Les premiers produisirent contre leurs gouverneurs quatre griefs, dont le principal concernait la métralie sur la commune de Vérossaz. Par contre, les griefs des Montheysans étaient nombreux,² et concernaient en partie Schiner;

¹ Abscheids.

² Voici l'exposé sommaire d'une partie de ces plaintes ou violations :

« Griefs du gouvernement de Monthey sur les ordonnances publiées par ordre des gouverneurs, notamment celles du 7 avril 1790, par lesquels on verra d'un coup d'oeil à quel point l'abus de l'autorité « était parvenu.

1° « L'article 5 (de ces ordonnances) porte défense aux officiers du (gouvernement de Monthey) de « faire et recevoir des comptes ou inventaires de pupilles les jours de fête et de dimanches sous peine de « 25 livres¹ d'amende. Cependant par le même article, il est permis aux notaires de minuter des actes les « mêmes jours de fêtes et de dimanche. Sur quoi, le peuple de ce gouvernement est surpris que de pauvres « pupilles et orphelins, toujours favorisés par les lois, n'aient pas le bonheur de jouir des privilèges dont « jouissent les riches qui prêtent de l'argent et achètent du bien, et que cette loi soit seulement pour « Monthey et Troistorrents, et non pour le reste du gouvernement où elle n'a point été publiée. Cependant, « une loi doit être générale, afin de ne pas exposer ceux qui n'en n'ont pas connaissance, à être châtiés ».

2° « L'article 8 défend aux cabaretiers de souffrir chez eux des filles ou femmes, pendant qu'on « recrute, sous peine de 25 livres pour le cabaretier et 12 livres pour chaque femme ou fille. »

« Il résulte de cette ordonnance, qu'on ne croit pas souveraine, que, s'il n'y avait qu'un seul cabaret « dans l'endroit où l'on recrute un jour de foire ou de fête, les femmes et veuves étrangères obligées de « vaquer à leurs affaires, n'auraient point asile ou s'exposeraient à l'amende de 12 livres, et le cabaretier à « celle de 25. »

3° « L'article 4 défend aux paysans et gens des villages de jouer aux cartes et aux quilles les jours « ouvriers. Il est pareillement défendu aux femmes et mineurs de jouer. »

« Il s'en suivrait donc que des femmes ou des mineurs ne pourraient se récréer au jeu de morel et « du palet sans que leur maris ou leurs pères dussent payer l'amende. Au reste, les paysans et gens du « villages trouvent singulier de n'avoir pas la même liberté que ceux des villes. »

¹ La livre valait environ 13 1/2 batz, parce qu'elle était maurisioise en Valais.

mais la plupart s'appliquaient aussi à ses prédécesseurs. Schiner se justifia sur quelques points, dit-on, mais ne fut pas confronté avec ses accusateurs. Pour d'autres accusations, il prétexta avoir été induit en erreur par des notes de ses prédécesseurs.

4° « L'article 15 défend aux marchands de vendre en place publique sans la permission du gouverneur, sous peine de confiscation de la marchandise et 25 livres d'amende. »

« Cette défense arrangée captieusement expose un marchand de cordes, de chanvre, de vases et « meubles de bois, etc., du pays à perdre sa marchandise et à payer l'amende de 25 livres. Voici ce qui le « prouve (Ici est cité l'exemple de la femme Volant de Valdillier qui vendait des ustensiles en bois faits « par son mari). La loi de l'Etat dit qu'il n'y a que les marchands étrangers : *mercatoribus et negotiatoribus extraneis, licet in patria nostra et republica domicilium stabile non habentibus* qui doivent se « présenter au gouverneur. Et encore n'y est-il pas dit que celui-ci puisse exiger quelque chose à cet effet. « Tout le monde sait à quel point le gouverneur Theiler surtout a abusé de ce moyen contraire à ce privilège et aux autres précédents à l'égard des marchands domiciliés dans ce pays, qui ont été forcés de payer « chacun un, deux louis et même plus pour obtenir la permission. »

5° « L'article 24 dit qu'il est défendu de vendre des bêtes tarées ou infectées sans déclarer le défaut « à l'acheteur, sous peine de confiscation, et de payer autant pour l'amende qu'on aurait convenu pour « la vente. »

« Le peuple se plaint amèrement que les gouverneurs s'érigent en législateurs pour leurs intérêts, « directement contre les lois établies par un bon souverain, par l'article 52 de la révision des arrêts souverains auxquels soit rapport ». »

6° « L'article 25 défend à tous la pêche au Rhône et dans toutes les autres eaux du Gouvernement « sans une permission écrite, sous peine de 25 livres. »

« Le gracieux souverain était si persuadé qu'il est conforme au droit naturel de pêcher, qu'il n'a « jamais porté de loi qui gênât cet amusement innocent et quelquefois lucratif ; et qu'il a même eu la « justice de révoquer un albergement contraire à cette liberté, qu'on avait surpris à sa bonté. »

7° « Par les articles 41 et 42, il est défendu aux marchands de vendre et de débiter des dentelles « coûtant plus d'un ducaton, sous peine de 50 livres, sans la permission écrite du gouverneur ; ainsi que de « vendre et débiter des dentelles, de la soie des galons d'or et d'argent fabriqués hors du pays, sous peine « de 25 livres et de confiscation, sauf avec permission écrite du gouverneur. »

« Notre gracieux Souverain, par un effet de sa bonté paternelle, cherche à empêcher l'introduction « du luxe chez ses sujets ; mais les gouverneurs, par des principes opposés, exposent nos femmes et nos « filles à cette malencontreuse tentation qu'ils rendent plus ardente par la perspective de la permission « qu'ils donnent moyennant de l'argent. »

8° « Par l'article 45, le gouverneur impose une amende de 25 livres aux communes qui, pour le « charivari, exigeraient plus qu'il n'a été statué ; tandis que dans le règlement de l'Etat porté à ce sujet, « le 11 décembre 1787, aucune amende n'a été dictée. *Odiosa restringenda* ; parce que celui à qui l'on « demande trop est à l'ombre de la justice. »

9° « L'article 49, défend le monopole, la contrebande, etc., ainsi que d'acheter des denrées sur les « chemins et dans les villages, sous peine de cent ducats ; et ceux qui montreront un chemin particulier « à un contrebandier ou autre chargé de marchandises de contrebande, seront punis comme contrebandiers. »

« Comme ceux qui font la contrebande ne sont pas marqués au front, et qu'on ne peut les connaître « qu'en fouillant ce qu'ils portent ou conduisent, les sujets seront par cette loi exposés ou à payer cent « ducats, si des contrebandiers s'adressent à eux pour savoir leur chemin, ou à être punis d'une plus forte « amende s'ils se mêlent de les visiter sans permission de la justice. *Quo me vertam nescio* (il y a piège de « part et d'autre). »

10° « L'article 53 défend la sortie du beurre, du suif ; et cela souverainement, comme il est dit, sous « l'amende de 100 ducats. Les habitants du gouvernement pensent que cette amende n'est pas exacte, « puisque toutes les anciennes défenses ne parlent que de 60 livres et que cette pénalité paraît bien forte « pour une denrée périssable dont il y a toujours en abondance, sauf le cas de mortalité des bestiaux. »

11° « Par l'article 54, l'exportation et vente hors du pays du foin et du fumier est défendue sous « peine de 25 livres et de confiscation. »

« Par cette défense, tout le monde est exposé à la confiscation et à l'amende de 25 livres, quoique le « souverain, par acte du 11 décembre 1787, ait permis la sortie du fourrage de la vallée de Morgins, par « acte subséquent. »

La commission ne donna point lecture à la diète suivante des griefs que le mémoire de Monthey formulait contre les gouverneurs. Ce mémoire mettait trop en relief la tyrannique cupidité de ceux-ci et retombait indirectement sur l'Etat, dont il semblait accuser la connivence puisque, déjà en 1734, il avait dû prendre contre ses lieutenants des dispositions auxquelles il ne tenait pas la main, malgré les fréquentes plaintes des opprimés. Pour cacher la vérité aux dizains, la commission, présidée par le bailli, prétexta que les représen-

12° « Par l'article 58, il est défendu sans restriction d'aller à la chasse et de tendre des pièges, sous « peine arbitraire. »

« Cette défense n'est qu'un véritable piège tendu aux sujets de vos louables Excellences, puisque « l'ordonnance de 1779 fixe l'amende de celui qui tend trappes et pièges à 60 livres seulement, et que la « concession faite le 11 décembre 1787 à notre gouvernement permet la chasse dès la fête de St-Barthélemy « à celle de St-Mathias, sans être tenu à aucune amende. En conséquence, on ne craint pas d'exposer à « notre gracieux souverain combien il est odieux d'avoir entendu publier l'article 60^e qui porte que « si « quelqu'un a du plaisir à la basse chasse, il en demandera la permission au gouverneur sous peine « de 25 livres ! Cette ordonnance est entièrement contraire à la concession souveraine faite en 1787 et à la « révision des arrêts souverains, article 12^{me}. »

13° « L'article 62 défend aux étrangers et autres, et à tous juges, officiers et communautés de « recevoir aucun médecin, chirurgien et apothicaire sans en avoir la permission du gouverneur, sous peine « arbitraire. Or, par l'art. 18 de la révision des arrêts souverains et l'art. 12 des privilèges de ce gouverne- « ment, il conste que les communes ont elles seules le droit de les recevoir et de permettre d'exercer leur « art, après qu'ils ont été bien examinés et approuvés par les médecins du pays, bien loin que les gouver- « neurs puissent fabriquer des amendes arbitraires à ce sujet, au contraire, il n'y ont rien à dire.

14° « L'article 65 porte que les débiteurs qui vendront des biens hypothéqués, sans le consentement « des créanciers, seront punis comme larrons. Cette ordonnance est ridicule, puisqu'elle ne favorise aucune- « ment les créanciers, vu que dans quelle main que ce bien passe, ils conservent toujours un droit réel sur « lui. Elle met seulement le débiteur dans l'impossibilité de payer ses dettes, à moins d'encourir l'amende « de larron. Il ne faut donc pas être surpris si, depuis le 8 septembre courant, les populations de ce gouverne- « ment manifestent ouvertement leur volonté de ne plus payer leurs dettes, puisque le lieutenant du prince « leur en a donné l'idée, et que cette idée flatte le grand nombre.

15° « En un mot, l'abus du pouvoir et le désir peut-être de tout bouleverser dans ce malheureux « gouvernement était arrivé à tel point, que les représentants du Souverain, souvent par les mauvais conseils « qu'ils recevaient, ne cessaient pas de faire parler l'Etat différemment de ce qu'il pensait et de ce qu'il « ordonnait, et de chercher à le rendre odieux en supprimant les sages ordonnances qu'il portait pour le « bien de ses sujets ; puisqu'au lieu de les rendre publiques, les gouverneurs, dans la conclusion de leur « 70^{me} article, disaient : « Nous entendons répéter et renouveler toutes les autres ordonnances souveraines « qui n'ont pas été révoquées : lesquelles, ainsi que les présentes, nous voulons et ordonnons qu'elles « soient observées par chacun ». Tandis que d'un autre côté, on se prévalait de cette respectable autorité « pour en faire passer de nouvelles, avec des amendes plus fortes ou contraires aux vœux et à l'intention « d'un souverain éclairé, en y insérant que cela se faisait selon l'ordre de leurs Excellences nos souverains « seigneurs. »

« Cette manœuvre n'est pas nouvelle ; l'abus en existe depuis longtemps ; notre bon Souverain fut « obligé par une ordonnance de la diète de mai 1734, de défendre de rien changer aux ordonnances sou- « veraines. »

« Le souverain, tout juste et tout bienfaisant qu'il est, nous manifeste ses volontés dans une langue « que nous n'entendons pas ; et ses lieutenants prennent la liberté de les altérer et changer à leur profit. « Ils osent par là se mettre au-dessus des lois et du respect dû à la majesté du Souverain ; car, si le repré- « sentant du prince est le premier à donner à ses subordonnés l'exemple de la désobéissance, peut-on être « surpris qu'un peuple tout simple, mais instruit par des voisins plus éclairés avec lesquels il est obligé « de commercer, ait senti avec la plus vive inquiétude que les représentants, dont la conduite aurait été « certainement censurée de notre gracieux Souverain, si nous avions osé, dans l'état d'abaissement où nous « étions, la lui faire connaître, que ces représentants, disons-nous, ne peuvent jamais faire son bonheur. « Le passé et le présent sont le véritable miroir de l'avenir ». (Archives de l'Etat).

tants bas-vallaisans l'avaient assurée qu'ils n'avaient produit leurs griefs que 1° pour démontrer à la haute commission la nécessité d'un redressement, et non pour exiger réparation de la part de ceux qui les avaient opprimés; 2° que les manifestants n'avaient accompagné leur exposé d'aucune pièce justificative. — Il est cependant des faits qu'il suffit d'énoncer pour n'avoir pas besoin d'être prouvés. Cette commission siégea plusieurs semaines; elle termina ses travaux par la prestation du serment de fidélité qu'elle exigea des représentants au nom de leurs communes respectives¹.

On assure qu'à la suite de ces longues enquêtes sur les principaux fauteurs de ces émeutes, et à la suite des craintes que leur inspirèrent les trames et l'agitation qui continuèrent dans le pays soumis, les Haut-Valaisans furent moins irrités contre le gros Bellet et ses collègues que contre Schiner, dont la sottise morgue et l'insatiable cupidité avaient fait éclater la tempête. Il reçut de la diète² une sévère réprimande; mais il ne fut puni qu'en ne retournant pas à son poste. Dans une réunion officielle tenue à Sierre, le 15 octobre, sur l'avis du châtelain de Quartéry, de Saint-Maurice, on jugea plus à propos de ne pas envoyer de gouverneur à ce dernier poste avant de repourvoir à celui de Monthey. Tant on avait de motifs de ne pas compter sur les assurances extorquées par la crainte!³

Aussitôt après la journée du 8 septembre et dans le courant d'octobre, des propagandistes politiques se répandirent dans le Haut-Valais, où par leurs discours insinuants et des écrits, la conduite et les abus des gouverneurs et de leurs employés furent malicieusement exposés. Par suite de ces astucieuses insinuations, les populations allemandes faillirent se soulever elles-mêmes contre l'autorité souveraine, qu'elles soupçonnèrent de connivence avec les concussionnaires. Dès que l'autorité s'aperçut de la ruse elle sut déjouer la trame, calmer les murmures et semer à son tour la division dans le camp bas-valaisan, où presque chaque commune eut ses deux partis. C'était la vieille maxime: diviser pour régner. Entre autres la bourgeoisie de Saint-Maurice eut ses petits et ses grands bourgeois, soit l'antagonisme entre les pauvres et les riches. Les principaux meneurs de Monthey virent que leur projet d'affranchissement ne réussissait pas, quoiqu'ils eussent cherché de toutes parts à se faire des amis et à se créer des protecteurs, et qu'ils eussent travaillé à se procurer des prosélytes même dans la Valteline. Les Vaudois, leurs voisins, auraient volontiers prêté leur appui si eux, à leur tour, n'avaient craint le peu de milice oberlandaise qui occupait le gouvernement d'Aigle au nom de Berne⁴. Le calme semblait se rétablir extérieurement; cependant le travail ténébreux ne fut que

¹ Arch. de l'Etat.

² Manuscrits Carrupt.

³ Archives de Sion, 90-13.

⁴ Chronique du docteur Carrupt.

plus actif et plus redoutable, comme on le verra. Reprenons maintenant le fil des événements.

Dès que Leurs Excellences valaisannes eurent calmé l'effervescence populaire dans les dizains, un bruit, qu'elles répandirent peut-être elles-mêmes à dessein, et la résistance que les représentants des communes de Monthey, par lettre du 13 octobre adressée au bailli, aux conditions qu'on voulait leur imposer, allaient faire mettre en marche le Haut-Valais. On parla tout à coup d'une nouvelle insurrection des sujets qui se préparait. Soit qu'on y crût effectivement ou qu'on voulût ainsi intimider les têtes ardentes de la partie occidentale, le 23 octobre l'Etat ordonna une levée de deux mille huit cents hommes, dont il donna le commandement au maréchal Antoine de Courten. Ce corps expéditionnaire composé des quatre cents hommes que chaque dizain dut fournir, fut ainsi organisé : trois compagnies de chasseurs d'un effectif de quatre cent-six hommes ; sept compagnies de fusiliers et plusieurs pièces de canon desservies chacune par six artilleurs. La milice avait la cocarde rouge et blanche ; les officiers et sous-officiers étaient en uniforme, les autres soldats n'avaient pas de costume. Le lieutenant Volut, de Sembrancher, eut ordre d'acheter sur le marché de Martigny quatre cents quarterons de blé pour le service de la petite armée, qui devait se mettre en route vers la fête de Saint-Martin, si de nouveaux événements n'obligeaient à avancer le départ. Chaque dizain reçut cinq cent écus pour l'aider à se pourvoir du nécessaire s'il fallait marcher. Des signaux établis sur les hauteurs devaient annoncer la mobilisation¹.

Le trésorier Julier et le juge Stokalper furent envoyés à Berne pour y prendre l'avis de Leurs Excellences relativement à cette insurrection. Ces délégués partirent le 26. Leur lettre de créance portait formellement « qu'il fallait autant que possible éviter toute médiation, parce que celle-ci *ne doit avoir lieu qu'entre égaux, et non entre souverains et sujets.* » En cas de besoin, Leurs Excellences de Berne étaient priées d'envoyer de la troupe allemande. Les cantons catholiques furent avisés qu'on ne recourait aux Bernois que comme plus près voisins, et on les pria de ne pas refuser leur secours suivant les événements.

Il était fort vrai que le Bas-Valais était dans une espèce de frémissement et que les idées d'indépendance germaient dans plus d'un cerveau. Dans les communes même les moins disposées à se soulever et qui protestèrent vers ce temps contre les désordres qui avaient eu lieu, on soupirait après l'émancipation politique : une moitié du pays traitée en ilotes dans une république où tous contribuaient aux dépenses, voilà ce qu'on ne pouvait plus tolérer ! En particulier, l'ancien mandement de Monthey dont les populations n'avaient jamais été conquises, mais s'étaient placées volontairement sous la loi valai-

¹ Archives de l'Etat.

sanne, avait des motifs plus graves encore que les autres sujets. Puis, les lieutenants de l'Etat tondaient d'autant plus volontiers ces communes qu'elles étaient généralement plus à l'aise. Malgré ces raisons, la masse ne songeait pas à se soulever, quoique quelques-uns prêtassent peut-être trop volontiers l'oreille aux sollicitations des agitateurs.

Il n'était donc nullement question de prendre les armes, comme on en avait faussement répandu le bruit. L'évêque Blatter adressa à tous les curés de cette partie du pays une circulaire pour les presser d'exhorter leurs ouailles à la tranquillité, en leur représentant les maux qu'engendrent les discordes civiles. Par une lettre confidentielle, il sollicitait encore les curés des paroisses non comprises dans la châtellenie de Saint-Maurice et le gouvernement de Monthey, de faire signer une adresse collective de leurs communes pour implorer la clémence de l'autorité souveraine en faveur de ceux qu'on appelait simplement des rebelles. Ces ecclésiastiques acceptèrent et accomplirent cette mission avec empressement. Les communes de l'Entremont et de la bannière de Saillon ajoutèrent à cette adresse une supplique, par laquelle elles énonçaient respectueusement les réformes qu'elles désiraient obtenir du souverain¹.

¹ Représentation et supplication à Leurs Excellences nos Seigneurs.

1° « L'on supplie Leurs Excellences nos Seigneurs pour une amnistie et pardon général à tous ceux « qui pourront se trouver impliqués de quelque manière que ce soit dans les affaires du 8 et du 9 courant,¹ « et généralement celle qui regarde les châteaux, les personnes des seigneurs gouverneurs, le souverain « Etat collectivement pris et tous les membres singulièrement ».

2° « Quelque reproche que l'on ait et puisse avoir particulièrement et généralement contre et sur « l'administration passée et le régime fiscal, on n'en fera aucun; ils seront tous supprimés; priant Nos « Seigneurs de nous éviter par là toute digression sur les personnes employées à l'administration ».

3° « Si l'affranchissement du Bas-Vallais n'est pas possible et que leurs Excellences Nos Seigneurs « continuent d'envoyer des juges et représentants, qu'il soit établi un code pénal, commun à tout le Bas- « Valais, calqué principalement sur ceux des voisins et alliés suisses et cependant le plus doux et moins « rigoureux possible, auquel il sera uniquement recouru, sans mélange de criminaliste étranger ».

4° « Que ces juges supérieurs continuent d'être ambulatoires, et qu'ils tiennent annuellement une « fois leurs assises dans chaque paroisse, où ils seront assistés du conseil et de quatre assesseurs pris dans « chaque paroisse et ayant voix délibérative ».

5° « Que ces juges n'aient aucune part aux amendes qu'ils décréteront, mais que ces amendes soient « reversées dans la communauté dont le coupable sera ressortissant, pour être appliquées à quelque établis- « sement utile et public, comme par exemple, au soulagement des pauvres honteux, de l'indigence labo- « rieuse, de la vieillesse infirme, de l'éducation des jeunes gens, à quelque art ou métier; en un mot, à tel « meilleur établissement pour la réforme et la suppression de la mendicité ».

6° « Que les officiers inférieurs quelconques, civils et militaires, soient élus et nommés par les « généralités respectives et, ensuite, présentés au supérieur uniquement pour prêter le serment usité ».

7° « Que l'on convienne d'un appointement fixe annuel, tant pour les juges supérieurs que pour les « inférieurs et les assesseurs. »

8° « Que l'on établisse une maison de correction dans le Bas-Vallais, à laquelle, en amendement l'art. 5 « touchant l'application des amendes, l'on pourrait appliquer une partie de celles-ci ou la totalité, ainsi « que des confiscations, s'il échoit, délit prévu dans le code pénal ».

9° « Que l'on établisse et rédige en français un code civil, général et commun à tout le Bas-Vallais, « devant, à cet effet, chaque communauté renoncer au coutumier particulier ».

10° « Que nos seigneurs établissent une chambre française pour recevoir et juger les appels du « Bas-Vallais ».

¹ Les troubles dans l'Entremont et spécialement à Liddes au sujet du curé.

Cette double supplique fut lue en diète de décembre, mais elle échoua à peu près complètement quant à la seconde partie; de sorte que ceux qui étaient restés fidèles aux sept dizains furent éconduits par de belles promesses, et n'obtinrent qu'un dérisoire témoignage de reconnaissance comme on le verra.

11° « Que Leurs Excellences daignent confirmer et faire observer les anciens privilèges, notamment « les déclarations de 1477, 1483 et telles autres dont l'on a anciennement favorisé le Bas-Vallais ».

12° « Que Nosseigneurs daignent baisser le prix du sel et le mettre à un prix uniforme dans tout le « Vallais ».

13° « Supprimer le bureau de tabac de la Chasse ».

14° « Que les communautés respectives soient et continuent d'être chargées de la police, sans que « nul cas devienne du ressort des juges supérieurs ».

15° « Que les Souverains Seigneurs accordent et transportent aux communautés la régie, l'entière et « absolue disposition de leurs biens communaux respectifs ».

16° « Que Nosseigneurs interdisent de nouveau les évocations et appels des causes et procès en « matière quelconque devant les juges et tribunaux étrangers ».

17° « Son Illustrissime et Révérendissime Grandeur sera suppliée d'instituer et n'instituer que des « curés choisis et élus par les généralités respectives ».

18° « Elle sera encore suppliée de supprimer le casuel des curés qui se trouvent avoir d'ailleurs la « congrue ».

19° « Les bourgeoisies de Sembrancher et de Saillon affectées de la prestation du 13^e denier pour les « ventes et transferts des maisons supplient pour son abolition ou pour un traitement (un arrangement).

20° « Et celles de Sembrancher et du Bourg St-Pierre qui ont souffert de l'abolition et suppression « des soutes, sans indemnités, supplient pour leur rétablissement ».

21° « Que le scellage des poids et mesures, ainsi que la limitation des grandes routes soient portés « et arrêtés à des intervalles de 50 ans, sans variation, ni abréviation; et que les meubles scellés et non « altérés ne soient pas soumis à de nouveaux scellages ».

22° « Que les pensions des médecins et des Jésuites soient supprimées ».

23° « Les communautés du Bourg-St-Pierre, de Liddes et Orsières supplient pour la réforme de la « châtellenie de Sembrancher et leur indépendance de cette judicature; protestent toutefois les métraux « pour la conservation du droit dont ils sont revêtus ».

24° « La dite communauté de Bourg-St-Pierre supplie encore pour le rétablissement de l'ancienne « limitation de la montagne des Arpalles ».

25° « La communauté de Saxon supplie pour la réduction de l'abonnement de la main morte à l'an- « cienne prestation de 65 écus bons, ainsi que des autres obventions féodales et rentes envers le château de « St-Maurice et autres qui se montent à 129 quartannées de seigle pour le dit château et 46 fichelins envers « la ville de Sion, ainsi que la somme de 10 et 20 écus bons qu'elle paye alternativement de dix en dix ans « aussi à la ville de Sion ».

26° « Les communautés de Saxon, Fully et Saillon supplient encore, dans le cas de rejet de l'art. 6, « pour l'élection du curial à l'instar de celle du châtelain ».

27° « La bourgeoisie de Saillon supplie pour la cession des lods et autres arrérages des cens féodaux « envers la maison des nobles de Monthey, ainsi que pour la réduction du cens porté sur les remparts du « dit bourg de Saillon; et enfin, eu égard à la grande irruption du Rhône, pour la réduction et la suppres- « sion du cens et du dernier albergement de la parcelle de la plaine ».

28° « La Communauté de Leytron supplie que Leurs Excellences veuillent établir l'uniformité parmi « les communautés; de manière que l'élection et la nomination des juges se fassent par la généralité; que « leur institution ou la prestation du serment, ainsi que celle des syndics et des gardes soient, à l'exem- « ple des autres communautés, entre les mains du juge local qui est le sauthier; et, de même, que les « visites des chemins et des biens communaux, les bans qui en résultent ainsi que la saisie du bétail faite « par les gardes champêtres durant les mois de mai et d'octobre, ci-devant ressortant à la régie de la « vidamie de Leytron, soient du ressort de la police, conformément à l'article 4 ».

29° « Que Leurs Excellences prennent en considération les frais que les particuliers ont supportés

¹ Cet article est contraire aux lois de l'Eglise en ce sens qu'à celle-ci seule appartient la nomination des curés; mais elle peut par privilège, accorder à des laïques la présentation des sujets. Toujours la confirmation du supérieur ecclésiastique est réservée.

Le 11 novembre, il y eut une réunion à Sierre où les représentants du Bouveret, de Vouvry et de Vionnaz se soumirent et demandèrent grâce; ceux de Collombey-Muraz, Monthey, Troistorrens et Val d'Illeiez se montrèrent plus difficiles et ne voulurent pas s'engager à accepter les conditions exigées d'eux, avant d'avoir l'assentiment de leurs commettants; ce qu'ayant obtenu dès le 15, ils firent connaître au bailli leur entière soumission.

La diète d'hiver s'ouvrit le 3 décembre. Après avoir souhaité la bienvenue à ses collègues, le bailli leur annonça que les cantons alliés conseillaient la douceur à l'égard des coupables. Il était urgent, dans les temps critiques que l'on traversait, d'unir la mansuétude à la justice. Le lendemain, le corps législatif se rendit à la cathédrale; après la messe, à laquelle il y eut exposition du Saint-Sacrement et chant du *Veni Creator*, l'évêque et le bailli allèrent occuper leur siège préparé au haut des gradins du chœur. Les délégués de Saint-Maurice et Monthey vinrent alors se présenter devant eux pour renouveler publiquement leur serment de fidélité; après quoi le *Te Deum* fut chanté. De retour à l'hôtel de ville, on interrogea les délégués de chaque commune sur les motifs de leur insurrection, leur ordonnant d'en dénoncer et livrer les instigateurs et d'établir à nouveau leurs griefs contre les gouverneurs et leurs fonctionnaires. Chaque plaignant était averti toutefois qu'il serait puni de la peine du talion, s'il ne fournissait les preuves de ses allégations. Cette dernière menace suffit pour fermer la bouche à des gens qui avaient tout à craindre de la part des accusés, qui tous appartenaient aux familles les plus influentes du pays. Aussi les délégués prirent-ils le parti de répondre qu'ils préféraient oublier les injures souffertes, parce qu'il leur serait trop pénible de faire toutes les recherches nécessaires; qu'ils ne pouvaient préciser la première cause des troubles passés, mais que l'exemple de la France révolutionnée et l'esprit d'indépendance qui se répandait partout, avaient amené ce bouleversement chez eux. Quatre membres du Vén. Chapitre se présentèrent alors au nom de ce corps pour recommander à l'indulgence du souverain ces sujets malheureux.

Le capitaine de Vantéry, le curial Guillot, son père, syndic de Monthey, et le major de Rivaz, de Saint-Gingolph, accusés d'être les auteurs de la lettre du 13 octobre, durent comparaître à Sion devant la commission souveraine. Ils s'excusèrent assez bien.

« pour la construction des pressoirs et des fours, le seigneur vidame ayant négligé et abandonné les siens
« qui étaient banaux; qu'Elles veuillent supprimer et éteindre cette banalité du pressoir et du four ».

30° « Que Leurs Excellences daignent céder les lods et autres arrérages féodaux provenant de la
« vidamie de Leytron, et aussi accorder la rédemption de la dime du vin et du cens alpestre de la monta-
« gne de Bognone ».

« Le 27 septembre 1790, à l'assemblée des honorables députés du Bourg-St-Pierre-Montjoux, de
« Liddes, Orsières, Sembrancher, Fully, Saillon et Saxon ont été votés de très humbles et respectueux
« remerciements à Son Excellence et à Nos Seigneurs de son conseil pour les attentions qu'ils ont bien
« voulu avoir par leur exhortation paternelle dans leur missive du 22 aux communautés respectives... ».

Joseph-Louis PITTIER, secrétaire de la députation. (Archives de l'Etat).

Le gros Bellet et deux de ses compagnons, qui s'étaient le plus signalés dans l'expulsion de Schiner, furent aussi appelés.

De ces divers interrogats, il ne résulta pas que les accusés fussent assez coupables pour qu'on pût les condamner individuellement à payer les dépenses occasionnées à l'Etat par la levée de la troupe, les frais de justice et les réunions des diètes extraordinaires. On prit le parti de mettre à la charge des communes les 2100 écus bons auxquels on estima les dépenses, ce qui procurait 300 écus à chacun des sept dizains. Val-d'Illiez, comme plus inculpé, fut condamné à payer 100 louis, Troistorrents 60, Monthey 30, Vionnaz autant, Vouvry 15, Bouveret 18; la châtellenie de Saint-Maurice 50, Outre-Rhône était excepté. Comme les Guillot s'étaient montrés très ardents dans leurs discours et leur conduite, le curial dut faire sa soumission, à genoux, devant l'assemblée; il fut privé de tout emploi pour trois ans; son père fut dépouillé de la syndicature et déclaré inhabile momentanément à remplir cette charge. Les trois Valdilliens qui s'étaient plus spécialement signalés lors de l'expulsion de Schiner, durent faire leurs excuses devant la diète; puis, durant deux ans, ils devaient être internés dans leur commune, sauf à pouvoir se rendre sur les Alpes limitrophes de Savoie pour leurs affaires et aussi au marché de Monthey avec la permission du gouverneur. Cependant, s'ils se comportaient bien, leur arrêt pouvait être abrégé.

Le docteur-médecin Desloges, originaire d'Anniviers, habitant le Bas-Valais, fut aussi interrogé sur des lettres qu'il avait envoyées dans le Haut. Comme il avait fait ses études médicales à Montpellier, il y avait puisé, sous le double rapport religieux et politique, les principes philosophiques à la mode et adopté les idées révolutionnaires. Dans ses écrits et ses actes, il s'était montré chaud partisan de l'indépendance du Bas-Valais. Il expliqua sa conduite en disant que les lettres qu'il avait envoyées, avaient pour but d'amener la conciliation des deux parties du pays en évitant toute effusion de sang; que, du reste, il avait agi de son propre mouvement et sans y être sollicité par personne. Il fut sévèrement admonesté par l'évêque à cause de ses opinions religieuses, et par le bailli sur ses écrits politiques dangereux ou pour le moins imprudents.

Au mois de mai 1791, les délégués des communes imposées représentèrent à l'Etat qu'ils n'osaient faire connaître à leurs mandants, qu'ils devaient payer l'amende des 2100 écus bons répartis entre les communautés; ils craignaient que cette publication de la sentence suprême n'excitât de nouveaux troubles. Il se trouvait encore chez eux des têtes échauffées, des esprits turbulents soutenus par les excitations venant des pays circonvoisins. En outre, un grand nombre d'innocents eussent été punis pour les coupables: ce qui ne pouvait être la pensée des juges. D'ailleurs, ajoutaient les délégués, la plupart des coupables étaient des gens peu aisés et ne possédant rien. En conséquence, ils osent espérer qu'il sera généreusement fait remise de la somme, car cette

grâce souveraine contribuera grandement au maintien de la paix et à la consolidation de la fidélité jurée. L'Etat reconnut la justesse des raisons exposées; il savait déjà que ni le gouverneur nouveau, ni le capitaine de Vantéry n'osaient exiger cette amende; il n'ignorait pas que des excitations à la résistance paraissent du pays de Vaud, dont le gouvernement de Monthey est limitrophe. Toutefois, comme les députés de quelques dizains n'avaient point d'instructions à ce sujet, la demande ne fut point ajournée, et on signifia aux Bas-Valaisans que leur bonne conduite future serait la meilleure garantie pour obtenir un jour la faveur sollicitée¹.

Le rapace et maladroît Schiner avait envoyé (10 décembre 1790) sa démission de la charge de gouverneur, en priant la diète d'excuser « ses nombreux manquements dont il a expié, dit-il, une grande partie par le malheureux incident. » On lui donna pour successeur Pierre-Antoine de Preux, capitaine du dizain de Sierre, en lui exprimant l'espoir que, par sa sage administration, il rétablirait complètement l'ordre. Les gouverneurs rentrèrent donc à Saint-Maurice et à Monthey, et ces postes furent successivement occupés jusqu'en 1798. Ces lieutenants de l'Etat n'eurent plus à subir de graves perturbations de la part de leurs administrés; car ce qui se passa à Monthey, en 1791, fut le fait de quelques anarchistes égarés. La leçon donnée à Schiner avait été salutaire; les gouverneurs agirent désormais avec plus de modération. Néanmoins, on disait déjà alors que les nouveaux fonctionnaires « n'aimaient pas moins le sonnant que leurs prédécesseurs. »

Dès 1769, les Bas-Valaisans n'avaient cessé de réclamer l'abolition de la ferme des tabacs et de démontrer combien elle était onéreuse, en même temps qu'une violation de leurs franchises. La nécessité d'un code pénal se faisait vivement sentir pour le Bas-Valais, soumis à l'arbitraire et aux caprices des gouverneurs et des agents du fisc. Dans leur supplique, les Entremontants demandaient collectivement ce que les autres communes sollicitaient chacune en particulier. Puisqu'on rétablissait les gouverneurs, il fallait les soumettre à une règle qui les empêchât de commettre de nouvelles fautes. Dans la session législative de décembre 1790, il fut arrêté que la ferme des tabacs ne serait pas renouvelée à l'expiration de la convention. Effectivement, en mai 1793, les fermiers annonçaient à l'Etat que, leur convention étant écoulée, ils rendaient leurs privilèges et cessaient la vente.

On mit aussi la main à la création d'un code pénal, qu'une commission présidée par le bailli fut chargée d'élaborer au plus tôt. Entre autres dispositions, ce code devait simplifier et abrégé les procédures, puis indiquer les règles à suivre par les membres d'une cour d'appel, que l'on instituait pour la partie française du canton. La commission mit beaucoup d'activité à ce travail

¹ Abscheids.

² Manuscrit Carrupt.

qu'elle présenta déjà l'année suivante ; mais les lenteurs occasionnées par les traductions allemandes, qu'on dut en faire pour le soumettre à la sanction des communes du Haut-Valais, les observations que les Bas-Valaisans étaient invités à émettre librement, et probablement, le peu de zèle et d'empressement que montraient les principales familles des dizains qui fournissaient les gouverneurs, retardèrent la sanction de ce codé jusqu'en 1798. Il ne fut donc pas mis en vigueur, puisqu'à cette date l'indépendance du Bas-Valais fut reconnue et solennellement proclamée.

Les communes demeurées fidèles lors des événements de l'automne 1790 reçurent, en décembre, l'assurance que le souverain leur donnerait « des témoignages de haute satisfaction, dont elles et leur postérité conserveraient à jamais la mémoire. » Or, tout se réduisit à leur vendre le sac¹ de sel au même prix qu'à celles de la plaine, c'est à dire un demi écu moins cher qu'auparavant (12 mai 1791)². Déjà, le 12 novembre, le gouvernement avait écrit aux autorités de Conthey une lettre de félicitation

...de la conduite sage et tranquille qu'elles avaient tenue à la suite de la fâcheuse affaire de Monthey, malgré les secrètes et séditeuses insinuations de malheureux émissaires.

On leur dit aussi :

Recevez aujourd'hui l'assurance la plus complète tant de notre sensibilité que de notre protection paternelle, et croyez que nous garderons un souvenir éternel de la fidélité et de l'attachement que vous nous avez toujours montrés, mais particulièrement à cette dernière époque. Nous nous ferons non seulement un plaisir, mais un devoir de vous reconnaître, en vous donnant à la prochaine diète des marques de notre bonté qui prouveront à votre postérité que vous avez su, dans les temps les plus critiques, vous contenir dans les devoirs d'un fidèle sujet envers son bon et gracieux souverain.

Mais à la diète suivante, il n'est fait aucune mention d'un témoignage particulier de cette « bonté paternelle. »

Quoique le calme régnât à la surface, le mécontentement n'existait pas moins dans le fond des cœurs. Quelques misérables, dont l'animosité et les idées de vengeance n'avaient fait que s'accroître, voulurent profiter de cette indisposition générale. Certains individus laissaient échapper des paroles qui faisaient pressentir des complots ténébreux. L'autorité veillait. Les menaces étaient spécialement dirigées contre les riches, les familles les plus en vue par leur position et leurs emplois, et notamment contre l'abbaye de Saint-Maurice, qui bientôt dut prendre des précautions en se faisant garder par des juridictionnaires très dévoués à cette maison, dans laquelle le nonce du pape, Vinci, se trouvant en février 1791, passa une nuit d'angoisses³. Des Vaudois unis aux conjurés valaisans devaient piller ce monastère et d'autres maisons sur Mon-

¹ Le sac pesait près de deux quintaux.

² Archives d'Orsières.

³ Mémoires Carrupt.



FRANÇOIS-JOSEPH VEGUER

Chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice.

(D'après la biographie de Veguer par le Chanoine Bourban.)

Nota. — Page 407, lisez Weguer (Veguer) et non Wegner.

(Voir page 407.)

they. Une indiscretion, dit Boccard¹, fit avorter le projet au moment qu'il allait être mis à exécution. Quelques semaines après, certains agissements que l'on remarquait et l'existence de réunions mystérieuses entre gens dont on devait se méfier, inspirèrent de sérieuses craintes au gouverneur de Monthey, Pierre-Antoine de Preux. De concert avec le bailli bernois, à Aigle, il engagea l'Etat à envoyer de la troupe à Monthey. Le gouvernement répugnait d'en venir si tôt à cette mesure, craignant d'aigrir derechef la population. Mais, on découvrit bientôt l'existence d'un projet des plus abominables. Il ne s'agissait de rien moins que d'assassiner quelques notables, que l'on devait pendre sur le pont de Monthey au moyen de *crochets* fabriqués dans ce but par un maréchal du lieu.

L'hésitation n'était plus possible. En septembre, sept cents hommes des dizains unis aux deux cents que l'Entremont et la bannière de Saint-Maurice durent fournir, furent mis en marche; ils étaient sous le commandement du major-général de Riedmatten. Le contingent de Sion fut cantonné à Martigny, celui de Sierre à Saint-Maurice; les cinq cents hommes des autres dizains occupèrent Monthey; ceux de l'Entremont et de Saint-Maurice furent échelonnés de Vouvry au lac. Aucune résistance ne leur fut opposée. On arrêta les principaux suspects qui se répartissaient entre la vallée d'Illiez, Monthey et Collombey. Robriquet Lorcis, français d'origine, chapelier à Monthey, insigne révolutionnaire et blasphémateur atroce, prévint son arrestation par la fuite. Il reparut à Monthey, en 1798, plus impie et plus jacobin que jamais; il comptait sur la protection de Mangourit, résident français qui travaillait à révolutionner le Valais. Une commission judiciaire, instituée par l'Etat, et remplissant les fonctions de tribunal, fonctionnait à huis clos au château de Monthey, où les suspects et les accusés étaient amenés. L'occupation militaire dura un mois. Avant le départ de la troupe formée en bataillon carré sur la place du marché, les juges placés au milieu, après avoir exposé les raisons de cette expédition, firent lire les sentences portées contre les accusés les moins coupables, dont la peine variait suivant la gravité de leurs fautes. Le lendemain, les préposés des communes du gouvernement de Monthey, ainsi que le conseil de Saint-Maurice furent convoqués et sévèrement admonestés, et exhortés à se montrer plus vigilants à prévenir les complots des méchants et à les dissiper.

Le corps expéditionnaire emmena avec lui à Sion sept accusés sur lesquels pesaient les plus graves inculpations². A la capitale, leur cause fut longuement et minutieusement instruite, afin de n'exposer aucun d'eux à une injuste condamnation. Convaincus de leurs forfaits, deux furent décapités, trois subirent la potence, deux autres furent bannis à perpétuité, après avoir dû assister à l'exécution de leurs complices. Outre Robriquet, condamné à mort par contumace, deux autres qui méritaient le même châtiment avaient pu s'évader. L'un

¹ Histoire du Valais.

² Archives de Sembrancher.

était un malheureux ecclésiastique, qui ne comptait que deux ans de prêtrise et qui avait réussi à tromper son évêque pour son ordination ; presque tous ses complices l'accusaient d'être l'âme de la conjuration. Sa moralité répondait, dit-on, à sa triste réputation. Sous le régime français, il devint prêtre constitutionnel aux environs de Genève, et ne rougit pas de rentrer dans sa patrie, sous Mangourit. Mais cet agent français, tout révolutionnaire qu'il fût, crut qu'il était de son honneur de ne pas tolérer un tel misérable : il lui fit signifier de quitter un pays qu'il n'avait que trop scandalisé par ses déportements¹. Les biens des condamnés furent confisqués² pour payer les frais d'occupations, de justice et autres ; cependant le surplus fut rendu à leurs héritiers³. Les parents d'un décapité ayant offert de payer six mille écus pour remplacer la confiscation, obtinrent cette faveur. A l'avènement du régime français, il fut question de réviser toute cette procédure et de réhabiliter la mémoire des condamnés. Ce ne fut qu'un feu de paille allumé probablement pour satisfaire les exigences de quelques têtes exaltées ; bien vite ce feu se calma, et il ne fut plus question de révision, ni de réhabilitation, « et les pendus, dit un écrivain de l'époque, finirent par être bien pendus. »

Les craintes que ces complots et ces émeutes avaient inspirées et les embarras qu'ils causaient au gouvernement ne finirent point par le châtimement des coupables. Les fugitifs, d'accord avec d'autres mécontents, se retirèrent durant quelque temps à Versoix, d'où, réunis à des sans-culottes français, ils ne cessaient d'envoyer des lettres menaçantes qui laissaient présager de nouveaux dangers. Puis, l'armée des Alpes que la France formait à la frontière de la Savoie, se préparait à envahir cet Etat au premier signe de la Convention. Le Valais était loin d'être rassuré sur la partie du pays qui touchait au Chablais, car les populations du gouvernement de Monthey gardaient un pénible souvenir des cinq exécutions de l'année précédente et de l'administration des gouverneurs ; leur désaffection était complète. Instruite de l'état des choses, la diète ordonna (mai 1792) que soixante hommes de la milice bas-valaisanne, sous le commandement du major de Bons, tinssent garnison au château-fort de la Porte-du Saix, que l'on munit de canons. Au pont de Saint-Maurice, la garde fut doublée durant le jour ; la porte du pont fut fermée de nuit et les clés, portées au château, étaient déposées entre les mains du gouverneur⁴. Au commencement de l'automne, on apprit que le général Montesquiou était entré en Savoie. Aussitôt le corps d'observation fut augmenté de 350 hommes disséminés aux divers passages de la frontière ; cinq entre autres furent mis en vedette sur le Grand Saint-Bernard⁵. Le chevalier de Quartéry eut ordre de

¹ De Rivaz : *Opera hist.*

² Abscheids, déc. 1791.

³ Ibid. mai 1792.

⁴ Ibid.

⁵ Archives de Sembrancher.

choisir 150 à 200 hommes d'élite qui, sous son commandement, défendraient le défilé de Saint-Maurice, en cas d'invasion. A l'approche de l'hiver, l'effectif du corps d'observation fut réduit (déc. 1792); mais il devait être augmenté au printemps suivant, selon l'exigence des événements.

D'autre part, une missive de l'Etat de Soleure au bourgmestre de Sion et une autre du Vorort de Zurich au bailli avaient attiré l'attention du pouvoir (mai 1792). Par la première, les Soleurois annonçaient que les troupes françaises venaient de prendre possession de tout le territoire soumis à la juridiction civile de l'évêque de Bâle. Ils prévenaient qu'ils avaient envoyé 600 hommes à la frontière pour la protéger; mais ils se recommandaient pour être secourus en cas de besoin. La dépêche du Vorort avait le même objet; elle signalait la position critique de l'Etat de Bâle par l'approche des troupes françaises des frontières fédérales, et rappelait le sérieux avertissement donné à la Suisse par les généraux de ces troupes, qui disaient compter sur l'observation d'une complète neutralité. Le Vorort prévenait cependant que l'assurance de l'appui du Valais sur lequel on comptait, serait d'un grand soulagement pour Bâle en cas de danger plus grave. Il l'invitait, en conséquence, à envoyer pour le 13 mai ses députés à Frauenfeld, afin d'aviser avec les autres cantons aux mesures à prendre pour assurer l'inviolabilité du territoire et observer en même temps la neutralité à l'égard des puissances belligérantes. Le Valais témoigna de la vive part qu'il prenait à la fâcheuse situation de Bâle, mais il ne put s'engager à fournir aucune troupe. En effet, il se trouvait lui-même dans une position difficile : c'était la récente émeute de ses sujets et les événements survenus dans le Bas-Valais, la concentration de troupes piémontaises à sa frontière, ses nombreux mécontents et ses fugitifs réunis aux jacobins français aux environs de Versoix, et dont on craignait à chaque instant une irruption. Tout cela l'obligeait à tenir constamment sur pied une certaine force militaire. Le bailli Sigristen et le trésorier d'Etat furent députés à Frauenfeld et on laissa à leur sagesse d'agir selon l'opportunité des circonstances, avec recommandation, néanmoins, d'insister sur la plus stricte neutralité vis-à-vis de la France et de l'Autriche, et de bien expliquer à la diète fédérale comment les affaires intérieures du canton rendaient presque impossible l'envoi de quelque milice. Une lettre postérieure du Vorort vint bientôt diminuer l'inquiétude : elle apprenait que les ambassadeurs des deux puissances belligérantes donnaient l'assurance, que le territoire helvétique serait respecté tant que les Suisses resteraient neutres et n'accorderaient passage à aucune troupe étrangère.

Il serait illusoire de croire que l'agitation ne régnait que dans le Bas-Valais; le Haut éprouvait aussi des dissensions et des troubles, qui étaient en partie la conséquence des idées nouvelles répandues dans les familles et les communes par les enrôlés fort nombreux, qui avaient servi en France. On vit des soldats allemands faisant partie de la garnison de Saint-Maurice se rendre au château du lieu et y insulter le gouverneur de Chantoney, de Sierre. Puis,

les habitants de la vallée de Lietsch, dont nous avons vu le soulèvement et l'équipée en 1550, soupiraient depuis plusieurs siècles après cette liberté que leur refusaient impitoyablement les cinq dizains supérieurs, qui les avaient conquis et assujettis en 1376. Déjà, en 1475, après la conquête du Bas-Valais, au nom de leur participation à ce fait d'armes, ils avaient sollicité leur affranchissement, mais leurs maîtres avaient fait la sourde oreille. Dans le siècle suivant, leur soulèvement, auquel avait donné lieu l'avidité des gouverneurs que les dizains y envoyaient alternativement, n'avait abouti qu'à aggraver leur joug et à river leurs fers. Les idées d'indépendance prônées par la France se répandirent facilement dans les pays circonvoisins; elles étaient surtout acceptées avec faveur dans les contrées où les classes populaires étaient assujetties à des maîtres qu'elles détestaient. Ces idées, propagées ardemment par des émissaires, avaient franchi les glaciers de Lietsch et ravivé les désirs et l'espérance de ces montagnards opprimés, qui recommencèrent à s'agiter. Les dizains même comptaient bien des motifs de désunion et de récriminations; on y convoitait aussi le bien de l'Eglise que beaucoup trouvaient trop riche et qu'ils désiraient ravir ou retenir. La voix du premier pasteur du diocèse avait perdu de son écho et n'était plus écoutée de certaines ouailles. C'est de quoi l'évêque crut devoir se plaindre en pleine diète (déc. 1792) en réclamant l'appui de l'Etat pour arrêter le mal.

Pour protéger plus sûrement notre patrie, dit-il, contre toute attaque et conserver notre sainte religion, il ne faut pas réchauffer sur notre propre sein le serpent de la discorde. L'amour fraternel et l'union des esprits sont notre meilleure sauvegarde. Comment pouvons-nous espérer repousser les ennemis de notre pays si la désunion règne parmi nous? Il est malheureusement notoire que chez nous, dans un lieu surtout, on prépare des armes, on cherche à se faire des partisans et à provoquer toutes sortes d'actes repréhensibles. La licence, en outre, prépare la ruine de notre patrie; nous ne devons pas la tolérer; notre salut exige que, d'un commun accord, tous les dizains travaillent à réprimer ces désordres et à rétablir la paix entre nous. Dans les communes, on voit des magistrats qui mènent une vie licencieuse, corrompant leurs administrés par leurs pernicieux exemples et n'écoutant plus aucune de nos paternelles admonestations. Contre de tels gens, nous sommes en droit de réclamer l'appui du haut Etat. Il est aussi des communes qui ont à réclamer cet appui. Il en est d'autres qui ne veulent pas acquitter les dîmes et autres redevances légitimement dues à l'Eglise et refusent même de comparaître en justice quand elles y sont citées. Si un litige est pendant entre dizains ou entre l'évêque et un dizain, qu'il soit aplani par voie juridique ou arbitrage, et non en autorisant chacun à se rendre justice. Tant que nous tolérerons l'injustice et le scandale public, Dieu ne nous bénira point.

A la fin de son discours, l'évêque engage la haute assemblée à prendre enfin les mesures propres à lui rendre possible l'accomplissement de ses devoirs pour procurer le salut des ouailles qui lui sont confiées¹. Ces paroles étaient dignes d'un évêque. Que ne les eût-on mises en pratique plus tôt! Tout le monde avait un peu tort; gouvernants et gouvernés méritaient des admonestations et pouvaient faire leur *mea culpa*.

¹ Absch.



CHAPITRE XIX

DE 1793 A 1798

LE temps de l'épreuve et de l'expiation approchait fatalement pour tous les peuples. Déjà, la persécution a commencé contre le clergé français. L'Assemblée constituante en France a supprimé les ordres religieux et ne reconnaît plus les vœux canoniques. Elle a proclamé la *Constitution civile du clergé*, condamnée par le pape Pie VI qui, le 10 juillet 1790, répondait à Louis XVI qui l'avait consulté : « Si vous approuvez les décrets relatifs au clergé, « vous entraînez par cela même votre nation entière dans l'erreur, le royaume « dans le schisme, et peut-être vous allumez la flamme dévorante d'une guerre « de religion¹. » La grande majorité du clergé français resta fidèle à son devoir ; elle refusa le serment impie qu'on lui demandait et, plutôt que de trahir la cause de Dieu et de l'Eglise, préféra l'exil et même la mort. Une foule d'ecclésiastiques et de religieux s'étaient réfugiés d'abord dans les cantons frontières et en Savoie ; mais dès que ce dernier pays eut été envahi par une armée française, les ecclésiastiques émigrés vinrent demander un asile à l'hospitalier Valais, où ils furent accueillis avec les sentiments de la plus touchante commiseration. Leur nombre augmentait de jour en jour ; jusqu'à l'automne de 1794, il y eut constamment dans le canton au delà de quatre cent cinquante prêtres et deux cent cinquante laïques ; ceux qui se décidaient à partir pour des contrées plus éloignées étaient promptement remplacés par de nouveaux arrivants. Dans les familles du district actuel de Monthey, on en comptait un grand

¹ Les guerres de la chouannerie donnèrent promptement raison au Pape.

nombre; Champéry, entre autres, en avait considérablement, et la population si affable de cette religieuse petite commune, abritée au pied de la dent du Midi, a conservé de ces émigrés le plus doux et affectueux souvenir. Les quelques curés appartenant à la maison du Grand Saint-Bernard en entretenirent une vingtaine. Il n'est pas de dizain qui ne se soit félicité d'en posséder, quoique la plupart eussent choisi leur domicile dans le Bas-Valais, à cause de l'identité de langage. L'évêque du Puy séjourna à l'Abbaye de Saint-Maurice; l'archevêque de Vienne et d'autres prélats habitèrent moins longtemps le Valais; ceux qui le purent firent visite à l'évêque de Sion, pour le remercier de la protection dont il couvrait les ecclésiastiques réfugiés dans son diocèse. Plus tard, plusieurs autres évêques lui écrivirent pour le même objet.

La généreuse et toute patriarcale hospitalité qu'exerçaient les Valaisans était une consolation au cœur si affligé du vicaire de Jésus-Christ. Par un bref du 31 août 1793, il témoigne en ces termes la joie que lui font ressentir ses enfants du Valais :

Nos chers Fils, les beaux actes que vous exercez actuellement ont si grandement augmenté l'estime que Nous avons de votre religion que non seulement chacun de vous et votre république entière méritez nos éloges, mais que Nous reconnaissons vous devoir de particulières actions de grâces. C'est de grand cœur que Nous venons vous remercier d'avoir reçu et secouru avec tant d'amour et accordé pieusement asile à ces évêques et à ces prêtres, voués à la persécution pour avoir voulu rester fidèles à leurs engagements envers Dieu. En vous occupant de ces infortunés, vous ne pouviez, en ces temps calamiteux, rien faire qui nous fût plus agréable. Rien ne prouve, d'une manière plus éclatante, la charité dont vous êtes animés que cette libéralité publique et privée, qui s'est empressée de subvenir aux divers besoins de ceux qui souffrent pour la cause de Dieu. Vous avez très dignement mérité les louanges des hommes, et surtout qu'une immortelle gloire soit attachée à votre nom. Ces actions de grâces que Nous vous adressons en général, Nous les rendons aussi à chacun de vous, pour chaque bienfait particulier, et surtout à Notre Vénérable Frère l'évêque de Sion et Notre cher Fils votre bailli, du dévouement et des œuvres desquels nous conserverons toujours un reconnaissant souvenir. Nous sommes certains, chers Fils, que sous l'influence de Notre parole, les sentiments de générosité qui brillent en vous et que vous êtes jaloux de conserver, vous exciteront encore davantage à accroître vos mérites devant Dieu et ses saints, c'est-à-dire à augmenter, à multiplier vos œuvres charitables en faveur de nos frères et fils si éprouvés, que nous vous recommandons instamment avec la plus entière confiance en votre piété filiale. Nous prions le Dieu tout puissant et Notre Seigneur Jésus-Christ de vous combler des grâces célestes et nous vous accordons paternellement du fond du cœur la bénédiction apostolique¹.

L'évêque avait reçu précédemment une lettre, par laquelle le cardinal Zélada le remerciait au nom du Souverain Pontife de sa noble conduite en ces circonstances.

Les Trappistes, ces humbles et édifiants religieux qui rappellent par leur ferveur et leur sainteté les plus beaux siècles du christianisme, ces hommes si détachés de tout et qui sont deux fois morts aux affaires du monde, les Trappistes ne trouvèrent point grâce devant la Révolution; ils furent arrachés de leur solitude par des hommes plus sauvages que les lieux qu'ils habitaient, et

¹ Arch. d'Odet.

plus féroces que les bêtes des déserts où ils chantaient les louanges du Très Haut. Ils subirent donc le sort commun et, après avoir refusé le traitement qu'on leur offrait, ils vinrent rejoindre leurs supérieurs qui s'étaient rendus en Suisse. L'Etat de Fribourg, touché de leur conduite et de leur complète abnégation, accueillit avec bonté vingt-quatre de ces religieux et leur céda, à la Val-Sainte, une maison avec quelques terres. Bientôt après, une seconde colonie formée par dom Guérard se forma à Soleure. Mais, comme Fribourg et Soleure avaient fixé le nombre de religieux à recevoir chez eux et qu'il en arrivait encore de France, il fallut songer à un troisième établissement dans un autre pays, afin de satisfaire ceux qui soupiraient après le moment où ils pourraient rentrer dans leur chère solitude. Le nonce du Saint-Siège s'intéressa en leur faveur; le 10 décembre 1792, il les recommandait à l'évêque de Sion :

La prière et le travail des mains partagent les jours de ces bons religieux qui sont des anges sur la terre. Leur austérité est extrême; et, avec ces mêmes mains qu'ils élèvent sans cesse vers le ciel pour l'apaiser, ils travaillent quelques mauvais lambeaux de terre qui suffisent à la nourriture la plus simple et la plus frugale. Ainsi, un établissement de cette nature ne peut point être à charge à votre gouvernement, et il ne vous en coûtera rien pour donner aux peuples confiés à votre sollicitude le spectacle de toutes les vertus.

L'évêque accéda d'autant plus volontiers à cette demande qu'il envisageait l'établissement d'une telle maison comme une bénédiction pour son diocèse. Après que l'Etat eut donné son approbation à l'institution de cette communauté (9 mars 1793), le prélat conclut avec les Trappistes (24 mars) une convention par laquelle il leur remettait en bail, pour le terme de trois à six ans, la maison, l'église et la ferme des anciens Bénédictins à Saint-Pierre-de-Clages, domaine et édifices qui étaient devenus propriété de la mense épiscopale. Arrivés au nombre de quatre d'abord, pour préparer le local, ils furent douze à la fin de l'année. Ils se livraient avec ferveur aux saints exercices de leur règle, mais l'insalubrité du lieu et de l'eau en fit bientôt mourir plusieurs. L'abbé de la Val-Sainte pria l'évêque de Sion d'autoriser la construction d'un monastère et d'une chapelle à un quart de lieue au-dessus de la chapelle existant à Alesse, petit hameau à mi-côte, dans une situation sauvage, sur la paroisse d'Outre-Rhône. Mais, dès que la faveur eût été concédée, on se décida pour un emplacement sis sur la commune de Vollège et dépendant de la paroisse de Sembrancher. C'étaient des constructions qui avaient servi pour l'exploitation d'une mine argentifère, site affreusement sauvage, où l'œil ne contemple que des rochers et une nature bouleversée, et l'oreille n'entend que le bruit rauque du torrent de la Dranse dans le lit de laquelle d'énormes quartiers de roche ont roulé et disputent le passage à ses flots écumeux. De là, en vingt minutes, on arrive à Sembrancher. L'évêque prévint les curés des deux paroisses du choix qui venait d'être fait, et félicita les fidèles « de l'honneur et du bonheur qui leur étaient réservés », et d'accord avec le gouvernement, « il recommanda

instamment ces vertueux religieux aux faveurs des deux communes respectives, pour que leur établissement prît un prompt et solide développement. »

Les Trappistes partirent de Martigny en procession, le dimanche 21 février 1796, et arrivèrent à l'église de Sembrancher pour la grand'messe, à laquelle ils assistèrent et communierent; puis, après vêpres, une nombreuse procession paroissiale à laquelle, outre le clergé du lieu, assistèrent les curés des environs, les conduisit au pauvre domicile qu'ils avaient choisi. Il y eut cependant une tache à cette réception; elle fut heureusement la seule que l'on trouve dans le Valais à l'égard des émigrés persécutés. Le conseil de Sembrancher, que cela ne concernait pas, puisque les religieux s'établissaient sur le territoire de Vollège, fit une très vive opposition à leur arrivée et ne voulut pas consentir qu'on allât les recevoir en procession comme on le faisait ailleurs. Il prétexta de la pénurie des vivres dans la commune et des terres cultivables déjà si peu nombreuses, que ces religieux ne manqueraient pas d'acheter et qui tomberaient sous le régime de la main-morte. Les Trappistes n'eurent pas de peine à prouver à l'évidence la fausseté et l'absurdité de ces raisons et la complète mauvaise foi de leurs adversaires. Ils démontrèrent à l'Etat que le vrai motif de l'opposition qu'on leur faisait, n'était autre qu'une manifestation contre le gouvernement qui les avait autorisés, et l'effet des principes révolutionnaires et anti-religieux dont quelques têtes ardentes et remuantes étaient imbues depuis quelques années. La fermeté et le dévouement des familles Delasoye, Luder et Cleivaz firent avorter les projets des méchants, qui ne parlaient de rien moins que de démolir le nouveau monastère, lequel prit le nom de *Notre Dame de la sainte Volonté de Dieu*. Les populations aimaient beaucoup ces hommes de Dieu qui, outre la prière et le travail des mains, recevaient gratis les enfants que les parents leur offraient pour les consacrer à Dieu, si plus tard on remarquait que ce fût leur vocation¹. Plusieurs Valaisans furent

¹ Voici un extrait des règlements de ce monastère tels qu'ils étaient en vigueur à la Val-Sainte. C'est un abrégé du chapitre intitulé : *Des enfants que l'on reçoit dans le Monastère*.

« Si nous avons du zèle pour le salut des âmes, nous n'en manquerons pas pour recevoir les jeunes enfants que la piété des parents engagera à offrir au Seigneur dans le Monastère... Si nous exigeons à leur réception que les parents y renoncent entièrement et pour toujours, ou du moins jusqu'à ce que nous consentions de nous-mêmes à les leur rendre, quand nous aurons reconnu que ce n'est pas la volonté de Dieu qu'ils restent parmi nous, ce n'est que parce que nous sommes persuadés que cette condition nous est nécessaire pour pouvoir enraciner dans leurs jeunes cœurs une piété solide et aussi parfaite que nous désirons : mais cette condition n'impose aux enfants aucune obligation, ne leur fait contracter aucun lien, et quand ils ont l'âge de discrétion et de maturité, ils sont également libres et les maîtres de retourner dans le monde ou de rester parmi nous... Quant à leur admission, conduite et gouvernement, voici ce que nous croyons en devoir dire ici :

« 1° On ne les recevra ordinairement que depuis 6 ou 7 jusqu'à 9 ou 10 ans.

« 2° Ce sera toujours gratis, et on n'exigera jamais rien des parents, pas même des habillements... On recevra par conséquent, aussi volontiers les enfants des pauvres que ceux des riches. Bien plus, on les recevra, et surtout les pauvres petits orphelins, avec plus de plaisir et d'empressement, puisque la bonne œuvre sera alors plus agréable à Dieu. On aura soin de ne point recevoir d'enfants qui aient quelques infirmités capables de se communiquer aux autres...

« 3° Ils auront 8 à 9 heures de sommeil.

élevés ainsi dans des couvents étrangers. Si l'invasion des troupes françaises n'eût pas forcé les Trappistes à abandonner leur couvent, le pays en aurait retiré un grand profit intellectuel, moral et pécuniaire. A peine eurent-ils été installés en Entremont que les demandes d'admission des enfants affluèrent de la part des parents même de Sembrancher¹.

A partir de l'automne 1794, le nombre des prêtres émigrés diminua. Comme le reste de leurs compatriotes fugitifs ou exilés, ils avaient longtemps nourri l'espoir que la tourmente révolutionnaire se calmerait bientôt et leur permettrait de rentrer dans leurs foyers : c'est ce qui les retenait dans les pays frontières ; mais, dès que, au lieu d'entrevoir des jours plus sereins, ils virent l'horizon politique s'assombrir encore, ils jugèrent plus opportun de s'éloigner davantage. Ceux à qui leurs ressources le permirent, reprirent le bâton de pèlerin. La république de Venise venait d'ouvrir ses portes à l'émigration et le Saint-Père accueillait paternellement dans ses Etats ceux qui souffraient persécution pour la cause de l'Eglise. D'autres se dirigèrent vers l'Allemagne.

Le flot de l'émigration avait cependant inspiré des inquiétudes assez

« 4° Ils feront trois ou quatre repas par jour. On aura grand soin de leur santé, jusqu'à ce qu'ils soient engagés parmi nous, afin que, s'ils venaient à sortir, on n'eût rien à se reprocher.

« 5° Leur habillement consistera en un scapulaire brun et une robe blanche, avec des habits de dessous, autant qu'il sera nécessaire pour les préserver du froid.

« 6° On leur apprendra à lire, à écrire, à chiffrer, mais surtout leur catéchisme et l'histoire de leur religion. On leur donnera aussi quelque teinture de latin si on les en croit capables. On aura soin pour les travaux du corps qu'ils n'y commettent point d'excès, mais aussi qu'ils ne se laissent point aller à la paresse.

« 7° On les fera aller à confesse tous les quinze jours avant leur première communion, et tous les huit jours après. Pour ce qui est de la communion, ils suivront les avis de leur confesseur.

« 8° On ne les laissera jamais seuls, c'est-à-dire sans qu'il y ait quelqu'un de leurs maîtres pour les surveiller.

« 9° On aura grand soin de leur faire observer leur petite règle avec toute la fidélité possible, et, en général, de les accoutumer à une vie pieuse, obéissante, réfléchie et occupée. Par ce moyen, soit qu'ils restent dans le Monastère et que nous trouvions bon de les recevoir, soit que nous leur conseillions de rentrer dans le monde, ils n'auront pas perdu leur temps parmi nous. La piété qu'ils remporteront leur servira pour l'importante affaire de leur salut.... ; l'obéissance fera qu'ils seront agréables à tous ceux avec qui ils vivront ; la vie réfléchie les rendra capables de tout ; et l'amour du travail fera qu'ils ne seront jamais à charge à personne et les préservera de tous les vices.

« 10° Il n'y aura personne dans le Monastère, excepté ceux qui en sont chargés, qui puisse les reprendre. Qui que ce soit cependant, s'il s'apercevait de quelque chose d'essentiel, devrait en avertir le R. P. Abbé.

« 11° On ne chargera jamais un Religieux de chœur du soin habituel des enfants. Leur éducation demande une assiduité incompatible avec ses devoirs.... ; il y en aura seulement un qui sera chargé de veiller sur la manière dont ils seront élevés, si le R. P. Abbé ne s'en charge pas lui-même ; et il doit le faire avec le plus grand soin et avec autant de soin que s'il en était chargé tout seul....

« 12° Nous défendons expressément dans toutes nos maisons d'aller jamais contre aucun des différents points de cet article, sous quelque prétexte que ce soit.

« 13° On finit ce chapitre par remarquer que l'éducation des enfants est une chose si essentielle, qu'au cas que dans un Monastère il n'y eût personne de propre à y travailler, il vaudrait mieux n'en avoir point. Et nous ordonnons à tous les Visiteurs de nos maisons de tenir la main à cet article, ainsi qu'au précédent. » (Archives de l'Evêché, 220-22.)

Pourrait-on de nos jours mieux soigner l'éducation et travailler plus efficacement à former des hommes ? Voilà cependant ce que faisaient ces humbles moines si décriés, si méconnus !

¹ Archives épiscop. de Sion : Relations du curé de Sembrancher.

fondées aux magistrats des divers cantons. La noblesse française, réfugiée en Suisse, en Savoie et en Allemagne, était généralement bien respectable, mais un certain nombre de ses membres, surtout les jeunes, n'observaient pas assez ou pas du tout les règles de la modération et de la prudence dans les pays qui leur donnaient asile. Ils se faisaient remarquer par le faste dont ils s'entouraient et leurs airs hautains; ces étourdis fanfarons ne se gênaient pas de dire publiquement, qu'avec quelques toises de cordes ils mettraient bientôt à la raison les histrions qui bouleversaient la France. Ils auraient mieux fait de s'y mettre eux-mêmes, car le temps qu'ils ne passaient pas à s'amuser et à scandaliser les populations par leur vie licencieuse, ils l'employaient à conspirer. Quoique le Valais n'eut pas à se plaindre de ces menées, ne possédant généralement que des prêtres émigrés exemplaires ou des laïques qui ne cherchaient que la paix, il reçut néanmoins des avertissements des représentants français, et Berne, en lui exprimant ses inquiétudes, fit ressortir les désagréments et les conséquences fâcheuses qui en résulteraient. Sur ce, on crut prudent d'inviter l'évêque à user de circonspection avec les ecclésiastiques étrangers et de les prévenir de n'entretenir aucune correspondance politique; que s'ils y étaient surpris, on les renverrait tous; mais que l'on continuerait à les tolérer tant qu'ils ne donneraient lieu à aucune plainte. L'évêque fit part au gouvernement des précautions dont il usait pour ne pas exposer la république dans ces douloureuses et délicates circonstances, cherchant à harmoniser la prudence civile et la charité chrétienne. La suite démontra que l'hospitalité fut dignement respectée¹.

¹ Les réfugiés laïques qui vinrent demander le calme au foyer valaisan jusqu'à l'invasion de 1798, furent estimés et conservèrent d'affectueux sentiments à ces populations naïves de la campagne, qu'ils ignoraient auparavant. L'un d'eux, le chevalier La Blache, retiré à St-Pierre, près Ardon, leur adressa cette épître qui respire la meilleure philosophie :

Adieu, Vallais, séjour paisible !
 Adieu, bosquets, adieu, ruisseaux !
 Avec peine, mon cœur sensible
 Quitte pour longtemps vos hameaux.
 Dans l'enceinte de vos montagnes,
 Je trouvais l'asile et la paix.
 Bergers, dites à vos campagnes
 Mes tendres vœux et mes regrets :
 Mais de mon amitié sincère
 Que mes conseils vous soient garants ;
 C'est ce que de mieux je puis faire,
 Braves bergers, en vous quittant.
 Aux maux qui ravagent la terre
 Et qui font perdre la raison,
 Faites une éternelle guerre,
 Eloignez leur mortel poison.
 Vos prairies et vos laitages
 Suffisent à votre bonheur,
 Conservez vos lois, vos usages ;
 Vouloir changer est une erreur ;
 Avec le temps, on remédie

Aux abus des gouvernements ;
 Renverser est une manie
 Dont on berce les pauvres gens ;
 On leur fait voir que les richesses
 Vont égaliser tous les rangs.
 Avec des paroles traîtresses
 On séduit les plus ignorants.
 Les factieux qui vous dirigent
 Des peuples savent tous les goûts ;
 Ils font si bien qu'ils égalisent.
 Mais comment ? En les ruinant tous.
 Le temps, le temps est un grand maître,
 Le bien ne vient que pas à pas ;
 Le mal entre par la fenêtre,
 Ou bien il met la porte en bas.
 Bientôt partout le sang qui coule
 Vous apprend, mais trop tard, vos torts.
 C'est, voyez-vous, tuer la poule
 Pour en retirer les œufs d'or.
 Le factieux, dans sa folie,
 Dans le cristal boit votre vin

En des temps si tristes, les Suisses songèrent à élever vers Dieu leurs mains suppliantes. Ils le faisaient autrefois sur le champ de bataille avant d'engager le combat; ne devaient-ils pas le faire aujourd'hui que les armées de la révolution étaient à leurs portes? Sur l'initiative de Berne, il se fit dans tous les Etats confédérés des prières publiques très solennelles, auxquelles les magistrats assistèrent en corps. Bien que quelques semaines auparavant l'évêque eût déjà prescrit les prières des quarante heures à la même fin, il annonça encore les supplications publiques pour le même jour, afin que la voix du Valais fût unie à celle de ses frères. La même année, il flétrit par une lettre destinée à la publicité, l'indigne conduite de quelques officiers valaisans ex-officiers du service de France, qui, pour continuer à toucher leur pension, renvoyèrent au gouvernement français la croix de Saint-Louis. Ayant forfait à l'honneur et à la conscience, puisque par leur serment de chevalier ils avaient promis de défendre la personne et la couronne du roi, ils répandirent fausement le bruit qu'une décision de l'évêque les y autorisait. Cependant, cette honteuse exception avait été héroïquement compensée par la glorieuse conduite d'autres compatriotes qui, le 10 août 1793, se laissèrent égorger plutôt que d'abandonner la cause du roi.

Le Valais, comme les autres cantons, n'avait pas encore reconnu officiellement la République française. Quelle que fût sa répugnance à s'y résoudre, la suite des événements, les nécessités politiques, les relations commerciales et les intérêts particuliers de ses enfants l'obligèrent à en venir à cette détermination. Il y était sollicité depuis longtemps par Hefflinger¹, d'abord agent du roi, puis ensuite de la République. Barthélemy, ambassadeur près la Confédé-

Et ne vous laissez que la lie.
Voilà du mystère la fin.
De vos voisins, le grand exemple
Vous prouve assez ce que je dis.
De leurs maux la mesure est ample;
Tous riaient à l'ombre des lis.
Votre sénat et votre prince
Sont moins vos chefs que vos amis;
Ils font le bien de vos provinces;
C'est là leur éternel souci.
J'ai parcouru d'autres contrées
Et j'ai vu maints gouvernements:
Ceux où les lois sont révérees
Sont les peuples les plus contents.
Laissez cette philosophie
Qui vous éloigne du bonheur;
Du mal elle se glorifie

Ainsi que l'ange destructeur;
La bonne et celle du vrai sage
C'est celle qui dans tous les temps
Prêche aux hommes même langage,
Les rend sages et bienfaisants;
C'est la voix qui vous dit sans cesse:
En vous-même est le vrai bonheur;
Le chercher plus loin est faiblesse,
Fouillez, il est dans votre cœur.

Pour moi, je suis ma destinée
Qui m'éloigne de vos regards,
Sans savoir où cette obstinée
Doit enfin conduire mes pas.
Quoi qu'il en soit, mon cœur sincère
Et de vos soins reconnaissant
Promet attachement de frère
A tout franc et bon Valaisan.

¹ Le Résident Hefflinger habitait St-Maurice. Comme après l'exécution de Louis XVI, il n'avait pas donné sa démission ainsi que l'avaient fait tous ses collègues, les émigrés le voyaient de mauvais œil. Il n'était cependant pas révolutionnaire; il aimait à rendre des services au Vallais dans toutes les occasions, et il en rendit d'importants. Ce fut même pour avoir été peu disposé à révolutionner le pays que, à la fin de 1797, il fut rappelé et remplacé par le jacobin Mangourit, qui y mit tout le zèle et l'activité d'un sectaire. (Carrupt).

ration, faisait de semblables instances. Cependant, en qualité d'allié des Suisses, le canton craignait, par une reconnaissance, de s'attirer leur mécontentement et de leur créer des difficultés sérieuses, car il n'oubliait pas qu'une armée autrichienne était à la frontière, épiait avec défiance les décisions et la conduite des Suisses. Avant tout il voulait attendre le résultat des débats de la diète fédérale qui allait se tenir à Frauenfeld, quand une adresse du Vorort¹ (14 mai 1796) le prévint que déjà onze cantons acceptaient les représentants de la République, et que le Directoire français n'accordait qu'un délai de quinze jours à ceux qui ne s'étaient pas encore prononcés. Le Vorort ajoutait qu'une plus longue hésitation pourrait avoir des conséquences funestes pour les retardataires en particulier et ensuite pour la patrie commune; que Barthélemy était pressé de connaître la décision du Valais nommément. Dès lors, toute perplexité cessant, il fallut se rendre à l'avis du Vorort. Barthélemy et Hefflinger furent reconnus officiellement (mai) par la diète valaisanne, et le Vorort en fut immédiatement avisé. A peine eut-on expédié cette réponse, qu'on reçut de Lucerne une lettre datée du 18 mai. Cet Etat annonçait qu'il avait reconnu les représentants français et il engageait le Valais, dont la décision n'était pas encore connue, à en faire autant, lui alléguant les mêmes raisons que Zurich.

Le Valais avait déclaré plusieurs fois, dans les moments de péril pour le territoire suisse, que sa propre sûreté ne lui permettait pas d'envoyer un contingent d'hommes à ses alliés. Cependant, depuis quelques temps, il n'y avait pas eu une seule sentinelle à la frontière. On résolut donc d'établir un petit poste sur le Grand-Saint-Bernard et un autre à la Porte-du-Saix (Vouvry)². Il paraît qu'on s'était négligé, d'abord, à cause des frais occasionnés par l'entretien de ces hommes placés en observation durant un temps assez long; ensuite, le fait qui suit y avait certainement contribué.

Quoique les généraux français eussent souvent prévenu qu'ils ne respecteraient la neutralité qu'autant que les Suisses y seraient fidèles, la cour de Turin, par des négociations verbales et secrètes, obtint du canton l'autorisation tacite de passer par le Saint-Bernard des munitions et des troupes destinées à déloger les Français de la Basse-Savoie en les attaquant par les montagnes du Haut-Faucigny. Bien que cette autorisation fût conforme à un article des anciens traités entre les deux Etats, il était souverainement imprudent de l'exécuter en de tels moments; mais le Valais, dont les finances souffraient à cause de l'entretien des corps d'observation aux frontières, était bien aise d'être libéré de ces frais et de cette surveillance. Cette tentative du roi sarde n'eut aucun succès et ne fut suivie d'aucune conséquence fâcheuse pour le Valais, dont les magistrats furent plus heureux que sages. L'année

¹ Canton directeur de la Confédération.

² Abscheids.

suivante, le ministre français fit aviser le gouvernement (12 mars 1794) de prendre plus soigneusement ses mesures pour empêcher le renouvellement d'une pareille équipée dont il était derechef question¹.

Les événements obligeaient souvent le Vorort à écrire aux cantons pour les prévenir, les consulter ou les engager à tenir leurs milices prêtes. Le 1^{er} octobre 1796, Zurich, alors canton directeur, expédiait à chaque Etat confédéré ou allié la copie d'une lettre du général comte de la Tour, feldzeugmeister impérial, qui demandait à la Confédération de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les détachements français, armés ou non, de mettre le pied sur son territoire, prévenant qu'il poursuivrait l'ennemi partout où il le trouverait.

Le 2 du même mois arrive l'avis que la position de Bâle devient inquiétante; et, le 3, avis encore que Schaffhouse est menacé. Le 17, Berne parle à son tour du danger de la commune patrie et prévient qu'il a dû envoyer de la troupe aux frontières et, à toute éventualité, mettre de piquet son Landsturm. Il demanda, lui aussi, que le Valais soit prêt.

En conséquence de ces dépêches successives, une conférence composée d'un député par dizain se réunit à Sierre (24 oct.) sous la présidence du bailli. On reconnut qu'on avait eu tort de se négliger depuis longtemps; qu'il ne suffisait pas de prendre des décisions, qu'il fallait les exécuter. Rien de ce qui avait été résolu en mai n'avait été fait, ni même commencé: les armes étaient en mauvais état, les munitions défectueuses, les fusils n'étaient pas de même calibre et le contingent militaire n'avait nulle organisation. Le même défaut existait dans d'autres cantons. Des officiers expérimentés furent donc chargés de s'occuper aussitôt d'une prompte réorganisation, afin que tout fût prêt en cas d'appel. L'effectif de la troupe destinée à passer la frontière pour se rallier à l'armée fédérale fut fixé à cinq cents hommes: « parce qu'il ne s'agissait pas « seulement d'occuper les frontières, mais bien de défendre la patrie commune « et que l'Etat libre du Valais voulait satisfaire avec honneur aux anciennes « alliances et promesses. »

En même temps le gouvernement régla une autre affaire.

Le régiment valaisan au service de France, qui depuis plus d'un siècle s'appelait le régiment de Courten, parce qu'il avait eu constamment pour chef un membre de cette illustre famille, avait été licencié en 1792. Comme la plupart des officiers de ce corps désiraient continuer la carrière des armes qui leur était très avantageuse, leur chef, le maréchal de Courten, obtint par ses démarches que l'Etat du Valais conclût, au printemps de 1796, une capitulation avec le roi d'Espagne; c'était d'ailleurs ce que sollicitait depuis longtemps l'ambassadeur de ce souverain près la Confédération. Cette capitulation était

¹ Ibid.

² Abscheids.

avantageuse sous plusieurs rapports; les officiers recevaient une paie presque aussi forte que celle de France; on y avait stipulé pour eux et leurs veuves de bonnes pensions de retraite. En vertu d'un des articles, les capitaines du régiment étaient chargés des enrôlements et devaient verser annuellement à la caisse militaire du canton la somme de cent et six louis (2458 fr.). Or, dans les premiers temps, beaucoup d'enrôlés, après avoir reçu leur engagement et leur solde quotidienne, refusaient de partir et de rembourser ce qu'ils avaient reçu et les frais occasionnés: ce qui était une vraie perte pour les capitaines et les mettait dans l'impossibilité de satisfaire la caisse militaire. Sur leurs plaintes, le gouvernement statua que tout enrôlé réfractaire payerait un louis (23 fr. 19 c.) au capitaine dès qu'il aurait touché un jour de solde, et deux louis, s'il s'était fait entretenir pendant plusieurs jours. Les juges des communes furent chargés de prêter main-forte aux recruteurs pour l'exécution de cet arrêté¹.

L'année qui venait de finir avait causé bien des inquiétudes; la suivante fit vite comprendre que la neutralité et la tranquillité étaient près de cesser. Elle fit présager que l'indépendance même courait un danger extrême. Napoléon, ce guerrier que le Ciel avait suscité pour l'accomplissement de ses desseins sur les rois et les peuples de l'Europe, promenait triomphalement son armée dans le nord de l'Italie, où il créait la République cisalpine, à laquelle il donnait Milan pour capitale. Le 25 floréal (14 mai 1797), il mandait de cette ville au citoyen Comeyras, résident français dans les Grisons, de se rendre immédiatement à Sion pour obtenir du gouvernement la libre communication entre la République cisalpine et la France par le Simplon. Comeyras, arrivé le 21 mai, lendemain de la clôture de la diète, s'adressa au bailli, et lui remit une copie de la lettre de Bonaparte, avec cette note officielle rédigée par Comeyras et Hefflinger :

L'objet du passage est d'assurer et de faciliter la communication de la République française et de la nouvelle République lombarde. On peut venir de deux manières de France en Valais: par le lac de Genève, en partant du port de Versoix; et par terre, par une nouvelle

¹ Ibid. La capitulation fut nécessairement interrompue pendant que les Français occupèrent le Vallais. Mais les capitaines recrutaient ailleurs, où ils pouvaient, et le régiment était toujours censé Valaisan. Redevenu indépendant, le canton avoua de nouveau son régiment en Espagne, et les enrôlements recommencèrent après de nouvelles démarches de l'ambassadeur espagnol, le chevalier Caamanos. Le bailli Augustini, parvenu italien, homme intrigant, fort ambitieux, mais très capable, et le conseiller d'Etat Charles-Emmanuel de Rivaz, avaient fait tourner la négociation de cette affaire selon les désirs de la cour de Madrid. En récompense, le premier reçut la croix enrichie de diamants de l'ordre de Charles III, avec une pension de 800 piastres (environ 974 fr.); le second eut la croix simple avec expectative d'une semblable pension. Ce régiment ne fit que deux garnisons: il fut longtemps à Majorque et ensuite à Madrid, où le trouva la révolution d'Espagne. Aussi prit-il parti pour le prince des Asturies, lorsque celui-ci monta sur le trône sous le nom de Ferdinand VII. Après l'abdication extorquée de ce monarque, il fut forcé de reconnaître Joseph-Bonaparte et de servir dans la division du Général Dupont, qui fut faite prisonnière de guerre par les Espagnols insurgés. Les trois principaux chefs de ce régiment, longtemps captifs à Saragosse, ne furent mis en liberté qu'après la prise de cette malheureuse ville par Napoléon I^{er}. Redevenus libres, ils tombèrent (1813) entre les mains des Anglais, qui les envoyèrent en Angleterre où, après quelques mois, le colonel de Preux mourut de chagrin et de vieillesse.

route d'Evian à Saint-Gingolph. On se rendrait en Lombardie en suivant la vallée du Rhône jusqu'à Brigue; et, de là, le torrent qui descend le Simplon. On franchirait celui-ci par les contours des Tavernes; ensuite, on suivrait le val du Simplon et de Vedro, le long du torrent; depuis ce dernier endroit jusqu'au confluent du torrent dans la Tocce, près du village de Livéal, d'où l'on peut gagner le lac de Mergozzo et le lac Majeur, par une route déjà carrossable. L'avantage de ce trajet pour la France et la Lombardie, serait d'avoir une route directe et plus courte et de pouvoir profiter, pour les transports, de la rivière Tocce, navigable depuis Domo d'Ossola, et des lacs Mergozzo et Majeur.

L'avantage du même passage, pour le Vallais, serait que les produits du pays pourraient être placés à plus haut prix, et qu'il pourrait recevoir, par contre, grain, riz et vin pour son besoin. En un mot, les intentions du général en chef seraient d'engager le Directoire de rénover les anciennes alliances de France et Vallais, et en faire ériger une du Vallais avec la République lombarde. Il serait aussi possible que cette nouvelle république, qui mettra son état militaire sur un pied respectable, offrirait le service aux Vallaisans qui le désireraient; peut-être prendrait-elle un régiment entier, comme a été celui de Courten en France. Monsieur le grand bailli est invité à présenter cette note et la lettre du général en chef à l'autorité souveraine, l'engageant de les prendre en la plus sérieuse et la plus prompte considération.

Le bailli ne pouvait assumer la responsabilité d'une réponse à une si grave proposition, où la neutralité était engagée aussi bien que l'indépendance du pays. Convoquée pour le 30 mai, la diète trouva le cas très épineux. Aux considérations politiques pour un refus, venait s'opposer un intérêt matériel fort grave: le Valais tirait son sel de l'Italie et de la France. Refuser le passage, c'était s'exposer à être privé d'un article si essentiel aux besoins du pays. Dans cette perplexité, on chargea le bailli de demander aussitôt au Vorort ce qu'il convenait de faire; puis, pour gagner du temps, de répondre à Bonaparte de la manière la plus propre à lui faire comprendre la raison du délai d'une décision. C'est ce que le vice-bailli fit le même jour (30 mai) par cette lettre, dans laquelle il se retranche à dessein sur l'obscurité du mot *passage*:

Citoyen général en chef,

Dès que le premier chef de notre république a eu connaissance par le citoyen Comeyras, résident de la République française à Coire, de sa commission, par un entretien verbal, et par un écrit à lui adressé, en date du 4 prairial (23 mai) et signé Hefflinger et Comeyras, ensuite par la remise d'une copie de la lettre datée de Milan du 25 floréal que vous avez adressée au citoyen Comeyras et d'une note officielle, notre honorable chef a proposé le tout à notre délibération dans une diète qu'il a convoquée aussitôt à cet effet.

Nous désirerions ardemment pouvoir témoigner à la République française notre affection et notre empressement par une réponse précise. Mais nous ne trouvons pas en quoi consiste la demande que nous devons accorder du droit de passage par nos Etats. N'ayant pas une connaissance suffisante de vos vraies intentions sur cet objet, nous n'avons pu en instruire au juste nos commettants et leurs conseils pour demander leur consentement indispensable.

Permettez donc que nous osions vous prier de nous donner un entier éclaircissement sur la commission dont le citoyen Comeyras était chargé. S'il s'agissait actuellement d'un passage de troupes par nos Etats, nous sommes obligés de vous faire observer les difficultés qui se présenteraient, à cause du manque de nos moyens en denrées et fourrages, ainsi que de logements convenables. Ce serait, d'ailleurs, un objet sur lequel nous n'aurions pas pouvoir de décider, sans l'avoir proposé à nos chers et fidèles alliés des Etats du louable corps helvétique.

Nous osons nous flatter qu'il vous plaira de nous faire la faveur de vous déclarer, d'autant plus que nous sommes convaincus par des preuves non équivoques de votre bienveil-

lance envers le Corps helvétique. Nous vous recommandons, d'après cela, particulièrement l'intérêt de notre République, en vous assurant que nous mettrons continuellement notre zèle à contribuer à tout ce qui pourra consolider la confiance et la bonne intelligence entre les deux Républiques. Agréez, etc.

Instruit de tout ce qui s'était passé, le Vorort de Zurich répondit ainsi au Valais :

Sages, prudents, honnêtes, très fidèles amis et chers Confédérés,

Nous apprenons par votre lettre du 30 mai passé et les pièces y jointes que Messieurs Hefflinger et Comeyras, résidents français auprès de votre République et celle des Grisons, vous ont témoigné le désir inattendu de la part de M. Bonaparte, général en chef en Italie, d'impêtrer le passage par votre pays pour ouvrir la communication entre la Lombardie et la France par votre Etat, le lac de Genève et Versoix.

Un projet aussi extraordinaire et d'une telle importance ne nous a pas moins surpris que vous à raison des suites qui en pourraient résulter. Autant approuvons-nous, chers et fidèles alliés, vos démarches sages et prudentes, en prenant soin de découvrir et d'apprendre les vues précises, le véritable fond et l'étendue de ce projet; et que, en même temps, vous avez disposé Messieurs les résidents et le général français à la délibération à laquelle cette affaire, d'après sa nature et les rapports que vous avez avec le Corps helvétique, doit être soumise. Nous ne doutons aucunement, chers et fidèles alliés, que dès que vous aurez reçu la réponse de M. le général Bonaparte sur votre lettre, vous nous en donnerez aussitôt communication pour que nous en fassions part à tous les louables Etats et lieux confédérés. Nous ne manquerons pas de communiquer, suivant vos désirs, cette lettre aux dits louables Etats et lieux confédérés, en les prévenant que cette affaire, qui mérite une attention particulière et commune, sera mise en délibération à la prochaine diète à Frauenfeld, afin que les députations respectives puissent y paraître munies des instructions nécessaires et requises. Et nous ne doutons pas que vous pensez aussi à y envoyer les vôtres.

Nous souhaitons que dans cet intervalle, il ne vous arrive pas quelque autre fâcheuse nouvelle et affaire embarrassante : lequel cas arrivant, le plus faisable serait, ce nous semble, que vous vous adressiez de suite aux Etats les plus voisins et de vous concerter avec eux pour ne pas souffrir des retards...

Zurich, le 7 juin 1797.

Les bourgmestre et conseil de la ville de Zurich.

Voici maintenant la réponse explicative que Bonaparte fit à la lettre du 30 mai :

Au quartier général de Montebello, le premier messidor (20 juin) an V de la République une et indivisible.

Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie à M. le grand bailli de la république du Vallais.

Dans le passage que la République française demande à celle du Vallais est compris celui de ses troupes.

La note officielle qui vous a été remise de ma part n'en faisait pas mention d'une manière expresse; mais vos conférences avec le citoyen Comeyras n'ont dû vous laisser sur ce point aucune espèce de doute¹. Lorsque votre République l'aura accordé, il sera facile de régler ce qui concerne la subsistance, le logement et la discipline des troupes; et vous pourrez compter qu'on adoptera de préférence les mesures qui pourront rendre leur passage utile et non pas onéreux pour votre pays.

¹ Le texte des Abscheids laisse parfaitement comprendre que l'affirmation de Napoléon était vraie; mais, pour le Valais, il s'agissait de gagner du temps afin d'avoir l'avis des confédérés et des dizains.

Ce droit d'accorder un passage étant l'un des attributs de la souveraineté d'un Etat, j'aurais pensé que le vôtre n'avait, là-dessus, aucune permission à demander à ses voisins. Si, néanmoins, le texte de votre alliance avec le Corps helvétique vous obligeait à lui faire part de ma demande, la République française ne pourrait pas trouver mauvais que vous remplissiez cette obligation : mais elle verrait, dans ce cas, avec satisfaction que cette communication fût très prompte et qu'elle n'entravât en aucune manière, ni la marche, ni le succès de cette négociation.

Je vous prie, Monsieur le grand bailli, de me faire une prompte réponse, et de croire aux sentiments d'estime et de considération avec lesquels je suis

BONAPARTE.

Le vice-bailli accusa réception de cette lettre en ces termes :

Citoyen général en chef,

Votre lettre, datée du quartier général de Montebello, du 1 messidor, est arrivée à Monsieur notre grand bailli avant hier, au moment où il se mettait en route pour se rendre à Frauenfeld, en qualité de député de notre République. Il s'empressera, à cette occasion, d'en faire part aux louables Etats du Corps helvétique. De mon côté, instruit maintenant de votre intention, citoyen général en chef, je ne tarderai pas, en attendant, de la communiquer aux conseils et communautés dont notre République est composée ; et, malgré les délibérations souvent lentes dans les Etats démocratiques, comme le nôtre, j'espère qu'à son retour Monsieur notre grand bailli pourra incessamment vous en transmettre les résultats.

Sion, le 25 juin.

PREUX, vice-bailli.

Il est facile de comprendre l'inquiétude et l'embarras causés aux treize cantons et au Valais particulièrement par la demande inattendue du général en chef de l'armée d'Italie. Heureusement que Bonaparte lui-même fit bientôt cesser leur perplexité. La diète fédérale apprit (16 juillet) que Napoléon avait renoncé à son projet¹. S'était-il décidé, par un généreux sentiment, à respecter la neutralité des Suisses aux représentants desquels il disait : « Vous êtes de braves gens ; je suis très content de vous » ; ou bien ses plans stratégiques avaient-ils changé ? On ne le sait. Mais cette dernière supposition paraît la plus probable parce qu'elle concorde avec les rapides événements subséquents.

¹ Archives de Valère.

² Eidgenössische Abschiede, tom. 8, années 1778-1798. — Dans son excellente monographie historique *Die Kämpfe der Walliser in den Jahren 1798-1799*, M. le prof. D. Imesch rapporte à ce sujet que : « La diète des XIII cantons s'adressa au Directoire français pour lui demander de renoncer au projet « de passage militaire, lui représentant qu'il léserait la neutralité de la Suisse. Une note de même teneur « fut envoyée à Bonaparte lui-même. Le gouvernement français, au courant de cette indisposition des « Confédérés avait déjà, de lui-même, donné pour instructions à Bonaparte de renoncer à son plan, par le « motif qu'il fallait éviter toute hostilité avec la Suisse et parer à l'imputation gratuite que la France était « avide de conquêtes... »

J. de L.





CHAPITRE XX

DE 1797 A 1798

UN historien moderne¹ dit, en parlant de la Suisse vers la fin du siècle dernier², qu'elle n'était plus le pays poétique de la franche liberté: la soif de la richesse et de la domination avait envahi son cœur. Adulant les puissances étrangères et leur fournissant des régiments, ses notables y recherchaient des titres, des décorations et des colliers d'or; les petits cantons jaloussaient les grands qui dominaient, et ils pensaient se rendre plus forts entre eux au moyen d'alliances au dehors; par politique, les ambassadeurs des puissances excitaient encore ces animosités entre frères. Humbles au dehors, pleins d'orgueil chez eux, quelques oligarques dominaient sur un peuple dont ils avaient peu souci, et un aveugle égoïsme faisait préférer son canton au reste de la Suisse, et sa propre classe à son canton. Ainsi, pendant que les grandes familles n'y étaient pas moins serviles que celles des monarchies, le peuple y était encore plus mal que dans celles-ci, personne ne prenait soin de son éducation, ni de ses besoins; on ne permettait pas aux sujets de s'élever par l'instruction au niveau de leurs maîtres, ni d'entrer dans les emplois civils, religieux ou militaires. En quelques lieux moins importants on ne permettait même pas de se livrer à l'industrie ou au commerce, afin de favoriser les cités. Quand le reste de l'Europe avait changé son système militaire, la Suisse était encore à son ancienne organisation. Plusieurs fois, des hommes d'élite avaient proposé

¹ Cantu. storia di cento anni.

² XVIII^e siècle.

de renouveler le pacte fédéral avec les amendements désirables; mais ces hommes intelligents donnèrent ombrage aux gouvernements qui avaient à en craindre la censure, et ils déplurent aux populations qui redoutaient de tomber dans une plus dure servitude, sous l'apparence d'une prétendue unité. La franc-maçonnerie s'était partout introduite, surtout à Genève, à Soleure et dans le pays de Vaud; c'est d'elle que naquit la *Société helvétique* qui tint ses assemblées à Schinznach, et se déclara l'adversaire du *cantonalisme*. C'est ainsi que la Suisse, surprise par les convulsions imminentes, allait être livrée aux agitations internes causées par l'exemple de la France et aux armées de toute l'Europe.

Vers la fin de l'année 1797, après le traité de Campo-Formio entre Napoléon et l'empereur d'Autriche, et pendant que les puissances traitaient à Rastadt de la paix générale, les Loges résolurent d'effectuer la Révolution en Suisse. Depuis longtemps, certains agitateurs suisses, résidant à Paris, poussaient le Directoire à ouvrir la campagne en envoyant ses généraux appuyer les mouvements séditeux que, par leurs écrits et leurs émissaires, ils avaient excités à Bâle, à Zurich et à Genève. Partout où la langue française surtout était parlée, s'était propagé rapidement l'esprit démocratique. Berne, chef-lieu de l'aristocratie suisse, eut le tort de laisser les émigrés royalistes conspirer sur ses terres; les Vaudois, ses sujets, traités tyranniquement, se plaignirent à la France, sous la protection de laquelle ils se trouvaient par le traité de cession du duc de Savoie, en 1565. La France, désireuse d'implanter partout sa république une et indivisible, prit aussitôt leur défense et saisit cette occasion d'envoyer le général Ménard camper près de Genève, et Schauenbourg, aux portes de Bâle. Les Suisses, voyant les baïonnettes françaises briller à leurs frontières, se réunissent en diète à Aarau, pour délibérer sur le danger commun.

Plusieurs cantons proposent de déclarer leurs sujets des divers bailliages libres comme eux, et ils en font vivement ressortir la nécessité; mais les Bernois ne veulent rien rabattre de leur domination et animent les autres à ne rien céder de leurs prérogatives. Ils se fiaient sur leurs forces; et quoiqu'un grand nombre de leurs sujets ne songeassent qu'à l'indépendance, ils se faisaient illusion en comptant sur la fidélité de la plupart. Comme ils avaient de l'or, leurs armes et leur courage leur parurent suffisants pour résister aux Français. On résolut donc de se défendre et, pour s'animer, on renouvela le pacte d'alliance que l'on jura solennellement. Les députés du Valais, à défaut du mandat de leurs commettants, ne purent prêter le serment que quelques jours plus tard. Alliance éphémère, puisque, à Aarau même, on osa planter l'arbre de liberté en présence des députés. Les Confédérés réunirent des forces; mais tout n'aboutit qu'à quelques traits de valeur et à des actes d'héroïsme qui n'empêchèrent point les troupes françaises de se rendre maîtresses de la Suisse. Les divisions intestines, la mésintelligence et les mécontentements avaient d'ailleurs engendré la trahison.

Le Valais, comme on l'a vu jusqu'ici, souffrait pour des causes analogues ; les paroles prononcées en diète par l'évêque, en 1792, peignaient assez bien la situation. Le moment était venu où la révolution crut opportun d'agir efficacement sur le Bas-Valais sujet des sept dizains. Vers la fin de 1797, Heflinger fut remplacé par Mangourit qui, sous le même titre de résident, se fixa aussi à Saint-Maurice. Quoique très propre à révolutionner le pays, et précisément à cause de cela, il ne déploya publiquement son caractère que vers les derniers jours du mois de janvier suivant. Dès que les troupes françaises furent entrées dans le pays de Vaud, il commença à dogmatiser. Caractère ardent, mais qui savait se contenir à propos, imposteur effronté, habile à calomnier ou à vanter les ministres de la religion suivant les besoins de sa cause, maniant la parole en vrai tribun populaire, lançant des proclamations où la vérité était étouffée sous le mensonge, ne s'inquiétant nullement des réfutations qu'il s'attirait, et travestissant cyniquement les intentions de ses adversaires, il était en même temps affable, d'un esprit liant et savait se montrer homme de bon ton et de courtoisie en société¹.

Tel était l'apôtre jacobin que le Directoire chargeait d'appeler le Valais à la liberté. S'il avait paru sommeiller avant ce jour, il n'avait pas moins travaillé activement, en secret. Jugeant venu le moment où les masses, inertes jusqu'alors, acclament enfin et suivent comme chefs les hommes hardis qui se présentent à elle avec les promesses et les insignes de l'indépendance, le 28 janvier, il fit élever sur la place de Saint-Maurice le premier arbre de liberté. Quelques individus avinés, bientôt suivis de la foule, se chargèrent de cette opération, qui se fit avec l'enthousiasme et le vacarme ordinaire en pareilles circonstances. On se livra même à des excès que les gens de bon sens désapprouvèrent hautement. Dès le 1^{er} février, on arbora la cocarde verte et toutes les communes du Bas-Valais, les unes de plein gré, d'autres de vive force, érigèrent l'arbre de liberté. Dans les lieux principaux, le fourbe Mathys ou un autre délégué représentait Mangourit à cette cérémonie, à laquelle on donnait tout l'éclat possible, et où les démagogues faisaient force discours patriotiques. Il y eut à cette occasion de grands troubles en diverses communes, le plus grand nombre cependant, surtout celles de la montagne, qui ne goûtaient point ces nouveautés, quoique désireuses de l'indépendance, restèrent pacifiques. Tandis que les uns se livraient à des excès de joie autour des arbres de liberté, d'autres gémissaient en silence, prévoyant les maux qui allaient fondre sur le pays. A Monthey, pendant qu'on délibérait publiquement sur le choix

¹ Mangourit fut activement secondé par un autre Français du nom de Mathys, qui était arrivé en Vallais avant lui, se donnant pour émigré royaliste et se disant d'une famille distinguée, mais qui n'était qu'un espion de la pire espèce. Pour mieux tromper les honnêtes gens, à St-Maurice, il ne craignit point d'employer le sacrilège en communiant souvent. Une famille notable du lieu, trompée par cette feinte piété, lui donna sa fille en mariage. A peine le mariage bénit, l'hypocrite leva le masque, effrontément, afficha sans gêne son impiété. La jeune épouse aussi pieuse qu'ornée des grâces de la nature, ne tarda pas à tomber gravement malade et mourut de chagrin.

de l'emplacement où l'on planterait l'arbre, un des assistants cria : « Le plus loin possible des maisons, afin que sa mauvaise odeur n'en infecte pas les habitants. »

Les émigrés, assez nombreux encore à Saint-Maurice, connaissant déjà les fruits de cet arbre, s'alarmèrent et se disposèrent à partir; au reste, on leur avait fixé un terme. Les chanoines de l'abbaye jugèrent aussi prudent de ne pas laisser sous l'égide de cette liberté les reliques vénérées des martyrs thébéens. Ils vidèrent le trésor de leur église qui, outre ces saintes reliques, renfermait de précieuses richesses artistiques et archéologiques, qu'ils mirent secrètement en sûreté hors du pays.

La question de l'affranchissement ou de l'indépendance du Bas-Valais, dont on a tant parlé, et sur laquelle on revint en 1814, est le résultat de causes et d'événements difficiles à débrouiller, mais qu'il importe d'exposer le plus clairement possible. On croit généralement que cette indépendance est l'effet de la révolte ou du moins du profond mécontentement de cette partie du pays, occasionné par la dure domination des sept dizains et la rapacité de leurs gouverneurs durant trois siècles. Les armées de la Révolution française qui pénétrèrent en Suisse, furent indirectement pour quelque chose dans cette indépendance; mais la vraie cause fut le désir des sept dizains de conserver leurs domaines nationaux, conservation qu'ils ne pouvaient politiquement espérer que par la proclamation de l'indépendance du Bas-Valais et sa participation à la souveraineté cantonale.

Dès le 26 décembre 1797, le Valais avait envoyé ses députés à la diète fédérale réunie à Aarau. Les Confédérés ayant pris connaissance des ressources de la Suisse, les trouvèrent insuffisantes pour maintenir leurs gouvernements sur le pied où ils étaient; ils jurèrent néanmoins d'en défendre les droits jusqu'à la dernière extrémité. Mais ils durent bientôt revenir de cette décision : les armées françaises avaient pénétré en Suisse sur plusieurs points, et le pays de Vaud venait d'être occupé par elles et délivré du joug bernois.

Le 27 janvier, instruits que les cantons aristocratiques de Zurich, Bâle, Lucerne et Soleure accordaient à leurs pays sujets ce que l'on appelait alors la liberté et l'égalité, c'est-à-dire l'association à l'indépendance et à la souveraineté cantonale, les sept dizains souverains du Valais crurent devoir imiter leur exemple et ne pas imiter Berne, qui avait refusé de traiter ses sujets d'Argovie et de Vaud avec la même bienveillance. La haute commission souveraine qu'ils avaient établie et qui siégeait à Sion, fit partir pour le Bas-Valais une délégation de quatre membres chargés d'offrir l'indépendance sans conditions aux Bas-Valaisans. Il est historiquement certain que le motif pour lequel le Haut-Valais a recherché la continuation de ses relations avec le Bas, en l'admettant à la participation intégrale de la souveraineté, a été le désir de conserver sa part des domaines nationaux, qui étaient exclusivement sur ce dernier territoire et dont la valeur était importante. Comme il était facile de prévoir que, par la logique

des événements qui se passaient aux frontières de la Suisse et du canton, les Bas-Valaisans s'en saisiraient, les sept dizains, par une association qui, à tous égards, leur était avantageuse, cherchèrent à en conserver la part la plus grande qui leur revenait en raison de leur population.

Les quatre membres de la délégation, qui prit d'elle-même le nom de commission souveraine, arrivèrent à Martigny dans la soirée du 27. Ce jour-là, et dans la matinée du lendemain, ils déclarèrent verbalement aux représentants des communes du Bas-Valais, qui s'y étaient réunis, qu'ils étaient libres désormais. Ils les encouragèrent, en outre, à résister à toute invasion française. Puis, comme ils apprirent que, dans l'après-midi, l'arbre de liberté venait d'être planté à Saint-Maurice, où l'on connaissait déjà le but de leur mission, ils ne poussèrent pas plus loin. Ils envoyèrent la lettre suivante à la châtellenie de Saint-Maurice et au gouvernement de Monthey :

Le porteur de la présente est chargé de notre part de vous communiquer que le souverain est prêt à faire tous les sacrifices possibles qui pourraient contribuer au bien de la chose publique, et, si vous croyez l'effectuer, en rendant aux louables communes la liberté et les associant à la souveraineté. Vous pouvez envoyer demain les députés à Sion où il y aura une diète assemblée.

Martigny, le 29 janvier 1798.

(Signé) BARBERIN, banneret, comme président de la commission souveraine.

La haute commission ajouta verbalement, en s'adressant aux représentants : « Conduisez-vous selon votre prudence, étant dès ce moment libres, vous pouvez prendre les mesures que vous jugerez à propos. » Toutefois, elle leur recommanda fortement de conserver la religion ; ce qui fait dire à un chroniqueur de l'époque : « Ce qu'il y a de singulier, c'est que ceux mêmes qui n'avaient guère de religion s'intéressaient le plus à sa conservation. »

La vague et insuffisante déclaration donnée à leurs représentants ne satisfait nullement les communes ; elle était en outre très blessante pour les Bas-Valaisans, puisqu'on paraissait les abandonner à leur propre sort, après qu'on les avait traités en ilotes depuis plus de trois siècles. Ils n'avaient ni armes, ni officiers, ni matériel de guerre, ni caisse militaire ou d'Etat. On les livrait en quelque sorte entre les mains de la démagogie qui les guettait et ne demandait pas mieux.

Le 29 janvier, au matin, les mandataires des communes du Bas-Valais, réunis à Saint-Maurice, déclarèrent ce pays indépendant.

Ces particularités ne laissent aucun doute que les sept dizains s'étaient résolus, de leur propre mouvement, dès le 26 janvier, époque à laquelle il n'y avait encore aucun mouvement dans le Bas-Valais, à associer celui-ci à la souveraineté ou à l'égalité des droits politiques.

Le gouvernement des sept dizains reconnut cependant bien vite qu'il avait commis une grave faute en abandonnant ainsi sans autre décision ses anciens sujets. Il s'empressa de la réparer de la manière suivante. Le 2 février,

il envoya à Saint-Maurice une nouvelle délégation pour renouveler la déclaration d'indépendance, conférer avec Mangourit et demander à être admise dans l'assemblée des mandataires des communes. Le résident Mangourit, devenu personnage très important, la reçut très courtoisement et convint avec elle que les conférences commenceraient le lendemain, mais il n'accepta pas l'offre de les tenir chez lui. Le 3, à 10 heures du matin, il arriva effectivement à l'hôtel de ville et il refusa d'occuper la première place, par respect, affirma-t-il, pour la souveraineté cantonale. « Sa conversation, disent les membres de la haute « délégation¹, était fort amicale. Nous admirions dans lui l'ami des hommes², « l'homme aux grandes connaissances, d'un esprit profond. » Dans cette première réunion, Mangourit déclara :

1° Qu'il ignorait que le Valais eût jamais causé des chagrins à la République française, comme l'avait fait la République helvétique.

2° Que dans toutes les circonstances où il avait dû agir contre la République française, le Valais ne l'avait fait que forcé par les faits.

3° Qu'à l'exemple de Zurich, Bâle et Fribourg, qui avaient retouché leurs constitutions, il avait conseillé à l'Etat de fraterniser avec ses sujets, afin que les intérêts réciproques devinssent communs. Il savait que le comité central qui venait de se former à Saint-Maurice ferait à la haute commission plusieurs demandes, dont les principaux articles seraient l'admission du Bas-Valais à la souveraineté cantonale et le rachat des cens et dîmes féodales pour les paysans du dizain de Sion.

4° Vu les mouvements qui venaient d'avoir lieu, il conseilla la tenue d'une réunion générale.

5° Il dit que le peuple désirait savoir si la haute commission était nantie de pleins pouvoirs pour obtempérer à ses demandes où s'il devait s'adresser à la diète.

6° Il fallait convoquer à Saint-Maurice une diète composée de quarante membres, dont quatre par dizain, puisque Monthey, Saint-Maurice et l'Entremont devaient être les trois nouveaux dizains.

7° L'évêque serait maintenu dans tous ses droits spirituels et temporels, mais exclu des diètes.

8° Les curés seraient nommés par le peuple, mais approuvés par l'évêque³.

¹ Procès-verbal des séances. Archives de l'Etat.

² A la façon des sans-culottes. L'admiration qu'exprima la haute commission ne témoigne pas en faveur de l'intelligence de ses membres, ou bien elle prouverait qu'ils étaient eux-mêmes imbus des idées philosophiques du jour.

³ Les émissaires de la révolution avaient si bien répandu les idées de Mangourit parmi le peuple, que l'archiprêtre, curé de Conthey, étant décédé sur ces entrefaites, les paroissiens qui, avec la révolution, croyaient avoir reçu le St-Esprit pour gouverner l'Eglise, firent une candidature de trois prêtres entre lesquels ils élurent leur curé. Leurs femmes, jalouses des droits que la liberté leur conférait aussi bien qu'à leurs maris, refusèrent d'accepter cette élection, parce que le sujet ne leur plaisait pas et elles prirent leurs maris aux cheveux. Outré des procédés des Contheysans, l'évêque, comme c'était son droit et son

La question de la suppression des revenus féodaux fut aussi agitée.

Le résident conseilla la distinction entre les pouvoirs législatif et exécutif tels qu'ils existent aujourd'hui. Il parla de la création d'une route internationale qui relierait, par le Simplon, la République cisalpine à la République française, et serait d'un grand avantage pour le pays, qui n'en paierait que la 121^{me} partie.

Le Rhône, rendu flottable, et même en partie navigable, serait d'un immense avantage pour le commerce des bois.

Il assura plusieurs fois que le Directoire français ne voulait pas conquérir le Valais, mais vivre avec lui en véritable ami¹. Il exprima aussi le désir que l'arbre de liberté fût planté dans les sept dizains, en signe de fraternité avec le Bas-Valais. A l'observation des menaces que le fugitif Guillot, devenu capitaine dans la division de Ménard, faisait contre quelques concitoyens du Valais, il répondit que le pays de Vaud étant sous sa surveillance, il avait enjoint au général de se tenir éloigné de six lieues de la frontière du canton.

La conférence dura quelques heures. A la fin du banquet, offert au résident par la haute délégation, les représentants de toutes les communes du Bas-Valais vinrent présenter leurs respects aux commissaires de l'Etat, soit à la haute délégation.

Le 4, à neuf heures du matin, la nombreuse députation des communes du Bas-Valais se présenta devant la haute commission, en exhibant les pleins pouvoirs dont elle était nantie, et l'on convint que la conférence générale aurait lieu le même jour, à l'hôtel de ville. Effectivement, à 11 heures, les délégués de l'Etat se présentèrent sans épée; ils furent reçus à la porte de l'hôtel de ville, par la députation des communes, qui les conduisit à la salle des séances, où ils exhibèrent à leur tour leurs pleins-pouvoirs. Le président de la haute délégation fit un éloquent discours sur la fraternité qui unissait désormais les deux parties du pays, puis ordonna la lecture de l'acte d'émancipation et d'indépendance accordées aux Bas-Valaisans, dont suit la teneur :

Connu et notoire soit à chacun par les présentes que nous les soussignés députés des VII louables dizains, composant la haute commission souveraine, siégeant à Sion, avons conféré pleins pouvoirs et autorité à nos très illustres et très honorés seigneurs députés dans le Bas-Vallais MM. le bourgmestre de Riedmatten, de Sion, capitaine dézénal de Riedmatten, de Conches, banneret Barberin, grand châtelain de Chastonay, châtelain Bridy, châtelain Quinodo,

devoir, refusa l'institution canonique et nomma lui-même un curé qui devait leur plaire : c'était le savant futur chanoine de la cathédrale, Anne-Joseph de Rivaz, fils du célèbre auteur des « Eclaircissements sur le martyre de la Légion thébéenne ». Mais, cinquante Contheysans s'étaient armés pour l'empêcher de prendre possession. L'évêque crut devoir temporiser pour laisser calmer les esprits et, en attendant, envoya un capucin pour administrer la paroisse. Le préfet national voulait, au commencement de Juillet, faire recevoir l'élu de l'évêque en le faisant escorter par de la troupe : ce que l'évêque ne voulut pas admettre cependant, préférant procéder à un autre choix. Enfin, de vrais amis des Contheysans agirent si efficacement auprès d'eux, qu'ils se décidèrent à renoncer à leur élu pour accepter et laisser installer solennellement celui que le Vénéré Chef du Diocèse leur avait destiné. Le docte curé n'avait accepté ce poste que pour ne pas désempêcher son évêque.

¹ En mai suivant, les bataillons français envahirent le pays et firent couler beaucoup de sang.

châtelain Tabin et capitaine Briguet, de Lens, de déclarer, au nom de nos souverains seigneurs supérieurs, à tout le Bas-Vallais en général et aux personnes individuellement que, par des sentiments d'humanité et pour la considération de la paix, du repos public et de l'harmonie, Nous renonçons pleinement à tous les droits souverains et reconnaissons, pour le présent et l'avenir, tout le Bas-Vallais pour un peuple libre.

Manifestons, de plus, que nous désirons sincèrement de vivre avec eux, désormais, dans une amitié réelle, fidèle et dans un amour fraternel très sincère, espérant d'apprendre réciproquement, de leur part, les mêmes intentions.

Pour la foi de quoi Nous avons délivré les présentes signées de main propre. Sion le 1 février 1798.

(Signés) SIGRISTEN, président.

Jos. JULIER, trésorier.

Nicolas ROTEN, major.

Augustin STEFFEN, juge de dizain.

Lucas DESCHALLEN, ancien châtelain.

Matth. ITIG, lieutenant.

DE PREUX, banneret.

AMBUEL, grand châtelain.

PERRIG, juge de dizain¹.

Cet acte n'émanant pas directement des sept dizains, le comité général demanda au grand-bailli qu'il fût officiellement ratifié par un acte conforme délivré par la diète. En conséquence, celle-ci se réunit, confirma la déclaration de ses délégués par l'acte du 15 février qu'elle expédia le 22, en y apposant le grand sceau de l'Etat. Le voici intégralement, sauf la nomenclature des noms des députés des sept dizains.

Nous, Jacques Valentin Sigristen, grand-bailli de la République souveraine du Haut-Vallais et les députés de tous les sept louables dizains..... spécialement délégués à l'effet des présentes: Rendons notoire qu'en conséquence de la demande qui nous a été faite par écrit, sous le sixième courant, par messieurs le banneret Duc, Président, et l'avocat Joris, secrétaire provisoire de la part et au nom du comité général national de Saint-Maurice, et en considération de la même demande réitérée par le même comité et énoncée dans sa réponse du 20 courant, à l'effet d'obtenir des sept louables dizains l'acte solennel contenant la corroboration des louables conseils et communautés des sept dizains et en leur nom de la liberté et indépendance de l'Etat du Bas-Valais et de tout son peuple: Nous, le susdit grand-Bailli et députés des sept dizains, en vertu de nos pleins pouvoirs dont nous sommes nantis à cette fin par les conseils et communautés respectives du Haut-Vallais nos commettants, DÉCLARONS et MANIFESTONS par les présentes et à tous et à un chacun que, de l'autorité prédite, Nous CORROBORONS, RATIFIONS et CONFIRMONS l'acte émané sous le premier de ce mois, signé par les membres de la haute commission, siégeant à Sion, énonçant la renonciation aux droits de la souveraineté que le Haut-Vallais possédait sur le Bas-Vallais et la reconnaissance de tous les individus du Bas-Vallais pour un peuple libre, ainsi que le désir sincère et constant des sept dizains d'entretenir avec l'Etat du Bas-Vallais l'amitié la plus fraternelle et la plus solide, et la plus parfaite loyauté; Lequel acte a été délivré par nos députés au comité général de St-Maurice, le 4 courant.

Fait à Sion en diète générale extraordinaire, le quinzième courant, et jours suivants, expédié et délivré le vingt-deuxième février 1798, sous le grand sceau de la République du Haut-Vallais.

Pour foi de quoi

Le grand bailli et conseil
susnommé de la république du Haut-Vallais².

¹ Archives de Valère.

² Corrupt.

Le retard apporté à la ratification de cet acte par les sept dizains, réunis en diète à Sion, avait donné lieu à bien des rumeurs populaires; on disait que le Haut-Valais prenait les armes et que les Bernois entraient en Valais par Conthey, la Gemmi, etc., pour prendre à dos les Bas-Valaisans. Ce retard n'avait eu pour cause que des malentendus, écrivait le grand-bailli au comité général. Mais, en réalité, voici ce qui s'était passé. Durant leur court séjour à Saint-Maurice, les hauts délégués, soit commissaires de l'Etat, avaient promis que le Bas-Valais recevrait sous peu de jours l'acte officiel de la reconnaissance de son indépendance proclamée le 4 février. Comme rien n'arrivait, la froideur se mit entre les parties. Le Haut-Valais se prit à vouloir que les députés du Bas vinssent à Sion pour effectuer solennellement l'acte de réunion. Ceux-ci, retenus par Mangourit, dont l'habileté et l'audace leur avaient assuré l'indépendance, étaient dans l'impossibilité d'accepter cette invitation sans s'exposer à perdre la protection du résident. Cette crainte les empêchait même de manifester leurs vrais sentiments et leur rendait d'autant plus sensible l'inexécution de la promesse faite par les commissaires. On commença à soupçonner que les sept dizains se repentaient d'une concession octroyée par la crainte d'une révolution. Un peuple récemment né à la liberté soupçonne facilement qu'on travaille à la lui ravir. Les Bas-Valaisans s'adressèrent donc à Mangourit pour savoir si, en cas de besoin, le Directoire français couvrirait leur indépendance de son égide. Ils en reçurent cette réponse (20 février) :

Vous me demandez au nom du peuple du Bas-Vallais que je vous fasse connaître quelles seront les intentions positives du Directoire exécutif à son égard dans le cas où un danger réel vous forcerait à réclamer sa protection.

Je dois vous assurer que le Directoire exécutif de la grande nation auquel j'expédie votre demande, saura détourner de votre contrée..... les dangers qui lui seront suscités imprudemment pour arrêter la jouissance de votre indépendance que je suis loin de pouvoir croire menacée; mais, si elle l'était, je prendrais des moyens tels que vous la conserveriez intacte, ainsi que les opinions religieuses auxquelles vous êtes attachés.

J'envoie à M. le Grand-Bailli, aux Résidents de la République en Suisse et à Genève, et au général Brune, commandant en chef de l'armée française dans le voisinage, copie de votre office et de ma réponse à laquelle vous pourrez donner la plus haute publicité.

Salut et fraternité

(Signé) MANGOURIT.

Le représentant français ne demandait pas mieux que de voir le Bas-Valais séparé du Haut; c'eût été affaiblir celui-ci et faciliter la réalisation de projets déjà formés, mais qui, heureusement, ne furent point réalisés.

Le lendemain du jour où l'indépendance avait été solennellement annoncée, à l'hôtel de ville de Saint-Maurice, les représentants des communes chargèrent le comité général qu'elles avaient nommé de rédiger la proclamation suivante, destinée à instruire leurs commettants de ce qu'ils venaient d'obtenir, de la marche qu'on allait suivre, et à les engager par de sages conseils à se montrer dignes de la cause qu'ils avaient gagnée, en se préservant soigneusement de tout excès.

Citoyens,

Appelés par l'exemple des peuples de quelques cantons suisses et de notre voisinage à vous affranchir de la dépendance sous laquelle vous viviez depuis plusieurs siècles, vos premiers pas vers la liberté n'ont pas eu le caractère d'une insurrection, toujours fâcheuse, même quand elle est nécessaire. Par un concours heureux, votre ci-devant souverain prévenait vos vœux et vos efforts en vous offrant l'indépendance. La mission de vos représentants est ainsi devenue une mission de triomphe et de paix, et votre attente a été remplie sans qu'ils aient eu à faire aucune démarche pénible. Réunis en assemblée générale du Bas-Vallais, ils ont proclamé cette liberté, et le lendemain les hauts députés du louable Etat du Vallais ont apporté gracieusement au milieu d'elle l'acte par lequel la haute session des sept dizains renonce formellement à tout droit de souveraineté sur notre pays et nous reconnaît pour un peuple libre et indépendant.

Rendons grâce à la divine Providence qui a veillé sur nous; rendons grâce aux Magnifiques Seigneurs de l'Etat du Haut-Vallais qui, en faisant un aussi grand sacrifice, ont jeté les fondements de l'union des deux peuples qui semble ordonnée par la nature même; rendons grâce aux députés qu'ils avaient choisis, et dont les personnes, depuis longtemps chères à notre pays, nous étaient garantes du sentiment qui avait dicté leurs pouvoirs; rendons grâce surtout au génie tutélaire, le Résident de France, qui, sans faire agir l'influence de la nation puissante qu'il représente, a contenu nos premiers élans vers la liberté et nous a préservés, par la sagesse de ses conseils, de la division dans les esprits.

Mais cette liberté que vous avez acquise si paisiblement, sachez, citoyens, la conserver de la même manière. Cette liberté, que nous avons proclamée pour vous n'est pas l'affranchissement de la subordination aux lois et aux autorités constituées. Si vous êtes libres, c'est parce que vous ne recevrez plus vos lois d'un souverain étranger, mais vous ne les recevrez que de vous-mêmes par la voie des représentants que vous aurez choisis et nommés pour les rédiger; parce que vous aurez nommé vous-mêmes les juges chargés de les faire exécuter; et, enfin, parce que vos représentants et vos juges seront eux-mêmes soumis à ces lois. Ainsi, personne n'est libre de ne pas obéir à ces lois. C'est pour l'intérêt de tous qu'elles ont été établies et qu'elles s'exécutent. C'est donc de cette obéissance de tous que dépend la sûreté des personnes et des propriétés de chacun de vous. Dans ce moment, surtout, où votre comité est chargé, par les vœux que vous avez fait connaître à vos représentants, de travailler aux conditions préliminaires de votre réunion au peuple du Haut-Vallais, pour ne former qu'un seul peuple libre et indépendant, écartons tous les souvenirs de notre ancien état de sujétion; étouffons les passions et les inimitiés particulières; élevons-nous à la hauteur de notre nouvelle dignité. C'est pourquoi, en attendant la convocation d'une diète générale du pays du Vallais pour fixer notre constitution future, vos représentants ont pourvu à l'administration de la justice civile et criminelle et de la police civile et militaire.

Ainsi, les représentants de toutes les communes du Bas-Vallais, réunis pour la première fois à St-Maurice, se sont constitués en assemblée générale nationale du Bas-Vallais. Leur but unique, en faisant cette déclaration, est de se confédérer à l'effet d'éviter l'anarchie et ses maux, de joindre toutes leurs forces et de les employer, ainsi réunies, à comprimer les méchants et les malveillants, à faire respecter la religion de nos pères, les autorités constituées, toutes les propriétés tant particulières que communales et nationales à quelle personne qu'elles appartiennent. Ils établissent un comité général provisoire qui siègera sans interruption à Saint-Maurice, dont les pouvoirs sont avoués tels qu'ils sont spécifiés en l'acte de son érection et qui dureront jusqu'à l'introduction d'une nouvelle administration.

Les députés nommés aujourd'hui par l'assemblée générale pour composer ledit comité pourront être chargés en totalité ou en partie seulement par le peuple des communes de chaque bannière¹. En attendant ce changement, les députés nommés aujourd'hui seront tenus de siéger pour que l'administration publique ne soit pas interrompue.

Les suffrages pour la confirmation ou le changement ci-dessus s'évalueront à raison des supports que chaque commune a faits jusqu'ici dans sa bannière; confirmation ou change-

¹ Il y avait les trois bannières de Monthey, St-Maurice et Entremont.

ment qui se fera dimanche prochain dans chaque commune et sera envoyé incontinent au Comité provisoire, pour recueillir la pluralité des suffrages sur les députés confirmés ou changés. Les communes de chaque bannière sont aussi invitées à délibérer le même jour sur les appointements qu'il est convenable de donner chaque jour aux députés, appointements qui seront payés par chaque commune à proportion des supports militaires. Chaque commune est invitée à nantrir de pouvoirs suffisants les députés qu'elle nommera afin que l'administration ne soit pas obligée d'interrompre ses opérations.

Vos représentants déclarent encore que l'on continuera à se servir provisoirement des statuts, lois civiles et franchises respectives, règlements de communes ainsi que de police usités du passé, jusqu'à ce qu'on ait pourvu à d'autres lois et ordonnances. Ils admettent enfin pour base d'un nouveau régime provisoire la nécessité de se conformer au sentiment de la pluralité, et, de même celle de faire décider les questions survenant de bannière à bannière et de commune à commune par des arbitres à nommer dans les deux bannières voisines non intéressées ou aussi dans les deux communes les plus voisines.

La patrie attend de ses enfants, dans les circonstances où elle se trouve, qu'ils emploient volontiers tous les moyens qui sont en eux, pour se secourir mutuellement, travailler à son bonheur et prouver qu'ils étaient dignes de devenir peuple libre. Elle invite donc tous les citoyens à l'union et à la concorde, s'ils veulent goûter les bienfaits de cette régénération.

L'assemblée déclare solennellement qu'elle regarde comme indignes du nom de citoyens et incapables d'être admis à l'union fraternelle quiconque porterait atteinte à la religion, aux autorités constituées et aux propriétés; et elle invite tous les citoyens à employer leurs forces respectives pour punir les délinquants. Elle déclare que chaque individu doit payer ce qu'il doit à autrui, et que ceux qui feraient quelque refus seront poursuivis et condamnés comme du passé. Elle invite chacun à observer les douces et affectueuses réciprocités de la décence et de l'honnêteté; à s'abstenir ainsi de tout propos d'aigreur et d'injures et de caractériser de prétendus partis sous les noms d'aristocrates, démocrates et autres relatifs, et généralement à se modérer dans les différentes circonstances et innocents oublis de formalités auxquelles chacun n'est pas habitué. Elle déclare enfin vouloir et devoir partager les frais du régime provisoire et autres qui seront faits du consentement des communes, selon l'équité (la répartition) actuelle dans le Bas-Vallais jusqu'à autre établissement. Et comme il est presque impossible que la loi soit assez profondément gravée dans les cœurs pour qu'on ne voie, à grand regret, de temps à autre, des contrevenants aux présentes, chacune des communautés bien représentées a promis de fournir son contingent de secours selon l'équité actuelle contre les infracteurs, afin de comprimer efficacement tous ceux qui s'aviseraient de manquer à Dieu, aux hommes, à la patrie, à eux-mêmes.

Donné en assemblée générale des communes tenue à Saint-Maurice, le 5 février 1798, pour être publié le dimanche suivant, 11 février. (*Signé*) DE RIVAZ, président provisoire¹.

Dans cette proclamation, le Comité provisoire, composé d'hommes influents et dignes de la confiance publique, avait cru devoir avertir que, en conquérant justement son indépendance, le Bas-Valais n'entendait favoriser ni la licence, ni la révolution prise dans son mauvais sens. Quelques exaltés avaient, en effet, voulu profiter de l'agitation, compagne ordinaire d'un grand changement politique, pour satisfaire leurs diverses passions; les uns parlaient du pillage de quelques riches maisons; les autres, de vengeance particulière; un petit noyau de sans-culottes aurait volontiers envoyé les prêtres et les aristocrates à la lanterne ou à la guillotine. Mais tout fut promptement apaisé par la fermeté énergique du Comité, secondé lui-même par l'attitude calme et digne des populations.

¹ Archives d'Orsières et arch. de l'Etat.

Le jour même de la proclamation de l'indépendance, après la séance, les commissaires du gouvernement se rendirent chez le citoyen Mangourit pour lui représenter, entre autres choses, les suites fâcheuses de la plantation des arbres de liberté dans les communes du Haut-Valais, selon qu'il l'avait demandé. Leurs observations furent reçues poliment et le résident leur déclara qu'il suffisait de planter, de chaque côté du pont de la Morge, un jeune arbre avec ses racines, portant une inscription destinée à rappeler l'union et la confraternité des deux peuples; puis il dessina devant eux les nouvelles armes du pays. A la demande de daigner leur donner par écrit l'assurance que la religion catholique serait conservée et protégée dans tout le canton, il répondit que leurs opinions religieuses seraient sauvegardées; « cependant, ajouta-t-il, afin que je puisse obtenir du Directoire la déclaration officielle de sa protection en faveur de votre religion, je désire que, auparavant, votre évêque fasse célébrer dans toutes les églises paroissiales de son diocèse un office divin solennel, à la fin duquel on chantera le *Te Deum*, en témoignage d'allégresse de l'événement important qui vient d'avoir lieu. » Le *Te Deum* ne fut chanté que dans le Bas-Valais.

Afin d'apprécier d'une manière équitable les événements qui se succèdent en ce moment dans le Bas-Valais, de comprendre les difficultés que rencontre le Comité provisoire et les perplexités dans lesquelles le jetait la situation, il faut nécessairement remarquer une chose sur laquelle les historiens du Valais n'ont jamais attiré l'attention du public et que nous croyons communément ignorée. C'est que par l'acte d'indépendance, le Bas-Valais n'était nullement déclaré émancipé pour être réuni à ses anciens seigneurs les sept dizains, ni rendu participant de la souveraineté cantonale: il était simplement déclaré libre et indépendant; il pouvait se constituer en Etat particulier, s'il lui plaisait. Or, ce n'était point une séparation qu'il avait recherchée. Il avait déclaré à ses représentants, comme ceux-ci l'expriment dans leur proclamation du 6 février, qu'ils entendaient former avec le Haut-Valais un seul peuple libre et indépendant. Cela était si vrai que, dans une lettre écrite au Comité, le grand-bailli avoue que telle aussi avait été la pensée des dizains en renonçant à leur souveraineté. Mais rien de cela n'était énoncé dans l'acte officiel; aucune de ses expressions n'induisait à le croire.

Voilà pourquoi, après la première déclaration faite à Martigny, puis à Sion et ensuite à Saint-Maurice par la Haute-Commission, un certain parti peu nombreux à la vérité, mais très actif, parce qu'il était composé de révolutionnaires et correspondait avec ses partisans qui avaient dû s'expatrier à cause de leurs opinions dangereuses ou de leurs délits politiques, se mit aussitôt en campagne. Favorisé sous main par Mangourit, qui prétendait tout républicaniser et se servait à cette fin du fameux Mathys, là où il ne convenait pas qu'il agît directement par lui-même, ce parti d'exaltés poussait vivement à l'incorporation au canton de Vaud, qui venait de se constituer en Etat, après

que les baïonnettes françaises l'eurent soustrait au joug bernois. Mais le Comité général et les municipalités nouvelles, composées généralement de braves gens, partageaient pleinement le sentiment des populations qui craignaient pour leur foi en s'alliant à un pays protestant. N'était-ce pas déjà ce motif qui, en 1536, voyant qu'elles ne pouvaient être défendues par leur prince et qu'elles allaient subir la domination bernoise, avait décidé les populations du mandement de Monthey à se mettre sous le régime haut-valaisan ? Les magistrats résistèrent avec fermeté aux agitateurs. Ceux-ci, voyant enfin les masses insensibles, ou plutôt opposées à leur projet, se découragèrent et, reconnaissant qu'ils ne pouvaient faire produire à l'arbre de la liberté les fruits qu'ils en avaient espérés, cessèrent de semer un désordre qui ne tournait qu'à leur confusion.

Les événements de février surtout avaient alarmé le digne et zélé chef du diocèse ; ils lui inspiraient les plus vives inquiétudes sur les sentiments et l'avenir religieux de ses diocésains occidentaux. Le Comité comprit qu'il était de son devoir et, en même temps, d'une politique très sage, de le rassurer. Voici les principaux passages de la lettre qu'il lui adressa le 23 février :

Monseigneur,... Nous venons vous attester le vœu unanime qui s'est prononcé plus fortement chaque jour de la part de tous les individus et de toutes les communes du Bas-Vallais de demeurer attachés inviolablement à notre sainte religion... et de mourir dans son sein ; et c'est avec une grande satisfaction personnelle que notre Comité vient rassurer votre sollicitude pastorale sur les atteintes que la religion pourrait éprouver au milieu de la révolution qui s'est opérée dans les esprits et les choses. Cette religion a été un des grands motifs qui ont rattaché les peuples du Bas-Vallais à ceux du Haut par les liens de la fraternité, au moment où se rompaient ceux de la sujétion ; et peut-être, n'ont-ils guère d'autre motif de convenance à cette réunion...

Puis, faisant allusion aux lenteurs de la diète à accepter les conditions de l'incorporation, pendant que les sectaires politiques profitaient de ce temps pour faire incorporer le Bas-Valais au canton de Vaud, le Comité le presse de le seconder dans son œuvre de réorganisation politique.

Il serait bien dangereux, lui dit-il, de donner au peuple le temps de se laisser entraîner dans des liaisons que nos voisins (les Vaudois), sollicitent vivement ; contre lesquelles le Comité lutte constamment et dont il aurait peut-être de la peine à se défendre sans l'obstacle des opinions religieuses.

Dans ces circonstances difficiles, Monseigneur, l'influence de votre caractère personnel peut être d'un grand poids. Veuillez bien être un esprit de paix et d'union entre les peuples membres de votre église, aplanir tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la conciliation des intérêts des deux peuples, écarter les préventions et répandre dans nos transactions l'esprit de confiance et de bonne foi qui seule peut les accélérer...

Cette lettre du comité arrivait à propos pour consoler le cœur affligé de l'évêque qui, dans sa réponse du 25, exprime en ces termes la joie qu'elle lui a causée :

Messieurs, je ne pouvais recevoir, dans la situation pénible et douloureuse de mon cœur, une plus touchante et plus sensible satisfaction, ni un plus pressant soulagement que m'en a donné la lettre que vous m'avez adressée qui respirait la plus religieuse et filiale piété

et la plus flatteuse confiance... D'après ce que j'ai fait jusqu'ici pour contribuer autant qu'il était en moi à la réunion des volontés, vous ne devez pas douter de la sincérité de mes sentiments, de mon dévouement et de mes continuels efforts pour seconder les généreuses dispositions des Magnifiques Seigneurs représentants du Haut-Vallais, afin de rapprocher et de resserrer le plus longtemps possible les intérêts des deux peuples pour n'en former plus qu'un réuni dans la foi, dans la liberté, la concorde et dans notre heureuse médiocrité, à l'imitation de plusieurs cantons catholiques et autres confédérés... J'espère d'autant plus cette réunion que les nombreuses alliances (de famille) contractées font circuler le même sang entre le Haut et le Bas-Vallais unis dans le même zèle pour notre sainte religion. Des intérêts si pressants doivent les unir contre toutes sollicitations contraires, bannir toute défiance et réunir les deux peuples comme deux mains fraternelles qui se serrent et se jurent amitié réciproque, défense mutuelle et alliance éternelle; le tout, dans l'union de la foi de notre sainte Eglise romaine et dans le sang du Sauveur...

Les troubles de 1791 et de l'année suivante avaient fait condamner quelques individus un peu arbitrairement et sans qu'on eût suivi à leur égard les formes légales — ce qui avait amené le tribunal helvétique à casser ces jugements quelques années après leur exécution; — d'autres accusés s'étaient enfuis, préférant être condamnés sans pouvoir se défendre et payer des amendes plutôt que de subir une détention dont ils ignoraient les suites. S'il y avait des coupables réels, il y avait encore plus d'égarés. Il fallait donc faire cesser les gémissements de plusieurs familles et satisfaire au désir général de voir accorder un pardon. En conséquence, le Comité fait publier dans toutes les communes :

1° Que les citoyens qui, pour fait d'opinion politique, ont été poursuivis, condamnés et bannis, sont déclarés absous et rappelés dans leur patrie; que, n'ayant été privés de leurs droits civiques que par surprise faite au droit de liberté, d'égalité, de sûreté et de propriété, ils ne les ont effectivement jamais perdus. 2° Il invite les sus-mentionnés à l'oubli du passé. 3° Cependant, il n'entend aucunement rappeler dans le sein de leur patrie ceux qui l'ont outragée par délits et qui ont été condamnés suivant les formes légales à une peine quelconque. 4° Le Comité saisit cette occasion pour frapper de réprobation l'injuste préjugé que tous les bons gouvernements se sont empressés de condamner : il déclare que les peines afflictives et infamantes, quoique prononcées légalement contre les individus coupables de crimes ou délits, n'infament ni ne notent en aucune manière leurs familles.

Il était temps de stigmatiser ce préjugé très répandu dans le pays et que l'on retrouve encore dans quelques localités arriérées. Devant Dieu, les fautes sont personnelles, et si l'auteur de toute justice déclare aux Juifs qu'il poursuivra la faute des pères jusqu'à la troisième et quatrième génération, c'est qu'il reprend un peuple charnel, grossier et à tête dure, sur lequel la crainte des châtimens temporels pouvait seule faire impression. Sous la loi de lumière et de grâce, il parle tout autrement.

En même temps qu'il annonce aux communes la ratification par la diète de l'acte d'indépendance, le Comité déclare qu'il a inséré dans la Constitution qu'il prépare par ordre du résident, l'abolition des charges et redevances perpétuelles irrachetables. Mais avant de statuer sur le taux du rachat des fiefs, il

veut en considérer la nature, le mode et les moyens de rachat qui étaient presque aussi différents que la nature des fiefs et redevances. En attendant le résultat de cette conversion, il décrète : 1° l'extinction sans indemnité de la taillabilité et de la servitude personnelle, afin de rendre l'homme à sa dignité ; 2° le rachat des cens, échutes, commissions et de toute taillabilité réelle. A cet effet, il met à profit les instructions qu'il avait sollicitées des communes et il s'étudie plus particulièrement à faciliter le rachat en faisant concorder la modicité des taux avec celle des fortunes respectives, et avec les principes de la justice et de la religion.

Le travail de réunion des deux peuples était la grande préoccupation du Comité général. Sur l'ordre pressant de Mangourit, il élaborait aussi une Constitution. Le 26 février, le grand-bailli, très satisfait de la réponse du Comité qui marquait son désir d'opérer l'union la plus parfaite entre les deux peuples, et des sentiments religieux dont elle était empreinte, lui écrivait :

C'est avec un vrai plaisir que j'ai reçu et mis sous les yeux de mes souverains Seigneurs du Conseil permanent la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 24 courant. Toute la session a partagé avec moi l'émotion cordiale que nous inspire le désir réciproque de la réunion prochaine du Haut et du Bas-Vallais, fondée sur des bases également avantageuses. Les membres de notre Conseil qui se retirent pour recourir à de nouvelles instructions auprès de leurs communautés respectives, se retrouveront tous réunis ici demain soir ; et je puis vous assurer d'avance que toute l'assemblée attendra avec empressement et cordialité l'arrivée de votre députation, ne doutant pas qu'elle apportera les mêmes dispositions sincères et fraternelles dont nous sommes animés et dont la réception amicale de vos députés sera la preuve convaincante.

Ces expressions amicales, les intelligences secrètes que les deux peuples entretenaient ensemble et le peu d'inclination que le Bas-Valais éprouvait pour une Constitution qui se ressentait nécessairement de l'esprit du jour, firent comprendre au résident qu'on se souciait moins d'une Constitution helvétique fabriquée par Ochs et de celle qu'il avait lui-même essayé d'ébaucher pour le Valais. Il avait donné vingt-quatre heures au Comité pour lui présenter le travail qu'il préparait, et il lui ordonnait, par la même lettre, que le décret sur l'organisation militaire fût terminé pour le soir du même jour et mis immédiatement en pratique. Il enjoignit aussi d'envoyer aussitôt dans l'Entremont les citoyens Melchior de Quartéry, Mathys et Dupré pour s'y informer des bruits répandus, ramener les esprits et engager les communes à faire connaître les adversaires du nouvel ordre de choses et à les livrer à la justice. Les citoyens Jacques de Quartéry et du Fay durent immédiatement se rendre dans les communes du dizain de Monthey pour leur représenter les avantages de la révolution qui s'opérait. Mangourit menaça de partir si on ne lui obéissait promptement et il lui échappa de dire : « Je n'ai qu'à frapper du pied pour faire sortir autant de baïonnettes qu'il en faut pour soumettre tout le Valais ».

La crainte d'une guerre et les conséquences prévues de toutes ces nou-



LE GROS BELLET (Pierre-Maurice Bellet)

(Voir pages 416 à 418, 425, 430.)

veautés faisaient gémir tout le monde; mais Mangourit, agent de la France révolutionnaire, avait, par son audace et ses œuvres, pris un tel ascendant en Valais, qu'il n'était plus possible de lui résister sans faire arriver les bataillons de la grande République.

Il ne faut point s'étonner si le Bas-Valais, satisfait de son émancipation politique, unique but de ses désirs, ne cherchait qu'à continuer à vivre dans la mesure d'une sage liberté avec le gouvernement auquel il avait obéi jusqu'à ce jour, et s'il abhorrait toute nouvelle Constitution calquée sur celle de la France. Il avait vu de ses yeux les preuves les plus irréfragables que par sa nouvelle Constitution, qui portait en tête le mot de « liberté », la France régénérée par cette prétendue liberté n'avait renversé le trône de ses rois que pour devenir l'esclave du jacobinisme sanglant, et qu'elle ne présentait que les horreurs d'une tyrannie inouïe. Pas moins que les divers régimes qui l'avait précédé depuis 1793, le Directoire n'exerçait ses rigueurs et sa haine implacable contre les gens de bien; s'il était moins sanguinaire, il ne persécutait que plus méchamment. Lui et ses adhérents révolutionnaires proscrivaient l'aristocratie, et cependant point d'aristocratie plus insupportable que la leur. Ils criaient à l'oligarchie qu'ils maudissaient, mais, pas d'oligarchie plus prononcée, plus fière et plus avide de pouvoir et de richesses que la leur. Ils disposaient des charges à plaisir en faveur des leurs; tous ceux qui, de près ou de loin, n'étaient point apparentés à la secte dominante ou qui n'avaient rien qui les rapprochât de cette synagogue, étaient impitoyablement exclus de tout emploi. Ceux mêmes qui occupaient de hautes fonctions étaient forcés d'avouer qu'il n'existait pas d'aristocratie plus grande que la leur. Ce sont les réflexions que faisait le peuple valaisan, peuple simple, mais habitué à réfléchir sur les faits; ce sont celles que les Suisses, jouissant depuis tant de siècles de la liberté sans en abuser, faisaient avec d'autant plus de connaissance. Ceux-ci ne reçurent donc la Constitution d'Ochs que dans l'espoir de voir le beau temps succéder bientôt à la tempête. Ce fut aussi ce qui obligea les Valaisans à subir les volontés et la direction de Mangourit.

En février, le bruit courut dans le canton de Vaud que le régiment Stettler, au service de Sa Majesté sarde, allait arriver au secours des Bernois. Les Vaudois furent alarmés. Mangourit les rassura en leur disant que les Valaisans gardaient les passages: ce qui était faux, puisqu'il n'y avait pas un seul homme sur pied. Cela n'empêcha pas les Vaudois de témoigner aux Bas-Valaisans toute leur reconnaissance. Ils ne tardèrent guère cependant à voir quelques compagnies de volontaires valaisans se rendre à Aigle (4 mars) pour y être incorporées aux deux colonnes vaudoises qui, sous les ordres de Forneret et Clavel, allaient pénétrer dans les Ormonts. Dans son invitation pressante, datée de la veille et parvenue à Saint-Maurice, au résident, à sept heures du soir, Chastel nous apprend qu'on avait offert quatre cents Valaisans pour voler au secours des Vaudois, dont l'indépendance était menacée par les

Bernois et leurs anciens sujets des Ormonts, qui préféraient le joug de Berne même aux lauriers français. « Le moment est arrivé, écrivait Chastel, d'utiliser « le zèle des quatre cents volontaire qui ont offert leurs services pour com-
« battre les satellites de l'oligarchie bernoise. Il ne faut pas que ces braves
« citoyens puissent nous reprocher un jour de ne les avoir pas crus dignes de
« la liberté. Admettons-les à l'honneur de partager notre gloire en les asso-
« ciant à nos travaux, etc. »

La division régnait parmi le peuple vaudois dont une partie tenait encore pour ses anciens maîtres, et beaucoup désertaient la cause nouvelle pour se donner au Bernois, auxquels les Ormonts restaient fermement attachés. Déjà le 27 janvier, ces robustes montagnards avaient à leur insu jeté la panique dans Vevey, où le bruit se répandit qu'ils allaient s'emparer du château de Chillon qui renfermait de l'artillerie. L'effroi fut à son comble; tout fut sur pied pendant la nuit; les canons furent promptement sortis du château et l'on se mit en état de défense. Les Veveysans en furent quittes pour la peur: le bruit était faux. Cependant malgré l'assurance qu'on leur donnait que les Bernois ne commenceraient les hostilités qu'après avoir été attaqués par les Français, les Vaudois partisans de la France étaient inquiets, et lorsque le général Brune entra en Suisse, Chastel, commandant français à Vevey, devait attaquer les Ormonts. Ce fut alors que pour s'assurer de la supériorité numérique, il manda à Mangourit de lui envoyer les volontaires valaisans. Mais comme le terme était trop court, une partie seulement de ceux-ci purent arriver à temps; les autres ne les rejoignirent qu'après la victoire prompte mais sanglante pour les uns et les autres, remportée sur les Ormonains. Debons commandait ces volontaires¹ qui, à leur retour, furent retenus près d'un mois à Bex pour y être exercés à la tactique française.

Des scènes plus sanglantes de la part des troupes françaises devaient se passer en Valais deux ou trois mois après. C'est là qu'elles allaient trouver de dignes émules des petits cantons défendant leur antique liberté contre d'oppresses républicains d'hier. Les Français étaient étrangement surpris de la résistance vigoureuse qu'ils rencontraient en Suisse et de la répugnance avec laquelle on se soumettait à la constitution qu'ils imposaient. Le 18 mars, une de leurs feuilles publiques s'écriait: « Par quelle fatalité, dans la lutte des
« Puissances de l'Europe contre la République Française, nos plus cruels
« adversaires se sont-ils trouvés dans le pays qui nous avait devancé depuis
« plusieurs siècles dans la carrière de la liberté? Les rochers de la Suisse
« avaient été consacrés par l'égalité républicaine; nous aimions à célébrer les
« monuments de la valeur helvétique; et cependant, c'est dans la patrie de
« Guillaume-Tell que les plus odieuses trames furent ourdies contre notre
« régénération²; c'est du sommet de ces montagnes qui semblaient le dernier

¹ Protocole de la séance du 4 mars du Comité général à St-Maurice.

² Les libres Helvétiens, les vrais descendants de Guillaume Tell ne pouvaient aimer, ni apprécier la régénération par la guillotine et les baïonnettes. Ce n'était pas là la liberté pour la défense de laquelle ils avaient versé leur sang sur maints champs de bataille.

« asile des hommes libres, que l'oligarchie déchainait contre nous ses plus « fanatiques émissaires. »

Les correspondances, les pourparlers et les explications intimes qui avaient lieu entre les magistrats du Haut et du Bas-Valais, les bons offices de l'évêque et *ses efforts continuels pour seconder les généreuses dispositions et rapprocher et resserrer le plus promptement possible les intérêts des deux peuples pour n'en former qu'un seul*¹, eurent enfin le résultat désiré. Bien que les Haut-Valaisans eussent reçu avec défiance d'abord la proposition que Mangourit leur fit par le Comité général, de venir tenir une session générale à Saint-Maurice, les députés des sept dizains « pour cette fois seulement et sans autre conséquence » se rendirent à Saint-Maurice, où le Comité général représentant des communes du Bas-Valais se réunit à eux. Le 16 mars tous ensemble se constituèrent en *Assemblée représentative provisoire*. Mangourit, au comble de la joie d'avoir abouti dans son œuvre, s'empressa, en rentrant chez lui, d'écrire au général Brune la lettre suivante qui révèle en lui le héros de roman et la fatuité d'esprit :

Je ne retarderai pas au premier courrier la satisfaction que vous aurez d'apprendre que ce matin les députés du Haut et du Bas-Vallais étaient constitués en Assemblée représentative provisoire; que le grand-bailli, le vice-secrétaire d'Etat et un membre nommé par l'Assemblée sont également directeurs provisoires; que le citoyen de Riedmatten, un des meilleurs esprits, auxquels je dois la soumission prompte du Haut-Vallais, est président de l'assemblée et que j'ai été prévenu que cette assemblée avait constitué une députation de douze membres chargés de m'inviter d'entrer; que j'ai prononcé un discours qui a été rapporté très spirituellement; que l'évêque de Sion m'a écrit et se met, lui et son clergé, sous le bouclier de la loyauté française; que demain l'on s'occupera des assemblées primaires; que ce soir il y a bal, que j'ouvre du pied gauche, parce que c'est la première position des héros de l'Helvétie, et que tout ici est embaumé de joie et d'allégresse. Salut et fraternité.

MANGOURIT.

L'ouverture de la session eut lieu à dix heures et demie, à la salle de l'hôtel de ville. Tiré au sort, le rang des dizains fut ainsi fixé : Saint-Maurice, Viège, Conches, Rarogne, Entremont, Brigue, Sion, Monthey, Sierre et Loèche. Le grand-bailli Sigristen, le vice-secrétaire d'Etat de Chastonay et Charles-Emmanuel de Rivaz furent élus directeurs provisoires; ils représentaient le pouvoir exécutif. L'assemblée représentative provisoire décréta plusieurs choses, entr'autres :

1° La suspension jusqu'à une nouvelle législature du partage des bourses et biens communaux.

2° Le projet de constitution préparé par le Comité sera imprimé dans les deux langues et présenté à l'approbation des communes.

3° Les communes sont rendues responsables des excès commis chez elles, à moins qu'elles ne remettent les coupables entre les mains de la justice.

Comme l'on ignorait si le Valais resterait république indépendante ou

¹ Lettre de l'évêque.

s'il serait incorporé à la Suisse, selon que le Directoire français semblait vouloir lui en concéder l'alternative, ou bien encore s'il deviendrait partie intégrante d'une agglomération de divers territoires portant le nom de *République rhodanique*, telle qu'elle était rêvée par le pouvoir français, et qui aurait été composée de Vaud, Valais, la Suisse italienne et une partie de Fribourg, l'Assemblée représentative crut devoir suspendre le partage des bourses et biens communaux, parce que dans sa précipitation à légiférer ou plutôt à bouleverser, Mangourit avait préparé un projet de constitution par lequel les créances et biens des bourgeoisies entraient dans le domaine de l'Etat, qui se chargeait des dettes et des dépenses. Ses émissaires et ses adhérents, au nombre desquels se trouvaient les prodigues, les dissipateurs et les ruinés, prônaient ce niveau égalitaire qui préparait la ruine des bourgeoisies. D'ailleurs les émissaires français et leurs complices ne cachaient point que les bourgeoisies, par le fait subséquent de l'incorporation des habitants et de tous les étrangers domiciliés, étaient détruites. Cette prévision avait déterminé plusieurs communes à se partager leur rentes et propriétés. Elles avaient raison, car les communes endettées eussent été déchargées de leurs dettes, et celles qui étaient riches privées de leurs revenus. Avec ses biens communaux chaque localité satisfaisait sans difficulté ni imposition à ses dépenses ordinaires et même accidentelles; sans eux il fallait immédiatement établir des impôts. L'Etat, devenu propriétaire de ces biens, aurait eu des dépenses outre mesure, parce que les communes, comme l'expérience le démontre chaque jour, se seraient peu gênées d'enfler la note de leurs besoins et dépenses, dont elles sont sagement économes quand elles doivent y pourvoir elles-mêmes. L'Etat y perdait encore sous un autre rapport. Il possédait de nombreux fiefs, des dîmes, domaines et autres ressources qui lui permettaient de faire les dépenses usitées sans recourir à des impôts. Il augmentait même ses revenus en plaçant des valeurs à l'étranger sur des établissements solides. Par son économie et la simplicité de son rouage administratif, il avait peu à déboursier et les dépenses extraordinaires étaient rares. Le peuple était généralement vertueux; les prisons ordinairement vides, laissaient reposer les juges; la présence d'un prisonnier au chef-lieu du dizain était presque un événement. Enfermé dans ses montagnes, où il s'occupait du soin de ses troupeaux, le Valaisan, sans ambition, sobre et attaché avant tout au foyer domestique, avait relativement peu de communications avec l'étranger. Tout contribuait au bien de l'Etat, et le peuple, quoique fort arriéré en regard des autres nations environnantes, n'en connut longtemps ni les besoins ni les vices, compagnons ordinaires d'une civilisation avancée. Quoique depuis une période d'années, grâce aux services étrangers et à la propension d'une certaine classe à adopter les nouvelles idées, les mœurs et la simplicité se fussent un peu altérées, la masse de la population s'était conservée bonne et religieuse.

L'Assemblée provisoire agit sagement en interdisant la vente ou le par-

tage des biens bourgeoisiaux. Elle était mue par la perspective de voir un jour le canton incorporé à la Suisse, dont les communautés civiles conservaient leurs propriétés.

Elle décida, en outre, que pour éviter des dépenses superflues, il ne resterait à Saint-Maurice qu'un député par dizain pour continuer l'Assemblée provisoire et que les autres se retireraient. Elle décida aussi que jusqu'à la formation des districts, chaque dizain du Haut-Valais conserverait ses autorités constituées parce qu'elles avaient été élues par le peuple; que les dizains de Saint-Maurice et Entremont, dépourvus de tribunaux supérieurs, s'entendraient pour la création d'un tribunal d'appel en causes criminelles; sinon la prochaine Assemblée législative en nommerait un. En cas d'urgence, dans l'intervalle, les appels en criminalité seraient déférés à l'assemblée, qui y pourvoirait.

Avant que ses députés se rendissent à Saint-Maurice, Sion, obéissant aux inspirations de Mangourit, avait célébré dans ses murs la plantation de l'arbre de la liberté, le premier que l'on vit s'élever dans le Haut-Valais. Toutes les autorités avaient dû assister à cette cérémonie qui eut lieu au bruit du canon et au milieu des acclamations et des toasts¹. Le résident voulut que Saint-Maurice eût aussi sa fête patriotique à l'occasion de la première réunion des deux parties du pays. Afin de la rendre plus solennelle, il fit venir de Bex les quatre cents volontaires qui avaient pris part à la soumission des Ormonts. Les députés se réunirent sur la petite place de la ville; ils étaient entourés des volontaires de la liberté comme d'une couronne d'honneur; les toasts furent nombreux et l'on n'oublia point de célébrer les gloires de *la grande nation émancipatrice des peuples opprimés*; puis le cortège se forma et il y eut promenade dans la campagne au sud de la ville.

¹ Le citoyen de Riedmatten, seigneur de St-Gingolph, chef de la députation qui, à St Maurice, proclama l'indépendance du Bas-Vallais et auquel Mangourit disait devoir *la prompte soumission du Haut-Valais*, porta malicieusement son toast, « aux rats et souris qui allaient manger les titres de noblesse des familles sédunoises. » Les Français se chargèrent promptement, en effet, par les impositions exorbitantes et répétées de leurs généraux, de remplir les fonctions de ces animaux rongeurs.





CHAPITRE XXI

1798 JUSQU'EN JUIN



LA France avait fait espérer au Valais qu'il aurait le choix de se constituer indépendant ou de s'incorporer à la Suisse ; mais, dans la nuit du 21 au 22 mars, Mangourit écrivait de Vevey aux membres de l'Assemblée représentative :

En route pour m'aboucher à Berne avec le général Brune, j'ai reçu une lettre du Directoire exécutif de la République française, en date du 25 du mois dernier.

Le Directoire, ému dans sa délicatesse (!) de ce que la malveillance pourrait induire de la séparation de la République helvétique des bailliages italiens, du pays de Vaud, du Vallais et d'une partie de Fribourg, qu'il couve l'arrière-pensée de réunir tôt ou tard au territoire de la République ces pays ; craignant d'un autre côté qu'il ne résultât pour le pays de Vaud des tiraillements causés par la rétractation de l'assentiment général qu'il a donné au projet de constitution, le Directoire, dis-je, me charge d'annoncer aux habitants du pays de Vallais que son vœu et leur intérêt exigent qu'ils se confondent dans la République helvétique et que toute la Suisse ne fasse plus qu'une seule famille.

Je vous invite, en conséquence, citoyens représentants, à employer les moyens de persuasion que vous avez pour la prompte acceptation de la constitution helvétique en Vallais. Je poursuis mon chemin sur Berne à l'effet d'apprendre des instructions qui me mettent à même de suivre la direction immédiate pour faire le bonheur du Vallais et consommer celui de l'Helvétie.

Salut et fraternité.

Voyant que la France était revenue à son premier projet de ne former de la Suisse qu'une seule république, l'Assemblée représentative décida l'envoi d'une députation à Berne, près de Mangourit et Brune. Elle croyait obtenir

par leur médiation la faveur de l'alternative précédemment accordée. Son choix tomba sur les citoyens de Riedmatten, admirateur du résident, Augustini et Jacques de Quartéry. Partie le 24 mars, cette députation arriva à Berne le lendemain à une heure après-midi. Le même jour, à sept heures du soir, elle fut gracieusement accueillie par Mangourit, qui la présenta peu après au général Brune. De Riedmatten, chef de la députation, représenta brièvement au général l'objet de sa mission. Celui-ci répondit avec affabilité et fit l'éloge de la république valaisanne à laquelle, ajouta-t-il, il ne serait pas avantageux de rester isolée « parce qu'un rayon détaché de son foyer est trop faible ». Il fit observer que la modicité des ressources du pays ne lui permettrait pas de salarier suffisamment la multiplicité des employés qu'il fallait établir; tandis que par l'incorporation à la Suisse cette même modicité rendrait leur contribution plus légère, et que le traitement des députés à l'Assemblée nationale de la République helvétique serait à la charge de la caisse générale. Néanmoins, s'ils tenaient absolument à rester indépendants, ils pouvaient s'adresser directement au Directoire français et continuer à cette fin leur route sur Paris. La députation jugea la chose trop grave pour prendre ce dernier parti; les raisons alléguées par Brune, en particulier celle des frais, donnaient à réfléchir. D'accord avec le général, elle se décida à rentrer dans ses foyers pour exposer l'état des choses à ses commettants. Le 26 mars, elle revit le résident qui approuva sa détermination et en même temps lui fit connaître le contenu des dernières dépêches du Directoire, ajoutant qu'il attendait le citoyen Lecarlier, habile organisateur, qui venait de quitter Paris et devait lui apporter d'ultérieures instructions dont il ignorait la teneur. Brune, Mangourit et la députation convinrent que le peuple valaisan serait immédiatement appelé à se prononcer sur son incorporation au corps helvétique; qu'il fallait l'y engager vivement en lui représentant les avantages qu'il en retirerait. En attendant, pour plus de célérité, le Directoire valaisan pouvait correspondre avec Mangourit par le moyen des ordonnances (courriers) que le résident tenait à son service à Saint-Maurice, et auxquelles il manda de se mettre à la disposition de cette autorité.

Convoqué en assemblées communales et instruit par ses magistrats des raisons qui militaient en faveur de l'incorporation à la Suisse, le peuple se prononça dans ce sens (avril).

Le 25, le Directoire provisoire transféra son siège de Saint-Maurice à Sion, où le résident se rendit aussi et fut reçu avec tous les honneurs qu'il pouvait désirer. L'Assemblée représentative, qui n'était plus composée que de dix membres, soit un par dizain, s'y transporta pareillement.

Les dix dizains composant tout le Valais s'étaient prononcés formellement pour la réunion du pays à la République helvétique. D'après cette détermination, les assemblées primaires avaient été convoquées pour accepter la constitution helvétique et nommer (20 avril) leurs électeurs suivant les

formes prescrites. Les électeurs devaient se trouver à Sion le 26. Six dizains entiers obéirent : Saint-Maurice, Monthey, Entremont, Sion, Sierre et Viège. La moitié du dizain de Conches et Naters dans celui de Brigue, avaient aussi accepté la constitution helvétique et nommé leurs électeurs.

Le 26 avril le Directoire provisoire trouva à Sion les électeurs des cinq premiers dizains rassemblés. Il apprit en même temps que ceux de Viège et des parties acceptantes de Conches et de Brigue avaient été retenus par des individus du dizain de Rarogne, qui avaient fait garder les passages. Cette garde avait été sommée formellement mais en vain, par le dizain de Viège, de leur laisser le passage libre. Le 27 et le 28 avril, arrivèrent successivement presque tous les électeurs du dizain de Loèche. Le résident Mangourit écrivit au dizain de Rarogne nommément, pour lui faire sentir les suites fâcheuses de son aveuglement et de sa résistance. Le Directoire provisoire le somma de laisser passer son courrier et les électeurs des dizains fidèles. Enfin, les 30 avril et 1^{er} mai, on vit arriver les électeurs du dizain de Viège, ceux de la partie inférieure du dizain de Conches, plus des trois quarts de Brigue et un peu plus de la moitié de Rarogne. L'assemblée électorale représentait donc plus des huit-dixièmes du canton. Cette pluralité ne paraissait pas devoir laisser d'inquiétude sur la durée de l'opposition des parties récalcitrantes; on se flattait de la vaincre par la persuasion et d'éviter, comme on l'avait fait heureusement jusqu'à ce jour, d'ensanglanter une révolution qui n'avait coûté presque aucun effort pénible. On prit les mesures les plus propres à ramener les esprits égarés et, en attendant, l'assemblée électorale avait nommé ses douze députés au corps législatif, le juge suprême, la chambre administrative et même commencé la nomination du tribunal du canton.

Cependant le Directoire fut averti que la partie opposante de Conches s'armait et se portait à une rébellion ouverte, dans laquelle elle cherchait à entraîner les autres dizains. Les émissaires de cette opposition répandus partout réussirent à ramener à leur cause une partie du dizain de Brigue, à peu près tout celui de Rarogne et celui de Loèche presque en totalité. Les choses en étaient déjà au point que le résident ne s'était pas cru en sûreté à Sion et s'en était éloigné. Cependant, des nouvelles postérieures et la confiance que on l'avait dans la force des dizains restés fidèles l'avaient engagé à céder aux invitations qu'il avait reçues, et il y était revenu depuis Martigny où il était arrivé. On avait même réduit de moitié la force armée que l'on avait convoquée. Mais le 5 mai, au soir, des avis multipliés et certains annoncèrent que le soulèvement des dizains supérieurs devenait général, que la partie supérieure de Conches avait donné l'impulsion, entraîné la partie inférieure à l'exception de la commune d'Ernen, forcé le dizain de Viège à faire cause commune et s'était jointe aux dizains de Rarogne et de Loèche, et que déjà l'avant-garde était à Sierre. A la nouvelle de cette invasion, la force armée des dizains inférieurs n'étant pas rassemblée, Mangourit se retire à Saint-Maurice. Le

Directoire provisoire s'y rendit également, et l'assemblée électorale fut dissoute; mais, avant de se séparer, elle avait envoyé une députation de dix électeurs, un par dizain, pour tenter un dernier effort de raison et de persuasion sur cette troupe égarée. Ce fut en vain; plusieurs des électeurs des dizains supérieurs, celui de Viège entre autres, furent maltraités; ceux des dizains inférieurs furent fort bien traités et renvoyés chez eux, les autres furent retenus¹.

A son arrivée à Saint-Maurice, Mangourit requit la Chambre administrative et le préfet national du canton du Léman d'envoyer au Valais toutes les troupes qu'ils pourraient lui fournir. Cette réquisition fut réitérée par le Directoire helvétique sous la responsabilité du préfet du Léman. Le résident fit également des réquisitions aux généraux français pour envoyer une force imposante. Les Vaudois marchèrent avec empressement et furent secondés par toutes les autorités de leur canton; mais la difficulté de l'arrivage des troupes et des subsistances fut cause que, jusqu'au 11, on n'avait reçu que 700 hommes de Vaud, six pièces de canon et 750 Français. Durant cet intervalle, les insurgés avaient eu le temps d'entraîner le dizain de Sierre².

Comment l'insurrection avait-elle pris naissance? Le pays, on le sait, avait accepté à contre-cœur et seulement par nécessité la Constitution helvétique; le mécontentement était plus grand dans la partie purement allemande que dans le centre et le Bas-Valais. Conches surtout était irrité contre le nouvel ordre de choses. Six hommes de ce dizain, dit-on, délibérèrent entre eux sur la manière dont leurs concitoyens pourraient secouer le joug imposé. Leur projet trouva promptement des adhérents hors de leur vallée. Dès que les électeurs de Conches inférieur furent partis, on convint que, le 3 mai, les Conchards descendraient en armes jusqu'à Gliss où les autres dizains se rendraient aussi, mais sans armes, pour y décider si l'on recourrait à la force pour renverser ce régime qu'ils appelaient tyrannique. La réunion eut lieu et l'emploi des armes y fut décidé. Les Conchards étant prêts, à l'exception de la commune d'Ernen, qui refusa de participer au soulèvement, ils ne firent que continuer leur marche; les autres dizains se préparèrent en toute hâte et se mirent aussi en route. Le soir du 5 mai, l'avant-garde arrivait à Sierre. Dès que tous furent arrivés, ils durent s'occuper de chercher des chefs supérieurs, capables de diriger les opérations de cette petite armée, qui comptait tous les hommes des dizains orientaux qui avaient pu partir. A Sierre, les deux de Courten, Eugène et Joseph, furent sollicités de prendre le commandement de cette troupe indisciplinée. Vaincu par les instances qu'on lui faisait, Eugène n'ac-

¹ Précédemment, l'évêque avait envoyé cinq de ses chanoines dans les dizains de Loèche, Rarogne Viège, Brigue et Conches, pour représenter à ces populations les malheurs inévitables qu'attirerait une insensée insurrection dont on parlait déjà sourdement. La voix du premier pasteur et de ses délégués ne fut pas écoutée; on préféra se laisser tromper par des meneurs. Archiv. de l'évêché; tir. 207.

² Rapport du 11 mai de la chambre administrative au Directoire helvétique. Amtliche Sammlung der Acten aus der Zeit der Helvetischen Republik, 1798-1803; et Archiv. d'Orsières.

cepta qu'à la condition que Joseph aurait le commandement en chef¹. Celui-ci résista durant vingt-quatre heures à toutes les sollicitations des insurgés, qui ne cessèrent d'encombrer sa maison et qui fermaient l'oreille aux plus sages remontrances sur les funestes conséquences de cette folle entreprise. Mais ces représentations, auxquelles furent jointes des promesses d'argent, ne servirent qu'à les aigrir. L'un de ces hommes le saisit au collet, en proférant des propos atroces; les autres le menacèrent de toutes sortes d'outrages sur sa personne et de se venger sur sa maison s'il ne se rendait. Voyant ce parti-pris, de Courten dut suivre cette troupe de *fanatiques*² sans avoir connaissance ni de son nombre, ni de sa composition³. Les Anniviards n'ayant pas été des plus disposés ou des plus prompts à partir, leurs *mazots* sur Sierre furent forcés et dépouillés des jambons et autres viandes salées qu'ils contenaient.

L'émoi avait été grand à Sion lorsqu'on apprit que les insurgés étaient en marche contre la capitale. Le Directoire était parti sans donner aucun avis à la municipalité. Il n'y avait que trois heures qu'il avait nommé un commandant de place qu'il informa secrètement de ce qui se passait, mais sans lui donner aucune instruction. La capitale était donc abandonnée par le Gouvernement, sans qu'il y eût la moindre mesure prise pour sa sûreté, sans qu'elle eût même été avertie du danger. Le commandant de Bons avait à pourvoir inopinément à tout ce qui était nécessaire pour la défense; aussi s'était-il opiniâtrément défendu d'accepter cette fonction qu'il était certain de ne pouvoir remplir; mais il avait dû céder aux considérations les plus pressantes.

Sion était protégé par une enceinte de murailles crénelées et fortifiées de distance en distance par des tours qui, il est vrai, ne correspondaient pas entre elles; cependant, c'était suffisant pour arrêter quelque temps une troupe sans artillerie. La ville n'avait pour clôture, à l'orient, que des rochers qui n'étaient point un rempart contre des hommes habitués à gravir les montagnes les plus escarpées, néanmoins l'accès pouvait en être aisément défendu par des retranchements. Elle avait d'ailleurs quelques pièces de canon, quoiqu'elle n'eût pas de boulets de calibre. Il y avait pénurie de munitions et les artilleurs étaient peu exercés. Tous ces moyens eussent été bons contre un ennemi qui n'en avait point de semblables, et les défenseurs de la ville, en usant de leurs avantages, pouvaient, sinon vaincre l'ennemi, du moins lui tenir tête quelques jours et peut-être jusqu'à l'arrivée des troupes françaises. Mais, pour défendre un développement de remparts de quinze cents toises, pour garnir des retranchements et servir des batteries, il fallait des hommes, et la cité n'en avait pas assez, car toute la *bourgeoisie* ne pouvait former qu'un corps de quatre-vingt-

¹ Le rapport de Joseph de Courten le dit formellement, quoiqu'un écrivain ait accusé Boccard de s'être trompé en l'affirmant. Boccard ne s'est trompé que sur l'âge de Joseph qui, au lieu de 27 ans, en avait 57. Eugène en avait 27, selon la *généalogie de Courten*.

² Propre expression de Joseph de Courten.

³ Archives de Sion : Rapport du citoyen Joseph de Courten adressé le 4 Juin à la chambre administrative du Valais.

dix hommes, y compris les vieillards et les magistrats. Les *habitants* qui formaient la majeure partie de la population se divisaient en deux classes : ceux de nation étrangère et ceux des autres dizains. Ceux-ci, fort nombreux, et dévoués au parti de leur dizain, étaient autant d'ennemis que la ville renfermait dans son sein. Il n'y avait donc que les habitants étrangers au pays — encore fallait-il en excepter presque tous les Allemands — que l'on pouvait compter comme vrais partisans du nouvel ordre de choses et vrais défenseurs de la ville. Or, cette classe ne pouvait pas offrir cent hommes. Les forces réelles de la cité ne pouvaient donc être évaluées à plus de cent cinquante hommes. On fait battre la générale, mais presque sans résultat. On publie que quiconque ne se présentera pas pour la garde des remparts sera banni de la ville à perpétuité. Le petit nombre de gens bien intentionnés étaient déjà aux divers postes, mais cette dernière publication n'amène presque personne. Le 5 mai, la municipalité adresse aux communes du dizain, par l'organe du banneret et du capitaine général, une invitation aussi touchante que pressante pour les inviter à concourir à la défense de leur chef-lieu. Ces communes tiennent leurs contingents prêts et paraissent vouloir se réunir à la ville contre les Haut-Valaisans; mais, au moment où ceux-ci se montrent, elles se joignent à leur armée.

Deux à trois cents Bas-Valaisans arrivent successivement jusqu'au 6, à midi. Ils étaient en grande partie sans officiers et dans un désordre complet, parce que les ordres pour la levée de cette troupe avaient été contremandés et renouvelés coup sur coup dans l'espace de vingt-quatre heures. La levée avait été faite au sort, et il en était résulté une troupe si bizarrement composée, qu'il fut impossible d'y établir aucun ordre. Elle était formée principalement des contingents de Saint-Maurice, Martigny, Bagnes et Conthey. Ces deux derniers témoignèrent hautement de leur répugnance à se battre contre les Haut-Valaisans, et l'on vit, depuis, ceux de Bagnes fraterniser avec eux et leur livrer les passages de leurs montagnes, qu'un petit nombre pouvait aisément défendre contre une armée. Avec du temps, sans doute, on aurait pu réunir les esprits et leur faire comprendre l'intérêt qu'il y avait pour le pays en général de soutenir la ville et d'arrêter dans son origine une insurrection que le moindre obstacle pouvait décourager, et en détourner les funestes suites; mais le 6, au soir, l'ennemi était sur toutes les hauteurs qui dominant la ville. Il avait effectué sa jonction avec les communes du dizain; et, si le vin n'eût pas arrêté l'un des chefs de cette troupe des communes, la ville était attaquée le même soir. Le 7, au matin, elle fut entièrement cernée et toute communication avec le Bas-Valais fut interceptée.

Le même jour, à deux heures après-midi, se présentent dans la ville le commandement en second de l'armée des dizains : c'étaient Eugène de Courten et trois autres parlementaires. Ils proposent l'oubli du passé, la garantie de la liberté du Bas-Valais et de sa participation à la souveraineté et l'entrée pai-

sible de leurs troupes dans la capitale, où ils laisseront six cents hommes pour faire la garde avec les habitants. En cas de refus, ils menacent de faire incendier la ville par leurs affidés de l'intérieur. Ils parlent ouvertement de la défection des communes du dizain, de l'assurance qu'ils ont que, dans la cité même, la plupart de ceux à qui elle confierait sa défense étaient prêts à la livrer, et que tout jusqu'à ses canons leur était vendu. Enfin, ils annoncent que si elle osait risquer de soutenir un siège, aux 500 hommes qui étaient à ses portes se joindrait bientôt l'arrière-ban du Haut-Valais, qui était prêt à marcher. Ce ton était pour en imposer afin d'éviter une effusion de sang entre concitoyens. Sion comprit que toutes ces menaces ne pouvaient se réaliser et qu'elles renfermaient de l'exagération; mais, aussi, ce que l'on ne pouvait se dissimuler, c'est que l'eau pouvait être coupée sur le champ, la ville n'ayant pas eu le temps de s'approvisionner pour tenir jusqu'à l'arrivée des Français; puis, les intelligences des gens de la ville avec les assiégeants étaient certaines, et les chefs des compagnies bas-valaisannes ne pouvaient répondre des dispositions de leurs soldats. Dans une position aussi critique, il ne restait qu'à se rendre: ce fut l'avis du conseil de guerre et de la municipalité. Le commandant de Bons, bas-valaisan, combattit seul cette résolution qui répugnait à son courage; mais, vaincu par l'évidence des raisons, il se rendit, à la condition qu'on stipulerait pour lui et sa troupe la libre sortie de la ville avec les honneurs de la guerre. C'est ce qui eut lieu pour les soldats, mais sans capitulation.

Cependant, avant de se rendre, les magistrats voulurent tenter encore une fois d'engager les Haut-Valaisans à retourner sur leurs pas et à renoncer à une expédition qui devait entraîner la ruine du canton. La ville voulut surtout essayer de conserver sa neutralité et la liberté de ne point se joindre aux autres dizains. Elle leur en avait déjà écrit la veille; elle leur envoya de nouveau six négociateurs. Arrivés au quartier général, ces délégués parlèrent aux principaux chefs avec une grande énergie; ils énumérèrent toutes les erreurs par lesquelles on avait trompé cette foule armée. Ils représentèrent que Berne et Fribourg étaient vaincus, les petits cantons domptés et l'armée française partout victorieuse et prête à les écraser eux-mêmes. Ils peignirent des plus vives couleurs les maux qui allaient fondre sur la patrie et dont ils seraient responsables. Tout fut inutile. Les chefs, dont une partie n'avaient accepté le commandement que forcément, auraient voulu, au prix de leur sang, ramener cette multitude égarée; mais ils n'eurent aucune influence sur elle. Quelques obscurs séditeux étaient les oracles de ces paysans, dont ils dirigeaient les mouvements et qui traitaient de mensonge toutes les annonces de victoires des troupes françaises. Les parlementaires n'obtinrent pour toute réponse que l'alternative de recevoir les Haut-Valaisans en frères ou de voir enfoncer leurs portes. Aucune capitulation ne put être dressée; les insurgés étaient déjà aux portes et entrèrent en ville en même temps que les délégués.

L'armée insurgée ne fut pas plutôt entrée qu'elle força l'arsenal, dont on

ne lui remettait pas assez promptement les clés, et s'empara des canons et des munitions. Les Bas-Valaisans eurent la liberté de se retirer, mais leur commandant fut retenu prisonnier. La garde des portes et de tous les postes fut occupée par les Haut-Valaisans qui, en obligeant la ville à fournir son contingent de soldats, ne permirent pas à ceux-ci de partager la garde de l'intérieur. Perrig, de Brigue, fut nommé commandant de place. Il défendit à tous les habitants de Sion de sortir de la place sans sa permission écrite. L'arbre de liberté fut arraché et brûlé au milieu des éclats de joie de la troupe et d'un groupe d'hommes et de femmes. Le chef de la municipalité, saisi et outragé par les soldats, fut traîné devant le commandant de place pour être mis en prison et réservé à une vengeance exemplaire après leur retour des victoires qu'ils se promettaient. Le commandant le fit relâcher, mais de Bons fut obligé de s'enfuir pour être en sûreté. Il prévint ainsi de quelques heures sa consignation à toutes les portes¹.

Retardés par les contre-ordres, la plus grande partie des Bas-Valaisans appelés, le 4, par le Directoire, n'avaient pu arriver avant la reddition de la ville. C'étaient les 400 hommes que le Directoire avait demandé au dizain de Monthey, le reste appartenait aux dizains de Saint-Maurice et Entremont. En marche, au nombre de huit cents, quelques-uns d'entre eux furent pris par les insurgés, au pont de la Morge, dans la journée du 7 et aussitôt mis en liberté. Les officiers du Bas-Valais en firent autant à quelques Haut-Valaisans de l'avant-garde qu'ils avaient surpris au même lieu. Ceux qui venaient au secours de la capitale, voyant que la voie en était coupée, rebroussèrent chemin jusqu'à Riddes, après avoir laissé à la grande muraille d'Ardon un poste d'observation commandé par Hyacinthe de Nucé. Dès que ce détachement apprit de ses compatriotes qui venaient d'être licenciés à Sion, où ils avaient tenu garnison, que la capitale s'était rendue, ils rejoignirent leurs compagnons d'armes.

Le 8 mai, après avoir laissé 600 hommes pour la garde de la ville, l'armée insurgée se mit en marche pour Martigny où elle espérait arriver pendant la nuit. Mais, au pont de Riddes, les premières compagnies furent repoussées par les Bas-Valaisans, auxquels un corps de Vaudois était venu se joindre. Le pont était coupé, la nuit allait empêcher toute attaque sérieuse; d'ailleurs, il fallait attendre l'arrivée de la colonne qui descendait par la rive gauche du Rhône. On passa la nuit à Saint-Pierre-de-Clages. Le lendemain, arrive un homme à cheval qui jette l'alarme au milieu des insurgés en annonçant que 8000 hommes de cavalerie française venaient d'arriver à Riddes avec douze pièces d'artillerie. L'épouvante s'empara des insurgés qui reculèrent précipitamment jusqu'au pont de la Lizerne, où leur chef, qui connaissait la fausseté de la nouvelle, les rallia, tout en les engageant de nouveau à renoncer définiti-

¹ Archives de Sion : Mémoire des autorités de Sion adressé au Directoire exécutif helvétique.

vement à leur entreprise. Mais, ayant eu des nouvelles de l'arrivée de la colonne de gauche et certains qu'ils avaient été victimes d'une fausse alarme, ils forcèrent Joseph de Courten, dont ils prirent le cheval par la bride, de retourner sur ses pas, nonobstant ses représentations et celles du citoyen de Riedmatten, officier d'artillerie¹.

La colonne de gauche ayant délogé les quatre cents hommes qui gardaient le passage vers le pont de Riddes, la jonction des insurgés s'opéra en ce dernier lieu, d'où ils poursuivirent le corps bas-valaisan et vaudois jusqu'à Ecône, où l'on se fusilla durant une heure. Mal commandés par des chefs improvisés tels qu'un avocat Pittier, un Lacoste, de Sion, et un Valloton, de Martigny, qui n'avaient jamais connu le métier des armes et dont le dernier prit la fuite après les premiers coups de feu, les Bas-Valaisans, voyant leurs chefs perdre la tête, se débandèrent en partie. Il n'en resta plus que quatre cents, qui se retirèrent à la Bâtiaz, où ils attendirent les troupes françaises demandées par Mangourit et qui devaient arriver incessamment. A Ecône, on voyait déjà que les Bas-Valaisans ne se battaient qu'à contre-cœur et ne ripostaient que faiblement aux Haut-Valaisans, en qui ils ne voyaient que des concitoyens et des frères. Le plus grand nombre d'entre eux ne partageaient nullement les idées de ceux qui les faisaient agir; ils n'avaient pris les armes que par ordre du Directoire, soit du gouvernement qui siégeait de nouveau à St-Maurice.

Sur ces entrefaites, les représentants des sept dizains, réunis à Sion, envoyèrent aux communes du Bas-Valais la circulaire suivante, bien tardive, à la vérité, puisqu'on avait déjà fait le coup de feu au pont de Riddes :

Nous, les sept louables dizains du Haut-Valais à nos chers confrères et amis, les trois louables dizains du Bas,

Très chers Confrères et Amis,

Nous avons appris avec une mortification extrême que des malintentionnés, qui veulent perdre la patrie, cherchent à mettre la désunion entre vous et nous, en vous faisant croire que nous avons armé contre vous pour vous réduire en servitude et vous ramener sous notre domination. Il est dans notre intérêt aussi bien que du vôtre, de détruire cette fausseté. Nous vous déclarons, en conséquence, sur notre honneur et notre serment, que nous n'avons aucune intention hostile contre vous; que, au contraire, nous vous reconnaissons dès à présent de nouveau, comme nous l'avons déjà fait ci-devant, pour un peuple libre et indépendant, ainsi que nous le sommes nous-mêmes, et pour nos véritables frères et amis, et que le but de notre armement ne tend qu'à maintenir et défendre conjointement avec vous, notre sainte religion et notre indépendance contre les ennemis du dehors qui voudraient l'attaquer. C'est pourquoi nous vous invitons de joindre vos armes aux nôtres et d'agir de concert avec nous pour nous maintenir dans notre liberté.

Donné à Sion, ce 10 mai 1798. Les sept louables dixains du Haut-Vallais : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Sion².

N'aurait-il pas été plus sensé, plus naturel d'envoyer cette déclaration aux Bas-Valaisans avant de mettre le pied sur leur territoire? Les Bas-Valaisans, comme leurs compatriotes du Haut, avaient dû jurer fidélité à la Constitution

¹ Archives de Sion : Lettre de Joseph de Courten.

² Archives de Nendaz.

helvétique ; de plus, ils étaient appelés sous les armes par l'autorité cantonale reconnue. Pourquoi donc marcher en armes contre ces frères, sans aucune déclaration préalable ? Le Bas-Valais avait légitimement conquis son indépendance ; il avait dû, comme tant d'autres, reconnaître un nouvel ordre de choses, afin de s'éviter de plus grands maux ; pourquoi donc le contraindre à être du même avis que ses anciens dominateurs ? Pourquoi porter la guerre chez lui, tout en l'appelant encore frère et ami ? Pourquoi le forcer à s'opposer à un adversaire qui devait l'écraser infailliblement ?

Cependant la déclaration des sept dizains contribua à décider les communes déjà envahies à unir leurs forces aux insurgés. Après l'échauffourée d'Ecône, les communes de Conthey, Ardon, Chamoson et Nendaz, embrasèrent leur cause. Ceux de Conthey gardèrent les passages de leur commune qui communiquaient avec Vaud, tandis que ceux d'Ardon et Chamoson se portèrent sur les montagnes de Fully, d'où ils expulsèrent un détachement de Vaudois, qui voulaient opérer une descente pour prendre à dos les Haut-Valaisans. Ceux-ci avaient détaché 1000 hommes qui, gravissant la montagne au-dessus de Riddes par la Croix-de-Cœur, devaient opérer dans la vallée de Bagnes, la parcourir et la soumettre jusqu'à Martigny. Arrivée sur les sommités, cette colonne trouva de la troupe vaudoise, qui s'y était rendue pour la même fin que celle opérant sur Fully. Elle comptait environ huit cents hommes. Après s'être observés de part et d'autre, il y eut des pourparlers à la suite desquels les Vaudois se rendirent (11 mai). Ils se voyaient moins nombreux que leurs adversaires et ils avaient appris que les Bagnards, sur les terres desquels ils se trouvaient, sympathisaient avec les insurgés. Bientôt, ces mille hommes unis aux Bagnards descendirent sur Sembrancher qui, à leur approche, coupa tous ses ponts sur la Dranse aux eaux impétueuses. Il fallut rebrousser chemin.

La petite armée de la plaine avait établi son quartier général à Ecône. Le 12, ayant appris que les Bagnards avaient fait cause commune avec eux, les insurgés prirent la résolution de s'avancer sur Martigny. Ils étaient en route quand, arrivés au Guercet¹, ils rencontrent un parti de l'avant-garde ennemie combinée de Bas-Valaisans, de Vaudois et de Français. Il y eut un engagement assez vif dans lequel les Vaudois montrèrent peu de courage et les Bas-Valaisans peu d'élan, parce qu'ils répugnaient à se battre contre des concitoyens. Les pertes des Haut-Valaisans furent peu sensibles ; mais il n'en fut pas de même de leurs adversaires qui emportèrent sur plusieurs voitures leurs morts et blessés. Les Français, qui ne connaissaient ni le mousquet, ni la carabine, armes à grande précision et à longue portée, dont les paysans haut-valaisans se servaient pour la chasse au chamois, à l'ours et au loup, étaient irrités en même temps qu'étonnés d'avoir plus de morts que de blessés. Ils battirent en retraite et retournèrent à leur campement ; la nuit avait fait cesser le feu.

Après le nouvel et insignifiant avantage qu'ils venaient de remporter, les insurgés commencèrent à réfléchir que dorénavant ils auraient à continuer la lutte, non plus contre quelques compagnies de Bas-Valaisans servant malgré eux, mais contre les bataillons aguerris que, sur la réquisition de Mangourit, la République française allait leur opposer; une avant-garde de 3000 hommes était déjà réunie à La Bâtiaz, soit dans les prairies entre ce village et les îles d'Otan. Depuis qu'ils avaient quitté Riddes, ils trouvaient les populations, qu'ils prétendaient délivrer du joug étranger, peu disposées à se soulever contre le nouveau régime, auquel le Bas-Valais ne pouvait songer à se soustraire sans s'attirer les plus grands maux. La colonne qui avait fraternisé avec les Bagnards n'avait pu arriver à Sembrancher, bien loin de descendre jusqu'à Martigny pour y opérer sa jonction; on ne savait ni quand, ni comment elle reviendrait, car il n'avait pas été possible aux de Courten de régulariser les opérations, parce que tout le monde voulait commander.

Le 13 mai, jour de dimanche, le découragement s'empara de tout le monde. Les Conchards étaient fort ennuyés de voir naître tant de difficultés que, dans leur premier élan patriotique, ils n'avaient pas prévues. Remuants comme ils l'étaient, ils manifestèrent hautement leur mécontentement. Ceux de Viège, partis contre leur gré, semèrent la discorde parmi ceux de Rarogne et Brigue. Rapidement, la désunion éclata. Les hommes des cinq dizains supérieurs se disputèrent avec ceux de Sion et Sierre, qui leur reprochaient de les avoir fait partir et d'être les auteurs de cette guerre. Cette discorde fut cause du départ d'un grand nombre. Les deux de Courten, qui avaient toujours jugé sainement de cette entreprise insensée, étaient fort éloignés d'engager à la poursuivre. Voyant leur gauche exposée à une surprise, par une attaque de l'ennemi tombant sur eux du haut du coteau de Chemin, ils ne voulaient plus avancer, ni se permettre d'imprudents engagements; ils n'avaient point d'éclaireurs expérimentés, leurs hommes, dépourvus de baïonnettes, n'étaient ni disciplinés, ni formés aux mouvements stratégiques, aux évolutions militaires. Ces deux chefs étaient même devenus suspects à cause de leur prudence. Aussi, Joseph dut-il cesser de commander en rentrant à Saint-Pierre-de-Clages; en se retirant, il fut pris, un peu plus loin, par les siens et conduit prisonnier à Sion¹. Tous comprirent que la retraite devenait nécessaire. Ils partirent en prétextant que les Bas-Valaisans refusant de s'unir à eux pour se défendre, ils les abandonnaient à leur propre sort. « Nous nous contenterons désormais, disaient-ils, de combattre pour la défense de nos foyers. » On prétend que, par suite des défections, ils n'étaient plus que 1400². Le même soir, ils retournèrent à Saint-Pierre où ils passèrent la nuit. Le lendemain, ils continuèrent leur retraite jusqu'au torrent de la Morge sur la gauche duquel ils s'échelonnèrent, en s'appuyant des hauteurs de Châteauneuf et des premiers

¹ Archives Sédunoises : Lettre de Jos. de Courten.

² Manuscrit Carrupt.

éperons de Montorge. C'est là qu'ils résolurent d'attendre les Français après avoir laissé un avant-poste à Vétroz. Eugène de Courten dut alors abandonner ces mutins qui ne l'écouterent plus, mais se donnèrent d'autres chefs.

Dans la même matinée, des cavaliers français parurent déjà au pont de Riddes, dont ils prirent possession. Ils firent ensuite une reconnaissance des environs de Saint-Pierre, où ils s'emparèrent de deux traînards haut-valaisans qu'ils maltraitèrent. La colonne allemande qui revenait de Bagnes reparut le même jour sur les hauteurs d'Isérables et défila par le coteau conduisant à Aproz. Après midi, un premier détachement de l'avant-garde française avec deux dragons arriva à Saint-Pierre, après avoir occupé Fully. Le 15, arriva l'avant-garde qui s'établit sur les Davres de Chamoson, au fond du chemin des Blessoni. Toute communication entre Ardon et Chamoson fut coupée. Le mercredi (16 mai), l'avant-garde ne fit aucun mouvement; mais, à midi, la division française, commandée par le général Lorges, partit de Bex et arriva de nuit à Saint-Pierre. Un bataillon vaudois de 500 hommes la suivait. Le 17, à 6 heures du matin, la division défila par Ardon. Les Bas-Valaisans prièrent le général de ne pas les envoyer au combat contre leurs compatriotes; ils l'obtinrent facilement et furent renvoyés dans leurs foyers. Les forces françaises qui, selon la déclaration de Mangourit, s'élevaient alors à 2200 hommes, se composaient d'un bataillon de la 16^{me} demi-brigade légère commandé par Mont-Serrat, de la 31^{me} demi-brigade, du 18^{me} de cavalerie et d'un détachement du 3^{me} de hussards; l'artillerie vaudoise longeait le Rhône¹.

On était au jour de l'Ascension. Lorges avait envoyé aux patriotes campés à la Morge des paroles de paix; il les engageait à déposer les armes, afin de s'éviter les horreurs de la guerre; mais ils refusèrent d'accepter sa dépêche; ils tirèrent même quelques coups de fusils sur le messager quand il se fut un peu éloigné. Le combat commença vers 7 heures du matin. Mont-Serrat monta par le village de Daillon, pour tourner la droite de l'ennemi; mais il trouva les Saviésans postés sur les hauteurs, au delà de la Morge, et faisant bonne garde au pas de la Chapelle de Chandolin; leurs mousquets atteignaient mortellement ses hommes sans que les balles des siens pussent atteindre l'ennemi. Il exécute alors une rapide descente, traverse le torrent et fait remonter ses soldats par un ravin très escarpé: opération des plus périlleuses qui lui fit perdre beaucoup de monde. Les femmes des Saviésans faisaient rouler des roches sur les assaillants, tandis que leurs maris semaient la mort avec leurs carabines. Peu s'en fallut que le bataillon ne fût anéanti. Arrivés au sommet du ravin, les Français durent s'engager dans un sentier, large de deux pieds, pratiqué sur d'affreux précipices. Ce fut vers la Chapelle de Chandolin que la lutte fut la plus acharnée; trois fois, les Français reculèrent devant ces braves paysans qui, vaincus par le nombre et la science militaire,

¹ Amtliche Sammlung, etc. 1798-1803, 1 band.

durent enfin abandonner le champ de bataille. Les vainqueurs croyaient s'être battus contre des Allemands; quand ils reconnurent leur erreur, ils se vengèrent en fusillant quelques paysans pacifiques¹. Dans son rapport, Mont-Serrat n'avoua qu'une perte de 27 morts et 40 blessés grièvement; il ajoute qu'il n'eut pas un seul homme du bataillon qui ne fût blessé au moins légèrement. Cependant les hommes que l'on employa ensuite à dégager la Morge des cadavres qui l'encombraient entre Daillon et Chandolin, en comptèrent plus de 300.

Le général Lorges s'était réservé l'attaque de front de la ligne qui s'étendait depuis le débouché de la Morge jusqu'à Châteauneuf. Là aussi, le feu fut bien nourri de part et d'autre. Les Français perdaient beaucoup d'hommes et ils songeaient à cesser l'action, quand ils remarquèrent que les canons ennemis commençaient à se taire par défaut de munitions. Les Valaisans avaient mandé au commandant de place à Sion de leur en envoyer; mais celui-ci, pris de vin, ne s'inquiéta pas de leur requête². Lorges fait alors traverser la Morge qui, à cette époque, était encore guéable, et il ordonne l'attaque à la baïonnette. C'était ce que redoutaient les patriotes absolument inexperts de ce genre de combat et d'ailleurs privés de baïonnettes. Ils reculèrent alors, gravissant les crêtes de Mont-Orge et Châteauneuf.

Les Français, pleins d'élan et exercés au métier de la guerre, les poursuivirent sur ces rochers où leurs adversaires se défendirent héroïquement en profitant de chaque arête. « Ces malheureux, dit le rapport du général, ne se « sont retirés qu'à brûle-pourpoint. Nous les avons poursuivis jusqu'à la ville « en livrant toutefois un nouveau combat à chaque dent de rocher. Dès que « nous avons été en présence de Sion, ils ont arboré le drapeau blanc et déjà « un détachement de hussards s'avance vers la porte : au même instant, part « des créneaux une décharge de mitraille et de petites armes », etc.³

Le combat de la Morge avait duré près de deux heures. Lorges accusa une perte de cent cinquante hommes; ses soldats en avouèrent trois cent cinquante et quatre-vingts blessés grièvement. Le recensement fait dans les paroisses du Haut-Valais fit connaître une perte de 73 hommes et un plus grand nombre de blessés.

A Sion, l'incurie de l'autorité militaire était telle que les premiers fuyards de la Morge apportèrent à ses habitants la nouvelle de la présence de la divi-

¹ Manuserit Carrupt.

² Ibidem.

³ Les écrivains qui se sont occupés de cette guerre contre le Haut-Vallais sont tombés dans une multitude d'erreurs, pour s'être basés, de bonne foi, sur les récits fantaisistes et très fréquemment passionnés des correspondants politiques des journaux de l'époque. Le récit de témoins oculaires qui ont vécu sur le théâtre des événements, les documents officiels déposés dans les archives du pays, le Mémoire présenté au Directoire exécutif par la ville de Sion à la même date, établissent les faits autrement. Ils démontrent aussi que les rapports du général Lorges sont énormément exagérés et peu véridiques. La glorieuse française éclate surtout après une victoire.

sion française dans le pays. Chose incroyable, si elle n'était attestée par un document officiel¹. Dès que des compagnies françaises et vaudoises paraissent devant les remparts, les principaux magistrats requièrent le commandant de place et d'autres chefs d'arborer le drapeau blanc et de faire ouvrir les portes. Le commandant y consent et ordonne de cesser le feu. Un citoyen porte le drapeau blanc sur le rempart, mais la troupe haut-valaisanne qui s'était jetée à l'intérieur et ne respectait aucun chef, aucun ordre, tire sur lui et le force de se retirer. Le drapeau fut néanmoins dressé sur plusieurs point. Les Français se fiant à ce signe, s'approchent des portes, mais les Haut-Valaisans firent feu sur eux du haut des remparts et tuèrent un officier de hussards et plusieurs soldats. Lorges, irrité, fit jeter quelques obus dans la place. C'est alors qu'un citoyen de Sion, ex-capitaine au service de France, força les insurgés d'ouvrir la porte de Conthey et que, s'avancant au milieu de la fusillade continue des deux partis et tenant en l'air un mouchoir blanc, il parvint jusqu'au général et en obtint la cessation du feu. Les Français, harcelés de plusieurs coups de feu, poursuivirent ceux qu'ils rencontrèrent armés et tuèrent encore sept à huit Haut-Valaisans dans l'intérieur de la ville, qui fut livrée au pillage. Il est certain, et les officiers français le reconnaissent, que, pendant qu'on tirait encore à la porte de Conthey, les autres portes avaient été ouvertes sans résistance et que le pillage y était déjà commencé.

On dit souvent qu'il avait été tiré un coup de canon sur les Français, à leur entrée dans la ville, mais ce fait est absolument faux. Il n'y avait de ce côté qu'un canon braqué de l'intérieur vers la porte et que le même officier qui la fit ouvrir, avait lui-même, avec l'aide d'un de ses camarades, traîné dans une rue détournée. La trahison à laquelle les Français paraissent avoir été exposés consiste uniquement dans la continuation du feu des remparts. La ville de Sion en porta le châtiment, quoiqu'elle fut innocente. Ce n'étaient point ses chefs qui commandaient dans son intérieur; ce n'étaient point ses habitants qui la défendaient; aucun d'eux ne fut trouvé en armes.

La ville fut abandonnée aux troupes françaises et vaudoises; on battit inutilement plusieurs rappels; le pillage dura depuis dix heures du matin jusqu'à la nuit. Les évaluations les plus modérées portent à quatre cent mille francs le numéraire et les effets précieux enlevés dans le sac de la ville, non compris les meubles, vêtements, linges et autres effets de moindre valeur. Le lendemain, elle fut imposée avec son dizain d'une contribution de deux cent mille francs, dont elle supporta plus de la moitié avec l'évêque et le chapitre. On ne lui fit aucune remise, tandis que les autres dizains taxés à cent cinquante mille francs obtinrent tous une réduction de moitié. Les communes de son dizain qui l'avaient abandonnée, obtinrent aussi une réduction considérable. Quelques jours après, on exigea d'elle la quittance d'une créance de six

¹ Archives sédunoises : Mémoire des Autorités, etc. C'est ce Mémoire que nous suivons pour raconter la prise de Sion et son pillage. Il sert à rectifier le rapport du général français et le récit d'autres écrivains.

à sept mille livres qu'elle avait sur la République française. Elle dut, en outre, donner au citoyen Lacoste sa cave contenant deux cent vingt-cinq setiers de vins, connus pour être presque tous des plus fins du pays. Cette créance et ces vins étaient la propriété particulière de la bourgeoisie de Sion. Si Sion avait été la ville souveraine du pays, le vainqueur aurait pu s'en emparer légitimement peut-être par le droit de la guerre; mais la ville n'était qu'un individu dans l'Etat; ses propriétés devaient être respectées comme celles des particuliers ¹.

L'évêque fut indignement traité chez lui; il fut souffleté, il reçut des coups de poing à la tête et des coups de pied quand on l'eut jeté à terre; il fut pillé pour la valeur de neuf à dix mille écus; l'anneau pastoral qu'il portait au doigt lui fut arraché. Avec cela il dut encore entretenir le général Lorges et son état-major. Le grand doyen Imsang, vieillard plus qu'octogénaire, assailli dans son domicile par les pillards, reçut au bras un coup de baïonnette. Plusieurs ecclésiastiques furent maltraités chez eux; les capucins eurent leur couvent pillé. Le chanoine Gottsponer, curé de la ville, fut arrêté à l'autel où il célébrait, fait prisonnier et dépouillé de toute son argenterie. Aucun prêtre cependant ne fut tué, quoique Mangourit l'affirme hardiment pour démontrer que le clergé avait participé activement au soulèvement des Allemands. La fureur et la rapacité des envahisseurs n'épargnèrent rien à Sion et à ses habitants des horreurs auxquelles peut s'attendre une ville tombant au pouvoir du vainqueur.

Une colonne vaudoise s'était hâtée de quitter la commune de Conthey, où elle se livrait au pillage, pour se porter sur Chandolin dès qu'elle vit que Mont-Serrat avait forcé le passage de ce village. L'officier qui les commandait, révolté des excès auxquels ses hommes se livraient, s'efforçait de les arrêter; mais il devint par là-même l'objet de leur rage; ils le couchèrent à terre et le saignèrent jusqu'à défaillance. Alors ces cannibales mêlèrent de la poudre à son sang et n'eurent pas horreur de porter à leurs lèvres ce révoltant breuvage. « Ce fait incroyable est attesté par plus de cent témoins » dit l'auteur contemporain qui le rapporte et qui vivait près du lieu où il se passa². Ce qui arrêta les déprédations de ces furieux fut la proposition de courir au pillage de Sion, où ils trouveraient une proie plus riche. La ville venait effectivement d'être livrée au pillage. Les Français ne recherchaient que l'argent et le vin. Les Vaudois s'emparaient de tout ce qui était à leur convenance et achetaient à vil prix du soldat français tout ce qu'ils pouvaient. Leur butin, entassé sur vingt-cinq chars qu'ils s'étaient procurés par des moyens quelconques, fut aussitôt emmené. Instruit de leur conduite, Lorges, outré de colère, leur fit signifier de quitter immédiatement le pays: ce qu'ils exécutèrent. Avant d'arriver à Ardon, ils projetèrent de se venger de leur expulsion en pillant, à leur

¹ Ibidem.

² Chronique Carrupt.

passage, l'église et la cure du lieu. Mais, dénoncés par un des leurs qui avait une âme plus honnête, ils trouvèrent à leur arrivée les gens d'Ardon sur leurs gardes et ils défilèrent en vociférant. Riddes et Charrat eurent à subir leurs déprédations.

Un autre corps de cinq cents Vaudois, campé à Leytron, n'avait assisté ni au combat de la Morge, ni à la prise et au sac de Sion. Il leur en coûtait de n'avoir pu prendre part au butin. Ils voulurent se compenser, le 18 et le 19 mai, en pénétrant dans les maisons isolées et en dévalisant les passants sur les grands chemins. Les habitants de Chamoson en avisèrent Mangourit, qui leur répondit de tuer les pillards. Aussitôt ils établissent une garde de quarante hommes. Dans la nuit du 19 au 20, Blanchenay, commandant du bataillon vaudois, fit partir 300 hommes sous la conduite de l'officier Panchaud, pour aller attaquer Chamoson à la faveur des ténèbres. Une sentinelle avancée des Chamosards donna l'alarme par un coup de feu, et aussitôt trente-deux hommes furent réunis et arrêtaient les Vaudois dans le lit du torrent de la Lozence. On se battit assez longtemps sans connaître les forces respectives, n'ayant d'autre guide que le feu des armes. A la fin, Panchaud détache cent hommes pour tourner les Chamosards. Ceux-ci, s'apercevant de la manœuvre, se dispersent sans avoir ni tués ni blessés; mais, dans l'obscurité, trois de ces hommes vont se jeter au milieu des Vaudois qui en font deux prisonniers et fusillent sur le champ le troisième. Huit hommes tombés au milieu d'un autre détachement eurent deux camarades tués à bout portant et un blessé. Trois, enfin, ayant réussi à gravir une éminence où ils se voient en sûreté, déchargent leurs armes sur les assaillants. Panchaud, épouvanté parce qu'il se croyait pris à dos, demande aux deux prisonniers quelles sont les forces des leurs. Ceux-ci les grossissent démesurément, en ajoutant — ce qui était vrai — que de la cavalerie française devait arriver à leur secours. Panchaud ordonna la retraite, et bien lui en prit, puisqu'un quart d'heure s'était à peine écoulé que Cerisier, chef d'escadron, arrivait avec cinquante dragons du 18^{me} régiment, prêts à hacher les brigands en livrée militaire. Le lendemain, les hommes de Chamoson et d'Ardon se rallièrent, ayant dix-huit dragons à leur tête, pour attendre de pied ferme le bataillon Blanchenay, que des espions leur avaient annoncé vouloir recommencer l'attaque. Mais le général Lorges, prévenu de ce qui se passait, avait envoyé une estafette à Leytron pour intimier à Blanchenay et à sa troupe l'ordre d'évacuer le pays. Les dragons restés à Chamoson ne rejoignirent leurs corps qu'après exécution de cet ordre. Les deux prisonniers qu'emmenaient les Vaudois furent libérés à Martigny. Cette dernière localité dut subir des humiliations extrêmes pour se préserver du pillage qui était résolu et provoqué. C'était la répugnance que les Bas-Valaisans avaient montrée à se battre contre les Haut-Valaisans et la tiédeur de leurs opérations contre ceux-ci, qui irritaient les troupes du Directoire helvétique et les faisaient envisager comme des enne-

mis¹. Arrivé devant l'abbaye de Saint-Maurice, Blanchenay fait faire halte à sa troupe et d'une voix forte s'écrie : « Compagnons d'armes, cette maison est à votre disposition. ». Aussitôt il en prend possession. Sa convoitise s'étendait non seulement sur l'abbaye, mais aussi sur la ville. Le commandant d'un corps français campé sous Ollon, prévenu par un rapide courrier, fait à l'instant partir cinquante dragons qui arrivent de nuit à Saint-Maurice, entrent martialement dans le monastère et se dirigent vers la chambre occupée par Blanchenay. Celui-ci pâlit à leur vue et chercha à excuser ses gens, qui n'hésitèrent pas à restituer ce qu'ils avaient pris, et de loups dévorants se changèrent en agneaux et passèrent paisiblement la nuit. Le lendemain, Blanchenay conduit à Ollon devant un conseil de guerre, fut honteusement destitué. Il n'est pas douteux que ces deux corps vaudois, dont la conduite fut si coupable, comptaient cependant un certain nombre d'honnêtes gens, comme le démontrent le fait de cet officier que l'on saigna à blanc et la secrète dénonciation du projet de pillage à Ardon. Dans le canton de Vaud, il était arrivé ce qui arrive partout dans les temps de révolution. Les généraux français ordonnaient dans certains moments pressants des levées subites de troupes; or, c'était dans ces corps que se jetaient les désœuvrés, les mauvais sujets et cette écume de gens pervers qui, aux époques de troubles, semblent sortir de terre tout à coup et se trouvent partout. Les autorités vaudoises et leur pays désavouèrent promptement la conduite de leurs nationaux et s'empressèrent, l'année suivante, de témoigner de leur commisération pour les malheurs effrayants auxquels le Haut-Valais était en proie.

Après la prise de Sion, les insurgés se retirèrent sur Loèche, où ils pensaient se réorganiser pour rétablir leurs affaires et continuer leur résistance au nouvel ordre de choses. Malheureusement, ces cœurs héroïques auxquels les hommes sensés et intelligents ne pouvaient faire comprendre l'inutilité de leurs efforts et de leur résistance, ces vieux républicains impatients du joug étranger, ne pouvaient se plier à aucune discipline, ni se soumettre à la direction d'un chef capable, dès que celui-ci ne partageait pas leur manière de voir. Ils avaient forcé les deux de Courten à les abandonner après les avoir obligés à se mettre à leur tête. Ils ne comprenaient point que l'art de la guerre et ses moyens avaient complètement changé, et qu'ils étaient loin de ces siècles où leurs aïeux avaient assez de leur courage et de la force de leurs bras pour anéantir un ennemi triple en nombre. Chacun de ces intrépides montagnards voulait faire à sa tête et ne pouvait se persuader que le Ciel ne leur accorderait enfin la victoire. Ils se rejetèrent de nouveau les uns sur les autres les fautes commises et ne vinrent point à bout de s'entendre. Force leur fut bientôt de déposer les armes. Les dizains supérieurs se sentant impuissants et vaincus, acceptèrent intérieurement comme une trêve

¹ Archives de Rivaz. Documents sur les événements de 1802 à 1813.

et non comme une soumission réelle, les conditions que leur faisait le général Lorges dans sa proclamation du 20 mai que voici :

Citoyens,

Je vous avais envoyé des paroles de paix ; vous ne m'avez point écouté.

J'ai été obligé d'employer des baïonnettes, et vous êtes anéantis.

Habitants du Haut-Vallais, malgré tous les droits de la victoire, je veux bien avoir pour vous quelque indulgence ; je veux bien ne pas porter chez vous les horreurs de la guerre et de la destruction, mais voici les conditions :

1^o Vous enverrez vos armes, de quelque espèce qu'elles soient, à Sion.

2^o Vous livrerez les auteurs de la guerre, quels qu'ils soient, ces misérables qui vous ont entraînés dans un abîme de maux incalculables.

3^o Vous ferez planter dans tous vos dizains et communes l'arbre de la liberté que vous avez abattu d'une manière infâme et sacrilège.

4^o Vous vous soumettez aux conditions imprescriptiblement exigées par les droits de la guerre, mais qui, toutefois, seront modifiées par la générosité de vos vainqueurs.

Autrement, je vais porter la guerre jusqu'aux sources du Rhône. De nouvelles troupes s'avancent encore, et quoique je n'en aie pas besoin, et vous ne le savez que trop, j'en inonderai pourtant vos coupables dizains, et vos rochers, que vous avez crus inaccessibles, seront couverts de baïonnettes républicaines.

Envoyez-moi des hommes avec lesquels je puisse traiter et parler.

Sion, le 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798).

LORGES.

La générosité du vainqueur consista à ne pas prendre ce qu'il lui était impossible de trouver. Le pillage de la ville ne fut compté pour rien. Le chapitre de la cathédrale, épuisé par sa part d'imposition, ne put réaliser la somme qu'on exigea de lui qu'en brisant ses vases sacrés, en dépouillant de leur or et de leur argent les riches et nombreux reliquaires qu'il possédait et en sacrifiant le mobilier d'argent appartenant à la cathédrale.

A son tour, le fuyard Mangourit ne manqua pas de se faire entendre. Son manifeste emphatique, du 21 mai, témoigne de la pleine satisfaction qu'il éprouve de lui-même et fourmille d'allégations mensongères et calomnieuses qu'il serait trop long de réfuter ; cependant, elles ont servi de base aux récits de plus d'un écrivain consciencieux, mais dépourvu d'autres documents officiels. Voici un passage de ce manifeste :

J'avais fini la révolution du Vallais, dit-il, sans qu'elle coûtât une larme à l'humanité. Cette contrée était peut-être la seule où le peuple, son gouvernement et ses prêtres se fussent ralliés sous l'arbre de la liberté. Cette conduite était une satire trop frappante de manœuvres employées jusqu'ici par le despotisme et l'imposture, pour ne pas les exciter à la flétrir et à l'ensanglanter.

Quoique Mangourit se fût beaucoup démené en Valais, il n'avait pu réussir à s'attirer la sympathie, encore moins l'estime des populations qu'il prétendait libérer, mais qui ne virent jamais en lui qu'un révolutionnaire hypocrite et impie. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort parfaitement de son manifeste ; il n'a d'abord loué le clergé que pour le mieux dénigrer et le perdre dans l'estime du peuple. Il continue ainsi :

Tandis que le fanatisme papal, retranché dans l'Abbaye d'Einsiedeln, animait de ses fureurs les petits cantons, des émissaires de Londres et du nonce distribuaient en Vallais des poudres et des reliques, des guinées et des chapelets. Des prêtres ordonnaient, au nom du Dieu de paix, de verser du sang. Les scélérats!... Ils promettaient aux uns l'invulnérabilité, aux autres, la résurrection après trois jours. Des magasins d'armes et de vivres se faisaient dans l'église de Valère, à Sion. L'évêque du Vallais, qui jusqu'alors avait paru penser en homme, répandait un mandement que des curés du Vallais occidental eurent la sagesse de ne pas publier. Par des conseils funestes, ce pasteur devint le bourreau de ses brebis; et ce manifeste de guerre civile et religieuse transforma des cultivateurs simples et doux en hommes féroces altérés du sang de leurs frères, etc.

A toutes ces accusations, une seule réponse suffit : Mangourit est un maladroit et effronté imposteur. Il invente à plaisir; il dénature complètement le fait non d'un mandement, mais d'une circulaire de l'évêque, qui déclarait laisser à la prudence de ses curés la publication de sa lettre très mesurée. Quand aux ministres de Dieu et de paix qui auraient « ordonné de verser le sang », le contraire est si notoire, que beaucoup de prêtres des plus influents furent très mal vus du peuple pour s'être opposés à cette levée de boucliers et l'avoir désapprouvée. Jamais Mangourit ni aucun de ses adhérents n'ont pu en désigner un seul. Les aumôniers de la petite armée haut-valaisanne, au nombre desquels se trouvait un capucin, n'accompagnèrent la troupe que pour y remplir les graves devoirs de leur saint ministère. Ils furent livrés à Mangourit qui les fit conduire à Berne; mais ils s'y justifiaient si bien que le féroce Schauenbourg, en ce moment général en chef de l'armée française en Suisse, les invita à dîner et les renvoya avec honneur dans leur patrie. Le reste du manifeste du résident est de la même valeur et ne mérite que le mépris.

Outre les ecclésiastiques conduits à Berne, on avait enfermé au château de Chillon 170 prisonniers, tant officiers des insurgés que simples magistrats et autres. Leur captivité était si dure, de l'aveu du commandant de Chillon¹, que le Directoire helvétique s'en émut et, le 4 juin, en écrivit en ces termes au général Schauenbourg :

¹ Le 5 juin, Martinet, commandant de Chillon, écrivait au Directoire une lettre qui confirmait pleinement la lettre de celui-ci à Schauenbourg et celle que le commissaire Polier avait précisément envoyée au ministre de la guerre.

«.....Non seulement l'humanité, mais la justice me font un devoir, dit Martinet, de vous informer des démarches que j'ai faites auprès du citoyen Mangourit... appuyées de l'Administration de notre canton du Léman, tendantes à obtenir la liberté de 170 prisonniers valaisans détenus dans ce château. Les raisons que j'ai alléguées pour leur élargissement, et qui sont de toute vérité, sont : 1° que d'après les dépositions que j'ai reçues de chacun d'eux, leur naïveté et même leur physique, m'ont convaincu qu'ils n'ont pris les armes que forcément et qu'ils ignoraient entièrement la conduite inconsidérée de leurs compatriotes; 2° qu'ils sont détenus depuis trois semaines environ et que n'ayant aucun échange à faire, il paraît injuste d'augmenter les frais de leur détention, tombant à la charge du canton, qui est déjà assez chargé d'ailleurs; 3° que la plus grande partie tombe malade par la malpropreté qui existe entre eux à défaut de linge et par l'air insalubre qui s'est manifesté dans leurs chambres où ils sont entassés; 4° que la plupart, âgés de 50 à 60 ans, sont inquiets sur le sort de cinq ou six malheureux petits enfants qui ne devaient leur existence qu'aux travaux journaliers des auteurs de leurs jours, et que la force a obligés d'abandonner; d'autres ont des maladies intestines occasionnées par le traitement barbare de quelques inhumains, sans l'avoir mérité, ni manifesté aucune envie de se défendre. Je pourrai vous tracer un volume entier, si je voulais entrer dans un détail particulier sur la position actuelle de ces infortunés, victimes du fanatisme... »

Citoyen général, le Directoire ne saurait être insensible aux maux que souffrent les prisonniers du Vallais qui, entassés les uns sur les autres dans la forteresse de Chillon, y respirent à peine un air salubre. Ils vous donnent communication d'une lettre de la Chambre administrative du Léman, en date du 2 juin, à ce sujet. Vous y verrez, citoyen général, que les larmes des détenus, les angoisses, les douleurs que les blessures font éprouver à quelques-uns, la vieillesse même, commandent leur élargissement, etc.

Le 7 juin, Schauenbourg donna l'ordre de les rendre à la liberté¹.

Après la proclamation de Lorges, les troupes insurgées réunies à Finges, en dessous de Loèche, déjà minées par les dissensions intestines, se dispersèrent rapidement et chacun regagna ses foyers. Les Français reprirent bientôt leur marche en avant et désarmèrent les communes à mesure qu'ils les occupaient. Le 18, ils étaient à Loèche, le lendemain, à Brigue et, le 22, ils étaient déjà en possession du passage important du Simplon². Pendant trois semaines environ, non seulement ils levèrent de nombreuses contributions, mais encore ils s'exercèrent au pillage de l'argenterie des églises et des communes. Le soldat, encore irrité des pertes cruelles que les mousquets adverses lui avaient fait subir, se livrait facilement à des excès que ses chefs ne réprimaient que faiblement, parce qu'ils se sentaient en pays ennemi. Le Bas-Valais, qui ne s'était pas insurgé, eut lui-même à souffrir, non du pillage, mais des charges et des contributions militaires très onéreuses auxquelles il fut soumis.

La soumission du Haut-Valais achevée et avant que les Français se retirassent, l'un des premiers soins des autorités nouvellement constituées fut de faire relever les arbres de liberté dans toutes les communes : Mangourit le voulait ainsi. Sion fut le premier à donner l'exemple. Le détail de cette fête républicaine se trouve dans le procès-verbal de cette cérémonie. Au lecteur de faire la part des expressions de cette pièce rédigée naturellement selon les idées du jour et les sentiments de ses signataires.

L'an 1798, le 8 juin, l'administration provisoire du dizain de Sion ayant été prévenue par une lettre en date du 17 prairial (6 juin) du citoyen Mangourit, résident de la République française, que le moment était venu de rétablir l'arbre de la liberté dont la destruction avait fait gémir les habitants de Sion et avait été l'origine de leurs malheurs, elle fit inviter le citoyen général Lorges, commandant l'armée française en Vallais, d'honorer cette cérémonie de sa présence et de faire mettre ses troupes sous les armes. Elle invita pareillement le citoyen Mangourit à s'y trouver. Deux députés de chacun des six dizains depuis Sierre en haut, furent envoyés pour y assister, afin d'être témoins de la restauration de cet arbre protecteur de la liberté, que la rébellion insensée de leurs dizains avait fait fléchir un moment.

En conséquence, l'arbre étant dressé et tout étant préparé, l'administration députa vers le citoyen général Lorges et vers le citoyen Mangourit, pour les prier de bien vouloir se rendre sur la place. Le général arriva accompagné de son état-major et des officiers des divers corps cantonnés à Sion. Le résident s'y rendit suivi de ses secrétaires, à la suite desquels venait l'administration provisoire du dizain de Sion et les députés des autres dizains sous la présidence du citoyen Pittier, préfet national. Le cortège monta sur une estrade préparée à cet effet au pied de l'arbre de la liberté. Le général avait publié dès le matin une proclamation

¹ Amtliche Sammlung, etc.

² Ibidem.

relative à la clôture de son expédition; il y exhortait le peuple du Haut-Vallais à l'union, à la soumission et à la paix.

Le citoyen Mangourit prononça un discours analogue à la cérémonie, dans lequel il fit sentir aux Vallaisans les erreurs funestes dont ils avaient été victimes et dont ils devaient se défier.

Le citoyen Leymerie, commissaire des guerres de l'armée française, prit ensuite la parole et s'étendit sur les avantages de la liberté.

Le citoyen Lacoste, président de l'administration, s'adressa au peuple et lui parla des avantages de son heureuse délivrance des fanatiques qui avaient envahi leur ville et projeté la ruine de leur liberté. Il remercia Mangourit et le général Lorges; puis il exhorta le peuple à demeurer désormais attaché à la constitution et à savoir discerner les prêtres qui s'égarent de ceux qui lui prêchent les saines maximes de l'Evangile.

Le citoyen Pittier, préfet national¹, chargé de fonctions plus importantes comme chef du canton du Vallais, s'étudia à rendre, au nom du canton, au général Lorges, à l'armée française et au citoyen Mangourit le tribut d'éloges et de reconnaissance dû à chacun. Puis, profitant du moment pour travailler à éteindre tous les sentiments douloureux que les suites de cette guerre funeste pouvaient faire naître, il s'adressa à tous les partis pour les engager à l'oubli dans un fraternel embrassement.

Au banquet, auquel tous les acteurs de cette scène furent invités par l'administration, les toasts furent nombreux. Le repas terminé, le général et le résident se retirèrent, après avoir réitéré à l'administration les témoignages les plus sensibles de leur affection.

Ce procès-verbal est signé par J.-M. Lacoste, président, Antoine Rion, secrétaire, Alphonse-Félix Torrenté, Augustin-Félix Riedmatten, Philippe Torrenté, colonel, Emmanuel Fay, Christophe Courten, Benjamin Nuce, Edouard Vantéry².

Pareille cérémonie se renouvela obligatoirement dans toutes les communes du pays avec plus ou moins de solennité. Loèche tint en particulier à se distinguer.

Au milieu de ces événements tous devaient se montrer dévoués républicains; aucun n'était excepté, pas même les magistrats les plus graves et les plus dignes. Quelques personnages n'étaient arrivés au pouvoir qu'en récompense de leurs sentiments exaltés; mais le plus grand nombre durent leur élévation à leur propre mérite et à l'estime publique dont ils jouissaient. A côté d'un Pittier, homme de talent mais vite tombé dans le mépris, il y eut un de Rivaz, qui jusqu'au tombeau porta haut l'honneur de la magistrature valaisanne.

En ce moment, la Chambre administrative siégeant à Saint-Maurice avait à sa tête Charles-Emmanuel de Rivaz, esprit cultivé et perspicace qui, dès les premiers jours, avait sainement jugé des événements qui allaient se dérouler

¹ Pittier n'était que préfet national provisoire.

² Archives historiques du Valais, collection de Lavallaz. — Le lendemain, on trouva appliqué à l'arbre de liberté l'écriteau suivant :

L'étendard sanglant est levé,
Le gouverneur Gessler est en vie,
Le diable est ressuscité;
Son nom seul Mangourit le nie;
Il fait adorer le chapeau;
Mais Tell va venir de nouveau.

L'arbre de la liberté était surmonté du chapeau à la Guillaume Tell, que l'on voit aujourd'hui au musée des antiquités, à Sion.

dans sa patrie. Homme de cœur et de mérite, diplomate adroit et courtisan aux formes distinguées, citoyen désintéressé et tout dévoué à son pays, il lui rendit d'éminents services avant, pendant et après la période napoléonienne. Bonaparte qui en avait entendu parler, l'eut vite apprécié. A la première entrevue, il le devina avant que de Rivaz lui eût dit son nom. Il le fit souvent appeler à Paris pour traiter des affaires du Valais. On le remarqua à la cour et les ministres du grand empereur l'honorèrent d'une particulière estime. Dans la période de la proclamation de l'indépendance bas-valaisanne, ce digne magistrat dut paraître à la tête du mouvement afin de le diriger sagement en paraissant céder à l'orage.

Le Haut-Valais, vaincu par les armes françaises, était pour les républicains exaltés l'expression de la féodalité terrassée, de la tyrannie expirante. Il fallait donc effacer tout ce qui pouvait rappeler le régime aristocratique. Charles-Emmanuel de Rivaz crut prudent de céder momentanément à l'opinion en signant, le 26 mai, l'invitation suivante que la Chambre administrative adressait aux divers comités du Bas-Valais, sur les instances, sans doute, de Mangourit alors triomphant et omnipotent.

Nous venons de recevoir une invitation à laquelle nous devons beaucoup de déférence et qui la mérite, en effet, par sa conformité aux principes de la nouvelle constitution que le canton du Vallais vient d'adopter; elle porte en substance que les trois dizains inférieurs doivent faire abattre, dans toute leur étendue, les fourches patibulaires et les girouettes et faire enlever les armoiries et bancs seigneuriaux qui se trouvent dans toutes les communes de leur territoire, afin qu'il ne reste plus de ces honteux vestiges de la féodalité.

Vous voudrez donc, citoyens, vous occuper sans délai de la prédite invitation que nous vous transmettons comme un ordre. Nous remettons à votre prudence de faire en sorte que ces enlèvements se fassent sans trouble et, autant que possible, d'ici au dernier mai prochain.

La Chambre attend de vous un rapport qui certifie de l'exécution du présent et qui lui propose à résoudre les cas douteux qui pourraient survenir dans l'exécution; mais la solution de plusieurs se présentera facilement à votre esprit si vous êtes bien persuadés, comme nous n'en doutons point, que la richesse peut être une insulte au pauvre et blesse de fait les principes de l'égalité, si elle affecte des dehors somptueux et met en vains ornements ce qu'elle pourrait employer au bien public et au soulagement de l'homme souffrant¹.

¹ Ces dernières paroles que l'on force la chambre à prononcer, sont celles des spoliateurs de tous les siècles, à commencer par Judas qui se plaint que Madeleine perde ses parfums précieux en les répandant sur la tête de Jésus, au lieu d'en employer le prix pour le soulagement des pauvres. Or, Judas, dit l'Evangile, n'avait pas souci des pauvres, mais bien des écus, « parce qu'il tenait la bourse et qu'il était voleur. » Mangourit fait parler de même la chambre administrative; cependant, au lieu de chercher à réparer, ou au moins à soulager les maux qu'il a fait fondre sur les Haut-Valaisans, il se retire, 24 Juin, en compagnie de Lorges, suivi de deux chars chargés de l'argenterie, des vases sacrés et des ornements précieux dont il a dépouillé leurs églises. Jusqu'à la fin des siècles, les révolutionnaires tiendront invariablement le même langage et suivront la même conduite, sans que cette expérience ouvre jamais les yeux à la multitude.



CHAPITRE XXII

DE 1798 A 1800



Le premier acte du drame sanglant était terminé ; le Haut-Valais désarmé paraissait rentré dans le calme ; les troupes d'occupation se retirèrent du pays après l'avoir épuisé. L'ancien état de choses avait disparu. A la vérité il n'y avait plus ni gouverneurs, ni châtelains, ni majors, ni *métraux* ; les anciens maîtres et leurs *très humbles sujets* étaient devenus des citoyens égaux en tout devant la loi ; la distinction que celle-ci faisait entre les deux parties du pays pour le code, les taxes, les amendes, la répartition des charges et l'éligibilité aux fonctions plus élevées pour le civil et le militaire, était effacée. Mais le Valais n'était plus une république souveraine et indépendante, régie par la constitution qu'elle s'était librement donnée, administrée par les magistrats de son choix et pris parmi ses enfants ; ses diètes cantonales n'existaient plus. Il était devenu une simple préfecture, un département de la Suisse transformée elle-même en un seul Etat, qui prit le nom de *République une et indivisible*, dont le pouvoir *exécutif* était exercé par un Directoire de cinq membres siégeant d'abord à Aarau puis, plus tard, à Berne. Le pouvoir *législatif* fédéral, divisé en Grand Conseil et en Sénat, était composé des députés de tous les cantons. Un préfet national présidait à chaque canton ; on lui avait adjoint une Chambre administrative. Il représentait dans le canton le pouvoir exécutif, c'est-à-dire qu'il était l'exécuteur subordonné de la loi qu'il était chargé de faire respecter¹. Il convoquait les assemblées primaires et les

¹ Instructions du Directoire aux préfets, art 1^{er}.

corps électoraux¹. Il assistait aux délibérations de la Chambre administrative, sans y avoir droit de vote, et il veillait à ce qu'elle ne dépassât pas la sphère de ses attributions. Si elle s'en écartait, il arrêta la délibération et en donnait immédiatement connaissance au Directoire exécutif, qui prononçait entre la Chambre et lui. Les arrêtés de la Chambre étaient envoyés au bureau du préfet, qui ajoutait au bas des pièces l'ordre de les imprimer et afficher.

Le lieutenant du préfet assistait aux séances du tribunal du canton et veillait à l'exacte observation des lois et des formes judiciaires.

Les sous-préfets agissaient de même à l'égard des séances des autorités et des tribunaux de districts².

Le préfet nommait le président du tribunal du canton, de la chambre administrative et des tribunaux de districts entre les juges et les administrateurs choisis par le corps électoral³.

Cette énumération de quelques-unes des attributions des préfets nationaux suffit à prouver qu'ils étaient plus puissants que les ci-devant grands-baillis et avoyers.

Les treize cantons anciens avec leurs alliés et pays sujets, ou bailliages, avaient servi à former dix-neuf préfectures auxquelles on avait dérisoirement laissé le nom de cantons, comme pour mieux rappeler aux descendants des vieux héros de Morgarten, de Sempach et de Morat, la perte de leur antique indépendance. C'étaient : Berne, Soleure, Bâle, Zurich, Schaffhouse, Lucerne, Grisons, Sarine et Broie (Fribourg), Argovie, Thurgovie, Léman (Vaud), Oberland, Bâle, Lugano, Bellinzone, Linth, Sentis et Waldstetten. La Constitution helvétique consacrait le principe de l'égalité des droits, l'abolition par rachat des redevances féodales, etc.

A l'instar de celle des cantons, la circonscription territoriale des dizains du Valais subit des changements. Au lieu des dix dizains, on créa douze *districts* tant pour la convenance des populations que pour faire disparaître le nom de dizain, qui rappelait trop un régime déchu et choquait trop les oreilles des modernes républicains. Il y eut quatre districts bas-valaisans.

La Constitution helvétique avait été acceptée par le Haut-Valais, qui refusa de s'y soumettre, sachant qu'elle avait été énergiquement repoussée dès le premier jour par les petits cantons. Ces fondateurs de la liberté suisse, pères simples et indépendants, avaient en aversion toutes ces nouveautés; en outre, l'esprit de ces hommes profondément religieux se révolta à la nouvelle du renvoi du nonce apostolique et des décrets portés contre le clergé et les couvents. Ils refusèrent donc hardiment de reconnaître le nouveau régime. Apprenant qu'on voulait les soumettre par la force, les Schwytzois, au nombre de 4000, attendent de pied ferme que l'ennemi se présente à leur frontière. Atta-

¹ Ibidem, art. 7.

² Ibidem, 10.

³ Ibidem, 11.

qués le 1^{er} mai par 25,000 hommes, dont le chef est Schauenbourg, ils les repoussent pendant quatre jours. Enfin, écrasés par le nombre, ils obtiennent une paix honorable que leur a valu l'habile Aloys Reding. Quatre mois plus tard, Schauenbourg, avec 16,000 hommes, attaque (9 septembre 1798) les 2000 Nidwaldiens renforcés de 200 volontaires d'Uri et de Schwytz. Dix heures du plus acharné combat suffisent à peine à triompher de ce peuple de héros. Les horreurs auxquelles se livrèrent les Français dans cette sanglante journée ont à jamais couvert d'opprobre les tristes lauriers de Schauenbourg.

Les violences et les excès des généraux français en Suisse n'étaient égalés que par l'audace, les concussions et les rapines exercées par les commissaires que la grande république y envoyait pour la représenter. Les uns et les autres extorquèrent des millions aux couvents, aux grandes familles aristocratiques. Le général Brune s'empara des trésors de Berne, le commissaire Rapinat de celui de Zurich, qu'il fit transporter en Alsace par les baïonnettes des siens, pour s'en adjuger la possession. Le fameux Rapinat, beau-frère de Rewbel, un des cinq membres du Directoire français, se signala surtout par ce genre d'exploit. Son principe était que sa nation ayant procuré la liberté à la Suisse, elle avait droit de commander à sa guise et de se compenser. De là, les destitutions prononcées, les ordres arbitraires lancés et la demande de prise de possession de l'agent britannique formulée ouvertement. De là, ces tyranniques propositions au général en chef de bâillonner et même de faire juger militairement les journalistes, dont la plume osait stigmatiser les violences et les injustices criantes de ce nouveau Gessler¹. Le Directoire de Paris eut assez d'honnêteté et de prudence pour comprendre qu'il ne pouvait approuver les actes de son trop rapace et despote représentant : il le destitua.

On se rappelle qu'au moment où les Haut-Valaisans s'insurgèrent, les électeurs de tout le canton avaient été convoqués à Sion pour le 26 avril, afin d'y élire les députés que le Valais était appelé à envoyer aux Chambres suisses à Aarau. Comme, au milieu de tous ces changements cantonaux, il fallait du temps pour se reconstituer et s'organiser après s'être entendu, le Directoire helvétique n'avait pas encore pu appliquer au Valais le détail administratif constitutionnel. Le préfet national n'était pas nommé quand on apprit que les dizains supérieurs se levaient en armes. A cette nouvelle, les électeurs se séparèrent, et la chambre administrative retourna à Saint-Maurice. Prise à l'improviste, cette chambre légalement établie par l'assemblée constituante, nomma provisoirement Pittier préfet cantonal (8 mai), en exposant au Directoire les faits et la nécessité des circonstances et le priant de ratifier ce choix ou de pourvoir à cette place.

Pour donner à notre gouvernement, disait-elle, toute l'autorité nécessaire, nous avons cru, aussitôt après notre installation, d'après la demande du citoyen Mangourit, devoir établir un préfet national provisoire, et nous avons nommé le citoyen Louis Pittier, membre de notre

¹ Lettres au Directoire helvétique des 28 et 30 prairial 1798.

Chambre. Cette nomination étant nécessitée par les circonstances, nous espérons que vous ne la désapprouverez point, mais que vous ne tarderez pas à remplir cette place définitivement par votre nomination constitutionnelle.

L'irruption des Vallaisans des dizains supérieurs est un envahissement formel du territoire de la République helvétique que vous avez à recouvrer, dont vous avez à punir les auteurs et à indemniser la partie souffrante, mais n'a point détruit l'existence du canton du Valais, ni l'attachement de ceux qui le représentent à la République une et indivisible¹.

Dès que le calme fut rétabli dans le pays et l'occupation militaire terminée, le Directoire helvétique songea à la nomination du préfet définitif. Pittier ne pouvait guère être conservé; ses antécédents ne le recommandaient pas: comme notaire, il s'était vu retirer la plume pour faux en écriture; comme préfet, il se montrait trop ardent, trop compromettant. Il fallait au Valais un homme réservé, instruit, connu et estimé de tous, adroit négociateur autant que prudent magistrat, afin de ramener entièrement la tranquillité et de rattacher les populations au nouveau régime. C'était désigner Charles-Emmanuel de Rivaz. Sa modestie aussi bien que sa timidité l'empêchèrent pendant quelques semaines d'accepter sa nomination. Vaincu enfin par de pressantes et hautes sollicitations et par l'espoir d'être utile à ses concitoyens, il accepta à la satisfaction générale. Un de ses premiers soins fut, dans une assemblée du 16 juillet, d'insister sur l'inutilité et même le grave danger des résistances partielles, dont on venait de faire une si triste expérience. Comme on s'apercevait encore d'un certain frémissement intérieur, il représenta avec douceur et force la nécessité qui incombait à tout citoyen de travailler efficacement à cicatriser les plaies de la patrie par l'oubli du passé et l'union des esprits. De son côté, il promit le plus entier dévouement à tout ce qui pourrait procurer le bonheur de ses administrés. Il tint parole autant que les événements le lui permirent.

Le citoyen César Laharpe, chef du Directoire helvétique, et ses collègues travaillaient avec ardeur par leurs arrêtés, leurs proclamations au peuple, leurs circulaires et leurs instructions aux préfets nationaux et autres fonctionnaires et par leurs journaux liges, à créer un esprit public et à le diriger dans le sens d'un gouvernement unitaire, et non d'une République fédérative. Connaissant la vieille réputation de fidélité des Suisses à leur serment et la haute idée qu'ils avaient de cet acte religieux, le Corps législatif avait décidé (23 juillet 1798) qu'un jour serait choisi dans tous les cantons pour la prestation du serment de fidélité à la nouvelle Constitution. Le jour de cette fête civique, tous les citoyens au-dessus de vingt ans devaient, au son du tambour, s'acheminer vers la maison de commune ou, de préférence, vers la place où était élevé l'arbre de liberté. Les autorités étaient tenues de s'y rendre en cortège. S'il y avait possibilité, la présence d'une musique aux airs patriotiques et guerriers était recommandée. Le préfet ou un de ses représentants devait d'abord prononcer

¹ Archives d'Orsières.

un discours approprié à la circonstance, puis viendrait la prestation publique du serment au bruit du canon. La danse couronnait cette fête destinée « à ramener l'âge d'or sur la terre classique de la liberté ».

C'est pour le 23 août que le Valais est appelé à jurer et à se réjouir. Au lieu de l'allégresse, c'est l'inquiétude qui s'empare de ce peuple très attaché à son antique foi ; il craint que ce serment ne contienne quelque chose de contraire à sa religion et à sa conscience. On était fort divisé de sentiments ; les murmures et le mécontentement étaient allés croissant. L'évêque, en vigilant pasteur, crut devoir parler. Fort estimé de ses ouailles, il voulut, avant de se prononcer, s'entourer de toutes les lumières nécessaires. Il réunit en conférence les membres les plus distingués et les plus instruits de son clergé. La décision fut que l'on pouvait sans danger pour la conscience prêter ce serment ainsi formulé :

Nous servirons la patrie et la cause de la liberté et égalité en bons et fidèles citoyens, avec toute l'exactitude et le zèle dont nous sommes capables, et avec une juste haine contre l'anarchie et la licence ¹.

Dans sa circulaire imprimée et envoyée à toutes les paroisses pour être lue en chaire, l'évêque s'exprimait ainsi :

Après avoir mûrement examiné et pesé la nature de ce serment, nous avons conclu unanimement, et nous l'annonçons par les présentes, que nous pouvons le faire sans blesser notre conscience, sans compromettre la religion catholique, apostolique et romaine, puisque cette sainte religion que nous avons reçue de nos pères nous a été non seulement plus d'une fois garantie par les représentants de la nation française, mais encore que vous vous l'êtes expressément réservée à l'époque de l'union de notre canton au Corps helvétique..... Pour d'autant mieux nous rassurer et bannir toute crainte de notre cœur, le Directoire exécutif de la République helvétique a déclaré, par sa lettre au citoyen préfet, du 23 juillet, que, dans le serment ordonné par le Corps législatif, il n'y a rien *qui ait rapport à la religion, mais seulement aux devoirs de l'homme vivant sous un gouvernement républicain* ².

Cette lettre fut communiquée à Sa Sainteté Pie VI qui daigna en témoigner sa satisfaction.

Ainsi rassuré, le peuple jura la nouvelle constitution. Il y eut cependant dans le Haut-Valais quelques communes récalcitrantes, mais elles cédèrent devant les sérieuses et paternelles représentations que leur firent des personnages influents, qui prévoyaient de nouveaux malheurs pour elles. Sion, la capitale, voulut se distinguer entre tous les chefs-lieux de districts par l'appareil solennel et brillant qu'elle donna à cette fête civique. La cérémonie commença par l'assistance à un pompeux office divin, après lequel le cortège se rendit sur la place publique auprès de l'arbre de liberté, pour y observer le programme officiel. Un banquet termina la journée. A Martigny, l'ex-préfet Pittier, devenu simple membre de la Chambre administrative, présida en

¹ Amtliche Sammlung, etc.

² Archives de l'Evêché.



LE COMTE EUGÈNE DE COURTEN

Né à Sierre en 1771, mort au même lieu en 1839.

Colonel d'un régiment suisse de son nom (chasseurs valaisans) à la solde de S. M. Britannique, 1800.

Colonel de la Confédération suisse, 1815.

Colonel du deuxième régiment suisse (de la garde royale) au service de France, 1818.

Maréchal de camp, 1822.

En 1814, il a commandé les troupes mises sur pied par le gouvernement provisoire du Valais, et destinées à protéger le pays contre l'invasion, par le Simplon, de l'armée d'Italie commandée par le prince Eugène de Beauharnais. L'année suivante, il a pris, comme colonel de la Confédération suisse, le commandement d'une brigade de troupes fédérales. S'est trouvé au siège d'Huningue par l'armée des alliés, et a ouvert, à la tête de sa troupe, la tranchée devant cette place.

(Voir page 473 et suivantes, 598, 599, 600.)

cette qualité le banquet qui eut lieu. Dans son toast, porté aux autorités du lieu, il eut soin de leur recommander de ne faire aucun cas du clergé, qu'il détestait à cause de l'influence que lui donnait son ministère sacré.

Malgré les efforts du Directoire helvétique, les Valaisans, pas plus que les populations des autres cantons, ne s'attachaient au nouveau régime. Habités à des lois et à des usages plusieurs fois séculaires, différant de langue, de mœurs et de caractère, domptés par la force étrangère et gouvernés par des hommes qui, le plus souvent leur étaient imposés par la Révolution et ne s'appliquaient qu'à faire triompher leurs idées, sans s'inquiéter des vrais besoins de leurs administrés, les Suisses voyaient généralement de mauvais œil les changements opérés chez eux. Autant les anciens gouvernements étaient sobres de lois et d'innovations, autant le gouvernement helvétique en était prodigue. Pour établir un nouvel ordre et corriger quelques abus de pouvoir, réellement condamnables, on sapait l'édifice par sa base et l'on prétendait le reconstruire par une multiplicité de lois, ordonnances et arrêtés qui n'engendraient que confusion; ce qui était commandé aujourd'hui était rapporté le lendemain: c'était l'inconséquence et l'incapacité. Il n'en pouvait être autrement, puisque les vrais mandataires du peuple, ceux qui voulaient remplir leur devoir sans s'inquiéter des principes de la Révolution, étaient désagréables aux commissaires, aux agents et aux généraux français, qui en réclamaient la destitution en s'adressant au pouvoir central, ou l'envoyaient eux-mêmes de leur propre autorité. Schauenbourg et Rapinat s'étaient donnés libre champ dans ces sortes de destitutions, suivies de nominations à leur guise. L'arbitraire républicain avait succédé à l'oligarchie, le caprice de démagogues écervelés à la gravité raisonnée de l'aristocratie. Les législateurs suisses décrétèrent aussi la publication d'une feuille politique hebdomadaire envoyée à toutes les administrations communales, aux curés et aux desservants des paroisses, avec invitation d'expliquer au peuple l'esprit et les bienfaits de la nouvelle constitution. Mais les rédacteurs auxquels cette publication fut confiée se montrèrent si peu à la hauteur de leur mission, que l'on ne tarda pas à la supprimer comme n'atteignant pas le but qu'on s'était proposé.

Depuis le serment de fidélité à la constitution, le reste de l'année 1798 s'écoula dans le calme. On remarquait cependant généralement que le peuple n'avait aucune sympathie pour le nouveau régime; la joie qu'il était invité à manifester dans les fêtes civiles était toute factice: il se sentait sur un volcan.

Bien que peu satisfaits, les nouveaux districts valaisans situés entre le lac Léman et le torrent de la Raspille au-dessus de Sierre, subirent pacifiquement les nécessités des temps; mais il n'en fut pas ainsi des cinq anciens dizains orientaux. Ceux-ci, malgré leur insuccès du printemps, rongeaient le frein; ils ne tardèrent pas à songer à la revanche par une levée de boucliers générale. Au lieu de calmer ces ardents cerveaux, l'hiver de 1798 à 1799 ne servit qu'à leur donner le temps d'organiser une nouvelle expédition, dont les

conséquences allaient être des plus lamentables pour eux. Le district de Loèche était quelque peu divisé de sentiments; une partie était pour la soumission, mais l'autre envoya secrètement et fréquemment ses délégués à Naters, où se rendaient aussi les représentants de la moitié de Conches. C'est là que péroraient deux hommes, vrais tribuns populaires, dont le cerveau était aussi agité par l'abus de la boisson que par l'exagération des idées politiques. D'autres circonstances servirent encore à encourager cet aveugle projet de soulèvement. Au printemps de 1799, après la rupture du congrès de Rastadt, parut le décret qui astreignait à la conscription militaire tous les jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, célibataires ou mariés. Il y avait peine de mort contre les réfractaires, contre ceux qui les décourageraient ou procureraient leur évasion. L'autre partie du canton se soumit à ce décret et déjà la première élite était partie; mais, de la Raspille à la Furka, on résista. Bientôt les messagers que l'on avait envoyés dans les petits cantons et les Grisons, revinrent annoncer la grande victoire remportée le 25 mars par le prince Charles sur l'armée française, et dont la conséquence était l'évacuation de la Souabe par l'ennemi. Les opérations militaires amenèrent enfin le prince à Zurich: nouveau motif pour les Haut-Valaisans de se refuser à la conscription et d'organiser la résistance. « S'il faut mourir quelque part, disaient-ils, nous voulons que ce soit à la défense de notre pays. » Les attroupements commencèrent; un cordon militaire fut établi entre Sierre et Loèche; toute correspondance avec la partie inférieure du canton était interceptée. Entre temps l'autorité de Loèche mit la main sur un Oberlandais, émissaire de Berne, qui venait exciter les Valaisans à la révolte. Elle l'envoya immédiatement à Sion où l'on apprit ainsi que ce district était divisé; mais dès que les compagnies des insurgés furent arrivées à Loèche en nombre suffisant, toute communication cessa rigoureusement.

Dans sa sollicitude pour le bien public, de Rivaz, préfet national, n'avait rien négligé de tout ce que le tact et la prudence politiques avaient pu lui suggérer pour prévenir et enfin arrêter cette malheureuse prise d'armes. Il s'effrayait à la pensée des maux autrement graves qu'allait s'attirer cette malheureuse et intéressante partie du pays. Il interposa ses bons offices pour tout arranger à l'amiable; il fit les représentations les plus paternelles, les plus vives et les plus pathétiques. Tout fut inutile. Enfin le Directoire helvétique ordonna que les districts de Monthey et Sierre mobilisassent leur troupe disponible et la réunissent sur ce dernier lieu, sous le commandement de l'inspecteur général des milices Michel Dufour. Connaissant la répugnance que les Bas-Valaisans avaient témoignée l'année précédente à se battre contre des concitoyens et des frères, de Rivaz avait sollicité le Directoire helvétique de ne pas employer les Bas-Valaisans pour cette expédition; mais sa prière ne fut pas exaucée. A Sierre, dès que les deux troupes furent en présence, le préfet tenta un arrangement et il allait peut-être y réussir sans l'arrivée d'une batterie vaudoise, qui braqua immédiatement ses canons, et sans la rumeur, rapide-

ment répandue parmi les insurgés, de la prise de Milan par le général russe Souwarof (29 avril 1799). Cette nouvelle ranima tellement l'esprit belliqueux des insurgés, que le jour même de l'Ascension, 2 mai, à cinq heures du matin, ils tombèrent brusquement sur les compagnies bas-valaisannes pendant qu'elles satisfaisaient au précepte de l'assistance à la messe. Celles-ci prises à l'improviste, parce qu'elles ne s'attendaient pas à être attaquées en pareil jour, durent reculer en désordre et eurent une dizaine d'hommes tant morts que blessés. Peu sûre de la capitale qui craignait de s'exposer à une nouvelle attaque et dont la plupart des habitants n'avaient de sympathies que pour l'ancien régime, la troupe bas-valaisanne alla camper à Riddes. Tout ce qui était dévoué aux Français s'enfuit avec elle. Les insurgés, à leur arrivée devant Sion, à neuf heures du matin du même jour, trouvèrent la ville ouverte; ils l'occupèrent sans coup férir. Ils y restèrent trois jours, à l'instar des anciens Suisses, comme s'ils venaient d'y gagner une bataille. Ils y burent copieusement à la santé et aux frais des partisans de la France. Cependant la troupe de Viège ne voulut point participer à ces excès; elle préféra s'égayer à ses frais et paya toutes ses dépenses.

Les Bas-Valaisans, ou *Constitutionnels*, campés à Riddes, avaient profité de ces trois jours pour se recruter, s'organiser et se retrancher un peu solidement. Par leurs espions ils savaient ce qui se passait chez les insurgés. Ceux-ci, partis sans chefs expérimentés et n'ayant que des aventuriers à leur tête, sans provisions nécessaires ni prévoyance de l'avenir, ne possédant que des fusils sans baïonnettes, n'avaient pas même établi des éclaireurs. Un assez grand nombre n'étaient armés que de bâtons ayant à leur extrémité un fer tranchant, quelques-uns portaient des *morgenstern*¹. Chez eux le courage était censé suppléer à la qualité des armes. Depuis Sierre, ils obligèrent tous les hommes valides de vingt à soixante ans, de prendre les armes et de s'adjoindre à eux. Les pères de famille étaient ainsi forcés de marcher contre leurs fils ou les fils contre leurs pères qui étaient incorporés dans l'armée constitutionnelle. Pleins de confiance dans leur cause et leur bravoure, les insurgés s'ébranlèrent au quatrième jour; ils partirent de Sion le 6 mai, emmenant pour aumônier un père capucin et quelques prêtres séculiers. Ils comptaient être rejoints bientôt par des corps autrichiens qu'ils attendaient. A Riddes, ils furent reçus par quelques décharges d'artillerie qui, paraît-il, ne leur firent pas grand mal, puisqu'ils ne daignèrent pas même riposter par une fusillade. Vu la grande supériorité de leur nombre, leur plan était de placer les constitutionnels entre deux feux, en passant par les pentes du coteau d'Isérables et le territoire de Leytron et Saillon. Comprenant qu'ils allaient être cernés, les constitutionnels quittèrent leur poste et se retirèrent promptement sur Martigny où ils ne s'arrêtèrent point, parce que leur petit nombre ne leur permettait pas de s'y

¹ Massue des anciens Suisses, garnie à la pomme de nombreuses et grosses pointes de fer.

établir solidement. Les insurgés passèrent la nuit à Martigny. Le lendemain ils s'avancèrent jusqu'à Vernayaz, où ils rencontrèrent quelques petits détachements d'infanterie française protégés par un peu de cavalerie. Cette dernière sonna aussitôt la charge et sabra quelques patriotes; les fantassins engagèrent une fusillade de courte durée, parce que les Haut-Valaisans mal armés et encore plus mal commandés, sans cavalerie ni connaissance de la tactique militaire en rase campagne, étaient incapables de résister à un ennemi bien discipliné, habitué au métier de la guerre et manœuvrant sous des chefs habiles. La débandade eut lieu d'abord parmi ceux qui n'étaient armés que de bâtons; les fusiliers, qui avaient opposé une assez vive résistance, mais manœuvraient à l'aventure et ignoraient la manière de recevoir une charge de cavalerie, durent pareillement se replier sur Martigny. Ils ne furent point poursuivis dans leur retraite parce que ce n'était qu'une fausse attaque. Les Français avaient simplement voulu faire une reconnaissance et s'en allèrent prendre position à la Balme, à vingt minutes du village d'Evionnaz.

Après ce léger engagement, où l'on avait pu juger de l'impétuosité du soldat français, ceux des insurgés qui avaient le plus poussé à la guerre, réfléchirent à l'impossibilité de se défendre dans cette position. Conches et Loèche furent des premiers à reprendre le chemin du Haut-Valais. Leur exemple entraîna tout le monde. Ayant pu apprécier, à Trient, l'avantage d'avoir de la cavalerie et se considérant en pays ennemi, avant de quitter Martigny, ils se livrèrent à quelque pillage¹ et en particulier firent une razzia complète des chevaux qu'ils purent trouver dans les environs. Les sévères représentations des aumôniers atténuèrent légèrement leurs dépradations. Dans leur retraite, ils firent prisonniers les hommes et même des enfants qu'ils rencontrèrent sur leur chemin². Heureusement que dans leur marche, ils ne s'écartèrent guère de la grande route. Arrivés à Riddes, ils coupèrent le pont sur le Rhône pour retarder la marche de l'ennemi qui allait les poursuivre. Cette précaution n'empêcha pas Lollier, commandant de la 110^{me} demi-brigade, d'arriver à Ardon le même jour avec 3000 hommes et quelques compagnies vaudoises levées par le gouvernement helvétique. La moitié des maisons de cette petite commune furent pillées.

On s'attendait à une résistance au passage de la Morge; mais les Haut-Valaisans n'avaient pas jugé à propos de s'y arrêter; ils avaient traversé Sion, le 7, à onze heures de la nuit, et s'étaient dirigés vers le bois de Finges, au levant de Sierre. C'est là qu'ils se retranchèrent et attendirent l'ennemi, résolus à une résistance désespérée. Le lieu était bien choisi. A leur droite, ils avaient

¹ Archives de Martigny.

² Le Père Capucin qui les avait accompagnés dans cette expédition, témoin de l'indiscipline et des excès de ses gens, ne voulut plus rester avec eux. Il leur prédisait une défaite complète à cause de leurs rapines « qui n'étaient point la manière, leur disait-il, de se montrer défenseurs de la religion. » Il ne voulut point, dès lors, s'exposer à être conduit derechef à Berne comme l'année précédente, et il se retira en Souabe. (Chronique Carrupt.)

le Rhône et les affreux et hauts rochers au pied desquels coule le profond torrent de la Dala, qui descend de la vallée des Bains de Loèche. De ce côté-là, la position semblait inexpugnable. Devant eux, au couchant et plus près de Sierre, ils avaient encore le Rhône qui traverse obliquement la plaine, passant brusquement du nord au midi. Là encore, entre eux et le fleuve, ils avaient les nombreux mamelons du bois de Finges, qui couvrent la plaine dans sa largeur et sont comme autant de redoutes ou de fortins avancés et protégés par les nombreuses et basses dailles, connues sous le nom d'*aroles*, qui les couvrent sur une grande étendue. A leur gauche s'élevaient les pentes rapides de la montagne où les Français ne pouvaient s'engager. La large tranchée qu'ils avaient ouverte en travers de la plaine, abritait encore leur camp depuis le Rhône jusqu'au flanc de la montagne méridionale.

Le lendemain de son arrivée à Ardon, Lollier tint un conseil de guerre auquel assistèrent Wild et Buxdorf¹, les deux commissaires que le pouvoir helvétique avait envoyés en Valais. Wild, homme de cœur et d'intelligence, était citoyen bernois. Il avait franchement embrassé la cause de l'indépendance du pays de Vaud. Républicain, sincère et nullement révolutionnaire, il ne se dévoua à la cause de l'indépendance que pour faire régner la justice avec l'égalité politique. Dans le conseil de guerre, il fut d'avis d'attendre trois jours avant de se mettre à la poursuite des insurgés, qu'il ne fallait pas, dit-il, attaquer chez eux, dans les positions qu'ils choisiraient, avant qu'on eût reçu les renforts attendus qui assureraient la supériorité du nombre. Son intention était simplement de laisser à la fougue du troupier français le temps de se calmer un peu et d'en éviter, ou du moins atténuer les excès. Lollier qui était bouillant, malgré son âge déjà avancé, ne se rendit pas à cet avis; il ne voulait accorder aucun relâche à l'ennemi. Il déclara cependant à Wild qu'il ne permettrait point le pillage de Sion et que, pour en enlever l'occasion à ses soldats, il les ferait défilé en dehors de la ville. Il tint parole le lendemain. Reconnaissants d'une telle mesure, les Sédunois s'empressèrent d'apporter du vin pour rafraîchir la troupe à mesure qu'elle défilait devant les remparts. Cette générosité produisit un excellent effet sur ces guerriers et calma leur mauvaise humeur.

La demi-brigade, toujours suivie de compagnies vaudoises, arriva à Sion le 8, à 10 heures du matin, et se rendit à Sierre, le même jour. On eut à lui

¹ Buxdorf différait essentiellement de son collègue Wild. Homme sans talent, révolutionnaire exalté, ennemi juré du clergé, Buxdorf ne se gêna pas en traversant le Valais, de déclarer ouvertement qu'il allait mettre les prêtres à la raison et d'annoncer que l'évêque serait sa première victime. Natif de Bâle, dont il était un des représentants à la chambre helvétique, il arborait sur son logis la bannière tricolore suisse de l'époque. Affectant un grand air d'autorité, on l'aurait cru homme de poids, si la suite n'avait prouvé le contraire. Dans le conseil de guerre, où Wild cherchait à plaider indirectement en faveur des insurgés, Buxdorf n'ouvrit pas la bouche; Wild, seul, se sentit un cœur suisse. Wild, homme honnête, plein de modération et de bon sens, était très habile à procurer le bien et à détourner le mal; on peut dire qu'il empêcha Buxdorf d'exécuter ses projets.

reprocher plusieurs actes de cruauté commis sur son parcours de Martigny à Sierre. Dans les villages, elle égorga d'innocents idiots. A Sierre, les caves furent vidées, les maisons pillées et quelques bâtiments ruinés. Géronde, à vingt minutes de Sierre, servait alors de séminaire épiscopal. Cette maison assez bien meublée fut envahie et complètement dépouillée; une partie des livres de sa bibliothèque fut volée, l'autre lacérée et jetée à la voirie. Les soldats vaudois dévastèrent sa jolie église, mutilèrent les statues et les sculptures de ses antiques stalles, déchirèrent les tableaux et se livrèrent à des orgies révoltantes. Sierre avait subi le pillage, parce que, après l'attaque du jour de l'Ascension, quelques uns de ses habitants s'étaient volontairement joints à la petite armée des insurgés. Puis, les quelques têtes révolutionnaires qui s'y trouvaient étaient bien aises de satisfaire leur haine, en désignant aux pillards les maisons des *aristocrates* et de tous ceux qui ne partageaient point leurs idées politiques.

Le lendemain et le surlendemain de son entrée à Sierre, Lollier, toujours prompt à verser le sang, attaqua les Haut-Valaisans qui s'étaient solidement retranchés dans le bois de Finges, à environ une lieue de Sierre. L'attaque eut lieu à la pointe du jour. La résistance fut héroïque et digne de la valeur des anciens Suisses. Selon les mémoires d'un contemporain témoin des événements qui se passaient en Valais, sa patrie,¹ les assaillants auraient eu 1000 hommes tant blessés que tués. Ce qu'il y a de certain, c'est que les voitures de toute la contrée ne suffirent pas au transport des blessés. Le même contemporain affirme que quelques jours après, l'ignoble Schinner², frère du fameux gouverneur expulsé de Monthey, prit le commandement d'un corps de Français et les conduisit à l'assaut du camp de Finges; mais il ne réussit qu'à se faire battre et, traître à ses compatriotes, il fut lui-même obligé de s'enfuir parce que son indigne conduite le rendit même suspect aux Français.

Pendant deux semaines, il y eut des engagements presque journaliers. Les obus des Français ne produisaient aucun effet au milieu des nombreux mamelons. A la droite du Rhône était posté un détachement d'insurgés qui gardaient le pont-levis jeté sur le profond torrent de la Dala. Ce passage était protégé par une sorte de tour qui le rendait très dangereux, et la communication avec Loèche était impossible dès qu'on levait ce pont jeté sur un abîme à

¹ Carrupt. C'est le seul écrivain, à notre connaissance, qui ait donné des détails sur les deux expéditions de 1798 et 1799. Exempt de préjugés et sans esprit de parti, il raconte les faits tels qu'il les a vus ou a pu s'en assurer. Il dit sans gêne la vérité à tous : Allemands et Français.

² « François Joseph Ignace Maximilien Schinner... né à Sion en 1761, entra en 1786 dans le régiment de Courten au service de France, et passa, après son licenciement en 1792, dans les troupes nationales dont il devint, en 1793, l'adjutant général. Le 2 mai 1799, les Conseils helvétiques le nommèrent Ministre de la guerre de la République. Le 5 mai, le Directoire helvétique l'engagea à se rendre en Valais pour y prendre le commandement en chef des troupes franco-helvétiques. Schinner se conforma à ces instructions et arriva à Sierre dans la nuit du 12 au 13 mai, bientôt suivi de troupes fraîches. » D. Imesch, *Die Kämpfe der Walliser in den Jahren 1798-1799*, (opuscule historique aussi intéressant que bien documenté et bien écrit).

J. de L.

parois verticales des deux côtés, et au fond duquel mugit l'impétueux torrent qui descend des Bains de Loèche. Quelques centaines d'Autrichiens, de différentes armes, avaient été envoyés de la Furka au camp des insurgés pour les soutenir, les diriger et les former un peu à l'art de la guerre. Mais ceux-ci, quoique braves et vaillants, ne purent se plier à la discipline militaire. Ils faisaient de fréquentes sorties qui n'aboutissaient qu'à des actes de vengeance et de cruauté de part et d'autre. Dès les premiers jours, un groupe des leurs fut surpris par les Français et fusillé sur le champ. Quelques jours après, le poste qui gardait le pont de la Dala poussa une pointe sur le village de Varone où il surprit trois soldats vaudois occupés à piller l'église. Dans leur indignation, les soldats Haut-Valaisans conduisirent les trois spoliateurs sacrilèges dans la forge voisine où, à coups de marteaux, ils leur brisèrent la tête sur une enclume.

Echelonnés en tirailleurs sur les rochers de la Dala, avec leurs mousquets à longue portée, les insurgés faisaient beaucoup de mal aux Français qui, en voyant leurs camarades rouler au fond du torrent, devenaient de plus en plus furieux de ne pouvoir efficacement riposter. C'était comme un tir à la cible, dans lequel les Français avaient le désavantage. Ceux-ci résolurent enfin de cesser toute action jusqu'à l'arrivée du renfort qu'ils attendaient : c'était la 89^{me} demi-brigade, commandée par le général Xaintrailles; elle ne marchait qu'à petites journées afin que le soldat ne fût point fatigué en arrivant sur le théâtre de la guerre. Si Lollier était bouillant, Xaintrailles ne connaissait pas la pitié, et bientôt les Valaisans ne l'appelèrent plus que « Sans entrailles ».

A son passage à Sion, il dina chez la famille de Lavallaz Joseph. Comme on causait des Hauts-Valaisans, pendant le repas, son amphitryon le pria d'épargner une population égarée par des meneurs et aveuglée par un long bien-être. Xaintrailles répondit par ces paroles féroces, rapportées par le fils même de celui à qui elles étaient adressées : « les hommes mangeront leurs femmes et leurs enfants. »¹

La 110^{me} demi-brigade qui se trouvait devant Finges, apprenant que ses frères d'armes étaient proches, voulut, avant leur arrivée, se distinguer par un coup de main sur le camp de Finges (27 mai). Elle eût lieu de s'en repentir. Les Allemands répondirent si vivement à cette attaque et firent une sortie si impétueuse, qu'ils repoussèrent l'ennemi jusqu'au pont de Sierre et lui enlevèrent de l'artillerie. Les pertes furent très sensibles des deux côtés. Le combat venait de cesser quand arriva à Sierre la demi-brigade attendue. Xaintrailles, dont les soldats étaient reposés, ne s'endormit nullement; il fit de prompts préparatifs pour surprendre la brave armée de Finges. Rentrés dans leurs retranchements, les Haut-Valaisans avaient célébré leur victoire par de trop copieuses libations, et s'étaient endormis avec une imprudente confiance : ils croyaient l'ennemi découragé pour quelques jours, car ils ignoraient l'arrivée

¹ Notes d'Antoine de Lavallaz sur les désastres du H. Valais en 1799.

du renfort. Ce fut leur malheur. Encore quelques heures, et ils vont être mis en déroute et en partie égorgés.

Tout à coup, dans la même nuit, à deux heures du matin, le feu commença sur deux points : d'abord, sur Varone, qui est vaillamment défendu par les Allemands. Les carabiniers ou mousquetaires de Loèche y déploient toute leur intrépidité et leur courage. L'autre attaque a lieu dans la plaine. Le gros de l'armée française prend de front toute la ligne des retranchements en travers de la plaine. L'assaut est impétueux. Surpris dans leur sommeil, les insurgés ne peuvent que saisir leurs armes et courir à la tranchée, qu'ils défendent avec un acharnement égal à l'impétuosité des assaillants : on eût dit d'une rencontre de tigres décidés à s'exterminer. Mais enfin, accablés par le nombre et culbutés après une résistance d'un quart d'heure, les patriotes durent prendre la fuite en désordre, laissant 200 morts sur le champ de bataille. Les assaillants perdirent le tiers de leurs officiers : qu'on juge par là de leur perte totale !

Sur l'autre rive du Rhône, la Dala avait été franchie par une colonne qui s'était portée du côté de Loèche-les-Bains et avait achevé la défaite des insurgés. L'armée victorieuse poursuivit les fuyards sans faire aucun quartier ; sur son passage, tout fut livré au pillage et à l'incendie : Varone, Guttet, Magaren et Gampenen subirent ce triste sort. Loèche, envahi à cinq heures du matin, fut pillé et dévasté. Quelques fuyards parvinrent à atteindre les vallées d'Anni-viers, puis d'Hérens et allèrent dans le Piémont se réunir aux Autrichiens ; d'autres, dans le même but, suivirent les vallées de Viège ou du Simplon ; mais la majeure partie alla bientôt rejoindre les Autrichiens qui venaient de paraître en Conches. Dans la plaine, la terreur était générale ; les populations abandonnaient leurs demeures et leurs avoirs pour se réfugier sur les montagnes. Tous ceux qui étaient surpris à fuir étaient égorgés aussi bien que ceux qui n'avaient pu s'en aller. L'épée du vainqueur n'épargna ni âge, ni sexe. D'infortunés prisonniers que l'on voulait diriger sur Sierre, furent remis entre les mains des compagnies vaudoises qui les escortèrent quelque temps, puis après les avoir chargés d'outrages, les fusillèrent en route en faisant retentir les monts de sauvages cris de joie. La vie de ces malheureux comptait moins que celle des bêtes de somme ou d'un vil troupeau. L'ennemi ne se contente pas d'immoler des victimes humaines ; dans son aveugle vengeance, il égorga même une partie des bestiaux qui tombèrent sous sa main. Il dissipa, en outre, les provisions dont le manque se fit extrêmement sentir à lui-même, peu de temps après, et réduisit à un misérable état les troupes d'occupation. On vit s'étaler dans cette infortunée contrée toutes les horreurs que le fléau de la guerre peut engendrer. Plusieurs mois après, on découvrait encore dans la campagne et sur les coteaux des cadavres restés sans sépulture. Dans le petit village de Magaren, on en trouva sept dans une seule maison.

Le camp de Finges avait été brûlé, soit que les insurgés l'eussent incendié

pour arrêter l'ennemi, soit que celui-ci y eût mis le feu. Tous les blessés des deux partis qui n'eurent plus assez de force pour se soustraire aux flammes y furent consumés. L'odeur des centaines de cadavres brûlés, propagée par l'épaisse fumée qui se dégageait de ce lieu d'horreur, se fit sentir jusqu'à Martigny, dit un contemporain.

A Tourtemagne, les insurgés tentèrent une résistance ; mais, vu le désordre de la débandade et l'insuffisance du nombre, la tentative fut vaine. A Viège, l'affaire eut plus de gravité. Quelques décharges bien dirigées firent mordre la poussière à une cinquantaine de Français. Il fallut néanmoins cesser toute résistance dès qu'on vit la cavalerie ennemie traverser à gué le torrent de la Viège. Ce fut alors que cette petite armée de braves en vint à se réfugier en Conches, où elle prit position derrière le pont de la Massa.

A son tour, Brigue fut saccagée. S'il n'eut pas de victimes à déplorer, c'est qu'après le passage des insurgés tous les habitants s'étaient enfuis. Cette petite ville, assise au pied du Simplon, était l'entrepôt du commerce avec l'Italie. Toutes les marchandises déposées à son importante souste furent perdues. Les vainqueurs firent couler dans les caves le vin qu'ils ne purent boire. Aux villages incendiés, il fallut ajouter Tschineray, Lingwurm et Terminen ; puis, bientôt, la moitié de la commune de Mund et 370 bâtiments sur celle de Naters, quoique ce dernier bourg n'ait eu qu'une seule maison détruite par le feu.

Xaintrailles avait interdit le pillage ; mais comme il n'avait sanctionné sa défense d'aucune pénalité, il ne fut pas écouté. Sa manière de punir les délinquants fut exploitée au profit de sa propre cupidité. Il fit saisir tout le butin que ses soldats avaient fait, se l'appropriä et le fit vendre aux enchères à Sion, à Vevey et en divers lieux. Il avait aussi vendu à l'ex-préfet Pittier un troupeau de poulains provenant du pillage. Après en avoir reçu le prix, il les fit saisir et les revendit ailleurs. C'est ainsi qu'il récompensait ses amis politiques. Dès que le directoire helvétique eut connaissance de ce honteux trafic, il en avisa le commandant en chef de l'armée française en Suisse, qui rappela Xaintrailles et lui donna Turreau pour successeur. Ce dernier arriva en Valais vers la fin de juin et y séjourna jusque vers la fin de septembre, époque à laquelle il remit le commandement au général Ruby, et partit pour Paris où il était appelé.

L'obstination aveugle était devenue le partage des insurgés. Malgré leurs revers, ils traînaient à leur suite la plupart des prisonniers qu'ils avaient faits dans le Bas-Valais, ainsi que plusieurs personnages des plus notables du Haut, qui s'étaient efforcés de s'opposer à leur soulèvement. De ce nombre était le docteur en théologie de Courten, curé à Viège, qui n'avait pas craint de leur représenter publiquement tout ce que cette insurrection avait d'insensé, d'autant plus qu'ils n'avaient aucun chef capable pour les commander. Effectivement, tous les hommes bien qualifiés s'étaient évadés pour entrer dans la légion helvétique soldée par l'Angleterre. Les prisonniers attachés avec des cordes

étaient traités avec mépris et chargés d'imprécations, comme s'ils fussent les auteurs des maux qui fondaient sur le pays. Ils s'attendaient à être fusillés ; mais les Autrichiens les firent délivrer dès leur arrivée en Conches¹.

Les insurgés qui n'avaient pas pris le chemin de l'Italie, se retirèrent derrière la Massa, entre Naters et Mörell, après avoir coupé le pont sur le Rhône entre Brigue et Naters. Aussitôt le pont rétabli, les Français se mirent à leur poursuite (1^{er} juin). Une de leurs colonnes suivit la grande route conduisant directement à Mörel ; l'autre s'engagea par la rive gauche du fleuve en passant par Brigerberg. Dès qu'elles furent en présence des insurgés, elles ouvrirent simultanément les feux. Leurs adversaires ripostèrent énergiquement et causèrent de sensibles pertes aux assaillants, parce qu'ils ne perdaient pas un coup. Dans cette position critique et désavantageuse, les Français, méprisant la mort, se massent courageusement et s'élancent avec impétuosité à l'assaut. Ils sont enfin vainqueurs. Mais, comme leur victoire ressemble trop à une défaite par le nombre de leurs morts, ils taillent en pièces les fuyards qu'ils peuvent atteindre, et ils souillent leur triomphe en égorgeant les enfants et les vieillards inoffensifs laissés dans les villages, qu'ils traversent en poursuivant l'ennemi dans toutes les directions. Le même soir ils étaient à Grengiols.

Un corps autrichien commandé par le colonel Strauch était arrivé le même jour par la Nüffnen ; trop tard cependant pour prendre part à la lutte. La présence de ces auxiliaires produisit sur les Conchards l'effet de l'étincelle électrique ; ils recrutèrent tous les hommes disponibles de la vallée, et, le lendemain (2 juin), la lutte recommença. L'action s'engagea sur les prairies de Lax, où les Impériaux s'étaient retranchés derrière un aqueduc. Favorisés par la position, il firent d'abord reculer les Français ; mais ceux-ci, par une habile manœuvre, étant parvenus à gagner une hauteur qui dominait l'ennemi, reprirent l'offensive et le firent reculer jusqu'à Fiesch, dont ils s'emparèrent et où ils achevèrent de le battre, en lui faisant deux cent vingt-six prisonniers. Le combat dura dix heures.

Le même jour, une colonne française, sous les ordres de Lecourbe, arrivait par l'Oberland à l'hospice du Grimsel. Deux fois, les Valaisans les repoussèrent en leur causant des pertes, et ils les auraient empêchés de passer si un paysan bernois, alléché par l'appât d'un gain considérable, qu'il n'obtint point ensuite, n'eût indiqué à l'ennemi un chemin détourné.

Les Autrichiens regagnèrent la Nüffnen et rentrèrent dans le Tessin, tandis que Lecourbe et Xaintrailles opérèrent leur jonction à Münster. Quelques jours après, Strauch reparait sur le mont Albrun avec huit bataillons et un escadron de cavalerie ; un autre corps austro-russe, sous les ordres du prince de Rohan, occupe les hauteurs du Simplon. Alors, les Français se retirent sur

¹ Manuscrit Corrupt.

la droite de la Massa¹. Dès lors, républicains et impériaux s'observent durant plusieurs semaines sans autres actes d'hostilité que de légères escarmouches, où il périclète cependant du monde.

Six demi-brigades françaises stationnaient sur divers points du Valais : ces points étaient Conches, le Simplon, le Saint-Bernard ou Mont-Joux. De temps à autre, il fallait combler les vides faits par la petite guerre de détail qu'opéraient les insurgés, et qui, au dire même des officiers français, leur avait enlevé plusieurs centaines d'hommes. On ne pouvait employer les Bas-Valaisans, puisque, à part quelques têtes exaltées et tapageuses, ils témoignaient une grande aversion pour cette guerre fratricide. Dans le canton de Vaud même, où le Directoire ordonnait des levées forcées, les honnêtes familles ne pouvant se résoudre à envoyer leurs fils contre des voisins malheureux, préféraient payer des remplaçants, dont la plupart n'étaient que des aventuriers habitués à ne vivre que de rapines et de désordre. Ceux qui ne pouvaient se faire remplacer, ne montraient aucun élan ; ils servaient plus à entraver qu'à soutenir l'œuvre de la révolution.

En dehors du Valais, la renommée des armées de la grande République subissait aussi parfois des éclipses ; si ses généraux remportaient de brillantes victoires, ils comptaient néanmoins des défaites. Les Austro-Russes s'avançaient triomphants ; il importait de maintenir le prestige des armes françaises et des principes égalitaires qu'elles étaient destinées à protéger et à propager. Il fallait chercher à éblouir et à orienter les esprits et les cœurs vers la France ; inspirer partout la haine de la monarchie, de l'aristocratie et de tout ce qui n'était pas la république révolutionnaire. On imagina des fêtes civiques et républicaines. L'assassinat (29 avril) des représentants français au congrès de Rastadt fournit une occasion favorable d'exciter les peuples contre les *tyrans couronnés*. Le 28 juin, dans toutes les villes un peu importantes de la France, il y eut une fête à laquelle devaient participer les autorités civiles et militaires, qui eurent à y prononcer des discours propres à enflammer les cœurs du désir de la vengeance. Ces fêtes, que l'on appelait *fêtes de la vengeance*, furent aussi obligatoires en Suisse, dans les chefs-lieux où il y avait de la troupe. Les officiers devaient haranguer leurs soldats sur une place publique, en présence de tous les magistrats, fonctionnaires ou employés. « Dans deux ans, disait Valubert, chef de la 28^{me} demi-brigade, on n'entendra plus parler d'empereurs..... « La dernière heure a sonné ; il n'y aura plus de têtes couronnées ; plus d'aristocrates..... Il ne faut pas oublier que les nations alliées de la France sont les « seules en ce moment, qui doivent être comptées parmi les peuples civilisés. Les droits des autres peuples doivent être suspendus ; ils ne prendront « leur place dans l'ordre social que par leur association formelle à la vengeance du crime qui vient de mettre l'humanité en deuil ».

¹ Chronique Steffen.

La capitale du Valais eut nécessairement sa *fête de la vengeance*. Le cortège officiel, suivi des démagogues, des fainéants et va-nu-pieds que l'on put racoler pour la circonstance, sortit par la porte de Conthey et rentra par celle de Loèche en chantant des airs patriotiques mêlés de cris et de vociférations. Quoique ce fût jour de marché à Sion, le peuple fut si dégoûté de cette burlesque et sauvage manifestation, que personne ne voulut écouter la harangue qui fut prononcée.

Loin de pouvoir marcher sur Vienne, comme les journaux l'avaient annoncé, les armées françaises avaient été repoussées de la Souabe par le prince Charles ; les 17, 19 et 20 juin, Souwarof infligeait à Macdonald, l'un des principaux généraux de la République, trois sanglantes défaites, à la suite desquelles les Austro-Russes s'emparèrent de Milan, Turin et de toute la Haute-Italie. Leurs détachements parurent à la Furka, au Saint-Gothard, au Simplon et au sommet du Grand Saint-Bernard, qu'ils occupèrent durant plusieurs semaines. Sur ces deux derniers points, il y eut (12, 13 et 14 juillet) de légers engagements. Le 16 juillet, les Français furent surpris au Simplon, pendant la nuit, par les Autrichiens, et perdirent cinq canons ; mais une colonne de grenadiers survint et reprit quatre pièces. Le 17, la lutte recommença très vive ; quatre-vingt huit Autrichiens furent faits prisonniers ; de ce nombre étaient quatre Valaisans¹. Dès ce jour, jusque vers le milieu du mois suivant, il ne se passa rien de saillant : Français et Autrichiens s'attribuaient des avantages sur lesquels il n'est pas possible de se prononcer, mais qui, probablement, se compensaient réciproquement.

La présence des Autrichiens était pour les Haut-Valaisans, que l'on ne connaissait que sous le nom d'*insurgés*, une occasion de harceler sans cesse, du haut de leurs rochers, de tuer ou blesser en détail les soldats de la République, en dehors de tout engagement régulier. C'est ce qu'entendait le représentant vaudois Desloës en disant que « les soldats français avaient bien des raisons « d'être irrités contre les rebelles qui ne cessaient de tirailler sur eux contre « toutes les règles de la guerre ». Turreau résolut d'en finir avec cette meurtrière guerre de détail qui n'avancait point les affaires. Vers le milieu d'août, il concentra toutes ses troupes à Brigue, n'en laissant que très peu au Grand-Saint-Bernard. Il voulait chasser les Autrichiens du Simplon et de la vallée de Conches, qu'ils occupaient depuis le pont de la Massa jusqu'à la Furka.

L'escalade du Simplon s'effectue et on s'y bat vaillamment les 15 et

¹ On a prétendu que ces quatre Valaisans furent fusillés ; mais cette assertion est démentie par la relation de Desloës, représentant du canton du Léman. « La troupe française, dit-il, sans pain, dans un dénûment affreux, a donné une preuve étonnante d'obéissance aux ordres de son chef... Les Français ont vu trois de leurs frères d'armes, faits prisonniers, être fusillés sur la montagne et n'ont fait aucun mal à un insurgé tombé bientôt après entre leurs mains : il est ici à Sierre. Il faut observer que cet insurgé s'était enfui du quartier général de Brigue où le brave et compatissant Jacopin le nourrissait avec nombre d'autres. Je vous observerai que les soldats français auraient bien des raisons d'être irrités contre les rebelles, qui ne cessent de tirailler sur eux contre toutes les règles de la guerre... »

16 août¹. Malgré leur fermeté, les Autrichiens sont délogés de toutes leurs positions et forcés à la retraite; le prince de Salm est fait prisonnier. Un brouillard épais, si fréquent sur ces hauteurs, avait protégé les Français, qui s'étaient avancés sans être aperçus et avaient brusquement attaqué l'ennemi sur les plateaux qu'il occupait. Ceux qui attaquèrent de front durent gravir une pente très raide où le sentier décrivait de nombreux lacets; ils se trouvaient placés presque verticalement sous les Autrichiens. On en trouva beaucoup que les balles avaient frappé à la nuque en labourant toute l'épine dorsale. Chaque petit plateau, chaque anfractuosité de rocher, chaque pli de la montagne étaient semés de cadavres. On ne peut préciser le nombre des victimes qui restèrent sur le Simplon; on sait seulement qu'elles furent proportionnées à l'ardeur de la lutte. Les Autrichiens perdirent quinze cents hommes tant prisonniers que déserteurs.

La troupe que Turreau avait dirigée sur Conches avait pareillement délogé les Autrichiens. Ceux-ci, malgré leur nombre, leur discipline et l'avantage de leur position qui dominait les gorges de la Massa, ne se battirent point avec le même élan que les Haut-Valaisans. C'est que les uns défendaient leurs foyers, tandis que les autres ne se battaient que pour obéir. En se retirant de la vallée, les Autrichiens firent beaucoup plus de mal aux braves habitants de Conches que ne leur en avaient causé les Français. Ils incendièrent Grengiols et en firent un monceau de cendres; ils s'emparèrent de tous les vivres, de toutes les provisions qu'ils parvinrent à découvrir par de minutieuses perquisitions. Les bons montagnards avaient caché beaucoup de denrées et autres objets dans les forêts et des retraites solitaires, dans l'espoir de les soustraire aux Français. Mais, trop confiants dans les troupes autrichiennes, dont une partie parlaient la même langue qu'eux et qui venaient combattre leur ennemi commun, quelques-uns d'entre eux n'usèrent pas de la discrétion nécessaire et trahirent le secret des dépôts. Ces troupes qui les dévalisèrent et les ruinèrent entièrement, étaient en majeure partie des Hongrois et des Valaques réputés pour leurs vols. Leur commandant Strauch était digne d'eux: c'était un adepte de l'Illuminisme allemand, traître aux intérêts de l'empereur-roi, son maître; bien loin de soutenir les Haut-Valaisans, il se retirait du combat avec les siens dès qu'il les voyait engagés avec l'ennemi. Cette conduite déplorable fit dire aux Conchards, que les Autrichiens venus chez eux en amis leur avaient fait plus de mal que les Français venus en ennemis².

Après ces deux expéditions qui rendirent impossible toute résistance, dépourvus de tout appui, sans vivres, ni communications possibles, cernés de toutes parts, des milliers d'habitants et d'insurgés quittèrent les hauteurs où ils s'étaient réfugiés et vinrent faire leur soumission. Turreau leur fit seulement promettre d'être tranquilles et soumis désormais. Combien de maux les

¹ Corrupt.

² Ibidem.

meneurs de ce peuple lui auraient épargnés, s'ils l'avaient laissé écouter les exhortations à la paix que l'évêque leur avait adressées quelques mois auparavant, en leur assurant que la religion n'était point menacée par la Constitution nouvelle et que toute résistance était insensée.

En posant les armes, l'infortunée population des cinq dizains, celle de Conches surtout, n'avait pas encore subi toutes les tristes conséquences de son insurrection. Tout avait été dévasté : les habitations incendiées, les provisions pillées, dispersées ou consommées, beaucoup de champs restés en friche, les cultures dévastées par les troupes, le bétail en partie tué inutilement par la fureur aveugle du vainqueur et le reste employé à la subsistance de la troupe ; que restait-il aux malheureux habitants privés de logements et de vêtements ? Que de femmes sans époux, d'orphelins sans pères et de vieillards sans robustes jeunes gens pour les entretenir ! La guerre avait répandu la mort partout ; elle allait engendrer la famine et les horreurs de la misère. Bientôt la saison froide, si précoce dans les pays de montagnes, vint visiter ces malheureux affamés et nus. Pour la première fois, peut-être, Turreau sentit la compassion entrer dans son cœur ; il passa quelques secours. Le Bas-Valais, qui avait dû fournir malgré lui à l'armée de la révolution un certain nombre de ses enfants, tint à réparer autant qu'il était en lui la honte que deux ou trois misérables lui avaient infligée. Le canton de Vaud mit la plus noble émulation à faire oublier, si possible, la conduite de quelques-unes de ses compagnies. Toute la Suisse vint au secours des malheureux Haut-Valaisans. Ce qu'il y eut de particulièrement émouvant fut de voir l'armée française, si mal pourvue elle-même de vivres qu'elle avait auparavant gaspillés, participer selon ses moyens à ces actes de générosité. A la vue de ces nombreux enfants orphelins, déguenillés, transis de froid, pâles et affamés, que la nécessité poussait dans le camp, le cœur du troupiier français n'y tenait plus ; vivant lui-même de privations, il s'empressait de partager sa maigre ration avec ces pauvres petits abandonnés, dont les parents ou les soutiens avaient péri sous les balles de la *liberté*. Malgré son propre dénûment digne de compassion, il cherchait à les affubler de quelques lambeaux dont il pouvait disposer.

Dans sa paternelle sollicitude, le préfet national, Charles-Emmanuel de Rivaz, trouva un excellent moyen d'arracher à la misère et à la mort ces petites créatures au nombre de près de 300. Il les fit recueillir et distribuer peu à peu dans les familles qui voulurent bien les adopter. Les premiers furent placés à Sierre. Puis, à mesure que les jeunes orphelins arrivaient à Sion, la digne compagne du préfet les accueillait, les soignait comme une tendre mère, les faisait héberger chez ses parents, ses amis et les familles compatissantes. Les nouveaux convois recevaient les mêmes soins pour être dirigés et répartis dans les communes du Bas-Valais, où ces orphelins furent affectueusement reçus par les familles aisées, qui les regardaient comme un gage des

bénédiction céleste. Telle est fréquemment l'origine de ces familles du Bas-Valais dont les noms et les parents se retrouvent dans le Haut.

Le commissaire Wild qui, dès le commencement des hostilités, s'était efforcé de détourner du Haut-Valais les malheurs qui le menaçaient, ne faillit point à la belle mission qu'il s'était imposée. D'accord avec le préfet et les plus notables familles de Sion, il établit promptement un bureau de charité. La lettre qu'il écrivit du port de Cully, le 8 novembre 1799, lui fait honneur et dépeint trop bien la misère qui régnait sur le théâtre de la guerre pour qu'elle ne soit pas publiée. Elle est adressée à tous les Suisses.

L'état du Haut-Vallais, dit-il, malheureux au-dessus de toute expression, est la cause de cette adresse au public. Je ne veux pas excuser sa seconde révolte; cependant, ceux qui connaissent les sources premières et les circonstances de celle de l'année précédente; ceux qui savent que la dernière n'est qu'une suite de l'autre, et qui savent encore qu'un grand nombre d'habitants détestent les deux révoltes au plus haut degré; que les femmes et les enfants, surtout les derniers, ne peuvent pas être coupables, n'auront qu'un sentiment: celui de la commisération. Les âmes nobles traitent même leurs ennemis, après la victoire, avec générosité; que ne devons-nous pas faire envers des concitoyens séduits?

L'infortuné Haut-Vallais qui était naguère un désert dans lequel il fallait enjamber, au commencement de juin, par-dessus les cadavres d'hommes et d'animaux, à travers les murs culbutés des villages brûlés qui menaçaient d'écraser les passants sous leur seconde ruine, est encore un spectacle d'horreur et de dévastation. Les beaux villages de Varone, Tschinerez, Magaren, Ems, Lingwurm, Ernen et Grengiols¹ sont brûlés à fond. Mund est réduit en cendres à moitié; quantité de maisons isolées sont également devenues la proie des flammes. Ce qui reste, depuis Sierre en haut, n'est pas en meilleur état, tout est enlevé: les fenêtres, les portes, les planchers et même les toits. Les habitants restent en nombre, mais quel spectacle affreux que celui des ruines et des décombres de murailles et des champs déserts! Déjà l'hiver répand ses influences affamantes et sa rigueur, et il n'y a pas encore d'apparence de subsistance, ni d'abri contre le froid. Il y a plus de quinze jours que de misérables habitants étaient forcés de se nourrir de graines de sureau. Quel état affreux pour les malades! J'ai visité des personnes ci-devant riches, dangereusement malades; je les ai trouvées presque nues, dans des chambres ouvertes. Chacun peut se former une idée de la misère qui règne dans les familles où il y a beaucoup d'enfants.

Cette description fidèle serait-elle capable d'exciter les âmes sensibles et bienfaisantes à l'assistance de nos malheureux concitoyens du Haut-Vallais selon leur force? On recevra avec une vive reconnaissance tous les dons en argent, habits, linges, vivres, etc. La Chambre administrative, à Lausanne, veut bien diriger la collecte pour ce canton; pour les cantons de Fribourg et Soleure, les citoyens curés des villes voudront bien se charger de cet office charitable, tout comme à Berne, le citoyen Weiss, ministre de la grande église. Tout sera envoyé à Sion, où je nommerai des personnes probes et respectables pour la recette et distribution; et je rendrai compte public de tout.

Ce comité de Sion dont le respectable de Lavallaz Joseph fut secrétaire et le curé de la ville président, correspondait avec les communes du Bas-Valais et les comités des divers cantons, spécialement du département du Léman (Vaud). Il recevait et distribuait les vêtements, linges, denrées, ustensiles, sommes d'argent et tout ce que la charité publique lui envoyait. Le clergé valaisan

¹ Les deux derniers brûlés par les Autrichiens.

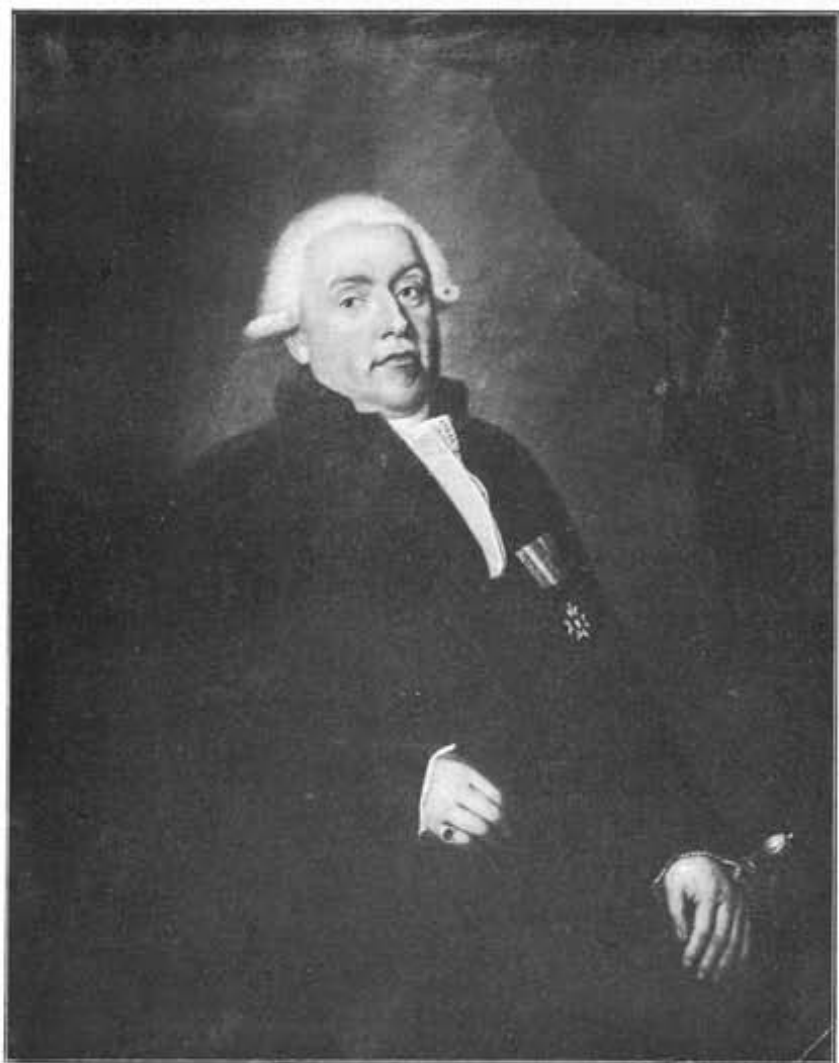
remplit largement son devoir, en donnant les plus beaux exemples d'abnégation généreuse¹.

Après leur victoire sur le Simplon, les Français construisirent des traîneaux très étroits pour le transport de leurs canons, que le chemin non carrossable ne permettait point de laisser sur les affûts. Ils poursuivirent leur marche jusqu'à Domodossola, où ils éprouvèrent quelque résistance. Ils apprirent bientôt que le Russe Souwarof allait passer le Saint-Gothard et traverser le canton d'Uri. Craignant d'être coupés, ils se retirèrent promptement et rentrèrent à Brigue, où ils arrivèrent déchaussés et déguenillés. En même temps, de Zurich, Masséna prévenait Turreau de prendre l'armée russe par derrière, pendant que lui-même lui barrerait le passage près d'Altorf. Le projet aurait réussi si l'on n'avait eu affaire à l'agile et avisé Russe, qui arriva le premier, surprit les Français, fit mille prisonniers, mit le reste en fuite. Souwarof avait passé; mais la rapidité de sa marche et de sa victoire avait jeté l'effroi parmi les bataillons de Turreau, qui jugea prudent de transporter à Sion son quartier-général. Ce ne fut qu'après avoir appris l'éloignement de l'ennemi qu'il le rétablit à Brigue et que ses soldats réoccupèrent leurs précédentes positions. Quelques semaines plus tard il dut rentrer en France. Ses troupes demeurèrent en Valais jusque vers la fin d'octobre, époque à laquelle elles évacuèrent le pays, à l'exception de la 28^{me} demi-brigade et d'un bataillon de la 110^{me} qui y séjournèrent jusqu'en mai 1800. Rien de plus triste que l'état de ces malheureux soldats exténués, couverts de vermine et ne se ressentant que trop de la misère des populations au milieu desquelles ils vivaient.

L'évêque de Sion qui avait dû s'enfuir lors de l'entrée des Français en Valais, parce que l'on craignait réellement pour sa vie, que Buxdorf avait menacée, était dans le Novarais où, à la prière de l'évêque de ce diocèse, il s'occupait à parcourir les paroisses des montagnes pour administrer le sacrement de confirmation. Son désir ardent était de rentrer en Valais où son clergé et ses ouailles l'attendaient avec impatience. Déjà avant le combat sur le Simplon, le vénérable Chapitre de la cathédrale s'était entendu avec Turreau

¹ Entr'autres faits, qu'il soit permis de citer les lignes suivantes écrites en 1834, par M^r Antoine de Lavallaz, fils du secrétaire du comité de bienfaisance. Voici le fait qu'il consigne dans un succinct récit du soulèvement des Haut-Valaisans. « En parlant de tous ces événements désastreux, dit-il, je ne dois pas laisser ignorer un acte de charité vraiment évangélique. La paroisse de Vionnaz avait alors pour curé M. Guérin, surveillant, chanoine honoraire de Sabarie en Hongrie. Ce respectable ecclésiastique, informé des malheurs et de la détresse qui pesaient sur le Haut-Vallais, envoya au comité de bienfaisance, à Sion, toute son argenterie. Il accompagna ce don magnanime d'une lettre dans laquelle il disait, qu'il n'avait pas le courage de manger sa soupe avec une cuillère d'argent pendant qu'il savait ses compatriotes dans le malheur. Trait aussi noble qu'il est rare. » Archives de Lavallaz, à Sion.

Le chanoine Guérin, natif de Vionnaz, est un de ces ecclésiastiques qui ont fait honneur au Valais. Après son ordination, il partit pour remplir les fonctions de précepteur des enfants d'une famille de magnats, en Hongrie. Ses connaissances, la beauté de son caractère et la discrétion avec laquelle il s'acquitta de ses fonctions lui valurent, outre l'estime et l'affection de ses maîtres, une pension de retraite des plus honorables, avec le camail de chanoine honoraire de Sabarie. Sa mémoire est encore aujourd'hui en grande vénération dans cette bonne paroisse. *In memoria aeterna erit justus.*



CHARLES-EMMANUEL DE RIVAZ, PRÉFET NATIONAL

Né en 1753, mort en 1830. — Grand-Baillif en 1817, 1825.

(Voir pages 446, 460 et suivantes, 490 et suivantes.)

pour le prochain retour du prélat, à qui les commissaires helvétiques Wild et Desloës avaient pu faire parvenir secrètement sa lettre de rappel. Mais les esprits forts et les exaltés du parti ayant eu vent de ce rappel, s'y opposèrent de toutes leurs forces et inventèrent contre l'évêque les accusations politiques les plus graves, quoique absolument dénuées de fondement. Ils se démenèrent si bien que le gouvernement helvétique mit pour condition à sa rentrée, qu'il rendrait raison de sa conduite. Comprenant ce que signifiait cette réserve, l'évêque ajourna prudemment son retour, qui n'eut lieu que l'été suivant¹. Jugeant alors les circonstances plus favorables, Monseigneur Blatter reprit la route de son diocèse. Arrivé aux portes de Sion, il voulait se rendre à son palais épiscopal par le chemin le plus direct, mais les officiers de la garnison française ne l'entendirent pas ainsi. Prévenus à temps de son arrivée, ils mirent la troupe sur pied. L'entrée eut lieu par la porte de Loèche, au son de toutes les cloches et aux acclamations d'un peuple ivre de joie de revoir son pasteur vénéré. La troupe française faisait la haie et présentait les armes au passage.

Dans la partie supérieure du canton, les insurgés avaient fait prisonniers les magistrats et fonctionnaires opposés à la prise d'armes, ou qui, fidèles à la nouvelle constitution, n'avaient pas prévenu leur arrestation par la fuite en Italie ou ailleurs. Prisonniers ou fuyards, leurs propriétés mobilières et immobilières avaient subi le sort commun. L'insurrection vaincue et les populations fugitives rentrées dans leurs communes, ce fut un désordre complet. Il n'y avait plus ni autorité, ni administration. Le préfet national ne trouvait aucun citoyen qui voulût ou qui osât accepter une charge quelconque; les fonctionnaires constitutionnels précédents craignaient pour leur vie autant que d'autres, s'ils acceptaient un emploi ou remontaient au pouvoir. Cet état de confusion dura quelque temps. Les conséquences de la misère qui régnait étaient un second motif des refus de magistrature : car la misère poussa beaucoup de malheureux aux actes les plus répréhensibles; le défaut de tribunaux rendait les délits faciles et fréquents. A cette désolation s'en ajoutait une autre : les blessures mal soignées, le chagrin causé par les suites d'une entreprise mal concertée et encore plus insensée, la douleur de la perte de leurs parents et de leurs avoirs et l'aspect quotidien de la ruine générale, occasionnèrent la mort d'un grand nombre de personnes dans les mois qui suivirent ces désastres.

Quoique le Bas-Valais fût demeuré fidèle à la constitution, il eut néanmoins à supporter de lourdes contributions. Les réquisitions forcées en argent, grains, denrées et fourrages, auxquelles le soumettaient les généraux français, épuisaient sa bourse et ses produits. Pendant l'automne, Sion et Hérens durent fournir cent et deux pièces de gros bétail; Monthey la commune dut en fournir cinquante. On promettait de payer les fournitures et dépenses, mais

¹ Archives de l'Evêché.

ces promesses ne s'exécutèrent qu'après plusieurs années. Les communes réclamaient fréquemment, ce qui n'empêchait pas le peuple d'endurer une gêne excessive; il ne lui restait que la résignation. Malgré tout, le pays fut tranquille, et le général Menou, chargé durant l'hiver de 1799 du commandement en Valais, resta pacifiquement à Sion.

Bientôt la France va changer de maître. Bonaparte, revenu d'Egypte, où il a laissé à Kléber le commandement de l'armée qu'il a abandonnée, débarque à Fréjus (octobre 1799). De là il vole à Paris, où le 18 brumaire (9 novembre) il est nommé premier consul. Il succède au Directoire français tombé sous le poids de la réprobation publique. La France sentait enfin la nécessité de confier les rênes de l'Etat à une main capable de museler la révolution.





CHAPITRE XXIII

DE 1800 A FIN MARS 1802

LA chute du Directoire français fut le prélude de celle du Directoire helvétique (7 janvier 1800). La Harpe, que l'on a trop vanté, était un despote; il songeait à la dissolution des Chambres législatives. Ses collègues Dolder et Savary opposés à sa politique, furent élus membres de la Commission des Sept, instituée par le Grand Conseil helvétique. La Harpe s'enfuit. Saisi à Lausanne par ordre de la Commission exécutive pour être conduit à Berne, il réussit à s'évader en arrivant à Payerne, et il se réfugia à Paris.

L'année 1800 vit bien des dissentiments entre les hommes politiques de la Suisse, qui se divisaient en fédéralistes et unitaires; ce qui donna lieu à divers projets de constitution et à des remaniements dans les corps politiques (août). Cet état d'agitation continuelle était doublement funeste au Valais, déjà si éprouvé par les malheurs des deux années précédentes et par les impositions qui pesèrent sur lui jusqu'en 1802. Le fréquent passage des troupes était déjà à lui seul une lourde charge. Il fallait qu'il trouvât des vivres pour les soldats et tout ce qui était nécessaire à l'entretien de la cavalerie. L'administration militaire était sans pitié et ne s'inquiétait aucunement de la subsistance nécessaire aux malheureuses populations du canton.

On cheminait ainsi péniblement quand, dans les premiers jours de mai, le général Marescot, accompagné de plusieurs officiers supérieurs, parut à Martigny où il tint un conseil de guerre. Il partit de là avec sa suite et tous, sous le déguisement de chasseurs, parcoururent la longue vallée de l'Entre-

mont, puis les sommités du Grand St-Bernard, qu'ils explorèrent pendant plusieurs jours sous prétexte de s'y livrer à la chasse des bêtes sauvages. Bonaparte les avait envoyés étudier ce passage. On ne soupçonnait guère en Valais, ni ailleurs, ce qui allait s'accomplir. L'Annibal moderne voulait frapper un grand coup en surprenant les cent mille hommes, que le général autrichien Mélas commandait dans le nord de l'Italie. Avec la rapidité de l'aigle, il traversera les rochers et franchira les abîmes des Alpes pour fondre sur l'ennemi, qui ne s'attendait pas à être pris de ce côté. Bonaparte avait formé un camp de soixante mille hommes dans les environs de Dijon; pour mieux cacher son dessein, il lui avait donné le nom d'armée de réserve. Il fit marcher cette armée sur trois points à la fois : le St-Gothard, le Grand St-Bernard et le Mont-Cenis. Il voulait battre Mélas qu'il tenait dans sa poche, disait-il, et qui s'endormait dans les environs de Gênes. Vingt mille hommes passaient par le St-Gothard et le Mont-Cenis. Les quarante mille autres, avec soixante bouches à feu, dirigés par divisions et munis d'immenses provisions, s'acheminèrent sur Lausanne. Bonaparte est déjà dans cette ville le 12 mai; le 13, il passe en revue son armée sur la grande place de Vevey, et le lendemain, il fait partir l'avant garde. Le 17, il quitte définitivement Lausanne et il arrive à Martigny, où il est reçu et logé durant trois jours à la maison du Saint-Bernard. Il y occupait l'appartement actuel du Prévôt, mangeant avec son état-major dans le réfectoire des Religieux et, pendant les repas, parlant très peu avec les officiers. Après le dîner il invitait le chanoine Giroud, économe de la maison, à Martigny, qui surveillait le service du dîner du premier consul, à l'accompagner dans une promenade d'une demi-heure au verger appartenant à la maison. Il lui demandait alors des renseignements sur les localités et les difficultés du passage de la montagne, que devait traverser l'armée. Il rentrait ensuite dans son appartement et recevait ses aides de camp. Parti le 20 au matin, il alla dîner à l'hospice du mont Joux (Grand St-Bernard) et arriva le même jour à Etroubles dans la vallée d'Aoste, où il coucha. De Martigny à Aoste, il voulut avoir pour compagnons de route les chanoines Terretaz, procureur général de la Maison, et Murith¹, prieur de Martigny et savant modeste.

¹ Murith Laurent-Joseph naquit à St-Brancher, en 1742, d'une famille bourgeoise à mœurs patriarcales. Ses parents ne soupçonnaient guère que, dans des conditions plus restreintes sans doute, leur enfant, contemporain du célèbre botaniste Laurent de Jussieu, illustrerait un jour son nom et sa famille. Une vocation particulière et un goût décidé pour les études sérieuses le déterminèrent à quitter sa famille et les brillantes espérances qu'il pouvait attendre dans le monde, et à entrer dans la vie religieuse. Le 17 septembre 1760, il fut admis comme novice dans le monastère du Grand Saint Bernard, où le 20 septembre de l'année suivante, il prononça ses vœux solennels. Le 20 septembre 1766, il était ordonné prêtre. Religieux exemplaire en toute circonstance et surtout dans les affaires ardues et les missions délicates dont ses confrères l'honorèrent, il se montra digne de toute leur confiance.

Ses études théologiques furent brillantes et lui valurent le titre de *Notaire apostolique*. Mais, en travaillant à se perfectionner dans les sciences ecclésiastiques, son activité dévorante le poussait à l'étude de la lithologie et de la minéralogie, comme diversion récréative à ses études sacerdotales. Il forma ainsi cette belle collection minéralogique qui est conservée au Grand Saint-Bernard.

Esprit ardent, à conception facile et à jugement droit, il voulut sonder les secrets de diverses

La veille de son départ de Martigny, un corps de cavalerie de deux mille six cents hommes était arrivé; un escadron de quatre cents cavaliers fut envoyé en logement à Sembrancher. L'armée mit dix jours à effectuer la traversée de la montagne. Chaque soir, un corps arrivait pour passer la nuit à l'hospice d'où il repartait le matin; celui qui le suivait défilait dans le courant de la journée. Les rations étaient distribuées aux soldats, sur la place de l'hospice; de jour, les officiers seuls entraient. Voyant que l'intendance militaire n'avait nullement pris ses précautions pour réconforter le soldat exténué de fatigue, éprouvé par l'air si vif de la plus haute habitation du globe (altitude 2472 m.)¹, pressé de la faim et endurant la soif, les dignes Religieux du monastère, émus de compassion à la vue de tant de souffrances, distribuèrent généreusement et spontanément à chaque homme des rations de viande, pain, fromage et vin, jusqu'à ce que les immenses provisions qu'ils faisaient chaque année pour l'exercice de l'hospitalité et celles qu'ils s'empressèrent de se procurer durant

branches de sciences. Il s'occupe de géologie, de conchyliologie, d'ornithologie, d'entomologie et de zoologie en général. On a encore de lui un exposé géologique d'une partie du Valais et des notes sur l'ornithologie. L'archéologie ne lui fut pas étrangère. La numismatique lui sourit, et aidé de ses confrères Jean-Joseph Ballet et Jérôme Darbellay, il commença ce médailler que l'on voit à l'hospice du Grand St-Bernard et qu'enrichissent chaque année les fouilles intelligentes que M. le Chanoine Joseph-Henri Lugon, de Monthey, jeune numismate déjà avantageusement connu des savants, opère sur les ruines romaines du Plan-Jupiter, à 5 minutes de l'Hospice.

Murith avait préparé sur les antiquités un travail qu'il voulait publier. Malheureusement, il fut victime d'une duperie. Un étranger s'étant emparé de sa confiance, il lui remit son manuscrit sous la promesse formelle de le faire éditer. L'édition ne parut point et, malgré toutes les réclamations, le manuscrit fut perdu pour son auteur. On trouve quelques fragments des notes de ce savant et humble religieux sur les antiquités, dans le troisième volume des *Mémoires de la Société royale des antiquaires de France*, 1821, p. 503. C'est encore à lui qu'on doit la découverte des premières monnaies salasses aujourd'hui si recherchées.

En 1786, étant curé à Liddes, il gravit le mont Vêlan, dont il fut le premier ascensionniste, et sur cette cime, il fit, dans l'intérêt de la science, d'intéressantes observations barométriques, que Bourrit a enregistrées dans son ouvrage : « Passage des Alpes ».

Quoique la plupart des sciences physiques et naturelles aient eu une large part dans ses études, c'est cependant la botanique qui fut son étude de prédilection, et c'est elle qui l'a immortalisé aux yeux des savants. Prieur à Liddes, dès 1776, puis à Martigny où il finit ses jours, il fit, avec d'autres savants, ses amis, des excursions botaniques dans toutes les vallées latérales du canton, et il en rapporta les riches productions végétales qu'il a soigneusement consignées dans son « guide du botaniste en Valais », ouvrage in-4°, imprimé à Lausanne en 1810.

Invité en octobre 1815, à assister à Mornex près Genève, à la fondation de la « société helvétique des sciences naturelles », sa santé ne lui permit pas de se rendre à cette flatteuse invitation. Il donna cependant son assentiment à cette œuvre, et son nom est inscrit parmi celui des fondateurs de cette société. Il mourut le 9 octobre de l'année suivante.

Le 13 novembre 1861, il se forma en Valais une association de botanistes dont plusieurs sont distingués par leurs connaissances en cette matière. Pour honorer la mémoire du savant chanoine du St-Bernard, elle prit le nom de « Société Murithienne ».

Très zélé dans ses fonctions de St-Ministère, on se demande comment Murith a pu se livrer à tant d'études? Ne dérochant à ses ouailles aucune partie du temps qu'il leur devait, il se compensait sur les heures de son repos. Le soir, il prolongeait ses veilles, et les trois heures du matin le retrouvaient à ses sciences favorites : C'était là tout son secret.

(Notice sur le chan. Murith, par Tessier, chanoine du St-Bernard. St-Maurice, 1862).

¹ Le Simplon n'a que 2005 mètres.

ce passage inattendu, fussent entièrement épuisées. Ils donnèrent même ce qui était nécessaire à leur entretien. Remarquant alors qu'il ne leur restait plus rien, un officier de l'intendance militaire fit ouvrir des caisses de biscuits pour l'armée et les Religieux. Ceux-ci firent encore, durant le temps du passage, des distributions de linge, bas, chaussures, etc., parce que beaucoup de soldats arrivaient les vêtements en lambeaux, sans chaussure, les pieds ensanglantés ou blessés par les aspérités des rochers et la longueur de la route.

Les canons, placés dans des troncs d'abres creusés à cet effet et trainés par les robustes hommes de l'Entremont qui se remplaçaient pendant le trajet, exigèrent une infinité de bras pour l'ascension et la descente de la montagne. Une brigade seule traîna elle-même ses canons, et ses officiers s'y attelèrent comme ses soldats¹. On a compté que le nombre des Valaisans employés tant à ce transport pénible qu'à celui des divers bagages de l'armée, depuis son entrée par Saint-Maurice jusqu'au-delà du Saint-Bernard, s'élevait à six mille.

Ce n'était point la première fois que la maison hospitalière du Grand Saint-Bernard exerçait la charité envers l'armée française. On ignore généralement que déjà en 1798, du 24 mai au 12 novembre, quarante-trois mille hommes avaient, à différentes reprises, gravi la montagne pour chasser ou surveiller les Autrichiens et leurs alliés. Ces troupes de la République consistèrent alors en quinze demi-brigades, deux régiments de hussards, trois de dragons et un de cavalerie, outre divers corps de cavalerie légère, de chasseurs à cheval, sapeurs, ouvriers d'artillerie, etc. A ne compter que le vin, l'hospice leur en distribua alors cent-quarante-huit charges de cheval. Il est facile d'en conclure à combien s'éleva la dépense des diverses autres subsistances et fournitures toujours gratuites. En 1798 les troupes n'étaient que de passage, elles n'avaient aucune étape sur la montagne; les rafraîchissements et autres rations qu'elles y reçurent furent entièrement aux frais de l'hospice. Le procureur-général de la maison affirma qu'il en avait reçu l'ordre formel, quoique verbal seulement, du général Lorges. Celui-ci avait fixé la quantité de viande et de vin pour chaque militaire et celle du fourrage pour la cavalerie².

Dans la guerre que la France soutint contre l'Autriche et les puissances coalisées, le Saint-Bernard était devenu, en 1799, un poste de la plus haute importance pour les Français. Depuis le mois de mai de la même année jusqu'en octobre, ils l'occupèrent constamment par un corps de troupe qui fut d'environ cinq cents hommes et jamais inférieur à deux cents. Il y eut, en outre, un passage de troupes qui se portèrent momentanément sur Aoste et revinrent, après quelques jours, reprendre leurs positions en Valais.

¹ Les historiens et autres écrivains qui, pour mieux faire ressortir l'héroïsme du soldat français et son ardeur à vaincre les difficultés de la traversée, affirment que les canons et leurs affûts furent trainés et transportés par l'armée, avancent une erreur.

² Archives du Grand Saint-Bernard.

Tant de dépenses ajoutées à celles de l'hospitalité ordinaire envers les voyageurs sur ce passage si fréquenté avaient mis cette maison dans une gêne extrême. Habitué à vivre d'aumônes et des quêtes qu'ils faisaient dans les pays circonvoisins, ce que ces vertueux religieux recevaient d'une main, ils le rendaient de l'autre aux voyageurs accablés de fatigue et transis de froid, qu'ils arrachaient fréquemment à la mort, au péril et cela, trop souvent, hélas ! au prix de leur vie. C'est ce qu'ils ne cessent de faire encore aujourd'hui. Quoique le passage des armées, depuis trois ans, fût un de ces cas extraordinaires qui semblent hors du but de leur institution, ces bons moines ne songeaient cependant à présenter aucune réclamation à la France ; ils n'attendaient la récompense que de Celui qui a promis de tenir compte même d'un verre d'eau donné en son nom. Mais la Chambre administrative du Valais s'émut de leur détresse, et, par l'organe du Pouvoir helvétique, s'adressa au Gouvernement français. Ce dernier se montra disposé à accorder une indemnité et demanda le compte détaillé des dépenses. C'est à quoi la Chambre administrative répondit par un mémoire dont nous citons quelques passages :

C'est parce que l'hospitalité est le motif et le but de la fondation du monastère du Saint-Bernard que celui-ci ne présente aucun compte détaillé du nombre de rations de diverses espèces, ni aucunes pièces justificatives sur lesquels on puisse établir un pareil compte pour les fournitures qu'il a faites aux troupes françaises qui ont passé le Saint-Bernard... Il était contre son institution d'en réclamer le remboursement et il n'en a réclamé aucun bon. Le gouvernement français a désiré avoir des bases sur lesquelles il pût mesurer les indemnités qu'il lui accorderait. Les Religieux du Saint-Bernard, interrogés à cet égard, n'ont pu présenter qu'une note de la consommation extraordinaire faite par les troupes.

Après avoir parlé des services que l'Hospice pouvait encore être appelé à rendre aux armées françaises, le mémoire ajoute :

Ce qui doit surtout engager le gouvernement français à ne pas mettre des bornes trop étroites à sa libéralité envers l'hospice du Grand Saint-Bernard, c'est la modération réelle avec laquelle ces religieux taisent la plus grande partie du bien qu'ils ont fait aux troupes françaises et dissimulent les dommages qu'elles leur ont fait éprouver. La note et les comptes qu'ils présentent ne parlent que des aliments nécessaires qu'ils leur ont fournis. Ils ne disent rien de tout ce qui est extraordinaire et étranger à la ration du soldat. Ils ne disent rien des souliers, des bas qu'ils ont fournis aux soldats arrivés nus et déchaussés dans ce climat que l'on supporte difficilement même avec de bons vêtements. Ils ne disent pas que quatre à cinq cents couvertures ont été coupées pour faire des guêtres ou des pantalons, ou perdues dans les postes où elles étaient employées à défendre le soldat de la rigueur du froid. Ils ne disent pas qu'une grande quantité de draps de lit a été dissipée d'une pareille manière. Ils ne disent pas que l'Hospice a perdu la plus grande partie de ses meubles brisés ou égarés. Ils ne disent pas que pendant que l'Hospice était ainsi épuisé, la Maison de repos de Martigny était surchargée de logements de troupes ; que le quartier général d'un général de brigade y a été constamment établi pendant six mois de l'année 1799, et qu'ils ont eu à supporter des dépenses extraordinaires sur lesquelles la vertu de ces Religieux impose le silence même à la Chambre administrative. Mais ce que ces Religieux voilent avec une modestie si respectable, la Chambre administrative du Vallais doit le faire connaître au gouvernement français, afin qu'il sache combien ces Religieux ont mérité sa bienveillance et sa libéralité...

La libéralité du Gouvernement français, loin de mériter ce nom, se montra fort parcimonieuse, même injuste. La maison du Saint-Bernard dut faire un emprunt assez considérable pour pouvoir vivre et continuer l'exercice de l'aumône envers tous les voyageurs; elle souffrit plusieurs années avant de recevoir quelque indemnité, et, de cette indemnité, une partie seulement arriva jusqu'à elle.

Bonaparte se montra plus digne à l'égard du muletier qui fut chargé de le transporter de Bourg-Saint-Pierre jusqu'au delà de la montagne. Au-dessus de ce village, la route qui conduit au Grand Saint-Bernard n'était point, comme aujourd'hui, une large et solide chaussée. Sur un certain trajet, elle traversait des éboulis de rochers au bas desquels, à une grande profondeur, étaient de béants abîmes. En cet endroit, le pied des montures était chancelant et il fallait beaucoup de précaution pour éviter les chutes et autres accidents. Arrivée là, la mule qui portait le Premier Consul glissa et faillit rouler dans le précipice avec son précieux fardeau; mais le conducteur Dorsaz était sur ses gardes et, d'un bras musculeux, il retint la monture sur laquelle, en même temps, il affermit Bonaparte qui, on le sait, était mauvais cavalier. En continuant sa route, le général en chef, feignant de lier une conversation indifférente avec son sauveur, apprit de lui que le plus grand désir de ce brave homme était de pouvoir acheter la modeste maison qu'il habitait, mais que les ressources lui manquaient pour le faire. Au mois de septembre suivant, le prévôt du Saint-Bernard recevait de Verninac, représentant de France à Berne, une lettre datée du 2 vendémiaire (23 septembre) dont nous détachons quelques passages :

Je suis chargé, Monsieur le Prévôt, par le ministre des relations extérieures, en conséquence des ordres du Premier-Consul, de faire, au nom de ce dernier, en faveur de Pierre-Nicolas Dorsaz, fils de Jean-Baptiste, du Bourg-Saint-Pierre, qui dirigea et assura les pas de sa mule dans le passage du Saint-Bernard, l'acquisition de la maison que ledit P.-N. Dorsaz habite dans cette contrée. Celui-ci évaluait son habitation à douze cents francs à l'époque du passage du Saint-Bernard.

L'acte de bienveillance du Premier-Consul, si remarquable par le sentiment d'où il émane et la mémorable époque à laquelle il se lie, doit être particulièrement consacré sur ces montagnes célèbres... En conséquence, je me propose de faire placer, au-dessus de la porte de la maison, un marbre qui le rappelle. Je vous serai donc obligé de me faire connaître les dimensions du dessus de la porte, afin que je puisse faire travailler au marbre et à l'inscription.

Devenu propriétaire de la maison qu'il habitait, le 30 novembre, Dorsaz, se sentant trop petit personnage pour oser adresser une lettre de remerciements au vainqueur de Marengo, pria Verninac de daigner être l'interprète de sa reconnaissance envers son haut bienfaiteur¹.

La traversée du Saint-Bernard par l'armée de réserve avait été aussi heu-

¹ Archives du Grand Saint-Bernard.

reuse que rapide. Peu de jours après, le fort de Bard, à 17 kilomètres d'Ivrée, qui barrait la vallée d'Aoste à son débouché dans la plaine, était pris, et le 14 juin, le héros français remportait sur les Autrichiens la célèbre victoire de Marengo, dans laquelle le général Desaix trouva une glorieuse mort, en s'élançant au pas de charge sur les batteries ennemies¹.

En même temps que s'opérait la traversée du Grand Saint-Bernard, le Simplon avait été franchi par le général Berthencourt, dont les mille hommes allaient rejoindre en Italie les trois divisions qui y entraient par la Suisse.

Par la victoire de Marengo, la France reprit en Italie tout ce que les longs revers d'une année lui avaient fait perdre. Par elle aussi, le Premier Consul fut confirmé dans le projet, qu'il méditait depuis quelque temps, d'ouvrir par le Simplon une voie commerciale et stratégique plus courte et plus sûre entre la France et l'Italie. L'existence de la République cisalpine rendait d'ailleurs cette route nécessaire. Un sénatus-consulte en décréta la création immédiate. D'autre part, comme le passage de l'armée par le Grand Saint-Bernard avait fait voir l'immense avantage qu'il y avait à posséder des religieux sur ces sommités sauvages et pleines de périls, par un second sénatus-consulte, il fut décidé que deux maisons semblables seraient établies, l'une sur le Mont-Cenis, et l'autre au point culminant du Simplon, et que le révérendissime prévôt de la maison du Saint-Bernard en serait le supérieur. L'exécution ayant été déclarée d'urgence, le prévôt Luder voulant se procurer promptement les sujets nécessaires, proposa aux chanoines de l'Abbaye de Saint-Maurice la réunion des deux maisons. Mais l'abbé de Saint-Maurice refusa l'adoption de ce projet. Le Prévôt, du consentement de la France, se servit alors de quelques prêtres émigrés qu'il destina au Mont-Cenis; quant au Simplon, il y envoya quelques-uns de ses religieux. En attendant que l'hospice fût construit sur le Simplon, on se servit de l'ancien petit hospice Stockalper, que l'on fit restaurer en l'adaptant autant que possible à sa destination momentanée. Des revenus suffisants lui furent affectés.

L'année 1800 vit commencer et pousser très activement la route militaire et internationale du Simplon qui, pour le moment, ne procura au Valais que les désagréments et les dangers qu'occasionne le passage de troupes toujours en guerre. Sous la pression des baïonnettes de la grande République, le Gou-

¹ En 1805, Bonaparte fit ériger dans l'église du Grand Saint-Bernard le mausolée en marbre du général Desaix, membre de la franc-maçonnerie. La puissance du vainqueur de Marengo ne permit pas aux religieux du monastère de s'opposer à la sépulture en terre sainte du corps de l'excommunié, dont le monument est placé à gauche en entrant à l'église. Pour l'ériger en ce lieu, ils durent enlever l'autel de Sainte-Croix. A ce sujet un malin religieux composa cette inscription :

Gallus adest ! præclara crucis discedite signa.
Non bene conveniunt crux satanasque loco.

Un autre mit cette variante dans la bouche du Prévôt :

Desaix adest ! fratres auferte hinc signa salutis
Non bene conveniunt crux satanasque loco.

vernement helvétique avait signé, le 19 août 1798, un traité d'alliance avec la France¹

Les conditions de ce traité, dit un magistrat valaisan fort apprécié de Bonaparte² pour sa finesse politique, étaient subversives de toutes les bases politiques sur lesquelles la Suisse avait, dans les temps antérieurs, appuyé son bonheur et sa prospérité intérieure. Il y était expressément stipulé que l'Helvétie entrerait dans une alliance *offensive* et défensive avec la France et qu'elle accorderait à cette dernière deux routes militaires à travers son territoire, l'une au nord, en remontant le Rhin, et l'autre au midi, en traversant le Vallais pour aboutir sur le territoire de la République cisalpine. C'était anéantir d'un seul coup le système de neutralité que la Suisse avait professé durant plusieurs siècles et auquel elle avait dû la tranquillité politique qui la rendait le pays le plus fortuné de l'Europe. Mais, la crainte d'être traitée par la France en pays conquis et annexé, comme tel, à la domination française, fut si forte, que le Directoire helvétique se décida à accepter ces conditions fâcheuses, au moyen desquelles la France reconnaissait de nouveau la Suisse comme république indépendante; et le même sentiment porta les Conseils législatifs à ratifier ce traité, après quelques discussions. Cet acte qui fut signé à Paris par le ministre des relations extérieures, Talleyrand, au nom du Directoire français, et par les ministres Zeltner et Jenner, au nom de l'Helvétie, a été la première source des calamités qu'a éprouvées successivement, dès lors, le Vallais. La France a été autorisée par cette funeste stipulation à se servir de ce canton comme d'une route militaire.

Bientôt, nous la verrons agrandir ses projets en demandant la cession territoriale de toute la rive gauche du Rhône. Ce fut donc à sa position stratégique que notre chère patrie dut les malheurs qui fondirent sur elle dès 1798. En construisant la belle chaussée du Simplon, la France n'avait en vue que son avantage politique et non celui du Valais.

La construction de cette route ne ramena pas de suite Turreau en Valais, mais elle fut l'occasion pour ce génie malfaisant de se poser à sa frontière, comme l'oiseau de proie se rapproche de sa victime pour la considérer et la déchirer ensuite à son aise³.

¹ L'article quatrième de ce traité portait ce qui suit : « Afin d'assurer les communications de la République française avec l'Allemagne méridionale et l'Italie, il lui sera accordé l'usage libre et perpétuel de deux routes commerciales militaires, dont la première passera par le nord de l'Helvétie, en remontant le Rhin et suivant les rives occidentales et méridionales du lac de Constance; et la seconde, partant de Genève et traversant le Département du Mont-Blanc (Savoie), traversera également le Valais pour aboutir sur le territoire de la République cisalpine, suivant une direction qui sera déterminée; et il est convenu que chaque Etat fera sur son territoire les travaux nécessaires pour l'achèvement de ces deux routes ».

² Ce magistrat est encore Charles-Emmanuel de Rivaz, préfet national, qui sous l'empire, devint député au corps législatif.

³ Turreau avait été chargé par son gouvernement de la haute direction des travaux de la route du Simplon et s'était fixé à Domodossola. C'est de là qu'il vint en Valais en novembre 1800, mars, mai et juin 1801. Dans le courant d'août, il se rendit à Paris, d'où il revint occuper militairement le Valais, au mois de novembre. Dans ses visites précédentes, il avait déjà excité le mécontentement des Valaisans. Quelques traits nous feront juger de cet homme. Le 14 juillet 1801, le *Nouvelliste Vaudois* publiait l'article suivant adressé de Brigue au journal *Freiheitsfreund* :

« Nous frémissons toutes les fois qu'il lui (Turreau) prend la fantaisie de quitter son quartier général de Domodossola pour venir à Brigue. Il montre si peu de délicatesse et d'humanité qu'il fait avec ses officiers les repas les plus somptueux aux dépens de cette misérable commune (saccagée et ruinée en 1799). Par exemple, le 3 mai, on a été obligé de lui fournir quarante-quatre bouteilles de vin de toutes les espèces; et après un repas splendide, il avait encore, au café, quarante-sept personnes avec lui. Le 16 et le 17 mai, il fit encore des repas semblables, et on fut obligé de lui livrer quatre-vingt-deux bouteilles de

Ce général qui avait commandé la division dirigée par le Mont-Cenis pendant que Bonaparte effectuait le passage du Grand Saint-Bernard, avait établi son quartier-général à Domodossola après la bataille de Marengo et l'expulsion des Autrichiens de l'Italie. Chargé de l'exécution de la route du Simplon, c'est de cette ville qu'il surveillait les travaux qu'opérait le génie militaire. Ses trop fréquentes courses en deçà du Simplon commencèrent à faire mieux connaître ce futur Rapinat du Valais.

Au mois de mars 1801, le bruit se répandit que le Valais allait être incorporé à la France. Cette nouvelle n'était que trop vraie: elle jeta dans la consternation le canton, qui voulait rester suisse. Que s'était-il donc passé entre la France et le Pouvoir helvétique? Personne ne peut plus exactement répondre, ni plus véridiquement exposer les choses que le magistrat chargé alors des fonctions de préfet national, et qui, en raison de sa charge, dut agir officiellement en cette circonstance¹. De Rivaz dit que ce projet d'union à la France, existant sans doute déjà dès le traité de Paris (19 août 1798) dans le secret du cabinet français, ne s'est développé qu'après la conclusion du traité de Lunéville, signé le 9 février 1801, entre Bonaparte et l'empire germanique. Précédemment, l'empereur de Russie, mécontent de l'Autriche, avait fait la paix avec

« vin, bière et eau-de-vie. Le public doit encore savoir que le compte pour la table du général Turreau, et de sa suite, du 18 au 20 juin, se monte à cent trente-une livres. Est-il donc possible que des généraux français se conduisent ainsi au sein de la paix, chez un peuple déclaré indépendant, allié de la France et qui a déjà supporté des sacrifices si grands et si nombreux! »

Turreau se plaignit de l'insertion de cet article dont il ne put obtenir rétraction. Au n° 84, le même *Nouvelliste* dit du général : « Il demande satisfaction ; mais, par malheur pour lui, il paraît que les rédacteurs de ces feuilles (d'où l'article était tiré) ont puisé leurs récits dans des rapports officiels : on annonce même que des doubles de ce rapport existent dans les archives du gouvernement et que c'est la seule réponse que le général ait reçue. »

En 1793 et 1794, il avait eu un commandement dans la Vendée, et la conduite qu'il y avait tenue ayant été examinée à la Convention nationale, dans la séance du 8 vendémiaire, an 23. Celle-ci avait ordonné son arrestation au milieu de vifs applaudissements. On peut voir dans le *Moniteur* des 11 et 12 vendémiaire (2 et 3 octob. 1794) les rapports qui furent faits à ce sujet. Un membre de la Convention l'accusa d'avoir fait égorger des malheureux qui étaient dans leurs foyers ; d'avoir souffert que les soldats missent au bout de leurs baïonnettes des enfants d'un à deux mois ; d'avoir fait fusiller des officiers municipaux en écharpe, qui n'avaient pu exécuter un ordre donné de voiturier des grains, parce qu'ils n'avaient ni voitures, ni chevaux ; d'avoir fait réunir sur un seul point plusieurs communes et, lorsqu'elles furent rassemblées, de les avoir fait fusiller sans distinction d'âge, ni de sexe.

Un autre membre, nommé Duquesnoy, dit que, déjà auparavant, il avait été dénoncé, mais que Robespierre l'avait défendu ; que ce général avait été la seule cause de la retraite des bons généraux qui disaient *ne vouloir pas combattre sous ce coquin*.

Enfin, un troisième membre, du nom d'Alquier, produisit un ordre remis par le général Turreau à Dodun, aide de camp du général Moulins, ainsi conçu : « Le général Moulins se portera avec la colonne gauche sur Mortagne, fera désarmer et égorger, sans distinction d'âge, ni de sexe, tout ce qui se trouvera sur son passage ». Le *Moniteur* dit qu'à cette lecture un mouvement d'horreur se manifesta dans toute l'assemblée et que l'arrestation de cet officier supérieur fut demandée de toute part.

Turreau fut détenu jusqu'à la fin de décembre 1795. A cette époque, il fut jugé par un tribunal militaire et il fut... acquitté !!! (Mém. de Ch.-Em. de Rivaz).

Tel était l'homme dont l'honnête commissaire Wild ne soupçonnait pas les antécédents.

¹ Ce sont les Mémoires du préfet national de Rivaz qui nous servent de fil conducteur dans le récit des événements en Valais sous le régime Turreau.

le vainqueur de Marengo. Dès lors, la France, en paix avec toutes les puissances du continent, put se livrer avec plus de sécurité et de loisir à l'exécution des projets qui pouvaient affermir sa puissance et assurer son influence prépondérante en Italie. C'est dans cette vue qu'elle s'occupa de nouveau du Valais, quoique les stipulations du traité de Lunéville parussent mettre la Suisse, plus que jamais, à l'abri de tout démembrement de son territoire, puisque les puissances contractantes avaient garanti aux populations des divers cantons le droit de se choisir leur gouvernement. La France, néanmoins, ne tarda pas à manifester des vues plus particulières sur la possession du Valais, qui devenait pour elle le point de communication entre le territoire français et la République cisalpine créée par ses victoires. C'est à la fin de février 1801 que des ouvertures formelles furent faites dans ce sens au gouvernement helvétique par le cabinet de Paris.

En ce moment, le Pouvoir helvétique était entre les mains d'un Conseil exécutif créé le 7 août 1800; ce dernier avait lui-même succédé à une Commission exécutive née le 7 janvier de la même année. Il est à noter que ces deux organes provisoires avaient paru nécessaires à la majorité des conseils législatifs pour remplacer le Directoire créé par la Constitution; mais en même temps, elles avaient affaibli l'autorité publique, en ce sens que celle-ci ne pouvait s'appuyer ni sur la constitution donnée par la France, ni sur l'assentiment légal du peuple suisse. Dans cet état de choses, la nation helvétique, en général, n'obéissait qu'avec répugnance à son gouvernement, et celui-ci aurait été renversé par l'effet de l'opinion publique, sans l'influence de la France; car il n'était plus qu'un satellite des volontés du Premier Consul, qui n'éprouva pas grande opposition à sa demande de cession de la rive gauche du Rhône, c'est-à-dire des deux tiers du canton en superficie et en population. Le conseil exécutif entra en négociations sans en rien communiquer au Valais, qui y était le plus intéressé. Son plan était de faire valoir le sacrifice que le Premier Consul lui demandait et qu'il n'osait refuser, pour tâcher d'obtenir quelques compensations, telles que la restitution de Bienne, de l'Erguel, la cession du petit district de Céligny, enclavé dans le canton de Vaud. Les Valaisans, si fidèles à leurs anciens confédérés et si fiers d'être Suisses, devenaient ainsi, de la part du Conseil exécutif, l'objet d'un honteux et lâche marché dont ils ne se doutèrent guère. Sans en faire connaître le motif, Bégos, ministre des affaires extérieures de la Suisse, demanda à de Rivaz, préfet du Valais, un prompt rapport sur la population, le commerce et les richesses territoriales du canton, ainsi que sur les ressources qu'il pouvait offrir (28 février 1801).

Le préfet, que des avis particuliers venus de Berne avaient instruit de ce qui se tramait, ne se contenta pas, dans sa réponse datée du 4 mars, d'énumérer les ressources physiques du pays et les avantages commerciaux qu'il présentait, mais il fit ressortir l'importance de sa situation au point de vue politique. Un mémoire joint à la réponse, démontrait plus complètement que, en

acquérant cette longue vallée, la France devenait frontière de la Suisse depuis Bâle jusqu'au Saint-Gothard et la cernait sur une étendue d'environ soixante et dix lieues; qu'elle devenait surtout maîtresse d'une portion importante de ses montagnes, et que la Suisse, ainsi entourée par la France de plusieurs côtés, surtout dans ses flancs méridionaux et ses fortifications, ne pourrait plus avoir aucun plan de défense assuré, etc. Ces observations avaient alors une justesse qu'elles ont perdues depuis par les changements survenus en Europe. Le faible et timide Conseil exécutif n'osa les faire valoir auprès de Bonaparte; il chargea seulement son représentant à Paris d'en faire l'usage que les circonstances permettraient.

Il n'en fut pas de même des Valaisans. Instruite par le préfet du danger qui menaçait la patrie, loin de s'endormir, la Chambre administrative, siégeant à Sion et chargée de veiller plus spécialement aux intérêts du peuple, fut la première à donner le signal. Elle envoie en députation à Berne le préfet de Rivaz, le président du tribunal du canton de Riedmatten, Pierre-Louis du Fay, sous-préfet du district de Monthey, et Augustini. Ces délégués doivent représenter au Conseil exécutif la ferme résolution du Valais de rester Suisse, et ensuite le prier d'agir énergiquement dans ce sens. Mais, se méfiant de la servile dépendance de cette autorité, la Chambre charge encore ses envoyés de remettre au Conseil législatif une adresse pour implorer son appui. Présentée le 17 mars, cette adresse fut lue dans la séance du 28. Son contenu excita l'enthousiasme du Conseil législatif qui parut résolu à empêcher tout démembrement; mais ce beau courage faiblit dès qu'il fallut prendre une mesure définitive.

De leur côté, les districts et les communes rédigent, dans le même sens, des adresses spontanées qu'elles envoient au préfet et que celui-ci transmet fidèlement au Conseil exécutif, en le pressant d'agir auprès du Premier Consul. Ces adresses commencent le 13 mars; le district de Brigue seul ne peut envoyer la sienne, parce que son sous-préfet, mal disposé, a défendu tout rassemblement. On vit la commune de Saint-Nicolas demander d'être autorisée à envoyer des délégués à Berne, pour mieux faire valoir l'expression de son vœu, car, dans une assemblée générale tenue le 3 avril, le peuple de ce lieu avait déclaré par acclamation qu'il voulait rester Suisse ou mourir. Le Bas-Valais fut unanime; l'adresse de la commune de Saint-Maurice résume les sentiments de tout le pays. En voici les principaux passages :

Les soussignés, membres de la commune de Saint-Maurice... s'empressent de vous dire, citoyens membres du Conseil exécutif, que le sang suisse qui coule dans leurs veines ne leur a pas permis de voir avec indifférence le projet conçu par le gouvernement français de les arracher à leur ancienne patrie pour les incorporer à la France.

Ce sentiment, si naturel à notre nation connue depuis longtemps et par son attachement à ses habitudes et par l'esprit national qui la distinguait, ils se font gloire de l'exprimer dans une conjoncture aussi importante pour eux que celle où ils se trouvent actuellement. Le

Premier Consul pourrait-il le désapprouver, s'il lui était connu, lui que l'amour de son pays a porté à faire d'aussi grandes choses pour sa gloire et sa prospérité!

Nous vous prions donc... de ne rien négliger pour obtenir de ce cœur magnanime qu'il nous conserve à une patrie qui nous est chère. Nous avons eu l'avantage de posséder ce héros dans notre enceinte lorsqu'il allait cueillir de nouveaux lauriers en Italie, et il a trouvé parmi nous des alliés fidèles, empressés à le seconder dans cette entreprise. Nos sentiments sont toujours les mêmes à son égard, et il aura un titre de plus à notre reconnaissance s'il respecte le vœu d'un peuple libre, qui désire conserver ses anciennes limites ainsi que ses anciennes habitudes.

Veuillez, citoyens membres du Conseil exécutif, recevoir l'assurance de notre attachement à l'Helvétie avec le même intérêt que nous avons mis à vous l'exprimer. Les malheurs que nous avons éprouvés depuis trois ans ont bien épuisé nos ressources, mais ils n'ont pas changé nos cœurs. Puisse le retour de la paix et l'affermissement de la concorde intérieure fermer bientôt les plaies que la guerre nous a faites, et ramener parmi nous la prospérité qui faisait ci-devant de la Suisse la contrée la plus heureuse de l'Europe... Vous ne trouverez ici que le vœu des citoyens suisses de naissance; c'est à eux qu'il appartient de parler avec chaleur de la conservation du nom de Suisse, et nous avons eu l'orgueil de croire que nous seuls devions le réclamer en cette circonstance.

Si, comme on l'a prétendu, le gouvernement helvétique cherchait à temporiser dans l'espoir qu'il surgirait quelque circonstance favorable pour sauver le Valais d'un démembrement, il n'est pas moins certain que, loin de restreindre ses prétentions, Bonaparte songeait même à occuper tout le Valais. Il ne se serait pas prêté à un délai, si le gouvernement helvétique n'avait été occupé, peu après, à rassembler une diète qui devait traiter de l'acceptation d'une nouvelle Constitution convenue entre Bonaparte et le Conseil exécutif, dans laquelle la question valaisanne était comprise. Le 15 juin, un décret fixait le mode d'élection des membres des diètes cantonales; le 26, un autre réglait le nombre des députés. Le 2 juillet, parut un troisième décret concernant l'élection par les diètes cantonales des députés à la diète helvétique, ainsi que la rédaction des Constitutions de chaque canton. Les assemblées de districts devaient avoir lieu le 16 juillet; néanmoins aucune mesure n'avait encore été prise pour le Valais! Ce ne fut que ce jour-là même que le Conseil législatif se décida à traiter ce canton comme les autres et à lui accorder une représentation de quatre députés à la diète helvétique. Grande fut la joie des Valaisans. Promptement, ils tinrent leurs assemblées de districts, de sorte qu'ils purent ouvrir leur diète en même temps que les autres cantons (1^{er} août). Cette diète vota avec un grand entrain le maintien de son union à la Suisse, et elle élut pour représentants aux Chambres fédérales le préfet de Rivaz, Augustini, ex-sénateur, Duc et Sigristen, ancien grand bailli.

Dès que la nouvelle diète helvétique eut commencé à siéger comme une assemblée constituante, le Conseil exécutif lui présenta son message rédigé le 6 septembre. Ce message, relatif au projet de Constitution du 29 mai précédent, que l'assemblée devait discuter, contenait le passage suivant sur le Valais.

Pour compléter le présent rapport, il est nécessaire de donner un éclaircissement sur une apostille qui se trouve dans le projet de Constitution à l'article « Vallais ». Déjà au commencement de cette année, parvint, de la part du gouvernement français, la demande formelle

de la cession d'une partie de ce canton, c'est-à-dire d'autant qu'il en faudrait pour opérer la communication immédiate du territoire français avec celui de la République cisalpine. Cette cession fut posée comme condition irrémissible pour le rétablissement de la neutralité helvétique, ainsi que pour la révocation de la concession, faite dans le traité d'alliance de 1798, de routes militaires.

Le Conseil exécutif, obligé, d'un côté, de veiller à l'intégrité du territoire helvétique et, de l'autre, attentif à obtenir de nouveau la neutralité qui lui a été si malheureusement ravie, a cherché à éluder entièrement la demande du gouvernement français. Mais si, par la puissance des circonstances, ses efforts devenaient infructueux, il a cherché aussi à frayer la voie à cette indemnité proportionnée au sacrifice. L'avenir, seulement, pourra nous apprendre jusqu'à quel point l'un ou l'autre réussira.

Ce message ne souleva aucune discussion; la diète chargea sept membres d'examiner les changements à faire au projet de Constitution et de lui en faire un prompt rapport. La majorité de cette commission craignit de toucher à la question du Valais, et, dans son rapport du 21 septembre, elle crut éluder la difficulté en proposant d'insérer dans la Constitution : « que la loi fixerait les limites du Valais ». Comprenant le danger auquel cette proposition exposait leur pays, les députés valaisans chargèrent immédiatement leur collègue Augustini d'exposer le vœu ardent de leurs mandants. Celui-ci le fit avec un élan si patriotique, que la diète, consultée par son président, rejeta à une majorité de plus de 69 voix l'amendement de la commission, et décida *que le Valais resterait canton et dans ses anciennes limites*. L'enthousiasme s'était emparé de tous les esprits. Ce fut sous l'impression de cette preuve de touchant attachement des Valaisans aux Suisses leurs confédérés, qu'un membre proposa de resserrer encore les liens qui les unissaient en décrétant, par acclamation, l'intégrité du territoire helvétique. Les députés répondirent avec transport à cette invitation (23 septembre) et le président de l'assemblée, Kuhn représentant de Berne, en annonçant ce décret, ajoute qu'il a été rendu presque à l'unanimité. Ce fut un jour de triomphe pour le Valais.

Triomphe éphémère, hélas! parce que la discorde régna bientôt parmi les représentants de la Suisse. Les événements qui suivirent facilitèrent à l'intrigue les moyens de ruiner cette œuvre patriotique.

En effet, dans la nuit du 27 au 28 octobre, treize membres du Conseil législatif opérèrent un coup d'Etat, en rendant un décret qui dissolvait le Conseil exécutif et confiait le pouvoir à Dolder, Savary et Rüttimann. Quoique ce décret ne fût l'œuvre que d'une minorité, il fut cependant exécuté. Les triumvirs issus de ce coup audacieux envoyèrent de suite au Corps législatif un message contre les opérations de la diète, avec un projet de loi pour la dissoudre. Le Conseil adhéra à la proposition et rendit une loi qui anéantissait tout ce qu'elle avait fait. Les quatre députés du Valais protestèrent (29 octobre) contre une telle décision; leur protestation écrite réunit, mais en vain, les signatures de plus de cinquante membres de la diète. Quoique vivement et ouvertement opposé à la révolution qui venait de s'opérer, de Rivaz reçut en cette circonstance un éclatant témoignage d'estime de ses adversaires politiques,

qui le savaient au-dessus des partis et uniquement préoccupé du bien public. Ceux-ci le nommèrent membre du nouveau sénat qu'ils créèrent le même jour. Mais ce digne magistrat refusa cet honneur. Il ne voulait pas s'exposer à être le spectateur et en quelque sorte l'instrument du sacrifice de son pays, que le sénat serait appelé à faire, selon toute probabilité. Il alla reprendre dans son canton les fonctions de préfet national.

Dès le 28 octobre, le gouvernement français avait été avisé officiellement du revirement qui venait de s'opérer à Berne. Deux raisons prouvent sa complicité dans ces événements. La première, c'est l'empressement que Verninac, son ministre en Suisse, et Montchoisy, commandant des troupes françaises, mirent à répondre (2 octobre) à la communication du nouveau gouvernement helvétique et à lui assurer leur appui. La seconde, c'est que le cabinet de Paris, qui n'avait pu recevoir la dépêche de Berne que le 1^{er} novembre, avait déjà pris toutes ses dispositions avant cela, puisque le 2 novembre, le général Turreau annonçait à la Chambre administrative du Valais son arrivée, qui serait précédée de trois bataillons d'infanterie, à la subsistance desquels il la priait de pourvoir jusqu'à ce qu'il fût auprès d'elle. Il n'y a donc aucune présomption à affirmer que ces changements avaient été, non seulement pressentis, mais préparés par la France, qui était ainsi parvenue à replacer les choses dans l'état où elles étaient lors des négociations relatives à la cession du Valais. Elle ne doutait plus, dès ce moment, de trouver dans le pouvoir helvétique toutes les facilités possibles pour l'exécution de ses desseins, et ce fut sans doute d'après ce calcul qu'elle envoya des troupes d'occupation. On est également fondé à croire que le Premier Consul avait compté trouver les mêmes facilités de la part des Valaisans, sur lesquels il avait probablement reçu des rapports infidèles émanant des officiers chargés des projets de routes militaires. Cette conjecture acquiert presque la certitude, quand on compare la manière dont Turreau commence ses opérations dans ce pays avec le système contraire que la France adopte, dans le courant de mars, dès qu'elle est certaine que le vœu du peuple n'était nullement ce qu'on lui avait dit¹.

Bonaparte s'était aussi trompé sur les sentiments de la majorité du Sénat helvétique, qui sentait toute l'importance de la conservation du Valais et qui l'appuya même dans ses résistances.

Arrivé à Sion le 23 novembre, Turreau écrivit le même jour à la Chambre administrative une lettre dont la teneur annonçait clairement, que le canton n'était plus considéré comme appartenant à la Suisse, mais à la France.

Je vous prévien, dit-il, citoyens administrateurs, que mon intention est que les revenus publics du Vallais soient retenus et qu'on ne puisse en disposer sous quelque prétexte que ce soit, jusqu'à ce que j'en aie déterminé l'application. Le Goms [Conches], c'est-à-dire toute la partie du Haut-Vallais depuis la Massa, rive droite du Rhône, et la rive du Bister, rive gauche, est seul excepté de cette disposition.

¹ De Rivaz, loco cit.

Je vous invite, en conséquence, à donner sans délai les ordres les plus précis aux receveurs des différentes branches de la contribution publique, d'en retenir, dès ce jour, le produit dans leurs caisses, sous leur responsabilité personnelle.

Cette mesure comprend non seulement les impositions foncières, mais encore les impositions indirectes et éventuelles, telles que les droits de timbre, d'enregistrement, etc., ceux de péage, douane, transit, etc., les rentes ci-devant seigneuriales, soit en argent soit en nature, taxes extraordinaires, etc., enfin toutes les contributions généralement quelconques et quelle que soit leur dénomination, dont le produit était à la disposition du gouvernement helvétique.

Quant aux impositions cantonales et communales dont le produit s'applique aux charges locales, vous défendrez également qu'on en dispose jusqu'à ce que j'aie statué sur leur nécessité et leur destination...

Il est indispensable que vous m'envoyiez le plus tôt possible un état exact et détaillé du produit de toutes les impositions et celui de toutes les charges qu'il devait acquitter, telles que le salaire des administrateurs tant civils que militaires, des juges, des ministres du culte et, généralement, de tous les agents publics. Vous vous informerez également de la situation des caisses publiques, et m'en enverrez l'état chaque décade, afin que je puisse juger de l'état de nos ressources présentes et de l'à-propos de leur emploi.

Comme les impositions indirectes ne peuvent être calculées que par approximation, vous prendrez sur leur produit de trois années une moyenne proportionnelle à laquelle vous ajouterez le surhaussement présumable qu'elles doivent recevoir du bienfait de la paix générale.

Je vous entendrai volontiers sur les moyens de perception et de répartition des revenus publics que vous jugerez devoir être adoptés pour l'amélioration, l'ordre et l'économie dans l'administration générale et, par conséquent, pour le soulagement de vos administrés.

Quel ne fut pas l'embarras de la Chambre à la réception d'une telle lettre ! Comment annoncer au peuple que sans autres préliminaires, ni même un avis du pouvoir helvétique, il était devenu français ?

Elle en écrivit au préfet le 25, en même temps qu'elle informait le gouvernement helvétique en lui demandant des directions et l'envoi d'un commissaire pour prévenir et calmer toute effervescence populaire. A Turreau, elle répondit que les receveurs de districts ne dépendaient pas d'elle, mais du receveur général ; que, au surplus, elle s'en référait aux ordres qu'elle recevrait de Berne.

Persuadé que le Petit-Conseil appuierait sa demande, Turreau consentit à un délai ; mais il fut totalement trompé dans ses espérances. Le landamman, ou président de ce Conseil, était en ce moment le courageux et énergique Aloys Reding. La réponse de celui-ci fut digne et ses directions très précises. Après avoir parlé de la surprise qu'a éprouvé le Petit-Conseil à la lecture de la dépêche de la Chambre administrative, il affirme que les intentions du gouvernement français n'étaient pas plus connues à lui et à ses collègues qu'elles ne l'étaient au public. Il déclare qu'il a immédiatement envoyé à Paris un courrier extraordinaire contenant les réclamations les plus fortes contre l'occupation du Valais. Quant aux directions demandées, il ordonne :

1° De refuser obéissance à tout ordre du général qui serait incompatible avec les droits de la République helvétique et les devoirs dus à son autorité, la seule qu'on doive reconnaître.

2° Si, malgré leur refus, Turreau persiste, ils protesteront contre l'usurpation.

3° Il indique les raisons sur lesquelles se fondera la protestation. Quant à l'envoi d'un commissaire, il le juge inutile, puisque celui-ci ne ferait rien que la Chambre et le préfet ne puissent faire eux-mêmes.

Cette réponse fut communiquée aux fonctionnaires publics et connue du général. Celui-ci, voyant qu'il s'était fait illusion sur les dispositions de l'autorité helvétique, recourut à la violence et envoya (décembre) son chef d'état-major, entouré de l'appareil militaire, pour faire vérifier l'état de la caisse du receveur-général, Tousard d'Olbec. Celui-ci refusa énergiquement de reconnaître cet ordre, et l'officier se contenta de dresser procès-verbal.

Le commandant militaire n'avait écrit au préfet que le 30 novembre pour le prévenir de l'ordre, qu'il avait reçu de son gouvernement, de retenir toutes les contributions du pays pour entretenir les troupes et *coopérer en partie à la dépense des travaux du Simplon...*; que cette mesure provisoire tendant à soulager le Valais de toutes les taxes éventuelles, était une nouvelle preuve des vues bienfaisantes du gouvernement français.

La réponse du préfet fut courtoise mais exactement conforme aux instructions de Reding. Dans une autre missive du 23 décembre, il faisait observer au général qu'il n'avait pas le droit de réserver à son tribunal les individus français contre lesquels la justice valaisanne avait des motifs d'agir. Ces individus n'appartenaient point au corps d'occupation; c'était des agents secrètement en relations avec Turreau, ayant mission de travailler sourdement, mais très activement, à engager le peuple à demander la réunion à la France. Les observations du préfet ne furent point écoutées; dès le 14, déjà, les commandants des divers postes français avaient reçu de leur chef l'ordre de viser les passeports de tous les voyageurs à leur entrée et à leur sortie du pays. Nouvelle protestation du préfet, qui avait informé ses supérieurs.

L'audacieux Turreau se permet un troisième attentat contre l'autorité civile: il ordonne qu'on lui amène un homme convaincu de vol, que le juge civil avait fait incarcérer; mais dans l'intervalle de cette lutte entre l'autorité civile et militaire, le prisonnier réussit à s'évader et met fin au conflit. C'est ainsi que se succédaient les violences et les abus de pouvoir du chef militaire.

La Chambre administrative avait prévu dès le commencement que l'entretien de la troupe resterait à la charge du pays, malgré les promesses du général; c'est ce qui arriva. En conséquence, pour se procurer les ressources qui lui manquaient, par un arrêt du 6 décembre communiqué aussitôt au Petit-Conseil, elle dut imposer les communes d'une somme de seize mille francs destinée uniquement à l'achat des subsistances militaires. Le Petit-Conseil avait déclaré ne pouvoir accorder aucun subside; mais, se ravisant, il écrit au sous-préfet d'Aigle qu'il accorde dix mille francs au Valais. A cette nouvelle, la Chambre fait suspendre la perception de la contribution des

communes. Mais Turreau profite perfidement de cet acte de générosité du Petit-Conseil. Il cherche à captiver la confiance du peuple et à lui rendre odieuse la Chambre en lui faisant accroire qu'elle lève sur ses administrés des contributions non nécessaires. Le matin du 25 décembre, sous prétexte de communications importantes, il invite la Chambre à se réunir à dix heures. A son arrivée à la séance il fait lire par un de ses officiers un arrêté, daté de ce jour et envoyé à toutes les communes du canton, par lequel, sans autorité aucune, il casse celui de la Chambre, interdit à cette dernière de lever à l'avenir de nouvelles contributions pour l'entretien des troupes françaises, et défend au peuple de payer et aux receveurs de percevoir ces contributions. Sur l'ordre illégal du sous-préfet de Sion, Ducrue, l'arrêté est affiché aux portes de la ville par l'agent français. Au sortir de la Chambre, un chef d'état-major se rend chez le receveur général Tousard d'Olbec, dont la caisse est forcée et enlevée, et auquel sa courageuse résistance vaut les arrêts dans son domicile, sous la garde d'un officier et d'une sentinelle, jusqu'à ce qu'il ait rendu ses comptes à Turreau. Mais ce digne fonctionnaire refusa de les rendre à l'autorité militaire jusqu'à ce que ses supérieurs l'y eussent autorisé¹.

Aussitôt que le Préfet national eut appris l'indigne conduite du sous-préfet Ducrue, il lui signifia sa démission en ces termes :

La conduite que vous avez tenue aujourd'hui, en chargeant l'agent de cette commune de publier un acte qui n'était pas émané des autorités helvétiques, étant contraire aux instructions que vous aviez de la part du gouvernement dont vous teniez votre mission, ainsi qu'aux devoirs qui vous étaient imposés, je ne puis plus vous continuer ma confiance. Je vous préviens, en conséquence, que je vous ai retiré tous les pouvoirs que vous aviez en qualité de mon lieutenant et de sous-préfet du district de Sion, vous vous abstenrez désormais de faire aucun acte en cette qualité.

Cette destitution était devenue urgente. Malgré ses méfiances antérieures sur les opinions de Ducrue, de Rivaz ne soupçonnait pas que ce fonctionnaire pourrait trahir si gravement son devoir et il n'avait point songé d'avance à

¹ Pendant que le receveur général gardait les arrêts dans sa maison, la société de Sion, même les personnes qui, auparavant, n'avaient pas de relations avec lui, voulurent lui donner un témoignage d'estime et de sympathie pour sa noble conduite et adoucir les ennuis de sa détention, en donnant chez lui des dîners fréquents, des soirées et des bals continuels. Les officiers de la 87^{me} brigade, dont beaucoup étaient gens de probité, ne se gênaient pas de se rendre chez d'Olbec, pour lui témoigner leur estime et participer aux concerts et aux représentations qui avaient lieu. Turreau était choqué de ces démonstrations qu'il n'osait cependant empêcher et des honneurs rendus à son prisonnier; mais ses officiers ne craignaient pas de dire ouvertement qu'il fallait respecter toutes les opinions quand elles sont sincères; que, puisqu'on était sous le règne de la liberté, il ne convenait point d'inquiéter qui que ce fût pour dissensions politiques et de le forcer à agir contre ses convictions.

Turreau leva (26 janvier 1802) les arrêts du receveur général à la condition qu'il payerait un louis par jour pour l'officier et trois livres pour la sentinelle. D'Olbec refusa de payer et l'on procéda contre lui par exécution militaire. Il se rendit à la force, mais en protestant. Il eut à payer huit cent soixante-quatre francs. La belle conduite des officiers, en cette circonstance, fut une désapprobation tacite de leur général; ils n'acceptèrent les trente-deux louis qui leur revenaient qu'après l'assurance donnée par d'Olbec, que son gouvernement ne laisserait jamais cette somme à la charge d'un fonctionnaire fidèle. Ils acceptèrent alors, mais pour en faire don à la maison hospitalière du Grand Saint-Bernard. (*Nouvelliste vaudois*, n° 25).

quelqu'un pour le remplacer. Maintenant que le général exerçait des actes si violents, il fallait au préfet un homme capable, ferme et surtout dévoué à son pays pour le seconder; il lui fallait un lieutenant qui pût efficacement l'aider à tenir tête à l'orage et même le remplacer en cas d'éventualité. Il était dans cette perplexité, quand un cœur noble et patriotique, devinant son embarras, se dévoua spontanément. Dévouement d'autant plus beau que, dans ces circonstances critiques, un profond amour de la patrie pouvait seul l'inspirer! De Lavallaz Joseph, ancien conseiller de la ville, lui offre ses services. Impossible à de Rivaz de se méprendre sur le motif qui suggère cette offre. De Lavallaz était un des citoyens les plus riches du pays et, par goût autant que par modestie, s'était tenu éloigné des fonctions publiques. Aussi, le préfet admirant un sacrifice si pur, dans un moment si pénible, comme il le dit lui-même, accepta-t-il avec empressement ce beau dévouement. Le public apprit cette nomination avec une joie non moins grande.

Dès le 26 décembre, le préfet avait représenté au général l'illégalité de sa conduite contraire aux droits de l'indépendance helvétique et au traité de 1798. Il avait aussi réclamé la liberté du receveur général. Il n'avait pas reçu de réponse sur le premier point; quand au second, on lui avait fait savoir que le prisonnier serait libre dès qu'il consentirait à produire ses comptes devant l'autorité militaire.

Avisé des faits du 25 décembre, le Petit-Conseil écrivit à Turreau le 28. Après lui avoir rappelé les actes précités, il dit:

Citoyen général, il fut un temps où, par votre justice et votre humanité, vous méritâtes le tribut aussi honorable que doux de la reconnaissance des Valaisans et du gouvernement helvétique. Comment pouvez-vous aujourd'hui vous déterminer à blesser tant de droits et à exciter tant de plaintes?

L'Helvétie est unie à la France par un traité qui reconnaît son indépendance. Le Vallais fait partie de l'Helvétie et ne doit être soumis qu'à l'autorité de son gouvernement. Mais en vous érigeant en autorité supérieure, vous foulez aux pieds les droits du gouvernement helvétique, le droit des gens et tous les traités.

La France est en paix avec nous; elle est notre alliée, elle doit être amie. Cependant les actes du 25 décembre sont des actes hostiles. Vous nous faites la guerre sans la déclarer; vous envahissez notre pays au milieu de la paix, vous réduisez au désespoir un peuple qui ne demandait que de se relever, à l'ombre et sous la protection d'un gouvernement qu'il aime, de tous les maux auxquels la révolution générale de la Suisse l'a livré.

Ecoutez nos justes griefs et faites-y droit en rétablissant les choses sur le pied où elles étaient avant votre venue. Nous vous le demandons au nom de la justice, de la fidélité due aux traités, au nom des égards dus aux nations et, enfin, par la considération de ceux que réclament la gloire de votre gouvernement et la vôtre.

Un courrier que nous envoyons à Paris va porter au Premier Consul le cri de notre douleur. S'il n'était pas écouté, ce cri, alors il faudrait céder sans doute à l'abus de la force en remettant à l'éternelle justice le soutien des droits; mais, au moins, aurions-nous satisfait à nos devoirs envers le malheureux peuple du Valais, envers la nation helvétique et envers nous-mêmes.

Nous terminons en protestant solennellement contre les actes du 25 décembre et contre tous autres actes subversifs de notre autorité dans le Vallais et contraires à l'indépendance de notre République, qui pourraient les suivre.

Cette lettre ne servit qu'à constater l'opposition du gouvernement helvétique à tous les actes que se permettait le général et n'amena aucun changement.

Il est à présumer, dit de Rivaz, que ce commandant militaire avait fait envisager à son gouvernement l'occupation militaire du Vallais comme l'objet des vœux de ses habitants; et son amour-propre, ainsi que son intérêt ne lui permettaient pas de revenir en arrière à cet égard.

Turreau adressa au landamman cette réponse laconique :

Je dois vous dire que mes premières démarches envers les autorités ont été très modérées. La résistance continuelle à l'exécution de mes ordres¹ a seule attiré les mesures dont vous vous plaignez. Quelque entière que soit ma déférence respectueuse pour vous, il m'est cependant impossible de me rendre à votre invitation sans m'écarter des ordres que j'ai reçus.

Il remercie ensuite des louanges qu'on lui avait adressées, déclarant, toutefois, qu'il suivra sans dévier la ligne de son devoir².

Le préfet et la Chambre s'occupèrent en secret de faire recueillir des souscriptions volontaires dans le pays et les cantons afin d'alléger les impôts destinés à subvenir aux subsistances militaires. Turreau en eut connaissance et ne voulut pas leur laisser ce mérite. Dès le commencement de janvier 1802, il s'entendit avec un entrepreneur qui se chargea des approvisionnements. Ce marché fut conclu par le citoyen François Perrig, de Brigue, que sa qualité d'ancien représentant du peuple au Grand Conseil helvétique et plusieurs autres considérations auraient dû détourner de toute relation avec l'autorité usurpatrice des droits de son pays. L'appât du gain fut sans doute le motif de cette prévarication, car le prix des rations fut aussitôt élevé d'un tiers de plus que ne les payait la Chambre : ce qui fit soupçonner que Turreau était de compte à demi avec l'entrepreneur général. Mais ce service ne put fonctionner régulièrement et, au commencement de mars, il cessa. Les contributions reprirent alors et l'entretien des troupes retomba à la charge des communes malgré les promesses de Turreau³.

Jusqu'à ce jour, ce mauvais génie n'avait fait que préluder à ses usurpations de pouvoir et à ses actes despotiques. Désormais, il dépose toute pudeur, il n'a plus ni frein, ni retenue. L'invincible et clairvoyante fermeté du préfet national est le plus grand obstacle à ses desseins : il faut briser cet adversaire. Le 3 pluviose (22 janvier) par son ordre, son chef d'état major et deux autres officiers se présentent au bureau du préfet auquel ils signifient cet arrêté :

¹ N'ayant aucun droit de commander en Valais, il ne pouvait donner aucun ordre et nul ne pouvait lui obéir.

² La démarche énergique du gouvernement helvétique « n'ayant eu aucune influence sur la conduite du général, on dut en inférer qu'il avait des instructions secrètes et positives d'en agir de la sorte, car il n'aurait pas osé se permettre des procédés aussi despotiques sans y être autorisé sous main par le chef du gouvernement français ». (Boccard) J. de L.

³ De Rivaz, loco cit.

Le général français commandant en Vallais :

Considérant que le citoyen de Rivaz, préfet général du canton du Vallais, n'a cessé d'entraver les opérations du général soit par des protestations, soit par son adhésion à la résistance des autorités subalternes ;

Arrête :

Le citoyen de Rivaz, préfet général du Vallais, est destitué. Les scellés seront apposés sur ses papiers.

Le citoyen Joseph-Louis Pittier, ex-administrateur, est nommé préfet général du Vallais et en remplira les fonctions dès ce jour.

Le chef d'état-major est chargé de l'exécution du présent.

(Signé) TURREAU.

Le peuple regardait de Rivaz comme son père ; il fallait pallier à ses yeux l'odieux arbitraire de cette destitution, car on avait à craindre un soulèvement, tout au moins des démonstrations hostiles. Une proclamation du 4 pluviose essaie de donner le change au public sur le motif de cette destitution. Mais personne n'y ajouta foi.

Le jour de la destitution du préfet, fut aussi celui de la destitution du receveur général Tousard d'Olbec qui, jusqu'à cette date, avait gardé les arrêts sans avoir été dépouillé de ses fonctions. D'autres destitutions en masse suivirent. Mais n'anticipons pas sur les événements.

Pittier, préfet intrus, ne tarda pas à annoncer à tous les sous-préfets son entrée en fonctions. Le 24 janvier, sa proclamation aux citoyens du canton parut imprimée dans les deux langues. Sa lettre aux sous-préfets commençait par ces mots :

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de deux arrêtés que le général Turreau, commandant le Vallais, vient de prendre.

Elle finit par cette phrase peu française :

Je vous invite à communiquer ces arrêtés dans toutes les communes de votre district vous voudrez m'en accuser la réception et votre accomplissement.

Deux sous-préfets seulement oublièrent leur devoir et leur serment de fidélité au pouvoir helvétique : celui de Brigue et celui de Stalden. Tous les autres furent fermes et refusèrent de reconnaître une autorité que le gouvernement helvétique n'avait pas établie. Celui de Monthey, Pierre-Louis du Fay, fit la verte réponse suivante :

Monthey, 25 janvier 1802.

Au citoyen Pittier, ex-administrateur du Vallais.

Mes devoirs envers le gouvernement helvétique, qu'aucune considération ne m'engage à trahir, s'oppose formellement à la demande que vous me faites, par votre lettre du 23 courant, de communiquer aux communes de ce district les arrêtés du général français, commandant en Vallais, du 5 pluviose, an X, portant destitution du préfet national et du receveur général du canton. Je vous renvoie en conséquence ces pièces, ainsi que votre lettre.

Vous m'avez mal jugé en me croyant capable de tenir une conduite qui serait opposée à l'attachement que je dois à ma patrie et aux sentiments de l'honneur et de la délicatesse.

Fidèle à ces principes, je ne puis reconnaître en vous le préfet national du canton du Vallais, ni, par conséquent, correspondre avec vous en cette qualité, ni recevoir, à ce titre, aucun de vos ordres.

La fermeté exemplaire des sous-préfets amena leur destitution, comme ils s'y attendaient. Le 31 janvier, Pittier portait l'arrêté suivant.

Les citoyens Antoine Roten, sous-préfet du district de Loèche, Joseph de Lavallaz, sous-préfet du district de Sion, François-Emmanuel Joris, sous-préfet du district de Sembrancher, Frédéric Gross, sous-préfet du district de Martigny, Hyacinthe de Nuccé, sous-préfet du district de Saint-Maurice, et Pierre-Louis du Fay, sous-préfet du district de Monthey, sont destitués.

Le citoyen Schiner, docteur-médecin, est nommé sous-préfet du district de Sion¹. Il entrera en fonctions dès la communication du présent arrêté.

Si les sous-préfets de Viège, Sierre et Hérémence ne sont pas mentionnés dans cette pièce, c'est que le préfet de Rarogne l'était aussi de Viège; celui de Sierre fut destitué par un arrêté particulier, mais pour le même motif; quant à la sous-préfecture d'Hérémence, elle était alors vacante. Conches n'était pas dans les limites de l'occupation militaire.

Les destitutions ne suffirent pas pour punir les sous-préfets réfractaires; celui de Sion fut placé sous la surveillance de l'autorité militaire devant laquelle il devait se présenter trois fois par jour; celui de Loèche et Viège, appelé à Sion, y resta quelques jours sous la même surveillance; celui de Monthey dut aussi s'y rendre accompagné d'un sous-officier.

La Chambre administrative subit le même sort (30 janvier). Elle fut remplacée, le 10 février, par François Indermatten, Casimir Lang, Louis Preux, ci-devant membre du Conseil législatif, André Ducrue et Maurice Veguener, ancien capitaine du dizain de Brigue. Mais, ce dernier ayant refusé sa nomination, fut remplacé par Rion. Les nouveaux administrateurs furent solennellement installés au bruit du canon, le samedi suivant, jour de marché. Le cortège formé devant l'habitation du général, était composé de celui-ci de son état-major et des nouveaux membres de la Chambre; les soldats formaient la haie et la garnison était sous les armes devant l'hôtel-de-ville où la cérémonie eut lieu.

Comme les administrations communales étaient opposées à la réunion du pays à la France, les destitutions commencèrent aussi pour elles. Celle de Sierre fut remplacée le 10 février; celle de Sion, qui refusait de reconnaître

¹ Ce Schiner était un frère de ce gouverneur rapace chassé par Bellet. Il était digne de servir Turreau et Pittier. L'avidité avait éteint dans son cœur les sentiments d'honneur et de patriotisme. Il ne fit guère honneur au parti de la révolution, auquel il se livra pour étancher sa soif de l'or et des honneurs; son incapacité le fit même rejeter plus tard par les siens. Schiner avait moins de modération que Pittier et autres et usait des mêmes moyens violents. Il alla un jour se plaindre amèrement à Turreau de la peinture qu'une feuille publique faisait de lui comme sous-préfet, et, pour mieux le convaincre, il lui présenta cette feuille. Après l'avoir lue attentivement, le général lui répondit froidement qu'on l'avait même bien ménagé. Ce qui prouve l'estime qu'il avait pour ce fonctionnaire.

le traître Schiner, le fut le 13¹; celle de Saint-Maurice, le 24, etc. Afin que toutes les branches de l'administration fussent renouvelées, le commissaire général du canton, de Riedmatten Augustin, reçut sa destitution le 20 du même mois. La raison secrète, mais réelle, était partout et pour tous la même; seuls les motifs allégués différaient¹.

La mesure déborda enfin!

Quoique le préfet légitime, Charles-Emmanuel de Rivaz, eût été déposé par Turreau, il n'en continuait pas moins secrètement ses fonctions. Le Gouvernement helvétique, sûr de ce magistrat, l'avait confirmé dans sa charge, et, par lui, était soigneusement tenu au courant de ce qui se passait. Les communes crurent qu'il était temps pour elles de protester de leurs sentiments, de manifester leur profond attachement à la patrie suisse et combien elles étaient opposées au désir du général et à ses mesures tyranniques. Déjà quelques-unes avaient spontanément et successivement envoyé leurs déclarations au préfet de Rivaz, qui les transmettait régulièrement à Berne. Mais ce digne et intelligent magistrat, jugeant que ces adresses particulières n'avaient pas le même poids que si elles étaient collectives, et craignant, d'ailleurs, qu'il ne se commît des imprudences pouvant devenir fatales si Turreau venait à le savoir, suggéra indirectement l'idée d'envoyer secrètement des délégués vers l'autorité helvétique, afin de lui exposer les vrais sentiments des populations valaisannes. Deux hommes, dignes de toute sa confiance, Louis-Grégoire de Kalbermatten et Joseph-Alphonse de Kuntschen, ex-syndic de Sion, contribuèrent plus spécialement à l'exécution de ce projet. Avec le plus grand secret et toute la circonspection possible, ils parcoururent les communes des districts de Sion et Hérémence, afin de s'entendre et convenir du jour du départ que l'on fixa au 20 février. Ce jour-là, les délégués de toutes ces localités partirent pour Berne en prenant la voie des pénibles et dangereuses montagnes de la Gemmi plutôt que celle de Saint-Maurice, afin de mieux déjouer les soupçons possibles de la police militaire. A leur passage, ils avertirent ceux de Sierre et Loèche; puis, des courriers sûrs furent envoyés dans toutes les autres communes du canton. Ce fut comme une étincelle électrique, tant on mit d'empressement à profiter de l'avis. Le 27 février, les délégués de soixante et quatorze communes, auxquels trois autres qui n'avaient pu être prévenus à temps, firent adhésion par écrit (1^{er} mars), se trouvèrent réunis à la ville fédérale, munis chacun des pleins pouvoirs de leurs commettants. Ils furent introduits solennellement devant le Petit-Conseil que présidait Aloys Reding. L'ex-receveur général, Tousard d'Olbec, présent à Berne, et Preux, membre du tribunal suprême,

¹ Le jeune Theiler, président de Sion, quoique malade, montra, en cette circonstance, une énergie et une fidélité fort différentes de celles de son homonyme sous-préfet de Brigue.

² Turreau se plaignit devant son médecin, le docteur Guy, de n'avoir pas un honnête homme pour soutenir son parti. Mais, lui dit malicieusement le docteur, Pittier et Schiner ne sont-ils pas d'honnêtes gens? Le général répartit: « Je ne donne mon estime à aucun d'eux ».

étaient à la tête de la députation et représentaient, l'un la partie française, l'autre la partie allemande du canton¹. Le premier avait rédigé sur le lieu même la protestation collective que la députation remit au Petit-Conseil. Le dépôt de cette pièce fut précédé du discours suivant, qui en résume parfaitement le contenu :

Citoyens Landamman et Lieutenants,

Tel qu'un enfant qu'on veut arracher à une mère chérie, ne se serre que plus fortement dans ses bras pour empêcher qu'on ne le sépare d'elle, tels les délégués de septante-quatre communes du canton du Vallais, animés d'une confiance filiale, viennent se réfugier dans le sein de la mère-patrie et chercher auprès du gouvernement helvétique secours et protection dans l'état d'oppression où elles se trouvent.

Les persécutions, les actes de violence, les fardeaux de toute espèce qu'a supportés le canton du Vallais, depuis environ trois mois — sans parler même de ceux qui les ont précédés — étaient faits pour l'accabler, il est vrai; cependant, il a su les supporter et s'est contenté d'en gémir. Mais les séductions et les pièges qu'on nous tend nous sont encore plus odieux. Nous devons nous attendre, et peut-être en sommes-nous plus prêts que nous ne le supposons, à voir arriver le moment où de nouvelles autorités étant organisées et de nouveaux fonctionnaires institués dans notre canton, ceux-ci déclareront au nom du peuple et sans aucune forme légitime l'incorporation du Vallais à la République française.

Cependant, la grande majorité du peuple y étant contraire et ne voulant pas y acquiescer volontairement, dans la crainte d'une semblable déclaration de la part des autorités qu'on nous force de reconnaître et dans l'urgente nécessité que nous sentons de nous prémunir par les moyens les plus efficaces contre de pareilles atteintes, si contraires à nos vœux et à notre commun salut, les présents députés, munis de leurs procurations, ont l'honneur de se présenter devant vous, citoyens Landamman et Lieutenants, et de vous annoncer qu'il est erroné, faux et contre toute vérité que le peuple vallaisan veuille jamais appartenir à une autre nation qu'à celle des Suisses. Au contraire, nous tous qui sommes ici présents, au nom de nos communes constituantes, au nom d'un grand nombre de signataires, au nom enfin, aussi de ceux qui ont été délégués avec nous, mais qui, dans ces temps de neige et de pluies, n'ont pu passer la montagne de la Gemmi, nous déclarons solennellement et émettons notre vœu que notre volonté, notre désir le plus ardent est et sera toujours de faire partie intégrante de l'Helvétie, de la République helvétique et d'en être inséparables; de ne nous en détacher, ni dans l'état de prospérité, ni dans les temps de calamité, mais de partager l'un et l'autre et de souffrir avec elle. Nous déclarons, en outre, que jamais nous ne nous abandonnerons à une autre nation ou puissance et que nous ne souffrirons pas qu'on nous cède. Nous en exceptons le cas de force majeure, contre laquelle nous protestons formellement, jurant que nous n'y demeurerons qu'aussi longtemps que nous serons enchaînés et contraints d'obéir. Enfin, nous jurons que nous voulons vivre et mourir comme de vrais, anciens et inébranlablement fidèles Suisses.

Notre sort, il est vrai, est dur en ce moment, et le poids des souffrances s'appesantit sur nos têtes d'une manière cruelle. Mais, que nos calamités redoublent, qu'elles nous terrassent et nous anéantissent, pourvu qu'il nous reste ce nom si cher de *Suisses* et la précieuse condition de demeurer partie intégrante de l'Helvétie. Tout autre sacrifice est peu pour nous; mais la perte de ce nom sacré serait irréparable. En Vallais, comme en d'autres cantons et communes, ce temps de révolutions a suscité différentes erreurs, des principes en politique opposés les uns aux autres, suivant les notions, l'égoïsme ou l'ambition des partis. Mais, à présent qu'il s'agit du maintien de nos droits de Suisses, du précieux avantage de notre existence nationale, nous nous rallions tous autour d'un si puissant motif; nos passions se calment, toute division est éteinte, et notre vœu est commun, général et unanime, à l'exception de quelques abusés.

Veillez, Titulaires, excuser notre démarche qui n'est ni feinte, ni suggérée par une fausse gloire. Elle est l'effet d'un dernier effort que nous faisons et que nous croyons devoir

¹ Manuscrit Carrupt.

à nos aïeux et à la postérité, pour ne pas nous exposer au reproche mérité qu'ils pourraient nous faire à juste titre si nous n'agissions pas en ce moment.

Daignez, Titulaires, accueillir favorablement notre confession de foi politique sur laquelle nous prêtons le serment devant vous. Daignez l'appuyer de votre autorité et de la protection de tout le gouvernement helvétique que nous implorons par votre entremise.

L'acte formel qui va être prononcé en votre présence par les députés des communes sera le monument non équivoque de leurs sentiments que nous cherchons à vous exprimer¹.

Ce discours finit par la remise de la protestation que l'orateur envisage comme un serment, à cause des déclarations solennelles et authentiques qu'elle renferme².

¹ Archives du Vén. Chapitre : Recueil de pièces officielles de 1798 à 1833.

² Voici la partie essentielle de cette pièce que les lecteurs aimeront peut-être à connaître :

« ...Les députés soussignés, au nom des communes qu'ils représentent, protestent par devant les landammans et stathalters de la République helvétique :

« Que leurs communes, fidèles à la République helvétique, ne reconnaissent et ne reconnaîtront pour leurs supérieurs légitimes que les fonctionnaires établis par son gouvernement dans le canton du Vallais ; que la force seule contraindra les communes à obéir à des hommes qui ne seraient pas institués ou reconnus par lui, et qu'elles attendent avec confiance de la justice du gouvernement français et des instances du gouvernement helvétique auprès de lui que ceux qui ont été destitués militairement par le général français seront rendus à leurs fonctions, aux vœux et à la confiance de leurs concitoyens.

« Que dans le cas où toute action de la part du gouvernement helvétique, dans le canton du Vallais, serait arrêtée par la force, leur fidélité envers lui, ne sera point ébranlée et que, quelque longue que soit l'interruption de la représentation visible du gouvernement helvétique dans le canton du Vallais, elles se regarderont constamment, avec tout leur canton, comme faisant toujours partie intégrante de la République helvétique, sans que la possession puisse prescrire à leurs yeux contre ses droits.

« Que le vœu réel et invariable de la grande majorité des citoyens des dites communes est de demeurer suisses, libres et indépendants ; qu'au milieu des révolutions qui ont affligé la Suisse depuis quatre années une partie des dites communes ont pu s'élever contre telle ou telle forme de gouvernement, mais elles ont toujours voulu, comme elles le veulent encore fermement demeurer attachées à la nation suisse et faire partie du corps helvétique. Elles espèrent que les Suisses ne consentiront jamais à rompre leur union intime et ancienne avec les Vallaisans ; quant à elles, la force seule pourra les en détacher.

« Ce vœu, chacune des dites communes l'a déjà librement et volontairement exprimé depuis une année ; il a été constaté dans la plupart d'entre elles par des actes signés individuellement par la grande majorité des citoyens, et envoyés au gouvernement. Ce vœu, elles le réitèrent aujourd'hui aussi librement et aussi fermement par le présent acte, afin qu'il dépose à jamais contre toute adresse tendant à la réunion du Vallais à la France ou à quelque autre Etat, qui pourrait être produite au nom des dites communes, avec la signature des autorités de création militaire, parce que ces autorités dépourvues de toute espèce de titres à la confiance publique, n'ont aucun droit de parler au nom du peuple ; ou contre toute adresse portant des signatures même individuelles obtenues par la crainte ou par la lassitude du malheur, ou par diverses insinuations à l'aide desquelles la crédulité peut être abusée, parce que ces signatures ne peuvent prévaloir contre un vœu libre, constaté par des actes authentiques, hors de tout reproche de suggestion, conformes au génie connu du peuple et confirmés par la conduite publique et unanime du peuple entier d'un canton, tel que le vœu que les dites communes réitèrent aujourd'hui par le présent acte.

« Les députés soussignés prononcent solennellement la présente protestation devant vous, citoyens landammans et stathalters, et, en vous la remettant signée d'eux, ils vous supplient au nom de leurs communes de vouloir bien la présenter au Sénat et au Petit-Conseil de la République et de leur demander qu'elle soit littéralement insérée dans leurs minutes et que copie en soit envoyée à toutes les Chambres administratives de l'Helvétie et déposée par elles dans les archives de leur canton, afin que cet acte demeure aux yeux de tous les cantons un monument durable de l'attachement du Vallais pour les Suisses leurs frères et alliés, et un titre imprescriptible contre la force majeure qui pourrait rompre les nœuds qui les unissent intimement depuis longtemps et que les Vallaisans seront toujours prêts à renouer.

« Les députés soussignés déposent entre vos mains, avec la présente protestation et pour sa justification, les mandats spéciaux dont ils sont porteurs.

« Fait et prononcé par les députés des communes ci-après nommés et signé par eux à Berne, le 27 février, 1802. » (Suivent les signatures).

Les autorités helvétiques éprouvèrent une grande satisfaction de cette démarche des communes. Elles envoyèrent copie de cette protestation à la cour de Vienne en réclamant son intervention, lui dénonçant les actes hostiles qui se commettaient en Valais et demandant sa garantie comme partie contractante du traité de Lunéville. Elles l'envoyèrent à toutes les Chambres administratives¹ de la Suisse, et l'on peut croire qu'elle ne fut pas sans influence sur le projet de constitution que le Sénat approuva le même jour et dans lequel le Valais fut expressément réservé comme canton suisse. Bien plus, Stapfer, ministre suisse à Paris, eut ordre de présenter une copie de la protestation à Bonaparte, qui en témoigna un vif déplaisir. Dans sa réponse du 4 germinal (24 mars) au ministre suisse, Talleyrand laisse percer son dépit en parlant

...de l'espèce d'ostentation que le gouvernement helvétique a mise à recevoir quelques individus se disant députés du Vallais et à les admettre contre les autorités françaises².... Je suis chargé, dit-il encore, de vous déclarer qu'il (Bonaparte) reconnaît le Vallais comme un peuple indépendant et qui, ayant toujours eu une constitution et une organisation séparées, doit être gouverné à part et sans aucune relation de concert, ni dépendance à l'égard de l'Helvétie.

C'est sur ce ton hautain et finissant par être menaçant qu'il termine sa lettre au représentant suisse.

A la lecture de cette missive, Stapfer, que le Petit-Conseil avait blâmé d'avoir agi trop mollement jusqu'alors dans la question, retrouva toute l'énergie que pouvait lui donner son cœur de Suisse blessé. Il ne put s'empêcher de donner essor à son indignation légitime en redressant les fausses allégations du ministre français. Sa réplique est trop belle et trop digne pour qu'il soit possible de l'abréger; elle rétablit d'ailleurs exactement la vérité des faits dénaturés par Talleyrand.

Paris, 27 mars 1802.

Je manquerais à tous mes devoirs si j'attendais de nouvelles instructions de mon gouvernement pour répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous date du 4 germinal, an X.

Il me suffit de la connaissance la plus superficielle des rapports qui existent entre les deux républiques et des engagements aussi solennels que sacrés qui les lient mutuellement pour mettre en évidence que jamais les droits de la nation helvétique sur le Vallais ne peuvent être contestés, ni la conduite de son gouvernement, à l'égard de cette contrée, blâmée.

Par les motifs que vous alléguiez dans cette lettre, non seulement le Vallais est partie intégrante de l'Helvétie et partageant toutes ses destinées depuis des siècles, mais il n'aurait jamais été, même lors de l'existence de l'ancienne Confédération suisse, au pouvoir de l'Etat du Vallais d'altérer ses relations avec des puissances étrangères, et encore moins de disposer de son sol, au préjudice et sans le consentement de ses confédérés helvétiques.

Supposé donc que le lien qui unit aujourd'hui le Vallais à la République helvétique ne fût pas plus fort que celui qui l'attachait anciennement aux cantons suisses, il serait encore impossible que l'Helvétie restât spectatrice passive des grands changements que ce pays doit éprouver. Le devoir le plus impérieux prescrirait également au gouvernement helvétique d'influer sur les modifications qu'il doit subir et de prévenir, autant que possible, qu'elles ne portassent atteinte aux droits incontestables de la nation entière et aux intérêts majeurs qu'elles pourraient compromettre.

¹ Lettre de Tousard d'Olbec.

² Celles que Turreau et son préfet avaient illégalement établies.

A plus forte raison, ce gouvernement doit-il, aujourd'hui, veiller sur le sort de cet ancien Etat helvétique devenu partie intégrante d'une seule et même république. Et, n'est-ce pas votre gouvernement, citoyen-ministre, qui par la puissance de ses baïonnettes a fondu le Vallais, ainsi que les autres Etats helvétiques, dans une masse commune? Ne sont-ce pas vos guerriers qui, à différentes reprises, ont porté le fer et le feu dans le Vallais, pour forcer ses habitants à se laisser gouverner par des lois communes à toute l'Helvétie? N'est-ce pas vous, citoyen-ministre, qui avez signé le traité d'alliance de votre nation avec la République helvétique *une et indivisible*? Le Vallais ne faisait-il pas alors partie essentielle de cette république? Et le traité de Lunéville ne consacre-t-il pas toute l'étendue de notre territoire telle qu'elle était à sa conclusion?

Certes, le gouvernement helvétique ne songe pas à exercer des droits qui ne seraient pas les siens; heureux s'il pouvait conserver ceux que la nation lui redemandera tôt ou tard de ses mains. Il désire ardemment donner au premier Consul toutes les marques de reconnaissance, d'admiration et de déférence qui sont compatibles avec son honneur, et il se borne à prier de n'en pas exiger le sacrifice à des hommes déterminés à le conserver intact pour prix de leurs travaux pénibles et des dégoûts dont on les abreuve.

Sûrement, le premier Consul serait le premier à les mépriser comme des lâches indignes de gouverner un peuple brave et dévoué à sa patrie, s'ils ne donnaient pas à ce peuple tout l'appui qu'il a le droit d'exiger de ses gouvernants. Le premier Consul a déclaré plusieurs fois qu'une route militaire était la seule chose qui l'intéressait dans le Vallais pour l'avantage de la République française. Cette déclaration est connue; elle est devenue le centre auquel se rattachent toutes les espérances. Que dirait le peuple suisse qui chérit les Vallaisans comme des frères, quelle serait l'indignation des braves Vallaisans qui mettent leur bonheur ainsi que leur orgueil à rester Suisses, si le gouvernement donnait au sacrifice qu'on lui demande plus d'étendue que l'intérêt même de la France et la parole du premier Consul ne l'exigent? Mais que dira l'Europe de voir les Français, après qu'ils avaient premièrement porté la dévastation et la mort dans le Vallais pour le rattacher par des nœuds plus forts à l'Helvétie, quelques instants après y porter le fléau de la discorde et le poids de l'autorité militaire la plus dure pour l'arracher de nouveau à des liens qu'on venait de cimenter dans le sang pour les rendre plus forts?

Vraiment, citoyen ministre, tous les moyens possibles de justice, d'humanité, d'honneur et de véritable gloire se réunissent pour engager le premier Consul à rendre aux Vallaisans leur patrie, et aux Suisses leur Vallais sous des conditions qui remplissent le seul but que la France peut se proposer. Ces conditions ne seront pas difficiles à stipuler dans le cours d'une négociation franche et amicale.

Si mon gouvernement se refuse à des cessions qui ne sont pas de sa compétence, s'il ne se condamne pas à l'inactivité qui trahirait les droits de sa nation, je suis convaincu que le premier Consul et vous-même, citoyen-ministre, n'en estimez que davantage les membres du gouvernement helvétique et que votre cœur plaide pour des hommes qui, aux dépens de leur repos et sans aucun motif d'intérêt, remplissent si bien leurs devoirs. C'est cette conviction, c'est la noble ambition qu'ils ont de vous inspirer de l'estime qui leur donne le courage de persévérer dans le chemin d'honneur qu'ils ont suivi jusqu'à ce moment.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) STAFFER.

Le représentant de la Suisse avait dignement parlé; il craignit d'avoir trop dit la vérité à celui qui commençait à faire trembler les empereurs et les rois. Le résultat fut cependant heureux; c'est même à partir de ce moment que le cabinet français parut ouvrir les yeux sur le véritable état des esprits et des choses en Suisse. Dès ce moment, les négociations entamées au commencement de mars et dans lesquelles s'agitait la question de la cession de la rive gauche du Rhône, prirent une allure plus franche et plus équitable.

¹ De Rivaz. loc. cit.

Le Petit-Conseil, qui ne voulait pas entendre parler de cession, avait enfin obtenu que, dans les négociations, il ne s'agirait que de la route militaire. Appréciant toujours plus les mérites et la sagesse politique du préfet de Rivaz, avec lequel il ne cessait de correspondre, il l'invita à se rendre près de lui, à Berne, afin de s'éclairer de ses lumières dans ces circonstances difficiles. Mais de Rivaz représenta la nécessité absolue de sa présence en Valais, où Turreau agissait chaque jour plus tyranniquement, puis à cause des directions indispensables qu'il devait à chaque instant donner dans le secret de son cabinet aux envoyés des communes qui venaient le consulter. Il lui proposa de se servir de Tousard d'Olbec, qui résidait près de cette autorité à Berne et qui pouvait parfaitement la renseigner. Le Petit-Conseil accepta la proposition en adjoignant de Preux au candidat du préfet.

Les nouvelles autorités communales créées par Turreau et son préfet Pittier n'obtinrent point de leurs administrés le respect et l'obéissance qu'elles attendaient. Elles étaient généralement méconnues, et, si l'on s'abstenait de tout acte d'insubordination à leur égard, la résistance, quoique passive et calme, n'en était pas moins réelle et persistante. Les gens de bien refusaient de faire partie d'une administration quelconque, et le préfet intrus se plaignait de ne pouvoir trouver des sujets honorables pour remplir les vides faits par les destitutions¹. Pour ce motif, il fallait unir la sous-préfecture de Viège à celle de Stalden, celle de Loèche à celle de Sierre, et celle d'Héremence à celle de Sion, de sorte que sur onze sous-préfectures, trois seulement eurent leur titulaire propre. Deux jours après sa nomination, le sous-préfet d'Anniviers, simple paysan illettré, donna sa démission, alléguant que le peuple se moquait de lui et que l'agent même ne voulait pas lui obéir.

A Troistorrents, la municipalité, prévoyant que personne n'accepterait les nominations que Pittier allait faire dans la commune, fit publier par un huissier qu'il était à craindre qu'elle ne fût contrainte de continuer ses fonctions. En conséquence, elle protestait que cette violence du préfet ne devait porter aucune atteinte à la fidélité qu'elle conservait au gouvernement helvétique de qui elle se reconnaissait toujours dépendante.

Conthey agit de la même manière.

A Val d'Illicz et à Champéry personne ne voulut accepter la place d'agent.

Les communes récalcitrantes durent loger et nourrir à leurs frais des compagnies d'occupation jusqu'à ce qu'elles reconnussent les nouvelles autorités. Les premières qui furent soumises à cette mesure furent Val d'Illicz et Champéry. Savièse fut occupé par deux compagnies.

¹ Choëx et Collombey-Muraz firent défection à cette unanimité des communes. Le général, en tournée politique, dans les principaux centres du Bas-Valais, se trouva à Monthey le 31 mars. Les représentants de ces trois localités se présentèrent devant lui et protestèrent de leur entière soumission à son autorité. Il les exempta de toute contribution. L'une ou l'autre commune du centre ayant aussi fait sa soumission avant d'avoir été menacée d'occupation, se rétracta promptement.

Cette exécution militaire devint bientôt générale, mais comme on était dans l'impossibilité de supporter une imposition, puisque les soldats étaient autorisés à vivre à discrétion chez les particuliers, partout on se soumit en protestant qu'on ne se rendait qu'à la force. A Grimisuat, Ayent et ailleurs encore, le peuple convint de supporter en commun les frais des quatre compagnies qui se faisaient nourrir à discrétion. On y entendit des paysans déclarer : l'un, qu'il sacrifierait sa vache, l'autre ses cinq vaches plutôt que de se rendre ; un troisième, que si on le conduisait à la guillotine, il crierait encore : Vive la Suisse ! Il serait trop long d'énumérer les beaux traits de patriotisme auxquels donnèrent lieu ces jours néfastes. On ne voulait pas devenir Français, mais mourir Suisses. Les officiers des compagnies d'occupation travaillaient tous très activement à engager le peuple à demander son incorporation à la France. Turreau leur en avait donné l'ordre et Pittier le secondait de tout son pouvoir.

Ardon, qui ne comptait qu'une population de quatre cents âmes fut, pour le même motif, imposé (24 mars) d'une somme de douze cents francs, que Turreau refusa de diminuer. On peut dire que pas une commune n'échappa aux garnisaires¹.

Pittier recourut à d'autres moyens encore pour arracher à ses compatriotes un consentement qu'il ne parvint pas à obtenir. Il fit des tournées dans les plus importantes communes du Haut-Valais, où il ordonnait aux magistrats des environs de se rendre à jour fixe. Dans ces réunions, il s'évertuait à leur représenter les bienfaits dont le gouvernement français se préparait à les combler, si l'on reconnaissait les autorités de sa création, tandis qu'un refus ne servirait qu'à leur ramener les bataillons de la République française. Mais toutes refusèrent et furent unanimes à décider de supporter en commun les frais occasionnés même à des particuliers.

Il n'est pas de stratagème auquel on ne recourut pour séduire les populations. Celui que les officiers et les émissaires employaient le plus usuellement était d'affirmer effrontément aux magistrats comme au peuple, que le gouvernement helvétique avait signé l'acte de cession du canton à la France.

Le service des vivres pour la troupe, conclu le 21 janvier précédent, avait déjà cessé le 6 mars. Les nouveaux percepteurs des impositions ordinaires se plaignaient que leurs caisses étaient vides, parce que les contribuables refusaient de verser entre leurs mains ce qu'ils devaient. Néanmoins, le général avait besoin d'argent pour ses soldats. Il eut recours à un expédient digne de lui. Sous prétexte de châtier les communes qui méconnaissaient son autorité et celle de ses fonctionnaires, il les imposa d'une forte amende mensuelle (25 mars). Cependant pour faire accroire que beaucoup d'entre elles avaient adhéré au pouvoir militaire, il en omit un grand nombre dans son arrêté, quoiqu'elles fussent demeurées fidèles à l'autorité helvétique. Ainsi était conçu cet unique arrêté du 25 mars.

¹ Corrupt.

ARTICLE PREMIER. — Les districts et communes ci-dessous désignées¹ paieront une contribution extraordinaire et mensuelle évaluée dans le tableau annexé au présent.

ART. 2. — Cette contribution sera payée de mois en mois et jusqu'à nouvel ordre.

ART. 3. — Les sommes provenant de la dite contribution pour les mois de frimaire, nivôse, pluviôse et ventôse (c'est à dire du 21 novembre 1801 au 20 mars 1802) seront acquittées dans les cinq jours qui suivront la publication du présent.

ART. 4. — Ceux qui ne payeront pas dans le délai prescrit par le présent arrêté seront exécutés militairement.

ART. 7. — Sont exceptées dans les districts imposés, celles des communes qui ont reconnu leurs magistrats et acquitté leurs contributions ordinaires; mais leur quote-part de cette imposition extraordinaire, portée par le présent, sera rejetée sur les autres communes du district, au marc la livre.

Cet arrêté fut d'autant plus odieux qu'il avait un effet rétroactif de quatre mois. Comment dire, en outre, que les communes étaient réfractaires à des ordres qui n'existaient pas avant l'époque de Noël, ou qu'elles étaient punies pour refus de reconnaître des autorités créées militairement depuis le 23 janvier seulement?

Cette mesure tyrannique n'intimida personne. Le 3 avril 1802, les communes du district de Monthey décidaient à l'unanimité qu'elles supporteraient en commun les frais d'exécution militaire qui auraient lieu. Les autres districts les imitèrent. Mais les municipalités instituées par Turreau ou son préfet éludèrent cette décision en faisant retomber l'impôt, à Monthey et Saint-Maurice, sur les conseillers destitués; et à Martigny, sur les dix citoyens les plus opposés au nouveau régime. A Sion, la municipalité avait déjà imposé au un pour mille les propriétés des citoyens, dès la cessation du service des subsistances militaires. Elle eut soin d'imposer aussi le chapitre diocésain d'une contribution de quatre cents francs et la Régie de la ville d'une somme de deux cents francs.

¹ Tableau de répartition de l'imposition :

Noms des districts	Noms des Communes	Imposition mensuelle en argent suisse	Imposition pour 4 mois en argent suisse	Totaux en argent de France
Loèche		900	3600	5400
Sierre		1750	7000	10500
Sembracher ..		1800	7200	10800
Monthey		2000	8000	12000
Sion.....6.50	Bramois	100	400	600
	Conthey	250	1000	1500
	Ayent.....	200	800	1200
	Grimisuat	100	400	600
Martigny..4.50	Ardon.....	300	1200	1800
	Saillon.....	50	200	300
	Fully	200	800	1200
	Martigny	400	1600	2400
Hérens.....3.25	Nax.....	125	500	750
	St-Martin	150	600	900
	Veysonnaz....	50	200	300
St-Maurice	St-Maurice ...	200	800	1200
Viège.....	Rarogne	150	600	900
		8725	34900	52350

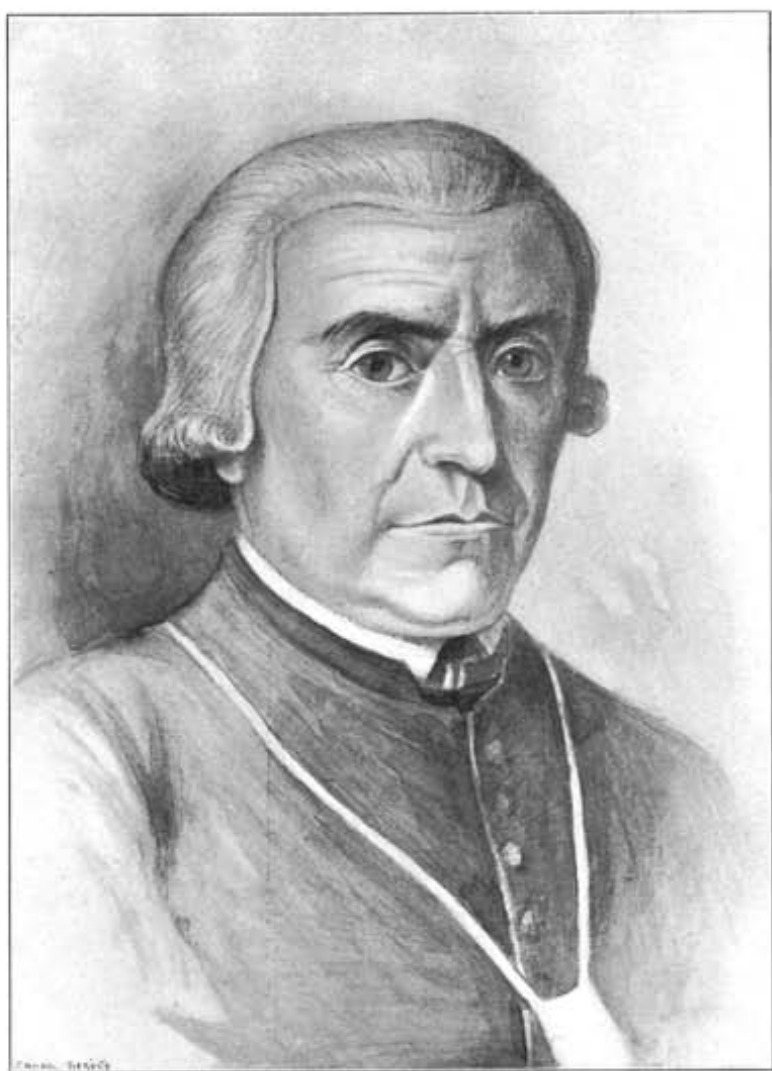
Conthey et Saint-Martin eurent l'honneur de voir commencer les exécutions militaires dont parlait le décret du 4 germinal. Le jour même de leur occupation, elles payèrent la contribution, en protestant qu'elles cédaient à la force et n'entendaient point par ce fait reconnaître d'autre gouvernement que l'helvétique.

Turreau pressé du besoin d'argent et craignant que son opposition aux protestations des communes ne retardât le versement des contributions, s'empressa de déclarer aux imposés qu'il n'exigeait ni soumission à son pouvoir, ni reconnaissance des nouvelles autorités. Il fit même aux Contheysans le rabais du cinquième de la somme à verser. Aussitôt que cette déclaration du général fut connue, la plupart des communes vinrent s'acquitter; et quelques-unes de celles du Haut-Valais ayant représenté leur impossibilité de faire le versement de la somme dans le temps prescrit, obtinrent un délai de quelques jours, sans rabais néanmoins.

De l'avis de la Chambre administrative ancienne, le préfet de Rivaz avait envoyé à Berne (20 mars) Augustini et Duc, afin d'obtenir que les dépenses faites par le canton pour les frais d'occupation fussent supportées par le gouvernement helvétique, puisque ces dépenses ne lui étaient occasionnées que pour sa fidélité à la cause commune. Quelque vraie que fût cette raison, le Petit-Conseil ne put accéder à cette demande: c'eût été pour le Premier Consul un motif d'envoyer en Suisse des troupes plus nombreuses. Effectivement, s'il avait appris que la caisse suisse compensait au Valais, qu'il voulait punir de son obstination à ne pas devenir Français, les frais d'occupation, il n'aurait pas manqué d'envoyer encore plus de troupes pour les faire nourrir par le trésor fédéral. Le Petit-Conseil paya cependant au Valais un subside secret de dix mille francs, que le préfet et la Chambre administrative fidèle durent répartir entre les communes.

Telle était la situation du Valais quand survinrent les événements du 17 avril qui changèrent la face des affaires. Ces événements étaient déjà pressentis à Berne quand les délégués du Valais en repartirent (14 avril) pour rentrer dans leurs foyers.





LE CHANOINE LAURENT-JOSEPH MURITH

D'après son portrait au Grand St-Bernard. Dessin de Joseph Morand, peintre.

(Voir page 516, note.)



CHAPITRE XXIV

1802 JUSQU'AU 27 JUILLET

L'ÉNERGIQUE protestation que les communes valaisannes avaient faite devant l'autorité helvétique, le 27 mars, avait été soutenue, à leur insu, par le représentant d'un puissant monarque. Le baron de Jacouloff, ministre de Russie près du duc de Wurtemberg, en avait avisé le comte de Markoff, ambassadeur du Czar à Paris. Celui-ci, de son propre mouvement, avait remis au cabinet des Tuileries une note dans le même sens qui avait fait impression. Informé de ces dispositions bienveillantes, l'évêque de Sion et huit autres personnages des mieux qualifiés du pays, entre lesquels le colonel Stockalper, de Brigue, s'empressèrent d'en témoigner leur reconnaissance à Jacouloff par une lettre dans laquelle on remarque ce passage, qui est une haute confirmation du contenu de la protestation :

« Le vœu du peuple vallaisan pour faire partie intégrante de l'Helvétie « n'est plus problématique, ne l'a jamais été et ne le sera jamais, du libre consentement de ce peuple. Attaché par habitude à ses anciens usages, à la « sainteté de sa religion, à la sagesse de ses anciennes lois, celui-ci répugne à « à s'amalgamer avec une nation qui a adopté des nouveautés dont le temps « n'a pas démontré l'utilité, et qui n'ont encore pour lui que l'empreinte du « malheur. Mais il saura, avec ses frères de l'Helvétie, se plier à celles qui « recevront la sanction des Puissances contractantes de l'Europe... »

Quoique blessé dans son orgueil de conquérant de ne pouvoir atteindre aussi vite qu'il le désirait le but qu'il s'était proposé, Bonaparte vit par ces

diverses protestations qu'on l'avait induit en erreur sur les dispositions des Valaisans. Il recourut à un autre moyen qui consistait à isoler le Valais de la Suisse en en faisant une république indépendante, afin de stipuler avec lui la concession d'une route militaire. C'est vers ce but que Verninac, son ministre en Suisse, eut ordre de diriger ses menées, et il n'est guère douteux, dit de Rivaz dans ses *Mémoires*, que la révolution opérée à Berne dans le pouvoir helvétique, le 17 avril, n'eût été opérée dans cette intention. Tous les actes du gouvernement helvétique établi le 28 octobre 1801 avaient été pour la conservation du Valais à la République suisse, comme on l'a vu, et Stapfer, par sa note du 27 mars, ainsi que le Sénat, par sa lettre du 2 avril au Premier Consul, s'étaient prononcés de la manière la moins équivoque à cet égard. Il importait donc à la France d'éloigner des hommes dont on ne pouvait plus espérer assez de complaisance pour accéder au plan d'isolement qu'elle méditait. Selon toute probabilité, telles furent les causes principales des événements du 17 avril. On sait qu'une partie du Petit-Conseil profita de l'absence du landamman Reding et de celle du conseiller Glutz pour prendre un premier arrêté qui ajournait le Sénat, et un second qui convoquait une assemblée de notables chargée de rédiger une nouvelle Constitution, qui n'était autre que le projet de Constitution du 29 mai 1801, paru sous l'influence immédiate de la France qui le ressuscitait aujourd'hui. On sait que le lendemain, Verninac manifesta publiquement son adhésion à cette mesure secondée par la promesse de l'appui éventuel de la force militaire¹. On sait enfin que le premier acte de ce nouveau gouvernement, à la tête duquel se trouvaient Ruttimann et Reugger, fut de nommer des notables dans tous les cantons, sauf dans le Valais qui, par le fait, se trouvait déjà exclu de la participation aux droits politiques de la Suisse, dont on voulait le détacher. Les membres de ce gouvernement prétendirent aussi avec autant d'astuce que de fausseté qu'il n'était pas possible de comprendre le Valais dans cet arrêté de nomination, puisqu'on ne pouvait y correspondre avec aucune autorité² et qu'on n'avait pas pu exécuter le décret du 27 février précédent. Mais il était facile de leur répondre qu'il y avait une bien grande différence entre convoquer des assemblées primaires pour faire des nominations, ou convoquer des individus qu'on appelait soi-même. Les magistrats déchus le 17 avril disaient avec plus de vraisemblance que

...l'abandon du Vallais avait été la condition avilissante de la protection de la France que leurs successeurs au pouvoir avait mendiee pour servir leur ambition; et ils leur reprochèrent vivement ce premier acte de leur administration par lequel ils avaient séparé d'eux-mêmes ce canton qui avait si bien mérité de la Suisse. Les usurpateurs répliquaient qu'il ne fallait pas juger le fait, mais la conduite de leurs prédécesseurs qui l'avait amené, et que c'était à l'impéritie de ceux qui avaient gouverné depuis six mois qu'il fallait attribuer tous les malheurs du Vallais³.

¹ Lettres de Verninac et de Montrichard, général des troupes d'occupation en Suisse, du 18 avril, 1802.

² Par qui donc de Rivaz avait-il été nommé préfet national?

³ Lettre de Tousard d'Olbec du 22 avril.

« Sur tous ces reproches, ajoute fort judicieusement de Rivaz, si l'on peut se permettre quelques remarques, je dirai que la conduite diplomatique du pouvoir déchu avait été franche et ferme, mais ses mesures administratives avaient un peu manqué de ce dernier caractère. Son obstination à se refuser aux demandes du Vallais pour l'entretien des troupes, pour réfuter publiquement les assertions indécentes hasardées par le général Turreau dans ses arrêtés du 21 et du 25 mars, et pour déclarer ouvertement que les charges de ce canton incombaient à la Suisse entière; cette obstination sur ces trois points justifie le reproche de manque de fermeté nécessaire; mais c'est à quoi ces reproches doivent se borner. Cette administration n'a été entachée d'aucune faute essentielle, et la Suisse n'a pas à lui demander compte de son accession à la mesure qui lui a enlevé une partie importante de son territoire ».

Le ministre Verninac avait fait représenter à la Chambre administrative du Valais les motifs graves qui devaient engager le pays à accéder à la proposition de le constituer en république indépendante. Cette question était des plus délicates et fort épineuse à trancher. En Suisse, les personnages les mieux pensants et les esprits les plus dévoués au Valais étaient divisés de sentiment, quoique tous prévissent les mêmes conséquences qui seraient : ou l'incorporation immédiate de ce pays à la France ou son isolement de la Suisse, pour aboutir indirectement à cette incorporation après un laps de temps plus ou moins rapproché.

Dans cette alternative, que devait faire la Chambre administrative? Elle voyait que l'autorité helvétique n'osait ou ne pouvait résister aux volontés de la France; elle prévoyait que Turreau, aux baïonnettes duquel le pays était livré, ne mettrait plus de bornes à ses violences et à ses exactions; puis, le silence des puissances signifiait un abandon politique; elle se trouvait dans l'impossibilité de subvenir à de nouvelles dépenses qui pouvaient se prolonger indéfiniment, et elle craignait qu'une plus longue résistance n'entraînât la perte du pays et peut-être de la Suisse. La Chambre résolut donc de renvoyer à Berne le député Duc auquel elle donna des instructions écrites pour agir auprès des nouvelles autorités. Ces instructions portaient en substance que le Valais désirait avant tout demeurer partie intégrante de la Suisse; si cela ne se pouvait, il donnerait la main à la proclamation de son indépendance, afin d'éviter une incorporation, et il resterait passif dans les négociations qui auraient lieu à ce sujet entre la Suisse et la France. On déclarait encore que, pour réussir, il fallait rappeler Turreau, rétablir les autorités destituées, ou bien à celles destituées par le général, en substituer d'autres qui eussent la confiance du peuple. On autoriserait ensuite des assemblées légales pour consulter le peuple sur le projet d'indépendance, et l'on donnerait une marche rapide aux négociations afin de ne pas laisser à Turreau le temps de recourir à des moyens coercitifs, pour entraver la libre manifestation du vœu populaire.

Arrivé à Berne, Duc vit que les nouveaux gouvernants, créatures de la France, n'oseraient rien faire pour le Valais. L'un d'eux, Fussli, avait dit à d'Olbec : « Ne vous adressez pas à nous comme membres du gouvernement; c'est le mieux que vous puissiez faire pour le Valais ». Persuadé que les instruc-

tions dont il était porteur devenaient inutiles, Duc se rendit chez Verninac qui lui proposa une conférence sur la manière de faire cesser l'état actuel des choses dans le canton, d'établir un gouvernement provisoire d'abord et ensuite définitif. Ces ouvertures engagèrent le gouvernement helvétique à se mettre à la tête des négociations en s'entourant de quelques notables du Valais. En conséquence, il invita le préfet de Rivaz à venir à Berne se joindre à Duc, d'Olbec et de Preux qui y étaient déjà depuis quelque temps. Le préfet refusa d'abord, alléguant qu'il ne voulait pas coopérer personnellement à une scission qui lui paraissait également nuisible au Valais et à la Suisse. Néanmoins, sur de pressantes et réitérées observations, il partit, accompagné de Stockalper et de l'ex-bourguemestre de Sion, de Riedmatten. Quand ils furent à Berne (13 mai), ils trouvèrent le Petit-Conseil et Verninac très préoccupés de l'insurrection survenue dans le canton de Vaud. Ne pouvant pour lors traiter avec eux, ils durent attendre jusqu'au 26 mai. Dans cet intervalle, ils eurent cependant une entrevue (17 mai) avec les landammans Ruttiman et Reugger et le conseiller d'Etat Fussli. Ils apprirent avec tristesse qu'il n'y avait d'autre salut pour la Suisse et le Valais qu'en traitant avec la République française sur les bases qu'elle proposait. Le résultat de la conférence que Verninac leur accorda le 26 mai et à Reugger le 27, ne servit qu'à confirmer ce sentiment. Le ministre voulait même traiter avec le Valais sans l'intermédiaire du gouvernement helvétique. Tels étaient les ordres que Talleyrand lui avait envoyés. « Le Valais, » leur dit-il, est surchargé de troupes, je l'avoue, mais il ne sortira de cet « état de pression qu'en terminant promptement ces négociations dans le sens « que je vous indique ». A Reugger, il témoigna un grand mécontentement des retards que le Valais mettait à se rendre ; il voulait qu'il n'entretint point d'agents à l'étranger sans l'assentiment de la France, de la Suisse et de la République italienne et qu'il ne pût établir aucun péage. Il termina son entretien avec Reugger en lui disant de l'aviser avant le départ du courrier si l'on persistait à ouvrir les négociations sur un autre pied ; ajoutant, d'un ton menaçant, que le Valais devait prendre garde à ce qu'il ferait, parce qu'il ne manquerait pas de gens pour persuader au Premier Consul que le vœu de réunion n'était pas difficile à obtenir.

De Rivaz et ses collègues retournèrent promptement chez le ministre pour s'assurer par eux-mêmes de son sentiment et entrèrent en discussion avec lui sur les bases de l'acte d'indépendance et de l'acte constitutionnel. Ils exprimèrent le désir que ces deux actes se fissent séparément et que les puissances n'apposassent point leur signature au second, afin que le Valais fût libre plus tard d'y introduire, sans avoir à recourir à leur consentement, les changements que les circonstances pourraient exiger. On verra plus tard que ce mode prévalut. Le ministre les invita à lui présenter au plus tôt un projet de constitution dans le sens convenu, afin de l'envoyer à Paris. Ce projet auquel ils travaillèrent immédiatement fut déjà prêt le 7 juin. Verninac le discuta avec eux

et y fit changer, retrancher et ajouter des articles selon sa convenance. Il exigea même des changements sur des points dont il avait convenu auparavant ; mais il fallait bien se plier à ses volontés, puisque le Valais n'avait d'autre perspective que de se voir réduit à la misère par le tyrannique régime et les cruelles exactions de Turreau, auquel Verninac leur dit qu'il n'avait rien à commander. On comprend avec cela que le projet fut la transaction du loup avec l'agneau.

Puisque le canton devait recouvrer son indépendance, il lui fallait des ressources pécuniaires pour subvenir à des dépenses qui allaient toutes être à sa charge, tandis qu'il perdait tous les secours de la République helvétique. Pour ce motif, de Rivaz et ses collègues remirent trois notes au représentant français. La première était celle des diverses dépenses et des frais occasionnés au Valais par le passage de l'armée de Bonaparte par le Saint-Bernard. Elle s'élevait à 300,000 francs environ. Ce n'était pas la moitié de ce que le canton avait dépensé pour les divers corps français depuis 1798.

La seconde note contenait la réclamation de deux sommes dues par le gouvernement de Turin auquel la France avait succédé. L'une était de 124.846 livres remises, en pièces de sept sous et six deniers, par l'ancien Etat du Valais au roi de Sardaigne qui en avait ordonné la refonte. L'autre était de cinquante mille livres placées sur le mont de piété de Turin.

La troisième note concernait un capital de cent mille livres que le Valais avait autrefois placé sur l'hôtel de ville de Lyon. Cette créance avait été enlevée des archives de l'Etat par les Français en 1798. Ceux-ci ne pouvaient prétexter de l'indemnité des frais de cette campagne, puisqu'ils s'étaient déjà largement compensés alors par la contribution forcée qu'ils avaient imposée.

Enfin, deux jours après (9 juin), fut remis un compte détaillé de cent dix mille francs relatifs aux charges extraordinaires supportées par le pays jusqu'à cette date pour exécutions militaires et contributions ordonnées par Turreau.

Malgré le pressant appel des délégués à l'équité du gouvernement français pour faire cesser aussitôt les exactions de Turreau et obtenir les dédommagements demandés, toutes ces notes et représentations furent sans résultat ; et si, après plusieurs années de réclamations, il y eut une légère indemnité pour les fournitures en fourrage faites par les communes, ce ne fut qu'une compensation dérisoire. Le Valais qui allait être bientôt déclaré indépendant dut subvenir à ses propres besoins à force de travail, d'économie et de souffrances. Quand il fut abandonné à lui-même, sa persévérante patience seule parvint à le relever de son état de ruine.

En quittant Berne le 12 juin, les délégués valaisans y laissèrent Augustini pour presser près de Verninac l'exécution des articles convenus. Ils l'avaient aussi chargé de deux mémoires à l'adresse du gouvernement helvétique. Par le premier, ils demandaient de régler en bloc avec lui les comptes réciproques du Valais et de la Suisse, vu qu'il n'était pas possible d'entrer dans des

détails, à cause de la difficulté d'établir d'une manière positive ce compte qui tenait à la dette générale de l'Helvétie. Ce mémoire proposait que le gouvernement suisse se chargeât de solder les arrérages des fonctionnaires publics et une somme de quatre-vingt mille francs pour toutes réclamations du Valais. Le Petit-Conseil délibéra sur cette demande; les voix furent partagées et on n'en parla plus.

L'autre mémoire proposait un contrat d'alliance entre la nouvelle république valaisanne et la Suisse, à l'instar des anciens traités avec les cantons. Ce projet remis au landamman Reugger, le 14 juin, fut lu au Sénat dans la séance du 19, et celui-ci le renvoya au Conseil exécutif qui n'y donna pas suite.

C'est ainsi que les nouvelles autorités suisses délaissèrent à sa propre infortune un canton qui n'était devenu si malheureux que pour avoir voulu rester fidèle à ses anciens alliés, à ses amis, à ses frères qui l'abandonnent aujourd'hui par lâcheté!

Pendant le séjour prolongé des représentants du Valais dans la ville fédérale pour traiter des intérêts les plus chers du pays, que s'était-il passé en Valais? On va le voir.

Les cinquante-deux mille trois cent cinquante francs dont Turreau avait imposé les communes par son arrêté du 25 mars, n'étaient pas encore entièrement soldés, que cet odieux usurpateur songea à se procurer de nouvelles ressources. Quoique la régie des sels appartint exclusivement au gouvernement helvétique, le général mit à exécution, le 21 avril 1802, un arrêté porté deux jours auparavant, en faisant saisir tout le sel déposé dans les divers magasins du Valais et l'argent qui se trouvait chez les facteurs. L'inventaire qu'il fit dresser accusa une quantité de 241,091 livres de sel. Peu après (6 mai), la Chambre administrative militaire — c'est à dire créée par le commandant militaire, par opposition à la chambre administrative nationale constituée légitimement par le pouvoir helvétique — annonça que sur l'ordre de son maître la fourniture des sels serait affermée. Elle le fut effectivement (13 mai) à deux Vaudois, Rochat et Mercanton, pour le prix de soixante mille francs. Les entrepreneurs s'engagèrent à vendre le sel à cinq kreutzers la livre de dix-huit onces. Lors de la remise des magasins aux fermiers, il ne se trouva plus que 130.555 livres : ce qui, en trois semaines, faisait une différence un peu inférieure à la moitié du précédent inventaire. Il fut facile de soupçonner une fraude dans ce dernier résultat; d'ailleurs, Mercanton avoua, quelques mois plus tard, qu'il avait compté à Turreau dix mille francs pour pot de vin. Promptement le public se plaignit et on prouva surabondamment que le poids de vente n'était plus que de seize onces, et qu'une addition de plus d'une once de sable par livre avait lieu. La Chambre militaire se plaignit à Rochat qui avoua le défaut de poids, mais déclara avoir promptement écrit à ses agents de cesser cette fraude : ce qui ne fut qu'un leurre. Elle se plaignit au préfet militaire et enfin au général. Ces deux derniers répon-

dirent d'un ton menaçant que la jalousie était la seule cause de ses injustes accusations. La fraude ainsi soutenue n'eut plus de frein. Le fait suivant prouve à lui seul la vérité des accusations. Quand le Valais fut devenu indépendant, quelques mois plus tard, le nouveau Conseil d'Etat chargea l'ordre judiciaire de faire des enquêtes sur cette fraude. C'était vers la fin de l'année. Effrayé des suites que pouvaient avoir ces enquêtes, Mercanton s'empressa d'offrir une indemnité de cent-cinquante louis pour l'usage du faux poids seulement, du 5 septembre au dernier jour de décembre, et trois cent septante-cinq louis pour mélange de sable. La diète consultée admit ce dédommagement et consentit à éteindre le procès, à la condition que les fermiers coupables ne pourraient plus, désormais, être chargés d'aucune gestion publique.

Pittier, le préfet militaire, tint à se signaler, à l'instar de son maître et sans le consulter cette fois. Mal lui en prit. Comme le tribunal du canton avait refusé (janvier) de le reconnaître avant qu'il fût approuvé par le gouvernement helvétique, il prit sur lui de le destituer (26 avril). Le tribunal était en séance quand Schiner, lieutenant de Pittier, lui présenta l'arrêté de destitution dont il ne s'émut nullement. Il se contenta de protocoler qu'il méconnaissait l'autorité du préfet militaire et que, fût-elle même légitime, il ne se soumettrait pas, parce que la destitution des tribunaux n'était pas de sa compétence; en conséquence, il protestait et continuerait à siéger jusqu'à emploi de la force contre lui.

Loin d'appuyer son préfet, Turreau, qui ne savait où trouver des hommes serviles assez compétents pour remplacer les membres du tribunal, annula cette destitution par son arrêté du 7 mai, qu'il fit notifier au tribunal :

Le Commandant général du Vallais :
Vu l'arrêté du préfet, etc.

Arrête:

ARTICLE PREMIER. — Les membres composant le tribunal du canton continueront leurs fonctions comme par le passé

ART. 2. — Le présent arrêté leur sera notifié dans le jour par l'officier de l'état-major, faisant fonction de commissaire des guerres, en la personne du président du dit tribunal.

(Signé) TURREAU.

Le soufflet infligé à l'autoritaire préfet était humiliant : il dut néanmoins l'endurer en silence.

Continuer à fonctionner après cet arrêté du général, aurait pu paraître une reconnaissance de son administration. Le président du tribunal écrivit donc le même jour au commissaire ordonnateur :

En réponse à votre lettre du 17 floréal (8 mai) dont j'ai donné un reçu au porteur, ainsi que de l'arrêté communiqué du général Turreau pris sous la même date, j'ai l'honneur de vous dire que j'en ferai part au tribunal de canton à sa première rentrée. Le tribunal apprendra avec satisfaction qu'en continuant ses fonctions, *d'après son propre arrêté du 26 avril*, il ne sera pas exposé à voir ses opérations entravées par le pouvoir militaire, etc.

(Signé) DE RIEDMATTEN.

Cette réponse aussi juste que blessante pour le général qui fit semblant de l'ignorer, n'eut aucune suite fâcheuse.

Les mesures prises contre la régie des sels fut suivie d'exécutions militaires contre les communes de l'Entremont et de Sierre, qui n'avaient pas entièrement acquitté leur imposition du 25 mars.

Le 23 mai, Turreau, précédé d'un demi-bataillon de grenadiers de la 73^e brigade, accompagné de deux aides de camp, de Pittier, du receveur général et de Charles Contard, son sous-préfet pour l'Entremont, arrive à Orsières à sept heures du soir. Il ordonne à la commune de fournir à la troupe le logement, les vivres et une bouteille de vin par homme à chaque repas. Logé lui-même à la cure, il y appela la municipalité qui dut se présenter à six heures du matin. Les représentants des communes de Liddes, Bourg-Saint-Pierre, Saint-Brancher et Vollèges furent présents à cette entrevue. Il reprocha à tous leur négligence à acquitter leur part de contribution. Sur leurs représentations des divers malheurs dont leurs communes avaient été frappées pendant quatre ans, auxquels il fallait ajouter la gelée récente de leurs blés, et sur leur demande d'un rabais, il dit qu'il ne demandait point d'argent si elles voulaient reconnaître son autorité. A l'objection de leur serment de fidélité prêté au gouvernement helvétique, il répondit qu'ils ne resteraient pas Suisses puisqu'on s'occupait à Berne de leur démembrement. N'ayant pu obtenir leur adhésion, il refusa tout rabais. Il ordonna même, en leur présence, d'envoyer le lendemain une compagnie à Vollèges, une à Orsières, une à Liddes et une autre à Bourg-Saint-Pierre, voulant qu'elles fussent placées à discrétion chez les municipaux qui payeraient aux capitaines six francs par jour, aux lieutenants trois, aux sergents deux, aux caporaux un franc cinquante centimes et un franc aux soldats, cela jusqu'à rentrée des contributions et soumission des communes. En outre, le conseil municipal d'Orsières fut destitué, parce que son ressortissant Pittier voulut se venger d'être méconnu de ses combourgeois, et le général, de ce que lors de sa publication antérieure pour le payement des contributions, le conseil avait déclaré rester fidèle au pouvoir helvétique et ne payer la contribution que pour échapper aux excès de la violence dont on le menaçait.

Le 28 mai seulement, une compagnie alla occuper Vollèges. Les autres municipalités avisèrent, dans la nuit du 28 au 29, aux moyens d'acquitter leur contribution. La compagnie d'occupation de Vollèges rentra à Martigny le 31 mai.

Le district de Sierre eut son tour, pour le même motif. Déjà occupé par une compagnie le 1^{er} juin, il en vit arriver deux autres. L'ordre du général portait que, dans trois jours, le district payerait 14,755 francs, outre les 3478 francs déjà livrés à-compte; que chaque jour d'occupation, il payerait 213 francs 75 à la troupe, et qu'à défaut d'acquittement dans les trois jours, les soldats seraient placés à discrétion dans les bonnes maisons, avec menace d'un envoi de trois

autres compagnies. Les communes de ce district ne purent se libérer qu'en contractant un emprunt à Sion. Sans compter la nourriture, la solde de la troupe leur coûta cinquante louis, soit 1159.50 francs.

Comme les Bas-Valaisans avaient longtemps souffert du joug des gouverneurs, on avait fait espérer à Turreau qu'en raison même de cette oppression, il serait plus facile d'amener les populations des districts de Saint-Maurice et Monthey à demander leur incorporation à la France. Selon toute probabilité, ce fut afin d'être plus à portée de ce nouveau champ de manœuvres que, le 13 mai, il alla établir son quartier général à Bex, commune vaudoise à six kilomètres de Monthey et à cinq de Saint-Maurice. Il s'appliqua surtout à agir à Monthey sur l'ex-préfet Pierre-Louis du Fay, et à Saint-Maurice sur de Quartéry, président du tribunal de ce district. C'étaient les deux hommes les plus influents de ces districts. Fréquentes visites, invitations à dîner chez lui, sollicitations, promesses d'honneurs, assurances que le pays allait être incorporé à la France, menaces mêmes, rien ne fut épargné. Il affirmait que les négociations poursuivies à Berne par de Rivaz et ses collègues près de Verninac étaient vaines, que ce ministre n'avait aucune mission pour cela et qu'il les jouait ; que lui seul était chargé des affaires du Valais qu'il correspondait directement et uniquement avec le cabinet du Premier Consul. Il allait jusqu'à jurer que lors même que Bonaparte proclamerait l'indépendance du canton, cela ne servirait de rien puisqu'il avait reçu des instructions positives. Au reste, ajoutait-il, l'incorporation est décidée à Paris depuis trois ans.

De Rivaz était encore à Berne quand on lui manda de Saint-Maurice toutes les affirmations de Turreau. Il alla s'en entretenir avec Verninac qui, passant aussitôt dans son cabinet, en rapporta une lettre récente par laquelle le général lui demandait ses instructions.

Le commandant général ne s'adressait qu'aux personnages influents. Les officiers, ses fonctionnaires de tout grade depuis le préfet jusqu'au simple agent de police, tous travaillaient d'après ses ordres à égarer l'opinion publique et à augmenter le nombre des partisans de la France.

Malgré tant d'astuce et les mensongères affirmations ordinairement accompagnées de menaces de violences, les districts bas-valaisans ne se laissèrent point séduire ; ils surent démêler ces impostures, qui ne servirent qu'à les confirmer dans leur résistance à l'opresseur et à rendre plus forts les liens de fraternité qui les unissaient au Haut-Valais.

Pressentant que sa proie allait lui échapper prochainement, le commandant général voulut redoubler d'efforts, de ruse et de fourberie pour la pressurer et la retenir. Pour mieux donner le change à l'opinion et persuader au peuple que le régime purement français allait entrer en vigueur, il alla passer quelques jours à Sion, dans le courant de juin. A son départ, il fit publier deux arrêtés. Par le premier, il établissait l'impôt foncier qui avait été inconnu jusqu'alors. Ordre était donné aux communes de transmettre aux sous-préfets,

dans le terme de deux mois, le rôle cadastral de cet impôt. La plupart des communes ne s'en occupèrent pas; quelques-unes seulement avaient commencé ce travail quand le pouvoir de Turreau cessa par l'avènement du nouveau gouvernement, qui laissa tomber cet arrêté dans l'oubli.

Par le second décret, en continuation de celui du 25 mars, le district de Sierre devait verser à la caisse du général 8125 francs; Ayent et Fully chacun 900 francs; Nax, 562 francs et Veysonnaz 225. Dix jours de retard amèneraient une exécution militaire. La plupart des communes allaient bientôt subir le même traitement, car il fallait de l'argent au dictateur, entre les mains duquel se faisaient tous les versements. Lui seul ordonnait les dépenses, signait les pièces et passait à huis clos toutes les conventions pour les vivres de la troupe. Depuis la destitution du commissaire des guerres du canton, il n'en avait point établi d'autre, et il s'était débarrassé de tout contrôle de comptabilité. Il y avait ainsi défaut complet de garantie dans l'emploi des revenus. L'arbitraire régnait aussi dans les réquisitions pour transports militaires, qui se faisaient sans règle ni mesure. Pittier même, sans en avoir aucun droit ni une autorisation quelconque, faisait ses fréquentes courses au moyen de réquisitions de chevaux ou de voitures. Il en était de même de tant d'autres employés ou favoris. C'était le gaspillage effréné. Le peuple payait et n'avait pas le droit de se plaindre ou de faire des représentations sans s'exposer aux exécutions militaires. Plus le temps de sa délivrance approchait, plus on le pressurait et aggravait le poids de ses chaînes.

On est peut-être porté à croire que le Bas-Valais eut moins à souffrir que le Haut du régime de Turreau. C'est une erreur que les faits se chargent de réfuter. Il serait même facile de démontrer qu'il fut plus maltraité parce que les Bas-Valaisans trompèrent totalement l'espoir de Pittier et de son maître. Blessé de n'avoir pu, jusqu'à ce jour, entraîner cette partie du pays, et très au courant des négociations qui avaient eu lieu avec Verninac, le commandant militaire voulut tenter un dernier effort. Ce fut par l'entremise des agents des communes que les manœuvres recommencèrent. Ceux-ci présentèrent ouvertement aux citoyens une pétition qu'ils les pressaient de signer avec menace de garnisaires en cas de refus. Cette pétition alléguait, entre autres motifs, le dur gouvernement et les exactions que les sept dizains avaient autrefois exercés par leurs gouverneurs sur le Bas-Valais. Le sous-préfet intrus de Saint-Maurice poussa l'audace jusqu'à forcer l'administration de Massongex à convoquer l'assemblée primaire pour faire voter la réunion à la France. Mais, sur plus de quarante votants qui se présentèrent au scrutin (18 juillet), il n'y eut que trois voix pour la réunion. Nouveaux efforts du sous-préfet et de ses agents, menaces d'occupation militaire et d'une contribution extraordinaire avec ordre de recommencer les votations le 1^{er} août. L'appareil de terreur qui avait été déployé cette fois, fit obtenir une vingtaine de suffrages; mais, revenus de leur effroi, les officiers municipaux s'empressèrent de déclarer que ce n'était que la

crainte de subir les mêmes traitements, qu'avaient endurés d'autres communes, qui avait arraché ces voix à leurs administrés. Ils protestèrent contre la violence employée envers leur commune et ils affirmèrent que le vœu général des citoyens était de rester indépendants. Cette déclaration fut signée par quarante-quatre citoyens, c'est-à-dire presque la totalité des votants.

A Monthey et à Choëx, qui faisaient alors deux communes, mêmes menaces. Dans le premier lieu, les émissaires parcouraient les cabarets pour obtenir des signatures. Le préfet militaire y arriva (14 juillet) dans le même but et le commandant de place déclara à des bourgeois qu'il ferait fusiller quiconque serait opposé à la réunion; quelques jours après, il affirma que l'incorporation allait être proclamée.

L'Entremont et toutes les communes du Bas-Valais furent travaillées de la même manière : faux bruits répandus, affirmation que le Haut-Valais avait voté pour l'incorporation, et que d'autres localités du Bas l'avaient imité, promesses, menaces, garnisaires nombreux nourris à discrétion chez les particuliers, rien ne put ébranler ces populations qui, du reste, ne croyaient point ces semeurs de paroles, mais subissaient silencieusement les maux de l'occupation. Ce qui se faisait dans un district, se répétait dans les autres. On savait parfaitement que toute réclamation contre ces iniques procédés était vaine. Cependant, à Saint-Maurice, les membres de la municipalité élue par Turreau s'unirent aux anciens fonctionnaires que le pouvoir militaire avait destitués, pour donner libre essor à leur indignation en adressant au gouvernement helvétique la pièce suivante, qui est un résumé exact des mensonges et des moyens de séduction employés.

Saint-Maurice, 16 juillet 1802.

Les soussignés, témoins des mesures prises soit dans leur commune, soit dans le reste de leur district, pour engager les citoyens à revêtir de leurs signatures un acte dont ils ignorent le contenu, mais qui, selon le bruit public, énonce l'expression du mécontentement contre les districts de la partie supérieure de ce canton, ainsi qu'un vœu de réunion à la République française, ne peuvent voir avec indifférence, ni sans douleur, les moyens que les fauteurs de cette adresse emploient pour en procurer le succès.

Ils sont justement fondés à craindre qu'on ne surprenne de cette manière la religion du Premier-Consul de la République française, en lui présentant, comme le vœu du peuple vallaisan, quelques signatures ou supposées ou données par des étrangers, ou même extorquées à des citoyens par la menace de les surcharger de logements militaires, ou de leur imposer de nouvelles contributions, ainsi que plusieurs des soussignés en ont fait l'épreuve.

D'après cela, ils croiraient rester dans un silence coupable, s'ils le gardaient dans un moment où il pourrait être interprété comme un témoignage d'approbation.

Ils déclarent donc ici que, loin d'adhérer à l'adresse dont il est question, ils la dénoncent au gouvernement helvétique comme un acte contraire au vœu de la grande majorité du peuple vallaisan et le prient de faire connaître au Premier-Consul l'intrigue par laquelle on cherche à l'abuser sur nos intentions. Nous ne doutons point qu'il ne repousse avec sa magnanimité ordinaire des moyens aussi odieux et qui contrastent aussi formellement avec les assurances qu'il a fait donner par son ministre plénipotentiaire en Suisse. Mais, si le Premier-Consul avait pris quelque confiance dans les dites adresses, on attend de sa justice que, avant d'y adhérer, il prendra des mesures pour que le peuple puisse émettre librement son vœu sans être influencé ni par la crainte, ni par les suggestions de l'intrigue.

Le Premier-Consul trouva la presque unanimité du Vallais remplie de la plus vive reconnaissance pour les égards généreux qu'il vient de manifester envers lui en garantissant son indépendance, mais ayant également toujours à cœur de se maintenir dans cet état qui lui assure la conservation de ses anciennes habitudes.

Cette protestation fut signée par les deux municipalités, les six régisseurs, les juges du district et tous les notables de la commune.

Quoiqu'on cherchât plus spécialement à user des moyens de pression sur le Bas-Valais, on n'oublia cependant point Sion et Sierre considérés comme districts français par la langue. Le 3 juillet, arriva à Sion une bande de gens sans aveu, comme il s'en trouve partout dans les temps de révolution ou de troubles. Ils venaient de Vex, Bramois et surtout de Granges qui paraissait être alors le refuge convenu d'une troupe d'aventuriers de tous pays et toujours à la disposition des agitateurs et des émeutiers. Une main secrète leur fournit abondamment à boire, après quoi ils se répandirent dans les rues de la ville en cherchant à se faire des adhérents, offrant du vin à quiconque voulait en accepter, vociférant devant les maisons des familles notables connues par leur opposition à l'annexion et cherchant partout à exciter du désordre. Ils allaient hurlant : Vive Turreau ! Vive la République française ! A bas les aristocrates et les dîmes ! Se voyant abandonnés et méprisés de tout le monde, sur l'invitation du commandant de place, ils se retirèrent vers minuit.

Les paisibles habitants de la petite et reculée commune de Chalais reçurent un matin (6 juillet) l'injonction, sous peine d'occupation militaire, de porter, jusqu'à deux heures de l'après-midi du même jour, chez le président de la localité, leur vœu de réunion à la France. Le lendemain, l'exécution militaire eut lieu : une compagnie arriva.

Sierre eut l'honneur de saturnales semblables à celles de Sion, données par des aventuriers de même acabit, venus spécialement de Granges encore, mais traînant à leur suite des femmes dévergondées. Ici, les émeutiers furent plus ostensiblement secondés par le commandant de place, Volet. Dès la veille, une compagnie de la 87^{me} demi-brigade était arrivée ; elle fut logée chez les notables de l'endroit et à leurs frais. Les émeutiers arrivèrent le lendemain (11 juillet) vers midi. Ils se répandirent dans les cabarets, puis, après s'être gorgés de vin, ils parcoururent les rues en poussant les mêmes cris qu'à la capitale. Arrivés devant le logis de Volet qui les attendait du haut de son balcon, il répétèrent les paroles qu'on leur avait suggérées : « Vive la réunion à la France ! A bas les pèlerins et les tyrans de Berne ¹ ! Verninac est destitué ! Nous ne paierons plus la dime ! » Pendant cette scène, quelques-uns d'entre eux conversaient avec Volet. Ils rédigèrent chez lui l'acte du vœu de réunion et ils le signèrent au nom des communes respectives d'où ils étaient venus. Mais, deux jours plus tard, ces communes envoyèrent à Berne le désaveu de

¹ On visait les membres du comité valaisan à Berne.

tout ce qui s'était fait en leur nom. La conduite du commandant de place était d'autant plus indigne, qu'il avait refusé à la société des arquebusiers de Sierre la permission de se réunir ce même jour, pour se livrer à leur innocent exercice accoutumé, sous prétexte que les rassemblements étaient défendus.

Pittier disait hautement et publiquement partout où il se rendait que, si l'indépendance devait être proclamée, il ferait le possible pour l'empêcher. Le commandant de Saint-Maurice affirmait à qui voulait l'entendre que Verninac était ministre en Suisse, mais sans mission, ni autorité pour le Valais, qui ne relevait que de Turreau. Celui-ci jurait dès le milieu de juillet qu'il était nommé préfet du Valais. C'était une imposture. En annonçant (16 juillet) aux administrateurs du canton que celui-ci était détaché de la Suisse, il leur prescrivait de lui faire parvenir l'état des réclamations que le pays avait à former contre la République helvétique, parce qu'il voulait les faire valoir.

Tant de manœuvres et de cynisme forcèrent les membres de la députation qui avait traité à Berne avec Verninac, d'écrire au général pour redresser ses assertions et rétablir la vérité des faits. Elle le fit en ces termes :

Sion, 12 juillet 1802.

Citoyen général,

Nous avons été appelés par le gouvernement helvétique pour lui communiquer les observations que, d'après nos connaissances sur les besoins et intérêts du pays, nous pourrions croire utiles dans le moment des négociations ouvertes avec la République française sur la détermination du sort du Vallais. Sans que nous nous soyons attribué, en conséquence de cet appel, aucun caractère public, la confiance de notre gouvernement nous a obtenu assez de crédit auprès du ministre plénipotentiaire de la République française, pour qu'il eût voulu que nous assistions aux conférences qui ont été tenues, relativement au Vallais, entre ce ministre et un membre du Petit-Conseil helvétique spécialement chargé de ses pouvoirs.

Dans ces conférences, citoyen général, nous avons été officiellement assurés que les négociations entre le gouvernement français et le gouvernement helvétique n'avaient pour objet que l'indépendance du Vallais, conformément aux intentions que le Premier-Consul avait manifestées au premier Landamman dans la note qu'il lui avait fait remettre le 4 germinal par son ministre. Le résultat de ces négociations a été entièrement conforme aux intentions du Premier-Consul. Il accorde l'indépendance du Vallais et lui donne une constitution conforme à sa nouvelle condition politique. Voilà ce dont le ministre plénipotentiaire de la République française a permis que nous fussions les témoins.

Depuis ce moment, ce ministre nous a fait assurer que le rapport qu'il a fait du résultat de ces négociations a été entièrement approuvé par le Premier-Consul.

Dans cet état de choses, nous ne voyons pas, sans une grande surprise, que des personnes que vous avez établies en autorité dans le Valais se permettent des démarches publiques ou secrètes pour obtenir, à force de suggestions ou de menaces, des adresses de communes ou de particuliers pour la réunion de ce pays à la République française. Quelque graves que soient ces démarches de la part de personnes dont le pouvoir émane de vous, citoyen général, nous les observerions en silence si elles n'étaient pas appuyées de la force des troupes françaises.

Ici la lettre cite ce qui s'est passé à Saint-Maurice, Chalais, Sierre et Sion. Puis elle continue :

Nous nous abstenons de citer un grand nombre de faits et démarches de personnes en autorité dans ce moment. Aux termes où en sont les négociations avec le gouvernement français, négociations qui ne peuvent être ignorées de vous, citoyen général, ces démarches ne

peuvent être qualifiées que de manœuvres perturbatrices de l'ordre public. Nous osons même dire qu'elles sont injurieuses au gouvernement français et une menée séditeuse contre les intentions qu'il a officiellement fait connaître. Nous vous les dénonçons comme telles, citoyen général, et nous vous prions d'employer votre autorité et la force de vos troupes pour les empêcher ou pour les réprimer. Si vous croyez n'avoir pas le droit de vous permettre des mesures répressives à ce sujet, et que le général français commandant en Vallais et ses troupes doivent rester neutres en pareilles circonstances, nous osons vous demander également l'appui de votre autorité et la protection de la force armée dont vous disposez pour tous les citoyens paisibles qui voudraient, individuellement ou réunis, manifester leur vœu de se soumettre aux intentions du gouvernement français et d'accepter avec reconnaissance l'indépendance qu'il leur assure sous sa protection.

Nous avons l'honneur de vous présenter cette demande, citoyen général, comme simples citoyens dans le cas où vous ne croiriez pas devoir nous accorder le même crédit que celui dont nous avons été honorés auprès du ministre plénipotentiaire de la République française, et nous espérons que vous voudrez bien accueillir cette démarche respectueuse et nous favoriser d'une réponse à l'adresse de l'un de nous.

Les signataires de cette lettre, de Riedmatten, de Preux, Duc, d'Olbec et de Rivaz, préfet national, avaient espéré que cet exposé clair et sans passion impressionnerait Turreau et l'arrêterait dans sa marche! Ils se trompaient. Ne pouvant les réfuter, le général répondit que, ne leur reconnaissant aucun caractère officiel, il n'avait pas à prendre en considération leur adresse et qu'il était plein de mépris pour les intrigants, quelle que fût la livrée qu'ils portassent. Puis, au lieu de rien diminuer de ses vexations, il ne mit que plus d'acharnement à poursuivre son plan jusqu'au jour où il fut obligé par son maître à signer l'acte d'indépendance de ce peuple qu'il avait si cruellement traité.

Ayent et Nax furent les premières nouvelles victimes. Dans le mois de juillet, ces deux communes durent recevoir chacune une compagnie logée à discrétion dans les familles; elles eurent à supporter des frais très élevés; on mettait à leur charge la solde d'un tiers de plus de militaires qu'il n'y en avait eu.

A la fin du mois, une nouvelle contribution de quarante-deux mille francs¹,

¹ En voici la répartition :

	Fr.
Monthey, Trois Torrents, Val d'Illicz et Vouvry	6000
La régie de St-Maurice	2000
La régie de St-Brancher	1000
La commune de St-Pierre (Entremont)	1500
La commune de Liddes	1000
La régie d'Orsières	1000
La commune de Vollèges	1000
La commune de Bagnes	1500
La commune de Conthey	1200
La régie de Sion	4000
La commune d'Evolène	2000
Le district de Sierre	6000
Le district de Loèche	4000
Rarogne, Chatillon, Unterbach et Birchen	1800
La commune de Saillon	500
La commune d'Ardon	2000
A reporter....	35000

qui pesa plus spécialement sur la partie française du canton, fut ajoutée aux impositions ordinaires, sous prétexte que celles-ci ne pouvaient suffire, disait le général, aux frais d'entretien des troupes. Monthey, Troistorrents, Val d'Illiez et Vouvry étaient sommés de verser six mille francs dans les vingt-quatre heures¹. Le terme accordé aux autres communes était de deux jours. Dès le 3 août, les six communes de l'Entremont étaient occupées chacune par une compagnie². Les commandants militaires signifiaient ces ordres et un détachement d'occupation était envoyé aux retardataires, avec charge par eux de payer chaque jour à la troupe une solde semblable à celle que Sierre avait dû effectuer pour chaque soldat. On pouvait pressentir que le terme des violences approchait, puisque Turreau était si pressé de toucher ces sommes que les communes apportèrent promptement à sa caisse, afin de se soustraire aux rigueurs dont on usait envers les récalcitrants. Un trait, entre tant d'autres, fera comprendre les excès qu'on se permettait. Evolène était taxé à deux mille francs pour sa part. La bourse communale étant épuisée, les particuliers se cotisèrent. Mais plusieurs se voyant absolument hors d'état de verser leur quote-part, allèrent se jeter aux genoux des officiers, leur protestant qu'ils n'avaient plus d'argent et se recommandant à Dieu et à eux. Les officiers, voyant que la majeure partie de la contribution était rentrée, se déterminèrent à repartir pour Sion. A leur arrivée, le 9 août, au soir, leur capitaine rendit compte de sa mission au commandant de place qui, en vertu des ordres qu'il avait reçus, fit observer au capitaine qu'il n'avait pas rempli le but de l'arrêté qui exigeait une quittance du receveur général. Il en résulta qu'un fonctionnaire de la dite commune, qui avait accompagné l'argent jusqu'à Sion, fut obligé de se rendre à Saint-Maurice et de faire par là même une marche de trente lieues. De son côté, la troupe fut

	Fr.
Report...	35000
La commune d'Ayent	1500
La commune de Grimisuat	500
Les communes de Salvan et Finshauts	500
Les communes de Nax et Vernamièse	800
La commune de Massongex	1200
Total.....	42000

¹ Cette somme fut acquittée avant l'heure fixée ; néanmoins, quatre compagnies séjournèrent pendant deux jours dans ces quatre communes. *Nouvelliste Vaudois*, n° 64.

² A Orsières, un seul particulier avait dû recevoir neuf soldats à discrétion. Sur son refus de signer la réunion à la France, on lui en ajouta trois. Cette commune, qui n'avait pas obtenu copie de l'arrêté qui la frappait d'une contribution, en présenta néanmoins la quittance à l'officier commandant, le 7 août, à 7 heures du matin. Celui-ci répondit que les quarante-huit heures accordées pour l'acquittement étaient écoulées dès les quatre heures du matin (elles ne finissaient cependant qu'à une heure de l'après-midi), qu'ainsi lui et sa compagnie resteraient à Orsières à la charge et à la solde des particuliers chez lesquels ils étaient logés, jusqu'à ce que toute la commune se fût rendue : ce qu'il la sommait de faire dans quatre jours. Ceci fut publié le dimanche, 8 août, par l'agent intrus de la commune. Cette manière oppressive de distribuer les logements, ces ordres de faire vivre la troupe à discrétion et à la solde des habitants, cette sommation générale de se rendre dans un court délai étaient la suite d'une disposition expresse de Pittier, qui avait parcouru le district et chargé les commandants militaires de veiller à leur exécution jusqu'à soumission. — Extrait d'une lettre de cinq communes du district de St-Brancher au préfet de Rivaz.

obligée de remonter à Evolène, le lendemain matin, pour y attendre le retour du dit fonctionnaire, lequel ne put revenir que le 12 avec la quittance. Ce fonctionnaire, voulant épargner le retour de la troupe dans son village, s'était offert, avant de partir pour Saint-Maurice, de l'entretenir à Sion, aux frais de sa commune, jusqu'à son retour; mais le commandant n'osa prendre sur lui d'adoucir l'arrêté du général¹.

Au commencement d'août, on comptait en Valais trente-deux compagnies d'occupation. Le général en faisait souvent entrer de nouvelles, et le 6, au matin, toutes celles qui étaient à Lausanne partirent pour le Valais.)

Il n'y avait que l'égorgeur de la Vendée qui pût se permettre tant de violences envers un peuple doublement malheureux. De nouvelles extorsions étaient projetées quand l'arrivée des commissaires des républiques helvétique et italienne vint mettre un terme à tant de maux et au désespoir des populations.

Pittier n'était pas moins acharné que son maître contre ses concitoyens². Il dénonça au tribunal du canton le sous-préfet légitime de Saint-Brancher, Joris, celui de Saint-Maurice, de Nuce, et l'ex-président municipal de Monthey, Hubert Franc, comme coupables de rébellion envers l'autorité militaire. Le vrai crime de ces dignes magistrats était uniquement de s'être signalés par leur fidélité au pouvoir helvétique et leur fermeté à déjouer les intrigues. Ils n'auraient rien eu à craindre du tribunal qui, resté fidèle au gouvernement helvétique, ne voyait en eux que d'innocentes victimes; mais, il n'était pas douteux que si ce tribunal les absolvait, accusés et membres du tribunal auraient été traduits devant les assises militaires, où il y aurait eu des peines capitales prononcées. C'était la conviction du préfet national qui en écrivit au landamman helvétique, en l'informant que les trois accusés n'avaient d'autre tort que d'être restés fidèles aux directions données par le pouvoir helvétique. Il l'invitait à s'adresser à Verninac pour arrêter cette affaire. Il est probable que cette intervention eût été vaine, si le président du tribunal cantonal, sans décliner la dénonciation, n'eût, à dessein, assigné la rentrée du corps judiciaire au 17 août. Or, pendant cet intervalle, arrivèrent les commissaires helvétique et italien comme on le verra, ce qui fit tomber la dénonciation.

Tant de souffrances et de tortures finirent par terroriser les populations et enlever tout espoir à ceux qui étaient le mieux disposés. On ne pouvait plus admettre que Turreau, ses fonctionnaires et ses agents se permissent d'user d'une telle oppression sans y être autorisés par le gouvernement français. On commençait à se persuader que Bonaparte se jouait des Valaisans par l'intermédiaire de Verninac; car, il n'était pas possible d'expliquer autrement la con-

¹ *Nouvelliste vandois*, n° 67.

² Un jour, Pittier et le sous-préfet Schiner proposèrent à Turreau d'établir la guillotine afin de terroriser les populations et les forcer à signer leur union à la France; mais le général, révolté de cette atroce proposition, refusa énergiquement.

tradiction manifeste qu'il y avait entre les promesses de son ministre à Berne et la conduite tyrannique de son commandant militaire en Valais.

Dès le commencement de juin, des amis de leur pays avaient eu la pensée d'envoyer au Premier Consul une députation pour lui représenter les souffrances de leurs compatriotes; mais les rapports des représentants revenus de Berne le 12 juin, ayant rendu un peu de courage en ravivant les espérances, le projet avait été abandonné jusqu'au mois d'août. A cette date, la situation parut si désespérée que le préfet national fut sollicité par les hommes les plus éclairés et les plus dévoués à leur patrie de réaliser promptement le projet abandonné. Les communes des montagnes même en manifestaient secrètement le désir.

Comme la rigueur et la soupçonneuse vigilance de l'autorité militaire ne permettaient pas de faire des réunions pour consulter les communes, et leur faire choisir des délégués qui devaient les représenter; comme, ensuite, il fallait que ces délégués fussent revêtus de quelque caractère officiel pour se présenter devant Bonaparte, un comité nommé par le préfet rédigea un acte qui fut porté avec la plus grande célérité et présenté très secrètement aux principaux des communes. Ceux-ci l'approuvèrent à l'unanimité. Cette pièce fut signée le 27 juillet par l'évêque, le tribunal du canton, les tribunaux de districts, la chambre administrative et les membres de la diète cantonale tenue en août de la précédente année. En voici le résumé :

Le Premier Consul a approuvé les conventions entre le ministre français en Suisse et la république helvétique sur le traité réglant les conditions auxquelles le Vallais devait former un état indépendant. Verninac a officiellement communiqué ces conventions à Turreau. Or, la conduite de celui-ci est en opposition formelle avec les assurances que le Premier Consul a fait donner par son ambassadeur, relativement au Vallais. Comme le système d'oppression militaire que ce général fait peser sur elles ne permet pas même aux communes de se concerter pour s'entendre sur les moyens les plus propres à faire connaître à Bonaparte la malheureuse position du pays, les signataires de la pièce ont décidé d'envoyer à Paris les citoyens Gaspard-Eugène Stockalper, membre de la Chambre administrative, Duc, ancien sénateur et membre de la même Chambre, et Tousard d'Olbec, ancien receveur général du canton. Ces députés sont munis de tous les pouvoirs nécessaires pour faire au gouvernement français les représentations que la position du Vallais exige et qui peuvent exciter la commisération de Bonaparte envers le pays.

La pièce signée par trente fonctionnaires, était prête le 10 août et la députation allait se mettre en route, quand on fut instruit du départ pour le Valais des commissaires helvétique et italien. On crut que leur arrivée incessante serait le terme de tant de malheurs et rendrait superflu le départ de la députation pour Paris. On ne fut pas trompé cette fois.



CHAPITRE XXV

DE JUIN A SEPTEMBRE 1802



RIEN des points étaient restés obscurs et même mystérieux parmi les événements accomplis en Valais depuis le 12 juin, jour auquel de Rivaz et ses collègues avaient quitté Verninac et le Petit-Conseil pour apporter à leurs concitoyens la promesse d'un meilleur avenir. Afin d'en avoir l'intelligence retournons à Berne pour examiner ce qui s'était passé dans cette ville et à Paris au sujet des affaires du Valais. Comment se faisait-il qu'on ne voyait se réaliser aucune des promesses, ni des assurances de Verninac? Pour y répondre, quelques détails sont nécessaires.

Augustini, que la députation valaisanne avait laissé dans la ville fédérale pour y presser l'exécution des négociations, avait éprouvé des retards imprévus. La réponse du cabinet de Paris n'était point parvenue aussi promptement que Verninac l'avait fait espérer. Le 14 juin seulement, celui-ci put remettre à Augustini la copie des articles préliminaires auxquels on avait fait des modifications importantes. La première de ces modifications était que le Valais n'aurait pas d'ambassadeur, mais que les Valaisans pourraient s'adresser à ceux de la France. La seconde ajoutait le mot « à perpétuité » à la concession de la route militaire. Le landamman Reugger en fit l'observation à Verninac qui n'y voulut rien changer, sous divers prétextes, mais acquiesça à ce que le Valais eût droit d'intervenir dans l'établissement de nouveaux péages. Après cela, il fallut derechef attendre le consentement de Talleyrand, ministre des affaires extérieures; consentement qui fut retardé par une indisposition de cet homme

d'Etat. Enfin, le 18 juillet, le plan du traité fut définitivement arrêté; mais le plénipotentiaire français exigea qu'un seul acte réunit les articles de l'indépendance valaisanne et le projet de constitution. Il fut cependant convenu que ce serait au gouvernement helvétique de porter le décret, en vertu duquel un commissaire de ce dernier serait envoyé en Valais pour convoquer les assemblées chargées de nommer les députés à une diète cantonale. Verninac promit d'en aviser Turreau et, en cas d'opposition de sa part, d'en référer à Paris. Le même jour, Augustini présenta au Petit-Conseil un compte-rendu de toutes les intrigues et des maux dont ses compatriotes avaient été victimes, et la demande de son intervention pour que Verninac désapprouvât publiquement de tels agissements. Cette demande fut écartée. Verninac avait recommandé au Petit-Conseil de se presser pour la nomination du commissaire. Mais le gouvernement helvétique, craignant de s'exposer à une humiliation de la part de Turreau, voulut s'assurer d'avance que le général ne lui susciterait pas d'obstacles; il voulut encore, dans sa pusillanimité, s'entourer d'autres précautions. Le sénat n'approuva le traité avec la France que le 26, il chargea ensuite le Petit-Conseil de le signer et de nommer le commissaire qui devait, avec celui de France et celui d'Italie, organiser le Valais en république indépendante. Cette nomination eut lieu le 27 dans la personne du sénateur Charles Muller-Friedberg. Le 1^{er} août, Verninac communiqua à Augustini les dernières instructions reçues de Paris et qui furent acceptées d'emblée par le Petit-Conseil. L'appui de Verninac était assuré et la volonté de Bonaparte exprimée officiellement: le nœud gordien était tranché. N'ayant plus rien à craindre, le Petit-Conseil porta (3 août) l'arrêté qui suit:

Le Conseil d'exécution, ensuite des pouvoirs qui lui ont été confiés par le décret du Sénat du 27 juillet, pour prendre les mesures qu'exige l'introduction d'une nouvelle constitution dans le canton du Vallais, après avoir entendu le secrétaire d'Etat préposé au département de l'Intérieur arrête:

1° Il sera convoqué une diète dans le chef-lieu du canton du Vallais, afin d'arrêter et d'établir une constitution pour ce canton.

2° Cette diète sera composée de vingt-six membres députés par chaque district d'après le nombre prescrit par le décret du 15 juillet 1801.

3° Les membres de la diète seront nommés par les assemblées électorales de district, au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

4° L'assemblée électorale de chaque district se réunira au chef-lieu du district et nommera, sous la présidence provisoire de l'électeur le plus âgé, son propre président.

5° Les électeurs de districts seront élus dans chaque commune par l'assemblée générale des citoyens actifs, de manière que sur cent jusqu'à cent-cinquante-un citoyens actifs, il sera nommé un électeur. Sur cent cinquante-un jusqu'à deux cent cinquante-un citoyens actifs il sera nommé deux électeurs et ainsi de suite. Chaque arrondissement municipal, lors même qu'il compterait moins de cent citoyens actifs dans son ressort, fournira un électeur.

6° L'assemblée générale, sous la présidence de son membre le plus âgé, élira son propre président.

7° Le commissaire du gouvernement helvétique dans le canton du Vallais occupera la présidence dans la diète, jusqu'à ce que celle-ci ait élu un président tiré de son propre sein.

8° Il communiquera à la diète les propositions du gouvernement concernant la situation future de ce canton et ses rapports politiques.

9° Le commissaire du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qu'il fera connaître dans le canton du Valais par la voie de l'impression¹.

Le Conseil exécutif avait eu la sage précaution d'ordonner à son commissaire de tenir ferme sur la forme précise dans laquelle devait se faire la convocation de la diète, et de se retirer du Valais plutôt que de céder sur ce point aux mauvaises intentions connues de Turreau, qui venait d'être investi des fonctions de commissaire pour la France. La suite des opérations prouva que cette précaution n'était pas vaine. Verninac avait lui-même suggéré cette mesure, parce qu'il avait vu de mauvais œil que son gouvernement eût choisi un tel homme pour son commissaire.

Pressé de remplir sa mission, Muller-Friedberg était déjà à Bex le 6 août; Lamberthenghi, commissaire italien choisi par Bonaparte, l'y suivait de près. Ainsi réunis, les trois commissaires décidèrent que la convocation des assemblées primaires serait faite par Friedberg et que les présidents des tribunaux de districts transmettraient cette convocation à leurs communes respectives et présideraient ces assemblées. Bien que le général cherchât à retarder le départ du commissaire suisse, qui arriva à Sion dans la soirée du 12, il n'osa cependant lui résister dès que Friedberg lui eût dit nettement que des obstacles physiques seuls, c'est-à-dire la force armée employée par Turreau, pourraient l'arrêter et que, dans ce cas, il en rendrait immédiatement compte à son gouvernement. Friedberg avait effectivement remarqué et avait d'ailleurs été prévenu par des avis venus du Valais, que pendant les jours de conférence à Bex, les courriers expédiés par Pittier et ses adhérents se succédaient sans interruption près de Turreau; c'était de continuelles allées et venues mystérieuses. De Rivaz et ses affidés savaient que les partisans de la France se remuaient plus que jamais et tentaient un effort suprême pour neutraliser les effets de la conférence, en faisant, par un hardi coup de main, avorter l'œuvre de la proclamation de l'indépendance.

Aussi, arrivé à Sion, le commissaire helvétique ne perdit pas de temps. Sa proclamation au peuple fixa au 18 août les assemblées primaires, au 23 les assemblées électorales et au 26 la réunion de la diète. Les termes étaient fort courts pour un pays si accidenté et de cent seize kilomètres de longueur. Mais on était si heureux de voir arriver le jour de la délivrance, que tout fut prêt aux dates fixées, malgré les ténébreuses et actives manœuvres des ennemis de l'indépendance de leur pays. Il y eut même cela d'heureux que Turreau fut retenu au lit, en son quartier-général à Bex, par la récente fracture d'une jambe. On a peine à concevoir les abus de pouvoir, les fraudes et les menaces auxquels se livrèrent alors les commandants de place dans les districts de Monthey et

¹ *Nouvelliste vaudois*, n° 66.

Saint-Maurice. Ces mêmes officiers poussèrent l'effronterie jusqu'à réclamer contre les résultats obtenus, prétendant que les votations étaient nulles dans plusieurs communes, parce que quelques partisans du parti français n'avaient pas voulu se rendre au scrutin. Si les preuves n'en existaient, qui croirait que, après avoir délibéré et convenu avec ses collègues Friedberg et Lamberthenghi des moyens à prendre pour procéder à la libre tenue des assemblées primaires et à la nomination des députés à la prochaine diète cantonale, le général ait poussé le cynisme de l'audace jusqu'à envoyer, le 12 août, aux commandants de toutes les compagnies qu'il avait massées en Valais, l'ordre de faire nourrir la troupe par tous les citoyens *insoumis*, c'est-à-dire fidèles à la patrie helvétique? Indigné, Friedberg réclama immédiatement à Paris; mais il n'eut pas à attendre la réponse, parce que Turreau révoqua promptement son ordre, par la crainte, sans doute, d'attirer sur lui le courroux de Bonaparte.

Il avait fallu toute l'habileté et l'activité du commissaire helvétique pour déjouer les dernières machinations de Turreau agissant ouvertement, cette fois, contre les ordres de ses supérieurs. Sur un avis de Talleyrand transmis au Petit-Conseil helvétique, et par celui-ci à son commissaire en Valais, Friedberg, afin de rassurer davantage les communes étonnées, écrivit au préfet du Léman la lettre suivante, que ce dernier fit à dessein insérer dans le *Nouvelliste vaudois* dont les exemplaires furent répandus à profusion dans toutes les communes du Bas-Valais.

Sion, 15 août 1802.

L'envoyé et commissaire extraordinaire de la République helvétique au Vallais,
Au citoyen Préfet national du canton de Vaud, à Lausanne.

Citoyen Préfet,

La *pertinacité* avec laquelle on affecte d'attribuer au gouvernement français le dessein de s'emparer du Vallais, est une offense si grave faite à ce gouvernement, que celui de l'Helvétie se trouve enfin en devoir de la démentir formellement et de publier l'assurance positive où il se trouve, que le premier Consul dédaigne et désapprouve les vœux de réunion pour lesquels des hommes non autorisés ont osé continuer de cabaler en Vallais, lors même que les intentions des trois républiques voisines sont de notoriété publique.

Je vous prie, citoyen Préfet, de prendre des mesures efficaces pour supprimer aussi dans votre canton ces bruits également faux et injurieux.

(Signé) MULLER-FRIEDBERG.

La publication de cette lettre produisit sur les populations l'effet attendu. L'heure de la délivrance sonnait enfin. Il était temps que le pays, si malheureux depuis quatre ans, pût saluer le jour qui mettait un terme à ses épreuves héroïquement supportées.

Le 16 août, la diète cantonale s'ouvrit solennellement à Sion. Les vingt-six députés choisis par le libre suffrage du peuple élurent pour leur président le baron Gaspard-Eugène de Stockalper, de Brigue, ancien membre de la Chambre administrative. Le commissaire helvétique prit place à sa droite et prononça un long discours de circonstance, dans lequel parlant de l'attachement du Valais au pacte et au corps helvétique, il dit que ce canton « y a tenu avec

une loyauté, avec une fidélité dont la mémoire sera encore gravée dans les cœurs des générations les plus reculées de l'Helvétie...» Une vive émotion s'empara de l'assemblée et les yeux des députés se remplirent de larmes quand l'orateur, après avoir résumé les événements qui avaient amené le gouvernement helvétique à isoler le Valais, prononça d'un ton pénétré ces dernières phrases :

«...Je viens au nom de la République helvétique, et muni de ses pleins pouvoirs, vous offrir, à vous qui êtes les représentants légitimes du peuple vallaisan, l'indépendance de votre patrie.

C'est au nom du gouvernement helvétique que je délie de ses serments ce peuple chéri, qui par la vertu et la constance avec laquelle il sut les honorer, s'est rendu un modèle digne d'imitation aux Suisses eux-mêmes, a mérité l'admiration, la bienveillance des étrangers, et a posé un monument perpétuel à son caractère moral et religieux.

C'est au nom de la nation helvétique que je viens à Sion échanger des droits d'unité et de souveraineté nationale contre ceux d'amitié et de fraternité que le peuple du Vallais ne lui refusera jamais. Il a le cœur assez grand pour embrasser de son amour, sans que nous y perdions, encore deux grandes nations auxquelles nous-mêmes nous voulons tenir avec toute l'intimité dont elles nous accordent le juste retour.

Acceptez donc, au nom du peuple que vous représentez, ces propositions qui réunissent tous les avantages qu'il peut recueillir dans sa situation moderne et politique. Assurez de nouveau une patrie à vos descendants, en acceptant l'indépendance que l'Helvétie vous offre. Acceptez-la d'une main dont la fidélité est éprouvée. Acceptez-la comme la plus forte preuve d'un amour désintéressé. Vous vous êtes unis aux Suisses par une étroite fédération pour être libres. Aujourd'hui, vous renoncez au pacte d'unité par lequel vous avez été attachés, encore pour être libres. La nation helvétique va devenir l'alliée fidèle et affectueuse du peuple vallaisan. Il ne sera pas dit que cette affection mutuelle ait été le seul résultat de formes politiques éphémères et casuelles qui toujours sont amenées par les événements et dictées par les convenances. Notre affection bravera les siècles. La bonne, ni la mauvaise fortune n'ont pu nous faire oublier quelle en a été la source : c'était la vertu de nos ancêtres. Et à votre aspect un sentiment puissant me dit que son germe n'est point encore éteint.

Ainsi s'exprima Muller-Friedberg.

Il était dur aux Valaisans de se voir détacher et isoler de cette Suisse et de ces confédérés qu'ils avaient tant aimés. Cependant, vu la force des circonstances, il fallut paraître accepter de plein gré ce qui était imposé. Aussi, dès le lendemain, la diète répondit par le décret suivant :

... La diète vallaisanne animée du souvenir le plus reconnaissant de l'intimité dans laquelle le Vallais a vécu avec l'Helvétie, mais ayant mûrement considéré que, vu les circonstances politiques, il convient que ce pays en soit séparé et que, dès lors, l'indépendance qui lui est offerte est le parti le plus avantageux et le plus analogue aux vœux, au génie et aux habitudes du peuple vallaisan, qu'elle puisse adopter,

Décète :

1^o La déclaration que le citoyen Muller-Friedberg, commissaire extraordinaire du gouvernement, a faite à la diète du Vallais, au nom de la République helvétique, est acceptée.

2^o Le Vallais se gouvernera désormais en république indépendante sous une constitution basée sur la liberté et l'égalité politique.

3^o Le présent décret sera publié dans toutes les communes, dans le plus court délai, afin de faire connaître aux citoyens leur nouvel état politique...

La copie de ce décret et le procès-verbal de la séance de la veille furent officiellement transmis à chacun des trois commissaires, qui y répondirent (28 août) par la lettre suivante qui accompagnait la transmission de l'acte de garantie :

Citoyens Représentants,

Instruits par le procès-verbal que vous avez rédigé de concert avec l'envoyé de la République helvétique que l'indépendance du Vallais vient d'être rétablie, nous nous empressons de vous envoyer le traité signé entre nos trois gouvernements qui constate la garantie dont ils ont voulu se charger à ce sujet. Vous voudrez bien le faire déposer dans les archives de votre République, et il devra être inséré dans votre constitution, puisque les conditions de cette garantie deviennent obligatoires pour elle.

Agrérez, etc.

(Signés) TURREAU, MULLER-FRIEDBERG, LAMBERTENGHI.

Voici cet acte de garantie à insérer dans la Constitution. Il est précédé d'un alinéa concernant la nomination des commissaires et les pleins pouvoirs dont ils sont investis.

Les gouvernements des Républiques française et italienne étant intentionnés de fixer le sort du Vallais par une convention amiable faite entr'eux et avec le gouvernement de la République helvétique, qui ait pour base de rendre l'existence future de ce pays analogue aux convenances réciproques des trois Etats entre lesquels le Vallais se trouve situé, à la prospérité de ce pays et à la liberté de ses citoyens, il a été donné pleins pouvoirs de la part du gouvernement de la République française, au citoyen Louis-Marie Turreau, général de division; de la part du gouvernement de la République italienne, au citoyen Lambertenghi, conseiller d'Etat; et, de la part du gouvernement de la République helvétique, au citoyen Charles Muller-Friedberg, membre du Sénat, pour signer en leur nom les articles suivants dont les trois gouvernements sont définitivement convenus entre eux.

ARTICLE 1.

Le Vallais forme un Etat libre et indépendant, isolé des Républiques française, helvétique, italienne, sous l'appui de ces trois républiques qui se portent garantes à cet effet.

ARTICLE 2.

La garantie de l'indépendance de la République helvétique, telle qu'elle est énoncée dans l'article XI du traité de Lunéville de la part de la France, reste applicable au Vallais, comme ayant fait partie de l'Helvétie à l'époque où le traité fut conclu.

ARTICLE 3.

La République française aura le libre et perpétuel usage d'une route commerciale et militaire dirigée par le Simplon et traversant le Vallais depuis le département du Mont-Blanc jusqu'au territoire de la République italienne.

Signé à Bex, le 5 fructidor, an X de la République (23 août 1802).

TURREAU, MULLER-FRIEDBERG, LAMBERTENGHI.

La diète déclara immédiatement recevoir avec reconnaissance cet acte destiné à protéger le faible contre le fort. Il est bien vrai que les hommes politiques du Valais ne se faisaient nullement illusion; ils savaient à n'en pas douter que les serres des aigles françaises se saisiraient de leur pays dès que cette proie leur conviendrait de nouveau.

Le même jour, on reçut encore des trois commissaires le traité dans lequel le Valais devait intervenir, comme partie contractante. Cet acte était destiné à

développer les principes établis dans celui de garantie de l'indépendance¹. Puis vint le projet d'une Constitution imposée par Bonaparte, sur lequel la diète valaisanne était appelée à délibérer, mais que l'on ne discuta rapidement que pour la forme². On y fit cependant quelques légers changements qui ne touchaient à rien d'essentiel. Le projet fixait le nombre des dizains à dix comme auparavant. De vifs débats s'engagèrent à ce sujet. Les Haut-Valaisans tenaient à

¹ Le traité, tel qu'il fut modifié le 2 septembre, sur la demande de la France, est de cette teneur :
Traité.

« La République helvétique venant de déclarer par le citoyen Charles Muller-Friedberg, son envoyé, que le Vallais est séparé et indépendant de l'Helvétie, et la diète valaisanne ayant accepté cette déclaration qui la délève de la République helvétique, l'envoyé de la République française... et celui de la République italienne... munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements se sont entendus de concert avec le susdit plénipotentiaire de la République helvétique sur les articles suivants, afin de donner un plus grand développement au contenu de l'acte par lequel les trois républiques ont garanti l'indépendance du Vallais et de déterminer quels seront les avantages et les charges réciproques des quatre Etats, en invitant la diète valaisanne d'y accéder comme partie contractante, et de nommer un député muni également de pleins pouvoirs à l'effet de signer avec eux ces articles.

ARTICLE PREMIER. — La route qui s'ouvre actuellement dans les montagnes du Simplon sera construite et entretenue aux frais des républiques française et italienne. Les propriétaires des terrains qui ont été pris pour cette route et qui pourront l'être seront indemnisés par elles seules, et le gouvernement du Vallais sera entendu sur la direction à donner à la dite route.

ART. 2. — Le Vallais entretiendra à ses frais la route existante depuis St-Gingolph jusqu'à Brigue. Il reconstruira les parties qui viendraient à manquer, et procurera sur son territoire la sûreté des voyageurs et des transports.

ART. 3. — Le Vallais ne sera pas obligé de garder ses passages ; la République française prend à elle seule de les défendre. Les troupes employées seront défrayées par elle, et les ouvrages nécessaires construits et entretenus à ses dépens.

ART. 4. — La République française fera tous les établissements nécessaires dans le Vallais, de manière que le service de ces troupes de passage pour le logement, les subsistances, fourrages, transports et fournitures quelconques n'éprouvent point de difficulté et ne tombent point à la charge du pays.

ART. 5. — Le Vallais s'oblige à n'ouvrir aucune autre nouvelle route de communication avec les Etats limitrophes qu'après s'en être entendu avec la République française.

ART. 6. — Les Républiques française et italienne ne prétendent aucun droit de douane, péage et transit, sous quelque nom que ce soit, sur le territoire du Vallais, à raison de la confection de la route du Simplon. De son côté, le Vallais s'oblige à n'entretenir des droits de cette nature que d'accord avec les Républiques française et italienne.

ART. 7. — Le Vallais et les Républiques française et italienne feront de concert et simultanément et entretiendront les établissements des postes aux chevaux qui seront jugés nécessaires pour le service de la route, chacun en ce qui le concerne.

ART. 8. — Les hospices du Simplon et du St-Bernard et les routes qui y conduisent seront entretenus en bon état.

ART. 9. — Le Vallais conserve la faculté d'avoir des régiments avoués aux services étrangers.

ART. 10. — Attendu que la République du Vallais n'aura d'ambassadeurs et agents politiques et commerciaux que dans les trois Républiques garantes, et qu'elle n'en reçoit que d'elles, les ambassadeurs et agents commerciaux de la République française, dans les lieux où le Vallais n'aura point d'agents, protégeront les citoyens valaisans qui recourront à leurs bons offices.

ART. 11. — Le Vallais, en vertu de son indépendance, demeure dans le plein droit de faire des changements à la présente constitution, en tant qu'ils ne porteraient point atteinte aux articles du traité par lequel l'indépendance du Vallais est garantie, et à ceux du présent traité, lesquels restent littéralement définitifs et invariables.

« Signé à Sion et à Bex, le 10 fructidor, an X de la République française (28 août 1802).

(Signés) « Turreau, Lambertenghi, Muller-Friedberg. »

² Manuscrit Carrupt et Nouvelliste.

³ Le projet de constitution rédigé pour le Vallais et transmis par les trois commissaires.

conserver leurs sept dizains en n'en accordant que trois au Bas-Valais. Martigny se serait ainsi trouvé réuni à Saint-Maurice qui restait chef-lieu. Mais, comme ce chef-lieu était à l'extrémité du dizain, la distance rendait les procédures trop dispendieuses et l'expédition des affaires plus lente. Saint-Maurice ne voulait pas céder ; Martigny fit valoir ses raisons. Les communes intéressées à ce partage envoyèrent promptement des représentants pour exposer leurs motifs et protester énergiquement devant la diète. Les esprits s'échauffaient et l'on en venait à des soupçons et à des accusations injurieuses ; quand les autres dizains, voyant que le feu de la discorde allait s'allumer, prirent enfin le sage parti de créer douze dizains au lieu de dix. Ce furent : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Sion, Hérémence, qui fut détaché de Sion, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey. La bonne harmonie fut ainsi rétablie.)

En vertu de cette Constitution, on devait élire un député sur deux mille votants ; la diète avait deux sessions annuelles ; elle discutait et décrétait les lois, dont l'initiative appartenait au Conseil d'Etat composé d'un grand bailli et de deux conseillers, qui devaient résider à Sion choisi pour capitale ; un vice-bailli et deux suppléants leur étaient adjoints. Dans la séance du 30 août, Augustini fut élu grand-bailli ; de Rivaz reçut le département de justice et intérieur ; le baron Gaspard-Eugène de Stockalper, fut chargé de celui des finances. Communication officielle de ces nominations fut envoyée (2 septembre) aux trois commissaires. On remarque dans cette communication que la diète était fort peu rassurée sur les dispositions de Turreau et redoutait de sa part de nouvelles entraves à la proclamation de l'acte d'indépendance et à l'installation du nouveau Conseil d'Etat. En effet, un passage de cette missive est ainsi conçu :

.... Nous avons l'honneur de vous prier, citoyen général, de vouloir bien vous concerter avec les envoyés des deux autres républiques pour procéder de la manière la plus prompte à cette installation. Vous n'aurez pas de peine à concevoir qu'on ne pourrait pas sans de très graves inconvénients laisser assemblé un corps législatif qui n'aurait aucune occupation ; laisser un gouvernement définitif reconnu, sans activité, à côté d'un gouvernement intermédiaire ; que ce serait surtout jeter des nuages d'un augure bien défavorable sur l'existence de notre République au moment où elle vient d'être garantie par des pactes solennels, par les Républiques française, helvétique et italienne.

Ces craintes étaient causées par une recrudescence d'allées et venues des agents et émissaires du général, qui était toujours à Bex et dont les partisans laissaient encore échapper des paroles d'espoir et de menaces. Néanmoins, ces appréhensions furent promptement dissipées par l'activité et les excellentes dispositions de Friedberg et par la réponse que les commissaires firent le 3 septembre. Cette réponse était accompagnée de la proclamation suivante, datée du même jour, destinée à servir d'installation officielle du Conseil d'Etat par les représentants des trois Républiques garantes. Ce fut le dernier acte de leur part et leur adieu au Valais.

Au peuple valaisan.

Citoyens du Vallais,

Le Gouvernement français, au premier moment de la paix qu'il avait glorieusement rendue à l'Europe, s'est occupé des moyens de vous faire jouir de ses effets bienfaisants en faisant cesser pour vous un état d'indétermination toujours pénible au peuple.

Le gouvernement helvétique, animé du même sentiment, s'est empressé d'y concourir, et celui de la République italienne y a accédé avec un sentiment égal d'amitié.

Voulant consolider votre liberté en vous faisant entrer dans des relations également bienveillantes avec les trois Républiques desquelles vous êtes environnés, les gouvernements français, italien et helvétique ont conclu entre eux un traité solennel qui établit votre indépendance sous l'appui et la garantie de ces trois républiques. Ils nous ont envoyés vers vous pour signer et déposer entre les mains de vos représentants, assemblés en diète légitime, ce pacte qui est devenu le fondement et l'égide d'une existence libre et heureuse pour vous; et ils nous ont chargé de concourir pour que vous ayez une constitution et un gouvernement qui soient les résultats libres de votre choix et qui vous fassent jouir promptement de l'indépendance que le gouvernement helvétique vient de vous accorder solennellement. Nous venons de remplir cette tâche importante. La République valaisanne existe et il ne faut plus que la mise en activité de son gouvernement pour qu'elle occupe sa place parmi les nations libres.

Nous consommons cet ouvrage en vous déclarant, au nom des Républiques française, helvétique et italienne, amies de la République valaisanne et garantes de son indépendance, que le Conseil d'Etat nommé par la diète du Vallais entre, dès aujourd'hui, dans la plénitude de ses droits que la constitution lui confie, et nous portons à la connaissance du peuple valaisan les nominations suivantes que la diète vient de faire et ensuite desquelles nous installons au nom de nos Gouvernements les citoyens... (Suivent les noms des membres du Conseil d'Etat.)

Que la prospérité du peuple valaisan soit désormais l'effet de la sagesse et de la sollicitude de ce gouvernement. Qu'elle soit l'effet de l'ordre et du calme qui régneront parmi vous. C'est par un oubli total des vicissitudes passées, c'est par le silence des passions qu'elles ont pu irriter, c'est par un retour sincère à la concorde et à l'union fraternelle qui, jadis, fit votre bonheur, que vous les cimenterez de nouveau.

Vous vous conserverez ainsi l'estime et la bienveillance de nos gouvernements; c'est avec le sentiment du plus grand intérêt que nous venons de vous en faire ressentir les premiers effets et que nous vous en renouvelons les assurances.

(Signé) TURREAU, LAMBERTENGHI, MULLER-FRIEDBERG.

Le 5 septembre fut pour le Valais un jour d'allégresse, depuis le sommet de la Furka jusqu'à l'embouchure du Rhône. Après cinq années de tristesse et de deuil, voici enfin arrivé le jour de la proclamation, dans toutes les communes, de l'indépendance cantonale. La capitale y mit tout l'apparat convenable en cette circonstance. Un héraut à cheval, costumé en ancien Suisse, aux couleurs cantonales (rouge et blanc), ouvrait la marche portant le drapeau aux douze étoiles de la nouvelle république. Il était suivi d'un détachement de sapeurs et de la musique de la 87^{me} demi-brigade de ligne. Venaient ensuite trois officiers civils, à cheval, en costumes et manteaux noirs. Le bruit des trompettes précédait la publication, après laquelle la fanfare militaire faisait entendre ses sons joyeux, et une foule immense poussait de retentissants hourras. Dès que la proclamation eut été faite aux principaux carrefours et aux portes de la cité, le cortège revint à l'hôtel de ville d'où il était parti et où la diète était en séance. Puis, au son de la musique, au bruit du canon et aux applaudissements prolongés d'une population ivre de joie, le drapeau valaisan

fut hissé sur l'hôtel des séances. Une députation de la diète s'était rendue au palais épiscopal pour prier Sa Grandeur de se rendre à l'assemblée. Dès que le prélat fut arrivé, le cortège composé de l'évêque, du grand bailli et de tous les députés, se rendit à la cathédrale, où il y eut service divin terminé par le chant du *Te Deum* en actions de grâces des bienfaits célestes. Le gouvernement donna ce même jour un banquet de soixante couverts, auquel furent invitées les personnes les plus notables. Les toasts y furent nombreux. Le soir, feux d'artifice et illumination générale. Les transparents aux devises les plus flatteuses pour Bonaparte et autres, furent multipliés. Un bal splendide donné à l'hôtel de ville termina la fête sédunoise.

Tandis que le citadin illuminait ses édifices et ses salles de danse, le montagnard donna un spectacle plus beau, plus digne, plus grandiose et mieux en rapport avec le sentiment sublime de son indépendance et la majesté du paysage valaisan. Sur toutes les montagnes brillèrent des milliers de feux de joie : c'étaient de hauts pins embrasés qui élevaient leurs flammes vers le ciel. Flambeaux immenses auxquels les pyramides des Alpes servaient de candélabres !

La proclamation de l'indépendance fut rapidement suivie d'une exécution populaire d'un nouveau genre. Dans toutes les communes s'élevait le triste symbole de la servitude de cinq ans : l'arbre de la liberté dressé par la révolution et maintenu par la terreur du régime militaire. Le peuple se donna partout le bruyant plaisir d'abattre honteusement ce signe sinistre, au milieu des éclats de rire de la foule.

La nouvelle république va travailler avec ardeur à l'élaboration de ses lois organiques et à se relever de l'état de détresse auquel l'a réduite le régime militaire qui vient de disparaître. Elle aura besoin de beaucoup de prudence et de persévérance pour déjouer les complots insidieux que les quelques mécontents, déçus dans leurs espérances, continueront de tramer pendant quelque temps encore, mais dont ils ne retireront que confusion et mépris public. Enfin la sagesse des magistrats triomphera des méchants, cicatrisera les plaies de la patrie, et le Valais jouira pendant quelques années d'un bonheur relatif au sein de la concorde et de la paix, jusqu'à ce qu'il plaise au conquérant européen qui avait changé la situation de tant d'Etats, de faire du Valais un simple département de son empire.





CHAPITRE XXVI

DU 25 OCTOBRE 1802 AU 25 DÉCEMBRE 1813

LE travail de rénovation fut lent et pénible pour les magistrats chargés des destinées de la patrie. Depuis 1798 le Valais ne comptait plus de sujets, mais uniquement un peuple de frères unis par la communauté des sentiments pour le bien général. Tous avaient souffert ensemble, les uns plus d'une manière, les autres plus d'une autre. Il fallait que le nouveau pouvoir songeât à étendre partout sa main réparatrice et bienfaisante. On était constitutionnellement libre, mais on se sentait sous l'œil du lion qu'il fallait ménager, et à la voix duquel il n'était pas possible de résister, parce que ses désirs étaient des ordres.

Le 25 octobre, la diète convoquée par le grand bailli, se réunissait à Sion. Les dizains, dont on tira les noms au sort, eurent les députés placés dans l'ordre suivant : Monthey, Viège, Entremont, Hérémence, Brigue, Martigny, Sierre, Loèche, Conches, Sion, Rarogne et Saint-Maurice. L'évêque fut reconnu membre de droit de la diète ; il prit place à la droite du président.

Le grand-bailli Augustini ouvrit la session en ces termes :

C'est avec la plus vive joie que le Conseil d'Etat de la libre et indépendante République du Vallais reçoit les membres constitutionnels de la diète dans un lieu où nos pères ont déjà depuis des siècles délibéré sur le bien de notre chère patrie. La protection que la divine Providence nous a si visiblement accordée dans ces derniers temps de désordre, nous fait espérer avec confiance que le Vallais verra des jours plus heureux et qu'un avenir satisfaisant pour nos neveux est écrit dans le livre de nos destinées. Notre union, notre accord d'intention

sur un seul but, savoir celui du salut de la patrie, ainsi que notre patience persévérante, nous ont attiré l'estime des peuples. Le Conseil d'Etat est pleinement persuadé que la durée de cette union entre les autorités constitutionnelles, ces efforts communs pour le bien de la patrie garantiront aux Vallaisans la continuation de cette même estime ».

Les représentants du peuple voulurent inaugurer leurs travaux par un acte de reconnaissance envers Bonaparte qui venait de rendre l'indépendance à la nation, et dont, surtout, il importait de se ménager la bienveillance.

Considérant, dit la diète, qu'il est dans les sentiments personnels des autorités suprêmes non moins que de leur devoir, que la première loi qui sera portée au nom du peuple vallaisan soit un monument d'honneur et de reconnaissance pour le grand homme à qui la république du Vallais est redevable de sa restauration et de son bonheur.

Ordonne :

ART. 1. Bonaparte, premier Consul de la République française et président de la République italienne, est proclamé, au nom du peuple vallaisan, restaurateur de l'indépendance de la République du Vallais.

ART. 2. L'hommage de la présente lui sera porté par une députation spéciale.

ART. 3. La présente loi sera imprimée, affichée et republiée chaque année, le 5 septembre, jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Vallais.

Donné en diète, à Sion, le 28 octobre 1802.

Le lendemain elle voulut aussi honorer Verninac, ministre plénipotentiaire de la République française, que Bonaparte avait chargé de la négociation pour l'indépendance du canton. Elle déclara que ce ministre avait bien mérité du pays et qu'elle le « naturalisait vallaisan pour lui et les siens, et que le diplôme lui en serait offert comme témoignage de la gratitude et de l'attachement du peuple vallaisan. »

Elle s'occupa ensuite de l'organisation du tribunal suprême, des émoluments des tribunaux, de la création des notaires, de la prohibition de l'exportation des denrées, vu les besoins qu'éprouvaient les populations par suite des mauvaises récoltes, des passages fréquents et aussi du séjour des troupes étrangères. Elle établit un système financier, organisa la police devenue si nécessaire à la suite des bouleversements politiques, élaborà de sages règlements pour la sauvegarde des bonnes mœurs qui avaient beaucoup souffert, et pour le soutien de la religion et le respect dû à ses ministres. Telles furent les opérations de cette première session.

Les témoignages de reconnaissance donnés au Premier Consul et à son plénipotentiaire ne furent pas simplement un acte de courtoisie, encore moins d'adulation comme on pourrait le supposer. Bien que l'indépendance eût été rendue au pays, la troupe française n'avait point encore repassé la frontière, et Turreau qui la commandait n'avait point cessé ses secrètes menées ni ses vexations dans quelques communes du Bas-Valais. Des représentants de ces communes se plaignirent en pleine diète de la manière dont ce génie malfaisant répartissait ses troupes.

On observe, dirent-ils, que par ses différentes manœuvres, ce général paraît avoir l'intention ou de détruire la confiance du peuple en ses autorités, ou de le jeter dans le découragement, pour l'amener par ces deux moyens à demander la réunion à la France. »

Ils proposèrent, en conséquence, d'inviter le Conseil d'Etat à prendre les mesures les plus convenables pour faire cesser ces vexations, et surtout de venir au secours des communes qui avaient le plus à souffrir, en déclarant que toutes les charges imposées et les fournitures faites seraient supportées par l'Etat. L'assemblée accepta d'emblée leur proposition; mais le grand-bailli avait déjà écrit à Turreau dans ce sens, afin de le détourner par ce moyen de charger inégalement les communes¹.

Le second motif de l'envoi d'une députation à Bonaparte était d'obtenir le départ des troupes et de traiter secrètement avec lui de divers points importants dont la diète s'était occupée à huis-clos. Les personnages que l'on avait choisis pour cette double mission furent le grand-bailli Augustini, de Quartéry de Saint-Maurice et de Riedmatten, de Sion.

Le silence que, pour des considérations naturelles et faciles à comprendre, le Conseil d'Etat dut observer pendant quelque temps sur le résultat de cette députation, donna lieu à quelques inquiétudes. Des malveillants en profitèrent pour tenter d'abuser de la crédulité du peuple et lui inspirer des craintes sur la stabilité du gouvernement et de l'indépendance. Ces insinuations perfides étaient l'œuvre, on le comprend, des émissaires secrets de Turreau. Elles obligèrent le Conseil d'Etat à parler. Il le fit par une proclamation du 1^{er} mars 1803. Il annonce que tout est stable dans la situation où l'on a été mis par les traités des 27 et 28 août derniers, que nul motif secret ne peut autoriser le moindre doute sur leur entier accomplissement et que la bienveillance du Premier Consul ajoute encore à la confiance que l'on devait avoir en ces pactes solennels.

La députation vallaisanne, dit-il, a reçu du premier Consul l'accueil le plus favorable. Il a vu avec satisfaction de quel prix était pour les Vallaisans l'indépendance dont ils lui sont particulièrement redevables, et l'hommage que leur reconnaissance a décerné au restaurateur de leur république. Ce monument du premier sentiment qu'ils ont éprouvé au moment de sa renaissance a paru lui être aussi agréable que vous le désiriez.

Le premier Consul a été lui-même au-devant de ce que vos députés pouvaient avoir à lui demander. L'inexécution des ordres qu'il avait donnés depuis le 7 août pour que toutes les fournitures à ses troupes fussent régulièrement payées dès le 19 août, a cessé dès qu'il en a été informé. Vous avez déjà vu deux des corps qui ont séjourné en Vallais rembourser celles qu'ils ont reçues. A la même époque, le premier Consul ordonnait au directeur de l'administration de la guerre de faire rembourser aux bons Vallaisans toutes les fournitures qu'ils auraient pu faire depuis lors, et de hâter le plus possible ce remboursement, son intention étant que, dans aucun cas, les troupes françaises ne soient une charge pour les Vallaisans; et il le chargeait de convenir avec votre grand-bailli des mesures à prendre pour constater les dépenses éventuelles, des moyens d'y pourvoir, ainsi que du mode de remboursement à faire.

¹ Abscheids.

Le gouvernement déclarait en outre qu'il avait déjà reçu dix mille livres et des fonds pour les militaires isolés, afin qu'ils ne fussent nullement à charge au pays.

Repoussez donc avec mépris, poursuit la proclamation, tous ceux qui tenteraient de vous inspirer une défiance déplacée... Le premier Consul sait combien votre pays a souffert; il en a parlé avec bonté à votre députation... Il a porté sa prévoyance jusqu'à entrer avec elle dans le détail des éléments de désunion¹ que vous pouviez avoir à craindre dans votre intérieur et il lui a formellement recommandé le maintien de la concorde qui seule suffit pour conserver les plus petits Etats²...

Le Premier Consul avait ordonné de rembourser au Valais les fournitures faites aux troupes dès le 19 août de l'année 1802, mais il n'était point encore question du remboursement des 408.000 francs dus pour l'entretien des troupes stationnées dans le canton de 1798 à 1802, ni des contributions forcées imposées par Turreau, ni des 100.000 francs dus par l'ancien régime. Le Conseil d'Etat avait établi tous ces comptes et les avait expédiés au gouvernement français.

Tout avait contribué à obérer les finances. Le gouvernement helvétique avait vendu les plus beaux domaines du canton et laissé à la charge de celui-ci une dette de 115.000 francs. Il fallait l'acquitter, sans compter les innombrables réclamations en indemnités particulières, auxquelles on devait faire face parce qu'elles étaient justes.

Pour subvenir à tant de besoins les recettes de l'Etat étaient cependant bien faibles. Celles de l'année 1804 n'étaient que de 81.320 francs, et les dépenses ordinaires s'élevaient à 72.145 francs. Aussi la plus grande économie régnait-elle au gouvernement. A ces dépenses vinrent bientôt s'ajouter les frais dispendieux d'entretien et de réparation des routes de Saint-Gingolph à Brigue, en vertu du traité modifié du 2 septembre 1802. Ces routes devenant militaires pour les républiques française et italienne, exigeaient un tout autre soin qu'auparavant. Nous verrons plus loin que le Valais, trop épuisé par ses malheurs précédents, ne put satisfaire entièrement aux réitérées réclamations de la France. Il est vrai que Bonaparte voyant cet état de gêne, fit réparer aux frais de son gouvernement une partie de cette route; mais ce n'en fut pas moins un des prétextes allégués pour la future réunion du pays à l'empire. Il est vrai aussi que cet acte de générosité fut en partie compensé par la demande officielle faite au Valais, en 1805, de fournir cinq cent-treize hommes pour l'achèvement, dans l'année, de la route du Simplon. Pour ne pas irriter l'empereur, l'Etat dut prendre les mesures les plus sévères pour parvenir à réunir ce nombre d'ouvriers, dont il avait déterminé l'effectif pour chaque dizain.

Les clauses des traités avec la France devenaient facilement un objet de

¹ Archives de l'Etat.

² Allusion aux idées de suprématie du Haut-Valais qui reprenaient secrètement dans certaines têtes.

plaintes de la part de cette grande puissance. Ainsi elle avait conclu avec le Valais une capitulation l'autorisant à recruter un bataillon de volontaires. Comme la jeunesse du pays n'éprouvait pas grand attrait à s'enrôler sous les drapeaux du grand guerrier, qui ne cessait de répandre le sang humain sur les champs de bataille, la formation de ce bataillon s'opérait difficilement et fournit bientôt matière à des notes assez vives du ministère français. Cependant, ces notes et d'autres observations n'altérèrent point les relations amicales pendant plusieurs années encore.

De 1802 à 1806, inclusivement, le grand-bailli fut Augustini, homme sincèrement religieux, comme le témoignent tous les actes de son administration. C'était un magistrat intelligent, actif et dévoué au bien de son pays. Sans avoir l'abnégation et le désintéressement de son collègue l'ancien préfet national de Rivaz, il remplit dignement ses fonctions qui exigeaient beaucoup de perspicacité et de tact pour la période de transition où l'on était et de transformation qui s'opérait. Ses contemporains ne lui reprochèrent que la soif des honneurs et des titres et son adulation envers le monarque dont il brigait les faveurs. On s'en aperçoit à l'emphase et à l'exagération de ses discours quand il parle de Bonaparte devant ses représentants. Il est juste de dire que cette adulation, sans nuire à personne, était aussi un moyen d'atténuer le mauvais effet de certaines infractions aux conventions réciproques.

On saisissait avec empressement les occasions d'être agréable au chef du pouvoir en France. En 1804 Napoléon fut proclamé empereur. L'Etat lui écrivit en cette circonstance une lettre des plus courtoises; il en reçut la réponse suivante :

Très chers et bons amis, j'ai reçu avec sensibilité l'assurance que vous me donnez, par votre lettre du 31 mai, de la part que vous avez prise aux événements qui ont fixé dans ma famille le gouvernement héréditaire de cet empire. Ma ferme intention est de faire servir le pouvoir dont il a plu à la Providence que je fusse revêtu, à maintenir et à resserrer les liens qui unissent les deux Etats. En accréditant mon chargé d'affaires près de vous, je lui ai recommandé de vous en réitérer souvent l'assurance, et je lui ai prescrit de s'attacher particulièrement à vous convaincre de mon estime et de mes sentiments inviolables.

Sur ce, je prie Dieu, très chers et bons amis, qu'il vous ait en sa sainte garde.

A Saint-Cloud, le 8 Messidor (27 juin) 1804.

NAPOLÉON.

Ce chargé d'affaires était Eschasseriaux. On voulut donner beaucoup d'éclat à la cérémonie de la présentation de ses lettres de créance. Le dimanche 5 août ayant été choisi pour cette cérémonie, le Conseil d'Etat en prévint la diète qui se trouvait extraordinairement convoquée pour un objet pressant d'administration, et qui nomma une délégation d'un député de chaque dizain pour y assister.

Vers midi, le Conseil d'Etat et la députation représentant les communes se rendirent à la grande salle de l'hôtel de ville, siège du gouvernement. Aussitôt le secrétaire d'Etat et un officier supérieur des milices cantonales



GASPARD-EUGÈNE STOCKALPER DE LA TOUR

Né en 1759, mort en 1826

1795, Colonel au-dessus de la Morge. — 1802, Président de la diète constituante, Conseiller d'Etat.
1810, Grand-Bailli, ainsi qu'en 1814 (1^{er} trim.), 1819, 1823.

(Voir pages 545, 548, 565, 569, 587 et suivantes.)

précédés de l'huissier de l'Etat, allèrent prévenir Eschasseriaux qu'ils étaient chargés de l'accompagner jusqu'à l'hôtel de ville, dans un carosse que lui envoyait le Conseil d'Etat.

Une salve de vingt coups de canon annonça le moment où le chargé d'affaires accompagné du commandant des troupes françaises stationnées à Sion, Brigue et Simplon, sortit de son hôtel. Arrivé sur la place devant l'hôtel de ville, celui-ci fut reçu par un détachement du premier régiment au service de la République, avec tous les honneurs militaires dus au représentant de l'empereur. Sur le perron de l'hôtel se trouvait une nouvelle députation qui l'introduisit dans la salle du gouvernement. Là, après avoir été salué des autorités valaisannes, Eschasseriaux prononça un discours de circonstance où l'on remarque ce passage.

Le peuple vallaisan jouit enfin d'une organisation qui lui assure la liberté civile et politique; l'alliance d'une puissante nation lui garantit son indépendance; ses mœurs lui méritent depuis des siècles le respect des peuples qui l'avoisinent. L'heureuse médiocrité de votre état politique, citoyen grand-bailli, ne vous appelle point dans les différends des grands états, ne vous expose pas à monter sur le sanglant théâtre de leurs divisions; vous avez le bonheur de ne posséder rien qui puisse exciter la jalousie des autres nations; devant l'enceinte sacrée de vos montagnes s'abaissera toujours l'ambition des conquérants; ils n'y verront pas de trésors, ils y verront vos vertus. Le sort¹ qui distribue les nations sur la terre ne vous a pas faits puissants par les richesses, mais il vous a rendus imposants par le site de votre pays et par la simplicité de vos mœurs...

Puis, il vante les avantages que le pays va retirer de son alliance avec la France et de la protection du « grand empereur ». Il déposa alors ses lettres de créance entre les mains du grand-bailli, qui lui répondit par un discours des plus ampoulés, où il célèbre les vertus de Napoléon et celles de son représentant en Valais.

La cérémonie fut suivie d'un banquet offert par le gouvernement. Des toasts y furent portés à l'empereur, à l'impératrice, au chargé d'affaires et aux autorités diverses. Le soir, il y eut illumination ordonnée par le gouvernement.

Le dimanche 2 décembre avait lieu, à Paris, le couronnement de l'empereur. Eschasseriaux, qui était bien vu des autorités valaisannes, s'entendit avec le gouvernement pour donner un grand éclat à cette fête, à Sion. Le matin, des salves réitérées d'artillerie annoncèrent le grand jour à la population. A onze heures, les membres de la diète, le Conseil d'Etat, le tribunal suprême et le Conseil de la Ville, réunis de nouveau à l'Hôtel de Ville, reçurent avec les mêmes formalités qu'au 5 août le résident Eschasseriaux. Le cortège partit accompagné de la troupe française sous les armes et au bruit du canon, qui ne cessa de tonner pendant la cérémonie, pour assister à un *Te Deum* chanté à la cathédrale par l'évêque, entouré de son chapitre et du clergé de la ville.

¹ Le sort est un vain mot; c'est la divine Providence qui distribue les nations sur la terre pour l'accomplissement de ses desseins.

Au retour à l'Hôtel de Ville, discours du chargé d'affaires. Le grand-bailli répondit avec son emphase ordinaire et finit en promulguant ce décret porté la veille :

La diète de la République, sur la proposition préalable et constitutionnelle du Conseil d'Etat,

Voulant consacrer par un monument éternel la reconnaissance de la République du Valais envers Napoléon Bonaparte, restaurateur de son indépendance,

Considérant qu'il ne peut être choisi à cet effet une époque plus mémorable et en même temps plus chère à la République que celle du couronnement de cet illustre prince,

Ordonne :

Il sera érigé sur le mont Saint-Bernard, ainsi que sur celui du Simplon, un monument à la gloire de Napoléon, premier empereur des Français, avec cette inscription :

*Napoleoni primo Francorum Imperatori semper augusto,
Reipublicæ Valesianæ Restauratori semper optimo,
Egyptiaco, bis Italico semper invicto,
In monte Jovis et Sempronii semper memorando,
Respublica Valesiæ grata, II Decembris Anni MDCCCIV.*

Le grand-bailli remit ensuite le décret entre les mains du représentant français, en le priant d'être auprès de l'empereur l'interprète des sentiments inviolables de tous les Valaisans.

Un grand banquet, donné le soir par Eschasseriaux, réunit toutes les autorités civiles et militaires qui célébrèrent de nouveau à l'envi les gloires du chef de l'empire¹.

Encore six années, et nous verrons l'auguste restaurateur de leur indépendance ravir d'un trait de plume à ses *très chers et bons amis* le bien précieux de la liberté.

Au bruit des fêtes, aux éclats de la joie et aux illuminations succédèrent bientôt les inculpations. Déjà en novembre 1806, un message du Conseil d'Etat rendait la diète attentive aux points suivants qui menaçaient de ralentir la bienveillance de Sa Majesté en cas de négligence ou d'impéritie à leur endroit.

Le premier était de remplir les engagements consignés dans le traité d'indépendance, au sujet des réparations des routes restées à la charge du canton. Quatre années s'étaient écoulées et l'on avait fait si peu de chose que la seule bienveillance de l'empereur pouvait en disculper le pays.

Le second et le troisième point étaient de chercher à favoriser, au lieu de l'entraver, le recrutement libre d'un bataillon valaisan, et d'avoir quelque déférence pour les Français domiciliés ou séjournant en Valais, selon l'instruction particulière du ministre de France.

Le quatrième était une plainte officielle, adressée au Conseil d'Etat par le même ministre, contre la grande facilité qu'avaient les conscrits et les déserteurs français et italiens de se cacher en Valais et d'y trouver des moyens de subsistance. Fréquemment, le grand-bailli avait ordonné de les arrêter en l'en

¹ Archives de l'Etat.

avertissant sur le champ; il avait représenté vivement aux autorités dézénales les conséquences et le poids de leur responsabilité à cet égard. Le Département de l'Intérieur avait aussi pressé l'exécution de la loi sur la police des étrangers. Ce nonobstant, les plaintes du gouvernement impérial s'accumulaient, parce que les arrestations ordonnées ne se faisaient que rarement.

Qu'en résultait-il?

Comme la France avait sa police secrète très active en Valais, le Conseil d'Etat, à la requête des agents diplomatiques étrangers, devait recourir à des mesures extraordinaires et dispendieuses qui humiliaient les autorités du canton et faisaient supposer que les Valaisans étaient malveillants envers la France et intentionnés de nuire à son service.

Il en résultait que le Conseil d'Etat, ne pouvant se justifier que par la production de ses nombreux ordres, la France en tirait la conclusion que le gouvernement n'avait ni force, ni autorité.

Il est pénible d'avouer que le Conseil d'Etat, dont l'activité et le dévouement aux intérêts du pays étaient au-dessus de tout éloge, n'était nullement secondé dans ses efforts; il éprouvait même de la résistance chez une partie de ceux qui devaient le plus l'appuyer. Le bouleversement des idées que la grande révolution avait opéré en Europe, les changements politiques survenus et la transformation tout aussi grande des relations entre peuples, et, par là même, de nouveaux besoins, réclamaient une nouvelle direction et des lois qui y fussent adaptées. Quoique proclamé indépendant, le Valais ne subissait pas moins l'influence de la France dont il n'était en réalité qu'un satellite.

Vu les nécessités du temps, Rome avait accordé la suppression d'un certain nombre de fêtes. Dans quelques communes du Haut-Valais, il se manifesta un esprit de résistance assez vive à l'exécution du bref du Saint-Père, qui dispensait les fidèles de l'obligation d'entendre la messe et de s'abstenir des œuvres serviles en ces jours de fête supprimés. Le Conseil d'Etat qui, pour de très graves motifs, avait sollicité cette suppression, dut, pour des raisons d'ordre public, insister fortement sur le respect et la soumission sans borne que tout chrétien doit à l'autorité du chef de l'Eglise, *obéissance*, disaient ces hauts magistrats, *qui ne nous permet pas de délibérer si on lui obéira*. Il ne s'agissait pas d'empêcher qui que ce fût d'entendre la messe et de s'abstenir en ces jours de tout travail, mais de ne pas condamner et entraver ceux qui voulaient profiter de la dispense¹.

Dans l'ordre civil, les hommes d'expérience qui tenaient les rênes de l'Etat prévoyaient les dangereuses conséquences de l'inobservation des lois et des traités. Ils savaient, à n'en pas douter, que Bonaparte avait l'œil toujours ouvert sur la vallée du Rhône et que les infractions aux conventions ne manqueraient pas de ramener les baïonnettes françaises. Effrayés du péril au-devant

¹ Archives de l'Etat et de Valère.

duquel le pays semblait courir tête baissée, ils voulurent en instruire la diète, dans la session de novembre 1808, dans un message qui est un triste tableau de la situation morale dans laquelle on se trouvait. On n'y croirait point, si cette pièce n'émanait officiellement du Conseil d'Etat, et n'était adressée aux représentants du peuple. La gravité de son contenu en excusera la longueur.

Une triste expérience, dit le message, nous apprend combien peu les autorités dézénales ou communales s'occupent de leur devoir pour faire exécuter les lois.... La police des cabarets n'est surveillée presque nulle part, au grand scandale de la religion et des bonnes mœurs. Les lois concernant les étrangers, si essentielles pour qu'il ne s'introduise dans les communes aucune personne suspecte, sont entièrement négligées. Celles concernant les Français et Italiens, les déserteurs et les conscrits, dont l'exécution ne peut être arrêtée par des ménagements personnels et ne demandent que de la bonne volonté, et qui, en même temps, sont d'une si grande importance pour la république, ne peuvent pas même réveiller l'indolence des chefs des communes. C'est en vain que nous ne cessons de répéter de vive voix et par écrit, que le salut de notre Etat en dépend; le Vallais trop heureux s'endort dans la profonde paix dont il jouit; il se fie à la Providence, comme si celle-ci devait la lui conserver par des miracles, et il ne s'inquiète nullement d'écarter ce qui peut la troubler.

Dans l'ordre judiciaire, les abus les plus graves se sont introduits; les actes qui ne sont pas écrits sur papier timbré ou munis du timbre gradué légal sont admis en justice au mépris de la loi. Les avocats sont admis à plaider et à écrire sans patente. Les taxes des frais se règlent suivant d'anciens usages, sans aucun égard pour le tarif établi par la loi. Mais, ce qui est d'une conséquence plus grave, les délits ne sont ni dénoncés, ni poursuivis. On a vu des criminels, échappés des prisons, demeurer plusieurs années paisibles sans que leur procès eût été poursuivi, venir ensuite affronter la justice et la vindicte publique jusques sous les yeux même du tribunal. Des faits graves, portant même l'apparence du crime, ont déjà eu lieu plusieurs fois. Le silence des autorités de la commune a été cause que la justice n'a pu en prendre connaissance que très tard; que dans certains cas, le corps du délit n'a pu être constaté et que des coupables, malgré les efforts de la justice, ont pu échapper à la peine...

Considérons où peut nous mener un tel état d'anarchie. Celui qui ne sait pas se gouverner lui-même finit par être interdit et mis sous tutelle. Cela n'est pas moins vrai des Etats que des individus; et si quelque Etat peut se croire dans ce danger, c'est sans doute le nôtre. Cet avertissement nous est journellement répété par le ministre d'une puissance de laquelle nous tenons notre prospérité et dont nous avons tout à espérer si nous savons nous conduire avec sagesse, mais tout à craindre si notre désordre intérieur fait échouer les mesures de police qui lui importent, ou détruit l'intérêt et la bienveillance que nous lui avons inspirés sous d'autres rapports. Tantôt, avec un caractère officiel, plus souvent avec le ton de la confiance et de la bienveillance, ce ministre nous fait sentir combien peu il doit compter sur les lois et les promesses du gouvernement, sur ses ordres, lorsqu'il voit que leur exécution est éludée et entravée. Il n'ignore pas que dans une grande partie du pays *les lois ne sont pas même publiées, ni connues*. Lorsque les choses en seront venues au point d'exciter tout à la fois le mécontentement de l'empereur, nous dit-il, c'est en vain que vous répondrez: *J'ai ordonné et on n'a point exécuté*. Entre gouvernements, pareilles raisons ne sont pas admises. Il n'accusera pas le personnel des gouvernants, mais il dira: « Je ne puis me fier à un gouvernement qui ne peut me répondre de ses promesses. » Ce ne sera pas le ministre qui excitera l'aigreur de sa cour; non, ce sera l'excès de notre désordre. Lui-même, au contraire, a empêché qu'il ne parvint indirectement à sa cour des notes véhémentes, peut-être exagérées, mais toujours nuisibles, sur certains événements.

Cet état de choses est d'autant plus dangereux qu'il est très difficile d'y remédier. Dans une partie de ce pays, il faut prier les hommes capables d'accepter les charges communales, qui exposent à beaucoup de désagréments et n'ont aucune rétribution. Dans le reste du pays, au contraire, les places sont briguées et presque mises à l'enchère, et le désir de les conserver engendre l'excès des ménagements personnels, l'inexécution des lois de police et la dissimula-

tion même de ce qui mériterait la correction ou la punition en justice. Le régime populaire de nos élections est sans doute une des grandes causes de ce vice de notre gouvernement; mais il faut convenir que toutes les autorités concourent à donner au peuple plus d'influence encore qu'il n'en doit avoir suivant la constitution. Dans plusieurs communes, il n'y a point de conseil; dans un grand nombre, tout se porte devant l'assemblée du peuple. Dans les communes et les dizains, on se joue des lois qui règlent les élections, la formation des conseils, leur compétence, les formes judiciaires même, pour acquérir la popularité dans sa commune ou son dizain. Les personnes lettrées, les personnes même les plus importantes, dispensent le peuple de tout ce que les lois imposent de gênant dans les formes et dans les choses. Partout, on prêche la conservation des anciens usages, quoi qu'en dise la loi. Quelle obéissance peuvent donc espérer les personnes placées à la tête des dizains et des tribunaux, après avoir donné de tels exemples? Quel respect la loi peut-elle imposer au peuple, lorsqu'elle assemble un conseil de dizain pour délibérer si l'on doit continuer à célébrer les fêtes supprimées et qu'on renvoie cette question aux communes, lorsqu'il a été décidé, par un bref du pape, sollicité par la diète et le Conseil d'Etat et publié par le révérendissime évêque, que chacun est dispensé de l'obligation d'entendre la messe ces jours-là?

Soyons de bonne foi avec nous-mêmes: si le peuple n'obéit pas, c'est qu'on se fait du peuple une idole qu'on caresse et qu'on redoute; c'est qu'on ne met pas assez d'importance ni aux lois qui intéressent l'ordre intérieur, ni aux lois de circonstances qu'exige notre condition politique, et qu'on fait parler le peuple peut être pour se mettre soi-même plus à son aise.

Le premier remède au désordre anarchique de notre gouvernement est de réformer l'esprit public. Mais, il faut nous le dire entre nous: l'esprit public à réformer, c'est celui de ceux qui entrent dans les conseils de tout ordre de la république, ou qui sont appelés à y rentrer...¹

De 1798 à 1802, le pays avait passé par les dures épreuves que l'on sait; il avait vécu dans un état d'oppression inouïe. On peut dire qu'il était soumis tout à la fois à deux régimes toujours en lutte entre eux: le régime militaire de Turreau et le régime helvétique. Pressuré par le premier et peu secouru du second qui, à la fin, l'abandonna à lui-même en ne lui laissant pour héritage qu'une énorme dette à liquider, il avait encore, quoi qu'on en dise ou qu'on en pense, un autre mal intérieur. Les sept dizains se ressouvenaient silencieusement de leur ancienne domination sur les cinq dizains nouveaux, que leur propre intérêt politique les avait engagés à admettre comme des frères, avec lesquels ils avaient dû, bien à regret, partager la souveraineté. Tant qu'ils furent dans le malheur, ils se turent. Ils se turent encore tant que le pays se sentit sous la surveillance du chef tout-puissant de la France de 1802 à 1810, ou sous sa domination absolue de 1810 à 1813. Accoutumés à dominer, ils supportaient impatiemment une constitution et une législation presque imposées et faites pour tous également. En politique, comme en administration et en religion, ils étaient encore imprégnés de leurs anciens usages. Rien ne valait de ce qui ne venait pas d'eux; ce n'était pas la première, ni la seconde fois qu'ils restaient sourds aux directions de Rome. Les Bas-Valaisans, plus souples, mais qui avaient été traités en sujets durant plusieurs siècles, usaient peut-être un peu largement de leur liberté dans quelques communes, sans se livrer cependant à des excès graves.

¹ Archives de l'Etat. Protocole de la diète.

Enfin, l'aversion commune aux deux parties du canton que Turreau avait suscitée contre les Français, dont on était délivré, occasionnait cette facile inexécution des traités dont se plaignait le Conseil d'Etat. Un peuple qui a longtemps souffert, est exposé à des excès dès qu'il se sent délivré de ses fers; mais cet abus de la liberté produit la licence qui engendre l'anarchie; et ce peuple retombe sous le joug.

C'est ce qui arriva.

Le Valais, par politique, et à la demande du représentant impérial, célébra toutes les grandes victoires que Napoléon remportait sur les autres potentats. Cette déférence et ces témoignages de dévouement ne le préservèrent point de l'annexion à la France. Plus d'un écrivain s'est étonné de cette brusque et inattendue incorporation. Cet étonnement ne peut provenir que de l'ignorance des relations entre les deux Etats, des notes et des avis répétés des représentants français. Depuis quatre ans, le Conseil d'Etat en prévenait les diètes, et quand le fait eut lieu, il n'y vit que la réalisation de ses prédictions méprisées; l'événement ne le surprit point, il n'ignorait que la date à laquelle il aurait lieu. En voici les préliminaires.

Tousard d'Olbac, secrétaire d'Etat, envoyé à Paris en février 1810, pour faire valoir les réclamations du canton pour les fournitures faites aux troupes françaises, vit plusieurs fois, pendant son séjour dans cette capitale, Derville-Malécharde, nouveau chargé d'affaires de France en Valais, qui était allé prendre les ordres de son gouvernement sur ce qu'il aurait à faire à son retour à Sion.

Les confidences de cet agent diplomatique lui en apprirent assez pour qu'à sa rentrée, en mai, il put dire à l'oreille à l'ex-préfet de Rivaz, qui n'était plus alors conseiller d'Etat, mais vivait à Saint-Maurice dans le sein de sa famille: « Vous êtes dans la nasse; vous allez devenir français. »

Derville-Malécharde revint fin juillet, et il écrivit de Bex, le 31 de ce mois à 8 heures du soir, à de Rivaz:

Je dois vous prévenir sous le plus grand secret que vous êtes désigné avec cinq ou six autres personnes pour vous rendre *sans délai* à Paris auprès de Sa Majesté, qui désire entendre quelques personnes instruites sur les affaires du Vallais dont elle s'occupe. Vous ne serez ni député de la République à Paris, ni chargé par votre gouvernement de *vœu de réunion*, ni d'instruction quelconque. Le Conseil d'Etat vous écrira que je vous ai désigné pour vous rendre à Paris où l'empereur veut vous interroger sur les affaires du Vallais, afin de s'entourer de plus de lumière possible pour le bonheur et le bien-être du pays.

J'ai cru devoir vous donner cette explication pour que vous envisagiez la chose comme elle doit l'être.

L'invitation pure et simple de vous rendre au désir de l'empereur vous sera adressée *demain*, peu de temps après mon arrivée, par le Conseil d'Etat...

Il serait très bien que vous vinssiez à Sion demain soir, ou après demain matin au plus tard. Je désire causer avec vous.

Le plus tard que vous puissiez partir pour Paris sera samedi. Je vous prie de ne dire mot à qui que ce soit de ce que je vous demande. Il n'y a que vous en Vallais à qui je puisse écrire confidentiellement des choses qui ne s'écrivent pas.

Cette lettre fait voir combien Derville était sûr de l'entière obéissance du Conseil d'Etat aux volontés de la France, et combien l'empereur appréciait les hautes qualités, la noblesse des sentiments et la fermeté de caractère de celui qui avait résisté à la prépotence de Turreau.

De Rivaz, comme il nous l'apprend lui-même¹, reçut effectivement l'invitation de l'Etat et se trouva à Sion le 3 août. L'invitation n'était qu'une répétition de ce que Derville avait annoncé dans son billet du 31. Le gouvernement disait qu'il n'admettait *ni excuses ni délais*. Semblable lettre avait été adressée à ceux qui devaient accompagner de Rivaz : c'étaient l'évêque de Preux, Taffiner, l'ex-grand-bailli de Sepibus, de Courten Maurice de Sierre, de Riedmatten, bourgmestre de Sion, et Pittier qui sans doute avait été choisi par le gouvernement français pour être l'espion de ses collègues. La suite démontra que les six premiers avaient été désignés pour obtenir d'eux un acquiescement qui parût exprimer, par l'organe des principaux magistrats du pays, le vœu de réunion du Valais à la France.

Derville avait dit à de Rivaz qu'il devait prendre la présidence de la députation; mais celui-ci ne voulut pas en user par respect pour de Sepibus qui avait été grand-bailli.

Le départ eut lieu le 6 août et l'arrivée à Paris le 15. Le ministre des relations extérieures, Champagny, duc de Cadore, reçut ces députés le 20. Il leur dit que l'empereur ne pouvait rester indifférent à l'administration du Valais, administration qui avait des vices intérieurs avoués par le gouvernement même dans son message à la diète de novembre 1808, et auxquels il fallait remédier. Secondement, que les routes n'étaient point entretenues selon les engagements contractés avec la France. Troisièmement, il reprochait l'asile que le canton accordait aux déserteurs et conscrits, qui n'y étaient point sérieusement recherchés. Enfin il déclara que durant la guerre d'Autriche il y avait eu des correspondances entre le Haut-Valais et les insurgés du Tyrol, que le premier aurait activement soutenus si les armes de Sa Majesté n'avaient pas été heureuses; que de telles dispositions excitaient des inquiétudes à l'empereur et éveillaient sa vigilance. Il finit l'exposé de ces griefs par l'invitation de lui proposer par écrit les moyens efficaces d'y remédier. Comme la députation émit des doutes sur la réalité de la correspondance avec les Tyroliens, le ministre répliqua : « Ce sont des faits constants dont on a la preuve. »

Fort agitée de ce qu'elle venait d'entendre, la députation se retira de l'audience et convint que de Rivaz, comme le plus habile, rédigerait un mémoire en réfutation. Ce mémoire remis au ministre trois jours après et ensuite transmis à l'empereur, réfutait aussi bien que possible les griefs et accusations contre le Valais. On y prouvait entre autres que si celui-ci

¹ Mes souvenirs de Paris.

n'avait pas arrêté tous les déserteurs et réfractaires, il avait du moins mis la main sur un assez grand nombre que la gendarmerie française n'avait pas su atteindre.

Bientôt une commission présidée par le sénateur Rœderer fut chargée de conférer avec de Rivaz et ses collègues. En quelques semaines elle tint de fréquentes séances où l'on ne faisait que revenir sur les mêmes accusations sous des formes variées. On voyait clairement que ce n'était que des prétextes pour incorporer le Valais à l'empire. Rœderer le prouva par la réponse que, le 5 septembre, il fit à de Rivaz qu'il estimait particulièrement et qui demanda à ce sénateur ce que lui et ses collègues avaient à faire vis-à-vis de lui :

Rien, dit-il, ma mission est finie jusqu'à ce que l'Empereur se prononce. Certainement Sa Majesté accordera son estime aux sentiments que vous avez professés ; mais le Vallais est un coin qui empêche le rapprochement de deux portions d'un arbre [la France et l'Italie] qui étaient faites pour être unies.

Quatre jours après il lui dit que l'indépendance du Valais pourrait être conservée à condition que l'influence du clergé sur les affaires temporelles fût diminuée, et que le Bas-Valais jouit d'une certaine prépondérance sur le Haut, contrairement à ce qui existait.

La première proposition tendait à mettre le clergé sous le régime du concordat.

A chaque nouvelle conférence les commissaires impériaux développaient des projets tendant toujours plus à l'assimilation administrative et politique des deux pays et finalement à l'annexion. Ils ne cessaient de protester qu'ils ne parlaient qu'en leur nom et qu'ils ignoraient la pensée de leur gouvernement. C'était de la pure diplomatie, car pendant qu'ils étaient censés parler en leur nom, le gouvernement se taisait parce qu'il avait conçu un nouveau projet.

Le lundi 29 septembre, de Rivaz seul est appelé à Fontainebleau par Rœderer. Celui-ci lui annonça que l'empereur, avec qui il avait conféré la veille, lui avait beaucoup parlé de réunion et qu'il songeait à donner au Valais un grand-bailli à vie choisi parmi ses propres sujets. Il l'engagea ensuite à user de son crédit pour amener ses compatriotes à se rendre au désir de son maître. Blessé dans son honneur, de Rivaz répliqua vivement qu'il ne consentirait jamais à trahir son pays. Il rentra à Paris et ne parla à ses collègues que du projet de donner un grand-bailli au canton. Cette nouvelle les atterra, mais ils gardèrent jusqu'au dénouement, en novembre, l'espoir de conserver l'indépendance. Cependant, après tout ce qui s'était insinué ou dit à demi-mot et tout ce qu'ils avaient entendu dans leurs diverses conférences, ils ne devaient plus avoir d'illusions, de Sepibus surtout, à qui de l'aveu de de Rivaz, on ne pouvait refuser de la sagacité.

Un nouveau mémoire signé par tous, sauf par Pittier, fut rédigé pour

exprimer la douleur que la députation éprouvait de l'adoption d'une mesure évidemment contraire à l'indépendance et au droit, que Sa Majesté avait daigné conserver au canton, de choisir lui-même son gouvernement. Rœderer fut prié de mettre cette pièce sous les yeux de l'empereur, mais il refusa en déclarant que cette pièce l'offenserait. Sur de nouvelles instances il promit de le faire. On ne sut jamais s'il tint parole. Quoi qu'il en fut, cette démarche n'obtint aucun succès.

La dernière conférence eut lieu le 2 octobre. Dès lors plus d'un mois s'écoula avant que la députation, désireuse de regagner ses foyers, pût savoir ce qu'elle devait faire. Voyant que son séjour à Paris était désormais inutile, elle désirait obtenir ses passeports. Interrogé déjà le 20 par de Rivaz et de Sepibus, Rœderer répondit qu'il ne savait rien sinon que l'empereur ne s'était pas occupé de leur affaire. Le ministre Champagny ne répondait à aucune lettre. La prétendue ignorance de Rœderer n'était qu'un soporatif, car, pendant cet intervalle, on s'occupait au ministère de rédiger le décret de réunion et d'envoyer au général César Berthier, alors à Savone, l'ordre de se rendre en Valais à la tête de trois mille hommes pour en prendre possession au nom de l'empereur. De Rivaz, toujours considéré par le cabinet impérial comme chef de la députation, reçut du ministre des relations extérieures cette lettre autographe :

J'ai l'honneur de vous inviter à vous rendre sur le champ à Fontainebleau [où se trouvait l'empereur] d'où vous continuerez votre route pour le Vallais, lorsque je me serai entretenu avec vous. L'intention de l'empereur est que vous y devanciez le reste de la députation qui ne tardera pas à s'y rendre. Vous serez chargé de faire connaître à vos compatriotes les vues de Sa Majesté sur le Vallais. J'écris aussi à M. de Sepibus pour que la députation vienne aussi à Fontainebleau; mais vous devez la précéder et il faut que vous partiez immédiatement après avoir reçu cette lettre...

Je me ferai un plaisir de vous donner ici les facilités et même les secours dont vous aurez besoin pour poursuivre votre voyage en Vallais que vous devez faire avec toute la *rapidité* possible..

Fontainebleau, 10 novembre 1810.

(Signé) CHAMPAGNY, duc de Cadore.

Après avoir conféré avec ses collègues, de Rivaz partit le même soir à neuf heures pour Fontainebleau. Le lendemain il ne put être reçu que le soir par le ministre, qui lui annonça la prise de possession du Valais par Berthier, et lui demanda, au nom de l'empereur, quelle serait la faveur la plus agréable à accorder à ses compatriotes. Ne s'attendant pas à pareille question, de Rivaz demanda à réfléchir jusqu'au lendemain; mais, pressé de répondre de suite, il crut devoir demander l'exemption des droits réunis, parce que le Valais avait beaucoup de vignobles, que le paysan possédait un grand nombre de propriétés de ce genre, dont il était habitué à disposer du produit en gros et en détail en toute liberté, et que la gêne qui accompagnait la perception de cet impôt sur les vins contrariait singulièrement les habitudes de ses compa-

triotés. « C'est bien », dit le ministre, en le prévenant que son départ serait retardé à cause de changements survenus. Le lendemain il fut rappelé chez le ministre qui avait reçu l'ordre de le conduire vers le souverain; mais arrivé au salon des chambellans, le duc de Cadore, en sortant du cabinet de l'empereur où il était resté sept minutes, lui apprit qu'ensuite de l'arrivée de nouveaux courriers du Valais¹, Sa Majesté avait changé de plans et qu'il le ramenait dans sa voiture pour dîner chez lui.

Au troisième jour, les membres de la députation restés à Paris arrivèrent aussi chez le ministre, qui leur apprit la réunion à la France; puis s'adressant à de Rivaz: « Voici, lui dit-il, une lettre que je vous donne pour M. Derville-Malécharde; je vous prie de vous rendre en Valais avec toute la diligence possible; vous reviendrez lorsque M. Derville vous y invitera. Dites à vos compatriotes, au nom de Sa Majesté, que l'empereur sait que vous n'êtes que résignés, mais il veut que vous finissiez par être contents. » Il lui remit ensuite un passeport pour son départ qui eut lieu le 15, après qu'il eût rédigé, d'accord avec ses collègues, une lettre pour le grand-bailli auquel la légation rendait compte de ce qui s'était passé.

Arrivé à Sion, de Rivaz eut la satisfaction de voir que le décret d'exemption des droits réunis l'avait précédé de soixante-douze heures, ce qui lui expliqua l'insistance du ministre à une réponse immédiate à sa question.

Depuis trois mois, comme on vient de le voir, la politique du Valais avait son siège à Paris. On doit nécessairement croire que, de cette capitale, de Rivaz tenait le grand-bailli au courant du résultat de chaque conférence, et que le gouvernement, en observant le plus grand secret, s'attendait à l'incorporation imminente. Déjà, le 3 novembre, le vice-président du dizain de Sion recevait et communiquait au président de la ville un ordre, par lequel le commandant des troupes franco-italiennes en Valais prescrivait dans tout le canton la consignation des marchandises anglaises et des denrées coloniales de même provenance². Le 11, le commissaire des guerres du département du Léman annonçait de Sion, où il se trouvait, au même vice-président, que des troupes françaises devant arriver dans cette ville, il était indispensable que les marchés fussent approvisionnés de grains; nécessité d'autant plus urgente que ces troupes ayant été mises en mouvement inopinément, on n'avait pu expédier des denrées de France assez à temps pour subvenir à leurs premiers besoins et que, d'ailleurs, leur marche avait été si prompte que les farines ne seraient pas arrivées en temps opportun.

Enfin, le général Berthier passait le Grand Saint-Bernard le 12 novembre, avec une partie de sa division, car une autre arrivait par le Simplon. Le 14, il arrive à Sion avec une colonne de 1200 hommes d'infanterie, deux canons

¹ Il en arrivait alors plusieurs par jour.

² Archives de l'Etat.

et quelques gendarmes français. Son Excellence le chargé d'affaires Derville-Malécharde ayant avisé le grand-bailli, que le général était porteur d'ordres de Sa Majesté l'empereur et qu'il allait se rendre à la salle des séances du Conseil d'Etat pour les lui faire connaître, le Conseil d'Etat s'y rendit pour le recevoir.

A quatre heures de l'après-midi, c'est-à-dire aussitôt après son arrivée, la troupe française se rangea en parade sur la place, en face de l'hôtel du gouvernement, avec ses deux pièces de canons. Berthier est annoncé; le Conseil d'Etat envoie son secrétaire Tousard d'Olbec avec les deux huissiers pour le recevoir au bas du perron. Le grand-bailli l'attend devant la salle du Conseil où le général entre, accompagné du chargé d'affaires, de Fiteau, général de brigade, comte d'empire, et de nombreux aides-de-camp et officiers. Des sentinelles d'honneur étaient placées aux portes de la salle.

Berthier, s'étant placé entre le grand-bailli et Derville, débuta par ces paroles :

Monsieur le Grand-bailli, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Chargé de prendre possession du Vallais au nom de Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie, je viens plein de confiance dans votre soumission et votre reconnaissance des bontés de Sa Majesté faire connaître aux représentants de la République valésienne les intentions de mon souverain qui, dès ce moment, est le vôtre et dont vous avez déjà éprouvé la bienveillance.....

Il déclare que la discipline règnera parmi la troupe, qui ne pourra faire aucune réquisition et sera cantonnée de manière à n'être à charge à personne. Toutes les fournitures seront exactement payées et les soldats ne laisseront que de l'argent au pays.

La réponse du grand-bailli Stockalper fut soumise, mais digne du chef d'un peuple auquel on ravissait si despotiquement l'indépendance qu'on lui avait jurée solennellement.

Excellence, Monsieur le Général, dit le bailli, depuis huit ans que l'indépendance lui avait été rendue par S. M. Napoléon le Grand..... le Vallais s'était flatté de pouvoir la conserver sous la protection de S. M., et il n'a rien négligé de tout ce qui était en son pouvoir pour ménager son auguste bienveillance. Il eût été bien pénible pour le Conseil d'Etat de voir que des motifs de mécontentement eussent été la cause des nouvelles déterminations de Sa Majesté.

Votre Excellence nous annonce qu'elle prend possession du Vallais au nom de S. M., et que cette indépendance qui était si chère aux Vallaisans ne peut subsister dans la position topographique et politique où se trouve leur pays. Quelque regret que cette indépendance puisse leur coûter, nous ne pouvons que vous dire qu'ils souscriront paisiblement à leur nouvelle destinée et qu'ils garderont pour S. M., comme sujets, la même fidélité et le même dévouement qu'ils lui ont toujours montrés, comme son peuple protégé.

Le bailli ajouta quelques phrases courtoises à l'adresse du général, dont les heureuses qualités étaient un présage pour ses administrés.

Pour témoigner sa satisfaction de la manière pacifiquement résignée avec

laquelle le pays acceptait la réunion, et de la sagesse de la conduite des membres du Conseil d'Etat, Berthier, au nom de l'empereur, les confirma dans leur charge en les constituant gouvernement provisoire, sous son autorité immédiate, de peur que l'administration et la marche ordinaire des affaires n'éprouvassent des retards ou des entraves. Il ordonna seulement le changement des formules exigé par le nouvel ordre de choses¹. Sa proclamation aux habitants du Valais ne fut qu'une répétition de son discours au Conseil d'Etat.

L'empereur fut convaincu que les magistrats et les notables valaisans ne cherchaient point à tromper lorsqu'ils disaient, avant l'occupation, que pour faire la conquête de leur pays, il n'avait qu'à y envoyer quatre fusiliers avec un caporal, mais qu'il ne devait pas compter qu'ils se laissassent jamais amener à lui. Berthier lui-même convint que ç'avait été une précaution inutile de son gouvernement de l'envoyer à la tête d'une demi-brigade pour occuper le canton.

A la suite de la proclamation de Berthier venait celle du Conseil d'Etat, datée du même jour, 14 novembre, adressée aux fonctionnaires civils et judiciaires et au peuple. En exposant les raisons de cette réunion à l'empire, il annonce que le général-commandant a maintenu le Conseil d'Etat en fonction et l'a autorisé à ne rien changer, jusqu'à nouvel ordre, dans l'administration du département, et que, momentanément, toutes les lois en vigueur subsisteraient avec les mêmes autorités civiles et judiciaires.

Le commissaire général, comte Berthier, voulant soulager au plus tôt le pays du poids des troupes, fit solenniser, le 26 du même mois, le serment ordinaire. Il se rendit à cet effet dans la salle des séances du ci-devant Conseil d'Etat, devenu Conseil de l'administration provisoire, et fit prêter serment, premièrement à celui-ci, puis au grand-vicaire, au chapitre, aux capucins qui bientôt devaient être supprimés, aux professeurs du collège, aux préposés des dizains, au Conseil de la ville, aux députés des dizains de Monthey et de Brigue qui s'étaient rendus à Sion pour offrir leurs hommages à Son Excellence, au grand châtelain du dizain d'Hérémence, et finalement aux employés du Conseil d'administration. Le serment était ainsi conçu :

Vous jurez obéissance et fidélité à S. M. Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, notre souverain, et une entière soumission aux lois de l'Empire. Vous jurez de ne rien entreprendre contre la sûreté de l'Etat et de n'avoir aucune relation avec ses ennemis intérieurs et extérieurs.

A cette formule, lue par le secrétaire général du Conseil d'administration, on répondait en levant deux doigts de la main droite au-dessus de la tête, les prêtres en posant la main sur la poitrine : « Je le jure². »

¹ Archives de Valère et de l'Etat.

² Archives de Valère.

Le même serment fut prêté dans les communes.

Le décret de réunion du Valais à l'empire avait été signé à Fontainebleau le 15 novembre. Napoléon y énonçait dans ses considérants des raisons qui, au fond, n'étaient que des prétextes, dont son commissaire général n'avait fait aucune mention dans son discours au Conseil d'Etat. Voici ce décret :

Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, médiateur de la Confédération suisse;

Considérant que la route du Simplon qui réunit l'empire à notre royaume d'Italie, est utile à plus de soixante millions d'hommes; qu'elle a coûté à nos trésors de France et d'Italie plus de dix-huit millions, dépense qui deviendrait inutile si le commerce n'y trouvait commodité et parfaite sûreté;

Que le Vallais n'a tenu aucun des engagements qu'il avait contractés lorsque nous avons fait commencer les travaux pour ouvrir cette grande communication¹;

Voulant, d'ailleurs, mettre un terme à l'anarchie qui afflige ce pays et couper court aux prétentions abusives de souveraineté d'une partie de la population sur l'autre,

Nous avons décrété et ordonné, décrétons et ordonnons ce qui suit :

ART. 1. Le Vallais est réuni à l'Empire.

ART. 2. Ce territoire formera un département sous le nom de département du Simplon.

ART. 3. Ce département fera partie de la VII division militaire.

ART. 4. Il en sera pris possession sans délai, en notre nom, et un commissaire général sera chargé de l'administrer pendant le reste de la présente année.

Nota. Par décret impérial du 12 nov., le général de division, César Berthier, est nommé commissaire général de S. M. I. et R., chargé de prendre possession du Vallais.

Un sénatus-consulte du 13 décembre accorda au département un député au Corps législatif. Ce député était à nommer en 1811. Il statua aussi que le Simplon relèverait de la cour impériale de Lyon.

Berthier s'empressa, après la prestation du serment, de renvoyer la plus grande partie de ses troupes, dont la présence était parfaitement inutile. Le 3 décembre, il ne restait plus que 1000 hommes dans le département.

Ce même jour, de Rivaz Charles-Emmanuel reçut du ministre des relations extérieures l'ordre de se rendre à Paris. Le Conseil d'administration provisoire, aussitôt après la réunion opérée, l'avait chargé avec ses collègues restés à Paris depuis le mois d'août et auxquels ils venaient d'adjoindre son président Stockalper, de porter au pied du trône de Sa Majesté « l'expression « du dévouement et de la reconnaissance des nouveaux sujets pour la manière « bienveillante dont elle daignait les traiter ».

Le 19 décembre, de Rivaz et Stockalper durent se présenter chez le ministre d'Etat, Regnault de St-Jean d'Angély, chargé par l'empereur de régler avec eux l'organisation de la préfecture du nouveau département.

Le décret d'organisation fut signé par l'empereur, aux Tuileries, le 26 décembre. En voici les principales dispositions :

¹ On se rappelle que par leur mémoire du 23 août précédent, la députation valaisanne à Paris avait réfuté cette accusation déjà produite par le duc de Cadore, mais on n'en avait tenu aucun compte, parce que ce que voulait Bonaparte, c'était l'annexion pure et simple du Valais, qui convenait à ses vues ambitieuses. Ce fut la fable du loup et de l'agneau.

Le département est divisé en trois arrondissements de sous-préfecture : celui de Sion qui est en même temps le chef-lieu du département; celui de Brigue et celui de Saint-Maurice.

L'arrondissement de Sion est subdivisé en quatre cantons qui sont : Sion, Loèche, Sierre et Hérémence.

Brigue compte cinq cantons : Brigue, Conches, Viège, Rarogne et Mörel; ce dernier est composé des communes de Mörel et Grengiols.

L'arrondissement de Saint-Maurice a quatre cantons : Saint-Maurice, Monthey, Martigny et Entremont.

L'administration du département est confiée à un préfet assisté de trois conseillers choisis parmi les membres du tribunal civil.

Un conseil général du département, composé de douze membres, fait la répartition des contributions entre toutes les communes du département.

Un collège électoral de soixante membres nomme les trois candidats au Corps législatif.

Les diverses branches de l'administration communale, celles des prisons, des établissements de bienfaisance et d'instruction publique sont comme en France.

Les trois collèges de Sion, Brigue et Saint-Maurice sont conservés.

Pour la justice criminelle, il y a à Sion une cour d'assises, à l'instar des autres cours de l'empire.

Un tribunal de première instance, établi à Sion, fonctionne pour tout le département avec les mêmes attributions que ceux de l'empire. Mais ce tribunal et la cour d'assises fonctionneront jusqu'au 1^{er} juillet 1811, en appliquant les lois actuelles du pays; dès cette date, ils seront régis par les codes français. Il en sera de même pour le tribunal de commerce, dont le tribunal de première instance remplira les fonctions.

La cour impériale de Lyon juge des causes en appel.

La justice de paix et les tribunaux de police sont organisés comme en France.

Tous les divers codes français entrent en vigueur dès le 1^{er} juillet 1811.

Quant aux contributions, à dater du 1^{er} avril prochain, celles qui se percevaient en Valais cesseront et seront remplacées par :

1^o L'impôt foncier dont le principal est de soixante mille francs;

2^o L'impôt personnel et mobilier, au principal de douze mille francs.

3^o Les patentes, le timbre et l'enregistrement, comme pour le reste de l'empire, sauf la réduction à moitié pour les droits de mutations diverses;

4^o Le droit de vente exclusive du sel et du tabac pour la régie impériale de Turin.

Pour l'organisation militaire, le Simplon fait partie de la septième division militaire. Pour l'artillerie et le génie, il dépend de Grenoble. Il y a un colonel

commandant le département, un commissaire des guerres et une compagnie de gendarmerie composée de six brigades à pied et de trois à cheval.

Concernant le culte, l'évêché est conservé dans sa circonscription actuelle ; rien n'est innové pour l'établissement des curés et des paroisses. L'évêque et les curés conservent leurs revenus actuels.

L'Abbaye de Saint-Maurice sera réunie aux monastères du Simplon et du Saint-Bernard.

Les maisons religieuses de femmes hospitalières et autres sont conservées et continuent à jouir de leurs revenus.

Le département fait partie de la dix-septième conservation des forêts, dont le siège est Grenoble.

Les dîmes continuent à être perçues jusqu'à leur rachat¹.

Si le décret d'organisation du département du Simplon contenait quelques dispositions moins désagréables à ses habitants et même un certain nombre d'exceptions en leur faveur, on le dut à l'ardent patriotisme de De Rivaz qui, aux pressantes sollicitations du futur préfet Derville et sur la formelle invitation du ministre qui connaissait son talent administratif, dut activement travailler durant plusieurs jours à l'élaboration du dit décret.

Malgré les regrets inhérents à la perte de leur indépendance, les Valaisans s'étaient affectionnés au commissaire général, qui se montrait paternel dans son administration autant qu'il dépendait de lui. Sa conduite irréprochable, sa conversation toujours digne et son maintien religieux aux cérémonies de l'Eglise contrastaient avec la tenue, les manières et le ton du chargé d'affaires Derville. Les Sédunois se plurent à lui donner des témoignages de leur satisfaction et de leur estime, pendant les quelques mois qu'il resta parmi eux. Lui-même, voulant alléger aux nouveaux sujets le poids des charges imposées, obtint de l'empereur l'autorisation de faire partir les troupes déjà réduites à 1000 hommes, et de ne plus conserver que le petit nombre de soldats qu'il crut absolument nécessaire pour maintenir l'ordre jusqu'à ce que l'organisation départementale fût pleinement en vigueur. Dans une courte proclamation du 10 janvier, il disait :

Aux braves habitants du Vallais :

Je vais rester, jusqu'à de nouveaux ordres, seul au milieu de vous ; je pourrai dire avec confiance à S. E. le ministre de la guerre que je répons de la tranquillité du département, qu'aucune troupe n'est nécessaire et que la compagnie de la gendarmerie, quand elle sera arrivée, suffira pour le maintien du bon ordre. Je ne garderai même personne pour ma garde...

Six jours après, le commissaire général fit connaître que, d'après les nouvelles dispositions de Sa Majesté, le recrutement du bataillon valaisan serait continué, pendant l'année 1811, de la même manière qu'avant la réunion et que les fonds ordinaires seraient délivrés à cet effet. Le bataillon restait sur le

¹ Archives de l'Etat : docum. hist.

même pied, jusqu'à nouvel ordre ; les anciens enrôlés qui avaient fini leur temps rentreraient dans leurs foyers et le corps continuerait à se compléter par des engagements volontaires¹.

La députation chargée, en novembre, par le gouvernement provisoire, de porter au pied du trône l'expression de la reconnaissance et du dévouement des Valaisans, ne put, malgré ses démarches près des grands dignitaires de la cour, être admise à l'audience que le 3 février, à midi. Sa réception eut lieu aux Tuileries. Elle fut conduite à l'audience par Son Excellence le grand-maître et présentée à Sa Majesté par Son Altesse Sérénissime Monseigneur le prince archi-chancelier de l'Empire. L'ex-grand bailli Stockalper, président de la députation, exprima au nom de ses collègues les sentiments de reconnaissance, de dévouement, et de fidélité des Valaisans et de leur clergé représenté par son évêque.

L'empereur répondit par des paroles bienveillantes et chargea les membres de la députation d'assurer leurs concitoyens, qu'ils éprouveraient en toute occasion les effets de sa protection.

En sortant de cette audience, les députés furent reçus à celle de l'impératrice qui leur tint un langage plein de bienveillance.

Le dimanche suivant, 10 février, l'évêque de Preux prêta serment à l'empereur, après l'Evangile d'une messe basse, et le lendemain, il repartit pour son diocèse dont il était absent depuis six mois. Les autres membres de la députation ne tardèrent pas à le suivre.

L'évêque, de Rivaz, de Sepibus et Stockalper reçurent la croix de la légion d'honneur. Le second fut bientôt nommé député au corps législatif ; et le dernier, juge à la cour impériale de Lyon, avec le titre de baron d'empire².

Les fonctions de Berthier, comme commissaire général en Valais allaient cesser. Par décret du 16 janvier, l'empereur nomma préfet du département du Simplon le chevalier d'empire et de la légion d'honneur Derville-Maléchar, depuis quatre ans ministre de France en Valais. L'installation du préfet se fit le 25 février par le commissaire général comte Berthier, jusqu'alors à la tête de l'administration provisoire. Il avait convoqué à l'hôtel de l'administration provisoire, l'évêque, les principaux du clergé, les diverses autorités civiles et militaires, les notables de la ville avec le maire à leur tête, et les fonctionnaires de toutes les administrations. A onze heures et demie, le général s'y rendit lui-même accompagné du préfet, du baron Stockalper, président, et des membres de l'administration provisoire et de son état-major. La garde nationale et un

¹ Archives de Valère.

² Avant de quitter Paris, de Rivaz fit visite à Derville qui y avait été appelé à l'occasion de l'organisation de la préfecture du Simplon, et qui lui dit dans la conversation : « Pittier est venu pleurer chez moi de ce qu'il n'avait pas (la croix) de la légion, se plaignant d'être bien mal récompensé de son attachement à la France ; mais il n'est pas assez bien famé pour porter des insignes d'honneur. Il lui faut quelque chose mais non des choses aussi honorables. » Ainsi était estimé de ses maîtres celui qui n'avait pas été fidèle à son pays !

détachement d'infanterie de ligne étaient sous les armes. Le général s'étant placé entre le préfet et l'évêque prononça, d'une voix émue, un discours très sympathique dont voici quelques passages :

Braves habitants du Simplon, j'ai terminé la mission que Sa Majesté l'Empereur avait daigné me confier; votre réunion au Grand Empire est opérée; Sa Majesté vous compte déjà au nombre de ses sujets les plus fidèles, et ce titre vous donne droit, dès ce moment, à toute sa munificence et sa bienveillance...

J'ai été heureux, depuis que je suis au milieu de vous, d'avoir pu vous rendre justice, et l'histoire apprendra à la postérité que les bons et braves Vallaisans ont su mériter le nom de Français et s'en rendre dignes par leurs vertus civiques...

Un préfet éclairé, ayant la confiance de Sa Majesté va vous administrer avec sagesse et sera au milieu de vous comme le chef d'une grande famille. Je lui remets, au nom de Sa Majesté, l'autorité administrative de votre département; dès ce moment, il est à votre tête; il connaît, plus que personne, vos mœurs et vos besoins. Ayez confiance en lui...

Il s'adressa ensuite à l'évêque pour lui exprimer son contentement de la conduite du clergé; au Conseil d'Etat pour le remercier de son zèle à le seconder; aux Valaisans qu'il déclare quitter avec peine et qu'il recommande au préfet d'aimer comme il les aime. Enfin, se tournant vers le maire de la ville :

Monsieur Joseph de Lavallaz, lui dit-il, vénérable patriarche, Sa Majesté a honoré vos vertus et votre modestie en vous nommant maire de la capitale de ce Département. Ce choix doit vous être d'autant plus précieux qu'il était celui de vos concitoyens et que vous le deviez à votre mérite et à leur estime. Recevez mes remerciements du zèle et du dévouement que vous avez employés dans l'exercice pénible de vos fonctions dans les premiers moments de la réunion...¹

Le lendemain, Berthier disait adieu au Valais.

Dès le mois de novembre, les douanes avaient été établies sur les frontières et aux débouchés du département. Elles le furent surtout en vue d'empêcher l'introduction des denrées coloniales et marchandises anglaises. Cette mesure ne regardait pas ce que les habitants pouvaient avoir chez eux actuellement, ni même les petits marchands au détail; elle portait particulièrement sur les dépôts et sur les fortes quantités de ces objets, sur les négociants étrangers et les commissionnaires.

Le nouveau préfet dut s'occuper promptement du mode de répartition des contributions directes dans les communes. La somme imposée au département par le décret impérial du 26 décembre était de soixante mille francs. Comme en vertu de l'article 43, les contributions qui se payaient en Valais cessaient d'être perçues dès le 1^{er} avril 1811, et étaient remplacées par les nouvelles, le préfet, à teneur d'un décret du 18 janvier, dut faire cette répartition pour les derniers mois de cette année, parce que la brièveté du temps ne per-

¹ A Sion, sous le portrait de Berthier, on avait écrit ce quatrain :

Des Vallaisans soumis aux vœux de l'empereur
Berthier seul a suffi pour conquérir les cœurs;
Sa valeur les prévint, sa bonté les désarma
Et son triomphe heureux n'a point coûté de larmes.

mettait pas de procéder aux opérations prescrites par la loi, pour parvenir à former dans chaque commune les matrices primitives des rôles d'impositions.

Quatre jours après (8 mars) parut un arrêté préfectoral énumérant les lois impériales qui entraient en vigueur, pour le département, dès le 1^{er} avril. Suivaient les dispositions particulières relatives au timbre et à l'enregistrement; puis, les obligations des notaires.

Le décret impérial sur l'organisation du Valais disait que les deux maisons religieuses de l'Abbaye de St-Maurice et du St-Bernard, suivant la même règle, seraient réunies. Ces deux maisons, l'Abbaye surtout, étaient inquiètes sur les conditions que le gouvernement impérial leur imposerait, car il ne s'était pas encore expliqué. Sollicité par l'abbé de Saint-Maurice, le comte de Rivaz Charles-Emmanuel en écrivit au ministre de l'intérieur qui le connaissait particulièrement, pour le solliciter de déterminer enfin les formes de cette réunion, ainsi que pour la conservation des trois collèges que l'on voulait réduire. Ce digne magistrat avait lui-même proposé la réunion pour sauver l'abbaye d'une suppression totale, sous un régime opposé à tout ordre monastique, et pour attendre des temps plus favorables, comme cela arriva en effet. Il proposa aussi que l'Abbaye servît de maison de retraite pour les religieux invalides des deux maisons réunies. Ensuite, s'il arrivait qu'on supprimât deux collèges, celui de l'Abbaye offrait le plus d'avantages pour avoir des professeurs gratuits, en y employant les religieux retraités presque tous aptes encore à l'enseignement. La conséquence des démarches du comte fut que le collège s'organisa de manière que l'Abbaye resta à peu près ce qu'elle était auparavant et qu'elle échappa au naufrage.

Les capucins furent moins heureux. En janvier 1812, leurs deux couvents de Sion et de Saint-Maurice furent supprimés, au grand regret des populations qui tenaient à ces bons et zélés religieux. Le clergé, auquel il rendait les meilleurs services, ne les regretta pas moins. Leur retour eut lieu en novembre 1814, à la satisfaction générale.

Le décret impérial relatif à l'organisation des chanoines hospitaliers du Saint-Bernard et de ceux réunis de l'Abbaye de Saint-Maurice parut enfin le 17 mars 1812. La congrégation devait suivre pour son organisation et sa discipline intérieure les statuts approuvés par l'empereur et annexés au décret. Le prévôt actuel était confirmé dans ses fonctions. La surveillance de l'établissement appartenait à un conseil composé du préfet, de l'évêque et du président du conseil général du département. Ce conseil détermine le nombre des sujets à admettre au noviciat, et arrête annuellement le compte des recettes et des dépenses des maisons de la congrégation et le fait soumettre à l'approbation du ministre des cultes. Chaque maison de la congrégation est soumise, quant au spirituel, à l'évêque de Sion, qui ne peut cependant exercer cette juridiction que sur les actes ecclésiastiques et non sur la discipline intérieure de la maison, à moins qu'il ne visite en personne l'établissement. Le prévôt présente à l'évê-

que les religieux capables d'être nommés aux cures vacantes relevant de la maison.

A la chute de l'empire, les deux congrégations se séparèrent d'un commun accord pour rentrer dans leur indépendance mutuelle et leur ancienne position, continuant à vivre dans les rapports les plus fraternels. Leur réunion comme leur séparation n'avaient eu lieu que du consentement de Rome.

Malgré les démonstrations officielles, les fréquentes fêtes publiques ordonnées, où des discours pompeux célébraient les gloires du grand empereur, le chant répété du *Te Deum* après chaque grande victoire remportée par ses armes, le peuple valaisan ne s'affectionna point du nouveau régime. Il vécut *résigné* seulement, selon l'expression de Bonaparte; calme dans sa soumission aux lois et respectueux envers l'autorité. Le préfet Derville, qui avait pris sa tâche à cœur et se montra constamment dévoué au bien de ses administrés, le savait bien et il témoignait son estime pour ce peuple bon et brave. Il eut bientôt l'occasion d'exprimer aussi son sentiment au sujet des fonctionnaires dans les communes de son département. Le 18 mars 1813 un décret le nommait préfet de la Sarthe. En annonçant aux sous-préfets et aux maires son déplacement, après les avoir remerciés du dévouement qu'ils lui ont montré depuis qu'il est à leur tête, il ajoute ces paroles à remarquer :

Toutes les branches qui réclament du dévouement, de la probité, le sacrifice du temps et même celui des intérêts personnels, attestent le zèle, le bon esprit des fonctionnaires et des citoyens du Simplon; mais, celles qui exigent de l'ordre, de l'exactitude, de la suite, une surveillance toujours attentive, un certain degré de connaissance dans les affaires, *des écritures enfin*, sont excessivement négligées... Je ne saurais trop le répéter, l'expédition des affaires, la correspondance avec les sous-préfectures, la surveillance des propriétés communales, la comptabilité des communes, etc., l'exécution des mesures d'administration générale souffrent prodigieusement *de cet esprit de localité et de cette puissance d'inertie* qu'il devient facile de combattre efficacement et qu'il est si nécessaire de vaincre.

Le successeur de Derville fut le comte de Rambuteau, homme aux mœurs graves et édifiantes. Ami des amis de son souverain et de son gouvernement, il était sévère pour ceux qui n'y étaient pas attachés. Il fut un magistrat digne et, quoique son administration ne dura que quelques mois, elle exigea de lui beaucoup de tact et de prudence à cause des événements politiques et militaires, qui devenaient chaque jour plus défavorables à son maître, dont les revers affaiblissaient le prestige et ravivaient les espérances des mécontents.

Enfin le temps est arrivé où, devenu despote, celui qui avait enchaîné la révolution, renversé tant de trônes et mis la main sur Pie VII qui l'a excommunié pour ses violences, tombe sous l'inévitable justice de Dieu, qui lui fait sentir les effets de l'excommunication dont il se moquait. C'est d'abord la désastreuse campagne de Russie (1812), où il voit périr par la faim et par le froid et ensevelir sous la neige les quatre cent cinquante mille hommes, c'est-à-dire la plus belle armée qu'on eût vue et qu'il commandait en personne. Puis après que son génie lui a procuré de nouvelles ressources et créé une nouvelle

armée, arrive la fatale bataille de Leipsick (18 et 19 octobre 1813), dite *bataille des nations*, qui brise son sceptre et ensuite de laquelle il est refoulé sur le territoire de la France partout envahie par les puissances coalisées.

Dans ces fâcheuses conjonctures, le préfet Rambuteau et le commandant militaire crurent devoir prendre des mesures pour la garde du passage du Simplon et la défense du département. Ils firent venir de Genève et placèrent à Valère une dizaine de canons, deux obusiers et les munitions nécessaires, en faisant réparer quelques murs tombés de vétusté. Le couvent des capucins devait être converti en caserne fortifiée. Le génie militaire fit murer toutes les portes des remparts de la ville, sauf celles dites de Loèche, Conthey et du Rhône, où il plaça des corps de garde.

A Saint-Maurice, la porte du pont sur le Rhône fut fermée, parce que le gouvernement de Vaud avait placé quelques compagnies dans le district d'Aigle pour la garde de cette frontière. Le château reçut une petite garnison pour la garde du pont.

De Sion, où ils avaient été convoqués, tous les douaniers furent disséminés sur les divers ponts existant sur le Rhône, pour empêcher que les malintentionnés ne coupassent, en les abattant, la retraite au peu de troupes stationnées à Brigue, Sion et Saint-Maurice. Le 24 décembre, le préfet, prenant congé du conseil municipal de Sion, lui dit qu'il se retirait *pour ne pas exposer la ville aux maux d'un siège et le pays aux hasards de l'anarchie*. Puis, ayant donné ses ordres à ses conseillers de préfecture, il alla coucher à Saint-Maurice. Mais la frayeur l'avait saisi; le lendemain matin, au lieu de partir directement pour Genève dont la route était libre, il revint sur ses pas jusqu'à Martigny, accompagné du personnel de ses administrations et de la petite milice française, emportant la caisse du département, mais laissant à Sion les pièces d'artillerie qu'on y avait amenées. Il continua sa route par la Forclaz, Valorine, Sallanches et Chambéry, d'où il se rendit à Genève après avoir bravé beaucoup de neige dans les montagnes du Faucigny. Le 31 décembre, il quitta Genève et prit la route de Bourg¹.

Après son départ, les conseillers de préfecture Lang, Pittier et de Rivaz Isaac, cousin de Charles-Emmanuel, siégèrent comme remplaçants de Rambuteau. Ils écrivirent des circulaires aux fonctionnaires pour qu'ils ne désertassent point leur poste; ce qui dura peu de jours. Il n'aurait tenu qu'à eux d'appeler le baron Stockalper et de se constituer en Conseil d'Etat; mais ils crurent plus prudent de maintenir le pays sous le régime français, ne pouvant pas encore prévoir quelle tournure prendraient les affaires.

¹ Quelques jours après le départ du préfet, le comte Charles-Emmanuel de Rivaz, se trouvant à Paris, fut rencontré par le comte de Montalembert qui lui dit : « Le gouvernement a reçu des nouvelles de M. de Rambuteau qui a tenu dans son département jusqu'à la dernière minute : il a mandé qu'il était sorti de Saint-Maurice par une porte tandis que les Autrichiens entraient par l'autre. On est fort content de lui (au gouvernement). » De Rivaz savait le contraire par une lettre reçue de sa famille chez laquelle le fugitif avait couché; mais, il se garda bien de démentir le rapport de celui-ci. (*Mes Souvenirs*, par de Rivaz.



CHAPITRE XXVII

DU 28 DÉCEMBRE 1813 AU 4 AOUT 1815

LE 28 décembre, le baron de Simbschen, colonel d'un régiment autrichien, arriva à Saint-Maurice par le canton de Vaud. Il venait à la tête de six cents hommes, dont une soixantaine de hussards, la plupart croates, prendre possession du pays au nom des puissances alliées. Il l'annonça par cette proclamation :

Ayant occupé le Vallais, par ordre supérieur, avec un corps de troupes de la grande armée des hauts et puissants Alliés dont le commandement m'est confié; et étant de mon devoir pour la sûreté de leurs armes de prendre de telles mesures pour que toute influence quelconque de la France sur ce pays cesse entièrement; considérant d'ailleurs que la plupart des autorités françaises ayant abandonné le pays même avant notre arrivée, il est nécessaire, pour ne pas compromettre la responsabilité de celles qui y sont demeurées, de faire cesser dès ce moment leurs fonctions et de faire remettre leurs pouvoirs à celles qui vont être constituées; pour ces motifs le pays délèguera, pour la marche des affaires, douze députés investis de la confiance du loyal peuple vallaisan, qui devront se trouver à Sion le 4 janvier.

Dans chaque chef-lieu il y aura un bourgmestre, et dans les autres un syndic, lesquels devront être proposés à la Direction centrale pour en être agréés ou rejetés. Cette Direction est composée de sept membres du Haut et de cinq du Bas-Vallais. La présidence en est conférée jusqu'à nouvel ordre à M. le baron Stockalper, avec le soin de l'organisation de tout ce qui est nécessaire pour la prompte et ponctuelle exécution des présentes dispositions, afin que le bien-être du peuple vallaisan soit opéré et que la direction centrale puisse agir.

Sion, 31 décembre 1813.

Baron de SIMBSCHEN.

Les douze membres de cette Direction centrale, dont les trois susdits conseillers de préfecture firent partie, se trouva réunie à Sion le soir du 4 janvier. Simbschen leur demanda une levée immédiate de quatre cents hommes pour accéder à la coalition des hautes puissances, à l'exemple des

Suisses qui avaient mis à leur disposition dix-huit mille hommes de troupes actives, avec une réserve de douze mille. Un membre de la Direction s'y opposa en faisant observer que le pays ne pouvait prudemment prendre part à la lutte des puissances contre la France; mais Simbschen déclara qu'il s'agissait uniquement de la défense de l'indépendance, que les autorités et les troupes françaises avaient rendue au Valais en évacuant son territoire et en l'abandonnant à son propre sort. Il ajouta que si l'on ne voulait pas fournir un contingent, le pays serait considéré comme conquis et les alliés décideraient de sa destinée. A ces mots toute opposition cessa. Il conseilla, en outre, d'envoyer au quartier-général une députation composée de l'ex-grand-bailli Stockalper, du comte Eugène de Courten, du baron de Werra, du chevalier Jacques de Quartéry et du magistrat Delasoie.

Quelques jours après, le colonel Simbschen désira une seconde levée du même effectif. Cette fois, l'opposition de la Direction centrale fut plus forte. Cette autorité chargea de Rivaz Isaac, l'un de ses membres, de se rendre vers le colonel, que le délégué réussit à faire désister de son projet, sans pouvoir cependant le détourner de sa résolution de faire participer la landwehr et le landsturm à la défense du territoire. On aurait préféré laisser agir les alliés sans avoir à participer à leur lutte contre la France; l'état passif convenait mieux à un petit peuple déjà si longuement éprouvé.

On s'aperçut vite que le Conseil des douze était trop coûteux et ce nombre superflu pour l'expédition des affaires. Le 28 janvier, il fut remplacé par un Conseil provisoire de cinq membres, dont trois pour le Haut-Valais et deux pour le Bas, proportionnellement à la population. Tous les domaines de l'Etat et autres, administrés par le régime qui venait de cesser, lui furent remis comme appartenant au pays. Cette circonstance est d'autant plus à noter que, vers la fin de la même année, le Haut-Valais, par l'organe du président de la diète, émit l'étrange prétention de faire payer aux Bas-Valaisans de fortes indemnités pour qu'il pût jouir pleinement de son indépendance, octroyée en 1798, des droits de souveraineté et de la participation aux biens nationaux, qui n'avaient pas été aliénés par le gouvernement helvétique à l'époque où le Valais en faisait partie. Cependant, en janvier 1814, et dans les premiers mois qui suivirent, l'occasion était des plus favorables pour une telle revendication des anciens dizains, puisque le Valais venait de recouvrer son autonomie par la faveur des hautes puissances alliées, sous la direction desquelles il se trouvait pour le protéger contre la France. Mais, alors, les sept dizains se turent, comme ils l'avaient constamment fait depuis 1798, jouissant pacifiquement en commun avec les cinq nouveaux des mêmes prérogatives et participant aux mêmes dépenses. Cette prétention d'indemnités germait cependant depuis plusieurs années; elle était caressée et lentement insinuée par une certaine classe

¹ Archives de l'Etat.

des cinq dizains orientaux où elle faisait son chemin, mais jamais il n'en avait été question dans les relations officielles, moins encore dans les diètes. Ce qui lui donna un corps en 1814, fut un passage mal interprété de la lettre que le prince de Metternich adressa de Bâle aux cinq députés que le Valais avait envoyés, comme il a été dit, au quartier général. Elle trouve ici sa place, pour la suite des événements :

Messieurs, l'Empereur, mon auguste maître, m'ordonne de vous témoigner au moment de votre départ la satisfaction que lui ont causée les preuves d'attachement que vos compatriotes lui ont données par votre organe.

Les vœux que forment Sa Majesté Impériale et ses augustes alliés sont entièrement conformes au véritable bien-être de votre patrie. Elle sera séparée de la France et *jouira de nouveau des avantages qui pendant des siècles ont fait son bonheur.*

Sa Majesté Impériale s'attend d'un autre côté que rien de ce qui peut contribuer au soutien de la cause commune ne sera négligé dans le Vallais et que de cette manière son peuple continuera de se rendre digne de la protection bienveillante que Sa Majesté Impériale ne cessera de lui accorder.

Recevez, etc.

Bâle, 14 janvier 1814.

(Signé) Le Prince DE METTERNICH.

C'est le passage que nous avons souligné à dessein, que les partisans de l'indemnité interprétèrent contrairement à la pensée du prince, ministre de l'empereur d'Autriche, qui n'avait en vue que l'indépendance et l'égalité de tous les Valaisans, comme ses lettres postérieures et celles des représentants des puissances coalisées le prouvèrent surabondamment.

La prétention des anciens dizains était si peu un mystère que déjà, dans son décret de réunion du 15 novembre 1810, Napoléon alléguait pour troisième motif « qu'il voulait couper court aux prétentions abusives de souveraineté d'une partie de la population sur l'autre. »

L'envoi de la députation au quartier général à Bâle avait procuré un avantage matériel bien précieux dans l'état de pénurie des finances du canton, dont les Français avaient emporté la caisse à leur départ. L'empereur d'Autriche voulant témoigner aux Valaisans sa satisfaction de leur conduite, leur fit don de tous les tabacs et sels que les Français avaient laissés dans les bureaux et les dépôts. Cette libéralité valait plus de quatre cents louis; cependant, vu la modicité des revenus publics, l'Etat ne pouvait avec cela que satisfaire aux besoins les plus urgents. Il lui était impossible de subvenir à l'habillement, à la paie et à l'entretien du bataillon de 400 hommes et des autres corps de réserve; il les mit à la charge des communes, à moins que celles-ci ne l'autorisassent à établir un impôt militaire.

Les événements justifiaient bientôt cette mesure. Simbschen, voyant que Milan tardait à se rendre, et craignant que le vice-roi ne tentât de faire passer une colonne par le Simplon et la vallée du Rhône, pour aller dégager Genève déjà au pouvoir des Autrichiens qui menaçaient Lyon, requiert l'organisation de la landwehr et du landsturm. Le Conseil d'Etat ordonne la levée de l'élite.

De février en mars, ce fut un mouvement d'aller et venir des troupes autrichiennes de Genève au Simplon; elles étaient nourries par le pays et le peu de solde qu'on leur paya provint de la vente du sel et d'une somme de 14.000 francs, que le gouvernement emprunta du baron de Werra pour la prêter à Simbschen. Ce colonel, assez mal vu à Sion, fixa son domicile à Saint-Maurice, où il fit continuer les travaux de fortification commencés par les Français. Là, comme à Sion et à Brigue, il laissa ses frais d'hôtel à la charge de l'Etat.

Selon les prévisions du colonel, les troupes franco-italiennes tentèrent de forcer le passage du Simplon pour aller renforcer les généraux français Marchand et Dessaix, qui bloquaient Genève. Il y eut sur le Simplon, les journées du 28 février, des 2 et 3 mars, où la Landwehr du Haut-Valais et un corps d'Autrichiens refoulèrent les Français et dégagèrent tous les passages conduisant à la vallée de l'Ossola. Le 9 mars, un détachement du 6^{me} régiment de chasseurs autrichiens et quatre compagnies de chasseurs valaisans occupèrent Domodossola, après un léger combat, où un lieutenant-colonel, quelques officiers, une quarantaine d'hommes, de nombreuses provisions et des vivres tombèrent en leur pouvoir.

Les premiers qui eurent à faire le coup de feu contre les Français, pour la garde des frontières contre l'Italie, furent les hommes de l'Entremont. Ils repoussèrent la gendarmerie française qui tentait d'entrer par le Grand Saint-Bernard, et ils gardèrent soigneusement toutes leurs frontières¹.

Le fléau de la guerre allait prendre fin. Le 2 avril, Napoléon était déclaré déchu par le sénat français qui, le 4, lui signifia cette déchéance à Fontainebleau, où il avait fait subir au pape une dure captivité. Quelques jours après, il partait pour l'île d'Elbe, assignée pour sa résidence.

Le Valais aurait pu désormais jouir en paix du bienfait de son indépendance retrouvée; mais de graves luttes intestines devaient troubler encore pour quelque temps ses populations. Ces divisions furent de plus d'un genre.

Les cinq dizains orientaux ou allemands voyaient de mauvais œil le gouvernement provisoire qui, pour se procurer des ressources, avait dû remettre en vigueur les impôts d'avant 1810, et, par surcroît, celui du papier timbré. Ce dernier, surtout, avait occasionné des plaintes dans les communes au-dessus de la Raspille, c'est-à-dire des cinq dizains orientaux. Des réunions y eurent lieu; on s'exagéra l'état des choses en ne manquant pas d'accuser vivement et injustement l'administration. Le gouvernement jugea opportun de s'expliquer. Il le fit par une circulaire adressée à tous les grands châtelains², par laquelle il exposa clairement les raisons qui l'avaient obligé à recourir à ce dernier impôt si odieux à ces cinq dizains. Il exprime son extrême étonnement de voir que les plaintes lui arrivent des communes qu'il avait voulu ménager. « Il nous était bien connu, dit-il, que sur 4000 francs que pourrait produire le papier

¹ Archives de l'Etat.

² Les grands châtelains étaient les présidents des dizains, soit les préfets actuels.

timbré, les communes au-dessus de la Raspille n'en paieraient pas 800; et c'est de cette partie que nous viennent les plaintes, à son propre préjudice, puisque toute autre répartition les frapperait bien plus fort que le papier timbré. » Cette circulaire annonçait que, vu les nombreux passages de troupes autrichiennes allant en Italie ou en revenant, le colonel de Simbschen avait demandé que cinq à six cents ouvriers fussent recrutés pour mettre en bon état la route du Simplon; ce qui avait été exécuté¹. C'était autant de frais à la charge du pays.

De détestables brouillons avaient contribué plus fortement encore à ce mouvement des esprits. Ils répandirent dans le public une circulaire visant à faire rétablir le régime politique et la constitution en vigueur avant l'année 1798. On y leurrait l'évêque de l'espoir de recouvrer son ancienne préfecture avec toute sa juridiction temporelle. On insinuait au Haut-Valais de régner de nouveau sur le Bas, sinon de faire acheter à celui-ci son indépendance au prix d'une forte indemnité pécuniaire qu'on lui réclamerait. Ce plan fallacieux sourit généralement, et l'on était d'autant plus disposé à l'adopter que l'on répandit le bruit que Berne, assurée de la protection de l'empereur d'Autriche, allait recouvrer ses anciens droits sur Vaud et l'Argovie, à moins que ces deux cantons ne lui payassent quatorze millions pour la conservation de leur indépendance.

A l'instigation de quelques meneurs avides et ambitieux, il se tint une assemblée illégale à Sierre, puis une autre à Viège, où l'on s'occupa vivement de ce projet. Cependant le dizain de Conches et celui de Loèche ne participèrent guère à ces réunions.

On comprend l'effet funeste que ces projets surprenants produisirent sur l'esprit des populations bas-valaisannes et combien il était à craindre que le Valais, délivré du joug de la France, ne tombât dans l'anarchie et ne vît s'allumer la guerre civile.

Simbschen qui, au nom des puissances protectrices, avait la haute main sur le Conseil provisoire et la direction générale des affaires, crut devoir prendre un ton sévère dans une proclamation, datée de Saint-Maurice, 27 mars 1814.

Depuis longtemps, dit-il, on s'est aperçu que diverses personnes, sous des formes et des prétextes différents, s'efforcent d'égarer le peuple vallaisan par des menées sourdes et des faux bruits répandus à dessein. Ces malveillants ne cherchent par là qu'à établir l'esprit de parti, à déchirer la patrie par des dissensions intestines, surtout à discréditer les autorités légitimes constituées par sanction suprême et à renverser le gouvernement établi provisoirement.

Nous sommes de même informé que l'on colporte dans plusieurs parties du Haut et du Bas-Vallais des projets arbitraires de constitution et autres libelles diffamatoires qu'on distribue secrètement. Le dessein de ces hommes dangereux n'est autre que d'exposer la patrie au danger terrible de l'anarchie, d'attirer sur elle un abîme de malheurs et la disgrâce des hautes

¹ Archives de Rivaz : gouvern. de 1814. Copie d'actes officiels.

Puissances alliées; d'autant plus qu'en ce moment, le peuple vallaisan n'a point le pouvoir de changer arbitrairement sa constitution, de la renverser et de mettre ainsi des entraves au but général.

La députation du peuple vallaisan a obtenu du ministre de Sa Majesté impériale l'assurance que, à la paix générale, il recouvrera le bonheur, la tranquillité et l'indépendance dont il a joui pendant des siècles, si toutefois cette nation s'en rend digne en y coopérant selon ses forces.

De cette assurance bienveillante, tout Vallaisan sensé peut conclure que la cour d'Autriche se réserve, de concert avec ses hauts alliés, la faculté exclusive de donner à ce pays son ancienne constitution, adaptée toutefois à la tranquillité et à la satisfaction de toutes ses parties.

Personne n'a donc la faculté d'anticiper sur ces dispositions en rapport avec le plan général, ni d'induire le peuple à prendre des mesures qui seraient contraires à la tranquillité publique, à l'esprit et aux principes des hauts et puissants alliés.

...Dans cette considération, nous avertissons chacun de ne point se laisser induire à des entreprises aussi dangereuses. Dans le cas contraire, on sera obligé de traiter les coupables comme des rebelles, de les traduire devant un tribunal militaire qui les punira comme coupables du crime de lèse-majesté, cherchant à compromettre le bonheur du peuple vallaisan et à lui attirer la disgrâce des souverains alliés. En un mot, ils seront punis de mort, comme perturbateurs du repos public.

...Je me vois forcé d'inviter le gouvernement central à prendre les mesures les plus sévères pour la répression des entreprises tendant à compromettre la tranquillité publique, d'arrêter les coupables et de me les dénoncer, si le gouvernement ne veut pas s'exposer lui-même à une répréhensibilité qui pourrait le faire soupçonner de vouloir protéger ou receler ces personnes dangereuses, ce que je serais obligé de déclarer à mes augustes commettants.

...La prospérité de chaque Vallaisan est aussi étroitement liée au succès des hautes Puissances alliées qu'au bonheur de sa patrie entière¹.

Peu après que Milan eut ouvert ses portes, Simbschen et sa troupe quittèrent le Valais où leur présence devenait inutile, et ils passèrent en Italie. Délivré de la tutelle militaire du colonel, le gouvernement provisoire ne l'était point de celle des puissances représentées à Zurich par Schraut, ministre plénipotentiaire d'Autriche près la Confédération suisse. Toujours faible et hésitant, précisément parce qu'il n'était pas libre de ses mouvements, il eût peut-être mieux valu pour lui se sentir directement appuyé de la présence de Simbschen, qui eût empêché l'inutile et peu loyale démarche suivante, dont le but indirect était de ramener le Bas-Valais sous la domination du Haut.

Le 2 mai, Schraut écrivait au colonel de Simbschen, qu'il croyait probablement encore en Valais, la lettre suivante qui révèle les intentions bien arrêtées des hautes puissances au sujet du Valais et de deux autres cantons :

Vous n'ignorez point que l'Empereur notre maître et ses augustes alliés, rendant et garantissant au peuple vallaisan sa liberté et son indépendance, désirent, pour son plus grand bonheur et sa sûreté future, le faire entrer dans la Confédération suisse. Déjà Genève, se trouvant dans une situation très analogue à celle du Valais et instruite des intentions bienveillantes des Puissances alliées tendant au même but, a fait des démarches en envoyant ici des députés pour solliciter et obtenir son admission comme canton de la ligue suisse. Il n'y a nul doute que son vœu ne soit agréé par la diète générale assemblée extraordinairement ici à Zurich.

¹ Archives de Valère.

La principauté de Neuchâtel renouvelle également et fortifie dans ce moment des liaisons fédérales avec ce pays-ci. Le Vallais doit donc ne plus tarder à répondre à l'intérêt que mettent les monarques alliés à l'accomplissement de cette partie de leurs vues.

A cet effet, je vous prie, autorisé comme je suis à cette démarche par mes collègues, messieurs les ministres plénipotentiaires de Russie et de Prusse, de faire part de tout ceci au gouvernement de la république du Vallais et de lui intimer d'envoyer ici, le plus tôt possible, des députés munis de pouvoirs suffisants pour traiter et terminer cet objet¹.

Comme Simbschen était parti pour Milan, d'où il était revenu à Arona, il reçut tardivement cette lettre qu'il communiqua au gouvernement du Valais, à qui elle ne parvint que le 24 mai. Le gouvernement prescrivit aussitôt aux dizains de lui envoyer chacun trois représentants pour une conférence à tenir le 30, dans laquelle il s'agirait de nommer la députation désirée par Schraut. Le 25, il avisa celui-ci des causes du retard de la nomination de cette députation, qui ne pourrait arriver à Zurich que vers le 8 juin². Il ajouta qu'empressé d'en finir avec le provisoire de son existence politique, et ignorant entièrement jusqu'alors l'espoir de l'agrégation du Valais à la Suisse, il avait envoyé une députation à Paris pour y postuler la fin de ce provisoire continué depuis cinq mois. « Nous aimons à penser, dit-il, que cette démarche ne fera que concourir au même but avec celle de la députation actuelle à Zurich, en exécution des intentions de Votre Excellence. »

Le 26, une lettre dans le même sens était envoyée à Rheinhart, bourgmestre à Zurich et président de la diète.

Ces deux lettres annonçaient l'envoi à Paris d'une députation près des monarques alliés, mais biaisaient sur son but vrai. Le gouvernement avait envoyé à Zurich cinq délégués pour demander au Corps helvétique le renouvellement des anciennes alliances avec les Suisses. Mais les barons Stockalper et de Verra, deux des membres de cette légation, se firent députer près des empereurs alliés, alors à Paris, pour obtenir que le Valais fût déclaré république libre et indépendante, seulement alliée des Suisses, comme il l'avait été autrefois. Ils s'adjoignirent Delasoie, de Sembrancher, qui ne soupçonnait point que le vrai but de cette démarche était, sous prétexte de l'indépendance, de faciliter aux sept anciens dizains la possibilité de rétablir leur domination sur le Bas-Valais.

Dès que les Bas-Valaisans eurent connaissance de cette démarche, ils se consultèrent à Martigny et envoyèrent à leur tour à Zurich Jacques de Quartéry, de Saint-Maurice, et Dufour Michel, de Monthey, pour manifester le vœu des populations de devenir canton suisse. Dans le même but, ils firent partir pour Paris le grand châtelain Louis de Preux, de Saint-Maurice, sous prétexte d'aller faire visite à sa belle-mère, veuve de l'ancien résident Paul Hefflinger,

¹ Archives de Valère.

² Elle ne put y arriver que le soir du 12.

³ Archives de Valère.

mais en réalité pour déjouer les démarches de la députation du Haut. Cette mission s'accomplit sans difficulté, car la députation haut-valaisanne ne put avoir accès près de l'empereur d'Autriche, en qui elle mettait tout son espoir. Ce monarque quittait Paris le 2 juin, lendemain de leur arrivée. Son ministre Metternich ne put la recevoir et la renvoya au comte de Stadion qui, ne connaissant pas les affaires du Valais, conseilla à Stockalper et à ses collègues de demander l'incorporation à la Suisse. Après un séjour de six jours à Paris, ces trois délégués revinrent un peu honteux de leur infructueuse démarche et courroucés contre ceux qu'ils soupçonnaient avoir fait avorter leur dessein. Il est à croire que le comte Charles-Emmanuel de Rivaz, qui resta à Paris, comme député au corps législatif, jusqu'à la séance royale du 6 juin, ne fut pas étranger à ce résultat. Il était très avantageusement connu de César de la Harpe, ancien précepteur de l'empereur Alexandre de Russie, dont il possédait la faveur; il aura donc éloquemment recommandé à celui-là près de son auguste élève la cause du Bas-Valais¹.

Frustré dans son espoir de redevenir simplement allié des Suisses, le gouvernement, dominé par la faction qui ne voulait pas de l'incorporation, mais qui voyait l'inutilité de ses efforts, prit enfin le seul parti qui lui restait : celui de charger de Sepibus et Dufour d'aller déclarer à la diète fédérale le désir prononcé du peuple valaisan de devenir membre de la Confédération². La diète en reçut la nouvelle avec plaisir et Schraut assura les deux délégués, que les hautes puissances tenaient à cette incorporation pour l'unique motif de la liberté et de l'indépendance qui, par là, seraient assurées pour toujours. Il les engagea à presser l'élaboration de la constitution qui devait avoir l'agrément *au moins* de la partie la plus raisonnable du peuple. Il leur promit de s'employer à faire indemniser leurs concitoyens des dépenses occasionnées par les troupes autrichiennes, ce qui eut lieu effectivement plus tard.

Dufour et de Sepibus se présentèrent le 16 juin devant la commission helvétique chargée de s'occuper de leur demande. Le président les invita à préciser s'ils étaient chargés de la demande d'entrer seulement en alliance avec la Suisse ou d'en faire partie intégrante. Il leur déclara que, dans le premier cas, la demande pourrait souffrir des difficultés, tandis que dans le second, ils avaient tout espoir d'être exaucés. On leur fit ensuite plusieurs questions, entre autres sur la nature de leur constitution actuelle ou future, sur les relations avec le Bas-Valais qui avait été sujet du Haut, sur la population, les droits de souveraineté de l'évêque de Sion, etc. Sur l'article de la constitution, ils ne purent répondre qu'en manifestant l'espoir qu'elle serait à la satisfaction de tous.

La diète fédérale qui avait posé les conditions à remplir par le Valais

¹ Mémoires historiques du chan. de Rivaz et archiv. de Valère.

² Ibidem.

pour son admission, avait spécialement exigé l'existence et la connaissance de la nouvelle constitution. Elle devait de nouveau se réunir le 11 juillet, après que les députés des cantons auraient reçu les instructions de leurs commettants au sujet de l'incorporation.

En conséquence, un projet de constitution fut élaboré, puis discuté par une constituante dès le 11 juillet. Le 2 août, il était prêt à être présenté aux dizains pour être ensuite soumis aux débats de leurs députés. Mais on s'aperçut qu'il offrait des lacunes; il fallut le remanier. Le 12 septembre, il n'y avait encore rien d'achevé. Les ministres plénipotentiaires réclamaient la présentation de la constitution; et le gouvernement provisoire, pris au dépourvu, leur avait répondu maladroitement, déjà le 14 août, que le manque d'une constitution provenait de l'incertitude dans laquelle la diète fédérale avait laissé le Valais sur son incorporation; ce qui était inexact, car la réponse que la diète avait faite à ce sujet, le 18 juin, était précise.

Quoi qu'il en fût, le 13 septembre, le président de la Confédération avertissait officiellement le Valais que, dans sa séance de la veille, la diète avait résolu à une grande majorité que « l'Etat du Valais ainsi que ceux de Neuchâtel et de la république de Genève *seraient reçus au nombre des cantons de la Confédération Suisse.* » Il prévenait que les déterminations ultérieures touchant la forme et les conditions de cette réunion, ainsi que le moment où elle pourrait s'effectuer par l'appel de ses députés au sein de la diète, ne tarderaient pas à être fixés et qu'on l'en instruirait.

On le voit, le Valais n'était pas encore incorporé à la Suisse, comme l'ont dit quelques historiens; il n'avait que la promesse certaine de son admission effective, qui n'eut lieu que le 4 août 1815.

La plus grande difficulté à l'établissement de la constitution, que les Plénipotentiaires et les Confédérés réclamaient pour prononcer l'incorporation définitive, était celle de la division territoriale du canton combinée avec le principe de la représentation proportionnelle. Les ministres n'hésitèrent pas à déclarer (23 octobre) que « la prétention du Haut-Valais de conserver les sept anciens dizains et de n'en accorder que trois au Bas-Valais était *absolument inadmissible.* » Ils crurent concilier les égards dus à la partie du pays qui dominait autrefois, avec la justice que réclamait la partie devenue libre, en proposant les dispositions suivantes:

1° Les cinq dizains de Conches, Brigüe, Viège, Rarogne et Loèche, qui comptaient 18,850 âmes, resteraient dans leurs limites actuelles.

2° Des anciens dizains du centre Sierre et Sion, peuplés de 15,163 habitants, il en serait formé trois dont la population respective se trouverait mieux en rapport avec celle des dizains orientaux.

3° Enfin, le Bas-Valais, avec 29,514 âmes, serait divisé en cinq dizains.

De cette manière, les cinq dizains orientaux auraient dans la répartition

nationale le même poids que les cinq occidentaux, quoiqu'ils comptassent 11,000 âmes de moins. Les trois dizains centraux auraient tenu la balance¹.

Une autre difficulté se présentait. La ville de Sion s'était adressée (16 septembre 1814) aux ministres pour leur représenter les privilèges suivants dont elle désirait conserver la jouissance :

1° Les communes circonvoisines qui composaient avec elle le dizain de Sion étaient autrefois fiefs de l'évêque ou de la bourgeoisie de Sion. Il en résultait que la ville seule avait part à la souveraineté, que le dizain de Sion exerçait avec les six autres du Haut-Valais; par là même, elle avait seule voix active pour le dizain dans les diètes et les décisions souveraines.

2° Dans les assemblées du dizain, que le grand châtelain de la ville présidait, elle était représentée par les 24 membres de son conseil, dont chacun avait son vote individuel.

3° Elle avait droit de présentation aux premières charges du dizain, et celui-ci ne pouvait nommer que ceux compris dans la liste.

4° La grande châteltenie avait été octroyée à la bourgeoisie de Sion par le Saint-Empire romain déjà avant l'an 1400. La bourgeoisie nommait donc à cet emploi.

La ville-bourgeoisie crut, en conséquence, se montrer conciliante et modérée en demandant aux ministres :

1° Que le bourgmestre en charge de la ville fut reconnu de droit, en vertu de sa fonction, député à la diète.

2° Que le grand châtelain du dizain fut nommé en séance du conseil dézénal sur une triple présentation faite par la ville-bourgeoisie qui, en outre, aurait la faculté de présenter au conseil du dizain quatre candidats pour chacune des deux autres places dézénales auxquelles ce conseil nommerait.

3° Que la ville eût droit, dans les assemblées dézénales, à autant de suffrages que les autres communes ensemble, nonobstant l'infériorité de population.

4° Qu'elle pût envoyer à la diète au moins les deux tiers de la députation dézénale².

Voici comment les ministres tranchèrent la difficulté provenant de la ville. Ils proposèrent d'ériger cette ville, concurremment avec les communes de Saint-Léonard, Bramois, Salins et Veysonnaz, en un dizain particulier dont la population pourrait être de 3500 à 3800 âmes, et que le reste de l'ancien district ou dizain de ce nom en formerait un autre sous le nom de district d'Hérens³.

Après avoir proposé la division territoriale des dizains pour tout le pays,

¹ Archives de Valère : Lettres des Ministres.

² Archives de l'Etat.

³ Note additionnelle des ministres plénipotentiaires du 29 octobre 1814. Le reste de l'ancien district de Sion comprenait Savièse, Ayent et Arbaz.

et le mode d'arrangement pour la ville de Sion, les ministres, fatigués des prétentions surannées de cette cité et des vieilles idées de domination des anciens dizains sur les nouveaux, ajoutent dans une note annexe adressée au grand châtelain de Sion :

En addition à la note du 23 de ce mois, vous en recevez une autre de ce jour (29 octobre) expliquant d'une manière plus positive les justes avantages à assurer à la ville de Sion dans la nouvelle organisation du Vallais. L'on se trompe, si l'on croit que les plénipotentiaires ne suivront que faiblement les bases indiquées dans ces deux offices et qu'ils céderont à des résistances motivées par la volonté qui s'obstine, plutôt que par la raison qui examine. Non, ils n'accorderont rien à une telle manière d'agir ; et ceux qui, ayant de l'influence sur l'opinion du peuple, le dirigeront dans ce sens, au lieu de l'éclairer sur les véritables intérêts du pays, tout en échouant dans leurs funestes projets, se prépareront à eux-mêmes de longs regrets ¹.

Ces sages avis furent écoutés de la ville. Il en fut autrement des six dizains orientaux dont l'esprit était bon, mais qui, trompés par des meneurs intéressés, ne voulurent point s'y soumettre.

Le 10 novembre, ils tinrent une réunion à Tourtemagne. Leurs délégués y résolurent de *convoquer une diète générale de toute la République, afin de fraterniser ensemble et de travailler de concert à effectuer la nouvelle constitution*. Ce n'était cependant qu'un leurre, car les députés du Haut-Valais s'étaient permis de déclarer qu'ils ne déféreraient point à l'avis des ministres des hautes puissances sur les questions qui divisaient le canton. Cette assemblée était illégale ainsi que l'invitation qui avait été faite au Bas-Valais de s'y rendre. Déjà le 5 du même mois, celui-ci avait sollicité du gouvernement provisoire la convocation d'une diète. Par déférence à la note des ministres et dans l'espérance qu'elle pourrait produire quelque impression sur les dizains, les députés bas-valaisans crurent devoir oublier ce qui manquait à une convocation régulière. Ils se rendirent à l'invitation du Haut après en avoir conféré avec le gouvernement, et ils se réunirent aux députés de la partie orientale. Quelque motivées que fussent leurs craintes, à la vue d'une assemblée de plus de deux cents personnes, tandis que leur représentation s'élevait à peine au quart de ce nombre, les bas-valaisans, animés d'un sincère désir de rapprochement, coopérèrent avec les autres à l'élaboration d'une constitution ; mais les sentiments des députés du Haut ne tardèrent pas à se manifester. Fidèles au plan qu'ils avaient concerté avant l'ouverture de l'assemblée constituante du 11 juillet précédent, les députés allemands proposèrent d'abord la division du canton en dix dizains, dont trois pour le Bas-Valais ; ils vinrent ensuite à en accorder douze, n'en donnant que quatre à celui-ci, avec le vote collectif par dizain. Par cette division, les dizains occidentaux, sur une population de 29,514 âmes, étaient réduits à trois suffrages ; tandis que les orientaux, avec 18,850 âmes, en obtenaient cinq. Si, ensuite, la députation du Bas-Valais parvint à faire accep-

¹ Archiv. de l'Etat. Lettre.

ter la division territoriale en treize dizains, ce ne fut qu'en luttant cinq à six jours et en s'étayant sans cesse de la note du 23 octobre des plénipotentiaires. Et encore, en l'adoptant, les dizains supérieurs la firent-ils précéder de cette protestation insérée au protocole: « que ne leur étant plus libre de délibérer sur la division territoriale du Valais, ils étaient forcés de s'y soumettre¹. »

La séance scandaleuse et tumultueuse du 27 novembre, vint convertir l'asile de la liberté, le siège de l'assemblée législative, en un théâtre de fureur, de désordre, et mit en danger la sûreté des députés du Bas-Valais, de Sion, d'Hérens et de la majeure partie du dizain de Sierre, qui voulaient l'établissement d'un gouvernement central chargé de l'administration et de l'exécution des lois, c'est-à-dire d'un Conseil d'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, en conformité de la note des plénipotentiaires; tandis que les dizains orientaux, redoutant cette autorité régulière, avaient résolu d'investir le grand bailli seul de tous les pouvoirs. Cette création d'un Conseil d'Etat déplaisait tellement aux députés haut-valaisans qu'ils menacèrent de prendre les armes pour reconquérir le Bas-Valais. C'est à l'occasion de cette honteuse scène que le ministre autrichien, Schraut, adressa à la députation du Haut-Valais les lignes suivantes:

J'ai appris à quel excès un parti nombreux s'est livré, dans la séance du 27 novembre courant, osant convertir le lieu sacré des délibérations en une scène retentissante de cris sauvages et des plus violentes menaces qui mirent en fuite tous ceux qui n'étaient pas du nombre de ces furibonds, et en question la vie des citoyens, l'existence même de la ville de Sion.

Si telles sont les dispositions avec lesquelles les délégués campagnards du Haut-Vallais paraissent au centre de la législation du pays; si ce chef magistrat qui les préside et toute son autorité disparaissent devant eux comme une ombre impuissante, dites, messieurs, à quoi doivent s'attendre d'un tel peuple, au moins d'une telle assemblée qui le représente si indignement, les Suisses ou Confédérés futurs et les souverains alliés, vos amis, vos bienfaiteurs? C'est à vous à y répondre sans délai.

Si les magistrats ne se sentent pas assez forts pour ramener l'ordre et la décence au sein des délibérations et pour les maintenir invariablement, il faut qu'ils en fassent l'aveu sincère; une autre autorité ne pourra se dispenser de venir à leur appui. De cette réponse, même de votre silence, si vous tardez de répondre, dépendent les mesures qui pourront être jugées nécessaires dans la crise où vous vous trouvez.

En présence de l'émeute du 27 novembre, où le premier rang des députés paysans du Haut avait été poussé sur la députation bas-valaisanne, celle-ci s'était retirée. Le lendemain, elle écrivit au gouvernement provisoire pour se plaindre des violences auxquelles elle avait été en butte et du manque de sécurité dans cette assemblée. Elle reçut du pusillanime gouvernement l'invitation de revenir aux séances, avec l'assurance, au nom des dizains perturbateurs, du regret que ceux-ci éprouvaient des excès auxquels ils s'étaient livrés et la promesse que de pareilles choses ne se renouvelleraient plus. Sur cette assurance, elle reprit sa place aux séances, qui durèrent jusqu'au 5 décembre, jour où finirent les débats sur la constitution. Elle signa même cette constitution qui ne

¹ Archiv. de l'Etat. Adresse de la Commission de l'arrondissement du Bas-Valais.



LÉOPOLD DE SÉPIUS, GRAND-BAILLI

Né en 1759, décédé en 1832

Nommé Grand-Bailli en 1807, 1814, 1815, 1827, 1831.

(Voir pages 583 et suivantes, 592, 604, 608 et suivantes.)

pouvait entrer en vigueur qu'après avoir été approuvée par les trois arrondissements. Mais l'arrondissement occidental refusa sa sanction, parce que l'on n'avait pas tenu compte de la note du 23 octobre des plénipotentiaires et que ses droits n'étaient pas suffisamment respectés, ni assurés; ensuite, parce que cette dernière assemblée constituante n'avait pas été régulièrement convoquée, quoique le gouvernement provisoire y eût ensuite donné son adhésion par crainte du personnage qui l'avait réunie et qui y avait fait arbitrairement entrer cette foule de campagnards du Haut-Valais, auteurs du tumulte du 27 novembre. C'est encore par ces derniers que ce personnage se fit inconstitutionnellement nommer grand-bailli, dans la même session; après quoi il les renvoya et réduisit la députation des dizains au nombre réglementaire.

Les Bas-Valaisans, voyant leur indépendance sérieusement menacée, ne voulurent plus se fier aux promesses qu'on leur prodiguait quand on avait besoin d'eux. Ils songèrent à pourvoir à leurs propres besoins. Ils formèrent un comité qui se réunit à Martigny. Dans une adresse à ses concitoyens, datée du 19 janvier 1815, ce comité répondit à une proclamation que les huit dizains du Haut, ensuite d'une assemblée qu'ils avaient tenue à Sion le 22 décembre précédent, s'étaient permis de répandre dans le Bas-Valais. Cette proclamation parlait d'égoïstes et de malveillants s'agitant pour surprendre la bonne foi des populations occidentales et les porter à une séparation.

Dans sa réponse, le comité affirme que nulle démarche n'a encore été faite dans ce sens; mais que ses membres ont parlé ouvertement dans l'assemblée générale tenue à Martigny, les 10 et 11 décembre, où ils ont fait, devant les représentants de toutes les communes, un rapport puisé dans les protocoles des diètes et dans la constitution elle-même; rapport dont le seul développement a suffi pour former leur opinion et les déterminer à demander une séparation absolue. Il ajoute que toutes les communes ont partagé ce sentiment. Puis, après avoir exposé sommairement la conduite de leurs députés dans les diètes et autres assemblées, les humiliations auxquelles ils avaient été en butte et tout ce que le Bas-Valais a fait pour le bien commun de la patrie, depuis 1798, il arrive à la conséquence que, pour garantir sa liberté et sauvegarder son indépendance, il ne reste d'autre planche de salut que *la séparation*.

Indépendamment de nos intérêts politiques, poursuit-il, la différence de langage et de mœurs, que le Haut-Vallais reconnaît lui-même et qui existe, en effet, entre les deux peuples, conseille des institutions différentes et autorise nos démarches pour *la séparation*.

En l'obtenant, nous reprendrons l'administration de nos finances...

En l'obtenant, nous n'enlevons rien au Haut-Vallais, et nous lui donnons la preuve que jamais nous n'avons conçu l'idée de le dominer, comme on a osé le dire en face des ministres.

Le Haut-Vallais sent lui-même combien notre demande est juste et *quels immenses avantages son succès nous procurerait. Son opposition, ses efforts pour nous en détourner doivent ne nous laisser aucun doute sur ses craintes et sa jalousie.*

Nous ne voulons que notre liberté. L'opposition des dizains supérieurs ne peut avoir en vue que de la restreindre ou même de la ravir...

Ce sera effectivement la crainte de cette séparation ainsi que les notes et menaces sévères des ministres des puissances qui firent bientôt accorder au Bas-Valais des droits trop longtemps déniés, et abandonner avec empressement la question des indemnités qu'on osait lui réclamer pour son émancipation publique¹.

L'agitation allait grandissant des deux côtés, comme les vagues pendant la tempête. Les deux camps semaient leurs libelles; leurs émissaires parcouraient le pays et le travaillaient chacun en son sens. Vers la fin de décembre 1814, ou vers le commencement de janvier 1815, chaque parti envoie à Zurich une délégation pour agir sur l'esprit des ministres et du Vorort helvétique et plaider sa cause. Mais les uns et les autres revinrent sans avoir obtenu, les uns l'approbation de la constitution du 5 décembre qu'ils avaient présentée; les autres, l'espoir d'obtenir une séparation. A ceux-ci cependant, les ministres avaient déclaré que la séparation ne serait accordée qu'à la dernière extrémité.

Le nouveau grand bailli, de Sepibus, reçut du ministre autrichien une lettre dans laquelle la conduite qu'il avait tenue dans ces circonstances était vertement censurée et sa nomination déclarée illégale. Une seconde missive, du 20 janvier, lui ordonne de réunir la diète pour le 8 février au plus tard, afin de délibérer sur l'acte constitutionnel que les ministres lui présentent. Ceux-ci demandent que les discussions de cette nouvelle assemblée soient calmes et dignes et qu'il faut, cette fois, s'en tenir à quatre députés par dizain. Les ministres témoignent leur regret de recourir au seul moyen qui leur reste, disent-ils, de rétablir l'ordre et la tranquillité en Valais: celui de l'envoi des articles fondamentaux de la constitution; mais la grandeur du mal les y oblige. Ils déclarent que, après examen de la constitution du 5 décembre, ni les Puissances, ni les Suisses n'y donneront leur approbation et leur garantie sans les changements qu'ils proposent, qui seuls peuvent rendre son gouvernement stable et délivrer le pays des anarchistes, qui placent la liberté dans l'absence de l'autorité et le bonheur public dans la faiblesse de la loi. Ils insistent sur l'abolition partielle du *referendum*, l'existence des trois arrondissements, la création d'un Conseil d'Etat, ou pouvoir exécutif, dont un membre sera toujours du Bas-Valais; sur l'abolition irrévocable des prérogatives temporelles de l'évêque qui, en compensation, conservera quatre voix en diète, c'est à dire celles d'un dizain. Plus tard, ils admirent cependant de légères modifications sur quelques articles moins importants.

La diète se réunit à Sion le 12 février; mais le 23 elle interrompt ses travaux. La désunion subsiste toujours. Les cinq dizains orientaux s'obstinent à rejeter la constitution modifiée par les ministres, quoique tous les autres l'acceptent et que l'évêque, qui est aussi de cet avis, fasse tous ses efforts pour la faire admettre.

¹ La question des indemnités fera l'objet d'une annexe finale.

Cette obstinée résistance valut une nouvelle note, du 10 mars, des ministres Schraut et Krudner. Cette fois ils n'emploient plus le ton sévère ; c'est celui d'un père qui, pénétré de douleur à la vue des dissensions de ses enfants, s'efforce de les calmer et de leur ouvrir les yeux pour leur faire voir l'abîme où ils vont se jeter.

Les électeurs du Haut-Vallais, disent-ils, ont donné à leurs députés le mandat de s'opposer à la constitution proposée le 20 janvier, ou de ne céder qu'à une déclaration précise qui en prescrirait impérieusement l'adoption. Il serait triste de penser que les considérations les plus importantes du bien public, que l'amour de la patrie et de la paix, que les conseils de la prudence restassent sans effet sur les déterminations d'un peuple libre et ne fussent pas suffisantes pour le détourner de sa perte. Quoiqu'il en soit, les ministres ne veulent point dicter la loi à l'Etat du Vallais... Mais les ministres, convaincus par une triste expérience que les diverses parties du Vallais parviendraient difficilement à s'entendre sur la balance de leurs droits réciproques, sur les principes d'une administration sage, ont reconnu la nécessité de proposer à la diète, comme dernier moyen de conciliation, la rédaction d'une charte où ces bases fondamentales fussent solidement établies.

Mettre le gouvernement du Vallais à l'abri de l'influence désordonnée des factions ; prémunir la république entière contre la tendance de quelques dizains vers l'isolement, germe fécond de dissensions civiles ; enchaîner d'avance, autant que possible, les entreprises de tout chef ambitieux et adroit qui, en flattant les passions, chercherait à faire prévaloir son intérêt sur celui de l'Etat, et la fureur populaire sur l'autorité des lois ; aider, en un mot, le Vallais à se donner la constitution qu'il doit nécessairement avoir pour prendre rang parmi les Etats libres de la Confédération helvétique, tel est le but que les ministres se sont proposé jusqu'à ce jour et vers lequel ils tendent invariablement. L'équité et la bienveillance de leurs vues, la reconnaissance due à la magnanimité de leurs souverains, mais, avant tout, l'intérêt même du Vallais, forment le titre respectable de leur intervention¹...

Après la brusque rupture de la session diétale (23 février), que s'était-il passé aux deux extrémités du canton ? L'arrondissement occidental voyant qu'il ne pouvait rien obtenir de celui de l'est, malgré les bonnes dispositions de celui du centre, réorganisa son comité central dont de Rivaz accepta la présidence, qu'il avait refusée en décembre.

Les cinq dizains allemands n'avaient pas mis moins d'activité à se préparer à reconquérir leurs prétendus anciens droits. Désirant s'assurer le pouvoir personnel, leur meneur, le grand-bailli, dont l'influence sur eux était grande, avait fait répandre par ses fidèles le bruit que le congrès des puissances réuni à Vienne se dissoudrait sans pouvoir parvenir à s'entendre, ou sans rien statuer sur le sort de la Suisse. Les plus considérables osaient même affirmer au peuple que les plénipotentiaires, à Zurich, outrepassaient leurs pouvoirs et leurs instructions ; que l'empereur François et son ministre Metternich avaient dit hautement qu'ils ne voulaient pas empêcher les Valaisans de se constituer librement, et que toutes les injonctions venant de Zurich n'étaient que des épouvantails sollicités par les Bas-Valaisans. Mais ces semeurs de faux bruits et de discorde se gardaient bien de déclarer au peuple que les paroles du monarque autrichien signifiaient, que lui et ses collègues, en laissant aux Valaisans

¹ De Rivaz : Mémoires historiques, etc.

la liberté de se constituer à leur guise et non sur les bases proposées par leurs représentants, entendaient ne plus garantir leur liberté et leur indépendance, ce qui eût été lâcher la bride à l'anarchie prochainement inévitable.

Ainsi trompés par leurs chefs qui recevaient le mot d'ordre et l'impulsion de Berne, les dizains allemands reçurent secrètement de cette ville des munitions. Ils s'exercèrent publiquement aux manœuvres militaires; ils se firent même des canons de bois cerclés de fer. L'aristocratique Berne avait la haute main dans toute cette affaire, parce qu'elle-même espérait avoir l'appui des monarques alliés pour reconquérir ses anciens droits sur Vaud et sur l'Argovie, comme elle insinuait aux sept anciens dizains souverains le même espoir sur le Bas-Valais.

D'autres événements, dont les Hauts-Valaisans voulurent en vain profiter plus tard pour chercher à donner le change sur ces préparatifs militaires, ne tardèrent pas à survenir.

Napoléon avait quitté sa petite île d'Elbe, dont ses vainqueurs lui avaient donné la souveraineté; il avait rompu son ban et abordé près de Cannes. Il se dirigea sur Paris où il arriva sans éprouver de résistance, à la tête d'une troupe qui grossit sur sa route jusqu'à devenir une armée. Il eut d'abord des succès, mais il se brouilla avec le parti républicain qui demandait des concessions à cet autocrate, n'admettant d'autre volonté que la sienne. Entouré de ses anciens braves, il attaque les Prussiens qu'il bat à Ligny (16 juin); mais deux jours après il est totalement défait à Waterloo, et le 22 il abdique pour aller finir ses jours à Sainte-Hélène. Son nouveau règne n'avait duré que cent jouts.

A la réapparition de Bonaparte sur le sol français, les puissances signataires du traité de Paris, encore réunies à Vienne, resserrèrent leur coalition et annoncent par leur manifeste du 12 mars que, en rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Napoléon s'est placé hors des relations civiles et sociales, et que cet ennemi et perturbateur du repos du monde s'est livré à la vindicte publique. Elles déclarent que, fermement résolues à maintenir le traité de Paris du 30 mai 1814 et les dispositions de ce traité, elles emploieront tous les moyens propres à garantir la paix générale et à prévenir tout ce qui menacerait de replonger les peuples dans les désordres et les malheurs d'une révolution. Elles se déclarent prêtes, à la première demande de tout gouvernement attaqué, à faire cause commune avec lui et à voler à sa défense.

Les signataires de cette déclaration étaient, selon l'ordre alphabétique, l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Prusse, la Russie et la Suède.

Dès que la Confédération suisse eut reçu ce manifeste, elle s'empressa d'aviser à son indépendance de nouveau en péril. Elle invita tous les cantons à lever la milice. Le Valais à qui on fit part de cette mesure leva cent hommes par dizain; ce qui lui donna deux bataillons qu'il fallut équiper entièrement

quoique la situation financière fût des plus pénibles. Le commandant du bataillon qui devait être mis le premier en mouvement, écrivait au général en chef des Confédérés :

Nous manquons de fusils et de gibernes; nous faisons venir des draps. Sans finances, désorganisés depuis un temps infini, que peut-on attendre de nous dans le moment présent? Rien, sinon un mouvement spontané sur lequel on pourrait compter en cas d'un danger pressant et menaçant l'une ou l'autre de nos frontières. *Notre peuple est propre à de pareilles levées de boucliers; mais il ne se prête pas facilement aux circonstances qui demandent de la régularité*¹.

Le Valais fut tardif cependant à lever ses deux bataillons. La lettre du 11 mars, par laquelle la Confédération l'avisait du danger et lui exprimait l'espoir de sa coopération à la défense commune, lui avait été envoyée en même temps qu'aux autres cantons. Malheureusement cette lettre ne lui était pas parvenue; il n'avait fait aucuns préparatifs militaires quand on le croyait déjà armé. L'autorité fédérale lui témoigna la surprise que causait cette inaction; sa lettre fit croire aux Valaisans que l'on ne comptait pas entièrement sur leur attachement à la Confédération; mais ils se hâtèrent d'en expliquer la cause.

Sur ces entrefaites arrive la nouvelle que le congrès de Vienne a déclaré d'intérêt général que le corps helvétique jouisse d'une neutralité permanente, qui lui serait garantie aussitôt que la Suisse aurait formellement accédé aux articles contenus dans la convention du congrès. Or, le deuxième article concernant la Suisse était ainsi conçu : « Le Vallais, le territoire de Genève et la principauté de Neuchâtel seront de nouveau incorporés à la Suisse et formeront trois nouveaux cantons. »

Le dernier article contient des dispositions qui règlent définitivement les prétentions de l'ancien prince-évêque de Bâle, celles de Berne sur Vaud et l'Argovie et celles de divers cantons sur d'anciens bailliages, en assignant les indemnités dues aux uns et aux autres.

La décision du congrès qui réglait ainsi des questions très agitées de souveraineté, de divisions territoriales et surtout celle des prétentions de Berne, qui était déçue dans une grande partie de ses espérances, refroidit tout à coup l'opposition des cinq dizains orientaux, car ils voyaient que les droits du Bas-Valais étaient à couvert.

L'autorité fédérale et les plénipotentiaires avaient profité de l'occasion pour presser les Valaisans de terminer l'œuvre de leur constitution, afin qu'ils pussent se donner un gouvernement définitif et obtenir enfin leur incorporation.

Sur cette invitation, la Constituante se rouvrit le mardi 2 mai, et après cinq jours de débats, les cinq dizains orientaux qui n'étaient plus qu'une très faible minorité, puisqu'une partie de Conches n'était plus avec eux, acceptèrent

¹ Archives de Valère.

enfin (8 mai) la constitution proposée par les ministres. Au commencement de cette mémorable séance, les membres du gouvernement provisoire donnèrent leur démission, selon qu'il avait été convenu avec eux, et furent réélus, sauf le trésorier de Courten.

Le grand-bailli, maintenant légalement élu, annonça (10 mai) à Zurich, le couronnement de l'édifice valaisan :

L'esprit de conciliation, écrivait-il, a amené cet heureux résultat et triomphé de la diversité des opinions. Cet esprit est dû principalement au vif désir dont nous étions tous également animés : celui de serrer sans plus de délais les nœuds qui doivent nous attacher d'une manière indissoluble à la Confédération helvétique... Nous allons envoyer près de vous nos députés chargés de vous porter cet acte constitutionnel¹.

Ces deux députés furent l'ancien grand-bailli Stockalper et l'ex-conseiller d'Etat Michel Dufour, de Monthey.

Les cantons consultés avaient accueilli favorablement l'admission du Valais, dont les députés partirent le 4 juin et furent reçus à Zurich de la manière la plus cordiale. A leur entrée dans la salle de la diète on leur dit : « Arrivez donc, messieurs les Valaisans, vous vous faites bien attendre ; il y a longtemps que ces fauteuils vous tendent les bras ». Ils étaient autorisés à donner un acte particulier d'adhésion de toutes les communes du Valais au pacte fédéral ; à consentir par leur signature à l'acte d'admission de leur république dans la Confédération suisse, ainsi qu'à celui qui fixerait les contingents d'hommes et d'argent que le canton serait dans le cas de fournir².

Pendant le séjour de Stockalper et Dufour à Zurich, on apprit avec inquiétude qu'un corps de cinquante mille Autrichiens, dont on demandait l'approvisionnement, devait passer pour expulser les Français de la Savoie. L'avant-garde arriva à Sion le 19 juin, et les troupes, dont une partie avait pénétré par le Grand-Saint-Bernard, défilaient encore le 23. Le Bas-Valais eut à souffrir durant quelques jours de la disette des denrées, depuis Martigny jusqu'à Saint-Gingolph, à cause d'un engorgement de troupes qu'avait occasionné un petit détachement de soldats français placés au pas de Meillerie, lesquels, pour retarder la marche de l'avant-garde autrichienne et laisser au général Dessaix, de Thonon, le temps de dépouiller de vivres la Savoie, avaient tiré sur l'ennemi quelques coups de canon à mitraille qui firent beaucoup de blessés.

La tranquillité revenue par la défaite de Waterloo et le départ de Bonaparte pour Sainte-Hélène, le Valais renvoya à Zurich ses deux délégués pour signer l'acte d'incorporation ainsi conçu :

La diète de la Confédération suisse ayant déjà, le 12 septembre 1814, résolu d'acquiescer à la demande de la République du Vallais d'être reçue comme canton dans la Confédération, et jugeant convenable de ne pas différer plus longtemps cette réunion définitive, avantageuse

¹ Ibidem.

² Ibidem.

aux deux parties, et faite pour renforcer par une entière communauté de destinées et d'intérêts les sentiments d'affection qui les unissent depuis des siècles;

Les fondés de pouvoir respectifs, savoir :

Au nom de la Diète de la Confédération suisse : Messieurs Frédéric de Mulinen, avoyer de la ville et république de Berne et député de cet Etat à la Diète suisse, et Vincent de Rüttimann, avoyer de la ville et république de Lucerne et député de cet Etat à la Diète suisse;

Et au nom de la république du Vallais : Messieurs le baron Gaspard-Eugène Stockalper, ancien grand-bailli, et Michel Dufour, ancien conseiller d'Etat, grand-juge actuel au tribunal suprême,

Ont conclu et signé l'acte de réunion dont la teneur suit :

ART. 1. La république du Vallais est reçue dans la Confédération suisse en qualité de canton; elle prend rang après le canton de Vaud et est le vingtième des Etats de la Suisse.

ART. 2. Le canton du Vallais accède à toutes les dispositions du pacte fédéral qu'il sera appelé à jurer, à l'instar des autres Etats de la Suisse.

ART. 3. Il fournit à l'armée fédérale son contingent dans la proportion adoptée par tous les cantons, à raison de deux hommes sur cent âmes de population; ce qui fait, sur soixante-quatre mille âmes, un contingent de mille deux cents quatre-vingts hommes.

ART. 4. La Confédération suisse ayant égard à la situation économique peu aisée du peuple du Vallais et aux maux qui ont pesé sur lui en 1798 et dès lors, consent à régler son contingent en argent à un taux moyen entre ceux des cantons de la première et seconde classe, et à le fixer à neuf mille six cents francs de Suisse. Par cette disposition et par celle de l'article précédent, il n'est toutefois pas préjugé à la révision des contingents réservée par l'article 3 du pacte fédéral.

ART. 5. Par la ratification du présent traité, la réunion sera achevée et définitivement arrêtée à perpétuité.

Ainsi fait et signé à Zurich, le 4 août de l'an mil huit cent et quinze.

Suivent les signatures des fondés de pouvoir.

Le Valais était enfin membre de la Confédération. Trois jours après, 7 août, ses deux députés avec ceux des autres cantons signaient le pacte fédéral et, au nom de leurs Etats respectifs, juraient de maintenir constamment et loyalement l'alliance des Confédérés à teneur de ce pacte; de sacrifier dans ce but leurs biens et leur vie, et de procurer par tous les moyens le bien et l'avantage de la commune patrie et de chaque Etat en particulier.



APPENDICES

I

Question des indemnités réclamées en 1814 et 1815 par les sept anciens dizains aux dizains du Bas-Valais

Préambule

En 1814, la ville de Berne ayant demandé aux cantons d'Argovie et de Vaud la restitution des avoirs achetés de son propre argent, le Haut-Valais se crut en droit de faire une réclamation semblable au Bas-Valais. On en entendit parler vaguement d'abord; puis une déclaration formelle eut lieu en août par le président de la diète, sans qu'il spécifiât pour le moment en quoi consistaient ces indemnités réclamées pour que le Bas-Valais pût jouir complètement de sa participation aux droits inhérents à l'indépendance et à la souveraineté.

Les opinions variaient extrêmement parmi les notables des sept dizains. Quelques-uns prétendaient que le Bas-Valais devait se racheter de tous droits possédés par le Haut, même de ceux provenant de la conquête de 1475 sur le duc de Savoie. D'autres couvrirent leur demande du voile de la justice en la restreignant, en apparence, à la restitution des droits et domaines *achetés*. « Comment, disaient-ils, peut-on en justice nous priver des domaines et revenus payés de notre argent, et qui étaient notre propriété légitimement acquise? »

L'adage favori de ceux qui voulaient des indemnités pour tous droits était : A chacun le sien; *cuique suum*. Ce *cuique suum* était sans cesse répété.

S'il ne se fût agi que du rachat des acquisitions faites à prix d'argent, le Bas-Valais en aurait facilement traité; mais ceux même qui paraissaient lui tenir ce langage de justice, qu'il écoutait facilement, recouraient ensuite à des détours pour chercher à persuader que les acquisitions provenant de leurs conquêtes étaient aussi légitimes que leurs achats. Dès lors la question, de claire et juste qu'elle était, s'embrouille au point qu'il devient nécessaire de la reprendre dès ses éléments.

Certains notables ambitieux regrettant le régime tombé en 1798, envenimèrent encore la question en osant soutenir que l'acte d'indépendance du 1^{er} et du 15 février était annulé par la prise d'armes du Bas-Valais en 1798 et 1799 et qu'il fallait remettre celui-ci sous le joug. Cette prétention fit rapidement son chemin et elle eut même un commencement d'exécution

dans les provisions de guerre que Berne fournit secrètement au Haut-Valais et les exercices militaires auxquels celui-ci se livra, comme on l'a vu dans le dernier chapitre.

Telle était la disposition des esprits dans le Haut-Valais, quand les sept dizains formulèrent enfin leur réclamation en indemnités, dont voici la substance.

Réclamation du Haut-Valais.

Au moment où toutes les villes ci-devant aristocratiques et souveraines de la Suisse sont richement dotées de leurs anciens domaines, et où la ville de Berne en particulier vient d'obtenir du congrès de Vienne la possession entière de toutes ses créances sur l'Angleterre et sur les Etats d'Allemagne, à titre d'indemnité des fiefs de la part des cantons de Vaud et d'Argovie, il est naturel que les sept dizains cherchent aussi à régler leurs intérêts avec les cinq dizains du ci-devant Bas-Valais, qui partagent aujourd'hui non seulement la souveraineté, mais encore les revenus d'Etat que les dizains avaient acquis soit de leur argent, cotisations et économies, soit par la protection divine, par leur courage et par les dépenses inséparables des deux expéditions, qui les ont rendus propriétaires paisibles des avoirs publics, lesquels doivent être la juste compensation des guerres auxquelles ils avaient été provoqués.

Les sept dizains espèrent établir ci-après que leur réclamation sur les avoirs provenant de la conquête sont aussi légitimes que celle sur les avoirs patrimoniaux, c'est-à-dire provenant d'achats. Malgré la justice de cette réclamation générale, ils ne se montreront pas moins disposés à ne pas faire valoir rigoureusement leurs droits susdits, mais prêts à un accommodement définitif qui satisfasse le peuple du Haut-Valais et établisse à jamais entre les deux parties de ce pays, la concorde si nécessaire pour que l'indépendance du canton soit défendue par tous les moyens fraternellement réunis.

ART. 1. Les sept dizains ne réclament rien ici des domaines aliénés par le ci-devant gouvernement helvétique; ils regardent cette énorme perte comme une spoliation résultant du malheur des temps, et ils en font l'objet d'une compensation très désavantageuse avec quelques petites dettes des sept dizains payées pendant le régime helvétique.

ART. 2. Les sept dizains estiment que les domaines territoriaux existant à la cessation du régime helvétique et à la reprise de l'indépendance, en août 1802, leur appartiennent en propriété, puisqu'ils ont été *achetés* de leurs deniers et puisque par là-même ils doivent être appelés *domaines patrimoniaux*. Leur valeur à la dite époque était la suivante :

1. Biens vendus en 1805 et 1806	Livres	16.379	
2. Biens vendus en 1809.	"	4.674	
3. Biens restants en 1816.	"	10.452	
Total des <i>biens-fonds</i> existant au 2 août 1802.	"	31.523	31.523
<i>Bâtiments patrimoniaux</i> existants et d'un commun usage :			
1. Le château de Monthey	"	8.000	
2. Celui de la Porte-du-Saix	"	6.000	
3. Les magasins à sel de Bouveret, Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Simplon, avec le magasin à poudre de Saint-Maurice	"	9.000	
4. La chancellerie neuve et la vieille, à Sion, mise au dixième de son coût.	"	7.000	
Total des édifices patrimoniaux au 2 août 1802	"	30.000	30.000

ART. 3. *Capitaux* de la nature précédente existant au 2 août 1802. Les capitaux existant à la cessation du gouvernement helvétique ascendaient à la somme de 100.000 fr. suisses, en y comprenant le capital de 50.000 livres du Piémont pour sa

à reporter . . .	Livres	61.523
------------------	--------	--------

	Report	Livres	61.523
valeur nominale. Mais comme depuis lors il a souffert une réduction en ce sens que sa négociation n'a produit que 11.083 francs suisses, le total des capitaux existants se trouve réduit à .		" 70.614	70.614
Et une prétention de 100.000 livres de France sur la ville de Lyon ¹ .			

ART. 4. Les *fiefs* de nature *patrimoniale* sont:

1. Les fiefs et dîmes de la vidamie de Leytron.	"	16.545	
2. » » de Port-Valais acquis avec lods	"	6.900	
3. » » de Vouvry, acquis en entier	"	9.384	
4. » » de Vionnaz avec lods	"	8.640	
5. Environ la moitié des fiefs, dîmes et lods de l'ancienne châtelainie de Monthey, approximativement	"	18.000	
6. Les fiefs et dîmes de la vallée d'Illeiez	"	24.912	
7. La portion des fiefs et dîmes échangés avec la commune de Savièze qui a cédé, dans les communes d'Orsières, Bagnes, Vollège, Sembrancher et Bovernier, les redevances qu'elle tenait de Georges Supersaxo. Approximativement	"	6.000	
Total.	Livres	90.381	90.381
Valeur totale des avoirs acquis et patrimoniaux	Livres		222.518

ART. 5. Objets provenant de la *conquête*.

Les fiefs, propriétés et droits acquis par suite de la conquête ne sauraient être considérés autrement que comme propriété acquise à prix d'argent. L'expédition militaire qui a eu lieu lors de cette prise de possession, n'a pas été payée en argent, mais en avoirs pris au prince de Savoie, en la possession actuelle de tout le canton. De sorte que, supposant les hommes de cette expédition au nombre de 4.000 pendant vingt jours à dix batz par jour, y compris les appointements des officiers, il en résulterait une prétention de 80.000 francs qui est toujours à réclamer sur les *valeurs obtenues* de la fuite du prince à l'ensemble du canton; valeurs qu'on estime à 78.000 fr.

Il est assez certain que l'armée qui a fait cette expédition n'a pas été payée autrement qu'en espérance de conquête, et ce qui a été juste une fois doit l'être encore actuellement.

a) Le château de Saint-Maurice a sans doute été augmenté; mais il était dans le principe une porte fermant la grande route du pays et un logement de la garnison: ce qui ne peut être estimé moins de Francs 6.000

b) Le fief du prince rière la châtelainie de Monthey, compris les lods sur le pied où ils ont été rachetés en dernier lieu, estimés approximativement à " 22.500

c) Les fiefs et dîmes dans les dizains de St-Maurice, Martigny, Entremont et Conthey " 58.106

Total . . . Francs 86.606

ART. 6. L'Etat des sept dizains avait des dettes qui ont subsisté depuis 1798 jusqu'au 2 août 1802. Elles provenaient de l'armement pour le maintien de sa souveraineté et de ses droits en 1793. Ces dettes ascendent à la somme de 86.375 fr. suisses.

La défalcation de ces dettes doit avoir lieu naturellement sur le capital des *avoirs* provenant de la *conquête*, attendu que quand un gouvernement en remplace un autre, ce doit être avec charges et honneurs. Ainsi la valeur totale des avoirs de la conquête se trouve compensée avec les dettes de l'Etat, qui s'effacent réciproquement.

D'après tout ce qui précède, les prétentions les plus modérées que puissent formuler les

¹ Cette créance fut perdue par suite de la révolution française.

sept dizains du Haut-Valais, ascendent à 221.000 francs pour leurs avoirs patrimoniaux, achetés de plus de la moitié, dont ils sont censés en possession. Et pour ce qui est de la somme que les dizains occidentaux auraient à donner en toute justice aux sept anciens dizains pour entrer en jouissance fraternelle de leurs avoirs existants, il est à espérer que les deux parties seront disposées à se tenir dans les bornes de la modération la plus équitable, pour cicatriser les plaies de la chère patrie et asseoir une concorde durable dont elles sentent le besoin.

On ajouta encore plus tard d'autres réclamations dont il sera parlé dans la réponse du Bas-Valais.

Cette réclamation ainsi formulée, dans laquelle ses auteurs invoquaient hautement les sentiments de justice, faisaient résonner les paroles de modération la plus équitable, et parlaient de cicatriser les plaies de la chère patrie, n'était rien moins que juste et équitable, comme on va le voir. Elle souleva l'indignation des Bas-Valaisans, qui répondirent par un mémoire nécessairement très long, puisqu'il fallait rétablir les faits sur leur vraie base et prouver que, outre l'exagération des sommes réclamées, le Bas-Valais était plutôt créancier des sept dizains. Le résumé suivant en donnera une idée suffisante. Il faudra, pour l'intelligence de la question, revenir sur certains faits dont il a déjà été parlé dans les derniers chapitres de cet ouvrage.

Réponse du Bas-Valais à la réclamation des sept anciens dizains.

Les 26 et 27 janvier 1798, les sept dizains souverains réunis en diète à Sion, instruits que les cantons aristocratiques de Zurich, Bâle, Lucerne et Soleure donnaient à leurs pays sujets ce que l'on appelait alors la liberté et l'égalité, c'est-à-dire l'association à l'indépendance et à la souveraineté, crurent devoir suivre leur exemple et non celui de Berne, qui se refusait à traiter ses sujets avec la même bienveillance. Ils firent en conséquence partir une députation qui s'avança jusqu'à Martigny, offrant à toutes les communes de les associer à la liberté et à l'indépendance, ce que celles-ci acceptèrent.

Arrivée à Martigny le 28 janvier, la députation ne poussa pas plus loin parce que, dans l'après-midi, elle apprit que l'arbre de liberté venait d'y être planté; cependant elle expédia à Monthey une lettre pour offrir l'indépendance.

Ces particularités ne laissent aucun doute que le Haut-Valais s'était décidé à associer le Bas-Valais à la souveraineté dès le 26 janvier, époque à laquelle il n'y avait encore eu aucun mouvement dans le Bas-Valais.

Le 29 janvier, au matin, les représentants de toutes les communes du Bas-Valais réunis à Saint-Maurice, déclarèrent ce pays indépendant.

Le 2 février, une nouvelle députation des sept dizains arriva à Saint-Maurice pour y offrir l'indépendance et l'association à la liberté et à l'état politique du Haut-Valais. Reçue avec honneur, cette députation prit place avec la régence du Bas-Valais, qui accepta la proposition et remit une lettre pour la diète des sept dizains, lettre par laquelle elle demandait un acte officiel des promesses faites la veille. La députation exhiba alors un acte en langue allemande daté du 1^{er} février, par lequel les sept dizains déclaraient renoncer de leur propre mouvement à tous les droits qu'ils avaient exercés jusqu'à ce jour sur le Bas-Valais, déclarant le reconnaître pour un peuple libre et l'associer à leur indépendance, et exprimant le désir de vivre désormais avec lui en amitié réelle et fraternelle. La députation, de retour à Sion, ayant déclaré à la diète que le Bas-Valais désirait un acte plus en forme de cette renonciation aux droits de souveraineté, les députés des sept dizains se séparèrent pour aller consulter les communes. Ils en reçurent les pleins pouvoirs nécessaires pour rédiger l'acte solennel qui fut signé le 15 février 1798 et reçu à Saint-Maurice le 22 du même mois. On voit par cela que ces actes n'ont pas été donnés par force ou par crainte, mais après avoir été délibérés dans les communes qu'on avait consultées. Quoique ces actes de renonciation à la souveraineté ne spécifient point la communauté des avoirs nationaux, cette condition fut si positivement entendue, que depuis 1798 la jouissance effective en fut commune dans toutes les situations où s'est trouvé le Valais.

Dès que ces actes furent mis en règle, la députation du Haut-Valais siégea avec celle du Bas et, de concert, elles arrêterent une constitution qui fut imprimée et mise à exécution. Cette constitution instituait un corps législatif et un pouvoir exécutif sous le nom de Directoire exécutif. Celui-ci était composé de trois membres. A cet emploi furent nommés Valentin Sigristen, de Conches, ancien grand-bailli; Antoine Augustini, ancien gouverneur de Monthey, natif de Loèche, et Charles-Emmanuel de Rivaz, capitaine-général des milices de Monthey. Ce directoire exécutif siégea jusqu'au 8 mai de la même année.

Dès lors toute la Suisse fut dans le cas de recevoir une constitution unitaire écrite en français, en allemand, et en italien, qui fut acceptée le 20 avril 1798 par toutes les parties du Valais. En votant pour l'acceptation de cette constitution, le Haut-Valais n'ignorait pas que le gouvernement unitaire helvétique qui allait commencer ses fonctions, se saisirait de tous les domaines nationaux. Il ne fit cependant aucune réclamation à ce sujet, il laissa prendre et vendre ces domaines, et tous les fonctionnaires du Haut-Valais ont misé lors de leur vente, et ils ont reçu leurs traitements du prix de cette vente.

Il existe encore un acte de renonciation plus explicite, on peut le dire, que le précédent. Les 4, 5 et 6 mai 1798, l'on fut informé que les cinq dizains *orientaux* avaient pris les armes contre la France. On leur avait dit que les armées françaises étaient détruites, qu'un soulèvement général avait lieu. Rien de plus notoire que leur prétention de marcher sur Paris pour y disperser le Directoire et redonner à la Suisse sa précédente constitution. On s'attendait qu'ils soumettraient de nouveau par les armes le Bas-Valais; car cette petite armée était assurée, selon son dire, d'arriver à la capitale de la France tant par son courage qu'avec le secours de la Sainte-Vierge, dont chaque soldat portait une image à son chapeau. Dans sa marche qui lui parut d'abord un triomphe, elle fit distribuer une proclamation datée du 10 mai¹, par laquelle elle ratifiait les actes d'indépendance donnés trois mois auparavant. Et c'est pendant ce triomphe de quelques jours, où toute crainte avait cessé, où le Directoire exécutif du canton tremblait, où Mangourit s'enfuyait, que le Haut-Valais, dans l'ivresse de son succès, lance sa proclamation qui confirme tous les actes précédents au lieu de les déclarer nuls et non avenue.

En conformité de cette publication, le Haut-Valais s'avança en armes et ne prit aucune disposition pour soumettre le Bas qui, dès le 6 mai, était armé contre le Haut; il ne fit aucune proteste contre ses concessions précédentes, que l'on prétend maintenant extorquées par la force. Cette circonstance est essentiellement à remarquer pour l'intelligence de ce qui va suivre. C'est un fait que l'armée du Haut-Valais s'étant fort avancée dans le Bas-Valais, n'y a exercé aucun acte de souveraineté, n'y a point fait prêter serment de fidélité ni établi d'autorités. Elle continuait à dire qu'elle allait à Paris et elle sollicitait seulement les communes à se joindre à elles pour cette expédition, se disant assurée d'un soulèvement général qui lui ouvrirait les portes de la grande cité.

Dès le 10 mai, l'approche de troupes françaises fit reculer les patriotes insurgés, qui se retirèrent sur leur ancien territoire après avoir essayé de se défendre à Sion. Les Bas-Valaisans étaient bien sous les armes, mais répugnant à se battre contre des concitoyens et des frères, ils avaient obtenu du général français de ne prendre aucune part à cette sanglante affaire.

Ce qui explique la prise d'armes des Bas-Valaisans, c'est que le 6 mai, les trois membres du Directoire sachant que les cinq dizains orientaux descendaient en armes et n'en connaissant pas encore le motif, ordonnèrent aux milices des dizains de Sierre et Sion et du Bas-Valais de se rendre à Sion comme lieu de rassemblement. Toutes obéirent, notamment les dizains de Sion et Sierre. Sion ferma ses portes, mit ses canons en batterie contre les Haut-Valaisans et distribua des armes.

Quand Sion fut livré au pillage et le Haut-Valais soumis à de fortes contributions de guerre, les archives de l'Etat tant à Sion qu'à Sierre eurent leurs portes forcées par les vainqueurs pendant plusieurs jours. Le Bas-Valais pouvait alors facilement en faire disparaître tous les titres féodaux qui le concernaient; il y fut même sollicité; mais les administrateurs qui vivaient sous l'égide des deux actes d'indépendance, d'association et de co-jouissance qui en dé-

¹ Voir page 478.

rivait, se refusèrent à cet acte honteux, firent refermer les portes des archives et les maintinrent dans l'état où les soldats les avaient laissées.

Depuis que le Haut-Valais a fait des réclamations du chef des domaines nationaux, il dut chercher les moyens d'annuler les actes d'association et crut les avoir trouvés en prétendant que les cinq dizains *occidentaux* étaient déchus de la faveur des actes d'indépendance par leur prise d'armes, leur opposition au projet de marcher sur Paris et leur refus d'y coopérer. Mais on vient de voir que l'ordre de se présenter en armes à Sion avait été donné par le Directoire composé de deux Haut-Valaisans et d'un seul membre du Bas, ordre auquel on ne pouvait se soustraire puisqu'il émanait de l'autorité cantonale. Les milices du dizain de Sion et de celui de Sierre purent arriver à temps pour garder la ville jusqu'à ce qu'elle capitulât avec la troupe haut-valaisanne.

Cette objection est donc considérée comme frivole.

L'année suivante, les cinq dizains orientaux se levèrent de nouveau pour marcher contre la France. L'espoir, cette fois, pouvait paraître moins insensé qu'en 1798, quoiqu'il eut un résultat plus funeste. Des troupes françaises vinrent les repousser depuis en dessous de Martigny et séjournèrent plus de 18 mois dans tout le canton. Au premier avis que le gouvernement helvétique eut de l'armement des insurgés, il envoya un commissaire qui ordonna une levée d'hommes dans le Bas-Valais et les dizains de Sion et Sierre. Les communes durent obéir sous menace d'être traitées elles-mêmes comme rebelles. Et c'est cette obéissance que l'on voulut considérer comme une guerre contre les sept dizains et dont les effets devaient faire perdre au Bas-Valais la faveur des actes des 2 et 15 février 1798 ? Cependant, ce prétexte imaginé en 1814, lorsqu'il fut question de motiver la répétition des domaines nationaux, n'avait point été émis en 1799. Alors les cinq dizains orientaux firent bien des dégâts dans la partie du Bas-Valais qu'ils parcoururent, et y occasionnèrent bien des pertes, mais ne prétendirent point en faire la conquête. Si par suite de leur levée ils éprouvèrent de très grandes pertes, c'est de la part des troupes françaises et helvétiques venues pour les repousser.

Il faut noter que le Bas-Valais, quoique indemnisé plus tard des dépenses régulières de ces armements, provoqués par le Haut-Valais, a été dans le cas de fournir très près de la moitié des sommes qui ont servi à cet acquittement. Cette époque est celle où le général Turreau, arrivé en Valais le 25 novembre 1801, à la tête de ses troupes, notifia aux autorités qu'il venait au nom de la France gouverner intérimairement le canton, non compris la vallée de Conches, puis réclama et s'appropriâ la caisse de l'Etat. Tout le Valais fut en alarme et les fonctionnaires refusèrent de le reconnaître. La destitution de presque toutes les autorités s'ensuivit. Le dizain de Conches qui faisait toujours grand bruit dans les circonstances peu épineuses, vint alors se soumettre au général, sans nécessité, puisqu'il ne se trouvait point dans les limites fixées par le décret de soumission, lesquelles ne dépassaient pas le Bister et la Massa. Les nombreux agents de Turreau, lequel agissait avec une autorité discrétionnaire, engagèrent par tous les moyens les communes à demander leur réunion à la France. L'agitation fut extrême; les populations subirent des vexations inouïes. Ce fut ensuite de ces maux qu'une députation de toutes les communes du canton se rendit secrètement à Berne pour protester qu'on voulait rester suisses. Un certain nombre de notables du Haut-Valais ont avoué assez souvent que si, en cette circonstance, le Bas-Valais avait fléchi tout était perdu, parce que la résistance des communes du Haut qui s'étaient maintenues dans le devoir était due à l'encouragement qu'on leur donnait par la ferme et persévérante résistance du Bas-Valais.

Le 14 novembre 1810, le Valais fut derechef occupé par la France. Berthier, qui commandait en son nom, admettait facilement les réclamations. Dès les premiers jours, cet affable général écouta celles que lui firent plusieurs communes au sujet des forêts, et il leur donna pleine satisfaction. Les sept dizains ne songèrent nullement alors aux réclamations de domaines ou de biens dont ils prétendirent ensuite avoir conservé la propriété. Par leur silence, ils parurent en faire abandon au nouveau régime qui en usa jusqu'à sa chute. De sorte que si celui-ci les eût aliénés pendant cet intervalle tout était consommé.

Le 28 décembre 1813, les troupes des puissances alliées entrèrent en Valais d'où les autorités françaises s'étaient retirées à leur approche.

Le premier acte d'autorité du colonel, baron de Simbschen, commandant au nom des hautes

puissances alliées, fut d'établir un gouvernement où il plaça sept magistrats tirés des sept anciens dizains et cinq autres du Bas-Valais, ce qui donnait à celui-ci une participation plus avantageuse qu'il ne l'avait jamais eue. Et il remit entre les mains de ce pouvoir provisoire tous les avoirs d'Etat repris sur les Français, avoirs qui dès lors furent administrés par ce régime.

A cette époque, plus favorable qu'aucune autre, les sept dizains ne firent aucune réclamation. Leurs représentants vécurent en fraternelle association avec ceux du Bas-Valais, en communauté des prérogatives mentionnées et des dépenses. Ils envoyèrent à l'empereur d'Autriche une députation de trois magistrats dont l'un était du Bas-Valais. Ces députés, ayant complimenté Sa Majesté, en reçurent pour tout le pays un don en sel, dont le Bas-Valais eut sa part.

Arriva une lettre du prince de Metternich, dans laquelle il est dit que l'intention des hautes puissances était que le Valais rentrât à l'avenir dans le même état de bonheur dont il avait joui pendant plusieurs siècles. Cette lettre de Metternich donna occasion à plusieurs commentaires fâcheux pour le Bas-Valais, qui serait redevenu sujet. Mais ces symptômes alarmants disparurent par suite d'une proclamation du colonel de Simbschen, datée de St-Maurice, 27 mars 1814, par laquelle il déclarait que l'intention des monarques alliés était que toutes les parties du pays eussent la même part au bonheur politique, que les armes des souverains venaient de rendre au Valais. Deux lettres des ministres des puissances, datées de Zurich, l'une du 23 octobre 1814, l'autre de janvier suivant, donnaient la même déclaration. Les sept dizains ne pouvaient produire aucune pièce contraire.

Cependant les messieurs du Haut-Valais ne l'entendaient pas de cette oreille. Nonobstant, l'organisation de Simbschen, ils méditaient d'entrer en armes dans le Bas-Valais pour le soumettre de nouveau. Ils lièrent partie avec la ville de Berne, en reçurent des munitions qui furent soigneusement retenues dans les dizains orientaux. Le prétexte de cet envoi fut la défense générale de la frontière. Le Haut-Valais exerçait ses troupes sans qu'il y eût motif de le faire depuis la paix. Enfin, depuis que Berne eut renoncé à son projet de soumettre l'Argovie et le pays de Vaud et réduit sa prétention en se contentant de demander des indemnités, le Haut-Valais agit de même, de sorte qu'on ne l'entendit plus parler que de dédommagements pécuniaires.

Pressées par les puissances à devenir un des cantons de la Suisse, les deux parties du pays durent chercher à se donner une constitution. Les conférences à ce sujet durèrent environ dix mois. Enfin, ne pouvant s'entendre sur ce point important, à cause de certains articles qui auraient établi la suprématie du Haut-Valais sur les Bas-Valaisans, ceux-ci se déclarèrent séparés des sept dizains et ils établirent (à Martigny) une commission administrative.

Alors, comme en 1798, le Haut-Valais réfléchit aux conséquences pécuniaires très désavantageuses pour lui d'une séparation; il s'empessa de prévenir cet abandon définitif par une proclamation où il n'est plus question pour le Bas-Valais qu'il doive acheter sa part de co-jouissance des domaines de l'Etat, ni d'annulation de la faveur des actes d'indépendance et d'association de 1798. On n'y voit, au contraire, qu'expressions de fraternité et d'association; on y trouve même la confirmation de ces actes¹. Aurait-on pu prévoir que trois mois après, la

¹ « Certains égoïstes... se sont permis de répandre... parmi les habitants du Vallais inférieur... que le Haut-Vallais ne visait qu'à soumettre de nouveau le Bas-Vallais à la première occasion favorable... Dans ces circonstances, il est de l'intérêt autant que du devoir des dizains orientaux de se justifier auprès de vous, nos très chers compatriotes, et aux yeux de nos illustres et puissants médiateurs... Dites en quel point le Haut-Vallais n'a pas agi avec tous les sentiments de loyauté et de fraternité envers vous? *Où sont les prétendues prérogatives que le Haut-Vallais s'est réservées?*... Vous serez convaincus par là que tous les bruits répandus sur les prétendus desseins de la partie supérieure du Vallais sont dénués de fondement et de toute vraisemblance; et c'est ainsi avec cette assurance que nous vous tendons encore une fois la main pour l'union fraternelle... »

Ce n'est pas assez d'avoir fait connaître que le Haut-Valais avouait, en 1814, que l'association était consommée sans idée de retour. Cette même pièce établit encore la preuve qu'elle avait été recherchée du Haut-Valais par motif de convenance; on y lit: « Quels peuvent être les motifs qui vous engagent à demander la séparation d'avec le Haut-Vallais? Devenriez-vous plus libres? Devenriez-vous plus riches en vous chargeant des frais d'un gouvernement séparé? Devenriez-vous plus forts en perdant, par un démembrement irréfléchi, au moins les sept-douzièmes de votre corps? Croiriez-vous de procurer à votre liberté une garantie plus assurée par la séparation que par la réunion du Haut-Vallais? Voudriez-vous détruire votre propre bonheur pour le plaisir de nuire à votre voisin? »

fraternité proclamée alors serait rançonnée à un prix très onéreux pour un peuple déjà affaibli par des sacrifices continuels de plus de 16 ans.

Il reste à examiner le nouveau droit public de la Suisse dont le Valais fait partie, droit contenu dans les dispositions du congrès de Vienne, où le *cuique suum* proclamé si haut par les sept dizains a été mis par les hautes puissances dans la balance en tenant compte des circonstances; dispositions qui ont fixé désormais l'existence politique des divers cantons de la Suisse et leurs relations mutuelles. Ces actes du congrès de Vienne avaient déjà été reconnus, dans une des assemblées valaisannes en 1814, comme devant servir de norme. Ils avaient pour but principal et spécial de mettre fin à toutes les discussions qui auraient agité la Suisse, et de resserrer et affermir les liens de cette république fédérative. Il fut notifié à la Suisse par les puissances alliées, qu'elles étaient prêtes à reconnaître son indépendance et sa neutralité, pourvu qu'elle adoptât les bases posées dans leur congrès. Or, les cantons y compris le Valais les ayant adoptées, toutes les réclamations ont dû être éteintes au moyen des indemnités qui y ont été articulées en faveur des cantons de Berne et Zurich et de l'abbaye de Saint-Gall; mais il n'y en avait aucune pour les domaines que les anciens cantons avaient en Thurgovie, dans le Rheinthal, le comté de Baden, le Tessin et autres. Ce qui montre que nonobstant le principe du *cuique suum*, la Suisse a senti le besoin de ne plus revenir sur le passé et a préféré obtenir la reconnaissance de sa neutralité future au lieu de quelques indemnités difficiles à réclamer.

Le Haut-Valais ayant donc adhéré à ces bases sans aucune proteste, c'est la quatrième fois qu'il a consenti à la communauté des anciens domaines nationaux et n'a pas cru devoir mettre à profit cette occasion de formuler des réclamations ouvertes en présence d'étrangers qui, alors, auraient pu s'édifier si les actes de 1798 contenaient quelques restrictions; s'ils étaient l'œuvre de la force; si le Bas-Valais en avait perdu la faveur pour avoir porté les armes par ordre du gouvernement et si seize années de co-jouissance paisible n'en étaient pas une confirmation suffisante.

En résumé, les actes de 1798, les proclamations qui les ont confirmés, une longue co-jouissance, notamment dans les années écoulées de 1802 à 1810, où l'on vécut sous le régime de l'indépendance cantonale sans qu'une réclamation ne se fût élevée pas plus que sous le régime de l'empire, des aliénations consenties, les déclarations du congrès de Vienne, la mise en possession par les armes coalisées; tous ces actes opérés avec le consentement des sept dizains se disant propriétaires, seraient à toute éventualité des titres suffisants pour être dispensé d'en produire d'autres. Cependant le Bas-Valais doit y joindre un acte d'un plus grand poids: celui d'avoir versé son sang aussi bien que le Haut-Valais en 1814 pour recouvrer ces domaines, et derechef en 1815, pour empêcher qu'ils ne fussent repris. Il doit ainsi jouir de sa part des dépouilles qui en sont la conséquence, tout comme les sept dizains ont joui pendant trois cent vingt-deux ans de celles qui ont été le prix de leur valeur en 1475 et qu'ils ont bien su arracher des mains des évêques de Sion, par le motif qu'ils avaient versé leur sang pour les conquérir sur leurs détenteurs de ce temps-là, les ducs de Savoie.

Lors même que la prétention du Haut-Valais serait admise comme fondée, la justice qu'il invoque lui dicterait de subir un rabais qui la réduirait à peu de chose. Le Bas-Valais prouve que les raisons alléguées n'étaient pas exactes et que le détail des réclamations était exagéré.

1° La ville de Berne, dans l'état de ses réclamations imprimées, n'avait porté en compte que des avoirs achetés, mais aucun des avoirs conquis ou cédés à la souveraineté.

2° Les cantons de Soleure, Zurich et Bâle n'avaient rien réclamé des pays ou bailliages sujets qui étaient devenus partie intégrante de leur canton, mais ils vivaient avec eux en communauté d'avoirs.

3° Il y avait une différence très grande entre les nouveaux cantons d'Argovie et Vaud et le Bas-Valais. Les premiers n'ont point eu de cession de la part de la ville de Berne, encore moins d'association. Au contraire, celle-ci s'y refusa formellement, ce qui lui valut de sanglantes scènes. Le Bas-Valais, par contre, avait ses actes de cession, de ratification, et de confirmation, qui avaient été en pleine exécution sans plainte aucune depuis seize ans.

Quand à l'estimation des droits de souveraineté, voici la preuve de son exagération.

Il fallait considérer les fiefs comme affranchis ou à affranchir. Les domaines existants devaient être communs, comme on l'a prouvé antécédemment. Ainsi ces objets ayant une valeur convenue jusqu'alors, ne devaient pas faire partie de l'évaluation approximative suivante :

a) Le dizain de Monthey devait être estimé séparément parce qu'il avait stipulé dans son acte de cession en 1536, qu'il pourrait se soustraire quand il lui plairait à la domination des sept dizains en restituant les frais occasionnés par son occupation, qui n'avait pas exigé les frais d'une conquête mais ceux d'une simple occupation, ce qui ne pouvait avoir coûté plus de 4000 francs anciens, soit 6000 francs nouveaux. On ne pouvait compter l'intérêt de cette somme, parce que les sept dizains avaient joui de tous les droits féodaux du prince qui furent affranchis séparément.

b) La souveraineté dans les dizains de Saint-Maurice et Entremont — Nendaz déduit — n'avait jamais valu à l'Etat 6000 francs nets, frais déduits.

c) Il ne fallait pas compter la vente du sel comme un droit de souveraineté, parce que le peuple s'y soumettait tant qu'il y trouvait son profit; mais il est évident et certain que les baillis Maghéran et Stockalper en faisaient une entreprise à leur profit et que les sept dizains, au lieu de vendre le sel au Bas-Valais jusqu'en 1681, l'achetaient eux-mêmes du bailli Stockalper.

Ainsi le plus haut prix du produit net des droits de souveraineté s'élevait à 120.000 fr. auxquels il faut ajouter le capital de 4000 fr. pour Monthey et de 2000 fr. pour Nendaz, ce qui produirait un total de 126.000 fr.

Mais, par l'affranchissement et l'association, le Bas-Valais devient co-propriétaire des droits de souveraineté dans la proportion de 27 à 36¹. Donc il aurait à prétendre à 54.000 fr. pour sa part et le Haut à 72.000.

A supposer que le Haut-Valais estime la vente du sel comme un droit — ce qui n'est pas — valant 10.000 fr. tous frais compris, puisqu'en justice il ne pouvait en hausser le prix, et que l'on taxe la vedation à 8000 fr., ce qui est exagéré, ce serait 18.000 fr. de revenu annuel dont le Bas-Valais aurait encore à prétendre sa part dans la proportion ci-dessus, ce qui ferait 10.000 fr. annuels pour le Haut et 8.000 fr. pour le Bas.

Comme les sept dizains redevaient au Bas-Valais 40.000 fr. pour le passage de l'armée de réserve, sans compter les indemnités de logement et les dégâts non articulés, le reliquat à payer par celui-ci serait vite convenu.

Le Haut-Valais voyant l'impossibilité de justifier ses comptes, parut enfin réduire sa demande au paiement de la dépense faite par les troupes autrichiennes en 1814.

D'après une taxe modérée, la taxe totale aurait été de 150.000 fr. anciens, dont la part du Haut était de 85.000 et celle du Bas de 65.000 fr. Ce dernier pouvait accepter ce parti en demandant de faire compte entier sur les précédentes dépenses pour les armées. Il aurait pu porter en compte : 1° Le passage de l'armée de réserve (passage du Grand-Saint-Bernard) dont le Haut-Valais redevait au moins Francs 40.000

2° Les indemnités pour dépenses de guerre de 1798-1799, qui furent réparties dans les dizains, et dont le Bas-Valais était en avance d'au moins » 10.000

3° Les pensions de plus de 200 orphelins nourris dans le Bas-Valais et dont la somme modique serait de » 10.000

4° Il aurait cédé aux sept dizains la somme à percevoir des cantons suisses, ce qui, avec l'intérêt ascendait à 25.000 fr., dont la part du Bas était de » 11.000

Total. Francs 71.000

¹ Population 27.000 contre 36.000 âmes, faisant 63.000.

Tous comptes faits, le Bas-Valais aurait eu acquitté au-delà de sa dette. Les sept dizains comprirent enfin que leurs prétentions étaient inadmissibles et ils les abandonnèrent, quoique à regret, sans cependant être tous convaincus de leur tort, et en prétextant de leur sacrifice pour le bien de la paix du pays.

(Extrait de diverses notes rédigées probablement par l'ex-conseiller de préfecture et membre du gouvernement provisoire Isaac de Rivaz. Archives de Rivaz.)

*Note¹ en réponse aux réclamations formées par les sept dizains orientaux
relatives aux anciens domaines de l'Etat.*

Les cinq dizains du Bas-Valais ont vu avec beaucoup de sensibilité, dans les communications qui leur ont été faites par les sept anciens dizains, les assurances d'amitié et de confraternité qui les animent; ils y mettent un très grand prix et, pénétrés des mêmes sentiments, ils ne doutent point que l'explication provoquée par la note à eux remise ne soit suivie d'un résultat également agréable aux uns et aux autres.

Et c'est dans ces dispositions bien sincères qu'ils transmettent aux sept louables dizains d'en-haut les intentions dans lesquelles sont leurs communes à l'égard des objets de fraternité et d'intérêt, dont il est question dans la dite note du 21 octobre 1816.

La première observation des communes du Bas portera sur l'exemple cité par les sept louables dizains, à l'appui de leur demande concernant les sommes à leur payer pour entrer en jouissance des domaines nationaux, où ils se comparent aux villes aristocratiques de la Suisse qui ont obtenu de riches dotations.

Cette comparaison ne paraît point exacte, parce que les villes dont il est ici question n'ont pas été traitées autrement que les bourgeoisies de Sion, Brigue, Loèche, Saint-Maurice et Sembrancher qui ont conservé leurs dotations comme villes. Celles de Berne, Zurich, Fribourg et Soleure ont obtenu de riches dotations parce qu'elles étaient des villes riches et que ce qui a eu lieu à leur égard n'a été qu'une séparation de leurs propres avoirs d'avec ceux qui pouvaient être censés appartenir à l'Etat.

Mais ce qui fait le plus ressortir le défaut de comparaison, c'est que les villes, moyennant leur dotation, ont fourni gratuitement à l'usage de l'Etat des maisons de ville, des collèges, des établissements de charité, des arsenaux, de l'artillerie, des magasins à blé et à sel de la plus grande beauté, qui sont ici autant d'objets que les sept dizains proposent au Bas-Valais de payer pour une part égale à la co-jouissance qu'il exerce.

Dès qu'il est question d'une comparaison avec la ville de Berne, dont la note des sept dizains fait usage, le Bas-Valais en prendra occasion de la présenter ici sous son vrai point de vue.

Cette ville, dans un mémoire de réclamation intitulé « Titres de conduite de Berne en juillet et août 1814 », renonce entièrement à tous les domaines provenant de la conquête et de la suppression du clergé, — ainsi qu'on le voit à la page 3 du dit mémoire, où il est dit, quelles en étaient les conditions, — des dédommagements et des restitutions de propriétés qu'on avait acquises, comme l'auraient fait des particuliers. Et dans le cours du dit mémoire on voit, en effet, que l'énumération des objets réclamés ne s'étend qu'à des objets acquis par des conventions particulières.

¹ Le document qui suit, tiré des archives de l'Etat du Valais, a le même objet que le précédent. Nous n'en reproduisons que la première partie et la conclusion, qui présentent quelques différences ou particularités. Par contre, nous faisons abstraction — ce qu'indiquent plus loin deux lignes de points — de la majeure et principale partie de cette *réponse aux réclamations* du Haut-Valais, parce qu'elle ne fait valoir que les mêmes moyens et considérations que la *réponse* antérieure, pour démontrer que le Bas-Valais avait été admis, à différentes reprises et à divers titres, sans aucune réserve rétroactive, à la copropriété pleine et entière de tous les avoirs, droits et domaines de l'Etat du Valais, J. de L.

Le même mémoire a fait connaître que la ville de Berne a cédé, sans réclamation, des avoirs qui s'élevaient à plus de cinq millions, puisqu'ils comprenaient les châteaux, terres et revenus en fiefs et dîmes du prince, hypothéqués pour plus de trois millions; les salines, estimées un million par la commission helvétique de liquidation; la majeure partie du riche évêché de Lausanne et de son chapitre et les avoirs de toutes les abbayes et couvents.

Ces valeurs énormes n'ont point été absorbées pour paiement de dettes, mais cédées franches et libres au canton de Vaud par un acte public.

Passant ensuite aux objets provenant d'achats réclamés par la ville de Berne, l'on en trouve deux seulement portant revenus, et il n'y est fait aucune mention des habitations des baillis, des beaux et nombreux magasins à blé et à sel, des arsenaux, des dépôts pour marchandises, des maisons des employés aux péages et de l'artillerie, lesquels objets se seraient élevés à des sommes immenses si la ville de Berne avait cru devoir en faire un sujet de réclamation, comme le font les sept dizains du Haut-Valais.

Après avoir mis en évidence que la richesse des villes aristocratiques de la Suisse est la seule cause de la différence qui se trouve entre elles et le Haut-Valais, et fait voir que la cession faite par la ville de Berne de valeurs dépendant directement de la souveraineté était franche et libre de toutes dettes, il reste à faire soigneusement observer que les cessions considérables faites par la ville de Berne sont entières, tandis que les sept dizains conservent les huit-treizièmes de toutes les anciennes propriétés de l'Etat.

Enfin l'importance de l'objet exige que les cinq dizains du Bas-Valais établissent que dès 1798 ils ont des titres à un traitement encore plus favorable que celui exercé par la ville de Berne envers le canton de Vaud; que l'association du Bas-Valais aux avoirs du Haut a été un acte de prévoyance de la part des sept anciens dizains qui l'ont même recherchée soit par bienveillance, soit pour leur utilité, et que ces titres n'ont cessé dès lors d'acquiescer une vigueur telle que les domaines réclamés comme propriétés, ont pris, en 1802, 1814 et 1815, la nature des biens acquis en commun avec les sept dizains du Haut-Valais. L'on terminera par la démonstration que s'il était dû quelques sommes pour la jouissance de ces domaines, celle réclamée a été considérablement exagérée.

.

Conclusion

Les cinq dizains du Bas-Valais après avoir terminé leurs preuves de jouissance légitimement acquise à tous les revenus d'Etat, et établi qu'ils ne sont participants à aucun avoir appartenant au Haut-Valais, ne peuvent reconnaître comme fondée la réclamation contenue dans la note du 21 octobre. Mais, insistant sur ce que cet objet ne soit pas traité comme obligatoire, le Bas-Valais n'en est pas moins disposé à faire quelque chose qui soit agréable aux sept anciens dizains.

La partie occidentale du pays, sans vouloir renouveler des plaies qu'il n'a pas tenu à elle de voir cicatriser pour toujours, ne peut se dispenser de motiver ici l'impuissance où elle se trouve de faire des sacrifices proportionnés à ses dispositions à raison des énormes charges qu'ont supportées ses communes pendant le passage et le séjour des troupes étrangères, dont l'entrée en Valais a été provoquée par les mouvements de 1798 et 1799.

Il en est de même pour la fourniture d'un parc de cent colliers, entretenu à ses frais pendant une année dans le Haut-Valais et qui a coûté au-delà de 3000 louis¹, alors que le Bas-Valais était déjà foulé de prestations locales.

Nonobstant ces pertes dont les communes n'ont point encore pu se relever, et les observations qui pourraient être faites sur ce que plusieurs cents mille francs de péages et transits ont été détournés de leur vraie destination, tandis que par leur nature ils devaient être

¹ Soit 48,000 fr. anciens ou 69,570 fr. nouveaux.

employés à l'entretien des routes dont la charge a été laissée aux communes ; nonobstant cela, disons-nous, et en considération de ce que pendant treize années il a été accueilli d'une manière fraternelle qui mérite sa reconnaissance la plus vive en plusieurs circonstances, avant et après la réclamation qui fait l'objet du présent, les sept anciens dizains s'étant montrés généreux à son égard ; en vue encore de ce que ces mêmes dizains, outre les malheurs communs à toute la patrie, en ont de particuliers à réparer, le Bas-Valais ne saurait laisser échapper l'occasion de leur témoigner combien il désire se ménager leur amitié et la continuation de leurs bienveillants procédés. C'est dans cette intention qu'il a l'honneur de proposer une réunion des intéressés où l'on traitera des moyens de procurer aux sept anciens dizains une somme de quarante-huit-mille francs en numéraire. Ce prélèvement une fois effectué, les communes des sept anciens dizains se déclareront satisfaites de toutes recherches et réclamations ultérieures à l'égard du Bas-Valais, et reconnaîtront l'entière communauté d'avoirs et de coopération au bonheur et au malheur de la République.

(Arch. de l'Etat. Documents historiques de 1801 à 1847, tome 5^{me}.)



II

Tarif des numéraires en Valais

Années		Batz
1480	1 Florin de Savoie vaut 12 deniers gros	
1481	1 florin petit de Savoie vaut 12 gros de Savoie	
1485	1 gros vaut 9 deniers	
1534	1 quart valait 4 forts	
"	4 forts valaient 1 quart	
1542	2 gros de l'Evêque valent 1 batz	1
"	1 Dick pfennig	6
"	1 écu d'or au soleil vaut 30 gros soit	25
"	1 écu du Pape, de l'empereur, Venise et Gênes vaut 42 gros.	24
"	1 ducat a la même valeur, soit 48 gros ou.	24
"	1 florin du Rhin vaut 3 dicks,	18
1550	1 Dick de Berne et des Valdsetten vaut	6
1552	1 écu bon vaut 15 grains, soit 50 gros	25
"	3 drijer ou vierer de Soleure et Berne, valent 2 quarts,	
1569	8 florins d'or du Rhin valent 5 pièces d'or,	
	1 pièce d'or vaut 48 sols de France soit	2

Monnaies tarifées par les cinq cantons de Berne, Fribourg, Valais, Genève et Neuchâtel réunis en conférence à Payerne, le 20 décembre 1592.

1592	L'écu au coin de France est évalué à 7 florins et 6 gros, soit	30
	Le doublon d'Espagne vaut 2 écus de France ou 15 florins, soit	60
	La pistole d'or d'Espagne, Mantoue, Ferrare, Gênes et autres aux coins des princes Italiens, au poids commun, afin que ces pièces ne soient retirées du pays à cause du taux faible où elles ont été jusqu'à ce jour, sont évaluées à 7 florins et 3 gros	29
	Le doublon de Milan vaut 14 florins et 6 gros, soit	58
	Les ducats d'argent de Milan, Venise, Florence, Savoie et autres semblables, valent 6 florins, 4 gros et 6 deniers, soit	25 1/2

Années

Batz

	Les philippus thaler, valent 6 florins, soit	24
	Le thaler d'Allemagne appelé Richsthaler reste à la valeur du libelle dernièrement imprimé	
	Le franc pesant vaut 30 gros, soit	10
	Le teston à la croix, appelé quart d'écu, vaut 21 gros et 9 deniers, soit	7 ¹ / ₄
	Le teston de France frappé au titre, vaut 21 gros, soit	7
	Le teston de Novarre, s'il est du poids de celui de France, vaut	7
	Les testons de Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel et Genève	6
	Les testons de Lorraine au grand poids, valent comme un teston de Suisse, soit	6 ¹ / ₃
	Les testons de Lorraine au grand col, valent 16 gros et 6 deniers	8 ¹ / ₂
	Les parpilloles non frappées au titre, comme celles à la petite croix, valent 2 quarts	
	Les anciens sols de roi à l'effigie de la dernière réforme qui ne sont que de deux coins, valent	2
	Ceux qui actuellement portent deux c. d'un côté et quatre couronnes de l'autre, ne valent que 1 kreutz et demi	
1608	1 dick de Lorraine vaut 12 gros, soit	6
1622	La diète fixe la valeur des monnaies étrangères suivantes :	
	La double Espagnole, vaut	90
	La double d'Italie, vaut	87
	L'écu d'or de France et d'Italie, chacun à proportion	
	Le ducaton de Florence et Milan	34
	Le quart d'écu	9
	Le teston vieux	7
	Le teston nouveau	4
1661	La livre valait 27 gros de la monnaie de Sion, soit	13 ¹ / ₂
1662	L'écu du pays valait 50 gros de Sion, soit	25

En haut de la Morge

16 deniers valaient	1
12 deniers valaient 1 sol, soit	³ / ₄
8 deniers valaient 1 gros, soit	¹ / ₂
4 deniers valaient	¹ / ₄
2 deniers valaient 1 quart, soit	¹ / ₈
1 denier valait 2 oboles, soit	¹ / ₁₆
1 obole valait 2 pogésies, soit	¹ / ₃₂
1 pogésie valait 2 pites, soit	¹ / ₆₄
1 gros valait 8 deniers, soit	¹ / ₂
L'ambrosienne valait 5 deniers, soit 1 kreutz et demi.	

En bas de la Morge

1 sol valait	1
12 deniers valaient	1
6 deniers valaient 1 gros, soit	¹ / ₂
3 deniers valaient 1 kreutz	¹ / ₄

Années		Batz
1604	1 sequin valait 75 gros, soit	37 ¹ / ₂
	1 écu au soleil valait 66 gros, soit	33
	1 doubloon d'Espagne valait	66
	1 écu pistole valait 62 gros, soit	31 ³ / ₄
1641	1 grain vaut (dans le Bas-Valais du moins)	
1336	1 sol maurisois, sous le duc de Savoie valait.	
1638	Le doubloon ou pistole d'Espagne vaut 3 écus d'argent	75
	La pistole gènoise ou vénitienne vaut 4 écus et 10 batz	110
	La pistole Milanaise, mantouanne ou florentine et autres Italiennes, 4 écus et 8 batz	108
1671	L'écu philippin est évalué par la diète de décembre à 32.	33
1677	Le quart de Modène évalué à 14 gros, soit	7
1685	Le florin de Savoie évalué à	5 ¹ / ₂
1690	La crosate (croison) ou genuines (gènoise), évaluée en diète de mai, à	45
1698	La livre maurisoise est évaluée par la diète de déc. à 26 gros et 1 schilling	13
	(5 centimes)	
1714	Le nouveau doubloon de France vaut 5 écus et 12 ¹ / ₂ batz en	137 ¹ / ₂
1725	Le doubloon est fixé par la diète à	120
	Le ducaton	38 ¹ / ₂
	L'écu	31
	Le croisat (croison)	47
	L'écu couronné	36
1726	L'ancien doubloon roule sur le même pied que le nouveau, soit	120
	Le mirliton	117 ¹ / ₂
	Le louis d'or avec double L	175
	Le doubloon au soleil	147 ¹ / ₂
	Le doubloon de France de la dernière frappe	150
1737	Le ducat à l'effigie de la Madone (Venise).	70
	Le ducat de Florence avec le lys	70
	Les autres ducats.	65
	Le ducat de Venise à l'effigie de la Vierge	71
	Les autres.	70
1741	Ecu de France frappé en 1740 et 1741	37 ¹ / ₂
	Sequin.	72 ¹ / ₂
	Ducat	70
1664	Dans le Haut-Valais le ducat ou ducaton	37 ¹ / ₂
	La couronne soit écu bon	25

XVII Siècle. Evaluation monétaire des deniers, oboles, pogésies et pites et mode de perception du blé et des légumes sur Conthey

1 livre maurisoise.	fait :	27 gros moins 3 deniers
1 » »	»	18 ambrosiennes
1 » »	»	20 sous
1 florin maurisois	»	16 ambrosiennes
5 sous »	font :	12 ambrosiennes
1 sou »	fait :	12 deniers
9 deniers »	font :	1 gros
1 denier »	fait :	2 oboles
obole maurisoise	»	2 impériales ou pogésies
9 impériales ou pogésies. font :		1 quart.

Au dessus de la Morge

12 deniers.	équivalent à	1 sou
1 sou	égale à	5 quarts et 1 fort

En dessous de la Morge

1 sou	équivalent à	2 gros de Sion
6 deniers	équivalent à	1 gros
5 »	à	3 $\frac{1}{2}$ quarts
4 »	à	2 $\frac{1}{2}$ quarts
3 »	à	2 $\frac{1}{2}$ quarts
2 »	à	1 $\frac{1}{2}$ quart
1 denier	à	$\frac{2}{3}$ quart
1 obole.	équivalent à	$\frac{1}{3}$ quart
1 pogésie	»	$\frac{1}{3}$ fort
1 pite	à	$\frac{1}{6}$ de fort et $\frac{1}{6}$
$\frac{1}{2}$ pite	à	$\frac{1}{12}$ de fort
$\frac{1}{4}$ pite	à	24 ^{me} partie du denier
1 denier et obole	équivalent à	1 quart
1 obole et 1 pogésie	à	1 fort
1 pogésie et 1 pite	à	$\frac{1}{2}$ fort
$\frac{1}{2}$ pite	équivalent à	$\frac{1}{4}$ fort

Pour les légumes et grains

2 piquets de blé	font :	1 quarteron
4 »	»	1 bichet
4 mesures	»	1 quarteron
2 éminolets (émines?)	»	1 mesure de blé
8 »	»	1 quarteron

Mode de perception des deniers au-dessus de la Morge

12 deniers maurisois	équivalent à	1 sou
1 sou maurisois	équivalent à	5 quarts et 1 fort monnaie de Sion.

En-dessous de la Morge

1 sou	équivalent à	2 gros monnaie de Sion
6 deniers	équivalent à	1 gros
5 »	à	3 quarts et $\frac{1}{2}$
$\frac{1}{2}$ du quart	équivalent à	$\frac{2}{3}$ de fort
4 deniers	équivalent à	2 quarts et $\frac{2}{3}$ de quart
3 »	à	2 quarts
2 »	à	1 quart et $\frac{1}{2}$

1 pite soit $\frac{1}{2}$ pogésie équivaut à $\frac{1}{4}$ de fort
 $\frac{3}{4}$ de pite » » » à $\frac{1}{8}$ de fort

Mesures en usage à Conthey pour blés et légumes

2 émines	font :	1 mesure
2 mesures	»	1 copin
2 copins	»	1 quarteron
2 quarterons	»	1 bichet
2 bichets	»	1 fichelin
2 fichelins	»	$\frac{1}{2}$ sac
4 »	»	1 sac
3 sacs	»	1 muid

Pour les deniers dans le Bas-Valais

1 sou	équivaut à	1 batz, (le batz du Valais était de 0,15 centimes)
12 deniers	équivalent à	1 batz
6 »	» à	1 gros soit $\frac{1}{2}$ batz
3 »	» à	1 kreutz
1 denier et 1 obole »	à	1 quart
1 obole et 1 pogésie »	à	1 fort
1 $\frac{1}{2}$ pogésie	équivaut à	$\frac{1}{2}$ fort
$\frac{1}{2}$ pogésie et $\frac{1}{4}$	» à	$\frac{1}{4}$ du fort
1 denier	vaut :	2 oboles
1 obole	»	2 pogésies
1 pogésie	»	2 pites
2 oboles	valent :	1 denier
2 pogésies	»	1 obole
1 pogésie	vaut :	$\frac{1}{2}$ obole
Le florin	fait :	9 gros moins 1 denier



TABLE DES MATIÈRES

	pages	pages
Préface par le Chanoine Grenat		V
Avant-propos par l'avocat Joseph de Lavallaz		IX

CHAPITRE PREMIER (de 1536 à 1542)

X Notions préliminaires		2
Alliances avec les cantons catholiques	3 à	6
Préparatifs d'occupation du Chablais		7
Occupation des mandements de Monthey et d'Evian		8
Acte solennel de dédition de ces mandements au Valais	9 à	16
Démêlés juridictionnels avec Berne		17
Germes du protestantisme en Valais		18
Organisation judiciaire pour Val-d'Illiez		19
Revenus des gouvernements		20
Anciens statuts valaisans		20
Monthey fait reconnaître ses franchises		21
Rapacité des gouverneurs		22
Infortuné sort des deux couvents de Saint-Jean et d'Abondance	22 à	23
Recherches des reconnaissances féodales		24
Berne viole les conventions		25
Affaire de Rothweil		26
Question des biens confisqués de Georges Supersaxo		27
Question de la montagne de Durant	28 à	29
Majorité de Savièse abolie		30
Alliance catholique renouvelée		31
Ordonnance mercantile et référendum		32
Haine religieuse des Bernois		33
Prétention du vicomte de Martigues		33

CHAPITRE II (de 1542 à 1552)

	pages	pages
Projet de faire d'Aoste un bailliage	35 à	38
X Routes		39
✓ Anciens hospices du Simplon et du Grimsel	40 à	41
X Inondation de la plaine de Martigny		41
✓ Alliance renouvelée avec la France		42
Insurrection de Lietsch (Lötschen)	43 à	48
✓ Alliance préventive entre dizains	49 à	50
Arrivée de commissaires fédéraux		51
Etat du clergé	52 à	53
Les Séminaires		54
✓ Le Concile de Trente		55
X Subside réclamé par Charles-Quint		56
Litiges avec Berne. Armements préventifs		57
✓ Composition d'un bataillon valaisan		58
Origine des sociétés de tir en Valais		59
Exigence de Berne pour les ventes de biens sis sur son territoire		60
Placet des VII dizains pour l'élection de l'abbé d'Abondance		61
Plainte du Bas-Valais sur la forme des procédures, Appels devant la Diète		63
X Peste		63
Peine contre le calomniateur et le parjure		63

CHAPITRE III (de 1552 à 1584)

Alliances et traités, et leurs inconvénients		64
Renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques		65
L'Abbaye de St-Maurice sous le patronage de l'Etat		66
Propagande et livres protestants		67
Etat des esprits au point de vue religieux		68
Appels à Rome interdits		69
X Traité de paix entre Milan et le Valais. Nouveaux griefs	70 à	71
✓ Lettre du duc de Milan à l'évêque de Sion		72
Réclamation des mandements de Monthey et d'Evian par les ducs de Savoie	73 à	75
Restitution du mandement d'Evian. Traités de 1569	76 à	80
✓ L'Abbaye de St-Maurice et l'Etat		80
Désastres éprouvés par l'Abbaye de St-Maurice		81

CHAPITRE IV (de 1543 à 1597)

✓ Etat religieux et moral du pays au XVI ^e siècle		83
✓ Fermeté d'Adrien I de Riedmatten		84
Hildebrand de Riedmatten. Collège helvétique à Milan		85
La Retraite de Meaux		86
Alliance renouvelée avec la France		87
Sels de France, du Piémont et du Milanais	87 à	90

	pages	pages
Prieuré du Port-Valais. Bénéfice de Vionnaz		90
Statuts Valaisans. Les patriotes		91
Référendum en Valais. Ancienneté et forme	92 à	93
Spolium des bénéfices ecclésiastiques		93
Réduction de la main morte		94
Le général Sancy envahit le Chablais		95
Le Valais réoccupe le mandement d'Evian	96 à	97
Alliance avec le duc de Savoie renouvelée		98
Traité de Nyon entre Berne et le duc de Savoie		99
Sancy ravage la Savoie	100 à	103
Convention monétaire conclue à Payerne		103
Bonne harmonie entre le Valais et le duc de Savoie		104

CHAPITRE V (de 1599 à 1602)

Alliance avec les Grisons	105 à	108
Henri IV désire renouveler les capitulations		109
Charles-Emmanuel demande le passage des troupes. Henri IV s'y oppose		110
Le duc de Savoie demande l'observation des traités	111 à	112
Préparatifs du duc de Savoie contre Genève. Escalade manquée		113
Le duc de Savoie demande deux compagnies au Valais. Refus	114 à	116
Renouvellement de traités. Refus d'alliance avec le Milanais		117
Alliance renouvelée avec Henri IV	118 à	120
Renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques	121 à	124

CHAPITRE VI (de 1597 à 1611)

Affaires Religieuses. La Réforme en Valais	125 à	133
Travaux apostoliques des capucins en Valais	134 à	141
Agissements anticatholiques du Bailli Jossen		142
Le bailli Jossen devant le tribunal de l'évêque	143 à	144
Les capucins évangélisent Sion	145 à	147
Des capitaines recruteurs aident à sauver le catholicisme		148
Assemblée de Juillet 1603 en faveur du catholicisme		149
Edit de Viège contre les hérétiques valaisans		151
Soulèvement des 4 dizains supérieurs contre les 3 autres		152
Condamnation de Guntren	153 à	154
Couvents de capucins de St Maurice et Sion		155

CHAPITRE VII (de 1604 à 1613)

Adrien II de Riedmatten évêque		157
Les Jésuites en Valais	158 à	161
Symbole de l'ancienne juridiction des évêques de Sion sur Saint-Gingolph		162
L'évêque élu recevait l'hommage des communes		163
Traité de Brigue, Conches et Moerell avec le Milanais		164

	pages	pages
Troubles dans les Grisons		166
Nouvelles vexations de l'Ossola		167
Le Pape propose au Valais cinq places au séminaire de Milan		168
Les fêtes religieuses en Valais		169
Introduction du principe de la majorité légale		169
La peste noire ou maculée	170 à	171
Rapports avec le duc de Savoie. Il obtient une levée de 1200 hommes.		172
Le régiment valaisan dans la guerre de Montferrat	173 à	174
Nouvelles compagnies fournies au duc de Savoie		175
Revue militaires annuelles.		176
Conflit entre Berne et le Valais au sujet du diguement du Rhône		177
Prélude de l'attaque du pouvoir temporel de l'évêque	178 à	181

CHAPITRE VIII (de 1613 à 1618)

L'évêque Hildebrand Jost et la lutte acharnée du protestantisme en Valais	182 à	206
La peste à Sion	200 à	201
Renouvellement d'alliances avec Berne et les Grisons		204

CHAPITRE IX (de 1618 à 1619)

L'évêque Hildebrand Jost et la lutte acharnée du protestantisme en Valais (suite)	207 à	220
L'évêque expose la situation aux Cantons catholiques	208 à	209
L'ambassade française intervient en faveur du catholicisme		210

CHAPITRE X (de 1619 à 1627)

L'évêque Hildebrand Jost et la lutte acharnée du protestantisme en Valais (suite)	221 à	250
Démêlés entre Berne et Fribourg au sujet du baillage d'Echallens.		226
Loi somptuaire	227 à	228
Question de la Valteline entre la France et l'Espagne ou les Impériaux	229 à	233

CHAPITRE XI (de 1627 à 1638)

L'évêque Hildebrand Jost et la lutte du protestantisme en Valais (suite et fin)	251 à	270
Conspiration Antoine Stockalper	251 à	253
Procès et condamnation d'Antoine Stockalper	254 à	257
L'évêque Hildebrand Jost est appelé à Rome	259 à	261
La peste à Sion		262
Arrivée des Bernardines en Valais. Leur établissement	263 à	266
Retour de Rome de l'évêque Jost. Il est prisonnier à Etiez	267 à	270
L'évêque Jost cède à la violence des Patriotes. Renonciation définitive à la Caroline		270
Le doyen Pierre Furer	271 à	274
Le Valais refuse à Louis XIII le passage de ses troupes.		275
Crainte d'invasion des Impériaux		276

	pages	pages
Frais de cavalcade due aux gouverneurs, réclamations		277
Election du banneret et du capitaine du dizain de Sierre, Désordres		278
Règlement concernant les procédures		279
Règlement concernant la torture		280
✓ Roulage et transit commercial		281
Magéran créé bailli		282
Renonciation définitive à la Caroline	283 à	284
Décès d'Hildebrand Jost et de Magéran		285
Fin du protestantisme en Valais		286
Administration religieuse d'Hildebrand Jost	287 à	288
Synode diocésain de 1626. Constitutions et décrets synodaux	289 à	290
Désastres divers, Nouvelle église de St-Maurice	291 à	292
✕ La peste à Chamoson		293

CHAPITRE XII (de 1635 à 1675)

Décret contre les enrolés déserteurs		295
Délicate position du régiment valaisan au service de Savoie		296
Régiment levé pour la France. Son code militaire		297
Bataille de Rocroy. L'Evêque Barthélemy Supersaxo		298
Election d'Adrien III de Riedmatten. Frappe de la monnaie		299
Construction des châteaux de St-Maurice et de Monthey		300
Canal Stockalper		301
Adrien IV de Riedmatten, évêque. Mesures contre le protestantisme		302
Réadmission des Jésuites. Chasse aux Bohémiens en Suisse		303
✓ Soulèvements des paysans en divers cantons		304
✕ Mécontentement populaire		305
Adrien IV revendique les anciens droits de l'évêché		306
Loèche marche contre Sion	306 à	307
Adoption du calendrier Grégorien. Première guerre de Wilmergen		308
Levée des troupes en faveur des VII cantons catholiques		309
Limitation entre Berne et Valais		310
Berne et Valais se garantissent la liberté de culte		311
Réduction des frais d'installation des gouverneurs		312
Nouvelle mission des capucins. Couvent éphémère de Brigue		313
Etablissement des Jésuites à Brigue		314
Ursulines à Brigue		315
Enrolements pour la France et pour Venise		315
Election de Jean Tobie Franc comme abbé de St-Maurice		316
Notice sur la famille du Fay		318

CHAPITRE XIII (de 1675 à 1696)

✓ Le Seigneur Gaspard Stockalper	319 à	328
✕ Gaspard Stockalper élu bailli et créé baron		321
Union de Viège, Loèche, Sierre et Sion contre Gaspard Stockalper		322
Acte d'accusation contre Gaspard Stockalper	323 à	324

	pages	pages
Mandat d'arrêt contre G. Stockalper. Conditions qui lui sont imposées	325 à	327
Jean de Montheys		326
Soulèvement de Gondo et du Simplon		328
Dernière tentative du protestantisme. Guerre des ringlis	329 à	330
Renouvellement de l'alliance avec les cantons catholiques	331 à	332
Les réfugiés Luzernois ou Vaudois (secte religieuse)	333 à	339
Védro établit d'injustes péages.		340
Louis XIV accorde deux nouvelles bourses d'étudiants		341
Visites épiscopales		342
Mathias Will.	342 à	343

CHAPITRE XIV (de 1688 à 1728)

Le chanoine Im Winkelried		344
Troubles et émeutes à Loèche	345 à	346
Le Jansénisme		347
Question du Toggenbourg	347 à	
Question du Toggenbourg. Départ du régiment valaisan		349
Question du Toggenbourg. Le régiment valaisan à Zoug		350
Mémoire accusatif des Conchards (Recès d'Or) contre les autorités	352 à	353
Mémoire justificatif du gouvernement.	354 à	357
Les cantons catholiques sollicitent de nouveau l'appui du Valais	358 à	359
Recettes de l'Etat		360
Monthey incendié. Eboulement des Diablerets		360
Visite d'étiquette au Prince de Savoie.		361
Alliance avec la France.	361 à	362
Le Roulage commercial. Les <i>Soustes</i>		363
Renouvellement de l'alliance avec les VII cantons catholiques		364

CHAPITRE XV (de 1728 à 1734)

Mines de fer à Binn. Agitations populaires à leur sujet.		367
Agitations et revendications populaires	368 à	369
Landsgemeinde de Viège	370 à	372
Droits et Péages perçus par la ville de Sion		373
Mérite de l'évêque François Joseph Supersaxo. Il refuse le cardinalat.		374
L'abbé Jean de Lovina, précepteur de l'empereur Charles VII		375

CHAPITRE XVI (de 1734 à 1756)

Jean Joseph Blatter, Evêque		376
Les capucins en Conches	377 à	382
Les capucins en Conches. Leur expulsion.	381 à	382
Inondations et incendies à Monthey		383
Séparation des moines valaisans et italiens du St-Bernard	384 à	385
Guerre de Don Philippe. Mesures défensives	386 à	388

	pages	pages
Sion et Conches se disputent la préséance	389 à	391
Le vénérable Chapitre revendique ses anciennes prétentions		392
Election de Jean Hildebrand Roten à l'évêché		393
Tremblement de terre à Brigue		395

CHAPITRE XVII (de 1740 à 1790)

Apparition de la Franc-Maçonnerie en Valais		397
Ferme et bureaux de tabacs établis dans le Bas-Valais	398 à	399
Le Bas-Valais réclame la suppression de la ferme du tabac	400 à	404
Guerre de la Levantine		405
Le comte Maurice de Courten		405
Pierre de Rivaz		406
Le chanoine Weguer. Le chanoine Brigue		407
Les capucins sont démembres de la Savoie		408
Suppression des jésuites		409
Renouvellement de l'alliance avec les VII cantons catholiques	410 à	411
Incendies à Brigue et à Sion		412
L'évêque Zen-Ruffinen	412 à	413

CHAPITRE XVIII (de 1790 à 1792)

✕ Causes d'agitations dans le Bas-Valais		415
Le gouverneur de Monthey est expulsé. Le gros Bellet	416 à	417
Agitations à St Maurice et dans l'Entremont		418
Diètes convoquées contre les soulèvements		419
Les délégués de Monthey et St Maurice devant la diète. Leurs griefs		420
Adresse de Berne aux insurgés Bas-Valaisans		421
Griefs de St Maurice et Monthey contre leurs gouverneurs	422 à	425
✕ Agitations dans le Haut-Valais		426
✕ Mobilisation contre le Bas-Valais		426
✕ Supplique des Entremontants, de Saillon, Leytron et Saxon	427 à	428
La Diète entend les délégués des communes bas-valaisannes		429
✕ Amendes imposées aux communes bas-valaisannes		430
Nouveaux gouverneurs à St-Maurice et Monthey		431
✕ La conjuration des <i>Crochets</i>	432 à	433
✕ Crainte d'invasion française. Mesures militaires		434
✕ Le Haut-Valais agité		435
Paternels conseils de l'évêque en diète		436

CHAPITRE XIX (de 1793 à 1797)

Les Emigrés Français. Le Pape loue la charité des Valaisans	438 à	442
Les Trappistes en Valais	439 à	440
Prières publiques en Suisse		443

	pages	pages
Les représentants français sont agréés et reconnus		443
Passage furtif de troupes duciales par le Saint-Bernard		444
Capitulation militaire avec le roi d'Espagne		445
Napoléon demande un traité de passage	446 à	449

CHAPITRE XX (de 1797 à 1798)

Etat moral de la Suisse à la fin du XVIII ^e siècle		450
Mangourit et l'indépendance valaisanne	452 à	488
Vrais motifs de l'affranchissement du Bas-Valais		453
Préludes de l'affranchissement du Bas-Valais	454 à	455
✕ Déclaration de l'indépendance du Bas-Valais	456 à	458
✕ Proclamation du Comité général bas-valaisan aux communes	459 à	460
Situation politique momentanée du Bas-Valais		461
Le Comité général rassure l'évêque au point de vue religieux		462
Rappel des condamnés politiques		463
Abolition des servitudes féodales. Rachat des redevances		464
Répulsion du Bas-Valais pour le régime républicain français		465
Quatre cents volontaires valaisans aux Ormonts		466
Assemblée représentative provisoire du Haut et du Bas-Valais à St-Maurice	467 à	468
Plantation de l'arbre de la liberté à Sion		469

CHAPITRE XXI (1798 jusqu'en juin)

Le Directoire français veut réunir le Valais à la République Suisse		470
Le Valais députe à Berne pour demeurer République indépendante		471
Le Valais vote son incorporation à la République helvétique		472
Insurrection des cinq dizains supérieurs	473 à	489
Sion se rend aux insurgés Haut-Valaisans		475
Les insurgés marchent sur le Bas-Valais		477
Les sept dizains invitent le Bas-Valais à se soulever avec lui		478
✕ Engagement près de Martigny		479
Division parmi les insurgés. Arrivée des Français		480
Combat de la Morge		489
Prise et pillage de Sion par les Français	482 à	483
✕ Les soldats vaudois pillards. Leur attaque contre Chamoson	484 à	485
Les Hauts-Valaisans se retirent. Ils déposent les armes		486
Proclamation de Lorges. Manifeste de Mangourit		487
Les prisonniers valaisans à Chillon		488
Soumission du Haut-Valais. Erection nouvelle des arbres de liberté		489
Charles Emmanuel de Rivaz	490 à	
Suppression des girouettes, armoiries, fourches patibulaires		491

CHAPITRE XXII (de 1798 à 1800)

	pages	pages
Pouvoirs publics de la République helvétique		492
Les XIX nouveaux cantons. Les XII districts valaisans		493
Résistance de Schwytz et Nidwald		494
Ch. Em. de Rivaz, préfet national		495
Prestation du serment de fidélité à la Constitution helvétique		499
Nouveau soulèvement des cinq dizains haut-valaisans	497 à	509
Les insurgés haut-valaisans marchent sur Sierre et Sion		498
Les insurgés descendent jusqu'à Vernayaz		499
Retraite des Haut-Valaisans jusqu'au bois de Finges		500
Marche des Français jusqu'à Sierre. Pillage de ce bourg		501
Combats de Finges. Arrivée de Xaintrailles		502
Les Français marchent sur Brigue. Meurtres et pillages		504
Rapacité de Xaintrailles. Combat de la Massa		505
Combat de Lax. Xaintrailles et Lecourbe à Munster		506
Fêtes de la vengeance. Escarmouches au Simplon		507
Combats entre Français et Autrichiens au Simplon		508
Combats en Conches. Soumission des insurgés		509
Désolation du Haut-Valais. Secours et quêtes en sa faveur		510
Souwarof, Masséna, Turreau aux prises en Suisse		512
Lourdes contributions de guerre sur le Bas-Valais		513

CHAPITRE XXIII (de 1800 à fin mars 1802)

Passage du Grand St-Bernard par Bonaparte et son armée	516 à	520
Bonaparte et son muletier Dorsaz		520
Création de la route et de l'hospice du Simplon		521
Turreau		522
Le Valais menacé d'incorporation à la France	523 à	525
La diète valaisanne vote le maintien de l'union à la Suisse		526
La diète helvétique vote le maintien du Valais comme canton suisse		527
La question de la cession du Valais à la France renaît		528
Retour de Turreau en Valais. Il séquestre les contributions publiques		529
Résistance aux ordres de Turreau		530
Turreau saisit la caisse du receveur général du Valais		531
Dévouement patriotique de Joseph de Lavallaz		532
Lettre du Petit-Conseil helvétique à Turreau		533
Turreau destitue les magistrats et fonctionnaires valaisans		534
Pittier, préfet national		534
Protestation générale des communes. Leur députation à Berne	536 à	538
Protestation de Staffer, représentant de la Suisse à Paris		539
Occupation militaire des communes récalcitrantes		541
Contributions imposées aux communes réfractaires	542 à	544

CHAPITRE XXIV (1802 jusqu'au 27 juillet)

	pages	pages
Bonaparte veut constituer le Valais République indépendante	545 à	549
Les taxes de l'acte d'indépendance sont posées		548
Nouvelles violences de Turreau. Saisie de la régie des sels.		550
Fraudes des fermiers des sels. Pittier tente de destituer le tribunal du canton		551
Occupation militaire des communes d'Entremont.		552
Menées de Turreau pour l'annexion du Valais à la France	553 à	556
Protestation du Comité valaisan contre les menées de Turreau.		557
Nouvelles impositions et prestations militaires imposées aux communes		559
Menées des partisans de l'annexion du Valais à la France		560

CHAPITRE XXV (de juin à septembre 1802)

Préludes de l'indépendance du Valais.	562 à	564
Proclamation de l'indépendance du Valais	565 à	568
Constitution imposée par Bonaparte		568
Le Valais indépendant.	569 à	571
Nomination et installation du Conseil d'Etat.		569
Fêtes de l'indépendance du Valais.		571

CHAPITRE XXVI (du 25 octobre 1802 au 25 décembre 1813)

Le Valais indépendant (suite)	572 à	584
Hommage de la diète à Bonaparte.		573
Députation à Bonaparte pour obtenir le départ des troupes françaises		574
Gêne financière de l'Etat		575
Napoléon empereur. Honneurs rendus à son chargé d'affaires.		576
Le couronnement de Napoléon empereur est solennisé en Valais		577
Difficultés administratives pour le Conseil d'Etat.	578 à	581
Préliminaires de l'annexion à la France. Députation valaisanne à Paris	582 à	584
Annexion du Valais à la France. Département du Simplon.	585 à	595
Le général Berthier prend possession du Valais		586
Berthier, commissaire général du département du Simplon.	591 à	593
L'abbaye de St-Maurice et le St-Bernard réunis		594
Les préfets Derville-Malécharde et de Rambuteau. Fin du régime français.		596

CHAPITRE XXVII (du 28 décembre 1813 au 4 août 1815)

Les puissances alliées et le Valais	597 à	614
Le baron de Simbschen occupe le Valais		597
Le Valais recouvre son autonomie. Direction centrale provisoire		598

	pages	pages
Lettre du prince de Metternich.		599
Combats du Simplon et du St-Bernard.		600
Discordes intestines. Intervention et directions des puissances alliées	600 à	611
Députation valaisanne à Zurich et à Paris		603
Délégation à la diète fédérale pour l'incorporation du Valais à la Suisse.		604
Elaboration d'une nouvelle constitution		605
Assemblée de Tourtemagne.		607
Séance orageuse à la diète valaisanne.		608
Agitation séparatiste bas-valaisanne		609
Les cent jours. Armements.		612
Le Congrès de Vienne et la Suisse.		612
La diète valaisanne vote la nouvelle constitution et l'union à la Suisse.		613
Le Valais est reçu dans la Confédération suisse comme XX ^m canton.		614
Appendice I. Question des indemnités réclamées en 1814 et 1815 par les sept anciens dizains aux dizains du Bas-Valais	617 à	628
Appendice II. Tarif des numéraires en Valais.	629 à	633



TABLE DES ILLUSTRATIONS

Le Révérend Chanoine Grenat	En tête
1. Mathieu Schiner, Cardinal et Evêque	16
2. Georges Supersaxo, Bailli	32
3. La Matze	48
4. Adrien I ^{er} de Riedmatten, Evêque.	64
5. Antoine de Quartéry, Capitaine	80
6. Hildebrand Jost, Evêque	96
7. Nicolas Kalbermatter, Colonel	112
8. Le Grand-Bailli Jean Roten	128
9. Trois Evêques de Riedmatten	144
10. Sion, vue générale.	176
11. Adrien IV de Riedmatten, Evêque	208
12. Le Seigneur Gaspard Stockalper de la Tour	240
13. Mathias Will	272
14. François-Joseph Supersaxo, Evêque	304
15. Burgener	336
16. Le Comte Maurice de Courten	368
17. Pierre de Rivaz.	400
18. François-Joseph Veguer, Chanoine	432
19. Le gros Bellet	464
20. Le Comte Eugène de Courten.	496
21. Charles-Emmanuel de Rivaz	512
22. Laurent-Joseph Murith, Chanoine	544
23. Gaspard-Eugène de Stockalper de la Tour	576
24. Léopold de Sepibus, Grand-Bailli	608



GENÈVE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE

Suc. de Ch. Eggimann & C^{ie}

Armoiries des six bannières et anciennes communes du Bas Valais

d'après Jean Stumpfen 1948
Ardon

Conthey



Saillon



Marligny



Entremont



S^t Maurice



Trois fiefs compris sous la bannière d'Entremont

Bourg-S^t-Pierre



Orsières



Bagnes



Monthey 1569

1536



1815

